

Histoire d'Israël

Abitbol, Michel

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

A nighttime photograph of Jerusalem, showing the city's skyline with numerous lights. The Dome of the Rock is prominently featured in the center, illuminated with a warm golden light. The surrounding city is a mix of modern high-rise buildings and older, lower structures, all glowing with city lights against a dark twilight sky.

Michel Abitbol
Histoire d'Israël

PERRIN

Michel Abitbol

HISTOIRE D'ISRAËL

PERRIN

DU MÊME AUTEUR

Histoire des Juifs, Perrin, 2013 ; coll. « Tempus », 2016.

Histoire du Maroc, Perrin, 2009 ; coll. « Tempus », 2014.

Les Amnésiques. Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient, Perrin, 2005 ; coll. « Tempus », 2007.

Le Passé d'une discorde. Juifs et Arabes depuis le VII^e siècle, Perrin, 1999 ; coll. « Tempus », 2003.

Tujjar al-Sultan. Les commerçants du Roi, Maisonneuve et Larose, 1998.

De Crémieux à Pétain. Antisémitisme et colonialisme en Algérie, Jérusalem, Shazar Center, 1993.

Les Deux Terres promises. Les Juifs de France et le sionisme (1897-1945), Olivier Orban, 1989 ; Perrin, coll. « Tempus », 2010.

Les Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy, Maisonneuve et Larose, 1983 ; rééd. Riveneuve, 2008, Éditions du CNRS, coll. « Biblis », 2012.

Tombouctou au milieu du XVIII^e siècle, Union académique internationale, Fontes Historiae, séries Arabica VII, Maisonneuve et Larose, 1982.

The Relationship between North Africa and Western Africa, Tel-Aviv, Open University, 1981.

Colonialism, Traditional Rule and Modern Nationalism in Tunisia, Algeria and Morocco, Tel-Aviv, Open University, 1981.

Tombouctou et les Arma, Maisonneuve et Larose, 1979.

OUVRAGES COLLECTIFS

France and the Middle East. Past, Present and Future, Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2004.

Israël. Rêve d'une terre nouvelle (avec Guy Dugas), Omnibus, 2004.

Monothéismes et tolérance, Albin Michel, 1998.

La Nouvelle Historiographie israélienne (avec Florence Heyman), Éditions du CNRS, 1998.

The Early State in African Perspective (avec Shmuel N. Eisenstadt et Naomi Chazan), Leiden, E. J. Brill, 1988.

Communautés juives des marges sahariennes du Maghreb, Jérusalem, Institut Ben-Zvi, 1982.

© Perrin, un département d'Édi8, 2018

Couverture : Vue de Jérusalem.

© Salvator Barki, 2017.

12, avenue d'Italie

75013 Paris

Tél. : 01 44 16 09 00

Fax : 01 44 16 09 01

EAN : 978-2-262-07563-7

« Cette œuvre est protégée par le droit d'auteur et strictement réservée à l'usage privé du client. Toute reproduction ou diffusion au profit de tiers, à titre gratuit ou onéreux, de tout ou partie de cette œuvre, est strictement interdite et constitue une contrefaçon prévue par les articles L 335-2 et suivants du Code de la Propriété Intellectuelle. L'éditeur se réserve le droit de poursuivre toute atteinte à ses droits de propriété intellectuelle devant les juridictions civiles ou pénales. »

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

À mon épouse Annie

*À mes enfants
Galit, Dan et Nourit*

*À mes petits-enfants
Dafi, Tal, Itay, Yaniv, Eyal, Orine, Ouri,
Shay et Ronie*

Sommaire

Titre

Du même auteur

Copyright

Dédicace

Cartes

Avant-propos

PREMIÈRE PARTIE - LA POSSIBILITÉ D'UNE TERRE - 1840-1914

I - Nationalisme juif et retour à Sion

L'appel de la Terre promise : précurseurs juifs et chrétiens du sionisme moderne

La détresse des Juifs de Russie et la montée de l'antisémitisme

Hovevei Zion (« Amants de Sion ») et « première 'Aliya »

II - La Palestine à la fin du XIXe siècle

Ingérence européenne et tensions interreligieuses

« Vieux » et « nouveau » Yishouv

III - Le baron Edmond de Rothschild et ses moshavot

L'Algérie comme modèle

Ahad Ha'am : la Palestine n'est pas « un pays vide de gens »

Les débuts de Tel-Aviv

IV - Un nationaliste juif malgré lui : Théodore Herzl

Herzl avant Herzl

Le manifeste sioniste : L'État des Juifs

Le premier congrès sioniste de Bâle

Utopia sioniste : Altneuland

V - De Kichinev à Degania : le temps des pionniers

Une avant-garde révolutionnaire : la « seconde 'Aliya »

Moshavot et kibboutzim

La guerre des langues

VI - Juifs et Arabes : les premiers accroc

Les Arabes de Palestine et l'émigration juive

Antisionisme et antisémitisme : les préludes

Sionisme et orientalisme

Yossef-Haïm Brenner et la peur des Arabes

DEUXIÈME PARTIE - LA PALESTINE SOUS MANDAT BRITANNIQUE - 1914-1948

VII - Le jeu anglais pendant la Première Guerre mondiale et la déclaration Balfour

La Palestine en guerre

Chaim Weizmann et l'Angleterre

Vers la déclaration Balfour

Le général Allenby à Jérusalem

L'entrevue Weizmann-Faysal

Les Arabes de Palestine et la déclaration Balfour

VIII - Promesses et désillusions : 1920-1932

Recul anglais et déception juive

Le Yishouv en ordre de marche

Jaffa, 1er mai 1921

Un État juif en gestation

Droite et gauche sionistes : l'attachement à Eretz Israel en partage

IX - Le tournant de 1929

Al-Hajj Amin al-Husseini et l'émergence du nationalisme palestinien

La commission Shaw et les premiers déboires sionistes

Juifs et Arabes après les émeutes de 1929

X - Les années fatidiques

Une nouvelle société juive

Vers la grande révolte arabe

La commission Peel et le projet de « cantonisation » de la Palestine

La Palestine à feu et à sang

Le Livre blanc de 1939 et la mise en veilleuse des espoirs sionistes

XI - La Palestine déchirée. Anglais, Arabes, Juifs : l'empoignade finale

L'ombre de la Shoah

Émigration clandestine et lutte contre les Anglais : Hagana, Irgoun et Lehi

Ben Gourion aux commandes du Yishouv et de l'Agence juive

Vers la fin du mandat britannique et la résolution de l'ONU du partage de la Palestine

XII - Le 29 novembre 1947 et après

Le plan de partage

Guerre civile judéo-arabe

Faiblesses juives et désunion arabe

La « bataille des routes »

La chute du Qastel et le retournement de la situation militaire à l'avantage de la Hagana

Deir Yassin

Victoires juives et désintégration de la société palestinienne

TROISIÈME PARTIE - LES ANNÉES FASTES - 1948-1967

XIII - L'indépendance et la guerre

L'invasion arabe

Une première trêve : 11 juin-9 juillet 1948

Dix jours décisifs : 9-18 juillet 1948

Une seconde trêve : 18 juillet-15 octobre 1948

Dernières batailles

La victoire sans la paix

Indépendance israélienne et Nakba palestinienne

XIV - Construire un État juif et démocratique

Religion et politique

Une démocratie sans Constitution

Les réparations allemandes

L'affaire Lavon

Le départ de Ben Gourion

XV - Faire d'un vieux peuple une nation

La « Grande Immigration »

Premiers arrivés : les rescapés de la Shoah

Immigrants irakiens

Yéménites

Marocains et Tunisiens

La « sélection »

Un second Israël

Être israélien

Une minorité silencieuse : les Arabes israéliens

XVI - La paix manquée. Israël et les Arabes

La guerre des frontières

Idylle franco-israélienne

La campagne du Sinâï

Un « nouveau Moyen-Orient »

XVII - Six jours et la fin d'une époque

Une victoire sans précédent

Israël, nouvelle puissance régionale

QUATRIÈME PARTIE - DE GUERRE EN GUERRE : ISRAËL, DE GOLDA À BEGIN - 1970-1983

XVIII - De l'euphorie des Six Jours à la déprime du Kippour

Immigrants et vétérans : les Panthères noires israéliennes

Territoires conquis ou libérés

Les années Golda

Guerre d'usure

L'entrée en scène des Palestiniens

L'imprévisible Anouar el-Sadate

XIX - Un séisme : Kippour 1973

Un ministre de la Défense dépassé par les événements

Contre-offensive sur le front syrien

Le coup de poker du général Ariel Sharon

Henry Kissinger à la manœuvre

Golda, suite et fin : la commission Agranat

XX - Un sabra à la tête du gouvernement : Itzhak Rabin

Accord intérimaire et pressions américaines

Goush Emounim et la rivalité Rabin-Peres

Guerre civile au pays du Cèdre

Entebbe

La débandade

Un tournant historique : 17 mai 1977

XXI - Israël au temps du Likoud

Begin au pouvoir

Sadate à Jérusalem

Camp David et après

Une politique économique calamiteuse et un bilan social positif

« Deux rives a le Jourdain, celle-ci est à nous et celle-là aussi... »

Goush Emounim, fer de lance de la colonisation des territoires

Le deuxième gouvernement Begin

De la paix en Égypte à la guerre au Liban : les préludes d'une débâcle

La « paix en Galilée » et la fin des années Begin

CINQUIÈME PARTIE - LE TEMPS DES DOUTES ET DES REMISES EN QUESTION

XXII - De Madrid à Oslo : l'improbable paix avec les Palestiniens

Un tandem explosif : Itzhak Shamir et Shimon Peres

Entre colons et Palestiniens

Le chant du cygne du Goush Emounim

Intifada, la première révolte des Territoires

Rabin, chef de gouvernement : vie et mort d'un rêve

1996 : l'année de toutes les désillusions

XXIII - L'identité israélienne en question

Le postsionisme, ou la fin des mythes

Sionisme et judaïsme : le retour du refoulé ?

Les habits neufs du sionisme religieux

Les « hommes en noir » d'Agoudat Israel

Shas – des Séfarades en quête d'authenticité et de respectabilité sociale

Israël, société multiculturelle. Les « mille et une tribus » de l'État hébreu

Juifs et Arabes

Ashkénazes et Séfarades, ou l'indestructible « démon ethnique »

Derniers arrivés : les Russes et les Éthiopiens

Éthiopiens – Beta-Israel et Falashmura

Droite et gauche : la « malédiction de juin 67 »

Israël dans la mondialisation. Naissance d'une « start-up nation »

XXIV - La paix en miettes

Benyamin Netanyahou au pouvoir (1996-1999) : un premier essai non concluant

Les 600 jours d'Ehoud Barak (juin 1999-mars 2001)

Ariel Sharon, la deuxième Intifada et le retrait de Gaza (2001-2006)

Ehoud Olmert, successeur empêché (2006-2009)

Benyamin Netanyahou : le retour

Épilogue

Notes

Glossaire

Bibliographie

Index

Remerciements

CARTES

VILLAGES JUIFS ENTRE 1880 ET 1914



L'ÉVOLUTION DES FRONTIÈRES D'ISRAËL



LE PLAN DE PARTAGE DE L'ONU, 1947

- Frontières du mandat britannique de Palestine, 1922-1947
- ▨ État juif proposé
- ▩ État arabe proposé
- Les colonies juives à inclure dans l'État arabe
- Jérusalem et son agglomération : une zone internationale



LES FRONTIÈRES DE L'ÉTAT D'ISRAËL, 1949-1957

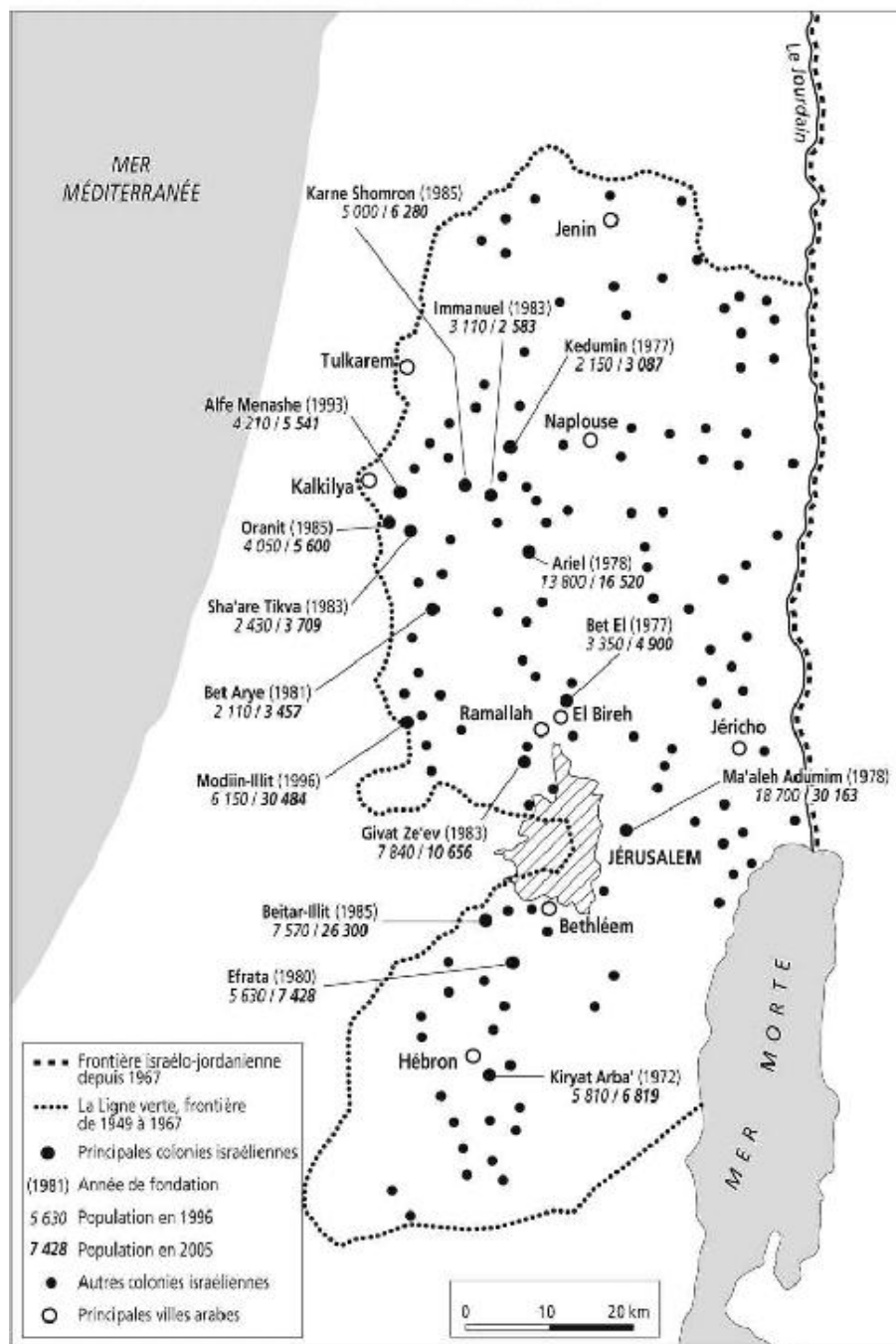
- ▨ La territoire de l'État d'Israël tel que proposé par les Syts des Nations unies en novembre 1947, mais repoussé par les Arabes
- ▩ Territoires acquis à ce la ligne des Nations unies, conquis par Israël, 1949-1957
- Les frontières de l'État d'Israël selon les accords d'armistice de 1949



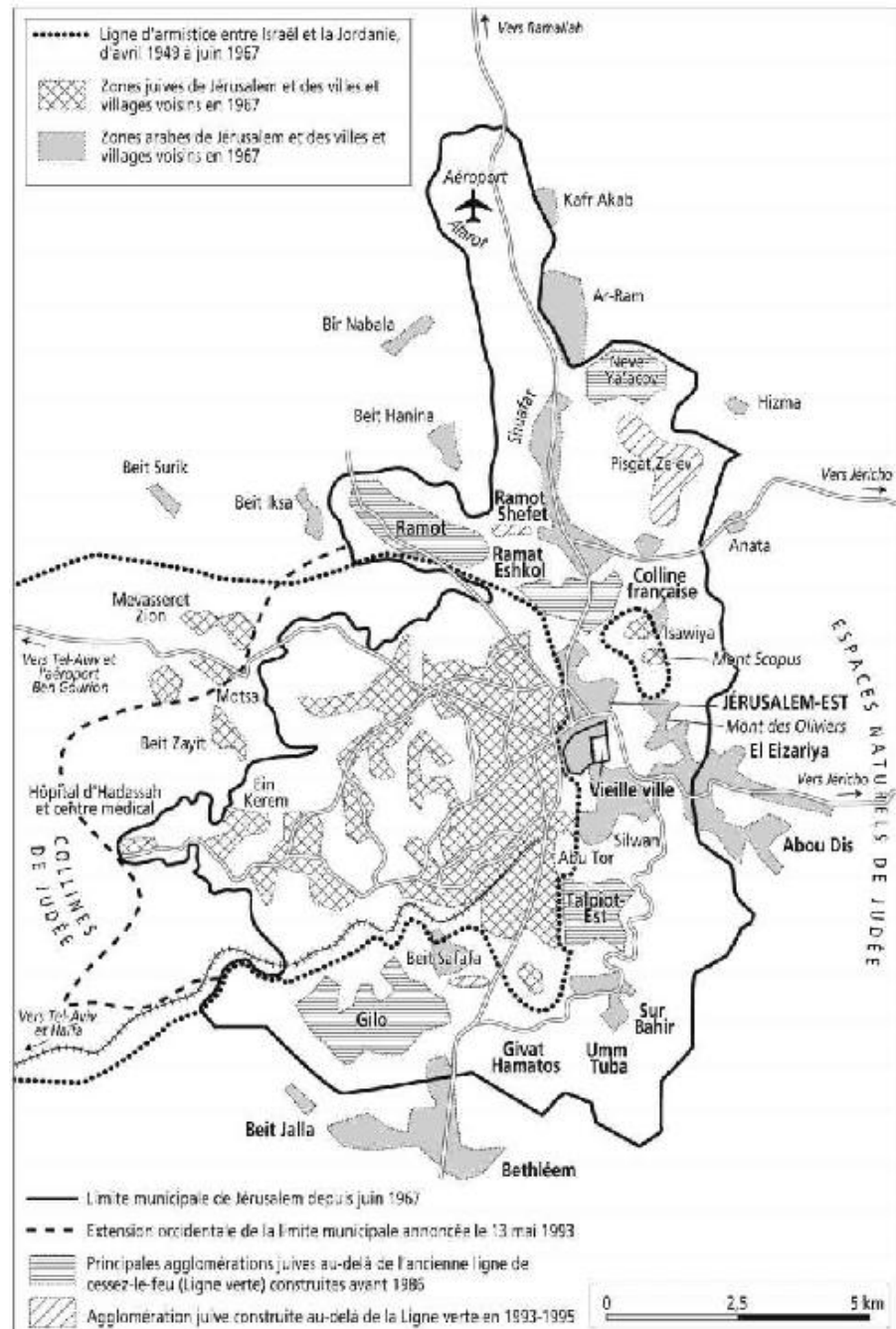
LES CONQUÊTES ISRAËLIENNES, 1967

- ▨ Territoires israéliens 1949-4 juin 1967
- ▩ Conquêtes israéliennes 5-11 juin 1967

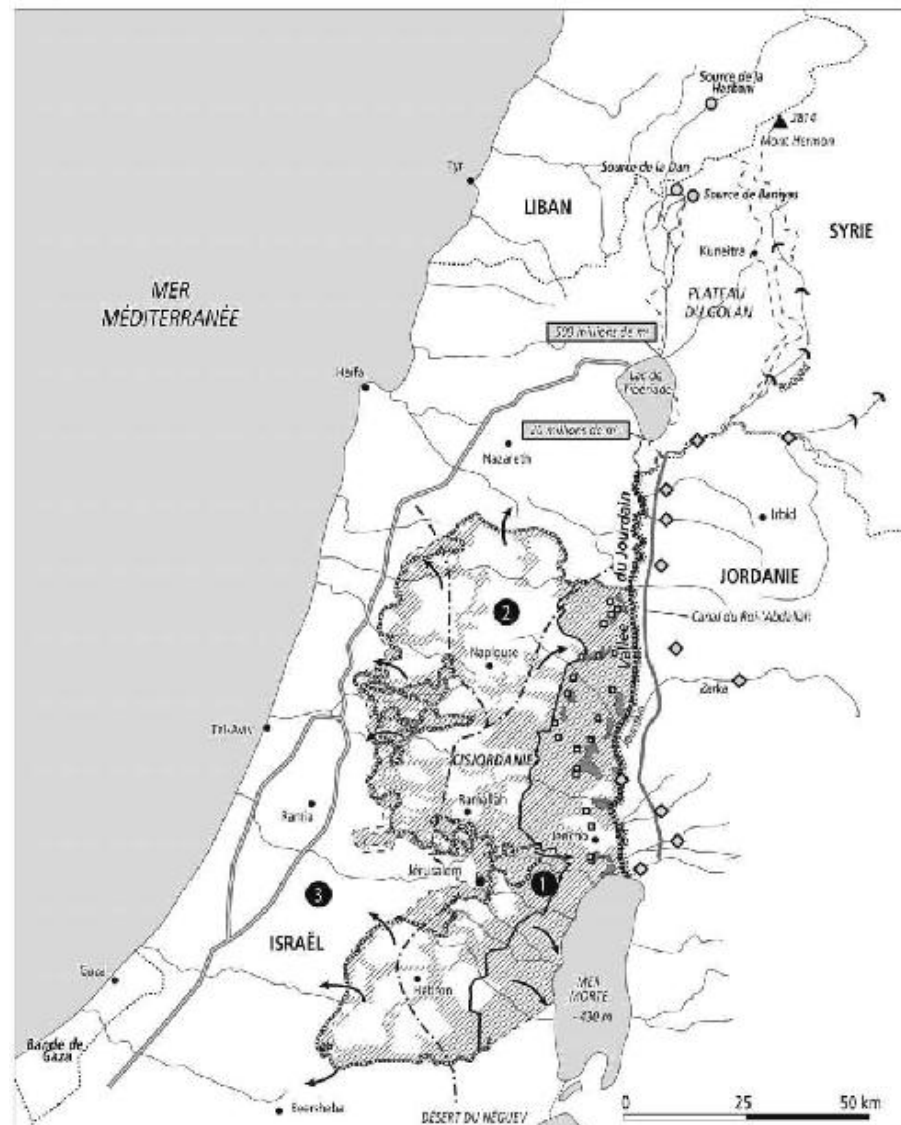
LES IMPLANTATIONS ISRAËLIENNES ENTRE 1996 ET 2005



JÉRUSALEM EN 1997



LA BATAILLE DE L'EAU



- | | |
|---|---|
| ○ Sources du Jourdain | ----- Tracé du « mur de sécurité » construit ou en projet |
| — Aqueduc israélien qui détourne les eaux du Jourdain vers le sud du pays | ▨ Zone qui représente 88% de la vallée et où vivent 10 000 colons dans 39 colonies |
| — Barrages syriens | ----- Frontière contrôlée par Israël, rendant impossible aux Palestiniens l'accès au Jourdain |
| — Barrages et canaux d'irrigation jordaniens | ▣ Premières colonies agricoles implantées après la guerre des Six Jours de 1967 |
| — Débits moyens du fleuve par an | ■ Terres irriguées ou livrées par les colons (serres maraîchères, palmeraies, etc.) |
| — Ligne de partage des nappes aquifères | |
| ① nappe orientale ② nappe septentrionale | |
| ③ nappe occidentale | |
| → Sens d'écoulement des eaux | |

Avant-propos

Ce livre retrace l'histoire de l'État d'Israël qui célèbre en 2018 son 70^e anniversaire. Situé au cœur d'une des régions les plus instables de la planète, le Proche-Orient, et contraint d'évoluer depuis sa naissance dans un environnement hostile, Israël, tantôt mythifié tantôt diabolisé, ne laisse personne indifférent. D'abord porté aux nues pour ses réalisations exceptionnelles comme le *kibboutz*^{*1}, le relèvement des rescapés de la Shoah, l'intégration de dizaines de milliers d'immigrants venus du monde entier ou le reverdissement du désert, l'État hébreu est appréhendé le plus souvent, ces dernières années, à travers le seul prisme du conflit israélo-arabe et du sort réservé aux Palestiniens depuis la guerre des Six Jours en 1967. Une approche réductrice qui passe sous silence des pans entiers de l'histoire complexe et mouvementée de ce pays que ses ennemis considèrent comme une pure entreprise coloniale, mais qui, au demeurant, est né de la rencontre plutôt improbable entre une idéologie moderne et laïque de renaissance nationale – le sionisme – et l'idée messianique du retour à Sion^{*2} – toponyme utilisé dans les textes religieux juifs pour désigner Jérusalem et, par extension, la Terre d'Israël. Ce pays qui, selon la Bible, est promis par Dieu à Abraham et à ses descendants, et où les Hébreux exercent pour la première fois une pleine et entière souveraineté politique, à l'époque du roi David et de son fils Salomon (XI^e-X^e siècle av. J.-C.). Le roi Salomon érige au sommet du mont Moriah, à Jérusalem, là « où le ciel rejoint la terre », un sanctuaire destiné à devenir le symbole de l'unité religieuse et politique du peuple juif. Ce premier Temple est détruit en 586 av. J.-C. par Nabuchodonosor, roi de Babylone, et reconstruit soixante-dix ans après sous les auspices du roi des Perses, Cyrus (556-539 av. J.-C.), qui, peu de temps avant sa mort, autorise les Juifs exilés à Babylone à retourner en Judée qui passe, à partir de 333 av. J.-C., sous la domination des Ptolémées et des Séleucides grecs d'Égypte et de Syrie. Ils sont chassés, au bout de deux siècles, par la dynastie juive des Hasmonéens qui étend son pouvoir sur toute la Palestine, entre 140 et 63 av. J.-C. Le pays tombe ensuite sous le joug des Romains qui y instaurent un régime d'arbitraire et de corruption. Excédée, la

population se soulève en 66. Révolte qui se termine, quatre ans plus tard, par la mise à feu et à sang de Jérusalem et par la destruction du deuxième Temple. La Judée sombre alors dans une longue décadence et, après la répression de Bar Cochba en 135, les Juifs y deviennent minoritaires, tandis que leur capitale historique perd jusqu'à son nom, pour s'appeler *Ælia Capitolina*.

Dès lors, c'est hors de Jérusalem et de la Palestine que bat le cœur du monde juif, au moment où la reconstruction du Temple et la restauration du « royaume d'Israël » sont reléguées à des temps futurs, à l'ère messianique. Pour autant, le « retour à Sion » tant espéré demeure une dimension essentielle du judaïsme, alors que Jérusalem continue d'occuper une place centrale dans la liturgie et le folklore juifs. Ainsi, dans toutes les synagogues, les fidèles tournés vers Jérusalem prient chaque jour pour le retour en Terre sainte et la fin de l'Exil (*Galout*) ; lors de la Pâque juive, c'est par la prière « Dieu, rebâti Jérusalem, la Ville sainte, rapidement et durant notre vie » que l'on clôture le repas rituel dans tous les foyers. De même, dans toute cérémonie de mariage, le nouvel époux brise un verre avec son pied pour rappeler la destruction du Temple, pendant que les convives lui souhaitent en chœur : « L'an prochain à Jérusalem. »

Cependant, jusqu'à l'avènement du sionisme, conçu à la fin du ^{xix}e siècle par le journaliste et écrivain viennois Théodore Herzl, la Palestine occupe une place marginale seulement sur la carte des migrations juives. Néanmoins sa seule évocation en tant que lieu d'élection pour l'établissement d'un futur État juif fut suffisante pour permettre au sionisme, en temps voulu, de devenir un mouvement de masse et de se démarquer des autres courants politiques juifs qui, comme lui, voulaient apporter une solution au problème juif.

Un problème devenu brûlant en Occident un siècle après la Révolution française qui émancipa les Juifs et accéléra leur assimilation dans la société. Des acquis qui furent remis en question par un mouvement judéophobe d'un nouveau type, l'antisémitisme, qui connut dans la seconde moitié du ^{xix}e siècle une flambée spectaculaire non seulement dans la Russie autocratique des tsars, mais aussi à l'intérieur de l'Europe démocratique et développée, en Allemagne, en France et en Autriche. De fait, ce n'est pas le Juif traditionnel du ghetto qui en était la principale cible, mais le Juif émancipé et « déjudaisé » des Temps modernes : le banquier, le journaliste, le capitaine des armées, l'homme de lettres et des spectacles qui, dans ses mœurs, son éducation, son comportement politique et ses activités professionnelles, était devenu pareil à son voisin non juif.

Ce fut une terrible révélation pour Théodore Herzl, qui appartenait à un milieu coupé de la tradition juive et complètement

laïcisé : effaré, il assista, à Paris, aux derniers soubresauts de l'affaire Dreyfus et, à Vienne, à l'élection en 1897 d'un premier maire antisémite, Karl Lueger. Il en conclut que pas plus l'assimilation que la démocratie ne pouvaient résoudre la question juive. Cette impossibilité se doublait, à ses yeux, d'une autre menace : le dépérissement du peuple juif sous l'effet conjugué précisément de l'assimilation et de l'antisémitisme qui conduisirent des milliers de Juifs à se convertir, en Allemagne notamment – à l'exemple du père de Karl Marx ou du poète Heinrich Heine. Une dissolution qui, il faut bien le souligner, ne rebutait pas tous ses contemporains : le judaïsme peut mourir de sa belle mort, « culte et race », « instincts et traditions », confondus, souhaitaient même de grands esprits du mouvement juif des Lumières (ou *Haskala*) comme Abraham Geiger, Ernest [James ?] Darmesteter et Théodore Reinach. Les Juifs, surenchérisait l'écrivain Bernard Lazare, ardent défenseur du capitaine Dreyfus, devraient suivre l'exemple des Phéniciens qui, après avoir fermé leurs comptoirs à travers l'Europe, s'étaient dissous au sein des peuples parmi lesquels ils vivaient :

« Que m'importent à moi, Israélite de France – écrivit-il dans une violente diatribe contre l'Alliance israélite universelle^{*3} et son œuvre de solidarité juive à travers le monde –, des usuriers russes, des cabaretiers galiciens prêteurs sur gages, des marchands de chevaux polonais, des revendeurs de Prague et des changeurs de Francfort. En vertu de quelle fraternité irais-je me préoccuper des mesures prises par le tsar envers des sujets qui lui paraissent accomplir une œuvre nuisible ? [...] Qu'ai-je de commun avec ces descendants des Huns ? Grâce à ces hordes avec lesquelles on nous confond, on oublie que, depuis bientôt deux mille ans, nous habitons la France, deux mille ans, comme les Francs¹ [...]. »

Car, pour Bernard Lazare, comme pour la plupart des Juifs émancipés de la première et de la seconde génération, il n'y a plus de « peuple juif » ou de « nation » juive depuis l'émancipation. Il n'y a plus que des Autrichiens, des Hongrois, des Allemands ou des Français de confession juive. « En un mot », enseignait déjà en 1828 Léon Halévy, auteur d'un *Résumé de l'histoire des Juifs modernes*, il faut que pour les Juifs de France, « le nom de Juif devienne l'accessoire, et le nom de Français le principal ».

Aussi devrait-on, selon lui, réformer la religion juive, qui était « trop asiatique, pour des nations européennes », et provoquer la « fusion complète et définitive des sectateurs de Moïse et des autres Français ». D'ailleurs, rabbins germaniques et français songèrent dès cette époque à réformer le judaïsme en y introduisant certains usages des églises chrétiennes, comme la présence de l'orgue à la synagogue ou le report des offices du *shabbat* du samedi au dimanche. Ils ont

aussi voulu le dépolitiser en proclamant que la nation juive avait cessé d'exister depuis la destruction du Temple, ou encore en donnant une tonalité universaliste à la conception traditionnelle juive des Temps messianiques et du retour à Sion. La France est notre seule « véritable patrie », l'unique « Terre promise », clame en 1851, du haut de sa chaire de philosophie juive, Lazare Wogue, professeur au Séminaire israélite de Paris. Quant aux Temps messianiques, que l'historien Maurice Bloch « situait » à la Révolution française, c'était, de l'avis du rabbin Isidore Loeb (1839-1892), la simple vision d'« une sorte d'émancipation des peuples et des hommes par la charité et la fraternité universelles ».

Assimilationnistes à tous crins, la plupart des juifs d'Europe occidentale préféraient le « modèle » universaliste de la solution de la question juive véhiculé par la Révolution française qui a reconnu aux Juifs tous les droits que l'homme tient de la nature. Une reconnaissance qui a conduit, après les guerres napoléoniennes, à l'émancipation juive dans la plupart des pays développés. Non pas toujours, hélas, parce qu'elle reflétait le sentiment général de la population, mais parce qu'elle correspondait à un certain idéal démocratique et humaniste qui voulait que l'égalité des Juifs figurât dans le code légal de tout pays civilisé qui se respecte. Ce qui fit dire cyniquement à l'ami de Herzl, Max Nordau (1849-1923), que « l'émancipation des Juifs était devenue ainsi l'une des indispensables pièces d'ameublement dans le ménage d'un État hautement civilisé, à peu près comme le piano qui se doit de figurer dans le salon, même si aucun des membres de la famille n'en sait jouer² ».

Très secoué par l'émergence de l'antisémitisme, il était cependant hors de question pour Théodore Herzl de tourner le dos à l'Europe des Lumières ou de condamner l'émancipation. D'ailleurs, c'est à l'un des apports les plus emblématiques de la Révolution française, l'État-nation, qu'il se référa lorsque, après maints détours, il vint à s'occuper de la question juive et à publier en 1896 son célèbre *L'État des Juifs. Essai d'une solution moderne du problème juif*, qui devait servir de plateforme idéologique au premier congrès sioniste qui se tint, dès l'année suivante, à Bâle.

Un État juif, pour quoi faire ? Au départ, la Palestine, l'antique Terre promise, n'était pas le premier choix de Herzl. Ce qui lui importait le plus, c'était que les Juifs aient un arpent de terre à eux, que ce soit en Argentine, en Ouganda, à Chypre, ou ailleurs. Un havre de paix autant qu'un gage de normalité vis-à-vis du monde extérieur. Car, comme Léon Pinsker (1821-1891), l'auteur d'*Autoémancipation*, avant lui, il pensait que l'antisémitisme se nourrissait de la situation politique « anormale » des Juifs qui n'avaient pas d'État propre. Une fois politiquement « normalisés » et « délestés » de leurs masses

besogneuses qui seraient les premières à rejoindre le nouvel État hébreu, les Juifs cesseraient d'être une gêne pour leurs voisins chrétiens, la haine qu'ils inspiraient décroîtrait peu à peu et l'antisémitisme n'aurait plus de raison d'être. Alors, partout dans le monde, ajouta-t-il avec une pointe d'humour, « on se prendrait ouvertement à les traiter avec sympathie », à leur accorder l'égalité des droits et à arrêter de les soupçonner de double allégeance et de trahison.

Raillé par le plus grand poète juif de son époque, Haïm-Nahman Bialik, qui se gaussa du journaliste de Vienne voulant « en deux instants et cinq minutes » créer un État, Herzl ne pouvait que déplorer combien son projet national était vilipendé et contesté par la plupart des courants politiques et religieux juifs de son époque : outre les démocrates libéraux qui récusait jusqu'à l'idée d'une « nation » juive, Herzl eut fort à faire contre les socialistes juifs qui pensaient que la question juive ne serait définitivement réglée qu'après l'avènement d'un nouvel ordre mondial de justice et d'égalité entre tous les hommes. S'agissant de l'immigration massive des Juifs en Palestine, ne risquait-on pas, demandaient-ils, de voir les nouveaux venus, soutenus par des capitaux étrangers, exploiter outrageusement des indigènes musulmans sans ressources ? La Palestine juive n'était-elle pas condamnée à devenir une seconde Algérie coloniale ? À cette différence notoire, leur répondaient les sionistes que, contrairement à l'Algérie des pieds-noirs et à l'Afrique du Sud des Boers, la Palestine n'était pas une *terra incognita*, ni même une terre de conquête pour les Juifs : de très puissants liens religieux et affectifs les y attachaient depuis des temps immémoriaux.

Les sionistes se heurtèrent également à la vive opposition des milieux ultraorthodoxes qui considéraient comme impie toute tentative de restauration du royaume d'Israël, n'ayant pas été l'œuvre de Dieu. Il est vrai que Herzl ne les aimait pas beaucoup et, dans la république idéale, moderne, interconfessionnelle et démocratique qu'il voulait bâtir, il n'y avait pas de place pour les rabbins. D'où la surprenante doctrine de la « négation de la Diaspora » développée par ses successeurs, rejetant la culture du ghetto, méprisant le yiddish au profit de l'hébreu et aspirant à l'émergence d'un « nouveau Juif », libre de toutes les tares du passé.

Au lendemain du premier congrès sioniste de Bâle, Herzl nota dans son journal intime, à la date du 3 septembre 1897 : « À Bâle j'ai fondé l'État juif. Si je disais cela à haute voix aujourd'hui, je serais accueilli par un fou rire général. Dans cinq ans peut-être, dans cinquante sûrement, tout le monde s'en rendra compte. »

Une prophétie qui se réalisa, cinquante ans plus tard, à trois mois près, le 29 novembre 1947 lorsque l'Assemblée générale des Nations

unies préconisa le partage de la Palestine en deux États : l'un juif, l'autre arabe. Quelques mois après, le 15 mai 1948, David Ben Gourion proclama à Tel-Aviv la naissance de l'État d'Israël.

Un rêve « bimillénaire » devenu réalité, clame l'hymne sioniste, la **Hatikva**. Herzl aurait eu cependant le plus grand mal à se retrouver dans le monde que ses disciples eurent à affronter après sa mort en 1904 : un monde ravagé et défiguré par la Première Guerre mondiale, une guerre qui disloqua l'Empire ottoman, maître de la Palestine depuis le ^{xvi}^e siècle, et qui précipita la révolution bolchevique et posa les premiers jalons de la création d'une entité politique juive en Palestine à la faveur de la déclaration Balfour du 2 novembre 1917 reconnaissant aux Juifs le droit de disposer d'un « foyer national » en Terre sainte. Le sionisme était alors en droit de clamer sa victoire sur ses grands adversaires idéologiques de l'époque : le Bund socialiste, absorbé corps et âme par le parti de Lénine et Trotski, les territorialistes d'Israel Zangwill (1864-1926) qui ne purent créer leur État en Libye ni en Afrique noire, et le *Folkspartei* de Simon Doubnov (1860-1941) qu'aucun gouvernement d'Europe de l'Est, hormis l'Ukraine, en 1917-1918, n'autorisa à installer sur son territoire la moindre province autonome juive.

Mais en Palestine et en Diaspora, la joie suscitée par la déclaration Balfour promettant aux Juifs de disposer d'un « foyer national » en Terre sainte fut de courte durée, car les choses se compliquèrent aussitôt après l'entrée à Jérusalem des premiers soldats britanniques du général Allenby. Ceux-ci assistèrent, impuissants, aux premiers heurts entre Juifs, impatients de concrétiser les promesses contenues dans la déclaration Balfour, et Arabes, qui refusaient d'être spoliés de leur terre.

Puis éclata la Seconde Guerre mondiale. Elle s'accompagna de l'extermination par l'Allemagne nazie de la plupart des Juifs européens et s'acheva par la mise en place d'un nouvel ordre mondial dominé par les États-Unis et l'Union soviétique, qui poussèrent la vieille Europe à tourner la page coloniale. Pris entre deux feux, les Britanniques abandonnèrent en catastrophe la Palestine. Ils y laissèrent les Juifs et les Arabes s'entre-tuer après que ces derniers eurent rejeté la résolution des Nations unies du 29 novembre 1947 préconisant le partage de la Palestine entre un État juif, qui prit le nom d'Israël, et un État palestinien, qui ne vit jamais le jour.

Le 15 mai 1948, les armées arabes vinrent étouffer dans l'œuf le nouvel État juif, quelques heures seulement après sa proclamation à Tel-Aviv par David Ben Gourion. Ainsi débuta la première guerre israélo-arabe, la première d'un conflit interminable dont, à ce jour, personne n'entrevoit l'issue. Elle se termina par la victoire de l'État hébreu et l'exode de milliers de Palestiniens, desquels le territoire fut

déchiré entre Israël, la Jordanie et l'Égypte.

Heureux de ses exploits militaires et économiques qui l'ont fait devenir l'un des États les plus puissants du Proche-Orient, Israël ne vit pas moins dans la hantise d'être « rayé de la carte » par ses voisins : « Autant que je me souviens, j'ai toujours vécu dans la peur, une peur existentielle », écrit le journaliste Ari Shavit. Peur des rodomontades du colonel Nasser qui, à la veille de la guerre des Six Jours, en juin 1967, voulut « jeter les Juifs à la mer ». Peur, six ans après, des blindés de Sadate et d'Assad déferlant du Sinaï et du Golan qui, durant la guerre du Kippour d'octobre 1973, furent sur le point de franchir la « Ligne verte^{*4} » et d'« annihiler » le « troisième Temple^{*5} ». Peur ensuite des Scud de Saddam Hussein qui, pendant la première guerre du Golfe en 1991, s'abattirent sur Tel-Aviv, puis, au début du ^{xxi}^e siècle, des missiles du **Hezbollah** libanais qui dévastèrent le nord du pays, ou des kamikazes et des tunnels offensifs du **Hamas** qui firent fuir les habitants du Sud. Peur aussi de l'armement chimique syrien et, enfin, dernier danger en date et le plus terrifiant de tous : le nucléaire iranien. Les ayatollahs de Téhéran ne s'en cachèrent jamais : la bombe iranienne a pour objectif principal la liquidation de l'État hébreu. Sans parler de la menace démographique arabe et de la « guerre des ventres » palestinienne : malgré une faible mortalité infantile et une assez large scolarisation des femmes, le taux de fécondité des Palestiniens, soumis depuis 1967 à un régime d'occupation particulièrement rigoureux, reste parmi les plus élevés du monde.

Des frayeurs réelles ou « imaginaires » qui, s'ajoutant aux clivages et aux conflits internes de toutes sortes – politiques, ethniques, religieux, économiques, etc. – divisant profondément la société israélienne, soulignent combien ce Goliath que l'on dit « fier et dominateur » est resté finalement un David vulnérable et perpétuellement sur le qui-vive.

Michel ABITBOL

Paris, janvier 2018

^{*1}. Le lecteur trouvera la définition des mots en gras dans le glossaire, en fin d'ouvrage.

^{*2}. C'est à partir de ce nom que le terme « sionisme » a été forgé en 1890 par Nathan Birnbaum (1864-1937).

^{*3}. Institution philanthropique juive française fondée en 1860, à Paris, par de jeunes intellectuels israéliens auxquels se joignit en 1863 Adolphe Crémieux.

Ils s'étaient donné pour mission d'aider à la « régénération » culturelle de leurs coreligionnaires d'Orient, d'Afrique du Nord et des Balkans en y diffusant la culture européenne et la langue française.

*4. Ligne de démarcation établie après la guerre de 1948 entre Israël et ses voisins.

*5. Image utilisée par certains publicistes israéliens pour désigner l'État d'Israël.

PREMIÈRE PARTIE
LA POSSIBILITÉ D'UNE TERRE
1840-1914

I

Nationalisme juif et retour à Sion

Le nationalisme juif est apparu au milieu des années 1840 non pas dans les communautés d'Europe de l'Ouest où l'idée de nation juive avait quasiment disparu, mais parmi les juifs d'Europe centrale et orientale sous l'influence conjuguée de la *Haskala*, ou mouvement des Lumières juives, et du Printemps des peuples incitant toutes les minorités de ces régions à se définir par rapport à leur appartenance à un territoire, à une culture ou à une nation. Exposés, à des degrés divers, depuis la fin du XVIII^e siècle, à la culture occidentale, les nationalistes juifs tournèrent le dos à l'héritage universaliste de l'émancipation et de l'assimilation à mesure que l'Europe s'enfonçait dans l'antisémitisme. Prônant, en même temps que la rupture avec la vie de ghetto, la régénération par le travail manuel et le renouveau culturel grâce à la renaissance de l'hébreu, rares furent cependant ceux qui envisageaient la Palestine comme l'unique endroit au monde où les Juifs pourraient réaliser leurs ambitions nationales. Les seuls à y penser ouvertement furent les *maskilim*, pétris de culture religieuse, comme David Gordon (1831-1886) de Lituanie, rédacteur de l'hebdomadaire *Ha-Maggid*, ou son collègue Peretz Smolenskin (1842-1885) de Russie, éditeur du mensuel viennois *Ha-Shahar*, ou des rabbins « traditionalistes » animés d'espérance messianique comme Zvi Hirsh Kalisher (1795-1874) de Posnanie et Juda Alkalai (1798-1878), aux yeux desquels le choix de l'ancienne Terre promise apparaissait comme une évidence incontournable. Mais pas chez tous, cependant : les rabbins émancipés « occidentaux » de France, d'Allemagne ou d'Autriche écartaient d'un revers de main toute idée de nation juive ; les *hassidim* du mouvement mystique lancé par le Baal Shem Tov (1690-1760) et les *haredim* ultraorthodoxes du rabbin Moïse « Hatam » Sofer (1769-1839) rejetaient avec véhémence toute tentative de restauration du royaume d'Israël qui ne fût pas l'œuvre de Dieu. Selon eux, le « problème juif » ne saurait être réduit à sa seule

dimension sociale. C'était avant tout un problème métaphysique mettant en jeu les trois notions eschatologiques fondamentales du judaïsme que sont la **Galout** (l'Exil), la **Gueoula** (la Rédemption) et le **Kibboutz Galouyot** (le rassemblement des Exilés). Dès lors, sacrilège serait toute entreprise « séculière » de retour des Juifs à Sion qui, *ipso facto*, enfreindrait le triple serment que les Juifs se seraient engagés à respecter depuis la destruction du Temple :

« Ne pas monter sur les remparts », c'est-à-dire ne pas émigrer en masse et en rangs serrés en Terre sainte ;

« Ne pas précipiter la Fin des Temps », en tentant de reconstruire, par des voies naturelles, le royaume de David ;

« Ne pas susciter le courroux des nations » ou, en d'autres termes, ne pas se mettre à dos les puissances en cherchant à rétablir la souveraineté juive en Palestine¹.

L'appel de la Terre promise : précurseurs juifs et chrétiens du sionisme moderne

C'était une condamnation religieuse sans appel dont ne tinrent pas compte les rabbins Zvi Hirsh Kalisher et Juda Alkalai qui, se référant à des calculs cabalistiques en rapport avec l'année 5600 du calendrier hébraïque correspondant à 1840, n'avaient aucun doute sur l'imminence de la fin de l'Exil et le rétablissement proche de la souveraineté juive en Terre sainte. Mêlant supputations mystiques abstraites et considérations politiques concrètes, ils pensaient l'un comme l'autre que la rédemption de l'ancienne Judée et le « rassemblement des Exilés » n'auraient pas lieu sous le seul effet de la Providence mais grâce aussi à l'action sur le terrain des puissances et des Juifs eux-mêmes. À la suite de quoi, soutient le rabbin Alkalai, les Juifs, à l'exemple d'autres peuples disparus depuis des siècles de la scène internationale – comme les Italiens, les Magyars et les Polonais –, pourraient bien reprendre un jour leur destin en main sur la terre de leurs ancêtres^{*1}. C'est d'autant plus sûr, indiquait déjà en 1836 le rabbin Kalisher, que des « personnages providentiels » comme Moses Montefiore à Londres et Anchel Rothschild à Francfort avaient les moyens financiers de délivrer Jérusalem et le mont du Temple « des mains du Seigneur d'Égypte » et de racheter la Palestine tout entière. Une idée qui revint fréquemment dans les journaux juifs de l'époque sous la signature notamment de Joshua Stampfer de Jérusalem et de Haïm Guedalia de Londres, jusqu'à la fin des années 1870².

De fait, la première tentative juive d'achat de terres en Palestine date de l'été 1839, à l'initiative précisément de sir Moses Montefiore (1784-1885), légendaire magnat anglais paré à la fois du prestige que lui conférait son titre de baronnet victorien et de sa dignité de Juif respectueux de la tradition, toujours prompt à voler au secours de ses coreligionnaires. La Palestine vivait alors sous la férule d'Ibrahim Pacha, le fils du pacha d'Égypte Méhémet Ali qui, en 1839, reçut en

grande pompe Montefiore. Il était venu demander l'octroi d'un bail de cinquante ans sur une partie de la Galilée afin d'y créer plusieurs dizaines de villages agricoles à l'intention de réfugiés juifs venant d'Europe. La demande est restée sans suite, la situation du pacha étant devenue entre-temps intenable face à l'Angleterre qui, ne souhaitant pas l'affaiblissement de l'Empire ottoman, força, en 1841, le pacha égyptien à rentrer chez lui et à retirer ses troupes de Palestine et de toute la Syrie. Un *statu quo ante* accueilli avec soulagement par la population palestinienne qui, partie intégrante du ***Bilad al-Sham*** (ou « Grande Syrie »), n'avait pas encore pris conscience de son destin particulier, islam et Empire ottoman lui tenant lieu de références identitaires majeures.

Montefiore eut néanmoins le temps d'établir un premier recensement des Juifs vivant, à l'époque, en Palestine, avant de repartir pour Alexandrie où, en compagnie d'Adolphe Crémieux et avec le soutien des Rothschild, il s'était employé à laver les Juifs de Damas de l'accusation de meurtre rituel. Multipliant ensuite les périples à travers le monde juif, le philanthrope anglais, qui se déplaçait toujours entouré d'une suite nombreuse de domestiques, de secrétaires et même de son boucher **kasher**, retourna en 1849 en Palestine, accompagné cette fois d'un personnage haut en couleur, l'ancien gouverneur britannique d'Australie méridionale George Gawler (1796-1876).

Officier valeureux qui a été grièvement blessé pendant la guerre d'Espagne (1808-1814) mais administrateur dépensier qui n'a pas laissé que de bons souvenirs à Adélaïde, Gawler avait publié en 1845 un ouvrage très détaillé appelant à la colonisation agricole de la Terre sainte par les Juifs³. Un plan qui fourmillait de détails concrets sur l'état des routes, le climat, le système foncier, la qualité du sol, la végétation et les denrées cultivables ainsi que le nombre possible d'émigrés juifs pouvant être installés dans le pays. En plus de mentions précises des zones à faible densité démographique susceptibles d'être habitées par les nouveaux venus, en l'occurrence la vallée de Jezréel et la zone côtière, du nord de Haïfa au sud de Jaffa. Problème majeur : les autorités ottomanes interdisaient à l'époque l'achat de terres par des étrangers. Un obstacle que Gawler espérait surmonter grâce à l'intervention du gouvernement britannique auprès des autorités ottomanes⁴.

Enterré, le plan de Gawler revint sur le tapis quelques années plus tard à l'initiative de son fils John Cox Gawler (1830-1882), ardent défenseur de la théorie de l'anglo-israélisme attribuant aux Anglais une origine israélite en tant que descendants des « **Dix Tribus perdues** ». Il fut adopté au début des années 1860 par le rabbin Kalisher, qui encouragea par ailleurs la fondation par Haïm Louria de

Francfort-sur-l'Oder d'une « **Société pour le peuplement d'Eretz Israel** » : la délivrance de l'ancienne Judée, expliquait Kalisher, pourrait s'accélérer si des Juifs, de préférence religieux, venaient s'y établir en grand nombre et retravailler sa terre. D'autres personnalités laïques et religieuses comme David Gordon et Moses Hess, ainsi que les rabbins Joseph Natonek de Hongrie (1806-1883) et Nathan Adler de Londres (1803-1890), s'étaient joints à cette association qui, avant de disparaître en 1865, compta plusieurs dizaines d'adhérents.

D'autres voix allant dans le même sens se firent entendre en Palestine même, où de nombreux jeunes **Ashkénazes** s'élevaient contre le système de la **halouqa**, pointant du doigt ses effets délétères sur la société juive locale qui, pour sa subsistance, dépendait des dons et des aumônes de la Diaspora. C'est ainsi que Joshua Stampfer et Joël Moïse Salomon décidèrent de quitter leurs bancs d'études, à Jérusalem, pour aller s'installer en 1878 avec leurs proches sur des terres achetées au sud-est de Jaffa à un notable arabe. Ils donnèrent à leur village agricole, ou **moshava**, le nom de Petah Tikva, ou « Porte de l'Espoir ». Mais, comme l'emplacement choisi était infesté par la malaria, le groupe des fondateurs, au bord de l'éclatement, se dispersa, les uns retournant à Jérusalem ou à Jaffa, les autres choisissant de s'installer provisoirement dans le village voisin de Yahud. Ce n'est que quatre ans plus tard, en 1882, que Petah Tikva fut habitée pour de bon, ce qui lui valut, dans les annales sionistes, le titre glorieux de « **Em Ha-moshavot** » ou « mère des *moshavot* ». Car, peu de temps après, de nouvelles *moshavot* furent créées par des émigrés plus ou moins liés aux « **Amants de Sion**^{*2} » et venant de Russie, de Roumanie, de Pologne et de Lituanie. La méthode fut partout la même : achetées à des Arabes, souvent habitant la ville, en Palestine même ou au Liban et en Égypte, les terres se trouvaient généralement dans la plaine côtière, une zone de 20 à 25 kilomètres d'est en ouest, très peu peuplée et guère cultivée à cause de marécages, du paludisme et d'une mauvaise répartition du réseau hydrographique nécessitant des travaux de drainage fastidieux. De mauvaises conditions écologiques et topographiques expliquant, d'une part, la concentration de la population autochtone dans des localités situées sur les plateaux, à quelque 800 mètres d'altitude comme Jérusalem, Hébron et Naplouse et, d'autre part, la relative facilité avec laquelle les Juifs trouvèrent des terres à acheter.

Les nouveaux propriétaires juifs et leurs travailleurs n'avaient souvent guère de connaissances agricoles, puisque en Europe il leur était interdit, depuis des siècles, de posséder une terre. En outre, contrairement aux Français venus, au début de la conquête de l'Algérie, coloniser la plaine de la Mitidja qui présentait les mêmes

difficultés que la plaine côtière palestinienne, les Juifs ne pouvaient compter ni sur le soutien du pouvoir ottoman ni sur leur propre expérience pour accomplir leurs projets d'implantation. Des projets conçus par des intellectuels de la *Haskala* vivant à des milliers de kilomètres de la Palestine, financés par des philanthropes et des banquiers juifs d'Europe de l'Ouest et destinés à accueillir des rescapés des pogroms de Russie et de Roumanie des années 1880. Une goutte d'eau par rapport aux centaines de milliers de Juifs d'Europe orientale qui émigraient au cours de ces mêmes années aux États-Unis, en Argentine, en Afrique du Sud, en Allemagne et en France. C'est ainsi que furent établis les premiers habitants de Rishon-LeZion^{*3}, au sud de Jaffa, de Rosh Pina, en Haute-Galilée, de Zamarin, au pied du Carmel, et de Yesod Hama'ala, à proximité du lac de Tibériade, villages créés entre 1882 et 1884.

Quelques années auparavant, à Jérusalem, Moses Montefiore avait fait construire, à l'extérieur des murailles, le quartier de Mishkenot Shaananim à l'intention des habitants de la vieille ville, avec ses cottages « dans un style victorien reconnaissable à ses briques rouges et ses créneaux faussement médiévaux⁵ » ainsi qu'un moulin à vent qui, par manque de vent, est tombé rapidement en panne. D'autres nouveaux quartiers juifs, dont celui de Mea She'arim habité par des Juifs orthodoxes d'origine hongroise, furent inaugurés au cours des années 1870 et 1880. Jérusalem changeait alors continuellement d'aspect, les grandes puissances s'y livrant à une compétition effrénée, bâtissant chacune églises, monastères, hôpitaux, hospices et établissements scolaires plus impressionnants et plus majestueux les uns que les autres.

Montefiore avait effectué deux derniers voyages en Palestine, en 1866 puis en 1875, avant de mourir, plus que centenaire, en 1885 à Londres. Soutenu dans ses projets palestiniens par les Rothschild dont il était parent par alliance, il resta jusqu'à la fin de ses jours fidèle à sa conception de réhabilitation par le travail des Juifs de Palestine. Il désirait, en outre, les soustraire à l'influence des consuls anglais et des missionnaires protestants de plus en plus nombreux à vouloir convertir les Juifs de Terre sainte afin d'accélérer la venue du Royaume céleste.

En 1849, James Finn : à peine avait-il pris possession de ses fonctions de consul britannique à Jérusalem qu'il construisit l'église du Christ, non loin de la porte de Jaffa. Conçue pour attirer des Juifs, on n'y trouvait pas de croix mais une *menorah*, un candélabre juif à sept branches, et tous les textes liturgiques y étaient récités en hébreu, même le *Pater noster*⁶. Mettant à profit la situation économique désastreuse des Juifs du pays, James Finn acheta par la suite de vastes champs de culture hors de Jérusalem où il fit travailler principalement

des ouvriers agricoles juifs. Des expériences similaires aussi peu concluantes furent tentées au cours des années 1860 et 1870 par des missionnaires américains, autour de Bethléem, Jaffa, Haïfa et Safed.

En Europe même, l'idée d'un retour des Juifs en Palestine était défendue par un nombre croissant de missionnaires protestants, à l'exemple du Genevois Abraham Pétavel (1791-1870), membre éminent des « Amants de Sion », selon lequel la réapparition du Christ et la constitution d'un royaume millénaire, prélude à la rédemption de l'humanité tout entière, étaient conditionnées par le rétablissement des Juifs en Terre sainte puis leur conversion en tant que peuple élu. Une croyance déclinée dans de multiples plans de rétablissement des Juifs en Terre sainte, élaborés au cours de la seconde moitié du ^{xix}e siècle par des missionnaires millénaristes anglais comme Anthony Ashley Cooper (1801-1885), comte de Shaftesbury et gendre de lord Palmerston, et le colonel Charles Henry Churchill (1807-1869), petit-fils du duc de Marlborough, ainsi que par le voyageur et ami de Garibaldi Laurence Oliphant (1829-1888), qui se dépensa sans compter auprès des autorités ottomanes entre 1879 et 1882 pour permettre l'établissement de colonies juives à l'est du Jourdain. Sans oublier le consul américain Warder Cresson qui, venu en Terre sainte pour assister à l'Apocalypse, avait fini par se convertir au judaïsme, ou encore l'ancien consul américain à Tunis, d'origine juive, Mordecai Manuel Noah (1785-1851). Ce dernier avait établi en 1825 son « foyer » juif d'Ararat à Grand Island sur le fleuve Niagara pour y abriter émigrés juifs et Indiens d'Amérique avant leur « retour » définitif dans la « Nouvelle Judée » qu'il comptait créer en Terre sainte avec l'aide de la Grande-Bretagne et des autres puissances.

Il n'est pas sûr que ces plans et plusieurs autres de la même veine aient suscité beaucoup d'intérêt en milieu juif. À l'exception du projet défendu en 1860 par le secrétaire de Napoléon III, Ernest Laharanne, dans une brochure intitulée *La Nouvelle Question d'Orient. Empires d'Égypte et d'Arabie. La reconstitution de la nationalité juive*. Il préconisait la création d'un État juif s'étendant de Suez à Smyrne, ce projet attira notamment l'attention du jeune intellectuel viennois Abraham Beinisch, futur rédacteur du *Jewish Chronicle* de Londres. Il ne laissa pas indifférents non plus David Gordon et Peretz Smolenskin, déjà cités, ainsi que Moses Hess (1812-1872), dont il sera question plus loin, et Naftali Hertz Imber (1856-1909), l'auteur du futur hymne sioniste *Hatikva*.

Événement capital dans l'histoire des Juifs de Palestine : à l'initiative de l'un de ses fondateurs, Charles Netter, l'Alliance israélite universelle inaugura, en 1870, à quelques kilomètres de Jaffa, sa ferme-école de Mikveh Israel destinée à rapprocher ses élèves juifs de l'agriculture. L'occasion pour le président de l'Alliance, Adolphe

Crémieux (1796-1880), de prononcer l'un de ses plus beaux discours à un moment où la rivalité entre les puissances sur la question d'Orient et l'avenir de la Terre sainte était à son comble :

La Terre d'Israël ! Entendez-vous ? Quel pieux souvenir ! Certes, nous n'avons pas l'intention de rentrer à Jérusalem, ni d'abandonner notre terre sacrée, la patrie que nous adorons, mais Israël, la Terre d'Israël, les descendants de ceux qui l'ont illustrée ne l'oublieront pas. Jérusalem, c'est la cité juive. Jérusalem, c'est l'éternité, c'est Dieu, le Dieu seul, le Dieu unique, c'est la religion [...]. Oui, les arrière-petits-fils n'oublient pas le souvenir de leurs aïeux ; dans tous les pays nous nous souvenons de Jérusalem, et c'est par cette mémoire du passé que la religion juive est immortelle.

Nulle connotation politique dans ce vibrant hommage à l'ancienne Terre promise de la part de l'homme d'État français qui, depuis 1840, fut de tous les combats pour assurer une meilleure condition à ses coreligionnaires persécutés à travers le monde. Rien dans ses propos non plus qui fit écho aux idées « protonationalistes » de son vieux compatriote Joseph Salvador (1779-1873) qui, dans un pamphlet célèbre, *Paris, Rome, Jérusalem, ou la question religieuse au XIX^e siècle*, avait appelé à la reconstitution de l'ancien Israël, trait d'union entre l'Orient et l'Occident. Pas plus qu'à la prise de position plus récente d'un essayiste bien connu des milieux intellectuels parisiens, Moses Hess, ancien compagnon de route de Karl Marx et de Ferdinand Lassalle, que l'antisémitisme allemand éloigna du socialisme et de l'assimilation comme solutions adéquates de la question juive.

Fortement impressionné par le Risorgimento italien et l'essor des nationalités après le Printemps des peuples, Hess publia en 1862 un ouvrage au titre évocateur, *Rome et Jérusalem. La dernière question nationale*, appelant à la création d'un État juif en Palestine :

Après un éloignement de vingt ans, me voici au milieu de mon peuple. J'en fais partie de nouveau, je prends part à la célébration de ses fêtes, je partage ses souvenirs et ses espoirs ; je participe aux luttes spirituelles et intellectuelles qui se déroulent au sein de la Maison d'Israël et entre notre peuple et les nations civilisées au milieu desquelles il vit [...]. Une idée que je croyais avoir enterrée dans mon cœur à tout jamais est de nouveau présente et vivace en moi : l'idée de ma nationalité, inséparable de mon patrimoine ancestral, du souvenir de la Terre sainte et la Ville éternelle, lieu de

naissance de la foi en l'unité divine de la vie et dans la fraternité future de tous les hommes. Car en dépit de deux mille ans de vie commune et d'efforts, les Juifs n'ont pu devenir une part entière des nations au milieu desquelles ils vivent⁷.

Exposant ensuite les impasses de l'émancipation et de l'assimilation, Hess suggère la reconstitution d'un État juif. Une idée basée certes sur des observations personnelles mais nourrie également de la lecture des premiers volumes de l'*Histoire des Juifs*, écrite par son ami Heinrich Graetz (1817-1891)⁸, historien hégélien formé à l'école de Ranke. Figure éminente de la *Haskala*, Graetz souligne dans son œuvre la continuité et l'unité historique du judaïsme, qui ne saurait être réduit qu'à sa seule dimension religieuse. Mettant en avant sa dimension politique, Graetz estime que l'évolution historique du judaïsme relève des mêmes « règles » que celles ayant présidé aux destinées de n'importe quel autre peuple de la planète. Libérant ainsi l'histoire des Juifs de l'immobilisme de l'histoire sacrée, Graetz la décrit comme celle d'une nation particulière, diverse mais toujours la même, depuis les Patriarches jusqu'à l'époque contemporaine, entre autres facteurs de la pérennité juive. Graetz met en évidence les souffrances endurées par les Juifs à travers l'histoire et leur créativité spirituelle ainsi que – et c'est là où réside la nouveauté de sa démarche – leur attachement à la Palestine. La vieille Terre d'Israël est, selon lui, avec la **Torah** et le « Peuple d'Israël » (*'Am Israel*), l'un des trois fondements constitutifs et immuables de l'identité juive. Religion nationale, le judaïsme est profondément lié à la Palestine, n'en déplaise aux assimilationnistes aux yeux desquels l'attachement traditionnel des Juifs à Sion a seulement valeur d'allégorie.

Une thèse qui valut à Graetz d'être vilipendé aussi bien par les antisémites que par les assimilationnistes. Ceux-ci réservèrent cependant leurs critiques les plus violentes à l'adresse de Moses Hess, le « rabbin socialiste » qui, il faut bien le dire, avait eu des mots particulièrement durs à l'égard de ses coreligionnaires allemands qui, « avec leurs belles paroles sur l'humanité et les Lumières », se désolidarisaient de « leur peuple malheureux, persécuté et ridiculisé ». Or, souligne-t-il, à vouloir nier son identité nationale, on perd l'estime des nations : « Vous pouvez porter mille masques, changer de nom, de religion, de caractère et parcourir le monde incognito, en sorte que personne ne remarquera ce qu'il y a de juif en vous⁹. » Or ni le baptême, ni l'éducation, ni l'émancipation, leur dit-il, n'ouvriront toutes grandes les portes de la vie sociale aux Juifs d'Allemagne. Car ce que les Allemands détestent chez les Juifs, ce n'est pas tant la religion que la race ; moins leurs croyances que leurs « nez juifs » et

leurs cheveux noirs et frisés qui ne deviendront jamais blonds.

Aux yeux des Allemands, explique encore Hess, les Juifs ne sont pas un groupe religieux mais une nation à part. Le Juif moderne qui nie ce fait n'est pas seulement un renégat sur le plan religieux, mais aussi un traître à son peuple et à sa famille. Et s'il est vrai que l'émancipation des Juifs n'est pas compatible avec l'attachement à la nation juive, alors, s'écrie-t-il, « que les Juifs renoncent à la première pour la seconde¹⁰ ! ». Que conseillait alors Hess à ses coreligionnaires ? De revenir à leur identité nationale juive et de garder l'espoir d'une renaissance juive dans l'attente des conditions propices à la restauration d'un État juif en Palestine, avec l'aide de la France. Pourquoi la France ? Parce que c'est elle, la première, qui libéra les Juifs des chaînes de la servitude et parce que c'est à Paris, en 1848, que commença le Printemps des peuples. Maintenant que le canal de Suez est percé, ajoute-t-il, la France devrait permettre aux Juifs d'établir des colonies sur les rives du Jourdain et de redevenir un trait d'union entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique¹¹. Un exemple à méditer et un modèle à suivre : Rome, la Ville éternelle des bords du Tibre, redevenue une ville libre grâce à ses patriotes. Jérusalem, elle aussi, s'éveillera, conclut-il, et ses enfants prendront part « à la régénération des peuples et à leur réveil de la léthargie du Moyen Âge et de ses terribles cauchemars¹² ».

Au cours des années suivantes, l'idée du retour des Juifs en Palestine fit un nouvel émule : Henri Dunant (1828-1910). Militant très actif de l'Alliance évangélique universelle et fondateur en 1863 de la Croix-Rouge internationale, Dunant tenta vainement de mobiliser à sa cause les Juifs eux-mêmes, « leur démontrant qu'ils étaient l'aristocratie de la terre, la vraie », et comme Théodore Herzl, quelques années plus tard, il eut le plus grand mal à convaincre les Rothschild de se joindre à lui :

J'ai vu je ne sais combien de Rothschild ; j'ai pressé le baron Alphonse, l'aîné des fils du baron James (le fameux banquier de Paris) ; j'ai insisté auprès de la belle-fille de ce dernier, la veuve, une Rothschild. J'ai réclamé l'illustre Sir Moses Montefiore, l'infatigable millionnaire, mort centenaire, honoré par la reine Victoria ; j'ai plaidé mes idées auprès du comte et de la comtesse Cahen d'Anvers, lors d'une invitation à dîner dont ils m'avaient honoré ; j'ai enrôlé leur gendre Édouard Montefiore dans une société que j'avais fondée pour la protection des Juifs et des chrétiens dans l'Empire ottoman et dont il est devenu le trésorier. J'ai fait parler à la vieille baronne James de Rothschild des dernières années de l'Empire par l'excellent vieillard Albert Cohn, l'ami spécial des

Rothschild, surtout de la baronne James pour ses œuvres de bienfaisance [...]. J'ai fait visite à je ne sais combien de rabbins distingués, tant à Paris qu'à Londres et ailleurs, j'ai dépensé des sommes folles dans les journaux pour populariser mes vues. En 1865, j'ai eu une entrevue avec le fameux Mirès, le grand banquier juif, père de la princesse de Polignac [...]. J'ai parlé sérieusement à M. Crémieux, ministre à Paris en 1848 et en 1870... et président de l'Alliance israélite universelle [...]. Dès 1865, je faisais partie comme membre payant de l'AIU... et plus tard de l'Alliance anglo-juive¹³.

Dunant pensait, en effet, que la création en 1860 de l'Alliance israélite universelle était un premier jalon vers la renaissance politique et nationale du peuple juif. Grave erreur : c'est l'échec face à l'antisémitisme des idéaux des Lumières portés par cette vénérable institution du judaïsme français qui pava la voie au nationalisme juif et au sionisme. Un échec mis en exergue une quinzaine d'années avant l'entrée en scène de Théodore Herzl par Léon Pinsker (1821-1895) dans une brochure publiée à Berlin et intitulée *Autoémancipation*¹⁴. Médecin à Odessa qui, jusqu'aux pogroms des années 1880 en Russie, était un fervent adepte de l'assimilation, Pinsker y décrit de façon clinique la « judéophobie », cette « psychose héréditaire » et inguérissable « de la mentalité humaine » qui n'est guère une séquelle anachronique de l'antijudaïsme médiéval, mais bel et bien la part d'ombre indestructible de la civilisation moderne¹⁵. La cause première de cette déviation pathologique qu'il est inutile de songer à combattre, d'après Pinsker, serait la condition « anormale » des Juifs, nation fantôme et anorexique, partout minoritaire, nulle part chez elle et qui ne peut ni vivre ni mourir :

Le juif est considéré par les vivants comme un mort, par les autochtones comme un étranger, par les indigènes sédentaires comme un clochard, par les gens aisés comme un mendiant, par les pauvres gens comme un exploiteur millionnaire, par les patriotes comme un apatride, et par toutes les classes comme un concurrent qu'on déteste. Cet antagonisme est une loi naturelle.

Peuple « élu de la haine universelle », conclut Pinsker, il ne resterait aux Juifs qu'un seul remède : cesser d'attendre leur salut de l'intervention divine ou de la bienveillance des nations en prenant leur destin en main et en occupant « enfin, à notre tour, une place plus supportable et plus digne dans l'assemblée des nations vivantes », « une terre à nous », « un grand bout de sol pour nos pauvres frères,

un bout de sol dont nous aurions la propriété et d'où nul étranger ne puisse nous chasser ».

La détresse des Juifs de Russie et la montée de l'antisémitisme

L'empire de Russie comprenait, jusqu'à la Grande Guerre, la Pologne, la Lituanie, l'Ukraine et la Bessarabie, et abritait la plus grande communauté juive du monde (5 500 000 sur un total de 10 000 000 à la fin du XIX^e siècle). Parlant le yiddish et non le russe ou le polonais, les Juifs comme l'ensemble de la population connurent de très forts changements économiques et sociaux sous Alexandre II (1855-1881).

Rompant avec la politique antijuive de son père, Nicolas I^{er}, il avait supprimé la conscription forcée des adolescents juifs et ouvert les écoles publiques, lycées et universités aux Juifs. Cantonnés depuis le règne de Catherine II (1762-1796) dans la « **Zone de Résidence** », commerçants aisés, artisans « certifiés », médecins, infirmiers et diplômés d'université et autres catégories « utiles » furent autorisés à se fixer dans l'ensemble du territoire. Cependant, comme ailleurs en Europe, la modernisation fut bénéfique à une petite frange seulement d'industriels et de banquiers juifs, donnant ainsi naissance à une nouvelle bourgeoisie juive, parfaitement bien intégrée dans la société russe. Dans le même temps, elle entraîna la paupérisation d'une bonne partie des Juifs qui, guère aimés des paysans et des ouvriers qui furent de tous les pogroms, n'étaient pas toujours accueillis à bras ouverts dans les nouvelles usines disséminées à travers l'Empire.

Le vent de liberté qui soufflait sur l'empire des tsars, y semant les premières graines du mouvement des Lumières juives, s'arrêta brutalement en mars 1881 à la suite de l'assassinat d'Alexandre II. La bombe qui tua le tsar avait été posée par des militants de l'organisation anarchiste Narodnaia Volia dans laquelle militaient de nombreux jeunes Juifs. L'attentat souleva dans tout l'Empire une effroyable vague antijuive qui se traduisit immédiatement par une série de pogroms meurtriers à Elizabethgrad (Kirovograd), Kiev, Kichinev, Yalta, Odessa, Minsk, Vitebsk, Pinsk ainsi que dans plusieurs centaines d'autres agglomérations à travers la Russie, l'Ukraine, la Pologne et la Biélorussie.

Le scénario fut partout le même : des agitateurs inconnus distribuaient des tracts appelant à attaquer les Juifs pour venger la mort du père du nouveau tsar Alexandre III (1881-1894). La foule, composée principalement de paysans, d'ouvriers et de soldats, se précipitait aussitôt sur les magasins juifs qu'elle dévalisait, puis se dirigeait vers les quartiers juifs où elle massacrait des familles entières, s'en prenant souvent à tous les passants vêtus à l'occidentale qui n'étaient relâchés qu'après avoir fait le signe de la croix.

C'en fut ainsi fini du rêve de la « trajectoire occidentale » du judaïsme de Russie. Exclus des études supérieures et chassés de la fonction publique, des hôpitaux, des tribunaux, des chemins de fer et des compagnies de navigation, les Juifs furent soumis dorénavant à des règlements dits « provisoires », promulgués en mai 1882, qui leur interdisaient notamment d'acheter, d'hypothéquer ou de louer des terrains et des immeubles à l'extérieur des zones urbaines ou encore d'habiter Kiev, Yalta ainsi que Moscou et Saint-Pétersbourg à partir de 1894.

Hovevei Zion (« Amants de Sion ») et « première ‘Aliya »

En dehors de la toute petite frange bourgeoise des grandes villes qui ne désespérait pas de voir les tsars imprimer une nouvelle empreinte à leur politique intérieure, plus aucune personne ne croyait désormais en une amélioration possible de la condition juive dans le pays. Une seule solution s'imposait à tous : la fuite hors du territoire russe. Ils émigrèrent donc principalement en Amérique, comme l'avaient fait quelques décennies auparavant les Juifs d'Autriche et de Galicie.

Toutes les grandes organisations juives occidentales – dont l'Alliance israélite universelle, la Mansion House Fund de Londres, la **Jewish Colonization Association** du baron Maurice de Hirsch et The Hebrew Emigrant Aid Society de New York – se mobilisèrent pour venir en aide aux candidats à l'exode, tandis qu'intellectuels et étudiants, plus radicalisés que jamais, se lançaient à corps perdu dans l'action révolutionnaire contre le régime tsariste. Les uns rompaient tout contact social et culturel avec leurs coreligionnaires, adhéraient en masse au mouvement communiste russe ; d'autres, aussi marxistes que les premiers mais plus sensibles au sort particulier de leur communauté, lui préféraient le mouvement ouvrier juif du Bund ; d'autres encore, non moins utopistes, à l'exemple des membres de l'organisation '*Am Olam* (« Peuple éternel ») particulièrement active à Elizabethgrad, Odessa et Kiev, rêvaient d'une Icarie juive, une société idéale et juste libérée de toutes les tares de l'Ancien Monde et vivant en autarcie dans un territoire juif à elle, à l'intérieur des États-Unis ou en Argentine, sinon dans une future Russie multiculturelle appelée de leurs vœux par les « autonomistes », disciples de l'historien Simon Doubnov (1860-1941). Enfin, il existait les *Hovevei Zion* ou « Amants de Sion », une nébuleuse d'associations « palestinophiles » associant nationalisme juif et attachement à la Palestine, et appelant à l'émigration des Juifs dans la vieille terre d'Israël.

Un sionisme « pragmatique » mettant l'accent sur la colonisation agricole des zones faiblement peuplées de la plaine côtière, de

Samarie et de Galilée, et guère soucieux de la création d'un État juif comme le sionisme « politique » incarné à partir de 1897 par Théodore Herzl. À l'actif des Amants de Sion : l'acheminement vers l'ancienne Terre promise, entre 1882 et 1903, d'une première vague d'émigrés entrée dans les annales sionistes sous le nom de « première 'Aliya » : 6 500 personnes environ dont la venue allait donner naissance au « nouveau » **Yishouv**, par opposition au « vieux » Yishouv constitué, lui, des Juifs autochtones, **séfarades** et ashkénazes, habitant les quatre « villes saintes » de Jérusalem, Hébron, Safed et Tibériade et y menant depuis des lustres une vie traditionnelle faite de prières, d'études religieuses, de petit artisanat et... de mendicité¹⁶. Leur objectif : créer une société nouvelle basée sur l'initiative privée et faisant du retour à la terre sa valeur première.

Très actifs en Russie, en Pologne, en Galicie et en Roumanie où ils mirent sur pied diverses associations « de peuplement d'Eretz Israel » et d'« aide à la colonisation agricole en Terre sainte », les Amants de Sion furent présidés, à partir de 1884, par Léon Pinsker et le rabbin Samuel Mohilever (1824-1898) de Bialystok. Ne disposant pas de ressources financières à la hauteur de leurs ambitions, ils dépendaient du soutien financier des communautés d'Europe de l'Ouest pour la réalisation de leurs objectifs. Celui, en particulier, des Juifs d'Angleterre, d'Allemagne et de France où, grâce au grand rabbin Zadoc Kahn (1839-1905), ils s'attirèrent en 1882 les bonnes grâces d'Edmond de Rothschild (1845-1934), le plus jeune des fils du baron James de Rothschild, auquel ils finirent par abandonner les destinées de leur organisation en Palestine. Ce qui n'allait pas être du goût de tous leurs dirigeants et, plus particulièrement, de l'un de leurs hommes de lettres les plus en vue : Asher Ginzberg, alias Ahad Ha'am (1856-1927). Père du sionisme dit « culturel », Ahad Ha'am pensait que les sionistes devaient se préoccuper davantage de l'avenir « moral » et spirituel du judaïsme et non pas de la situation « matérielle » et politique des Juifs. Ce qui importait, à ses yeux, était non pas la création d'un État juif souverain, mais l'édification en Palestine d'un centre spirituel où la culture juive, riche de sa rencontre avec le monde moderne, pourrait s'épanouir en toute liberté tout en préservant son caractère propre et sa spécificité. On l'aura compris : Ahad Ha'am sera l'un des opposants les plus véhéments à Herzl et à sa vision politique. Il fut aussi le premier à conseiller aux sionistes de ne pas perdre de vue que la Palestine n'était pas un pays sans peuple, et que ce peuple n'accepterait pas sans réagir la présence sur ses terres d'étrangers voulant y édifier un État et qui, de surcroît, étaient différents à tout point de vue des Juifs qu'ils côtoyaient depuis des siècles en pays musulman.

*1. Faisant la même lecture des événements et se référant aux mêmes calculs mystiques que leurs collègues ashkénazes autour de l'année hébraïque 1840, les rabbins du Maroc proclamèrent comme réalisable – du fait notamment de l'amélioration des conditions des voyages maritimes – l'obligation religieuse d'habiter en Terre sainte. Une vague de départs à destination de la Palestine s'ensuivit alors. Assez importante pour alarmer le sultan Mawlay 'Abd al-Rahman (1822-1859) qui envisagea d'interdire toute sortie de Juifs à partir des ports de Tanger et de Larache. Ces départs, expliqua-t-il à son gouverneur de Tanger, sont préjudiciables à un double titre : ils provoquent, d'une part, une diminution de l'impôt de capitation (*jizya*) payé au Trésor par les Juifs et constituent, d'autre part, une nuisance envers l'ensemble des musulmans, en général, et ceux de Palestine, en particulier.

*2. Voir ci-après.

*3. Nom signifiant « Premier à Sion », en référence au verset biblique : « Voici celui qui a parlé à Sion le premier ! À Jérusalem j'ai donné un messenger ! » (Isaiah 41, 27).

II

La Palestine à la fin du XIX^e siècle

Partie prenante de la « question d'Orient » depuis le siège de Saint-Jean-d'Acre par Bonaparte en 1799, la Terre sainte avait attiré l'attention de l'Europe à la suite de son occupation entre 1831 et 1839 par Méhémet Ali, vassal égyptien de l'Empire ottoman qui conquiert sans coup férir, sous le nez de la Sublime Porte, la Syrie, l'Arabie et le Soudan. Un défi suffisant pour alarmer le sultan Abdül Majid I^{er} qui, après avoir récupéré à grand-peine la province syrienne qui incluait la Palestine, proclama le 3 novembre 1839 le *Hatt-i-Sharif*, ou rescrit impérial de Gulkhane, annonçant la mise en chantier des *Tanzimat*. Adopté sous la pression conjuguée des puissances européennes et d'une petite élite de réformateurs, ce texte établissait sur des bases plus égalitaires les relations entre l'État turc et ses sujets, sans distinction de religion ni de nationalité. Il maintint intacte cependant la structure ethno-religieuse des minorités religieuses (ou **millet**), ce qui eut pour conséquence paradoxale de raviver les différents particularismes ethniques, nationaux et religieux au moment même où tous les ressortissants de l'Empire étaient supposés devenir de loyaux citoyens ottomans. Une faille qui permit aux puissances européennes de peser de tout leur poids sur la politique ottomane et surtout de renforcer leur présence en Terre sainte pour y accroître le nombre de leurs protégés parmi les différentes minorités locales.

Ingérence européenne et tensions interreligieuses

Ainsi, depuis la fin de l'occupation égyptienne, la France avait jeté son dévolu sur les catholiques orientaux dont elle allait devenir la protectrice attitrée, tandis que l'Angleterre agissait de même à l'égard des **Druzes**. Une partition qui eut pour conséquence générale de perpétuer la tension entre chrétiens et musulmans dans toute la province syrienne et de provoquer entre 1841 et 1849 puis en 1860 de graves conflits interreligieux qui firent des milliers de morts de part et d'autre.

Mais, pendant que la France étendait sa sollicitude à l'ensemble des catholiques – grecs et latins – de la région et que l'Angleterre encourageait différentes congrégations protestantes à s'installer en Terre sainte, la Russie voulut se prévaloir des mêmes droits vis-à-vis des orthodoxes de Palestine qui formaient en 1840 la plus grosse communauté chrétienne du pays et qui voulaient leur indépendance par rapport au patriarcat grec d'Istanbul et se définir comme Arabes et orthodoxes. Une rivalité qui se focalisa sur la question des Lieux saints chrétiens à Jérusalem et Bethléem et qui, entre 1853 et 1856, fut à l'origine de la guerre de Crimée mettant aux prises Russes, Français et Britanniques.

Sans qu'il fût pour rien dans ce conflit, l'Empire ottoman se vit ensuite contraint d'accélérer le rythme de ses réformes, et c'est ainsi qu'un nouveau rescrit impérial, le **Hatt-i-Humayun**, fut proclamé en 1856 à Istanbul, établissant, pour la première fois en terre d'islam, l'égalité entre tous les citoyens de l'Empire, musulmans et non musulmans. Suprême mais vaine concession, la Sublime Porte allait finir, sous la pression européenne, par accorder leur indépendance, au cours des années 1860, à la Serbie, au Monténégro, à la Bosnie-Herzégovine, à la Roumanie et à la Bulgarie. Dans la foulée, elle céda l'île de Chypre à la Grande-Bretagne qui, depuis l'ouverture du canal de Suez en 1869, avait renforcé sa présence en Égypte, qu'elle occupa définitivement en 1882 après avoir abandonné à la France la Tunisie en 1881. Au même moment, les **templiers** allemands installaient leurs

premières colonies agricoles et leurs premiers quartiers urbains en Terre sainte, tandis que des centaines d'agents commerciaux, de consuls, de missionnaires, d'ingénieurs, d'architectes, d'agronomes français, anglais, russes, autrichiens, espagnols, américains et italiens modifiaient par leurs initiatives technologiques et leurs constructions grandioses le paysage du pays. Symboles emblématiques de la pénétration européenne en Terre sainte, les imposantes bâtisses abritant des églises, des hospices, des auberges pour pèlerins et des établissements scolaires furent érigées un peu partout dans le pays, de Nazareth à Gaza, en passant par Safed, Tibériade, Haïfa, Naplouse, Jaffa, Ramleh, Ramallah, Latroun, Abou Gosh, Jérusalem, Bethléem ou Hébron.

La révolution des **Jeunes Turcs** en 1908 ne freina pas, loin de là, l'ingérence européenne ni moins encore le délitement de l'Empire : la même année, l'Autriche annexait la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie proclamait son indépendance, tandis que la Grèce annexait l'île de Crète. Quatre ans plus tard, les Italiens s'emparaient de Tripoli et les Albanais réclamaient leur liberté, qu'ils obtinrent en 1912, tandis qu'Arméniens, Arabes et Kurdes commençaient aussi à rêver d'indépendance nationale. Craignant de perdre entièrement le contrôle de la Palestine et ses Lieux saints musulmans, dont la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem, la Sublime Porte y avait étoffé depuis le début des années 1840 sa présence administrative et militaire, et neutralisé, soit en les contournant soit en leur distribuant honneurs, subsides et fonctions, les familles de notables – qui y régnaient en maîtres féodaux sur une population à 80 % rurale. Parmi ces grandes familles, la plus influente fut sans conteste celle des Husseini de Jérusalem, dont les membres y détenaient traditionnellement les deux postes clés de *mufti* et de *naqib al-ashraf* (ou représentant des descendants du Prophète). En 1872, le pays fut divisé en trois provinces, ou *sanjak*, dont la plus étendue et la plus peuplée était la province de Jérusalem : rattachée directement à Istanbul, elle était formée des districts, dirigés chacun par un *kaymaqam*, de Jaffa, Gaza et Hébron et, jusqu'en 1899, de celui de Beersheba également ; les deux autres provinces, celles de Naplouse et d'Acre, étaient rattachées à Beyrouth et comprenaient respectivement les districts de Jenin et Tulkarem et ceux de Haïfa, Tibériade, Safed et Nazareth tandis que la Transjordanie était rattachée à Damas.

Les trois provinces comptaient ensemble, au milieu des années 1870, moins de 400 000 habitants, dont 40 000 chrétiens principalement à Nazareth et Bethléem, 40 000 Bédouins dispersés dans le Néguev et en Transjordanie, et 25 000 Juifs concentrés à Jérusalem, Hébron, Safed et Tibériade ainsi qu'à Jaffa. Par crainte d'un trop fort empiétement des puissances dans ses affaires, la Sublime

Porte fut particulièrement sévère à l'égard de l'entrée de ressortissants juifs européens en Terre sainte, notamment après l'arrivée en 1882 des premiers émigrés juifs en provenance de Russie et de Roumanie.

Population des trois provinces de Palestine

	Nation	Juifs
1875	380 000	10 000
1893	470 000	15 000
1911	550 000	25 000

« Vieux » et « nouveau » Yishouv

Constitués de Séfarades et d'Ashkénazes, les Juifs autochtones formant le « vieux » *Yishouv* habitaient principalement Jérusalem, Hébron, Tibériade, Safed et Jaffa. De condition très modeste, une bonne partie d'entre eux vivaient de la *halouqa* des dons envoyés de la Diaspora et destinés à leur survie ainsi qu'à l'entretien des *yeshivot*, ou écoles religieuses, de Terre sainte. S'acquittant de toutes les charges et de tous les impôts inhérents à leur statut de *dhimmi*, leurs rapports avec leurs voisins musulmans étaient, dans l'ensemble, très corrects. Les Juifs parlaient non seulement la langue du pays, mais plusieurs siècles de vie commune et de connaissance intime des mœurs et de la culture de leurs voisins leur avaient appris à se frayer un chemin à travers la trame compliquée de la société palestinienne avec ses '*a'yan* (notables) et ses '*ulama*, ses clans familiaux et ses minorités ethno-religieuses¹.

Juifs, musulmans et chrétiens à Jérusalem de 1870 à la fin de l'époque ottomane²

Musulmans

1870	28 500
1880	35 000
1890	29 000
1900	35 000
1910	49 000
1922	62 950

À Jérusalem, les Juifs autochtones logeaient dans des maisons qui leur étaient louées par des propriétaires musulmans avec lesquels ils cohabitaient dans les mêmes ruelles de la vieille ville. Les uns rendaient visite fréquemment aux autres, passaient de longues heures ensemble dans les bains publics et les cafés. Leurs enfants pratiquaient des jeux similaires et, les samedis, les musulmans rendaient gracieusement service aux Juifs qui avaient recours à leurs voisins pour s'acquitter de tâches – comme l'allumage de fourneaux ou de bougies – qu'il leur était interdit d'accomplir eux-mêmes ce jour-là pour des raisons rituelles. Femmes juives et musulmanes portaient les mêmes vêtements traditionnels et se voilaient également le visage.

Pour leurs accouchements, elles faisaient appel aux mêmes sages-femmes, juives, chrétiennes ou musulmanes. Elles partageaient les mêmes croyances pour protéger leurs nouveau-nés du « mauvais œil », et les deux communautés éprouvaient le même respect pour leurs autorités religieuses et suivaient les mêmes coutumes de deuil. Les musulmans achetaient souvent leur viande chez des bouchers juifs. Les amitiés personnelles étaient sincères et, parfois même, elles débouchaient sur des liaisons amoureuses entre musulmans et Juives^{*1}. Chaque population avait ses propres écoles, mais il n'était pas rare de voir des élèves juifs étudier dans des établissements musulmans, et vice-versa. Père de l'écrivain A. B. Yehoshoua, Yaacov Yehoshoua eut ainsi comme professeur particulier de langue arabe Khalil Sakakini. Antisioniste virulent, Sakakini ne refusa jamais de dispenser sa science à de nombreux autres élèves juifs dont il connaissait parfaitement les idées politiques qui allaient à l'encontre des siennes. Même le grand ennemi de la cause sioniste, le mufti Al-Hajj Amin Husseini – dont il sera longuement question dans la deuxième partie de ce livre – avait quelques amis juifs très dévoués : en 1927, au plus fort de la tension intercommunautaire dans la Ville sainte, il autorisa quelques-uns d'entre eux à se rendre à Hébron pour y visiter le caveau des Patriarches (ou mosquée Ibrahimiyya pour les musulmans) dont l'accès était interdit aux Juifs³.

C'est un tableau différent que nous offrent les émigrés ashkénazes originaires d'Europe orientale, dont certains avaient pu garder leur citoyenneté étrangère et bénéficier de la protection des consuls européens. Formant le « nouveau » *Yishouv*, ils heurtaient par leurs manières et leur comportement leurs voisins autochtones. Leurs prétentions politiques ne plaisaient pas non plus aux autorités ottomanes qui étaient parfaitement au courant des visées des Amants de Sion, puis de celles du mouvement sioniste fondé par Théodore Herzl. Ainsi, passant outre les résolutions du congrès de Berlin de 1878, la Sublime Porte tenta, dès l'arrivée des premiers *bilouïm*^{*2} en 1882, d'interdire l'entrée en Palestine de Juifs venant de Russie, de Roumanie et de Bulgarie (à moins qu'ils ne renoncent à leur nationalité d'origine) ainsi que la vente de terres aux Juifs (et aux templiers allemands) déjà installés dans le pays. Une double restriction fut mise en place, mais levée graduellement dès l'année suivante puis rétablie au début des années 1890 lors de la vague dite de l'« émigration précipitée ». Des mesures furent prises à la demande des Arabes palestiniens, mais qui, il faut bien le dire, ne furent jamais systématiquement appliquées, sans doute à cause de l'inefficacité de l'administration ottomane mais plus encore en raison de la vive réaction des consuls des États-Unis, d'Allemagne et de Russie qui y voyaient une atteinte aux conventions internationales signées par

Istanbul. Cela permit, en fin de compte, à beaucoup d'Ashkénazes, appartenant au « vieux » comme au « nouveau » *Yishouv*, de bénéficier du statut très commode de « protégés » consulaires qui les soustrayait à la plupart des interdits administratifs de la législation ottomane. En tout dernier lieu, les voyageurs juifs débarquant à Jaffa et à Haïfa furent contraints de se munir de « tickets rouges » faisant fonction de visas de séjour d'une durée maximale de trois mois. Tout étranger ne disposant pas de ce document était en principe refoulé sur-le-champ hors du pays.

Population urbaine de Palestine (1799-1914)⁴

1880

Jérusalem	30 800
Bethléem	8 600
Nazareth	8 060
Safed	18 500
Tibériade	2 000
Hébron	16 000
Naplouse	13 360
Acre	9 000
Haïfa	20 360
Gaza	28 000
Jaffa	42 000

Habitant dans des villages agricoles de la plaine côtière, de Samarie et de Galilée, les émigrés de la première *'Aliya* disposaient de 7 % seulement des terres arables du pays et, jusqu'à la Première Guerre mondiale, ne constituaient pas plus de 3 % de la population rurale de la Palestine. Une bonne partie d'entre eux avaient fini par abandonner le travail des champs et passèrent avec leurs familles à Jérusalem, Jaffa et Haïfa, qui virent ainsi le nombre de leurs habitants juifs augmenter considérablement entre 1882 et 1914.

Population juive des villes de Palestine (1799-1914)

1880

Jérusalem	33 000
Jaffa	10 800
Safed	8 800
Tibériade	2 060
Haïfa	3 800
Hébron	1 000

Le timide essor économique de la Palestine au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle profita particulièrement à la population séfarade. Il fut accompagné par l'émergence de quelques grosses fortunes juives aux mains des Navon, des Amzallag, des Chelouche, des Moyal et des Eliachar, qui avaient tiré profit de l'expansion commerciale de Jaffa à cette époque et pris part aux projets

gouvernementaux de modernisation des infrastructures commerciales de la ville. Membres à part entière des réseaux d'affaires « multiconfessionnels », étendant leurs activités à l'ensemble de l'aire ottomane, de solides liens d'amitié les unissaient à leurs associés musulmans ou chrétiens. Leurs enfants fréquentaient souvent ensemble le collège des Frères à Jaffa ou l'école de l'Alliance israélite universelle à Jérusalem, qui eut parmi ses élèves Sa'id al-Husseini (1860-1943), l'un des trois députés palestiniens au Parlement turc élus au lendemain de la révolution des Jeunes Turcs en 1908. Affiliés aux mêmes cercles culturels et aux mêmes loges maçonniques que leurs voisins musulmans et chrétiens, les plus téméraires, comme Joseph Moyal à Jaffa et Haïm Laniado à Damas, n'hésitèrent pas à adhérer aux idées du nationalisme arabe ni même à participer au Congrès arabe de Paris en 1913 ou au Congrès syrien de Damas en 1919.

En outre, bénéficiant de la pénétration européenne ainsi que des retombées de la politique panislamiste du sultan Abdülhamid II (1878-1909) qui accorda une plus grande attention au développement de ses provinces arabes, la Palestine connut une très forte immigration musulmane, en provenance des pays voisins, au cours des trois dernières décennies du XIX^e siècle. Des lignes maritimes régulières reliaient désormais les ports de Jaffa, Haïfa et Gaza à Alexandrie et Beyrouth et, au-delà, à la Turquie, l'Angleterre, la France, l'Italie et la Russie. Grâce à la construction des premières routes carrossables entre Jaffa et Jérusalem puis, à l'initiative des templiers, entre Haïfa et Nazareth, les échanges entre le nord et le sud du pays étaient devenus plus commodes. Enfin, avec l'introduction du chemin de fer dans la région, certains s'étaient pris à rêver de transformer la Terre sainte en un lieu de passage obligé entre l'Europe et l'Asie. Joseph Navon était de ceux-là : riche séfarade né à Jaffa, il lança, en 1889, la construction de la première ligne ferroviaire du pays, entre sa ville natale et Jérusalem. Son inauguration, trois ans plus tard, resta dans les annales comme l'un des événements les plus marquants de l'histoire contemporaine de la Palestine. S'ajoutant, à partir de 1909, à la ligne ferroviaire du Hedjaz, construite par Abdülhamid II pour relier les villes saintes d'Arabie à Damas, de laquelle partait une voie annexe passant par la Transjordanie et conduisant jusqu'à Haïfa, cette révolution des transports eut pour effet immédiat d'accroître considérablement le nombre de pèlerins visitant la Terre sainte. Elle favorisa aussi le commerce extérieur du pays, qui consistait dans l'exportation d'agrumes, d'huile, de savon et d'objets de culte fabriqués à Bethléem. Les apports financiers étrangers augmentèrent parallèlement : entre 1882 et 1900, alors que le sionisme politique en était à ses balbutiements, le baron Edmond de Rothschild (1845-1932), à lui seul, y investit 40 à 50 millions de francs-or, une

bonne partie de cette somme étant destinée à l'achat de terres et à la création de villages agricoles destinés aux émigrés de la première *'Aliya*.

*1. Parmi ces relations amoureuses qui défrayèrent la chronique, celle de la nièce de l'écrivain et futur Prix Nobel de littérature Sh.Y. Agnon, Esther Wiener, avec un membre de la grande famille palestinienne des Nashashibi. Le jeune couple se maria en 1940 et tout contact avec Esther fut rompu pendant cinquante ans. Vers la fin des années 1980, le hasard voulut qu'une belle-fille de la famille Agnon, l'universitaire et militante israélienne bien connue des droits de l'homme Daphna Golan-Agnon, rencontrât, à l'hôpital Hadassa de Jérusalem, Dana Nashashibi, petite-fille d'Esther, venue comme elle réconforter les prisonniers palestiniens admis pour soins. (Je remercie Daphna Golan-Agnon de m'avoir confié ce récit de famille.)

*2. Voir ci-après.

III

Le baron Edmond de Rothschild et ses moshavot

Passionné par les arts, l'archéologie et les sciences, le baron Edmond de Rothschild ne s'était pas beaucoup impliqué dans les affaires juives jusqu'à une date très tardive. Laissant cette tâche à ses frères Alphonse et Gustave qui y excellaient en tant que présidents du Consistoire central et du Consistoire de Paris, il dirigea le Comité de bienfaisance en faveur des victimes des pogroms de Russie aux côtés de ses proches conseillers : Albert Cohn, son ancien précepteur en matière religieuse, le financier Michel Erlanger et le grand rabbin Zadoc Kahn par l'intermédiaire duquel il apprit à connaître les Amants de Sion, leurs projets agricoles en Palestine et leurs difficultés financières aussi. Le baron tenait, par ailleurs, en haute estime Charles Netter et sa ferme-école de Mikveh Israel¹.

C'est ainsi grâce à Netter qu'il sauva de la faillite Rishon-LeZion² et accepta en septembre 1882 de secourir ses habitants et ceux de Zamarin, en Samarie, qui ressemblaient, selon un rapport de l'AIU, « à des naufragés jetés sur une île déserte, sans recours, sans appui et sans ressources³ ». Peu après, à la demande du rabbin Samuel Mohilever, il consentit à créer une nouvelle *moshava*, une sorte de colonie modèle qu'il voulut peupler de « vrais » paysans juifs, incultes mais religieux, et ayant une bonne formation agricole. Originaires principalement de Lituanie et de Pologne, et comptant une centaine d'hommes et de femmes d'un âge mûr, ceux-ci furent installés en 1884 à Ekron, à l'est de Rishon, sur des terres achetées pour le compte du baron par Daniel Hirsch, le directeur de Mikveh. Chaque famille eut à sa charge un lopin de terre de 10 à 20 hectares et bénéficiait en outre d'une habitation et d'un pécule mensuel durant sa première année d'installation. L'administration du village, qui fut nommé plus tard Mazkeret Bathya en souvenir de la mère du baron, Betty-Bathya, fut confiée à un autre membre du personnel de Mikveh, Joshua Ossovietzki, qui avait la haute main sur le choix des cultures et veillait

au bon fonctionnement des services communaux (école, infirmerie, synagogue, bain rituel). Ses décisions étaient irrévocables, les habitants de la *moshava* ayant pris l'engagement formel avant leur admission de se soumettre entièrement aux choix du baron et de ses agents en toutes matières, qu'elles fussent économiques, sociales, culturelles ou religieuses. La mise sous tutelle par le baron de Rothschild des villages juifs commença ainsi. Ce mélange de paternalisme, d'autoritarisme et de conservatisme fut violemment dénoncé, au cours des années suivantes, par Ahad Ha'am et Théodore Herzl. Ils reprochèrent au baron d'avoir « honteusement » acheté puis corrompu par ses millions l'indépendance de ses administrés qui, aux yeux de ses employés, n'étaient que de vulgaires *schnorrer* (mendiants) et des voleurs.

Pendant qu'Ekron se mettait laborieusement en place, une autre *moshava* fut installée à Guedera, sur la plaine côtière, à quelques kilomètres de l'actuelle Rehovot. Ses premiers colons furent des émigrés d'un type nouveau, une élite d'avant-garde de militants socialistes et libres-penseurs appartenant au mouvement *Bilou* – acronyme formé par les initiales des quatre mots du verset biblique « *Beit Yaacob Lekhou Venelkha* » –, réunissant quelque cinq cents militants à travers toute la Russie⁴. Une vingtaine d'entre eux, originaires de Kharkov et considérant l'émigration en Palestine comme la condition préalable au renouveau national juif, débarquèrent en juillet 1882 à Jaffa. À l'issue d'une période d'initiation au travail agricole à Mikveh, ils furent admis sur les terres acquises par les Amants de Sion à Guedera. Disposant de peu de ressources, en butte aux clivages internes et à l'hostilité permanente de leurs voisins arabes, les *Bilouïm* restèrent attachés à leur mode de vie collectiviste et profondément laïc, se distinguant ainsi du reste des habitants des *moshavot* plutôt traditionalistes et sans orientation idéologique bien définie⁵.

Multipliant, dans la plus grande discrétion, achats de terres et créations de nouveaux villages, le baron de Rothschild, que l'on ne désignait plus que par les titres mystérieux de « philanthrope bien connu » ou de « bienfaiteur anonyme », fit l'acquisition, après les terres d'Ekron, de celles de Zamarin : achetées à l'origine par les Amants de Sion de Roumanie, leur propriété leur fut contestée par les autorités ottomanes à la mort de l'acquéreur sous le nom duquel elles avaient été enregistrées. Les hommes du baron de Rothschild intervinrent et, à l'issue de fastidieux conciliabules juridiques à Haïfa, Beyrouth et Istanbul, ils parvinrent à les faire enregistrer sous le nom de Michel Erlanger. Dans la foulée, ils obtinrent des autorités locales les agréments officiels ou « cautions » permettant l'extension de Zamarin (devenue Zikhron Ya'acov à la mémoire du père du baron,

James-Jacob de Rothschild) et de ses trois « colonies sœurs » : Petah Tikva, Yesod Hama'la et Rosh Pina, toutes trois au bord de l'asphyxie. En échange de cet acquis et de la promesse d'une aide financière pluriannuelle de la part du baron de Rothschild, leurs habitants lui cédèrent leurs droits de propriété, acceptant en outre de se soumettre aux choix de son chef horticulteur, Justin Dugourd, et aux décisions de ses innombrables agents qui finirent par devenir les vrais maîtres des *moshavot*. L'accord fut appliqué par la suite à la plupart des *moshavot* créées par les Amants de Sion jusqu'au tournant du xx^e siècle. Et c'est ainsi que, à l'exception notoire de Guedera, puis de H'aedera et de Rehovot, la plupart des villages agricoles de la première 'Aliya furent placés sous l'égide du baron. On peut notamment citer Hartouv (1894) et Motza près de Jérusalem, Métoula (1896) dans le nord du pays, et Beer Touvia (1896) au sud – une vingtaine de villages en tout, comptant quelque 5 000 habitants en 1904 et couvrant 30 000 hectares environ, soit 1 % seulement de la superficie de la Palestine.

L'Algérie comme modèle

Edmond de Rothschild prit à sa charge la totalité des frais nécessaires au développement des *moshavot*, à la construction des maisons, au forage des puits artésiens, à l'irrigation des champs et à l'assainissement des marais, comme à la formation des agriculteurs et à l'expérimentation de différentes cultures sélectionnées par ses horticulteurs envoyés de France, comme Justin Dugourd et Gérard Ermens, ou formés en Algérie, comme Boris Ossovietski. Il couvrit entièrement les besoins des villageois et veilla personnellement à la qualité des soins sanitaires prodigués gratuitement à la population ainsi qu'à la sélection des enseignants et au contenu des programmes scolaires à l'intention des enfants des *moshavot*. Garçons et filles suivaient des cours d'arabe, d'hébreu et de français ainsi que des stages d'apprentissage destinés à compléter leur formation agricole. Élie Scheid, qui fut le principal collaborateur d'Edmond de Rothschild dans l'administration des *moshavot* entre 1883 et 1900, écrit :

Monsieur le baron n'avait qu'un seul but. Celui de prêter la main à quelques-uns de ses coreligionnaires qui ont voulu se vouer à l'agriculture et prouver ainsi au monde que le Juif pouvait parfaitement se passer des affaires et savait revenir au métier de ses ancêtres⁶.

Traditionaliste, le baron voulut que chaque village disposât de sa propre synagogue, de son bain rituel, de son rabbin, de son sacrificateur et de son maître d'hébreu. Mais cela ne l'empêcha pas cependant d'enjoindre ses administrés de passer outre à l'interdiction religieuse de travailler la terre durant l'année sabbatique de 1888-1889. Placée sous la férule d'agents souvent condescendants et tyranniques, la gestion de chaque *moshava* fut confiée à plusieurs employés, jardiniers, ingénieurs et instructeurs venus principalement de France (d'Alsace notamment), d'Europe de l'Est et d'Algérie dont les méthodes brutales furent plus d'une fois à l'origine de véritables émeutes, comme en 1883 et en 1887 à Rishon-LeZion, en 1888 à Zikhron Ya'acov et entre 1892 et 1895 à Ekron. L'ingénieur Joseph

Fienberg qui, avec le rabbin Mohilever, avait été à l'origine de la venue du baron à Rishon-LeZion dut quitter sa *moshava* en 1887 pour s'être opposé à l'administrateur Ossovietzki qui y avait interdit la création de syndicats ouvriers⁷.

Sur le plan économique, le baron et ses agents s'inspirèrent largement du modèle agricole appliqué par la France en Algérie et, dès 1885, les *moshavot* furent forcées d'abandonner les cultures de subsistance au profit de la monoculture intensive de produits d'exportation comme la vigne pour le vin, l'olivier et l'amandier pour l'huile, le mûrier pour le ver à soie, les fleurs pour les essences de parfums ou encore les pamplemousses et les oranges. Une économie de type colonial entièrement tournée vers le marché extérieur qui, cependant, eut bien du mal à démarrer, malgré les énormes capitaux investis par le baron. Considérant que la Palestine ne disposait d'autre richesse que sa terre, Edmond de Rothschild, tout comme la plupart des experts et dirigeants sionistes après lui – à l'exception notoire de Théodore Herzl –, ne pensa pas y développer l'industrie au lieu de l'agriculture.

Grassement subventionnée par les soins du baron, une petite classe de « nouveaux riches » parlant français vit ainsi le jour dans les *moshavot*, sûre de pouvoir compter à tout moment sur la générosité des Rothschild. Zikhron Ya'acov était devenue ainsi, en moins de dix ans, « une immense ferme européenne transplantée en Palestine » et ses pionniers des sortes de métayers ayant perdu depuis longtemps le goût du travail manuel, employant à tour de bras des ouvriers arabes ou juifs mal payés. Une situation que déplora vivement Isaac Astruc, le directeur de l'Alliance à Damas, qui, visitant les villages du baron en 1888, ne cacha pas son étonnement de voir les dames de Zikhron habillées à la dernière mode de Paris :

Tandis que l'une lit des romans, se promène chapeau et mantille sur la tête, ombrelle en main, l'autre ramasse le bois au milieu des roches et des montagnes, arrose les souches lorsque les taillis sont épuisés, porte de lourds fardeaux sur la tête sous un soleil torride, cherche l'eau souvent à plusieurs centaines de mètres de distance, tourne le moulin à bras, fait le pain, se livre à tous les soins du ménage, sarcle le champ de blé, pioche, laboure, sème, récolte. Voilà comment j'entends la vie d'une femme campagnarde⁸.

Ahad Ha'am : la Palestine n'est pas « un pays vide de gens »

Astruc n'était pas le seul à critiquer le mode de vie régnant dans les *moshavot*. Son point de vue n'était pas très éloigné de celui de l'écrivain Mordechaï Hillel Ha-Cohen (1856-1936), guère ravi de voir des habitants des *moshavot* délaisser leurs champs et utiliser leurs montures pour le portage des matériaux destinés à la construction de la voie ferrée reliant Jaffa à Naplouse. Il n'était pas plus éloigné des critiques d'Ahad Ha'am (1856-1927) qui, à son retour d'un voyage en Palestine, publia en 1891 un réquisitoire au vitriol contre les émigrés de la première *'Aliya* en général et les villages du baron en particulier. Ahad Ha'am, qui n'avait rien trouvé d'exaltant dans cette expérience de retour des Juifs à la terre, ne rencontra sur place que des spéculateurs et des agriculteurs oisifs laissant leurs champs en friche et leurs élevages à l'abandon et qui, de surcroît, ne parlaient ni ne lisaient l'arabe, ne daignant même pas apprendre de leurs voisins arabes comment construire des maisons résistant à la pluie et au vent. N'en restant pas là, Ahad Ha'am s'était lancé également dans une diatribe non moins violente contre ses coreligionnaires en Europe qui pensaient que la Palestine était un pays « vide de gens » où « quiconque désireux d'y acheter des terrains pourrait se rendre et en acquérir à sa guise »⁹.

Nous avons l'habitude à l'étranger de croire que les Arabes sont tous des sauvages du désert... incapables de voir et de comprendre ce qui se passe autour d'eux. C'est là une grave erreur. L'Arabe comme tous les fils de Sem a une intelligence aiguë et rusée. Toutes les villes de Syrie et de Palestine sont pleines de commerçants arabes âpres au gain qui savent fort bien exploiter les masses, comme c'est l'usage en Europe. Les Arabes, notamment ceux des villes, voient et comprennent le sens de nos actions et de nos aspirations en Palestine ; mais ils se taisent. Ils affectent de ne rien savoir car, pour le moment, ils ne voient dans notre action aucun

danger pour leur avenir. Ils s'efforcent de nous exploiter au mieux, de tirer parti de ces nouveaux hôtes ; mais en secret, ils se moquent de nous et rient sous cape [...]. Les grands propriétaires nous accueillent à bras ouverts, car nous leur achetons un lopin de pierre et de sable à un prix qu'ils n'auraient même pas imaginé en rêve. Mais le jour où la présence de notre peuple prendra une telle dimension qu'elle empiète, de peu ou de beaucoup, sur les positions des autochtones, ce n'est pas de bon gré qu'ils nous céderont leur place.

Si ces mots furent sans écho, il n'en demeure pas moins qu'en 1899, à l'issue d'un voyage d'inspection en Palestine, le baron décida subitement de prendre du recul et de confier la gestion de ses *moshavot* à la Jewish Colonization Association (JCA). Edmond de Rothschild avait pourtant de bonnes raisons d'être fier de son œuvre puisque, cette même année, le bordeaux de Rishon-LeZion obtint la médaille d'or de la Foire universelle de Paris. Le prix payé pour un tel succès était, il est vrai, pour le moins exorbitant : une dépense globale, en 1898, de 33 millions de francs (soit 75 millions d'euros) et un déficit record de 1 600 000 francs pour les seules *moshavot* de Rishon-LeZion et Zikhron Ya'acov. Sans parler des méventes : 30 millions d'hectolitres de vin, soit les deux tiers de la production, encombraient, cette même année, les hangars des ports d'Alexandrie et de Hambourg.

Ainsi donc, tout en ne couvrant qu'une faible proportion de la population juive, l'émergence des *moshavot* et, dans un tout autre domaine, l'expansion de la langue et la culture hébraïques furent sans aucun doute l'un des apports historiques les plus significatifs de la première 'Aliya qui, entre 1882 et 1903, fit venir en Palestine 30 000 à 40 000 Juifs d'Europe de l'Est en plus de plusieurs milliers de Juifs originaires du Yémen, d'Afrique du Nord, des Balkans et du Caucase. Une partie d'entre eux quitta ensuite le pays pour diverses raisons, notamment après 1900 et le « retrait » du baron de Rothschild de la gestion des *moshavot*. Mais ceux qui restèrent changèrent complètement la physionomie de la population juive, celle en particulier de ses deux grandes communautés urbaines : Jérusalem et Jaffa.

Les débuts de Tel-Aviv

Alors que Jérusalem, avec ses *yeshivot* et ses quartiers principalement religieux, était restée la « capitale » du « vieux *Yishouv* », Jaffa devint le centre névralgique du « nouveau *Yishouv* », avec ses nouveaux quartiers juifs comme Neve Zedeq, inauguré en 1887, Neve Shalom en 1890 et Mahane Yehouda en 1896. Avec aussi ses Juifs autochtones ou étrangers habillés à l'européenne ; ses femmes séfarades au visage découvert comme leurs voisines ashkénazes¹⁰ ; ses écoles de garçons et de filles ouvertes en 1892 par l'Alliance israélite universelle pour empêcher les enfants juifs de fréquenter trop assidûment les écoles catholiques des Frères et Saint-Joseph. Sans oublier ses centres hospitaliers, ses compagnies d'assurances et ses agences de voyages, et ses banques, dont le Crédit lyonnais et la Deutsche Palästina Bank, ses imprimeries modernes, ses journaux, ses librairies, ses blanchisseries, ses ateliers de couture, ses hôtels, cafés, restaurants et ses bains publics. À tout cela s'ajoutaient les nouveaux bureaux abritant les délégués des Amants de Sion et de la Jewish Colonization Association, avant l'arrivée des premiers représentants de la toute nouvelle Organisation sioniste mondiale et de ses trois principaux organismes chargés de l'achat de terres en Palestine : le **Fonds national juif** ou KKL (*Kéren Kayémeth Le-Israel*), la Compagnie de développement foncier ou *Hachsharat Ha-Yishouv*, et la banque Anglo-Palestine Company Ltd¹¹.

À l'étroit dans leur ville, quelques dizaines d'habitants décidèrent vers 1906, sous la conduite d'Akiva Aryeh Weiss (1868-1947), horloger-joailler de son métier, de fonder l'association *Ahouzat Bayt* avec pour objectif de bâtir, sur un site « aéré et propre » et éloigné des ruelles « sales et crasseuses » de Jaffa, « un nouveau centre urbain hébraïque »¹². Le terrain fut acheté grâce à un prêt de l'Organisation sioniste mondiale, mais il fallut attendre jusqu'en 1909 pour que les nouveaux propriétaires entrent en possession des soixante lots sur lesquels ils allaient construire les premières maisons et le premier établissement scolaire, l'école Herzlia, de Tel-Aviv. Deux ans plus tard, la « première ville hébraïque » de Palestine élisait à sa tête l'ingénieur Meïr Dizengoff, qui avait commencé sa carrière au service du baron de

Rothschild comme directeur de l'usine de verre de Tantoura où étaient fabriquées les bouteilles de vin destinées aux vignobles de Zikhron Ya'acov et de Rishon-LeZion.

IV

Un nationaliste juif malgré lui : Théodore Herzl

Herzl avant Herzl

Né en 1860 à Budapest, Herzl s'installa en Autriche avec ses parents lorsqu'il avait dix-huit ans. Il entra à la faculté de droit de Vienne. Sa famille était aisée. Son père lui apporta toujours son soutien à la fois dans ses choix politiques et financièrement. Sa sœur adorée disparut prématurément. Son mariage fut malheureux et ses trois enfants connurent un destin tragique. Son parcours ne fut pas cependant bien différent de celui de beaucoup d'intellectuels, savants et artistes juifs de sa génération qui firent la gloire de Vienne à la fin du XIX^e siècle : le socialiste Victor Adler, qui resta pour lui un modèle de dévouement idéologique, les écrivains Stefan Zweig et Arthur Schnitzler, qui furent ses amis, les musiciens Gustav Mahler et Arnold Schönberg, le peintre Gustav Klimt, ou encore le père de la psychanalyse Sigmund Freud. Tous partageaient avec Herzl la même passion pour la langue et la littérature allemandes, ainsi que le même engouement pour les arts et le théâtre. Son grand-père paternel, très religieux, avait connu, dit-on, dans sa ville natale de Semlin, les rabbins « présionistes » Juda Alkalai et Joseph Natonek, tandis que son fils Jacob (1835-1902), père de Théodore Herzl, aurait suivi les cours d'Alkalai, sans grande assiduité ni persévérance à mesure qu'il s'éloignait du ghetto et que sa condition sociale s'améliorait.

Évoluant dans un milieu « assimilé », germanophone et d'obédience libérale, tout porte à croire que le jeune Théodore ne fit jamais montre d'un grand intérêt pour la culture juive, dont il ne connut que quelques bribes, souvenirs lointains de son passage à l'école élémentaire juive de son enfance. Lycéen à partir de 1875 dans un établissement protestant de Budapest, il créa avec quelques camarades de classe un club littéraire allemand pour apprendre à manier dans un style raffiné la langue de Goethe et de Schiller. Il n'avait que faire des discours de ses proches en faveur d'une plus grande intégration dans la culture hongroise. Pas plus, d'ailleurs, qu'il ne prêta attention aux agissements des milieux antisémites hongrois non plus qu'aux vociférations de leur chef de file, Gyözö von Istöczy, qui réclamait le renvoi des Juifs en Palestine.

Herzl fit preuve de la même indifférence à l'égard des premières

manifestations de l'antisémitisme autrichien quand, étudiant en droit à Vienne, il s'était inscrit en 1881 à la corporation estudiantine Albia connue pour sa ferveur pangermaniste et ses accointances avec le parti antijuif de Georg von Schönerer. S'y faisant rapidement remarquer par son courage, son éloquence, son élégance et son maintien aristocratique – que lui enviait son jeune condisciple Arthur Schnitzler, à qui il confia vouloir faire jouer un jour ses pièces au Burgtheater de Vienne –, il fut ramené brusquement à la réalité en parcourant le traité violemment antisémite de l'économiste et philosophe allemand Karl Eugen Dühring (1833-1921) intitulé *Le Problème juif en tant que question raciale, morale et culturelle*. Choqué, il démissionna avec fracas, en juillet 1883, de sa corporation estudiantine en signe de protestation contre la manifestation antijuive organisée au lendemain de la mort de Richard Wagner. Un éclat qui n'était pas sans rappeler la réaction d'un autre étudiant viennois, Nathan Birnbaum (1887-1937), qui, à la lecture du livre de Dühring, préféra, lui, créer l'association Kadima, revendiquant pour les Juifs le droit de disposer d'un territoire à eux, la Palestine, l'ancienne Sion biblique. Herzl ignorait jusqu'au nom du fondateur de Kadima, auquel on attribue la paternité du terme « sionisme ». Il fit sa connaissance beaucoup plus tard, à l'occasion du premier congrès sioniste de Bâle, en 1897¹.

C'est dans ce nouvel état d'esprit que Herzl acheva en 1884 ses études de droit. Peu attiré par le métier d'avocat qu'il abandonna au bout d'un an d'exercice, il se consacra ensuite entièrement à la littérature et au journalisme, voyageant à travers l'Europe et publiant des dizaines d'essais, de pièces de théâtre, de critiques et d'articles de presse, qui lui valurent d'être adulé par la bonne société juive de Vienne. Il fut remarqué notamment par les directeurs juifs du grand journal libéral viennois *Neue Freie Presse*, qui lui offrirent le poste prestigieux de correspondant à Paris. Il l'occupera d'octobre 1891 à juillet 1895.

Ces quatre années cruciales marquèrent un grand tournant dans la vie de Théodore Herzl : de longs mois d'observation de la vie politique française au cours desquels il se laissa lentement et subrepticement absorber par la question juive. Se conformant néanmoins aux instructions très strictes de son journal, un seul sujet devait, en principe, préoccuper Herzl : l'avenir de la démocratie libérale en Europe qui battait sérieusement de l'aile en Autriche, avec l'émergence des partis de masse conduits par Georg von Schönerer et Karl Lueger.

Or que trouva-t-il en France ? Une III^e République vacillant au gré des procès à grand spectacle et des scandales, comme celui de Panama ; un système parlementaire paralysé par l'abus des

interpellations et l'« invasion des bavards », députés obstruant les débats par leurs discours ; un personnel politique médiocre cantonné dans des luttes anachroniques ; et, enfin, des démocrates libéraux, appelés en France opportunistes ou « républicains de gouvernement », en perte de vitesse face aux syndicats, aux socialistes radicaux et aux ligues extrémistes. Au milieu de ce tableau peu réjouissant, le même spectacle ahurissant qu'à Vienne : la montée irrépressible de l'antisémitisme. Cette haine d'un type nouveau du judaïsme et des Juifs minait la vie politique française depuis la parution en 1886 de *La France juive* d'Édouard Drumont. Ce pavé de 1 200 pages fut vendu à plus de 70 000 exemplaires en deux mois et tiré ensuite à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires jusqu'en 1892 ; date à laquelle Drumont et ses amis lancèrent *La Libre Parole*, qui fit son miel de tous les drames et de toutes les crises déstabilisant la République, cherchant à chaque fois, depuis le scandale de Panama et la débâcle du boulangisme jusqu'à l'affaire Dreyfus, un seul et même coupable : le Juif.

En toile de fond, l'entrée en scène d'un nouveau phénomène politique et social : la foule amorphe et incontrôlable des sympathisants et adhérents des nouveaux partis de mouvement. Fini l'époque des politiciens discrets, des salons et des clubs feutrés de la bourgeoisie libérale. C'était désormais le temps des défilés de masse et des démagogues au verbe haut qui savaient gagner leur public par des slogans simplistes et faisaient appel davantage à ses sentiments qu'à sa raison pour dénigrer l'adversaire et vilipender ses idées. Ce changement de mœurs politiques, sinon de civilisation, avait déjà été observé à Vienne, mais les conséquences étaient plus significatives dans un pays comme la France, patrie des droits de l'homme et terre de liberté et de justice, qui, la première, avait émancipé les Juifs en leur octroyant l'égalité des droits. L'antisémitisme qui suivait comme son ombre ce rejet de la démocratie libérale n'était pas seulement le symptôme d'un malaise social mais, pensait déjà Herzl, une menace mortelle pour les Juifs de l'Europe entière².

À ce stade, Herzl ne croyait déjà plus que l'antisémitisme pourrait être jugulé un jour par des initiatives spectaculaires ou par des arguments rationnels. Aussi déclina-t-il la proposition de l'Association de défense contre l'antisémitisme (*Verein zur Abwehr des Antisemitismus*), fondée en 1891 par des intellectuels allemands et autrichiens, de collaborer à son journal, le *Mittelungen*, qui se voulait aussi organe de combat pour l'établissement en Allemagne d'une monarchie constitutionnelle libérée de la mainmise des *Junkers* conservateurs. Des objectifs à tout le moins honorables, mais qui laissèrent Herzl perplexe à la lecture des articles publiés dans ce journal, ceux-ci appelant les Juifs à se débarrasser de leur séparatisme

religieux et à encourager les mariages mixtes avec les chrétiens afin de mettre un terme à l'antisémitisme. Preuve s'il en fut, aux yeux du futur fondateur du mouvement sioniste, que les antisémites « professionnels » n'étaient pas les seuls à penser que les Juifs ne pourraient s'intégrer pleinement dans la société allemande sans se débarrasser de leur singularité religieuse.

C'est donc en plein doute que Herzl envoya en juillet 1892 au *Neue Freie Presse* son premier article « juif » sur la mort du capitaine Mayer, à l'issue de son duel avec le marquis de Morès. Celui-ci avait remplacé Drumont qui, dans *La Libre Parole*, soutenait qu'il y avait trop d'officiers juifs dans l'armée française. Se considérant insulté et désireux de sauver l'honneur des « trois cents officiers français de l'armée active qui appartiennent au culte israélite », l'un d'eux, André Crémieu-Foa, provoqua Drumont en duel. Mais il lui fut interdit de se battre par les autorités militaires. Un autre officier juif, le capitaine Mayer, prit alors sa place face au marquis de Morès. Sa mort suscita une vive émotion dans toute la France.

Herzl rapporta l'événement à ses lecteurs dans un style qui se voulait ironique, faisant remarquer, au détour d'une phrase, l'aspect « courtois » et « décent » de l'antisémitisme français. Contrairement, soutenait-il, aux antisémites allemands et autrichiens, ouvertement racistes, Drumont et ses amis reprochaient « seulement » aux « israélites » français – terme plus élégant que celui de « Juifs » – d'être nés hors de France, à Francfort, Metz ou Spire³. Rien de plus. En réalité, Herzl fut extrêmement ému par la mort du capitaine Mayer qui, par son geste, écrivit-il dans son journal personnel, avait voulu sauver l'honneur de ses coreligionnaires. Se laissant aller à ses fantasmes, Herzl s'imagina provoquer en duel les chefs de file de l'antisémitisme autrichien. Mort, il serait porté aux nues en tant que victime du « mouvement d'idées le plus vil du monde ». Vivant et traîné en justice, il se voyait prononcer « avec la même fougue que Ferdinand Lassalle » la plus belle plaidoirie de sa vie contre l'antisémitisme. Enfin, innocenté par les tribunaux, il refuserait d'entrer au Reichsrat car, grand seigneur, il n'aurait pas voulu franchir le seuil du Parlement « en marchant sur les corps d'autres êtres humains ».

Quelques mois plus tard et toujours en proie à la même fébrilité imaginative, Herzl conçut le projet fantastique de mettre fin, une fois pour toutes, à la question juive en parvenant à un accord avec le Saint-Siège sur l'arrêt de l'antisémitisme en échange du baptême volontaire de la jeunesse juive de Vienne. Dans son esprit, il se voyait à la tête des futurs baptisés se dirigeant en cortège à la cathédrale Saint-Étienne pendant que les cloches de la capitale sonneraient à toute volée pour annoncer la fin d'une haine de deux mille ans... Un

scénario irréel dont il se détourna très vite. Dirigeant ensuite son regard sur la société juive, Herzl constata la difficulté que rencontraient les Juifs à se libérer du « nouveau ghetto » qu'ils avaient bâti autour d'eux depuis l'émancipation : la peur de l'autre, le manque de courage, la soif d'argent, la quête des honneurs et autres traits plutôt négatifs hérités du passé, de l'ancien ghetto. Un diagnostic froid et cruel de la réalité juive – dont il fit en 1894 le thème de sa pièce *Das neue Ghetto* (« Le Nouveau Ghetto ») : celle d'individus que la société continuait de considérer comme un collectif ethno-religieux distinct, alors qu'en principe, depuis l'émancipation, une telle entité collective avait cessé d'exister.

Le 22 décembre 1894, Théodore Herzl, à l'humeur morose et déjà assez tourmenté par la question juive, prit connaissance de la condamnation pour trahison du capitaine Alfred Dreyfus. Le 5 janvier 1895, il assista à la dégradation du capitaine à l'École militaire, devant un parterre d'officiers et de soldats lui criant à la figure « Judas, traître ». Ne doutant pas un seul instant de l'innocence de Dreyfus, il estimait impensable, comme il le confia peu de temps après à l'attaché militaire italien Panizzardi, qu'un officier d'état-major juif, à la carrière honorable, pût commettre un crime pareil. L'affront dont Dreyfus fut victime lui semblait d'autant plus incompréhensible qu'il était survenu non pas en Russie ni même en Autriche, mais en France, la « France républicaine, moderne et civilisée, un siècle après la Déclaration des droits de l'homme ».

Quelques mois plus tard, en mai 1895, il assista à un débat houleux à la Chambre sur l'affaire Dreyfus. Quel ne fut pas son étonnement lorsqu'il entendit des députés français exiger les mêmes mesures répressives que celles réclamées, quelques mois plus tôt, par les antisémites autrichiens pour mettre un terme à l'« invasion » juive. À cette date, Herzl s'apprêtait déjà à quitter Paris à l'expiration de son contrat avec la rédaction de son journal. Se relevant très mal d'une attaque de malaria contractée à Toulon, il passa ses dernières semaines dans la capitale française à noircir son journal personnel de notes et de plans pour régler la question juive, devenue à ses yeux un problème politique et social majeur. Abandonnant ses anciens projets, l'émigration hors d'Europe lui parut désormais la seule issue possible. Une émigration de masse dont l'organisation et l'exécution seraient confiées à une direction politique juive centrale.

Ne se considérant pas lui-même comme un homme d'action, Herzl s'adressa à l'une des personnalités juives les plus remarquées de son époque : le baron Maurice de Hirsch (1831-1896), qui ne le prit pas très au sérieux. Les deux hommes convinrent néanmoins de se revoir mais, à la suite de la mort soudaine du baron, Herzl se tourna vers les Rothschild⁴, qui ne lui réservèrent pas un meilleur accueil.

Son programme d'action, remanié, vit finalement le jour, en 1896, sous le titre de *Judenstaat* (« L'État des Juifs »).

Le manifeste sioniste : L'État des Juifs

Comme Léon Pinsker avant lui, Herzl part de l'hypothèse qu'il existe bel et bien une « détresse juive » et que celle-ci résulte de l'antisémitisme qui empêche les Juifs de se fondre dans la société, malgré l'émancipation : « Un vestige moyenâgeux auquel les peuples civilisés n'ont pas été en mesure d'apporter une réponse⁵. » Et ce n'est pas faute d'avoir essayé :

Partout nous avons loyalement tenté de nous fondre dans des communautés nationales qui nous entouraient et de ne conserver que la foi de nos pères. On ne nous le permet pas. C'est en vain que nous sommes de bons patriotes, voire même dans certains pays des patriotes exacerbés. C'est en vain que nous consentons les mêmes sacrifices en argent et en sang que nos concitoyens. C'est en vain que nous nous efforçons de rehausser la gloire de nos patries dans les arts et les sciences, ou encore d'augmenter leurs richesses par le commerce et les échanges⁶.

C'est d'autant plus regrettable, déplore Herzl, qu'il suffirait d'un minimum de « bien-être politique » pour que les Juifs s'assimilent complètement et perdent « tout sentiment de communauté ». Au lieu de quoi, ils sont rejetés et stigmatisés par la société, ce qui les maintient en tant que « groupe historique reconnaissable à ses caractéristiques homogènes⁷ » : un peuple. « Un peuple-un⁸ », s'exclame Herzl, qui ne croit pas pour autant en l'existence d'une nation juive organique et au retour à un passé glorieux comme tous les nationalistes romantiques de son temps. De fait, contrairement à la plupart de ses futurs partisans est-européens qui, depuis leur plus tendre enfance, avaient rêvé de retrouver les paysages brûlés de soleil « du pays merveilleux mais lointain » chanté par Haïm-Nahman Bialik (1873-1934) et Shaül Tchernichovsky (1875-1943), Herzl, lui, était obnubilé par une seule vision : la délivrance des Juifs et du monde civilisé des griffes de l'antisémitisme – mélange d'intolérance religieuse et de jalousie économique – et, à la fin, la création, avec

l'aide des puissances, d'un État juif susceptible d'accueillir les Juifs indésirables en Europe.

Nationaliste « par dépit », c'est une solution « pragmatique » que Herzl propose pour résoudre la question juive, impliquant le monde entier et non pas seulement les Juifs. Ainsi, pour le fondateur du sionisme, ce « rêve royal » qu'est la création d'un État juif en Palestine n'est pas la réalisation du rêve messianique de retour à Sion, ni même une fin en soi en tant que concrétisation d'un quelconque idéal national juif censé déboucher sur « une réalité lumineuse⁹ ». Ce serait tout au plus une solution « fonctionnelle » destinée à éradiquer l'antisémitisme et à assainir les rapports entre Juifs et non-Juifs. Hertz prévoit :

Dès le début, l'antisémitisme cessera. Les Juifs partiront en amis respectés et si quelques-uns reviennent, à titre individuel, ils seront accueillis dans les pays civilisés comme des étrangers.

Dès lors, conclut-il, dans les dernières lignes de son ouvrage¹⁰ :

Le monde sera libéré par notre liberté, enrichi de notre richesse, agrandi de notre grandeur. Et ce que nous tenterons là-bas pour notre propre prospérité aura des effets puissants et heureux pour le bien-être de l'humanité tout entière.

Pourquoi alors faut-il passer par un « État juif » si ce n'est pas « une fin en soi » ? C'est à cause de la force mobilisatrice de l'idée étatique, explique-t-il le plus simplement du monde, seule capable d'accélérer le départ des Juifs et, par voie de conséquence, de régler définitivement la question juive¹¹ :

Personne n'est assez fort ou assez riche pour transplanter un peuple d'un endroit à un autre. Seule une idée peut y parvenir. L'idée de l'État a cette force. Tout au long de leur longue et tragique histoire, les Juifs n'ont cessé d'entretenir ce rêve royal : « L'an prochain à Jérusalem. » C'est là notre vieux proverbe. Il convient maintenant de montrer que le rêve peut devenir une réalité lumineuse.

Fidèle à lui-même, Herzl ne voyait pas dans ce départ massif des Juifs une rupture avec l'Europe. Bien au contraire : dans son esprit, le futur État juif serait à même d'incarner les idéaux humanistes d'intégration des Juifs qui avaient eu tant de mal à se réaliser dans l'Europe antisémite de la fin du XIX^e siècle. Moderne et laïque, cette

nouvelle entité politique – qui n’a pas de nom propre – serait fondée sur la justice sociale, l’esprit d’entreprise et le développement scientifique et industriel pour devenir une sorte de « république aristocratique » européenne comme Venise, disposant d’un drapeau – un drapeau blanc avec sept étoiles d’or –, d’une armée de métier, mais pas d’une langue officielle. L’hébreu, on ne pouvait même pas s’en servir « pour acheter un billet de chemin de fer¹² ». Peu au fait des immenses progrès effectués dans la rénovation de l’hébreu par Eliezer Ben Yehouda, Yehiel Yalin, David Pinès et Nissim Bechar, Herzl ignorait complètement que l’hébreu était déjà devenu la langue d’instruction dans toutes les écoles modernes juives de Palestine, dont celles de l’Alliance ouvertes en 1892 à Jaffa. Il aurait probablement été surpris d’apprendre que son nom serait donné en 1906 au premier lycée du pays, le lycée Herzlya de Jaffa (transféré ultérieurement à Tel-Aviv), ayant adopté l’hébreu comme langue générale d’enseignement et dont l’exemple devait être suivi, trois ans plus tard, par le lycée hébraïque de Jérusalem.

Entre-temps, rejetant d’un revers de main les objections de ceux qui craindraient un *rush* incontrôlable de dizaines de milliers de *schnorrer* déguenillés à travers l’Europe, Herzl préconisa la création de deux organismes chargés de la mise à exécution de son plan : une Society of Jews habilitée à négocier « au nom des Juifs » avec les puissances l’octroi aux Juifs de la « souveraineté sur un territoire neutre », et une Jewish Company chargée, elle, de l’organisation de l’émigration, de l’achat de terres, de leur mise en valeur et de l’ensemble de l’activité économique du pays assigné aux Juifs¹³ :

Comme je l’ai déjà indiqué, il ne faut pas se représenter le départ des Juifs comme un phénomène brutal. Il sera progressif et durera des dizaines d’années. Ce sont les plus pauvres qui partiront d’abord et qui défricheront le pays. Conformément à un plan établi d’avance, ils construiront des routes, des ponts, des lignes de chemin de fer, ils établiront des lignes télégraphiques, ils canaliseront les rivières et construiront leurs propres foyers. Leur travail créera une circulation de biens, cette circulation de biens établira un marché et ceux-ci attireront de nouveaux colons. Car chacun viendra librement, à ses risques et périls. Le travail que nous investirons dans la terre augmentera la valeur du pays. Les Juifs comprendront bientôt qu’il y a là un nouveau champ d’action pour leur esprit d’entreprise si haï et si méprisé jusque-là.

Au départ, Herzl pensait que deux territoires entraient en ligne de

compte pour la création de l'État juif en question : l'Argentine, l'« un des pays les plus riches du monde, avec une faible population et un climat modéré », et, en second lieu seulement, la Palestine, demeurée « notre patrie historique inoubliable » dont le seul nom « constituerait pour notre peuple un cri de ralliement d'une extraordinaire puissance » et, vis-à-vis de l'Europe, serait « un élément du mur contre l'Asie ainsi que l'avant-poste de la civilisation contre la barbarie ». Par la suite, et sous la pression des sionistes est-européens, la préférence de Herzl irait à la Palestine, tout en n'excluant pas d'autres solutions de rechange comme Chypre, El-Arish (au nord de la péninsule du Sinaï) ou encore l'Ouganda, trois emplacements qui lui furent timidement suggérés par la diplomatie britannique.

Raillé dans son propre milieu viennois et incompris par les Juifs de l'Ouest, c'est parmi les masses juives des ghettos de Galicie, de Pologne, de Russie et de Roumanie que les idées de Théodore Herzl se répandirent comme une traînée de poudre. Personne dans ces communautés repues de culture et de folklore juifs n'avait le moindre doute concernant l'emplacement souhaitable du futur État des Juifs : *Eretz Israel*, la Palestine historique juive dont la seule évocation agissait sur les esprits bien plus profondément que tous les discours enflammés de Herzl et de ses amis.

Le premier congrès sioniste de Bâle

Faisant preuve d'un sens de l'organisation et de la communication exceptionnel, Herzl mit aussitôt sur pied les instruments nécessaires à la réalisation de son projet désormais porté par l'Organisation sioniste mondiale. Secondé par son ami le médecin Max Nordau, qui s'était fait connaître par sa théorie de la dégénérescence, il convoqua entre le 29 et le 31 août 1897, au casino municipal de Bâle, le premier congrès sioniste. Quelque deux cents délégués – venus de quinze pays, dont l'Algérie, l'Allemagne, l'Angleterre, les États-Unis, la France, la Palestine et la Russie – y prirent part. Portant queue-de-pie et cravate blanche, à la demande expresse de Théodore Herzl, et dotés de cartes d'entrée arborant d'un côté une gravure du **mur des Lamentations** et, de l'autre, l'effigie d'un fermier juif labourant la terre de Palestine, les délégués, raconte l'écrivain britannique Israël Zangwill (1864-1926), furent émus aux larmes à la vue de Herzl, trônant en haut de la tribune « à la manière d'un prince oriental » :

Ce n'est plus l'élégant Dr Herzl de Vienne que nous avions face à nous, écrit pour sa part le journaliste Ben Ami représentant les Amants de Sion de Palestine. C'est un descendant de la Maison royale de David, se hissant parmi les morts, vêtu de toute sa légende et sa splendeur. Nous sommes saisis de stupeur, comme devant un miracle. Des applaudissements assourdissants fusent pendant quinze minutes de toutes parts accompagnés de cris et de gestes de joie. Le rêve de deux mille ans est au point de se réaliser. C'est comme si le Messie, fils de David, faisait son apparition. Je me retenais de crier à haute voix pour que tout le monde m'entende : *Yehi Ha-Melekh*, « Vive le roi ».

Calme et maître de ses gestes, Herzl expliqua aux délégués le but du congrès : bâtir les fondations du foyer qui abriterait un jour la nation juive. Et, dans l'immédiat, élaborer ce qui devait devenir par la suite le « programme de Bâle », définissant le sionisme comme un

mouvement politique visant à établir en Palestine une « patrie » (*Heimstadt*) de droit public destinée au « peuple juif » et reconnue à l'échelle mondiale. Car, répéta-t-il à l'adresse des congressistes, le problème juif est d'essence nationale et non religieuse ou sociale comme l'avaient dit les penseurs de l'émancipation et de l'assimilation. De ce fait, il nécessite une solution politique et non philanthropique, et celle-ci ne saurait se limiter à un simple transfert de quelques milliers de familles juives d'un point à un autre du globe, comme l'ont imaginé le baron Edmond de Rothschild et le baron Maurice de Hirsch avant lui. Après deux jours d'échanges enflammés qui donnèrent à Herzl l'occasion de mettre à profit son « expérience parlementaire » de journaliste accrédité au Palais-Bourbon pour mettre de l'ordre dans les débats, les délégués se séparèrent après s'être mis d'accord sur la création de fédérations sionistes nationales et régionales et l'annonce d'un comité exécutif permanent dirigé par un président et deux vice-présidents élus.

Ouvert à toute personne acceptant le programme de Bâle et s'acquittant d'une taxe d'adhérent appelée *sheqel* (équivalant à un shilling autrichien), le mouvement sioniste eut son hymne, la *Hatikva* (« L'Espérance »), un texte en hébreu rédigé par Naftali Herz Imber, un journal, *Die Welt*, ainsi qu'un drapeau, choisi par Herzl lui-même et consistant en une étoile de David sur fond blanc parcouru de deux bandes de couleur azur. Une banque « nationale » juive et un Fonds national juif (*Keren Kayemeth Leisrael*, ou KKL), destinés à financer la mise en valeur des établissements sionistes et l'achat de terres en Palestine, furent créés à l'issue du cinquième congrès de Bâle en 1901.

Ce congrès fut marqué par les premières escarmouches idéologiques au sein du mouvement et l'apparition d'une « Fraction démocratique-sioniste » conduite par Léo Motzkin (1867-1933), Chaim Weizmann (1874-1952), Victor Jacobson (1869-1934) et Martin Buber (1878-1965). Très influencés par Ahad Ha'am, qui contestait la vision politique de Herzl, les opposants estimaient que le sionisme devait moins s'occuper de diplomatie et davantage de culture juive, et lancer sans tarder, à l'intention de la jeunesse juive, un programme d'action politique visant à renforcer sa prise de conscience nationale. Weizmann et ses amis reprochaient aussi à Herzl de ne pas associer ses collègues de la direction sioniste dans ses contacts avec les responsables ottomans, britanniques et allemands. Ne prêtant pas beaucoup d'attention à ces critiques, Herzl poursuivit ses allers et retours toujours infructueux entre Vienne, Jérusalem, Constantinople, La Haye, Londres, Paris et Francfort. Unique consolation : grâce à ses démarches et à ses multiples rencontres diplomatiques, la question juive fut perçue de plus en plus comme un volet légitime de la question d'Orient.

Utopia sioniste : Altneuland

Trois ans après son premier voyage en Palestine, Herzl trouva le temps en 1902 de publier un essai utopique, *Altneuland*, où il donne libre cours à son imagination quant à la forme et au contenu de son futur État juif¹⁴. « Si vous le voulez, ce ne sera pas une utopie », écrit-il en tête de cet ouvrage riche en détails sur la nature de l'entité politique (une république de culture européenne, interconfessionnelle, libérale et démocratique) envisagée par Herzl. Dirigée et mise en valeur par un organisme appelé la « Nouvelle Société juive », il ne lui faudrait pas plus de vingt ans pour rendre la Palestine méconnaissable : des routes automobiles somptueuses, des réverbères électriques le long des chaussées, un réseau téléphonique et des voies ferrées reliant Jérusalem au Caire, à Damas, à Bagdad et à Istanbul et, de là, à Saint-Pétersbourg, Vienne, Paris ou Calais, des constructions urbaines majestueuses, des hôtels de plaisance, des rues animées, des canalisations d'eau et de gaz, de grands magasins anglais, allemands, français ou américains, des palmiers, des arbres fruitiers et des fleurs partout, un canal reliant la Méditerranée à la mer Morte, des barrages hydrauliques imposants, un réseau serré de coopératives de consommateurs, de syndicats de travailleurs et d'associations de toutes sortes, une jeunesse éduquée et vigoureuse dont on cultiverait l'esprit aussi bien que le corps, sans oublier la concorde et la fraternité entre les fidèles de toutes les religions.

Fraternelle et universaliste, la « nouvelle Palestine » bâtie par des Juifs « arrachés au ghetto » ne connaît aucune friction ni aucun démêlé avec les musulmans autochtones qui y jouissent des mêmes droits que les Juifs. Aussi, à la question de savoir si l'arrivée des Juifs dans le pays n'a pas entraîné la « ruine de ceux qui l'occupaient avant eux », voire leur départ, l'interlocuteur musulman de Herzl, Rashid Bey, ancien étudiant à l'université de Heidelberg, lui répond dans un allemand impeccable « avec un léger accent du Nord » que, bien au contraire, la venue des Juifs a été bénéfique pour l'ensemble des habitants de la Palestine¹⁵. Sans doute l'auteur d'*Altneuland* n'a-t-il à aucun moment prévu l'affrontement inéluctable entre nationalisme arabe et nationalisme juif. Il croyait se sortir d'affaire en protestant de

sa bonne foi et de la fidélité du futur État juif à l'Empire ottoman, dont il serait partie intégrante. Reçu par les plus hauts dignitaires ottomans, il ne parvint jamais à obtenir l'aval de la Sublime Porte pour la constitution d'une compagnie à charte juive en Palestine. Tous ses efforts échouèrent malgré ses offres répétées d'aide au Trésor ottoman, bien mal au point en cette fin du XIX^e siècle, et l'intérêt que lui manifesta le Kaiser Guillaume II d'Allemagne, allié de la Turquie, qu'il rencontra en 1898 lors de son voyage en Terre sainte. Partageant les craintes des notables arabes et palestiniens, il ne paraissait guère opportun au sultan Abdülhamid II de favoriser le mouvement national juif alors que, mettant à profit son statut de calife, il venait tout juste de lancer sa grande politique panislamique destinée à renforcer les liens de ses provinces arabes – dont la Palestine – avec la Sublime Porte et à y étouffer les premiers agissements nationalistes arabes. Cela ne découragea pas pour autant Herzl : en bon humaniste occidental, il pensait le plus sincèrement du monde qu'en les faisant profiter généreusement de leurs savoir-faire et de leurs connaissances technologiques et scientifiques, les émigrés juifs seraient finalement acceptés par leurs voisins arabes et non rejetés par eux comme de vulgaires colons étrangers¹⁶. Du moins, concédait-il, aussi longtemps que les milieux extrémistes ne prévaudraient ni chez les uns ni chez les autres.

C'est que dans l'État pacifiste rêvé par Herzl, prônant « la largeur d'esprit, la tolérance et l'amour de l'humanité », même la question des Lieux saints ne constituait pas un problème car, dans son esprit, ils ne devaient appartenir en exclusivité à personne et deviendraient le « lieu commun à tous les croyants », gérés par un conseil comprenant les représentants de toutes les religions. Une solution qui devrait susciter l'enthousiasme du monde entier, s'imaginait Herzl qui se voyait déjà couvert de fleurs et d'éloges pour avoir réglé définitivement la « question juive » et contribué à la disparition de l'antisémitisme. Grâce au sionisme, explique en effet l'auteur d'*Altneuland* qui y reprend l'une des idées maîtresses de *L'État des Juifs*, les communautés miséreuses et surpeuplées d'Europe centrale pourraient, dans un premier temps, se libérer de leurs masses de Juifs besogneux qui viendraient s'installer en Palestine, à la manière des puritains en Amérique et des forçats anglais en Australie. Par la suite, les nécessités du développement de la Palestine exigeraient le recrutement de nombreux ingénieurs, juristes, commerçants et autres cadres supérieurs juifs qui, « auparavant, à l'époque de l'antisémitisme », n'étaient accueillis nulle part¹⁷ :

Tandis que jadis les Juifs instruits, à leur sortie des universités, des grandes écoles techniques ou commerciales,

ne trouvaient pas d'emploi, ils accédaient maintenant en Palestine à des postes dans des entreprises publiques et privées. En conséquence, pour leurs collègues chrétiens, ils n'étaient plus une gêne. Le Juif cessait d'être considéré comme un concurrent et, naturellement, la haine et l'envie qu'il inspirait décroissaient peu à peu. Bien plus : les qualités pratiques des Juifs commençaient à être reconnues, puisque l'offre s'en faisait rare sur le marché... Ainsi l'amélioration de leur sort se faisait-elle sentir dans toutes les conditions.

Au point que certains pays, ajoute-t-il pince-sans-rire, avaient fini par empêcher les Juifs de partir et que, partout dans le monde, « on se prenait ouvertement à les traiter avec sympathie », à leur accorder l'égalité des droits et la citoyenneté et à cesser de les soupçonner de double allégeance ou de trahison... Herzl ne recueillit pas que des louanges pour sa Nouvelle Société utopique. Une tour de Babel, sans aucune trace de culture juive, dira Ahad Ha'am, qui n'y trouva qu'une reproduction « simiesque » de la société européenne, sans identité ni mémoire propres. Ce livre n'a rien à dire aux Juifs, s'insurgea-t-il. C'est aux seuls non-Juifs qu'il s'adresse. Une constatation que Herzl lui-même n'aurait pas reniée, dira un autre de ses lecteurs, Vladimir Ze'ev Jabotinsky, qui lui, au moins, avait beaucoup apprécié *Altneuland*¹⁸.

Après cette parenthèse littéraire, Herzl dut affronter la première grande crise interne du mouvement sioniste qui, au cours de l'été 1903, se déchira autour de l'affaire dite de l'Ouganda. Plus précisément, après l'annonce faite à Herzl par le secrétaire aux Colonies Joseph Chamberlain au sujet de l'octroi éventuel aux Juifs d'une partie du Kenya pour y établir leur État. Échaudé par les échecs antérieurs, Herzl se montra favorable au projet britannique, son adjoint Max Nordau voyant dans cette région est-africaine « un refuge de nuit », seulement une étape intermédiaire avant l'obtention de la Palestine. Une prise de position qui faillit coûter la vie à « Nordau l'Africain », cible d'un attentat alors qu'il se trouvait à Paris.

Comprenant tout l'intérêt de rester en bons termes avec la diplomatie britannique qui, par le biais du projet Chamberlain, venait en fait de reconnaître la représentativité internationale du mouvement sioniste, Herzl, parfaitement conscient de l'état d'esprit des délégués sionistes, crut pouvoir calmer les esprits en proposant au sixième congrès sioniste (1903) l'envoi sur place d'une commission d'experts chargée d'examiner la faisabilité du projet britannique. Mettant aux prises territorialistes « pro-ougandais », que soutenaient fermement les deux représentants du « nouveau *Yishouv* » palestinien, et « sionistes de Sion », composés principalement des délégués est-européens, les

débats furent particulièrement houleux. Les plus remontés étaient les opposants russes, qui reprochèrent en outre à Herzl ses contacts intempestifs avec le ministre de l'Intérieur russe, Plehve, tenu pour responsable de la vague de pogroms qui avait ensanglanté la Russie depuis celui de Kichinev en avril 1903. Par égard pour leur président, les délégués votèrent finalement l'envoi de la commission d'experts, mais le prestige du « roi des Juifs » avait bel et bien pris un coup sévère au cours de cette année de crise qui avait vu échouer tous ses efforts politiques. Victime d'un double infarctus peu de temps après la clôture du sixième congrès, l'état de santé de Théodore Herzl s'aggrava au cours des mois suivants. Hospitalisé d'urgence à Edlach en Autriche, il décéda le 3 juillet 1904 des suites d'une pneumonie. Il avait quarante-quatre ans à peine.

La mort de Théodore Herzl frappa de stupeur l'ensemble des communautés juives et paralysa durant plusieurs mois l'activité des instances sionistes. Elle eut le même effet que la destruction du Temple, écrivit non sans emphase son biographe Alex Bein¹⁹. Ayant exprimé dans son testament sa volonté de reposer aux côtés de son père jusqu'au jour où ses restes « ser[ai]ent transportés en Palestine par le peuple juif », l'enterrement au cimetière de Vienne du fondateur du sionisme laissa une très forte impression à Stefan Zweig :

Car soudain affluèrent à toutes les gares, venus par tous les trains, jour et nuit, des hommes de tous les empires et de tous les pays, des Juifs d'Occident, d'Orient, russes, turcs ; de toutes les provinces, de toutes les petites villes, ils déferlaient, l'effroi qu'avait suscité en eux la nouvelle encore inscrit sur leur visage [...]. Ce fut un cortège interminable. Du coup, Vienne se rendit compte que ce n'était pas seulement un écrivain ou un poète mineur qui était mort, mais un de ces créateurs d'idées qui dans un pays, dans un peuple, ne se lèvent victorieusement qu'à de très longs intervalles. Au cimetière, un tumulte se produisit, trop de gens affluaient ensemble auprès de son cercueil, pleurant, sanglotant, criant, en une explosion de sauvage désespoir ; ce fut un déchaînement, presque une fureur ; tout ordre était rompu par une sorte de deuil élémentaire et extatique comme je n'en avais jamais vu et n'en revis jamais à l'occasion d'un enterrement. Et je pus mesurer pour la première fois, à cette douleur immense, montant convulsivement des tréfonds de tout un peuple de millions d'êtres, quelle somme de passion et d'espérance cet homme isolé avait répandue dans le monde par la puissance de sa pensée²⁰.

Divisé entre territorialistes et « palestinophiles », le mouvement sioniste était en pleine tourmente. Beaucoup pensaient que l'organisation créée par Herzl ne survivrait pas longtemps à son fondateur, même si les détracteurs les plus virulents de l'auteur de *L'État des Juifs* – à l'exemple du rédacteur parisien des *Archives israélites* Hippolyte Prague – lui étaient reconnaissants d'avoir insufflé aux Juifs, « à défaut de la foi dans leurs destinées religieuses », un nouvel idéal « plein de poésie et de grandeur ». Magnanime, Prague lui pardonnait « l'avortement de ses fantastiques projets et les fallacieuses espérances qu'il a inconsidérément entretenues dans tant d'âmes naïves²¹ ». Mais c'était sans compter sur l'accélération, une fois de plus, des événements en Russie après l'effroyable pogrom de Kichinev, en Bessarabie, du 6 au 7 avril 1903, qui fit 45 morts et des centaines de blessés. Ce fut la première d'une série d'attaques antijuives beaucoup plus meurtrières que celles des années 1880, causant plus de 800 morts à Odessa dans la seule journée du 18 octobre 1905. Des raids encouragés, sinon organisés, par la police secrète, l'Okhrana, qui n'en était pas à son premier grand « exploit » antijuif, le plus récent étant la fabrication du faux le plus tristement célèbre de l'histoire, les *Protocoles des sages de Sion*, tendant à démontrer que les Juifs étaient à l'origine de tous les déboires et de tous les malheurs s'abattant sur l'humanité.

V

De Kichinev à Degania : le temps des pionniers

Convoqué en toute hâte en 1905, le septième congrès sioniste enterra définitivement le « projet ougandais » après avoir pris connaissance des conclusions fort négatives de la commission d'experts ainsi que des protestations des colons britanniques au Kenya. La Palestine, où une nouvelle vague d'émigrés originaires de Russie était venue s'installer au lendemain du pogrom de Kichinev, redevenait, plus que jamais, le seul endroit au monde où le mouvement sioniste pourrait réaliser ses ambitions.

Une avant-garde révolutionnaire : la « seconde 'Aliya »

Constituant la « seconde 'Aliya », qui compta 35 000 à 40 000 personnes jusqu'en 1914 – parmi lesquelles un nombre important de « *Japonitzki* », ou déserteurs de l'armée tsariste, après le déclenchement de la guerre russo-japonaise de 1905 –, ces nouveaux venus n'étaient pas bien différents des émigrés de la « première 'Aliya » tout en étant généralement plus jeunes qu'eux : comme leurs prédécesseurs, ils étaient en majorité d'origine citadine, des artisans, des colporteurs et des travailleurs besogneux appartenant aux couches les plus pauvres de la société et, comme ceux des années 1880 qui étaient venus le plus souvent en famille, une petite partie seulement d'entre eux resta en Palestine, les autres préférant retourner en Europe ou tenter leur chance en Amérique. Mais, contrairement aux hommes et aux femmes de la première 'Aliya, ils comptaient parmi eux une avant-garde de 3 000 à 4 000 personnes environ, de jeunes pionniers (*haloutzim*) des deux sexes, groupés en « bandes », originaires d'une même ville ou d'un même *shtetl*, village ou quartier juifs d'Europe orientale. En bons révolutionnaires russes, ils désiraient vivre leur vie en conformité avec leurs idéaux : animés par une même volonté de synthèse entre leur adhésion à la révolution socialiste et leur attachement à l'idéal sioniste, ils considéraient l'émigration en Palestine non pas comme une simple opération de survie pour échapper aux persécutions mais comme une « ascension » ('Aliya), dans le sens quasi mystique du terme, et l'occasion d'y créer un prolétariat juif, fondement d'une société socialiste juste et égalitaire. Sionistes et marxistes, les plus engagés d'entre eux voyaient dans leur venue en Palestine une urgence historique et le début d'une expérience révolutionnaire destinée à la libération nationale du peuple juif sur la terre de ses ancêtres. Tournant le dos à l'Europe capitaliste et désirant contribuer à l'« enfantement » d'une nouvelle société juive de travailleurs, ils allaient jouer un rôle immense dans l'histoire du « nouveau *Yishouv* » et celle du futur État d'Israël. Endurcis par de longues années de privations, de maladies, de chômage, et rejetés par

les « colons » de la première 'Aliya tout comme par les instances de l'Organisation sioniste mondiale à cause de leurs idées, ils firent montre d'un esprit d'organisation exceptionnel et c'est tout autant grâce à leur acharnement idéologique qu'à leurs multiples associations, qu'ils finirent par s'emparer des principaux leviers de commande du « nouveau *Yishouv* ».

Enfants de Marx, de Tolstoï et de Herzl, David Ben Gourion (1886-1968), Itzhak Ben-Zvi (1884-1963), Berl Katznelson (1887-1944), Levi Eshkol (1895-1969), Itzhak Tabenkin (1888-1971) ou Zalman Shazar (1889-1974) appartenaient tous à la seconde 'Aliya : déçus par l'échec de l'éphémère révolution démocratique russe de 1905, les pogroms de Kichinev, Jitomir, Kiev et Odessa les avaient amenés pour la première fois de leur vie à prendre des armes pour défendre leurs ghettos et leurs familles. Les vers célèbres de *La Ville du massacre* de Haim-Nahman Bialik avaient résonné dans leurs têtes avec la force d'un gong :

Va dans les maisons où le peuple est en prière,
Écoute sa souffrance dans les sanglots ;
Tu frémiras jusqu'au tréfonds de ton cœur,
Car ainsi ne sanglotent que ceux
Dont la race a péri pour toujours.
[...]
Ne souille pas, comme eux, de l'eau de tes pleurs
La sainte souffrance, la muette douleur.
Garde-la intacte dans ton sein
Comme le plus précieux des biens
Choie-la, nourris-la de ta haine...
Et le germe croîtra, fleurira,
Et un fruit vénéneux donnera...
Et lorsque viendra l'heure, quand elle aura sonné,
Cueille ce fruit et jette-le à ton peuple
[...]
S'il y a une justice, qu'elle paraisse aussitôt !
Mais si elle tarde, si elle n'éclate qu'après ma mort
Après que, moi, j'aurai été détruit,
Je veux que son trône s'écroule
Et que les cieux périclent dans le mal éternel !
Quant à vous, scélérats, sustentez-vous de sang,
Allez et vivez vos ignominies !
Maudit soit qui dira : vengeance !
Une telle vengeance, la vengeance du sang d'un enfant,
Satan ne l'a point encore inventée.

Ni vengeance, ni justice, ni réparation mais, demandait Bialik, la renaissance de ses cendres d'un peuple usé, « meurtri horriblement », « avili », humilié et misérable par le malheur et la solitude. Plus question de solliciter la pitié de Dieu, car même lui refuse ses sanglots et ses prières :

Pourquoi donc me prient-ils ? Dis-leur de gronder
De lever le poing, de me demander réparation
De l'injustice faite à toutes les générations
Depuis la première et jusqu'à la dernière
Et de frapper de leur poing et le ciel et mon trône.

Divisés entre une myriade de chapelles politiques dont les premiers noyaux avaient vu le jour en Russie et regroupés à partir de 1905 dans les deux partis *Hapo'el Hatza'ir* et *Po'alei Zion*, ainsi que dans le tout nouveau « Syndicat des ouvriers agricoles » qu'ils fondèrent, les pionniers de la seconde 'Aliya tiraient leur force de conviction ainsi que leur vision du monde aussi bien de l'expérience révolutionnaire russe que de leur foi dans l'avenir du peuple juif et de leur attachement quasi mystique à la Terre d'Israël, son sol, ses paysages et son passé juif. En outre, faisant montre d'un nationalisme à tous crins et d'un esprit critique exacerbé, la plupart avaient une bonne maîtrise de la langue hébraïque et un talent oratoire remarquable allié à un rejet quasi épidermique de tout signe de confort personnel, y voyant une tentation bourgeoise et une entrave à leur liberté de parole et de pensée. Un radicalisme intransigeant qui devait les éloigner aussi bien des « bourgeois » des *moshavot* qui abhorraient leur franc-parler et leurs mœurs dévergondées que de la récente mouvance du sionisme religieux représentée par le mouvement *Mizrahi* et dont les membres n'appréciaient guère leur attitude cavalière à l'égard de la religion.

À l'instar des orthodoxes antisionistes, les deux principaux instigateurs de ce mouvement, les rabbins Itzhak Ya'acov Reines (1839-1915) et Abraham Itzhak Hacohen Kook (1865-1935), pensaient qu'il ne pourrait y avoir de rédemption (*Gueoula*) véritable sans avènement messianique et que, conformément à la tradition juive, cette « fin des temps » serait d'inspiration divine et non humaine. À cette différence, cependant, que ces deux rabbins « nationaux » estimaient que la réalisation des objectifs profanes du sionisme, à savoir le peuplement juif de la Palestine et la reconstruction de ses villes historiques, pourrait paver la voie à la venue du Messie. Par conséquent, tout en dénigrant les analyses historiques des penseurs sionistes, les rabbins Reines et Kook ne refusaient pas leur soutien à l'action entreprise par les instances

sionistes en Palestine. Se référant à quelques exégètes médiévaux comme Nahmanide, ils eurent ainsi beau jeu de souligner que la résidence en Terre sainte était une obligation religieuse, « sanctifiée » par la Torah. Allant plus loin encore, le rabbin Kook, qui fut nommé rabbin de Jaffa en 1904, compara Théodore Herzl au pré-Messie, fils de Joseph, dont le passage ici-bas est considéré dans la tradition mystique juive comme annonciateur de l'avènement du « vrai » Messie, fils de David.

À leur arrivée en Palestine, les pionniers de la seconde 'Aliya pensaient trouver du travail à Petah Tikva et dans les *moshavot* du baron de Rothschild, dont la Jewish Colonization Association (JCA) venait de prendre le contrôle. Rompant avec le système de gestion du baron, celle-ci et sa « commission palestinienne », dont trois des dix membres étaient choisis par Edmond de Rothschild, avaient commencé par assainir le budget des *moshavot* en réduisant leur administration pléthorique ainsi que le nombre de leurs habitants qui, par centaines, durent quitter le pays ou allèrent s'installer à Jaffa, Haïfa ou Jérusalem. Dans le même temps, la JCA, qui encouragea ses villages à s'autogérer et à ne plus compter sur des subventions extérieures pour leur développement, poursuivit avec beaucoup de zèle l'œuvre de colonisation engagée depuis le début des années 1880 par les Amants de Sion et le baron de Rothschild. De nouveaux villages agricoles furent ainsi inaugurés non loin de Zikhron Ya'acov : en 1901, à 'Atlit, Sejra, Yavniel, Kfar Tabor et Menahemya ; d'autres villages furent inaugurés en 1903 à Guivat, 'Ada, Beit-Gan et à Kfar Saba, aux environs de Petah Tikva. Trois *moshavot* supplémentaires furent fondées jusqu'en 1914 : Beer Ya'acov, Mizpeh et Kinéreth. Elles furent les dernières créées par la JCA avant l'entrée en action de l'Organisation sioniste mondiale.

S'attellant à moderniser leurs outils de travail tout en faisant appel massivement à une main-d'œuvre salariée arabe peu coûteuse, la plupart des anciennes *moshavot* étaient parvenues à sortir de leur marasme. Libres dans le choix de leurs cultures et dans la direction de leurs affaires, ces « petites républiques hébraïques » connurent même, au tournant du xx^e siècle, une période faste de croissance, accompagnée, cependant, de vives tensions sociales entre riches propriétaires fonciers de vignobles et de plantations d'agrumes, métayers juifs sans terre et ouvriers agricoles arabes et yéménites. Ces derniers étaient victimes des mêmes traitements souvent inhumains que leurs camarades arabes, et leur religion juive n'était pas toujours un gage de solidarité ni de fraternité aux yeux de leurs employeurs ashkénazes, qui les considéraient comme des étrangers « intégraux » ne parlant ni leur langue – le yiddish – ni ne priant ou s'habillant comme eux.

Les conflits à l'intérieur des *moshavot* furent particulièrement vifs avec l'arrivée des ouvriers de la seconde 'Aliya, et plus particulièrement à Petah Tikva¹. Outre qu'ils n'y étaient pas toujours les bienvenus à cause de leurs idées révolutionnaires et de leur irrespect de la religion, ils y soulevèrent la question explosive du « travail arabe » en voulant contraindre les *moshavot* à engager, en toutes circonstances, des travailleurs juifs à la place de leurs ouvriers arabes. Leur attitude à l'égard des travailleurs yéménites et séfarades, en général, restait ambiguë : « Quel avantage y aurait-il pour nous si les Séfarades travaillaient dans les *moshavot* ? Quel serait leur avantage par rapport aux Arabes ? Est-ce seulement parce qu'ils sont juifs ? » demanda Eliezer Yaffé (1882-1942), l'un des théoriciens les plus en vue du mouvement coopératif.

Plus tranchante, Rachel Yanait Ben-Zvi des Po'alei Zion, le plus à gauche des partis sionistes de la seconde 'Aliya, pensait qu'il n'y avait pas lieu de remplacer les Arabes par les Yéménites, l'objectif principal étant de renforcer la classe des ouvriers agricoles juifs. Or le Yéménite « ne rehausse pas la situation de l'ouvrier, il la rabaisse² », déclara-t-elle. Cette discrimination révoltait son camarade de parti, le jeune David Ben Gourion, parce qu'elle mettait en péril l'unité du *Yishouv* et portait atteinte à la tâche du mouvement ouvrier juif en Palestine, qui était d'y construire une nouvelle entité politique et d'en être le guide, en lui insufflant « de nouvelles valeurs sociales de vérité et de justice humaine³ ».

C'est que pour ces disciples de Berr Borochov^{*1}, théoricien du sionisme socialiste (1881-1917), et Aharon David Gordon, admirateur de Tolstoï et chantre du travail agricole (1856-1922), maniant dans un même discours marxisme et sionisme, socialisme et nationalisme, réalisation de soi et idéal du travail manuel, la question sociale du travail arabe se doublait d'un écueil idéologique supplémentaire : le risque de tomber dans le modèle colonial d'exploitation de la main-d'œuvre indigène. Pour l'éviter, il fallait, pensaient-ils, doter le nouveau *Yishouv* d'un système économique autosuffisant, permettant, au nom de la solidarité prolétarienne, de faire profiter la population arabe des bienfaits du progrès apporté par les Juifs qui, enseignait Borochov, devaient tout faire pour devenir majoritaires dans le pays. Sauf s'il s'avérait que solidarité prolétarienne internationale et solidarité juive étaient antinomiques ou que la majorité arabe refusait de prendre part aux luttes de classe initiées par les Juifs. Dans ce cas, le choix ne faisait aucun doute pour un sioniste-socialiste comme Itzhak Ben-Zvi, futur président de l'État d'Israël : la solidarité nationale juive d'abord⁴. D'autant que, comme ne cessait d'expliquer A.D. Gordon, le penseur le plus en vue du Hapo'el Hatza'ir, le second parti sioniste de gauche de la seconde 'Aliya, c'était par le travail

manuel que la Terre d'Israël serait reconquise. Certes, les Arabes y étaient les plus nombreux, mais aucune majorité « n'a le droit de nous retirer des mains ce que nous avons acquis par la force de notre travail et de notre créativité ».

Les Po'alei Zion eurent l'occasion d'affiner leur vision idéologique au cours de leur premier congrès tenu en octobre 1906 à Ramleh, près de Jaffa. Un congrès au cours duquel se distingua, à peine débarqué de sa Pologne natale, David Gryn devenu Ben Gourion. Né à Plonsk en 1886, il était le plus jeune garçon d'une fratrie de trois frères et de deux sœurs. Une famille solidement engagée dans la *Haskala* et le « sionisme du *Shtetl* » comme il disait (celui des Amants de Sion). Orphelin de mère à onze ans et ayant cessé toute pratique religieuse après sa *bar-mitsva*, il fonda à quatorze ans sa première organisation sioniste : Ezra. Jeune homme râblé et assez souffreteux, il se fit remarquer dès 1903 lorsque, au nom de ses camarades d'Ezra, il adressa au sixième congrès sioniste de Bâle une pétition dans laquelle il dénonçait vivement le projet de l'Ouganda. Sa conviction était déjà faite : point de sionisme sans présence sur le terrain, et point de politique, en général, sans action. Un primat qu'il allait suivre toute sa vie durant. C'est pourquoi dans le panthéon sioniste de Ben Gourion, tel qu'il le décrivit à la fin de ses jours, les trois premières places ne sont pas dévolues à Pinsker, Herzl ou Weizmann mais à trois Juifs français : Charles Netter, le fondateur de la ferme-école de Mikveh Israel, Adolphe Crémieux, le président de l'AIU qui poussa Netter à initier au travail agricole les jeunes Juifs de Palestine, et, par-dessus tout, le baron Edmond de Rothschild, le « père du *Yishouv* », fondateur des premières *moshavot*, dont celles de Rishon-LeZion et Zikhron Ya'acov.

Joignant les actes à la parole, Ben Gourion émigra en 1906 en Palestine, en compagnie de quelques camarades de son mouvement des Po'alei Zion. De Jaffa, le petit groupe de pionniers se rendit à pied à Petah Tikva, où Ben Gourion et ses amis se heurtèrent d'emblée au problème épineux du travail arabe. Victime de la malaria dont il garda des séquelles toute sa vie – accès de fièvre et vertiges –, Ben Gourion passa ensuite à Ness-Siona et à Rehovot, puis, en 1907, s'installa avec ses camarades dans la ferme-école de Sejra. Ses lettres à son père Avigdor, resté à Plonsk, fourmillent de détails pittoresques sur sa vie quotidienne de pionnier se levant à quatre heures trente du matin pour nourrir ses quatre bovins, ses deux veaux et son âne et, après un petit déjeuner frugal, les conduire à l'abreuvoir puis aux champs. Ses camarades ne tardèrent pas cependant à s'apercevoir que le futur Premier ministre de l'État d'Israël, passant son temps libre à lire et à écrire, n'était pas doué pour le métier d'agriculteur. Au congrès de Ramleh dont il rédigea les résolutions, il poussa, selon l'historien Zeev

Sternhell, au premier glissement à droite de son parti. Corrigeant le *Manifeste communiste*, il posa en effet comme une évidence que l'histoire de l'humanité n'était pas seulement celle de la lutte des classes mais aussi de celle des nations.

En tout état de cause, l'arrivée de la seconde *'Aliya* coïncida avec les débuts du sionisme « pratique » et la mise entre parenthèses du sionisme politique, cher à Herzl, qui avait tenté vainement d'obtenir du sultan une charte et un domaine pour les émigrés juifs de Palestine. Prenant la suite des Amants de Sion, du baron de Rothschild et de la JCA, l'Organisation sioniste mondiale, mollement dirigée depuis la mort de Herzl par David Wolffsohn (1856-1914), s'attela désormais à l'achat systématique de terres et au lancement de nouvelles expériences de colonisation agricole, à l'exemple du *moshav* et du *kibboutz* (ou *kvoutza*) appelés à devenir les formes emblématiques de l'habitat rural sioniste entre les deux guerres mondiales. Ne trouvant pas leur place dans les *moshavot* existantes, leurs membres s'étaient préparés à leur nouvelle vie dans des « communes » créées spontanément par des pionniers souvent originaires d'une même ville de Russie ou d'Ukraine. Tel fut le cas, par exemple, de la « commune » de Sejra, en Basse-Galilée, créée à l'initiative de Joseph Trumpeldor (1880-1920), d'Israël Shohat (1886-1961) et de sa future épouse Maya Wilbushevitz-Shohat (1880-1961), et appelée à devenir le centre des deux premières organisations paramilitaires du *Yishouv* : ***Bar Giora*** et ***Hashomer***.

Moshavot et kibboutzim

À la tête de son « bureau palestinien » installé à Jaffa en 1908, Arthur Ruppin (1876-1943) fut le maître d'œuvre incontesté de l'entrée en force du mouvement sioniste en Palestine. Sociologue, économiste, juriste et auteur, en 1904, d'un petit ouvrage intitulé *Les Juifs d'aujourd'hui*, Ruppin pensait que la réalisation des ambitions politiques du sionisme passait par la mise en place d'une nouvelle réalité juive en Palestine de manière à faire du *Yishouv* non seulement un lieu de refuge pour les Juifs persécutés à travers le monde, mais aussi un foyer de créativité culturelle, économique et sociale destiné à y assurer la pérennité et l'autonomie juives. Bénéficiant à partir de 1911 du solide appui du nouveau président de l'Organisation sioniste mondiale (OSM), Otto Warburg, qui accentua l'orientation palestino-centriste du mouvement sioniste, Ruppin s'inspira de l'expérience allemande en Prusse orientale en choisissant de concentrer ses efforts sur la colonisation « nationale » de Judée et de Galilée, dans des zones déjà peuplées de Juifs et éloignées autant que faire se pouvait des villages arabes. Entouré de responsables de même formation universitaire allemande que lui, comme l'ingénieur agronome Isaac Elazari-Volcani (1880-1955), il espérait voir la population juive atteindre le chiffre de 500 000 habitants dans un délai de vingt ans et les terres en sa possession couvrir une superficie totale de 15 000 kilomètres carrés, achetées par les soins d'organismes juifs privés ou « nationaux » comme le KKL (ou Fonds national juif) dont les statuts venaient juste d'être rédigés par son président, Max Bodenheimer (1865-1940)⁵. Il était hors de question, à l'époque, pour Ruppin comme pour les autres dirigeants sionistes, d'encourager une émigration en masse des communautés en détresse. Le but poursuivi était d'ériger graduellement en Palestine un « centre culturel national » dont les habitants – le « matériel humain », pour reprendre l'expression de Herzl qui a tant choqué par la suite – seraient sélectionnés très soigneusement de manière à en exclure d'office les nécessiteux et les ressortissants de communautés considérées comme sous-développées, à l'exemple des Juifs du Yémen, du Caucase, du Maroc ou de Libye. À cela, il faudrait ajouter qu'aux yeux des

dirigeants sionistes la 'Aliya (l'émigration) n'était pas perçue à l'époque comme une obligation « politique » absolue⁶. C'est pourquoi aucun appel à l'émigration en Palestine ne fut jamais lancé à l'adresse des Juifs dans le monde. Bien au contraire : la direction sioniste découragea plus qu'elle n'encouragea les Juifs à s'installer en Palestine. Seuls les candidats financièrement indépendants ou membres de professions libérales – instituteurs, médecins, employés de bureau – furent acceptés en priorité, en plus de jeunes célibataires bien portants et sans formation précise, prêts à travailler dans les champs. Seule exception à ces règles : l'émigration en 1911 de plusieurs centaines de Juifs yéménites encouragée et organisée par le mouvement sioniste qui envoya sur place à cet effet un émissaire spécial : Samuel Yavneli. Habités à vivre dans un climat chaud aux côtés des Arabes, assidus au travail et se suffisant de peu pour leur subsistance, les Juifs yéménites, expliquaient ceux qui étaient favorables à leur venue et qui n'incluaient pas, a-t-on vu, l'ensemble des pionniers, étaient à même de remplacer les ouvriers arabes dans les villages agricoles juifs. Ce faisant, ils contribueraient à régler la question épineuse du « travail arabe » qui enflammait les esprits depuis le début du siècle.

Proche des pionniers de la seconde 'Aliya et ouvert aux idées de coopératives agricoles élaborées du vivant même de Herzl par l'économiste Franz Oppenheimer (1864-1943) puis défendues avec beaucoup de zèle au sein du KKL par Salomon Kaplansky (1884-1950) et 'Akiva Ettinger (1872-1945), Ruppin donna son aval à la fondation du village agricole de Merhavva ainsi qu'à l'ouverture de la ferme-école de Kinéreth, par laquelle passèrent la plupart des futurs bâtisseurs des villages coopératifs. Parmi lesquels les membres du premier *kibboutz* du pays, Degania, inauguré en 1909 sur l'emplacement d'Oum Jouni, au sud du lac de Tibériade. Il abrita un nombre assez restreint de familles originaires de Romny en Ukraine et qui avaient vécu en « commune » à Hadera avant leur installation à Degania⁷. D'autres « petits » *kibboutzim* furent inaugurés au cours des cinq années suivantes en Haute-Galilée, parmi lesquels Ayelet HaShahar, Kfar Guil'aadi, Mahanayim et Tel-Hai. Achoppant sur la question de la place des enfants dans la vie du *kibboutz*, quelques membres réfractaires quittèrent Degania, la « mère des *kibboutzim* », pour fonder en 1921 les *moshavim* de Nahalal et Kfar Yehezkel, dans la vallée de Jezréel, sur des terres achetées également par l'Organisation sioniste mondiale. À la différence des *kibboutzim*, ces deux villages coopératifs basés sur les principes élaborés par l'agronome Eliezer Yaffé n'excluaient pas la propriété privée, tout en valorisant la mutualisation de leurs ventes et achats. Au-delà de cette limite, c'est le capitalisme, devait dire Ben Gourion du *moshav* Nahalal, alliage

plutôt hybride entre propriété privée et village coopératif.

La guerre des langues

Au même moment, le *Yishouv* était le théâtre d'une vive effervescence au sujet de la place de l'hébreu en tant que langue vernaculaire de la Palestine juive. Comme partout ailleurs au sud du bassin méditerranéen, la plupart des élèves juifs fréquentaient traditionnellement des écoles religieuses où l'on étudiait principalement en yiddish ou en judéo-espagnol et en judéo-arabe, à côté desquelles furent ouverts des établissements modernes où l'enseignement s'effectuait soit en français, comme dans les écoles de l'Alliance israélite universelle, soit en anglais dans les établissements de l'Anglo-Jewish Association, ou encore en allemand dans ceux de la **Hilfsverein der deutschen Juden**. Jusqu'à la venue de la seconde *'Aliya*, l'hébreu moderne ne figurait comme principale langue d'instruction que dans les écoles dites « hébraïques » ouvertes dans les *moshavot* de la première *'Aliya*.

Obéissant probablement à une directive du gouvernement allemand, la Hilfsverein der deutschen Juden ordonna en 1911 à ses écoles de réduire l'enseignement de l'hébreu au profit de l'allemand, appelé par ailleurs à devenir l'unique langue d'enseignement du futur Technion, ou Institut polytechnique de Haïfa. La réaction indignée des élèves et du corps enseignant fut immédiate : épaulés par l'Organisation sioniste mondiale et par le tout nouveau syndicat des enseignants hébraïques ou **Merkaz Hamorim** (devenant plus tard **Histadrout Hamorim**), ils quittèrent immédiatement les écoles de la Hilfsverein. Fermement soutenu par les pionniers de la seconde *'Aliya*, le mouvement de protestation prit aussitôt l'allure d'une « guerre des langues » qui s'acheva en 1913 par le recul de la Hilfsverein et la consécration de l'hébreu comme langue d'enseignement et de culture des Juifs de Palestine⁸. Une victoire qui était aussi celle du mouvement sioniste et qui reflétait parfaitement la situation linguistique du nouveau *Yishouv* avec ses journaux, ses jardins d'enfants, ses écoles et ses théâtres en hébreu : en 1914, 40 % des 90 000 Juifs environ du pays utilisaient l'hébreu comme langue parlée principale. Il en était de même pour 77 % des enfants et plus de 36 % des parents juifs de Tel-Aviv ainsi que pour les trois quarts des

habitants des *moshavot*, 45 % des enfants de Haïfa et de Jaffa et 19 % de leurs parents. En revanche, 5 % seulement des parents et 3 % des enfants de Jérusalem et des autres « villes saintes » du pays se servaient de la langue hébraïque comme moyen principal de communication⁹.

Recoupant différents clivages sociaux, politiques et culturels, l'issue de la « guerre des langues » préparait par ailleurs la prise en main des destinées du nouveau *Yishouv* par l'aile radicale sioniste, qui considérait l'éducation comme un moyen d'action politique destiné à préparer le terrain à l'éclosion de la révolution appelée à accoucher d'une nouvelle société juive et d'un nouvel homme juif, plongeant ses racines « hébraïques » dans la vieille terre d'Israël : doté d'une identité toute neuve, corps et âme épanouis et tout en muscles, libre d'esprit, sportif, marcheur infatigable et lecteur assidu de la Bible, il se voulait différent, à tout point de vue, du Juif « diasporique », à l'échine courbée, pour lequel il n'éprouvait que mépris. Des valeurs et des idéaux exprimés à longueur de pages et d'éditoriaux par la nouvelle presse du *Yishouv* qui comptait, en 1915, une dizaine d'hebdomadaires et de quotidiens en hébreu, parmi lesquels *Ha-Tzvi* (devenu *Havatzéleth*) fondé par Eliezer Ben Yehuda, *Ha-Ahdout* du parti Po'alei Zion et *Hapo'el Hatza'ir* du parti du même nom. Une petite « république des lettres » consciente de prendre part à la naissance d'une nouvelle culture nationale juive et très attachée à sa liberté et à son indépendance vis-à-vis de la Diaspora se développa également. Outre le poète Haïm-Nahman Bialik ou le « rabbin laïc » Ahad Ha'am et le nietzschéen Micha Joseph Berdycewski qui vivaient encore en Europe, elle comptait déjà quelques-uns des plus grands noms de la littérature hébraïque contemporaine, à l'exemple de Yosef-Haïm Brenner, Samuel-Yosef Agnon, Moshé Smilansky, Simha Alter Guttman alias S. Ben-Zion, David Shimhonowitch, Aharon Hareouveni, A. Z. Rabinovitch et Aharon David Gordon. En février 1911, ils se mobilisèrent pour apporter leur soutien à Brenner contre les Amants de Sion d'Odessa, obligeant ces derniers à revenir sur leur décision de cesser leur aide financière au journal *Hapo'el Hatza'ir* qui avait publié un article de Brenner jugé trop bienveillant à l'égard de Jésus de Nazareth et de la conversion des Juifs au christianisme¹⁰. Guerre des Modernes contre les Anciens, l'article de Brenner contenait aussi une attaque en règle contre Bialik et Ahad Ha'am. Par son combat, le jeune auteur qui venait à peine de s'installer en Palestine devint ainsi le symbole de la toute nouvelle littérature hébraïque de Palestine.

*1. D'après Borochoy, le développement capitaliste en Europe allait aggraver la paupérisation du prolétariat juif et, par voie de conséquence,

attiserait la tension entre ouvriers juifs et non juifs, ce qui rendrait inéluctable l'émigration juive. Celle-ci devrait se diriger de préférence en Palestine – et non aux États-Unis – parce que les conditions économiques qui y régnaient étaient préindustrielles et, pensait Borochoy qui, en bon marxiste, n'accordait aucune valeur au facteur religieux, cela pouvait empêcher la reproduction des tensions interethniques ayant accompagné la révolution industrielle en Europe.

VI

Juifs et Arabes : les premiers accrocs

Parce qu'ils étaient juifs et européens, les premiers Amants de Sion arrivés en Palestine en 1882 eurent droit à un accueil plutôt hostile de la part des policiers et des douaniers ottomans qui les attendaient sur le débarcadère de Jaffa. À peine ces étrangers avaient-ils appareillé d'Istanbul, où ils venaient de faire escale, qu'ordre fut donné par la Sublime Porte aux gouverneurs de Jérusalem et de Beyrouth de les empêcher de descendre des navires. Cela n'aurait rien de bon pour la suite, un fort sentiment de rejet accompagnant les nouveaux venus là où ils se présentaient. En particulier ceux qui s'apprêtaient à prendre possession des lopins de terre achetés alors qu'ils étaient encore en Europe et dont ils ignoraient qu'ils avaient appartenu depuis plusieurs générations à des fellahs, qui y travaillaient toujours après en avoir été légalement dépossédés pour cause d'endettement par des **effendis** sans scrupule quand ce n'était pas par des représentants du pouvoir turc lui-même. N'habitant pas sur place mais à Jaffa, Jérusalem, Beyrouth, Damas ou au Caire, ceux-ci étaient bien contents de l'occasion qui s'offrait à eux de revendre leurs terres, souvent mal acquises, à des organismes juifs peu regardants sur les prix ou sur l'état exact des terrains achetés. L'Alliance israélite universelle eut ainsi maille à partir, pendant de longues années, avec les habitants de Yazour au sujet des terres de Mikveh Israel qu'ils ne voulaient pas quitter. La JCA connut les mêmes difficultés à faire admettre aux Druzes ses droits de propriété sur le site de Metoula qu'ils habitaient depuis des temps immémoriaux. Des incidents tout aussi importants eurent lieu pour des raisons similaires à Petah Tikva, Guedera, Ness-Siona, Rehovot et Hadera durant la même période. Des remous plus graves encore se produisirent après la vente, en 1911, par le Libanais Elias Shurshuk, à des agents sionistes, des 9 000 *dunum*^{*1} de terres cultivées par les villageois de Fulah, dans la vallée de Jezréel. Devant la mobilisation générale de l'opinion, les

autorités ottomanes firent échouer, entre 1913 et 1914, d'autres transactions commerciales destinées à céder aux Juifs des terrains situés dans les régions de Beit Shean et de Tibériade.

À ces différends de nature juridique laissés à la discrétion des tribunaux s'ajoutaient d'autres conflits plus insidieux encore mettant en cause le choc des cultures entre les paysans arabes et les émigrés juifs. Les manières et le mode de vie de ces derniers, leur accoutrement et la liberté de mœurs de leurs femmes ainsi que leur ignorance de la langue arabe et leur méconnaissance des us et coutumes locales étaient autant de choses qui choquaient les Arabes et ne rendaient pas faciles les contacts entre les deux populations. Ainsi, quand ils ne s'esclaffaient pas en regardant les colons juifs, sans grande expérience agricole, atteler leurs charrettes à des chameaux à la place de chevaux, les villageois musulmans n'appréciaient guère de se voir refoulés des champs de culture des *moshavot* où ils avaient l'habitude de pâturer à chaque fin de saison des moissons. Ils ne comprenaient pas non plus que l'on puisse les empêcher de puiser librement l'eau des étangs et des puits artésiens forés par leurs voisins juifs, ni qu'on leur interdise de semer des grains en hiver dans un champ qu'ils avaient labouré l'été précédent.

Dès lors, quolibets et bagarres faisant parfois des morts eurent lieu, comme à Petah Tikva en 1886. Chapardage de bétail et de moisson, destruction d'outils agricoles et de canaux d'irrigation furent le tribut payé par beaucoup de colonies juives à l'époque de la première puis de la seconde *'Aliya*. Certes, avec le temps, un nombre de plus en plus substantiel d'ouvriers agricoles arabes furent employés dans les *moshavot* du baron de Rothschild et de la JCA, et de meilleures relations de voisinage finirent par s'établir entre villageois arabes et juifs. Mais ces derniers restèrent à jamais des intrus étrangers tant à cause de leurs origines européennes que de leur religion. Cet ostracisme ne tarda pas à prendre une coloration idéologique, surtout après la révolution des Jeunes Turcs en 1908, au fur et à mesure que la population prenait conscience des objectifs territoriaux et politiques du sionisme et que se répandaient parmi ses élites urbaines les idées nouvelles du nationalisme arabe et syro-palestinien.

Les Arabes de Palestine et l'émigration juive

Ainsi, dès 1891, plusieurs dizaines de notables et commerçants musulmans de Jérusalem avaient demandé, dans un télégramme au grand vizir, d'interdire l'entrée de la Palestine aux Juifs russes. La motion ne passa pas inaperçue, puisque, sans les réactions outrées des puissances, Istanbul n'aurait pas hésité à fermer la Palestine aux émigrés juifs. Le sujet continua de susciter beaucoup de discussions au sein du conseil municipal de Jérusalem et, en 1899, au lendemain du premier congrès sioniste de Bâle, c'est à l'ancien maire de la Ville sainte, Yusuf Diya al-Khalidi, qu'il échet d'exprimer toute l'inquiétude que suscitait le sionisme de Théodore Herzl, dans une lettre adressée au grand rabbin de France, Zadoc Kahn¹ :

L'idée en elle-même n'est que toute naturelle, belle et juste, écrit-il au grand rabbin. Qui peut contester les droits des Juifs sur la Palestine ? Mon Dieu, historiquement c'est bien Votre pays ! [...]

Malheureusement, les destinées des nations ne sont point gouvernées seulement par des conceptions abstraites si pures, si nobles qu'elles puissent être. Il faut compter avec la réalité, avec les faits acquis... Or la réalité est que la Palestine fait maintenant partie intégrante de l'Empire ottoman et, ce qui est plus grave, elle est habitée par d'autres que des Israélites. Cette réalité, ces faits acquis, ces forces brutales des circonstances font qu'ils ne laissent au Zionisme géographiquement aucun espoir de réalisation, et ce qui est surtout important, il menace d'un vrai danger la situation des Juifs en Turquie. [...]

Quelles forces matérielles les Juifs possèdent-ils pour imposer leur volonté, eux qui sont 10 millions au plus, aux 390 millions de chrétiens et 200 millions de musulmans ? Les Juifs possèdent certainement des capitaux et de l'intelligence. Mais si grande que soit la force de l'argent dans le monde, on

ne peut pas acheter tout à coups de millions. Pour arriver à un but comme celui que le Zionisme doit se proposer, il faut d'autres coups, plus formidables, ceux des canons et des cuirassés. Or quelle est la Puissance qui voudrait bien mettre ces choses-là à la disposition du Dr Herzl ?

Dès lors, termine l'ancien maire de Jérusalem :

Il faut donc pour la tranquillité des Juifs en Turquie que le mouvement zioniste, dans le sens géographique du mot, cesse... Mon Dieu, la terre est vaste ; il y a encore des pays inhabités où l'on pourrait placer les millions d'Israélites pauvres, qui y deviendraient peut-être heureux et un jour constitueraient une nation. Ce serait peut-être la meilleure, la plus rationnelle solution de la question juive. Mais, au nom de Dieu, qu'on laisse tranquille la Palestine.

La critique du sionisme dans les journaux chrétiens paraissant au Liban était d'un ton plus acerbe, par exemple dans *al-Mashriq*, *al-Bashir* et *al-Hilal*. Faisant ample usage de thèmes antijuifs glanés dans la presse européenne de l'époque, ils restèrent pendant longtemps à la pointe du combat antisioniste, conseillant, à longueur de pages, à leurs lecteurs de prendre la pleine mesure du danger juif en Terre sainte. C'est ce que fit en 1906, dans un texte prémonitoire étonnant, le **Maronite** Najib Azoury, qui avait fait parler de lui auparavant en publiant, en 1905 à Paris, le premier ouvrage antisémite écrit par un Arabe et intitulé *Le Réveil de la nation arabe ou le péril juif* :

Deux phénomènes importants, de même nature et pourtant opposés, qui n'ont encore attiré l'attention de personne se manifestent en ce moment dans la Turquie d'Asie : ce sont le réveil de la nation arabe et l'effort latent des Juifs pour reconstituer sur une large échelle l'ancienne monarchie d'Israël. Ces deux mouvements sont destinés à se combattre continuellement, jusqu'à ce que l'un d'eux l'emporte sur l'autre. Du résultat final de cette lutte entre ces deux peuples représentant deux principes contraires dépendra le sort du monde entier².

D'abord le fait des journaux des pays voisins comme *al-Manar*, *al-Ahram* et *al-Muqtataf* du Caire, *al-Mufid* de Beyrouth et *al-Muqtabas* à Damas, la critique musulmane du sionisme était très mesurée à ses débuts et se résumait, pour l'essentiel, à la question foncière et aux difficultés que ne manquerait pas de poser à l'Empire ottoman – déjà

empêtré dans les questions kurde, arménienne ou bulgare – la question juive en Palestine. Le ton se durcit nettement après la révolution des Jeunes Turcs et l'élection, au nouveau Parlement d'Istanbul, de trois députés palestiniens : appartenant aux familles les plus respectées de Jérusalem, leurs discours antisionistes furent relayés en Palestine même par les deux premiers journaux du pays, *al-Karmil* de Haïfa et *Filastin* de Jaffa, fondés respectivement en 1908 et en 1911 par des notables chrétiens dont l'attachement à l'Empire ottoman était moins évident que chez leurs voisins musulmans³.

L'« invasion » sioniste de la Palestine s'invita ainsi régulièrement dans les débats du Parlement turc jusqu'en 1914, tandis que des associations antisionistes, réclamant l'arrêt pur et simple de l'émigration juive, voyaient le jour à Jérusalem, Jaffa et Naplouse ainsi qu'au Caire, à Beyrouth et à Constantinople. Les prises de position proturques des successeurs de Herzl à la tête de l'OSM, Max Nordau et Nahum Sokolov, qui allèrent jusqu'à proclamer que l'idée herzlienne d'un État juif indépendant avait fait son temps, et les protestations de loyalisme à l'égard de l'Empire ottoman des jeunes dirigeants des Po'alei Zion, David Ben Gourion et Itzhak Ben-Zvi, ne changèrent rien à l'affaire. Pas plus que les réactions enthousiastes des militants de leur parti qui, en signe de joie à l'annonce de la révolution de 1908, défilèrent dans les rues de Jaffa, drapeau sioniste en tête, pour exprimer leur solidarité avec le nouveau pouvoir turc. Une manifestation qui eut un effet contraire à celui escompté par ses organisateurs, comme n'allait pas tarder à le constater Victor Jacobson (1869-1934), le tout nouveau directeur du bureau sioniste de Constantinople. Celui-ci ne pouvait que déplorer, par ailleurs, l'attitude franchement antisioniste des élites juives de Turquie, celle en particulier du grand rabbin Haïm Nahum et des anciens élèves de l'Alliance israélite universelle, conduits par David Fresco et son journal *El Tiempo*. Par la suite, à mesure que se précisait le caractère autocratique du nouveau régime turc et que s'élargissait l'influence du panarabisme sur les élites palestiniennes, le ton de la campagne antisioniste devint plus vif, avec des accents antijuifs très prononcés, en premier lieu parmi les intellectuels chrétiens, fer de lance du nationalisme arabe puis palestinien qui prenait corps au fur et à mesure de l'affaiblissement du sentiment pro-ottoman. Ainsi, pour Khalil Sakakini (1878-1953), intellectuel nationaliste grec-orthodoxe de Jérusalem, le problème n'était pas de savoir si les Juifs avaient droit ou non à une terre à eux, mais plutôt de prendre conscience que la réalisation de leurs aspirations nationales impliquait la destruction de la nation arabe :

Si je hais le sionisme, écrit-il en 1914, ce n'est pas parce

que je m'oppose aux efforts de régénérescence du peuple juif mais parce que j'exècre l'idée de base sur laquelle repose le sionisme – la renaissance d'une nation juive sur les décombres de la nation arabe, car s'emparer de la Palestine, c'est toucher au cœur de la nation arabe. La Palestine est le lien réunissant la péninsule arabe à l'Égypte et à l'Afrique du Nord. Si les Juifs s'en emparent, ils provoqueront la division du monde arabe en deux parties séparées. Ce qui entraînera l'affaiblissement de la cause arabe et réduira à néant les chances de réunification de la nation arabe^{*2}.

De son côté, le grand réformiste syro-égyptien Rashid Rida avait été parmi les premiers à se référer ouvertement, en 1913, dans son célèbre journal *al-Manar*, lu par tous les intellectuels arabes, aux fondements théologiques du sionisme pour expliquer le danger qu'il faisait courir aux musulmans⁴ :

Que celui qui ne connaît pas l'histoire et la religion de la nation (juive) sache que les sionistes, s'ils parviennent à leurs fins, ne garderont ni musulmans ni chrétiens sur la « Terre promise » où ils projettent de fonder leur nouvel État.

Pour eux, la Terre promise, c'est-à-dire la Palestine, ne se limite pas à ce que nous appelons nous-mêmes aujourd'hui la Palestine. Selon leur terminologie et leurs livres religieux, elle s'étend jusqu'en Syrie pour atteindre le Grand Fleuve – l'Euphrate – et forme un pays dans lequel ne peuvent résider que les israélites [...].

Bien sûr, ils n'y exterminent pas les non-Juifs par l'épée et le feu comme l'ont fait jadis leurs ancêtres, mais ils les détruisent par les pouvoirs de la ruse et de l'argent qui, aux mains de ce petit peuple, font peur aux grandes nations.

Dans la foulée, Rachid Rida régla ses comptes historico-théologiques avec le judaïsme : la Terre sainte, soutint-il, ne fut pas promise aux Juifs seulement, mais à toute la descendance d'Abraham. Ismaël étant le premier-né d'Abraham, c'est à lui et à ses descendants arabes qu'elle revenait de droit⁵. À la suite de Rida, les journaux palestiniens *al-Karmil* de Haïfa^{*3} et *Filastin* de Jaffa allaient égrener, à longueur de numéros, toutes les tares inhérentes à la « judéité » des nouveaux émigrés sionistes : « usuriers », roublards, jouisseurs, dépravés et « marchands de la mort » venus en Palestine pour y déposséder de ses avoirs fonciers et commerciaux l'Arabe travailleur, noble, dévoué, prude mais naïf⁶. Des traits de caractère qui n'allaient pas tarder à faire leur entrée dans la nouvelle littérature palestinienne,

comme dans ces vers du poète Ibrahim Tuqan (1905-1941) de Naplouse, portant le titre de « Aux bradeurs de notre patrie⁷ » :

Nos ennemis ont toujours été des prêteurs d'argent
Et nous toujours des cultivateurs de la terre
Ceux qui leur vendent nos terres
Se méprennent car ils ne savent pas que les Juifs sont des
escrocs.

Une nouvelle vision du Juif était en train de s'imposer graduellement à l'opinion arabe au Proche-Orient : loin des « canons » musulmans de l'altérité, elle faisait appel à des stéréotypes véhiculés depuis le Moyen Âge par l'antijudaïsme chrétien puis par l'antisémitisme européen des XIX^e et XX^e siècles. D'abord le fait des chrétiens orientaux, cette nouvelle perception du Juif se répandit progressivement parmi de larges couches de la population qui, de manière surprenante, allaient finir par accorder foi aux accusations typiquement chrétiennes de meurtre rituel proférées périodiquement à l'encontre des Juifs de Syrie, de Turquie et d'Égypte⁸. La dénonciation assez timide de ces calomnies par la Sublime Porte ayant rarement été suivie d'effets, les Juifs durent recourir à l'intervention des institutions juives européennes et à celle des représentants consulaires. Ces recours justifiaient *a posteriori* l'accusation de connivence avec l'impérialisme européen brandie par leurs adversaires chrétiens auprès des musulmans. Avec le temps, ces derniers finirent par admettre le bien-fondé des rumeurs de meurtres rituels perpétrés par les Juifs.

Antisionisme et antisémitisme : les préludes

De proche en proche, c'est l'ensemble de l'arsenal antisémite européen qui s'installa dans les pays arabes dès la fin du XIX^e siècle, même si, certes, il demeura pendant longtemps l'apanage des chrétiens orientaux, qui furent notamment à l'origine de la publication en arabe des premiers textes antisémites diffusés au Levant. Citons, pour l'exemple, le pamphlet déjà mentionné de Najib Azoury rédigé d'abord en français puis traduit en arabe et intitulé *Le Réveil de la nation arabe ou le péril juif universel* (1905), ou encore l'ouvrage de Georges Corneilhan, *Juifs et opportunistes. Le judaïsme en Égypte et en Syrie*, paru à Paris en 1889 avant d'être traduit, quatre ans plus tard, par Najib al-Hajj, un journaliste chrétien de Beyrouth qui se spécialisa dans la traduction arabe de textes antijuifs diffusés en Europe⁹. Dans l'ensemble, cependant, cette irruption précoce de l'antisémitisme européen n'eut qu'un faible impact sur l'opinion musulmane : en dehors du niveau très bas d'alphabétisation qui limitait forcément le nombre de lecteurs de cette prose incendiaire, le grand facteur de rejet des idées antisémites fut, sans aucun doute, la pérennité des schèmes traditionnels de pensée inspirant la vision courante du Juif. En conséquence, bien plus pertinent semble avoir été à cet égard l'apport des champions du réformisme musulman Mohammed 'Abduh et son disciple Rashid Rida qui, tout en condamnant sans ambages l'antisémitisme européen, renouvelèrent, dans une optique très originale, les critiques traditionnelles de l'islam vis-à-vis des Juifs et du judaïsme.

Ainsi, coïncidant de façon fortuite avec l'apparition du sionisme et la venue des premières vagues d'émigrés juifs en Palestine, c'est à une sorte de « déjudaïsation » de la tradition musulmane que s'attelèrent Mohammed 'Abduh, Rashid Rida et leurs élèves de la première moitié du XX^e siècle, dans leur effort de « purification » de la tradition exégétique du Coran et du *Hadith*. Passant au crible de la critique rationaliste la littérature des *Isra'iliyyat*¹⁰ qui avait servi, pendant des lustres, de source d'inspiration inépuisable à des

générations d'exégètes, ils tinrent l'origine juive de ses principaux auteurs transmetteurs – celle, en particulier, du « trio juif » Ka'b al-Ahbar, Wahb ibn Munabbih et 'Abd Allah b.Saba' – pour responsable du caractère souvent « irrationnel » et fantastique de cette littérature¹¹. D'abord prudemment mises en cause par 'Abduh¹², les *Isra'iliyyat* furent critiquées, de façon plus explicite, par Rashid Rida qui, dans son *Tafsir al-Manar*, fulminait de rage contre l'apport des convertis juifs (et persans) qui, par leurs récits légendaires, auraient dénaturé la tradition musulmane. Rashid Rida en voulait pour preuves les contes fabuleux sur la vie des prophètes bibliques rapportés par Ka'b al-Ahbar et ceux concernant la sortie d'Égypte transmis par Wahb ibn Munabbih^{*4}. Allant plus loin encore que son maître, l'un des disciples les plus talentueux de Rida, Mahmud Abu Rayya, publia en 1946 un article au titre retentissant : *Ka'b al-Ahbar Huwwa al-Sahyuni al-Awwal* (« Ka'b al-Ahbar est le premier sioniste »). Il y dénonçait non seulement le rôle joué par Ka'b dans la constitution de la littérature des *Isra'iliyyat* mais aussi son « sionisme », puisque, selon cet auteur, Ka'b aurait même songé à assassiner le calife 'Umar qui, en prenant la Palestine et Jérusalem, détruisit une fois pour toutes le rêve juif de la Terre promise. En représailles, Ka'b aurait attendu la mort d'Umar pour « truffer » la tradition orale musulmane de *hadith* infondés et de faux récits tirés de la Bible ainsi que d'autres sources juives¹³. Citant Ibn Taymiyya, Abu Rayya accusa Ka'b de s'être laissé aller à ses penchants juifs en mettant malicieusement dans la bouche du Prophète des louanges (*Fada'il*) à la gloire de Jérusalem, et ce dans le seul but, d'inspiration juive, de rabaisser le statut de La Mecque¹⁴.

Sionisme et orientalisme

Quant à l'image des Arabes chez les Juifs de Palestine, elle était sensiblement différente selon qu'il s'agissait des émigrés de la première *'Aliya* ou de ceux de la seconde. Chez les premiers qui, jusqu'à leur arrivée en Palestine, ignoraient tout des habitants du pays, elle n'était pas sans rappeler les stéréotypes frisant le racisme développés par les voyageurs européens à la fin du XIX^e siècle à l'égard des « indigènes » d'Afrique du Nord : l'impression d'une société sans conscience nationale particulière, divisée entre citadins – oisifs et profiteurs –, fellahs – travailleurs, mais plutôt voleurs et violents – et, enfin, Bédouins – nomades, dont on admirait le courage physique, l'esprit d'hospitalité et la noblesse d'âme.

Ce sont autant de qualités humaines que les plus romantiques parmi les émigrés de la seconde *'Aliya* allaient vouloir trouver chez le « nouveau Juif », pionnier qui avait tourné le dos à l'Occident et à la Diaspora pour venir se ressourcer en Orient. Quoi de plus facile, en effet, quand on soutenait comme Itzhak Ben-Zvi que les Bédouins avaient une origine « israélite » lointaine. La même, en tout cas, que celle des Juifs du Yémen que l'on venait de découvrir à la même époque, ou celle encore des très antiques communautés juives de Peqi'in, en Galilée, et de Dir al-Asad, au Liban, que l'on disait n'avoir jamais quitté la Palestine, même après la destruction du Temple. Ce fut sans doute Shaül Tchernichovsky et son grand poème épique *Mohammed*, écrit en 1903, qui illustra le mieux, et de la façon la plus éclatante, cet appel de l'Orient, très sensible chez une bonne partie des intellectuels et des militants de la seconde *'Aliya*. Dès lors, lorsque l'on demanda à l'un des premiers grands peintres du *Yishouv*, Nahum Gutman, d'illustrer *Le Livre des légendes* de Haïm-Nahman Bialik, il alla choisir, le plus naturellement du monde, ses modèles bibliques parmi les Arabes de Jaffa où il avait passé son enfance. Boris Schatz, le fondateur, en 1906, de l'école des beaux-arts Bezalel à Jérusalem, avait l'impression, pour sa part, de revenir aux temps de la Bible en déambulant dans les ruelles de la Ville sainte, habillé à la mode arabe. Bercés par ce même mythe d'origine commune judéo-arabe, quelques écrivains romantiques du début du XX^e siècle allèrent jusqu'à imaginer,

à l'exemple d'Itzhak Redler-Feldmann, la naissance d'un peuple nouveau en Palestine à partir de la fusion, sur l'ancienne terre de Canaan, des descendants d'Isaac et d'Ismaël^{*5}.

Tes enfants tu lui donneras et les siens tu prendras
Le sang de ces héros se mélangera alors au tien et tu n'en deviendras que plus grand
Chacun des deux se mélangera à l'autre pour n'en devenir qu'un.

Nourris, par ailleurs, de récits bibliques sur la « désolation » de la Terre promise depuis que les Juifs en furent exilés, à la suite de la destruction du deuxième Temple, il ne fait pas de doute que beaucoup de sionistes croyaient, à l'origine, que la Palestine était « une terre sans peuple », suivant la formule célèbre d'Israël Zangwill en 1905. Mais, en dehors du fait que la réalité s'était chargée de les détromper dès leur arrivée à Jaffa, le mythe lui-même d'une Palestine « vide de gens » et prête à accueillir « un peuple sans terre » avait été mis en pièces, dès 1891, par Ahad Ha'am puis, au congrès sioniste de 1905, en plein débat sur l'affaire de l'Ouganda, par le pédagogue Itzhak Epstein (1862-1943) qui condamna le silence embarrassé des dirigeants sionistes sur la place qu'ils réservaient aux Arabes dans leurs plans d'avenir. Vivant en Palestine, Epstein avait jeté le plus grand trouble parmi les congressistes, et son intervention, publiée deux ans plus tard, sous le titre « La question oubliée », continua de susciter, pendant longtemps encore, de très vives controverses dans les cénacles sionistes¹⁵ :

Nous nous occupons de tout ce qui touche à notre patrie ; nous examinons et discutons toutes les questions qui la concernent ; nous faisons la louange de tout ce qui s'y fait ; seule, une question négligeable nous a échappé, notait-il ; dans cette terre, qui est notre patrie bien-aimée, vit tout un peuple qui y est établi depuis des siècles et qui n'a jamais songé à la quitter.

Craignant les conséquences humaines de la spoliation des fellahs palestiniens, Epstein en arriva à suggérer la transformation de l'entreprise sioniste en une sorte de condominium judéo-arabe pour la régénération politique et économique de la Palestine :

Ouvrons aux habitants du pays les portes de nos établissements publics ; nos hôpitaux, nos dispensaires, nos écoles, nos bibliothèques, nos restaurants populaires, nos

caisses d'épargne et de crédit. Nous organiserons des conférences populaires, des représentations théâtrales, des concerts dans l'esprit et dans la langue de l'autre peuple. Dans nos écoles, il faudra accorder une place importante à l'enseignement de la langue arabe, y admettre volontiers les enfants arabes, ouvrir nos maternelles aux petits pour le plus grand bénéfice des familles pauvres... C'est par les enfants que nous aurons une grande influence sur les adultes. Il est temps que nous prenions conscience de ce que l'instruction est un instrument politique important auquel nous devons consacrer le meilleur de notre action publique. [...] Il ne s'agit pas pour nous de judaïser les Arabes, mais bien de les former à une vie plus pleine, à une plus grande politesse, à une vision du monde plus étendue pour qu'ils puissent, le moment venu, être des alliés loyaux, des compagnons, des frères.

Mais, malgré toutes ses précautions, Epstein avait paru à ses détracteurs vouloir remettre en question jusqu'au fondement même de l'idéologie sioniste, c'est-à-dire le droit inaliénable des Juifs sur la Palestine que même dix-neuf siècles d'« exil » n'avaient pu effacer et que confirmait, par ailleurs, l'état de désolation dans lequel l'auraient abandonnée les « étrangers » qui y habitaient. De deux choses l'une, lui rétorqua Moshe Smilansky (1874-1935), le plus prolifique des écrivains « orientalistes » du *Yishouv* qui s'était même arrogé le pseudonyme de « Hawadja Mousa^{*6} » : si la Palestine appartient, sur le plan national, aux Arabes qui y « habitent depuis peu seulement », alors les Juifs n'ont rien à y faire et « nous devrions accepter une fois pour toutes que la patrie de nos ancêtres est perdue à tout jamais ». Mais si l'on admet, au contraire, ajoutait-il, que les Juifs en sont les seuls propriétaires légitimes, alors foin de toutes les tergiversations et de tous les faux débats de conscience : « Nos intérêts nationaux prennent le dessus sur toute autre considération d'ordre moral ou politique¹⁶. » Plus véhéments, d'autres représentants de la première *'Aliya* tels que l'agronome Aharon Aaronsohn (1876-1919) et son ami et activiste antiturc Avshalom Feinberg (1889-1917) voyaient dans l'opposition entre Juifs et Arabes ni plus ni moins que la confrontation entre l'Occident et l'Orient, voire entre le monde civilisé et la barbarie. Un point de vue extrémiste que ne partageait pas Joseph Louria (1871-1937), futur responsable du département de l'Éducation à l'Exécutif sioniste et dont les idées n'étaient pas éloignées de celles d'Epstein :

Reconnaissons la vérité, écrit-il en 1911. Depuis que nous sommes retournés en Palestine, nous avons complètement

oublié qu'il y avait aussi des Arabes. Nous les avons « découverts » ces dernières années seulement. Nous nous sommes inquiétés de l'opposition des Européens à notre retour mais avons oublié de faire cas de l'attitude des habitants de ce pays. Nous n'avons guère prêté attention à leurs réactions, comme s'ils n'existaient pas alors qu'ils sont bien représentés au Parlement turc et dans la fonction publique du pays. Les Juifs évitent de se rapprocher culturellement et socialement des Arabes. Pire : ils ne tentent même pas d'expliquer aux Musulmans les objectifs véritables du sionisme, les laissant entièrement sous l'emprise des Chrétiens qui leur font croire que les Juifs cherchent à les expulser de Palestine¹⁷.

Quant aux sionistes socialistes des Po'alei Zion, disciples de Borochoy, ils ne se souciaient pas trop de savoir si les Arabes palestiniens constituaient ou non une entité nationale. Fidèles à leurs conceptions marxistes, ils étaient persuadés que les forces de production juives seraient en mesure d'intégrer l'élément arabe local dans la nouvelle société autonome juive en formation. Par la suite, ils furent amenés à amender leur attitude, avec la montée des tensions entre les deux communautés après la révolution des Jeunes Turcs. Prenant conscience du caractère désormais national de l'opposition arabe, leurs chefs de file, Itzhak Ben-Zvi, David Ben Gourion et Ya'acov Zeroubavel (1886-1967), en vinrent rapidement à la conclusion que l'élargissement de la colonisation juive était la meilleure réponse au refus arabe. En 1915, Zeroubavel explique :

Les Juifs ne veulent pas édifier leur œuvre aux dépens des autres. C'est pourquoi ils fondent toute leur action collective sur le principe du travail hébreu [...]. Ils n'ont pas l'intention de prendre la place de qui que ce soit, parce que la terre appartient à qui y demeure et qui la travaille. C'est pourquoi ils ont pris, eux-mêmes, la bêche et la houe, et le désert est devenu verdoyant. [...] Ils savent que, autour d'eux, vit la nation arabe qui réside depuis des générations dans ce pays et qui y est liée par des liens historiques. C'est pourquoi il est clair pour les Juifs que ces deux peuples doivent vivre dans la paix et la fraternité¹⁸.

En fait, faute de pouvoir changer la situation, les pionniers de la seconde 'Aliya choisirent de s'accommoder du « problème » arabe comme d'un « casse-tête » permanent, suivant la formule de l'essayiste hongrois Arthur Koestler¹⁹ :

La Palestine était leur terre promise... et ils venaient en prendre possession en tant que propriétaires légitimes. Ils y ont trouvé des Arabes, certes, mais cette présence n'était qu'un simple accident, comme la présence de mobilier oublié dans une maison qu'on a temporairement louée à des étrangers... Ils ne voulaient pas de mal aux Arabes ; tout ce qu'on leur demandait était de regarder tranquillement les Juifs prendre en main le pays pour le diriger pour le bien de tout le monde.

Yossef-Haïm Brenner et la peur des Arabes

Dans le même temps, une prise de conscience nouvelle habitait déjà les esprits : l'insécurité physique – meurtres, attaques de voyageurs isolés, etc. – inhérente à la vie juive en Palestine qui, jointe aux difficultés matérielles rencontrées par les émigrés – malaria, trachome, chômage, misère, etc. –, devait conduire des milliers d'entre eux à quitter le pays et à chercher des destinations plus hospitalières. Toute l'œuvre du plus grand écrivain de la seconde *'Aliya*, Yossef-Haïm Brenner (1881-1921), est imprégnée de ce sentiment de sourde inquiétude qu'accentuait l'impression d'étrangeté accompagnant la vie de ses personnages qui détonnaient tant par leurs vêtements que par leur physionomie et leurs manières. Ils étaient si pressés de transplanter en Palestine l'architecture des villes de Pologne et d'Allemagne, écrivit à leur propos Arthur Koestler, qu'ils en oublièrent d'apprendre chez les Arabes « comment bâtir des maisons fraîches et spacieuses, adaptées au climat et à la nature du pays ». Peur, aliénation, précarité : c'était l'atmosphère dans laquelle vivaient effectivement les habitants des implantations juives : établissements sans racines solides, agriculteurs et artisans déprimés et prêts à replier bagage à peine arrivés, et demandant qu'on cessât de parler « là-bas » de la « douce terre de nos ancêtres ». Quel contraste désolant avec les villages palestiniens ! notait Brenner²⁰ :

Les villages ! Les vieux, pas les nôtres, mais ceux qui ont des racines, qui ont leur soleil pour les éclairer, leur pluie pour les arroser, qui ont plus de vingt-cinq ans... et des habitants qui ne sont pas chassés de la maison de leurs pères... qui ont encore le goût de l'Égypte sur les lèvres... mais qui tout sales qu'ils soient – et ils le sont – ne sont pas au moins les exclus de la terre.

Mais ce qui domine le plus dans les récits de Brenner, qui fut assassiné en 1921 par des émeutiers arabes à l'entrée de Jaffa, douze

ans seulement après son arrivée dans le pays, est bel et bien le climat de danger permanent dans lequel baignait le *Yishouv*. Réaliste, Brenner ne crut guère en une entente possible entre Juifs et Arabes, estimant que les Arabes n'accepteraient jamais l'établissement d'une entité nationale juive en Palestine. Aussi n'eut-il pas de mots assez durs pour dénoncer ses contemporains « cananéens » ou « pansémites » qui recommandaient une plus grande intégration culturelle du *Yishouv* dans l'« espace arabe » ou encore une meilleure explication des objectifs du sionisme, par le truchement d'un journal sioniste... en arabe. Le différend qui oppose Juifs et Arabes, faisait-il valoir, est politique et non pas moral ; il concerne des peuples et non des individus. C'est pourquoi il n'y a guère de place pour des débats de conscience ou des épanchements de pitié, de fraternité ou d'amour²¹ :

Nous sommes habitués à être entourés de haine et nous-mêmes sommes remplis de haine. Oui, remplis de haine. C'est dans la nature des choses. Maudits soient les tendres et les doux. Nous vivons ainsi depuis nos origines. Ce qu'il nous faut, avant toute chose, c'est comprendre la réalité telle qu'elle se présente véritablement. Sans sentimentalisme ni idéalisme.

Dès lors, conclut-il, le « cauchemar arabe » est aussi dangereux que la haine antijuive d'Europe de l'Est. En d'autres termes : après avoir cherché les racines « orientales » de la civilisation juive et cru trouver un remède absolu à tous les maux de l'Exil en venant s'installer en Orient aux côtés des Arabes, l'hostilité de ces derniers renvoyait le « nouveau Juif » sioniste à sa Diaspora et à son Europe natale ainsi qu'à l'horizon indépassable de son identité juive. Un retour à soi et une régression qui étaient d'autant plus insupportables que, dans sa fuite en Palestine, il ne s'attendait pas à être agressé, insulté ou volé, chez lui, dans l'Orient de ses ancêtres, comme s'il vivait en Russie ou dans n'importe quel autre coin obscur de la Diaspora. À quoi sert-il donc, demandait Brenner, d'envoyer les Juifs en Palestine si c'est pour y subir les mêmes affronts qu'ailleurs ? En acceptant de recevoir des coups sans broncher, comme en Diaspora, le *Yishouv* ne risquait-il pas de devenir une communauté juive parmi d'autres, sans spécificité aucune, et le Juif de développer les mêmes frustrations et les mêmes problèmes de comportement qu'ailleurs ? La beauté des paysages, la diversité du « matériel humain » qui avait choisi de passer « d'une eau à l'autre et d'un pays à l'autre », les rêves et les premiers bourgeons d'un type nouveau de Juif libre, tous ces indices étaient-ils suffisants pour conclure que la Palestine juive n'était pas une nouvelle Diaspora^{*7} ?

Or c'est précisément pour sortir de ce dilemme, pour prouver que le « nouveau Juif » pouvait se défendre comme n'importe qui et imprimer à sa présence en Palestine une marque « politique » distinctive que quelques militants des Po'alei Zion créèrent, en 1907, l'organisation d'autodéfense Bar Giora, suivie deux ans plus tard par celle de Hashomer. Un nouveau type de héros, celui du combattant armé « sans peur et sans reproche », mélange « de Cosaque et de Bédouin », écrira l'historien Israël Bartal²², prenait ainsi place dans le panthéon sioniste, aux côtés du *haloutz*, le pionnier paysan, mis à l'honneur par la seconde 'Aliya. Établies sur le modèle des unités d'autodéfense juive mises sur pied dans les ghettos de Russie et d'Ukraine au lendemain des pogroms du début du siècle, les deux nouvelles organisations étaient le résultat cumulé de plusieurs sources d'inspiration, à commencer par les sans-culottes de la Révolution française, les combattants pour la liberté italiens, tchèques, hongrois et grecs de la seconde moitié du XIX^e siècle, ou encore les vaillants villageois circassiens installés par les Turcs en 1878 en Basse-Galilée et sur le Golan. À cela s'ajoutaient la rhétorique nietzschéenne de Berdichevsky sur l'héroïsme juif et les théories psychologiques de Max Nordau sur le *Muskeljudentum* (ou « judaïsme du muscle²³ »). Sans oublier la phraséologie révolutionnaire des socialistes prolétariens des Po'alei Zion et leurs slogans « guerriers » sur la lutte des classes, la « conquête du travail », la « conquête des pâturages » et autres thèmes mobilisateurs des « masses » populaires juives²⁴.

Offrant leurs services de protection à toutes les colonies agricoles du « nouveau Yishouv », les membres de Bar Giora et du Hashomer formaient une petite unité d'élite très fermée, une « fraternité » constituée de volontaires (quelques centaines seulement), tous triés sur le volet, avec leurs codes secrets, leur slogan (« Dans le sang et les flammes la Judée est tombée, dans le sang et les flammes elle se relèvera »), leurs manières « viriles » de manger et boire et leur façon toute particulière d'enfourcher leurs chevaux et de tenir leurs fusils, tenant à la fois du cow-boy américain et du Bédouin palestinien. Connaissant sur le bout des doigts le passé biblique des régions de Galilée et de Judée qu'ils sillonnaient sans cesse, à pied ou à cheval, ils s'évertuaient à parler uniquement en hébreu, langue sacrée s'il en était, mais qu'ils expurgeaient de tout son habillage religieux ; même quand ils voulaient immortaliser le souvenir de leurs héros tombés au champ d'honneur, ils faisaient usage certes du texte traditionnel de la prière du *Yizkor*, mais après l'avoir soigneusement expurgé de toute référence religieuse. Dieu cédait la place au « peuple d'Israël » qui devenait, pour ces militants en armes, le « centre » du monde, un monde dont ces « fils élus du peuple élu²⁵ » voulaient s'écarter définitivement pour ériger en Eretz Israel une « société juive idéale »,

volontariste, égalitaire et fraternelle. Héros adulés du nouveau *Yishouv*, ces « nouveaux » Hébreux, aux allures, aux goûts et au franc-parler peu communs, cherchaient aussi à se distinguer du reste des pionniers en prenant pour habitude de se coiffer d'un couvre-chef bédouin, le **keffieh**, et en truffant leur vocabulaire de mots arabes d'usage courant. Une façon d'être et une manière de vivre, reléguant au second plan la charrue au profit du fusil, qui étaient loin cependant de faire l'unanimité de tout le *Yishouv*. Pour les militants radicaux du Hapo'el Hatza'ir, l'effort physique et la « conquête du travail », et non le maniement des armes, restaient les meilleurs moyens d'« enracinement » des Juifs en Palestine. Sans oublier aussi ceux que l'on surnommait, par dérision, les « effendis juifs », vaguement francisés, des anciennes colonies du baron qui, sous la pression des gens du Hashomer, avaient dû se séparer de leurs gardiens arabes en qui ils avaient toute confiance jusqu'alors.

Ainsi donc, constituant une communauté juive de 85 000 personnes environ – soit 11 % de la population totale du pays qui comptait, à la veille de la Première Guerre mondiale, 700 000 à 750 000 habitants –, les Juifs de Palestine n'étaient pas tous acquis au sionisme. Certains, les ultraorthodoxes ashkénazes de Jérusalem, combattaient ouvertement toute idée de nationalisme juif, tandis que d'autres, les notables séfarades de Jaffa, ne cachaient pas leur embarras face au comportement et aux ambitions politiques des émigrés de la première et la seconde *'Aliya*, y voyant une menace pour le fragile équilibre établi depuis des siècles entre les différentes communautés religieuses de Terre sainte. Les uns comme les autres voyaient néanmoins émerger autour d'eux une société juive d'un type nouveau, sociologiquement et culturellement coupée aussi bien des Juifs autochtones que de leurs voisins musulmans et chrétiens : le nouveau *Yishouv* dont la langue hébraïque et l'agriculture étaient les principales marques de fabrique. Cette unique communauté juive dans le monde était bâtie autour d'un idéal révolutionnaire en rupture totale avec la vie en Diaspora, incarné par les deux mouvances sionistes-socialistes des Po'alei Zion et Hapo'el Hatza'ir. Rêvant, depuis la révolution des Jeunes Turcs en 1908, d'une autonomie juive sous pavillon turc, leurs dirigeants étaient loin de se douter que la Turquie allait porter, quelques années plus tard, un coup fatal au *Yishouv* en ordonnant l'expulsion d'une bonne partie des Juifs de Palestine, tandis qu'au même moment les péripéties de la Grande Guerre en Europe redonnaient vie à l'idée d'un État juif, mise sous le boisseau depuis la mort de Théodore Herzl.

*1. 1 *dunum* est égal à 1 000 mètres carrés.

*2. Portant le titre de *Kadha Ana Ya Dunya* (« Je suis ainsi, ô Monde »), tiré d'un vers du poète classique al-Mutanabi, le journal de Khalil Sakakini fut traduit en hébreu et, n'ayant pu accéder à la version arabe éditée par la fille de l'auteur, Halla Sakakini, nous utilisons cette traduction réalisée sous la supervision d'anciens élèves juifs de Khalil Sakakini qui, tout en demeurant, jusqu'à la fin de ses jours, un adversaire résolu du sionisme, n'a jamais rompu ses relations avec ses amis juifs de Jérusalem. À la veille de l'entrée des Britanniques en Palestine, il fut arrêté et jeté en prison à Damas pour avoir hébergé, dans son domicile, un Juif palestinien de nationalité américaine, Alter Levine, recherché pour espionnage par les Turcs. Ceux-ci découvrirent sa cachette en suivant une vieille femme juive qui lui apportait ses repas kasher quotidiens au domicile de son protecteur. Ce qui fit écrire à Sakakini : « Dieu me pardonne, Monsieur, mais pourquoi avez-vous refusé de toucher à notre manger ? Si vous considérez que notre manger est impur, alors nous aussi nous devrions être impurs, à vos yeux. Pourquoi donc avez-vous voulu vous réfugier chez nous ? Quelle religion ! Quelle intelligence déficiente ! Que de fois vous nous avez fait du tort et combien nombreuses sont vos victimes ! » (18 décembre 1917).

*3. Il n'est pas indifférent de souligner que le rédacteur en chef de ce journal, Najib Nassar, avait été employé par les Juifs quelques années auparavant pour l'achat de terres dans la région de Tibériade avant de devenir un antisioniste virulent jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale (Amnon Cohen, *Juifs et musulmans en Palestine et en Israël, Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016, p. 92).

*4. Rida alla même jusqu'à comparer ces récits avec leurs « originaux » bibliques pour conclure à leur caractère fallacieux.

*5. Itzhak Redler-Feldmann, *Masa Arav* (« Voyage arabe »), 1907, cité in Ehud Ben Ezer, *Brenner and the Arabs* (hébreu), Hod Hasharon, Astroque, 2001, p. 13. Plus connu sous le pseudonyme de R. Binyamin, cet auteur devint, par la suite, l'un des militants les plus résolus de l'organisation pacifiste *Brit Shalom* appelant, au cours des années 1920 et 1930, à la création d'un État binational judéo-arabe en Palestine.

*6. En arabe : « Monsieur Mousa ».

*7. Brenner développa ce point dans la plupart de ses nouvelles, et notamment dans *Entre deux eaux* (*Beyn Mayim Le-Mayim*) parue en 1910 et qui lui avait valu de très vives critiques, de la part de Bialik notamment.

DEUXIÈME PARTIE
LA PALESTINE
SOUS MANDAT BRITANNIQUE
1914-1948

VII

Le jeu anglais pendant la Première Guerre mondiale et la déclaration Balfour

La Première Guerre mondiale fut un tournant décisif dans l'histoire de la Palestine. Alors que pour ses habitants arabes elle signifiait la fin de douze siècles de règne musulman dont quatre sous l'égide du dernier grand empire de l'Islam, pour les Juifs elle annonçait la reconnaissance de leurs droits historiques dans ce qui avait été jadis leur patrie ancestrale : une défaite humiliante pour les uns et une victoire éclatante pour les autres. Une consécration internationale surtout pour le mouvement lancé vingt ans plus tôt par Théodore Herzl et qui avait pratiquement cessé de faire parler de lui avant le début de la guerre. Dispersé entre plusieurs capitales européennes, l'Exécutif sioniste fut néanmoins bien inspiré de proclamer dès décembre 1914 sa neutralité dans le conflit mondial, bien qu'une bonne partie de ses chefs fussent ouvertement progermaniques, soit en raison de leurs affinités allemandes ou austro-hongroises, soit à cause de leur hostilité envers la Russie tsariste qui, depuis le déclenchement des hostilités, s'était fourvoyée dans un antisémitisme d'une extrême violence. Ou encore par crainte de représailles turques sur la petite communauté juive de Palestine : allié des Allemands contre les pays de la Triple Entente – France, Grande-Bretagne et Russie –, l'Empire ottoman pouvait, à tout moment, mettre en péril le nouveau *Yishouv* et anéantir ses réalisations. C'est ainsi que, toutes opinions confondues, les dirigeants sionistes s'opposèrent pendant longtemps au projet du fondateur du mouvement sioniste révisionniste Ze'ev Vladimir Ze'ev Jabotinsky (1880-1940) de recruter une Légion de volontaires juifs aux côtés des Alliés. Ils fermèrent les yeux, cependant, sur la formation par l'ancien officier de réserve de l'armée russe Joseph Trumpeldor, en 1915, de l'unité des **Zion Mule Corps** qui fut envoyée d'Égypte à Gallipoli sous le commandement du

colonel Patterson.

La Palestine en guerre

En Palestine même, l'entrée en guerre de la Turquie aux côtés de l'Allemagne contre la Russie, la France et l'Angleterre, et l'abolition simultanée des Capitulations entraînèrent la perte, pour des milliers de Juifs, originaires principalement d'Europe de l'Est, de leur statut de protégés européens : devenus immédiatement des apatrides ou, tout simplement, des ressortissants de pays ennemis, quelque 35 000 d'entre eux – soit plus de 40 % de la population juive – furent expulsés ou quittèrent de leur plein gré le pays entre 1915 et 1917. Parallèlement, la fermeture du littoral à la navigation civile coupait le *Yishouv* des grands centres de la Diaspora et plongeait ses habitants dans le marasme le plus complet. Le précédent du massacre des Arméniens, en mai 1915, par les Turcs hantant les esprits. Djemâl Pacha, qui en avait été l'un des responsables directs et depuis lors commandant militaire de Syrie et de Palestine, procéda, en 1917, à l'évacuation de tous les habitants juifs de Jaffa et de Tel-Aviv. Il envisagea d'expulser l'ensemble des habitants des *moshavot* après la découverte du réseau d'espionnage NILI^{*1} formé par des activistes juifs et travaillant pour les Anglais, mais les diplomates allemands et autrichiens en poste à Istanbul et à Jérusalem l'en empêchèrent. Dépouillé peu après de ses fonctions militaires au profit du général allemand von Falkenhayn, il revint à la charge à l'annonce du franchissement de la frontière égyptienne par les troupes du général Allenby à Rafah : il ordonna aussitôt la dissolution de toutes les associations sionistes, dont Hashomer, et chassa hors de Palestine les quelques rares dirigeants du *Yishouv* qui s'y trouvaient encore. Parmi eux, il y avait David Ben Gourion, Itzhak Ben-Zvi et Israël Shohat, qui avaient pourtant opté pour la nationalité ottomane et encouragé leurs partisans des Po'alei Zion à s'engager dans l'armée turque¹.

Les Arabes non plus ne furent pas épargnés par Djemâl Pacha : après avoir applaudi aux coups sévères portés par l'administration turque aux établissements sionistes, ils durent déchanter à la vue des sanctions collectives infligées à la population arabe, telles que la fermeture de ses journaux et le recrutement forcé de milliers de travailleurs pour la construction des fortifications militaires le long de

la frontière avec l'Égypte. Ils furent aussi très choqués par la vague d'arrestations et de pendaisons – qui valut au pacha le titre peu glorieux de Djemâl le Boucher – qui décima, à partir de 1915, les cercles nationalistes du pays. La condamnation à mort de l'ancien député Hafiz al-Sa'id (1843-1916) ne lui fut jamais pardonnée.

Chaim Weizmann et l'Angleterre

Ben Gourion et Ben-Zvi furent expulsés à Alexandrie et passèrent les derniers mois de la guerre aux États-Unis, loin des capitales européennes où s'étaient installés la plupart des dirigeants sionistes. Ceux-ci se trouvaient en particulier à Londres, où vivait notamment un autre membre éminent du mouvement sioniste, Chaim Weizmann. Né en 1874 à Motol près de Pinsk (Biélorussie) et sioniste de la première heure, Weizmann commença une brillante carrière scientifique à l'université de Genève après des études de chimie à Darmstadt et Berlin ainsi qu'à Fribourg. Il obtint en 1904 un poste d'enseignant à l'université de Manchester, où il poursuivit ses travaux de recherche sur la fermentation bactérienne qui allaient permettre au ministère britannique de l'Armement de produire, durant la guerre, de grandes quantités d'acétone nécessaires à la fabrication d'explosifs. Sujet britannique à partir de 1910, Weizmann retrouva avant guerre à Londres Ahad Ha'am, avec lequel il avait noué des contacts étroits durant leur campagne commune pour la fondation de l'Université hébraïque à Jérusalem, puis, en décembre 1914, Nahum Sokolov (1859-1936), le secrétaire général du mouvement sioniste dont Otto Warburg, resté à Berlin, était le président depuis 1911.

Doté d'un culot monstre et d'un « charme presque féminin », disaient ses admirateurs, excellent orateur et parfaitement à l'aise avec les hommes clés de la politique et de la presse britanniques, Weizmann se présentait à ses interlocuteurs anglais, parmi lesquels Arthur James Balfour, David Lloyd George, Winston Churchill, Herbert Samuel ou encore Mark Sykes, comme s'il incarnait à lui seul les destinées de l'entreprise sioniste². Sinon celles des Juifs du monde entier qui, à l'entendre, n'attendaient qu'une seule chose : la création d'un État juif en Palestine sous l'égide de la Grande-Bretagne. Il avait rencontré lord Balfour, alors qu'il était Premier ministre, en 1903, lors de l'affaire de l'Ouganda. Weizmann, qui à l'époque parlait à peine l'anglais, lui expliqua que si Moïse avait entendu parler de ce plan, « il aurait très certainement brisé de nouveau les Tables de la Loi ». Et d'ajouter :

« Monsieur Balfour, à supposer que je vous offre Paris au lieu de Londres, le prendriez-vous ?

— Mais, docteur Weizmann, nous avons déjà Londres, répondit le Premier ministre.

— C'est vrai. Mais nous, nous avons Jérusalem à l'époque où Londres n'était qu'un marécage.

— Y a-t-il beaucoup de Juifs qui pensent comme vous ?

— J'exprime la pensée de millions de Juifs.

— Curieux. Les Juifs que je rencontre sont très différents.

— Monsieur Balfour, vous ne rencontrez pas les Juifs qu'il faut³. »

Ses confidences – et ses coups de bluff –, Weizmann les partageait avec peu de monde : outre son épouse Véra, il y avait le baron Edmond de Rothschild, qu'il admirait et qu'il rencontra, en août 1914, à Paris, et c'est sa belle-fille Dorothy Pinto, épouse de James, qui l'introduisit auprès des Rothschild londoniens, Walter et Charles, par l'intermédiaire de Rozsika, l'épouse de Charles. Il comptait aussi parmi ses intimes le juriste Harry Sacher, qui le présenta à l'influent rédacteur du *Manchester Guardian*, Charles Prestwich Scott, ainsi qu'à Simon Marks, l'un des fondateurs des magasins Marks and Spencer, et à lord Israel Moses Sieff, dont la respectabilité sociale était suffisamment forte pour contrecarrer les menées antisionistes de Lucien Wolf, Edwin Montagu, Claude Montefiore et leurs collègues « assimilés » du Joint Foreign Committee, porte-parole de l'*establishment* juif anglais.

À la veille de la guerre, il était admis à peu près par tout le monde que la Syrie revenait « de droit » à l'influence française. Certes, quelques désaccords subsistaient quant aux limites du territoire en question : était-ce la « Grande Syrie », « d'El-Arish au Taurus », ou tout simplement la « Petite Syrie », incluant le Liban et non la Palestine ? En 1912, toutefois, Londres reconnaissait officiellement les intérêts français dans la région. L'Allemagne en fit de même en février 1914, suivie par la Turquie qui accorda à la France des concessions portuaires à Haïfa et à Jaffa ainsi que l'extension du réseau ferroviaire syrien.

Les cartes furent brouillées peu après par la Turquie, dont l'entrée en guerre aux côtés de l'Allemagne échauffa les esprits quant au sort futur de la Palestine et de l'ensemble des provinces arabes sous domination ottomane. Soucieuse de garantir la route des Indes ainsi que la protection des champs pétrolifères du golfe Persique, notamment après la tentative avortée de Djemâl Pacha pour s'emparer du canal de Suez en janvier 1915, la Grande-Bretagne, échaudée par la débâcle de Gallipoli, révisa discrètement sa position en tenant

désormais pour indispensable l'élargissement de son contrôle à l'ensemble du Proche-Orient. C'est ainsi qu'entre octobre 1914 et octobre 1915 lord Kitchener, puis son successeur Henry MacMahon, haut-commissaire de Grande-Bretagne en Égypte, engagèrent des négociations avec le chérif hachémite Hussein de La Mecque. Ils tentèrent d'abord de mettre en échec l'appel à la guerre sainte lancé par la Sublime Porte, ensuite de susciter, contre la domination turque, la révolte des populations arabes du Proche-Orient. C'est ainsi qu'avec l'assistance d'un officier qui connaissait véritablement la région, Thomas E. Lawrence, un accord en bonne et due forme d'assistance mutuelle fut conclu, en janvier 1916, entre le chérif et MacMahon, aux termes duquel l'Angleterre s'engageait à reconnaître l'indépendance de l'Arabie et des Lieux saints musulmans ainsi que la création d'un royaume arabe qui engloberait la majeure partie des provinces arabes de l'Empire ottoman, exception faite de la Syrie. Cela impliquait le démembrement de l'Empire ottoman – une éventualité qui, jusqu'en avril 1915, n'avait toujours pas la faveur des diplomates et des stratèges britanniques, mais que les péripéties militaires de la guerre allaient finir par imposer. Cela entraîna revendications et demandes de clarification tant de la part de la Russie, qui réclamait sa mainmise sur Constantinople et les Détroits, que de la France, qui considérait comme allant de soi l'inclusion de la Palestine dans toute référence à la Syrie. Ces deux sujets furent au centre des négociations engagées à partir d'octobre 1915 entre le Français Charles-François Georges-Picot et l'Anglais Mark Sykes⁴, pendant qu'un corps expéditionnaire anglais sous le commandement du général Archibald Murray élargissait son champ d'action à l'est du Canal jusqu'à Rafah et Dir al-Balah, face aux positions turques dispersées le long de la ligne Gaza-Beersheba.

Vers la déclaration Balfour

Le sort de la Terre sainte avait été brièvement évoqué par le gouvernement britannique dès l'entrée en guerre de la Turquie, ce qui n'avait pas manqué d'attirer l'attention du ministre de l'Intérieur Herbert Samuel. Juif pratiquant, issu d'une vieille famille de banquiers liée aux Rothschild et aux Montefiore, Samuel, qui ne s'était jamais intéressé jusque-là au sionisme, se renseigna auprès de Weizmann sur les aspirations politiques de son mouvement. Après lui avoir exposé la situation désespérée des Juifs d'Europe de l'Est, celui-ci, qui n'avait d'autre titre que celui de vice-président de la Fédération sioniste d'Angleterre, lui expliqua que le but des sionistes était d'obtenir un territoire où les Juifs pourraient constituer la majorité de la population et où ils administreraient leurs affaires en paix : un territoire « fût-il aussi petit que Monaco mais avec une université à la place d'une salle de jeu ». Samuel rétorqua à Weizmann, qui n'en crut pas ses oreilles, qu'il était trop modeste et que « de grandes choses pourraient être réalisées en Palestine » telles que, par exemple, la reconstruction du Temple, « symbole de l'unité juive sous une forme moderne⁵ ».

Laissant son interlocuteur sans voix, Herbert Samuel rédigea aussitôt un mémorandum de soutien à la cause sioniste et en faveur de l'annexion de la Palestine par l'Angleterre. Il le soumit, le 25 janvier 1915, au Premier ministre lord Asquith après en avoir parlé à lord Grey, le secrétaire au Foreign Office, et au chancelier de l'Échiquier, Lloyd George. Grey ne lui cacha pas que l'idée d'un État juif suscitait chez lui « un puissant charme sentimental ». Lord Asquith, au contraire, réagit froidement à son texte qui se lisait, écrivit ce dernier à son amie Venetia Stanley, « comme une nouvelle édition du *Tancrède* de Disraeli et une illustration étonnante de sa maxime “La race est tout” ». Seule consolation pour Samuel, la réaction enthousiaste de Lloyd George, un baptiste gallois, connu depuis longtemps pour ses sympathies prosionistes : non pas par amour des Juifs, devait corriger ultérieurement le Premier ministre à l'intention de son amie, « mais parce qu'il refus[ait] que les Lieux saints chrétiens tombent aux mains de la France agnostique et athée⁶ ». Plutôt irrité par l'attitude de son

Premier ministre, Herbert Samuel rédigea peu après un nouveau mémorandum qui n'eut pas plus de succès que le précédent. Lord Asquith avait reçu entre-temps une lettre confidentielle d'un de ses amis juifs, Edwin Montagu, le propre cousin d'Herbert Samuel qui, remettant en question l'importance stratégique de la Palestine pour l'Angleterre, condamnait sans ambages l'idée sioniste d'un État juif. Une condamnation qui, à l'époque, était partagée par la majeure partie des Juifs anglais, craignant, à l'exemple des israélites français, que la naissance d'une entité politique juive ne mette en difficulté les Juifs du monde entier, susceptibles dorénavant d'être accusés de double allégeance.

L'initiative de Samuel vite écartée, sa principale préconisation – la prise en compte du facteur juif en Palestine – ne laissa pas indifférent Mark Sykes, qui s'apprêtait à se rendre à Petrograd en compagnie de Georges-Picot pour exposer au tsar les grandes lignes de l'accord secret franco-anglais. Signé en mai 1916, ce texte prévoyait, outre l'octroi à la Russie d'une partie de l'Anatolie et du détroit des Dardanelles, la cession à la France du Levant et du nord de la Palestine, depuis la Galilée jusqu'au lac de Tibériade et à Acre ; à la Grande-Bretagne, la bande côtière de la Palestine allant du golfe de Haïfa à Acre ; aux Hachémites du Hedjaz, la Transjordanie et le Néguev ; et, enfin, la mise sous contrôle international des provinces de Jérusalem et de Naplouse. Mais l'accord Sykes-Picot fut à peine signé que les Anglais commencèrent à regretter leur « générosité » vis-à-vis des Français et des Russes, dont les intérêts en Palestine et au Levant étaient bien plus anciens et beaucoup plus étendus que les leurs. Aux premiers, ils allaient « retirer » Mossoul et la Palestine dont ils voulaient être les seuls maîtres et, aux seconds, qui devaient changer de régime en 1917, ils omirent tout simplement de rappeler les concessions territoriales qui leur avaient été consenties. Ils les rayèrent d'autant plus facilement de leur liste de débiteurs que, dès leur arrivée au pouvoir, les bolcheviks devaient ordonner aux soldats russes de rentrer chez eux.

N'anticipons pas. En juin 1916, la révolte arabe tant attendue par les Anglais commença. Conduits par l'émir Faysal, l'un des fils du chérif Hussein, et aidés du colonel T. E. Lawrence, les Bédouins attaquèrent les avant-postes ottomans autour de Djeddah et de La Mecque, et sabotèrent les lignes de chemin de fer du Hedjaz. Au bout de quelques semaines, ils parvinrent à paralyser l'armée ottomane et à la couper de ses arrières. Fin octobre, Hussein se fit proclamer roi des Arabes tandis que Faysal et ses troupes avançaient vers Aqaba pendant qu'Archibald Murray préparait les siennes à prendre d'assaut Gaza. La Palestine était dès lors à portée de fusil de l'armée britannique et de ses alliés arabes. Ce qui incita les dirigeants

sionistes à présenter sans tarder leurs demandes aux Anglais et aux Français :

1. Reconnaissance de la Palestine comme patrie nationale des Juifs.
2. Reconnaissance par la « puissance suzeraine » de la population juive vivant en Palestine dans le présent et dans l'avenir comme possédant un statut national et jouissant de tous les droits nationaux, politiques et civiques.
3. Liberté totale de l'immigration juive en Palestine.
4. Création d'une compagnie à charte, chargée de la colonisation et du développement de la Palestine.
5. Autonomie intérieure en matière juridique, religieuse, administrative et culturelle de la population juive.
6. Reconnaissance de l'hébreu comme langue nationale de la population juive.
7. Internationalisation des Lieux saints.

L'année 1916 se termina par la démission de lord Asquith (et le départ d'Herbert Samuel) et son remplacement par David Lloyd George. Weizmann et Sokolov avaient toutes les raisons de croire que le rêve de Théodore Herzl allait pouvoir se concrétiser. Car, en plus du Premier ministre, ils pouvaient compter également sur l'appui du ministre des Colonies, lord Alfred Milner, et sur celui du nouveau secrétaire au Foreign Office, lord Balfour, dont les sympathies pro-sionistes étaient de notoriété publique. Des sympathies motivées, sans aucun doute, par de très fortes convictions religieuses chrétiennes et une connaissance intime de la Bible associée à un antisémitisme non feint puisé dans les thèses de Houston Stewart Chamberlain et de Richard Wagner, et activées par des considérations politiques autrement plus tangibles, consistant à garantir la suprématie britannique en Palestine au détriment de la France. Tous les membres du Cabinet, lord Balfour en tête, n'étaient cependant pas en faveur d'un mandat britannique sur la Palestine, auquel à cette date ils préféraient un mandat international, voire un condominium franco-britannique. Converti depuis sa rencontre en février 1917 avec Weizmann et Sokolov à l'idée d'une Palestine juive sous domination britannique, Mark Sykes allait faire de ce projet son cheval de bataille dans ses nouvelles fonctions de secrétaire au War Office. Ce qui signifiait, de son point de vue, la mise en veilleuse des dispositions de l'accord Sykes-Picot favorables à la France et la conquête de la Palestine par la seule armée britannique.

Pendant ce temps, inquiets de la stabilisation du front de l'Ouest après la bataille de la Somme et du comportement catastrophique des forces russes face à l'armée allemande à l'Est, Anglais et Français étaient impatients d'attirer les États-Unis dans la guerre. Considérant

comme une certitude la très grande influence des Juifs américains sur la Maison-Blanche et le Congrès, les uns comme les autres voulurent mobiliser l'opinion juive américaine à leurs côtés. C'était d'autant plus urgent que Londres, Paris et même Petrograd comptaient énormément sur les banques juives de New York pour financer leur effort de guerre. Or, c'est un fait : les Juifs américains refusaient tout soutien à la Triple Entente à cause de la Russie et de son antisémitisme pathologique. Leurs sympathies allaient naturellement vers les puissances centrales dont beaucoup de dirigeants du judaïsme américain étaient originaires. S'alignant dans l'ensemble sur la politique de neutralité de leur gouvernement, ils étaient en outre très reconnaissants à l'Allemagne et à l'Autriche pour leurs multiples interventions en faveur des Juifs de Palestine.

En tout état de cause, les premiers à avoir pris conscience, dès l'été 1915, de l'importance du facteur juif furent les Français qui, à la suite des conseils pressants de l'ambassadeur Jean Jusserand, envoyèrent en mission de propagande aux États-Unis et au Canada deux sympathisants notoires du mouvement sioniste : Victor Basch et Nahoum Slousch. Ils en revinrent avec la conviction que la France devait prendre les devants sur la question de la Palestine en reconnaissant aux Juifs le droit de créer leur État sur une partie de ce territoire. Cette revendication, expliquait Slousch au Quai d'Orsay, « est devenue aujourd'hui celle de la majorité des Juifs d'Amérique ». Et un appui de Paris à la réalisation de ce projet serait apprécié par la « grande majorité de la population juive du monde » comme « un acte de justice et de générosité digne de la France ».

Mais, à l'époque plus qu'en 1916 ou 1917, la France refusait de voir dans le sionisme un mouvement national pouvant avoir des revendications à caractère territorial. C'était l'état d'esprit qui régnait toujours à Paris lors du voyage qu'y effectua Sokolov en avril 1917, à cette différence qu'en plus des inquiétudes suscitées par le judaïsme américain, le Quai d'Orsay, tout comme le Foreign Office, était désormais soucieux de l'attitude des Juifs de Russie. Ceux-ci, pensait-on, avaient une position prépondérante dans le gouvernement Kerenski issu de la révolution de février-mars 1917 qui avait mis fin au régime des tsars. Or il était à craindre que les nouvelles autorités russes ne donnent pas l'ordre à l'armée de poursuivre la guerre. Ce qui fut effectivement le cas après la signature par Lénine et les bolcheviks du traité de Brest-Litovsk, le 3 mars 1918. Entre-temps, l'entrée en guerre des États-Unis, le 2 avril 1917, aux côtés des Alliés n'avait pas entièrement calmé les esprits, ni à Paris ni à Londres, car le président Woodrow Wilson s'était longtemps fait prier avant de jeter sa puissante armée dans la mêlée.

C'est dans ce nouveau contexte international que Nahum Sokolov

arriva à Paris pour exposer au gouvernement français la nouvelle orientation probritannique du mouvement sioniste. Suivant les conseils de Mark Sykes, il commença par s'entretenir avec Georges-Picot, au Quai d'Orsay, auquel il laissa entendre que le mouvement sioniste désirait que l'Angleterre, et non la France, fût la « puissance protectrice » de la Palestine. Le diplomate français raconta ensuite⁷ :

Je ne pus cacher à mon interlocuteur qu'une telle solution devait être écartée dès l'abord ; contraire aux ententes récemment établies, elle soulèverait en France une émotion, dans l'opinion publique, qui ferait échouer tout le projet. Il importait donc au plus haut point à son succès de laisser aux puissances intéressées le soin de régler la question.

Cet échange assez vif n'empêcha pas Sokolov de poursuivre ses conversations avec les plus hauts responsables du Quai d'Orsay. Elles se déroulèrent si bien qu'il fut prié de télégraphier, à partir du Quai d'Orsay, aux dirigeants sionistes russes et américains pour leur annoncer que des résultats favorables à la cause sioniste avaient été obtenus lors de ses négociations de Paris. Très accaparée par la situation sur le front des Ardennes, la France se souciait en effet davantage du maintien de la Russie dans la guerre que du jeu cynique des Anglais, qui voulaient l'écarter de la scène palestinienne en se faisant épauler aussi bien par les Arabes que par les Juifs. Quel intérêt, demandait-on à Paris, y aurait-il à s'opposer aux sionistes et à risquer de les avoir un jour comme des « ennemis irréductibles » aux portes de la Syrie ? Les sionistes pouvaient devenir gênants dans le futur, mais les Juifs étaient utiles dans la guerre à l'heure présente.

Sokolov fut utilisé ensuite par la France pour sonder les intentions italiennes, puisque Rome revendiquait également la protection des Lieux saints. Il y trouva le terrain savamment défriché par Sykes, qui l'avait précédé de quelques jours dans la capitale italienne. Fortement appuyé par les chefs de la communauté juive locale, il fut reçu non seulement par le président du Conseil Boselli, mais aussi par le pape Benoît XV qui se montra plus avenant à son égard que ne l'avait été Pie X à l'égard de Herzl en 1904. N'allant peut-être pas au fond de la pensée de ses interlocuteurs, Sokolov eut l'impression que ni l'Italie ni le Vatican ne s'opposeraient à la réalisation du projet sioniste. Quant à Boselli, qui venait tout juste de rentrer de la conférence de Saint-Jean-de-Maurienne qui avait réaffirmé le principe de l'internationalisation de la Palestine, il ne prêta qu'une oreille distraite aux propos de Sokolov selon lesquels les sionistes étaient favorables à l'octroi de la Palestine à la Grande-Bretagne, ce que le dirigeant sioniste, en connaissance de cause, s'était

bien gardé de déclarer ouvertement à Paris.

Quoi qu'il en soit, les échos parvenus au Quai d'Orsay de la visite de Sokolov à Rome furent jugés suffisamment positifs pour l'inviter à repasser par Paris à son retour d'Italie. Sa visite était d'autant plus souhaitable que l'on venait d'apprendre au ministère des Affaires étrangères qu'il était attendu le 6 juin à Petrograd pour assister à la conférence des sionistes de Russie. Reçu le 25 mai 1917 par le ministre des Affaires étrangères, Alexandre Ribot, Sokolov se vit remettre quelques jours plus tard, par le secrétaire général du Quai d'Orsay Jules Cambon, une déclaration officielle dans laquelle la France s'engageait à « aider à la renaissance par la protection des puissances alliées de la nationalité juive sur cette terre d'où le peuple d'Israël a été chassé, il y a tant de siècles ». Une promesse pour le moins inattendue de la part de la diplomatie française, qui ne s'était jamais intéressée sérieusement au sionisme ni à ses ambitions politiques⁸.

Sokolov, qui, pour des raisons techniques, ne put se rendre en Russie, ne se trompa pas en notant l'importance exceptionnelle de la déclaration française car, même si personne ne devait plus la citer par la suite hormis les sionistes français, elle allait être judicieusement utilisée quelques mois plus tard par lord Balfour lorsqu'il lui faudrait conjurer les dernières oppositions du Cabinet britannique – celles de lord Curzon et d'Edwin Montagu notamment – à la création d'un Foyer national juif en Palestine. Reportée à plusieurs reprises – entre autres, dans l'attente de la réaction du président Wilson –, la décision fut prise le 31 octobre et communiquée le jour même à Weizmann qui attendait nerveusement dans un bureau, à proximité de la salle de réunion du cabinet de guerre. « Monsieur Weizmann, c'est un garçon », lui annonça Mark Sykes, le visage rayonnant. « Ce n'est pas cet enfant-là que j'attendais », devait écrire, désabusé, trente ans plus tard le vieux chef sioniste⁹. Présentée comme une « déclaration de sympathie à l'égard des aspirations sionistes juives », la déclaration Balfour fut remise le 2 novembre 1917 non pas à Weizmann lui-même comme il l'espérait, mais à Lionel de Rothschild, de la branche anglaise des Rothschild, venue au sionisme tardivement, durant la guerre :

Le gouvernement de Sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif et emploiera tous ses efforts pour faciliter la réalisation de cet objectif, étant clairement entendu que rien ne sera fait qui puisse porter atteinte aux droits civils et religieux des communautés non juives existant en Palestine, soit aux droits et au statut dont les Juifs disposent dans tout autre pays.

Une déclaration historique aux termes cependant très flous quant à la nature exacte du « foyer national », à son étendue territoriale et à ses prérogatives futures, sans parler du statut des « communautés non juives », euphémisme plutôt vexant pour la majorité arabe qui voyait des étrangers décider de son sort sans même lui demander son avis. Malgré ses imprécisions, ou à cause d'elles, la déclaration Balfour allait néanmoins changer la face du Proche-Orient et marquer pour toujours l'histoire des relations entre Juifs et Arabes.

Toutefois, à lire les explications fournies ultérieurement par Lloyd George, ce qui détermina le gouvernement britannique à faire cette déclaration qui se voulait un geste diplomatique servant avant tout les intérêts britanniques, ce ne fut pas seulement les sympathies pro-sionistes des principaux membres du Cabinet ni le charisme de Chaim Weizmann et son anglophilie à toute épreuve ou encore sa contribution personnelle à l'effort de guerre britannique. Il s'agissait plutôt de motivations que l'on pourrait qualifier sans se tromper d'antisémites, fondées qu'elles étaient sur le mythe de la puissance occulte des Juifs et de la banque juive dans la vie politique américaine¹⁰ :

La Roumanie avait été écrasée. L'armée russe était démoralisée. L'armée française était incapable, à l'époque, de prendre l'offensive sur une grande échelle. Les Italiens venaient de subir une grande défaite à Caporetto. Des millions de tonnages de bateaux anglais avaient été coulés par les sous-marins allemands. Aucune division américaine ne pouvait encore être envoyée dans les tranchées. On était convaincu que, dans cette situation critique, la sympathie des Juifs ou son contraire serait d'un poids considérable dans l'un ou l'autre sens pour la cause des Alliés. En particulier, la sympathie des Juifs confirmerait le soutien apporté par les Juifs d'Amérique et rendrait plus difficiles à l'Allemagne la réduction de ses charges militaires aussi bien que l'amélioration de sa situation économique sur le front oriental.

Rendue publique le 9 novembre, le lendemain même de la révolution communiste en Russie, la déclaration Balfour suscita une vague d'enthousiasme extraordinaire dans le monde juif, où l'on se prit à la comparer à la proclamation de Cyrus qui autorisa les Juifs de Babylone à retourner en Judée pour y reconstruire le Temple. Sur le plan militaire, elle coïncida presque jour pour jour avec la conquête de Gaza puis de Beersheba par le corps expéditionnaire britannique commandé depuis juin par le général Edmund Allenby. Six semaines plus tard, le 9 décembre 1917, le général entra victorieux dans

Jérusalem à la tête d'une armée qui, depuis son départ de la frontière égyptienne, avait eu près de 20 000 morts et blessés. « Un beau cadeau de Noël pour la Chrétienté », écrivit Lloyd George au général Allenby, premier conquérant chrétien de Jérusalem depuis le temps des Croisés. Et, pendant que les cloches de Westminster sonnaient à Londres pour marquer l'événement, les Juifs de Jérusalem y voyaient un nouveau « miracle » de *Hanoukka*. Par un curieux hasard du calendrier, ils allumaient ce soir-là, comme l'ensemble de leurs coreligionnaires du monde entier, la première lumière de cette fête commémorant la libération par les Hasmonéens, en 164 av. J.-C., du Temple de Jérusalem du joug des Grecs séleucides.

Le général Allenby à Jérusalem

Le Foreign Office avait demandé à Allenby d'éviter toute manifestation grandiose et toute référence à la conquête ancienne de Jérusalem par les Croisés. Suivant ces recommandations, le général franchit la porte de Jaffa à pied, et non à cheval comme il s'apprêtait à le faire, accompagné des consuls anglais, français et italien, et sous le regard des représentants des trois religions, avant d'être accueilli par le maire qui présenta, plus d'une fois ce jour-là, l'acte de reddition de sa ville. « Confus du triomphe », comme il en témoigna plus tard, Allenby avait tenu à avoir à ses côtés Lawrence d'Arabie qui, quelques semaines auparavant, avait subi le plus terrible traumatisme de sa vie. Seul, en mission de reconnaissance derrière les lignes turques, il avait été capturé et fait prisonnier par le gouverneur de Dara en Syrie, Hajim Bey, qui avec ses hommes lui avait fait subir les pires outrages avant de le laisser s'enfuir¹¹.

La guerre n'était pas finie. Toujours partiellement occupée par les Turcs qui avaient concentré leurs forces en Galilée et sur la frontière syrienne, une Palestine nouvelle était néanmoins en train de naître sous les auspices de la Couronne britannique. Il lui fallut trois années supplémentaires de tâtonnements, de batailles militaires et de conciliabules internationaux avant d'y installer définitivement son administration civile, laissée entre-temps aux mains de l'armée qui, de notoriété publique, n'avait guère apprécié la déclaration Balfour et les engagements envers les Juifs qu'elle contenait.

En tout état de cause, les villes tombées aux mains des Anglais – Jérusalem, Jaffa et Tel-Aviv notamment – offraient un spectacle affligeant de misère et de désordre sans nom : services de voirie paralysés ; rues bondées de blessés, d'enfants à la recherche de leurs parents et de passants en quête de nourriture ; hôpitaux pleins à craquer de malades victimes d'épidémies diverses ; pénurie de médicaments, de pain et de bois de chauffage ; marchés aux étalages vides ; écoles, banques et services postaux fermés, etc.¹². Faisant preuve d'un zèle remarquable, les militaires anglais rendirent en un temps record Jérusalem plus viable : remise en état des services municipaux d'hygiène et de santé ; distribution d'eau potable et

désengorgement des établissements hospitaliers ; réouverture des écoles et des banques, déblaiement des rues et nettoyage des échoppes ; remplacement de la monnaie turque par la livre égyptienne puis, à partir de 1921, par la livre sterling ; amélioration de l'éclairage des grandes artères ; meilleur approvisionnement en fruits et légumes des marchés publics ; et déménagement des maisons closes dans un quartier réservé, sur l'ordre du sous-préfet Geoffrey Sebag-Montefiore, petit-neveu de Moses Montefiore. Enfin, on ouvrit un conservatoire de musique, un club d'échecs et une chorale de religieuses russes dans la Ville sainte qui, sur décision personnelle du gouverneur militaire Ronald Storrs – le « plus brillant Anglais du Proche-Orient », disait de lui son ami Lawrence d'Arabie¹³ –, avait désormais ses rues Saladin et Soliman-le-Magnifique ou encore son impasse Tancred et sa place Allenby. Fin mélomane et grand érudit, Storrs s'amusait à citer Ponce Pilate parmi les gouverneurs qui l'avaient précédé à Jérusalem¹⁴.

Mais, pendant que les nouvelles autorités militaires effectuaient leurs premiers pas, le projet conçu par Vladimir Jabotinsky et Pinhas Rutenberg (1879-1942) d'une **Légion juive** dans le cadre de l'armée britannique revint de nouveau sur le tapis, cette fois avec beaucoup plus de chances de succès qu'au début de la guerre. Arguant du fait qu'une participation militaire juive à la conquête du nord du pays justifierait la présence d'une délégation sioniste à la future conférence de paix, même ceux qui s'y opposaient auparavant par crainte de représailles turques se rangèrent finalement aux côtés de Chaim Weizmann pour appuyer l'initiative. À l'exemple de David Ben Gourion, Itzhak Ben-Zvi et Berl Katznelson, qui s'y portèrent volontaires tout comme des dizaines de lycéens de Tel-Aviv conduits par Dov Hoz et Eliahou Golomb, quelque 5 000 recrues en tout, venues pour la plupart des États-Unis, d'Angleterre et du Canada, arrivèrent. S'y ajoutèrent d'anciens soldats juifs de l'armée turque qui, après une longue période d'entraînement en Angleterre ou en Égypte, furent incorporés dans trois bataillons « judéens » arborant un badge spécial, un chandelier à sept branches sur lequel était inscrit en hébreu « *Kadima* » (« En avant »). Ayant peu confiance en leur loyauté, leurs officiers anglais, qui désiraient s'en débarrasser au plus vite, évitèrent de les faire participer aux derniers combats contre l'armée turque au nord de la Palestine. Ils leur assignèrent, durant l'été 1919, des missions moins glorieuses, comme de mater les manifestations antibritanniques du Caire et d'Alexandrie. Ce que les soldats juifs refusèrent de faire, au risque de passer devant une cour martiale. En mai 1921, ils intervinrent de leur propre initiative pour stopper les émeutiers arabes contre les quartiers juifs de Jaffa. Cela accéléra la dissolution définitive de leurs unités, malgré les protestations des instances sionistes qui souhaitaient leur maintien en activité. Elles y

voyaient, non sans raison, le noyau de la future armée du Foyer national juif, encore très abstrait¹⁵.

À cette date, la « Commission sioniste » (ou Comité des délégations juives), envoyée en Palestine par le gouvernement de Sa Majesté pour concrétiser les promesses contenues implicitement dans la déclaration Balfour, avait achevé sa mission. Présidée par Chaim Weizmann, qui avait été reçu par George V avant son départ de Londres, elle était composée de personnalités sans beaucoup de points communs. Parmi elles se trouvaient un antisioniste virulent, le Français Sylvain Lévi, imposé par le baron de Rothschild et le Quai d'Orsay, et qui avait mis un certain temps avant de reconnaître la déclaration Balfour¹⁶. Il y avait aussi un psychanalyste disciple de Freud et proche d'Israël Zangwill : le docteur David Eder, qui assura l'intérim de Weizmann durant ses fréquents allers-retours entre Jérusalem et Londres. À leurs côtés, deux Italiens dont un officier du renseignement militaire, le commandant de vaisseau Angelo Levi-Bianchini, deux barons, un Rothschild distant et peu bavard, James, et un fidèle parmi les fidèles du président de la Commission, lord Israel Sieff. En étaient membres également deux ressortissants du *Yishouv*, le très anglophile agronome Aaron Aaronsohn et le banquier Zalman David Levontin de l'Anglo-Palestine Company, ainsi qu'un représentant de la JCA, Jules Rosensheik, et l'ancien chef de file des « antiougandais », le Russe Menahem Ussishkin, qui ne parlait que yiddish et hébreu, sans oublier Vladimir Ze'ev Jabotinsky, arborant son uniforme et ses galons de lieutenant de la Légion juive, qui participait de temps à autre aux réunions. Enfin, fermant le ban, le major William Ormsby-Gore, qui faisait fonction d'officier de liaison auprès des autorités militaires. Restés pendant quelque temps à l'écart, les sionistes américains organisèrent l'envoi en Palestine de secours en argent et d'une unité médicale sous le patronage du Joint et de l'organisation féminine sioniste américaine Hadassa.

L'entrevue Weizmann-Faysal

Faisant escale le 20 mars 1918 à Alexandrie, Weizmann et sa commission furent reçus avec tous les honneurs par le haut-commissaire Reginald Wingate, qui eut vite fait de les informer des premiers remous provoqués par la déclaration Balfour au sein de l'opinion arabe. Sans attendre, Weizmann accepta de rencontrer au Caire des journalistes locaux et des représentants palestiniens réfugiés en Égypte, auxquels il expliqua que la Commission sioniste n'avait aucune intention de mettre en place un gouvernement juif après la guerre ni de placer sous son contrôle les Lieux saints chrétiens et musulmans en Palestine. Il tint le même discours lénifiant, quelques semaines plus tard, dans les environs d'Aqaba, à l'émir Faysal, lui faisant miroiter l'aide financière que ses « amis américains » pourraient lui garantir pour réaliser ses projets. D'ailleurs, grâce au futur juge de la Cour suprême américaine Felix Frankfurter, une rencontre avec le président Wilson lui fut organisée après une nouvelle entrevue avec Weizmann, et l'accord signé entre les deux à Londres le 3 janvier 1919 au sujet des droits respectifs « des peuples arabes et juif » sur le « Royaume arabe » et la Palestine. Un accord rempli de bons sentiments de part et d'autre, mais « qui ne vaut pas le papier sur lequel il a été rédigé », télégraphia le même jour un officiel britannique à lord Curzon¹⁷, successeur de Balfour au Foreign Office. Ignorant les Arabes palestiniens, Weizmann et tous les sionistes, à l'exception notoire d'Ahad Ha'am, croyaient se tirer d'affaire en se fiant aux seuls dirigeants des pays voisins. Ils considéraient, à l'époque, comme inexistant le mouvement national palestinien ou le tenaient, au mieux, pour une excroissance négligeable du panarabisme syrien, voire une fabrication artificielle de l'impérialisme français et de ses soutiens chrétiens, dans le seul but de nuire à la Grande-Bretagne et à ses alliés sionistes. Par-dessus tout, ce qui importait à Weizmann, ce n'était pas de parvenir à un arrangement avec les Arabes, mais de faire admettre aux Anglais que leurs intérêts étaient similaires à ceux des sionistes. Sur le fond, il pensait qu'il y avait place pour les deux peuples, juif et arabe, de part et d'autre du Jourdain et qu'au moyen du développement économique de la Palestine, grâce

notamment à l'apport de capitaux juifs, les Arabes finiraient par trouver leur compte dans la cohabitation avec les Juifs. Ces derniers, grâce à l'immigration et à l'action conjuguée du gouvernement britannique et du monde juif, deviendraient, dans un délai raisonnable, majoritaires dans le pays. Une vision pour le moins optimiste aux yeux des militants vivant sur place qui, eux, avaient une tout autre opinion sur le sujet : le problème judéo-arabe est insoluble, clamait déjà en 1919 David Ben Gourion. C'est un problème national : Juifs et Arabes se disputent la même terre pour y bâtir leur futur État national. Le futur Premier ministre israélien rétorquait à ses camarades socialistes qui réclamaient une plus grande insertion dans la population arabe du pays : « Quel Arabe accepterait-il que la Palestine devienne juive, même si les Juifs y apprennent l'arabe... et que m'importe, à moi, d'apprendre l'arabe [...] ou que Mustafa apprenne l'hébreu¹⁸ ? »

Arrivé le 2 avril 1918 en Palestine, Weizmann n'ignorait pas que plusieurs ministres, dont lord Balfour, lord Milner et Austen Chamberlain, n'étaient pas favorables à l'établissement d'un protectorat britannique sur le pays. Il ne mit pas longtemps à s'apercevoir de l'état d'esprit plutôt hostile à la déclaration Balfour, et aux Juifs en général, qui régnait dans l'entourage du général Allenby. À la vérité, les sionistes, par mysticisme chrétien, ne manquaient pas non plus parmi ses officiers, à l'image du colonel Whyndham Deedes, le chef du renseignement militaire, qui se lia immédiatement d'amitié avec Weizmann. Mais ce qui dérangerait plus que tout le dirigeant sioniste fut le refus obstiné des autorités militaires d'apporter le moindre changement aux règlements relatifs à l'achat de terres et à l'immigration juive laissés par les Turcs. Ainsi la Commission fut-elle empêchée d'engager des négociations avec les autorités religieuses musulmanes sur l'acquisition du mur des Lamentations et sur celle du terrain y attenant qui appartenait à un **'waqf** maghrébin. Les Anglais ne s'opposèrent pas, en revanche, au rachat de la propriété de l'Anglais John Gray-Hill sur le mont Scopus, où fut célébrée en grande pompe, le 24 juillet 1918, la pose de la première pierre de l'université de Jérusalem : un centre de culture nationale, voire un troisième Temple « séculier » pour certains, dont l'édification avait été envisagée dès le premier congrès sioniste et à laquelle Weizmann s'était consacré de toutes ses forces depuis 1904. Plus de 6 000 personnes assistèrent à la cérémonie, qui se termina aux sons du *God Save the King* et de la *Hatikva*, en présence du général Allenby et des autorités religieuses de Jérusalem, dont le mufti Kamil Husseini, qui avait eu bien du mal à cacher son irritation.

En plus de ce succès éminemment symbolique, les sionistes obtinrent des Britanniques la reconnaissance de l'hébreu en tant que

langue officielle, aux côtés de l'anglais et de l'arabe, du moins dans les localités où plus de 20 % de la population était juive. Ils ne purent cependant, comme le souhaitait la Commission, obtenir le droit d'émettre des billets de banque ni d'accroître de façon significative le nombre d'agents juifs dans la police urbaine. Leurs efforts furent en revanche entièrement couronnés de succès dans le domaine éducatif puisque, avant même l'instauration du Mandat, l'autonomie pédagogique et administrative de l'enseignement laïque hébraïque était devenue une réalité.

Tous ces changements ne manquèrent pas d'inquiéter la population arabe palestinienne, qui attendit néanmoins la défaite finale des soldats turcs à Meggido, dans le nord du pays, pour protester publiquement contre le projet d'un Foyer national juif en Palestine. Elle pensait, non sans raison, que tout n'était pas perdu, surtout que nombreux étaient les officiers de l'entourage d'Allenby qui estimaient que leurs politiciens avaient commis une erreur gravissime en favorisant la minorité juive au détriment de la majorité arabe. En outre, en réponse aux pressions exercées par le président des États-Unis Wilson et ses fameux « Quatorze Principes », la France et la Grande-Bretagne acceptèrent de publier, le 7 novembre 1918, une déclaration commune affirmant que leur but était l'« affranchissement complet et définitif » des peuples d'Orient et l'établissement « en Syrie et en Mésopotamie » de gouvernements « nationaux » puisant leur autorité « dans le libre choix des populations indigènes ». Se déclarant aussitôt « Syriens du Sud », les nationalistes palestiniens crurent pouvoir mettre ainsi en échec les visées sionistes sur la Palestine.

Les Arabes de Palestine et la déclaration Balfour

C'est le moment que choisirent les comités islamo-chrétiens pour faire parler d'eux, d'abord à Jaffa et à Jérusalem, puis dans les autres grandes villes du pays. Ce qui n'était pas pour déplaire au colonel Ronald Storrs, le gouverneur militaire de Jérusalem, qui fit un excellent accueil à leurs délégués, allant même jusqu'à leur conseiller de manifester dans les rues contre le sionisme¹⁹. Remplissant le vide laissé par la chute de l'Empire ottoman et l'affaiblissement des notables qui lui étaient attachés, les comités islamo-chrétiens étaient composés de personnalités religieuses musulmanes de premier plan et des principaux dignitaires des Églises chrétiennes, ainsi que de représentants des grandes familles citadines. Cela leur conférait une grande notoriété publique et assurait à leurs prises de position une audience bien plus large que celle des deux cercles politico-culturels *al-Nadi al-'Arabi* (le « Club arabe ») et *al-Muntada al-Adabi* (le « Club littéraire »), établis à Damas et qui, de facture plus jeune et moins traditionnelle, se préoccupaient surtout des liens de la Palestine avec la Syrie. C'est la raison pour laquelle la Conférence de paix de Paris leur préféra les comités islamo-chrétiens, qu'elle convia à prendre part aux discussions sur l'avenir de la Palestine. Réunis en congrès préparatoire le 1^{er} février 1919 à Jérusalem, les comités eurent ainsi l'occasion de définir les points principaux du rejet arabe du sionisme, appelés à faire florès au cours des années suivantes :

- La Palestine ou, plus exactement, la Syrie du Sud n'est pas le berceau des Juifs qui y vécurent pendant une brève période seulement, alors que les Arabes qui descendent des Cananéens de la Bible se trouvaient sur place longtemps avant eux et bien avant la conquête islamique.

- Les Juifs ne possèdent pas de Lieux saints en Palestine comparables à ceux des musulmans et des chrétiens. Ils n'ont aucune capacité à gouverner, et leur époque en Palestine fut une époque sanguinaire, de troubles et de révoltes, au cours

de laquelle « ils ont tué des gens et des prophètes ».

– Les Juifs ne forment pas un peuple, mais seulement une religion qui a ses adeptes dans le monde entier, de même qu'il existe une religion islamique qui comprend des musulmans d'Asie et des pays arabes, et une religion chrétienne qui comprend les chrétiens des cinq continents.

– Enfin, étant donné leur nombre, les sionistes ne représentent qu'une infime minorité de la population palestinienne : satisfaire leurs revendications, c'est léser les droits de la majorité, constituée par les musulmans et les chrétiens du pays²⁰.

Avec beaucoup d'hésitations, le congrès se déclara aussi en faveur de l'unité syro-palestinienne, à la grande satisfaction de la France. Cette dernière, pour mettre en difficulté sa rivale britannique auprès de l'opinion arabe, rappelait à tout moment les engagements pris par Londres en faveur des sionistes. Dépitée, les autorités britanniques réagirent aux résolutions du congrès de Jérusalem en interdisant aux comités islamo-chrétiens de se rendre à Paris. Ceux-ci eurent cependant l'occasion d'exposer leur point de vue aux membres américains de la commission King-Crane, dépêchés en juin 1919 en Palestine après la décision de la Conférence de paix de placer sous mandat les anciens territoires arabes de l'Empire ottoman. Les avis étaient déjà partagés : en dehors de la condamnation unanime de la déclaration Balfour, les musulmans demandaient la reconnaissance de l'indépendance de la Palestine en tant que « partie inséparable de la Syrie », les grecs-orthodoxes de Jaffa et de Jérusalem étaient pour un protectorat britannique, et les catholiques pour un protectorat français. De fait, comme elle l'indiqua dans son rapport final qui ne fut jamais publié, la Commission avait constaté que la majorité des Palestiniens auraient voulu que les États-Unis fussent désignés comme la puissance mandataire du pays²¹.

Plus tenace que jamais, l'opposition au sionisme demeurerait, dans une large mesure, le seul point de convergence entre les différentes composantes de la société arabo-palestinienne. Elle fut déterminante, en tout cas, dans le processus d'arabisation des principales communautés chrétiennes du pays. Elle le fut tout particulièrement pour les grecs-orthodoxes qui étaient divisés entre deux tendances : d'un côté, le patriarche et ses évêques, qui désiraient remplacer l'ancienne protection consulaire russe, tombée en désuétude depuis la révolution d'Octobre, par des liens d'amitié avec les nouvelles autorités britanniques ; de l'autre, les jeunes intellectuels de l'association *al-Nahda al-Urthuduksiyyah* (« Le Renouveau orthodoxe ») dont Khalil Sakakini était l'un des principaux meneurs. Ceux-ci étaient

entièrement voués à la cause panarabe et supportaient mal, par ailleurs, les lucratives transactions foncières effectuées par le patriarcat avec les instances sionistes, en dépit de toutes ses vitupérations contre la déclaration Balfour.

La tension fut à son comble en mars 1920 après la proclamation par le Congrès nationaliste syrien de l'émir Faysal roi de toute la Syrie. Des manifestations à caractère antisioniste furent organisées immédiatement par les associations panarabes dans toutes les villes de Palestine, à quelques jours des fêtes religieuses de Pâques et *Pessah* et du pèlerinage musulman de Nabi Moussa, qui tombait le 4 avril 1920 cette année-là. Auparavant, un grave incident entre Juifs et musulmans avait eu lieu, le 1^{er} mars, dans le village de Tel-Haï en Haute-Galilée, à la suite de l'incursion de guerriers arabes à la recherche, semble-t-il, de soldats français infiltrés au Sud-Liban. Des coups de feu furent tirés, ce qui alarma leurs voisins de Kfar Guil'adi, qui accoururent à leur secours avec, à leur tête, le déjà très célèbre héros manchot de la guerre russo-japonaise, Joseph Trumpeldor (1880-1920), qui prit aussitôt le commandement des opérations. Les échanges de tirs redoublèrent d'intensité. Touché au ventre, Trumpeldor succomba à ses blessures en prononçant ces mots devenus mythiques dans la saga sioniste : « Qu'il est bon de mourir pour son pays ! » Cinq autres de ses compagnons d'armes, dont deux jeunes femmes, furent tués. Tel-Haï devint dès lors le premier lieu de mémoire de la Palestine juive. Encensé par la gauche sioniste à laquelle Trumpeldor avait appartenu mais à laquelle il avait réclamé, en tant que dirigeant du *Hehaloutz*, une orientation plus socialiste, c'est à Berl Katznelson des *Po'alei Zion* qu'il échut de prononcer l'éloge funèbre de Trumpeldor et de ses compagnons :

Que le peuple d'Israël se souvienne des âmes pures de ses fils et de ses filles, fidèles et braves combattants, hommes de travail et de paix, laboureurs derrière leur charrue qui sacrifièrent leur vie pour l'honneur d'Israël et par amour d'Israël. Que le peuple d'Israël se souvienne de ces jeunes. Qu'il n'accepte ni ne se console de leur mort jusqu'au jour où le peuple d'Israël reviendra délivrer sa terre confisquée...

Quatre semaines plus tard, ce furent les émeutes de Nabi Moussa qui ensanglantèrent pendant trois jours, du dimanche 4 avril au mardi 6 mars, Jérusalem. Elles débutèrent par une immense manifestation devant la mairie, à laquelle participèrent près de 70 000 personnes venues de toutes les villes du pays, dont Hébron et Naplouse. Des portraits de Faysal furent brandis par le jeune Al-Hajj Amin al-Husseini devant une foule criant « Indépendance, indépendance. La

Palestine est notre terre, les Juifs sont nos chiens », et déjà galvanisée par les discours explosifs du maire Moussa Kazem al-Husseini et du rédacteur du quotidien *Suriya al-Janubiyya*, 'Arif al-'Arif. Au même moment, un groupe de manifestants se répandait dans les ruelles du quartier juif de la vieille ville, s'attaquant aux passants et pillant maisons et magasins. Prévenues longtemps à l'avance par Weizmann et l'ensemble des responsables juifs, les autorités britanniques firent montre d'une passivité et d'une incompétence sans bornes, aggravées par l'inaction des policiers arabes qui laissèrent faire les émeutiers sans réagir.

Au cours des semaines précédentes, quelques centaines de Juifs avaient bel et bien commencé à s'organiser en groupes d'autodéfense avec l'aide d'anciens soldats de la Légion juive et sous la houlette de Jabotinsky. Mais lorsqu'au matin du 4 avril celui-ci se rendit, accompagné de Pinhas Rutenberg, chez Ronald Storrs qui le connaissait très bien et même l'appréciait, pour lui demander l'autorisation d'assurer la protection du quartier juif par ses propres hommes, le gouverneur refusa tout net, l'obligeant, ainsi que son compagnon, à lui remettre leurs revolvers et même à lui dévoiler leurs caches d'armes sous peine d'emprisonnement. La situation ne cessa de se dégrader pendant les deux jours suivants, les Juifs craignant de se faire exterminer jusqu'au dernier : maisons brûlées, magasins pillés, synagogues attaquées, jeunes filles violées, pendant que des partisans de Jabotinsky, cachant leurs armes sous des blouses d'ambulanciers, pénétraient subrepticement dans le quartier juif de la vieille ville pour défendre ses habitants. Bilan : 5 morts et 211 ou 216 blessés du côté juif, 4 morts et 23 blessés chez les Arabes, et 7 soldats britanniques blessés. « C'est un pogrom », déclara Menahem Ussishkin à Storrs, qui protesta contre l'emploi de ce terme. « Vous, colonel, êtes fort en matières administratives, moi je m'y connais mieux en pogroms », lui rétorqua le premier, qui venait d'arriver de Russie et qui, comme beaucoup de ses collègues, pensait que Storrs semait intentionnellement la zizanie entre Juifs et Arabes pour mieux contrôler le pays. Jabotinsky fut arrêté ainsi que 200 autres personnes, dont 33 Juifs. Il fut condamné à quinze ans de prison pour port illégal d'arme avant de voir sa peine réduite à un an. Le maire fut révoqué et remplacé par un membre de la famille rivale des Nashashibi, tandis que 'Arif al-'Arif et Al-Hajj Amin al-Husseini étaient jugés par contumace et condamnés à dix ans de prison.

Les conclusions de la commission militaire d'enquête chargée d'examiner la conduite des forces de l'ordre ne firent que confirmer l'impression générale quant à l'impéritie de Storrs et à sa responsabilité directe dans la dégradation de la situation. S'agissant des causes générales de l'émeute, les enquêteurs incriminèrent en

premier lieu, la déclaration Balfour et le comportement des sionistes depuis le départ des Turcs : Weizmann, un modéré, était dépassé par les événements, le mouvement sioniste étant tombé depuis 1917 sous l'emprise d'éléments extrémistes, imprégnés d'idées révolutionnaires « bolcheviques²² ». Un point de vue très répandu à l'époque, même chez les antisionistes juifs, comme l'indique ce commentaire du secrétaire général de l'Alliance israélite universelle, Jacques Bigard, à l'un de ses directeurs d'école²³ :

On ne peut pas ne pas être frappé par la similitude de situation morale que présente le bolchevisme avec le sionisme [...]. Ce qui est remarquable, c'est qu'à la tête de ces deux mouvements, on trouve les mêmes hommes : des Russes gonflés de science livresque et se croyant appelés à rénover le monde – l'astrologue qui se laisse choir dans le puits. Ce sont des bolcheviques qui mèneront demain le sionisme à l'abîme, comme ils ont mené la Russie à l'anarchie et à la folie collective. Le personnel russe qui est à la tête du sionisme, Sokolov, Weizmann, etc., est de la même mentalité que les Juifs qui font partie du gouvernement bolchevique. Ce personnel serait interchangeable.

Sylvain Lévi y revint en février 1919 lors du débat consacré à la Palestine par le Conseil suprême des Alliés avec la participation de Weizmann, Sokolov et Ussishkin. Soutenu par le baron Edmond de Rothschild, dont les relations avec Weizmann s'étaient nettement refroidies depuis quelque temps, le président de l'Alliance condamna fermement la création du Foyer national. Ses propos irritèrent à un point tel les membres de la délégation sioniste qu'ils refusèrent de lui serrer la main à la fin de la séance, Weizmann allant même jusqu'à le traiter publiquement de « traître²⁴ ».

Le 18 avril 1920, pendant que Juifs et Arabes de Jérusalem pansaient leurs blessures, les sionistes enregistraient une double victoire sur la scène internationale : conformément à leurs vœux depuis le déclenchement de la guerre, la conférence de San Remo accorda le mandat sur la Palestine à la Grande-Bretagne (et à la France celui sur la Syrie) et recommanda à la puissance mandataire de prendre les dispositions nécessaires à l'application de la déclaration Balfour. Dans la foulée, Lloyd George et lord Curzon, le nouveau secrétaire au Foreign Office, annoncèrent la fin du gouvernement militaire en Palestine et la nomination de l'ancien ministre Herbert Samuel aux fonctions de premier haut-commissaire à Jérusalem²⁵. « C'est la fin de nos tourments », écrivit Weizmann à Véra, son épouse²⁶, ne se doutant pas un seul instant que ce Juif pratiquant et

sioniste allait lui donner, ainsi qu'à ses camarades du *Yishouv*, beaucoup de fil à retordre au cours de ses cinq années de service à Jérusalem. Enfin, deux ans plus tard, la Société des Nations ratifia le mandat britannique sur la Palestine dans une résolution préconisant notamment la création d'une **Agence juive** chargée du développement du pays et la mise en œuvre par la puissance mandataire des conditions politiques, administratives et économiques nécessaires « de nature à assurer l'établissement du Foyer national pour le peuple juif ». L'Agence, qui devint aussitôt l'unique interlocutrice juive du haut-commissariat pour tout ce qui concernait l'immigration, l'achat de terres et la mise en valeur du *Yishouv*, s'arrogea du coup l'ensemble des prérogatives du bureau palestinien dirigé avant guerre par Arthur Ruppin.

Ainsi se termina le dernier chapitre de la Première Guerre mondiale en Palestine et au Proche-Orient. De son palais de Damas, d'où le général Gouraud allait le déloger en juillet 1920, le roi Faysal pouvait déjà observer comment le Royaume arabe, promis par MacMahon et Lawrence d'Arabie à son père, s'était fracassé, avant même d'avoir vu le jour, en plusieurs unités passant l'une après l'autre sous domination européenne. Tombée la dernière dans l'escarcelle britannique, la Transjordanie fut coupée *manu militari* de la Palestine et « offerte » généreusement par Churchill, en 1921, au frère de Faysal l'émir 'Abdallah, « un jeune écervelé qui ne sait que dépenser de l'argent en futilités », disait de lui un haut fonctionnaire anglais de Jérusalem à un collègue français²⁷. Il s'était emparé d'Aqaba, de Ma'an et d'Amman et menaçait d'étendre sa domination entre le Yarmouk et le lac de Tibériade, sur le Néguev et même sur la Syrie. Faysal lui-même fut intronisé roi d'Irak et de ses puits de pétrole, en guise de consolation pour la perte de la Syrie devenue française et amputée de toutes parts, contrairement aux clauses des accords Sykes-Picot dont il ne restait plus que des débris. Ruminant sa colère contre l'ingratitude de ses fils et la perfidie des Anglais, le vieux chérif Hussein, « un personnage bouffon, échappé des contes drolatiques des *Mille et Une Nuits*²⁸ », perdit peu après sa dernière carte, La Mecque, que les Ibn Saoud **wahhabites** lui ravirent sans coup férir en octobre 1924, devenant ainsi les maîtres incontestés du Hedjaz et de l'Arabie tout entière.

*1. Acronyme d'un verset biblique tiré du Livre de Samuel, I, XV, 29.

VIII

Promesses et désillusions : 1920-1932

Herbert Samuel arriva le 30 juin 1920 à la gare de Jérusalem, accueilli par une salve de dix-sept coups de canon. Raide dans son uniforme blanc et « aussi fermé aux passions qu'une huître », disait à son propos un officier de son cabinet, il s'autorisa une seule plaisanterie lors de son entrée en fonctions. En bas du document officiel lui remettant en mains propres « une Palestine complète et en bonne condition », il ajouta la mention : « Sauf erreurs et omissions ». Connaissant son passé, les Juifs lui réservèrent un accueil triomphal lorsque, le premier samedi après sa venue, il tint à parcourir à pied le long chemin conduisant de sa résidence d'Augusta Victoria, sur les hauteurs du mont des Oliviers, à la grande synagogue de la vieille ville où il récita la portion hebdomadaire du Livre des Prophètes (*Haftara*). Comme il fallait s'y attendre, les Arabes virent dans la nomination de cet ancien ministre juif et sioniste convaincu une provocation et une atteinte grave au caractère arabe de la Palestine. Ce qui ne surprit guère Samuel qui, à peine arrivé, fut informé que les comités islamo-chrétiens, revenus du rêve de la Grande Syrie, avaient décidé lors de leur congrès de Haïfa, en décembre 1920, d'imprimer une orientation exclusivement palestinienne à leur activité. Une mutation qu'ils concrétisèrent aussitôt par la création d'un Haut Comité musulman dirigé par Moussa Kazem al-Husseini et composé de représentants « de toutes les classes et de toutes les sensibilités religieuses », avec pour seuls objectifs l'abrogation de la déclaration Balfour et la lutte par tous les moyens contre l'immigration juive. Refusant de reconnaître cet organisme comme unique représentant de la population arabe, Samuel lui préféra le Haut Conseil musulman qu'il mit lui-même sur pied en 1921 et qui, en principe, ne devait s'occuper que de questions religieuses.

Auparavant, dans un geste d'apaisement, le haut-commissaire avait gracié les responsables principaux des émeutes de Nabi Moussa :

Vladimir Jabotinsky du côté juif, et 'Arif al-'Arif ainsi qu'Al-Hajj Amin al-Husseini du côté musulman. Ne s'arrêtant pas là, il nomma en mars 1921 le plus jeune fils des Husseini mufti de Jérusalem, avant de le hisser peu après à la tête du Haut Conseil musulman. Herbert Samuel ne pouvait deviner qu'il venait d'adouber l'homme qui allait devenir, en moins de dix ans, l'ennemi implacable des Juifs et des Anglais en Palestine.

Âgé de vingt-cinq ans, Al-Hajj Amin appartenait à l'une des trois grandes familles de notables – les deux autres étant les Nashashibi et les Khalidi – les plus respectables de Jérusalem. Personnages clés de l'administration ottomane et jouissant d'un grand prestige religieux dû à leur origine chérifienne de descendants du Prophète, les Husseini remplissaient depuis des générations les fonctions de mufti qui, avant d'être dévolues à Al-Hajj Amin, avaient été occupées d'abord par son père Tahir puis, à sa mort en 1908, par son frère aîné, Kamil, jusqu'en 1920. Doté d'une bonne éducation religieuse et laïque – il avait effectué une partie de sa scolarité dans une école gouvernementale turque ainsi qu'à l'école française des Frères –, Al-Hajj Amin fut admis en 1912 à l'Université islamique Al-Azhar ainsi qu'au département de littérature de l'Université d'Égypte au Caire où il fréquenta, par ailleurs, les cercles réformistes proches de Rashid Rida. Lorsque la guerre éclata, il s'engagea dans les rangs de l'armée turque, qu'il déserta en 1916 pour se joindre à la révolte arabe de l'émir Faysal, avant de retourner en 1918 à Jérusalem où il se distingua rapidement comme l'un des leaders les plus résolus du nationalisme arabo-palestinien¹.

Recul anglais et déception juive

Tout donne à penser qu'une fois sur place Herbert Samuel prit conscience de l'importance du facteur arabe. Il y fut d'autant plus sensible que le contexte international et régional n'était plus celui de 1917 ni même celui de 1919 : la France était écartée définitivement de la scène palestinienne, les Hachémites rétribués convenablement à Bagdad et à Amman pour leurs bons et loyaux services, tandis que le mouvement sioniste était plongé dans une grave crise financière qui l'empêchait de réaliser ses ambitions. Cela déçut énormément les Anglais qui comptaient sur les ressources propres du mouvement sioniste, et sur les capitaux juifs en général, pour redresser la Palestine et faire avancer l'édification du Foyer national. « C'est la faute aux Juifs américains », s'excusa Weizmann auprès d'Herbert Samuel qui, fidèle aux engagements initiaux de son gouvernement, était prêt à permettre l'entrée en Palestine de 16 500 familles juives. Mais, faute de moyens, l'Exécutif sioniste ne pouvait prendre à sa charge plus d'un millier d'immigrants. Finalement, 11 000 personnes seulement sur le quota consenti par le haut-commissaire purent entrer dans le pays jusqu'en mai 1921, ne remplissant aucun des critères sélectifs – âge, condition financière, situation professionnelle – voulus au départ par les instances sionistes². Weizmann en voulait tout particulièrement au juge Louis Brandeis : « Américain d'abord et sioniste quelques minutes par jour seulement », dit-il de lui à Samuel, avant de le faire écarter, en juin 1921, de la direction de l'organisation sioniste américaine³. C'est ainsi que, contrairement aux attentes britanniques, la Palestine ne croula pas sous le poids de l'argent juif ni ne fut « inondée » de Juifs après l'annonce de la déclaration Balfour – il fallut attendre 1922 pour que la population juive y retrouve son niveau d'avant guerre. Un double « échec » qui donna raison à ceux qui, à Londres, n'avaient jamais cru au bien-fondé de la politique de lord Balfour et de Lloyd George vis-à-vis du sionisme, ni aux chances de succès du Foyer national juif.

En outre, on était de moins en moins convaincu, dans la capitale britannique, de l'importance stratégique de la Palestine pour les intérêts du Royaume-Uni au Proche-Orient. Plus question, dans ces

conditions, de faire payer au contribuable britannique la moindre dépense pour le maintien dans l'Empire de ce territoire « inutile » et « sans valeur ». Non plus que du rachat, à des fins civiles, de la voie ferrée militaire Rafah-Haïfa laissée par Allenby ou du financement des travaux de construction du nouveau port de Haïfa voulu par Samuel. Moins encore, comme le souhaitait également le haut-commissaire, de l'utilité de tracer des routes desservant les colonies juives entre Petah Tikva et Tel-Aviv ou entre Rehovot, Rishon-LeZion et Ness-Siona.

Rappelé au Colonial Office, en 1921, avec les pleins pouvoirs sur les possessions britanniques au Proche-Orient, Winston Churchill n'aurait pas rechigné à abandonner la Palestine aux États-Unis. Il l'aurait fait d'autant plus volontiers que, en plus de l'« insolvabilité » du Foyer national qui n'avait pas attiré tous les capitaux juifs escomptés, on disait, dans son entourage, que le *Yishouv* était sérieusement atteint par le mal « judéo-bolchevique » : un soupçon de conspiration juive dans l'air du temps, depuis la divulgation en Europe des *Protocoles des sages de Sion*. Churchill croyait bel et bien en l'authenticité de ce faux célèbre. Mais il pensait toutefois que seul le sionisme pouvait empêcher les Juifs de devenir « une force du mal au service des communistes qui cherchent à détruire la civilisation occidentale⁴ ».

Churchill confirma en tout cas, point par point, la politique de Samuel lors de son voyage en Palestine en mars 1921. Aux Juifs qui lui réservèrent un accueil chaleureux à Tel-Aviv, le ministre laissa entendre que l'avenir du Foyer national juif dépendait autant de la politique du gouvernement britannique que de leur capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires à son édification. De fait, la politique britannique avait connu un net fléchissement depuis l'établissement du Mandat. Elle reposait désormais sur un « double engagement » : le maintien *a minima* des promesses contenues dans la déclaration Balfour, d'un côté, et la préservation des intérêts légitimes de la population arabe, de l'autre. Plus question de transformer le Foyer national juif en un État juif ni, moins encore, de permettre une immigration juive sans entraves, comme cela avait été le cas depuis 1919. Les candidats à l'immigration étaient désormais divisés en deux catégories : la première, assez libre, englobait les personnes « non dépendantes », professionnellement qualifiées ou disposant de moyens financiers suffisants ; la seconde, beaucoup plus réglementée, incluait les personnes dépendantes ou sans profession. En rapport avec le niveau de chômage dans le pays, le haut-commissariat décidait tous les six mois du nombre de visas à accorder à cette catégorie, mais leur délivrance était laissée à la discrétion de l'Agence juive qui, en principe, prenait à sa charge leur installation dans le pays.

Herbert Samuel était sincèrement persuadé de pouvoir

rapprocher les Juifs des Arabes grâce à une politique de justice et de progrès dans l'intérêt des deux communautés. Mettant quelque peu en sourdine ses convictions sionistes, il en vint à la conclusion que l'atténuation des tensions en Palestine passait par la réduction de l'immigration juive, de manière à ce qu'elle ne dépasse pas les capacités d'absorption du pays et que celles-ci augmentent en même temps que le développement du pays grâce aux investissements des Juifs du monde entier. Une idée qui déplut fortement à Weizmann, mais, faisant contre mauvaise fortune bon cœur, celui-ci était néanmoins reconnaissant à l'ancien ministre d'avoir régularisé le statut urbain de Tel-Aviv, favorisé son élargissement et permis la vente des terrains publics, ou appartenant à l'Église orthodoxe, à Jérusalem, sur lesquels furent érigés de nouveaux quartiers juifs, dont ceux de Talpiot, Rehavia, Beit-Hakerem, Kiryat-Moshe et 'Ir-Ganim, ainsi que les nouveaux centres commerciaux de la ville, Mamila et Ben-Yehouda. Samuel facilita également l'achat de vastes terres fertiles dans les vallées de Jezréel et de Beit Shean^{*1}, ainsi que la mise en chantier du réseau routier entre Jérusalem, Jéricho, Hébron et Jaffa, entre Haïfa et Nazareth et, enfin, entre Tibériade et Rosh Pina, qui permit à l'Agence juive d'y employer des centaines de pionniers au bord de la famine, sans emploi ni argent pour leur subsistance. À son actif, ajoutons également l'approbation des projets hydroélectriques grandioses de Pinhas Rutenberg, qui mirent certes beaucoup de temps à se concrétiser mais, en fin de compte, allaient assurer l'électrification d'une bonne partie du pays avant le début des années 1940.

Le parcours de cet ingénieur passionné et imprévisible qui, sous le nom de Piotr Moïseivitch, avait participé activement à la révolution de 1905 est étonnant. Membre du Parti socialiste-révolutionnaire de Russie et ancien élève de l'Institut technologique de Saint-Pétersbourg, Rutenberg était de la même trempe que plusieurs des compagnons juifs de Lénine pendant la révolution d'Octobre, avait dit de lui le grand écrivain russe Maxime Gorki à Berl Katznelson qui était venu lui rendre visite à Capri⁵. Installé à partir de 1909 en Italie, où il construisit plusieurs centrales électriques, Rutenberg adhéra au sionisme au début de la Première Guerre mondiale et se joignit à Jabotinsky dans ses efforts de création d'une Légion juive. À l'annonce de la révolution de 1917, il retourna en Russie, où malgré ses douze années d'absence il fut nommé vice-président du conseil municipal de Petrograd. Proche de Kerenski, il resta à ses côtés lors de la prise du pouvoir par les bolcheviks, ce qui lui valut d'être arrêté et jeté en prison jusqu'en mars 1918, date à laquelle il passa à Moscou. Il y demeura une année entière jusqu'à son départ pour Odessa, où il offrit ses services aux Russes blancs, maîtres de la ville. En mars 1919, il

parvint à la quitter à bord d'un navire américain qui le conduisit à Constantinople, contrôlée alors par les Alliés, d'où il gagna ensuite Marseille, Londres et, enfin, la Palestine. De passage à Paris en 1919, Rutenberg rencontra le baron Edmond de Rothschild et son fils James, qui acceptèrent de participer au financement de son projet de construction en Palestine d'une centrale hydroélectrique alimentée par les eaux du Jourdain et du Litani, et en mesure de fournir du courant à Haïfa, Jaffa et Jérusalem. Très actif aux côtés de Jabotinsky dans la défense des quartiers juifs de Jérusalem et de Jaffa, il se consacra ensuite entièrement à son gigantesque projet électrique qu'il eut bien du mal à faire approuver par l'Organisation sioniste mondiale, qui rechigna à lui fournir le budget nécessaire pour sa réalisation⁶. En 1923, une première concession lui fut accordée par les autorités du Mandat pour l'électrification de la région de Jaffa-Tel-Aviv. Sept ans plus tard, il fut autorisé à construire sa centrale géante de Naharayim, prenant ainsi le contrôle de la Compagnie d'électricité de Palestine.

C'était le temps du sionisme constructiviste. Refroidis par la nouvelle politique anglaise, tous les dirigeants du *Yishouv*, à l'exception de Jabotinsky, étaient d'avis que la réalisation du sionisme ne se ferait pas « d'un coup », mais par étapes, « arpent après arpent », comme disait une chanson hébraïque de l'époque. Il ne sert à rien, leur avait conseillé Weizmann vivant à Londres, de crier à tout bout de champ que notre objectif est de créer un État juif souverain.

Jérusalem et sa population sous le mandat britannique⁷

Population totale	
1918	28 000 (52,0%)
1922	34 000 (62,2%)
1931	26 000 (45,8%)
1946	94 000 (86,7%)

Le Yishouv en ordre de marche

Dès lors, laissant l'Exécutif sioniste et l'Agence juive s'occuper des relations politiques avec le gouvernement à Londres et le haut-commissariat à Jérusalem, le *Yishouv* se mit rapidement en ordre de marche pour conduire, par ses propres moyens, ses affaires internes. Constitué en une « Assemblée juive » (ou *Knesset Israel*) comprenant toutes les composantes de la société juive – Ashkénazes et Séfarades, sionistes laïcs de gauche et de droite, sionistes religieux du Mizrahi et ultraorthodoxes antisionistes d'*Agoudat Israel* –, celle-ci se dota en 1920, avec l'autorisation du haut-commissariat, d'un Parlement (*Assefat Ha-Nivharim*) et d'un Conseil national (*Vaad Leumi*) élus. Parmi leurs prérogatives, la nomination d'un Conseil rabbinique avec, à sa tête, les deux grands rabbins séfarade et ashkénaze : seule instance habilitée à prononcer les mariages et les divorces, les ultraorthodoxes n'étaient pas censés respecter ses directives, pas plus qu'ils n'acceptaient le vote des femmes lors des élections pour le renouvellement de l'Assemblée et du Vaad Leumi. Dominés par les partis ouvriers qui, à chaque scrutin entre 1920 et 1944, obtinrent le plus grand nombre de voix (37 % à 59 %), trois autres blocs concurrents se dessinèrent tout de même dans cette première structure nationale juive : un bloc dit « civil », constitué des partis du centre et de la droite et dominé par les amis de Jabotinsky (19 % à 21 %), un bloc religieux (16 % à 20 %) et, enfin, un bloc « ethnique », appelé à se fondre dans les précédents et qui passerait de 23 % des suffrages en 1920 à un peu plus de 3 % en 1944.

Pendant ce temps, les formations ouvrières avaient connu d'importantes transformations. En premier lieu, la fondation en 1919, sous la houlette de David Ben Gourion et de Berl Katznelson, du parti **Ahdout 'Avoda**, suivie, l'année suivante, par la création de la *Histradrout* et, en 1930, par celle du **Mapaï**, qui devint aussitôt le plus grand parti politique du pays. Ces trois initiatives distinctes, conduites par les Po'alei Zion et le Hapo'el Hatza'ir, allaient, grâce à leur action conjuguée, paver la route à la prise de contrôle par les pionniers de la deuxième et de la troisième 'Aliya (1919-1923) des principaux leviers de commande du *Yishouv* puis de l'État d'Israël.

Ahdout 'Avoda (« Union du travail ») se voulait davantage une « organisation professionnelle » qu'un parti politique traditionnel. Affiliée à l'Internationale socialiste, elle fut conçue dès le départ par ses premiers dirigeants, David Ben Gourion, Berl Katznelson et Itzhak Tabenkin, comme un instrument d'édification du futur État juif. À ce titre, elle était moins préoccupée par la formation idéologique de ses adhérents que par leur bien-être économique et social, créant à leur intention une caisse d'assurance maladie (*Koupat Holim*), une coopérative d'achat de biens de consommation (*Ha-Mashbir*), une agence de travaux publics (devenue en 1924 *Solel Bonei*) et une banque (*Bank Hapo'alim*).

Ahdout 'Avoda se dota également d'un Bataillon du travail (ou **Gdoud Ha'avoda**^{*2}), formé de jeunes pionniers du mouvement *HeHalutz* arrivés de Russie en même temps que Trumpeldor, au commencement de la troisième 'Aliya, auxquels se joignirent des vétérans du Hashomer, des non-conformistes de la deuxième 'Aliya et quelques militants notoires des Po'alei Zion. Parmi ceux-ci, Itzhak Tabenkin et Salomon Levkowitz (Lavi), le père du « grand » *kibboutz* qui voulait combiner travail agricole et activités industrielles dans un espace plus large que celui des « petits » *kibboutzim* d'avant guerre. Fonctionnant au départ comme une coopérative de travaux publics dont les adhérents étaient répartis en *plougot* (ou « compagnies ») et rétribués de façon égalitaire indépendamment de la quantité et de la qualité du travail fourni par chacun, le Bataillon fut engagé dans la construction, dans des conditions pénibles, de la route reliant Tibériade à Migdal, puis dans la création des *kibboutzim* d'Ein Harod et Tel-Yossef, dans la vallée de Jezréel, et de Ramat Rachel, au sud de Jérusalem. Attirés par leurs idées égalitaristes, d'autres *kibboutzim* comme Kfar Guil'adi et Tel-Haï y furent intégrés aux côtés des « communes » urbaines de maçons et de cantonniers travaillant à Jérusalem, Tel-Aviv et Haïfa. Mais, avec la liquidation en 1925 en Russie soviétique du mouvement Hehalutz, le Bataillon déclina et se déchira entre modérés, acceptant de composer avec la nouvelle réalité sociale du *Yishouv*, et radicaux, menés par Mendel Elkind, qui voulaient édifier, à l'échelle de tout le pays, une « commune » unique sans propriété privée ni division entre riches et pauvres. Condamnés par la direction d'Ahdout 'Avoda, Elkind et ses amis repartirent en Union soviétique, et le Bataillon cessa toute existence à partir de 1926. Ses *kibboutzim* furent fédérés au sein d'une organisation unique : le *Kibboutz Hameouhad*, conçu dès 1923 comme une alternative au Bataillon du travail⁸. Il faisait pendant au *Kibboutz Artzi*, constitué des *kibboutzim* fondés depuis la fin de la guerre par les pionniers du **Hashomer Hatza'ir** dans la vallée de Jezréel, à Beit Alfa, Mishmar Haemek, suivis par Gvat, Sarid, Ramat David et Merhavia.

Troisième 'Aliya (1919-1923)

Immigrants

1819

8220

8320

8722

8223

Quelque soixante-dix villages agricoles, totalisant une population de 15 000 personnes, furent créés à l'époque de la troisième 'Aliya en Galilée, en Samarie et le long du littoral sur les terres achetées par le Fonds national juif. Nulle part les habitants n'étaient propriétaires du sol, puisque la terre était la propriété inaliénable du peuple juif ; ils n'en étaient que des locataires à bail emphytéotique dont le contrat devenait caduc aussitôt qu'ils cessaient de cultiver leur lopin de terre. Quant à la quatrième 'Aliya, constituée aux deux tiers de familles relativement aisées originaires principalement de Pologne qui avaient quitté leur pays pour des raisons fiscales, elle alla grossir la population de Jaffa, Tel-Aviv et Haïfa. Une petite classe de bourgeois se forma ainsi dans les nouveaux centres urbains, au grand mécontentement des habitants des *kibboutzim* et des *moshavim* à l'éternelle chemise kaki ou bleue tombant sur le pantalon qui, en visite à Tel-Aviv ou à Haïfa, y rencontraient courtiers et autres « chercheurs d'or » aux manières « diasporiques ». Décrits par Arthur Ruppin et l'ensemble des dirigeants sionistes, ils s'habillaient de tissus anglais, se nourrissaient de chocolat allemand, de légumes arabes, de beurre australien et de farine roumaine, disait d'eux avec dédain le jeune Haim Arlozoroff (1899-1933), étoile montante du mouvement ouvrier. De fait, la composition sociale de la population urbaine juive y était beaucoup plus diversifiée : en 1919, il y avait à Jaffa-Tel-Aviv 34 tailleurs, 35 couturières, 38 cordonniers, 6 menuisiers, 17 maçons, 10 terrassiers, 3 peintres, 3 forgerons ainsi que plusieurs pêcheurs et chameliers pour le transport de pierres et de poutres de bois⁹. En 1924, Tel-Aviv seule comptait 61 usines et ateliers employant 837 ouvriers. Deux ans plus tard, le nombre des usines tripla et celui des ouvriers doubla.

Quatrième 'Aliya (1924-1932)

18920

349250

189260

3027

2228

5229

4930

4930

9532

Mais, de toutes les réalisations sionistes des années 1920, la plus importante est sans conteste la **Histadrout**, la Confédération générale du travail, qui, dès sa fondation en 1920 à Haïfa, allait devenir la plus importante institution économique et sociale du *Yishouv*. Créée par Ahdout 'Avoda avec le concours cette fois du Hapo'el Hatza'ir et dirigée à partir de l'année suivante par Ben Gourion, elle compta au départ près de 4 500 ouvriers sur une population totale de 65 000 Juifs. Dix ans plus tard, le nombre des adhérents disposant du fameux « carnet rouge » qui donnait accès à tous ses services fut multiplié par sept, soit 30 000 membres environ vivant, dans leur écrasante majorité, dans les centres urbains et les sites industriels du pays. À travers ses syndicats et ses multiples entreprises, la Histadrout allait contrôler toutes les principales activités politiques, culturelles et sociales du pays, depuis la commercialisation des produits laitiers par la coopérative Tenouva jusqu'à la promotion de la langue hébraïque, en passant par le développement des mouvements de jeunesse, celui de l'enseignement professionnel et le financement des villages coopératifs au nombre grandissant, ou encore l'entrée des femmes dans la vie économique du pays. En 1925, la Histadrout se dota d'un journal, *Davar*, dirigé par Berl Katznelson et appelé à devenir l'organe de presse le plus influent du pays.

Jaffa, 1^{er} mai 1921

Entre-temps, le feu couvait sous les braises entre Juifs et Arabes : au printemps 1921, Winston Churchill avait à peine terminé sa tournée au Proche-Orient que de graves incidents éclatèrent le 1^{er} mai à Jaffa, en marge du défilé de la fête du Travail organisé à Tel-Aviv par Ahdout 'Avoda. Chassé du défilé, un petit groupe de Juifs communistes, drapeaux rouges et portraits de Marx et de Lénine en tête, se replia vers le quartier mixte de Neveh Shalom, à l'entrée de Jaffa. Ils furent accueillis à coups de pierres et de matraque par les habitants arabes et des policiers. Ceux-ci ne portaient guère dans leur cœur ces révolutionnaires qui n'avaient rien trouvé de mieux à faire que de coller des affiches, en hébreu et en yiddish, appelant au départ des Anglais et à l'instauration d'un régime soviétique en Palestine. Manifestants et policiers s'en prirent tout particulièrement au Centre d'accueil des immigrants, qui abritait une centaine de jeunes pensionnaires des deux sexes et dont ils n'appréciaient ni la liberté de mœurs ni les idées politiques, jugées trop proches du bolchevisme. Non loin de là, à Abou Kabir, l'écrivain Yossef-Haïm Brenner gisait, à demi nu, dans les décombres de sa maison : « Il a sanctifié sa vie par sa mort et sanctifié sa mort par sa vie », pleura le romancier Sh.Y. Agnon. Coqueluche du nouveau *Yishouv*, Brenner, qui avait eu une vie très tourmentée, fut enterré dans le cimetière portant le nom d'un autre héros du *Yishouv* : Trumpeldor.

Quarante-huit Arabes et quarante-sept Juifs perdirent la vie au cours des six journées sanglantes qui s'ensuivirent. Les blessés se comptaient par centaines. De Jaffa, les émeutes s'étaient étendues à Petah Tikva, Rehovot, Hébron, H'aedera, et menacèrent de se généraliser à la Galilée, à Jérusalem et à Naplouse, où l'antique communauté samaritaine aurait été expulsée de la ville si les Anglais n'étaient pas intervenus à temps. Herbert Samuel décréta aussitôt l'état d'urgence et interdit l'entrée en rade de Jaffa de bateaux chargés d'émigrés juifs, qu'il obligea à rebrousser chemin vers Istanbul. Le 14 mai, il annonça l'arrêt jusqu'à nouvel ordre de l'immigration juive. Une mesure qui remplit d'aise les dirigeants arabes, mais fut considérée comme un acte de trahison par les Juifs. « Nous ne voulons

pas d'une nouvelle Irlande en Palestine », expliqua-t-il à ses interlocuteurs sionistes abasourdis – Nahum Sokolov, Itzhak Ben-Zvi et Arthur Ruppin – venus lui exprimer leur colère. Sokolov répliqua en disant qu'il ne s'agissait pas d'une émeute à caractère national, mais d'un « pogrom » mené par des voyous arabes agissant sur l'ordre d'effendis corrompus : « Kichinev*³. » Le haut-commissaire resta ferme sur sa position. Pour lui, il ne faisait aucun doute qu'il s'agissait d'un affrontement entre deux nationalismes : l'un juif, l'autre arabe¹⁰. Un point de vue vigoureusement rejeté par ses visiteurs, qui furent choqués davantage encore lorsqu'ils l'entendirent clamer haut et fort peu de temps après, que l'édification du Foyer national juif ne devrait en aucune façon porter atteinte aux intérêts des Arabes ni l'immigration juive peser sur l'économie du pays. Ils prirent cela pour une trahison de la part de Samuel, qui venait tout juste d'autoriser l'installation de milliers de Bédouins dans la vallée de Beit Shean, sur des terres domaniales que d'ailleurs ils revendraient quelques années plus tard à l'Agence juive. Persuadés de ne plus pouvoir compter sur la police ni sur l'armée pour leur sécurité, les dirigeants sionistes laissèrent leurs militants les plus aguerris – anciens du Hashomer et de la Légion juive – entrer dans l'organisation paramilitaire clandestine **Hagana** (« Défense »). Placée sous l'égide de la Histadrout mais ouverte à tout volontaire, elle mit longtemps avant de devenir opérationnelle.

Confirmé en septembre 1921 dans ses fonctions de président de l'Organisation sioniste mondiale par le congrès sioniste de Carlsbad, Weizmann n'hésita pas à critiquer – devant Lloyd George, lord Balfour et Winston Churchill, qui partagèrent son avis – l'attitude du haut-commissaire. Mais une réalité nouvelle s'imposait à lui et à ses interlocuteurs : l'opinion britannique était beaucoup moins favorable au sionisme que par le passé. L'hostilité à la déclaration Balfour et au Foyer national était particulièrement sensible au Foreign Office, au Colonial Office et jusqu'au haut-commissariat, où l'on disait neuf hauts fonctionnaires sur dix violemment antisionistes. En 1919, les généraux Money et Clayton avaient préféré démissionner plutôt que d'exécuter une politique qu'ils abhorraient et dont ils rendaient responsable l'excessive influence exercée sur leur gouvernement par les dirigeants sionistes. Dans le même temps, le *Times* et le *Daily Mail* se faisaient régulièrement l'écho d'informations accusant les sionistes de mettre sur la paille fellahs et métayers palestiniens dont l'Agence juive venait d'acheter les terres qu'ils exploitaient depuis des générations.

Guère découragé par les événements du 1^{er} mai et toujours à la recherche du meilleur moyen de rapprocher les Juifs des Arabes, Herbert Samuel, en bon démocrate libéral, envisagea de créer un

Conseil législatif composé de vingt-cinq membres, dont une dizaine de délégués arabes et juifs élus à la proportionnelle par leurs populations respectives. Une idée soufflée par Churchill, mais qui n'enchantait guère ni Weizmann ni Lloyd George. Elle fut d'ailleurs sommairement rejetée par Moussa Kazem al-Husseini et les membres du Haut Comité musulman en visite à Londres, en août 1921. L'abrogation pure et simple de la déclaration Balfour était leur seul souhait. Le projet d'Herbert Samuel fut ainsi jeté aux oubliettes tout comme son idée de créer une « Agence arabe » aux mêmes buts et suivant le même modèle que l'Agence juive. Ne voulant à aucun prix être placés sur un pied d'égalité avec les Juifs, les Arabes avaient déjà refusé de siéger au Comité consultatif conçu par le haut-commissaire (composé de quatre musulmans, trois Juifs et trois chrétiens en plus d'une dizaine de hauts fonctionnaires britanniques) pour discuter de questions d'intérêt général comme l'éducation, le réseau routier et l'approvisionnement en eau potable. Toutes les suggestions ultérieures de Samuel et de ses successeurs visant à doter la Palestine d'institutions administratives et financières mixtes destinées à relever la situation économique du pays tombèrent à l'eau, tant à cause du refus arabe de coopérer avec les Juifs que du manque de volonté des Juifs de partager leurs maigres ressources avec leurs voisins. Dès lors, tout devenait objet de disputes et d'âpres discussions entre les deux communautés : depuis la transcription du nom des villes sur les affiches officielles (Jérusalem-Al Quds, Nablus-Sichem, Hébron-Al Khalil, etc.) jusqu'à celui du pays lui-même : Palestine ou Eretz Israel. Dans ce dernier cas, les autorités britanniques optèrent finalement pour le premier terme suivi de l'abréviation « EI », mise entre parenthèses.

La composition démographique de la Palestine sous le mandat britannique¹¹

Année	Musulmans	Juifs
1922	53,90%	4,0%
1926	59,08%	3,5%
1931	60,00%	4%
1936	60,83%	1
1941	59,89%	1
1946	59,99%	1

Un État juif en gestation

Représentant près de 13 % de la population du pays, les Juifs se répartissaient, suivant le recensement officiel de 1922, entre 55 000 personnes de vieille souche et 38 000 immigrants, dont la moitié vivait dans les implantations agricoles. Ils se concentraient à Jérusalem (33 000) et à Tel-Aviv (20 000) qui, depuis 1921, avait acquis son autonomie municipale par rapport à Jaffa. La « première ville hébraïque » d'Eretz Israel, qui ne se targuait d'aucun monument du passé, était fière de ses jardins publics, de ses grandes artères bien tracées, de son casino, de sa grande synagogue, de sa bibliothèque municipale, de sa station météorologique, de son eau courante, de sa lumière électrique, de ses cafés, de ses restaurants et de ses usines. Ayant à sa tête un conseil municipal dirigé par un maire, Meïr Dizengoff (1856-1936), qui avait commencé sa carrière d'ingénieur chimiste au service du baron de Rothschild, Tel-Aviv abritait la plupart des journaux hébraïques, dont *Haaretz*, et les principales associations politiques et culturelles du *Yishouv*. Toutefois, la Histadrout et l'Agence juive – avec ses deux principales agences, le KKL et le *Kéren Hayesod* – avaient préféré s'établir à Jérusalem, non pas à cause de la charge émotionnelle et symbolique que la Ville sainte incarnait – ce qui la rendait plutôt insupportable à plus d'un dirigeant sioniste – mais parce que l'administration du Mandat y siégeait.

Cependant, c'est à Jérusalem que fut inaugurée, le 1^{er} avril 1925, la première université du pays, l'Université hébraïque, en présence notamment de lord Balfour, dont la venue en Palestine déclencha la première grande grève arabe du pays. Moment solennel dans l'histoire du mouvement sioniste et du *Yishouv* depuis la déclaration Balfour, la cérémonie qui se déroula dans l'amphithéâtre à peine achevé du mont Scopus, et à laquelle assistèrent plus de 2 500 personnes, fut présidée par Weizmann. Cet homme, plus que tout autre, fut à l'origine de sa fondation et de la création de ses trois premiers instituts de recherche, dont deux étaient consacrés à la chimie et aux études juives, et l'autre aux mathématiques et à la physique. Ce dernier devait par la suite porter le nom d'Albert Einstein¹². Outre l'ancien secrétaire au Foreign

Office, il y avait à ses côtés le général Allenby, le poète Haïm-Nahman Bialik, le grand rabbin Abraham Itzhak Kook et le haut-commissaire Herbert Samuel, dont le mandat touchait à sa fin et qui fit un discours chargé de citations bibliques qu'il termina par la bénédiction traditionnelle prononcée à chaque grande fête religieuse juive. Cela fut très apprécié par Ahad Ha'am et Arthur Ruppin, ainsi que par l'ensemble des dirigeants sionistes qu'il avait plutôt déçus depuis son arrivée à Jérusalem. Louis Lipsky, qui avait remplacé Louis Brandeis à la tête des sionistes américains, ne put s'empêcher de remarquer pour sa part que le mont Scopus, d'où Titus était parti avec ses légionnaires détruire Jérusalem, était devenu, dix-huit siècles après, le centre de la renaissance culturelle juive contemporaine et le foyer florissant des idéaux juifs qui « résistèrent à toutes les distorsions et toutes les perversions que la vie en Diaspora nous a imposées¹³ ».

Juifs et Arabes menaient séparément leur vie, et chacune des deux communautés était également coupée de la société coloniale anglaise qui ouvrait rarement ses portes et ses clubs, sauf à de rares occasions officielles, aux indigènes, qu'ils fussent juifs ou musulmans. Sans doute les Anglais ayant séjourné pour leur plaisir dans un *kibboutz* ou un *moshav* se comptaient-ils sur les doigts d'une main. Ils étaient, en tout cas, beaucoup moins nombreux que les officiels qui participaient aux *parties* de Mme Annie Landau, cette directrice juive orthodoxe et non sioniste de l'école anglophone de jeunes filles Evelina de Rothschild à Jérusalem. Se disant « plus britannique que les Anglais » et « plus juive que les sionistes »¹⁴, elle s'asseyait ostensiblement pendant les cérémonies officielles dès que retentissaient les premières notes de l'hymne sioniste, la *Hatikva*. À l'image d'Edwin Samuel, nommé chef de district avant l'arrivée de son père, les fonctionnaires anglais s'attardaient davantage dans les villages arabes de Galilée et dans les campements bédouins du Néguev, même si à la simplicité « biblique » qu'ils y admiraient se mêlait souvent un sentiment de condescendance et de mépris non déguisé. C'était le cas, par exemple, lorsqu'ils voyaient la manière plutôt rude dont fellahs et Bédouins traitaient leurs ânes ou leurs chameaux, ou quand ils assistaient, médusés, à la cérémonie du Miracle du Feu sacré au Saint-Sépulcre qui, chaque samedi saint, donnait lieu à de violentes bagarres entre grecs-orthodoxes, arméniens, coptes et abyssins. Laissant les Juifs financer par leurs propres moyens leur système éducatif, les Anglais mirent un point d'honneur à doter chaque village arabe d'une école où les élèves étaient admis dès l'âge de sept ans. Tous les responsables éducatifs n'étaient pas convaincus de la pertinence d'une telle politique qui, craignaient-ils, consistait en fin de compte à former de futurs « émeutiers ». Sûrs de leur supériorité intellectuelle, ils n'avaient

cependant aucun doute quant aux avantages de l'enseignement de la langue de Shakespeare et du latin pour l'avenir de leurs élèves arabes¹⁵ :

Ils ne courent aucun risque de dénaturalisation, car la plupart d'entre eux n'ont pas la moindre idée sur leur culture nationale, écrit le chef du département de l'Éducation. Dans l'ensemble, ils trouveront une réponse plus adéquate à leurs aspirations dans la vie de Nelson et de Cromwell que dans celle de Saladin et de Soliman le Magnifique. Le plus dur, bien sûr, sera de procurer des carrières adéquates à ceux qui choisissent l'école (anglaise). Il n'y a absolument pas d'avenir pour eux dans ce pays. La vie agricole y est sans espoir et l'industrie, impossible. Reste l'émigration, et le nombre des départs ne cesse effectivement d'augmenter. Mais qu'advient-il alors de « la Palestine pour les Palestiniens » ? Pendant ce temps, les Juifs sont à l'affût et attendent de s'emparer de tout ce qu'ils peuvent.

Une judéophobie d'assez bon teint, finement analysée par Arthur Koestler qui vécut en Palestine de 1926 à 1929¹⁶ :

Les Arabes avaient en Palestine une classe féodale dont les vieilles traditions de courtoisie et d'hospitalité étaient extrêmement agréables. Les Juifs de Palestine, sans aristocratie ni bourgeoisie patricienne, étaient tous originaires de la petite bourgeoisie des petites villes d'Europe orientale. Ils ne prenaient jamais d'apéritif, ne s'arrêtaient jamais de travailler...

Si le fonctionnaire anglais moyen de Palestine essayait au moins de ne pas se laisser entraîner par ses sympathies et ses antipathies dans l'exercice de sa tâche, sa femme n'éprouvait aucun scrupule du même ordre. Elle exérait les foules suantes de Tel-Aviv et se plaisait à parcourir les souks arabes ; elle trouvait affreuses les colonies juives, déplorable la tenue des petites Juives en short, vulgaires et assommantes les femmes des fonctionnaires de l'Agence Juive... Et le sionisme était, en général, quelque chose dont il valait mieux ne pas parler. Et comme, dans tous les pays coloniaux, le climat social est déterminé par les femmes, le dégoût que les Madame Capitaine de Palestine éprouvaient pour tout ce qui était juif aurait fini par contaminer les hommes, même s'ils n'avaient pas été déjà marqués, sans en être toujours conscients, par un préjugé antijuif et proarabe.

Naturellement, il existait de remarquables exceptions... Mais, d'une façon générale, plus on descendait les degrés de la hiérarchie, plus on trouvait de sentiment antijuif, et au niveau le plus bas, dans la police palestinienne, il atteignait des proportions scandaleuses. Commandée par d'anciens officiers des forces anglaises en Irlande, infestée d'anciens membres des Chemises noires de Mosley, la police palestinienne constituait un des organismes les plus mal famés du Commonwealth britannique. Bref, et compte tenu des exceptions individuelles, la Palestine était devenue à la fin des années 1920, pour reprendre l'amère et paradoxale expression de Joshua Wedgwood, « le pays par excellence de l'antisémitisme ».

Droite et gauche sionistes : l'attachement à Eretz Israel en partage

Dans l'ensemble, la Palestine connut à partir de 1921 une longue période de calme – probablement la plus longue de toute l'histoire du Mandat – qui se poursuivit jusqu'en 1928. Une période de débats assez intenses chez les Juifs sur l'avenir du Foyer national et ce qu'il était convenu d'appeler la « question arabe ». Laïcs ou religieux, sionistes de gauche ou de droite, tous partageaient la même conviction fondamentale : Eretz Israel appartenant de droit aux Juifs, toute la question était de savoir quel type de statut il fallait conférer à ses autochtones, étant entendu que, grâce à l'immigration, les Juifs y constitueraient à terme la majorité de la population. « Il y a entre les Juifs et leur patrie ancestrale », enseignait A.D. Gordon à ses nombreux admirateurs en 1921, un « contrat éternel » : la Bible, « née de l'esprit juif sur cette même terre, que nul ne peut annuler » :

Et qu'ont donc créé les Arabes tout au long de leur séjour ici ? De telles créations, ne serait-ce que celle de l'Ancien Testament, confèrent un droit imprescriptible au peuple qui les a créées sur la terre où il les a créées, surtout si le peuple venu après lui n'y a rien créé de semblable ou n'y a rien créé du tout¹⁷.

Cet attachement à la Terre d'Israël était partagé aussi par Hashomer Hatzair, la branche la plus à gauche du mouvement sioniste, dont les pionniers croyaient également qu'en venant s'installer en Palestine, les Juifs ne faisaient que reprendre possession d'une terre qui avait été la leur « depuis toujours ». Une profession de foi que l'on retrouve, par exemple, dans cette rédaction d'écolier publiée en 1938 par le journal *Hashomer Hatzair*¹⁸ :

Quand de notre pays nous avons été exilés
Les Arabes ont pris notre place
Mais ils ne l'ont point fait fructifier

Ils n'ont pas développé son agriculture
Ni asséché ses marécages
Et de leurs troupeaux de moutons seulement ils se sont
occupés
Puis notre peuple est retourné
Dans sa terre natale
Le pays se remplit alors de villages
Les montagnes se recouvrent de forêts
Par le travail et la construction nous conquerrons notre terre
Et notre force nous reviendra.

Échaudé par les émeutes de 1921 et déplorant l'état lamentable des ressources du mouvement sioniste, plus personne ne croyait au développement économique de la Palestine comme moyen d'assurer le bonheur et la paix entre tous ses habitants et une meilleure coopération entre Juifs, musulmans et chrétiens. En bons socialistes, Po'alei Zion, Hapo'el Hatza'ir et Hashomer Hatza'ir recouraient volontiers aux schémas marxistes de lutte des classes pour expliquer, d'une part, la division de la société palestinienne entre effendis exploités et fellahs exploités et poser, d'autre part, les jalons d'une solidarité de classe entre ouvriers juifs et ouvriers arabes. Ces derniers furent exonérés *a priori* de toute responsabilité dans les émeutes antijuives des années 1920, dont les seuls responsables auraient été les effendis féodaux qui, pour préserver leur emprise sur les masses populaires, poussaient ces dernières à s'attaquer aux Juifs. Aussi, pensait-on, il était primordial de mettre en place une société socialiste œuvrant pour le bien-être de tous les habitants du pays. Une société composée toutefois de deux entités séparées, l'une juive et l'autre arabe, vivant côte à côte mais suivant des modes distincts de développement économique, social et culturel, conformément au rythme propre à chacune d'elles.

Les dirigeants d'Ahdout 'Avoda projetèrent aussi la création d'une organisation prolétarienne judéo-arabe destinée à libérer les fellahs et les ouvriers arabes de l'emprise des effendis féodaux et autres « quémandeurs de bakchich » qui, pour des raisons purement matérielles, s'opposaient à la présence sioniste en Palestine. Une idée qui avait la faveur notamment de Ben-Zvi, persuadé par ailleurs que les fellahs palestiniens descendaient des Hébreux restés dans le pays depuis l'époque romaine. De ces belles idées, il ne resta pas grand-chose après les émeutes de 1921, les dirigeants d'Ahdout 'Avoda et du Hapo'el Hatza'ir finissant par admettre l'existence d'une entité nationale palestinienne et percevant le conflit entre Juifs et Arabes comme un conflit entre deux mouvements nationaux rivaux se disputant la même terre. Conformément à cette prise de conscience,

Ben Gourion et Ben-Zvi pensaient en 1925 qu'au nom de la solidarité internationale les deux « peuples voisins » devaient fonder une intersyndicale judéo-arabe, visant à baliser le terrain pour une entente entre le mouvement ouvrier sioniste et le mouvement nationaliste palestinien. Une idée soutenue par Hashomer Hatz'a'ir, mais combattue par le jeune Haim Arlozoroff, du Hapo'el Hatz'a'ir, futur directeur du bureau politique de l'Agence juive. Il estimait impossible toute coopération entre Juifs et Arabes, étant donné l'immense fossé économique et culturel séparant les deux populations :

Les conditions de la production, chez la majorité de la population du pays, sont celles soit d'un nomadisme général, soit d'un niveau extrêmement inférieur et primitif. Le commerce, limité en général au commerce local ou régional, ne s'est pas encore développé ; l'industrie est quasi inexistante, même à son stade préliminaire. [...] De fait, la société de Palestine [...] se compose de plusieurs groupes distincts pour des raisons dues à ses structures : le paysan arabe, le fellah, redoute la concurrence du Bédouin non moins que celle du fermier juif ; certains éléments religieux tels que le profond antagonisme qui oppose chrétiens et musulmans ; des raisons économiques également, telles que l'opposition entre le propriétaire terrien, l'effendi, et ses métayers. [...]. Le niveau d'instruction est si bas qu'il ne peut, semble-t-il, aider au développement d'une conscience nationale¹⁹.

Finalement, Ahdout 'Avoda se rangea derrière une nouvelle proposition de Ben Gourion : elle prévoyait la création en Palestine d'une structure souveraine où les Juifs seraient majoritaires et à l'intérieur de laquelle les Arabes préserveraient leurs droits nationaux et leur autonomie en tant que partie intégrante de la nation arabe du Proche-Orient, tout comme les sionistes préserveraient les leurs en tant que représentants du peuple juif à travers le monde. Majoritaires au sein du nouveau parti Mapaï, né en 1930 de la fusion d'Ahdout 'Avoda et du Hapo'el Hatz'a'ir, les idées de Ben Gourion eurent bien du mal à se frayer un chemin chez les partisans de **Brit Shalom** à gauche comme chez les révisionnistes de Ze'ev Jabotinsky à droite.

Plus proche du sionisme culturel d'Ahad Ha'am que du sionisme politique de Théodore Herzl, Brit Shalom, qui prônait la création d'un État binational judéo-arabe en Palestine, fut fondée en 1925 par Arthur Ruppin et Joseph Louria. Elle tenait ses principales idées du philosophe Martin Buber (1878-1965)²⁰ et de ses amis et disciples de l'association pragoise Bar-Kokhba, parmi lesquels Robert Weltch, l'éditeur du très influent organe des sionistes allemands (le *Judische*

Rundschau), le philosophe Samuel Hugo Bergmann et l'historien Hans Kohn, tous germanophones et originaires de Vienne, Berlin et Prague. D'abord actifs au sein du Hapo'el Hatza'ir, leur sionisme portait moins sur la solution politique et nationale de la question juive que sur la renaissance culturelle du peuple juif après son retour dans sa patrie historique : Eretz Israel. Le but n'était pas d'y « mener une existence mesquine et profane comme dans n'importe lequel de ces petits États qui foisonnent dans l'Occident contemporain où l'esprit et le peuple sont séparés, dépérissant l'un après l'autre », mais, selon Buber, d'y devenir « un nouveau sanctuaire des nations », une « force spirituelle » et un modèle de justice et de morale pour l'humanité entière²¹. En d'autres termes, le sionisme revendiqué par Brit Shalom s'interdisait de dresser une muraille entre les Juifs et leurs voisins, mais aspirait à devenir un mouvement œuvrant pour la paix et la fraternité des peuples²², écartant d'emblée toute souveraineté exclusive d'un peuple-majorité sur un peuple-minorité quels qu'ils soient. Un « humanisme national » qui aspirait aussi à relier l'Orient et l'Occident « dans une réciprocity féconde » et non, comme le désirait Max Nordau, « à étendre les frontières de l'Europe jusqu'à l'Euphrate ». Car « le Juif est resté oriental », ne cessa de répéter le philosophe du dialogue et auteur du célèbre *Je et Tu* (1923) qui s'installerait finalement en 1938 à Jérusalem²³. Ce son de cloche ne fut guère apprécié par la plupart des dirigeants sionistes, auxquels, contrairement à Buber, il ne venait jamais à l'esprit d'évoquer l'expérience juive en Andalousie comme modèle possible de cohabitation entre Juifs et Arabes. Exemple caractéristique de cette négation absolue de l'Orient, la réponse véhémement de Jabotinsky à Buber et à ceux qu'il appelait par dérision les « Amants de l'Orient » :

Nous, les Juifs, n'avons rien en commun avec ceux qu'on désigne par le terme d'« orientaux », grâces soient rendues au Ciel. Quels que soient, dans les masses incultes, les traditions et les préjugés culturels qui rappellent « l'Orient », il faut les en émanciper. C'est bien à cela que nous nous consacrons dans toutes nos bonnes écoles et, avec une application et un bonheur particuliers, notre mode de vie nous y conduit. Nous rentrons en Palestine, avant tout pour notre bonheur national ; ensuite, comme disait Nordau, « pour étendre les frontières de l'Europe jusqu'à l'Euphrate ». Autrement dit, pour balayer en Palestine et, fondamentalement dans tout ce qu'elle contient de judaïsme dans le présent comme pour l'avenir, toutes les traces de l'esprit oriental. Quant aux Arabes de Palestine, il y va au fond de leur intérêt ; mais si nous pouvons leur apporter un bienfait, c'est bien celui-ci : les

aider à se libérer également de l'« Orient ».

Ensuite, passant entièrement sous silence l'apport de l'islam au judaïsme et vice-versa, Jabotinsky reprit à son compte l'argumentation de Nordau selon lequel un retour en Palestine qui s'accompagnerait de l'orientalisation des Juifs aux dépens de leur européanité serait une déchéance²⁴. Les Juifs sont européens, clame Jabotinsky, parce que l'Europe est « juive » au même titre qu'elle est anglaise, italienne, allemande ou française :

L'Europe est à nous et nous sommes parmi ses créateurs. Pendant dix-huit cents ans, nous lui avons donné, proportionnellement, autant que n'importe laquelle des grandes nations « occidentales » [...]. Les caractères moraux essentiels de la civilisation européenne, l'insatisfaction, la « lutte avec Dieu », le désir du progrès, l'idéal du passé et celui de l'avenir..., ces qualités-là, c'est nous qui les avons données à l'Europe, bien avant que nos ancêtres soient venus s'y établir : la Bible, nous la lui avons donnée toute faite²⁵.

Guère enthousiasmés par la déclaration Balfour, Buber et ses amis – auxquels se joignirent par la suite le président de l'Université hébraïque de Jérusalem, Judah Magnès, et plusieurs de ses professeurs, dont Gershom Sholem et Ernest Simon – pensaient que la morale juive interdisait d'édifier le Foyer national en portant atteinte aux droits d'un autre peuple et que la clé de la réalisation du sionisme résidait dans le règlement de la question arabe conformément aux principes de l'humanisme juif tels que définis par les Prophètes. Ce point de vue était partagé par Arthur Ruppin qui, avant guerre, avait tant fait pour l'élargissement du patrimoine foncier sioniste : très mal à l'aise au cours des débats suscités au sein de l'Exécutif sioniste par Jabotinsky sur l'usage de la force et la création d'une armée juive, il pensait également que la création d'une entité politique viable nécessitait une entente préalable avec les Arabes si l'on ne voulait pas faire de l'hypothétique État juif une « quelconque » Lettonie ou un « banal » Monténégro. Dès lors, avec le soutien discret de Weizmann qui partageait en partie ses idées, Ruppin annonça au printemps 1925, peu de temps après que Jabotinsky eut fondé son parti révisionniste, la création de l'association *Brit Shalom* (« Alliance de paix ») qui prônait la constitution d'un État binational judéo-arabe intégré dans une fédération des peuples de la région. Cette perspective n'était guère souhaitée par Ahad Ha'am, qui fit savoir à ses admirateurs de l'association qu'il préférerait vivre en Europe ou en Amérique plutôt que dans un État de ce type. Ces réserves ne découragèrent point Brit

Shalom, considérant, comme Itzhak Epstein et Chaim Kalvaryski (1867-1947) depuis des années, que la Palestine devait être la patrie de tous ses citoyens juifs, musulmans et chrétiens et que la langue arabe devait être enseignée dans les établissements scolaires juifs au même titre que l'hébreu. S'agissant des institutions politiques, l'association estimait que la Suisse et ses cantons pourraient servir de modèle au régime du futur État binational, dont chacune des composantes garderait son autonomie culturelle tout en œuvrant conjointement pour le bien-être de l'ensemble de la population.

Ces positions étaient aux antipodes de celles prônées depuis la fin de la guerre par Ze'ev Jabotinsky, dont la formation intellectuelle et l'engagement politique étaient différents à maints égards de ceux de la plupart des dirigeants sionistes originaires, comme lui, de l'Empire russe. Né à Odessa en 1880 et non dans la Zone de Résidence (Biélorussie, Ukraine, Lituanie, Pologne et Bessarabie) comme Weizmann, Ben Gourion, A.D. Gordon, Tabenkin ou Katznelson, Jabotinsky fit sa scolarité dans des établissements russes et non dans des écoles religieuses juives comme ces derniers. Il ne connut pas non plus comme eux l'ambiance agitée et étouffante du *shtetl* et ne manifesta pas le moindre intérêt pour le judaïsme et les choses juives avant le pogrom de Kichinev en 1903 et son entrée dans un groupe d'autodéfense juive face à l'imminence d'un pogrom, cette même année, à Odessa. Après des études de droit et d'économie à Berne et à Rome, il revint, en 1901, dans sa ville natale, où il allait commencer une brillante carrière de journaliste. Signant sous le nom de plume d'Altalena, il fut élu au sixième congrès sioniste de Bâle, lors duquel il vota contre le projet de l'Ouganda malgré toute l'admiration qu'il vouait à Théodore Herzl. Orateur hors pair et écrivain talentueux en russe et en hébreu (qu'il apprit fort tard), il collabora à l'organe des sionistes de Russie, *Razsvelt*, avant d'être envoyé, au lendemain de la révolution des Jeunes Turcs en 1908, à Constantinople, où il eut à sa charge la direction des quatre journaux sionistes y paraissant en hébreu, anglais, français et judéo-espagnol. Devenu à partir de 1910 l'un des plus ardents défenseurs de l'hébreu comme langue nationale du peuple juif, il mena, parallèlement à ses activités politiques et journalistiques et à son combat pour la transcription de l'hébreu en caractères latins, une carrière littéraire très riche, jalonnée de traductions somptueuses des poèmes de Bialik en russe et de nouvelles, dont la plus remarquable, *Samson le Nazir*, fut publiée en 1926 en russe, puis traduite en hébreu, en anglais et en allemand.

Très critique à l'égard de Weizmann pour son anglophilie excessive, il finit par démissionner en 1923 de l'Exécutif sioniste, qui rejeta son idée d'une Légion juive destinée à garantir de façon permanente la sécurité du *Yishouv*. Réclamant la « révision » du

mandat britannique et un retour à l'idée originelle de Herzl d'un État juif à la place du très vapoureux Foyer national juif, il fit sienne l'idée de Max Nordau du transfert, dans les plus brefs délais, de 600 000 Juifs en Palestine afin d'y assurer la suprématie démographique juive. En 1925, il jeta les bases de l'Organisation mondiale des sionistes révisionnistes et établit son quartier général à Paris, où il résida jusqu'en 1936 après que les Anglais lui eurent interdit de revenir en Palestine à cause des désordres suscités par son organisation de jeunes, Betar, fondée en 1923.

Contrairement aux sionistes socialistes d'Ahdout 'Avoda, Jabotinsky reconnu sans hésiter, dans un double article intitulé « La morale de la muraille de fer », l'existence d'un mouvement national palestinien, avec lequel cependant tout accord lui semblait impossible, « ni actuellement ni dans un avenir prévisible²⁶ ». La raison du refus arabe, Jabotinsky ne craignait pas de l'expliquer par la nature coloniale de l'entreprise sioniste, ni de lui trouver des ressemblances avec le rejet des Espagnols par les autochtones du Mexique et du Pérou et celui des émigrés anglais, écossais et hollandais par les Indiens d'Amérique du Nord, étant entendu que « tout peuple autochtone lutte contre les étrangers qui s'établissent chez lui, tant que subsiste chez lui un espoir, quelque faible qu'il soit, de pouvoir écarter ce danger²⁷ ». Ce « principe », explique Jabotinsky dans ce texte publié en 1923, s'applique également aux Arabes, « qui sont attachés à la Palestine par le même amour instinctif que les Aztèques pour leur Mexique ou les Sioux pour leurs savanes ». Dès lors, réglant en passant ses comptes avec les « partisans de la paix », il dénonça la façon simpliste dont ces derniers présentaient le sionisme aux Arabes, comme s'ils étaient des « pauvres d'esprit » qu'il était aisé de tromper :

La vision illusoire et puérile selon laquelle les Arabes nous donneraient de plein gré leur accord pour la réalisation des objectifs du sionisme, en contrepartie des avantages culturels et économiques que nous pourrions leur procurer, découle d'une sorte de condescendance méprisante à l'égard du peuple arabe. Il semble que, à leurs yeux, le peuple arabe ne soit qu'une populace avide, prête à vendre son patriotisme pour un réseau de chemin de fer amélioré. Une telle vision des choses est absolument dénuée de fondement. On peut, assurément, circonvenir par l'argent tel individu ou tel autre ; mais cela ne signifie pas que tous les Arabes soient disposés à vendre ce patriotisme que même les Papous ne sont pas disposés à vendre²⁸.

Dès lors, la lutte entre Juifs et Arabes une fois posée comme

inélucltable, il ne restait plus aux premiers, d'après Jabotinsky, qu'à s'entourer d'une « muraille de fer » jusqu'à ce que les Arabes permettent au *Yishouv* de devenir un État à majorité juive. Ainsi, contrairement aux sionistes socialistes qui misaient sur la création d'organisations judéo-arabes communes, Jabotinsky, lui, croyait que la force militaire était le seul moyen pour réaliser pleinement le dessein sioniste et amener les Palestiniens, défaits ou résignés, à choisir l'une ou l'autre des deux options suivantes : soit devenir une minorité nationale disposant de l'égalité des droits civiques et d'une large autonomie à l'intérieur de l'État juif, soit quitter volontairement le pays et concrétiser leurs droits nationaux hors de Palestine²⁹.

Et de conclure :

Notre action d'immigration en Palestine doit donc cesser ou se poursuivre sans nous arrêter à la position des Arabes ; de telle sorte que notre établissement puisse s'y développer sous la tutelle d'une puissance qui ne soit pas dépendante de la population locale, à l'abri d'une muraille de fer que cette population ne pourra jamais forcer³⁰.

Cette « muraille de fer », le chef révisionniste entendait la concrétiser par la création d'une armée juive permanente sous l'égide du colonisateur anglais qu'il pensait être préférable aux seules baïonnettes britanniques, contrairement à ceux qu'il appelait par dérision les « Amants des Arabes ». Pour Jabotinsky, « une vérité sacrée qui nécessite l'utilisation de la force pour être réalisée ne cesse pas moins d'être une vérité sacrée³¹ ». Une ardeur militariste que ses adversaires qualifièrent de fasciste au cours des années suivantes et que reflète nettement l'hymne du Betar rédigé par ses soins :

Dans le sang et la sueur
Nous créerons une race nouvelle
Fière, noble, généreuse et cruelle
Betar vaincu
Yodefet, Massada
S'élèveront avec force et splendeur
[...]
Car seule la boue est silencieuse
Offre sang et âme
À la splendeur cachée
Mourir ou conquérir la montagne
Yodefet, Massada, Betar.

Herbert Samuel, quant à lui, quitta ses fonctions le 30 juin 1925.

Il voulait prendre sa retraite à Haïfa, mais son successeur, le maréchal Herbert Plumer (1857-1932), s'y opposa. L'atmosphère générale dans le pays était alors si calme que le nouveau haut-commissaire demanda à ses commandants de district de cesser de lui adresser des rapports de routine sur la situation politique : « Il n'y a pas de situation politique. Ne la créez pas », leur expliqua-t-il. Ne s'intéressant ni au sionisme ni à l'état d'esprit de la population arabe, son unique souci était le maintien de l'ordre public. Sans gaspillage ni frais excessifs. Juste ce qu'il fallait pour l'entretien de la petite flotte aérienne, des six automobiles blindées et des quelques unités de soldats et de policiers chargés de la sécurité de la population. Il remplaça la livre égyptienne par une livre palestinienne et accorda une assez large liberté d'expression à la presse locale. Très respecté du fait de son passé militaire glorieux, toujours chaleureux et d'un abord facile, Plumer aimait se promener seul dans les ruelles de Jérusalem, habillé de l'uniforme noir des majordomes du mufti³².

Après un cycle de croissance continue jusqu'au milieu des années 1920, le *Yishouv* connut une brève récession qui frappa de plein fouet le bâtiment et accrut le chômage dans les villes. L'immigration chuta à partir de 1926 et, pour la première fois depuis la guerre, il y eut plus de départs que d'arrivées d'immigrants. Cela fit croire à certains que la parenthèse sioniste était en passe de se refermer. Mais la situation économique s'améliora graduellement à partir de 1928. Le *Yishouv* approchait, cette année-là, les 100 000 habitants et, à Londres comme à Jérusalem, on abandonna l'idée de laisser à son sort l'ancienne Terre promise ou de mettre sous le boisseau la déclaration Balfour. Plus question non plus, pour le moment, d'aborder la question épineuse de l'autodétermination de la Palestine comme cela avait été le cas pour l'Égypte, l'Irak et la Transjordanie. Une éventualité redoutée par l'Agence juive, parce qu'elle signifiait la domination de la minorité juive par la majorité arabe et la mort *ipso facto* du Foyer national.

John Chancellor, qui remplaça le maréchal Plumer en 1928, y était favorable. Haut fonctionnaire colonial plutôt hostile aux sionistes, il avait passé les vingt-cinq premières années de sa carrière dans les îles du Pacifique et en Rhodésie du Sud, loin du Proche-Orient et de ses problèmes complexes qu'il apprit seulement à connaître après son affectation à Jérusalem. Guère apprécié par ses collègues du Colonial Office, ses requêtes pressantes visant à renforcer les rangs de la police locale, qui ne comptait pas plus de trois cents agents anglais, restèrent sans réponse ou furent rejetées par manque de budget. Il comptait en reparler avec ses supérieurs pendant ses vacances d'été en 1929 à Londres lorsque lui parvinrent les premières informations sur les émeutes qui allaient plonger, une fois de plus, la Palestine dans une nouvelle folie meurtrière, après une période de calme relatif d'une

dizaine d'années.

*1. Les terrains de la vallée de Beit Shean furent d'abord légués aux Bédouins, qui les revendirent ensuite à l'Agence juive.

*2. De son nom complet : *Gdoud Ha'avoda VehaHagana 'Al Shem Yosef Trumpeldor* (« Bataillon du travail et de la défense au nom de Joseph Trumpeldor »).

*3. En référence aux pogroms qui eurent lieu en 1903 et 1905 à Kichinev, capitale de la Bessarabie, alors russe. Quant à la mention de l'Irlande, Samuel faisait vraisemblablement référence aux violences qui émaillaient depuis 1919 la guerre d'indépendance irlandaise et notamment au « *Bloody Sunday* », le 21 novembre 1920, qui fit une vingtaine de victimes, dont quatorze policiers, dues à l'Armée républicaine irlandaise (IRA).

IX

Le tournant de 1929

Tout commença le 23 septembre 1928, alors que Chancellor n'avait pas encore pris possession de ses fonctions laissées vacantes par Plumer depuis son départ en juillet. C'était le soir du Grand Pardon, la fête religieuse la plus solennelle du calendrier hébraïque, qui rassemblait des dizaines de fidèles devant le mur des Lamentations, dernier vestige du second Temple de Jérusalem. Jouxant l'esplanade des Mosquées (ou *Haram al-Sharif*), le Mur – appelé *El-Buraq al-Sharif* par les musulmans en souvenir de l'arrêt en cet endroit du Prophète et de sa monture légendaire (*Buraq*) lors de son ascension (ou *Mi'raj*) aux cieux – est considéré également comme un Lieu saint par les musulmans. Ceux-ci n'y permettaient aucune innovation, jusqu'à interdire aux Juifs d'y laisser lampes, chaises pliantes, tapis, rouleaux de la Loi, livres de prières ou de sonner le *shofar* à l'occasion des fêtes : des infractions sur lesquelles les autorités ottomanes avaient l'habitude de fermer les yeux, mais que les Anglais, piqués au vif par les émeutes de 1921, refusaient de tolérer, soucieux d'empêcher la moindre atteinte au *statu quo* en ce coin névralgique de la Ville sainte.

Ainsi, en cette veille de Yom Kippour 1928, un paravent provisoire séparant hommes et femmes en prière fut dressé devant le Mur, dans l'espace étroit appartenant depuis des siècles au 'waqf maghrébin, où se pressait comme chaque année une foule nombreuse de fidèles. Informé de cette initiative qui risquait de mettre le feu aux poudres, le chef anglais de la police locale le fit retirer brutalement le lendemain. Il le fit en plein office religieux, passant outre les supplications des fidèles et les conseils du procureur juif, Norman Bentwich, présent sur les lieux, qui lui avait suggéré d'attendre la fin des prières, en début de soirée, pour passer à l'acte. Rien n'y fit. L'assistance, indignée, fit un accueil houleux aux policiers anglais, armés jusqu'aux dents, venus détruire à la hache le paravent. Monté en épingle par la presse et savamment exploité par les milieux extrémistes des deux communautés, l'incident du Mur donna lieu au

cours des semaines suivantes à de multiples manifestations de protestation qui tendirent à l'extrême l'atmosphère à Jérusalem et dans les autres villes mixtes du pays.

Al-Hajj Amin al-Husseini et l'émergence du nationalisme palestinien

Se saisissant de l'occasion pour se hisser à la tête du mouvement national palestinien et en écarter ses rivaux de la famille des Nashashibi qui avaient la haute main sur les affaires municipales de Jérusalem et sur le Haut Comité musulman, le mufti Al-Hajj Amin al-Husseini créa, le 1^{er} novembre 1928, un Comité pour la défense du *Buraq Al-Sharif* et des Lieux saints musulmans. Conférant ainsi une dimension religieuse au conflit qui déchirait la Palestine, le mufti plaçait dans le même sac tous ses habitants juifs, qu'ils fussent sionistes, antisionistes, ultraorthodoxes, religieux modérés, agnostiques, ashkénazes, séfarades, est-européens ou orientaux de vieille souche locale. Ces derniers, qui n'espéraient d'autre État juif que celui promis dans les Écritures et plutôt critiques à l'égard des sionistes, leurs mœurs, leur ethnocentrisme et leur attitude hautaine envers les Arabes, se retrouvèrent dès lors du même côté de la barrière que les nationalistes juifs les plus radicaux d'origine européenne. Ceux-ci, sous l'influence des révisionnistes du Betar et de leurs émules ultranationalistes, avaient fini par considérer le Mur comme un symbole national et non plus seulement comme un vestige religieux. Joignant les actes à la parole, ils avaient demandé aux autorités du Mandat de reconnaître la présence des fidèles juifs en cet endroit comme un droit légitime, et non plus seulement comme une marque de tolérance de la part des musulmans. Cette revendication fut réitérée le 11 août 1929 à Zurich par le Congrès sioniste, qui décida par ailleurs d'élargir l'Agence juive en y faisant entrer des personnalités non sionistes. Cela ne plut pas aux milieux nationalistes arabes et renforça l'effervescence entretenue à Jérusalem par l'Exécutif arabe et le Haut Comité musulman. L'atmosphère était déjà en ébullition depuis quatre mois à la suite de divers travaux de maçonnerie effectués sur l'esplanade des Mosquées donnant directement accès au Mur, et à cause de la nouvelle habitude prise par les muezzins

d'augmenter le volume de leurs appels à la prière aux heures des offices juifs.

De protestation en protestation et de manifestation en contre-manifestation, la tension fut à son comble vers la fin du mois d'août 1929, à l'approche de la fête de commémoration de la destruction du Temple, *Tish'a Be-Av*, tombant cette année-là, par une coïncidence tragique des calendriers, le même jour que la fête musulmane de la naissance du Prophète. Le 15 août, le grand rabbin Kook réclama, dans un entretien au journal de droite *Doar Ha-Yom*, l'évacuation du quartier des Maghrébins attenant au Mur pendant que les militants du Betar défilaient aux abords immédiats du Lieu saint. Le lendemain, répondant aux harangues du mufti de Jérusalem, des centaines de musulmans rassemblés devant la mosquée Al-Aqsa, où ils venaient de célébrer l'anniversaire de la naissance du Prophète, déferlèrent en direction du Mur, y détruisant tables et livres de prières et blessant trois Juifs qui se trouvaient sur les lieux. De nouvelles bagarres éclatèrent au cours des heures suivantes dans la ville, faisant un mort, un adolescent juif, et plusieurs blessés des deux côtés.

Ainsi commença, le 23 août, ce que les Arabes appelèrent la « révolte » (*thawra*) ou le « Jihad » du *Buraq al-Sharif*, les Juifs les « événements » du Mur, et les Anglais les « désordres » de Palestine. En l'absence de John Chancellor, en vacances en Angleterre, le haut-commissaire par intérim, Harry C. Luke, un Juif d'origine américaine et violemment antisioniste, avait convoqué la veille plusieurs responsables juifs et musulmans, leur demandant d'intervenir auprès de leurs communautés pour les appeler au calme¹. Cela ne servit à rien. La situation se dégrada rapidement dans la matinée du 23 août, à la suite de l'arrivée de plusieurs milliers de fellahs de la banlieue de Jérusalem, de Lifta et Ein-Karem notamment. Armés de gourdins, de bâtons, de poignards et d'épées, et rejoints par des dizaines d'autres manifestants partis d'Al-Aqsa et de la porte de Jaffa, ils envahirent les quartiers juifs de la partie occidentale de la ville, assommant et poignardant hommes, femmes et enfants qu'ils trouvaient sur leur chemin. Sans armes ni instructions particulières, la police fut rapidement débordée tandis que des éléments de la Hagana, guère mieux équipés, tentaient tant bien que mal de protéger les quartiers juifs. L'état de siège fut décrété dans l'après-midi, mais cela n'empêcha pas les attaques de se poursuivre et même de s'intensifier contre les habitants de Meah Shearim et ceux des nouveaux quartiers de Talpiot, Roméma et Beith-Hakerem, envahis et pillés durant vingt-quatre heures d'affilée jusqu'à l'arrivée, dans la matinée du samedi 24 août, des premiers renforts militaires accourus de Transjordanie et d'Égypte.

Entre-temps s'était répandu le bruit de la prise du *Haram al-Sharif* par les Juifs. Répondant aux appels à la guerre sainte, les Bédouins de

la vallée du Jourdain firent mouvement en direction de Jérusalem, mais furent stoppés par l'armée à proximité de Jéricho, pendant qu'à Naplouse et Haïfa d'autres bandes d'insurgés assaillaient les casernes de policiers pour prendre possession de leurs armes. Au même moment, le village juif de Motza, situé à une quinzaine de kilomètres de Jérusalem, était attaqué. Une famille entière de sept membres y fut massacrée et leur maison brûlée. Un seul enfant en réchappa : Mordechai Maklef, futur chef d'état-major de l'armée israélienne. Mais c'est à Hébron, connue pour le fanatisme de ses habitants, que l'insurrection atteignit son point culminant. Des scènes d'une rare violence s'y déroulèrent entre le 24 et le 27 août : meurtres de vieillards, d'enfants et de femmes, pillages de maisons, profanations de synagogues, destructions de magasins. Soixante-sept Juifs, dont une douzaine de femmes, trois enfants de moins de cinq ans et plusieurs étudiants de **yeshiva** – dont sept Américains –, trouvèrent la mort et des dizaines d'autres furent blessés.

La police locale paralysée, une force auxiliaire de réservistes formée de fonctionnaires civils, anglais et indigènes ainsi que d'anciens combattants de la Légion juive fut armée en toute hâte puis conduite sur les lieux des émeutes, en attendant la venue de nouveaux renforts d'Égypte et de Malte. La nouvelle se répandit immédiatement que les Anglais armaient les Juifs contre les Arabes, ce qui n'arrangea pas la situation. Quatre chrétiens ayant été tués par des policiers juifs les jours précédents, les Églises se joignirent au mufti pour demander le désarmement de cette unité de « *special constables* ».

La journée du 25 fut plus calme à Jérusalem mais non à Jaffa et Haïfa, où l'attaque du quartier juif de Hadar-Hacarmel fit 23 morts. La situation fut particulièrement alarmante à Safed où, le 29 août, des émeutiers arabes, aidés d'infiltrés venus du Liban, tuèrent 18 Juifs, tandis qu'à Jérusalem les pertes juives s'élevaient déjà à 23 morts. Dans ce cortège d'horreurs cependant, les actes de solidarité entre les deux communautés ne manquèrent pas : ainsi, à Abou Gosh, près de Jérusalem, la population prit la défense des habitants d'un village juif voisin ; à Hébron aussi, plusieurs Juifs eurent la vie sauve grâce à leurs voisins arabes qui les avaient cachés dans leurs domiciles. Enfin à Tibériade, Juifs et Arabes s'étaient engagés à repousser ensemble toute agression extérieure.

Le bilan de cette semaine d'émeutes fut particulièrement lourd : 133 morts et 339 blessés du côté juif, 87 morts et 181 blessés du côté arabe, la plupart de ceux-ci à la suite des tirs des soldats et des policiers anglais². Les plus touchées furent les populations des villes mixtes, en dehors de Tibériade. Cela entraîna immédiatement le départ définitif des Juifs des quartiers excentrés des grandes villes et des agglomérations comme Hébron, Naplouse, Gaza, Tulkarem, ainsi

que l'afflux vers Tel-Aviv d'une bonne partie des habitants juifs de Jaffa. Les dégâts dans le secteur rural juif ne furent pas moins graves : 60 % des villages furent atteints, leurs maisons et leurs récoltes incendiées, leur bétail et leurs matériels détruits, et six colonies au moins furent anéanties puis délaissées.

Critiqué de toutes parts, John Chancellor, qui attendit jusqu'au 29 août pour rentrer de vacances, commença par condamner les « crimes odieux commis par de sanguinaires assassins contre des Juifs sans défense, de tout âge et des deux sexes, accompagnés d'actes de sauvagerie inqualifiables comme à Hébron ». Il revint peu après sur ses propos à la suite de la réaction très vive du Haut Comité musulman, qui contesta ses conclusions et demanda son rappel immédiat à Londres. C'était ce qu'il espérait de tout cœur, devait-il confier à son fils ainsi qu'aux dirigeants arabes venus dans son nouveau palais de la Résidence lui demander la tête du procureur Bentwich qui avait requis la peine de mort à l'encontre de vingt-cinq Arabes impliqués « dans les désordres » : « Dans les circonstances actuelles, seul Dieu est en mesure d'être haut-commissaire dans ce pays³. »

Pour le reste, il estimait que la déclaration Balfour avait été une erreur colossale parce que, injuste envers les Arabes et inapplicable en faveur des Juifs, elle était préjudiciable aux intérêts de l'Empire britannique. Par conséquent, les termes de la résolution de la Société des Nations (SDN) sur le Mandat devaient être amendés, en commençant par rendre justice aux Arabes et leur octroyer le droit à l'autodétermination comme cela venait d'être fait dans les autres territoires sous domination britannique.

L'attitude et l'avis de Chancellor étaient largement partagés par une bonne partie de l'opinion anglaise qui craignait de voir le Foyer national devenir un fardeau pour la Couronne britannique : contrairement aux promesses de Weizmann, le mouvement sioniste n'avait pas pu y attirer les grands capitaux juifs que l'on espérait et, de plus, même sur le plan sécuritaire, il avait fallu l'intervention des soldats et des policiers britanniques pour sauver les colonies et les quartiers juifs d'une destruction totale. À quoi bon, dans ces conditions, continuer de supporter un projet problématique qui avait tant de mal à décoller, et s'aliéner, du même coup, l'ensemble du monde arabe ? se demandaient plusieurs journaux anglais qui tenaient la présence juive pour responsable des troubles sanglants de Palestine.

La commission Shaw et les premiers déboires sionistes

Le gouvernement travailliste renforça le dispositif sécuritaire du pays tout en s'empressant d'envoyer sur place une commission d'enquête. Dirigée par Walter Shaw, ancien président de la Cour suprême de Singapour, elle exonéra le mufti de toute responsabilité dans les émeutes qu'elle expliqua par l'inquiétude des Arabes face à l'immigration sioniste et à l'achat de terres par les Juifs, qui menaçaient de les priver de leurs moyens de subsistance et assombrissaient leur avenir politique. La commission préconisa une série de recommandations, dans l'ensemble favorables aux Arabes. Elles furent reprises, le 21 octobre 1930, dans le Livre blanc^{*1} signé par le secrétaire aux Colonies, lord Passfield^{*2}, qui annulait dans les faits les engagements pris par la Grande-Bretagne en vue de l'édification du Foyer national juif et limitait de manière drastique les quotas d'immigration juive. Cela constitua une défaite cinglante pour les sionistes et une victoire retentissante pour le mufti de Jérusalem, désormais dirigeant incontesté du mouvement national palestinien, laissant dans l'ombre les chefs traditionnels des différents clans qui se partageaient la population arabe du pays.

Déstabilisée par la teneur de ce texte, la direction sioniste réagit en mobilisant en faveur de sa cause de nombreuses personnalités juives et non juives de premier plan. Des milliers de télégrammes de protestation furent adressés du monde entier au cabinet britannique, tandis que de nombreuses manifestations de soutien étaient organisées un peu partout en Amérique et en Europe. Ajoutées aux critiques de la Commission des mandats de la Société des Nations et aux menaces de démission de Chaim Weizmann, le Livre blanc de Passfield fut finalement retiré, en 1931, par le Premier ministre travailliste, James Ramsay MacDonald, qui promit, dans une note à Chaim Weizmann, d'assouplir ses dispositions les plus draconiennes. Cela signifiait en clair que, contrairement aux préconisations du Livre blanc, le volume de l'immigration juive ne dépendrait plus de la situation économique générale de la Palestine mais uniquement de celle du *Yishouv* juif, qui

était florissante à l'époque. Soutenu par Ben Gourion, Weizmann pouvait ajouter cette victoire à son palmarès. Mais le cœur n'y était plus : pris à partie par bon nombre de personnalités de son mouvement, qui lui reprochaient son attachement indéfectible à la Grande-Bretagne, il avait l'impression de voir sombrer le Foyer national. Gagné par la lassitude, il cessa tout simplement d'y croire et, au fond de lui-même, il se sentait plus proche des idées défendues par Brit Shalom que de celles des autres formations politiques du *Yishouv*. Dès lors, il démissionna quelques mois plus tard de la direction de l'Organisation sioniste mondiale, où il fut remplacé provisoirement par Nahum Sokolov. Élargie depuis 1929 aux non-sionistes et aux ultraorthodoxes et bientôt désertée par les révisionnistes qui avaient tenté vainement d'en prendre le contrôle, l'Agence juive passa à partir de 1935 entre les mains de Ben Gourion et des travaillistes du Mapai qui, ce faisant, déplacèrent le centre de gravité du mouvement sioniste de la Diaspora vers la Palestine et de Londres à Jérusalem.

Juifs et Arabes après les émeutes de 1929

Les événements de 1929 furent un tournant capital dans l'histoire des relations judéo-arabes, aussi bien en Palestine qu'à l'étranger. Juifs et musulmans étaient désormais en guerre non seulement pour quelques arpents de terre, mais aussi pour des symboles et des mythes religieux. Ainsi, pendant que le *Yishouv* ameutait à sa rescousse les Juifs de la Diaspora, le mufti, désireux de donner une dimension panislamique à son combat contre les Juifs, réunit en décembre 1931 à Jérusalem un « congrès islamique » regroupant des délégués d'une vingtaine de pays, avec la participation d'éminents chefs religieux venus d'Iran, des Indes, de Bosnie, du Levant et du Maghreb. Relayés en Europe par les prises de position antijuives des Églises chrétiennes de Terre sainte, pour lesquelles la renaissance d'une nation juive sur les lieux de la crucifixion du Christ était hors de question, les débats furent dominés par l'affirmation du caractère musulman du *Buraq al-Sharif* et par celle de l'importance capitale de la Palestine pour l'ensemble du monde musulman. Le congrès décida l'envoi d'émissaires religieux dans tous les pays d'Asie et d'Afrique pour y sensibiliser les musulmans au problème de Jérusalem⁴. Soutenues comme à Bagdad, à Damas et au Caire par diverses associations locales de protection de la mosquée Al-Aqsa et du *Buraq al-Sharif*, ces initiatives eurent pour effet de dégrader plus encore les relations entre Juifs et Arabes au Proche-Orient et en Afrique du Nord. Y remplissant jusqu'à cette date un rôle relativement mineur, le conflit palestinien n'allait pas tarder, en effet, à devenir un facteur décisif de dissensions entre Juifs et Arabes de ces pays. Ainsi, survenant après le *dahir* berbère au Maroc (1930) et au milieu des célébrations du centenaire de l'Algérie française, l'écho suscité par le congrès de Jérusalem se traduisit par une série d'affrontements entre Juifs et musulmans à Sfax, à Tunis, à Casablanca, à Rabat, à Ksar el-Kebir et à Tanger, auxquels devaient s'ajouter les émeutes antijuives de Constantine d'août 1934 au cours desquelles, comme ailleurs dans le monde arabe, les slogans « À bas les Juifs » et « À bas les sionistes » étaient devenus

interchangeables.

Un même élan de solidarité envers les Juifs de Palestine parcourut la Diaspora où, en quelques semaines, le Fonds d'urgence d'aide à la Palestine juive put réunir une somme de 600 000 livres sterling, alors que le mufti n'avait pas pu recueillir plus de 13 000 livres durant toute l'année 1930⁵. Même dans un pays comme la France où l'attitude des institutions et des journaux juifs à l'égard du sionisme n'avait pas toujours été empreinte de compréhension, la population israélite se mobilisa en faveur des victimes de Jérusalem et de Hébron. Relevant avec amertume le silence de l'Église et celui du gouvernement français ainsi que le ton carrément antisémite de certains journaux parisiens, les Juifs de France ne s'embarrassèrent d'aucun scrupule politique pour mettre sur pied sans tarder des secours en faveur d'une communauté sœur en détresse. Après avoir hésité pendant un moment sur l'interprétation à donner aux événements de Palestine, le Consistoire central et l'Alliance israélite créèrent conjointement avec le KKL un comité d'aide aux victimes. Présidé par le grand rabbin Israël Lévi, le comité réunissait diverses personnalités de premier rang qui, à l'exemple de Sylvain Lévi, Eugène Sée et Salomon Reinach, devaient être les premières surprises de se retrouver sur une même liste que des prosionistes avérés comme le général Geismar, Léon Zadoc Kahn et Isaac Naiditch, ami personnel de Weizmann et membre fondateur du *Keren Hayesod* en 1920. Cela n'empêcha pas la revue *Paix et Droit*, publiée par l'Alliance, d'assener qu'une bonne part des responsabilités dans le déclenchement des émeutes de 1929 était imputable à la « mégalomanie » des dirigeants sionistes :

Jadis, à la Tour de Londres, écrivit son rédacteur, Alfred Berl, on montrait l'arme qui servit au supplice de Charles I^{er} au-dessous de laquelle était inscrit cet avertissement : « Ne touchez pas à la hache. » Les sionistes ont touché à la hache, et les Arabes l'ont rougie de sang⁶.

Mais c'est en Palestine que les conséquences des événements furent naturellement les plus graves, rendant plus aléatoires que jamais les tentatives de rapprochement entre Juifs et Arabes : d'un côté, les Arabes, fiers de leurs victoires sur le terrain et demandant le désarmement des unités paramilitaires juives, l'abrogation pure et simple de la déclaration Balfour et l'arrêt de l'immigration juive ; de l'autre, les Juifs, démoralisés par l'étendue de leurs pertes et considérant l'administration anglaise comme globalement proarabe. En outre, bien que suspendu, le Livre blanc de lord Passfield les incitait à penser que la déclaration Balfour avait été vidée de son

contenu, les Anglais plaçant désormais sur un pied d'égalité les intérêts des Arabes et ceux des Juifs avec une nette préférence pour les premiers. Enfin, en envisageant de réduire sérieusement le volume de l'immigration, les Anglais avaient clairement laissé entendre que la Palestine n'était pas censée devenir un refuge pour les Juifs persécutés dans le monde. Un coup de semonce lourd de conséquences au moment même où l'Europe centrale se couvrait de brun et que parvenaient les premières informations sur les succès nazis en Allemagne...

Ballotté entre les thèses de Brit Shalom et celles des révisionnistes de Jabotinsky, le Mapaï choisit la voie de la modération et du dialogue, tout en estimant que les chances d'une entente entre Juifs et Arabes étaient très minces. Préconisant l'instauration d'un « système » binaire judéo-arabe et non un État binational, Ben Gourion posait comme conditions à tout accord les quatre points suivants :

1. La Palestine est destinée au *peuple juif* et aux Arabes qui y habitent.

2. Le droit du *peuple juif* sur cette terre ne dépend d'aucune puissance étrangère. Il repose sur le lien indéfectible du *peuple juif* avec sa patrie historique.

3. La revendication à l'autodétermination du *peuple juif* est conforme aux valeurs du droit international.

4. La justification morale de l'entreprise sioniste découle de la détresse et de l'état de désolation dans lesquels se trouvait la Palestine avant le retour des Juifs, les seuls ayant accepté de s'y investir et de la reflleurir.

Parallèlement, Ben Gourion se disait favorable à un régime parlementaire dans lequel Juifs et Arabes jouiraient de droits individuels et collectifs égaux, et sous l'égide duquel les uns et les autres pourraient développer des structures autonomes, d'abord à l'échelle municipale, puis régionale et, enfin, nationale, quand les Juifs atteindraient 40 à 50 % de la population. À ce stade ultime, chacune des deux populations se constituerait en canton autonome, partie intégrante du futur « État fédéral d'Eretz Israel » qui disposerait alors de deux Chambres : l'une, la « Chambre des citoyens », refléterait l'état démographique réel du pays ; l'autre, la « Chambre des peuples », serait constituée d'un nombre égal de représentants de chaque côté. Toute loi devrait avoir l'aval des deux Chambres⁷.

Le programme de Ben Gourion fut loin cependant de susciter l'unanimité au sein du Mapaï et moins encore dans l'opinion qui, traumatisée par les événements de l'été 1929 et par la nouvelle vague de chômage qui frappa le pays jusqu'en 1931, voyait dans le

programme du dirigeant travailliste une marche arrière et une marque de défaitisme, surtout qu'il avait sciemment omis d'y mentionner, comme à l'accoutumée, le droit exclusif des Juifs sur Eretz Israel. Ben Gourion ne s'opposait pas non plus à l'intégration de la future Palestine juive dans une confédération des États de la région. C'est ce qui valut au Mapaï de s'attirer, lors du vingt-cinquième Congrès sioniste de Bâle, en 1931, aussi bien les critiques des délégués du Brit Shalom, qui le pressaient de renoncer à l'idée d'une majorité juive et à la notion même d'un État juif, que celles des révisionnistes de Jabotinsky qui réclamaient l'intensification de la lutte contre les Anglais. Finalement, l'idée générale qui prévalut parmi la majorité des congressistes était de ne pas précipiter les choses et de laisser le Foyer national se renforcer à son rythme et sous l'égide de la Couronne britannique jusqu'à ce qu'il pût devenir, un jour, une réalité irréversible et incontournable. Cette vision « évolutionniste » fut critiquée en 1932 par Haim Arlozoroff qui, dans une lettre à Weizmann, pensait que, dans l'état actuel des choses, le temps ne jouait pas en faveur des sionistes, déjà en perte de vitesse chez les Juifs de la Diaspora à cause du communisme et des succès de l'Union soviétique. Estimant imminente la fin du système des mandats à la suite du mouvement pour l'autodétermination qui déferlait sur le Proche-Orient, il croyait également que le monde se dirigeait vers une nouvelle guerre qui serait accompagnée soit d'une alliance entre les Anglais et les Arabes, soit d'une révolte arabe qui pousserait les Anglais à partir. Dès lors, renvoyant dos à dos les partisans de la « cantonisation » de la Palestine et ceux en faveur de sa partition entre Juifs et Arabes, Arlozorov estimait qu'il n'y avait d'autre alternative pour la minorité juive que d'imposer par la force sa volonté d'instaurer un « gouvernement révolutionnaire organisé » qui écarterait définitivement le danger d'une victoire arabe⁸. Des propos pessimistes inattendus dans la bouche de ce jeune responsable plutôt libéral qui exprimait ainsi sa déception des Anglais et mesurait les périls mortels auxquels faisait face l'entreprise sioniste. Il n'était pas le seul à partager ces sentiments. Ceux qui devaient l'assassiner l'année suivante nourrissaient, sans nul doute, les mêmes soupçons vis-à-vis des Anglais.

Surfant sur la vague de colère et d'appels à la vengeance qui secouait le *Yishouv* depuis 1929, un courant de droite radicale emmené par les écrivains Uri Zvi Greenberg, Abba Achimeir et Yehoshoua Heshel Yeivin commençait, en effet, à élever la voix contre l'*establishment* sioniste et contre le mandat britannique. Feignant la provocation, ils se donnèrent comme nom ***Brit Habiryonim*** (ou « Alliance des brigands ») et, fortement influencés par les idées de Nietzsche, Spencer et Sorel, ils en appelaient ouvertement à l'usage de

la violence, au nom « des morts de Safed, Jérusalem et de Tel-Aviv » et « de tout le sang versé à Sion »⁹. Ce discours d'une rare violence et cette mystique de la mort furent, sans aucun doute, pour beaucoup dans l'assassinat, le 26 juin 1933 sur la plage de Tel-Aviv, de Haim Arlozoroff. Ce meurtre ne fut jamais élucidé, mais il n'est pas certain qu'Abba Achimeir en fut le commanditaire, comme on l'avait cru immédiatement après les faits. Longtemps accusés d'avoir été les instigateurs de ce premier assassinat politique survenu dans le *Yishouv*, les révisionnistes en firent les frais pendant le dix-huitième Congrès sioniste de Prague, tenu quelques semaines plus tard : ils n'y recueillirent que 16 % des voix contre près de 45 % aux travaillistes du Mapaï, qui constituaient désormais l'élément moteur du mouvement sioniste.

Ben Gourion succéda provisoirement à Arlozorov à la tête du département politique de l'Agence juive avant d'y nommer Moshe Sharett. À ce titre, il prit contact avec des dirigeants nationalistes palestiniens, parmi lesquels le jeune et brillant intellectuel Moussa 'Alami qui était proche du mufti. Après qu'il eut exposé à son interlocuteur les efforts déployés par les sionistes pour le développement de la Palestine et le bien-être de tous ses habitants, Moussa 'Alami lui répondit que, même si cela devait leur prendre un siècle entier, les Arabes préféreraient abandonner le pays à son état de désolation plutôt que de laisser les sionistes le faire reflourir à leur place. Une réponse qui n'empêcha pas Ben Gourion de rechercher d'autres interlocuteurs arabes pendant les années suivantes, mais qui eut néanmoins le mérite de lui apprendre que le discours « classique » sioniste sur les bienfaits apportés par la colonisation juive à la Palestine et à l'ensemble des habitants passait très mal dans l'opinion arabe, qui refusait la moindre concession politique aux Juifs. L'impasse était totale, et la déception et la frustration commençaient à gagner du terrain même parmi les dirigeants de l'association Brit Shalom, qui se saborda peu de temps après :

« Les Arabes veulent toujours se débarrasser des Juifs », constata amèrement Ruppin dans une lettre adressée en 1936 à Robert Weltch. Revenant à la politique défendue depuis les années 1920 par Ahdout 'Avoda puis par le Mapaï, il pensait à nouveau que c'était par l'accroissement de la population juive et son renforcement sur le plan économique que les Arabes finiraient par comprendre que le *Yishouv* était une réalité irréversible :

Lorsque les Arabes se rendront compte que la question n'est pas celle d'une négociation au terme de laquelle il leur serait demandé de nous octroyer quelque chose que nous ne posséderions pas encore, mais bien de reconnaître les réalités

telles qu'elles sont, le poids de ces réalités amènera la fin de ces tensions. La survie ou la disparition du mouvement sioniste dépend de ce que nous parviendrons – sous la tutelle du gouvernement mandataire – à accroître, au cours des cinq ou dix années à venir, notre nombre et notre puissance, de manière à égaler, plus ou moins, ceux des Arabes¹⁰.

*1. Document officiel contenant un ensemble argumenté de propositions d'actions liées à un sujet spécifique.

*2. De son nom exact Sydney Webb, ancien membre avec son épouse Béatrice de la Fabian Society socialiste : considérant le *Yishouv* sioniste comme une entreprise coloniale classique, sa sympathie allait spontanément vers les indigènes arabes parce que colonisés par les sionistes.

X

Les années fatidiques

1933-1939

En 1929, le Foyer national juif, au bord de l'abîme, menaçait de s'écrouler. Dix ans après, il était une entité politique et sociale incontournable et comptait 400 000 personnes environ, représentant près de 30 % de la population totale du pays. Entre ces deux dates, des changements politiques de premier plan en Europe centrale, aux contours encore indécis mais déjà tragiques pour les Juifs d'Allemagne, d'Autriche et de Tchécoslovaquie, eurent lieu, et une révolte arabe contre les Anglais aux conséquences catastrophiques sur la société palestinienne éclata. À ces deux facteurs majeurs s'ajoutaient la présence d'un nouveau haut-commissaire, Arthur Wauchope, en poste depuis 1931 et franchement pro-sioniste, et l'action d'une direction sioniste pragmatique qui fit le choix délibéré de la modération tout en poursuivant, contre vents et marées, l'édification d'une nouvelle société.

Une nouvelle société juive

Une société fortement imprégnée des idéaux socialistes et nationalistes des pionniers de la deuxième et la troisième *‘Aliya*¹ commença à émerger. Adulés et idéalisés par des lignées d'écrivains, de poètes, de journalistes, de peintres et de caricaturistes, leurs enfants, les « **sabras** », étaient éduqués dans l'amour d'Eretz Israel – « Jérusalem sur le front et le *Emek*^{*1} au bras, comme des phylactères », écrivit le poète Uri Zvi Greenberg – et le culte de la terre qu'ils « sanctifiaient » par leur travail, comme une épouse par son mari, renchérissait le poète Abraham Shlonsky². Tournant résolument le dos aux pays d'origine de leurs parents, ils avaient une image très négative du « Juif diasporique » qui n'était pas très éloignée de celle des antisémites. « Nouveaux Juifs », « aux beaux yeux », droits, braves et sans malice, ils ne parlaient qu'en hébreu, cette langue ressuscitée qui avait retrouvé en Eretz Israel son milieu naturel, leur disait Brenner. La houe dans une main et le fusil à l'épaule, comme aimait les décrire Itzhak Tabenkin, ils portaient des prénoms comme Ouri, Ouzi, Dan ou encore Yoav, Ehoud, Guideon et Yigal, qui étaient moins religieusement connotés que ceux de leurs parents (Moïse, Abraham, Salomon, Samuel, etc.). Quant à leur attitude à l'égard de leurs voisins, elle connut bien des fluctuations depuis la fin du XIX^e siècle, cumulant tous les stéréotypes imaginables, du fellah bon sauvage et descendant des anciens Israélites à l'Arabe, réincarnation de l'Amalek biblique, ennemi féroce et assoiffé de sang, en passant par le Bédouin, guerrier noble et intrépide auquel les gardiens du Hashomer avaient voulu ressembler. L'étude de la langue et de la civilisation arabes préoccupa d'ailleurs très tôt l'Université hébraïque de Jérusalem qui ouvrit, dès 1926, un Institut d'études orientales dont la majorité des professeurs, recrutés en Allemagne par Judah Magnès, adhéraient aux opinions de Brit Shalom et aspiraient comme Martin Buber à rapprocher l'Occident de l'Orient et le judaïsme de l'islam. C'est pourquoi ils accordèrent une place importante dans leurs recherches et leur enseignement aux liens historiques et culturels entre Juifs et Arabes, et plus particulièrement à la symbiose judéo-arabe de l'âge d'or andalou et aux différents

dialectes judéo-arabes, ou encore aux Juifs du Yémen, les plus « orientaux » parmi les Juifs arabophones de Palestine, en dehors des Séfarades de vieille souche qui, vite marginalisés par les sionistes, avaient vainement espéré servir d'intermédiaires entre les Arabes et le nouveau *Yishouv*.

Ponctué de manifestations sportives, d'expositions de peintures de style « réaliste » ou « néo-oriental », de spectacles de chants et de danses « folkloriques » d'inspiration slave, arabe ou druze, le *Yishouv* avait une vie artistique, culturelle et scientifique très riche, dominée par l'Université hébraïque et l'école des beaux-arts Bezalel à Jérusalem, le Technion à Haïfa, le théâtre Habima et l'Orchestre philharmonique de Palestine à Tel-Aviv : à la veille de la guerre, Toscanini y dirigerait six concerts mémorables consacrés à Brahms et Beethoven. La vie littéraire n'y était pas moins dense, notamment depuis la venue à Tel-Aviv, en 1924, de Haïm-Nahman Bialik (1873-1934) qui s'installa en Palestine aux côtés d'écrivains et de poètes de premier plan comme Shaül Tchernichovsky (1875-1943), Avigdor HaMeïri (1890-1970), Uri Zvi Greenberg (1886-1981), Abraham Shlonsky (1900-1973), et leurs successeurs Nathan Altermann (1910-1970), Léa Goldberg (1911-1970) et Jonathan Ratosh (1908-1981), l'écrivain « cananéen » qui réclamait l'intégration des nouveaux Hébreux dans un Orient sémite qui ne serait ni juif ni musulman.

Enseigné dans toutes les écoles, l'hébreu ne se porta jamais aussi bien qu'à cette époque. C'était l'accomplissement le plus spectaculaire du sionisme. En 1914, 40 % de la population juive parlait hébreu. Ce nombre dépassa les 95 % à la fin de l'époque du Mandat, tandis que Tel-Aviv ravissait à Varsovie et à Vilnius le titre de premier centre de culture hébraïque du monde, dont les libraires exhibaient fièrement les toutes dernières traductions en hébreu d'Aristote, Descartes, Leibniz, Fichte, Kant, Bergson, Shakespeare, Goethe, Heine, Byron, Dickens, sans parler des grands romanciers russes. Bien pourvue en salles de spectacle, en clubs littéraires et en maisons d'édition, Tel-Aviv était aussi le siège de la plupart des journaux, dont le nombre grandissait au fur et à mesure que la population s'accroissait et que les débats politiques s'intensifiaient. En plus de *Haaretz* qui était un quotidien indépendant dont les ventes s'établissaient à 15 000 exemplaires par jour, chaque parti et chaque organisation y avaient leur journal ou leur revue périodique : *Davar* avec ses 25 000 lecteurs était l'organe de la Histadrout, *Kuntress* celui d'Ahdout 'Avoda, *Hapo'el Hatza"ir* appartenait au parti du même nom, *Hayarden* et *Doar Hayom* aux révisionnistes, *Kol Ha'am* aux communistes, et *Hatzofé* aux sionistes religieux du *Mizrachi*.

Décrit comme un bombardement par l'écrivain nationaliste

palestinien Khalil Sakakini³, le flot de l'immigration juive qui, entre 1933 et 1939, fit doubler la population du *Yishouv* suscita la colère des Arabes. Outre ses conséquences démographiques évidentes, la cinquième 'Aliya joua un rôle capital dans l'expansion économique du *Yishouv*, à la suite de l'accord de la *Ha'avara* signé entre l'Agence juive et le Troisième Reich sur le transfert de marchandises industrielles d'Allemagne en Palestine. Contesté dès sa conclusion par les révisionnistes, il permettait aux immigrants de récupérer une partie de l'argent qu'ils ne pouvaient sortir du Reich, à proportion des fonds versés sur un compte spécial à Berlin et transférés par l'Agence juive sous forme de biens matériels achetés à l'industrie allemande.

Cinquième 'Aliya

30337

42389

61854

29367

119336

12888

27901

Cet accord avec l'Allemagne resta en vigueur jusqu'en 1940, malgré les protestations des Arabes palestiniens. Ceux-ci étaient déstabilisés par les contradictions du régime nazi : d'un côté, Hitler cherchait à se rapprocher des Arabes en vilipendant les Juifs et le sionisme et en dénonçant la politique coloniale de la France et de l'Angleterre ; de l'autre, il aidait indirectement les sionistes à renforcer leur présence en Palestine et à y préparer la naissance d'un État décrit par le ministre allemand des Affaires étrangères Ribbentrop comme « une nouvelle place forte de la juiverie internationale à l'image du Vatican pour les catholiques et de Moscou pour le Komintern ».

C'est ainsi que, pendant que la crise économique mondiale frappait durement les pays voisins, la Palestine était l'un des rares endroits du monde à connaître des budgets excédentaires, une production agricole et industrielle soutenue, et où l'on continuait à ouvrir de nouveaux chantiers publics sans crainte du lendemain. Répercutée par la propagande cinématographique sioniste dans toutes les communautés de la Diaspora, la « résurrection » de la « nouvelle Palestine » et les réalisations du Foyer national étaient censées constituer la preuve éclatante du succès irréversible du sionisme et de ses bienfaits sur l'ensemble de la population du pays, qui connut effectivement, au cours de ces années, une assez forte immigration arabe en provenance de tous les pays voisins.

Tel-Aviv, dont la population approchait les 150 000 habitants à la fin de la période, était devenue méconnaissable avec ses boulevards, ses quartiers résidentiels, ses immeubles à quatre étages, ses rues

encombrées, ses cafés, ses cinémas, ses embouteillages, ses orchestres de jazz et sa vie nocturne qu'appréciaient particulièrement fonctionnaires, policiers et soldats britanniques en permission. Tandis que Jérusalem se flattait de son tout récent et majestueux palais du haut-commissaire, de son nouvel hôtel du Roi David, de son imposant siège de l'Agence juive et de son monumental bâtiment néomauresque de l'YMCA^{*2}, Haïfa s'enorgueillissait de son nouveau port qui allait en faire rapidement la première cité portuaire du pays. Quant aux vieilles *moshavot* de Petah Tikva, Kfar Saba, Hadera, Rehovot et Herzliya, elles s'étaient transformées en agglomérations urbaines, basant leur économie sur l'industrie et la culture des agrumes, qui connut un bond extraordinaire au cours des années 1930. Les villages coopératifs ne furent pas en reste : ils abritaient désormais près du quart de la population juive, soit quelque 100 000 personnes. Le nombre des *kibboutzim* s'était accru considérablement à la suite notamment de l'opération « Tour et palissade » (*Homa U-Migdal*) au cours de laquelle, sous la protection de la Hagana et avec le soutien tacite des Anglais, plus d'une cinquantaine d'implantations agricoles furent créées en un temps record, entre 1936 et 1939, dans les vallées de Beit Shean et du Jourdain, en Haute-Galilée et au nord du Néguev, sur des terres achetées précédemment par l'Agence juive. Comme pendant les décennies précédentes, l'offre était généralement plus forte que la demande. Le seul problème consistait à faire évacuer les métayers et les fellahs des terres achetées qu'ils occupaient, souvent depuis plusieurs générations⁴. De source officielle anglaise, 664 cas litigieux de ce type avaient été recensés en 1936⁵.

Périodisation et répartition des terres achetées par les Juifs par type de propriété

Période	Propriété juive	Propriété non juive
1920-1922	106,83%	93,17%
1923-1927	100,67%	99,33%
1928-1932	98,33%	1,67%
1933-1936	82,05%	17,95%

Aussi étonnant que cela puisse paraître, l'acquisition des terres par les sionistes n'eut pas pour conséquence la diminution des espaces cultivés par les Palestiniens. Bien au contraire, leur superficie augmenta même sensiblement, passant de 5 millions à 7 millions de *dunam* entre 1922 et 1945. Il en fut de même pour leur rendement, qui s'accrut considérablement parallèlement à l'intensification de la colonisation juive. La raison essentielle en fut que les principales étendues de territoire acquises par les sionistes – la vallée de Jezréel et la plaine côtière, par exemple – étaient, avant l'arrivée des Juifs, des déserts de dunes, de pierres et de marécages considérés comme non cultivables. Ainsi, selon les statistiques publiées par les autorités

britanniques, la superficie des plantations arabes d'agrumes – le principal produit d'exportation du pays – passa de 10 000 *dunam* en 1922 à 155 000 en 1937, dans une proportion presque semblable à celle des plantations juives qui passèrent, à la même époque, de 22 000 à 144 000 *dunam*. Multiplication très sensible également des vergers arabes dans les régions montagneuses, considérées comme non propices à l'agriculture par le passé : leur superficie passa de 331 000 à 832 000 *dunam* entre 1931 et 1942. Une croissance facilitée d'abord par l'argent qui afflua dans les mains des villageois arabes grâce aux achats de terres effectués par les Juifs. Ensuite, du fait de la diminution des maladies parasitaires (malaria, paludisme) dans les villages bénéficiant des améliorations introduites par les Juifs et grâce à l'action des médecins et des hôpitaux juifs qui accueillaient sans discrimination les patients arabes. Le résultat en fut une baisse de 27 % de la mortalité infantile arabe entre 1921 et 1939 – contre 7 % en Transjordanie et 9 % en Égypte. Ce qui, ajouté à l'immigration en provenance des pays voisins dont le niveau de vie était, en général, beaucoup plus bas que celui de la Palestine, contribua sans aucun doute à l'augmentation spectaculaire de la population arabe, qui passa de 600 000 à 1 200 000 habitants entre 1922 à 1942, un niveau sans pareil dans aucun des pays voisins, même en Égypte dont la population s'était accrue de 25 % au cours de la même période. À la veille de la Seconde Guerre mondiale, 65 % de la population arabe était rurale et vivait dans quelque 900 villages du pays, la plupart en Galilée, en Cisjordanie et autour de Jérusalem, Naplouse, Jenin et Hébron. Quant à la population urbaine arabe, elle se concentrait dans les trois grandes villes de Jaffa, Jérusalem et Haïfa ainsi qu'à Naplouse, Gaza et Hébron : 30 à 35 % de leurs habitants vivaient de l'artisanat et de l'industrie ; 15 % des transports ; 20 à 25 % du commerce ; et 10 % à 15 % étaient des fonctionnaires ou détenteurs de professions libérales.

En outre, Arabes et Juifs profitèrent autant des nouvelles infrastructures ferroviaires, routières, maritimes et aériennes mises en place par les Britanniques. Ainsi furent créées des voies de chemin de fer d'une longueur totale de 500 kilomètres traversant le pays du nord au sud ; un réseau routier de 3 000 kilomètres reliant les principales villes entre elles et la Palestine au Sinaï au sud, la Transjordanie à l'est, et la Syrie au nord ; des installations portuaires modernes à Jaffa et à Haïfa, des aéroports internationaux près de Gaza et à Lod, de même qu'un réseau électrique, télégraphique et téléphonique convenable couvrant les besoins des particuliers et de l'industrie et alimentant l'ensemble des villes ainsi qu'une bonne partie des zones rurales. Voulant aider chaque population suivant ses besoins et ses moyens, les Anglais concentrèrent leurs efforts et leur argent sur le

développement des services de santé et des établissements scolaires en milieu arabe, laissant les Juifs entretenir seuls leurs hôpitaux, écoles, universités, théâtres et autres institutions culturelles et sociales. De fait, les sommes allouées par l'Agence juive aux services sanitaires du *Yishouv* dépassaient de très loin les budgets consacrés par l'administration mandataire à la santé dans tout le pays. Dans le domaine de l'éducation, plus de 80 % du budget du gouvernement allait aux écoles arabes et 18 % seulement aux établissements juifs qui, dans la pratique, ne comptaient pas sur cet argent pour s'élargir et développer leurs programmes scolaires.

En somme, le développement du pays était inégal, et l'économie de type « colonial » favorisait les exportations de produits agricoles (agrumes) et de matières premières (potassium) ; le marché était « protégé » contre l'invasion de marchandises étrangères de fabrication autre que britannique. Doté depuis le milieu des années 1920 d'une monnaie unique (la livre palestinienne), dont le cours était fixé à Londres, le budget s'efforçait d'être équilibré, de manière à éviter au contribuable britannique toute dépense non indispensable aux impératifs de défense de l'Empire. Dès lors, en veillant à couvrir leurs propres besoins et en permettant aux autorités du Mandat, grâce à leurs multiples investissements industriels et financiers, de résorber le déficit de la balance des paiements, la contribution juive – directe ou indirecte – à l'essor économique de la Palestine ne fut pas négligeable. Alors qu'ils représentaient 30 % environ de la population, la part des Juifs était de 60 % du PIB de la Palestine à la veille de la révolte arabe du milieu des années 1930. Ils achetaient à leurs voisins arabes entre 30 et 50 % de leur production agricole et, jusqu'en 1936, près de 12 000 travailleurs arabes (soit plus de 12 % de la main-d'œuvre totale) étaient employés dans des entreprises juives, dont près des trois quarts dans l'agriculture et le bâtiment^{*3}.

Vers la grande révolte arabe

Cette bonne santé du *Yishouv*, ajoutée à l'accroissement spectaculaire de l'immigration juive et à l'achat massif de terres arabes, ne réjouit pas les nationalistes palestiniens, mécontents par ailleurs des tergiversations des Anglais sur la question de l'autodétermination de la Palestine alors que leurs frères irakiens, égyptiens et syriens venaient d'enregistrer des succès indéniables dans la lutte pour l'indépendance de leurs pays. L'atmosphère se détériora rapidement à la mort de Moussa Kazem al-Husseini en 1934, accompagnée de la disparition, de fait, du Haut Comité arabe qu'il dirigeait. Cela donna lieu à un remaniement en profondeur du paysage politique palestinien, toujours dominé par la rivalité entre les Husseini et les Nashashibi. Le premier indice en fut l'émergence du parti de l'Istiqlal qui, dépassant les clivages claniques traditionnels et groupant une petite élite moderne d'intellectuels et de diplômés citadins – parmi lesquels Ahmed Choukeir'y, qui fonda en 1964 l'Organisation de libération de la Palestine –, se voulait panarabe, anticolonial et antisioniste. Ce fut ensuite l'apparition dans les villages de groupes armés, constitués en partie de paysans prolétariés laminés par le chômage, sous la conduite de chefs de bande comme Hassan Salameh recherchés par la police (*matrudin*) pour faits de brigandage ou pour leur participation aux émeutes de 1929. Ils étaient aussi liés à des chefs nationalistes très respectés comme 'Abd al-Qadir al-Husseini, le fils de Moussa Kazem, qui fonda une organisation clandestine nommée le « Jihad sacré » particulièrement active entre Jérusalem et Hébron. D'autres militants s'étaient groupés autour de personnages religieux charismatiques surgis des mosquées, à l'exemple du cheikh 'Izz al-Din al-Qassam. Sa mort, en novembre 1935 dans un accrochage avec les soldats anglais, entraîna l'embrasement de tout le pays et le début de la « grande révolte palestinienne », ou révolte arabe des années 1936-1939.

Né en Syrie en 1881 et ancien étudiant de l'université Al-Azhar du Caire, al-Qassam était arrivé en Palestine en 1926 fuyant son pays natal où il avait été condamné à mort pour son rôle dans le soulèvement antifrçais de 1925 à Damas. Il s'installa à Haïfa où il

devint imam d'une mosquée de la ville puis, en 1928, créa une Association des jeunes musulmans (*Jam'iyyat al-Shubban al-Muslimin*) qu'il lança immédiatement dans des actes de guérilla contre les Anglais et les sionistes. Très célèbre pour ses sermons du vendredi et recrutant ses adeptes principalement dans les villages du nord du pays, 'Izz al-Din al-Qassam plaça son combat sous le signe du *Jihad* et à ce titre, selon Rashid Khalidi, il « a touché une corde profonde dans l'imagination populaire », le mettant « bien plus en accord avec le sentiment palestinien que l'élite dirigeante »⁷. Le cheikh avait d'ailleurs pris ses distances avec le mufti de Jérusalem dont il n'appréciait guère le comportement politique et, en 1935, il s'installa avec ses hommes sur les hauteurs de Galilée, où ils passaient leur temps à manier des armes et à lire le Coran. Les paysans des alentours subvenaient à leurs besoins. « *Hadha Jihad, Nasr aw Istishhad* » (« C'est le Jihad – la victoire ou le martyr ») fut sa devise, jusqu'à sa mort, l'arme au poing, dans une embuscade près de Jenin⁸. Le mythe 'Izz al-Din al-Qassam était né. Des milliers de personnes suivirent son cercueil à Haïfa pendant que des commandos de « saints martyrs », formés de militants nationalistes ou religieux, de paysans saisonniers et de citoyens, entraient en action, aidés de quelques centaines de volontaires venus de Syrie et d'Irak : attaques de convois militaires anglais et d'autobus transportant des passagers juifs, tirs sur des implantations juives isolées, ou encore incendies d'orangers et de récoltes, faisant des dégâts considérables et des dizaines de morts et de blessés.

Les « comités nationaux » de l'Istiqlal contribuèrent largement, dès 1933, à cette agitation populaire qui déboucha, le 19 avril 1936, sur la grève générale qui allait paralyser le pays durant six mois. C'est alors que, prenant le train en marche, le mufti de Jérusalem entra en scène en commençant par inclure – fait exceptionnel – dans son Haut Comité musulman des représentants des deux grandes familles rivales, les Husseini et les Nashashibi, aux côtés de délégués de l'Istiqlal et d'autres formations politiques, dont des chrétiens⁹. Il posa trois conditions pour la levée de la grève : constitution d'un gouvernement démocratique aux mains de la majorité arabe, interdiction de la vente de terres aux Juifs et arrêt immédiat de l'immigration juive. Elles furent jugées inacceptables par Wauchope qui, à l'exemple de ses prédécesseurs, pensait néanmoins que la Palestine ne pouvait rester indéfiniment à l'écart des soubresauts politiques qui agitaient le monde arabe, alors que l'Irak et l'Égypte venaient d'accéder à une indépendance de fait. Outre la constitution d'un Conseil législatif où la majorité des sièges serait accordée aux Arabes, le haut-commissaire s'apprêtait à prendre des mesures assurant une meilleure protection des fellahs vivant sur des terres achetées par les Juifs et même à

restreindre quelque peu l'immigration juive en doublant le tarif des visas d'entrée, destinés aux personnes qualifiées ou disposant de capitaux.

En définitive, la grève qui avait la faveur d'un très large secteur de la population musulmane et chrétienne fit plus de tort aux Arabes qu'aux Juifs, qui apprirent à se passer de leurs travailleurs palestiniens et même à ne plus être dépendants du port de Jaffa, en ouvrant en toute hâte un port autonome à Tel-Aviv. Ajouté aux mesures de représailles des autorités britanniques qui, sous prétexte d'assainissement et de désengorgement de Jaffa, firent évacuer, durant l'été 1936, des centaines d'habitations avant de les raser complètement, le mufti et le Haut Comité musulman lâchèrent prise, à la suite des plaintes innombrables des commerçants, des marins et des ouvriers qui avaient perdu leur gagne-pain. Une perche lui fut tendue par les Britanniques qui, en octobre 1936, acceptèrent la « médiation » des « rois et princes arabes », en l'occurrence le monarque d'Arabie Saoudite et ses deux rivaux hachémites de Transjordanie et d'Irak : contactés par des notables palestiniens aux abois proches des Nashashibi, ils demandèrent avec insistance au mufti de proclamer la fin de la grève et de renvoyer chez eux les volontaires syriens et irakiens qui avaient déjà les soldats anglais à leurs trousses.

La commission Peel et le projet de « cantonisation » de la Palestine

Une commission d'enquête présidée par un ancien ministre, lord William Robert Peel, fut envoyée sur place. Une paix précaire s'instaura dès lors dans le pays et dura tant bien que mal jusqu'en juillet 1937, date à laquelle la commission, constatant l'impossibilité de réduire le fossé social, moral et politique séparant les Juifs et les Arabes, proposa, après de longs entretiens avec les représentants des deux parties en conflit, de partager la Palestine entre un État arabe et un État juif, plus exactement entre un « canton » arabe et un « canton » juif. Le premier, s'étendant sur la rive occidentale du Jourdain, les hauteurs de Judée et de Samarie et la Transjordanie, devait couvrir 75 % de la superficie du pays, et le second, s'étendant sur moins de 20 % du territoire, devait inclure les régions à forte densité juive, une partie de la Galilée, Tel-Aviv, Haïfa et tout le littoral central ainsi que les vallées de Jezréel et de Beit Shean et le nord de la vallée du Jourdain. La commission préconisa en outre le maintien sous mandat britannique de Jérusalem et d'un corridor la reliant au littoral, de l'aéroport international de Lod, de Bethléem, de Nazareth ainsi que des rives du lac de Tibériade.

Le gouvernement Chamberlain, qui espérait se débarrasser au plus vite du fardeau palestinien alors que la situation en Europe ne cessait de se dégrader à la suite des provocations d'Hitler et de Mussolini, adopta sans hésiter les conclusions de la commission Peel. Mais ni les Arabes, qui refusaient la moindre concession aux sionistes, ni les Juifs, qui néanmoins ne pouvaient espérer mieux dans le contexte géopolitique de l'époque, ne furent emballés par le plan Peel. Finalement, après de longues discussions, il fut approuvé, du côté juif, par Weizmann, Ben Gourion, Sharett^{*4} et Ruppin, contre l'avis de personnalités aussi différentes que Katznelson, Tabenkin, Ussishkin, Jabotinsky, Ya'ari du Hashomer Hatza'ir et le rabbin Berline du Mizrahi. Du côté arabe aussi, ce premier plan de partage suscita les mêmes clivages entre une majorité conduite par le mufti, qui le rejeta sommairement, et une minorité formée par les Nashashibi, qui

l'approuvèrent avec la bénédiction de leur allié du moment, l'émir 'Abdallah de Transjordanie. Il fut condamné également par la plupart des chefs d'État de la région consultés par Londres, puis, à l'instigation du mufti, par le congrès de Bludan en Syrie, qui rassembla, en septembre 1937, des politiciens et des intellectuels de tous les pays du Proche-Orient. Conférant ainsi à la question palestinienne une dimension régionale et panarabe qui n'allait plus la quitter désormais, le congrès demanda la fin immédiate du mandat britannique, l'arrêt de l'immigration juive, l'abrogation de la déclaration Balfour ainsi que la constitution d'un « État arabe palestinien » libre et indépendant : les Juifs « appelés à (y) vivre » seraient traités « à l'égal des minorités d'après l'esprit et les principes de la SDN »¹⁰.

Les Palestiniens furent particulièrement outrés par la clause du plan Peel préconisant l'échange de territoires et le transfert de populations entre les deux futurs États, comme cela avait été le cas, en 1923, entre la Turquie et la Grèce. Une clause supplémentaire recommandait la suspension de l'achat de terres par les Juifs à l'intérieur du futur État arabe ainsi que la réduction de l'immigration juive, une proposition que Weizmann et Ben Gourion étaient prêts à accepter pour peu que les réfugiés d'Europe centrale puissent trouver asile en Palestine alors que, les uns après les autres, les pays d'Europe de l'Ouest et d'Amérique leur fermaient leurs portes. Sans le partage de la Palestine, estimaient-ils, point d'espoir pour la création d'un État juif – même un État croupion – et pour le sauvetage des réfugiés. Si ce plan de la dernière chance venait à échouer, estimait pour sa part Ben Gourion, plus rien ni personne n'empêcherait Londres de changer de politique à l'égard du Foyer national. Le futur Premier ministre d'Israël n'excluait pas, par ailleurs, de voir s'agrandir un jour le territoire alloué par le plan Peel à l'État juif. Dans ses confidences à son fils, en 1937, il évoquait une possible conquête par les armes du Néguev ainsi que, à l'instar de Weizmann et Ussishkin, l'éventualité d'un « transfert » volontaire ou forcé – comme le prévoyait, d'ailleurs, le plan Peel – de la population arabe vers les pays voisins. Une idée également contenue dans le plan Philby préconisant la création d'une fédération des États arabes dirigée par le roi Ibn Saoud dans laquelle trouverait sa place le futur État juif. Tout en estimant que la présence d'un million d'Arabes à l'intérieur de l'État hébreu ne rendrait pas à celui-ci la vie facile, la direction sioniste cessa en tout cas, dès 1938, d'envisager l'éventualité d'un transfert de populations¹¹.

La Palestine à feu et à sang

Parallèlement, la coalition entre les Husseini et les Nashashibi se disloqua et la révolte arabe reprit de plus belle, sous la conduite d'un Haut Comité rabougri constitué des seuls Husseini et des membres de l'Istiqlal : appuyés par des volontaires venus de Syrie et d'Irak, les insurgés réussirent à contrôler de vastes étendues autour de Hébron, Naplouse, Beersheba et Jérusalem, dont la vieille ville fut abandonnée massivement par ses habitants juifs, ainsi que Jaffa, Haïfa et Tibériade, où 19 Juifs – dont 11 enfants – furent assassinés en septembre 1937, en même temps que le gouverneur de Galilée Louis Andrews. En réaction à l'aggravation de la situation, l'état de siège fut proclamé, suivi par la dissolution du Haut Comité musulman et l'arrestation de ses membres, à l'exception des Nashashibi qui s'étaient désolidarisés du mufti. Réfugié dans la mosquée Al-Aqsa, à Jérusalem, Al-Hajj Amin réussit à tromper la vigilance des soldats anglais et, déguisé en Bédouin, il s'évada le 12 octobre 1937 pour se réfugier quelques jours plus tard à Beyrouth où, après un bref interrogatoire par des policiers français plutôt compréhensifs, il partit à Bagdad, laissant la guerre faire rage entre ses partisans et ses adversaires, les Nashashibi, qui jouissaient du soutien de l'émir 'Abdallah de Transjordanie. Celui-ci ne cachait pas ses ambitions : il voulait remplir le vide laissé par le mufti et étendre son influence politique au-delà de la rive orientale du Jourdain.

Répartis entre sept districts et commandés par des hommes de terrain comme 'Abd al-Qadir, le fils de Moussa Kazem al-Husseini, à Jérusalem et Hassan Salameh à Jaffa, les insurgés recevaient désormais leurs ordres d'un « Comité du Jihad sacré » installé à Damas, inaugurant ainsi un mode d'action qui allait se répéter au cours des années suivantes. Concrètement, il s'agissait d'une direction centrale vivant à l'étranger et communiquant de loin ses directives aux combattants, qui n'en faisaient souvent qu'à leur tête. À cela s'ajoutait la complexité des relations avec le mufti qui avait reconstitué, à Beyrouth, son Haut Comité et acceptait mal la confiscation de ses prérogatives par des chefs locaux, même s'ils appartenaient pour la plupart à sa propre famille ou à la mouvance amie de l'Istiqlal.

En 1938, la situation fut jugée suffisamment périlleuse pour que Londres décidât de dépêcher sur les lieux un contingent supplémentaire de 25 000 hommes – dont plusieurs unités de la Légion arabe de Transjordanie – sous le commandement du général Bernard Montgomery, accompagné d'un grand spécialiste du contre-terrorisme, le colonel Charles Tegart, qui avait fait régner l'ordre pendant trente ans à Calcutta. Auparavant, un nouveau haut-commissaire, Harold MacMichael, avait été nommé : ancien gouverneur du Soudan et du Tanganyika, on le disait admirer la civilisation arabe mais mépriser les Arabes. Ayant reçu pour mission de restaurer à tout prix l'ordre public et alors que la propagande radiophonique nazie et italienne soufflait sur les braises, il laissa toute latitude à Charles Tegart et au général Montgomery, qui se mirent aussitôt à la tâche : repréailles sanglantes contre les villes et les villages tenus par les rebelles, couvre-feux interminables, arrestations massives, interrogatoires musclés, tortures, sanctions collectives, utilisation de prisonniers comme « boucliers humains » pour la traversée de zones réputées dangereuses, procès expéditifs, condamnations à mort, pendaisons, etc.

Réprimée brutalement, la révolte se transforma dans sa dernière phase en une guerre civile fratricide particulièrement meurtrière entre les rebelles, porteurs d'un *keffieh* à carreaux, et leurs opposants au tarbouche rouge qui, sous la direction de Fakhri Nashashibi et Fakhri 'Abd al-Hadi, s'étaient organisés en « milices de la paix ». Encouragée et armée par les Anglais, leur intervention précipita la désintégration de la rébellion, qui s'effondra définitivement, en mars 1939, après la mort de son chef principal, 'Abd al-Rahim al-Hajj Mohammed. Ses conséquences immédiates et à long terme sur la société palestinienne furent terribles¹² :

Des centaines de cadres militaires parmi les plus courageux et les plus entreprenants périrent dans la bataille ou exécutés par les Britanniques, déplora Rashid Khalidi. Finalement, la direction palestinienne traditionnelle, obligée au début de la grève générale de 1936 de s'unir sous la pression de la base pour former un leadership national unifié, le Haut Comité arabe, était anéantie à la fin de la révolte... De nombreuses personnalités individuelles furent exilées par les Britanniques en 1937. D'autres prirent la fuite, certains pour ne jamais revenir. Le résultat fut que les Palestiniens furent sans chefs, et sans même l'apparence d'un leadership unifié lorsque débuta la Seconde Guerre mondiale.

Survenant au même moment que les persécutions juives en

Europe centrale, la brusque aggravation de la situation du *Yishouv* remit sur le tapis la question d'un contre-terrorisme juif. Ce n'était pas seulement par volonté de vengeance (ou parce que la liste des victimes juives devenait plus longue de jour en jour), mais parce que, s'il y avait un enseignement que le sionisme avait voulu de tout temps inculquer à ses adeptes : c'était que, contrairement au Juif « diasporique » acceptant sans réagir les atteintes à sa personne et à son honneur, le « nouveau Juif » sioniste, lui, se devait de rendre coup sur coup et d'employer tous les moyens à sa disposition pour faire fuir ses agresseurs. Les dirigeants de l'Agence juive eurent ainsi le plus grand mal à contenir la colère de leurs troupes devant la recrudescence du terrorisme arabe : « Leur voie n'est pas la nôtre », clamait Moshe Beilinson, le porte-parole du Mapai, aux membres de son parti qui voulaient passer à l'action. Ben Gourion renchérisait : « Notre victoire sur nos ennemis est fonction de notre enracinement dans le pays ainsi que de notre supériorité morale et non de notre réaction aux provocations arabes. » Non à la loi du talion, « œil pour œil, dent pour dent », affirmaient dans le même sens les auteurs d'un appel solennel signé par les intellectuels les plus prestigieux de l'époque : Shaül Tchernichovsky, Martin Buber et Sh.Y. Agnon¹³.

Tous, naturellement, ne furent pas de cet avis. Les révisionnistes notamment qui, passant outre les conseils de retenue émanant de l'Agence juive, laissèrent une totale liberté d'action à leur organisation clandestine : l'*Irgoun Tzvai Leumi* (« Organisation militaire nationale »). Créé en 1931, l'*Irgoun* (ou « *Etsel* ») répondit au terrorisme palestinien par une série d'attentats sanglants contre des autobus, des cafés et des marchés arabes, faisant une trentaine de morts arabes au cours du seul mois de juin 1939. Des actes condamnés par la direction du *Yishouv* et par ses intellectuels qui, à l'exemple de Buber, fustigèrent les terroristes juifs, mais qui avaient le soutien d'une large partie de l'opinion. Dans l'espoir que les Anglais sauraient apprécier les Juifs en tant qu'éléments loyaux, l'Agence juive accepta volontiers d'offrir son concours à l'armée britannique, soit en assurant, par ses propres moyens, la protection des villages et quartiers juifs et en lui fournissant des renseignements recueillis par ses agents secrets en milieu arabe, soit en prêtant des hommes à son corps de police et surtout à l'unité spéciale des Escadrons de nuit du capitaine Charles Orde Wingate. Ce dernier se distingua notamment dans le démantèlement des bases de guérilla éparpillées le long de l'oléoduc de l'Iraq Petroleum Company, en Basse-Galilée et dans la vallée de Jezréel qu'il nettoya des bandes de volontaires du Syrien Kawukudji. Parlant couramment hébreu et ne se déplaçant jamais sans sa bible, ce sioniste chrétien cousin de Lawrence d'Arabie était particulièrement fier de ses jeunes recrues juives, entre autres Itzhak Sadeh, Yigal Allon

et Moshe Dayan, appelés à de hautes fonctions militaires dans le futur État d'Israël : « Vous êtes les fils des Maccabées et les premiers soldats d'une armée juive », leur disait ce « Lawrence de Judée », comme l'appela Churchill, sûrement le plus populaire des Anglais depuis Balfour. À la fin de chaque opération, témoignerait plus tard Dayan, « il s'asseyait nu comme un ver pour lire la Bible en mâchonnant des oignons crus¹⁴ ».

Le Livre blanc de 1939 et la mise en veilleuse des espoirs sionistes

Mais, les espoirs fondés sur cette coopération entre Juifs et Britanniques s'effondrèrent lorsqu'il devint de plus en plus évident que les Anglais avaient décidé de changer de cap et de se concilier les bonnes grâces du monde arabe qui était travaillé depuis de longues années par la propagande nazie et fasciste. La guerre avec Hitler devenant une certitude et la sécurité du canal de Suez risquant d'être en jeu, le gouvernement britannique était arrivé à la conclusion qu'il lui fallait coûte que coûte resserrer ses liens, distendus depuis 1936, avec les pays de la région, quitte à en faire payer le prix aux sionistes. Cela commença par l'abandon officiel du plan Peel, suivi de la convocation, en février-mars 1939, de la conférence de la Table ronde de Saint-James au cours de laquelle le ministre des Colonies, Malcolm MacDonald, présenta séparément aux délégués sionistes et arabes un nouveau plan prévoyant la formation d'un État palestinien unifié dans lequel les Juifs se verraient octroyer un statut de minorité. Dénoncé vigoureusement par Weizmann malgré son anglophilie bien connue, le plan fut rejeté par les sionistes, mais aussi par les Palestiniens, en dépit des concessions de taille que venaient de leur consentir les Britanniques et qui effaçaient dans les faits la déclaration Balfour et la promesse de création d'un Foyer national juif. Ne pouvant parvenir à un compromis entre les deux parties, le gouvernement britannique publia de manière unilatérale, le 17 mai 1939, un Livre blanc qui fit l'effet d'une bombe dans les milieux juifs. Il préconisait la création d'un État palestinien, dans un délai de dix ans, dans lequel les Juifs ne devraient pas dépasser plus du tiers de la population et l'immigration juive un total de 75 000 personnes dans les cinq années à venir. Perspective non moins menaçante : à partir de 1944, l'entrée des immigrés serait subordonnée au consentement des Arabes, c'est-à-dire que les Juifs seraient condamnés à un statut minoritaire perpétuel.

Durement critiqué par plusieurs députés britanniques, dont Winston Churchill, et condamné par la Commission permanente des mandats de la SDN, le Livre blanc fut dénoncé par l'ensemble des

partis sionistes, dont les extrémistes de l'Irgoun qui réagirent à sa publication par une série d'attentats antiarabes et antibritanniques. Il le fut aussi par les partisans du mufti, qui attendaient un geste et un seul des Anglais : l'abrogation pure et simple de la déclaration Balfour qui représentait, à leurs yeux, une atteinte insoutenable au caractère arabe de la Palestine. Considérés comme des intrus sans aucune attache authentique avec le pays, les Juifs n'y étaient accrédités d'aucun droit historique et n'étaient, en dernière analyse, que l'émanation de l'impérialisme européen.

Tous les Arabes de Palestine ne partageaient pas les positions du mufti, loin de là. De nombreuses voix lui reprochaient d'avoir, par son intransigeance, laissé filer en 1939 la dernière occasion de voir le Foyer national juif réduit en poussière. En dehors de ses adversaires de toujours, les Nashashibi de Jérusalem et les Hachémites de Transjordanie, Al-Hajj Amin était contesté par plusieurs intellectuels palestiniens, à l'exemple du sympathisant bien connu de Brit Shalom – devenue *Ihoud* (« Union ») en 1942 –, Fawzi Darwish al-Husayni, qui était en faveur d'un État binational judéo-arabe et qu'il ferait assassiner en 1946. Il trouva le moyen également de faire taire l'écrivain Ishaq Musa al-Husayni, auteur d'un roman allégorique très remarqué, *Souvenirs d'une poule*, prêchant la tolérance entre Juifs et Arabes, ainsi que les écrivains procommunistes Najjati Sidqi, Yusuf 'Isa al-Bandak, ou encore 'Arif al-'Azzuni, Muhammad 'Azzat Darwaza, Khalil al-Budayri et Raja al-Hourani, qui se tirèrent d'affaire en évitant de prendre position dans le conflit déchirant la Palestine. De leur côté, les dirigeants de l'Agence juive – Weizmann et Ben Gourion en tête – choisirent délibérément d'éviter tout heurt frontal avec les Anglais depuis la publication du Livre blanc, tout en continuant de faciliter l'accueil au plus grand nombre possible d'immigrés clandestins :

Il faut lutter contre le Livre blanc comme si l'Angleterre n'était pas en guerre contre Hitler et lutter du côté des Britanniques dans leur guerre contre Hitler comme si le Livre blanc n'existait pas.

Cette phrase prêtée à David Ben Gourion reflétait parfaitement l'état d'esprit de la majorité de la population juive qui, toute colère bue, ne demandait qu'à se mobiliser pour participer à l'effort de guerre britannique contre l'Allemagne nazie. Tandis que l'Agence juive inondait les bureaux du haut-commissariat de listes de volontaires prêts à s'engager dans l'armée britannique, Vladimir Jabotinsky annonçait de New York, où il devait mourir peu de temps après le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, que les révisionnistes soutenaient la Grande-Bretagne, et l'Irgoun demandait à

ses militants de déposer les armes sur-le-champ. Ce changement d'orientation fut à l'origine de la scission du « groupe Stern » qui, s'affublant du titre pompeux de *Lohamé Herout Israel* (« Combattants pour la liberté d'Israël »), ou **Lehi**, décida de poursuivre sa lutte contre les Anglais et les Arabes. À l'exemple de leur grand ennemi, le mufti de Jérusalem, installé depuis le début de la guerre à Bagdad, les membres les plus extrémistes du groupe Stern allèrent même jusqu'à entrer en contact avec les nazis pour obtenir leur aide contre les Anglais. Avant de s'évader de Beyrouth, le mufti avait, pour sa part, offert ses services à la France pour sa propagande en Afrique du Nord¹⁵. Ainsi, à quelques exceptions près, celles du Lehi et du Parti communiste palestinien notamment, la direction du *Yishouv* lia son sort à celui des Alliés, persuadée qu'elle était que Juifs et Britanniques luttaient contre deux ennemis communs : les Allemands et les Arabes.

Très conscient des dangers pesant sur l'avenir du judaïsme européen depuis l'arrivée au pouvoir d'Hitler en 1933, Ben Gourion avait eu, par ailleurs, la présence d'esprit de redéfinir à temps quelques-uns des fondements de base de l'idéologie sioniste pour permettre au *Yishouv* de jouer un plus grand rôle dans le sauvetage des Juifs en détresse et surtout pour imposer la création d'un État juif en Palestine comme seule solution valable à la précarité de la condition juive dans le monde. Alors qu'une partie de ses amis socialistes d'Ahdout 'Avoda et du Mapai continuaient de penser que l'immigration en Palestine n'était ni une fin en soi ni un simple « transfert » de populations juives d'un point à un autre du globe, mais un moyen de formation d'une « classe ouvrière » hégémonique juive par un processus d'« immigration sélective » et de « préparation » pionnière adéquate, Ben Gourion, lui, préconisait dès le milieu des années 1930 le passage « de la classe à la nation ». Il ne dédaignait plus de parler, comme ses adversaires révisionnistes, d'« immigration de masse », englobant indistinctement toute personne juive voulant s'installer en Palestine à quelque titre que ce fût. Dès lors, il estimait que tout devrait être fait pour accueillir le plus de Juifs possible en Palestine afin d'y constituer rapidement une véritable « nation ». Ainsi, il ne craignait pas de dire tout le mal qu'il pensait des diverses solutions agitées – sans grande conviction d'ailleurs – par les puissances à la veille de la guerre et consistant en l'accueil éventuel des réfugiés juifs à Madagascar, à Saint-Domingue ou même en Alaska. Pour Ben Gourion, il en allait autant de la survie des réfugiés que de la viabilité du *Yishouv*. S'engageant résolument sur la voie du « sionisme combattant » après le Livre blanc de 1939, le futur Premier ministre renforça les unités clandestines de la Hagana et accéléra l'immigration clandestine, ne manquant pas, à l'occasion, d'utiliser à des fins de propagande sioniste la chasse impitoyable livrée par la

marine britannique aux bateaux fantômes surchargés de réfugiés juifs désirant accoster en Palestine après avoir hanté les ports du monde entier à la recherche d'un lieu d'asile.

Ben Gourion s'embarqua en 1940 pour New York, où il passa plus d'une année à renforcer les liens du mouvement sioniste avec la puissante communauté juive américaine. Pour lui, ce fut également l'occasion de briser un dernier tabou, en parlant ouvertement de la création d'un État juif à la place de l'euphémisme « Foyer national » stipulé par la déclaration Balfour. Réunissant en mai 1942 à l'hôtel Biltmore à New York une séance extraordinaire du Congrès sioniste, marquée par la présence écrasante de délégués américains, il y ferait passer une résolution indiquant clairement que le but du sionisme était désormais l'établissement d'un « *commonwealth* » juif intégré dans le nouveau monde démocratique, et la possibilité d'une immigration massive des Juifs en Palestine sous la supervision de l'Agence juive, qui aurait à sa charge le développement du pays. Cette résolution, entre autres conséquences, scellerait la rupture définitive entre Ben Gourion et le président en exercice du mouvement sioniste, Chaim Weizmann. Alors que, dès son retour à Tel-Aviv durant l'automne 1942, Ben Gourion interpréterait la résolution du Biltmore dans un sens maximaliste, réclamant l'accueil, à la fin de la guerre, de 2 millions de Juifs en Palestine entraînant *ipso facto* la création d'un État juif et la confrontation avec les Arabes et les Anglais, Weizmann refuserait toute initiative « inconsidérée » risquant de déboucher sur une rupture avec l'Angleterre. Le vieux leader, qui ne serait plus depuis des mois au meilleur de sa forme, n'excluerait ni l'extension du Mandat ni la partition de la Palestine et son intégration simultanée soit dans le Commonwealth, soit dans une confédération des pays du Proche-Orient. Lui qui, durant la Première Guerre mondiale, avait impulsé la coopération du mouvement sioniste avec la Grande-Bretagne, ne désespérerait pas de voir le lion britannique rebondir à la fin du second conflit mondial lorsque, forcé d'abandonner l'Inde et ses colonies d'Asie, il se tournerait vers l'entité nationale juive de Palestine, forte de plusieurs millions d'habitants et porteuse des plus belles valeurs de l'Occident, afin de retisser avec elle les fils de l'ancienne coopération entre Juifs et Britanniques. Prenant peut-être ses rêves pour des réalités, Weizmann, contrairement à Ben Gourion, ne pensait ni que le rôle de la Grande-Bretagne dans le monde allait diminuer après guerre, ni que celle-ci serait supplantée par les États-Unis, dont le poids serait déterminant sur la scène internationale. Refusant de venir s'expliquer auprès de l'Exécutif sioniste, le vieux chef, blessé dans son amour-propre et acceptant mal d'être marginalisé par son rival, ne cacherait pas sa haine envers Ben Gourion, ce « petit dictateur » ambitieux, agressif, dangereux et aux

méthodes plus tyranniques que celles de Jabotinsky. Toute réconciliation entre les deux hommes deviendrait impossible.

*1. Vallée de Jezréel.

*2. Young Men's Christian Association, mouvement chrétien de jeunesse fondé à Londres en 1844 et représenté dans des dizaines de pays à travers le monde.

*3. À titre indicatif, en 1936, la valeur de tous les achats effectués par les Juifs chez leurs voisins, ajoutée au montant des salaires payés à leurs employés arabes, dépassait les 3 millions de livres, soit l'équivalent d'une année d'activité de l'ensemble du secteur paysan arabe.

*4. Moshe Sharett ou Shertok (1894-1965) succéda à Haim Arlozoroff à la tête du département politique de l'Agence juive.

XI

La Palestine déchirée. Anglais, Arabes, Juifs : l'empoignade finale

S'ajoutant aux six années de guerre civile qui venaient de ravager le pays, les premiers mois du second conflit mondial ne furent guère faciles pour la Palestine : amenuisement des liaisons maritimes avec l'Europe, chute vertigineuse des exportations d'agrumes, baisse des importations, ralentissement de l'activité industrielle, fermeture de chantiers de construction, chômage et déflation. À cette morosité économique s'ajoutait pour les Juifs, depuis septembre 1939, l'inquiétude suscitée par l'invasion allemande de la Pologne – où vivait une forte communauté juive –, la défaite de l'armée française et l'armistice de 1940, la bataille d'Angleterre, l'allégeance de la Syrie au régime de Vichy et, enfin, l'envoi par Hitler de l'Afrika Korps du maréchal Rommel en Libye pour sauver d'une débâcle certaine son allié Mussolini qui, présument trop de ses forces, avait tenté de chasser les Anglais du canal de Suez.

L'ombre de la Shoah

L'atmosphère changea du tout au tout dès 1941, la Palestine connaissant alors une période de grande prospérité marquée par un renforcement remarquable du potentiel économique du *Yishouv*. Plaque tournante obligée pour des centaines de milliers de soldats britanniques en route pour les fronts d'Afrique et des Balkans, sous le commandement du général Wavell puis du général Montgomery, la Palestine devint subitement un marché aux dimensions « colossales », prenant une part active à l'effort de guerre britannique en Méditerranée orientale. Travaillant à plein régime, les usines du *Yishouv* couvrirent une bonne partie des besoins du pays en produits d'importation, suivant un plan de travail soigneusement élaboré par les autorités du Mandat qui avaient la haute main sur la répartition des matières premières, des carburants, des transports et des subventions publiques. Des milliers d'emplois furent ainsi créés dans l'industrie ou pour la construction de routes, de ponts et d'aérodromes militaires. Le chômage fut résorbé et la Palestine – le *Yishouv* surtout – allait connaître quatre années consécutives de plein-emploi, jusqu'en 1946. Ainsi, près de 500 nouvelles usines furent ouvertes au cours de cette période, 60 % d'entre elles dans la seule région de Tel-Aviv. De petites agglomérations comme Ramat Gan, Bné Brak, Nahariya et Netanya prirent l'aspect de grandes villes ; surtout Netanya qui, depuis l'invasion allemande des Pays-Bas en 1940, était devenue un grand centre de fabrication de diamants. Un seul point noir : la baisse de l'immigration, le nombre des arrivées légales et clandestines n'atteignant même pas les chiffres autorisés par le Livre blanc pour la période de septembre 1939 à décembre 1945 : moins de 70 000 immigrants – dont 12 500 clandestins –, au lieu des 75 000 autorisés.

Les progrès du *Yishouv* ne furent pas négligeables non plus sur le plan militaire : près de 30 000 volontaires judéo-palestiniens s'étaient en effet enrôlés dans l'armée britannique – parmi lesquels 2 500 hommes et femmes dans la Royal Air Force, où ils acquirent un excellent entraînement dont la Hagana n'allait pas tarder à tirer profit. Créées avec l'assentiment du pouvoir mandataire, les unités d'assaut

du **Palmach**, formées de sabras nés dans le pays, originaires pour la plupart des *kibboutzim*, furent mises à contribution par les Anglais dans leurs campagnes de 1941 en Syrie, où se distinguèrent de jeunes combattants qui avaient fait leurs classes dans les fameux commandos de nuit du capitaine Orde Wingate. Tous allaient jouer un rôle de premier plan dans l'histoire militaire et politique de l'État d'Israël.

Aucune organisation militaire se rapprochant de près ou de loin de la Hagana ou du Palmach ne fut créée, à la même époque, chez les Arabes palestiniens qui, sans l'apport d'une force extérieure, n'avaient aucune chance de vaincre les Juifs. Sans direction politique unifiée depuis 1939, et souffrant des rivalités incessantes entre leurs grandes familles de notables (les Husseini, les Nashashibi et les Khalidi), toutes les tentatives de réconciliation interne échouèrent. L'éloignement du mufti n'arrangeait certainement pas les choses : installé en Irak puis en Iran avant de s'évader dans l'Europe sous domination nazie, Al-Hajj Amin se dépensait sans compter pour essayer d'arrimer le monde arabe aux pays de l'Axe.

Ainsi, il ne tint nullement rigueur à l'Italie pour son occupation coloniale d'un pays arabe, la Libye, pas plus que pour son désir de se substituer à la France en Tunisie. Ce qui l'intéressait au plus haut point, expliqua-t-il à Mussolini lors de leur première entrevue du 27 octobre 1941, était la conclusion rapide d'un accord avec les pays de l'Axe reconnaissant « l'unité, l'indépendance et la souveraineté d'un État arabe de type fasciste qui devrait comprendre l'Irak, la Syrie, la Palestine et la Transjordanie ». En échange de sa participation à la guerre contre la Grande-Bretagne, le mufti voulait la suppression du Foyer national juif ainsi que l'application « aux Juifs des pays arabes des mêmes mesures qui sont en vigueur dans les pays de l'Axe¹ ».

Fort des encouragements de Mussolini, Al-Hajj Amin se rendit à Berlin, où il eut droit, le 28 novembre, à un accueil plutôt réservé de la part d'Hitler qui n'envisageait nullement d'envahir le Moyen-Orient avant la fin de sa campagne de Russie. Le mufti ne fut pas découragé pour autant, puisqu'il s'employa immédiatement à mettre sur pied un régiment musulman luttant aux côtés de la Wehrmacht en Serbie et en Croatie. Quelques mois plus tard, après l'arrivée des forces de l'Axe en Tunisie, en novembre 1942, il encouragea son souverain Moncef Bey à se ranger du côté des Allemands, ennemis des Juifs et des communistes, et non du côté des Alliés, agents de l'influence juive dans le monde².

Al-Hajj Amin ne manqua par la suite aucune occasion de dénoncer, lors de chacune de ses nouvelles visites à Berlin et à Rome, le complot « judéo-bolchevique » et « judéo-britannique ». Des propos et des actes qui restèrent gravés dans la mémoire collective du *Yishouv* qui, jusqu'à la bataille d'El Alamein (novembre 1942) au cours de

laquelle le général Montgomery stoppa l'avance du maréchal Rommel dans le désert égyptien, n'excluait pas une invasion de la Palestine par les forces de l'Axe. Après le bombardement de Tel-Aviv en septembre 1940 puis en juin 1941 par des avions italiens, l'Agence juive envisagea même d'évacuer ses responsables vers la Grande-Bretagne ou les États-Unis. Les nouvelles de la chute de la position fortifiée britannique de Tobrouk (21 juin 1942), en Cyrénaïque, firent craindre le pire aux Juifs de Palestine. Au contraire de leurs voisins arabes qui s'en réjouirent ouvertement, comme en témoigne Khalil Sakakini³ :

Les Palestiniens ne sont pas les seuls que l'annonce de la prise de Tobrouk par les Allemands a remplis de joie, mais l'ensemble du monde arabe... Non pas parce qu'ils aiment les Allemands, mais parce qu'ils n'aiment pas les Anglais. Ils n'aiment pas les Anglais non pas parce qu'ils les haïssent, mais parce qu'ils détestent leur politique en Palestine. Pourtant, lors du dernier conflit mondial, les Arabes s'étaient portés du côté des Anglais qui, à leur arrivée en Palestine, furent accueillis avec joie par la population. Mais ils constatèrent immédiatement que les Anglais voulaient les détruire et qu'ils s'apprêtaient à livrer la Palestine aux Juifs. Au cours des derniers événements [entre 1936 et 1939], les Anglais se sont conduits de façon odieuse avec les Arabes : ils ont saccagé leurs villages, exécuté par centaines leurs habitants et jeté des milliers d'autres en prison où ils croupissent depuis pour de longues années. Tout cela a été fait pour plaire aux Juifs. Comment pourrait-on imaginer, dans ces conditions, que les Arabes puissent tout oublier et soutenir les Anglais ?

L'intellectuel palestinien avait exprimé son opinion au cours d'une réunion privée à laquelle participa Judah Magnès, l'un des partisans les plus en vue de l'amitié judéo-arabe, qui n'était pas en faveur de la création d'un État juif en Palestine mais désirait que les Juifs puissent y émigrer librement : « C'est le danger que nous craignons le plus », rétorqua Sakakini au président de l'Université hébraïque qui, piqué au vif, ne s'empêcha pas de lui faire remarquer qu'en tant que chrétien palestinien il appartenait à une minorité qui pour se faire accepter par la majorité musulmane avait tendance à adopter des positions extrémistes⁴.

Jusqu'à la fin de 1942, très peu d'informations sur le sort des Juifs filtrèrent des territoires conquis par les Allemands. Par un curieux hasard, cependant, les premiers contacts du *Yishouv* avec les rescapés des horreurs de la guerre eurent lieu sur une terre arabe, en

Libye. C'était au lendemain de la défaite de Rommel, lorsque des soldats originaires de Palestine appartenant à la « brigade juive » de l'armée britannique se retrouvèrent face à face, en Cyrénaïque puis en Tripolitaine, avec des centaines de Juifs libyens à peine sortis des camps de Djaddo et de Sidi 'Azzaz, où ils avaient été enfermés par les Italiens pendant la durée de la guerre. À la demande de l'Agence juive, les soldats veillèrent à leurs besoins matériels, leur enseignèrent quelques rudiments d'hébreu et de sionisme et les encouragèrent à émigrer en Palestine. En fait, depuis le ralentissement de l'immigration européenne, le *Yishouv* pensait devoir se rabattre sur les communautés juives d'Orient. Leur recrutement devenait d'autant plus urgent que s'accumulaient les informations les plus terrifiantes au sujet de la « solution finale » conçue par les nazis en vue de l'extermination totale des Juifs d'Europe. Ces informations, forcément partielles, ne disaient pas toute l'étendue de l'horreur nazie mais, en 1943, elles seraient déjà suffisamment alarmantes pour renforcer la détermination du *Yishouv* à assurer par tous les moyens la réalisation de ses aspirations politiques. L'ethos sioniste allait se débarrasser ainsi de ses derniers oripeaux pacifistes pour laisser une plus grande place à l'héroïsme militaire : « Massada ne tombera point une seconde fois » devint, à partir de cette époque, la devise de tous les mouvements de jeunesse sionistes^{*1}. Ce lieu de mémoire de l'héroïsme juif allait s'ajouter à celui de Tel-Haï où Joseph Trumpeldor avait trouvé la mort, les armes à la main.

Émigration clandestine et lutte contre les Anglais :

Hagana, Irgoun et Lehi

Tout comme Weizmann pendant la Première Guerre mondiale, Ben Gourion était obnubilé par un seul et unique objectif : la consolidation du Foyer national et sa transformation en un État juif en mesure d'accueillir tous les Juifs en détresse du monde. Or, par un tragique paradoxe, c'est au moment où le *Yishouv* approchait le plus du but que ceux auxquels il était destiné en priorité, les Juifs d'Europe orientale, disparaissaient dans les chambres à gaz d'Auschwitz et de Treblinka. On n'en connaissait pas encore tous les détails en février 1942 lorsque, vivant toujours dans la hantise d'une invasion de l'Afrika Korps, le *Yishouv* apprit le drame du *Struma* qui, avec à son bord 788 passagers roumains fuyant le régime fasciste d'Antonescu, avait sombré au large d'Istanbul après que la marine britannique, sur ordre du Foreign Office et du haut-commissaire MacMichael, lui eut interdit d'approcher les côtes palestiniennes. Quinze mois auparavant, les passagers du navire français *Patria*, empêchés de débarquer à Haïfa, avaient, dans leur désespoir, préféré faire sauter leur bateau plutôt que de se laisser conduire dans les camps d'internement anglais de l'île Maurice où les avaient précédés les 1 800 passagers de l'*Atlantic*, originaires de Dantzig et de Tchécoslovaquie. Dans la foule venue assister au départ forcé du *Patria*, il y avait un adolescent du nom d'Eliyahu Hakim qui, quatre ans plus tard, le 6 novembre 1944, assassinerait dans une rue du Caire lord Moyne, le nouveau ministre-résident britannique pour tout le Moyen-Orient et ami personnel de Churchill. Le jeune homme, qui travaillait pour le Lehi, vengerait ainsi la mort des passagers des deux bateaux fantômes.

Le terrorisme juif avait timidement repris après le meurtre, par des policiers britanniques, de Yaïr Stern, le fondateur du Lehi, en février 1942. Il allait reprendre plus vigoureusement encore après la « déclaration de guerre » de l'Irgoun à la Grande-Bretagne, en février 1944, suivie par une série d'attentats à la bombe contre des

postes de police. Ne voulant laisser l'« exclusivité de l'héroïsme juif » ni à leurs anciens dissidents d'extrême droite ni à leurs adversaires sionistes de gauche que tout le monde encensait déjà pour la bravoure de leurs frères d'armes polonais dans la révolte du ghetto de Varsovie en avril 1943, les militants révisionnistes avaient pour nouveau dirigeant Menahem Begin, qui avait succédé à Vladimir Jabotinsky, mort aux États-Unis en 1940. Originaire de Brest-Litovsk en Lituanie où il naquit en 1913, Menahem Begin alliait une solide culture juive à une très bonne formation scolaire polonaise qui le conduisit jusqu'à une licence de droit, à l'université de Varsovie, en 1935. Actif dans le mouvement de jeunesse du Betar depuis l'âge de seize ans, il fut nommé en 1939 par Jabotinsky commissaire de l'organisation pour toute la Pologne, où les révisionnistes étaient dominants. Aux premiers jours de la Seconde Guerre mondiale, il quitta Varsovie pour Vilnius, où il fut arrêté par les Soviétiques et condamné à huit ans de goulag pour activités sionistes subversives. Libéré à la suite de l'accord entre la Russie soviétique et le gouvernement polonais en exil à Londres sur la création de l'armée polonaise du général Anders, c'est dans l'uniforme de cette troupe qu'il parvint à gagner la Palestine en 1942. L'année suivante, il fut mis à la tête de l'Irgoun et, d'après ses proches, Begin aurait envisagé d'ouvrir son « combat à outrance » contre les Anglais et les Arabes par un coup d'éclat : la prise du mur des Lamentations à Jérusalem. Il n'en fit rien, préférant s'attaquer à des cibles moins spectaculaires comme les studios de la radio à Ramallah. En août 1944, après deux années de sommeil, le groupe Stern tenta d'assassiner le haut-commissaire Harold MacMichael, qui fut remplacé peu après par l'ancien gouverneur de Malte, lord Gort. Un attentat manqué qui suscita le commentaire suivant de Sakakini⁵ :

Les Juifs se conduisent comme une armée en déroute qui, dans sa retraite, détruit ses ponts, son équipement et ses stocks de nourriture. Concernant l'attitude du gouvernement à l'égard des terroristes juifs, il a fait preuve de plus de souplesse et de clémence en comparaison avec son attitude à l'égard des Arabes, durant leur révolte. Ceux-ci ne l'oublieront jamais. Quant aux Juifs, ils ont prouvé par leurs actes combien ingrats ils étaient. C'est un peuple fou qui va droit à sa perte.

L'Exécutif sioniste condamna de la manière la plus sévère le meurtre de lord Moyne, tandis que la Hagana n'hésita pas à livrer aux autorités les membres du groupe Stern (Lehi) et de l'Irgoun lui tombant entre les mains. Mais la guerre mondiale touchait à sa fin et, à l'approche de la libération des camps de concentration en Europe, le

Yishouv avait hâte de rouvrir la question de l'immigration des rescapés, alors que les Anglais persistaient dans leur refus d'apporter la moindre modification au Livre blanc de 1939. Craignant de devoir subir un sort identique à celui des Arabes palestiniens à l'issue de leur révolte de 1936-1939, la majorité des dirigeants sionistes s'en tinrent à une politique de prudence relative, consistant à encourager en sous-main l'immigration clandestine et à gagner la sympathie de l'opinion publique occidentale tout en évitant d'entrer en rébellion ouverte contre les Anglais. Cela devenait de plus en plus difficile à mesure que la population juive prenait connaissance de l'état physique et moral des survivants des camps et que la marine britannique déployait le même zèle qu'avant 1945 pour les empêcher d'entrer en Palestine. À une différence près néanmoins : les nouveaux passagers clandestins étaient reconduits non plus à l'île Maurice mais à Chypre, ainsi qu'en Allemagne où, avec leur cynisme habituel, les Anglais renvoyaient d'anciens prisonniers dans des lieux de rassemblement situés non loin des camps de concentration où, quelques mois plus tôt, ils avaient subi les pires sévices. De 1945 à 1948, 70 000 émigrés clandestins tenteraient ainsi d'approcher les côtes de la Palestine, à bord de 66 embarcations.

Le départ de Churchill de la scène politique et son remplacement, au milieu de 1945, par le travailliste Clement Atlee et son ministre des Affaires étrangères Ernest Bevin précipitèrent la dégradation des relations entre la Grande-Bretagne et le *Yishouv*, qui entra en rébellion ouverte contre l'occupant britannique. Ne voulant guère compromettre les bonnes relations de son pays avec les États arabes groupés désormais au sein de la Ligue arabe, Bevin mena une politique carrément antisioniste et rejeta systématiquement toutes les requêtes humanitaires qui lui furent présentées, de toutes parts, en faveur des survivants de la Shoah, la Palestine ne pouvant, déclara-t-il le 13 novembre 1945, résoudre leur problème. Prenant le contre-pied des décisions du congrès de son propre parti en 1944, il renoua en fait avec la politique de Chamberlain comme si la guerre et le massacre des Juifs n'avaient jamais eu lieu. Plus précisément : pas de modification du Livre blanc de 1939, et aucun traitement de faveur pour les 100 000 personnes déplacées (DP) – se trouvant dans les camps autrichiens et allemands – dont l'installation en Palestine avait été réclamée, le 31 août 1945, par le président des États-Unis Harry Truman.

D'abord embarrassé par cette intervention, Bevin se reprit assez vite pour impliquer davantage les États-Unis dans la question palestinienne et proposa au président américain dans son discours du 13 novembre 1945 la constitution d'une commission d'enquête anglo-américaine sur le « problème des Juifs d'Europe et de la Palestine »

dont il s'engageait à appliquer toutes les résolutions. Entre-temps, le nombre des rescapés tombant dans la catégorie des « personnes déplacées » (DP) avait augmenté de façon considérable du fait de l'opération *Brichah* (« Évasion »). Celle-ci avait été organisée par les agents du *Mossad* (qui était à l'époque le service secret de l'Agence juive chargé de l'immigration clandestine) dans le but de faire affluer vers le littoral méditerranéen, à travers les Balkans et l'Italie, le plus grand nombre possible de réfugiés juifs ayant échappé à la « solution finale » et voulant quitter l'Europe.

Le *Yishouv* réagit aux propos du secrétaire au Foreign Office en appelant à une rébellion générale dès le lendemain, tandis que le Grand Rabinat demandait aux fidèles d'observer une journée de jeûne et de prières en signe de protestation. De violentes émeutes eurent lieu à Tel-Aviv et dans le reste du pays, qui firent neuf morts juifs et plusieurs dizaines de blessés parmi les soldats qui avaient tiré à balles réelles sur les manifestants. Coordonnant désormais ses actions avec les autres organisations clandestines sionistes et formant ensemble le Mouvement de résistance juive, la Hagana avait lancé, le 10 octobre 1945, sa première opération antibritannique en libérant 170 immigrés clandestins détenus dans le camp de prisonniers d'Atlit, près de Haïfa. Le 31 octobre, le réseau ferroviaire fut entièrement paralysé après le sabotage en une centaine d'endroits de passages à niveau et de postes d'aiguillage. À la même heure, une bombe explosait à proximité de la raffinerie de Haïfa et plusieurs patrouilleurs de police anglais sautaient dans les ports de Jaffa et Haïfa.

La Palestine menaçait de devenir une nouvelle Irlande. Le gouvernement répliqua en y envoyant 15 000 soldats en renfort en même temps qu'un nouveau haut-commissaire, le général Alan Cunningham, en remplacement de lord Gort, malade. Ils furent accueillis entre le 21 novembre et le 27 décembre par de nouvelles actions d'éclat de la Hagana, contre une base de garde-côtes à Haïfa et des postes de police à Jérusalem et Jaffa. Le 1^{er} mai 1946, la commission anglo-britannique rendit ses conclusions et recommanda l'immigration en Palestine de 100 000 DP ainsi que l'abrogation partielle du Livre blanc de 1939. Truman y applaudit mais le cabinet britannique posa comme condition préalable le désarmement du *Yishouv* et le démantèlement de ses organisations paramilitaires clandestines. Cela eut pour effet immédiat de susciter de violentes manifestations antibritanniques aux États-Unis et en Europe, tandis qu'en Palestine même la Hagana, d'un commun accord avec l'Irgoun et le Lehi, lançait une nouvelle série d'attaques visant à la destruction de tous les ponts routiers et ferroviaires reliant la Palestine à ses pays voisins, dont la Transjordanie qui, sous le nom de Jordanie, fut

reconnue le 26 mai 1946 par la Grande-Bretagne comme un État indépendant. Commandée par un officier britannique, Glubb Pacha, son armée, la Légion arabe, faisait partie du dispositif militaire anglais de Palestine, et ses unités étaient placées de part et d'autre du Jourdain.

Mettant à exécution un plan concocté depuis plusieurs mois, les Anglais réagirent à l'attaque des ponts en déclenchant, dans la journée du samedi 29 juin 1946, l'opération *Agathe* qui visait ni plus ni moins à liquider l'Agence juive et à désarmer la Hagana, en mettant fin une fois pour toutes à l'immigration clandestine. Mais le plan avait été éventé deux semaines plus tôt par la radio de l'armée juive, et lorsqu'à la date fixée les soldats firent irruption dans une trentaine de sites à travers le pays pour y arrêter les principaux dirigeants de l'Agence juive, de la Histadrout et du Mapai, ils firent chou blanc : peu de personnalités politiques de premier plan, en dehors de Moshe Sharett et du rabbin Fishman de l'Agence juive – qui fut traîné de force dans une voiture alors que la religion lui interdisait de monter dans un véhicule motorisé le jour du *shabbat* –, et aucun chef connu de la Hagana ne figuraient parmi les 3 000 hommes et femmes incarcérés au cours de ce « samedi noir » et des deux jours suivants.

Un mois plus tard, ce fut au tour des Anglais d'être la cible d'une opération spectaculaire : une puissante charge explosive pulvérisa, le 22 juillet 1946, le bâtiment de l'hôtel du Roi David à Jérusalem qui abritait, depuis la guerre, les locaux du commandement britannique et le secrétariat de l'administration civile du Mandat. Les auteurs de l'attentat, qui appartenaient à l'Irgoun, avaient pris soin de téléphoner, vingt minutes avant l'explosion, au secrétaire du gouvernement Shaw, lui conseillant de faire évacuer le bâtiment : « Je n'ai pas d'ordre à recevoir des Juifs. Ici, c'est moi qui commande », avait-il répondu, outré, à ses interlocuteurs anonymes... Londres n'avoua que deux mois plus tard la réalité de cet avertissement. Le bilan de l'attentat, qualifié de « grande catastrophe » par Sakakini⁶ et qui précipita sans aucun doute le départ des Britanniques, fut très lourd : une centaine de morts, parmi lesquels 25 Anglais, 40 Arabes et 17 Juifs. Comme lors de l'assassinat de lord Moyne, l'opération fut dénoncée vigoureusement par l'Agence juive. Vexés, les responsables de l'Irgoun répliquèrent à cette condamnation en révélant que l'attentat avait été approuvé avant son exécution par la Hagana qui, depuis le « samedi noir », avait cessé toute activité terroriste pour se consacrer uniquement aux opérations de sauvetage des immigrés clandestins.

Ben Gourion aux commandes du Yishouv et de l'Agence juive

Un changement d'orientation consacré par le vingt-deuxième Congrès sioniste de Bâle eut lieu en décembre 1946. À l'issue de celui-ci, Ben Gourion écarta définitivement Weizmann de la présidence de l'Organisation sioniste mondiale et s'arrogea les fonctions de responsable des questions de défense du *Yishouv*. Détenant désormais entre ses mains toutes les rênes du pouvoir et prévoyant déjà à cette date une confrontation générale avec les Arabes, il se mit à l'étude systématique des questions militaires et, conseillé par quelques vétérans de l'armée britannique, passa au crible la situation du *Yishouv* et l'état de préparation de la Hagana dans le cas d'une invasion du *Yishouv* par les États arabes. Commandée par Itzhak Sadeh, Moshe Sneh (1909-1972) et Israël Galili (1911-1986), l'organisation paramilitaire traversait en fait une crise profonde depuis la disparition en 1945 de son chef historique : Eliahou Golomb. Avant d'être forcée en 1948 par David Ben Gourion de se transformer en une armée de métier, disciplinée et obéissant aux ordres d'une hiérarchie militaire bien structurée, elle se comportait en fait comme une milice de partisans qui, en prévision du départ imminent des Anglais, se préparait à une réédition des émeutes palestiniennes de 1936-1939 et non à une guerre frontale avec les forces armées régulières des pays voisins.

Quant aux Anglais, réagissant violemment à l'attentat du Roi David, le général en chef Evelyn Barker interdit à ses soldats tout rapport social ou commercial avec les Juifs, « de manière à frapper cette race par ce qu'elle a de plus sensible, sa poche » : un ordre du jour ouvertement antisémite qui fit le tour des salles de rédaction de la presse mondiale et s'ajoutait aux remarques similaires d'Ernest Bevin qui multipliait les maladresses à mesure que le conflit avec les Juifs s'enlisait. Simultanément, les Anglais lancèrent l'opération *Shark*, menée par des milliers de soldats et de policiers à travers le pays. L'objectif était de mettre la main sur les auteurs de l'attentat de Jérusalem et sur le chef de l'Irgoun, Menahem Begin, dont la tête fut

mise à prix. Un couvre-feu de quatre jours fut décrété à Tel-Aviv et tous ses quartiers passés au peigne fin : quelque 800 personnes furent arrêtées et plusieurs caches d'armes découvertes, mais aucune trace de Menahem Begin qui était resté cloîtré dans sa maison. En représailles de l'exécution de dizaines de prisonniers juifs, les attaques de l'Irgoun et du groupe Stern redoublèrent de violence, obligeant fonctionnaires et civils britanniques à vivre désormais confinés dans des zones sécurisées, entourées de barbelés et parsemées de barrages et autres obstacles – des « *Bevingrads* », comme les Juifs les surnommèrent par dérision –, et dont ils ne sortaient plus qu'accompagnés de soldats armés jusqu'aux dents.

De fait, à partir de cette date, la politique britannique consista en une suite d'improvisations aussi improbables les unes que les autres, telles que l'initiative, prise par Bevin le 9 septembre 1946, de convoquer une nouvelle conférence sur la Palestine à Londres. Les Palestiniens ayant refusé de siéger aux côtés des sionistes, le secrétaire au Foreign Office se borna à présenter aux représentants des États arabes, invités à la conférence, un projet préconisant le partage de la Palestine en quatre provinces autonomes, ainsi que la reprise sous condition de l'immigration juive. Voyant ses idées rejetées aussi bien par les Arabes que par les Juifs, Bevin ajourna la conférence, mais, le 4 octobre 1946, il fut pris de court, une fois de plus, par une déclaration pour le moins inattendue du président Truman, exprimant son soutien à la création d'un État juif « viable » ainsi qu'à l'admission immédiate en Palestine des 100 000 DP juifs, comme l'avait conseillé la Commission anglo-américaine. Désarçonné par cette nouvelle prise de position du chef de la Maison-Blanche, Bevin, qui, au mois d'août précédent, avait ordonné d'interner à Chypre les immigrants ayant réussi à s'infiltrer en Palestine malgré le blocus naval, présenta un nouveau plan consistant en la partition de la Palestine en deux entités semi-autonomes, l'une juive, l'autre arabe, coiffées toutes deux d'une autorité supérieure britannique. En cas d'échec du nouveau plan, le gouvernement britannique s'engageait à porter la question palestinienne devant les Nations unies dans un délai de cinq ans. Ce plan non plus n'eut pas l'heur de plaire aux Arabes ni aux Juifs et, de guerre lasse, Bevin déclara aux Communes le 18 février 1947 que, le Mandat s'étant révélé inapplicable, il avait décidé de soumettre la question aux Nations unies. Deux semaines auparavant, les autorités du Mandat avaient déclenché l'opération *Polly* et procédé à l'évacuation, en quarante-huit heures, des familles des fonctionnaires civils.

Vers la fin du mandat britannique et la résolution de l'ONU du partage de la Palestine

Ainsi, le 28 avril 1947, l'Assemblée générale de l'ONU nomma un comité spécial, le United Nations Special Committee on Palestine (UNSCOP), chargé de lui proposer une solution au conflit judéo-arabe en Palestine. Moins de quatre mois plus tard, la majorité des membres de l'UNSCOP (Canada, Guatemala, Pays-Bas, Pérou, Suède, Tchécoslovaquie, Uruguay) recommandaient la partition de la Palestine et la création d'un État arabe et d'un État juif, liés par une union économique, ainsi que l'internationalisation de Jérusalem. Cela se fit contre l'avis de la minorité (Yougoslavie, Inde et Iran) qui préconisait l'établissement d'une confédération sur l'ensemble du pays, composée d'un État juif et d'un État arabe. Tous cependant étaient conscients que la Palestine, en tant qu'entité politique distincte, était redevable de son existence à la déclaration Balfour, sans laquelle, comme le rappela à juste titre le représentant de Damas à l'ONU, elle serait encore une province syrienne.

La proposition de l'UNSCOP fut rejetée par les Arabes qui, entre autres arguments, soulignèrent que le futur État juif, du fait de sa judéité, briserait la continuité territoriale des États arabes et empêcherait leur union. En outre, refusant d'accorder le moindre crédit aux références historiques justifiant le retour des Juifs en Palestine, et considérant ces derniers comme formant une communauté religieuse et non pas un peuple, ils percevaient l'entité sioniste comme une entreprise purement coloniale, née de l'exploitation d'un territoire étranger par des hommes et des capitaux étrangers. Par conséquent, son sort ne devait pas être différent de celui des autres colonies européennes d'Afrique et d'Asie qui, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, étaient en passe de disparaître. Quant aux massacres perpétrés par les nazis contre les Juifs, ils ne sauraient constituer, de leur point de vue, un argument justifiant la création d'un État juif en Palestine car, même si les Juifs

avaient bien le droit d'exiger réparation de leurs souffrances, les Arabes n'avaient pas à payer pour des crimes monstrueux commis par d'autres. Enfin, ils ne comprenaient pas non plus pourquoi les Juifs ne pourraient pas constituer une minorité au sein d'une Palestine unifiée alors que l'on acceptait de voir la moitié de la population du pays devenir une minorité à l'intérieur d'un improbable État juif. À ces arguments, plusieurs représentants arabes en ajoutèrent un autre, d'un tout autre type : la menace que ferait peser l'existence de cet État sur l'avenir des centaines de milliers de Juifs vivant dans les pays musulmans.

Pendant ce temps, l'attention mondiale était accaparée par les dernières péripéties du drame de l'*Exodus 47*, ancien vaper de plaisance récupéré par le Mossad à Baltimore puis aménagé en paquebot en Italie, avant d'être acheminé à Sète. Battant pavillon du Honduras, le *President Warfield* – tel était son nom d'origine – accueillit, le 10 juillet 1947, 4 500 survivants de la Shoah, venus des camps de DP situés en Allemagne, puis quitta sans encombre les eaux territoriales françaises. Suivi par des destroyers de la Royal Navy, le navire fut empêché de jeter l'ancre à Haïfa et, à l'issue de bagarres sanglantes avec des soldats britanniques qui montèrent à bord, faisant ainsi trois morts et des dizaines de blessés, les passagers furent embarqués de force dans les cales de trois cargos anglais, à destination de Marseille. Refusant de débarquer à Port-de-Bouc où ils passèrent vingt-cinq jours dans des conditions épouvantables, les passagers terminèrent leur voyage éprouvant de quarante-six jours à Hambourg, et non à Chypre où les Anglais avaient l'habitude d'incarcérer les immigrants clandestins arraisonnés en pleine mer. Faisant le tour du monde, les images et les reportages sur l'odyssée de l'*Exodus* eurent un impact immédiat sur l'opinion publique mondiale, qui ne pouvait supporter le spectacle affligeant de réfugiés juifs contraints de retourner en Allemagne, le pays de la « solution finale » et des 6 millions de morts juifs dans la Shoah.

Ajouté à l'intensification des représailles de l'Irgoun, qui fit exécuter trois sergents anglais pris en otage après la pendaison à la prison d'Acre de l'un de ses membres, Dov Gruener, le rapport de l'UNSCOP continua de jeter le plus grand trouble au sein du cabinet britannique. Lâchée par l'Amérique, l'Angleterre voyait sa politique s'effondrer dans le sang et le chaos en Palestine comme en Inde, pendant qu'un hiver particulièrement rude paralysait les transports et des secteurs entiers de l'économie du Royaume-Uni qui sortait à peine de cinq années d'austérité et de sacrifices imposés par la guerre. Plus entêté que jamais, Bevin rendit publique, le 11 novembre 1947, son opposition aux recommandations de l'UNSCOP, en même temps que la décision de son pays de renoncer au mandat sur la Palestine que lui

avait octroyé en 1922 la Société des Nations et de mettre ainsi fin à la présence britannique dans le pays à la date du 14 mai 1948. Quelques jours auparavant, les États-Unis et l'Union soviétique avaient exprimé leur soutien aux conclusions de l'UNSCOP et au partage de la Palestine en deux États, ainsi qu'à l'internationalisation de Jérusalem.

*1. En référence à l'acte héroïque du dernier carré des zélotes de Jérusalem qui, ayant trouvé refuge dans cette forteresse surplombant la mer Morte, avaient préféré se donner la mort plutôt que de se rendre aux Romains après la destruction du Temple (voir Michel Abitbol, *Histoire des Juifs*, Paris, Perrin, 2013, p. 88-89).

XII

Le 29 novembre 1947 et après

Le plan de partage

La voie vers une résolution était désormais ouverte, mais le sort de Jérusalem, où les Juifs constituaient 60 % de la population, préoccupait sérieusement la délégation du *Yishouv* à l'ONU dirigée par Moshe Sharett. Tout en acceptant à contrecœur l'internationalisation de la Ville sainte, Sharett, sur les instructions de Ben Gourion, réclama et obtint dans la résolution finale la partition fonctionnelle des affaires municipales de Jérusalem entre, d'un côté, l'ONU qui aurait à sa charge la vieille ville et les Lieux saints et, de l'autre, l'État juif et l'État arabe qui seraient respectivement responsables des affaires municipales des quartiers juifs à Jérusalem-Ouest et des quartiers arabes à Jérusalem-Est¹.

C'est ainsi que, le samedi 29 novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies approuva la création d'un État juif par 33 voix pour (dont celles des États-Unis, de la France, de l'URSS et de tous les pays du Commonwealth à l'exception de la Grande-Bretagne), 13 voix contre (celles des onze pays musulmans en plus de la Grèce et de Cuba), et 10 abstentions, parmi lesquelles celle de la Grande-Bretagne. La résolution 181 – c'est son nom officiel – fut immédiatement rejetée par les États arabes qui, surpris par le résultat du vote, menacèrent d'arrêter les livraisons de pétrole à destination des pays occidentaux, et même de soutenir le bloc soviétique sur la scène internationale. Des menaces qui n'empêchèrent pas les habitants du *Yishouv*, dès que la radio eut fini d'égrener un à un les noms des pays ayant approuvé la résolution, de sortir dans la rue et d'y laisser éclater leur joie. Des prières solennelles et des actions de grâces furent récitées dans toutes les synagogues de la Diaspora, tandis qu'à Rome les Juifs de la capitale italienne marquèrent l'événement en se rassemblant spontanément devant l'arc de Titus, comme pour signifier la fin d'une histoire commencée en 70, après la destruction du Temple de Jérusalem par le général romain.

Cependant, personne n'ignorait les difficultés de tous ordres auxquelles allait se heurter la résolution de l'ONU, à commencer par le statut dans le futur État hébreu d'une « minorité » arabe d'un demi-million de personnes – un nombre quasiment égal à celui de la

population juive qu'il était censé abriter. De plus, l'incorporation dans le futur État arabe d'une dizaine de milliers de Juifs, dont toute la population d'une petite ville comme Nahariya et celle des dizaines de *kibboutzim* et *moshavim* enclavés en Galilée, allait poser problème. Sans parler de la question épineuse de Jérusalem et de son internationalisation, dont les Arabes ne voulaient pas entendre parler et que les dirigeants du *Yishouv* avaient fini par accepter, malgré la très vive opposition de leur opinion. Aux termes de la résolution de l'ONU, la Ville sainte – délimitée à l'est par le village d'Abou Dis, au sud par Bethléem, au nord par Ein-Karem et Motza, et à l'ouest par Shou'afat – était censée devenir une entité politique séparée (*corpus separatum*) gérée par un conseil de tutelle et un gouverneur agissant au nom des Nations unies. Démilitarisée et ouverte à l'ensemble des ressortissants des futurs États juif et arabe, ses résidents pouvaient opter pour la citoyenneté de l'un ou l'autre des deux États, ou rester uniquement citoyens de Jérusalem. Le nouveau statut devait entrer en vigueur au plus tard en avril 1948, et un groupe de travail composé de cinq délégués – dont un Anglais et un Français – fut même mis en place pour rédiger la constitution internationale de Jérusalem. Mais devant la soudaine dégradation de la situation dans la ville après le 29 novembre 1947, et à la suite de la décision britannique de ne pas évacuer Jérusalem avant la date d'expiration du Mandat, la venue sur place du conseil de tutelle fut de plus en plus compromise. D'une part, par souci de plaire aux Arabes, les Anglais ne donnaient guère l'impression de vouloir lui faciliter le travail, et, d'autre part, le projet même d'internationalisation battit de l'aile après que plusieurs délégations – dont celle des États-Unis – s'en furent désintéressées ou n'eurent plus caché leurs doutes sur sa faisabilité. Dès lors, la sécurité des habitants de la Ville sainte comme celle de la Palestine tout entière demeurerait du ressort exclusif des autorités britanniques. Or voici que, de toutes les villes du pays, ce fut précisément Jérusalem qui s'embrasa la première à l'appel du Haut Comité musulman, dont la plupart des membres (et ceux des comités nationaux établis à travers le pays) continuaient d'être les fidèles partisans du mufti.

Extradé à la fin de la guerre de Yougoslavie en France après que les Américains eurent empêché sa comparution devant la cour de Nuremberg, Al-Hajj Amin al-Husseini était arrivé en 1946 au Caire, muni d'un faux passeport syrien délivré par les Français. Sa venue n'avait guère enthousiasmé le gouvernement égyptien qui, pour ne pas effaroucher les Anglais et de concert avec les États membres de la Ligue arabe, allait tout tenter pour l'écarter des négociations interarabes sur l'avenir de la Palestine. Encore fallait-il que ces pays fussent tous sur la même longueur d'onde, ce qui était loin d'être le cas. Alors que l'Égypte et l'Arabie Saoudite refusaient d'engager leurs

armées dans la bataille, la Transjordanie hachémite, épaulée par la monarchie sœur irakienne, ne cachait pas son désir de s'emparer seule du territoire alloué aux Palestiniens par les Nations unies, sinon de la Palestine tout entière. Une ambition qui irritait prodigieusement les dirigeants de Damas, aux yeux desquels la Palestine avait été de tout temps partie intégrante de la Syrie. Balayant ces critiques, 'Abdallah pouvait, quant à lui, se prévaloir du soutien diplomatique et militaire des Anglais et de celui, beaucoup plus discret, des sionistes, qui fut réitéré au monarque transjordanien, le 17 novembre 1947, par Golda Meir (1898-1978), la nouvelle responsable des affaires politiques de l'Agence juive qu'il rencontra à Naharayim². Le Hachémite disposait, en outre, d'un atout militaire de poids : la présence en Palestine de ses fidèles soldats de la Légion arabe que les Anglais avaient réquisitionnés et installés à l'ouest du Jourdain depuis les années 1930. Aux ordres de l'émir mais encadrés par des officiers britanniques et recevant leur solde et leur armement de la Grande-Bretagne, ils étaient déployés dans des casernes de la région de Tel-Aviv et de Haïfa. Les accrochages avec les Juifs devenant fréquents, ils furent ensuite transférés aux alentours de Beersheba, Hébron et Naplouse. C'était l'occasion pour le commandant de la Légion arabe, l'Anglais Glubb Pacha, et ses officiers de renforcer les liens d'amitié entre les notables palestiniens des trois villes et le souverain transjordanien.

Tandis que, du Caire, les oulémas de l'université Al-Azhar appelaient à « un *Jihad* mondial pour la défense de la Palestine arabe » et que, dans plusieurs villes du Moyen-Orient comme Aden, Alep et Damas, les Juifs étaient pris à partie par des foules en colère, en Palestine même les Arabes réagirent, dès le 30 novembre, à l'annonce de la décision de l'ONU en attaquant un autobus de voyageurs près de Petah Tikva, faisant cinq morts. Le surlendemain, ils mirent le feu aux échoppes juives du quartier commercial de Mamila, à Jérusalem, et tentèrent d'envahir le quartier juif de la vieille ville. Des actions spontanées auxquelles les Anglais répondirent en instaurant le couvre-feu sur place et en arrêtant par précaution plusieurs membres de la Hagana à Jérusalem-Ouest.

Guerre civile judéo-arabe

Au cours des jours suivants, les violences s'étendirent à l'ensemble des villes mixtes, dont Haïfa, Jaffa, Tel-Aviv, Tibériade et Safed. Elles étonnèrent autant par leur ampleur que par le fait qu'elles épargnèrent les zones rurales où la population juive était très clairsemée. Les villageois arabes y attendaient en effet la fin de la cueillette des agrumes, en janvier-février 1948, pour prendre activement part à ce qui commença comme une guerre civile entre Juifs et Arabes de Palestine avant de devenir, à partir du 15 mai 1948, la première guerre de l'histoire entre Israéliens et Arabes. Appelée guerre d'indépendance par les uns, elle se termina en catastrophe, ou **Nakba**, pour les autres³.

À lire les reportages de la presse de l'époque, le *Yishouv* avait peu de chances de l'emporter face à une population palestinienne qui le surpassait en nombre – 1 300 000 Palestiniens contre 650 000 Juifs – et qui, en outre, bénéficiait du soutien inépuisable des pays arabes et de leurs très nombreuses armées. C'était aussi le sentiment de beaucoup de Juifs de la Diaspora qui craignaient pour le sort de la communauté sœur de Palestine et s'interrogeaient sur ses capacités militaires et ses chances de survie. En mesure de mobiliser plusieurs milliers d'hommes et de femmes, la Hagana manquait cruellement d'armes, et ses stocks suffisaient à peine pour armer la moitié de ses effectifs. Elle n'avait pas pu non plus intégrer dans ses rangs les « dissidents » de l'Irgoun et du groupe Stern (Lehi), qui continuèrent à faire bande à part jusqu'après le 14 mai. Des « faiblesses » compensées par la très forte motivation de l'ensemble des combattants juifs, qui pensaient que la défaite du *Yishouv* scellerait non seulement la fin du rêve sioniste mais entraînerait à sa suite le massacre de toute la population juive. Cette crainte était amplifiée, sans aucun doute, par le souvenir encore très vivace des horreurs de la Shoah, qui explique par ailleurs l'extraordinaire élan de solidarité des Juifs de la Diaspora en faveur de leurs coreligionnaires palestiniens : orchestrée par l'Organisation sioniste mondiale et menée tambour battant aux États-Unis par Golda Meir, la campagne d'aide d'urgence au *Yishouv* recueillit 50 millions de dollars entre janvier et mars 1948, soit deux

fois plus que la somme espérée par Ben Gourion. Le même montant fut amassé au cours des deux mois suivants et consacré intégralement à l'achat d'armement à l'étranger (en Tchécoslovaquie, mais aussi en France, en Italie, aux États-Unis et même en Angleterre⁴).

Pressant la Hagana de se transformer en une armée régulière avec des grades calqués sur ceux de l'armée britannique et une chaîne de commandement lisible, Ben Gourion pressentit que le défi majeur auquel le *Yishouv* allait devoir faire face était non pas une réédition de la révolte palestinienne des années 1930, mais une invasion militaire générale des pays voisins. Dans cette perspective, il força la Hagana à se départir rapidement de ses vieilles habitudes de mouvement de partisans^{*1}, plus aptes à des actions de guérilla et de contre-terrorisme qu'à des opérations de grande envergure : aidé de vétérans de l'armée britannique comme Yohannan Ratner, Haim Laskov et Mordechai Maklef, et d'un ancien officier supérieur de l'armée américaine, le colonel David Marcus (alias Mike Stone⁵), il lui imposa de nouvelles méthodes de combat, nécessitant discipline, préparation approfondie des troupes, plans de guerre détaillés et déploiement sur le terrain d'unités formées aux techniques militaires les plus récentes. Placée sous le commandement d'un état-major composé de Ya'acov Dori (1899-1973), Yigaël Yadin (1917-1984) et Israël Galili (1911-1986) qui remplissait le rôle d'intermédiaire avec Ben Gourion, la Hagana dut ainsi compléter sa mue au fur et à mesure de l'évacuation des forces britanniques. Divisée en une douzaine de brigades aux noms rappelant des régions géographiques particulières, une place spéciale y fut dévolue au Palmach et à ses unités de choc commandées par Yigal Allon (1918-1980). Il succéda à Itzhak Sadeh, que Ben Gourion avait appelé à ses côtés comme conseiller stratégique avant de lui confier, quelques mois plus tard, le commandement de la première brigade blindée de l'armée à laquelle fut rattachée une unité de commandos mobiles sous les ordres de Moshe Dayan, futur chef d'état-major général de *Tsahal*.

Faiblesses juives et désunion arabe

De leur côté, les chefs militaires de la Ligue arabe, réunis à Bludan, en Syrie en juin 1946 puis en octobre 1947 à Aley, au Liban, n'ignoraient pas les faiblesses dont souffrait la société palestinienne qui ne disposait d'aucune structure administrative, militaire ou économique comparable, de près ou de loin, à l'Agence juive, la Hagana et la Histadrout. Agissant sous la pression de leur opinion publique qui voulait en découdre le plus vite possible avec l'entité sioniste, mais se gardant d'envoyer immédiatement leurs armées régulières combattre en Palestine, ils se tirèrent d'affaire, comme pendant les événements de 1936-1939, en décidant de mettre sur pied une **Armée du salut**, ou Armée de libération arabe (ALA), composée de volontaires originaires de tous les pays musulmans ainsi que d'anciens soldats de l'armée britannique et de vétérans de l'armée allemande. La Ligue arabe s'engagea à lui fournir armes et munitions ainsi que des ressources financières substantielles dont elle allait exclure le mufti. Celui-ci, qui clamait à qui voulait l'entendre que les Palestiniens n'avaient guère besoin qu'on se batte à leur place, créa sa propre **Armée du Jihad sacré** (*Jaysh al-Jihad al-Muqaddas*), dont le noyau dur reposait sur les bandes armées qui s'étaient constituées au milieu des années 1930 autour d'Abd al-Qadir al-Husseini à Jérusalem et dans ses environs, de Hassan Salameh dans la région de Lod, et d'Ibrahim al-Zaghir en Basse-Galilée. Composées chacune d'un effectif permanent de 250 à 300 hommes munis d'armes légères, de grenades et de mortiers, elles pouvaient compter à tout moment sur l'appui de centaines de combattants irréguliers appartenant aux nombreuses milices en activité dans chaque ville et chaque village et qui reentraient chez eux une fois leur action terminée.

Insuffisamment équipés et manquant de toute structure de coordination entre les différentes milices et entre celles-ci et l'ALA, les combattants palestiniens souffraient aussi de la désaffection d'une partie non négligeable de la population civile, encore traumatisée par les conséquences de la révolte des années 1936-1939 et qui, selon les renseignements recueillis par les services de la Hagana et de l'Agence juive, ne se faisait pas trop d'illusions sur l'issue de la guerre. C'est

ainsi que les familles les plus aisées des grandes villes, passant outre aux appels du mufti, furent les premières à s'enfuir à l'étranger, avant même que ne fussent tirés les premiers coups de feu. Beaucoup de chrétiens en firent autant, s'attirant avant leur départ la colère de leurs voisins musulmans qui, en représailles, s'attaquèrent comme à Jérusalem à leurs monastères et à leurs églises. En Cisjordanie, les milices locales restèrent ostensiblement à l'écart des combats afin de préserver l'intégrité de leurs villages et, en Galilée occidentale, les Druzes, démoralisés par le comportement de l'ALA, finirent eux par passer, avec armes et bagages, du côté juif.

Dès lors, la principale force militaire arabe en mesure de tenir tête à la Hagana était constituée des volontaires envoyés par la Ligue arabe, dont un premier contingent arriva sur place entre décembre 1947 et janvier 1948. Il était composé de 3 000 Syriens, 800 Irakiens, 800 Palestiniens, 300 Libanais, 50 Égyptiens et 34 Bosniaques⁶, et avait ses quartiers généraux à Damas. Équipée essentiellement par l'Égypte et la Syrie, l'ALA fut placée sous le commandement du colonel libanais Fawzi Kawkukdjî, un vétéran de toutes les révoltes arabes des années 1930 qui avait passé les dernières années de guerre en Allemagne. Répartis en six bataillons d'infanterie, appuyés par quelques pièces d'artillerie, ils prirent position en Samarie puis dans quelques villes comme Acre, Safed, Tibériade et Jaffa, où ils prêtèrent main-forte aux milices locales, ainsi qu'en Galilée et dans la vallée de Beit Shean, où ils s'attaquèrent immédiatement aux *kibboutzim* Kfar-Szold, Yehi'am et Tirat-Zvi. Mal préparées, ces attaques échouèrent, mais la venue de cette force d'appoint rehaussa, sans nul doute, le moral de la population locale qui espérait l'arrivée de nouveaux contingents. Or, dès février, le flux des volontaires se tarit ; leurs bases d'entraînement en Syrie furent fermées et seuls les candidats à l'expérience militaire avérée furent admis et envoyés au front.

Les volontaires égyptiens attendirent jusqu'à la fin février pour faire leur apparition sur le terrain. Appartenant dans leur écrasante majorité aux Frères musulmans, ils avaient été entraînés puis équipés par l'armée égyptienne avant d'être envoyés dans la bande de Gaza, où ils devaient être renforcés par d'autres contingents venus de Libye, du Maghreb, du Yémen et d'Arabie Saoudite. Retenus devant Aqaba par l'émir 'Abdallah qu'un vieux litige datant de l'époque de Lawrence d'Arabie opposait à la famille wahhabite des Ibn Saoud, les volontaires saoudiens devaient quant à eux attendre la fin du mandat britannique pour être incorporés dans le corps expéditionnaire égyptien en même temps que des centaines de volontaires maghrébins – tunisiens et libyens pour la plupart.

Vivant côte à côte dans des quartiers et des villages adjacents et

parfois de chaque côté d'une même rue, les civils juifs et arabes allaient payer un lourd tribut dès les premières semaines des hostilités : 950 tués et 1 300 blessés du côté arabe, et 433 morts et 749 blessés du côté juif, en plus de 47 policiers et soldats britanniques tués, entre le 30 novembre 1947 et le 1^{er} janvier 1948, selon les services de renseignements juifs⁷. Aux tirs aveugles contre les passants, aux jets de grenades sur des lieux publics, aux attentats à la bombe, aux attaques d'autobus et aux embuscades le long des axes routiers s'ajoutèrent les agressions perpétrées contre les Anglais par l'Irgoun et le groupe Stern, qui continuaient de considérer la Grande-Bretagne comme la pire ennemie des Juifs.

Faisant montre d'une neutralité toute relative entre les deux parties au conflit, la préoccupation principale des Anglais consistait à organiser dans les meilleures conditions l'évacuation de leurs 100 000 soldats et fonctionnaires, de leurs 14 000 véhicules et de leurs 250 000 tonnes de matériel stationnés dans le pays depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale⁸. Dans le même temps, ils continuaient, comme par le passé, à faire la chasse aux bateaux transportant des immigrants clandestins juifs tout en fermant les yeux sur l'entrée de milliers de volontaires arabes à partir de la Syrie, du Liban et de la Transjordanie. Bevin n'avait pas du tout modifié sa politique antisioniste ni cessé sa « guerre ignoble » – pour reprendre les termes de Winston Churchill – contre le *Yishouv*. Craignant pour l'avenir des intérêts britanniques au Proche-Orient face à l'Union soviétique, l'aversion du secrétaire au Foreign Office pour le *Yishouv* était montée d'un cran à la vue du vote soviétique en faveur de la création d'un État juif. Il poursuivait ainsi ses livraisons d'armes aux pays arabes et, plus particulièrement, à la Légion arabe alors qu'il était parfaitement au courant de leurs intentions belliqueuses envers le futur État hébreu. Cela allait finir par agacer Washington, qui menaça de cesser son embargo sur l'envoi d'armes aux forces juives si Londres ne modérait pas ses ardeurs proarabes et si elle mettait à exécution sa décision de livrer des avions de combat à l'émir 'Abdallah dans le cadre du traité d'assistance mutuelle et d'amitié signé le 15 mars avec le monarque hachémite. Un traité similaire avait été signé deux mois auparavant avec l'Irak, lui promettant des armes, des munitions, des bateaux et des avions modernes de mêmes modèles que ceux en usage dans l'armée britannique.

Sur place, les policiers anglais firent montre de peu de zèle pour protéger le quartier juif de la vieille ville de Jérusalem, soumis au harcèlement quotidien des milices arabes, et allèrent jusqu'à suggérer à l'Agence juive de l'évacuer. Celle-ci rejeta la demande, la consigne générale des dirigeants du *Yishouv* étant de n'évacuer aucune agglomération juive en danger, pas même les plus menacées d'entre

elles comme la douzaine de *kibboutzim* entourant Jérusalem et comprenant, au sud, Ramat Rachel et les quatre villages formant le bloc de Goush Etzion, entre Bethléem et Hébron, ainsi que Beit Ha'arava et les usines de potasse de Kalia et Sodome, sur la mer Morte. À l'est il y avait les quartiers excentrés d'Atarot, au nord Neve-Ya'acov et enfin, à l'ouest, les villages de Motza, Neve-Ilan et Hartouv et les *kibboutzim* Kiryat 'Anavim et Ma'aleh-Hamisha – soit quelque 2 500 habitants en tout, bien entraînés et très motivés. Ils pouvaient compter en théorie sur l'armée britannique qui, le 10 février, était intervenue dans le quartier de Yemin-Moshe, à Jérusalem-Ouest, pour prêter main-forte à la Hagana contre quelque 150 irréguliers venus de la vieille ville : 16 assaillants furent tués et plusieurs dizaines d'autres blessés. Mais ce coup de main ponctuel n'empêcha pas l'arrestation presque simultanée par une patrouille anglaise de quatre membres de la Hagana qui, désarmés, furent relâchés près de la porte de Naplouse, à Jérusalem, avant d'être lynchés à mort par la foule.

En règle générale, à mesure que la fin du Mandat approchait, les Anglais se firent de moins en moins présents sur les lieux pour protéger les civils juifs. Seules exceptions notoires, les villages et les quartiers juifs situés le long des axes d'évacuation de l'armée dont la sécurisation était essentielle. Tel n'était pas le cas de Goush Etzion, cible d'attaques incessantes de la part des Palestiniens dès la deuxième semaine de décembre, ainsi que des quartiers excentrés de Mekor-Haïm, Talpiot et du mont Scopus, à Jérusalem. La première de ces attaques contre des véhicules se rendant au Goush eut lieu le 11 décembre – faisant une dizaine de morts –, et fut suivie d'une seconde, plus meurtrière encore, le 16 janvier 1948, quand un convoi entier de 35 hommes fut décimé près de Beit Zurif par les hommes d'Ibrahim Ibn Diyya.

Les Anglais n'étaient pas non plus venus en aide aux habitants du quartier Hatikva de Tel-Aviv, attaqué le 8 décembre par les hommes de Hassan Salameh, qui furent chassés des lieux par la Hagana, laissant une soixantaine de morts sur le terrain. Ils n'intervinrent pas davantage pour empêcher les graves incidents qui endeuillèrent, le 30 décembre, Haïfa et sa banlieue : faisant suite à des tirs de l'Irgoun sur des ouvriers arabes à l'entrée de la raffinerie de pétrole, une quarantaine d'employés juifs furent assassinés et une cinquantaine d'autres blessés par leurs camarades de travail arabes, sous l'œil passif de leurs supérieurs britanniques qui ne tentèrent à aucun moment d'arrêter le massacre ni, après coup, de mettre sous les verrous ses auteurs, qu'ils laissèrent repartir chez eux comme si de rien n'était. Une indifférence qui ajouta à la détermination de la Hagana de punir les responsables de ce massacre, qui tous habitaient les villages de Balad al-Shaykh et Houassa, à l'est de la cité portuaire. Une unité du

Palmach fut dépêchée sur les lieux avec pour consigne de tuer « cent hommes au maximum », mais « ni femmes ni enfants »⁹. Des représailles qui valurent à la Hagana de vives critiques dans l'opinion juive pour son « manque de discernement », comme l'avait été, deux semaines auparavant, le raid punitif lancé par le Palmach contre le village de Hassass, en Basse-Galilée, après le meurtre d'un charretier juif près du *kibboutz* de Ma'yan-Baruch. Plusieurs maisons du village avaient été détruites et leurs occupants – dont des femmes et des enfants – tués.

En tout état de cause, l'incident de la raffinerie avait entraîné l'arrêt des négociations en vue d'une trêve entre Juifs et Arabes à l'intérieur de Haïfa, dont la moitié des 140 000 habitants était musulmane ou chrétienne. Voyant avec inquiétude leur ville se vider de ses commerçants aisés et de ses cadres musulmans et chrétiens (entre 15 000 et 20 000 départs seraient enregistrés du 29 novembre 1947 à la fin février 1948), les notables arabes approchèrent leurs collègues juifs afin de parvenir ensemble à un arrêt des violences. Les appels au patriotisme local restant sans effet, chaque camp en référa à ses dirigeants, mais la tentative tomba finalement à l'eau. Les premiers volontaires de l'ALA commençant entre-temps à prendre position en Samarie et dans le nord du pays, les notables arabes cessèrent de s'intéresser à la trêve, et seuls quelques rares ressortissants chrétiens continuèrent de maintenir le contact avec leurs voisins juifs.

Donnant l'impression d'être dépassée par les événements, la Hagana n'était pas toujours au mieux de sa forme : le 5 janvier, ses hommes firent exploser plusieurs bombes à l'intérieur de l'hôtel Sémiramis dans le quartier arabe de Katamon, à Jérusalem, mais aucun des chefs militaires palestiniens visés par l'opération ne figura parmi les 26 morts exhumés des décombres. Ils s'ajoutaient à la trentaine de victimes de l'attentat aveugle perpétré la veille par l'Irgoun et le groupe Stern contre l'ancienne mairie de Jaffa. Jusqu'à cette date, les responsables du *Yishouv* se berçaient de l'illusion que le mufti était en perte de vitesse et que ses opposants, tout en refusant la partition de la Palestine et l'internationalisation de Jérusalem, allaient finir par avoir le dessus puis chercher un compromis avec les Juifs. Dans cette perspective, Ben Gourion donna pour instruction générale à la Hagana de limiter ses raids punitifs aux seuls auteurs des agressions et à leurs bases logistiques, et de veiller en priorité à la protection des agglomérations juives et à la sécurisation des installations industrielles du *Yishouv*. Des tâches multiples souvent difficiles à réaliser, tant du fait de la grande dispersion géographique de la population juive que de la meilleure connaissance du terrain des combattants palestiniens et de leur supériorité numérique. À cela s'ajoutaient les rumeurs alarmistes concernant l'attitude ambiguë des Anglais, que les

dirigeants sionistes soupçonnaient de vouloir détacher le Néguev du futur État juif. Ben Gourion, qui fantasmaient déjà sur l'avenir de cette région quasi désertique, y envoya, dès la fin décembre, un contingent de 3 000 hommes pour renforcer la défense des implantations juives qui y étaient clairsemées.

Coupée sporadiquement du reste du pays par les attaques palestiniennes, la situation de Jérusalem-Ouest alarmait au plus haut point les responsables du *Yishouv*. La commission internationale de tutelle tardant à y être mise en place et le moral de ses 100 000 Juifs qui n'adhéraient pas tous au sionisme étant au plus bas, Ben Gourion résolut de prendre en main personnellement le sort militaire de la ville. Il y nomma un nouveau chef militaire, David Shaltiel, un ancien de la Légion étrangère française qui était loin de susciter l'enthousiasme de ses soldats. Lui-même se fit un devoir de se rendre tous les quinze jours à Jérusalem pour remonter le moral de la population et aussi pour pallier les défauts des responsables militaires et civils locaux. À ce stade déjà, il était pratiquement sûr que l'ONU allait se désister et ne pas prendre le contrôle de la Ville sainte. Les attentats redoublèrent alors de violence. Le plus meurtrier, le 22 février, provoqua la mort d'une soixantaine de Juifs et rasa presque complètement la rue Ben Yehouda. Il survenait trois semaines après un attentat non moins spectaculaire contre le journal *Palestine Post*, perpétré par des auxiliaires arabes de l'armée britannique qui, après avoir franchi sans difficulté les barrages militaires filtrant les entrées et sorties des quartiers juifs, firent exploser deux camions bourrés de munitions. En représailles, l'Irgoun assassina, au cours des jours suivants, plusieurs soldats et policiers anglais raflés sur place, tandis que le Lehi fit dérailler, près de Rehovot, un train de transport de troupes, faisant vingt-huit morts. Les Anglais réagirent violemment à ces attaques en interceptant une patrouille de la Hagana, près de Holon, qu'ils désarmèrent avant de l'abandonner aux mains de combattants arabes qui la massacrèrent. Le 11 mars, Jérusalem fut secouée par un nouvel attentat aux effets psychologiques plus dévastateurs encore : l'explosion d'une bombe dans l'immeuble de l'Agence juive où siégeait également l'état-major local de la Hagana, autant dire au cœur même du dispositif sioniste. L'engin avait été dissimulé dans un véhicule volé au consulat américain. Douze morts furent sortis des décombres.

La « bataille des routes »

Mais c'est le long des axes routiers et, plus précisément, sur la route reliant Jérusalem à Tel-Aviv qu'allait se jouer la séquence la plus cruciale de ces mois de « guerre civile » : cachés derrière les rochers puis dévalant à toute vitesse les collines, les combattants palestiniens fondaient sur les convois juifs remontant vers Jérusalem dès qu'ils approchaient des gorges de Bab el-Oued (Sha'ar Hagay en hébreu) ou, s'ils franchissaient sans encombre ce premier goulot d'étranglement, ils les attendaient, quelques instants plus tard, sous le village perché du Qastel, à une dizaine de kilomètres de Jérusalem, pour les cribler de balles et de grenades. Sans aucune possibilité de communiquer avec leurs bases de départ ni d'arrivée et empêchés la plupart du temps par les Britanniques d'utiliser des escortes blindées, les véhicules juifs avaient le plus grand mal à faire demi-tour et à manœuvrer sur des routes étroites et sinueuses sous les rafales de leurs assaillants.

La « bataille des routes » s'aggrava sérieusement au cours du mois de mars 1948, au point que la circulation devint quasiment impossible pour l'ensemble des véhicules juifs sur toutes les grandes routes du pays et plus particulièrement entre Jérusalem et Tel-Aviv, mais aussi entre Haïfa et Tel-Aviv, Haïfa et les *kibboutzim* de la vallée de Jezréel ainsi que sur les routes du Néguev. Toute liaison finit ainsi par cesser entre Jérusalem-Ouest et ses faubourgs : le 24 mars, un convoi juif se dirigeant vers Neve-Ya'acov fut attaqué à Shou'afat et quatorze de ses passagers y trouvèrent la mort. Trois jours plus tard, venant de Goush Etzion et se dirigeant vers Jérusalem, un convoi de ravitaillement composé de 186 hommes et femmes, dont la moitié n'étaient pas armés, tomba près de Nebi-Daniel, au sud de Bethléem, dans une embuscade tendue par les combattants d'Ibrahim Ibn Diyya et de Hassan 'Arikat : trente personnes y perdirent la vie. Les forces juives avaient pourtant été mises en garde par les Anglais contre les périls d'une telle expédition. Mais, comme Jérusalem était au bord de l'asphyxie, la Hagana avait décidé de maintenir coûte que coûte l'opération, malgré les informations supplémentaires recueillies par ses avions de reconnaissance sur la présence, le long de l'itinéraire du

convoi, de centaines d'irréguliers palestiniens accourus de Jérusalem et de ses environs. À la suite de l'intervention des Anglais, le convoi put repartir en abandonnant ses armes et ses véhicules blindés aux Palestiniens.

« Ce fut la journée la plus terrible depuis le début de la guerre », nota Ben Gourion dans son journal. « C'est la défaite la plus grave subie par les Juifs », commenta pour sa part Sakakini, qui rendit hommage à cette occasion à Ibrahim Ibn Diyya, le « paysan » de Zurif : « S'il avait été citadin ou appartenant à l'une des grandes familles du pays, on n'aurait pas arrêté de célébrer, à cor et à cri, son courage ni refuser de lui offrir toutes les sommes qu'il désire », ajouta-t-il avec regret en faisant allusion à la division entre citadins et paysans minant la société palestinienne¹⁰. La nouvelle de l'embuscade de Nebi-Daniel n'améliora guère le moral des Juifs de Jérusalem, qui manquaient de vivres et d'eau courante depuis plusieurs jours. Les plus « hystériques », pour citer Ben Gourion, étaient les Juifs ultraorthodoxes de Mea She'arim, qui manifestèrent leur opposition à la guerre en défilant, drapeaux blancs en tête, devant le quartier arabe de Mousrara. Une agitation entretenue par les « dissidents » de l'Irgoun qui réclamaient des mesures plus énergiques contre les Arabes¹¹ alors qu'eux-mêmes et leurs camarades du groupe Stern avaient cessé, faute d'armes et de munitions, toute action notoire contre les Palestiniens et les Anglais depuis la fin février. Le jour même de l'incident de Nebi-Daniel, les habitants de Jérusalem apprirent avec effroi qu'un second convoi de ravitaillement, parti cette fois du *kibboutz* Houlida, sur la route de Rehovot à Latroun, était tombé également dans une embuscade. Une vingtaine de ses membres furent tués, après une bataille acharnée de plusieurs heures. Ils s'ajoutaient aux quarante-deux soldats du régiment Carméli tombés la veille en Galilée occidentale sous les balles des soldats de l'ALA alors qu'ils se dirigeaient de Nahariya vers le *kibboutz* Yehi'am. Les combats à l'intérieur de Jérusalem redoublant de violence de jour comme de nuit, Sakakini fut témoin du début de l'abandon par les Palestiniens des quartiers arabes de la partie occidentale de la ville (Lifta, Romema et Shaykh Bader, puis Talbiyeh, Katamon et Bak'a), ainsi que des premiers départs de familles aisées vers Amman et Le Caire. Lui-même ne tarda pas à s'installer dans la capitale égyptienne à la suite de son élection à l'Académie de langue arabe d'Égypte. Du côté juif, la situation demeurait si critique qu'un dirigeant sioniste de la première heure comme Itzhak Ben-Zvi, qui présidait le Vaad Leumi, suggéra à Ben Gourion de considérer la possibilité d'une trêve dans la ville¹². Entre autres arguments, il souligna l'hostilité des ultraorthodoxes ashkénazes à l'encontre de la direction du *Yishouv*, la démoralisation des Juifs orientaux qui manquaient de tout et la désorganisation

complète des services municipaux de la ville.

En plus des déboires militaires qui avaient déjà coûté la vie à plus d'un millier de personnes, les nouvelles en provenance de New York faisant état d'une volte-face américaine aux Nations unies ne prêtaient guère à l'optimisme non plus : arguant de l'étendue des pertes juives et craignant surtout une guerre générale au Proche-Orient qui mettrait au plus mal les intérêts américains dans la région, le chef de la délégation américaine à l'ONU, le sénateur Warren Austin, demandait le 19 mars au Conseil de sécurité de surseoir à l'exécution de la résolution sur la partition de la Palestine et d'instituer à sa place un « régime de tutelle internationale provisoire » sur l'ensemble du pays et sur Jérusalem. Une idée du secrétaire d'État George Marshall et des très influents milieux proarabes de Washington impliquant, en clair, le renvoi *sine die* de la proclamation d'un État juif auquel par ailleurs la CIA ne prédisait pas plus de deux années d'existence. Faisant feu de tout bois, les diplomates américains mobilisèrent à leur côté le président de l'Université hébraïque de Jérusalem, le très pacifiste Judah Magnès, opposant de toujours à la création d'un État juif et partisan d'un État binational judéo-arabe.

Appelé de toute urgence de Londres par Abba Eban (1915-2002), qui faisait partie de la délégation de l'Agence juive à l'ONU, Chaim Weizmann fut reçu le 17 mars à sa demande par le président Truman, qui ne cacha pas au vieux négociateur de la déclaration Balfour qu'il n'avait pas été mis au courant de l'initiative de son ministre à l'ONU. L'échéance de nouvelles élections présidentielles approchant, Truman, qui ne voulait pas s'aliéner l'électorat juif, réaffirma à Weizmann son soutien à la création d'un État juif. Mais, profitant du départ en vacances du président le jour même, George Marshall demanda néanmoins à l'ambassadeur Austin de déposer devant le Conseil de sécurité sa proposition de tutelle internationale sur la Palestine. À la grande joie de la délégation sioniste, elle fut rejetée sur-le-champ par le représentant soviétique aux Nations unies, Andrei Gromyko, qui y vit une manœuvre de dernière minute de l'impérialisme anglo-saxon. Accueilli froidement par les Anglais qui s'étaient déjà faits à l'idée de quitter la Palestine, le plan Austin tomba finalement à l'eau. Satisfaits par ce retournement de situation et encouragés par l'évolution des événements sur le terrain, les responsables du *Yishouv* prirent les devants en accélérant la mise en place des institutions politiques du futur État hébreu. Ils mirent ainsi sur pied un Conseil du peuple, faisant fonction de parlement, et une Administration du peuple, faisant fonction de gouvernement et composée de treize membres appartenant à toutes les formations politiques du *Yishouv*.

La chute du Qastel et le retournement de la situation militaire à l'avantage de la Hagana

C'est alors que, début avril, Ben Gourion incita la Hagana à changer de stratégie et à passer sans tarder à la contre-offensive. Ayant parachevé entre-temps sa réorganisation interne et en prévision du départ plus tôt que prévu des Anglais, l'état-major, sous l'impulsion de son chef des opérations Yigaël Yadin, mit ainsi la dernière main, le 10 mars 1948, à un nouveau plan de guerre, le plan D (« Daleth »), combinant pour la première fois et de façon très détaillée opérations d'autodéfense et d'extension territoriale. Sujet de controverses entre historiens, l'objectif principal de ce plan stratégique consistait dans la prise de contrôle par la Hagana de l'ensemble des agglomérations urbaines et rurales juives ainsi que des axes routiers commandant l'accès des grands blocs d'implantations juives situés à l'intérieur ou à proximité immédiate des frontières du futur État juif. Le but recherché : assurer la continuité territoriale et l'homogénéité démographique du futur État, même au prix de la destruction de villages arabes hostiles afin d'empêcher leur ralliement éventuel à l'ennemi, qu'il s'agisse des troupes irrégulières et semi-régulières palestiniennes ou des armées régulières arabes dont l'invasion imminente ne faisait plus aucun doute¹³ :

En général, peut-on y lire, le but de ce plan n'est pas l'occupation de lieux à l'extérieur des frontières de l'État hébreu. Cependant, les bases ennemies se trouvant à proximité directe des frontières et pouvant être utilisées comme tremplin pour des infiltrations dans le territoire de l'État doivent être temporairement occupées et ratissées... Elles doivent être incorporées à notre système de défense jusqu'à la fin des opérations. Les bases localisées en territoire ennemi que nous aurons à occuper et à contrôler temporairement seront intégrées aux objectifs opérationnels

Il y était hors de question de procéder à une expulsion systématique et générale des populations arabes, le plan Daleth faisant obligation aux unités combattantes de laisser sur place les villages et les quartiers arabes « neutres » ou « amicaux » et de les transférer, au besoin, non pas hors des frontières du futur État juif mais dans les quartiers périphériques des grandes villes arabes comme Haïfa. Optant désormais pour des actions offensives, la Hagana lança le 6 avril l'opération *Nahshon* sous le commandement du général Shimon Avidan du Palmach, destinée à desserrer l'étau autour de Jérusalem et à empêcher son détachement éventuel du futur État juif : « Il en va de l'avenir de la capitale historique du peuple juif dont la chute portera un coup mortel au *Yishouv* », déclara Ben Gourion à ses officiers, les obligeant à se séparer d'une partie de leurs combattants pour les besoins de l'opération *Nahshon*. Sceptiques, plusieurs d'entre eux auraient préféré destiner leurs effectifs à d'autres tâches plus urgentes que le désenclavement du corridor reliant Jérusalem à Tel-Aviv¹⁴ mais, par un heureux concours de circonstances, les premières livraisons d'armes en provenance de Tchécoslovaquie venaient d'arriver : 4 000 mitraillettes, 250 mitrailleuses et 5 millions de balles soigneusement camouflées dans des cageots d'oignons pour tromper la vigilance des garde-côtes britanniques patrouillant au large de Tel-Aviv.

Poursuivant les objectifs de l'opération *Nahshon*, le Palmach confia le 15 avril au jeune officier Itzhak Rabin le commandement de la brigade Har'el avec pour objectifs la prise du piton du Qastel et la destruction de plusieurs villages arabes dispersés à proximité des gorges de Bab el-Oued, sur la route de Tel-Aviv. Quelques jours auparavant, une unité de la brigade Guiv'ati avait fait sauter le bâtiment abritant, près de Ramleh, l'état-major de Hassan Salameh, y tuant une vingtaine de ses officiers dont un « conseiller » allemand. Une opération qui avait porté un coup sévère au prestige de Salameh et démoralisé les villageois de la région, qui avaient commencé à prendre la fuite.

Premier village arabe des alentours de Jérusalem à tomber aux mains des Juifs, la perte du Qastel fut vivement ressentie par 'Abd al-Qadir al-Husseini qui, en voyage à Damas, jura à son retour de reprendre la position par la force. Il s'y employa dès le 8 avril, à la tête d'effectifs importants sous le commandement de ses deux adjoints, Ibrahim Ibn Diyya et Hassan Arikat. N'attendant pas la fin des combats, il grimpa seul sur les hauteurs du site, pensant que ses soldats s'en étaient rendus maîtres, quand il fut atteint d'une balle tirée par une sentinelle juive. Ayant perdu de vue leur chef, ses

hommes tirèrent de toutes leurs armes en direction des positions juives et, après avoir retrouvé son corps, ils le transportèrent à Jérusalem où lui furent organisées des obsèques grandioses sur l'esplanade des Mosquées en présence de milliers de personnes, dont la plupart des combattants qui avaient participé aux batailles.

Sans aucun doute, la mort d'Abd al-Qadir al-Husseini fut une grave perte pour l'armée du mufti et assena un coup sévère au moral des Palestiniens, qui apprirent stupéfaits que, laissé quasiment sans défense durant les obsèques de leur chef, le Qastel avait été repris sans combat, le jour même, par la brigade Har'el. La route de Jérusalem était à nouveau ouverte et un premier convoi de ravitaillement composé de 33 camions, 5 autobus et 18 véhicules blindés avait pu entrer dans la ville dès le 5 avril, permettant à la population de souffler un peu. Il fut suivi le 13 avril par un autre convoi plus important encore que le premier : 235 camions chargés de vivres mais aussi d'armes destinées aux défenseurs de la ville. Mais, au lieu de s'atteler à la sécurisation de la route de Tel-Aviv, la Hagana choisit d'accentuer la pression sur les quartiers arabes de Jérusalem et sur les zones névralgiques que l'armée britannique s'apprêtait à évacuer au nord et au sud de la ville. Contrairement aux informations parvenues à l'état-major qui s'attendait à un départ avant l'heure des Anglais, ceux-ci n'avaient guère modifié leurs plans et eurent même à cœur d'empêcher par la force le Palmach de s'emparer du quartier de Shaykh Jarrah et des autres objectifs visés par la Hagana.

Deir Yassin

Le 9 avril, le jour même des obsèques d'Abd al-Qadir al-Husseini, la guerre connut un tournant dramatique avec le massacre de Deir Yassin, un village paisible situé à 5 kilomètres à l'ouest de Jérusalem et dont les habitants avaient, dans le passé, fermé l'accès aux combattants palestiniens (*fedayin*) venus attaquer le quartier juif voisin de Guiv'aat Shaül. Sujet de controverses entre historiens israéliens et palestiniens quant au nombre des victimes et aux circonstances exactes de ce drame, le massacre fut commis par des commandos de l'Irgoun et du Lehi agissant sous la barbe de la Hagana qui, selon toute vraisemblance, avait été mise dans la confiance de l'opération avant son exécution. Justifiant leur action par la présence – jamais prouvée – à l'intérieur du village d'une unité d'irréguliers palestiniens, les assaillants juifs tuèrent une centaine de villageois arabes, de tous âges et des deux sexes, dans cette « opération horrible et barbare¹⁵ », suivant les termes de la condamnation publiée le jour même par la direction de l'Agence juive et câblée aussitôt à l'émir 'Abdallah de Jordanie. Aussitôt relayée par les médias arabes, la nouvelle se répandit comme une traînée de poudre dans tout le pays et dans le monde arabe : elle précipita sans aucun doute l'exode des Palestiniens au cours des jours suivants, à mesure que les forces juives s'emparaient des grandes villes et de dizaines de villages arabes.

La réaction palestinienne au massacre de Deir Yassin ne se fit pas attendre : le 13 avril 1948, un convoi transportant du personnel de l'hôpital Hadassa et de l'Université hébraïque fut attaqué pendant sept heures à Sheikh Jarah, faubourg arabe séparant le mont Scopus des quartiers juifs de Jérusalem. Les Britanniques, qui avaient empêché la Hagana d'intervenir, expliquèrent cyniquement qu'ils n'avaient pas accordé d'escorte armée aux ambulances parce qu'ils pensaient que les « considérations ordinaires d'humanité » les épargneraient de toute agression. Bilan de cette attaque : 77 morts et une vingtaine de blessés. Ce fut aussi la mort du projet d'État binational incarné par le président de l'Université hébraïque, Judah Magnès, qui n'assista pas aux obsèques de ses professeurs. Quelques mois plus tard, lui-même succomberait à une attaque cardiaque à New York.

Le 20 avril, la route de Jérusalem à Tel-Aviv fut à nouveau coupée à la suite de la venue de soldats de l'ALA qui prirent position sur le saillant de Latroun, en amont des gorges de Bab el-Oued. Toutes les tentatives pour désenclaver Jérusalem échouèrent. C'est alors que la Hagana conçut l'idée d'une piste de contournement, évitant de passer par Latroun et Bab el-Oued. Surnommée « route de Birmanie » en référence à la piste construite à travers ce pays par les Américains et les Anglais durant la Seconde Guerre mondiale pour ravitailler le sud de la Chine, elle ne serait achevée que deux mois plus tard, au lendemain de la Déclaration d'indépendance...

Victoires juives et désintégration de la société palestinienne

Pendant ce temps, à Jérusalem même et dans ses environs immédiats, la Hagana avait repris ses opérations contre plusieurs villages arabes à la sortie de la Ville sainte. Elle s'empara en outre du quartier de Katamon, défendu avec acharnement par les combattants d'Ibrahim Ibn Diyya. Épuisés autant que les hommes d'Itzhak Rabin, qui dut faire appel aux jeunes éclaireurs de la *Gadna* – âgés de quinze à seize ans – pour combler ses pertes, les Palestiniens cessèrent de se battre aux abords du monastère de Saint-Simon lorsqu'ils s'aperçurent de la fuite de leur chef, qui avait préféré rentrer chez lui faute d'avoir reçu l'appui escompté de l'Armée de libération arabe et celui des soldats de la Légion arabe qui assuraient la protection du consulat transjordanien situé dans le quartier. S'emparant ensuite définitivement des quartiers de Talbiyeh et Bak'a, les combattants juifs attendraient que le dernier soldat britannique quittât Jérusalem pour reprendre leur progression en direction des faubourgs juifs isolés du nord et du sud de la ville ainsi que de Shaykh Jarrah et Shou'afat.

Parallèlement, une partie non moins décisive se jouait depuis le 4 avril en Galilée occidentale, où Kawukdji avec son Armée de libération arabe, profitant du désengagement des soldats britanniques, venait de faire mouvement à la tête d'un important contingent de 2 000 hommes en direction de Haïfa, dont il espérait s'emparer avec le concours des Druzes de Shakib Wahab stationnés à Shfar'am. Cette tâche était ambitieuse et impliquait notamment la neutralisation du *kibboutz* Mishmar Haemek, dans la vallée de Jezréel, que Kawukudji se mit effectivement à bombarder aussitôt arrivé sur les lieux. Sûr de sa victoire que la presse arabe anticipait déjà à gros titres, il accepta, sur les injonctions des Anglais, d'arrêter provisoirement le combat afin de permettre l'évacuation des femmes et des enfants. Les deux parties refusant de prolonger la trêve, les combats reprirent dans la nuit du 8 au 9 avril, et trois jours après le général Itzhak Sadeh, à la tête d'une force conjointe du Palmach et de la brigade Carmeli, mit en déroute les soldats de Kawukudji. Survenant en même temps que la défaite des

combattants du mufti à Jérusalem, la débâcle de Kawukudji en Galilée sonna le glas de la résistance palestinienne avant l'entrée en action des armées arabes.

Dès lors, conformément aux directives du plan Daleth, plusieurs villages arabes situés près de Mishmar Haemek furent conquis, puis détruits, et leurs habitants expulsés. Attendant vainement l'intervention de Shakib Wahab, Kawukudji ignorait que le chef druze, échaudé par les lourdes pertes de ses hommes devant le *kibboutz* Ramat Yohannan, avait ouvert secrètement des pourparlers avec des émissaires de la Hagana. Rapidement d'accord sur le principe d'une coopération militaire, il ne restait plus aux deux parties qu'à s'entendre sur ses modalités pratiques. Un jeune officier de l'état-major, Moshe Dayan (1915-1981), participait à ces négociations qui eurent pour conséquence d'éloigner définitivement les Druzes de la Ligue arabe et de la cause palestinienne en général. Plusieurs tribus bédouines ainsi qu'un certain nombre de villages circassiens de Galilée adoptèrent la même attitude que les Druzes.

Désormais, plus aucun obstacle sérieux n'empêchait les forces juives de foncer sur Haïfa. Il leur fallait juste ne pas se heurter aux troupes britanniques qui y rassemblaient leurs derniers effectifs et leur matériel militaire aux entrées du port et de l'aéroport, ainsi que devant la gare ferroviaire et dans deux ou trois autres emplacements à l'ouest et à l'est de la ville. N'attendant pas de recevoir le feu vert de son gouvernement, le résident général Cunningham ordonna à l'armée de ne pas s'opposer à l'entrée des combattants juifs dans la ville. Il n'y restait plus que 30 000 habitants arabes au maximum. Ceux-ci commencèrent à prendre la fuite dès les premières salves tirées par la brigade Carmeli, dans la nuit du 21 au 22 avril, contre les derniers îlots de résistance de la ville basse. En moins d'une semaine, presque tous quittèrent Haïfa : leurs maisons furent pillées par des membres de l'Irgoun auxquels se joignirent des bandits « professionnels » et quelques soldats de la Hagana qui furent arrêtés puis traduits en justice¹⁶.

La prise de Haïfa et l'exode de ses habitants furent si rapides que l'on se mit à penser, dans certains milieux juifs, qu'en laissant tomber de cette manière la grande cité portuaire, les Anglais voulaient soit préparer le terrain à sa reconquête imminente par la Légion arabe jordanienne, soit forcer la main aux États-Unis pour qu'ils interviennent plus énergiquement dans le conflit. Ben Gourion visita les quartiers arabes de la ville juste après sa reddition :

Un spectacle horrible et fantastique. Une ville morte, une ville cadavre. Deux vieillards assis à l'entrée d'une échoppe à demi vide et, non loin d'eux, une femme traînant une fillette

par la main sont les seules personnes que nous rencontrons. Des silos, des magasins, des habitations anciennes ou modernes – sans âme qui vive. Seuls les chats y déambulent. Des magasins de céréales, les uns vides les autres pleins. Des traces de bombes. Des barrages défoncés. Voici la grande usine de la famille Karaman – intacte mais vide. Pourquoi des dizaines de milliers de personnes ont-elles abandonné si vite et sans raison apparente leurs maisons et leurs biens ? Était-ce à cause d'un ordre venu d'en haut ? Il est impensable que des gens si riches – les plus riches du pays, dit-on – aient abandonné toute leur fortune parce que ordre leur fut donné de partir. Était-ce la peur¹⁷ ?

Quatre jours avant leur entrée dans Haïfa, les forces juives étaient entrées dans Tibériade, dont les habitants arabes furent évacués par l'armée britannique, à Nazareth ou en Transjordanie, à la demande de leurs notables et malgré les supplications de leurs voisins juifs. Ils étaient persuadés qu'ils seraient rapidement de retour dans leur ville après l'entrée des pays arabes dans la guerre. La chute de Tibériade et de Haïfa entraîna celle de Safed, qui fut conquise le 12 mai par le bataillon Yiftah du Palmach sous le commandement de Yigal Allon. Dans cette bataille furent utilisés pour la première fois des mortiers Davidka, fabriqués à Tel-Aviv. Au cours des deux semaines suivantes, Allon s'empara de la cuvette du Houleh et des vallées du Jourdain et de Beit Shean. Il renforça en outre la défense de Nahariya et des *kibboutzim* de la frontière libanaise – Yehi'am, Hanita, Eilon et Matsuba –, avant de s'emparer d'Acre et de nombreux villages arabes voisins de Haute-Galilée dont il força les habitants à partir. Quelques tribus bédouines (à l'exemple des 'Arab al-Hayb) et des villages circassiens préférèrent se joindre à la Hagana. La société palestinienne se désintégra à vue d'œil, politiquement et socialement à la fois.

Au centre du pays, le fait le plus marquant fut la chute, fin avril, de Jaffa, qui à la veille des hostilités comptait près de 100 000 habitants. Après l'attentat du 4 janvier perpétré par le groupe Stern contre l'ancienne mairie, des soldats irakiens et bosniaques de l'ALA avaient pris position dans la ville, entourée de tous côtés par les agglomérations juives de Tel-Aviv, Holon et Bat-Yam. Seule la route de Ramleh permettait aux habitants de maintenir des liens avec les villages arabes de l'intérieur. Aggravée par des tensions internes, la situation de plus en plus intenable de Jaffa conduisit près de 15 000 habitants à quitter la ville au cours des trois premiers mois de guerre. Les départs s'intensifièrent après l'attaque lancée, le 25 avril, par l'Irgoun contre le quartier de Manshiyya, à la lisière de Tel-Aviv. Jalouse des succès de la Hagana, l'organisation de Menahem Begin,

qui voulait inscrire à son palmarès la prise d'une agglomération arabe, avait choisi pour cible Jaffa où toute activité économique avait pratiquement cessé depuis le milieu du mois. Terrorisés par les tirs incessants des combattants juifs et le saccage de leurs habitations par des éléments incontrôlés de l'armée de Kawukudji, les habitants se réfugièrent sur le front de mer, dans l'espoir de monter à bord d'embarcations qui les conduiraient à Gaza, jusque-là épargnée par les combats. Un chaos indescriptible s'instaura dès lors dans les rues, donnant lieu à ce commentaire, peu flatteur, du secrétaire général du Mandat, sir Henry Gurney :

Les Arabes (fui)ent) comme des lapins et leurs meilleurs éléments ont soudain été appelés par des affaires urgentes à régler à Beyrouth ou au Caire, laissant derrière eux les derniers traînards de l'Armée de libération arabe se livrer à des actes de brigandage et de pillage. Telle aura été l'aide des pays arabes aux Arabes de Palestine¹⁸.

Comme pour effacer le souvenir de leur inaction à Haïfa, les Anglais avertirent néanmoins les Juifs qu'ils s'opposeraient par la force à la prise de Jaffa, qui n'était pas incluse dans les frontières du futur État hébreu. Passant immédiatement aux actes, leurs canons lancèrent quelques salves en direction des bases de l'Irgoun à Tel-Aviv et à Bat-Yam. Mais cela n'eut aucune portée réelle sur la suite des événements : les Anglais ne modifièrent pas leurs plans de départ et l'exode des habitants s'intensifia encore à la vue des unités de la Hagana massées à l'entrée de la ville depuis le 28 avril. Le 13 mai, elles firent leur entrée dans ce qui avait été jadis la plus grande ville arabe de Palestine, ne laissant d'autre choix à ses 4 000 habitants restants que celui de présenter leur acte de reddition. La cessation des combats fut assombrie par le spectacle affligeant de dizaines de personnes affluant de Tel-Aviv pour piller et saccager maisons et magasins abandonnés dans la hâte par leurs propriétaires arabes.

Le même jour, les quatre colonies de Goush Etzion tombaient aux mains de la Légion arabe : 156 de leurs défenseurs furent tués et 350 autres faits prisonniers et amenés en Transjordanie. Un désastre qui marqua d'autant plus les esprits qu'il était le fait de l'émir 'Abdallah qui, depuis le massacre de Deir Yassin, attendait la première occasion pour entrer en action après avoir arraché le 30 avril à la Ligue arabe le commandement suprême des armées arabes qui s'apprêtaient à envahir la Palestine. Sachant que Goush Etzion était le talon d'Achille du *Yishouv*, c'était pour le monarque hachémite un obstacle à éliminer sur la route de Hébron, en prévision de la conquête déjà programmée de toute la Cisjordanie.

La perte de Goush Etzion et l'évacuation sans combat de Beit-Ha'Arava sur la rive orientale de la mer Morte mises à part, les Juifs sortirent incontestablement vainqueurs de ces six mois de « guerre civile », qui se soldèrent par l'exode de 200 000 à 300 000 Palestiniens hors du pays¹⁹. Contrôlant l'ensemble du territoire assigné par les Nations unies à l'État juif, la Hagana était solidement implantée le long du littoral, de Nahariya à Jaffa, et sur la plaine côtière adjacente, de Metoula au nord à Revivim au sud. En plus du Néguev, de la Galilée, de la vallée de Jezréel et de tout l'espace compris entre H'aedera à l'ouest, Tibériade et Beit Shean à l'est, ses conquêtes débordaient largement, par endroits, sur le territoire attribué à l'État arabe et sur celui de Jérusalem et ses quartiers périphériques du mont Scopus, Shaykh Jarah et Shou'afat qui, en principe, tombaient sous la juridiction du conseil international de tutelle.

Guère enchantée par ce retournement de la situation militaire, la délégation américaine à l'ONU n'avait pas cessé pendant ce temps d'essayer de retarder le départ des Anglais et, par voie de conséquence, d'empêcher la proclamation d'un État juif. Elle fut désavouée, le 12 mai, par le président Truman, tandis qu'à Tel-Aviv Ben Gourion réunissait le jour même son gouvernement provisoire pour décider de la suite des événements et aussi du nom à donner au nouvel État. Au même moment, à Haïfa, les derniers officiels britanniques s'apprêtaient à embarquer, dans la nuit du 14 au 15 mai, à destination de Malte. Ils laissaient ainsi la Palestine à feu et à sang après y avoir semé les germes de l'un des plus longs conflits de l'histoire contemporaine.

*1. Dans son *Journal de guerre*, Ben Gourion n'a pas de mots assez critiques pour décrire la Hagana telle qu'il l'avait trouvée : une organisation devenue « un parti politique » et non une armée au service du peuple, une organisation « figée » sur elle-même ; « c'est la raison pour laquelle ils craignent l'entrée dans leurs rangs d'anciens de l'armée britannique et de spécialistes » (David Ben Gourion, *Journal de guerre* [hébreu], Tel-Aviv, Dvir, 1982, t. I, p. 36).

TROISIÈME PARTIE
LES ANNÉES FASTES

1948-1967

XIII

L'indépendance et la guerre

Bravant les réserves de ses ministres mais fort du soutien de Chaim Weizmann et de celui de Léon Blum^{*1}, Ben Gourion proclama l'indépendance d'Israël le jour même du départ des Britanniques, et ce malgré un rapport alarmiste de Moshe Sharett sur l'état d'esprit régnant au département d'État américain et celui, plus pessimiste encore, de la future ministre des Affaires étrangères et Premier ministre de l'État d'Israël, Golda Meir, sur son entretien du 11 mai à Amman avec l'émir 'Abdallah, qui l'avait informée de sa décision d'envoyer ses troupes combattre aux côtés des armées arabes, à moins, lui avait-il indiqué, que les Juifs ne se fussent d'une entité autonome à l'intérieur d'une Palestine unifiée sous son égide. Interrogés à leur tour sur les chances des forces juives de tenir tête aux armées arabes, les explications fournies par Israël Galili et Yigaël Yadin ne prêtaient guère à l'optimisme : « 50 %-50 % », dirent-ils, tant que la Hagana ne serait pas en possession de l'armement lourd – tanks, canons, avions de combat, vaisseaux de guerre – qu'elle attendait de Tchécoslovaquie avec la bénédiction de la Russie soviétique. C'est dans ce contexte incertain que, dans l'après-midi du vendredi 14 mai 1948, dans une salle bondée du modeste musée de Tel-Aviv remplie des principaux dignitaires du *Yishouv* et de l'Exécutif sioniste, d'officiers de la Hagana et de journalistes du monde entier, Ben Gourion, accompagné pour la circonstance de son épouse Paula, annonça solennellement la naissance du nouvel État, auquel le Conseil du peuple avait, deux jours auparavant, donné le nom d'État d'Israël¹. Un discours d'une demi-heure, face à un public ému aux larmes, qui se leva pour saluer l'événement en entonnant le nouvel hymne national, la *Hatikva*, avant de quitter les lieux et de se fondre dans la foule rassemblée depuis des heures à l'entrée du petit bâtiment du boulevard Rothschild. Onze minutes plus tard, les États-Unis reconnaissaient le nouvel État. Ils seraient suivis le surlendemain par l'Union soviétique, le Guatemala, l'Uruguay, la Pologne et la Tchécoslovaquie. La France, qui déjà avait traîné les pieds pour voter la résolution du 29 novembre 1947,

attendrait jusqu'au 29 janvier 1949, le même jour que la Grande-Bretagne, pour reconnaître *de facto* l'État hébreu, *de jure* en mai. Dans sa proclamation d'indépendance, Ben Gourion commença par ancrer la légitimité du nouvel État dans l'histoire du peuple hébreu et dans l'attachement ancestral des Juifs à la terre d'Israël :

La Terre d'Israël est le lieu où naquit le peuple juif. C'est là que s'est forgée son identité spirituelle, religieuse et nationale. C'est là qu'il a réalisé son indépendance et créé une culture de signification nationale et universelle. C'est là qu'il a écrit la Bible et l'a offerte au monde. Exilé de la Terre d'Israël, le peuple juif lui demeura fidèle dans tous les pays de sa dispersion, ne cessant jamais de prier et d'espérer y revenir pour rétablir sa liberté nationale. Et, mus par ce lien historique et traditionnel, les Juifs s'efforcèrent au long des siècles de revenir dans le pays de leurs ancêtres. Au cours de ces dernières décennies, ils rentrèrent en masse dans leur pays. Pionniers, immigrants clandestins, combattants, ils ont défriché les déserts, ressuscité la langue hébraïque, construit des villes et des villages et créé une communauté en pleine expansion, contrôlant sa vie économique et culturelle, recherchant la paix mais sachant aussi se défendre, apportant à tous les habitants du pays les bienfaits du progrès et aspirant à l'indépendance nationale.

Se référant ensuite à Théodore Herzl et à son action internationale en vue de la reconnaissance du droit du peuple juif « à ressusciter en tant que nation dans son propre pays », il passa à la déclaration Balfour et à la reconnaissance de ce droit par la Société des Nations, puis enchaîna sur la Shoah « qui a montré l'urgence d'une solution au problème de ce peuple sans patrie ». Enfin, il évoqua la résolution du 29 novembre 1947 de l'Assemblée générale des Nations unies en faveur de la création d'un État juif :

Cette reconnaissance par l'ONU du droit du peuple juif de créer son État est irrévocable. C'est là le droit naturel du peuple juif de mener, comme le font toutes les autres nations, une existence indépendante dans son État souverain.

Omettant volontairement de fixer les frontières d'Israël, il en vint à parler des citoyens arabes, auxquels il promit la « plus complète égalité sociale et politique » et « une juste représentation » dans les institutions du nouvel État, conformément aux dispositions du plan de partage de l'ONU. Rédigé au milieu des hostilités, après le rejet par les

pays arabes de la partition, personne ne pouvait alors imaginer que la Palestine juive allait se vider de la majeure partie de ses habitants arabes. Enfin, Ben Gourion invita les Juifs du monde entier à immigrer et à prendre leur part « dans le grand combat qui est engagé en vue de réaliser le rêve poursuivi de génération en génération : la rédemption d'Israël² ». S'enfermant ensuite dans son bureau de la « Maison rouge » de la rue Hayarkon avec ses conseillers et ses officiers venus l'informer des derniers développements militaires, Ben Gourion était conscient du risque mortel qu'il faisait courir au *Yishouv*, trois ans après la Shoah et l'extermination de 6 millions de Juifs en Europe. Submergé par l'inquiétude, il se laissa aller et confia ces quelques mots à son journal :

À 13 heures, au Conseil du Peuple, nous avons ratifié le texte de la Déclaration d'indépendance. À 16 heures, l'indépendance est proclamée. Clameurs de joie dans tout le pays et, à nouveau, je suis comme un endeuillé parmi une foule en liesse, comme je l'étais ce 29 novembre³.

L'invasion arabe

Le lendemain, à l'aube, les États arabes mirent à exécution leur menace et envahirent l'État d'Israël : « une guerre d'extermination et un immense massacre », selon le secrétaire général de la Ligue arabe, 'Abd al-Rahman 'Azzam, « dont l'histoire retiendra le nom comme ceux des Mongols et des Croisés »⁴. Moins pompeusement, une « opération militaire large et complète », qui ne devait pas durer plus de dix jours, d'après l'émir 'Abdallah, à l'issue de laquelle « le bastion sioniste tombera et les Juifs tendront une main de paix aux Arabes »⁵. Appelée à partir du 30 mai *Tsahal* (« Armée de défense d'Israël »), la Hagana affronta pour la première fois de son histoire non plus des milices et des civils en armes, mais des armées régulières, disposant d'avions et de blindés, et commandées par des officiers de carrière formés dans les armées coloniales européennes. Certes, Israël était en mesure d'aligner, au début des opérations, un nombre de combattants – 42 000 à 55 000 hommes et femmes – supérieur à celui des armées arabes. Mais, tout en tirant un avantage indéniable de l'expérience accumulée pendant les six mois précédents de guerre civile, la Hagana mit plusieurs semaines avant de combler son retard en armement lourd et de recruter de nouveaux effectifs parmi les milliers d'immigrants empêchés depuis 1945 par les Anglais d'approcher les côtes de Palestine. Victimes de leur propre démagogie ou s'attendant peut-être à ce que les grandes puissances et l'ONU imposent rapidement un cessez-le-feu les libérant du même coup de leurs engagements militaires envers leurs opinions publiques et leurs frères palestiniens, les dirigeants politiques et les journaux arabes étaient quant à eux parvenus à faire croire à leurs peuples que l'entrée en Palestine allait être une partie de plaisir et la conquête de Tel-Aviv un jeu d'enfants. Au contraire, les Israéliens, prenant au mot les discours enflammés et les rodomontades de leurs voisins, sous-estimaient leurs propres capacités militaires et prévoyaient le pire en cas de défaite.

Mais la situation sur le terrain évolua assez rapidement : alors que le roi Farouk d'Égypte devait forcer la main à ses parlementaires pour les convaincre, le 12 mai 1948, d'approuver ses plans de guerre, son souci principal était moins le salut des Palestiniens, quasiment

absents de cette nouvelle phase du conflit, que la neutralisation de son rival hachémite, l'émir 'Abdallah. Celui-ci, qui ne cachait pas ses ambitions « impériales » à l'ouest du Jourdain, était d'ailleurs le mieux loti de tous : grâce à la Légion arabe et à ses officiers anglais, il était parfaitement en mesure de remplir ses objectifs, à savoir la conquête du territoire alloué par l'ONU aux Palestiniens. C'est ainsi que, dès le 15 mai, il fit traverser le Jourdain à ses soldats, accueillis comme des héros à Jéricho, Naplouse, Tulkarem, Jenin, Ramallah, Hébron, Bethléem, Latroun, Ramleh et Lydda. N'ayant au départ aucune intention d'envahir Jérusalem, il ne put cependant rester sourd aux appels de ses habitants arabes, effrayés à l'idée de voir les Juifs occuper Jérusalem-Est après s'être emparés, depuis le départ des Anglais, de tous les points névralgiques de la Ville sainte, y compris des quartiers de Shaykh Jarah et Mousrara.

Le 17 mai, l'émir 'Abdallah ordonna à la Légion arabe d'entrer à Jérusalem. Glubb Pacha y était d'autant plus favorable qu'il craignait que, en cas de chute de la partie orientale de la ville aux mains des Juifs, ceux-ci ne foncent immédiatement sur Jéricho afin d'isoler la Légion de ses bases arrières en Transjordanie. C'était une catastrophe en perspective, à la fois pour le régime hachémite et pour l'Angleterre, celle-ci continuant en coulisses de pousser ses pions contre Israël.

C'est ainsi qu'au matin du 18 mai des soldats jordaniens venant de Ramallah entrèrent à Jérusalem par le nord, reprirent Shaykh Jarah aux combattants de l'Irgoun, puis Shoua'fat, et se mirent à bombarder les quartiers juifs de la partie occidentale en avançant vers Mea She'arim ainsi que vers le ghetto de la vieille ville, réduisant en miettes sa synagogue historique de la Hourva. Au même moment, une seconde colonne jordanienne, partie de Hébron, menaçait le *kibboutz* Ramat Rahel, au sud de Jérusalem, accompagnée de soldats irakiens, de centaines de miliciens palestiniens et de volontaires des Frères musulmans égyptiens. Le *kibboutz* passa ensuite de main en main jusqu'au 25 mai, quand la Hagana parvint à en déloger définitivement les soldats jordaniens et leurs auxiliaires. Ceux-ci s'étaient emparés entre-temps du mont des Oliviers à l'est, de Nabi-Samu'il à l'ouest, de Beit Jala au sud, ainsi que du mont Scopus, mais laissèrent le soin à la commission de trêve mise en place par l'ONU de négocier la libération du personnel de l'Université hébraïque et de celui de l'hôpital Hadassa qui y étaient bloqués.

Néanmoins, après deux jours de combats féroces devant la porte de Damas, la Hagana finit par investir le site de Notre-Dame-de-France et par éloigner définitivement les Jordaniens des quartiers limitrophes de Mousrara et de Mea She'arim. Elle ne put cependant conserver les banlieues éloignées d'Atarot et de Neve-Ya'acov, au nord de Jérusalem, ni les implantations de Hartouv, près de Beit Shemesh, non

plus que Kalia et Beit-Ha'Arava, à l'extrême nord de la mer Morte. Mais la perte la plus douloureuse pour les Juifs fut sans conteste la capitulation, le 28 mai, à l'issue de dix jours de combats sanglants, du quartier juif de la vieille ville. La plupart de ses 800 habitants – parmi lesquels des femmes, des vieillards et des blessés – furent évacués dans la partie occidentale de la ville, à l'exception de 300 adultes mâles en âge de porter des armes qui furent faits prisonniers et conduits en Transjordanie. Affamés, sans électricité ni eau et démoralisés par de lourdes pertes humaines – 300 civils tués et 1 000 autres blessés depuis le 15 mai seulement –, beaucoup d'habitants juifs de Jérusalem, ceux du quartier ultraorthodoxe de Mea She'arim en particulier, cédant à la panique, n'étaient pas loin de demander à la Hagana de quitter la ville et de les laisser faire face aux Jordaniens⁶.

La Légion avait pris simultanément position sur le saillant de Latroun, surplombant le croisement névralgique entre Jérusalem et Tel-Aviv, et entre Ramallah et Majdal, ainsi que les cinq villages arabes des alentours de Latroun qui n'étaient pas inclus dans le territoire alloué par l'ONU à l'État juif. Ordonnant aussitôt à la Hagana de mettre tout en œuvre pour désenclaver Jérusalem-Ouest et ses 100 000 habitants juifs, Ben Gourion obligea l'état-major à attaquer à trois reprises Latroun, entre le 25 mai et le 9 juin. Menés en toute hâte par des soldats de la 7^e brigade peu entraînés et dont beaucoup venaient à peine de débarquer de Chypre, les trois assauts échouèrent et se soldèrent par de très lourdes pertes du côté israélien. Le jeune officier Ariel Sharon (1928-2014), futur Premier ministre d'Israël, figurait parmi les blessés⁷ ; des revers qui donneraient lieu après la guerre à des accusations de toutes sortes concernant le rôle cruel imposé aux recrues à peine arrivées en Israël⁸ et dont l'impact fut amplifié après la capture, le 10 juin, pendant quelques heures, du *kibboutz* voisin de Gezer et la mort de ses trente défenseurs. Assiégeant ensuite Ben Shémen et son célèbre village d'enfants qui comptait parmi ses élèves le futur président d'Israël Shimon Peres, la Légion poursuivit son offensive jusqu'à Ramleh et Lydda (Lod) qui abritaient encore une population palestinienne importante.

La conquête de Latroun devenant de plus en plus incertaine, les soldats israéliens s'attelèrent à achever de nuit – et sous le nez des militaires jordaniens – la construction de la « route de Birmanie » qui passait à 3 kilomètres des positions de la Légion. Elle devint praticable dès le 11 juin, permettant aux convois automobiles de relier à nouveau Jérusalem au reste du pays et d'en assurer tant bien que mal le ravitaillement en vivres, en carburant et en eau potable. Le même jour, Ben Gourion fut informé de la mort, à l'aube, du colonel Marcus qui supervisait les opérations contre Latroun. Il avait été tué par méprise par l'un de ses gardes qui l'avait pris pour un combattant

bédouin alors qu'il regagnait sa tente, en pleine nuit, emmitouflé dans un drap blanc. « Il faut bombarder Amman », réagit Ben Gourion à toutes ces mauvaises nouvelles. Dans un scénario semblant sortir d'un rêve, il imaginait ce qui pourrait suivre : maillon faible de la coalition arabe, un État chrétien serait créé au Liban (s'étendant jusqu'au Litani) et signerait une alliance avec l'État juif ; la Légion arabe serait brisée, Amman bombardée et la Transjordanie liquidée. La Syrie tomberait ensuite ; si l'Égypte décidait de poursuivre les combats, Israël bombarderait Port-Saïd, Alexandrie et Le Caire. La guerre serait terminée et « nous aur[i]ons ainsi réglé nos comptes historiques avec l'Égypte, l'Assyrie et la Chaldée⁹ ».

On en était encore très loin, c'est le moins que l'on puisse dire. Ouvrant leur campagne par le bombardement aérien de Tel-Aviv, les soldats du roi Farouk se répartirent en deux colonnes. La première, partie le 10 mai en direction du Néguev, était constituée de miliciens des Frères musulmans et de volontaires maghrébins, saoudiens et yéménites. Elle entra dès le 17 mai à Beersheba puis, à la surprise des Jordaniens qui n'étaient guère enchantés par sa présence, se dirigea vers Hébron et Bethléem, et installa ses positions au sud de Jérusalem entre Ramat Rachel, Ein-Karem, Beit Safafa et Malha. La seconde, aux effectifs bien plus importants, était formée d'unités régulières d'infanterie, d'artillerie et de blindés, et comptait dans ses rangs des officiers appelés à un bel avenir politique dans leur pays, comme le colonel Mohammed Néguib (1901-1984), le major Gamal 'Abdel Nasser (1918-1970) et son ami le lieutenant Abdel Hakim 'Amer (1919-1967). Traversant à toute vitesse Rafah et Gaza, elle prit la direction de Tel-Aviv avec pour mission de détruire la trentaine de *kibboutzim* se trouvant sur sa route. Les soldats égyptiens se heurtèrent ainsi, dès leur passage par Rafah, aux défenseurs des *kibboutzim* Nirim et Kfar-Darom, qui les repoussèrent. Ils se lancèrent ensuite à l'assaut du *kibboutz* Yad-Mordechaï (nommé ainsi en souvenir de Mordechaï Anielewicz, le commandant du ghetto de Varsovie) qui, évacué de ses habitants, se rendit aux Égyptiens à l'issue d'une dizaine de jours de combats héroïques qui firent des dizaines de morts et de blessés du côté israélien. Craignant de s'enliser dans des batailles incertaines contre les villages juifs dont ils avaient sous-estimé la résistance, les Égyptiens renoncèrent à les conquérir et reprirent leur marche vers le nord, le long du littoral : le 24 mai, ils entrèrent sans difficulté à Majdal puis à Isdoud, à une trentaine de kilomètres de Tel-Aviv. Ils furent stoppés juste après, à l'entrée du pont baptisé depuis « Jusqu'ici » (*Ad Halom*), par la brigade Guiv'ati appuyée par les quatre seuls Avia-S199 dont disposait la toute nouvelle armée de l'air israélienne. La défense antiaérienne égyptienne devait en abattre deux au cours des jours suivants, mais ils seraient remplacés aussitôt par

d'autres avions de combat au fur et à mesure de leur arrivée en pièces détachées et de leur remontage dans les aéroports du pays. Constitués en majorité d'Américains, de Canadiens, de Tchèques et de Sud-Africains, les pilotes israéliens prirent leur revanche, le 3 juin, en détruisant en vol deux Dakota égyptiens à leur retour d'une mission de bombardement de Tel-Aviv. Le lendemain, ce fut au tour du seul navire de guerre israélien, le croiseur *Eilat*, d'entrer en action : il intercepta, au sud de Tel-Aviv, deux bateaux de transport égyptiens escortés par une corvette, qui s'apprêtaient à lancer une opération amphibie contre la grande métropole israélienne. Après un échange de tirs, sans résultat, les appareils israéliens obligèrent la flottille à rebrousser chemin et à retourner à El-Arish.

Empêchés de progresser vers Tel-Aviv, au grand dam des villages palestiniens qui constataient l'incapacité de la plus grande armée arabe à pénétrer à l'intérieur du territoire attribué par l'ONU à l'État juif, les Égyptiens furent forcés de revoir leurs plans et, abandonnant le littoral, installèrent leurs positions plus à l'est, de chaque côté de la route Majdal-Beit Jibril-Beersheba. Ils tentèrent en vain de prendre d'assaut le *kibboutz* Negba sur la route du Néguev, puis se tournèrent vers le *kibboutz* Nitzanim, qui tomba le 7 juin entre leurs mains : en sortant de son bunker drapeau blanc à la main, le commandant du *kibboutz* fut abattu d'un coup de revolver par un officier égyptien. La télégraphiste Mira Ben Ari qui l'accompagnait répliqua et abattit le militaire égyptien avant d'être elle-même tuée. Accourus sur les lieux, des irréguliers palestiniens voulurent se venger et massacrer les derniers 107 survivants du *kibboutz*. Ils en furent empêchés par les soldats égyptiens qui venaient de remporter leur première grande victoire militaire¹⁰. Menaçant de couper le Néguev du reste du pays, ceux-ci tenaient encore sous leurs canons Tel-Aviv que leurs avions bombardaient toujours assez fréquemment.

Sur le front nord, le corps expéditionnaire irakien, venant de la rive orientale du Jourdain, occupa la centrale électrique de Naharayim construite par Pinhas Rutenberg, puis tenta de s'emparer du *kibboutz* voisin de Gesher. Il franchit ensuite le Jourdain par les ponts Allenby et Damiya et se redéploya au nord de la Samarie pour permettre à la Légion arabe de renforcer ses troupes à Jérusalem et autour de Latroun. Le 2 juin, il repoussa une contre-attaque du Palmach à Jenin, puis prit position à l'intérieur du triangle Naplouse-Tulkarem-Jenin, menaçant de ses canons et de ses tanks un large secteur compris entre Meggido, au nord, et Rosh-Ha'Ayin, aux environs de Petah Tikva, au sud. Éloignés d'une vingtaine de kilomètres à peine du littoral, les Irakiens avaient la possibilité de couper Israël en deux, de part et d'autre d'une ligne allant de Tulkarem à Netanya.

Quant aux Syriens, ils concentrèrent leurs forces dans la haute

vallée du Jourdain avant de pénétrer, dès le 15 mai, dans le village arabe de Samakh à l'extrémité sud du lac de Tibériade. Ils poussèrent ensuite leur avance jusqu'aux *kibboutzim* jumeaux de Degania-Aleph et Degania-Bet, où ils furent arrêtés à coups de cocktails Molotov par une poignée de défenseurs en attendant la venue de secours commandés par le futur chef d'état-major général Moshe Dayan, né là-bas. Reprenant le contrôle de Samakh et des *kibboutzim* en ruines de Massada et Sha'ar-Hagolan, les Israéliens obligèrent les Syriens à se retirer vers les hauteurs du Golan, d'où ils se lancèrent, le 5 juin, à l'assaut de la *moshava* Mishmar-Hayarden dont ils purent s'emparer cinq jours plus tard. Au même moment, en Haute-Galilée, des soldats libanais et des volontaires de l'armée de Kawukudji repoussaient à Malkiyeh le régiment 'Oded du Palmach.

Une première trêve : 11 juin-9 juillet 1948

Le 11 juin, les Nations unies imposèrent un premier cessez-le-feu. Israël s'y plia sans tergiverser : son armée, qui avait freiné tant bien que mal l'invasion, était épuisée par sept mois de combats incessants et avait besoin d'un répit après avoir essuyé de lourdes pertes depuis le 15 mai : 1 600 tués contre 600 égyptiens, 315 syriens, 300 jordaniens, 215 irakiens, 1 libanais et 100 volontaires de l'armée du Salut¹¹. Le cessez-le-feu fut également accepté par les Arabes qui, en apparence, n'avaient aucune raison d'arrêter les combats : c'était dû aux pressions occidentales, expliqueraient plus tard leurs généraux, sans trop y croire.

De fait, la situation des armées arabes était moins confortable qu'elle n'y paraissait : en butte à l'absence de toute coordination véritable entre les différents corps expéditionnaires, elles manquaient toutes – à l'exception de l'armée jordanienne – d'un encadrement de haut niveau, l'expérience de leurs officiers ayant seulement consisté jusqu'en 1948 à réprimer les manifestations de leurs propres populations, sur ordre des autorités coloniales ou des régimes indépendants qui leur succédèrent. Quant à la Légion jordanienne, la plus aguerrie des armées arabes, elle était à bout également, surtout après avoir épuisé, en un mois de guerre, la quasi-totalité de ses stocks de munitions, ce que les Israéliens ignoraient à l'époque. Les demandes pressantes de Glubb Pacha à l'adresse de l'Angleterre se heurtant à l'embargo imposé par l'ONU sur l'ensemble des livraisons d'armes destinées au Proche-Orient, 'Abdallah et son armée auraient risqué de se trouver à tout moment dans une situation périlleuse si les combats s'étaient poursuivis quelques jours de plus. Or, sans la Jordanie et la monarchie sœur irakienne, l'Égypte et la Syrie auraient eu le plus grand mal à vaincre, ensemble ou séparément, l'État hébreu.

En tout état de cause, les armes se turent complètement à partir du 11 juin. Cette trêve de quatre semaines fut assortie de la nomination par l'ONU d'un médiateur, le comte suédois Folke Bernadotte, qui fut chargé de trouver une issue politique au conflit.

Les Arabes refusant de reconnaître Israël et l'État hébreu rejetant l'offre que lui avait présentée Bernadotte de renoncer au Néguev et à Jérusalem en échange de la Galilée, tous les indices donnaient à penser que la mission du médiateur international était vouée à l'échec. Pour l'heure, les dirigeants israéliens avaient plus urgent à faire : sauver de la famine et de la soif Jérusalem-Ouest, et trouver une alternative à la station de pompage de Rosh-Ha'Ayin tombée aux mains des Irakiens pour assurer le ravitaillement en eau des 100 000 habitants juifs de la Ville sainte au bord du désespoir. Une nouvelle conduite d'eau partant des *kibboutzim* Na'an et Houlida fut alors installée en toute hâte, le long de la « route de Birmanie », par les agents de la compagnie des eaux Mekorot sous la supervision de leur directeur Levi Eshkol (1895-1969), futur successeur de Ben Gourion à la tête du gouvernement.

Les problèmes politiques n'étant jamais bien loin, c'est au cours de cette première trêve qu'éclata l'affaire de l'*Altalena*, pseudonyme littéraire de Ze'ev Jabotinsky donné par l'Irgoun au cargo de 5 500 tonnes parti de Port-de-Bouc avec à son bord 850 immigrants et une quantité considérable d'armes destinées aux combattants de l'organisation révisionniste. Une initiative en contradiction avec l'accord signé, le 1^{er} juin, entre Israël Galili et Menahem Begin sur le désarmement et l'intégration simultanée de l'Irgoun et du Lehi au sein de Tsahal. Voyant dans cette affaire une atteinte flagrante à l'autorité du jeune État, Ben Gourion, qui avait un long compte à régler avec les révisionnistes du vivant même de Jabotinsky, ordonna la mise à l'abri des immigrants, la confiscation de l'armement embarqué sur le navire et le versement d'une contrepartie monétaire à ses commanditaires. Rejetant l'arrangement, le capitaine de l'*Altalena* poursuivit sa route et, à l'approche des côtes israéliennes, dirigea son bateau, le 21 juin, vers Kfar Vitkin, près de Netanya, où il déchargea une petite partie de sa cargaison et laissa débarquer la plupart des immigrants. Cerné par des soldats de Tsahal qui confisquèrent *manu militari* les armes débarquées, l'*Altalena* leva l'ancre avec à son bord les dirigeants de l'Irgoun, dont Menahem Begin. Quelques heures plus tard, il échoua sur un banc de sable au large de Tel-Aviv, à quelques centaines de mètres du quartier général du Palmach et sous le regard ahuri de dizaines de badauds, de militants de l'Irgoun, de journalistes et d'observateurs des Nations unies. Ordre fut alors donné aux soldats de tirer. L'*Altalena* prit aussitôt feu et seize membres de son équipage, tous militants de l'Irgoun, y trouvèrent la mort¹². Le capitaine du navire et d'autres responsables de l'expédition furent arrêtés puis jetés en prison, mais Begin lui-même ne fut pas inquiété. « Béni soit le canon qui a mis le feu à ce bateau », telle fut la réaction de Ben Gourion devant ses ministres à l'annonce du dénouement de cette

affaire qui fut un événement fondateur dans l'histoire de la démocratie israélienne.

Mais le « Vieux » n'était pas au bout de ses peines. Désireux depuis des mois de dissoudre le Palmach et de l'intégrer complètement dans l'armée, Ben Gourion refusa d'avaliser la décision de l'état-major de placer, à la tête des nouvelles régions militaires, des officiers de haut rang issus du Palmach, connu pour ses accointances avec le **Mapam**, un parti sioniste de gauche mêlant curieusement activisme militaire, coexistence pacifique judéo-arabe et socialisme stalinien, né cette même année de la fusion du Hashomer Hatzza'ir et de dissidents du Mapaï qui avaient repris le nom d'Ahdout 'Avoda. La réaction de Ben Gourion passa mal auprès des généraux de l'état-major, qui menacèrent de démissionner s'il ne cessait de s'immiscer dans les nominations de l'armée. Guère intimidé par cette levée de boucliers, et jugeant que le comportement de ses généraux relevait d'une mutinerie, il exigea sur-le-champ le départ de Galili et la disparition du poste politico-militaire qu'il remplissait au sein de l'état-major. Mais, désapprouvé par le gouvernement, il annonça sa démission des fonctions de président du Conseil et de ministre de la Défense. Il revint finalement sur sa décision lorsqu'il apprit, le 8 juillet, de la bouche de Sharett et de Yadin, la rupture imminente du cessez-le-feu par les Égyptiens. Galili resta certes dans l'armée, mais son poste fut supprimé, ce qui constitua la première étape de la dissolution du Palmach.

Dix jours décisifs : 9-18 juillet 1948

Les combats reprirent effectivement un jour après pour un deuxième round d'une dizaine de jours. Ayant réceptionné durant la trêve d'importantes quantités d'armes lourdes malgré l'embargo international, en même temps que des milliers de volontaires (*Mahal*) d'Europe, d'Amérique et d'Afrique du Nord, Tsahal passa à la contre-offensive sur tous les fronts. Ainsi, avant même d'atterrir pour la première fois sur un aéroport israélien, les quatre nouvelles « forteresses volantes » B-178 achetées aux États-Unis bombardèrent les abords immédiats du palais du roi Farouk au Caire, ainsi que les bases aériennes d'El-Arish et Rafah, pendant que d'autres appareils israéliens, des Dakota, mitraillaient Damas, Kuneitra et les positions syriennes autour de Mishmar-Hayarden. Les combats au sol furent particulièrement meurtriers. Ils se déroulèrent le plus souvent dans des zones habitées et à l'intérieur de villages dont il n'allait plus rester que des ruines calcinées, précipitant leurs habitants sur les routes de l'exode.

Très actifs depuis la fin de la trêve, les Égyptiens se ruèrent, le 12 juillet, sur Negba. Mal préparé, l'assaut dirigé par le colonel Néguib échoua et les combats s'enlisèrent ensuite dans une guerre d'usure aux résultats incertains : d'un côté, les Israéliens étaient incapables de défoncer les fortifications égyptiennes entre Majdal et Ein-Gobrin et entre Beersheba et Hébron, et, de l'autre, les Égyptiens butaient toujours sur les défenses des *kibboutzim* du littoral et du Néguev. Seul tomba entre leurs mains le *kibboutz* Kfar-Darom, dont la population fut évacuée à temps après un siège de plusieurs semaines. Plus efficace sur le front nord, Tsahal reprit Malkiyeh aux Libanais, puis brisa les lignes de défense ennemies en Basse-Galilée et dans la vallée de Jezréel, entre la cité antique de Sepphoris et Nazareth. Sepphoris tomba le 16 juillet et Nazareth trois jours plus tard, à l'issue de violents combats avec l'ALA. Par crainte des protestations du Vatican qui, de toutes les façons, ne voyait guère d'un bon œil la renaissance juive en Palestine, Ben Gourion ordonna à l'armée de préserver par tous les moyens les Lieux saints de la cité chrétienne et d'empêcher le départ de ses habitants qui avaient commencé à fuir en

direction du Liban. Ce faisant, le chef du gouvernement annula une décision contraire du commandant de l'opération, Moshe Carmel, tout comme il l'avait fait peu de jours auparavant pour les habitants d'Abou Gosh, près de Jérusalem, qu'un commandant local avait voulu expulser du village. Accroissant ensuite son emprise sur la Haute-Galilée et la Galilée occidentale, l'armée israélienne chassa les soldats de Kawukudji des environs de Sejra (Ilanya), puis entra le 24 juillet dans Sfar'am et dans plusieurs villages druzes voisins. Elle ne put cependant déloger les Syriens de Mishmar-Hayarden, qui resterait entre leurs mains jusqu'à l'armistice en juillet 1949. En outre, alertées par l'avancée des Irakiens à l'ouest de Jenin en direction de la région de Haïfa, les brigades Alexandroni, Carméli et 'Oded, aidées de la marine, conquièrent plusieurs villages du sud du Carmel, dont Tirat al-Karmel, dernier bastion, dans le secteur, de l'ALA et d'irréguliers palestiniens. D'autres actions destinées à sécuriser la route côtière entre Haifa et Tel-Aviv furent lancées les jours suivants, malgré le cessez-le-feu, contre Djaba', Adjzam, 'Ein-Ghazal et 'Ein-Hod, suscitant la colère des délégations arabes à l'ONU, qui accusèrent Israël d'y avoir massacré des civils. Enfin, sur le front jordanien, Tsahal lança dans la nuit du 9 au 10 juillet l'opération *Danny*, sous le commandement de Yigal Allon. L'objectif de l'opération à laquelle prit part l'unité de commandos mobiles de Moshe Dayan consistait à conquérir Lydda (Lod), Ramleh, Latroun et Ramallah, et à sécuriser le corridor conduisant à Jérusalem en éliminant une fois pour toutes la menace que faisait peser sur Tel-Aviv la présence de soldats jordaniens à Ramleh et Lydda, situées à une vingtaine de kilomètres de la grande cité juive.

Les deux villes, qui abritaient toutes deux une population de 50 000 à 70 000 personnes – dont un nombre non négligeable de réfugiés –, tombèrent sans coup férir aux mains de l'armée israélienne. En moins de deux jours, la Légion fut chassée de Lydda, de son aéroport international qui fut ouvert immédiatement à l'atterrissage d'avions civils et militaires israéliens, et de Ramleh, ainsi que de plusieurs villages arabes des environs. Mais, alors que les combats avaient cessé depuis quelques heures dans la ville, des blindés jordaniens surgirent soudain au centre de Lydda. Croyant que ceux-ci étaient venus les délivrer, les habitants se mirent à tirer des toits et des fenêtres de leurs maisons, où ils étaient terrés depuis le début de l'opération, sur les soldats juifs qui répliquèrent, dans tous les sens, tuant près de 250 civils palestiniens et en blessant des dizaines d'autres. Surpris par ce retournement de situation inattendu, Yigal Allon et son chef des opérations, Itzhak Rabin, ordonnèrent l'expulsion immédiate de l'ensemble de la population de Lydda et de Ramleh^{*2}. Entassés dans des camions ou forcés de marcher, des milliers

d'hommes, de femmes et d'enfants déguenillés, crevant de soif et de faim, et contraints par la fatigue d'abandonner leurs morts et leurs bagages sur la route, furent recueillis à quelques kilomètres de leurs points de départ par les soldats de la Légion qui les acheminèrent vers Ramallah*³. Allon et Rabin justifiaient par la suite leur décision en expliquant que l'armée ne pouvait laisser derrière elle une population hostile et armée jusqu'aux dents qui risquait de gêner leur avancée vers Ramallah. De fait, bien que n'ayant jamais planifié l'expulsion systématique des Palestiniens, celle-ci servait à coup sûr les intérêts d'Israël, qui voyait en eux les responsables directs de l'invasion arabe et une cinquième colonne potentielle au service de l'ennemi.

En Jordanie même, l'afflux massif des réfugiés de Lydda et de Ramleh, et l'immense désillusion de la population face à l'éloignement de la victoire sur l'État hébreu, donnèrent lieu à de violentes manifestations contre le pouvoir hachémite et son armée, à travers le royaume. Accusé par la foule d'accepter le jeu des Juifs et celui des Anglais en laissant tomber Lydda et Ramleh, Glubb Pacha fut également pris à partie par la commission politique de la Ligue arabe, qui critiqua ses propos défaitistes sur les difficultés logistiques des armées arabes. Soutenu du bout des lèvres seulement par l'émir 'Abdallah, guère mécontent de voir son général britannique attirer sur lui les foudres de ses rivaux arabes, Glubb fut sur le point de présenter sa démission, mais ses supérieurs à Londres le convinquirent de rester à son poste jusqu'à la fin de la guerre.

Quant au gouvernement israélien, soumis au feu des critiques du Conseil de sécurité qui réclamait un cessez-le-feu immédiat, il ordonna à Tsahal de renoncer à son offensive sur Ramallah. Un nouvel assaut contre Latroun échoua, mais l'armée put néanmoins sécuriser le corridor conduisant vers Jérusalem en s'emparant de plusieurs villages arabes au sud-ouest de la ville. Cela lui permit de construire, parallèlement à la « route de Birmanie », une nouvelle voie carrossable (la « route de l'héroïsme ») entre Jérusalem et Tel-Aviv qui évitait de passer à proximité du saillant de Latroun. Entouré désormais de tous côtés par des positions israéliennes, le saillant perdit de son importance stratégique et cessa, par conséquent, de représenter une menace pour Israël.

Une seconde trêve : 18 juillet-15 octobre 1948

Instaurée à partir du 19 juillet, la nouvelle trêve dura trois mois, au cours desquels les Arabes, conscients de leur incapacité à vaincre Israël, se montrèrent peu enclins à reprendre les combats, malgré les déclarations belliqueuses de leurs dirigeants et les fanfaronnades de leurs journaux : « Les Arabes (sont patients). Ils ont attendu plus d'un siècle avant d'être en mesure de chasser les Croisés de Palestine et ils ont fini par le faire », déclara le président du Conseil libanais, Riad al-Solh, à un diplomate britannique. Quant aux Israéliens, qui ne voulaient rien de moins que le territoire qui leur avait été octroyé par l'ONU et que leur contestait désormais Bernadotte, ils étaient persuadés que jamais ils ne parviendraient à leurs fins seulement par la diplomatie. Frustrés par l'absence d'une victoire militaire complète, la perspective d'un troisième round n'effrayait pas outre mesure leur gouvernement ni leur état-major, même si elle n'enchantait pas toute leur opinion, lassée par une guerre sans fin.

Entre-temps, la question du retour dans leurs foyers des réfugiés palestiniens – estimés à l'époque à 400 000 personnes environ – commença à figurer dans les discussions engagées par le comte Bernadotte avec les responsables de la région. Israël s'opposa à leur retour avant la conclusion d'un accord de paix, et refusa avec la même fermeté d'abandonner le Néguev en échange de la Galilée. Bernadotte, qui acceptait comme un fait accompli la disparition de l'État palestinien préconisé par l'ONU et l'accaparement de son territoire par le royaume hachémite, voulait par ailleurs enlever à l'État hébreu Jérusalem-Ouest, et suggérait de déclarer zones franches le port de Haïfa et l'aéroport international de Lydda (Lod). Le 12 septembre, le gouvernement israélien réagit à ces propositions en retirant son soutien à l'internationalisation de Jérusalem et, joignant le geste à la parole, y installa deux jours plus tard la Cour suprême, la plus haute autorité juridique du pays. Guère décontenancé, Bernadotte se rendit le 16 septembre en Israël pour y présenter son plan de paix. Il fut assassiné le lendemain, à Jérusalem, en compagnie de son adjoint

français, le colonel Sérot, par un commando du groupe Stern. Un assassinat qui mit dans l'embarras le gouvernement israélien. Ben Gourion en profita pour dissoudre sur-le-champ le Lehi ainsi que l'Irgoun. Délaissant ses activités terroristes, le mouvement de Menahem Begin se transforma peu après en un parti politique : le *Hérouth*^{*4}.

De leur côté, l'émir 'Abdallah et son rival, le mufti de Jérusalem, se disputaient au grand jour le sort de la Palestine arabe. Le second n'attendit pas la fin de la guerre pour constituer, le 22 septembre, dans Gaza occupée par l'armée égyptienne, un « gouvernement de toute la Palestine », dont il confia la direction à Ahmed Hilmi 'Abdelbaqi, un banquier palestinien né à Saïda au Liban. Il forma également un Conseil national palestinien de 80 membres dont il s'adjudgea la présidence et proclama l'indépendance de la Palestine dans ses frontières du mandat britannique, avec Jérusalem pour capitale. L'initiative avait le soutien du secrétaire général de la Ligue arabe et celui, plus hésitant, du roi Farouk, qui força immédiatement après le mufti à rentrer au Caire où il fut placé en résidence surveillée, cinq jours seulement après la création du « gouvernement de toute la Palestine ». Le souverain égyptien avait d'autres idées en tête : toujours déterminé à contrer les ambitions hégémoniques de l'émir 'Abdallah, il venait d'envoyer son conseiller Kamal Riad à Paris pour y rencontrer Elias Sasson, le meilleur spécialiste des affaires arabes du ministère israélien des Affaires étrangères, et lui suggérer la transaction suivante : reconnaissance *de facto* de l'État hébreu par l'Égypte et signature d'une paix séparée avec lui en échange du maintien de la bande de Gaza et du Néguev dans les mains de l'Égypte¹³. Intrigué par cette ouverture, le ministre des Affaires étrangères Moshe Sharett voulut poursuivre les discussions avec Le Caire, mais Ben Gourion y coupa court.

Cela étant, la mise en place du gouvernement de Gaza n'était pas non plus pour plaire aux États-Unis ni à la Grande-Bretagne, qui y voyaient une manœuvre destinée à enterrer le plan Bernadotte dont ils étaient les principaux parrains. Quant à l'émir 'Abdallah, qui contestait ouvertement toute légitimité au mufti, il commença par fermer à ses représentants l'ensemble des villes palestiniennes conquises par son armée avant de convoquer, le 1^{er} décembre à Jéricho, un congrès palestinien qui vota le rattachement pur et simple de la Palestine à la Jordanie. Cette décision fut condamnée par la plupart des États de la Ligue arabe et rejetée, comme l'on s'y attendait, par le gouvernement de Gaza, dont plus personne n'allait cependant entendre parler au cours des mois à venir. Les dissensions interarabes s'aggravèrent et firent, sans nul doute, le jeu d'Israël. La perspective d'une reprise des combats se précisant de jour en jour,

Tsahal courait de moins en moins de risques de voir la Légion voler au secours du corps expéditionnaire égyptien bloqué dans le Néguev, ou vice-versa. C'est effectivement ce qui se passa lorsque l'armée israélienne décida, le 15 octobre, de rompre le cessez-le-feu et de déclencher l'opération Yoav contre les lignes de défense égyptiennes, l'une des opérations les plus ardues que Tsahal eût à mener durant la guerre.

En réalité, Ben Gourion aurait préféré reprendre les hostilités non pas contre l'Égypte mais contre la Jordanie. L'émir 'Abdallah n'était certes pas contre l'établissement de relations pacifiques avec l'État juif, mais cela ne l'avait pas empêché de déclarer la guerre à Israël et de lui assener des coups très sévères à Jérusalem et dans ses environs, rappela Ben Gourion à son gouvernement le 26 septembre. En outre, compte tenu de sa nouvelle configuration territoriale, le royaume hachémite risquait dorénavant de représenter une menace permanente pour Israël et ses deux villes principales : Jérusalem et Tel-Aviv. Dans ces conditions, il estimait plus judicieux, au lieu d'attaquer l'Égypte, de refouler la Légion au-delà de la rive orientale du Jourdain et de créer en Cisjordanie une entité palestinienne autonome. À ces considérations d'ordre stratégique et politique militant pour une opération contre la Jordanie, Ben Gourion en ajouta une autre, historique et symbolique : la conquête de la Cisjordanie rattacherait à l'État hébreu les cités bibliques de Hébron, Naplouse, Bethléem et surtout Jérusalem-Est et le mur des Lamentations, dernier vestige du Temple de Jérusalem, tombé entre les mains des Hachémites depuis le début de la guerre. Écueil de taille : contrairement au Néguev, ni la Cisjordanie ni Jérusalem n'avaient été attribuées à l'État juif par la résolution du 29 novembre 1947. Dès lors, Ben Gourion ne cacha pas à ses ministres que la conquête du Néguev avait plus de chances d'être acceptée par l'opinion mondiale que celle de la Cisjordanie parce que, au regard du droit international, elle était juridiquement plus légitime. Enfin, comme la guerre pouvait se terminer immédiatement après la prise éventuelle de la Cisjordanie, Israël risquait de se retrouver amputé définitivement du Néguev avec, en plus, l'armée égyptienne à une trentaine de kilomètres de Tel-Aviv¹⁴.

Invité à donner son avis sur l'une ou l'autre des deux options, l'état-major répondit sans hésiter que, Tsahal ne pouvant combattre sur deux fronts à la fois, sa préférence allait à la reprise des hostilités contre l'Égypte. Non de gaieté de cœur, Ben Gourion se rangea derrière l'avis de ses généraux et de la majorité de ses ministres en dépit des accrochages et des incidents de plus en plus nombreux avec la Légion dans la région de Latroun. L'un des plus graves, que Ben Gourion envisagea d'utiliser comme prétexte pour attaquer l'armée jordanienne, se produisit le 24 septembre entre le village d'Emmaüs et

les ruines du site hasmonéen de Modiin, où une patrouille israélienne de vingt-trois soldats fut massacrée par des irréguliers palestiniens.

Dernières batailles

Dans ces conditions, le Cabinet autorisa le 6 octobre Tsahal à lancer l'opération *Yoav* destinée à refouler le corps expéditionnaire égyptien vers le Sinaï. Conduite par Yigal Allon, qui avait désormais la charge de tout le front sud, elle débuta le 15 octobre par le bombardement aérien de l'aéroport militaire d'El-Arish et des centres de commandement égyptiens de Gaza et Majdal. Les soldats israéliens concentrèrent, au cours des jours suivants, leurs assauts contre les positions égyptiennes dispersées entre Gaza et Isdoud et entre Majdal et Beersheba, et parvinrent à briser en de nombreux endroits les lignes de défense égyptiennes. Ils réussirent à isoler les unes des autres plusieurs poches de résistance autour de Hébron, à proximité de Beersheba et surtout au niveau de Falouja, entre Beit Gibrin et Majdal. Quelque 4 000 soldats égyptiens, parmi lesquels le colonel Néguib et le major Nasser, restèrent encerclés pendant de longs mois. Ils attendirent en vain que les Jordaniens et les Irakiens, postés dans la région de Hébron, accourent à leur secours¹⁵. Craignant d'être stoppé prématurément par un ordre de cessez-le-feu du Conseil de sécurité, Yigal Allon hésita entre la conquête de Majdal, sur le littoral, et celle de Beersheba. Il choisit cette seconde option, et la capitale du Néguev tomba le 21 octobre aux mains des Israéliens. La liaison avec les *kibboutzim* enclavés du Néguev désormais assurée, les brigades Har'el et Etzioni – commandées respectivement par Yitzhak Sadeh et Moshe Dayan – pourchassèrent les derniers volontaires égyptiens éparpillés autour de Bethléem. S'apprêtant à avancer avec leurs hommes jusqu'à Hébron, Ben Gourion les en empêcha, ne voulant plus, dans ce nouveau contexte militaire, embarrasser l'émir 'Abdallah, dont il avait d'ailleurs une piètre opinion.

Le 22 octobre, quelques heures seulement avant l'entrée en vigueur d'un nouveau cessez-le-feu, le vaisseau amiral de la flotte égyptienne, la frégate *Émir Farouk*, escorté d'un dragueur de mines, fut coulé au large de Gaza par trois vedettes de course israéliennes bourrées d'explosifs et pilotées chacune par un marin volontaire qui devait se jeter à l'eau quelques secondes seulement avant de percuter le navire. L'opération fut dirigée par Yochaï Bin Noun, futur

commandant de la marine israélienne. Au cours des jours suivants et en dépit du cessez-le-feu, Tsahal ne se priva pas de s'emparer de nouveaux villages palestiniens enlevés aux Égyptiens, comme Beit Gibrin (devenu Beit Gobrin), Majdal (rebaptisé Ashkelon) et Isdoud (désormais appelé Ashdod), dont la population partit d'elle-même ou fut évacuée de force par l'armée.

Les nouveaux gains territoriaux israéliens furent plus substantiels encore dans le nord du pays à l'issue de l'opération *Hiram*. Se fixant pour objectif le contrôle de toute la Galilée, elle fut menée du 28 au 31 octobre par les brigades Carmeli, Golani et 'Oded, sous le commandement de Moshe Carmel, qui commença par chasser les derniers restes de l'armée de Kawukudji de Galilée du Centre et du Nord. Comptant 3 000 hommes, dont un régiment envoyé en renfort de Syrie, l'ALA avait attaqué quelques jours auparavant les *kibboutzim* Manara et Misgav-'Am et menaçait de couper la route principale conduisant à Metoula. Au cours de cette offensive, Tsahal pénétra à l'intérieur du Liban et jusqu'aux bords du Litani, où elle occuperait plusieurs villages musulmans (schi'ites pour la plupart) et chrétiens jusqu'à l'armistice de mars 1949. Cette avancée fut ternie par des expulsions et des massacres de civils, comme à Houleh, Salha et Ilaboun, dont les auteurs furent jugés et condamnés sans toutefois être jetés en prison¹⁶.

Pendant ce temps, la perspective d'un arrêt complet des combats prenait un tour de plus en plus concret sur le front jordanien, et plus particulièrement à Jérusalem. En effet, à l'issue d'une série de rencontres secrètes grâce aux bons soins de l'ONU, les deux gouverneurs militaires hachémite et israélien de la Ville sainte, 'Abdallah al-Tall et Moshe Dayan, signèrent, le 28 novembre 1948, un accord de « cessez-le-feu sincère et absolu » à l'intérieur de Jérusalem. Les deux officiers, qui apprirent à s'apprécier, préparèrent en fait la partition de Jérusalem et s'accordèrent entre autres sur la démilitarisation du mont Scopus et sur les modalités d'approvisionnement et de relève des soldats de Tsahal chargés de la protection des bâtiments de l'Université hébraïque et de l'hôpital Hadassa, dont les Jordaniens reconnurent l'appartenance à Israël. S'occupant des moindres détails, Tall et Dayan s'intéressèrent notamment au sort du couple de lions et des deux ours du zoo biblique, qu'on allait continuer à nourrir en leur faisant apporter à dos d'âne, toutes les deux semaines, leurs rations habituelles de viande fraîche. Né au *kibboutz* Degania, Moshe Dayan, l'officier au bandeau noir, avait alors trente-trois ans. Très bien introduit, grâce à ses liens familiaux, dans les sphères dirigeantes du Mapaï et sans égards pour ses supérieurs hiérarchiques qu'il court-circuitait fréquemment en s'adressant directement au président du Conseil, il était d'autant plus

apprécié par Ben Gourion que, contrairement à ses deux célèbres compagnons d'armes, Itzhak Sadeh et Yigal Allon, il était très éloigné du Mapam et de toute idéologie socialiste.

L'accord israélo-jordanien sur Jérusalem ne suscita aucun bruit aux Nations unies où, le 11 décembre 1948, l'Assemblée générale adopta un nouveau texte confirmant sa résolution antérieure du 29 novembre 1947 sur le partage de la Palestine. Reprenant plusieurs clauses du plan Bernadotte, elle réaffirma en outre l'internationalisation de Jérusalem et le droit des réfugiés palestiniens à retourner dans leurs foyers ainsi que la constitution d'une Commission de conciliation de la Palestine, chargée de promouvoir des négociations de paix entre les belligérants. Craignant de faire les frais d'une nouvelle décision internationale qui gèlerait la situation sur le terrain et l'empêcherait de récupérer le Néguev, Israël lança, le 22 décembre 1948, sous le commandement de Yigal Allon, l'opération *Horev* qui débuta par le bombardement d'El-Arish, Khan-Younes, Rafah, Gaza et Falouja. Déjouant les calculs des Égyptiens qui s'attendaient à une attaque frontale contre leurs positions de la bande de Gaza, Allon choisit de les prendre à revers en opérant un large détour à partir de Beersheba jusqu'au poste frontière d'El-Aouja et à Abou Agueila, à l'intérieur du Sinaï, avant de remonter vers El-Arish et Rafah, et d'enfermer comme dans un piège le gros de l'armée égyptienne qui, encerclée de toutes parts, serait obligée de capituler. Après diverses opérations de diversion au sud de Gaza, Allon fonça à toute vitesse à travers le désert à la tête de ses troupes qui, parties de Beersheba, traversèrent Bir Aslouj, Bir Tamila et Shibta avant d'atteindre El-Aouja. À Bir Tamila, le « commando français », formé d'anciens légionnaires de l'armée française et de volontaires juifs du Maroc, fut obligé de rebrousser chemin sous les tirs de soldats égyptiens. Laissant momentanément leurs blessés sur place, ils vinrent les récupérer une demi-heure plus tard après avoir neutralisé la position ennemie. Un spectacle atroce s'offrit aux yeux des soldats. Affreusement torturés avant d'être achevés, tous les blessés avaient été émasculés, leur sexe enfoncé dans la bouche et les yeux brûlés par des cigarettes¹⁷.

L'attaque de Bir Tamila terminée, plus aucun obstacle ne barrait la route aux soldats israéliens jusqu'à El-Aouja, qu'ils conquièrent le 28 décembre. Ils franchirent ensuite la frontière internationale en direction d'Abou Agueila, puis bifurquèrent légèrement vers le sud-est en direction de l'aéroport de Bir-Lahfan dont ils s'emparèrent le lendemain. Ils n'étaient plus qu'à une vingtaine de kilomètres d'El-Arish. C'est alors que Yigal Allon câbla à l'état-major pour demander qu'on lui envoie des pilotes afin de faire voler les avions égyptiens capturés à Bir-Lahfan. Au même moment, un de ses régiments

marchait sur El-Arish, semant le désordre le plus complet parmi les soldats égyptiens stationnés dans le secteur. Alarmés par cette incursion guère programmée de l'armée à l'intérieur du Sinaï, le chef d'état-major en exercice, Yigaël Yadin, et Ben Gourion ordonnèrent, le 31 décembre, au général le plus populaire de Tsahal de se retirer immédiatement du territoire égyptien. Se précipitant à Tel-Aviv, Allon tenta de sauver son opération et obtint de Ben Gourion l'autorisation de lancer une dernière attaque contre El-Arish, tandis que Le Caire demandait une réunion d'urgence du Conseil de sécurité. Inquiète pour ses intérêts sur le canal de Suez et pour l'avenir de la monarchie égyptienne, Londres ameuta le président Truman qui exigea d'Israël de se retirer sans tarder de la péninsule du Sinaï. Les Anglais menacèrent également d'intervenir militairement aux côtés des Égyptiens et envoyèrent aussitôt leurs avions effectuer des missions de reconnaissance au-dessus des lignes israéliennes. Les vols se poursuivirent jusqu'au 7 janvier 1949, date à laquelle cinq Spitfire de la RAF furent abattus par les Israéliens : l'un par la DCA, les autres à l'issue de combats aériens en bonne et due forme. Couvant sous les braises depuis des mois, la tension entre la Grande-Bretagne et Israël était à son comble, l'État hébreu allant jusqu'à refuser de prendre connaissance du mémorandum de protestation envoyé par le Foreign Office parce qu'il était adressé aux « autorités juives de Tel-Aviv ».

Pendant ce temps, Yigal Allon avait retiré ses forces du Sinaï. Échouant devant El-Arish, il se dirigea vers Rafah qu'il voulut couper de Gaza. De violents combats s'engagèrent du 4 au 6 janvier 1949 dans les parages de Rafah, pendant que des centaines de déserteurs égyptiens en fuite colportaient dans les villages du Delta les premières informations véridiques sur les déboires successifs de leurs militaires face aux Israéliens et la conquête par ces derniers du Néguev et de la ville de Beersheba que le gouvernement égyptien avait dissimulée à son peuple. N'étant plus qu'à un doigt d'une débâcle totale, le gouvernement égyptien accepta finalement, le 5 janvier 1949, de signer un accord de cessez-le-feu sous les auspices de l'ONU. Deux jours après, les combats cessèrent complètement entre Israéliens et Égyptiens. Ceux-ci ne purent cependant être délogés ni de la bande de Gaza ni de la poche de Falouja, qui ne fut libérée qu'au lendemain de l'armistice.

La victoire sans la paix

Mais la guerre n'était pas terminée pour autant : obsédé par l'avenir du Néguev, Ben Gourion envoya deux bataillons en direction de la mer Rouge où, le 10 mars, ceux-ci occupèrent le poste de police abandonné d'Umm Rashrash. Rebaptisée Eilat, la prise de cette pointe méridionale du Néguev, à quelques centaines de mètres seulement d'Aqaba, laissa indifférent le roi 'Abdallah, qui ne voulait surtout pas que le sud du Néguev tombât aux mains des Égyptiens. Isolé au sein de la Ligue arabe et ayant usé jusqu'à la corde son armée, 'Abdallah ne réagit pas non plus à l'occupation simultanée par Israël d'une bonne partie de la rive occidentale de la mer Morte, entre Sodome, le site historique de Massada et Ein-Guedi. Il était pressé d'aboutir à un accord avec Israël aux termes duquel, espérait-il, la bande de Gaza serait annexée par la Jordanie.

Les pourparlers entre Israël et l'Égypte débutèrent à la mi-janvier à l'hôtel des Roses à Rhodes sous l'égide du nouveau médiateur de l'ONU, Ralph Bunche, un brillant diplomate américain dont les succès lui vaudraient par la suite le prix Nobel de la paix. Conduite par le directeur général du ministère des Affaires étrangères, Walter Eitan, la délégation israélienne comprenait, outre Reuven Shiloah et Elias Sasson, deux des plus proches conseillers de Ben Gourion : le chef des opérations de l'état-major Yigaël Yadin ainsi que le lieutenant-colonel Itzhak Rabin, venu tout droit du Néguev :

Pour la première fois de ma vie, raconta plus tard le futur Premier ministre d'Israël, il allait me falloir un uniforme de cérémonie, ce que je considérais comme une nuisance redoutable. Il existait heureusement un vieil uniforme américain datant de la Seconde Guerre mondiale et qui avait été acheté chez un fripier de Tel-Aviv pour l'un de nos délégués à l'occasion d'entretiens avec le roi 'Abdallah de Transjordanie. Depuis cette époque, il était passé entre plusieurs mains et, lorsqu'il m'échut, étant fort mince à cette époque, je n'eus aucune peine à l'enfiler¹⁸.

Israël réclama que l'Égypte renonçât à la bande de Gaza, et les Égyptiens exigèrent qu'Israël leur abandonnât Beersheba. Finalement, un accord fut trouvé le 24 février, les deux pays acceptant d'évacuer leurs soldats de part et d'autre de la frontière internationale entre l'Égypte et la Palestine tracée par l'Angleterre en 1906. Israël entérina par ailleurs la présence égyptienne dans la bande de Gaza, et l'Égypte admit pour sa part la démilitarisation de la zone d'El Aouja en contrepartie de la démilitarisation par Israël de la zone comprise entre Nitzana et le *kibboutz* Revivim.

Les négociations avec la Transjordanie s'engagèrent également sur l'île de Rhodes, sous l'égide de Ralph Bunche, quelques jours avant l'occupation d'Umm Rashrash. À vrai dire, peu de questions litigieuses restaient encore en suspens entre les deux pays, auxquels il ne fallut pas plus de quatre semaines pour signer, le 3 avril, un accord d'armistice. Cet accord prévoyait notamment le libre accès des Juifs au mur des Lamentations, mais ne serait jamais respecté par les Jordaniens. Désireux de voir le corps expéditionnaire irakien retourner au plus vite à Bagdad, l'émir 'Abdallah ne fit aucune difficulté pour céder à Israël le secteur de Wadi 'Ara et les agglomérations du « Petit Triangle », avec leurs 20 000 habitants arabes : une bande de terre d'une largeur de 5 à 8 kilomètres s'étendant entre la plaine du Saron et la Samarie, de part et d'autre de la route Hadera-Afoula. Restait la question des 700 prisonniers israéliens de Goush Etzion et de la vieille ville de Jérusalem ; elle fut réglée dans d'ultimes pourparlers menés directement avec le roi 'Abdallah à Amman. Le 23 mars, un accord similaire fut signé avec le Liban, aux termes duquel Israël restitua à la République du Cèdre une quinzaine de villages frontaliers occupés pendant la guerre. Israël espérait en contrepartie la rétrocession par la Syrie de Mishmar-Hayarden, conquis en 1948, et le retour des soldats syriens à la frontière internationale établie en 1923 par la France et l'Angleterre.

Seul pays arabe à avoir un atout territorial face à Israël, la Syrie rejeta le précédent libanais tout en acceptant d'ouvrir des négociations, à partir du 5 avril, avec l'État hébreu. Des négociations ardues qui inspiraient à Israël les plus vives inquiétudes en raison du coup d'État que l'on disait avoir été suscité par l'Angleterre ou la CIA et qui, le 30 mars, avait amené au pouvoir le chef d'état-major Husni al-Za'im. D'ailleurs, les pourparlers se concentrèrent immédiatement sur la revendication syrienne de déplacer à l'ouest la frontière internationale datant de l'époque du Mandat, et de la remplacer par la ligne d'armistice passant au milieu du lac de Tibériade pour suivre le cours naturel du Jourdain depuis son entrée dans le lac Houlé. En outre, Husni al-Za'im se disait prêt à signer une paix véritable avec Israël, à partager avec lui les eaux du Jourdain et même à installer de

façon permanente sur son territoire 200 000 réfugiés palestiniens en plus des 100 000 déjà présents en Syrie. Ces propositions embarrassèrent au plus haut degré les représentants israéliens, mais furent rejetées en bloc par Ben Gourion, malgré l'intervention personnelle du président Truman qui exigea de l'État hébreu qu'il offrît des compensations convenables aux Arabes pour les territoires perdus depuis la résolution de partage de l'ONU :

La création de l'État d'Israël ne résulte aucunement de la résolution de l'ONU, répliqua Ben Gourion. Ni les États-Unis ni aucun autre pays n'ont veillé à l'application de la résolution, pas plus qu'ils n'ont empêché les pays arabes (et le mandat britannique) de nous faire la guerre en violation des résolutions de l'ONU. Non seulement les États-Unis n'ont pas levé le petit doigt pour venir à notre rescousse, mais ils ont imposé un embargo sur les armes, et si nous avions été anéantis, il n'aurait pas fallu compter sur eux pour nous ressusciter. Les frontières fixées par la résolution de l'ONU étaient fondées sur des accords de paix, la force du droit international et leur acceptation par les Arabes. Or les Arabes les ont rejetées¹⁹.

Les discussions entre Israéliens et Syriens furent suspendues jusqu'au mois de mai après l'admission d'Israël à l'ONU, et c'est alors que Ralph Bunche intervint pour faire accepter par les deux parties que la zone évacuée par la Syrie soit démilitarisée et qu'en échange Israël procède à la démilitarisation du secteur d'Eïn-Guev, à l'est du lac de Tibériade, en plus d'un second secteur à l'est du lac Houlé. Malgré ses imperfections, l'accord d'armistice fut signé le 20 juillet 1949 par les deux parties, un mois après un nouveau coup d'État sanglant à Damas qui avait emporté Husni al-Za'im et son régime. Quant à l'Irak, qui, sous la pression de l'émir 'Abdallah, finit par retirer ses troupes, durant l'été 1949, du nord de la Samarie et du Wadi 'Ara, il refusa tout net d'engager des négociations avec Israël. N'ayant pas de frontière commune avec l'État hébreu, aucun accord d'armistice ne fut signé entre les deux pays à la fin de la guerre.

Indépendance israélienne et Nakba palestinienne

Appelée « guerre d'indépendance » par les Israéliens et *Nakba* (« catastrophe ») par les Arabes, la guerre de 1948 permit néanmoins à l'État hébreu et à son armée, malgré son inexpérience, de s'approprier un tiers de plus du territoire qui lui avait été alloué initialement par les Nations unies. Ne se sentant plus lié par la résolution du 29 novembre 1947 après l'invasion arabe du 15 mai 1948, seules la crainte d'une intervention de la Grande-Bretagne – alliée des Jordaniens et des Égyptiens – et la pression des États-Unis avaient dissuadé l'intrépide (mais néanmoins pragmatique) Ben Gourion de lancer Tsahal à la conquête de la Cisjordanie et de Gaza, et de réaliser une fois pour toutes le rêve sioniste du Grand Israël. Ce fut une occasion perdue que lui reprochèrent amèrement ses adversaires de droite – Menahem Begin en tête – comme de gauche – Yigal Allon le premier, qui, durant l'hiver 1949 encore, le pressa de s'emparer des hauteurs de Hébron, du triangle Naplouse-Jenin-Tulkarem et de toute la rive occidentale du Jourdain, destinée, en raison de son importance stratégique indéniable, à être la frontière naturelle d'Israël avec son voisin hachémite. D'autres membres du Mapam pensaient qu'Israël devait s'emparer de la Cisjordanie et y créer un État palestinien dirigé par des éléments progressistes arabes susceptibles de faire la paix avec l'État hébreu.

À ses détracteurs, Ben Gourion répondit qu'il valait mieux un État juif et démocratique amputé d'une partie de la Palestine historique plutôt qu'une Palestine entière peuplée à égalité d'Arabes et de Juifs et dans laquelle il serait impossible d'instaurer un régime démocratique véritable. Quant à la création d'un État palestinien, c'était aux Arabes eux-mêmes, soutint-il, que cela incombait et non aux Israéliens²⁰.

Extrêmement meurtrière – près de 6 000 morts du côté israélien pour une population comptant moins de 750 000 personnes, soit l'équivalent des pertes françaises pendant la Première Guerre mondiale²¹ ; 12 000 à 15 000 morts du côté palestinien –, la guerre de 1948 projeta sur le devant de la scène internationale la question des

réfugiés palestiniens. Six cents mille à 700 000 personnes, soit l'équivalent de toute la population israélienne, étaient parties volontairement ou avaient été expulsées de force par leurs vainqueurs en Jordanie, dans la bande de Gaza, en Égypte, au Liban, en Syrie et dans les émirats du golfe Persique. Une petite minorité de 150 000 personnes, amputée de ses élites et coupée des concentrations palestiniennes de Cisjordanie et de Gaza, continua de vivre à l'intérieur des frontières du nouvel État hébreu, où une quarantaine de points de peuplement juif furent créés, entre juin et novembre 1948, en lieu et place des villages arabes évacués ou abandonnés. Certains furent aussi créés sur des terres ayant appartenu, jusqu'à la guerre, aux templiers allemands et situées le long de la frontière libanaise, en Galilée, au sud du Carmel, dans le secteur de Ramleh-Lydda et le long du corridor de Jérusalem²². Haïfa, Tibériade, Safed, Jaffa, Beersheba, Ashdod (Isdoud), Ashkelon (Majdal) et les quartiers de Mousrara et Bak'a à Jérusalem furent repeuplés de Juifs avant même la fin de la guerre.

Suivant l'exemple de la plupart des pays impliqués dans les guerres du xx^e siècle et doutant de la loyauté des Palestiniens en cas de nouvelle guerre avec les pays arabes, Israël refusa catégoriquement de laisser les réfugiés revenir chez eux. Sous la pression américaine, il finit par accepter le retour de 100 000 Palestiniens seulement, lors de la conférence de Lausanne en 1949, mais à la double condition que les États arabes signent une paix définitive avec l'État hébreu et qu'ils intègrent chez eux les réfugiés restants. La proposition présentée par Moshe Sharett suscita un débat houleux au sein du gouvernement mais ne fut jamais appliquée, à la satisfaction générale des Israéliens, guère enthousiasmés par la perspective d'abriter une « minorité » hostile de plusieurs centaines de milliers de personnes dont la seule présence modifierait le caractère juif de l'État. C'est pourquoi, en 1950, tous les « biens vacants » abandonnés par les Palestiniens furent confiés par décret à un curateur habilité à décider de leur sort.

Dernier épisode de cette longue séquence commencée le 29 novembre 1947 : l'Assemblée générale des Nations unies décréta le 9 décembre 1949 l'internationalisation de Jérusalem et son partage entre deux zones, l'une juive, l'autre arabe, sous l'administration d'un haut-commissaire nommé par l'ONU. La résolution fut rejetée dès le lendemain par Ben Gourion, qui proclama aussitôt Jérusalem partie intégrante et capitale d'Israël et ordonna d'y transférer immédiatement le Parlement. Pris de court, Moshe Sharett, qui se trouvait à New York à la tête de la délégation israélienne, vit dans ce coup de tête du président du Conseil un défi dangereux et une provocation à l'adresse des Nations unies, et des États-Unis en particulier. Deux autres ministres connus pour leurs opinions

pacifistes, le religieux Moshe Shapira et le travailliste Eliezer Kaplan, étaient de son avis. Ils craignaient que l'ONU n'imposât des sanctions économiques et militaires à Israël ou que les Arabes, soutenus par les Soviétiques et le Vatican, obtinssent de nouvelles concessions territoriales de l'État hébreu. Très conscient de la gravité de la situation, Ben Gourion fit adopter sa décision par le gouvernement malgré ces appréhensions et la menace de démission de son ministre des Affaires étrangères :

Nous ne prétendons pas juger les actes de l'ONU, expliqua-t-il devant la Knesset, le tout nouveau Parlement israélien, mais l'organisation internationale n'a pas levé le petit doigt alors que des nations membres entrèrent en guerre ouvertement contre sa résolution du 29 novembre 1947 et s'efforcèrent d'empêcher la création de l'État d'Israël, d'exterminer les Juifs de la Terre sainte et de détruire Jérusalem, la Ville sainte, avec sa population juive. Si nous n'avions pas tenu par nos propres forces devant ceux qui se rebellaient contre la résolution de l'ONU, Jérusalem aurait été effacée de la surface de la Terre, la population juive aurait été massacrée, et l'État d'Israël n'aurait pas été créé. [...] Et c'est pourquoi nous considérons la décision de l'ONU sur Jérusalem comme nulle et non avenue²³.

Plus modéré et plus conciliant que son chef de gouvernement, Sharett ne mit pas à exécution sa menace et garda ses fonctions à la demande de Ben Gourion, qu'il admirait et craignait à la fois. La plupart des ministères furent déplacés à Jérusalem au cours des semaines suivantes, à l'exception de celui des Affaires étrangères, qui n'y serait transféré qu'en 1953...

*1. L'ancien président du Conseil français avait été discrètement consulté, le 9 mai à Paris, par deux dirigeants modérés du Mapaï : Eliezer Kaplan, futur ministre des Finances, et Yossef Sprinzak, futur président de la Knesset. Ils avaient demandé à Blum si Ben Gourion n'allait pas trop vite en besogne en voulant annoncer la création d'Israël, malgré la menace d'invasion arabe : « Ben Gourion a raison, leur aurait-il dit. C'est l'occasion ou jamais de proclamer l'État juif. Ne la ratez pas. » Blum avait donné la même réponse trois mois auparavant à Chaim Weizmann. Voir à ce sujet Pierre Birnbaum, *Léon Blum. Un portrait*, Paris, Seuil, 2016, p. 242-243, ainsi que Dan Soen, *Left, Right. From Dreams of Liberty and Justice to Ultrationalism. The Israel Story* (hébreu), Haïfa, Pardès, 2015, p. 119.

*2. Selon Benny Morris, l'ordre d'expulsion des Arabes de Lydda et Ramleh avait été approuvé tacitement par Ben Gourion (1948. *A History of the*

First Arab-Israeli War [hébreu], Tel-Aviv, Am Oved, 2013, p. 348). Une version des faits contestée par Yoav Gelber (*Independence versus Nakba* [hébreu], Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir Publishing House, 2004, p. 247), mais que Rabin confirme dans l'édition originale de ses mémoires, parue en 1979. Le passage suivant fut effacé par la censure à la sortie du livre : « Nous sommes sortis avec Ben Gourion et Yigal Allon a répété sa question : “Que faire avec les civils ?” Ben Gourion a fait un geste de la main signifiant que nous devions les évacuer. Allon et moi nous sommes consultés. J'étais d'accord sur le fait qu'il fallait faire sortir les habitants des villes. Nous les avons emmenés à pied vers la route de Beit Horon, en pensant que la Légion serait dans l'obligation de s'occuper d'eux » (cité in Henry Laurens, *Le Retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris, Robert Laffont, 1998, p. 681).

*3. Un autre massacre de civils imputé par les Palestiniens à Israël, survenu le 23 mai à Tantoura, village situé à une trentaine de kilomètres au sud de Haïfa, ne fut jamais confirmé par des sources historiques fiables, contrairement aux massacres de Deir Yassin, Lydda et Ramleh qui – malgré quelques divergences – sont documentés par des sources aussi bien arabes qu'israéliennes.

*4. En 1965, Ben Gourion apprit que l'un des auteurs de l'attentat n'était autre que son propre garde du corps, avec lequel il avait noué des relations personnelles très amicales (Michael Bar-Zohar, *Ben Gourion, l'homme derrière la légende* [hébreu], Tel-Aviv, Am Oved, 2013, p. 318).

XIV

Construire un État juif et démocratique

Le 25 janvier 1949, alors que les canons tonnaient toujours sur le front égyptien, Israël élisait son premier parlement, la Knesset, qui tint, le 17 février, sa séance inaugurale à Jérusalem. Le chef de l'État, Chaim Weizmann, y prêta serment le jour même et, le 10 mars, David Ben Gourion présenta devant le Parlement son premier gouvernement de coalition, le Mapaï n'ayant pu obtenir qu'un peu plus d'un tiers des voix, soit 46 sièges seulement sur les 120 que comptait l'assemblée.

Quatre grands blocs groupant chacun plusieurs partis sortirent des urnes : un bloc sioniste-socialiste dominé par le Mapaï et le Mapam fort de 65 sièges ; un bloc religieux avec 16 sièges, distançant légèrement le bloc de la droite nationaliste représenté par le Hérout et ses 14 députés ; et un bloc libéral de 12 sièges, divisé entre progressistes et sionistes généraux. Les listes restantes appartenaient au parti communiste, le **Maki** (4 sièges), et à une formation arabe de Nazareth proche du Mapaï (2 sièges) ainsi qu'à divers groupuscules apolitiques ou ethniques qui n'allaient pas tarder à disparaître du paysage. La campagne avait été particulièrement rude : alors que le Mapam prosoviétique, se prévalant des lauriers du Palmach, dénonçait l'autocratie et le défaitisme de Ben Gourion et accusait le Mapaï de trahir le mouvement ouvrier et de lorgner vers l'Occident capitaliste, Menahem Begin, que Ben Gourion traitait de fasciste, s'attribuait la victoire sur l'Angleterre et menaçait de traduire Ben Gourion en justice pour avoir renoncé à une partie de la terre des ancêtres. Des joutes d'une violence extrême allaient caractériser à l'avenir toutes les campagnes électorales en Israël. Disposé à faire entrer dans sa coalition tous les partis « à l'exception du Hérout et du Maki », Ben Gourion renonça finalement à gouverner avec le Mapam, auquel il préféra les religieux du Mizrahi, qui prit un peu plus tard le nom de **Mafdal** ou Parti national religieux. Une décision qui annonça la fin de l'époque haloutzique des pionniers et le début d'une nouvelle ère

centrée autour de la réalisation des objectifs sociaux du sionisme – en premier lieu, le « rassemblement des Exilés » (ou *Kibboutz Galouyot*) – et de l'édification d'une société tirant ses valeurs autant des Lumières européennes que de la tradition juive et d'une lecture très sélective de la Bible, dont Ben Gourion était particulièrement fêru.

Religion et politique

De fait, à l'instar de la plupart de ses prédécesseurs à la tête du mouvement sioniste, Ben Gourion n'envisagea jamais de séparer la religion de l'État ni, au contraire, de proclamer le judaïsme religion d'État, à l'exemple de l'islam dans la plupart des pays voisins. Cependant, tout en accordant une place éminente au judaïsme dans la culture nationale israélienne, sa vision première était celle d'un État laïque, même si, d'après la boutade féroce du professeur de Jérusalem Yeshayahou Leibovitz, il s'agissait d'un « État laïque de mauvaise réputation religieuse ». Ayant lutté de toutes ses forces pour que Jérusalem, la cité du roi David, fût maintenue à l'intérieur de l'État juif, puis la proclamant, envers et contre tous, capitale d'Israël, ce n'était donc pas le fait du hasard si, dans sa Déclaration d'indépendance du 14 mai 1948, Ben Gourion avait mis en relief le caractère juif du nouvel État tout en proclamant le respect de la liberté de conscience, de culte, d'éducation et de culture ainsi qu'une complète égalité entre ses citoyens, sans distinction de sexe ni de religion. Concrètement, il s'agissait en quelque sorte d'un régime démocratique au service d'un État juif assimilé à la nation et placé au-dessus de toutes les organisations et institutions sectorielles.

Porté aux nues après la guerre, c'est à Tsahal que Ben Gourion envisagea de confier dans l'immédiat la tâche d'inculquer aux jeunes générations, dont les parents étaient venus des quatre coins du monde, le culte de l'État. Un « étatisme » (*mamlakhtiyout*) qui faisait peu de cas de la volonté des différentes communautés religieuses ou ethniques (musulmans, chrétiens, druzes, Juifs orthodoxes de toutes obédiences, etc.) de préserver leur autonomie et leurs spécificités sociales et culturelles¹. Allant au-devant de leurs souhaits, Ben Gourion, qui en 1953 réussissait l'exploit de faire disparaître l'enseignement ouvrier – trop « soviétique » à son goût – de son propre mouvement travailliste, et de créer à sa place un enseignement « national » laïque et général, laissa intact le système scolaire religieux qui continua de fonctionner séparément et de développer, avec l'aide de l'État, ses propres écoles et leurs programmes. Ce modèle d'enseignement privé fut appliqué aux écoles ultraorthodoxes juives et

aux établissements musulmans, chrétiens et druzes.

De fait, Ben Gourion voulait, dès 1947, se rapprocher des milieux religieux et même des ultraorthodoxes, connus pour leur hostilité à l'idée même d'un État juif. C'est pourquoi, aussitôt après la mise en place de son premier gouvernement, il proclama le *shabbat* jour de repos hebdomadaire obligatoire et les fêtes religieuses juives comme des jours fériés durant lesquels les transports publics seraient interdits. Il exempta du service militaire les étudiants des écoles talmudiques, les *yeshivot* ultraorthodoxes, ainsi que les jeunes filles religieuses et imposa les règles alimentaires rituelles de la *kashrout* dans toutes les institutions publiques, à commencer par les cantines scolaires, l'armée, la police et les autres administrations du pays. Cette mesure déboucha quelques années plus tard sur l'interdiction de l'élevage du porc dans les agglomérations juives. Enfin, il abandonna des pans entiers du système judiciaire aux tribunaux religieux, dont les juges étaient rétribués par l'État au même titre que les magistrats des cours civiles. S'appuyant sur la tradition héritée du système ottoman des millets (ou communautés ethno-religieuses) et maintenue par le Mandat britannique, les tribunaux religieux eurent compétence sur tout ce qui concernait les mariages et les divorces, régis exclusivement par la loi religieuse, *halakha* juive ou *shari'a* musulmane.

De façon encore plus significative, dans l'ambiance euphorique des premiers jours la Knesset promulgua en grande pompe, le 5 juillet 1950, la loi du Retour, stipulant que « tout Juif a le droit d'immigrer en Israël » et d'y obtenir, à son arrivée, la nationalité israélienne. Un texte qui avait certes son pareil en Allemagne fédérale, en Pologne et en Arménie, mais qui transformait néanmoins de façon radicale la vision haloutzique de l'immigration qui, de '*Aliya* (ou « ascension ») sélective nécessitant une longue préparation politique et idéologique, devenait, au nom du rêve messianique du « rassemblement des Exilés », un phénomène massif de transfert de populations, de la Diaspora vers la « Terre d'Israël ».

Toutefois, il fallait encore définir ce que la loi du Retour entendait par « Juif », la Knesset laissant ouverte cette question pour ne pas s'attirer les foudres des partis religieux qui pensaient que seuls les immigrants répondant aux critères traditionnels de la *halakha* – suivant lesquels n'est considéré comme juif que celui dont la mère est juive – pouvaient bénéficier de la loi du Retour. Le débat prit rapidement un tour concret en 1958, lorsque Oswald Rufeisen (Juif converti au catholicisme, né en Pologne, de père et de mère juifs) demanda à obtenir la nationalité israélienne en tant que Juif de nationalité et non de religion. Devenu moine carmélite sous le nom de frère Daniel, il était considéré avec beaucoup de sympathie pour avoir sauvé beaucoup de Juifs durant la Seconde Guerre mondiale. Mais les

services d'état civil rejetèrent sa demande en alléguant de sa conversion et lui suggérèrent, en échange, d'acquérir la nationalité israélienne, en tant que résident, par voie de naturalisation. Le cas de frère Daniel était suffisamment emblématique pour que Ben Gourion demandât leur opinion sur la question « Qui est juif ? » à une cinquantaine d'intellectuels juifs de la Diaspora et d'Israël. Religieux pour la plupart, ils se prononcèrent à une très large majorité en faveur de la définition orthodoxe selon laquelle ne pouvaient être considérées comme juives que les personnes nées de mère juive ou converties au judaïsme et qui n'appartenaient pas à une autre religion. Cet avis allait dans le sens de la décision de la Cour suprême qui débouterait, en 1962, le frère Daniel : rempart inexpugnable de l'état de droit israélien, la Cour ferait valoir qu'en se convertissant, ce dernier s'était exclu lui-même du peuple juif et, par conséquent, n'était plus juif au sens national du terme voulu par la loi du Retour². En 1968, le problème rebondirait avec l'affaire Shalit, du nom d'un officier de marine marié, à l'étranger, à une non-Juive et qui désirait, au retour de la famille en Israël, que ses enfants fussent enregistrés comme Juifs. Devant le refus des fonctionnaires de l'état civil, l'officier porterait l'affaire devant la Cour suprême, qui lui donnerait raison : la loi régissant l'enregistrement des habitants étant une loi civile, le qualificatif « juif » ne devait pas être interprété dans un sens religieux exclusivement, l'administration n'ayant d'autre alternative que de s'en tenir aux seules déclarations faites « de bonne foi » par les intéressés³.

Embarrassés par cet arrêt de la plus haute instance juridique du pays, les religieux répliqueraient en exigeant que la Knesset amendât la loi du Retour de manière à éliminer tous les effets « pervers » de l'arrêt Shalit sur la définition de l'identité juive. Le gouvernement accepterait, et une nouvelle loi serait adoptée le 10 mars 1970 : le nouveau texte ne permettrait certes pas d'enregistrer comme juifs des enfants nés de mères non juives mais, en même temps, il ferait bénéficier de la citoyenneté israélienne les épouses non juives et les enfants nés de mariages mixtes. Par voie de conséquence, il reconnaîtrait implicitement la conversion au judaïsme faite à l'étranger par des instances non orthodoxes. Cela se ferait au grand mécontentement des partis religieux, qui allaient ferrailler en vain au cours des années suivantes pour que les mots « selon la *halakha* » fussent ajoutés à l'amendement en question. C'est ainsi que, par le plus grand des paradoxes, en voulant rendre la loi du Retour plus stricte, le texte du 10 mars faciliterait l'entrée en Israël et l'octroi de la nationalité israélienne, au cours des années 1970-1990, à des centaines de milliers de Juifs soviétiques qui ne remplissaient aucun des critères religieux de l'identité juive.

Simple oubli ou manœuvre politique, Ben Gourion avait omis de

nommer un ministre de l'Éducation dans son premier gouvernement. Sans se démonter, il expliqua à la délégation d'écrivains venus se plaindre d'une telle lacune que, tout compte fait, Tsahal pourrait parfaitement tenir lieu de ministère de l'Éducation et de la Culture : « 100 000 Juifs se battent à l'heure actuelle pour la liberté de leur nation. N'est-ce pas là une œuvre humaine grandiose ? Ce sera, en tout cas, une source d'inspiration intarissable pour les générations futures d'écrivains, de poètes et d'artistes », leur expliqua-t-il. En fait, très conscient de l'importance de l'enjeu politique que représentait l'éducation nationale, il avait voulu épargner au jeune État un sujet de discorde supplémentaire entre les différents courants idéologiques et culturels qui divisaient la population. Mais lorsqu'en mars 1949 il décida finalement de corriger cette anomalie, son choix se porta sur un dirigeant travailliste de second rang, Zalman Shazar (1889-1974), qui était connu surtout pour ses amitiés dans le monde religieux. Lui-même étonné de se voir attribuer une charge aussi lourde, Shazar quitterait sans regret son poste en octobre 1950, après avoir promulgué la première loi organique sur l'éducation rendant obligatoire et gratuite l'instruction maternelle et primaire pour tous les enfants – juifs, arabes et druzes – âgés de cinq à quatorze ans. Son successeur, le professeur Ben-Zion Dinour, rêvait de devenir le Michelet de l'histoire nationale du peuple juif et le Lavisse des manuels scolaires de l'État juif. Il ne serait ni l'un ni l'autre, mais institutionnaliserait la division de l'enseignement public en trois secteurs : laïque, national religieux et ultraorthodoxe. Il tenterait aussi de mettre en musique l'« étatisme » ben-gourionien en imaginant une série de cérémonies publiques visant à créer un « style de vie » israélien dans lequel se retrouveraient toutes les composantes de la population juive : il encouragerait ainsi l'écrivain Aharon Megged à rédiger, dans le style de la *Haggada de Pessah* lue dans tous les foyers la veille de la Pâque juive et relatant la sortie d'Égypte, une « *Haggada de la fête de l'Indépendance* », racontant avec les mêmes mots et les mêmes tournures de phrase les péripéties de l'épopée sioniste jusqu'à la guerre de 1948. Dans le même esprit que dans la Pâque juive, les familles devraient se réunir autour d'un repas de fête et marquer le début du dîner par un allumage de bougies. Dinour voudrait aussi « israélieniser » la célébration du *shabbat* en proposant des « *oneg shabbat* » mélangeant lectures de textes religieux, divertissements musicaux et débats culturels. Aucune de ces initiatives ne tiendrait véritablement la route et toutes disparaîtraient immédiatement après son départ du ministère en 1955. Il laisserait néanmoins une trace indélébile dans la vie du pays grâce à sa campagne très réussie d'alphabétisation des nouveaux immigrants à laquelle prendraient part, aux côtés du corps enseignant, l'armée, les municipalités, les

mouvements de jeunesse, les syndicats et l'ensemble des médias⁴.

De proche en proche, le rapport entre religion et politique allait devenir un sujet crucial dans la vie publique israélienne, les députés et ministres laïques ne cessant d'accuser les religieux de « coercition religieuse », et ces derniers passant leur temps à fustiger leurs collègues laïques à la Knesset pour leur non-respect du *statu quo* en matière religieuse. Néanmoins, en raison du mode de scrutin proportionnel, adopté depuis 1949, et du morcellement de la représentation nationale qui en découlait, le Mapai ne pouvait former à lui seul un gouvernement sans le soutien – très commode, il faut bien le dire – des partis religieux qui le laissaient faire sur le plan politique et militaire et n'intervenaient que dans un seul domaine : la question religieuse. Cela laissait entre les mains de ces derniers, dont l'électorat entre 1949 et 1973 ne dépasserait jamais le seuil des 16 % des voix, un pouvoir de pression ou de chantage incroyable, celui de faire tomber à n'importe quel moment le gouvernement aussi longtemps que le Mapai n'avait pas d'autre allié. Cela posé, la modernisation à pas de course de la société israélienne allait finir néanmoins par avoir raison de la position de force acquise par les partis religieux. Ainsi, lorsqu'en 1968 serait mise en service la télévision publique israélienne, les partis religieux voudraient en interdire les émissions le jour du *shabbat*. Le gouvernement leur donnerait raison mais, à la suite d'un recours d'usagers, la Cour suprême invaliderait la décision gouvernementale. Et, dès lors, outre la télévision, de nombreux lieux de loisir resteraient ouverts le samedi et les jours fériés dans la plupart des grandes villes du pays, y compris Jérusalem.

Une démocratie sans Constitution

Bien qu'annoncée solennellement dans la Déclaration d'indépendance, Israël n'adopta jamais de Constitution écrite à l'exemple de la plupart des démocraties occidentales auxquelles il voulait ressembler. Une Assemblée constituante devait être élue le 1^{er} octobre 1948 et une Constitution adoptée un an plus tard, mais, la guerre ayant empêché la tenue à temps des élections, les prérogatives constitutionnelles de cette assemblée furent dévolues à la première Knesset, sortie des urnes le 25 janvier 1949. Comme prévu, elle inscrivit le débat constitutionnel à son ordre du jour et les premières discussions y débutèrent en février 1950. Assez rapidement cependant, il s'avéra que ni Ben Gourion, ni la plupart des députés du Mapaï, ni même l'ensemble des députés religieux ne voulaient d'une Constitution écrite. Les arguments de Ben Gourion furent multiples, le premier consistant à opposer l'Angleterre, pays sans texte constitutionnel où règne un régime démocratique exemplaire de liberté et de respect des droits de l'homme, à l'Union soviétique, où l'existence d'une Constitution parmi les plus démocratiques du monde n'empêchait pas Staline d'exercer un régime totalitaire liberticide et sanguinaire. En outre, Israël était un pays d'immigration se préparant à accueillir des centaines de milliers de nouveaux citoyens. Dès lors, la première Knesset devait faire preuve de patience et ne pas se hâter de lier les générations futures par un texte rédigé par des députés représentant une infime partie seulement du peuple juif^{*1} :

Dans l'immédiat, expliqua-t-il, la Knesset devrait garantir la liberté du citoyen et celle de la nation qui n'ont guère besoin d'un texte constitutionnel écrit pour s'exercer, mais uniquement de lois établissant les droits et les devoirs du citoyen, du soldat, du fonctionnaire, du ministre, du législateur, du juge et du policier. Seul un État ne souffrant ni de l'arbitraire des ministres, des gouverneurs et des représentants du peuple ni de celui des employés de l'administration, des personnages influents ou des dirigeants du peuple, peut garantir la liberté de chaque individu et de la

nation entière. Un État où personne n'est au-dessus de la loi : c'est la meilleure assurance et non la plus complète et la plus progressiste des chartes de liberté. Il ne saurait y avoir de démocratie sans règne du droit⁵.

De plus, sans le déclarer ouvertement, Ben Gourion ne voulait pas d'un texte constitutionnel à l'aune duquel serait examinée la constitutionnalité de toutes les lois passées ou à venir. Cela revenait, selon lui, à conférer à la Cour suprême le dernier mot, et non au Parlement, qui verrait ainsi censurée par un tribunal une bonne partie de ses textes à contenu « religieux », telle la loi sur les mariages et les divorces adoptée par le Parlement et que toute institution juridique inspirée des valeurs occidentales sur l'égalité des sexes et les libertés individuelles serait à même de détruire sans difficulté⁶. À ces arguments de principe, Ben Gourion en ajouta un quatrième, historique : contrairement aux États-Unis et à la France à la fin du XVIII^e siècle, la naissance d'Israël ne fut pas précédée d'un événement fondateur comme la Révolution américaine ou la Révolution française, nécessitant la rédaction d'une Constitution consacrant la dissolution de l'Ancien Régime et l'édification sur ses décombres d'un nouveau régime. Israël ne connut pas de rupture de ce type, et ses institutions actuelles ne naquirent pas *ex nihilo* mais s'inspiraient des mêmes organismes représentatifs créés par le *Yishouv* durant le mandat britannique. La guerre d'indépendance ne fut donc pas une rupture, sauf sur un point précis : le statut spécial dans lequel furent confinés à partir de 1948 les citoyens arabes qui, jusqu'au milieu des années 1960, ne jouiraient pas des mêmes droits civiques que la population juive. Ben Gourion en convint : cette anomalie était contraire aux droits de l'homme et à l'esprit démocratique. Nécessité faisant loi, il admettait que c'était une situation imposée par des besoins de sécurité.

Cela étant, en s'opposant ainsi à la promulgation d'une Constitution écrite, le Premier ministre et son parti se trouvaient du même côté que les religieux, pour lesquels il ne saurait y avoir d'autre charte que la Torah : comportant nécessairement des clauses concernant la constitutionnalité des lois, le danger serait grand de voir des textes de loi à contenu religieux censurés, au nom de la Constitution, par la Cour suprême ou tout autre organe judiciaire ou administratif⁷. Ne voulant guère s'aliéner les religieux qui constituaient une pièce maîtresse dans sa coalition, Ben Gourion, disaient ses critiques, aurait pour cette raison également renoncé à la Constitution. C'est probable, mais le refus de Ben Gourion n'était pas que pragmatique ou politicien : il pensait le plus sincèrement du monde que la jeune démocratie israélienne ne pouvait se permettre le

luxu de se déchirer sur des questions culturelles et identitaires ni de s'épuiser dans des luttes sans fin avec les religieux pour les contraindre à adapter leurs valeurs et leur comportement à l'air du temps.

Le résultat de ces débats fut que la Knesset, au lieu de préparer un texte constitutionnel unique, décida de rédiger des lois fondamentales séparées sur différents sujets qui, à une date indéterminée, seraient réunies pour former la Constitution. Une douzaine de lois furent ainsi promulguées à partir de 1958, certaines protégées par la nécessité d'obtenir plus de 61 voix pour tout amendement. À l'exemple de la loi sur la Knesset qui fut adoptée en 1958, dont l'article 4 stipule que les élections législatives sont « générales, nationales, directes, égales, secrètes et proportionnelles ». La Knesset est élue pour quatre ans ; tout Israélien résidant dans le pays peut participer au scrutin à partir de dix-huit ans. Afin de limiter le morcellement de la représentation, un seuil électoral variant selon les législatures fut porté à 1 % en 1949. Chaque parti présente donc sa liste de candidats, les premières places étant naturellement les plus intéressantes. Ayant à sa tête un président qui est le deuxième personnage de l'État, la Knesset dispose par le truchement de ses commissions de moyens efficaces de contrôle de l'action du gouvernement. Elle est la seule habilitée à se dissoudre avant le terme normal des quatre ans.

Premier personnage du pays, le président de l'État a des fonctions symboliques. Il a juste le droit de « sortir son mouchoir de la poche », avait dit de lui-même Chaim Weizmann après avoir accepté la proposition de Ben Gourion de remplir cette fonction jusqu'à sa mort en 1952. Albert Einstein serait approché pour lui succéder, mais, devant le refus du célèbre savant, Ben Gourion se tournerait vers son vieux compagnon Itzhak Ben-Zvi, qui occuperait cette fonction jusqu'à sa mort en 1963. Ayant consacré les dernières années de sa vie à des recherches sur les communautés juives d'Orient, il serait le premier président à résider à Jérusalem, proclamée le 9 décembre 1949 par Ben Gourion « capitale éternelle » d'Israël. Il aurait pour successeur Zalman Shazar, qui serait président jusqu'à la veille de la guerre du Kippour en 1973.

À côté de la Knesset, du gouvernement et de la présidence de l'État, la Cour suprême, qui est à la fois cour d'appel de dernière instance et Haute Cour de justice, est l'institution la plus respectée et la plus influente du pays en tant que gardienne des droits du citoyen face à l'État⁸. Elle comprend quatorze juges qui jouissent de l'inamovibilité et sont choisis par une commission comprenant deux ministres, dont celui de la Justice, deux députés, le président en exercice de la Cour et deux de ses pairs ainsi que deux représentants

de l'ordre des avocats. Dès les premières années de l'État, elle joua un rôle primordial en matière de droits de l'homme et de liberté d'expression, en invoquant notamment la Déclaration d'indépendance. C'est à ce même texte qu'elle se référerait en 1965 pour rejeter le recours de la liste électorale Al-Ard, qui serait interdite de participer au scrutin parce que sa plate-forme électorale stipulait le remplacement de l'État d'Israël par un État palestinien. La Cour considérerait qu'aux termes de la Déclaration d'indépendance, Israël était un État juif, et qu'à ce titre il avait le droit de se protéger en interdisant à cette organisation, qui désirait sa disparition en tant que tel, de participer aux élections⁹. Douze ans auparavant, la Cour aurait invoqué la Déclaration d'indépendance pour censurer la décision du ministre de l'Intérieur de suspendre la parution des deux journaux communistes *Kol Haam* (« La Voix du peuple », en hébreu) et *Al-Ittihad* (« L'Union », en arabe) pour avoir publié une fausse nouvelle sur une prétendue décision israélienne d'envoyer 100 000 soldats en Corée. Selon la Cour, tel que défini par son « acte de naissance », Israël est un État démocratique et, en tant que tel, la liberté d'expression devrait y être placée au niveau le plus élevé et s'exercer en toute circonstance, sauf quand elle met en danger l'ordre public. Ce qui n'était pas le cas dans l'affaire en question¹⁰.

Héritière de tensions idéologiques datant parfois de l'époque du Mandat, la vie politique d'Israël fut particulièrement agitée au cours de l'époque examinée : qu'il s'agisse des relations entre la religion et l'État, des rapports entre la majorité juive et la minorité arabe, des questions sociales nées de l'arrivée de centaines de milliers d'immigrants originaires des pays musulmans ou encore des choix diplomatiques du pays, de son alignement sur le monde occidental depuis 1950, tous ces sujets et plusieurs autres encore mirent à rude épreuve les institutions politiques israéliennes.

Les réparations allemandes

La première question politique qui fit planer la menace d'une guerre civile fut celle des réparations allemandes, à la suite de l'accord conclu, le 10 septembre 1952, entre le chancelier Konrad Adenauer et le ministre israélien des Affaires étrangères, Moshe Sharett, à Luxembourg. Les négociations avaient commencé quelques mois plus tôt, immédiatement après le discours du chancelier qui avait reconnu devant son Parlement la responsabilité de l'Allemagne dans les crimes effroyables perpétrés à l'encontre du peuple juif et le devoir incombant à son pays de les réparer « moralement et matériellement¹¹ ».

Israël était en pleine crise économique et ni l'aide américaine, qui était de plus en plus assujettie à des considérations politiques rigoureuses, ni l'appui philanthropique des Juifs de la Diaspora ne suffisaient à couvrir ses immenses besoins face à l'afflux d'immigrants en provenance d'Europe de l'Est et des pays musulmans. L'opinion publique était hostile à tout dialogue avec l'Allemagne, mais, devant le refus des puissances occidentales de représenter l'État hébreu sur la question des réparations auprès de Bonn, ses dirigeants avaient à choisir entre laisser les biens des Juifs spoliés aux mains des Allemands ou entamer des négociations directes avec les autorités de Bonn pour sauver ce qui pouvait l'être encore au bénéfice des survivants de la Shoah.

Les entretiens officiels débutèrent le 21 mars 1952 à La Haye et, trois mois plus tard, les Allemands présentèrent une offre concrète consistant dans le paiement par la République fédérale, en douze ans, de 3 milliards de marks en marchandises, équipements et matières premières, en plus du versement d'une pension à vie aux victimes du nazisme. Les Israéliens, de leur côté, soulignèrent d'emblée que cet arrangement ne constituait en aucune façon le « prix du sang » payé par l'Allemagne pour les crimes nazis, mais une indemnité globale couvrant les frais d'installation dans l'État hébreu des survivants du Troisième Reich. Tous les députés du Bundestag, à l'exception des communistes et des néonazis, votèrent l'accord qui serait ratifié, le 27 mars 1953, au secrétariat général des Nations unies, à New York.

Contrairement à l'opinion publique allemande qui fit montre d'une grande indifférence tout en se disant majoritairement contre le versement de réparations à Israël, l'affaire suscita des débats très passionnés dans le monde juif et en Israël où, dès la fin des discussions préliminaires, la Knesset fut appelée, en janvier 1952, à approuver l'ouverture de négociations officielles. Cela donna lieu à de violentes manifestations dans tout le pays. Plusieurs dirigeants du parti au pouvoir comme Golda Meir, Yossef Sprintzak et Dov Yossef, ainsi que les députés du parti communiste, du Mapam et des sionistes généraux, s'opposèrent à la poursuite des négociations, mais la campagne la plus virulente fut menée par le Hérout et son chef Menahem Begin qui, le 7 janvier 1952, voulut forcer l'accès de la Knesset à la tête d'une foule de 5 000 manifestants en fureur. Un air de « putsch » flottait dans l'air. Il fallut l'intervention de l'armée, aux côtés de la police, pour empêcher les manifestants, harangués et chauffés à bloc par Begin, de pénétrer dans l'enceinte du bâtiment où se déroulait, en présence de Ben Gourion, le débat sur l'ouverture des négociations. Dans la bagarre, des centaines de personnes furent blessées. Begin lui-même fut sanctionné et écarté pendant quinze mois de la Knesset. Mais, alors qu'il avait perdu près de la moitié de ses députés lors des élections de 1951, il les récupérerait aux élections suivantes de 1955, grâce au débat sur les réparations allemandes qui l'avait renforcé dans son rôle de chef de l'opposition.

Le jour de la signature de l'accord, plusieurs journaux israéliens parurent avec une bordure de deuil, et la question défraya la chronique pendant quelque temps encore. Mais, au fil des ans, les esprits évoluèrent : le 14 mars 1960, ce fut la rencontre historique à l'hôtel Waldorf Astoria, à New York, de David Ben Gourion avec Konrad Adenauer, qui promit de poursuivre son aide à Israël après l'expiration de l'accord sur les réparations. Cette entrevue et l'engagement pris aboutiraient en 1965 à l'établissement de rapports diplomatiques entre Israël et l'Allemagne, malgré les menaces arabes à l'encontre de Bonn.

L'affaire Lavon

Israël vivait alors les derniers soubresauts d'un psychodrame aux facettes multiples : l'affaire Lavon, qui allait marquer durablement le paysage politique de l'État hébreu. Tout commença par un scandale politico-militaire, longtemps resté secret, et dont les origines remontaient à 1954, quand la Grande-Bretagne annonça le retrait de ses troupes de la zone du canal de Suez. C'était une concession de taille faite au nouveau régime égyptien que dirigeait le colonel Nasser, annonçant une amélioration prévisible des relations entre la Grande-Bretagne et l'Égypte. Cela inquiéta au plus haut point les autorités israéliennes. C'est alors que le chef du Renseignement militaire (**Aman**), Benjamin Gibli, conçut l'idée, de concert avec son ministre de la Défense Pinhas Lavon, de saboter l'idylle en vue en fomentant des attentats contre des établissements occidentaux qui devaient être attribués à des nationalistes égyptiens. Entre le 2 et le 23 juillet 1954, des bombes explosèrent effectivement, mais sans faire de victimes, devant un bureau de poste et la bibliothèque américaine à Alexandrie ainsi que devant la bibliothèque américaine et un théâtre britannique au Caire. Elles avaient été posées par de jeunes Juifs égyptiens appartenant à un réseau d'espionnage constitué par des agents venus d'Israël. Les services égyptiens démasquèrent rapidement les onze membres du réseau après l'arrestation de l'un d'eux, dont la bombe qu'il transportait lui explosa dans la poche. Deux membres du réseau furent condamnés à mort et pendus, un troisième mourut sous la torture, un quatrième se suicida et les autres se virent infliger de lourdes peines de prison. Le chef du réseau, Avery Elad, un homme peu recommandable qui, selon toute vraisemblance, avait été retourné par les Égyptiens, parvint à s'enfuir en Israël, où il fut arrêté puis condamné en 1959 à dix ans de prison pour avoir tenté de vendre des informations militaires à l'Égypte.

Cette « sale affaire » (*Eseq bish*, en hébreu) politico-militaire mit dans l'embarras le Premier ministre de l'époque, Moshe Sharett, qui avait succédé en 1953 à Ben Gourion, parti se « ressourcer » dans son *kibboutz* de Sdé Boker, dans le Néguev. Sharett était d'autant plus désespéré que le chef des Renseignements militaires, Benjamin Gibli,

se défaussa complètement du scandale sur le ministre de la Défense, Pinhas Lavon, qui selon lui aurait donné l'ordre de déclencher l'opération, ce que le ministre démentit vigoureusement, affirmant que toute l'opération avait été décidée et déclenchée par le seul Benjamin Gibli. Cette accusation ne fut guère relayée par le chef d'état-major, Moshe Dayan, ni par le directeur général du ministère, Shimon Peres : deux « jeunes loups » du Mapaï qui méprisaient Lavon et tenaient informé de ses faits et gestes Ben Gourion, qui ne pensait pas non plus que Lavon fût le meilleur candidat pour le remplacer à la tête du ministère qu'il avait lui-même dirigé depuis la création de l'État.

Craignant de s'attirer les foudres du reclus de Sdé Boker dont il connaissait les relations étroites avec Dayan et Peres, Sharett, au lieu de trancher lui-même qui de Lavon ou de Gibli disait vrai, s'en remit à une commission d'enquête secrète composée du juge de la Cour suprême Itzhak Ulshan et de l'ancien chef d'état-major Ya'acov Dori, qui, après examen des témoignages contradictoires qui leur avaient été soumis, se séparèrent sans conclusion. Ulcéré, le ministre demanda aussitôt la tête de son directeur général, Shimon Peres, qui avait témoigné contre lui devant la commission. Sharett refusa et, après consultation avec son prédécesseur, accepta sans hésiter la démission de Lavon et nomma à sa place Ben Gourion lui-même, qui reprit en février 1955 les rênes de la Défense. Le retour du « Messie de Sdé Boker », comme l'appelait le leader du Mapam, Meir Ya'ari, fut imposé à Sharett par les caciques du Mapaï. Mal à l'aise, Sharett, qui était d'un tempérament peu combatif, finit par abandonner, cinq mois plus tard, la présidence du Conseil à Ben Gourion, à l'issue des élections législatives de juillet 1955. Il reprit ses fonctions aux Affaires étrangères mais, s'opposant de plus en plus aux options militaristes de Ben Gourion qui ôta à son ministère la direction des achats d'armements, Sharett fut contraint de quitter le gouvernement en juin 1956. Il céda sa place à Golda Meir, pendant que Ben Gourion, Dayan et Peres achevaient les derniers préparatifs de la campagne du Sinaï, comme nous le verrons plus en détail dans les pages suivantes.

Au faite de sa gloire, après une nouvelle guerre victorieuse en 1956 contre l'Égypte puis une réélection en 1959 suivie par la capture retentissante en 1960 d'Eichmann et deux voyages réussis, la même année, à Washington et Paris, Ben Gourion donnait néanmoins l'impression d'être de moins en moins à l'écoute de son parti. Aux dirigeants du Mapaï et de la Histadrout issus de la deuxième et troisième 'Aliya et blanchis sous le harnais syndical et haloutzique, il préférait visiblement la « jeune garde » représentée par Shimon Peres et Moshe Dayan et à laquelle il pardonnait le carriérisme et le mépris de toute idéologie. À Dayan, dont le rôle dans l'affaire d'espionnage égyptienne ne fut jamais éclairci jusqu'au bout, il pardonna aussi les

frasques conjugales qui défrayaient régulièrement la chronique. Il voulait les promouvoir rapidement, ainsi que Yigaël Yadin, qu'il admirait depuis la guerre d'indépendance, mais qui refusa ses avances, tout comme Abba Eban – son brillant ambassadeur à l'ONU, qui resta finalement à l'écart des querelles de générations qui minaient le parti. Ce que la vieille garde du Mapaï représentée par Levi Eshkol, Golda Meir, Pinchas Sapir et Zalman Aran n'oublia et ne pardonna jamais à Peres et Dayan, et surtout au premier.

C'est dans ce contexte qu'en octobre 1960 l'affaire Lavon connut un nouveau rebondissement, après qu'il fut révélé que la commission Ulshan-Dori avait été alimentée de faux documents fournis par Avery Elad qui l'avaient induite en erreur et empêchée de désigner le responsable de la « sale opération ». Lavon s'adressa dès lors à Ben Gourion, lui demandant de le réhabiliter publiquement et de mettre de l'ordre au sein de l'état-major de Tsahal qui, à son avis, ne devait pas être au-dessus des lois. Ben Gourion lui ayant répondu que la justice et elle seule pouvait le blanchir complètement, Lavon porta l'affaire devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset qui était composée de députés de la coalition et de l'opposition. L'ancien ministre y dévoila en détail, pour la première fois en public, le déroulement des attentats du Caire et d'Alexandrie qui lui avaient valu de quitter le gouvernement et évoqua également les coups bas dont il était victime de la part de Peres et de son entourage. À la fin du débat, la commission parlementaire ainsi que la plupart des grands journaux donnèrent raison à Lavon et critiquèrent l'entêtement de Ben Gourion, qui ne sortit pas grandi de tout ce déballage. De plus en plus dénigré dans son propre camp et même au sein du gouvernement, le président du Conseil annonça qu'il ne siégerait plus dans le même parti que Lavon tant qu'une instance juridique n'aurait pas examiné tous les aspects de l'affaire.

Au cours des mois suivants, l'attitude de Ben Gourion et son acharnement contre Lavon finirent par agacer l'opinion, tandis que de nombreux intellectuels, écrivains et universitaires parmi lesquels Martin Buber, s'organisèrent spontanément pour apporter leur soutien à l'ancien ministre et dénoncer les méthodes autocratiques de Ben Gourion. Celui-ci menaça de démissionner dès après les élections prévues en août 1961 mais, désireux de calmer le jeu, le comité central du Mapaï exclut Lavon de ses rangs et lui enleva la direction de la Histadrout qu'il occupait depuis son départ du ministère de la Défense. Cela ne suffit pas à Ben Gourion qui, de retour à la présidence du Conseil, continua de réclamer à cor et à cri la constitution d'une commission d'enquête juridique. Au nom de la séparation des pouvoirs, faisait-il valoir, seule la justice, et non l'exécutif, était habilitée à examiner le fond du problème.

Plus que jamais la cible des critiques de l'opposition et de la plupart des grands journaux de gauche comme de droite, le « Vieux » finit par démissionner, le 26 juin 1963, de toutes ses fonctions et partit s'enfermer dans son *kibboutz* de Sdé Boker pour y rédiger, expliqua-t-il, une histoire de la création d'Israël à l'intention de la jeunesse, ouvrage qui ne vit jamais le jour. Blessé dans son amour-propre et rattrapé par l'âge – il avait soixante-dix-sept ans le jour de son départ du gouvernement –, Ben Gourion resta accroché à ses positions et n'eut de cesse, au cours des mois suivants, de harceler son successeur Levi Eshkol. Dès son entrée en fonctions, celui-ci prit des décisions qui lui déplurent énormément, telles que le transfert des cendres de Ze'ev Jabotinsky en Israël et l'organisation du défilé militaire du 28^e anniversaire de l'État non pas à Jérusalem mais à Beersheba. En butte à des attaques personnelles de plus en plus violentes – comme celle du ministre Yigal Allon qui alla jusqu'à demander de le traduire en justice pour utilisation et divulgation à des fins politiques de documents classés –, Ben Gourion livra un dernier baroud d'honneur devant le congrès du Mapai réuni en février 1965 à Tel-Aviv. Le premier orateur qui y prit la parole fut Moshe Sharett qui, rongé par la maladie et ne tenant plus debout, arriva dans un fauteuil roulant pour régler ses comptes avec son vieil adversaire qui avait désormais contre lui tout l'appareil du parti. Visiblement surpris, le Vieux Lion ne s'attendait pas au flot d'invectives proférées à son encontre par l'ancien président du Conseil. Il fut ensuite particulièrement ulcéré par le discours de Golda Meir qu'il avait toujours appréciée, plus encore que par celui de Levi Eshkol dont il n'avait jamais été un grand admirateur : « Je ne sais pas ce que le peuple désire, mais je sais ce qui est désirable pour le peuple. » Cette réponse de Ben Gourion pour expliquer son obstination à faire appel à la justice pour régler l'affaire Lavon lui valut les sarcasmes du congrès et fut pain bénit pour ses détracteurs, qui y virent une preuve supplémentaire de son autocratie.

Comme prévu, le congrès du Mapai ne donna pas raison à Ben Gourion qui, par dépit, incita ses partisans Shimon Peres, Moshe Dayan, Teddy Kollek, Yossef Almogui et Itzhak Navon à quitter le Mapai et à créer un nouveau parti, le **Rafi** (ou « Liste des travailleurs d'Israël »). Cela lui valut d'être exclu, le 2 novembre 1965, du Mapai qu'il avait lui-même fondé en 1930. Cette déchéance fut suivie quelques mois plus tard de l'échec de son nouveau parti aux élections législatives de décembre 1965 : une dizaine de sièges seulement contre 45 pour le Mapai qui, comble de l'humiliation, fit un score plus élevé que celui aux élections de 1961 quand Ben Gourion était encore à sa tête. Ce fut un affront et un triste épilogue pour la carrière hors du commun d'un personnage au destin prodigieux que son biographe

Michael Bar-Zohar compara à la fois à Moïse, qui sortit les enfants d'Israël d'Égypte, et à Josué, qui conquiert la Terre promise, ainsi qu'à David, qui édifie le royaume d'Israël¹².

Le départ de Ben Gourion

En dépit de leur gravité, aucun des scandales qui agitèrent la vie politique israélienne depuis 1948, pas même le départ de Ben Gourion, ne fit sérieusement trembler les fondations du système qui régissait le pays depuis l'indépendance. Cela s'explique, en premier lieu, par l'omnipotence des partis, et plus particulièrement du Mapai, qui fit preuve d'une longévité et d'une continuité remarquables malgré le passage du *Yishouv* à l'État, les rebondissements interminables de l'affaire Lavon et les vagues successives d'immigrants qui, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, changèrent de fond en comble la physionomie de la société israélienne. Rattaché à la puissante Histadrout qui avait un monopole quasi absolu sur l'économie du pays et détenant les leviers de commande de la plupart des ministères, l'ancien parti de Ben Gourion était parvenu à fidéliser assez facilement les catégories sociales émergentes et les nouveaux immigrants, auxquels il promettait travail, logement, instruction et soins médicaux par le truchement des agences d'emploi, sociétés de construction, caisses maladie et institutions scolaires que le parti et la centrale syndicale avaient en main depuis le Mandat. Grâce à ces services et beaucoup moins à l'attrait de son idéologie dont il ne restait plus que quelques bribes, le Mapai put recruter parmi les nouveaux immigrants ainsi que dans la minorité arabe, des leaders locaux suffisamment introduits dans leurs milieux pour lui servir d'intermédiaires auprès de leurs communautés. De celles-ci il n'attendait rien d'autre que de lui permettre, grâce à leurs voix, de continuer de gouverner le pays, tant sur le plan national que sur le plan municipal ou syndical. De temps à autre, il arriva que quelques-uns parmi ces pourvoyeurs de voix ethniques fussent élevés à des fonctions de maires de villes de développement comme Beersheba ou Ashdod ; d'autres, plus méritants encore, purent de la même façon accéder à des fonctions syndicales d'importance moyenne. Mais les échelons supérieurs de la hiérarchie du parti et son comité central leur restèrent souvent fermés. En effet, rares étaient, depuis 1948, les « visages nouveaux » dans cette chasse gardée de vieux militants de la deuxième et de la troisième 'Aliya ou de politiciens originaires des

kibboutzim et des *moshavim* d'avant guerre. Faisant montre d'un conservatisme de bon aloi, les dirigeants du Mapaï ne prirent pas suffisamment la mesure des transformations de la société israélienne ni ne donnèrent suite aux accusations de corruption qui fusaient de toutes parts à l'encontre du parti et auxquelles le journal à sensation *Ha'olam Hazé* accordait régulièrement une large place dans chacune de ses livraisons hebdomadaires. Sûr de sa gloire passée et de l'assimilation du parti à l'État, le Mapaï rata l'occasion de se renouveler en ouvrant plus largement ses portes aux nouvelles élites issues de l'immigration, de l'armée, de la fonction publique et de l'université.

Le Rafi, créé par Ben Gourion et ses « jeunes » partisans, voulut éviter de commettre la même erreur en se présentant comme le parti du renouveau, et comme un parti plus « israélien » que le Mapaï. Il réunissait, en effet, beaucoup de sabras ainsi que des militants « orientaux » originaires des grandes villes ou issus de l'immigration, des officiers de réserve, des agriculteurs appartenant aux nouveaux *moshavim*, des industriels et des entrepreneurs. Des femmes et des hommes qui traduisaient l'« étatisme » ben-gourionien (« *mamlakhtiyout* ») en pragmatisme économique et en activisme militariste, sans considération idéologique aucune. De fait, il y avait belle lurette que la gauche avait jeté aux oubliettes l'essentiel de ses idées socialistes, en dehors du parti communiste Maki dont le marxisme-léninisme faisait bon ménage avec le nationalisme arabe d'une partie de ses adhérents, ou encore du Mapam, constitué de l'attelage plutôt étonnant de l'Hashomer Hatza'ir, prosoviétique et procommuniste, et du *Kibboutz Hameouhad*, dont le militarisme n'était pas bien loin de celui des révisionnistes du Hérout. Au début des années 1950, le Mapam connut l'un des pires moments de son histoire après le virage antisémite et antisioniste du régime stalinien en Union soviétique et des procès de Prague. Il poussa l'orthodoxie jusqu'à passer sous silence qu'un de ses membres les plus fidèles, le rédacteur de son journal *Al Ha-Mishmar*, Mordechai Oren, avait été arrêté injustement dans la capitale tchèque en 1951, puis torturé et condamné dans la plus pure tradition stalinienne pour complot sioniste et espionnage au profit de la Grande-Bretagne. Mais risquant de perdre, dans cette affaire, leur âme et les deniers de l'Organisation sioniste mondiale qui finançait leurs *kibboutzim*, les chefs du Mapam, Meir Ya'ari et Ya'acov Hazan, se firent longtemps sermonner avant de prendre timidement leurs distances avec le marxisme-léninisme au lendemain du discours secret de Nikita Khrouchtchev au XX^e congrès du Parti communiste soviétique en 1956. Ce faisant, ils perdirent l'un de leurs camarades les plus brillants, Moshe Sneh, qui alla rejoindre le Parti communiste israélien. Auparavant, en signe de protestation

contre la ligne prosoviétique du parti, la plupart des membres du *Kibboutz Hameouhad*, conduits par Itzhak Tabenkin, Israël Galili et Yigal Allon, avaient quitté le Mapam en 1954 pour reconstituer le parti Ahdout 'Avoda¹³ et entrer peu après au gouvernement. Ce retour au bercail s'acheva en 1965 lorsque, profitant du départ de Ben Gourion, Ahdout 'Avoda se joignit au Mapaï de Levi Eshkol pour former avec lui un front commun : le *Maarakh*.

En tout état de cause, la baisse de la tension politique consécutive au départ de Ben Gourion et à l'émergence en 1965 du *Maarakh* entraîna un changement similaire à droite avec la constitution d'un « bloc » parallèle, le *Gahal*^{*2}, formé de la fusion du Hérout avec le parti libéral. Ce furent deux changements majeurs – la fin de l'ère Ben Gourion et la bipolarisation entre la droite et la gauche – qui marquèrent profondément le paysage politique en attendant les bouleversements de la guerre des Six Jours de juin 1967 et de celle du Kippour en 1973. Signe avant-coureur, le scrutin de 1965 montra, pour la première fois, un tassement sinon un début de déclin des partis de gauche, qui perdirent plusieurs municipalités, dont Jérusalem, Hadera, Ashkelon, Kiryat Shmona, Netivot et Yerouham, passées au Rafi et au Gahal. Oubliant le slogan de leur maître « Ni Hérout ni Maki », les amis de Dayan et Peres s'allièrent avec le Gahal pour enlever au *Maarakh* ses premiers bastions locaux, tandis que le parti de Begin faisait pour la première fois une entrée remarquée dans les élections syndicales, devenant subitement, avec plus de 20 % des suffrages en 1965, la seconde formation de la Histadrout.

Évolution de la représentation de la gauche sioniste à la Knesset entre 1951 et 1965^{*3*4}

1965	
Mapaï	45*40
Mapam	19
Ahdout 'Avoda	10
Divers	3
Total	68

Moins de trois ans après sa création, le Rafi retourna, en 1968, dans le giron du Mapaï, sans Ben Gourion qui démissionna la même année du Parlement. La nouvelle formation prit le nom de *Mifleget 'Avoda* (ou « parti travailliste ») avant de s'allier au Mapam pour créer ensemble un nouveau *Maarakh*. Cette double manœuvre électoraliste ne modifia pas profondément le paysage politique : avec 46,2 % des voix et 56 députés contre 21,7 % et 26 députés pour le Gahal, le *Maarakh* élargi était encore en mesure, en 1969, de former un gouvernement sous la direction de Golda Meir, qui succéda à Eshkol décédé la même année. Mais il avait perdu sept sièges par rapport à 1965. Quatre ans plus tard, il en perdit cinq autres. Rien ni personne

ne pouvait déjà plus arrêter son déclin et son remplacement, en 1977, par le Gahal à la tête du pays.

Quant aux partis religieux, divisés en plusieurs courants politiques, ils étaient composés de nationalistes religieux, parfaitement à l'aise dans un système qui satisfaisait la plupart de leurs vœux, et d'ultraorthodoxes (ou *haredim*) qui, opposés à l'idée d'un État juif, prenaient part cependant à ses différents scrutins. Ensemble, ils veillaient jalousement au strict respect du *statu quo* religieux par l'exécutif. Concentrés principalement à Jérusalem et à Bné Brak, les *haredim* recevaient leurs instructions du « Conseil des grands de la Torah » formé de leurs plus grands chefs spirituels auxquels leurs deux partis, Agoudat Israel et *Po'alei Agoudat*, étaient tenus de se soumettre en toute circonstance. Ensemble, ils réuniraient moins de 6 % des voix entre 1951 et 1973. Ne reconnaissant aucune des institutions religieuses de l'État, leur souci principal fut, de tout temps, la « survie spirituelle » de leurs ouailles et celle des masses d'immigrants originaires des pays arabes dont ils espéraient remplir leurs *yeshivot* décimées pendant la Shoah. C'est ainsi que, tout en refusant de reconnaître la plupart des symboles de l'État sioniste – jusqu'à ne respecter aucune de ses cérémonies nationales –, ils ne crachaient pas sur son argent, indispensable au développement de leur système scolaire appelé « Éducation indépendante », moyennant un contrôle assez vague par les autorités du contenu des programmes et des qualifications des enseignants¹⁴. Au fil des années, à la suite de la forte natalité de leur population et de l'exemption du service militaire de leurs milliers d'élèves des *yeshivot*, leurs besoins financiers explosèrent tant pour la construction de nouveaux logements que pour la pérennisation de leur système scolaire et la prise en charge de leurs élèves et leurs familles. Les dons de leurs riches bienfaiteurs américains ne couvrant qu'une partie seulement de leurs besoins, ils ne pouvaient se passer de la générosité de l'État sioniste contre les valeurs duquel ils instruisaient leurs élèves.

Rien de tel chez les nationalistes religieux qui, tout en veillant à une observance rigoureuse des commandements de la Torah, aspiraient à entrer de plain-pied dans la vie de la cité, dans l'espoir de la transformer de l'intérieur. Constitués à l'origine du Mizrahi et de Hap'oel Ha-Mizrahi (avant de fusionner en un seul parti, le Mafdal, ou « Parti national religieux »), ils se dotèrent dans ce but d'institutions comparables à celles des partis ouvriers et créèrent ainsi leurs propres *moshavim* et *kibboutzim*, à l'exemple des villages de Goush Etzion, Kfar-Darom et Tirat-Zvi, qui avaient payé d'ailleurs un lourd tribut pendant la guerre d'indépendance. Jouissant d'une excellente réputation en Israël et en Diaspora, leur mouvement de jeunesse attirait des lycéens et des étudiants religieux mais aussi de jeunes laïcs

venant s'y ressourcer et chercher des réponses spirituelles à leur vide existentiel. Adoptant la même gestuelle, le même vocabulaire et la même désinvolture que tous les sabras de la génération post-1948, seule la **kippa** tricotée sur la tête les distinguait de leurs camarades des mouvements de jeunesse haloutziques tels que Hashomer Hatza'ir, **Dror** ou **Mahanot Ha'olim**. Ne rechignant guère à s'engager dans les unités les plus « sélectives » de Tsahal, leurs aînés avaient pris à la veille de la création de l'État une part non négligeable dans l'organisation de l'immigration clandestine en provenance d'Europe. Ensuite, partie prenante de toutes les coalitions gouvernementales et membres à part entière de l'exécutif de l'Agence juive, les émissaires du Mafdal suivirent comme leur ombre leurs collègues du Mapaï envoyés en Afrique du Nord et au Proche-Orient pour y préparer le départ des Juifs vers Israël. Il s'ensuivit que, conformément à une division du travail assez étonnante convenue entre leurs partis à Jérusalem, chacun d'eux était responsable du recrutement de candidats à l'émigration à l'intérieur d'un secteur ou d'un pays donnés. Charge à lui ensuite de s'occuper de leur accueil et de leur intégration à leur arrivée en Israël. Et c'est ainsi que, sans qu'on leur demandât leur avis, des milliers de Juifs orientaux se retrouvèrent dans des agglomérations ou dans des établissements gérés par les hommes du parti national religieux, qui les placèrent d'office sous « orbite » religieuse.

Étant à la tête d'un vaste réseau scolaire comprenant des écoles élémentaires, des collèges professionnels, des lycées de garçons et de jeunes filles et même une université, l'Université Bar-Ilan inaugurée en 1955 à Ramat-Gan, les *yeshivot* du mouvement national religieux et leurs rabbins ne brillèrent pas, pendant longtemps, par leur grande science religieuse, contrairement aux grandes *yeshivot* et aux rabbins ultraorthodoxes de Jérusalem et Bné Brak. C'était d'ailleurs dans ces institutions *haredi* que les établissements nationaux religieux recrutaient une bonne partie de leurs enseignants ou qu'ils y envoyaient leurs meilleurs éléments destinés à une carrière rabbinique. Les choses évoluèrent quelque peu au milieu des années 1950, quand apparurent les premières *yeshivot* associant études profanes et études religieuses à temps plein, ainsi que, pour certaines, une préparation militaire à l'intention de soldats-pionniers du Nahal religieux qui servaient dans des implantations frontalières. Au même moment, la *yeshiva* Merkaz Harav, fondée en 1924 par le grand rabbin Abraham Itzhak Kook et dirigée des années plus tard par son fils Zvi Yehouda Kook – qui en fit un haut lieu du sionisme religieux, alliant érudition talmudique de haut vol et nationalisme intransigeant teinté de messianisme –, commença à attirer les regards. Cessant d'être confinés à leurs salles de prière et à leurs classes d'étude, rabbins et

étudiants de la *yeshiva* allaient descendre désormais dans la rue pour manifester et exprimer leurs opinions, non plus seulement sur des sujets en rapport avec le *shabbat*, les règles alimentaires de la *kashrout* et les modes de conversion au judaïsme, mais aussi sur des questions de politique générale et, en particulier, sur les « excès » de la démocratie israélienne.

Fidèle à l'enseignement de son père, Abraham Itzhak Kook alla jusqu'à considérer les pionniers des *kibboutzim* – pécheurs invétérés aux yeux de l'ensemble des Juifs orthodoxes – comme des réceptacles « de la grande lumière divine qui éclaire de ses rayons la marche d'Israël et de l'humanité ». Le « jeune » rabbin Kook apprit aussi à ses élèves que tous les drames d'Israël et de l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale étaient des signes précurseurs de l'avènement du Messie. Qu'il s'agisse de la Shoah, de la création de l'État d'Israël, du « retour des exilés » ou des victoires de Tsahal, tout n'était qu'indices divins de la proximité des Temps futurs. Une « évidence » qui s'imposerait à tous ses disciples lors de la guerre des Six Jours en juin 1967, avec son cortège de faits « miraculeux » comme la prise de l'esplanade du Temple et du mur des Lamentations, la réunification de Jérusalem, la conquête de la « Ville des Patriarches », Hébron, et le rétablissement d'Israël dans ses frontières « bibliques », de la vallée du Jourdain à la Méditerranée et des monts du Liban à la mer Rouge et au désert du Sinaï. C'est dans cet esprit que ses disciples allaient révolutionner le monde religieux et tenir la dragée haute à tous les gouvernements laïques osant toucher à l'intégrité du Grand Israël tel qu'il fut dessiné par les tanks de Tsahal en juin 1967.

*1. Un argument mis en valeur également par l'Allemagne fédérale, qui se contenta en 1950 d'une loi fondamentale en attendant la réunification du peuple allemand (Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, Paris, Seuil, 1997, p. 121, note 3).

*2. Abréviation hébraïque de « Bloc Hérout-Libéraux ».

*3. En sièges de députés.

*4. Plus exactement, « Maarakh » incluant d'abord le Mapai et Ahdout 'Avoda, puis après 1968 le Mapam également.

XV

Faire d'un vieux peuple une nation

Israël n'avait pas attendu l'adoption de la loi du Retour en juillet 1950 pour ouvrir largement ses portes aux immigrants car, dès la veille de la création de l'État, le Conseil national du peuple avait aboli le Livre blanc et l'ensemble des mesures restrictives prises par les Britanniques concernant l'entrée des Juifs en Palestine¹. Les premiers à débarquer furent des centaines de rescapés de la Shoah, exfiltrés des camps pour « personnes déplacées » et partis d'Italie à bord de deux bateaux qui prirent les noms, en cours de traversée, de *Medinat Israel* (« État d'Israël ») et *La-Nitzahon* (« À la victoire »)². Ils accostèrent, le 17 mai 1948, au port de Tel-Aviv, à l'instant même où des avions égyptiens larguaient leurs bombes sur un camp militaire voisin tenu par la Hagana. Ce fut le début de l'une des vagues migratoires les plus importantes de l'histoire, qui fit doubler en trois ans la population du tout jeune État hébreu : comptant à sa naissance 650 000 habitants, il accueillit plus de 100 000 immigrants en 1948, 240 000 en 1949, 170 000 en 1950 et 174 000 en 1951. Ils étaient originaires à parts égales d'Europe et des pays afro-asiatiques et comprenaient la quasi-totalité des Juifs de Bulgarie, du Yémen et d'Irak, et plusieurs dizaines de milliers de Juifs roumains, polonais, tchécoslovaques, yougoslaves, hongrois, turcs, syriens, égyptiens et nord-africains. Des Juifs aux langues, aux cultures et même aux rites religieux très différents, mais qui avaient en commun le sentiment d'appartenir au même peuple et la conscience de bâtir, sur une terre chargée de sens pour la plupart d'entre eux, un nouvel État où tout était encore à faire.

La « Grande Immigration »

Plongé dans la guerre pendant une bonne partie de cette période, le pays était exsangue : les caisses vides, Israël ne pouvait compter que sur l'aide du judaïsme américain pour ses besoins les plus urgents, à défaut de toute autre assistance étrangère, les banques internationales lui refusant le moindre prêt depuis son exclusion de la zone sterling par la Grande-Bretagne. Faute de moyens suffisants pour financer l'intégration des immigrants, le gouvernement recourut à une stratégie inflationniste ainsi qu'à la mise en œuvre d'un programme d'austérité (*tsena* en hébreu), fondé sur le contrôle strict des prix et le rationnement de la nourriture, inspiré de mesures similaires adoptées par les Anglais pendant la Seconde Guerre mondiale.

Immigration par continents d'origine, 1948-1966³

	Europe	Afrique	Asie	Australie	Amérique
1948	107 030				
1949	230 000				
1950	180 000				
1951	120 000				
1952	26 023				
1953	10 300				
1954	13 900				
1955	30 300				
1956	57 003				
1957	09 000				
1958	23 420				
1959	22 000				
1960	26 002				
1961	20 003				
1962	50 073				
1963	02 000				
1964	30 003				
1965	28 000				
1966	13 037				

Premiers arrivés : les rescapés de la Shoah

Durant les combats pour l'indépendance, quelque 23 000 survivants de la Shoah furent incorporés dans Tsahal dès leur arrivée. Ils combattirent sur tous les fronts avec la « fougue de la revanche » de ceux auxquels la « renaissance » de l'État juif avait donné un réconfort et la chance de refaire leur vie : balbutiant à peine quelques mots d'hébreu, beaucoup tombèrent, notamment à Latroun, parfois sans même avoir eu le temps de décliner leur identité à leurs camarades de combat. « C'était de la chair à canon aux mains de leurs officiers sabras », écrivit à leur propos Benjamin Horoshowsky qui, dans un poème très controversé publié en 1986, accusa Ben Gourion d'avoir pavé la « route de Birmanie » avec les « ossements de jeunes survivants de la Shoah ». La guerre finie, ils allèrent cuver en silence et dans la plus grande solitude leurs souvenirs d'un passé tragique qu'ils se gardèrent pendant longtemps d'évoquer devant leurs enfants, encore moins devant leurs camarades sabras. Ceux-ci n'étaient pas loin de penser, à l'époque, que les Juifs de la Diaspora, en tournant le dos au sionisme avant guerre, avaient eu droit à ce qu'ils méritaient⁴. Certes, partisans et résistants antinazis furent à l'honneur dans tous les discours officiels, mais, au-delà du sentiment de tristesse ressenti à chaque évocation du sort des Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale, les « premiers Israéliens » comprenaient mal et condamnaient presque les 6 millions de Juifs qui, au lieu de se défendre les armes à la main comme le voulait l'ethos sioniste, s'étaient « laissés conduire comme du bétail à l'abattoir ». Cette expression lugubre était appelée à faire florès dans les premiers récits israéliens de la Shoah, mais sa paternité revient non pas à une personnalité du *Yishouv*, mais au légendaire Abba Kovner, qui le premier l'avait utilisée dans son appel au soulèvement du ghetto de Kovno. Cependant, le ton avait été donné dès 1938 par Ben Gourion qui, ne s'embarrassant guère de nuances, avait eu alors ces paroles terribles :

Si j'avais eu le choix entre le sauvetage de la moitié des enfants juifs d'Allemagne en les acheminant en Palestine ou le sauvetage de l'ensemble des enfants juifs de ce pays en les conduisant en Grande-Bretagne, j'aurais opté pour la première possibilité et non pour la seconde.

Ces propos jamais démentis en disent long, affirment ses détracteurs, sur l'attitude du fondateur de l'État d'Israël à l'égard du sort des Juifs européens pendant la Seconde Guerre mondiale. Détachés de leur contexte historique et politique qui, il faut bien le dire, n'enlève rien à leur gravité, ils ajoutent de l'eau au moulin de ceux qui, comme les historiens Tom Segev⁵ et Idit Zartal⁶, soutiennent que le mouvement sioniste fit toujours passer ses propres intérêts matériels et politiques au-dessus de toute autre considération humanitaire, juive ou universelle. Ce réquisitoire fut repris et amplifié au cours des années 1970 dans de nombreux débats radiophoniques, ainsi que dans '*Amud Ha-Esh* (« La Colonne de feu ») et *Tequma* (« Résurrection »), les deux documentaires fleuves de la télévision publique israélienne sur l'épopée sioniste au xx^e siècle⁷.

Faisant montre d'un manque de sensibilité visible à l'égard des victimes de la Shoah, Ben Gourion ne laissa rien filtrer, même dans son journal intime, des sentiments que lui avait inspirés la vue des camps de Bergen-Belsen et de Dachau qu'il avait visités peu de temps après la capitulation allemande. Il y rapporta avec la même minutie et le même détachement aussi bien le nombre de personnes qui avaient péri dans les crématoires, que le numéro de cellule de son propre cousin de Lodz ou les circonstances de l'accident routier qui avait failli lui coûter la vie sur la route de Munich à Francfort. Seules sa passion des livres anciens et ses visites impromptues chez les bouquinistes de Francfort lui avaient fait oublier momentanément son souci majeur : la crainte de voir le rêve sioniste s'effondrer en même temps que l'écroulement du judaïsme européen.

Cela étant, la « Grande Immigration » des années 1948-1951 répondait, du point de vue israélien, à une triple motivation : idéologique (le « rassemblement des Exilés » inscrit au cœur de la doctrine sioniste), stratégique (le renforcement démographique du nouvel État et son rapide peuplement), enfin humanitaire (le sauvetage de toute communauté juive en péril). En premier lieu, il fallait sauver les réfugiés des camps nazis, bloqués en Allemagne ou enfermés dans des camps de rétention britanniques à Chypre. Venaient ensuite les restes des communautés juives d'Europe orientale qui, à leur sortie des camps et ghettos nazis après la guerre, s'étaient heurtés, comme en Pologne et en Roumanie, à l'hostilité irréductible de leurs voisins. Enfin venaient les Juifs des pays musulmans, dont on

craignait l'aggravation de la situation à la suite de la défaite des armées arabes et en prévision de la fin imminente des régimes coloniaux :

Le jour de la libération des Juifs d'Europe sera celui de tous les périls pour les Juifs des pays arabes, avait prédit, déjà en 1943, le responsable à l'époque du département de l'immigration de l'Agence juive, Eliahou Dobkin⁸. Un sort effroyable les guette, plus terrible encore que celui que connaissent actuellement les Juifs d'Europe. C'est pourquoi nous avons pour devoir premier de sauver ces communautés.

En fait, à la suite de l'arrêt de l'immigration ashkénaze pendant la Seconde Guerre mondiale, le *Yishouv* avait espéré trouver dans les communautés séfarades du Maghreb et du Levant un réservoir humain de rechange tant pour satisfaire ses besoins immédiats en main-d'œuvre que pour réaliser, à plus ou moins long terme, le nouvel objectif primordial du sionisme tel qu'il fut fixé par Ben Gourion à l'hôtel Biltmore de New York en 1941 : le « peuplement massif » de la Palestine en émigrés juifs pour assurer la viabilité du futur État juif. Par conséquent, au lendemain de l'indépendance, la *'Aliya* fut érigée au rang de priorité nationale. Peu enclins à tenir compte de la situation économique désastreuse du pays ni de l'absence de structures d'accueil suffisantes pour loger les nouveaux venus, agents du Mossad^{*1} et émissaires de l'Agence juive se lancèrent dans une course effrénée, à travers le monde, pour trouver le plus grand nombre possible d'immigrants. Toutes les estimations dépassées – on s'attendait à 100 000 immigrants par an au grand maximum –, personne, ni au gouvernement ni à l'Agence juive, n'osa affronter les foudres de Ben Gourion et réclamer publiquement le ralentissement du rythme des arrivées. On n'osa pas davantage suggérer ouvertement d'avantager une catégorie d'immigrants par rapport à d'autres, bien que plusieurs ministres et autres hauts responsables de l'Agence juive aient souhaité un accueil privilégié des immigrants ashkénazes venant de Pologne, dont ils étaient eux-mêmes originaires.

Le problème était que le flux des arrivées, leur volume et leur étalement dans le temps ne dépendaient pas de la seule volonté des autorités israéliennes. Y intervenaient de nombreux facteurs sur lesquels l'État hébreu (pas plus que les organisations internationales juives) n'avait aucune prise. Ainsi en fut-il du sort des 200 000 réfugiés de la Shoah se trouvant encore en Allemagne : leur transfert et la liquidation des camps pour « personnes déplacées » où ils étaient retenus étaient du ressort exclusif des représentants des quatre puissances occupantes et, lorsque la décision d'évacuer les camps fut

prise en juin 1948, il ne restait plus aux organisations juives qui souhaitaient cette issue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale qu'à mobiliser tous leurs efforts pour la mettre à exécution au plus vite. L'opération se poursuivit jusqu'au milieu de l'été 1949. Elle prit fin en même temps que la fermeture par les Anglais de leurs camps de rétention à Chypre où étaient confinés 25 000 réfugiés clandestins, arrêtés depuis 1945 alors qu'ils tentaient d'approcher le littoral palestinien. Dans ce cas non plus, les services d'immigration de l'État hébreu, déjà au bord de l'étouffement, n'eurent pas leur mot à dire. Pas plus qu'ils ne l'eurent à la vue des communautés entières qui, à partir d'octobre 1948, venaient s'établir au grand complet en Israël. Ils gardèrent pour eux leurs craintes et durent accueillir simultanément en quelques semaines la totalité ou presque des Juifs de Bulgarie et de Yougoslavie, plus de la moitié des Juifs de Libye et 20 000 Juifs de Turquie qui, sans rien demander à personne, arrivèrent par leurs propres moyens en Israël. Sans oublier, entre mai 1949 et septembre 1950, les 50 000 Juifs du Yémen qui semblaient surgir tout droit des récits bibliques de la sortie d'Égypte et qui, à l'instar d'une bonne partie des Juifs méditerranéens, n'étaient pas passés par la même expérience de modernisation et de sécularisation que les Juifs européens.

En tout, quelque 200 000 Juifs débarquèrent en Israël durant sa première année d'existence. Ne parlant pas tous les mêmes langues et comptant un pourcentage très élevé de vieillards, d'invalides et de malades, ils détonnaient tant par leur physique que par leurs manières et leurs vêtements. Ils ne ressemblaient en tout cas ni aux jeunes sabras venus les accueillir et qui ne s'exprimaient qu'en hébreu « moderne », ni aux « vétérans » des *'Aliyot* d'avant guerre passés par le filtre très sélectif des critères d'admission imposés par les Anglais. Fiers de leurs exploits militaires et désireux de préserver à tout prix leur suprématie politique et leurs privilèges économiques et sociaux, ceux-ci allaient s'employer à les intégrer en leur demandant de faire table rase de leur passé et de leurs traditions : complément obligé du « rassemblement des Exilés », le « brassage culturel des Exilés » (ou « *mizoug galouyout* ») serait le plus grand défi que l'État juif aurait à affronter depuis sa naissance, ne cessait de clamer David Ben Gourion. Il suffisait d'observer les différences en matière d'instruction entre les immigrants venant d'horizons et de pays si différents pour constater que leur assemblage en une nation n'allait pas être de tout repos.

Niveau d'instruction de la population juive en 1954 selon l'origine⁹

Sans éducation

Nés en Israël avant 1948

20,8

20,3

Nés en Europe

– arrivés avant 1948

33,4

– arrivés après 1948

40,8

Nés en Asie-Afrique

– arrivés avant 1948

41,3

– arrivés après 1948

50,3

Le premier flot d'immigrants avait à peine débarqué, puis avait été hébergé soit chez des proches soit dans les villes et villages arabes abandonnés, qu'une nouvelle vague de migrants originaires de deux pays communistes, la Roumanie et la Pologne, et d'un pays arabe, l'Irak (en plus des Juifs du Yémen, du Maroc et de Tunisie déjà sur les routes) débarquait à Lod ou à Haïfa. Totalisant ensemble plusieurs centaines de milliers de personnes, leur venue risquait de provoquer l'effondrement économique d'Israël, les habitants étant soumis, depuis avril 1949, à un rationnement très rigoureux de tous les produits de consommation courante et à un contrôle très strict des prix et des salaires. Mais, mettant en sourdine ses appréhensions et craignant la fermeture à tout moment du Rideau de fer sur l'Europe communiste, l'État hébreu ouvrit ses portes sans tergiverser aux immigrants est-européens. Il mit, en revanche, beaucoup de temps à réagir au défi lancé par les dirigeants irakiens qui, malgré les protestations des Palestiniens, décidèrent en 1950 de laisser partir leurs Juifs. Intentionnellement ou pas, ils plongèrent dans le plus grand embarras les responsables israéliens, qui auraient préféré accueillir d'abord les Juifs est-européens avant de laisser entrer les ressortissants de pays arabes. Leurs réserves et leurs hésitations concernaient, en particulier, les Juifs d'Afrique du Nord, qui n'étaient pas à proprement parler une population en péril puisqu'ils vivaient sous la protection de la France. Cet argument commode en cachait un autre, moins avouable : la crainte de voir arriver une masse de Juifs que l'on disait primitifs et « inassimilables », et qui jouissaient depuis longtemps d'une très mauvaise image publique liée à un événement bien précis : l'arraisonnement en 1947 par les Anglais du navire clandestin *Judah Halevi* avec à son bord plusieurs centaines de passagers nord-africains qui s'étaient laissés conduire sans la moindre résistance à Chypre. Un coup de canif dans l'étoffe des héros dans laquelle les porte-parole du *Yishouv* aimaient draper les vaillants *Ma'apilim* (immigrants clandestins) défiant les garde-côtes britanniques.

Entre-temps, les émissaires du gouvernement et de l'Agence juive en poste à Varsovie, Sofia, Budapest ou Bucarest s'étaient pliés à toutes les combines financières et commerciales imaginées par leurs interlocuteurs communistes, qui leur firent payer cher le départ des

Juifs. Cela constituait de véritables rançons sous forme d'achats de marchandises, de pots-de-vin et de taxes arbitraires, s'élevant à des sommes exorbitantes, et dont Israël ne put s'acquitter que grâce à la générosité du *Joint* américain^{*2}, qui prit également à sa charge les frais de transport de l'ensemble des nouveaux immigrants. Laissant derrière eux, dans la plupart des cas, tous leurs biens, les partants n'étaient autorisés à emporter que quelques dizaines de dollars seulement achetés au prix fort sur les marchés officiels. Jusqu'en 1951, Israël accueillit de la sorte, outre les 35 000 Juifs bulgares déjà mentionnés, 120 000 Juifs de Roumanie, 104 000 de Pologne, 18 000 de Tchécoslovaquie et 14 000 de Hongrie.

Immigrants irakiens

Quant à la décision de Bagdad, elle était d'autant plus inattendue que l'Irak était toujours en guerre contre Israël puisqu'il était allé jusqu'à refuser de prendre part aux négociations d'armistice à Rhodes. Prenant par surprise aussi bien les Israéliens que les dirigeants de la communauté juive locale, le gouvernement irakien fit voter, le 9 mars 1950, une loi permettant aux Juifs de quitter définitivement l'Irak, mais à condition de renoncer au préalable à la nationalité irakienne. Démentant tous les pronostics, près de 70 000 Juifs traumatisés par les violentes manifestations antijuives d'octobre-novembre 1949 à Bagdad et Bassora demandèrent spontanément à quitter le pays. Plus de la moitié d'entre eux furent dénaturalisés, mais seuls 7 000 candidats à l'émigration purent partir au cours des cinq mois suivants. S'inquiétant de la lenteur des départs, aggravée par l'arrivée massive à Bagdad des Juifs kurdes également désireux de quitter l'Irak, les autorités acceptèrent qu'une compagnie aérienne affrétée par le Mossad se chargeât du transport des émigrés, d'abord jusqu'à Nicosie, puis directement de Bagdad à Lod. Une première, compte tenu du boycott arabe d'Israël. De retour au pouvoir à partir du 4 septembre 1950, Nouri Sa'id, pour forcer la main aux Israéliens et les obliger à augmenter leurs quotas d'immigration, menaça d'expulser vers l'Iran l'ensemble des Juifs déchus de leur nationalité, dont le nombre avait atteint entre-temps le chiffre de 90 000 personnes. Or, jusqu'en décembre 1950, seuls 19 000 Juifs avaient pu quitter le pays. Accroissant plus encore sa pression, Nouri Sa'id ordonna, en mars 1951, la mise sous scellés de tous les biens de la communauté estimés à l'époque à plus de 50 millions de dollars. C'est alors seulement, et après la multiplication des agressions antijuives à Bagdad et dans d'autres villes du pays, que l'Agence juive accepta finalement d'augmenter le nombre de vols entre l'Irak et Israël, et c'est ainsi que la quasi-totalité des 125 000 Juifs irakiens arrivèrent dans l'État hébreu au cours des neuf mois suivants¹⁰.

Ailleurs, quand les candidats à l'immigration ne pouvaient quitter librement leur pays, les agents du Mossad, aidés de militants sionistes locaux, se chargeaient de leur faire passer clandestinement la frontière

vers des points de rassemblement dans des lieux jugés plus sûrs, comme Alger, Oran, Casablanca, Tunis, Aden, ou encore l'Iran et l'Autriche – plus exactement, le secteur américain de Vienne. De là, ils étaient pris en charge par des agents de l'Agence juive, puis acheminés directement par avion ou par bateau en Israël après un ultime passage, pour ceux venant d'Afrique du Nord, dans le camp de transit du Grand Arenas à Marseille.

Yéménites

Débutant au printemps 1949, l'exode des Juifs yéménites fut précipité sous l'effet conjugué de plusieurs facteurs, à commencer par les émeutes antijuives de décembre 1947 qui firent des dizaines de morts et de blessés, notamment à Aden, puis l'assassinat, en février 1948, de l'imam Yahia sous le régime duquel vivaient la quasi-totalité des Juifs du pays. Il y eut aussi l'arrestation, à Sanaa, de plusieurs dignitaires juifs après le meurtre de deux jeunes musulmanes et enfin, et surtout, l'enthousiasme quasi messianique qui s'empara de la communauté à l'annonce de la naissance de l'État juif. Un enthousiasme attisé par les lettres enflammées adressées par des émissaires de l'Agence juive (eux-mêmes d'origine yéménite) aux rabbins du pays les appelant à plier bagages immédiatement et à encourager leurs coreligionnaires à quitter ce coin isolé de la péninsule Arabique. Il ne restait plus, dans ces conditions, qu'à obtenir l'agrément du nouvel imam, le prince héritier Ahmed, qui, contre toute attente, accéda à la demande de certains de ses amis juifs et autorisa les Juifs de son pays à partir. La décision de l'imam prit de court aussi bien les Israéliens que les autorités britanniques à Aden : craignant un nouvel embrasement des émeutes antijuives de décembre 1947, les Anglais permirent aux Juifs de transiter par leur colonie, mais à condition qu'ils fussent concentrés dans le camp de Hashed, à l'entrée d'Aden, sous le contrôle du Joint qui avait pris à sa charge aussi bien le séjour des immigrants dans le camp que leur transfert en Israël. Traversant seuls, et par leurs propres moyens, les vastes étendues désertiques séparant le nord du sud du Yémen, les Juifs affluèrent en camion, à dos d'âne ou même à pied au camp de Hashed, baptisé ensuite par ses occupants *Gueoula* (ou « Rédemption »), où ils allaient attendre durant des semaines entières les avions censés les conduire en Israël.

Par crainte d'épidémies, les autorités britanniques y avaient interdit d'abriter plus de 1 000 personnes à la fois pour un séjour de deux semaines au grand maximum. Ces dispositions tombèrent à l'eau dès les premières semaines de l'été 1949 lorsque, par convois entiers, des milliers de migrants épuisés par la chaleur, la faim et la maladie

commencèrent à s'agglutiner à l'entrée du camp après avoir traversé, au risque de leur vie, les sultanats du Protectorat où beaucoup d'entre eux avaient subi les pires exactions – vols, viols, enlèvements, conversions forcées, etc. Début août, la situation à l'intérieur du camp tourna au désastre à la suite de la rapide saturation du pont aérien à destination d'Israël et de l'épidémie de typhus qui se déclara à l'intérieur du Yémen, incitant les autorités britanniques à établir un cordon sanitaire autour de Hashed, puis à interdire le passage par Aden à tout Juif venant du nord : déguenillés, mal nourris et abattus par la fatigue et la maladie, hommes, femmes et enfants de tous âges déambulaient, apathiques, sous un soleil de plomb, dans les ruelles encombrées de détritiques du camp, à la recherche du moindre coin d'ombre ou d'une hutte où s'abriter avec leur famille : « Serrés les uns contre les autres, sales, couverts de plaies, le regard fixe, ils gardent le silence. Nous avons beau les saluer, ils ouvrent à peine la bouche, soit par épuisement – ils disent avoir voyagé pendant quinze jours –, soit par apathie ou fatalisme, ou encore par peur de l'avenir [...]. On entend à peine un enfant pleurer. On dirait un troupeau de moutons qui regagne son enclos le soir », raconta le docteur Yossef Meir du ministère israélien de la Santé qui assista à l'arrivée d'un convoi de 315 personnes à Hashed. Il y avait été envoyé lorsque étaient parvenues à Tel-Aviv les premières informations sur les conditions scandaleuses régnant dans le camp¹¹.

C'est un refuge bien sombre où ils viennent s'entasser, ajouta-t-il. La première nuit, ils reçoivent du pain, de l'eau et des dattes. C'est la première fois que cette tribu juive millénaire rencontre des races juives d'Europe de l'Est et du Moyen-Orient. Leur visage ne trahit pas la moindre joie ni la moindre fièvre, ni même la plus petite trace de soulagement au terme de tant d'épreuves. J'irai jusqu'à dire que leur expression est bestiale, quoiqu'ils possèdent une intelligence et des capacités intellectuelles bien au-dessus de la moyenne [...]. Le lendemain de leur arrivée, on les lave dans la seule eau saumâtre dont le camp dispose, puis ils reçoivent des nattes de paille, au titre de résidents du camp. Dans la journée, ils se rassemblent devant le bureau d'inscription, le dispensaire ou les lieux de distribution de vêtements et de fournitures. Les autres se blottissent autour de petits feux de camp sur lesquels ils se préparent à manger. Plus tard, jeunes et vieux s'étendent sur le sable et s'endorment.

Regrettant d'avoir abandonné l'administration du camp aux seuls agents du Joint, les autorités israéliennes s'alarmèrent sérieusement à

la vue du grand nombre de malades et d'enfants cadavériques parmi les premiers arrivés en provenance d'Aden. Sur instruction de Ben Gourion, qui ne voulait pas entendre parler d'une interruption de l'immigration yéménite comme le demandaient certains de ses ministres, l'organisation juive américaine fut déchargée d'une partie de ses responsabilités, et ordre fut donné à l'Agence juive d'accélérer l'évacuation de l'ensemble des Juifs yéménites. Un plus grand nombre d'avions fut engagé dans l'opération désormais baptisée « Ailes d'aigle » par les Israéliens, en référence à un verset biblique, ou plus exotiquement « Tapis volant » (*Magic Carpet*) par les responsables américains du Joint. Les structures d'accueil à l'intérieur du camp furent mieux aménagées et élargies, et de nouveaux médecins, infirmiers et instituteurs israéliens y furent envoyés en même temps que plusieurs émissaires de l'Agence juive, d'origine yéménite, ayant une meilleure connaissance des mœurs et des besoins de la population du camp. C'est ainsi que, jusqu'en octobre 1950, 50 000 Juifs yéménites arriveraient en Israël¹². Avant de prendre l'avion, il leur fut demandé de ne pas emporter leurs bagages, qui devaient les suivre séparément par bateau via le canal de Suez. Beaucoup d'entre eux eurent cependant la désagréable surprise de constater que leurs objets les plus précieux – bijoux, vêtements, vieux manuscrits, rouleaux de la Loi et autres objets de culte, souvent très anciens – avaient disparu au cours de la traversée. Ils les virent réapparaître, comme par enchantement, quelques mois plus tard dans les vitrines des antiquaires de Tel-Aviv et de Jérusalem, ou encore dans le département des manuscrits et des livres rares de la Bibliothèque nationale de Jérusalem, qui ne s'efforça jamais de retrouver leurs propriétaires légitimes.

Marocains et Tunisiens

En Afrique du Nord, la Déclaration d'indépendance d'Israël avait suscité chez les Juifs du Maroc et de Tunisie le même enthousiasme qu'au Yémen, notamment au sein des couches populaires des grandes villes et dans les villages de l'intérieur. Alarmés par les graves émeutes antijuives d'Oujda et Djérada de 1948, et par la montée du nationalisme maghrébin contre la France, quelque 40 000 Juifs marocains et tunisiens, sur les 300 000 que comptaient les deux protectorats, quittèrent leurs pays entre 1948 et 1951. En dehors de quelques rares familles aisées et d'un nombre limité de jeunes gens et jeunes filles passés par les établissements de l'Alliance israélite universelle et par les mouvements de jeunesse sionistes, il s'agissait, pour la plupart, de familles modestes et nombreuses venant des quartiers pauvres des grandes villes et des agglomérations rurales. Partis spontanément ou encouragés à le faire par des militants sionistes par trop zélés qui les aidaient à brader leurs maigres biens avant d'embarquer de Casablanca à Marseille, ou à franchir clandestinement la frontière vers Alger et Oran, l'accueil qui leur fut réservé dans les foyers d'accueil algériens et dans le camp marseillais du Grand Arenas ne fut pas – c'est le moins qu'on puisse dire – à la hauteur de leurs attentes. Le témoignage suivant adressé par le médecin du Grand Arenas à l'Agence juive se passe de commentaire :

Les immigrants d'Afrique du Nord arrivent ici dénués de toutes ressources et quasiment sans vêtements. Pendant la traversée qui dure trois jours, ils ne reçoivent aucune nourriture. Les conditions de vie à bord sont lamentables. Les gens dorment par terre, sans même une couverture... Le 23 décembre 1948, un enfant qui venait d'Afrique du Nord est mort dans la traversée et les autorités de Marseille ont découvert qu'il était mort de faim [...]. Dans deux des baraquements, les couvertures manquent cruellement. Les gens dorment sur des lits de camp sans matelas, avec une seule couverture par personne. Douze enfants sont morts [ici] en raison des mauvaises conditions de logement et de la

malnutrition qui sévit depuis quelque temps [...]. Il y a pénurie de savon et de vêtements [...]. Je ne comprends pas pourquoi dans tous les pays européens, les immigrants reçoivent des vêtements, alors que les Nord-Africains ne reçoivent rien¹³.

Marocains ou Tunisiens, beaucoup ne purent poursuivre leur voyage au-delà des camps de transit et durent rebrousser chemin parce qu'ils étaient trop âgés ou de santé trop fragile¹⁴. De retour chez eux, ils allaient grossir la foule – déjà énorme – des indigents de Casablanca, de Marrakech ou de Tunis et y attendre la première occasion pour tenter à nouveau leur chance et repasser la frontière. Malgré tous les obstacles et en dépit des informations négatives sur la vie en Israël colportées par les touristes et les immigrants repentis, le nombre des candidats à la 'Aliya ne baissait pas, bien au contraire. C'était, en tout cas, vrai parmi les familles de condition modeste qui espéraient ainsi pouvoir améliorer leur situation économique. Il en était tout autrement dans les milieux aisés ou de nationalité française qui, à vrai dire, ne furent même pas approchés par les émissaires de l'Agence juive.

À leur arrivée dans l'État hébreu, l'ensemble des immigrants était acheminé dans l'immense centre d'accueil et de triage de Sha'ar Ha'Aliya (la « Porte de la 'Aliya »), une base désaffectée de l'armée britannique située près de Haïfa. Une fois les formalités d'admission accomplies, ils étaient aspergés, tous sans exception, de poudre DDT, un « rite de passage » perçu par beaucoup comme le symbole même de leur déclassement et de leur humiliation :

Dès qu'ils pénétraient ensuite dans l'enceinte (du camp), raconte Tom Segev, ils se retrouvaient entourés d'une immense foule pittoresque : les uns étaient vêtus de complets sur mesure à la mode d'Europe centrale, les autres en longues djellabas blanches d'Afrique du Nord, d'autres encore coiffés d'une casquette à visière (les « casquettes de réfugiés », comme les Israéliens les avaient baptisées), de foulards à fleurs ou de turbans noirs. C'était une masse confuse de gens de tous âges et de tous horizons, désorientés, désarmés, courant en tous sens, chargés de paniers et de valises, de caisses, de ballots et de bébés, poursuivis de hordes d'enfants qui vociféraient dans toutes les langues de la terre. Il y avait des Ashkénazes d'Europe et des immigrants venus des pays arabes. Pour les uns comme pour les autres, l'heure était aux épreuves et aux souffrances¹⁵.

Les premiers jours, ils étaient soumis à une visite médicale complète pour diagnostiquer d'éventuelles maladies infectieuses comme la syphilis ou la tuberculose – très fréquente chez les rescapés de la Shoah –, qui avaient été complètement éradiquées dans le *Yishouv*, ainsi que le trachome et la teigne, qui étaient particulièrement répandus chez les Nord-Africains : deux infections disgracieuses mais relativement bénignes qui contribuèrent néanmoins à assombrir l'image déjà désastreuse des immigrants maghrébins. Développant une véritable phobie à l'égard de la teigne, les médecins israéliens allèrent jusqu'à imposer des rayons X à tout candidat marocain et tunisien à l'immigration, sans se soucier des graves conséquences à long terme d'un traitement aussi radical. Entassés sans ménagement dans des tentes et des baraquements surpeuplés dépourvus du moindre confort, l'Ellis Island israélien était destiné à accueillir les immigrants pendant trois à sept jours seulement. Très peu de logements neufs ayant été prévus avant leur arrivée, on commença par les installer dans les quartiers délabrés des villes arabes abandonnées, et plus particulièrement à Jaffa et à Haïfa, mais aussi à Jérusalem, Tibériade, Safed, Lod et Ramleh. La plupart des nouveaux habitants étaient d'origine est-européenne. Lod compta ainsi, en février 1949, 42 % d'immigrants polonais, 34 % de Bulgares, 10 % de Roumains, 2,5 % de Hongrois, 1,5 % de Tchèques et 5 % de Turcs. Aidés par des proches ou disposant de qualifications professionnelles adéquates, les Européens quittèrent assez rapidement ces lieux où les conditions d'hébergement laissaient à désirer pour aller s'installer à Tel-Aviv et à Haïfa, ainsi que dans les petites agglomérations urbaines du littoral, où leur intégration économique et sociale ne posait pas de problème. À la tête de familles nombreuses et sans ressources, les immigrants d'origine afro-asiatique qui prirent leur place n'allaient pas trouver dans ces lieux inconfortables les meilleures conditions pour y élever leurs enfants et améliorer leur condition.

Le rythme des arrivées ne faiblissant point, on en vint à ouvrir des « foyers d'immigrants » et des « camps d'immigrants », d'abord à l'emplacement d'anciennes bases militaires britanniques, puis un peu partout à travers le pays, à proximité d'agglomérations urbaines de l'époque du Mandat ou dans des sites éloignés de toute zone d'habitation. C'est ainsi qu'Israël se couvrit entre 1949 et 1951 de dizaines de camps de toile et de baraquements qui, à la stupeur générale, n'étaient pas sans rappeler les camps pour « personnes déplacées » d'Allemagne. Les conditions de vie y étaient particulièrement difficiles. Elles devinrent cauchemardesques durant l'hiver 1950, qui fut particulièrement rude : gel, pluies torrentielles, inondations, tentes et cabanes en bois emportées par les bourrasques et les averses. Souffrant de froid pendant des journées et des nuits

entières, les malades se comptèrent par milliers. Les cas les plus graves – parmi lesquels des dizaines d'enfants yéménites – furent transférés à l'hôpital Tel-Hashomer près de Tel-Aviv. C'étaient « des bébés qui ressemblaient davantage à des squelettes qu'à des êtres vivants », écrivit Ben Gourion après leur avoir rendu visite. Il ajouta : « Ils n'ont pas la force de pleurer et beaucoup d'entre eux n'ont même pas la force de manger¹⁶. » Tous les enfants yéménites ne furent pas rendus à leurs familles. Beaucoup succombèrent, puis furent enterrés en l'absence de leurs parents. D'autres disparurent mystérieusement. Cela donna lieu par la suite à des rumeurs persistantes suivant lesquelles les jeunes survivants auraient été confiés pour adoption à des familles ashkénazes sans enfants et mieux loties que leurs parents biologiques.

Les « camps d'immigrants » ne désamplissant pas, et le coût de leur entretien devenant de plus en plus exorbitant, on entreprit de les décongestionner à partir de 1950 en transférant une partie de leurs résidents dans des « villages de travail » (ou de « transit ») appelés *ma'abarot* et placés sous la supervision de l'Agence juive. Chaque famille y fut pourvue soit d'une tente, soit d'une baraque en bois ou en tôle ondulée, en attendant la construction de logements permanents dans les quartiers périphériques des agglomérations urbaines ou dans les régions peu peuplées du Néguev et de Galilée. Finissant à la longue par constituer une ceinture de pauvreté autour des grandes cités, les habitants des *ma'abarot* – à la différence des résidents des « camps d'immigrants » qui abritaient encore des milliers de personnes – étaient tenus de subvenir à leurs besoins et de trouver du travail par leurs propres moyens. Mais, soumis au bon vouloir des bureaux de placement de la Histadrout, la plupart des demandeurs d'emploi furent affectés à des travaux d'utilité publique de défrichage, de reboisement ou d'irrigation ou, à défaut, à des travaux non qualifiés dans l'agriculture, le bâtiment ou l'industrie, pour le compte des entreprises industrielles de la centrale syndicale et des *kibboutzim* environnants. Touchant un salaire de misère, ils furent ainsi acculés à passer de longs mois, voire des années entières, dans des logements malsains où, le plus souvent, il n'y avait ni électricité, ni eau courante, ni même de sanitaires. Leurs rares épiceries vendaient le strict minimum et leurs écoles manquaient souvent de chaises, de bureaux, de livres et même de tableaux noirs. Outre les bureaucrates incontournables de l'Agence juive, les employés omnipotents des bureaux de placement et les policiers qui verbalisaient chacune de leurs incartades, il y avait des infirmières et des puéricultrices de la *Koupat Holim*^{*3} qui les initiaient à la vie israélienne, et les soldates de Tsahal qui leur enseignaient quelques rudiments d'hébreu. Les représentants des différents partis politiques – en premier lieu, ceux du Mapai – qui, tout sourires, venaient quémander, sinon acheter,

leurs voix à la veille et pendant chaque échéance électorale, disparaissaient aussitôt après, en emportant leurs tréteaux et leurs panneaux de propagande, ainsi que leurs promesses jamais tenues sur l'emploi, le logement et l'école. Ces scènes de vie firent les choux gras, quelques années plus tard, du théâtre et du jeune cinéma israéliens racontant avec délectation les tribulations rocambolesques du nouvel immigrant Salah Shabati, le héros du film éponyme d'Ephraïm Kishon, lors de ses premières rencontres avec la société israélienne : un être primitif qui ignore jusqu'au nombre de ses enfants et sa propre date de naissance, roué, oisif, détestant travailler, sans jugeote ni conscience politique et qui, le jour du scrutin, glisse dans l'urne tous les bulletins de vote étalés devant ses yeux.

Il va sans dire que, compte tenu de l'évolution du flux migratoire et de la physionomie économique et sociale de chaque vague de nouveaux venus, les *ma'abarot* étaient destinées en premier lieu aux immigrants sans ressources : les trois quarts environ des 200 000 personnes qui y furent hébergées jusqu'en 1952 étaient originaires des pays nord-africains, du Yémen, de Perse et de l'Inde^{*4}. Persuadés, à leur arrivée, que leur identité juive leur ouvrirait à elle seule toutes les portes de la Terre promise, quelle ne fut pas leur consternation de constater que, aux yeux des « vétérans », ils n'étaient que des « Irakiens », des « Kurdes », des « Persans », des « Yéménites » ou des « Marocains ». Ils étaient des Juifs « exotiques », de la même culture « sous-développée » que les armées arabes que les valeureux soldats de Tsahal venaient tout juste de battre. Les regardant de haut, leurs « hôtes » avaient bien du mal à imaginer qu'à Bagdad, Téhéran, Casablanca, Tunis et Tripoli les enfants juifs apprenaient l'anglais, le français ou l'italien, qu'à Marrakech ou à Aden l'électricité était apparue depuis des années et que les réfrigérateurs, la radio et le cinéma n'y étaient pas inconnus non plus, de même qu'à Tunis, Alexandrie ou au Caire où les cafés étaient bondés de Juifs même le jour du *shabbat*.

Ayant passé en moins de trois ans le cap du million d'habitants, la nouvelle configuration démographique, culturelle et ethnique de la société israélienne n'avait plus rien à voir avec celle du *Yishouv* : davantage de personnes âgées et sans activité^{*5}, et beaucoup plus de pauvres, de chômeurs et d'Orientaux. Cela ne remplissait guère de joie l'ensemble des dirigeants du pays. Par exemple, le ministre des Affaires étrangères et futur Premier ministre Moshe Sharett, très sceptique sur l'apport des Juifs originaires des pays arabes à l'œuvre d'édification de l'État hébreu¹⁷, ou Nahum Goldman, à l'époque président de l'Exécutif sioniste, qui s'opposa à l'immigration massive des « indigènes » originaires des pays musulmans et alla même jusqu'à suggérer d'en rapatrier une partie dans leurs anciens pays. De plus,

Giora Josephthal, le puissant trésorier d'origine allemande de l'Agence juive, à l'instar de Moshe Kol, son collègue du département de la 'Aliyat Ha-No'ar chargé de l'immigration des jeunes, ne cachait pas sa crainte de voir Israël devenir un pays levantin dans lequel la population ashkénaze serait noyée dans une masse amorphe de Juifs orientaux non civilisés, « ignorants et sans idéal¹⁸ ». Enfin, l'éminent sioniste américain Stephen Wise s'étonnait de ne pas les voir prendre immédiatement la place des 300 000 paysans arabes qui avaient quitté le pays en 1948¹⁹. Ces propos peu amènes furent doublés d'appels incessants à la limitation de l'immigration des Juifs orientaux et repris à la cantonade par tous les partis politiques (à l'exception notable du Hérout et du Mapam) et la plupart des organes de presse. À jets continus, ceux-ci ne cessaient de publier des études prétendument scientifiques sur la mentalité et les capacités d'adaptation à la modernité des Juifs orientaux, en même temps que des reportages chargés de préjugés racistes et de remarques désobligeantes sur leur manque d'hygiène, leurs manières de vivre ou d'élever les enfants. Dans cette campagne de dénigrement systématique, le journal libéral *Haaretz* – sous la plume de deux de ses meilleurs journalistes, Amos Eilon et Aryeh Gelblum – excella et s'en prit tout spécialement aux Marocains²⁰ :

Race primitive et ignorante, sans aucune spiritualité, dont le niveau général n'est guère plus élevé que celui des Arabes, des nègres ou des Berbères de chez eux, et plus bas encore que celui des Arabes palestiniens ; contrairement aux Yéménites, ils sont sans racines juives très profondes... Leurs demeures sont immondes ; ils s'y adonnent aux jeux de cartes, à la boisson et à la prostitution. Ils sont des fainéants chroniques et détestent le travail manuel.

Ou encore :

C'est une race qui n'a rien à voir avec toutes les races que nous avons pu connaître. Il paraît qu'il y a des différences entre les gens de Tripoli, du Maroc, de Tunisie et d'Algérie, mais je dois dire que la nature de ces différences m'échappe complètement [...]. Le primitivisme de ces gens est indépassable. Ils n'ont pour ainsi dire aucune éducation, et pire encore, ils sont parfaitement incapables de comprendre le moindre raisonnement intellectuel [...]. Contrairement aux Yéménites, ils ne sont pas enracinés dans le judaïsme. Par ailleurs, ils vivent sous l'emprise d'individus sauvages et primitifs [...]. Mais ce qui est tout aussi grave, sinon plus

encore, c'est leur incapacité à s'adapter à la vie de ce pays et, par-dessus tout, leur paresse chronique et la haine que leur inspire toute forme de travail. La quasi-totalité d'entre eux sont aussi dépourvus de qualifications que de ressources... Que faire d'eux ? Comment les intégrer ? Avons-nous suffisamment réfléchi à l'avenir de cet État, si ce doit être là sa population ?

D'après Aryeh Gelblum, qui n'en était pas à son premier réquisitoire antimarocain, ces « masses ignorantes, primitives et démunies » risquaient de voter un jour pour Menahem Begin et son parti du Hérout. Un « matériau brut, susceptible, à plus ou moins longue échéance, de porter la droite au pouvoir²¹ ». Cette prophétie se réaliserait effectivement moins d'une génération plus tard, en 1977. En toile de fond de ce rejet, on pouvait ressentir le sentiment de fatigue « idéologique » qui commençait à s'emparer, à partir des années 1950, d'une partie des Israéliens, déçus de ne pouvoir cueillir rapidement les fruits tant espérés de l'indépendance et subissant, en outre, de plein fouet les effets du programme d'austérité mis en place en 1949, comme en témoigne Tom Segev²² :

Chaque individu, chaque famille étaient astreints à se fournir auprès de certains magasins précis de leur quartier, qui seuls étaient habilités à leur délivrer leurs rations alimentaires. Les épiciers, les marchands de légumes et les bouchers étaient chargés de distribuer les carnets de rationnement aux consommateurs inscrits sur leurs listes. Les carnets étaient faits de tickets détachables de diverses valeurs. L'obligation de distribuer les carnets et de détacher correctement les tickets de rationnement à leurs clients transformait les vendeurs en fonctionnaires du gouvernement et réduisait les clients à leur merci. Par la suite, les restaurants reçurent l'ordre de réclamer les tickets de rationnement à leurs clients, les touristes comme les Israéliens. Les rations vendues au public étaient fixées tous les jours, en fonction des produits disponibles et de la nécessité de maintenir une ration quotidienne de calories minimum, de l'ordre de 2 600 calories par jour.

Aspirant, après de longs mois de guerre et de sacrifices, à davantage de bien-être personnel, quitte à contrevenir sans scrupule aux restrictions du rationnement en se tournant vers le marché noir²³, beaucoup d'Israéliens n'écoutaient plus que d'une oreille distraite les discours enflammés de Ben Gourion sur le « rassemblement des

Exilés » et le « verdoisement du Néguev ». Ces appels et ces idéaux plaçant la société au-dessus de l'individu s'érodèrent au fur et à mesure de la « démobilisation » de l'esprit pionnier et de l'apparition d'une classe moyenne de propriétaires fonciers, d'industriels, de commerçants, de fonctionnaires et de professions libérales. Très présente à Tel-Aviv et dans les anciennes agglomérations urbaines, d'origine européenne ou de vieille souche israélienne, elle était incarnée par le parti libéral des « sionistes généraux », qui rafla un quart des voix lors des élections municipales de 1950 face au Mapai qui, jusqu'au début des années 1960, se présentait comme le parti « des travailleurs et des nouveaux immigrants ».

La « sélection »

Fin 1951, l'immigration en provenance d'Europe de l'Est cessa complètement, et un silence de plomb s'abattit, pendant les cinq années suivantes, sur les Juifs vivant derrière le Rideau de fer. Le « sauvetage » des communautés irakienne et yéménite achevé, la perspective de voir un demi-million de Juifs nord-africains déferler en Terre sainte donnait des sueurs froides aux responsables de l'Agence juive et à leurs collègues du gouvernement. La « régulation » du flux migratoire devint dès lors indispensable, d'autant que la situation économique demeurerait très précaire avec un taux de chômage passant de 6,1 % en 1951 à 11,3 % en 1953. Pauvres et sans ressources pour la plupart, c'était au Trésor public qu'il incombait de financer les besoins essentiels des immigrants en matière de logement, d'instruction et d'emploi.

Alors, le ministre de l'Immigration Itzhak Raphaël, qui appartenait au Parti national religieux, soumit à l'approbation du gouvernement et de l'Agence juive un projet préconisant le « filtrage » des candidats à l'immigration sur la base de leur âge et de leur état de santé. Appliqués théoriquement à l'ensemble des candidats, ces critères de sélection visaient uniquement les Marocains et les Tunisiens, les seuls susceptibles de venir s'installer en masse en Israël, en raison de la situation politique très incertaine de leurs pays. Même Ben Gourion, qui fit entrer dans son gouvernement, cette année-là, les sionistes généraux, n'y émit aucune réserve²⁴. Ardent défenseur de la loi du Retour et chantre infatigable du « rassemblement des Exilés », il s'était plié aux impératifs économiques exposés par son ministre des Finances, Eliezer Kaplan²⁵, ainsi qu'aux arguments « hygiénistes » du puissant directeur général du ministère de la Santé, Haim Shiba (1908-1971). Généticien de formation et ancien chef du service médical de l'armée, le docteur Shiba était hanté par le risque d'une dégénérescence du corps social israélien à la suite de l'afflux massif d'immigrants primitifs, âgés et improductifs, à l'image des dizaines de passagers libyens qui venaient tout juste de débarquer du bateau *Negba* à Haïfa et à propos desquels la presse faisait des gorges chaudes depuis leur arrivée.

Quantitative et qualitative à la fois, la « sélection » – c'est sous ce nom que la nouvelle politique fut connue du public – stipulait que 80 % des candidats devaient être soit des jeunes appartenant à la 'Aliyat Ha-No'ar et aux mouvements haloutziques, soit des célibataires ou des chefs de famille « productifs » en possession d'un métier, et âgés de moins de trente-cinq ans^{*6}. S'ils ne pouvaient se loger par leurs propres moyens ou n'avaient pas de profession reconnue, obligation leur serait faite de travailler pendant deux ans dans l'agriculture. Quant aux 20 % restants âgés de plus de trente-cinq ans, ils étaient constitués, en premier lieu, des parents directs des candidats sélectionnés, qui s'engageaient à les prendre à leur charge s'ils en avaient les moyens. L'unique but de ces critères draconiens était de réduire au maximum l'immigration nord-africaine ; un objectif qui fut largement atteint jusqu'en 1954^{*7} et qui, entre autres conséquences collatérales, détruisit de nombreuses familles, en éloignant des enfants de leurs parents âgés, malades ou handicapés, qu'ils durent abandonner à leur triste sort au Maroc ou en Tunisie faute de pouvoir les prendre à leur charge.

Tous les candidats et leurs proches étaient tenus de se soumettre à un contrôle médical approfondi avant d'entamer la procédure d'admission proprement dite : un parcours du combattant pouvant durer des mois, qui les obligeait parfois à effectuer des centaines de kilomètres avant d'être reçus dans l'une ou l'autre des officines médicales de l'Agence juive installées à Casablanca et à Tunis ainsi que dans une vingtaine d'autres localités. En 1952, les deux tiers des 16 000 demandes marocaines furent rejetées pour raisons de santé et, s'il n'en avait tenu qu'au responsable du bureau de Casablanca, le docteur Eliezer Matan, l'État hébreu aurait pu se passer sans regret d'un apport humain aussi peu réjouissant que celui des Juifs du Maghreb²⁶. Le docteur Matan ne se limitait pas d'ailleurs aux seuls critères officiels. Il en ajouta plusieurs de son cru, tels que l'état psychosocial du candidat et son niveau de culture, son caractère, n'hésitant pas à repousser les candidats qui lui semblaient « problématiques », « difficiles », « colériques » ou « instables » et qui risquaient, par leur venue, de porter atteinte à la bonne santé physique et morale de la société israélienne. D'ailleurs, expliqua pour sa part Eliahou Doubkin aux membres de l'exécutif de l'Agence juive qui s'étonnaient de ne pas voir les mêmes critères sélectifs appliqués aux Juifs est-européens, « nous avons bien le droit de ne choisir que l'élément le plus jeune et le plus productif parmi les candidats nord-africains à l'immigration. Nulle obligation, ni sioniste ni juive, ne nous impose de les faire venir tous en Israël, contrairement aux Juifs de Roumanie, de Pologne ou de Tchécoslovaquie²⁷ ». Doubkin n'en dit pas plus, mais tous ses collègues comprirent le fond de sa pensée.

Cette discrimination était à peine voilée envers les candidats maghrébins. Ils étaient voués aux gémonies avant même d'avoir foulé le sol de la Terre promise. Ils en gardèrent, par la force des choses, un souvenir cuisant qui ne les quitta jamais plus et qui, sans nul doute, est à l'origine de l'hostilité tenace qu'ils conçurent à l'égard de l'« *establishment* ashkénaze » auquel appartenaient la plupart des émissaires de l'Agence juive qui, tels des maquignons, les sélectionnaient suivant leur apparence physique. Par exemple, dans un récit poignant, le poète Nathan Altermann évoque le jeune père Danino (au pied bot) qui, devant ses enfants en larmes, se mit à courir et à sauter dans tous les sens, implorant Dieu de cacher son infirmité aux médecins impassibles qui le fusillaient du regard²⁸.

Les procédures médicales et administratives terminées, les immigrants sélectionnés étaient ensuite acheminés dans un camp de transit avant d'embarquer vers le camp du Grand Arenas à Marseille. Ils n'étaient pas pour autant au bout de leurs peines car, au moindre changement important dans leur dossier médical, ils étaient renvoyés chez eux. Quant à la décision de séparer les enfants de leurs familles en les recrutant dans le cadre de la 'Aliyat Ha-No'ar, le libéral Moshe Kol expliquait à qui voulait l'entendre que c'était là le meilleur moyen de freiner la « levantinisation » d'Israël – en attendant la disparition de la « génération du désert » constituée par les adultes. Acculturés et libérés de l'emprise malsaine de leurs parents, les enfants d'immigrants pourraient contribuer plus tard à une meilleure intégration de leurs familles, et rendraient à Israël ses anciennes couleurs de pays occidental, moderne et idéaliste comme à l'époque pionnière du *Yishouv*. Or, comme la plupart des parents marocains ou tunisiens exigeaient de suivre leurs enfants immédiatement après leur départ, l'Agence juive prit la précaution d'imposer aux familles une visite médicale avant l'inscription de leurs enfants dans le cadre de la 'Aliyat Ha-No'ar²⁹. Cette décision fit couler beaucoup d'encre, tout autant que l'initiative scandaleuse de cette même organisation de rapatrier en 1953 dans leur pays d'origine six jeunes adolescents marocains pour avoir commis de petits larcins et sans les avoir présentés au préalable à la police³⁰.

Le flux des immigrants venant d'Afrique du Nord baissant à vue d'œil, on envisagea à un moment d'en augmenter le nombre en allant les recruter dans les villages du Sud marocain et du Sud tunisien, où le « matériau humain » était réputé de meilleure « qualité » que celui des grands centres urbains. Il n'était pas question cependant de transiger sur les règles de la sélection, comme le souhaitait le Joint, qui craignait pour l'avenir des personnes âgées et des handicapés qu'Israël refuserait d'accueillir³¹. L'organisation juive américaine en prit ombrage, tandis qu'au Maroc et en Tunisie on commençait à ressentir

les premières conséquences économiques et sociales de la nouvelle politique migratoire israélienne qui laissait à la charge des communautés urbaines des milliers de cas sociaux sans aucun soutien familial. À cela s'ajoutait l'exode vers les grandes villes de milliers de villageois originaires des petites communautés de l'intérieur au fur et à mesure de l'intensification de la lutte pour l'indépendance du Maghreb. Ponctuée d'attentats meurtriers, comme celui commis à Petit-Jean (Sidi Kassem) au Maroc durant l'été 1954, la soudaine dégradation de la situation politique entraîna un véritable climat de panique au sein des deux communautés à mesure qu'approchait l'heure du départ des Français et de l'indépendance des deux protectorats. Consciente de cet état des choses, l'Agence juive mit au point un nouveau programme d'intégration des immigrants destiné à accueillir un plus grand nombre de ressortissants nord-africains qui, en 1955-1956, représentaient 75 % de l'ensemble des immigrants. Intitulé « Du bateau au hameau » et appelé à répondre aux besoins agricoles et militaires du pays, ce programme s'insérait dans un vaste plan d'aménagement du territoire avec pour objectif de décongestionner les zones surpeuplées du littoral et de multiplier les implantations agricoles dans les régions faiblement habitées de Galilée et du Néguev, ainsi que le long des frontières³². Sans transiter par les « camps d'immigrants » et les *ma'abarot*, les nouveaux venus devaient être acheminés dès leur descente de bateau dans de nouveaux *moshavim* créés à leur intention. Il s'agissait d'une décision à forte valeur ajoutée culturelle, le travail agricole et la vie dans les villages agricoles tenant toujours le haut du pavé de l'« idéologie israélienne ». Présentée comme le meilleur moyen d'enraciner l'individu dans la vie du pays, les écoles consacraient en effet plusieurs heures de cours à la vie à la ferme, emmenant leurs élèves à *Tou Bisvat*^{*8} planter des arbres dans la cour de leur établissement, ou les faisant défiler à *Shavouot* (Pentecôte) vêtus de blanc, couronnes de fleurs sur la tête et bras chargés de fruits et de légumes dans des paniers d'osier.

Or, en bons ressortissants de pays musulmans élevés dans le mépris des fellahs et du travail agricole, rien dans leur culture ne préparait les Juifs nord-africains à manier la charrue et à traire les vaches. Conscients de cette « lacune », les bureaucrates de l'Agence juive crurent trouver la parade en jetant leur dévolu sur les communautés rurales de l'Atlas et du Sud tunisien : des hommes et des femmes souvent analphabètes mais « proches de la nature », que l'on jugeait préférables aux habitants des grandes villes, considérés globalement comme ni assez modernes pour entrer de plain-pied dans la société israélienne, ni assez traditionnels pour ressembler aux « bons » et « dociles » Juifs yéménites qui acceptaient sans rechigner tout ce que l'État hébreu leur offrait. Reprenant ainsi à leur compte les

stéréotypes qui avaient cours dans les milieux coloniaux d'Afrique et d'Asie, les émissaires de l'Agence juive continuèrent comme par le passé de sélectionner les candidats à l'immigration suivant leur âge (désormais fixé à quarante-cinq ans) et leur état physique. Droits dans leurs convictions, ni les critiques émises par les dirigeants communautaires, ni les remontrances des autorités françaises ne les firent revenir sur leurs décisions. Et, guère embarrassés par l'imminence de l'indépendance tunisienne et marocaine et par la détérioration de la situation des Juifs des deux protectorats, ils n'hésitèrent pas à refouler plusieurs familles ne répondant pas aux critères sanitaires de la sélection (alors que leurs fils avaient pourtant servi dans les rangs de Tsahal pendant la guerre d'indépendance), ou tout simplement parce qu'elles avaient à leur charge un nombre d'enfants supérieur à celui prescrit (cinq) et qu'elles refusaient de se séparer de leurs garçons et filles en surnombre en les confiant à la 'Aliyat Ha-No'ar.

Un second Israël

Quoi qu'il en soit, à l'exception d'un nombre restreint de familles aisées autorisées à habiter là où elles le voulaient, l'écrasante majorité des immigrants maghrébins des années 1950 furent installés dans des *moshavim* créés en plein cœur du Néguev, autour de Tibériade et au sud de la vallée de Jezréel, entre Beit Govrin et Beit Shemesh, ainsi que dans la région de Lakhish, entre les monts de Judée et Ashkelon. C'étaient le plus souvent des villages fantômes, sans la moindre infrastructure : par crainte de voir les immigrants déguerpir aussitôt arrivés sur les lieux, on les y acheminait de nuit, ou à la veille du *shabbat*, à bord de cars aux hublots fermés ou dans des camions-bennes dont on inclinait les plateformes pour en faire descendre de force les récalcitrants. Ils étaient hébergés dans des logements de 32 à 48 mètres carrés, aménagés avec un minimum de confort et dotés de provisions pour deux à trois semaines. Basé sur la polyculture, chaque *moshav* d'immigrants se spécialisait dans une branche agricole en fonction des conditions climatiques, mais aussi de la conjoncture. En attendant le plein développement de leur exploitation, les « nouveaux paysans » complétaient leurs revenus par des travaux d'appoint fournis par l'Agence juive, tels que la pose de canalisations d'eau, la construction de routes ou le défrichement de domaines communaux. Des vicissitudes qui furent épargnées aux milliers de Juifs polonais, roumains et hongrois arrivés en Israël entre 1956 et 1957, à la suite du « dégel » soviétique. Contrairement aux Maghrébins, ceux-ci avaient eu droit, dès leur descente d'avion, à des logements permanents dans les villes aisées de la bande côtière, « de Guedera à Nahariya ». Ne sachant comment les retenir, l'État alla jusqu'à leur accorder des avantages monétaires spéciaux, dont on priva les autres catégories d'immigrants^{*9}. Grâce à leur meilleur niveau d'instruction que celui des Orientaux, ainsi qu'à leurs puissants réseaux familiaux, ils trouvèrent assez facilement des emplois en accord avec leur formation professionnelle, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales et les services.

Pendant ce temps, sortant de six longues années d'austérité particulièrement contraignantes, Israël connut un développement

rapide avec un taux de croissance annuel moyen de 5,5 % jusqu'en 1965. Ce « miracle » s'expliquait par la combinaison de plusieurs facteurs, dont l'accroissement exceptionnel du marché du travail grâce, précisément, à l'immigration et à l'investissement massif de capitaux dans l'agriculture, l'industrie, le bâtiment et l'éducation. Outre le déblocage progressif de ses avoirs en livres sterling gelés dans les banques britanniques durant la guerre d'indépendance qui lui permit de s'approvisionner à l'étranger en carburants et en produits de première nécessité, la situation financière de l'État hébreu s'améliora considérablement grâce à la générosité des Juifs dans le monde – des Juifs américains plus particulièrement –, dont les dons s'élevèrent à plusieurs milliards de dollars. La situation s'améliora encore à la suite des premiers versements des réparations allemandes, de l'aide directe des États-Unis, des prêts à moyen et à long terme auprès de l'Israel Bonds et de la Banque mondiale (qui contribua notamment à l'élargissement de l'exploitation des ressources de la mer Morte) et, enfin, du Trésor américain sous forme notamment de surplus alimentaires. Ces moyens étaient suffisants pour couvrir largement le déficit de la balance des paiements et pour financer intelligemment les différents programmes de développement lancés par Levi Eshkol et Pinhas Sapir (1906-1975) afin d'assurer au plus vite l'indépendance économique d'Israël. Ces deux ministres des Finances et de l'Industrie de premier plan instaurèrent, en outre, une politique sociale s'inspirant des principes de l'État-providence chers à leur parti, le Mapaï, qui en 1953 fit voter par la ministre du Travail, Golda Meir, la loi sur la Sécurité sociale.

Héritant de toutes les prérogatives du mandat britannique en matière de contrôle des ressources naturelles du pays en plus des milliers d'hectares de terres appartenant au KKL et à l'Agence juive ou abandonnés par les Arabes, les pouvoirs publics étaient à même de façonner comme ils l'entendaient le paysage urbain, écologique et industriel du pays, sans toujours tenir compte des avis des experts. Cette politique dirigiste ne fut pas toujours couronnée de succès mais, complétée par une mécanisation rapide de toute la branche agricole et l'introduction de nouvelles techniques d'irrigation, l'État hébreu put couvrir, en 1966, 70 % des besoins alimentaires de ses 2,6 millions d'habitants et devenir en même temps un gros exportateur de produits maraîchers et d'agrumes acheminés dans toute l'Europe à bord d'avions d'El Al (la compagnie nationale d'aviation créée et contrôlée par l'État au même titre que la compagnie de navigation Zim et la compagnie nationale des eaux Tahal). Entre 1952 et 1964, Tahal aménagea la « Conduite d'eau nationale » (*Movil Artzi*), un pipeline hydraulique de plusieurs centaines de kilomètres traversant le pays de la vallée du Jourdain et du lac de Tibériade au Néguev, et qui accrut

considérablement les surfaces arables et la variété des plantes cultivées dans les vastes zones arides du centre et du sud d'Israël. On ne put en dire autant du projet grandiose de drainage des marécages de la vallée du Houlé, qui se termina par un fiasco écologique.

Cette amélioration de la situation économique se traduisit, entre autres, par la fermeture progressive des *ma'abarot* et l'hébergement des immigrants dans des villes de développement aménagées à toute vitesse du nord au sud du pays (une trentaine en tout), les mieux achalandées, à proximité de Haïfa et de Tel-Aviv. Les autres étaient situées à l'emplacement d'anciennes villes arabes (Lod, Ramleh, Ashdod, Ashkelon, Yahoud, etc.), en Galilée (Kiryat Shmona, Beit Shean, Ma'aloth, Nazareth-Ilith, Carmel, etc.), et à la lisière du Néguev (Ofaqim, Sderot, Dimona, etc.). Bâties le plus souvent sans aucun plan d'urbanisme digne de ce nom, elles répondaient à un triple objectif : assurer un hébergement permanent au plus grand nombre possible d'immigrants démunis, fournir des services administratifs, commerciaux ou même des loisirs aux *moshavim* des environs et, enfin, garantir une main-d'œuvre peu onéreuse aux usines installées dans ces parages pour le compte de la Histadrout et de quelques capitaux privés. En réalité, en dehors de quelques fabriques de textile et de produits alimentaires entretenus à fonds perdus par l'État, peu d'entreprises accoururent dans ces régions déshéritées qui allaient être rongées pendant des années par un chômage endémique. De fait, l'agriculture arrivant à saturation, le gouvernement avait mis l'accent, à partir du milieu des années 1950, sur l'industrie qui, en 1966, emploierait plus du quart de la main-d'œuvre contre un peu moins de 13 % dans l'agriculture. Laissant à la Histadrout l'économie des villes de développement plutôt ignorées des capitaux privés, l'État prit à sa charge l'exploitation des ressources minières – le potassium de la mer Morte et les phosphates du Néguev –, la construction de centrales électriques, le rachat des raffineries de Haïfa et la construction de l'oléoduc du Néguev pour le transport, à partir d'Eilat, du pétrole iranien, ainsi que le développement du réseau routier, l'aménagement des nouveaux ports d'Eilat et d'Ashdod, et l'édification avec le concours de la France de la centrale nucléaire de Dimona. Il laissa par ailleurs aux mains de la Histadrout et de sociétés privées le monopole des transports urbains et interurbains.

Guère découragés par les difficultés qui les attendaient en Israël et dont ils connaissaient les moindres détails, les Juifs marocains continuèrent d'affluer à une cadence accélérée jusqu'en 1956. Après une interruption plus ou moins complète consécutive à l'indépendance du royaume chérifien, un accord en bonne et due forme fut même signé en 1961 entre Israël et le Maroc, autorisant les Juifs à sortir quasi librement du royaume. C'était après le naufrage, entre

Alhuceimas et Gibraltar, du *Pisces*, un vieux rafiot délabré faisant route vers Israël avec à son bord quarante-quatre passagers clandestins. C'est ainsi que, sous l'égide de l'organisation juive américaine d'aide humanitaire HIAS (Hebrew Immigration Associated Services), le Maroc dut se séparer d'une bonne partie de sa population juive : en 1964, près de 100 000 Juifs quittèrent en effet le Maroc (à raison de 2 000 à 8 000 départs par mois) à destination d'Israël, mais aussi du Canada et de la France³³.

Répartition de la population par continent d'origine (1948-1970)*¹⁰

	Europe	Afrique
1948	398 000	
1953	1 499 000	
1957	1 503 000	
1960	1 500 000	
1963	2 800 000	
1967	2 300 000	
1970	2 303 000	

^a Syrie-Liban, Irak, Yémen, Iran, Afghanistan, Inde.

^b Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Égypte.

Ainsi, vers la fin des années 1960, plus d'un Israélien sur deux était né à l'étranger : inégalement répartis à travers le pays suivant leurs dates d'arrivée et aussi, dans une large mesure, suivant leurs origines, Ben Gourion espérait transformer cette « poussière d'hommes » – pour reprendre son expression – en de « nouveaux Juifs », débarrassés de leurs « scories diasporiques ». Leur assimilation au sein de la nation israélienne fut comparée par Itzhak Sprinzak (du comité exécutif de la Histadrout) à un « baptême », dans le sens chrétien du terme, les eaux du Jourdain faisant place à l'école et à l'armée. En cas d'échec, avertissait Pinhas Lavon, Israël deviendrait une version juive du Liban, de l'Égypte et de la Syrie³⁴.

Répartition géographique des immigrants par continent d'origine (fin 1953)³⁵

	Europe	Afrique
Nord	37,5	
Haïfa	69,7	
Centre	40,3	
Tel-Aviv	62,2	
Jérusalem	30,9	
Sud	27,8	

Inspiré du *melting-pot* américain, le *mizzoug galouyot* impliquait l'abandon par les immigrants de tous les aspects « particularistes » et « rétrogrades » de leurs mœurs, comme le mariage avec des filles pubères ou le statut inférieur de la femme :

Nous ne voulons pas que les Juifs du Yémen restent figés dans leur folklore, expliqua à ce sujet, devant la Knesset, David Ben Gourion³⁶. Au contraire, nous désirons qu'ils s'adaptent au folklore israélien, à la liberté israélienne, à l'égalité israélienne, à l'héroïsme israélien, à la culture et à la société israéliennes. Nous voulons que naissent parmi eux des chefs d'entreprise, des bâtisseurs, des hommes de science. Nous voulons effacer toute différence entre eux et les autres Juifs. Nous refusons que le statut de la femme yéménite et celui des enfants yéménites demeurent comme ils l'avaient été au Yémen. Le Juif yéménite a cessé à nos yeux d'être yéménite. C'est un Juif, c'est un homme comme nous. Il est juif avant tout et nous voulons le transformer très rapidement de manière à ce qu'il oublie d'où il vient tout comme moi-même j'ai oublié que je venais de Pologne.

Dans le même esprit, un prospectus de l'Agence juive mettait en garde les Israéliens contre les Yéménites qui risqueraient de devenir des bûcherons, des porteurs d'eau ou des cireurs de chaussures³⁷ :

Il nous incombe de leur donner toutes les chances de s'épanouir [...]. La communauté yéménite est vive, naturellement intelligente et laborieuse. Elle peut accroître son niveau de vie et fonder des colonies prospères peuplées d'une population saine, si nous leur consacrons suffisamment d'efforts, si nous les guidons, si nous offrons à ces colons le soutien de professeurs, de médecins, d'infirmières et d'instructeurs, qui leur apporteront tout leur amour et les aideront à acquérir une nouvelle culture.

Ces belles paroles fraternelles n'empêchèrent pas les instructeurs sabras travaillant dans les camps d'immigrants et venant généralement des *kibboutzim* de gauche ou des milieux socialistes des grandes villes, de raser les papillotes des enfants yéménites et de les encourager à transgresser publiquement les interdits rituels du *shabbat* pour en faire de « nouveaux Juifs ». Véritable conversion, être israélien signifiait ressembler, autant que faire se pouvait, au sabra laïque d'origine ashkénaze, c'est-à-dire adopter un nouveau prénom – Ouri, Dani, Ouzi, Dov, Tamar, etc. – rappelant l'époque héroïque du *Yishouv* ; hébraïser son nom patronymique en effaçant toute trace « diasporique » ; parler un hébreu sans accent ni son guttural ; adorer les excursions, les feux de camp ; danser la *Hora* ; jouer de l'accordéon ou de l'harmonica ; enfin, jeter par-dessus bord son passé juif diasporique. L'« opération » était relativement « facile » pour les

centaines de jeunes orphelins ashkénazes accueillis à leur sortie des camps dans les établissements de la 'Aliyat Ha-No'ar, mais beaucoup moins pour les jeunes Yéménites, Irakiens ou Marocains venus en Israël en compagnie de leurs familles et qui, l'école terminée, retournaient dans leurs *ma'abarot* et leurs barres d'immeubles sans charme où ils retrouvaient des parents désenchantés et souvent au chômage. Guère satisfaits de l'éducation dispensée à leurs enfants par les services d'immigration de l'Agence juive, ceux-ci trouvèrent un appui solide auprès des partis religieux du Mafdal et d'Agoudat Israel, qui claquèrent la porte du gouvernement en 1950 pour protester contre les programmes d'instruction mis en route dans les camps d'immigrants. Une commission d'enquête judiciaire leur donna raison, autorisant les parents à choisir le type de scolarité – laïque ou religieuse – convenant à leurs enfants.

Personne ne pensait, à l'époque, que l'école suffisait pour assurer l'intégration des immigrants. Pour Ben Gourion, par exemple, il ne faisait aucun doute que ce rôle incombait en premier lieu à Tsahal (la « meilleure école publique du pays », disait-il), avec son régiment de soldats-pionniers du Nahal et ses jeunesses paramilitaires de la Gadna. Ces filières d'intégration et de promotion sociales étaient certes importantes, mais beaucoup moins que les mouvements de jeunesse haloutziques – héritiers de l'esprit du Palmach – dont les membres, dans leur majorité, étaient accueillis à bras ouverts dans les unités d'élite de Tsahal – armée de l'air, paras et commandos. Actifs principalement dans les quartiers riches des grandes villes et quasiment absents dans les villes de développement, les mouvements haloutziques, à prédominance sabra, constituaient des pépinières « exclusivistes » dont les « anciens » avaient en commun une même origine sociale, le même train de vie et les mêmes codes culturels.

En 1957, moins de 20 % des élèves en fin d'études primaires originaires des pays musulmans étaient admissibles dans le secondaire ; la moitié d'entre eux seulement arrivaient jusqu'au baccalauréat (*bagrut*) et bien moins encore à l'université. Les plus mal lotis étaient les originaires du Maroc : alors que les Juifs irakiens, installés pour la plupart dans des agglomérations prospères comme Ramat Gan, étaient revenus à la fin des années 1950 à une configuration socioprofessionnelle proche de celle qu'ils avaient connue dans leur pays d'origine, les Marocains étaient relégués dans les quartiers défavorisés des grandes villes et dans des localités très éloignées du centre du pays : n'ayant que peu d'opportunités d'améliorer leur condition sociale, paupérisation et prolétarianisation étaient leur lot.

Un fossé social profond se creusa ainsi à partir des années 1950 entre un « premier Israël » riche, cultivé et à prédominance ashkénaze,

et un « second Israël » pauvre, déculturé et d'origine séfarade. Il suffisait d'une étincelle pour mettre le feu aux poudres. C'est ce qui se passa effectivement, le 8 juillet 1959, dans l'ancien quartier arabe de Wadi Salib à Haïfa, quand la police, sans justification apparente, tira sur un ivrogne du nom de Jacob Elkrief qui semait le désordre dans un café. Grièvement blessé, il fut immédiatement transporté à l'hôpital, pendant que des habitants du quartier, d'origine marocaine tout comme la victime, se rassemblaient spontanément pour dénoncer la conduite de la police. Le lendemain, répondant à l'appel de l'Union des immigrants d'Afrique du Nord (une organisation créée quelques mois plus tôt par un certain David Benharoch), des dizaines de manifestants en colère se dirigèrent vers le quartier ashkénaze voisin et relativement plus aisé de Hadar Ha-Carmel : brisant vitrines de magasins et renversant des voitures, ils s'en prirent notamment aux bureaux du Mapaï et de la Histadrout qui se trouvaient dans les parages, avant de se heurter à la police qui stoppa brutalement leur marche. Treize agents furent blessés au cours de ces nouveaux heurts et trente-quatre manifestants furent arrêtés. La situation risquant de dégénérer, le maire, Abba Houshi, entra en contact avec David Benharoch, qui dénonça la discrimination dont les siens étaient victimes et réclama la libération des manifestants jetés en prison. Le maire accéda à sa demande et la vie reprit son cours normal à Wadi Salib jusqu'au vendredi soir 31 juillet, quand la section de Haïfa du Mapaï décida d'organiser une de ses innombrables réunions électorales dans une salle de cinéma du quartier. Cela constituait une « provocation » de la part du parti dominant qui, de connivence avec la police, voulait en découdre avec Benharoch et ses camarades, dont les agissements s'étaient étendus entre-temps à d'autres villes à forte population « orientale » comme Tibériade, Beersheba et Migdal Ha'Emeq. Tombant dans le piège qui leur avait été tendu, des dizaines de manifestants de l'Union des immigrants d'Afrique du Nord furent arrêtés alors qu'ils essayaient d'empêcher la réunion du Mapaï. Parmi eux, Benharoch fut trouvé en possession d'un revolver puis jugé, et écopa alors de plusieurs mois de prison. Suscitant un vaste écho à travers le pays et même au Maroc, où le roi eut beau jeu de dénoncer le traitement subi par ses sujets dans l'État juif, les émeutes de Wadi Salib jetèrent une lumière crue sur la gravité des problèmes sociaux en Israël³⁸. Cela mit aussi en évidence l'échec de la politique du *melting-pot* et la transformation d'Israël en une société fragmentée, où fossé économique et clivage ethno-culturel allaient de pair. C'est ce que constata d'ailleurs la commission publique mise en place au lendemain des émeutes de Wadi Salib et qui compta parmi ses membres le professeur Samuel Noah Eisenstadt de l'Université hébraïque de Jérusalem. Maître à penser de la sociologie israélienne, Eisenstadt

analysait l'intégration des nouveaux immigrants originaires des pays musulmans comme un phénomène de modernisation de communautés traditionnelles au contact de la « société israélienne » en tant que société développée et moderne du fait de ses origines européennes. Semée de pannes et de frustrations, cette modernisation supposait l'adoption pure et simple par les Orientaux des valeurs et des modes de pensée et de comportement de la société ashkénaze comme condition *sine qua non* de leur « resocialisation » et de leur assimilation complète. Encore fallait-il que ladite société acceptât de leur fournir les moyens indispensables pour faciliter leur promotion. Or, lorsqu'au lendemain des émeutes de Wadi Salib le ministre de l'Éducation Zalman Aran suggéra à l'Université hébraïque et au Technion d'accroître le nombre de leurs étudiants orientaux en créant des cours préparatoires à l'intention de candidats venant des faubourgs et des villes de développement, il se heurta à une fin de non-recevoir sans appel de la part des responsables de ces deux institutions, devenues des prés carrés élitistes ashkénazes. Se cachant derrière des considérations d'excellence académique, elles veillaient en fait à leur « sanctuarisation » en y empêchant l'entrée massive d'étudiants venant des pays musulmans, qui en 1959 représentaient 5 à 6 % à peine du total des étudiants du pays. Au même moment, les deux établissements ne s'interdisaient pas d'accorder les plus grandes facilités – réduction des frais de scolarité, bourses d'études, hébergement gratuit, etc. – aux candidats venant des *kibboutzim* et des « vieux » *moshavim*, même s'ils ne répondaient pas toujours aux critères formels d'admission³⁹.

Être israélien

En tout état de cause, les émeutes de Wadi Salib firent prendre conscience aux pouvoirs publics de la gravité de la situation, mais l'opinion, elle, vivait encore sous l'effet des brillants exploits de Tsahal, pendant la campagne éclair du Sinaï en 1956^{*11}, et sur les succès indéniables de son économie, sans équivalent hors d'Europe et du monde occidental^{*12}. Flattant leur bonne conscience, Ben Gourion ne cessait de répéter aux Israéliens que les inégalités et les difficultés dont souffraient les Orientaux résultaient en bonne partie de leurs propres antécédents culturels et non des lacunes de la société israélienne. Certes, tout le monde en convenait, la bureaucratie israélienne n'était pas au-dessus de tout reproche, mais tout irait pour le mieux quand la « génération du désert » – celle des parents immigrants – céderait la place à la nouvelle génération née ou arrivée très jeune en Israël. Le jeune soldat d'origine marocaine Nathan Elbaz qui, au prix de sa vie, sauva en 1954 d'une mort certaine ses camarades de chambrée en se jetant sur une grenade dégoupillée était, expliquait-on en haut lieu, plus représentatif de cette génération montante que les manifestants débraillés des quartiers populaires de Wadi Salib à Haïfa et de Mousrara à Jérusalem. C'était un « héros marocain », en somme, de même envergure que les milliers de héros sabras qui s'étaient sacrifiés en 1948 puis au cours des embuscades des années 1950 à la gloire du jeune État d'Israël et dont les actes de bravoure étaient rappelés chaque année dans les cours des écoles et dans les salles de classe, à l'occasion de la journée du Souvenir en l'honneur des soldats tombés au champ d'honneur et précédant chaque année la fête de l'Indépendance.

Un cérémonial très strict fut en effet mis en place pour marquer la fête du Souvenir : chemise blanche, pantalon ou jupe sombres, les élèves se réunissent autour du mémorial de leur établissement, en présence de tous les membres du corps enseignant, des parents d'anciens élèves tombés au champ d'honneur, des notabilités locales et des représentants de l'armée. Le drapeau est en berne. Les discours officiels, les chants patriotiques, les poèmes d'élèves et le rappel par les professeurs de faits d'armes anciens ou récents se succèdent. À

11 heures précises, au moment où les sirènes hurlent à travers le pays, l'assistance observe, figée, deux minutes de silence, suivies de nouveaux discours, chants, poèmes et, enfin, de la *Hatikva*, l'hymne national entonné en chœur.

Autre temps fort de la vie publique à partir de 1959 : la commémoration de la « journée de la Shoah », qui devint une date importante du calendrier israélien après que l'État hébreu eut commencé à se réconcilier avec son passé juif. De fait, le regard sur la Shoah avait changé au fur et à mesure de l'arrivée de centaines de milliers de Juifs originaires d'Europe de l'Est qui avaient souffert dans leur chair durant les années de guerre. Le sujet ne quitta plus l'actualité pendant les débats houleux à la Knesset sur les réparations allemandes, ou encore à la suite des procès d'anciens kapos et sonderkommandos démasqués fortuitement dans les rues de Tel-Aviv et à Haïfa, de responsables de *Judenräte* et autres personnalités juives ayant entretenu des contacts étroits avec les nazis. Le plus retentissant de ces procès avant celui d'Eichmann en 1961 fut celui de Rudolf Katzner en 1953, accusé d'avoir collaboré avec les nazis en Hongrie pour sauver de la déportation à Auschwitz, en échange d'une importante somme d'argent, quelque 1 700 Juifs, parmi lesquels ses proches, de nombreux notables fortunés, des dirigeants religieux (dont le rabbin Joël Teitelbaum de la « cour » hassidique de Satmar) ainsi que des militants sionistes de la mouvance socialiste. Fonctionnaire proche du Mapaï, Katzner était accusé par le journaliste de droite Malchiel Gruenwald d'avoir entretenu des contacts étroits avec Adolf Eichmann et son adjoint en Hongrie Dieter Wisliceny, ainsi qu'avec l'envoyé d'Himmler Kurt Becher, en faveur duquel il avait témoigné après guerre pour lui éviter de comparaître au procès de Nuremberg. Traduit en justice pour diffamation, Gruenwald fut acquitté au bout d'un procès de deux ans par le juge Benjamin Halevi, du tribunal de grande instance de Tel-Aviv, qui laissa planer le doute sur l'innocence de Katzner, faisant valoir qu'« en recevant son cadeau des nazis, il avait vendu son âme au Satan allemand ». Interjetant appel auprès de la Cour suprême, Katzner fut agressé le 7 mars 1957 en pleine rue à Tel-Aviv par un jeune extrémiste de droite. Il succomba à ses blessures quelques jours plus tard, sans avoir eu le temps de prendre connaissance de la décision de la Haute Cour de justice qui annulait le jugement et l'innocentait de l'accusation de collaboration avec les nazis.

À ces grands événements qui tinrent en haleine le public pendant de longs mois et des années entières, s'ajoutait une série de textes adoptés par la Knesset, dont la loi sur la comparution en justice des criminels nazis et de leurs auxiliaires conférant le droit à l'État hébreu de juger, au nom du peuple juif, les responsables de l'Holocauste. Il y

eut aussi la fondation à Jérusalem du mémorial de Yad Vashem, en souvenir « des victimes et des héros » de la Shoah. Son emplacement ne fut pas laissé au hasard : le mont Herzl, à Jérusalem, où sont enterrés les soldats tombés au champ d'honneur ainsi que les présidents et les plus hauts dignitaires de l'État⁴⁰. Ouvert en 1961, le procès d'Adolf Eichmann à Jérusalem eut un impact extraordinaire sur l'opinion israélienne : l'oreille collée à leurs postes de radio et à leurs nouveaux transistors (la télévision n'était pas encore au rendez-vous à l'époque), 2,2 millions d'Israéliens – parmi lesquels 500 000 survivants de l'Holocauste – écoutèrent, jour après jour, pendant plusieurs semaines consécutives, les témoignages les plus terrifiants sur la « solution finale » décidée par le chef de l'Office central de sécurité du Reich. Capturé en Argentine par des agents du Mossad, Eichmann fut condamné à mort, puis pendu le 1^{er} juin 1962. Son corps fut incinéré et ses cendres dispersées dans la mer, en dehors des eaux territoriales israéliennes. Toutes les enquêtes d'opinion effectuées à l'époque sont formelles : la jeunesse israélienne fut très affectée par ce procès historique qui renforça sa solidarité avec les Juifs de la Diaspora, ainsi que sa confiance dans l'État juif comme garant ultime du salut des Juifs dans le monde⁴¹. C'est ainsi que le souvenir de la Shoah allait devenir une composante majeure de l'identité israélienne, en même temps qu'une source d'inspiration pour de jeunes écrivains comme le poète Haim Gouri (né en 1923) et les romanciers Yoram Kaniuk (1930-2013) et Aharon Appelfeld (né en 1932).

Le ministère de l'Éducation contribua grandement à ce retour au passé en lançant à partir de 1956 une campagne de ressourcement et d'approfondissement de la « conscience juive » (« *Toda'a Yehudit* ») à l'intention de l'ensemble des élèves. Mise en chantier par Zalman Aran, un ancien étudiant de *yeshiva* « défroqué » et agnostique, elle consistait à sensibiliser les enseignants de toutes les écoles aux matières juives, notamment à faire usage désormais du calendrier hébraïque et à apprendre aux élèves les fondements essentiels de l'histoire et de la religion juives, la Bible, les fêtes religieuses et leur rituel, le folklore des différentes communautés, la vie des ghettos, les noms et l'œuvre des grands personnages rabbiniques. Sans oublier les noms des grands penseurs, des écrivains et des savants juifs ou d'origine juive qui, de Spinoza à Freud et Einstein, brillèrent au firmament de la civilisation mondiale. La seule exception fut que l'enseignement du yiddish continua à être banni au même titre que les autres jargons diasporiques⁴². Il en fut de même – mais pour des raisons totalement différentes – de l'apprentissage de la langue allemande, qui attendrait la fin des années 1960 pour faire son retour à l'Université.

De proche en proche, la Diaspora^{*13} fut ainsi remise à l'honneur

dans les livres de classe après avoir été longuement reléguée au rebut de l'histoire par les premières générations de militants sionistes. Ce « retour de flamme » fit sourire les religieux du Mafdal et d'Agoudat Israel qui, cyniques, demandèrent au ministre de ne pas s'arrêter en si bon chemin et d'approfondir plus encore l'enseignement des matières traditionnelles car, expliqua l'un de leurs députés, « en dehors du défilé militaire de la fête de l'Indépendance, nous n'avons rien créé d'original dans notre nouvel État. Nous avons jeté l'ancien sans le remplacer par du nouveau⁴³ ». Au contraire, le Mapam et Ahdout 'Avoda tirèrent à boulets rouges sur Aran et sa politique de « rejudaïsation » de l'identité israélienne. Ils ne virent cependant aucun mal dans la place dévolue à la Bible dans les nouveaux programmes, tout en pensant que le judaïsme ne saurait être assimilé à ce seul texte, aussi important fût-il. La Bible avait été élevée depuis 1948 au rang de mythe fondateur de l'État hébreu par Ben Gourion, et celui-ci avait pris l'habitude de réunir régulièrement chez lui un cercle d'études bibliques ; c'est sous son impulsion que furent organisés, tous les ans, à l'occasion de la Fête nationale⁴⁴, des « concours bibliques » pour adultes et pour jeunes dont les gagnants, couronnés du titre de « Prince^{*14} de la Bible », avaient droit aux mêmes honneurs que les lauréats du prix Israël, décerné ce jour-là aux plus grands savants et aux meilleurs écrivains de l'année.

Le public manifestait, par ailleurs, le même engouement pour l'archéologie biblique, d'autant plus que deux généraux célèbres de Tsahal y attachèrent leurs noms : le premier, Yigaël Yadin, troqua son uniforme de chef d'état-major général pour celui de professeur d'archéologie à l'Université hébraïque ; le second, Moshe Dayan, lui aussi ancien chef d'état-major, faillit même perdre la vie au cours de l'une de ses nombreuses fouilles. Faisant des centaines d'émules à travers le pays, archéologues attitrés ou amateurs étaient en quête de traces concrètes confirmant les liens tissés, à l'époque biblique, entre le peuple juif et la Terre d'Israël. La découverte en 1947 des manuscrits de la mer Morte à Qumran, parmi lesquels plus de deux cents fragments de la Bible hébraïque, et leur acheminement par des voies détournées en Israël furent un événement d'une grande portée symbolique et historique. En 1955, elle incita le gouvernement à créer un Sanctuaire du Livre pour conserver ces textes en hébreu datant du 1^{er} siècle. Intégré en 1965 au musée d'Israël à Jérusalem, le Sanctuaire du Livre – avec son dôme en céramique blanche rappelant les couvercles des jarres dans lesquelles les manuscrits avaient été trouvés – devint dès lors un site de visite incontournable pour tous les élèves israéliens lors de leurs excursions éducatives à Jérusalem.

Mais l'archéologie biblique dépasse largement le cadre géographique de la Terre sainte. Elle est inséparable de l'histoire des

civilisations du Levant, et c'est à la lumière de celle-ci qu'un contre-récit sémite fut développé par le courant cananéen appelé à exercer une influence non négligeable sur la littérature et la pensée israéliennes des années 1950. Né de la collaboration à la fin des années 1930 entre le linguiste Adiya Gurevitch (alias Gur Horon) et le poète Ouriel Halperin (alias Yonathan Ratosh), ce mouvement d'idées part de l'hypothèse du passé lointain d'une nation hébraïque englobant l'ensemble des peuples vivant en terre de Canaan, parlant la même langue et adorant les mêmes divinités païennes, comme Baal et Ashera. Les Israélites s'en détachèrent durant leur exil à Babylone, lors duquel ils rédigèrent la Bible, un texte idéologique qui donna naissance au judaïsme et relatant une histoire « tronquée » des peuples de Canaan. Dès lors, établissant un lien direct entre l'Antiquité et le présent, Ratosh en appelait à la création d'un État hébreu sur toute l'étendue de l'« espace sémite », sans lien organique quelconque avec la Diaspora juive ni avec le sionisme. Cet État inclurait l'ensemble des peuples du Croissant fertile (Juifs, chrétiens et musulmans) et les fusionnerait en une nouvelle nation de culture néopaïenne dont l'hébreu serait la langue commune. Comptant quelques centaines de fidèles, les « Cananéens » et leur revue littéraire *Alef* connurent une assez large audience au début des années 1950. Défrayant de temps à autre la chronique par leurs prises de position nihilistes et antisionistes, plusieurs artistes et écrivains parmi les plus célèbres de cette époque se reconnurent dans leurs idées, à l'exemple du sculpteur Itzhak Danziger, des romanciers Benjamin Tammouz, Aharon Amir, Moshe Dor et Amos Kenan, ainsi que, dans une certaine mesure, de l'écrivain journaliste Ouri Avneri et de son célèbre hebdomadaire *Ha-Olam Hazé*. Ils étaient toutefois moins consensuels que leurs aînés de la « génération du Palmach » comme Aharon Megged, Yigal Mossinsohn, Hanoach Bartov, Moshe Shamir et surtout Izhar Smilansky (alias S.Izhar), l'auteur de *Jours de Ziklav*, qui raconte le quotidien d'une patrouille de Tsahal durant la guerre d'indépendance, et de *Khirbet Hiz'ah*, relatant l'expulsion d'Arabes palestiniens par l'armée israélienne en 1948. L'année 1958 vit la parution de la somme poétique de Pinhas Sadeh (1929-1994) *La Vie comme une fable*. Commença alors à poindre la jeune génération dite « israélienne » représentée par Haim Gouri, Abraham Y. Yehoshoua, Amos Oz et Yoram Kaniuk, qui délaissèrent le « nous » collectif et idéologique pour le « moi » individuel et l'expressionnisme psychologique, allégorique et symbolique.

Une minorité silencieuse : les Arabes israéliens

Composante plutôt silencieuse de la société israélienne, la communauté arabe constituait environ 15 % de la population totale entre 1950 et 1970. Deux types de considérations (politiques et militaires) pour le moins contradictoires présidèrent à l'élaboration de la politique israélienne vis-à-vis de cette minorité constituée de musulmans, de chrétiens et de Druzes. D'une part, il y avait la volonté de la faire bénéficier de la plupart des libertés formelles – dont le droit de vote – accordées par l'État hébreu à l'ensemble de ses citoyens et, d'autre part, la crainte de la voir manquer de loyalisme envers les institutions de l'État juif. C'est ainsi que, parallèlement à la reconnaissance de l'arabe en tant que seconde langue nationale du pays, les Arabes israéliens furent soumis entre 1949 et 1966 à une série de mesures d'exception émanant des ordonnances d'urgence promulguées par les Britanniques au cours des dernières années du Mandat : censure des journaux et des programmes scolaires, confiscation de biens, internement administratif et aussi discrimination « pour des raisons de sécurité » au niveau de l'emploi, dans la fonction publique et dans les industries travaillant pour l'armée.

La population arabe d'Israël de 1948 à 1967*¹⁵ (en milliers)

Année	Population arabe (en milliers)
1948	112,6
1950	118,1
1955	149,6
1960	230,6
1965	280,6
1967	300,6

*¹⁶*¹⁷

À ces mesures répressives s'ajouta en 1956 le drame de Kfar Kassem, village arabo-israélien situé à proximité de la frontière jordanienne, à une vingtaine de kilomètres de Tel-Aviv. Le 29 octobre, le jour du déclenchement de la guerre du Sinaï, le couvre-feu fut

imposé à tous les civils arabes habitant le long de la frontière. Leur journée de travail terminée, quarante-sept paysans arabes rentrèrent chez eux, violant, sans le savoir, le couvre-feu dont ils ignoraient l'existence. Ils furent abattus sans sommation par des gardes-frontières en faction à l'entrée du village. Mis aux arrêts immédiatement, les soldats et leurs officiers furent jugés et condamnés sévèrement pour avoir obéi à un ordre militaire « manifestement illégal ». Mais le mal était déjà fait : Kfar Kassem allait s'ajouter à Deir Yassin dans la liste des massacres de civils palestiniens et devenir un symbole supplémentaire dans la lutte nationale des Palestiniens contre l'État juif. Dix ans après cette « tragédie monstrueuse » qui fut condamnée devant la Knesset dans des termes très sévères par Ben Gourion, son successeur, Levi Eshkol, prendra l'initiative d'abolir les mesures d'exception imposées aux Arabes israéliens depuis 1948.

Sur le plan juridique, tout en bénéficiant d'une pleine liberté de culte renforcée par la présence de tribunaux « coutumiers » intervenant dans les affaires de droit personnel, les Arabes furent tenus de respecter certaines lois du code civil israélien telles que l'interdiction du mariage forcé, de la polygamie et de la répudiation. En même temps que l'amélioration du statut de la femme, consécutive à ces nouveaux règlements, l'introduction de la scolarité obligatoire, l'expansion du travail salarié et la modernisation du monde rural transformèrent progressivement les structures économiques et sociales de la population arabe, et poussèrent à son urbanisation croissante ainsi qu'à la sédentarisation des Bédouins du Néguev et de Galilée. Ainsi, le nombre de paysans vivant de l'agriculture passerait de 60 % en 1954 à 41 % en 1961 avant de tomber à 19 % au début des années 1970. Celui des salariés de l'industrie, des textiles et des transports serait de 19 % en 1954, de 39 % en 1964, et de 60 % environ à la fin des années 1970. Insignifiante à la fin de la guerre de 1948, une classe assez nombreuse d'intellectuels, d'universitaires, de médecins, d'avocats et de fonctionnaires diplômés du supérieur allait voir le jour au cours de cette période et représenter 8 % environ de l'ensemble de la population arabe en 1980.

Dans le domaine politique, les autorités favorisèrent l'émergence d'une nouvelle classe de notables ruraux et urbains, proches du pouvoir central et généralement bien en vue des milieux traditionnels de leur société. Leur rôle était particulièrement crucial en périodes d'élection à la Knesset : compte tenu du mode de scrutin – national et proportionnel – en vigueur, leurs voix et celles de leurs « clients » étaient convoitées par tous les partis. Les méthodes changeaient d'un parti à l'autre : tandis que le Mapaï de Ben Gourion préférait s'entourer de partis satellites animés par des notables locaux, le Mapam, lui, optait pour l'intégration de politiciens arabes dans ses

activités générales aussi bien que sur ses listes électorales. Mais le caractère sioniste de ces deux partis allait être un obstacle insurmontable à leur expansion en milieu arabe. Dès lors, le parti communiste Maki allait se présenter, de scrutin en scrutin, comme la seule alternative possible au Mapai et au Mapam. Sa dénonciation du sionisme après la brève lune de miel israélo-soviétique en 1948-1949 ainsi que son soutien déclaré à la cause arabe, conformément aux directives de Moscou, étaient ses meilleurs atouts. Le Maki, qui ne revint jamais cependant sur sa reconnaissance d'Israël, avait aussi pour autre avantage d'être un parti « légitimiste » dans le cadre duquel les militants arabes pouvaient en toute légalité tenir des propos violemment anti-israéliens sans être inquiétés par la justice, comme ce fut le cas, en 1964, pour les nationalistes d'*al-Ard* (« La Terre »). Cette organisation fut dissoute parce qu'elle revendiquait « une solution équitable à la question palestinienne » impliquant la disparition d'Israël. Mais, au sein du Maki, les choses n'allaient pas pour le mieux non plus : avec le temps, les dissensions entre Juifs et Arabes y furent si profondes que le parti se scinda, en 1965, en un parti communiste « juif », qui perdit assez rapidement le soutien de Moscou avant de disparaître, et un parti communiste à majorité arabe (le **Rakah**) qui suivit la politique du Kremlin à l'égard du conflit israélo-arabe⁴⁵. En 1965, ce parti fut à la tête d'une assez forte mobilisation populaire contre la création de la ville de Carmel sur des terres confisquées aux Arabes, entre Acre et Safed.

Tous ces changements ne furent pas sans effet sur la perception qu'avaient les écrivains israéliens des Palestiniens « de l'intérieur » comme de ceux « de l'extérieur » : ils représentaient un danger même quand ils étaient un objet de désir ambigu, comme dans *Mon Michael* d'Amos Oz⁴⁶, ou une menace existentielle insoutenable, comme chez Abraham B. Yehoshoua dans *Face aux forêts*⁴⁷. Dans cette nouvelle, l'auteur relate dans un style sobre et percutant le face-à-face dramatique entre un rescapé palestinien de la guerre de 1948 et un jeune étudiant israélien se spécialisant dans l'histoire des Croisés et qui a pour gagne-pain un emploi de garde forestier dans une forêt plantée à l'emplacement d'un ancien village arabe. Comme dans un cauchemar sinistre, il y côtoie quotidiennement un vieil Arabe à la langue coupée accompagné de sa petite-fille avec lesquels aucune communication n'est possible et qu'il soupçonne de vouloir incendier la forêt qui fut plantée par les soins du KKL (Fonds national juif), symbole même de la renaissance juive en Palestine. Chacun s'abandonne à ses peurs et à ses souvenirs, jusqu'au jour où la forêt prend effectivement feu, laissant sous ses cendres fumantes les restes calcinés d'un village arabe englouti par les événements de 1948. C'est une manière pour l'auteur de mettre fin au cauchemar né de

l'impossible cohabitation entre deux réalités antagonistes et hostiles, dont l'une, même disparue, ne cesse de hanter l'esprit des habitants de la seconde, érigée sur les décombres mêmes de la première. Par ailleurs, la référence aux Croisés n'est guère fortuite : sujet de débats intellectuels interminables suscités par les travaux de l'historien Joshua Prawer sur le Royaume latin de Jérusalem, beaucoup d'Israéliens se demandaient encore dans les années 1960 si l'État d'Israël, comme le leur prédisaient leurs ennemis arabes, n'allait pas connaître le même sort que celui du royaume chrétien créé par d'autres étrangers venus d'Europe en 1099, et qui se désintégra après deux siècles d'affrontements incessants avec ses voisins musulmans.

*1. De son nom complet « Institut pour le renseignement et les opérations spéciales », le Mossad était chargé à l'origine de l'immigration clandestine et, à ce titre, il était rattaché à l'Agence juive. Après 1948, il passe sous l'autorité du Premier ministre et constitue avec le *Shin Beit*, qui est le service de sécurité intérieure, et *Aman*, qui est chargé de la sécurité militaire, l'un des trois organismes de renseignement de l'État hébreu. Son domaine d'action recouvre le renseignement extérieur et la lutte antiterroriste.

*2. American Jewish Joint Distribution Committee : organisation philanthropique juive américaine créée en 1914.

*3. Caisse maladie de la Histadrout.

*4. 37,5 % d'Irakiens, 8,3 % de Libyens, 7,8 % d'Iraniens, 6 % de Marocains et Tunisiens, 5,8 % de Yéménites et 3 % d'Égyptiens contre un peu plus de 22 % de Juifs d'origine européenne, dont 16,3 % de Roumains et près de 4 % de Polonais, alors qu'ils constituaient 37,5 % de l'ensemble des immigrants.

*5. 30,7 % d'enfants âgés de moins de quinze ans et près de 7 % de vieux âgés de plus de soixante, d'après Shlomo Sitton (*Israël. Immigration et croissance*, Paris, Éditions Cujas, 1958, p. 129).

*6. Une limite d'âge fixée à quarante-cinq ans à partir de 1954.

*7. La sélection fut si efficace que les chiffres atteints allaient s'avérer de loin inférieurs à ceux prévus par l'Agence juive : 16 071 immigrants effectifs du Maroc entre 1952 et 1954 contre 48 000 prévus, et un total de 22 493 pour l'ensemble des pays du Maghreb contre 68 000 prévus (Haim Malka, *La Sélection* [hébreu], Tel-Aviv, Tal, 1998, p. 77).

*8. Quinzième jour du mois de *Shvat* du calendrier hébraïque annonçant les premiers signes du printemps.

*9. Ils pouvaient, par exemple, échanger leurs devises en dollars à un cours supérieur à celui consenti aux autres immigrants.

*10. *Annuaire statistique d'Israël*, 2007.

*11. Voir le chapitre suivant.

*12. En 1963, 97 % des Israéliens avaient l'eau courante, 93 % s'éclairaient à l'électricité et le nombre de lits d'hôpitaux était passé de 4 626 en 1948 à 17 612 en 1963. Dans le même temps, la consommation privée s'était accrue de 200 % et le produit national brut de 232 %.

*13. Le terme idéologiquement connoté de « *Galout* » ou « *Gola* » (Diaspora) disparut à cette époque du vocabulaire officiel israélien au profit du terme plus neutre de « *tefutza* » (ou « dispersion »).

*14. « *Hatan Ha Tanach* », littéralement « Époux de la Bible ».

*15. D'après les données recueillies dans l'*Annuaire statistique de l'État d'Israël* (1990), Tableau 1.2.

*16. Druzes et autres communautés non arabes musulmanes telles que les Circassiens.

*17. Pourcentage de la population totale du pays.

XVI

La paix manquée. Israël et les Arabes

Ressentie comme un affront douloureux par l'ensemble du monde musulman, la défaite de 1948 entraîna un divorce durable entre les opinions arabes et leurs régimes politiques. Les raisons ne manquaient pas : corruption des élites, impréparation des armées, désunion des états-majors et, par-dessus tout, duplicité des gouvernants qui, d'un côté, s'engageaient à ne jamais reconnaître Israël et, de l'autre, conduisaient des négociations secrètes avec l'État hébreu, allant même jusqu'à « partager » avec lui les territoires alloués en 1947 par l'ONU aux Palestiniens. Ainsi en fut-il du roi Farouk qui, après avoir pris le contrôle de la bande de Gaza, se disait prêt à faire la paix avec Israël si celui-ci acceptait de céder à l'Égypte le Néguev ; il en était de même du roi 'Abdallah de Jordanie qui, après s'être emparé de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, était disposé à normaliser ses relations avec l'État juif s'il obtenait un corridor terrestre reliant la Cisjordanie à la Méditerranée, et un second, à travers le Néguev, entre Hébron et Gaza, en échange de la rive occidentale de la mer Morte et du libre passage au mont Scopus et au mur des Lamentations à Jérusalem. Citons encore les Syriens Husni Za'im et Adib Shishakli qui, en échange de la moitié du lac de Tibériade et de la rive gauche du Jourdain, étaient prêts à conclure un accord de non-agression, voire un traité de paix avec l'État hébreu ; Husni Za'im, qui était prêt à rencontrer Ben Gourion, accepta même d'installer définitivement sur son territoire 300 000 réfugiés palestiniens avant d'être chassé du pouvoir puis fusillé.

En réalité, tout en aspirant à faire la paix avec ses voisins, Israël refusait d'en payer le prix en permettant le retour des réfugiés palestiniens et en abandonnant une partie des territoires conquis pendant la guerre. Dès lors, estimait le très éloquent Abba Eban, futur ministre des Affaires étrangères de l'État hébreu¹, Israël devait se contenter du *statu quo* et réclamer des États arabes un strict respect

des accords d'armistice. C'était aussi l'avis de David Ben Gourion, de Moshe Sharett et de Golda Meir². Or les deux parties interprétaient différemment ces accords : alors que, pour les Israéliens, l'armistice signifiait la cessation complète de toute action hostile menée aussi bien par les armées régulières que par les bandes irrégulières et les civils palestiniens, pour les Arabes, l'armistice n'impliquait pas automatiquement la fin de l'état de guerre. Par conséquent, de leur point de vue, l'armistice n'interdisait pas à l'Égypte d'empêcher les bateaux israéliens de franchir le canal de Suez, de boycotter économiquement l'État hébreu ou de l'attaquer sur les ondes et dans la presse écrite. Il n'interdisait pas non plus à la Jordanie d'empêcher les véhicules israéliens de passer par le croisement de Latroun pour se rendre de Tel-Aviv à Jérusalem, ni à la Syrie d'annexer, comme elle fit, le village d'El Hamma, situé à l'est de la zone démilitarisée. D'autre part, alors que pour Israël les lignes de cessez-le-feu, bien que provisoires, étaient des frontières lui conférant *de facto* le droit de procéder à l'assèchement du Houlé et d'entreprendre des travaux d'irrigation sur le Jourdain, les Arabes répliquaient en soulignant que leur statut particulier interdisait à l'État hébreu d'en exploiter les ressources hydrauliques. Ils récusait de la même façon la décision israélienne d'expulser de ces *no man's lands* des villageois arabes ou d'installer à leur place de nouveaux immigrants juifs sur des terres ayant appartenu aux Palestiniens. En tant qu'habitants légitimes du pays, ceux-ci avaient le droit, pensaient-ils, d'user de tous les moyens pour récupérer leurs terres, et nul État arabe ne pourrait les en empêcher ni leur interdire de franchir ses frontières pour tenter de rentrer chez eux.

La Commission de conciliation de l'ONU et la conférence de Lausanne en 1949 ayant échoué à rapprocher les points de vue des deux parties, Israël allait faire ainsi du respect du *statu quo* frontalier le pivot essentiel de sa stratégie de défense, du moins jusqu'en 1954. Les Arabes, de leur côté, peinant à effacer la honte de la *Nakba* et à obtenir la moindre concession territoriale de la part d'Israël, réclamaient par le truchement de la Ligue arabe que le territoire alloué à l'État hébreu par la résolution des Nations unies du 29 novembre 1947 fût amputé d'une partie du Néguev et de la Galilée, de manière à y installer les réfugiés palestiniens chassés de leur pays. En somme, moins de terre et plus d'Arabes comme condition *sine qua non* à la reconnaissance de l'État juif par ses voisins. C'était un « marché » inacceptable pour un Ben Gourion victorieux qui avait eu tant de mal à calmer les ardeurs expansionnistes de ses généraux qui, à la veille de l'armistice, avaient voulu bouter la Légion arabe hors de Cisjordanie et de Jérusalem. La guerre finie, il résolut de réduire substantiellement les effectifs de Tsahal. Cela lui valut la démission de

son chef d'état-major, le général Yigael Yadin, qui retourna à ses recherches archéologiques à l'université de Jérusalem. Du côté arabe, prenant son courage à deux mains, 'Abdallah de Jordanie n'hésita pas à engager des négociations de paix très avancées avec l'État juif. Menacé de mort par les partisans du mufti et désavoué jusqu'au sein de son gouvernement, il dut concéder en 1950 à la Ligue arabe qu'il annexait la Cisjordanie à titre « provisoire » seulement, tout en octroyant à ses habitants palestiniens l'entière égalité avec les Jordaniens. Aucun autre État arabe ne suivit son exemple, pas plus l'Égypte, qui cantonna les réfugiés dans la bande de Gaza, que le Liban, qui ne voulait pas mettre en danger son équilibre confessionnel, ou la Syrie, qui les installa dans des camps à quelques encablures seulement des lignes d'armistice avec Israël.

Les frontières étaient mal surveillées et leur tracé biscornu. Par milliers, les réfugiés allaient tenter de les franchir pour regagner leurs anciens villages abandonnés durant l'exode de 1948. Parfois au bord de la famine, beaucoup pénétraient en territoire israélien soit pour voler du bétail et des vivres dans les *moshavim*, soit, tout simplement, pour passer clandestinement de Gaza en Cisjordanie ou vice-versa, quand ce n'était pas pour écouler des marchandises de contrebande introuvables en Israël et recherchées dans les villages arabes. Jusqu'en 1953, quelque 20 000 Palestiniens purent se réinstaller de la sorte, plus ou moins légalement, en Israël³.

La guerre des frontières

Cependant, au fil des mois, un nombre croissant d'irréguliers armés, n'appartenant pas aux armées des pays voisins, commencèrent à se glisser parmi les infiltrés clandestins pour venir terroriser les villages frontaliers israéliens qui, le plus souvent, hébergeaient de nouveaux immigrants au patriotisme encore incertain. Agissant de leur propre initiative ou pour le compte de l'un ou l'autre réseau palestinien d'avant guerre, ils posaient des mines au passage de véhicules civils et militaires, harcelaient les patrouilles aux abords des no man's lands et, parfois, poussaient la hardiesse jusqu'à pénétrer dans les banlieues des grandes villes pour y perpétrer leurs méfaits : 19 civils tués en 1950, 48 en 1951, 42 en 1952 et 44 en 1953.

Évitant dans un premier temps de faire porter la responsabilité de ces incursions aux États voisins, Israël tenta de les freiner en prenant des mesures préventives consistant à éloigner systématiquement des lignes d'armistice et des zones démilitarisées villages arabes et campements de Bédouins, où les infiltrés étaient susceptibles de trouver refuge. Des implantations juives furent créées à leur place, et la protection fut assurée par une nouvelle police des frontières (*Mishmar Hagvoul*) constituée en partie de Druzes. Les actes de sabotage ne s'amenuisant pas et les obstacles physiques dressés aux abords des lignes d'armistice n'empêchant pas les « infiltrés » de poursuivre leurs incursions, à raison de 10 000 à 15 000 en moyenne par an jusqu'en 1956⁴, ordre fut donné aux soldats de tirer à vue et sans distinction sur toute personne franchissant la frontière. Des chasses à l'homme impitoyables eurent lieu également en Galilée et dans le Wadi 'Ara, aussi bien que dans les agglomérations arabes du centre du pays comme Ramleh, Lod et Abou Gosh. En outre, pour couper court aux revendications égyptiennes sur le Néguev, une vaste opération de mise en valeur fut lancée dans cette province quasi désertique, au cours de laquelle quelque 10 000 Bédouins nomadisant autour de Beersheba et dans la zone démilitarisée d'Al-Auja furent chassés en 1950 vers le Sinaï, dans des conditions épouvantables. L'affaire fit grand bruit dans la presse internationale et l'Égypte alerta le Conseil de sécurité, mais sans grand résultat⁵. La Syrie eut

également recours aux Nations unies, en avril 1951, pour contraindre Israël à mettre fin à ses travaux d'assèchement du lac Houlé. Les deux pays faillirent même s'entre-tuer quand une patrouille israélienne voulut déloger les soldats syriens d'El Hamma. En réaction, Damas installa des batteries d'artillerie sur les crêtes du Golan, menaçant de bombarder à tout moment les villages israéliens situés en contrebas.

La tension fut à son comble le 20 juillet 1951 lorsque l'on apprit l'assassinat du roi 'Abdallah de Jordanie à l'entrée de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem. Les remous liés à sa succession ne présageaient rien de bon : au terme de luttes acharnées entre différents clans, son successeur Talal fut contraint d'abdiquer pour raisons de santé et laissa la place, en août 1952, à son fils Hussein (1935-1999). Âgé de dix-sept ans quand il monta sur le trône, celui-ci ne semblait pas à la hauteur des immenses défis qu'il allait devoir affronter à l'intérieur comme à l'extérieur du pays. Redoutant depuis longtemps une reprise générale des violences entre Israël et ses voisins, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France avaient mis en garde, le 25 mai 1950, les pays de la région contre « tout usage de la force et toute menace de recours à la force entre les États de la région⁶ ». Jugeant cette déclaration tripartite favorable à Israël, les délégués arabes y réagirent en s'abstenant lors des votes à l'ONU sur la guerre de Corée, pendant que l'État hébreu, lui, se rapprochait à pas de géant des États-Unis et se détournait de l'Union soviétique. Cela lui valut, en septembre 1951, de bénéficier du soutien américain lors du débat au Conseil de sécurité sur les restrictions mises par l'Égypte au passage des navires israéliens sur le canal de Suez. Irrité, Le Caire rejeta le mois suivant la requête de l'OTAN de participer, aux côtés de la Turquie et de l'Angleterre, au futur pacte de Bagdad et dénonça dans la foulée le traité anglo-égyptien de 1936, donnant ainsi sa caution aux manifestants qui, à l'appel des Frères musulmans, défilaient depuis des semaines contre le maintien des bases britanniques sur le canal de Suez. De fait, comme cela fut constaté en mai 1952 par le secrétaire d'État américain Foster Dulles, c'est tout le système politique mis en place dans la région par la France et l'Angleterre à la fin de la Première Guerre mondiale qui tombait en lambeaux. En effet, après Husni Za'im en Syrie et 'Abdallah en Jordanie, c'est le roi Farouk d'Égypte qui disparut de la scène en juillet 1952 : mal-aimé de ses sujets à cause de ses extravagances et de sa corruption, il fut renversé par un groupe de jeunes « officiers libres » conduits par le général Mohammed Néguib et le colonel Gamal 'Abdel Nasser, le nouvel homme fort du pays.

Né en 1918 à Alexandrie, Gamal 'Abdel Nasser avait été attiré pendant un bref laps de temps, dans sa jeunesse, par le parti fascisant *Misr al-Fatat* d'Ahmad Hussein, qui habillait ses militants de chemises vertes. Après des études à l'académie militaire d'Abbasiyya, où il avait

acquis facilement le grade de sous-lieutenant, il fut affecté, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, au Soudan, où il se lia d'amitié avec 'Abd al-Hakim 'Amer, qui devint le parrain de son fils. Peu attiré par l'Allemagne nazie – au contraire de beaucoup de ses amis, dont Anouar el-Sadate, qui se firent prendre par les Anglais alors qu'ils tentaient de rejoindre l'armée de Rommel en Libye –, Nasser fut néanmoins choqué par le coup de force britannique du 4 février 1944 contraignant le roi Farouk à nommer un Premier ministre pro-occidental. En mai 1948, il fut envoyé avec ses hommes en Palestine. Blessé d'une balle à la poitrine à peine trois mois après le début des hostilités, il se trouva, une fois remis de ses blessures, bloqué dans la poche de Falouja avec plusieurs centaines de ses soldats. Humilié et écœuré par la corruption des élites politiques de son pays, il créa à son retour au Caire l'« Organisation des Officiers libres », qui lui servit de marchepied vers la prise du pouvoir. Le général Mohammed Néguib évincé puis placé en résidence surveillée, Nasser annonça une réforme agraire qui limitait théoriquement la propriété rurale à 80 hectares, puis procéda à l'épuration des partis politiques avant d'engager des négociations avec la Grande-Bretagne pour l'évacuation du Canal. Nouveau « pharaon », il disposait, à la fin de 1954, de tous les pouvoirs, de tous les moyens de communication et de tout l'appareil d'État⁷.

À l'exemple de la plupart des dirigeants arabes de l'époque, Nasser n'accorda lors des premières années de son régime qu'une place de second rang à la question palestinienne. Il donnait même l'impression de vouloir parvenir à un arrangement avec Israël qui, pour sa part, excédé par la poursuite des incursions armées à l'intérieur de son territoire à partir de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, résolut d'y mettre fin en créant l'unité 101, la première unité des forces spéciales israéliennes. Une quarantaine de baroudeurs en quête d'actes de bravoure et d'exploits à la limite du possible la constituaient. Elle était commandée par un jeune officier, Ariel Sharon, dont l'une des premières opérations fut l'attaque en août 1953 du camp de réfugiés palestiniens d'Al-Bureidj dans la bande de Gaza, qui fit une quarantaine de morts. L'opération, menée sans l'approbation du gouvernement, suscita des débats houleux au sein même de l'armée. Elle fut néanmoins suivie quelques jours plus tard par l'expulsion en territoire égyptien de la tribu bédouine des 'Azazma, nomadisant à l'intérieur du no man's land aux environs de Nitzana. Puis il y eut le raid sur Qibya (du nom d'un village cisjordanien situé à 2 kilomètres de la frontière, entre Latroun et Kalkilya) en représailles du meurtre à Yahud, près de Lod, d'une mère et de ses deux enfants. Les autorités jordaniennes promirent d'arrêter les auteurs de ce crime, mais, dans la nuit du 13 au 14 octobre 1953,

selon le témoignage de Sharon dont les rapports de campagne ne se distinguaient pas toujours par leur exactitude, les commandos israéliens, après avoir neutralisé les gendarmes jordaniens en faction à Qibya et dans ses environs, détruisirent une cinquantaine de maisons sans vérifier au préalable si elles étaient occupées ou non. Soixante-dix cadavres de civils – dont de nombreuses femmes et enfants – furent retirés des décombres. L'affaire fit grand bruit dans le monde et porta un coup sévère à l'image d'Israël, qui fut condamné par le Conseil de sécurité⁸, ainsi que par les États-Unis et la Grande-Bretagne. Londres, qui s'inquiétait d'une possible intervention de l'Irak aux côtés de la Jordanie, était en outre fort préoccupée par les très violentes manifestations contre la présence d'officiers anglais à la tête de la Légion arabe. Elle n'exclut pas d'intervenir militairement contre l'État hébreu pour empêcher la chute du trône hachémite, conformément à l'accord de défense anglo-jordanien signé sous 'Abdallah.

Réfutant les critiques contre Tsahal, Ben Gourion publia un communiqué lavant l'armée de toute responsabilité et présentant le raid sur Qibya comme une action de représailles menée spontanément par des civils israéliens en armes, excédés par la multiplication des incursions en provenance du territoire hachémite. Personne ne crut à cette version des faits. Il n'en demeure pas moins cependant que le nombre d'incursions à partir de la Jordanie baissa nettement au cours des mois suivants. Envoyé à New York pour conseiller la délégation israélienne à l'ONU, le général Moshe Dayan, à l'époque chef des opérations à l'état-major général, en tira pour sa part la conclusion suivante :

Israël a appris à ses dépens que même lorsque les Arabes attaquent des civils pacifiques, il doit diriger ses représailles contre des objectifs militaires. Ce qui est permis aux Arabes et à tout autre peuple ne sera pas pardonné aux Juifs et à Israël. Le monde entier attend de nous un niveau de moralité plus élevé que dans toute autre armée⁹.

Deux mois après Qibya, Ben Gourion annonça sa décision de se retirer à Sdé Boker. Il eût préféré que Levi Eshkol assurât son intérim, mais le Mapaï lui préféra Moshe Sharett, qui conserva ses fonctions de ministre des Affaires étrangères. Pinhas Lavon fut nommé à la Défense à la place de Ben Gourion qui, avant de partir, éleva Moshe Dayan au grade de chef d'état-major général et nomma Shimon Peres directeur général du ministère de la Défense.

« Protégé » de Ben Gourion depuis la guerre d'indépendance, Dayan entra en fonctions en décembre 1953, après un parcours

météorique qui lui fit passer, en moins de quatre ans, tous les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire : gouverneur militaire de Jérusalem, commandant de la région Nord, chef des opérations militaires puis chef d'état-major adjoint aux côtés de Mordechai Maklef. Il n'avait pas que des admirateurs dans l'armée ; contrairement à Yigal Allon, qui fut forcé de lui céder sa place à la tête de la zone Sud, il ne fut crédité d'aucun fait d'armes remarquable pendant la guerre d'indépendance, hormis la prise de Lod. Fils de pionniers, né au *kibboutz* Degania en 1915, il avait passé avec sa famille au *moshav* Nahalal en Galilée puis, après un séjour de six mois en Angleterre, en 1935, à la London School of Economics, était entré dans les Special Night Squads du capitaine Orde Wingate, où il avait appris comment porter le combat au cœur du dispositif ennemi plutôt que de privilégier une défense passive. Intégré dans la 7^e division d'infanterie australienne combattant les forces de Vichy en Syrie, il fut atteint en 1941 par une balle française et perdit l'usage de son œil gauche. Obligé de porter un cache-œil, une fois remis de sa blessure il fut recruté dans les services de renseignement de la Hagana. Fréquentant assidûment les bureaux du Mapai, il fut remarqué par Ben Gourion, qui l'envoya en 1946, en compagnie de Shimon Peres, en tant qu'observateur au vingt et unième congrès sioniste de Bâle. À son retour, il intégra l'état-major de la Hagana et participa aux combats contre les Syriens à Degania et contre les Jordaniens à Lod. Nommé par Ben Gourion commandant militaire de Jérusalem, il put établir d'excellentes relations avec les représentants du roi 'Abdallah et avec le monarque lui-même, qu'il rencontra à plusieurs reprises jusqu'à sa mort. Arrogant et renfermé, le débit rapide et sûr, Dayan avait toutes les qualités que les Israéliens de l'époque aimaient trouver dans leurs héros de la « génération de 48 ». Ils lui pardonnaient facilement – comme à cet autre jeune guerrier qui faisait déjà beaucoup parler de lui, Ariel Sharon – toutes ses erreurs de jugement et ses manquements à la loi, comme l'interdiction de procéder à des fouilles archéologiques dans des sites non autorisés, devenues son passe-temps favori depuis le début des années 1950. Parmi ses premières décisions qui rajeunirent immédiatement les échelons supérieurs de la hiérarchie militaire, figurait la mise à la retraite de tous les officiers d'active âgés de plus de quarante ans. Autorisés à entamer une seconde carrière en politique ou dans les institutions économiques et sociales du pays, Dayan était loin de se douter que sa décision allait contribuer à la militarisation de la vie publique israélienne.

Moshe Sharett n'aimait pas Dayan, ce « politicien en uniforme et militaire en temps de guerre seulement », disait-il de lui. Il dut composer cependant avec lui comme avec Lavon, qui se mua, aux dires de Golda Meir, en un dangereux aventuriste après sa prise de

fonctions, ainsi qu'avec Peres, gardien sourcilieux du temple ben-gourionien et tireur de ficelles invétéré pour le compte de son prestigieux patron auquel il rapportait scrupuleusement tous les faits et gestes de son successeur. Ils constituaient un trio de choc contre lequel le modéré Moshe Sharett ne pouvait aligner que ses fidèles collaborateurs du ministère des Affaires étrangères : Walter Eitan, Abba Eban et Ehoud Avriel. Comme lui, ils doutaient de l'efficacité des raids de représailles et estimaient qu'ils renforçaient la cohésion des États arabes contre Israël et exacerbaient les sentiments de haine de leurs populations envers lui. En multipliant ses frappes contre ses voisins, faisait valoir Sharett dans les réunions à huis clos du Mapaï, Israël leur donnait l'impression que le problème des incursions n'était qu'un prétexte pour étaler au grand jour leur faiblesse face à l'État hébreu¹⁰.

Hasard ou pas, les deux premiers mois du gouvernement Sharett ne furent pas émaillés de graves incidents sur la frontière avec la Cisjordanie. La situation était différente le long de la bande de Gaza, qui devint le principal foyer de tension entre Israël et les Arabes jusqu'à la campagne du Sinaï en 1956. Mais, malgré sa bonne volonté évidente, Sharett n'obtint aucune contrepartie de la part de la Grande-Bretagne et des États-Unis qui, en revanche, étaient tout sourires à l'égard de Nasser : voulant l'empêcher de se rapprocher de l'Union soviétique, les deux grandes puissances occidentales lui firent miroiter la promesse de financer le haut barrage d'Assouan et de lui fournir les armes qui manquaient à son armée s'il acceptait de se joindre au pacte de Bagdad. Allant plus loin encore, l'Angleterre, la plus vindicative des deux puissances à l'égard de l'État hébreu, s'empressa de signer, le 19 octobre 1954, avec l'Égypte un accord sur l'évacuation dans un délai de deux ans du canal de Suez. Traînant comme un boulet la responsabilité de l'Occident dans la création d'Israël, ni Foster Dulles ni Anthony Eden, le secrétaire au Foreign Office, n'allaient s'embarrasser de détails en préconisant, l'année suivante, la cession du Néguev et le retour aux frontières du 29 novembre 1947 (plan Alpha) ainsi que le rapatriement d'une grande partie des réfugiés comme bases de discussion pour une solution au conflit israélo-arabe, en plus du plan Johnston sur le partage des eaux du Jourdain qui fut rejeté sèchement par les Arabes.

Fin 1954 éclata la lamentable affaire d'espionnage conçue par le chef du Renseignement militaire Benjamin Gibli dans le but de saboter les relations entre Le Caire, Londres et Washington. Sans en avertir Sharett ni même Dayan – en déplacement à l'étranger –, il ordonna à ses agents de faire exploser des bombes à l'entrée d'établissements américains et anglais de manière à faire croire que des Égyptiens étaient les responsables de ces attentats à la suite desquels, pensait-il,

les Anglais reviendraient sur leur décision de quitter le Canal. Grossièrement exécuté, le complot échoua et la plupart des membres du réseau – des Juifs égyptiens – furent arrêtés. Lavon, dont les relations avec Dayan et Peres étaient devenues exécrables, fut contraint à la démission et céda sa place à Ben Gourion, impatient de revenir freiner la politique conciliante de Sharett.

Auparavant, de concert avec Dayan, Lavon avait ordonné au bateau *Bat Galim*, de retour d'Afrique vers Eilat, de se dérouter en direction du canal de Suez. L'opération, approuvée avec beaucoup de réticence par Sharett, visait aussi à faire revenir les Anglais sur leur décision de quitter le Canal si les Égyptiens arraisonnaient le *Bat Galim*. Mais, sans la moindre protestation de la part de Londres, le navire battant pavillon israélien fut bloqué, le 28 septembre 1954, à l'entrée de la voie d'eau internationale, sa cargaison saisie et ses dix membres d'équipage jetés en prison.

Le 31 janvier 1955, deux membres du réseau d'espionnage démantelé au Caire et à Alexandrie furent pendus. Deux autres trouvèrent la mort sous la torture. La tension monta aussitôt sur la frontière avec l'Égypte, le 23 février 1955, après plusieurs mois d'accalmie. Une patrouille égyptienne fut interceptée à l'intérieur du territoire israélien après avoir pénétré dans deux bases militaires à Rishon-LeZion et Ness-Ziona, où elle déroba des cartes et autres documents sensibles, avant de tuer un motocycliste aux environs de Rehovot. Coïncidant avec le retour de Ben Gourion au ministère de la Défense, Tsahal lança en représailles, cinq jours plus tard, l'opération *Flèche noire*. Menée par Ariel Sharon à la tête d'un régiment de 120 paras, elle était dirigée contre des cibles civiles et militaires à proximité de Gaza. Bilan : 38 soldats tués et 31 blessés, du côté égyptien ; 8 morts et 13 blessés, du côté israélien. Ce fut un tollé général dans le monde arabe et un camouflet personnel pour le président égyptien qui, seul maître à bord depuis la destitution de Néguib, enfourcha dorénavant, plus résolu que jamais, le cheval du panarabisme et de l'unité arabe. Nasser cessa dès lors tout contact secret ou indirect avec l'État hébreu puis, après l'envoi de renforts de troupes à Gaza et aux abords du no man's land du Sinaï, annonça la création d'unités spéciales de commandos palestiniens : les *fedayin*. Marqué du sceau du martyr, le mythe du *fiday*, dissimulé sous son *keffieh* noir et blanc, qui court à une mort certaine pour assurer l'avenir du peuple palestinien, était né. Il allait galvaniser désormais la « génération des camps » vivant aussi bien dans la bande de Gaza qu'en Cisjordanie, au Liban et en Syrie. Commandés par des officiers égyptiens, et agissant sous les ordres du chef du Renseignement militaire à Gaza, les *fedayin* entrèrent immédiatement en action en harcelant, de leurs tirs incessants et de leurs incursions, les villages

frontaliers israéliens.

Cette situation nouvelle amena Dayan à penser que le temps des raids ponctuels de représailles touchait à sa fin et qu'il fallait désormais élargir le rayon d'action des opérations à l'intérieur du territoire ennemi, quitte à déclencher une guerre généralisée avec l'Égypte. Selon cette hypothèse, et partant du fait que les troupes égyptiennes étaient stationnées à 70 kilomètres de Tel-Aviv, l'état-major élaborait une nouvelle doctrine de combat : au lieu d'attendre d'être attaquée avant de passer à la contre-offensive, Tsahal devait être en mesure de frapper la première et de neutraliser les forces ennemies avant qu'elles ne pénètrent en territoire israélien ; une doctrine mettant en valeur le rôle de l'armée de l'air. Or, à l'époque, l'aviation israélienne n'avait à sa disposition que quelques bombardiers et trois aérodromes militaires seulement. En cas de première frappe ennemie, ils risquaient de n'être d'aucune aide aux forces terrestres¹¹.

C'est dans ce contexte que Dayan commença à envisager de bouter les Égyptiens hors de la bande de Gaza et de modifier le tracé des lignes d'armistice dans le Sinaï. L'idée ne déplut pas à Ben Gourion, revenu entre-temps aux affaires. Le 24 mars 1955, à la suite de l'attaque par des *fedayin* contre le *moshav* Patish faisant un mort et une vingtaine de blessés, Ben Gourion, sur la proposition de son chef d'état-major général, proposa à Sharett de lancer Tsahal à la conquête de la bande de Gaza. Scandalisé, le président du Conseil accepta néanmoins d'en soumettre l'idée au Conseil des ministres, qui la repoussa à la majorité des voix. Le ministre de la Défense revint à la charge quelques jours plus tard et suggéra l'abrogation pure et simple de l'accord d'armistice avec l'Égypte à la suite d'un violent accrochage avec des soldats égyptiens près du *kibboutz* frontalier Nahal-Oz. Il n'eut pas plus de succès que la fois précédente. Peu sensible aux avances du président Eisenhower qui voulait l'empêcher de se rapprocher des Soviétiques, Nasser dénonça peu après le pacte de Bagdad, y voyant une entreprise impérialiste dirigée contre l'URSS. Il y était d'autant plus hostile que ce pacte faisait la part belle à l'Irak, sa grande rivale sur la scène arabe. Le 25 avril, il se rendit à la conférence de Bandung, qui fit de lui l'un des leaders du tiers-monde, avec l'Indien Nehru, le Yougoslave Tito et l'Indonésien Sukarno. À son instigation, la conférence adopta une résolution anticoloniale dénonçant à la fois la politique française en Afrique du Nord et l'attitude d'Israël à l'égard des Palestiniens.

L'été qui suivit fut particulièrement sanglant. Les *fedayin* pénétrèrent jusqu'aux abords de Ra'anana, au nord de Tel-Aviv, entraînant une riposte foudroyante des paras israéliens qui entrèrent dans Khan-Younes, où ils tuèrent près de 70 militaires égyptiens.

Prenant le monde par surprise, Nasser annonça, le 27 septembre 1955, la signature d'un accord militaire avec la Tchécoslovaquie, comprenant la livraison de 100 à 200 Mig-15, 40 à 75 bombardiers Iliouchine, 100 à 300 blindés, des centaines de pièces d'artillerie et des sous-marins. Pressentie depuis plusieurs semaines, la nouvelle fit l'effet d'une bombe à Washington et à Londres, où l'on s'inquiéta de l'entrée en force de l'URSS au Moyen-Orient, mais aussi et surtout à Jérusalem, où l'on avait désormais la certitude que Nasser préparait une guerre d'extermination contre Israël. Le déclenchement par l'État hébreu d'une guerre préventive avant la réception par l'armée égyptienne des armes soviétiques taraudait à nouveau les esprits. Dayan était pour mais, face à l'opposition de Sharett et aux hésitations de Ben Gourion qui n'avait pas encore repris ses fonctions de président du Conseil, le chef d'état-major général fit marche arrière. Au lieu d'une guerre totale et immédiate, il envisageait désormais une escalade graduée comportant des opérations de représailles à grande échelle contre la bande de Gaza, la prise de Rafah et Khan-Younes, la conquête de Charm el-Cheikh pour permettre aux navires israéliens de passer dans le détroit de Tiran et, enfin, le bombardement des bases égyptiennes sur le canal de Suez si jamais l'aviation ennemie entrerait en action¹². Fin octobre, la tension monta subitement dans la zone démilitarisée du Sinaï et, le 2 novembre, au moment où Ben Gourion présentait son nouveau gouvernement devant la Knesset, Tsahal lança l'une de ses plus grandes opérations militaires depuis 1948 contre l'armée égyptienne. Commandée par Ariel Sharon, l'opération fut menée par une force combinée de parachutistes, de pionniers-combattants du Nahal et de fantassins de la brigade Golani. Ces derniers, composés à 80 % de nouveaux immigrants orientaux fraîchement mobilisés, se distinguèrent particulièrement pendant la bataille. Cela fit la grande joie de Ben Gourion, qui avait eu des doutes sur leurs capacités militaires, comparées à celles de leurs aînés sabras de la guerre de 1948. Devinant les intentions de Dayan, Nasser fit preuve de retenue à la suite de ce grave incident qui coûta la vie à une cinquantaine de ses soldats. Il n'était pas non plus sans savoir que, par crainte d'une vive réaction des Anglais et des Américains, Ben Gourion ne voulait plus d'une guerre préventive vers laquelle le poussait Dayan et à laquelle s'opposaient la plupart de ses ministres, au premier rang desquels le ministre des Affaires étrangères, Moshe Sharett, devenu, pour cette raison, la bête noire de Moshe Dayan et des faucons va-t-en-guerre de l'état-major. Guère découragé, Dayan tourna son regard vers la Syrie, qui venait juste de signer un pacte de défense mutuelle avec l'Égypte et s'armait également à un rythme accéléré dans le bloc communiste. Désireux de provoquer une réaction égyptienne qui justifierait le déclenchement d'une guerre préventive, il lança, le

11 décembre 1955, l'opération *Feuilles d'olivier* contre les positions syriennes aux abords du lac de Tibériade. Le bilan fut particulièrement lourd : 56 morts et 30 prisonniers du côté syrien ; 6 morts et 14 blessés du côté israélien. Commandée par Sharon, comme tous les raids de représailles de ces années-là, l'opération fut violemment condamnée par les États-Unis et par la Grande-Bretagne. Pire : c'est à peine si les Américains voulurent recevoir Moshe Sharett, venu demander une aide militaire à Washington. Laissé dans l'ignorance de l'opération qui s'était tramée avant son départ pour Washington, Sharett entra dans une vive colère et n'eut pas de mots assez durs pour condamner, devant ses collaborateurs, l'activisme du Premier ministre et dénoncer l'irresponsabilité du chef de l'état-major. Il n'était pas le seul : même Menahem Begin et les dirigeants d'*Ahdout 'Avoda*, guère connus pour être de doux pacifistes, n'épargnèrent pas leurs critiques à Ben Gourion, qui n'avait pas mesuré toutes les conséquences politiques et diplomatiques de l'opération. Une levée générale de boucliers qui amena Dayan à remettre dans les cartons son plan de guerre préventive et à repasser à une stratégie moins offensive, basée sur le respect du *statu quo* le long des lignes d'armistice de 1948.

Cela étant, la livraison imminente d'armes soviétiques à l'Égypte puis à la Syrie changea du tout au tout l'équilibre des forces entre Israël et ses voisins. Les États-Unis et l'Angleterre refusant de fournir des armes à l'État hébreu et ne désespérant toujours pas de regagner la confiance de Nasser, Israël se tourna vers la France qui, écartée par les Anglo-Saxons du pacte de Bagdad et de la plupart de ses anciennes zones d'influence au Proche-Orient, cherchait de son côté à faire payer au président égyptien le prix de son appui indéfectible à l'insurrection algérienne.

Idylle franco-israélienne

Accélééré depuis 1953 par l'arrivée de Pierre Gilbert à l'ambassade de France à Tel-Aviv et la nomination simultanée de Jacob Tsur à l'ambassade d'Israël à Paris, le resserrement des liens entre les deux pays était sensible depuis des mois, notamment avec l'envoi de stagiaires israéliens dans les écoles militaires françaises et l'acquisition par Tsahal de chasseurs-bombardiers et de canons et de blindés de fabrication française. Le 8 août 1954, Moshe Dayan fut décoré de la Légion d'honneur à Paris pour son action en Syrie contre les soldats de Vichy. C'était l'occasion pour le chef d'état-major israélien de tisser les premiers liens avec les généraux et les principaux responsables du ministère français de la Défense, appelés à jouer un rôle de premier plan dans le développement des relations entre les deux pays au cours des années suivantes¹³. Du côté israélien, c'est Shimon Peres qui fut le maître d'œuvre incontestable du rapprochement entre Paris et Jérusalem. Entraînant à sa suite Ben Gourion et Dayan ainsi que les très sceptiques Moshe Sharett et Golda Meir, qui ne juraient que par l'Amérique et l'Angleterre, Peres avait, dès la fin 1954, négocié avec le ministre de l'Air Catroux et le ministre de la Défense Koenig les premiers gros contrats d'armement français, comprenant notamment des avions de combat Ouragan et des chars légers AMX-13¹⁴. Il avait aussi manifesté le souhait d'acquérir des Mystère IV construits par Dassault mais, comme ce chasseur devait équiper les forces aériennes de l'OTAN, le gouvernement français ne pouvait l'exporter sans l'accord de Washington, qui s'opposa fermement à la livraison de cet appareil à Israël. Esquissée dans ses grands traits sous les gouvernements Mendès France et Edgar Faure, l'alliance franco-israélienne devint une réalité après l'accession de Guy Mollet au pouvoir, en février 1956. Shimon Peres relate ainsi les circonstances exceptionnelles de ce virage :

Avant longtemps, j'avais été présenté à toutes les plus grandes figures de la politique française et acquis la conviction que j'étais le bienvenu dans leurs bureaux et leurs intérieurs. Comme un seul homme, ils promirent l'aide de leur

pays à Israël. À la fin de 1955, au cours d'une campagne qui allait donner le pouvoir au parti mené à la bataille par Guy Mollet, je glissai à celui-ci que les socialistes avaient tendance à nous soutenir quand ils étaient dans l'opposition pour nous oublier quand ils étaient aux commandes : « Vous allez voir, me répondit Guy Mollet avec assurance, avec moi, ce sera différent¹⁵. »

Outre le Premier ministre et son ministre d'État, Pierre Mendès France, Peres avait établi des liens particulièrement chaleureux avec le très pro-israélien ministre de la Défense Maurice Bourgès-Maunoury ainsi qu'avec ses deux principaux collaborateurs, Louis Mangin et Abel Thomas. Le Quai d'Orsay, en revanche, soucieux des intérêts français dans le monde arabe, était hostile à la tournure que prenaient les relations avec l'État hébreu. De retour d'une visite au Caire en mars 1956, le ministre des Affaires étrangères, Christian Pineau, se laissa d'ailleurs facilement convaincre par Nasser qu'il n'avait aucune intention d'attaquer Israël et que son plus grand désir était de procéder à des réformes destinées à améliorer la situation économique du peuple égyptien¹⁶. Pineau renforça la suspicion des Israéliens lorsqu'il annula subitement la visite qu'il devait effectuer, le 7 avril 1956, en Israël. Sharett et Peres comprirent que tout n'était pas encore gagné à Paris qui, au lendemain de l'opération *Feuilles d'olivier* en décembre 1955 contre les Syriens, rejoignit la Grande-Bretagne et les États-Unis et suspendit ses livraisons d'armes à Israël.

Cet embargo se poursuivit jusqu'aux derniers jours de février 1956, quand le chef du département d'État Foster Dulles fit savoir publiquement à Paris que les États-Unis ne s'opposaient plus à la livraison d'avions Mystère IV à Israël. C'est ainsi que, par une fin d'après-midi ensoleillée d'avril 1956, trois chasseurs Mystère IV atterrirent en majesté sur l'aérodrome militaire de Hatzor, au nord d'Israël, en présence de Ben Gourion, de Dayan et de son aide du camp Mordechaï Bar-On, de Dan Tolkovsky, le commandant de l'armée de l'air, d'Ezer Weizman, le commandant de la base aérienne et, bien entendu, de Shimon Peres. Il s'agissait des premières « hirondelles » – d'un lot d'une vingtaine de ces appareils – dont les performances étaient supérieures à celles des Mig soviétiques que possédait l'Égypte. Dans les semaines qui suivirent, la France livra à Israël la totalité du matériel commandé quelques mois plus tôt : des chars AMX-13 et Super Sherman modernisés, des centaines de camions à six roues motrices, qui allaient accroître la mobilité des troupes israéliennes, ainsi qu'une douzaine de Mystère IV¹⁷.

Dans la foulée, les relations entre les deux pays s'étendirent à tous les domaines, et notamment au renseignement militaire après que

les services israéliens eurent intercepté en juin des messages codés entre Le Caire et les chefs de la rébellion algérienne installés à Rome. Leur contenu fut communiqué à Guy Mollet ainsi qu'à Robert Lacoste, le ministre chargé des Affaires algériennes. C'est ainsi que, le 22 juin 1956, une délégation israélienne composée de Moshe Dayan, de Shimon Peres et du chef du Renseignement militaire Yehoshafat Harkabi fut invitée pour des négociations secrètes avec les responsables militaires français. La rencontre eut lieu à Vermars, dans le Val-d'Oise, dans le château de la famille Leven, exploitant des sources de Vichy et de Perrier¹⁸. Côté français, il y avait Pierre Boursicot, chef du SDECE, le général Maurice Challe, chef d'état-major adjoint, et, enfin, Abel Thomas et Louis Mangin.

Au centre des discussions : la recherche de moyens appropriés pour faire tomber Nasser et contrecarrer ses différentes « initiatives ». Très prudents dans leurs réponses, les Français étaient surtout intéressés par un échange de renseignements concernant l'insurrection algérienne et l'aide fournie par Nasser au FLN. Ils n'étaient guère désireux d'être entraînés dans des débats sur une éventuelle opération conjointe contre le dictateur égyptien. Quant aux Israéliens, qui acceptèrent de prendre part à des opérations françaises de sabotage contre les émetteurs de la Voix des Arabes dispersés dans les pays arabes et contre les bases du FLN en Libye, ils avaient hâte surtout de présenter à leurs interlocuteurs une nouvelle liste d'achats comprenant 72 Mystère IV, 200 AMX et de grandes quantités de munitions et de pièces de rechange pour un montant de 100 millions de dollars, une somme considérable à l'époque. Croulant sous le poids de dépenses militaires exorbitantes s'élevant à plus de 10 % de son PIB, Israël espérait obtenir des facilités de paiement de la part de la France, qui était devenue entre-temps le principal fournisseur d'armes à l'État hébreu. Par ailleurs, c'est lors de cette rencontre que furent finalisées les modalités de coopération nucléaire entre les deux pays. Et, une fois de plus, Shimon Peres signerait, quatre mois plus tard à Sèvres, avec Guy Mollet et Bourgès-Maunoury, un accord pour la construction d'un réacteur nucléaire à Dimona et la fourniture par la France d'uranium pour l'alimenter¹⁹.

Pendant ce temps, la situation s'était brusquement détériorée sur la frontière israélo-jordanienne depuis que le roi Hussein avait été contraint de se séparer, en mars 1956, de Glubb Pacha et des officiers anglais de la Légion arabe. Craignant de subir le même sort que son grand-père, il ne put résister aux appels de Nasser et à la pression de ses sujets palestiniens, et laissa dès lors tout loisir aux *fedayin* venus de la bande de Gaza ou originaires de Cisjordanie de multiplier leurs attaques contre l'État hébreu, auxquelles celui-ci répondit, comme à son habitude, par de violents raids de représailles.

Le 10 octobre, alors que les préparatifs pour la campagne du Sinaï étaient entrés dans une phase décisive, Tsahal lança une vaste opération contre un fortin de police jordanien près de Qalqilia, en représailles à des tirs de soldats jordaniens et d'agressions d'irréguliers palestiniens autour de Jérusalem et jusqu'au sud de la mer Morte. L'affrontement, au cours duquel une unité israélienne tomba dans une embuscade sur le chemin du retour, fut particulièrement sanglant : 70 à 90 morts du côté jordanien ; 18 morts et 68 blessés du côté israélien. La bataille faisait encore rage quand le consul britannique à Jérusalem informa les autorités israéliennes qu'une division irakienne était sur le point d'entrer en Jordanie et que la Grande-Bretagne entendait voler au secours du royaume hachémite, conformément au traité de défense anglo-jordanien. Cela, au moment précis où le gouvernement de Sa Majesté n'excluait plus une action commune avec la France et Israël contre l'Égypte après que Nasser eut annoncé, le 26 juillet 1956, la nationalisation de la Compagnie internationale du canal de Suez, en réaction au refus des Américains de l'aider à financer la construction du barrage d'Assouan.

Cette décision prit de court les Occidentaux, plus particulièrement la Grande-Bretagne, principale actionnaire avec la France de la compagnie du Canal ; cela déclencha une véritable onde de choc dans le monde arabe. Jurant du même coup de libérer la Palestine et d'unifier les pays arabes, le *Ra'is* apparaissait désormais comme le champion de la lutte contre le colonialisme européen et contre le sionisme, deux volets indissociables d'un même combat, le nationalisme juif n'étant à ses yeux rien d'autre qu'un avatar de l'impérialisme occidental. Mâtiné de socialisme et d'anti-impérialisme et parlant volontiers de révolution et de libération armée, le panarabisme nassérien allait ainsi prendre forme avant de se répandre, au cours de la décennie suivante, dans tous les pays de la région et notamment dans les camps de réfugiés palestiniens éparpillés entre le Liban et le Koweït. Mise au défi par Nasser qui, d'un trait de plume, plaçait sous son contrôle la fameuse « route des Indes » ainsi que le transit du pétrole destiné à l'Europe, Londres s'entendit avec Paris sur le principe d'une riposte militaire. Pineau lui-même y était favorable ainsi que la plupart des députés et des grands journaux parisiens. Les deux capitales espéraient que ni les États-Unis ni l'Union soviétique ne se mettraient sur leur route, les premiers parce qu'ils étaient en pleine campagne électorale pour la Maison-Blanche, la seconde parce qu'elle était paralysée par la révolte hongroise qui secouait tout le bloc communiste. Restait encore à Guy Mollet à convaincre le Premier ministre Anthony Eden d'accepter qu'Israël se joignît à une action commune et qu'on le laissât éradiquer complètement les « nids » de *fedayin* de la bande de Gaza. Or, ce qui manquait encore à l'État

hébreu, c'était précisément un « parapluie » européen fiable derrière lequel il pourrait s'abriter en cas d'intervention soviétique alors que, depuis l'annonce de Nasser, les États-Unis essayaient de gagner du temps en appelant à une conférence à Londres de tous les États signataires de la convention de Constantinople (1888) et des autres pays usagers du Canal. Leurs délégués se réunirent effectivement, en août puis en septembre, dans la capitale britannique, mais sans résultat, au grand dam de la France et de la Grande-Bretagne qui furent très irritées par le jeu opaque de Foster Dulles dans cette affaire.

Le 21 octobre 1956, un avion français offert en son temps au général de Gaulle par Roosevelt décolla d'Israël avec à son bord David Ben Gourion, Shimon Peres, Moshe Dayan et l'aide de camp de ce dernier, Mordechai Bar-On, pour d'ultimes discussions avec les responsables français à Sèvres. Au cours du voyage, raconte Dayan, Ben Gourion se plongea dans la lecture d'un volume de Procope, un chroniqueur byzantin du ^{vii}^e siècle né à Césarée, qui faisait mention d'un royaume juif existant au ^{ve} siècle dans l'île de « Yotvat », sans doute le nom hébreu de l'île de Tiran, à l'entrée du golfe d'Aqaba. Plus prudent que son chef d'état-major général, Ben Gourion ne voulait guère d'une campagne menée par Israël seul, sans l'entrée en guerre simultanée de la France et de la Grande-Bretagne, et sans la garantie que les États-Unis n'imposeraient pas d'embargo militaire à l'État hébreu. Il était certes attiré par la prise du détroit de Tiran, mais l'était moins par l'occupation de la bande de Gaza et ses centaines de milliers de réfugiés palestiniens²⁰.

Les conversations commencèrent dès l'après-midi dans la villa de la famille des Bonnier de la Chapelle, amis de Bourgès-Maunoury, et dont le fils unique avait assassiné, en décembre 1942 à Alger, l'amiral Darlan, le « dauphin » du maréchal Pétain. Outre le ministre de la Défense, participèrent, du côté français, le président du Conseil Guy Mollet et le ministre des Affaires étrangères Christian Pineau. Après un large tour d'horizon sur la situation dans le monde, Ben Gourion entra dans le vif du sujet et soumit d'emblée aux Français une proposition qui, les prévint-il, pouvait paraître « fantastique » ou « naïve ». Il s'agissait d'un « règlement complet » du problème du Moyen-Orient qui consisterait dans le partage de la Jordanie entre l'État hébreu et le royaume irakien, l'installation définitive des réfugiés en Irak et l'abandon par le Liban de ses parties musulmanes pour garantir sa stabilité désormais fondée sur les chrétiens seulement :

Dans un Moyen-Orient ainsi structuré, expliqua-t-il, la Grande-Bretagne exercerait son influence sur l'Irak qui comprendrait l'est de la Jordanie, et sur le sud de l'Arabie ; la

sphère française, en relations étroites avec Israël, comprendrait le Liban et peut-être aussi la Syrie. Le canal de Suez aurait un statut international garanti et le détroit de Tiran passerait sous contrôle israélien²¹.

Il proposait, au lieu d'engager dans la précipitation une campagne militaire, de prendre le temps afin d'amener les États-Unis et la Grande-Bretagne à une attitude commune avec la France et Israël. Guy Mollet répondit qu'il ne croyait pas que l'on pût convaincre les États-Unis de renverser Nasser et que les Américains mettaient toujours trop longtemps à comprendre les problèmes. De son côté, Pineau avertit Ben Gourion qu'à vouloir résoudre tous les problèmes, on n'en résoudrait aucun. Le Premier ministre comprit dès lors que ce qui intéressait les Français était d'arriver à un arrangement rendant possible la conquête militaire de la zone du Canal par les Britanniques et eux-mêmes, rien de plus, alors qu'Israël voulait saisir cette occasion pour aboutir à un règlement global qui aurait l'aval des trois puissances occidentales.

Les négociations entre les deux délégations étaient au point mort lorsque, dans la soirée, fut annoncée l'arrivée de la délégation britannique dirigée par Selwyn Lloyd, le secrétaire au Foreign Office. Refusant de siéger aux côtés des Israéliens, les Anglais s'enfermèrent seuls dans une autre salle, où les Français les mirent au courant de la position israélienne. Ce ne fut que le lendemain qu'ils consentirent à rencontrer la délégation israélienne alors que l'on apprenait que la Jordanie plaçait son armée sous un commandement militaire égyptien commun et qu'un bâtiment égyptien avait été surpris en train de décharger, sur les côtes algériennes, des armes envoyées aux insurgés. La veille, un chasseur français avait intercepté un avion civil marocain transportant l'un des chefs de la révolution algérienne, Ahmed Ben Bella, et plusieurs de ses camarades. Un accord fut finalement trouvé entre les trois délégations à l'issue de trois journées de discussions très serrées, au cours desquelles les Anglais ne cachèrent pas leur profond ressentiment à l'encontre des Israéliens. Dayan se souvint :

Le ministre des Affaires étrangères britannique était peut-être aimable, agréable et charmant, mais alors il fit montre d'une sorte de génie pour dissimuler ces qualités. Tout en lui exprimait l'aversion pour le lieu, l'assistance et le sujet²².

La campagne du Sinaï

Moins d'une semaine plus tard, le 29 octobre 1956, les troupes israéliennes du général Moshe Dayan franchirent la frontière égyptienne et entrèrent dans le Sinaï. Leurs objectifs étaient très clairs : détruire les bases de *fedayin* opérant dans la bande de Gaza et assurer la liberté de navigation dans le détroit de Tiran. Le plan comportait néanmoins trois éléments très risqués décidés pour donner satisfaction aux Français et aux Anglais, qui voulaient donner l'impression d'intervenir pour protéger le canal de Suez : l'un concernait un lâcher de parachutistes au-dessus du défilé de Mitla près de l'extrémité sud du Canal ; selon l'autre, au lieu de commencer par bombarder les aérodromes égyptiens, les appareils israéliens se borneraient pendant les deux premiers jours à assurer la couverture des forces terrestres et à protéger l'espace aérien israélien. Enfin, contrairement à la doctrine de combat de Tsahal, les blindés seraient maintenus en réserve et ne seraient engagés dans la bataille qu'au bout de deux jours pour ne pas donner l'impression aux Égyptiens d'une guerre généralisée avant le déclenchement de l'opération *Mousquetaire* par les Français et les Anglais.

Ainsi, la deuxième guerre israélo-arabe, connue en Israël sous le nom d'« opération *Kadesh*¹ », débuta par l'envoi d'un bataillon de 395 parachutistes, commandés par le futur chef d'état-major général Raphaël Eitan, au-dessus du défilé de Mitla à quelque 45 kilomètres du canal de Suez. Transportés à bord de seize Dakota volant à très basse altitude pour échapper aux radars égyptiens, c'est seulement à deux minutes des bases aériennes ennemies que le largage des parachutistes fut effectué. Pendant ce temps, d'autres bataillons de parachutistes commandés par Sharon pénétraient dans le Sinaï à partir de l'est du Néguev. Ils établirent la liaison avec leurs camarades au Parker Memorial, après avoir franchi l'axe de Nakhl. Mais, en contradiction avec les ordres du quartier général, au lieu de n'envoyer vers Mitla qu'une patrouille de reconnaissance et d'éviter tout accrochage sérieux avec les Égyptiens, Sharon y engagea deux compagnies d'infanterie, avec half-tracks, camions et mortiers lourds appuyés par un détachement de trois chars. Trop certains qu'il n'y

aurait pas de force ennemie importante, ils furent pris sous le feu des soldats égyptiens, dissimulés dans des excavations au flanc de la montagne et puissamment armés de canons antichars et de mitrailleuses, dès qu'ils eurent pénétré dans le défilé. Leurs mortiers lourds et une partie de leurs véhicules furent rapidement mis hors de combat, et ils durent escalader les pentes et enlever une à une les positions retranchées égyptiennes en se battant au corps à corps. La victoire fut chèrement payée : une quarantaine de morts et cent vingt blessés. Dayan pardonna à Sharon son indiscipline :

J'étais persuadé qu'un chef pouvait agir ainsi en toute sincérité, convaincu que les officiers d'état-major ne sauraient se rendre compte ni de la situation locale ni de la position de l'ennemi, et que seul celui qui était sur place était en mesure d'apprécier la situation et de prendre une décision correcte²³.

Le 30 octobre, Tsahal ouvrit un autre front au nord-ouest du Sinaï : pendant que la 4^e brigade venant de Nitzana s'emparait du carrefour de Quseima, la 7^e brigade blindée avançait vers Abou Ageila qu'elle prit à revers et y livra une des batailles de chars les plus importantes de la campagne, avant d'affronter, au cours des deux jours suivants, avec le gros des troupes engagées dans la guerre, les troupes égyptiennes concentrées dans le nord du Sinaï. Le centre de gravité des combats se déplaça vers la bande de Gaza, après la prise d'El-Arish, suivie par celle de Rafah, pendant que d'autres unités occupaient Gaza, le 2 novembre, et Khan-Younes, le lendemain. Au cinquième jour de la campagne, il ne restait plus qu'un dernier objectif à atteindre : la conquête de Charm el-Cheikh et le contrôle du détroit de Tiran. Ce fut chose faite entre le 4 et le 5 novembre, par la 9^e brigade d'infanterie du général Avraham Yoffé.

Ainsi, en moins d'une semaine et au prix de 172 tués, 817 blessés, 4 prisonniers et 18 avions perdus, les forces israéliennes se retrouvèrent à moins d'une vingtaine de kilomètres du canal de Suez, occupèrent toute la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï jusqu'au golfe d'Aqaba, et rouvrirent le détroit de Tiran à la navigation²⁴. Outre la bataille de blindés autour d'Abou Ageila, l'un des faits d'armes les plus spectaculaires fut la prise du destroyer égyptien *Ibrahim al-Awal*, qui avait pour mission de bombarder Haïfa, à l'issue d'une opération combinée des forces navales et aériennes israéliennes. Évitant à son armée une déroute complète, Nasser lui ordonna de se retirer du champ de bataille en pleine campagne. Quatre mille officiers et soldats égyptiens furent capturés, et d'importantes quantités de matériel militaire abandonnées sur le terrain.

Contrairement aux plans établis à Sèvres, les forces anglo-françaises avaient différé de plusieurs heures leurs bombardements contre les bases aériennes égyptiennes, qui avaient commencé dans la soirée du 31 octobre seulement alors que les États-Unis et l'Union soviétique étaient déjà sur la brèche et que les critiques contre la coalition venaient du monde entier. Relayée par le Conseil de sécurité, la condamnation des deux grands avait été plus véhémement encore quand, le 5 novembre, les paras français et britanniques s'étaient emparés de l'aéroport de Port-Saïd et de Port-Fouad. Le soir même, Américains et Soviétiques imposaient un cessez-le-feu aux belligérants. Il entra en vigueur le surlendemain : la France et l'Angleterre étaient loin de leur objectif premier – la prise de tout le canal de Suez. Dès lors, elles furent contraintes d'arrêter leur intervention alors que leurs soldats venaient à peine de fouler le sol égyptien.

Ce n'était pas réellement mieux du côté israélien : alors que le chef du gouvernement soviétique Nikolaï Boulganine menaçait de lancer ses fusées balistiques contre l'État hébreu, le président Eisenhower, lui, voulait lui couper les vivres si ses troupes ne se retiraient pas rapidement du Sinaï. La réaction des pays voisins ne fut pas moins violente : étalée au grand jour, la collusion entre sionisme et colonialisme n'avait plus besoin d'être démontrée à des opinions arabes survoltées et, de nouveau, humiliées par l'État hébreu, tandis que les déclarations explosives de Ben Gourion sur la « libération » du Sinaï et sur l'intention d'Israël d'y rester jusqu'à la fin des temps et d'y ériger un « troisième royaume » ne faisaient que confirmer le caractère intrinsèquement expansionniste de l'entreprise sioniste. Pourtant, en réponse à un message d'Eisenhower qui l'informait que les États-Unis s'abstiendraient de blâmer Israël s'il déclarait que le but de l'opération militaire n'était pas l'annexion de territoires, le Premier ministre avait assuré le président américain que l'objectif recherché par Israël était uniquement le démantèlement des *fedayin*, la garantie de la liberté de navigation dans le détroit de Tiran et le canal de Suez, ainsi que la fin du boycott économique arabe et l'instauration de la paix avec ses voisins²⁵.

Parallèlement, ne tenant pas rigueur à la Syrie et à la Jordanie qui n'avaient pas ouvert de second front contre Israël, Nasser ne tarda pas à transformer sa défaite militaire en victoire triomphale : d'abord contre la Grande-Bretagne et la France, qui se plièrent rapidement aux injonctions des Nations unies, puis contre Israël qui, selon le *Ra'is*, n'avait eu affaire qu'à quelques unités dispersées de l'armée égyptienne alors que le gros des troupes s'était retiré à temps du Sinaï. Finalement, Français et Britanniques évacuèrent leurs troupes en décembre, laissant les Israéliens jouer les prolongations jusqu'au 16 mars 1957 et tenter d'obtenir d'hypothétiques assurances

américaines garantissant la liberté de navigation dans le golfe d'Aqaba et la cessation des raids de *fedayin* à partir de la bande de Gaza, placée sous le contrôle de la force d'urgence de l'ONU. Néanmoins, Israël avait pu administrer la preuve qu'il disposait d'un puissant outil militaire, Tsahal, qui s'était imposée par l'excellente qualité de son armement, l'efficacité de son organisation opérationnelle, le bon entraînement de ses réservistes et la rapidité de mouvement de ses unités, en particulier celles des blindés qui avaient été à l'avant dans la plupart des opérations. Cette guerre assura, en outre, une renommée mondiale à Moshe Dayan, considéré par la presse locale et internationale comme un génie militaire à l'image de George Patton ou du général Bernard Montgomery, qu'il rencontra à Londres après un bref séjour à Paris où il fut reçu avec tous les honneurs au lendemain de la campagne. Artisan incontestable de la victoire, Dayan ne résista pas à la tentation d'aller explorer les sites archéologiques du Sinaï découverts lors de ses multiples survols des théâtres d'opérations²⁶. Il quitta l'uniforme en janvier 1958 et fut remplacé à la tête de l'état-major par Haïm Laskov. Après quelques mois d'études à l'Université hébraïque de Jérusalem, il commença une carrière politique et participa activement à la campagne électorale en 1959 de son nouveau parti, le Mapaï, qui le propulsa à la Knesset puis au gouvernement. Il y servirait comme ministre de l'Agriculture jusqu'en 1964 aux côtés de son compagnon de la jeune garde du Mapaï, Shimon Peres, ministre adjoint de la Défense.

Les lampions de la victoire militaire éteints, Israël n'allait cependant pas tarder à découvrir que la campagne du Sinaï avait été « une guerre pour rien » et qu'elle avait renforcé l'aversion des Arabes à son égard. De fait, jamais l'image d'Israël et des Juifs ne fut aussi peu avenante dans le monde arabo-musulman qu'à cette époque. Des armées arabes vaincues à deux reprises par des soldats juifs, pareille ignominie était sans précédent dans les annales de l'islam. Elle dépassait, en tout cas, l'entendement des simples croyants, nourris dans le culte de la supériorité religieuse et culturelle des musulmans sur les *dhimmi*, juifs de surcroît. Deux explications différentes mais complémentaires apparurent : c'était, d'une part, comme ne cessaient de le répéter les Frères musulmans depuis le milieu des années 1940, la corruption des élites occidentalisées et leur éloignement des valeurs politiques de l'islam et, d'autre part, le complot ourdi contre le monde arabo-musulman par les Occidentaux qui, dans un combat d'arrière-garde coloniale, voulaient maintenir leur domination sur les pays du Proche-Orient, par Israéliens interposés. Aussi, tout en continuant à se nourrir de stéréotypes anciens contenus dans le Coran, les *Hadith* et la littérature apologétique du Moyen Âge, les nouveaux textes publiés sur les Juifs puisaient largement dans des théories historiques

directement influencées par les courants antisémites d'origine européenne. Jouissant d'une plus grande publicité qu'auparavant, cette littérature était désormais diffusée dans tous les kiosques à journaux et, bénéficiant de l'appui des autorités, elle se répandit dans les manuels scolaires ainsi que dans les programmes de formation des cadres civils et militaires.

Connus depuis longtemps dans le monde arabe, la réédition ininterrompue en arabe de *Mein Kampf* et des *Protocoles des sages de Sion* y devint ainsi un véritable phénomène de société²⁷. Aux lecteurs arabes traumatisés par les défaites successives de 1948 et 1956, les *Protocoles* apportaient une explication simple et convaincante à leurs déboires militaires et politiques : ce n'était pas le minuscule État hébreu qui les avait défaits, mais une organisation satanique mondiale – les « Sages de Sion » – dont le siège se trouvait en Israël et qui cherchait à étendre sa domination à l'univers tout entier. Dès lors, peu importait l'avis des spécialistes sur l'authenticité douteuse de ce texte forgé de toutes pièces par la police tsariste au début du xx^e siècle. Exprimant parfaitement l'esprit du « judaïsme mondial » ou du « sionisme mondial », les *Protocoles*, soutint le Jordanien 'Abdallah al-Tall, étaient la preuve du danger mortel qu'ont de tout temps fait peser les Juifs aussi bien sur les pays de l'islam que sur ceux de la chrétienté²⁸. Ce point de vue confortait pleinement les régimes en place qui se voyaient ainsi absous de toute responsabilité dans les échecs de leurs armées face à Israël.

La théorie du « complot juif » une fois admise, la nouvelle judéophobie arabe allait emprunter à l'antisémitisme européen, qui en fut la principale source d'inspiration, tous ses « marqueurs » antijuifs habituels, depuis l'accusation de meurtre rituel jusqu'à l'assimilation du communisme et de la franc-maçonnerie au judaïsme. Tout y passa, même la Shoah, qui avait le « tort » d'être évoquée par les sionistes pour justifier la création de l'État d'Israël. Considérée comme une simple réaction d'autodéfense des nazis contre la domination juive dans le monde, le chiffre de 6 millions de victimes juives était considéré comme une affabulation destinée à voiler les méfaits d'Israël contre les Arabes²⁹.

Dès lors, l'enlèvement en Argentine par des agents du Mossad israélien d'Adolf Eichmann et l'ouverture, en 1961, de son procès à Jérusalem suscitèrent une véritable levée de boucliers dans les pays arabes contre la vision « juive » de la Shoah. Évoquant la spoliation des Palestiniens par les rescapés juifs des camps hitlériens, le poète syrien Nizar Qabbani (1928-1999) rédigea ainsi, la même année, un poème « pour enfants » intitulé *Rachel Schwarzenberg*, utilisant à l'envi les poncifs antisémites les plus abjects³⁰ :

C'est l'histoire d'une terroriste engagée
Elle s'appelle Rachel
Elle a passé les années de guerre dans une cellule isolée
Comme un rat dans une cellule isolée
Une cellule construite par les Allemands à Prague
Son père était le plus sale de tous les Juifs
Un faussaire de billets de banque
Elle était la patronne des bordels de Prague
Que les soldats fréquentaient
Quand la guerre s'est terminée
Et que la paix a été instaurée
[...]

D'un port d'Europe de l'Est, a levé l'ancre, un matin
Un bateau poussé par des vents maléfiques
Se dirigeant vers le sud
Chargé de rats, de peste et de Juifs
Un mélange de bandits de toutes origines
De Pologne de l'Ouest,
D'Autriche, d'Istanbul et de Prague
Du diable vauvert ou de l'Enfer
Pour accoster dans notre petite patrie
Notre petite et pacifique patrie
Ils ont souillé nos terres
Fait disparaître nos femmes
Rendu nos enfants orphelins
[...]

Que les enfants se souviennent
Les enfants arabes où qu'ils se trouvent
Ceux qui sont déjà nés et ceux qui ne le sont pas encore
Du récit de la terroriste engagée
Appelée Rachel
Elle s'est emparée de l'habitation de ma mère qui repose
Sous la terre de notre verger vert de Hébron
Ma mère égorgée, martyrisée
[...]

S'en souviennent-ils les citronniers de Ramleh
De Lod et de Hébron
De ma sœur que les Juifs ont pendue un soir
Par ses longs cheveux
[...]

Ma sœur dont la blessure profonde attend encore
D'être vengée, d'être vengée
[...]
Par les enfants

Par une jeune génération de « Fidayin »
[...]
Ont-ils entendu parler de mon père
Et de ma sœur ?
[...]
Mon regretté père
Était un vieux paysan, aimant le soleil et le sable
Dieu, les oliviers et les vignes
Il aimait également sa femme
Et sa famille
[...]
Des étrangers arrivèrent un soir
De l'est de l'Europe et du fin fond de ses prisons
[...]
Mon père leur cria : retournez en enfer
Vous ne prendrez jamais ma terre, ô bande de chiens
[...]

Au même moment, chez les Palestiniens, c'était le réveil de la jeunesse des camps qui, galvanisée par l'exemple de la libération de l'Algérie après cent trente années de colonialisme français, était élevée dans l'espoir du retour au pays perdu ainsi que dans la haine de l'entité sioniste, le mépris à l'égard des États arabes, la volonté de prendre en charge son propre destin et le culte de la résistance armée. Dans son roman *Tadhkirat 'Awda* (« Billet de retour ») paru à Beyrouth en 1962, Nasir al-Din al-Nashashibi exprima ainsi l'état d'esprit de cette « génération de la vengeance » qui voulait se démarquer de la « génération de la défaite » représentée par Al-Hajj Amin et les notables du Haut Comité musulman :

Chaque année, je dirai à mon jeune enfant : oui, nous y retournerons et tu seras avec moi, mon fils. Nous retournerons. Nous retournerons dans notre pays et nous y marcherons pieds nus. Nous enlèverons nos chaussures et sentirons la sainteté du sol sous nos pieds. Nous mêlerons nos âmes à son air et à sa terre. Nous marcherons jusqu'à ses orangers. Nous caresserons le sable et l'eau. Nous embrasserons les graines et leurs fruits. Nous nous coucherons à l'ombre du premier arbre et nous prierons sur la première tombe de martyr rencontrée. Nous irons chercher les traces de notre passé [...]. Je verrai brûler la haine dans les yeux de mon fils et de vos fils. J'attendrai de voir s'ils se vengent. S'ils ne savent pas, je leur apprendrai comment faire. S'ils renoncent au combat ou acceptent de faire la paix, je les

combattrai comme j'ai combattu mes ennemis et les leurs. Je voudrais qu'ils lavent le désastre de 1948 dans le sang de ceux qui les empêchent de retourner dans leur pays. Leur patrie leur est très chère, mais la vengeance l'est davantage. Nous entrerons dans Tel-Aviv. Nous détruirons Tel-Aviv à coups de hache et de fusil ainsi qu'avec nos mains, nos ongles et nos dents [...] en chantant l'hymne de notre retour triomphal et vengeur³¹.

Cette condamnation sans appel de la nostalgie paralysante de la génération de 48 était aussi un appel sans équivoque à la résistance active contre les « vautours » de tous bords, qu'ils soient sionistes, arabes ou même palestiniens. Dès lors, chez le poète Mahmoud Darwich, face à l'Israélien « de passage » et sans racines, violent et arrogant, se dresse, de toute sa stature, le combattant palestinien qui, respirant la terre de son pays de tous ses pores, s'offre en « sacrifice » pour la délivrance de la Palestine³². Humilié, dépossédé et exilé, il est celui « qui porte son âme sur la paume » et fait « un linceul de son oreiller », écrivait déjà avant guerre Ibrahim Tuqan³³. Il a aussi les traits de Hammad, le héros de Ghassan Kanafani dans *Ma Tabaqqa Lakum* (« L'Horloge et le désert », 1966) qui, après seize ans d'une vie insignifiante dans les camps de réfugiés de Gaza, décide de rejoindre sa mère en Jordanie, en passant clandestinement par Israël. Le livre dépeint la « traversée du désert » d'un homme qui ne veut pas terminer ses jours « le front dans la poussière » et qui, dans sa randonnée nocturne, se retrouve nez à nez avec un soldat israélien qu'il neutralise et désarme sans difficulté³⁴. Après lui être apparu comme un « fantôme » et un « esprit échappé d'une statue de pierre », Hammad ne cache pas son plaisir de voir son « invincible » ennemi – torturé par la soif et avec lequel il n'échange pas une phrase – « prosterné » à ses pieds. Une patrouille israélienne approche. Hammad prend alors son couteau et tue son prisonnier qui, jusqu'à la fin du récit, reste « un homme au visage de malade³⁵ ». Un soldat comme chez Sulayman Fayyad dans *Regrets de juin* (1969) ou chez Suhayl Idris, l'auteur de *Fleur de sang* : l'officier israélien chargé de l'interrogatoire des *fedayin* arrêtés a pour collaboratrice l'immonde soldate Rachel, qui utilise les moyens les plus vils pour faire parler ses prisonniers arabes. Ce thème, celui de l'immoralité fondamentale de la femme juive – la femme-soldate israélienne en premier lieu –, ne quittera plus la littérature palestinienne. Les seuls Israéliens à visage humain rencontrés dans cette littérature de combat sont des soldats israéliens originaires des pays arabes qui, en règle générale, sont décrits comme moins violents et plus compréhensifs envers les Arabes que leurs coreligionnaires ashkénazes.

Un « nouveau Moyen-Orient »

Israël connu au cours des dix années qui suivirent la campagne du Sinaï l'une des périodes les plus fastes de son histoire : l'accueil de centaines de milliers de nouveaux immigrants ; le bon état de ses rapports avec l'Iran qui assurait son approvisionnement en produits pétroliers ; l'ouverture de relations diplomatiques avec des dizaines de pays nouvellement indépendants d'Afrique et d'Asie ; une armée bien équipée, surtout grâce à la France, dotée d'un corps d'officiers de grande valeur et pouvant compter à chaque instant sur des unités de réservistes bien entraînées ; une activité littéraire, artistique et scientifique florissante ; une presse libre et diversifiée ; et, par-dessus tout, un développement tous azimuts de l'industrie et de l'agriculture, avec un taux de croissance moyen de 9,7 % entre 1950 et 1970, et un PIB passant de 960 à 1 590 dollars entre 1955 et 1965. Seules zones d'ombre : les problèmes sociaux de plus en plus inextricables, dus aux difficultés d'intégration des émigrés « orientaux » originaires des pays musulmans, ainsi que la situation particulièrement compliquée des Arabes israéliens que venait d'assombrir la tragédie de Kfar Kassem.

Entre 1965 et 1967, cependant, l'économie israélienne connut une grave récession : le chômage grimpa jusqu'à 11,4 %, soit un seuil deux fois plus élevé qu'en 1965. Les investissements privés et publics plongèrent vers zéro, l'inflation atteignit des taux records, et une atmosphère de pessimisme général s'instaura dans le pays, marquée par une vague sans précédent d'émigration vers l'étranger et une baisse sensible de l'immigration. En partie voulue par le gouvernement mais accélérée par la baisse brutale du marché intérieur, la récession – entrée dans le lexique israélien sous le nom de **Mitoun** – était supposée améliorer la balance des paiements, réduire les dépenses publiques et accroître la compétitivité des entreprises. Le niveau de vie général baissa. Quelque 100 000 salariés se retrouvèrent du jour au lendemain sur le carreau et il fallut improviser à leur intention des travaux d'intérêt public pour leur assurer un minimum vital³⁶.

Sur le plan régional, le Proche-Orient était devenu le théâtre d'une âpre compétition entre l'Est et l'Ouest après la crise de Suez.

Ainsi, pendant que ses tanks écrasaient la révolution hongroise d'octobre 1956, l'URSS se présentait comme l'alliée la plus sûre du monde arabe, grâce notamment à son soutien à Nasser et à sa condamnation sans appel, dans tous les forums internationaux, d'Israël, du sionisme et du colonialisme européen. Renforçant ses positions en Égypte, où elle accepta de financer le barrage d'Assouan, puis en Syrie après la proclamation en février 1958 de la République arabe unie avec l'Égypte, l'URSS étendit également son influence à l'Irak après la chute de la monarchie et le coup d'État procommuniste en juillet 1958 du général Kassem. Au même moment, 5 000 *marines* débarquaient au Liban et 2 000 soldats britanniques arrivaient en Jordanie pour mettre fin à la guerre civile qui menaçait les deux pays. Ils entendaient maintenir au pouvoir, à Beyrouth, le président Chamoun et, à Amman, le roi Hussein, menacés par les nationalistes pronassériens, et seuls signataires avec l'Irakien Nouri Sa'ïd de la doctrine Eisenhower de 1957 promettant aide financière et assistance militaire directe aux États de la région « contre toute menace en provenance d'un pays contrôlé par le communisme international ». Les avions anglais durent survoler Israël pour voler au secours de la monarchie jordanienne. Ce fut l'occasion pour Ben Gourion de souligner l'importance d'Israël dans l'équilibre régional et, pour les « faucons » du Hérout et d'Ahdout 'Avoda, d'appeler à nouveau à l'annexion de la Cisjordanie. Une idée rejetée, cette fois-ci, d'un revers de main par le Premier ministre.

Délaissant la très hasardeuse doctrine Eisenhower, les États-Unis optèrent à partir de cette date pour une politique moins agressive qui consistait, d'une part, à assurer la protection des régimes pro-occidentaux en place – en premier lieu, ceux d'Arabie Saoudite, des Émirats du Golfe et de la Jordanie – et, d'autre part, à tenter de se rapprocher de l'Égypte, que Washington ne désespérait pas de voir quitter le camp prosoviétique. L'amélioration en 1957 des relations entre Nasser et les Saoudiens, de même que les coups portés par ses services de police à l'encontre des communistes égyptiens puis syriens, n'étaient pas pour déplaire aux Américains, qui étaient d'ailleurs parfaitement au courant des mauvaises relations du Ra'ïs avec le président prosoviétique Kassem d'Irak, le seul chef d'État arabe à vouloir déclencher dans l'immédiat une nouvelle guerre contre Israël. C'est ainsi que, jusqu'à la révolution yéménite de 1962 et la décision du Caire de voler au secours des forces républicaines de Sana'a face à l'ancien régime royaliste du pays soutenu par l'Arabie, les États-Unis entretenirent des relations plutôt correctes avec Nasser. Ils étaient, de surcroît, trop occupés par la guerre du Vietnam pour pouvoir s'impliquer aussi intensément qu'au milieu des années 1950 dans les affaires tortueuses du Proche-Orient.

Dès lors, ne désespérant pas d'attirer les pays arabes dans leur giron, ni le président Eisenhower ni son successeur John Kennedy ne s'empressèrent de donner suite aux demandes israéliennes d'aide militaire. Très inquiets de l'introduction par Israël de l'arme nucléaire dans la région, les États-Unis attendirent jusqu'en 1962 pour accepter de livrer à l'État hébreu des missiles antiaériens Hawk, tandis que l'Allemagne fédérale lui fournissait ses premiers sous-marins et autres matériels malgré les protestations arabes³⁷. Les Américains ne cessèrent pas pour autant de faire pression sur Israël au sujet de la centrale nucléaire de Dimona : succédant à Ben Gourion, Levi Eshkol accepta en 1964 la visite d'inspecteurs américains dans la centrale. Il s'engagea auprès du président Lyndon Johnson à ce qu'Israël ne soit pas le premier État du Proche-Orient à introduire des armes nucléaires dans la région, mais se réservait le droit de détenir le matériel fissile nécessaire à leur fabrication au cas où un État arabe s'apprêterait à en fabriquer. Par ailleurs, du côté français aussi on était devenu très réticent au sujet de l'accord signé avec Shimon Peres pour la construction de la centrale de Dimona. Ministre des Affaires étrangères du général de Gaulle, Maurice Couve de Murville ne perdit pas beaucoup de temps avant de faire savoir à Israël, dès 1958, que Paris désirait l'arrêt de la construction de la centrale. Peu de temps auparavant, il avait mis fin aux fonctions d'ambassadeur à Tel-Aviv du très pro-israélien Pierre Gilbert. Premiers signes avant-coureurs du refroidissement que les relations entre les deux pays allaient subir au cours des années suivantes. En attendant, Ben Gourion eut droit, en 1960, à un accueil très chaleureux à l'Élysée, marqué par l'allocution du général de Gaulle (lors du déjeuner offert au Premier ministre) sur Israël, « notre ami, notre allié ». À cette occasion, le président de la République s'enquit auprès de Ben Gourion sur ses souhaits les plus profonds quant à l'avenir de son « petit » pays :

De Gaulle : Je vous promets de ne les raconter à personne. Ne rêvez-vous pas de vous étendre sur le désert de Sinäï, les monts du Moab et jusqu'au Litani, au nord ? Racontez-moi, et je n'en parlerai à personne.

Ben Gourion : Monsieur le Président, si vous m'aviez posé cette question il y a soixante ans, je vous aurais parlé de mes rêves territoriaux. Aujourd'hui, mon rêve le plus précieux, c'est de voir le plus grand nombre possible de Juifs s'installer en Israël.

— Quoi, encore des Juifs ? Est-ce là votre rêve ? Et d'où viendraient-ils ?

— Du monde entier, d'Afrique, d'Amérique, d'Europe.

— Quoi, les Juifs américains abandonneraient-ils leurs

Cadillac ?

— Absolument.

— Et les communistes laisseraient-ils les Juifs partir de Russie ?

— Le communisme a donné naissance au régime le plus bête de l'histoire, mais il a dans le même temps créé des hommes intelligents. C'est l'intelligence qui fera chuter ce régime peu intelligent. Les portes de l'Union soviétique s'ouvriront alors, même aux Juifs.

— Qu'en est-il de l'Europe ? De quels pays viendraient-ils ?

— De partout, même de France.

— De France ? Des Français sont-ils déjà allés s'installer en Israël ?

— Oui, l'un des Rothschild.

— Les Rothschild ne sont pas français. Ils viennent d'Autriche. Qui d'autre ?

— Charles Netter, qui a fondé *Mikveh Israel*.

— Ah oui, je sais, mais c'était un instable³⁸.

Cette conversation surprenante prit tout son sens longtemps après, lorsque le Général parla des Juifs « peuple d'élite et dominateur ».

De son côté, l'Union soviétique non plus ne semblait pas très pressée de tirer avantage de l'immense prestige dont elle jouissait depuis 1956 dans le monde arabe. Jusqu'à la destitution de Nikita Khrouchtchev en 1964, ses principaux champs de manœuvre se trouvaient hors du Moyen-Orient : en Europe, tout d'abord, où le Kremlin n'hésitait pas à affronter les Occidentaux de face sur le problème de Berlin, avant et après l'élévation du Mur (août 1961) ; en Asie, ensuite, devant la montée du « péril » chinois ; enfin, en Amérique latine où, après la révolution cubaine (1959) et l'entrée de Fidel Castro dans le giron communiste, Moscou alla jusqu'à pointer en 1962 ses fusées balistiques sur la Floride à partir de rampes de lancement installées, dans le plus grand secret, au cours de l'année à Cuba.

Loin du regard des grandes puissances, Israël et le monde arabe, divisé désormais entre conservateurs et progressistes, allaient donc connaître jusqu'en 1964 quelques années de paix relative qui ne furent vraiment rompues qu'avec l'entrée en jeu d'un ancien facteur, largement occulté des deux côtés depuis 1948 : le facteur palestinien. En attendant, Nasser trouvait son compte à la présence, dans le Sinaï, des casques bleus de l'ONU, installés le long de sa frontière avec Israël et à Charm el-Cheikh. Chantre infatigable de l'unité arabe, dont les

discours étaient répercutés dans toutes les capitales du Proche-Orient et d'Afrique du Nord, le président égyptien avait réussi, en 1958, l'un des tours de force les plus hardis de sa carrière : la proclamation de l'union de l'Égypte avec la Syrie, premier jalon vers l'unification complète du monde arabe. Dans le même temps, il accentuait le caractère socialiste de son régime. Entre autres mesures, il s'en prit féroceement aux Frères musulmans, dont des centaines de militants, parmi lesquels l'ancien idéologue du mouvement Sayyid Qutb (1906-1966), furent jetés en prison puis exécutés. Qutb eut le temps de rédiger, en plus de son œuvre maîtresse *Fi Zilal al-Qura'n* (« À l'ombre du Coran »), son pamphlet incendiaire *Ma'alim fi al-Tariq* (« Jalons sur la route de l'islam »), appelé à devenir le texte fondateur du radicalisme musulman au cours des années suivantes.

Tout en réitérant à chaque occasion son attachement à la cause palestinienne, Nasser empêcha cependant les *fedayin* de renouveler leurs raids contre Israël depuis le territoire égyptien. Cela lui valut les sarcasmes de ses rivaux progressistes, le général Kassem d'Irak notamment, et les critiques des cliques de généraux qui se succédèrent à Damas après la chute de la République arabe unie en 1961. Les chefs d'État conservateurs ne lui laissaient pas de répit non plus : les Saoudiens en particulier, qui, depuis 1962, lui reprochaient de se cacher derrière les casques bleus de l'ONU pour laisser tomber la cause palestinienne. Sur la défensive et en butte à de graves problèmes domestiques, le *Ra'is* autorisa la création de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et la mise sur pied, à Gaza, d'une « entité palestinienne » coiffée d'un gouvernement en exil. Radicalisant ensuite de plus en plus son discours, il rompit ses relations avec l'Allemagne, accusée de fournir des armes à Israël, et, en janvier 1964, il fit entériner par le premier sommet arabe réuni au Caire la participation d'une représentation permanente palestinienne conduite par le président de l'OLP, Ahmed Choukeir'y, tandis que Yasser 'Arafat, à la tête du *Fatah*, se préparait à son premier raid contre Israël, le 1^{er} janvier 1965, à partir de la frontière jordanienne. Imitant l'exemple du FLN algérien et du Nord-Vietnam, l'OLP se dota d'une Armée de libération de la Palestine (ALP), dont les unités furent intégrées dans les armées arabes. Mais, jamais présente sur le champ de bataille, celle-ci devait servir surtout de machine de guerre entre les mains de Nasser dans sa lutte d'influence contre le roi Hussein. La question de son stationnement éventuel sur le sol jordanien fut en effet agitée par le *Ra'is* à chaque fois qu'il voulait mettre au pas le monarque hachémite, dont le trône allait ainsi vaciller au gré de la politique palestinienne du colonel Nasser jusqu'à la guerre des Six Jours.

Contestée par la plupart des organisations militaires

palestiniennes, à commencer par le Fatah de Yasser 'Arafat, l'OLP eut le temps cependant d'élaborer, en mai 1964, une Charte nationale palestinienne. Éluant la question d'un État palestinien et s'engageant à ne pas s'immiscer dans les affaires de la Cisjordanie et de Gaza, la charte préconisait la liquidation d'Israël et refusait aux Juifs tout droit de se considérer comme peuple, « le judaïsme étant une religion révélée » et non une « nationalité » jouissant « d'une réalité propre »³⁹. Le sommet du Caire avait décidé, par ailleurs, d'allouer un budget de plusieurs millions de dollars à la Syrie pour l'aider à empêcher Israël de poursuivre son pompage des eaux du lac de Tibériade pour sa « conduite d'eau nationale » à destination du Néguev : un nouveau sujet de dispute qui aggrava la tension entre les deux pays, déjà sensible depuis 1960, et qui donna lieu à de multiples incidents frontaliers à partir de 1964 et jusqu'à l'été 1966, quand les Syriens abandonnèrent leur projet de construction de canaux destinés à dévier les eaux du Hasbani et du Banias sur le Jourdain. Mais, lui-même enlisé dans son borborygme du Yémen, où les troupes égyptiennes, venues soutenir les républicains contre les royalistes prosaoudiens, se livraient aux pires exactions contre la population civile, le Ra'ïs allait se garder cependant d'intervenir directement dans les affrontements opposant les artilleries israélienne et syrienne. Outre le fait que Damas, de conserve avec Bagdad, lui disputait sans vergogne le *leadership* du monde arabe, le dirigeant égyptien ne pouvait pardonner leurs méthodes sanguinaires aux deux régimes baasistes de Syrie et d'Irak, qui liquidaient sauvagement tous leurs opposants, parmi lesquels les nasséristes étaient nombreux.

Le monde arabe paraissait dès lors partagé entre deux pôles : d'un côté, la très belliqueuse Syrie avec sa doctrine de « guerre de libération populaire » en Palestine, impliquant un appui illimité aux combattants du Fatah de Yasser 'Arafat, qui étaient moins inféodés au Caire que l'OLP de Choukeur'y ; de l'autre, l'Égypte nassérienne, empêtrée au Yémen et dont la situation économique empirait depuis que les États-Unis lui avaient coupé les vivres en 1965. Entre les deux se trouvaient l'Arabie Saoudite et la Jordanie : la première ne manquait aucune occasion de narguer l'Égypte en lui demandant d'affronter l'ennemi sioniste au lieu de gazer les populations civiles du Yémen ; la seconde, qui craignait davantage les menées subversives de ses voisins arabes que les représailles d'Israël, voulait qu'on la laissât vivre en paix et que Le Caire et Damas cessassent de jouer la carte palestinienne sur son dos. N'oublions pas les Émirats du Golfe, qui redoutaient les effets dévastateurs des discours enflammés de Nasser sur la stabilité de leurs régimes et, enfin, les lointains pays du Maghreb, parmi lesquels la Tunisie de Habib Bourguiba qui, le 15 avril 1965, à la stupéfaction générale, se déclara en faveur de la

reconnaissance de l'État d'Israël dans les frontières de novembre 1947. Cette déclaration fut vigoureusement dénoncée par Nasser :

Bourguiba dit que cela fait dix-sept ans que le problème palestinien demeure sans solution. Je lui réponds que par le passé tous les États arabes étaient colonisés. Aujourd'hui, nous édifions notre puissance propre. J'affirme que le temps joue en notre faveur et que notre force humaine est capable de surpasser tout ce que l'Occident peut fournir comme armes à Israël. Nous n'irons pas libérer la Palestine aujourd'hui, mais nous œuvrerons en ce sens, en constituant notre force propre, en constituant nos armées arabes, et nous restituerons ses droits au peuple palestinien⁴⁰.

Dans cet état de choses, un « troisième round » entre Israël et les Arabes ne paraissait guère imminent. Mais c'était sans compter avec l'extrémisme des Syriens depuis l'arrivée au pouvoir de l'aile radicale du Baas, menée par les officiers alaouites de l'armée qui se gaussaient de l'inaction du *Ra'ïs* sur le front israélien. De plus, l'activisme du nouveau commandant israélien de la région Nord, le général David Elazar, qui provoquait les Syriens et bombardait pour un oui ou un non leurs positions du Golan en envoyant des tracteurs blindés dans les zones disputées, devait changer la donne. Enfin, les Soviétiques, machiavéliques, pour mieux assurer leur prépondérance au Proche-Orient encourageaient leurs alliés arabes à durcir le ton à l'égard d'Israël. Entre autres vilenies, le Kremlin reprochait à Israël les excellentes relations qu'il entretenait avec l'Allemagne fédérale, sa bête noire en Europe. À l'opposé, depuis 1964 Moscou vouait une grande amitié à Nasser pour les facilités portuaires que son pays accordait à la toute nouvelle flotte soviétique de Méditerranée et aussi pour le virage radical – réforme agraire, nationalisations, parti unique, etc. – qu'il venait de conférer à son régime. C'était à un point tel que le parti communiste égyptien reçut pour consigne de se saborder et ses membres de militer dans les rangs de l'Union socialiste arabe, le nouveau parti unique nassérien.

Dans le même temps, craignant pour l'avenir du régime syrien à la suite des coups de boutoir de l'armée israélienne, Moscou poussa Nasser à signer, le 2 novembre 1966, un pacte de défense mutuelle avec la Syrie, dont les faits et gestes aux abords de la zone démilitarisée suscitaient à chaque fois des représailles de l'artillerie et de l'aviation israéliennes. Ce fut le cas, par exemple, le 14 juillet 1966, quand un Mirage III israélien abattit pour la première fois un Mig-21 syrien. Ces représailles furent jugées excessives en Israël même par une partie des membres du gouvernement – les ministres du Parti

national religieux notamment – et par Moshe Dayan en personne qui, des bancs de l'opposition, critiqua en termes à peine voilés la conduite agressive du général Elazar et celle du chef d'état-major général, le général Itzhak Rabin, qui, en 1964, avait succédé au très discret Zvi Tsur à la tête de Tsahal.

Né en 1922 à Jérusalem, d'une mère russe et d'un père ukrainien qui militèrent dans des milieux sionistes de gauche avant d'émigrer en Palestine au lendemain de la déclaration Balfour, Itzhak Rabin passa par le collège agricole Kadouri du mont Tabor, où il fit la connaissance de Yigal Allon, alors instructeur dans cet établissement très recherché par les jeunes qui souhaitaient s'établir dans de nouvelles colonies agricoles. Après un bref séjour au *kibboutz* Ramat Yohanan, il s'engagea dans la Hagana et se porta volontaire en 1941 dans les toutes nouvelles unités du Palmach. C'est à cette occasion qu'il rencontra pour la première fois Moshe Dayan, à la veille de l'accrochage avec les forces de Vichy au cours duquel ce dernier perdit un œil. À la fin de la guerre d'indépendance, il apprécia mal la façon cavalière dont Ben Gourion limogea Allon – sous les ordres duquel il servait comme adjoint – et son remplacement par Dayan à la tête de la région Sud. Remarqué par Ben Gourion qui n'ignorait rien de sa proximité idéologique avec Allon, il fut ensuite désigné directeur de l'instruction à l'état-major général avant d'être promu en 1956 commandant de la région Nord et, de ce fait, sa participation à la campagne du Sinaï fut très limitée. En 1959, Laskov le prit comme chef des opérations, le second dans la hiérarchie militaire. Cette affectation le plaça en contact étroit avec Shimon Peres en sa qualité de directeur général du ministère de la Défense. Les deux hommes n'étaient guère faits pour s'entendre et, selon Rabin, ce fut Peres qui dissuada Ben Gourion de le nommer chef d'état-major général dès 1960 et de lui préférer Zvi Tsur. Conscient de son mauvais choix, le Vieux lui promit qu'il serait le prochain chef d'état-major général et acta sa nomination avant son départ du gouvernement en 1963. Mais c'est sous Levi Eshkol qu'il prit possession de ses nouvelles fonctions, le 1^{er} janvier 1964.

Quant à Nasser, obligé d'intervenir aux côtés de la Syrie pour redorer son blason auprès des masses arabes, il retira dans la hâte du Yémen ses troupes qu'il envoya aussitôt dans le Sinaï. C'était un coup de poker hasardeux, car le *Ra'is* n'était pas sans savoir que tout mouvement de troupes dans le Sinaï en direction de la frontière était considéré par Israël comme un *casus belli*. Le dernier en date avait eu lieu en février 1960, du temps de la défunte République arabe unie, au lendemain d'une attaque massive israélienne contre des positions syriennes au sud du lac de Tibériade. Il s'en était fallu de peu que les deux pays s'empoignassent à nouveau : Nasser avait alors aligné

500 blindés et 5 000 soldats le long de sa frontière avec Israël, qui, rapidement remis de sa surprise, avait réagi en mobilisant ses réservistes. Après une valse-hésitation de quelques heures, les Nations unies intervinrent et le *statu quo* fut rétabli. À présent, c'étaient les frontières libanaise et jordanienne qui attiraient le plus l'attention d'Israël. À la suite d'attaques perpétrées par le Fatah en octobre et novembre 1966, Tsahal répondit par des raids de représailles contre un village libanais puis, surtout, contre la localité cisjordanienne de Samo'a. Ce fut une opération au bilan humain et matériel particulièrement lourd du côté jordanien : dix-huit morts – dont une quinzaine de soldats –, des dizaines de blessés et de nombreuses maisons détruites. Choquée, la population sortit dans les rues pour crier son dépit au roi Hussein et appeler le colonel Nasser à la rescousse. Puis, ce fut la frontière syrienne qui s'embrasa à nouveau du fait du Fatah. Israël évoqua son droit de suite et somma la Syrie de cesser d'apporter son appui à l'organisation palestinienne. C'est ainsi qu'à l'issue d'un énième incident frontalier dans ce secteur – il y en avait eu 270 depuis le début de l'année – les Mirage israéliens survolèrent, le 7 avril 1967, Damas et abattirent six Mig-21 syriens. L'imminence d'une attaque massive israélienne ne faisait plus de doute pour les dirigeants syriens, surtout après les propos imprudents du président du Conseil Levi Eshkol et les menaces du général Rabin qui laissaient entrevoir que Tsahal frapperait à nouveau la Syrie si Damas ne mettait pas un terme aux actions de sabotage des Palestiniens⁴¹.

Le 12 mai 1967, l'URSS jeta de l'huile sur le feu et informa la Syrie de la concentration de onze divisions israéliennes sur sa frontière en vue d'une attaque surprise, entre le 18 et le 22 mai. L'information fut communiquée dès le lendemain au chef d'état-major égyptien, le général Mohammed Fawzi, ainsi qu'au vice-président égyptien, Anouar el-Sadate, de passage à Moscou. Alerté, Nasser envoya son chef de gouvernement Sidqi Sulayman, flanqué du général Mohammed Fawzi, dans la capitale syrienne pour y recueillir davantage de précisions sur la menace israélienne. Les deux responsables égyptiens – raconterait plus tard le général Fawzi dans ses mémoires – demandèrent en vain aux Syriens de leur produire les photographies aériennes corroborant leurs accusations. Au même moment, en Israël, l'ambassadeur soviétique à Tel-Aviv déclinait la proposition de Levi Eshkol de le conduire en voiture à la frontière syrienne pour se rendre compte par lui-même que les informations fournies par Moscou sur de prétendues concentrations de troupes israéliennes étaient sans fondement.

Déçus, Sidqi Sulayman et Mohammed Fawzi rentrèrent au Caire, décidés à faire part au *Ra'is* de leur visite infructueuse à Damas. Mais

quelle ne fut leur stupéfaction d'apprendre que le vice-président, le maréchal 'Abd al-Hakim 'Amer, n'avait pas attendu leur retour pour ordonner, à grand renfort de publicité, à l'armée égyptienne de faire mouvement en direction du Sinaï ! Nasser ne prêta dès lors aucune attention au témoignage du général Fawzi, non plus qu'aux informations en provenance des Nations unies démentant la présence de troupes israéliennes le long de la frontière avec la Syrie. Sa conviction était déjà faite : c'était le moment de reprendre le *leadership* du monde arabe et d'agiter, dans ce but, le spectre sioniste et impérialiste.

L'État hébreu s'apprêtait alors à célébrer son 19^e anniversaire, tombant en cette année 1967 le 15 mai. L'ambiance n'était pas à la fête : à la suite des graves problèmes économiques avec lesquels le pays se débattait à cause du *Mitoun*, beaucoup d'Israéliens avaient émigré à l'étranger cette année-là. La vie quotidienne n'était pas facile mais, pour remonter le moral de leurs lecteurs, les journaux avaient coutume de dresser à chaque fête nationale des « bilans » optimistes qui mettaient du baume au cœur des Israéliens et leur donnaient des raisons d'espérer. Certes, la nouvelle génération n'avait pas encore fourni de grands intellectuels ni de grands savants et se caractérisait par son apathie politique et son manque d'engagement pour de grandes causes, mais tous connaissaient le nom de Samuel-Yosef Agnon, dont la plupart n'avaient pas lu les livres, qui venait d'être couronné du prix Nobel de littérature.

Quant à l'archi-populaire Moshe Dayan qui n'en faisait qu'à sa tête, il avait effectué pour le compte du *New York Times* un voyage d'étude de deux mois au Sud-Vietnam qui avait beaucoup embarrassé le gouvernement Eshkol. Toujours à l'affût d'informations « réjouissantes », les Israéliens furent ravis d'apprendre l'entrée au gouvernement du Yéménite Israël Yeshayahou, aux côtés de Moshe Sasson, le ministre de la Police, un portefeuille devenu avec le temps l'apanage des ministres « orientaux ». Autre sujet de satisfaction : la Knesset venait d'inaugurer à Jérusalem, face au musée d'Israël, son nouveau siège, dont la construction avait été financée par les Rothschild de Londres. Il s'agissait d'un superbe bâtiment à colonnades doté d'un immense hall Chagall avec ses gobelins et ses mosaïques décorées par l'artiste. À une heure de route de Jérusalem, Tel-Aviv avec sa fameuse rue Dizengoff (ses théâtres, ses cinémas, ses magasins de mode, ses terrasses de café et sa vie nocturne) n'avait rien à envier aux grandes villes européennes que 100 000 touristes israéliens avaient visités cette année-là. Tout le monde avait encore à l'esprit l'intrépide escapade aérienne d'Abie Nathan qui, le 28 février 1966, s'était posé à bord d'un petit avion privé, baptisé *Peace One*, à Port-Saïd, avec l'espoir de rencontrer le président Nasser. Il avait été

appréhendé à son atterrissage et renvoyé immédiatement en Israël, où on l'avait incarcéré pendant quelques heures pour visite en pays ennemi. Pacifiste indécrottable né en Iran, Abie Nathan était retourné le lendemain à son restaurant, le « California », sous les applaudissements et les vivats de ses clients, parmi lesquels se retrouvaient chaque soir journalistes en vue, officiers bardés de médailles, comédiens renommés et bohémiens « attitrés ». Habitué de ce lieu où l'on avait dit-on « inventé » le premier hamburger israélien, ainsi que du célèbre café voisin « Kassit » où Nathan Altermann et Abraham Shlonsky avaient leurs habitudes, l'humoriste et cinéaste Ouri Zohar, l'écrivain Amos Kénan et le sculpteur Yigal Tomarkin avaient défrayé la chronique, en 1965, en annonçant à grands cris leur intention de visiter les villages arabes de Galilée en signe de protestation contre le maintien des lois militaires d'exception qui y étaient en vigueur depuis 1948⁴². Sans surprise, aucun des trois ne s'était aventuré dans les ruelles des quartiers « séfarades » de Wadi Salib à Haïfa, de Mousrara et Katamon à Jérusalem, ou de Dateth à Beersheba, qui avaient été durement frappés par le *Mitoun*. Ils bruisaient encore des youyous et des vociférations autour des barbecues de la fête judéo-marocaine de la *Mimouna*, célébrée au lendemain de la fête de *Pessah*, à quelques jours seulement de la fête nationale. Les lecteurs bien-pensants du journal *Haaretz* étaient dépités, car ils déploraient en outre que Tel-Aviv se fût mise à la mode des villes d'Orient et que ses kiosques vendissent aux passants hamburgers et *shawarma*, que l'on mangeait en marchant comme dans les quartiers « populaires » de la banlieue. « En Europe, on ne mange pas dans la rue », écrivit, sentencieux, ce quotidien qui, sous la signature de l'une de ses meilleures plumes, Shabtaï Tevet, craignait qu'en se « levantinisant », Israël ne cessât d'attirer les Juifs des pays riches. Heureusement, se consola-t-il, la plupart des enseignants étaient encore des femmes d'origine européenne, mais tout risquait d'être perdu quand les Orientaux investiraient le métier d'instituteur⁴³. « Nous avons mis deux mille ans, écrivit pour sa part l'écrivain Haim Hazaz dans les colonnes du journal *Maariv*, pour devenir des Européens. Ce n'est pas le moment de faire marche arrière et d'adopter la culture yéménite, marocaine ou irakienne⁴⁴. »

Au soir du 15 mai 1967, personne n'imaginait que, dans moins de trois semaines, Israël et ses voisins allaient s'entre-tuer une nouvelle fois. Une seule question préoccupait alors les esprits : comment la Jordanie allait-elle réagir au défilé militaire organisé exceptionnellement à Jérusalem ? Ce n'était pas de gaieté de cœur que Levi Eshkol en avait pris la décision, mais sous la pression de Ben Gourion qui, dans sa hargne contre son successeur depuis l'affaire Lavon, l'avait mis au défi de renforcer le statut de la Ville sainte en

tant que « capitale éternelle » d'Israël. Sans cesse vilipendé par les « faucons » du Rafi et du Hérout pour ses hésitations et ses piètres connaissances en matière militaire, Eshkol savait déjà, en prenant place dans la tribune officielle du stade universitaire de Jérusalem, que de graves événements se passaient au sud d'Israël. Depuis quelques heures, en effet, des milliers de soldats égyptiens défilaient dans le Sinaï après qu'ils eurent défilé, fanfare en tête, dans les rues du Caire, sous les fenêtres de l'ambassade américaine. Bluff ou menace réelle ? La demande adressée par Nasser le lendemain (16 mai) aux casques bleus de l'ONU de se retirer du Sinaï fut un indice non moins menaçant quant aux intentions du Ra'ïs. De plus, le jour même du départ des observateurs internationaux (18 mai), il mit en état d'alerte les armées égyptienne et syrienne, conformément au pacte de défense mutuelle liant les deux pays. En réaction, Israël mobilisa dès le lendemain 70 000 réservistes. C'était, selon Ben Gourion qui trouvait ce geste « inconsidéré », une erreur tragique : « Vous avez placé la Nation dans une situation de gravité exceptionnelle, déclara-t-il à Itzhak Rabin venu le consulter quatre jours plus tard, c'est vous qui porterez la responsabilité de ce qui arrivera⁴⁵. » Mal à l'aise et découragé, le chef de l'état-major général rencontra, quelques heures plus tard, Moshe Dayan qui estimait que Tsahal serait dans l'obligation de réagir si, comme il le prévoyait, le Ra'ïs bloquait le détroit de Tiran. Ils se séparèrent sans se mettre d'accord sur le type d'opération qu'il convenait d'envisager, mais Dayan repartit avec l'impression que Rabin était dans un état proche de la dépression et que si ses officiers s'en apercevaient, « ce serait extrêmement fâcheux⁴⁶ ».

Le 23 mai, à l'aube, le détroit de Tiran fut effectivement fermé aux navires battant pavillon israélien et aux cargos transportant des produits stratégiques à destination de l'État hébreu : « Le golfe d'Aqaba fait partie de nos eaux territoriales. En aucune circonstance, nous ne laisserons le drapeau juif passer à travers le golfe d'Aqaba. Les Juifs menacent de nous faire la guerre. Nous leur disons : *Ahlan wa-Sahlan*, soyez les bienvenus, nous sommes prêts. Nos forces armées et notre peuple sont sur le pied de guerre », s'écria-t-il⁴⁷.

C'était la mort annoncée du port d'Eilat mais aussi, et surtout, une atteinte irréparable à la force de dissuasion de Tsahal si Israël ne réagissait pas. Rabin et ses généraux voulurent passer immédiatement à l'action, mais Eshkol et la plupart de ses ministres étaient contre.

Né en 1895 à Kiev, Levi Shkolnik, devenu Eshkol, avait émigré à l'âge de dix-neuf ans en Palestine, où il s'était installé dans le premier *kibboutz* du pays, à Degania, en Galilée. Très ouvert et débordant d'humour, il n'avait certes pas la stature de Ben Gourion, auquel il

succéda en 1963 après avoir occupé des fonctions importantes à l'Agence juive puis au gouvernement en tant que ministre de l'Agriculture et des Finances. Administrateur brillant et pragmatique au discours brouillon et truffé d'expressions en yiddish, rien ne le préparait à entrer dans les bottes visiblement trop grandes de Ben Gourion en tant que ministre de la Défense. Il eut néanmoins le grand mérite d'améliorer les relations entre Israël et les États-Unis, estimant que l'aviation israélienne, qui était constituée uniquement d'appareils de combat français, devait diversifier ses équipements en se dotant par exemple de chasseurs américains Skyhawk, que Washington venait d'accepter de lui livrer. En plus de ces appareils, Johnson avait accepté de lui fournir 200 à 250 chars A2C et A1, des canons de 150 mm, et même les fameux nouveaux tanks Patton M 481. Il y avait toutefois une condition : Israël ne s'opposerait pas à la livraison de chars américains à la Jordanie, que celle-ci, de son côté, s'engagerait à ne pas utiliser en cas de guerre contre l'État hébreu. Cet engagement resterait lettre morte pendant la guerre des Six Jours, car quelque deux cents de ces blindés franchiraient le Jourdain⁴⁸.

Subissant les sarcasmes de David Ben Gourion, qui estimait qu'il n'était pas à la hauteur de la situation, et ceux de ses généraux, qui voulaient se jeter le plus vite possible dans la bataille, Levi Eshkol était placé devant un dilemme redoutable : prendre le risque d'une aventure militaire au bilan terrifiant ou temporiser, comme l'invita à le faire le président Lyndon Johnson qui, la veille, lui avait demandé un « répit » de quarante-huit heures avant d'envoyer un navire israélien dans le golfe d'Aqaba pour tester le président égyptien. Eshkol demanda son avis à la commission parlementaire de la Défense dans laquelle siégeaient Golda Meir, la secrétaire générale du Mapaï, ainsi que des députés de l'opposition, dont Menahem Begin et Moshe Dayan. Ce dernier y déclara qu'il serait heureux si la 6^e flotte intervenait et garantissait la liberté de navigation aux bateaux israéliens. Mais, enlisé dans la guerre du Vietnam, il était peu probable, pensait-il, que Johnson embarquât son pays sur un nouveau théâtre d'opérations. Dans cette hypothèse, poursuivit l'ancien chef d'état-major, Israël devrait entreprendre, à la fin des quarante-huit heures demandées, une opération combinée aérienne et terrestre pour détruire en deux ou trois jours les centaines de blindés égyptiens massés dans le Sinaï. Il risquerait toutefois une entrée en guerre de tous les États arabes, y compris la Jordanie, et peut-être même aussi des Arabes israéliens. Dayan était contre l'occupation de Gaza et de sa région comme le préconisait Rabin⁴⁹. La présence de centaines de milliers de réfugiés palestiniens en était la raison principale.

Le sort en était jeté. Ce qui commença comme une manœuvre d'intimidation pour empêcher Israël d'attaquer la Syrie était en train

de tourner en un conflit militaire majeur. À en croire les porte-parole du régime nassérien et leurs émules du monde arabe, il s'agissait rien moins que d'une guerre totale destinée à « libérer la Palestine », à « éliminer l'État hébreu », à exterminer ses habitants juifs et à effacer les séquelles de la guerre du Sinaï. Des menaces étaient proférées du matin au soir par *La Voix des Arabes* et *La Voix de la Colère* palestinienne. « *Adbah, adbah, adbah* » (« Égorge, égorge, égorge »), répondaient en chœur les foules déchaînées sur les places du Caire, de Damas, de Bagdad et d'Amman, tandis que toutes les radios arabes de la région ne diffusaient plus que des refrains guerriers auxquels la grande chanteuse Oum Kalsoum prêta sa voix. Du Maroc au Koweït, en passant par l'Irak et l'Arabie Saoudite, l'ensemble du monde arabe emboîtait le pas à l'Égypte.

Des gestes et des discours plus violents les uns que les autres s'enchaînaient, émaillés de décisions incompréhensibles – comme l'acceptation par le secrétaire général de l'ONU, U Thant, de la requête de Nasser sans essayer de gagner du temps et de calmer les esprits – qui mirent le Moyen-Orient sens dessus dessous en moins d'une semaine :

On eût dit qu'une tornade s'était abattue sur la région, transformant le paysage et laissant Israël au bord d'un précipice dans lequel il semblait sur le point de glisser, écrivit Shimon Peres. Du monde extérieur nous parvinrent les murmures de sympathie et de consolation qu'on réserve en général aux proches d'un mourant⁵⁰.

L'économie était paralysée à la suite de l'appel sous les drapeaux de dizaines de milliers de réservistes. Et, les nerfs mis à vif par la longue attente d'un dénouement, les Israéliens ne se faisaient guère d'illusions sur le sort que leur réservait Nasser en cas de défaite : « une deuxième Shoah », leur prédisaient leurs journaux, qui leur cachèrent néanmoins que, nerveusement épuisé, le commandant en chef de leur armée, Itzhak Rabin, s'était absenté durant vingt-quatre heures de son quartier général. Voyant les autobus et les voitures se raréfier sur les routes, les lieux de travail, les établissements scolaires et leurs propres rues se vider, de jour en jour, d'adultes en âge de porter les armes, ils étaient abreuvés à tout instant du jour et de la nuit d'informations plus alarmantes les unes que les autres sur la situation militaire.

Depuis plusieurs jours, la presse était remplie de lettres de lecteurs et d'éditoriaux appelant Ben Gourion à reprendre les rênes du gouvernement pour sauver la patrie. Or, loin des affaires depuis quatre ans et âgé de quatre-vingt-un ans, l'ancien chef du gouvernement ne cachait pas son opposition à une guerre sans le

soutien actif des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France. Ce pacifisme était teinté de pessimisme, et partagé d'ailleurs par plusieurs membres du gouvernement : en premier lieu, les ministres religieux Moshe Haïm Shapira et Zerah Warhaptig, et les caciques du Mapaï, Zalman Aran et Pinhas Sapir. Le plus antibelliciste de tous était Shapira, le ministre de l'Intérieur :

Comment pouvez-vous prendre le risque d'une telle guerre, jeta-t-il le 23 mai à la figure de Rabin, alors que Ben Gourion lui-même ne l'a pas fait [en 1956] ? Cette guerre risque de mettre en cause l'existence même d'Israël... À l'époque, la France et la Grande-Bretagne étaient encore des puissances mondiales et elles avaient entrepris de détruire la marine et l'aviation égyptiennes. La marine ennemie était massée à l'ouest du Canal et non dans le Sinaï comme c'est le cas aujourd'hui. Il y avait en Israël des escadrilles d'avions de chasse français pour protéger notre ciel, les flottes française et anglaise défendaient notre littoral et nos populations civiles étaient à l'abri [...]. Politiquement parlant, nous sommes totalement isolés et nous ne pouvons espérer recevoir le moindre ravitaillement en armes si nous venons à en manquer pendant les opérations. Nous devons naturellement nous défendre si nous sommes attaqués mais pourquoi prendre l'initiative ?... Je lutterai contre cela tant que je respirerai⁵¹.

L'ambiance était tout autre parmi les hauts gradés de l'armée menés par le chef des opérations au quartier général et commandant sortant de l'armée de l'air, le général Ezer Weizman : en l'absence de Rabin, retiré chez lui, il revint à la charge auprès d'Eshkol, le 24 mai, et demanda son feu vert pour lancer Tshal dans les quarante-huit heures à l'assaut de l'armée égyptienne dans le Sinaï et à la conquête de toute la bande de Gaza jusqu'à El-Arish. Avec ses nerfs d'acier, Eshkol repoussa les propos véhéments du bouillant général et, suivi par le gouvernement, donna une dernière chance à la diplomatie en dépêchant le jour même son ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, aux États-Unis et en Europe. Dans les tranchées, les réservistes chantaient : « Nasser attend Rabin », une ritournelle inspirée d'un chant fameux de la Pâque juive, *Had Gadya*. De fait, Nasser attendait les réactions de Rabin, Rabin attendait celles de son Premier ministre, qui attendait, lui, celles de son Cabinet. Le Cabinet attendait Eban, qui attendait Johnson, qui attendait à son tour les réactions des puissances maritimes occidentales pour forcer le blocus du golfe de Tiran⁵².

Eban débuta sa tournée en France, où la plupart des journaux de l'époque, depuis *France-Soir* et *L'Aurore* jusqu'à *L'Express* et *Le Nouvel*

Observateur, soutenaient fermement l'État hébreu. Cette immense vague de sympathie laissa cependant de glace le président de la République : soucieux depuis la fin de la guerre d'Algérie en 1962 de se rapprocher des pays arabes, le général de Gaulle conjura Israël de ne pas tirer en premier. « C'était en 1957 et nous sommes en 1967 », répondit-il au chef de la diplomatie israélienne, lui rappelant que c'était à la demande de la France, qui avait promis de veiller à la libre navigation dans le détroit de Tiran, qu'Israël s'était à l'époque retiré de Charm el-Cheikh⁵³.

À Londres, où le ministre israélien eut droit à un accueil plus chaleureux qu'à Paris, Eban eut le sentiment que le projet anglo-américain d'une flottille internationale qui forcerait le blocus d'Aqaba avait peu de chances d'aboutir. Les pays sur lesquels on comptait pour la constituer, tels que le Canada, l'Italie et le Mexique, allaient finir par se rétracter⁵⁴. Enfin, arrivé le lendemain (le jeudi 25 mai) à Washington, il constata que, ne voulant guère s'attirer les foudres du Congrès, le président Johnson n'avait aucune envie d'engager les États-Unis dans une nouvelle aventure militaire et essayait, au contraire, par tous les moyens de calmer le jeu au Caire⁵⁵ : « Israël, s'était-il entendu dire par le chef de la Maison-Blanche, ne sera pas seul à moins qu'il ne décide d'attaquer le premier. » La position américaine n'était pas, dans le fond, très différente de celles de la France et de la Grande-Bretagne et, du point de vue israélien, elles péchaient toutes par la même mauvaise foi en laissant Israël se dépêtrer tout seul dans la situation inextricable créée par Nasser. Mais, au moment même où il se préparait à rentrer à Tel-Aviv, Abba Eban reçut un câble urgent de Levi Eshkol lui dévoilant l'existence d'un plan égyptien, signé par le maréchal 'Amer et selon lequel l'Égypte attaquerait massivement Israël le samedi 27 mai au plus tard. Approuvé après quelques hésitations par Nasser, malgré l'opposition du chef de l'état-major, le général Mahmoud Fawzi, ce plan – du nom de code *al-Fajr* (« Aurore ») – prévoyait une frappe préventive contre Israël, incluant notamment le bombardement aérien du site nucléaire de Dimona, la prise d'Eilat à partir de la Jordanie et l'envoi de troupes aéroportées et de blindés dans le Néguev, avec pour objectif de couper le sud d'Israël du reste du pays⁵⁶. Ce qu'Eshkol ignorait et que seuls les documents militaires égyptiens capturés pendant la guerre dévoilèrent, c'est que, compte tenu des délais très courts d'exécution nécessitant le redéploiement dans la hâte des forces déjà stationnées dans le Sinaï, le plan Aurore avait eu en fait pour effet immédiat de semer le plus grand désordre dans les lignes de défense égyptiennes, à quelques heures seulement du déclenchement de l'opération envisagée. Coutumier du fait, 'Amer procéda à un redéploiement des troupes de même envergure dans le Sinaï, début juin, à la veille même

de la guerre.

Tout en faisant montre de scepticisme face à Abba Eban, les Américains mirent en garde le Kremlin contre les menées agressives de Nasser. Déjà embarrassés par l'initiative de l'Égyptien de fermer, sans les consulter, le détroit de Tiran, les Soviétiques, qui avaient eu vent du plan égyptien par le ministre de la Défense Shams Badran en visite à Moscou, craignaient que le *Ra'is* ne fût allé trop loin et que, mal informé sur l'état réel de ses forces armées, il ne fût en train de remettre en jeu les gains déjà acquis par les Arabes sans tirer le moindre coup de feu. Pyromanes se muant sur le tard en pompiers, les Soviétiques s'employèrent dès lors à freiner l'élan guerrier de Nasser, le Premier ministre Kossyguine et son ministre des Affaires étrangères Gromyko allant même jusqu'à l'avertir explicitement, dans la nuit du vendredi au samedi 27 mai, que l'URSS n'interviendrait pas militairement à ses côtés en cas de défaite. À Tel-Aviv, l'ambassadeur soviétique n'attendit pas le lever du jour pour aller réveiller Eshkol dans son hôtel et lui remettre, à 3 heures du matin, une lettre assez conciliante de son Premier ministre invitant l'État hébreu à ne pas recourir à la guerre pour résoudre la crise. Presque au même moment, l'ambassadeur soviétique au Caire effectuait une démarche parallèle auprès de Nasser. Il ignorait que les pilotes et les marins égyptiens s'apprêtaient à attaquer Israël dès les premières lueurs du jour, ce samedi 27 mai. Destabilisé par cette démarche du Kremlin et surpris d'apprendre qu'Israël était au courant des secrets du plan Aurore élaboré par le maréchal 'Amer, Nasser donna l'ordre de suspendre immédiatement l'opération. Quelques instants avant l'heure H, quatre Mig-21 égyptiens, armés seulement de caméras, survolèrent sans encombre Dimona, sans que les chasseurs israéliens envoyés à leurs troupes ne les interceptent⁵⁷.

Cependant, dans l'ensemble Nasser avait vu juste en ce qui concernait l'attitude des grandes puissances : aucune n'avait accepté de prendre le moindre risque pour venir au secours de l'État juif. Sans renoncer à la guerre, le président égyptien avait déjà gagné la bataille diplomatique et créé un nouveau *statu quo* dans le Sinai et dans le golfe d'Aqaba avec, en perspective, l'obtention d'une aide financière substantielle des États-Unis et des pays arabes, sans oublier les bénéfices du virage proarabe de la France. Cette nouvelle configuration géopolitique régionale amena sans aucun doute le roi Hussein à se rendre au Caire, le 30 mai, et à y signer un pacte de défense mutuelle entre la Jordanie et l'Égypte, puis à se réconcilier avec Ahmed Choukeir'y, le chef de l'OLP⁵⁸. Le même jour, le Maroc et l'Algérie décidèrent l'envoi de corps expéditionnaires au Moyen-Orient, tandis que Bagdad s'apprêtait à dépêcher une unité de blindés en direction de la frontière israélo-jordanienne, en vue du « rendez-

vous avec nos frères arabes à Tel-Aviv », précisa à ses soldats le Premier ministre irakien. Ainsi, de Casablanca à Sana'a en passant par Tunis, Tripoli, Bagdad et Damas, c'est tout le monde arabe qui se mobilisait aux côtés de l'Égypte et des autres « pays du champ de bataille⁵⁹ » :

Masses arabes – clamait à tue-tête Radio-Damas depuis le 23 mai –, levez-vous et accourez vers le champ de bataille. Bientôt nous pourrions pendre le dernier soldat impérialiste avec les entrailles du dernier sioniste.

À ce moment-là, la classe politique israélienne se trouvait en plein psychodrame : voulant éviter à son peuple une nouvelle guerre, Eshkol semblait dépassé par les événements. Le 28 mai, il avait accepté – contre l'avis de son chef d'état-major, le général Rabin, et de la moitié des membres de son gouvernement – d'accéder à une nouvelle demande américaine d'un délai supplémentaire de deux semaines avant de décider de la marche à suivre. L'allocution radiophonique balbutiante qu'il avait donnée le soir même avait eu un effet désastreux sur le public. Les appels à la formation d'un gouvernement d'union nationale jaillirent alors de tous bords, Eshkol donnant l'impression de ne plus avoir le contrôle de la situation. Les premiers à en évoquer l'urgence furent les ministres du Parti national religieux, qui se tournèrent vers Ben Gourion. Celui-ci refusa tout net de servir dans le même gouvernement que son successeur. Puis, ce fut au tour de Menahem Begin qui, oubliant leur vieille inimitié, se rendit auprès de Ben Gourion pour le convaincre de changer d'avis. À sa grande surprise, il constata que le Vieux était contre la guerre sans le soutien des États-Unis. Dès lors, il jeta son dévolu sur Moshe Dayan, le « héros du Sinaï » dont toute la presse voulait le retour aux affaires. Savamment distillées par son ami du Rafi, Shimon Peres, les confidences sur l'état d'esprit de l'ancien chef de l'état-major général donnèrent une ampleur extraordinaire à la campagne en faveur de Dayan. Elle fit taire sur-le-champ les opposants, à commencer par Itzhak Rabin et Yigal Allon, ou encore Eban et Golda Meir, qui craignaient son retour.

Des relents de putsch montaient des hautes sphères de Tsahal. Tandis que le général Ezer Weizman menaçait de jeter ses galons à la figure du président du Conseil, qu'un professeur distingué de l'université de Jérusalem et ancien collaborateur de Jabotinsky suggérait à Yigaël Yadin de prendre la tête d'un coup d'État militaire, d'autres officiers supérieurs comme Ariel Sharon (qui rongeaient son frein depuis deux semaines dans le désert du Néguev) n'excluaient pas de passer à l'action sans attendre le feu vert du gouvernement. Esprit

fertile, Shimon Peres proposait de procéder à une expérience nucléaire qui ferait réfléchir Nasser et le conduirait à changer ses plans. L'atmosphère était d'autant plus délétère que la population s'enfonçait dans la peur et le désespoir : « nouvel Hitler », Nasser s'apprêtait à dépecer Israël comme le Führer la Tchécoslovaquie, proclamaient les manchettes des journaux à l'intention de lecteurs très sensibles à la thématique de la Shoah depuis le procès Eichmann en 1961. Dans les villes, des centaines d'adolescents et de personnes âgées creusaient des tranchées en pleine rue, remplissaient des sacs de sable aux abords des bâtiments publics ou nettoyaient les abris pendant que des employés des pompes funèbres parcouraient les villes à la recherche d'emplacements pour ensevelir les dizaines de milliers de morts prévus. Les informations sur l'utilisation au Yémen par les soldats de Nasser d'armes chimiques n'étaient pas faites non plus pour apaiser une population qui comptait à l'époque des centaines de milliers de survivants des camps de la mort et des chambres à gaz nazis.

Le moral des Israéliens s'assombrit plus encore le 3 juin, lorsqu'ils apprirent que le général de Gaulle venait de placer sous embargo toutes les livraisons d'armes françaises destinées au Moyen-Orient. Une mesure qui, dans les faits, visait exclusivement Israël, dont la France était quasiment le seul fournisseur. Aux yeux d'Abba Eban, il ne fit aucun doute que la décision française, en affaiblissant Israël aux yeux de Nasser, précipita la guerre au lieu de l'empêcher. Pour Israël, cela signifiait que Nasser avait atteint l'apogée de sa puissance et que, de ce jour, l'équilibre des forces n'allait pas tarder à se détériorer au détriment de l'État hébreu. Dès lors, l'embargo français s'ajoutait aux arguments de ceux qui voulaient entrer en action immédiatement. Eban était de ceux-là :

En conclusion, le président de Gaulle avait placé Israël devant l'alternative « maintenant ou jamais ». Le choix ne pouvait être que « maintenant ». La décision française d'abandonner Israël à son isolement et à son désespoir doit être mise au nombre des causes déterminantes de la guerre des Six Jours⁶⁰.

Pressé de tous côtés, Levi Eshkol avait entre-temps accepté de former un gouvernement d'union nationale et de confier le portefeuille de la Défense à Moshe Dayan qui, depuis une semaine, avait passé de longues heures en compagnie des soldats et des officiers massés le long de la frontière égyptienne. Ostracisé depuis la création de l'État par la gauche sioniste, Menahem Begin fit aussi partie du nouveau gouvernement, ainsi que son collègue libéral Yossef Sapir. L'heure était vraiment à l'union sacrée.

Eshkol convoqua son nouveau gouvernement dès le soir du jeudi 1^{er} juin. Soutenu par son ministre des Affaires étrangères, Abba Eban, il ne se résigna pas à passer à l'action et voulut donner une semaine de plus aux Américains pour qu'ils trouvent une sortie de crise. Cela fit bondir de colère les chefs de l'armée présents à cette réunion, à laquelle participa le nouveau ministre de la Défense qui ne manqua pas de les réprimander pour la véhémence de leurs propos. Le débat se poursuivit en cabinet restreint le lendemain. La séance fut dominée par Dayan qui énonça clairement les deux options qui restaient à Israël : soit accepter le blocus égyptien comme un fait accompli avec tout ce que cela comportait comme risques pour la défense future du pays, soit engager une offensive immédiate contre l'armée égyptienne et lui enlever l'initiative sur le terrain. Il restait encore une inconnue et non des moindres : l'attitude soviétique en cas de guerre. Or, peu de temps auparavant, Kossyguine avait menacé Israël de représailles s'il prenait l'initiative des combats. Eshkol ne se résignait toujours pas à enfreindre les injonctions américaines, tout en pensant que le projet anglo-américain d'une flottille internationale était définitivement enterré. Au cours d'une nouvelle réunion, le samedi 3 juin, en présence des principaux chefs de l'armée, il dévoila le fond de sa pensée : « Une nation de 2 millions d'habitants ne peut se permettre le luxe de faire une guerre tous les dix ans ni de se mettre à dos les États-Unis et le monde entier. » À l'adresse d'Ariel Sharon, qui demandait que l'on cessât d'écouter l'avis des puissances, il ajouta : « Rien ne sera réglé par une victoire militaire. Les Arabes seront toujours là⁶¹. »

Les délibérations furent particulièrement houleuses. À l'issue de la séance, Dayan s'attarda avec Eshkol, Eban et Allon ; il fut rejoint ensuite par Rabin, auquel il annonça que le gouvernement autoriserait l'armée à entrer en action dès le lendemain. De retour ce même jour de Washington, le chef du Mossad, Meir 'Amit, estimait que les États-Unis ne s'opposeraient pas à une intervention militaire israélienne. Il y avait notamment rencontré le secrétaire d'État à la Défense, McNamara, qui lui avait laissé entendre qu'il n'était pas exclu que les États-Unis vinssent à la rescousse de l'État hébreu en cas de convocation du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale de l'ONU. Même le très froid secrétaire d'État Dean Rusk pensait que l'on ne pouvait plus continuer d'empêcher Israël d'agir. C'était aussi, selon toute vraisemblance, l'avis du président Johnson. Ces informations capitales décidèrent finalement Abba Eban à se joindre aux partisans de l'intervention militaire.

En Égypte aussi, on jugeait inévitable la confrontation avec Israël tandis que, du Koweït au Maroc en passant par l'Algérie, la Libye, l'Irak et le Soudan, des corps expéditionnaires arabes s'apprêtaient à débarquer dans la péninsule du Sinaï et dans la bande de Gaza. C'était

une course contre la montre : comme les 125 000 soldats israéliens massés depuis trois semaines dans les sables du Néguev, les 140 000 hommes de l'armée égyptienne alignés dans le Sinaï attendaient impatiemment l'ordre de franchir la frontière. Ils étaient sous les ordres du général 'Abd al-Muhsin Kamal Murtagi, l'ancien commandant en chef du corps expéditionnaire égyptien au Yémen qui, nommé à son nouveau poste par le maréchal 'Amer, était peu familier des plans de défense du Sinaï⁶². Le 4 juin, le général se trouvait en vacances à Isma'iliya. Décidé à évoquer le lendemain avec le maréchal son manque de matériel et d'officiers, il publia, avant de quitter son quartier général, l'ordre du jour suivant à ses soldats :

Le monde a les yeux sur vous dans votre glorieuse guerre contre l'agression impérialiste israélienne sur le sol de votre patrie [...] votre guerre sainte pour reconquérir les droits de la nation arabe [...] reconquérir le pays volé de la Palestine par la grâce de Dieu et de la justice, par la puissance de vos armes et l'unité de votre foi.

Nasser présidait au même moment une cérémonie à l'occasion de l'entrée de l'Irak dans le pacte de défense égypto-jordanien. Quant au chef de l'armée de l'air, le général Sidqi Mahmud, il assistait, ce soir-là, au mariage de sa fille. À l'aube du 5 juin, il devait rejoindre, ainsi que plusieurs généraux de l'état-major, le maréchal 'Amer qui s'apprêtait à accompagner l'importante délégation irakienne reçue par le chef de l'État pour une tournée d'inspection le long du front. Le lieu du rassemblement fut fixé à l'aérodrome de Bir Thamada, où 'Amer et sa suite devaient atterrir aux environs de 8 heures. Aucun responsable supérieur de l'armée n'était à son poste quand, dans la nuit du dimanche au lundi, commencèrent à tomber les premières informations sur les mouvements inhabituels de l'infanterie et des blindés israéliens aux abords de Gaza et Rafah et au centre du front⁶³.

Alignant 1 100 chars, 1 500 véhicules blindés et 380 pièces d'artillerie, le front sud était commandé par le général Yeshayahou Gavish, qui avait sous ses ordres trois divisions confiées à trois généraux connus pour leur audace : Israël Tal, Avraham Yoffé et Ariel Sharon⁶⁴. En même temps que le général Ouzi Narkiss – le commandant de la région Centre qui avait sous sa responsabilité Jérusalem – et le général David Elazar – le commandant du front nord –, ils avaient reçu de Dayan et de Rabin les dernières consignes du plan Nachshon^{*2} I, prévu pour commencer le lundi 5 juin à 7 h 45, et son nom de code « Drap rouge » (*Sadin Adom*). Il avait un double objectif : la conquête du Sinaï ainsi que la destruction de l'armée égyptienne, tout en évitant, dans un premier temps, de prendre

d'assaut Charm el-Cheikh et d'approcher le canal de Suez. Il n'était pas question d'entrer en Cisjordanie ni d'escalader les hauteurs du Golan. Lors de ce briefing, Dayan évoqua brièvement le plan Focus (*Moked*) et la destruction programmée des forces aériennes égyptiennes, prélude à l'ouverture de la campagne terrestre. Le nouveau ministre de la Défense était très conscient de la lourde responsabilité qu'il portait en lançant Tsahal dans une nouvelle guerre, la troisième de l'histoire du pays depuis 1948 :

Je ne pouvais prendre à la légère les paroles de Ben Gourion recommandant de ne pas se lancer dans cette guerre. Ni ignorer la position prise par de Gaulle, les avertissements de Dean Rusk et surtout les menaces des Russes. Et je ne pouvais non plus ignorer que, si la précédente guerre, la campagne du Sinaï, m'avait fait connaître l'exaltation de la victoire, elle m'avait aussi laissé les cicatrices de notre repli⁶⁵.

*1. Référence à Kadesh-Barne'a, la première localité du Sinaï traversée par les Israélites à leur sortie d'Égypte.

*2. Nachshon ben Aminadav fut le nom, d'après la Bible, du premier Hébreu à avoir traversé la mer Rouge lors de la sortie d'Égypte.

XVII

Six jours et la fin d'une époque

Le lundi 5 juin 1967, entre 7 h 14 et 7 h 30 du matin, 183 Mirage, Super-Mystère, Mystère IV, Ouragan, Vautour et Fouga Magister israéliens décollèrent des aérodromes du nord du pays en direction de la vallée du Nil :

L'esprit des héros d'Israël vous accompagne dans la bataille, écrivit à ses pilotes le commandant de l'armée de l'air, le général Motti Hod, dans son mot d'ordre. De Josué ben Noun au roi David et des Maccabées aux combattants de 1948 et 1956, nous tirons notre force et notre courage pour frapper les Égyptiens qui menacent notre sécurité, notre indépendance et notre avenir. Volez et fondez sur l'ennemi, détruisez-le et dispersez-le à travers le désert afin de permettre à Israël de vivre en sécurité sur sa terre, pendant les générations à venir¹.

Volant à très basse altitude et en procédure de silence radio, chasseurs et bombardiers israéliens surgirent, quelques minutes plus tard, dans le ciel égyptien du nord et de l'ouest, et non de l'est comme on s'y attendait. Mieux entraînés et cumulant un nombre d'heures de vol plus important que celui de leurs ennemis, les pilotes connaissaient avec une très grande précision l'emplacement de leurs cibles grâce aux informations recueillies depuis des années par leurs réseaux d'écoute et leurs espions, notamment Wolfgang Lodz, un Israélien d'origine allemande qui s'était fait passer jusqu'à sa capture en 1964 pour un ancien officier SS. Avant de larguer leurs bombes, ils bénéficièrent d'une aide pour le moins inattendue : la neutralisation pendant quelques instants des cent batteries antiaériennes égyptiennes et de leurs vingt-sept bases de missiles Sam-2, afin de permettre au maréchal 'Amer et à sa suite, qui comprenait les principaux responsables de l'armée, le Premier ministre irakien et un conseiller militaire soviétique, de voler en toute sécurité au-dessus du Sinaï.

Certes, peu de temps auparavant les radars jordaniens avaient bel et bien détecté les signaux émis par les appareils israéliens et, suivant les procédures de coordination convenues entre Le Caire et Amman, l'information avait été bel et bien transmise immédiatement au grand quartier général égyptien. Mais, par un malencontreux hasard, le code d'alerte utilisé – *'Inab* (« raisins ») – n'était plus en usage depuis vingt-quatre heures et l'information cruciale jordanienne ne fut pas relayée.

C'est ainsi que, une demi-heure à peine après leur décollage, au moment où les officiers supérieurs venaient de quitter leurs domiciles et que les pilotes égyptiens, de retour de leur première sortie du matin, étaient en train de prendre leur petit déjeuner, les avions de combat israéliens apparurent au-dessus des principaux aérodromes de la vallée du Nil et de la zone du Canal, pour assener leurs premiers coups : 204 aéronefs égyptiens – soit la moitié de la force aérienne du colonel Nasser – furent détruits au sol, plusieurs pistes d'atterrissage mises hors service et de nombreuses batteries antiaériennes détruites. Dans la foulée, une deuxième vague d'assaut prit l'air à 9 h 30 et détruisit 107 appareils supplémentaires, ainsi que 13 stations radar et 14 terrains d'aviation, dont certains très éloignés (comme Mansoura, Bilbis, Gardake et Louxor). À 10 heures, le général Ezer Weizman téléphonait à son épouse : « Nous avons gagné la guerre. » Une demi-heure après, le général Hod annonçait à Rabin : « L'armée de l'air égyptienne a cessé d'exister. »

Une victoire sans précédent

Probablement induit en erreur par les premiers communiqués triomphants du Caire, le roi Hussein annonça à 9 h 30 à son peuple que l'« heure de la vengeance » avait sonné et, aussitôt après, ses avions se mirent à bombarder Kfar Saba et Netanya pendant que des Mig syriens et des Hunter irakiens attaquaient Tibériade, les *kibboutzim* Dan, Degania, Ein-Guev ainsi que Nahalal, le village agricole de Moshe Dayan, Rosh Pina, Afoula en Basse-Galilée, et l'aérodrome voisin de Meggido. Vers 11 h 15, la Légion arabe intensifia ses tirs en direction de la partie occidentale de Jérusalem et tout au long de la « Ligne verte » entre Israël et la Cisjordanie, 900 bâtiments furent touchés et endommagés à Jérusalem, parmi lesquels la Knesset, la résidence du Premier ministre ainsi que la toiture de l'église de la Dormition et l'hôpital Hadassa avec ses vitraux peints par Marc Chagall.

C'est alors qu'une troisième vague d'assaut aérienne décolla à 13 heures en direction de la Jordanie, de la Syrie et de l'Irak et, en quelques minutes, le royaume hachémite perdit toute son armée de l'air – une trentaine d'avions de combat –, la Syrie les deux tiers des siens, et l'Irak une dizaine d'appareils. En définitive, en moins de cinq heures, la coalition arabe avait perdu 304 appareils de combat (dont une vingtaine seulement au cours de batailles aériennes) – l'armée égyptienne ses principales stations radar et ses aérodromes du Sinaï, le long du canal de Suez et jusque sur la frontière soudanaise, et la Jordanie ses aérodromes militaires de Mafrak et d'Amman, ainsi que sa station radar d'Ajlun près de Jarash.

La maîtrise de l'air assurée, les forces terrestres avancèrent à toute allure depuis les premières heures de la matinée dans le Sinaï. Au crépuscule, les troupes du général Tal, opérant à l'ouest, étaient en vue d'El-Arish après que les parachutistes du colonel Raphaël Eitan eurent pris au corps à corps Rafah, puis Khan-Younes, où ils se heurtèrent à une vive résistance de la part de la 20^e division palestinienne. À l'issue d'une bataille de chars très meurtrière, à l'entrée du col du Jiradi, la 7^e brigade blindée du colonel Gonen (Gorodish) ouvrit la route côtière et atteignit, à l'aube du 6 juin, les

faubourgs d'El-Arish, qui abritait l'état-major avancé de l'armée égyptienne dans le Sinaï. Plusieurs officiers généraux égyptiens et des centaines de leurs soldats furent tués ou faits prisonniers dans ce secteur.

À ce moment-là, opérant plus à l'est, la division du général Sharon, qui avait contourné Abou Ageila en fin d'après-midi, avait fini par investir les positions fortifiées égyptiennes d'Oum Katef, à l'issue d'une opération nocturne combinant artillerie, chars, fantassins et parachutistes héliportés. Complétant cette opération et en parfaite coordination avec Sharon, le général Yoffé fit passer ses troupes par une route sablonneuse réputée infranchissable pour prendre à revers Djebel Libni, Bir Lahfan et Bir Hassana. Pressentant la débandade de son armée, le maréchal 'Amer, qui n'était pas au mieux de sa forme depuis le début des opérations terrestres, ordonna à ses troupes, dans l'après-midi du 6 juin, de se retirer jusqu'aux cols du Mitla et du Giddi à une vingtaine de kilomètres du Canal et, si besoin était, de passer sur la rive occidentale de la voie d'eau internationale. Survenant moins de quarante-huit heures après la destruction de son aviation, l'ordre du maréchal 'Amer eut un effet dévastateur sur le moral des troupes égyptiennes, qui se retirèrent notamment de Charm el-Cheikh. Ce fut l'anarchie : sans couverture aérienne ni communications radio fiables et abandonnant leur matériel lourd sur le terrain, les troupes égyptiennes commencèrent à se replier en direction du Canal quand elles reçurent, dans la matinée du 7 juin, un contrordre annulant le premier, ce qui ne fit qu'amplifier la confusion. Ce changement était consécutif à la résolution du Conseil de sécurité appelant les belligérants à cesser les combats. Charm el-Cheikh laissé sans défense, les Israéliens y entrèrent et, dans l'attente de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu à midi, heure locale, poursuivirent leur progression à l'intérieur de la bande de Gaza ainsi que le long des axes conduisant au canal de Suez.

Dans la journée du mardi, Nasser, de connivence avec le roi Hussein, avait accusé les États-Unis et la Grande-Bretagne de participer directement aux combats aux côtés d'Israël et avait demandé à Kossyguine de lui envoyer des renforts pour empêcher les Israéliens de gagner la guerre grâce à la 6^e flotte américaine². Cet énorme mensonge inventé de toutes pièces était destiné à expliquer à l'opinion arabe la déroute de l'armée égyptienne. Répercutées aussitôt par La Voix des Arabes et Radio-Amman, les accusations de Nasser firent l'effet d'une bombe dans toutes les capitales arabes et c'est ainsi que de violentes manifestations antiaméricaines et antijuives éclatèrent un peu partout au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Tandis que la Libye, l'Irak, l'Arabie Saoudite et les émirats du Golfe cessaient leurs exportations de pétrole à destination des États-Unis et

de la Grande-Bretagne, l'Égypte, elle, décida de rompre toutes ses relations avec les États-Unis. Six autres États arabes en firent autant – la Syrie, l'Algérie, le Soudan, l'Irak, la Mauritanie et le Yémen –, mais pas la Jordanie, qui était engluée dans ses propres problèmes depuis son entrée en guerre contre Israël^{*1}.

Avant le déclenchement des hostilités, l'État hébreu avait espéré que le roi Hussein se tiendrait à l'écart des combats et, dans la matinée du 5 juin, Jérusalem avait tenté à plusieurs reprises de l'en persuader par l'intermédiaire du chef des observateurs de l'ONU, le général Odd Bull, et de l'ambassade des États-Unis à Tel-Aviv. Il rejeta ces avertissements, ne pouvant plus revenir sur son alliance avec Nasser, mais aussi parce qu'il était confiant dans la supériorité sur le terrain de son armée. Celle-ci, qui pouvait compter sur l'appui du corps expéditionnaire irakien, disposait, à Jérusalem et le long de la ligne de cessez-le-feu, de six à sept brigades d'infanterie, 255 chars et 144 pièces d'artillerie, en plus des deux bataillons de commandos envoyés par l'Égypte. Cette puissance de feu dépassait largement celle des trois bataillons de réservistes israéliens avec leurs 128 vieux tanks Super-Sherman et leur centaine de mortiers, qui campaient à l'ouest de la « Ligne verte » et que l'état-major avait espéré, jusqu'à la dernière minute, ne pas devoir jeter dans la bataille.

Les bombardements de l'artillerie jordanienne allant en s'intensifiant, le gouvernement israélien se réunit en début d'après-midi pour examiner la situation. Excluant encore toute opération à l'intérieur de Jérusalem-Est, Dayan préconisa la prise du corridor de Latroun sur la route de Tel-Aviv, tout en affirmant qu'il était contre l'ouverture d'un second front avec la Jordanie. C'étaient deux objectifs contradictoires, lui fit remarquer Rabin qui demanda quel intérêt stratégique il y avait à conquérir des positions à l'intérieur de la Jordanie alors que l'on venait de lui détruire sa force aérienne. « Le ministre déclare une chose pour l'histoire et le protocole, mais sur le terrain il agit très différemment », écrivit pour sa part le colonel Lior, l'aide de camp d'Eshkol³. Maître du jeu, Dayan ordonna néanmoins à l'armée, à l'issue de la réunion, de prendre ses dispositions pour sauver l'enclave du mont Scopus et s'emparer du secteur de Jenin, situé à quelques kilomètres seulement de l'importante base aérienne de Ramat David, dans la vallée de Jezréel.

Vers 13 h 30, une unité de la Légion arabe avait pénétré dans l'enceinte du palais du Haut-Commissaire, ancien siège du Mandat britannique servant depuis 1948 de QG de l'ONU, et situé dans le no man's land entre les deux parties de la Ville sainte. Aux yeux des Israéliens, qui n'entendaient pas laisser faire sans réagir (surtout qu'à partir de ce site les canons jordaniens étaient à même de bombarder à leur guise les quartiers juifs de Talpiot, Saint-Simon et Katamon ainsi

que le *kibboutz* Ramat Rachel), il s'agissait d'une provocation. Soupçonnant aussi les Jordaniens de vouloir conquérir, après le palais du Haut-Commissaire, l'enclave du mont Scopus – comme l'annonçait déjà Radio-Amman – et toute la partie septentrionale de Jérusalem, Tsahal résolut de les en déloger sans tarder, quitte à essuyer les protestations du représentant des Nations unies. Ce fut chose faite au bout de quatre heures de combats intenses, à l'issue desquels l'armée israélienne s'empara, en fin de journée, de plusieurs positions clés surplombant la route de Jérusalem-Est à Bethléem et Hébron.

Le gouvernement se réunit une seconde fois dans la soirée pour entendre un rapport détaillé sur les combats de la journée : plus de 362 avions ennemis détruits (contre 19 israéliens) – dont 300 égyptiens –, une division entière écrasée à Khan-Younes et son général capturé, El-Arish conquise ainsi que toute la bande de Gaza, à l'exception de Gaza elle-même. Au cours du débat qui s'ensuivit, Eshkol laissa entendre qu'il était en faveur de la conquête de Jérusalem-Est et de la Cisjordanie, comme le suggéraient Allon et Begin, tandis que le ministre de l'Intérieur Shapira et son collègue de l'Éducation Aran étaient pour l'instauration d'une tutelle internationale sur la Ville sainte. Le gouvernement se sépara en donnant de nouveaux objectifs à l'armée suivant ceux fixés par Dayan : destruction de la force blindée égyptienne, prise de Charm el-Cheikh, conquête du corridor de Latroun, de la vieille ville et de toute la Cisjordanie, ainsi que de la zone démilitarisée le long de la frontière avec la Syrie, jusqu'au Banyas.

Le mardi 6 juin, à l'aube, alors que les Soviétiques déployaient des efforts surhumains auprès de l'ONU pour parvenir à un cessez-le-feu, les parachutistes du colonel Motta Gour entrèrent en action à Jérusalem et se divisèrent en trois détachements, ayant pour objectifs : l'Académie de police et la colline des Munitions qui lui faisait face, commandant le passage entre le mont Scopus et Jérusalem-Est ; la zone de Shaykh Jarrah et de l'American Colony conduisant au musée d'archéologie Rockefeller jouxtant les remparts de la vieille ville ; enfin, le ravin de Wadi Joz jusqu'à l'hôpital Augusta Victoria, situé entre le mont Scopus et le mont des Oliviers.

Bastions inexpugnables, les combats autour de l'Académie de police et la colline des Munitions, commencés en milieu de journée et qui ne s'achevèrent que le mercredi à l'aube, furent particulièrement violents : retranchés dans leurs bunkers, les Jordaniens résistèrent farouchement à l'attaque frontale israélienne et, de leurs quarante batteries de mitrailleuses protégées par des murs de pierre couvrant tous les accès, tirèrent dans toutes les directions, occasionnant de lourdes pertes aux assaillants, qui perdirent trente-cinq hommes dans la bataille, la plus sanglante de toutes les guerres israélo-arabes.

Soixante et onze soldats jordaniens y trouvèrent également la mort, et une cinquantaine d'autres furent blessés. Poursuivant leur opération d'encerclement de la vieille ville, Gour et ses soldats, sans reprendre leur souffle, s'attardèrent devant l'antique cimetière juif du mont des Oliviers avant de grimper vers l'enclave du mont Scopus, investie depuis le mardi midi par la brigade blindée de réserve du colonel Ouri Ben Ari. Ils jetèrent un regard émerveillé sur le tableau saisissant qu'offrait à leurs pieds la vieille ville avec ses mosquées aux dômes lumineux et ses églises s'élevant vers le ciel. Les parachutistes occupèrent ensuite le bâtiment de l'hôpital Augusta Victoria et prirent le contrôle de la route de Jéricho. L'encerclement de Jérusalem était achevé, pendant que le corridor de Latroun tombait aux mains de Tsahal, ainsi que Jenin et Ramallah avec sa station de radio dont les programmes de musique légère étaient particulièrement appréciés des auditeurs israéliens.

Aux abois depuis mardi, le roi Hussein avait demandé entre-temps un cessez-le-feu et insistait devant les ambassadeurs occidentaux à Amman sur le risque qu'une défaite ferait courir à son trône. Ulcéré par le « gros bobard » antiaméricain qu'il venait de concocter avec Nasser, le secrétaire d'État Dean Rusk fit mine de compatir au sort du souverain hachémite et demanda aux Israéliens de modérer leurs attaques contre l'armée jordanienne. Mais ni Dayan ni Eshkol n'étaient d'humeur à épargner le « petit roi », ne lui pardonnant ni sa connivence avec Nasser ni le bombardement des villes israéliennes.

Peu avant minuit, le monarque reçut un message de Nasser lui décrivant l'état désespéré dans lequel se trouvait son armée et lui conseillant de retirer immédiatement ses soldats de Cisjordanie et de la vallée du Jourdain dans l'attente d'un cessez-le-feu à l'initiative de l'ONU⁴. C'est ce qu'il fit, mais deux heures après il annula l'ordre de repli après que le Conseil de sécurité eut adopté, dans la nuit du mardi au mercredi, à 4 h 30 GMT très précisément, une résolution de cessez-le-feu qui devait entrer en vigueur le mercredi 7 juin à 22 heures, le lendemain donc. Mais, alors qu'Israël comptait sur le rejet probable de la résolution par Le Caire pour poursuivre sa progression, le roi Hussein, lui, pensait que la décision de l'ONU allait lui épargner la défaite militaire tant redoutée et même lui permettre de sauver la majeure partie de la Cisjordanie et la vieille ville de Jérusalem. C'était sans compter sur la détermination de Dayan qui, en prévision de la résolution de l'ONU, ordonna à Motta Gour d'entrer dans la vieille ville. Des directives précises lui furent données pour éviter toute atteinte à la mosquée d'Al-Aqsa et au Saint-Sépulcre.

Pendant qu'une unité de la brigade de réserve pénétrait par le sud dans la ville en escaladant le mont Sion, Gour et ses parachutistes,

descendant d'Augusta Victoria après un arrêt près du jardin de Gethsémani (là où, selon la Bible, Jésus fut arrêté), entrèrent à 9 h 45 dans la vieille ville par la porte des Lions. Se laissant guider par un vieil Arabe qui leur fit traverser le quartier des Maghrébins, ils arrivèrent en vue de la large esplanade appelée *Al-Haram al-Sharif* (« esplanade du Temple » pour les Juifs) : « Le mont du Temple est entre nos mains », annonça Gour aussitôt par radio au commandant de la région Centre, le général Ouzi Narkiss. Des cris de joie fusèrent dans tout le pays à l'annonce de la prise du mur des Lamentations, tandis que des transistors jaillissait la voix douce de Shouli Nathan entonnant *Jérusalem en or*, chantée par le public la veille du jour de l'Indépendance et appelée à devenir une sorte de second hymne national au cours des journées suivantes. C'était, à n'en pas douter, le moment le plus émouvant de toute la guerre.

Au même moment, à l'autre bout du Sinaï, l'armée israélienne s'emparait de Charm el-Cheikh sans y rencontrer la moindre résistance. Le blocus du détroit de Tiran, cause principale de la guerre, tomba aux oubliettes : « Le détroit est entre nos mains », télégraphia Ezer Weizman à Dayan, qui venait de s'engager dans les ruelles vides et encombrées de détritiques de la vieille ville. Sûrs de la victoire arabe, les édiles de Jérusalem-Est n'avaient pas appelé leur population à se prémunir en eau, en pain et en provisions en cas de mauvaise surprise.

Accompagnant Dayan, qui avait omis d'inviter Eshkol à se joindre à eux, Rabin, entouré du général Ouzi Narkiss, du colonel Motta Gour, du maire de Jérusalem, Teddy Kollek, et de l'aumônier général de l'armée, le rabbin Shlomo Goren, venu muni d'un *shofar* (corne de bélier), ne cacha pas son émotion lorsque, quelques instants plus tard, il arriva devant le Mur :

Je demeurai sans voix ; on avait l'impression que toutes les larmes de la terre tentaient de s'échapper des yeux des hommes entassés dans les venelles qui conduisaient au Mur tandis que les générations passées ne cessaient de proclamer : « Ne pleurez plus ; c'est le moment de la Rédemption, de l'espoir. » Conformément à une coutume dont l'origine se perd dans la nuit des temps, Dayan écrivit un vœu sur un petit morceau de papier qu'il glissa dans un interstice entre deux pierres, pendant que, bouleversé, je murmurais une prière pour la paix. Les parachutistes de Motta Gour, épuisés par les combats, ne pouvaient en croire leurs yeux et, incapables de dissimuler leur émotion, se bousculaient pour toucher le Mur. Tout en pleurant, ils murmuraient des paroles incohérentes ; ils ne souhaitaient qu'une chose : s'accrocher au Mur et y rester cramponnés le plus longtemps possible⁵.

En fin d'après-midi, Eshkol arriva de son côté sur le parvis du mur des Lamentations au milieu d'une foule dense de plusieurs milliers de civils et de soldats, mais Dayan lui avait déjà grillé la politesse quelques heures plus tôt devant les caméras du monde entier. Il s'en sortit en balbutiant quelques mots sur l'importance de l'événement pour le monde juif dans son ensemble⁶.

Le lendemain, ce fut au tour de Ben Gourion de faire le déplacement. Il était accompagné de son épouse Paula, des généraux Ezer Weizman et Motti Hod, ainsi que de Shimon Peres et de Teddy Kollek, auquel il conseilla de restaurer et repeupler sans tarder le quartier juif de la vieille ville, dont il ne restait plus que des ruines. Ben Gourion fut chaleureusement accueilli par les soldats en faction. Ironie de l'histoire : Eshkol, dont il refusait de prononcer jusqu'au nom et qu'il avait tant vilipendé pour ses défaillances politiques et militaires, était celui-là même qui était en passe de réaliser ce que lui n'avait pu accomplir en 1948 : la prise de la vieille ville et la conquête de toute la partie orientale de la Palestine.

Le mercredi 7 juin, au moment même où les parachutistes de Motta Gour touchaient au but, les blindés du colonel Ouri Ben Ari atteignaient Jéricho, semant la panique parmi les troupes jordaniennes qui, abandonnant camions et armement lourd, se réfugièrent en toute hâte sur la rive orientale du Jourdain. Quelques heures après, à 22 heures, le cessez-le-feu décidé par le Conseil de sécurité entra en vigueur entre Israéliens et Jordaniens. Son armée en lambeaux, Hussein venait de perdre la moitié de son royaume après une dernière grande bataille blindée menée par la Légion arabe près de Naplouse. Les Israéliens étaient désormais maîtres de toute la Cisjordanie.

Pendant ce temps, dans le désert du Sinaï, démoralisées et désorganisées par des ordres de bataille contradictoires, acculées et sans couverture aérienne adéquate, les troupes égyptiennes rassemblées autour des cols de Mitla et du Giddi ainsi qu'à Bir Gafgafa furent vite débordées par les blindés et les fantassins israéliens. Au quatrième jour de guerre (le 8 juin), les soldats israéliens atteignirent, malgré les consignes de Dayan, la rive orientale du canal de Suez, à Qantara, Isma'iliya, Suez et Ras Sudr, tandis qu'une colonne partie d'Eilat faisait la jonction avec les parachutistes postés à Charm el-Cheikh, vers laquelle convergeait également une unité de la division Yoffé.

Comme toutes les guerres, celle-ci aussi fut parsemée de contretemps et de mauvaises surprises. La plus grave, celle dont les conséquences auraient pu tourner à la catastrophe, voire à un conflit à l'échelle mondiale, se déroula en début d'après-midi, le 8 juin, quand, croisant au large d'El-Arish, un navire « non identifié » fut attaqué et gravement endommagé par des vedettes lance-missiles et des

chasseurs-bombardiers israéliens. C'était le *Liberty*, un navire espion appartenant à la VI^e flotte américaine qui avait pour mission de recueillir des renseignements pour le compte de la NSA et de détecter les communications radio des forces israéliennes afin de suivre leur progression sur le terrain. L'attaque fit 34 morts et 171 blessés, parmi lesquels un certain nombre de Juifs américains enrôlés dans l'équipage en raison de leur connaissance de l'hébreu. Selon Rabin, ce grave incident aurait pu dégénérer en guerre mondiale. En effet, pas plus que les pilotes israéliens qui n'avaient pu identifier la nationalité du bateau, allant jusqu'à penser qu'il était soviétique, l'équipage du *Liberty* n'était parvenu, de son côté, à identifier les avions qui le bombardaient et pensait qu'il s'agissait d'avions russes en train d'attaquer la VI^e flotte. Dès lors, les Israéliens furent quelque peu rassurés d'apprendre que le navire en question était américain et non pas soviétique, les Américains, eux, furent « heureux » d'apprendre que leurs agresseurs n'étaient pas des Soviétiques mais des Israéliens. Quoi qu'il en soit, soucieux de réparer autant que possible les dommages causés par ses aviateurs et ses marins, Israël présenta ses excuses au gouvernement américain et dédommagea financièrement les familles des victimes en leur versant 13 millions de dollars d'indemnités⁷.

Dans la nuit de ce même 8 juin, alors que le Conseil de sécurité, réuni de toute urgence à la demande de l'URSS, de l'Inde et de la Yougoslavie, venait d'imposer un cessez-le-feu aux belligérants – cessez-le-feu qui aurait dû entrer en vigueur la veille mais que Nasser avait refusé –, la défaite des armées égyptienne et jordanienne paraissait totale : perte du Sinaï et de ses richesses pétrolières pour l'une, abandon de Jérusalem-Est pour l'autre. Sans oublier la conquête de la Cisjordanie et celle de la bande de Gaza, annexées par les deux pays arabes depuis 1948. Israël étendait désormais sa domination à tout le territoire de la Palestine, dans ses anciennes frontières de l'époque du Mandat.

À midi, le 9 juin, toute la péninsule du Sinaï était aux mains des Israéliens, ainsi que la rive orientale du golfe et du canal de Suez. La guerre sur le front égyptien prenait ainsi fin. Égyptiens et Jordaniens ayant été mis hors combat, l'attention de l'état-major se porta à nouveau sur le front syrien. Outre les *kibboutzim* de Galilée et du lac de Tibériade, plusieurs ministres, dont Yigal Allon, Moshe Carmel et Israël Galili, ainsi que le chef d'état-major Rabin ne voulaient pas rater l'occasion qui s'offrait à Israël d'éloigner une fois pour toutes la menace syrienne sur le nord du pays. Eshkol, lui, n'avait pas d'avis tranché sur la question. Quant à Moshe Dayan, imprévisible comme toujours, après avoir bridé depuis le début des hostilités le commandant de la région Nord (le général David Elazar) par crainte

d'une riposte soviétique, il changea brutalement d'opinion et, tôt le matin du 9 juin, sans passer par le chef d'état-major, ordonna au général Elazar de franchir la frontière syrienne le jour même.

Dominant le lac de Tibériade et le nord de la Galilée, le plateau du Golan fut enlevé en moins de vingt-quatre heures et, dans l'après-midi du 10 juin, les forces israéliennes entraient dans la ville de Kuneitra, située à une soixantaine de kilomètres de Damas. Ils y stoppèrent leur avancée, estimant avoir fait suffisamment payer à la Syrie son bellicisme et son rôle néfaste dans la précipitation du Proche-Orient dans la guerre depuis 1966. Après avoir menacé Israël de toutes ses foudres si ses soldats pénétraient dans Damas, l'URSS, suivie par la plupart des pays de l'Est, rompit aussitôt ses relations diplomatiques avec l'État hébreu.

Au même moment, Nasser revenait sur sa décision de démissionner. Il l'avait annoncée la veille après avoir reconnu sa défaite et accusé les États-Unis et la Grande-Bretagne d'avoir été de connivence avec Israël. Coup de théâtre dramatique ou fausse sortie, le *Ra'is* changea d'avis à la suite des manifestations monstres organisées « spontanément » dans tout le pays pour réclamer son maintien au pouvoir.

Israël, nouvelle puissance régionale

Ainsi se termina cette guerre de 132 heures, connue sous le nom de guerre des Six Jours. Elle permit à Israël de tripler la superficie de son territoire et, à la suite de la prise du *Haram al-Sharif* à Jérusalem et de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, raviva la question palestinienne et renforça la dimension islamique du conflit israélo-arabe. L'équilibre des forces ayant changé du tout au tout, il était clair qu'Israël disposait d'une supériorité militaire écrasante sur ses voisins. Cela, d'une part, devait modifier en sa faveur l'attitude des Américains qui pouvaient désormais compter sur un allié puissant et fidèle au Moyen-Orient et, d'autre part, délester l'État hébreu de l'image de pays assiégé et menacé qui lui avait valu depuis sa naissance la sympathie de l'opinion occidentale.

Le 28 juin, alors que des milliers d'habitants juifs et arabes des deux parties de Jérusalem marchaient en rangs serrés dans les ruelles de la vieille ville et les avenues de la ville moderne et que, dans les kiosques à journaux, s'amoncelaient les « albums de la victoire » et les portraits en couleurs des « héros de la guerre », une cérémonie pour le moins inédite se déroula dans l'amphithéâtre, rouvert à cette occasion, de l'Université hébraïque sur le mont Scopus : la remise des insignes de docteur *honoris causa* à Itzhak Rabin. C'était une juste récompense pour ce chef d'état-major général, discret et timide, auquel Dayan avait volé la vedette au cours des Six Jours alors que c'était lui le principal artisan de la victoire, lui qui, depuis 1964, avait soigneusement préparé Tsahal à cette échéance. De sa voix de basse reconnaissable entre mille et devant une assemblée médusée remplie de tout le gotha israélien, le général fit un discours dépourvu de tout accent guerrier ou de la moindre expression de haine à l'égard des Arabes, soulignant que la victoire de Tsahal s'expliquait non pas par sa supériorité technique mais par les valeurs morales qui guidaient ses soldats et par leur « foi passionnée dans le bien-fondé » de la cause sioniste :

Nos soldats l'ont emporté, non par le fer et la puissance de leurs armes, mais par leur conviction de remplir une

mission, par la conscience qu'ils avaient que leur cause était juste, par un profond amour de leur pays, et par la compréhension de l'importance de la tâche qui leur avait été confiée : assurer l'existence de notre peuple dans sa patrie et affirmer, même au prix de leurs vies, le droit du peuple juif à vivre dans son propre État, libre, indépendant et en paix.

Et de conclure :

Cette armée que j'ai eu le privilège de commander durant cette guerre, vient du peuple et retourne au peuple, un peuple qui se surpasse en période de crise et l'emporte sur tous ses ennemis à l'heure des épreuves grâce à sa valeur morale et spirituelle.

Plus meurtrière pour les armées arabes que pour Israël qui y perdit près de 800 soldats (dont un quart à Jérusalem), cette guerre fit 15 000 morts du côté égyptien, 800 du côté jordanien et 500 du côté syrien. Il y eut des dizaines de milliers de blessés, ainsi que plus de 5 000 prisonniers égyptiens – parmi lesquels 21 généraux –, 600 jordaniens et 400 syriens, sans oublier les quantités impressionnantes de matériel militaire détruit ou abandonné sur le terrain. Si, dans l'ensemble, la population civile n'eut pas à enregistrer de pertes sévères, le nouveau conflit provoqua néanmoins le déracinement de 250 000 à 300 000 civils palestiniens et celui de près de 100 000 habitants du Golan, qui allèrent grossir les rangs des réfugiés en Jordanie, en Syrie ou en Égypte. En outre, comme toutes les guerres, celle-ci aussi eut son lot de bavures et d'actes de barbarie et, à tout le moins, les vainqueurs n'eurent pas toujours un comportement exemplaire : ils abandonnèrent à une mort certaine des soldats ennemis perdus dans le désert et laissés sans eau ni provisions ; ils expulsèrent des civils comme à Qalqilya, à cause de sa proximité avec Kfar Saba, et détruisirent plusieurs villages dans la zone de Latroun, sur la route reliant Jérusalem à l'aéroport de Lod. Enfin, ils « nettoyèrent » les abords du mur des Lamentations du « bidonville des Maghrébins » et de ses deux cents taudis obstruant l'accès à l'esplanade du Temple⁸, sur lesquels la France avait revendiqué jusqu'en 1962 un droit de regard au nom de la souveraineté qu'elle exerçait sur l'Algérie⁹.

Mais, plus encore que ses conséquences humaines, le résultat le plus crucial de la guerre des Six Jours fut la conquête par Israël de ce qui restait encore de la Palestine arabe avec sa population estimée à 1 200 000 personnes. Vivant majoritairement désormais sous domination israélienne, les Palestiniens réalisèrent très vite que la

défaite de 1967 allait leur fournir l'occasion de retrouver leur liberté d'action par rapport aux pays arabes. Prenant pour modèle le combat du FLN algérien contre la France, ils n'allaient pas tarder à se lancer dans une guerre de libération à caractère exclusivement palestinien, et non plus panarabe. Ils commencèrent par des manifestations de désobéissance civile – diffusion de tracts « contre l'occupation sioniste », refus des avocats de plaider devant des tribunaux israéliens, fermeture des écoles, grèves du commerce –, puis passèrent à des actions violentes à partir du Liban et de la Jordanie, comme avant juin 1967. Arrivé clandestinement à Naplouse à la fin des combats, Yasser 'Arafat appela en vain cependant les habitants de Cisjordanie à la « révolte populaire » et, à la tête de commandos du Fatah, organisa, entre septembre et décembre 1967, une soixantaine d'opérations militaires dirigées principalement contre des civils. Son réseau infiltré puis démantelé, il faillit être arrêté par les services de sécurité israéliens dans sa cachette de Ramallah, peu de temps avant sa fuite en Jordanie.

*1. Les réseaux d'écoute israéliens avaient intercepté le jour même une conversation téléphonique entre le colonel Nasser et le roi Hussein « manigançant » ensemble l'accusation d'intervention américaine et britannique dans la guerre. La radio israélienne ne perdit pas de temps pour en diffuser l'enregistrement et tourner en dérision l'accusation.

**QUATRIÈME PARTIE
DE GUERRE EN GUERRE :
ISRAËL, DE GOLDA À BEGIN
1970-1983**

XVIII

De l'euphorie des Six Jours à la déprime du Kippour

C'est un Israël méconnaissable qui surgit de la guerre des Six Jours : succédant à l'angoisse des trois semaines ayant précédé l'ouverture des hostilités, un immense sentiment de soulagement submergea la population à l'annonce de la victoire de juin 1967. La « der des ders », pensait-on. Les Arabes ne reprendraient pas de sitôt les armes, clamaient à toutes les tribunes les nouvelles étoiles du pays : les généraux de Tsahal. Auréolés d'un prestige sans bornes, Dayan le premier, ils croyaient ferme en l'invincibilité de l'État hébreu et en la supériorité de son armée, dont les prouesses furent célébrées dans le monde entier. Une gloire qui ne laissa pas indifférents les partis politiques, qui allaient se disputer farouchement les militaires : en quête de « sang neuf », ils ouvrirent largement aux généraux les portes du pouvoir, de l'administration et de l'industrie à leur départ de l'armée. Adulés, certains de ces hauts gradés avaient d'ailleurs fini par perdre le sens de la mesure. Par exemple, le très excentrique Rehava'am Ze'evi, commandant de la région Centre, aimait tel un général romain promener un lionceau en laisse sous prétexte que le lion de Judée était le symbole de sa région militaire¹. Coureur de jupons sans vergogne, il se croyait au-dessus des lois et comptait parmi ses amis des personnages peu fréquentables, frayant avec le banditisme israélien de la fin des années 1960.

À Jérusalem, une fois les combats terminés, les ruelles et les bazars arabes de la vieille ville ne désemplirent pas de touristes israéliens, venus de tous les coins du pays à la recherche d'articles et de curiosités exotiques, tandis que des dizaines de Palestiniens visitaient en rangs serrés les quartiers juifs de Katamon et de Talbiyyeh où ils avaient vécu jusqu'à l'exode de 1948. D'autres affluaient en groupes jusqu'à Tel-Aviv pendant que des centaines de voitures, d'autocars, de camions et même de taxis, bondés à craquer, déversaient leurs passagers juifs devant le **mur Occidental** à

Jérusalem, le caveau des Patriarches à Hébron et le tombeau de Rachel à Bethléem. Une atmosphère de fête et d'insouciance emplissait soudain le pays.

Un même air d'optimisme soufflait sur la Diaspora : après avoir tremblé pendant trois longues semaines pour le sort de l'État hébreu, d'immenses manifestations de soutien accueillirent les nouvelles de ses succès militaires. Élevé au firmament, l'État rêvé par Herzl devint, du jour au lendemain, le centre du monde juif : tandis que des milliers de jeunes volontaires accouraient de partout pour remplacer sur leurs lieux de travail les réservistes mobilisés par l'armée, plusieurs artistes de renom, comme Arthur Rubinstein, Leonard Bernstein, Isaac Stern et Dany Kay, parcoururent les salles de concert, les amphithéâtres et les bases militaires pour rendre hommage à Tsalal. Pendant ce temps-là, à Jérusalem, se réunissait pour la première fois une grande conférence internationale de financiers juifs, à l'issue de laquelle fut créé un fonds d'investissement de plusieurs millions de dollars destiné au développement industriel du pays et à son renforcement économique.

Immigrants et vétérans : les Panthères noires israéliennes

La récession d'avant juin 1967 n'était plus qu'un lointain souvenir, ainsi que la boutade sur les derniers Israéliens fuyant le pays et invités à éteindre les lumières de l'aéroport avant de monter à bord du dernier avion décollant de Lod. Et pour cause : le cessez-le-feu à peine signé, une file sans précédent de candidats à l'immigration s'allongea à nouveau devant les consulats israéliens et les bureaux de l'Agence juive à l'étranger. Parmi eux, pour la première fois, se trouvaient un nombre substantiel de ressortissants des pays riches : 34 000 Juifs des États-Unis, 19 000 de France, 7 000 de Grande-Bretagne et 11 000 d'Argentine entre 1968 et 1973.

En Europe de l'Est, la victoire israélienne ne passa pas inaperçue non plus. Alors qu'en Pologne Gomulka s'était saisi de cet événement pour faire fuir à l'Ouest et en Israël les 20 000 derniers Juifs du pays, parmi lesquels le célèbre héros de l'Orchestre rouge Leopold Trepper, en URSS la guerre des Six Jours marqua le début du vaste mouvement de réveil juif qui amena le Kremlin, à partir du début des années 1970, à lâcher la bride et permettre à un nombre non négligeable de Juifs d'émigrer. La campagne commença par l'envoi de pétitions aux autorités soviétiques et à plusieurs dirigeants occidentaux réclamant la liberté de culte au nom de la convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale que l'URSS de Brejnev venait de signer. Elle fut suivie par l'ouverture, un peu partout à travers l'Union soviétique, de cercles d'apprentissage de l'hébreu, par la diffusion de journaux clandestins, par des commémorations de la Shoah et des célébrations des fêtes religieuses et de l'indépendance d'Israël. Une effervescence culturelle à caractère nationaliste, encouragée en sous-main par les officines de l'État hébreu et dont l'hymne *Bleu et blanc, ma couleur* devint rapidement le chant de ralliement des 200 000 « **refuzniks** », ou Juifs, interdits de quitter le territoire soviétique entre 1967 et 1970. Relayé en Europe par des dizaines de comités de soutien formés d'intellectuels et de politiciens juifs et non juifs, le mouvement culmina en 1970 après l'arrestation de

plusieurs dissidents accusés d'avoir voulu détourner un avion pour quitter le territoire soviétique. Deux d'entre eux furent condamnés à mort et les autres à de lourdes peines de prison. Cela souleva l'indignation de l'opinion mondiale et prépara le terrain à l'organisation, en février 1971 à Bruxelles, d'une conférence internationale de soutien aux « Juifs du silence » soviétiques à laquelle prirent part 700 délégués venus d'une quarantaine de pays. Prenant comme slogan l'injonction de Moïse au pharaon d'Égypte – « Laisse partir mon peuple » –, la conférence se termina par l'adoption d'une motion appelant « à la sauvegarde de l'identité nationale des Juifs d'URSS et au respect de leur droit inaliénable au retour dans leur patrie historique, Israël ». Harcelé de toutes parts, le Kremlin finit par céder et laissa partir quelque 13 000 Juifs en 1971, puis 32 000 l'année suivante et 33 000 en 1973, tout en ne relâchant pas sa pression sur les candidats à l'émigration, les obligeant par exemple à rembourser à l'État les frais de leur formation scolaire. C'est alors que les comités de soutien marquèrent un point important dans leur bras de fer avec le Kremlin, en faisant adopter par le Sénat américain l'amendement Jackson liant le développement du commerce américain avec l'URSS à l'assouplissement par Moscou des règles d'attribution de visas de sortie à ses ressortissants².

Dans le monde arabe, la guerre des Six Jours détériora de façon irrémédiable les relations entre Juifs et musulmans et accéléra le départ des Juifs de l'ensemble des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Ainsi, en Libye, le massacre d'une trentaine de Juifs à Tripoli à l'annonce de la victoire israélienne sonna le glas de cette communauté bimillénaire dont les 6 000 derniers membres furent jetés pendant deux ans dans des camps de détention avant d'être expulsés du pays par le colonel Kadhafi ; un sort similaire fut réservé en Égypte aux 800 des 4 000 Juifs vivant encore dans le pays. Ils furent emprisonnés et leurs biens mis sous séquestre, comme cela avait déjà été le cas en 1956, lors de la campagne de Suez, pour des milliers de leurs coreligionnaires avant d'être expulsés du pays. En Syrie et en Irak, il avait été interdit aux Juifs de sortir de chez eux pendant la durée des combats et, en 1969, il ne restait plus que 2 000 Juifs dans chacun des deux pays. Au Maroc et en Tunisie, où de violentes manifestations éclatèrent dans les grandes villes, provoquant notamment la destruction de la grande synagogue de Tunis, Hassan II et Bourguiba furent les seuls chefs d'État arabes à condamner ces atteintes contre leurs citoyens juifs, dont le nombre allait d'ailleurs diminuer de façon notoire au cours des années suivantes.

Provenance	1970	1971	1972	1973	1974	1975	1976	1977
Iran	2 003	1 827	916	725	370	195	311	338
Inde	1 734	1 276	696	560	457	488	463	300
Maghreb	3 785	2 354	2 766	2 838	1 216	689	697	1 580
Afrique du Sud	803	647	605	577	432	415	585	1 431
URSS	992	12 840	31 650	33 480	16 820	8 530	7 280	8 570
Royaume-Uni	1 585	1 381	1 030	760	832	707	592	790
France	4 414	3 281	2 356	1 473	1 345	1 382	1 416	1 170
États-Unis	5 424	7 364	5 515	4 393	3 089	2 802	2 700	2 556
Canada	734	758	519	393	304	262	279	326
Argentine	1 457	2 107	2 598	2 809	1 525	892	1 616	2 138
Brésil	752	597	451	291	244	222	286	258
Uruguay	295	422	544	612	469	244	24	258
Océanie	362	347	351	318	223	163	219	211
Total	36 186	41 930	55 888	54 886	31 797	20 028	19 754	21 450

Tous les émigrés juifs ne se dirigèrent pas vers Israël. Ceux qui le firent – Maghrébins, Soviétiques, Américains et Européens – allaient y trouver des conditions d'accueil beaucoup plus bienveillantes que celles qui avaient été réservées aux immigrants des années 1950. Depuis la guerre des Six Jours, l'économie israélienne avait repris des couleurs, du moins pour un temps : dynamisée par l'optimisme ambiant, l'accroissement des besoins de l'armée, le renouveau de l'immigration, l'ouverture du marché palestinien et le développement tous azimuts de l'industrie – l'industrie militaire, en particulier, à la suite notamment de l'embargo français sur les livraisons d'armes –, l'État hébreu renoua en effet avec un taux de croissance de 15 % en 1968 (puis 9 % et 7 % au cours des deux années suivantes) et avec le plein-emploi, malgré le recrutement massif de travailleurs palestiniens conformément à la politique des « ponts ouverts » mise en place par Dayan. Ce boom économique remarquable fut certes contrarié par l'inflation, dont les retombées ne profitèrent pas à l'ensemble de société : donnant naissance à une classe de nouveaux riches qui se mirent à vivre à l'américaine, loin des codes puritains « d'avant guerre », il accentua les inégalités et les clivages socio-économiques entre Séfarades et Ashkénazes.

Mais, au moment où les Israéliens commençaient à goûter aux plaisirs de la société de consommation et à s'abandonner aux illusions de la « normalité » sioniste, Jérusalem fut secouée au printemps 1971 par de violentes manifestations populaires à l'instigation d'une organisation dont personne n'avait entendu parler jusque-là et qui s'était donné le nom provocateur de « Panthères noires ». Basée dans le quartier frontalier de Mousrara, jouxtant l'ancien no man's land où

végétaient depuis 1948, dans des taudis insalubres, des centaines de familles pauvres d'origine marocaine, l'organisation fut créée par d'anciens jeunes délinquants aux parcours individuels très chaotiques : Saadia Marciano, Charlie Bitton, Kochavi Shemesh et Ruben Abergel. Ils s'étaient politisés grâce à leurs rencontres, dans les cafés de la capitale, avec des étudiants gauchistes de l'Université hébraïque. Ceux-ci les initièrent à la contre-culture hippie de la fin des années 1960 et leur apprirent à « idéologiser » les problèmes sociaux qu'ils affrontaient depuis leur enfance, et par cet intermédiaire ils eurent vent des événements de mai 1968 à Paris et de la révolte des Black Panthers américains, qui inspira énormément leur action. Évitant de tomber dans les travers communautaristes de la fronde de Wadi Salib en 1959, ils tentèrent d'emblée de donner une dimension globale à leurs revendications et d'insuffler une conscience de classe à leurs troupes. Dès lors, au lieu de s'attarder sur les violences de la police, ils pointèrent du doigt la responsabilité de l'État et de ses institutions dans la « ségrégation » dont souffrait le « second Israël » en matière de logement, d'éducation et d'emploi.

Début mars 1971, ils demandèrent l'autorisation de manifester devant l'hôtel de ville de Jérusalem et, en prévision de ce rassemblement, barbouillèrent les murs de la ville de slogans tels que : « Au lieu de nous enfermer, éduquez-nous », « À bas la misère », « Ras le bol de la discrimination », « Jusqu'à quand dormirons-nous à dix par chambre ? », « Jusqu'à quand souffrirons-nous en silence ? »³. L'autorisation de manifester leur fut refusée et, croyant étouffer dans l'œuf l'insurrection, la police procéda à l'arrestation préventive de la plupart des responsables de l'organisation et de leurs camarades étudiants. Passant outre l'interdiction, la manifestation eut bien lieu le lendemain de ce coup de filet, le 23 mars 1971, et enregistra un succès inattendu. Arrivés devant l'hôtel de ville pour réclamer la libération de leurs camarades, les manifestants s'attirèrent cette phrase du maire travailliste Teddy Kollek, restée dans toutes les mémoires : « Manifestez si vous voulez, mais ne piétinez pas mes pelouses. » Cet avertissement plein de condescendance n'eut d'égal que le commentaire peu intelligent de Golda Meir, Premier ministre en exercice depuis deux ans : « Les Panthères noires ? Ils ne sont pas sympathiques. » Une réaction qui en disait long sur l'état d'esprit des travaillistes face à la misère des Séfarades, qui n'allaient pas tarder à faire payer à l'ancien Mapai, devenu entre-temps le parti de la grande bourgeoisie et de la classe moyenne, son mépris et son impéritie. Multipliant défilés de protestation et accrochages prémédités avec la police au cours des quatre mois suivants, les Panthères noires rallièrent à leur cause tous les laissés-pour-compte du « miracle » israélien ainsi que tous ceux qui se reconnaissaient dans leur parcours

et n'acceptaient plus comme allant de soi les discours habituels du gouvernement sur la gravité de la situation politique et le gouffre des dépenses militaires – qui, effectivement, furent multipliées par trois entre 1968 et 1972 – pour justifier son inaction dans le domaine social.

Après avoir gagné l'attention des médias par des actions spectaculaires, les Panthères noires tentèrent, mais sans beaucoup de succès, d'étendre leurs manifestations à Tel-Aviv, Ashdod et H'aedera. Se constituant en « société anonyme à but non lucratif », ils radicalisèrent leur langage tout en évitant de se perdre dans des discours marxistes contre le patronat et le capitalisme ou de s'attarder sur les conséquences de la guerre avec les Arabes. Les injustices sociales et la politique économique de l'État demeurant leurs cibles exclusives, ils réclamèrent, entre autres revendications, l'éradication des quartiers pauvres et des bidonvilles ; le remplacement des institutions pour jeunes délinquants par des internats et des écoles agricoles et professionnelles ; la gratuité de l'enseignement public, de la maternelle à l'université ; l'augmentation des salaires pour les chefs de famille nombreuse ; ou encore l'élargissement de la représentation séfarade dans tous les organismes de l'État. Des revendications dont certaines devaient figurer, sous une forme ou une autre, au cours des années suivantes dans le programme électoral du Gahal de Menahem Begin, vers lequel afflua massivement l'électorat séfarade à partir de 1973. Depuis son entrée dans la Histadrout, ce parti avait recruté sous sa bannière un grand nombre de jeunes militants d'origine séfarade conduits par David Lévy qui contribuèrent efficacement à la transformation de la physionomie sociale de l'ancien Hérout.

Les Panthères noires disparurent rapidement de la scène publique, mais leur mérite fut d'avoir fait prendre conscience à la société israélienne des profonds clivages sociaux qui la minaient de l'intérieur et qui recouvraient largement les divisions d'origine ethnique. Le pays était divisé, toutes générations confondues, entre un Israël nanti, cultivé, d'origine ashkénaze et occupant une place prépondérante dans les professions libérales et administratives ; et un Israël d'origine afro-asiatique ou orientale, peu instruit et pauvre, qui se concentrait au sein de la classe ouvrière. La situation des *Mizrahim* (ou Orientaux^{*1}) nés en Israël était à peine meilleure que celle de leurs parents venus de l'étranger : ils avaient deux fois plus de « chances » d'être ouvriers que leurs congénères d'origine européenne, qui eux, en plus, se hissaient davantage que leurs parents dans les professions libérales, contrairement aux descendants de parents nés en Asie ou en Afrique⁴.

	A		B		C		D	
	1972	1977	1972	1977	1972	1977	1972	1977
Professions libérales	25,8	30,5	9,7	12,9	38,7	45,6	9,3	14,6
Commerce et services	39,3	38,2	38,9	41,5	32,3	31,1	38,4	43,1
Agriculture	5,2	4,0	7,8	4,6	9,9	6,4	5,3	4,7
Ouvriers	29,9	26,8	44,9	40,9	19,4	6,9	47,0	37,5

A : Nés en Europe-Amérique.

B : Nés en Afrique-Asie.

C : Israéliens de parents nés en Europe-Amérique.

D : Israéliens de parents nés en Afrique-Asie.

À la fin des années 1960, les élèves d'origine orientale constituaient près de la moitié des effectifs scolaires du primaire, mais 55 % des élèves abandonnaient l'école entre quatorze et seize ans, tandis que 15 % seulement des lycéens de même origine arrivaient jusqu'au baccalauréat (*bagrout*). Par conséquent, le nombre des étudiants non ashkénazes dans les universités était infime, tout comme parmi le corps enseignant du primaire et du secondaire, où ils ne représentaient guère plus de 10 % des maîtres et des maîtresses. Afin de remédier un tant soit peu à cette situation, l'État supprima au lendemain de la guerre des Six Jours l'examen de passage très sélectif dans le secondaire (*Séqer*), prolongea jusqu'à seize ans la scolarité obligatoire et gratuite, et ouvrit en plusieurs endroits des collèges polyvalents assurant un meilleur brassage des populations scolaires. Pour encourager les universités à accroître le nombre des étudiants séfarades, il les aida à mettre en place des cours préparatoires d'entrée à l'enseignement supérieur destinés aux « élèves culturellement défavorisés ». En outre, sous la pression de diverses organisations séfarades, une plus grande attention fut accordée dans les manuels scolaires au patrimoine culturel des communautés originaires des pays musulmans, étant entendu que l'échec scolaire des enfants orientaux était en partie une conséquence de l'aliénation culturelle qu'ils éprouvaient à l'égard de programmes de lecture et d'histoire où le patrimoine culturel ashkénaze était fortement valorisé au détriment du patrimoine séfarade.

Territoires conquis ou libérés

La révolte des Panthères noires survint à un tournant de la vie politique d'Israël, quand plus personne ou presque ne croyait aux espoirs de paix suscités par la guerre des Six Jours. Désarçonné pendant un temps par sa cuisante défaite de juin 1967, puis plébiscité par son peuple, Nasser s'était vite remis en selle. Reçu comme un héros au sommet arabe de Khartoum (du 29 août au 1^{er} septembre 1967), il y multiplia les gestes de bonne volonté à l'égard de ses anciens adversaires « réactionnaires » et, en plus du retrait de ses forces du Yémen, il donna son approbation à la reprise des exportations de pétrole à destination de l'Occident. Pleinement satisfaits, l'Arabie et les émirats du Golfe le rétribuèrent en lui accordant une aide substantielle de plusieurs centaines de millions de dollars pour le redressement de son économie moribonde et la remise en état de son armée. Ils l'appuyèrent aussi contre le « camp du refus » (constitué par la Syrie, l'Irak et l'Algérie) lorsque, sous la pression du Palestinien Ahmed Choukeir'y, il fit adopter par le sommet arabe les fameux trois « non » de Khartoum – « non » à la reconnaissance d'Israël, « non » à des négociations directes et « non » à la paix avec lui – assortis d'un seul « oui » : la création d'un État palestinien.

Enterrant ainsi définitivement toute possibilité de paix avec Israël et laissant les Nations unies publier, le 22 novembre 1967, leur résolution 242 – un chef-d'œuvre d'ambiguïté sémantique – demandant le retrait israélien des territoires occupés en juin, le *Ra'is* ne fit pas mystère de son intention de « libérer par la force ce qui a été perdu par la force ». Cette piqure de rappel signifiait aux Israéliens que la guerre des Six Jours n'avait pas fait avancer d'un pouce la paix. Pas plus avec l'Égypte et la Syrie, auxquelles, dans un premier temps, Eshkol était disposé à restituer les territoires conquis, qu'avec la Jordanie, malgré les multiples rencontres à partir de mai 1968 entre le roi Hussein et les dirigeants israéliens. Le monarque jordanien devait finir par laisser Israël s'exposer au terrorisme palestinien en Cisjordanie plutôt que d'accepter le plan Allon qui lui ôtait une bonne partie de ce territoire⁵.

En Israël même, quelques voix très rares – celles des professeurs

Yeshayahou Leibovitz, Yehoshoua Arielli et Jacob Talmon de l'Université hébraïque ainsi que du député communiste Émile Habibi, des journalistes Ouri Avneri et Dan Ben Amos et du dramaturge Hanoch Levin – réclamèrent, dès septembre 1967, l'évacuation immédiate des territoires occupés. Mais leur exhortation fut vite noyée par des appels et des pétitions, venant de tous bords, réclamant le maintien du « Grand Israël » sous contrôle israélien. L'appel le plus remarquable fut celui émanant des grands écrivains du pays (Sh.Y. Agnon, Nathan Altermann, Haim Hazaz, Uri Zvi Grinberg et Haim Gouri). Le texte, aux accents métaphysiques, soulignait qu'il était « interdit » à tout gouvernement israélien de renoncer à la « Terre d'Israël » et de porter atteinte à son intégrité territoriale. Les signataires demandaient en outre aux pouvoirs publics de garantir la liberté et l'égalité à l'ensemble de la population de Cisjordanie et de la bande de Gaza, tout en y assurant la présence d'une majorité juive par le biais de l'immigration et de la colonisation. Admirateur de toujours de Nathan Altermann, Moshe Dayan aurait certainement signé ce manifeste si ses responsabilités ministérielles ne l'en avaient empêché. Tout en n'étant pas un fervent partisan de la colonisation, il ne faisait pas mystère de son profond attachement aux anciennes provinces bibliques de Samarie et de Judée, qu'il avait aimé sillonner du temps de sa jeunesse à Nahalal, en compagnie de son père :

Dans ces terres chargées d'une si longue histoire, la vue et la pensée des sites bibliques m'émouvaient profondément, leurs noms résonnaient à mes oreilles comme aucun autre – Siloé, où les tribus israélites s'étaient rassemblées devant l'Arche d'Alliance ; Tekoa, patrie du prophète Amos ; Beit-El, associée au patriarche Abraham, au rêve de Jacob, au jugement de Samuel, à la concentration des forces de Saul combattant les Philistins ; Anathot, où naquirent Jérémie ainsi que deux des « vaillants hommes » de David et tant d'autres. Même quand rien ne reste de ces lieux hormis des vestiges archéologiques, leurs noms ont traversé les siècles inchangés⁶.

Ce sentiment n'était guère partagé par le jeune et talentueux écrivain Amos Oz. Signataire de l'une des premières motions pour l'évacuation des territoires, ce dernier n'éprouvait que le sentiment d'une aliénation profonde envers la partie « arabe » de Jérusalem, qui se trouvait à quelques rues seulement du quartier où il était né⁷ :

J'étais dans la partie est de Jérusalem, trois jours après sa prise. Je venais tout droit d'El-Arish, au Sinaï, en tenue de combat et armé de ma mitraillette [...]. Mes rêves enfantins

étaient peuplés d'Arabes en uniforme portant des mitraillettes et venant dans ma rue, à Jérusalem, pour me tuer [...]. Je me suis efforcé d'accepter Jérusalem comme quelqu'un qui l'a reçue en héritage à la place de ses ennemis, comme quelqu'un qui revient au domaine de ses ancêtres. J'ai consulté la Bible, les Prophètes et les Rois. La montagne du Temple, le tombeau d'Absalon, le mont des Oliviers, la Jérusalem d'Abraham Mapu ainsi que celle de *Avant-hier* (de Sh.Y. Agnon). Je voulais en faire partie et m'y sentir attaché.

Mais j'ai perçu hostilité et opposition, flagornerie, stupéfaction et peur, humiliations et embûches. Je me suis promené à l'est de Jérusalem comme un homme qui pénètre par effraction dans un endroit interdit. C'était pénible. Ma ville natale. La ville de mes rêves, la ville invoquée dans la nostalgie par mes aïeux et par mon peuple. Et moi, je suis condamné à me promener dans ses rues avec une mitraillette, comme si j'étais l'un de ces personnages qui hantaient les cauchemars de mon enfance. Être un étranger dans une ville aussi étrangère^{*3}.

De fait, une véritable tempête idéologique, balayant sur son passage une bonne partie des certitudes politiques et des repères identitaires de la population depuis l'indépendance, s'était abattue sur l'État hébreu à la suite de la guerre des Six Jours. Pensant avoir échappé miraculeusement à une « seconde Shoah », beaucoup d'Israéliens avaient eu le sentiment d'être retournés, pendant les trois semaines fatidiques de mai-juin 1967, à l'état d'abandon et de solitude qui avait été celui des Juifs en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Un télescopage mental entre présent israélien et passé tragique juif auquel, soit dit en passant, le général de Gaulle contribua à sa façon le 27 novembre 1967, lorsqu'il assimila Israël au « peuple juif sûr de lui et dominateur ».

Dès lors, la « solitude d'Israël », les « miracles » de la prise de l'esplanade du Temple et du mur des Lamentations à Jérusalem, la conquête de la « Ville des Patriarches », Hébron, et le rétablissement d'Israël dans ses « frontières bibliques », tous ces exploits « prodigieux » donnaient matière à dissenter aux prédicateurs des synagogues qui y voyaient la main de Dieu, ainsi qu'à de nombreux politiciens et intellectuels laïques qui invoquaient volontiers des raisons historiques justifiant leur maintien sous souveraineté israélienne. Menée par le « Mouvement pour le Grand Israël », la campagne pour l'annexion et la colonisation de la Cisjordanie, de la bande de Gaza et du plateau du Golan drainait des personnalités de droite comme de gauche, des religieux et des laïcs, des citoyens et des

membres de *kibboutzim*, des écrivains et des étudiants, ainsi que des socialistes de premier plan comme Itzhak Tabenkin et Rachel Yana'it Ben-Zvi. Ces personnalités aux itinéraires très différents n'allaient pas tarder à être débordées par des militants d'un type nouveau, d'anciens disciples du rabbin Zvi Yehouda Kook qui enseignait à ses élèves que tous les drames d'Israël et de l'humanité depuis la Seconde Guerre mondiale étaient des signes précurseurs de l'avènement du Messie. À la suite de son père, le grand rabbin Abraham Itzhak Kook, il estimait que tout ce qui advenait au peuple juif depuis la Shoah, de la création de l'État d'Israël au « rassemblement des Exilés » et à la guerre des Six Jours – dont il aurait prophétisé l'issue miraculeuse trois semaines avant son déclenchement – n'était que prémices de la Rédemption. À pied d'œuvre dès 1968, ses élèves allaient être à la pointe du mouvement pour la création des premières colonies, lancé dès septembre 1967, sur l'ancien site de Goush Etzion puis, quelques mois plus tard, à Hébron avant de donner naissance, au début des années 1970, à l'organisation appelée **Goush Emounim**, laquelle allait tenir la dragée haute à tous les gouvernements osant toucher à l'intégrité de la Terre d'Israël et renoncer à la moindre parcelle de la Judée-Samarie (Cisjordanie).

En attendant, pendant que la droite nationaliste de Menahem Begin soupirait d'aise en voyant se concrétiser le rêve de Jabotinsky des « deux rives du Jourdain^{*4} », le Mapai pensait que l'heure était propice à l'unification du mouvement travailliste. Sonnant le rappel de tous ses anciens dissidents – ceux de l'Ahdout 'Avoda, à gauche, qui avaient fait scission en 1944, comme ceux du Rafi, à droite, qui avaient suivi Ben Gourion en 1965 –, le parti changea de nom, en janvier 1968, et prit celui de *Mifleget 'Avoda*, ou « Parti du travail ». Laissant Ben Gourion ruminer à Sdé Boker son amertume et sa solitude, le nouveau parti fusionna l'année suivante avec le Mapam, constituant ensemble le « Front travailliste » (ou *Maarakh*). Cette initiative fut peu appréciée par Dayan et ses amis de l'ancien Rafi, qui ne voyaient pas d'un bon œil le renforcement, par ce biais, de l'aile modérée et pacifiste du parti travailliste.

Les années Golda

Le 26 février 1969, Eshkol mourut d'un cancer. Trois semaines auparavant, il avait déclaré à *Newsweek* qu'Israël n'avait aucune envie de garder les zones habitées de Cisjordanie en dehors de la vallée du Jourdain, qui devait constituer la frontière de sécurité de l'État hébreu. Ce point de vue fut dès lors adopté par la plupart des gouvernements israéliens. L'heure des sabras semblait venue pour diriger le parti et l'État. Deux noms étaient sur toutes les lèvres : le très charismatique Moshe Dayan et son rival, l'ancien général du Palmach Yigal Allon. Contrairement à Dayan, auquel les « mandarins » du Mapai n'avaient pas pardonné (ainsi qu'à son ami Shimon Peres) sa « trahison » du temps de l'affaire Lavon, Allon jouissait de leur soutien et, en particulier, de celui de ses anciens amis d'Ahdout 'Avoda, dont Israël Galili, qui était très proche de Golda Meir. Mais, ne se résignant pas à tirer sa révérence et craignant en outre de se mettre à dos l'opinion qui ne jurait que par Dayan, la vieille garde travailliste renonça à départager les deux frères ennemis et se tourna vers Golda Meir, à laquelle furent confiées les rênes du gouvernement. Âgée de soixante et onze ans et de santé chancelante, l'ancienne ministre des Affaires étrangères venait tout juste de quitter le secrétariat général du parti durant l'été 1968 pour consacrer son temps, disait-elle, à ses petits-enfants. Sans trop se faire prier, elle se plia néanmoins à la « volonté du parti » et accepta de remplacer Eshkol, dont elle avait appris la mort imminente avant tout le monde. Son petit appartement de Ramat-Aviv était devenu depuis des semaines déjà le lieu de rendez-vous de ses plus fidèles partisans (Israël Galili, Pinhas Sapir, Zalman Aran, Zeev Sherf et Ya'acov Shimson Shapira) qui la poussaient à succéder à Eshkol. Certes, tous ne partageaient pas son extrémisme politique ni sa peur des Arabes qui la rangeaient d'emblée du côté des faucons. Mais ils nourrissaient les mêmes appréhensions vis-à-vis de Dayan, dont elle avait farouchement refusé l'entrée au gouvernement en mai 1967 :

J'ai du mal à imaginer, écrivit-elle plus tard, que la guerre eût connu une fin différente si Dayan n'était pas entré

au gouvernement. Cela dit, cependant, je dois admettre en toute vérité que, même si j'ai eu alors le sentiment d'une grande injustice faite à Eshkol, le public israélien tenait enfin le chef militaire dynamique et spectaculaire dont il avait tant envie, et peut-être même besoin. Et j'ai été soulagée quand la question a été tranchée⁸.

Golda lui reprochait en outre d'avoir volé la vedette à Rabin, qui avait tant fait pour renforcer Tsahal et la préparer à la victoire. La guerre finie, celui-ci avait d'ailleurs été récompensé en obtenant le poste prestigieux d'ambassadeur à Washington. Il fut remplacé au sommet de l'armée par le général Haïm Bar-Lev, dont la proximité idéologique avec Allon était un secret de polichinelle.

Née à Kiev en 1898, cadette d'une famille modeste de trois filles, Golda Mabovitch (devenue Meyerson après son mariage) connut le froid, la faim, les pogroms et la peur des Cosaques, avant d'émigrer en 1906 à Milwaukee (États-Unis) où son père, menuisier de son état, s'était établi deux ans plus tôt. À quatorze ans, elle quitta le domicile familial après que ses parents lui eurent présenté un prétendant deux fois plus âgé qu'elle et rejoignit alors son aînée Shayne et son mari à Denver⁹. C'est dans leur petit appartement qu'elle se familiarisa avec les idées marxistes et sionistes-socialistes que venaient défendre, à longueur de soirée et de week-end, les nombreux amis du couple – de jeunes émigrés juifs de Russie –, et c'est là aussi qu'elle fit la connaissance de Morris Meyerson, un jeune intellectuel passionné de poésie, d'art et de musique classique qu'elle épousa en décembre 1917 après son retour à Milwaukee, où elle acheva ses études secondaires. Resté à l'écart de l'activité politique débordante de son épouse qui avait adhéré dès 1915 aux Po'alei Zion et passait le plus clair de son temps à voyager à travers les États-Unis et le Canada pour des conférences et des réunions de parti qui duraient des semaines, Morris la suivit sans beaucoup d'enthousiasme en Palestine, où le couple s'installa en automne 1921 (au *kibboutz* Merhavia, dans la vallée de Jezréel). Golda Meyerson ne tarda pas à s'y faire remarquer pour son activisme et son dévouement idéologique ; le *kibboutz* la choisit même pour le représenter, dès l'année suivante, au congrès de son mouvement à Degania. Outre Ben Gourion et Ben-Zvi, qu'elle avait déjà rencontrés à Milwaukee, elle y fit la connaissance des plus importantes figures du *Yishouv*, parmi lesquelles Itzhak Tabenkin, Levi Eshkol, Berl Katznelson, Zalman Shazar et David Remez qui allaient devenir au cours des années suivantes ses amis intimes et ses proches collègues :

Je me contentais, pour le moment, d'écouter leurs

discours et de boire leurs paroles en osant à peine les approcher. Je revins à Merhavia galvanisée, bouillonnante d'idées, dévorée d'impatience de raconter à Morris tout ce qui s'y était dit et fait¹⁰.

Mais, épuisé par le travail des champs et en proie à des crises récurrentes de malaria, celui-ci ne trouva pas sa place au *kibboutz*. La mort dans l'âme, Golda accepta de quitter l'année suivante Merhavia et de s'installer avec Morris à Tel-Aviv, puis à Jérusalem, où ils eurent deux enfants avant de se séparer sans jamais divorcer. Nommée en 1928 à la tête du Conseil des femmes ouvrières, elle entra en 1934 à la direction de la Histadrout, où elle se lia à l'un des personnages les plus influents du *Yishouv*, David Remez, puis dirigea, à partir de 1941, le département politique de la centrale syndicale qui la mit en relations avec les autorités du Mandat. Proche de Ben Gourion et très appréciée du judaïsme américain, elle fut envoyée à plusieurs reprises aux États-Unis pour des levées de fonds très fructueuses à la veille et pendant la guerre de 1948. Quatre jours avant la Déclaration d'indépendance, elle rencontra à Amman l'émir 'Abdallah de Transjordanie et tenta de le dissuader d'entrer en guerre contre le futur État juif. Elle revint bredouille de sa mission, mais juste à temps pour assister, le visage couvert de larmes, à la proclamation de l'État par Ben Gourion puis apposer sa signature au bas de la Déclaration d'indépendance. Nommée immédiatement ambassadrice d'Israël à Moscou par Moshe Sharett, auquel elle portait ombrage, elle fut rappelée en 1949 par Ben Gourion qui lui confia le ministère du Travail, où elle mena tambour battant l'opération d'hébergement d'urgence des nouveaux immigrants. Ayant hébraïsé entre-temps son nom en Meir, elle remplaça Sharett en 1956 à la tête du ministère des Affaires étrangères : ne partageant pas avec Shimon Peres le même engouement pour la France, elle joua un rôle essentiel dans le rapprochement avec les États-Unis, au lendemain de la crise de Suez, et s'attela à l'ouverture et au renforcement de relations diplomatiques avec la plupart des États nouvellement indépendants de l'Afrique subsaharienne. Voyant en Peres et ses camarades les *dei ex machina* de l'affaire Lavon qui se cachaient cyniquement derrière la haute stature de Ben Gourion pour s'emparer du pouvoir, elle se rangea avec fracas du côté d'Eshkol et rompit avec son vieux mentor, qui l'épargna cependant de ses foudres bien qu'en sa qualité de secrétaire général du Mapai depuis 1965 elle fût à l'origine de son exclusion du parti qu'il avait lui-même fondé plusieurs décennies auparavant. « Femme fatale » intransigeante, rancunière et revancharde, elle fut traitée de tous les noms par la presse quotidienne pendant les « journées d'attente » de mai 1967, parce qu'elle s'opposa farouchement à

l'entrée de Moshe Dayan au ministère de la Défense à la place de Levi Eshkol, dont elle ne partageait pourtant ni la modération politique ni le caractère débonnaire et le sens de l'humour.

En voyage aux États-Unis pendant la guerre des Six Jours, Golda n'attendit pas la fin des combats pour déclarer devant les milliers de Juifs américains venus l'écouter au Madison Square Garden à New York qu'Israël ne devait pas revenir à ses anciennes frontières, qui mettaient son existence en péril. Ne cachant pas ses divergences avec Levi Eshkol qui fit adopter, le 19 juin 1967, une décision secrète selon laquelle Israël restituerait l'ensemble des territoires conquis à l'Égypte et à la Syrie en échange d'une « paix complète », Golda, qui avait tendance à voir le monde en noir et blanc, rejeta d'un revers de main, le 14 septembre 1967, devant le secrétariat de son parti, toutes les propositions préconisant l'évacuation des territoires : « Rien ne presse », déclara-elle à cette occasion, une expression qui allait devenir son credo au cours de son exercice du pouvoir :

Les Arabes veulent toujours nous exterminer. Nous n'accepterons de revenir à des frontières définitives qu'après la conclusion d'un accord à l'issue de négociations directes avec des partenaires ayant la même volonté de paix que nous. Du moment que nous n'en avons trouvé aucun, rien ne sert de soulever la question de l'avenir des territoires¹¹.

Elle ressassa ce discours à plusieurs reprises au cours des mois suivants, même après que le colonel Nasser eut laissé entendre, dans un entretien au *New York Times* trois jours après le décès d'Eshkol, que l'évacuation par Israël des territoires occupés pourrait faire progresser les chances de paix¹². Elle n'en crut pas un mot. Même le très modéré Abba Eban, qu'elle maintint dans ses fonctions de ministre des Affaires étrangères, partageait son scepticisme. Ne reconnaissant pas l'existence d'un peuple palestinien et ne conférant aucune valeur, ni religieuse ni historique, aux territoires conquis pendant la guerre des Six Jours, Golda penserait, jusqu'à la fin de ses jours, que leur abandon n'apporterait pas la paix tant que les Arabes ne reconnaîtraient pas à Israël le droit de vivre paisiblement. Cette position était très proche de celle de Dayan, avec lequel pourtant elle n'avait pas beaucoup d'atomes crochus. Elle appréciait peu ses mœurs délétères, ses déclarations et ses slogans à l'emporte-pièce. Mais, mieux que personne, elle savait qu'il était malléable et qu'il n'aimait pas lutter jusqu'au bout pour imposer son point de vue. Un défaut de caractère dont souffrait également Yigal Allon, qui n'avait pas, selon elle, l'étoffe d'un chef ni les qualités requises pour diriger le pays¹³. Faisant du maintien du *statu quo* un principe immuable, elle réitéra

devant la Knesset, le 17 mars 1969, au lendemain de son entrée en fonctions, les grandes lignes de sa politique : pas de négociations indirectes ni de garanties internationales. La paix et la paix seulement :

Les traités de paix doivent inclure des accords sur des frontières définitives, sûres et reconnues. Les traités de paix doivent annuler les déclarations de belligérance, les blocus, les boycotts, les entraves à la liberté de navigation ainsi que l'existence et l'activité d'organisations et de groupes qui exécutent et préparent des activités de sabotage depuis des bases et des camps d'entraînement sur les territoires des États signataires des traités de paix¹⁴.

Il n'était pas question de rétrocéder le Sinaï à l'Égypte ni le Golan à la Syrie en échange d'un traité de paix. Enterrant une fois pour toutes la résolution de retrait prise sous Eshkol, elle la fit remplacer en octobre 1968 par un nouveau texte officiel affirmant qu'Israël ne retournerait jamais aux frontières du 4 juin 1967. Ses idées – très critiques – sur les Arabes en général et les Palestiniens en particulier n'avaient pas bougé d'un iota depuis la fin des années 1930. Entièrement sous la coupe de Dayan en matière de défense, ce n'était pas à son âge qu'elle allait se renouveler ni se départir de son pessimisme absolu quant aux perspectives de paix entre Israël et ses voisins. Cela ne l'empêcherait pas de vouloir rencontrer tout dirigeant arabe désireux d'engager des négociations avec elle. En dehors du roi Hussein, qu'elle vit fréquemment en Israël et à l'étranger, elle accepterait en mai 1972 l'invitation du président roumain Nicolas Ceausescu à venir à Bucarest pour y rencontrer le président égyptien Anouar el-Sadate. L'initiative tournerait court, ce qui ne ferait que renforcer ses doutes sur les intentions de paix du Ra'ïs et de l'ensemble de ses homologues arabes. En 1969, voyant ses chances d'accéder à la présidence du Conseil fondre comme neige au soleil, Dayan ne cachait pas son plaisir de servir sous les ordres de Golda en tant que ministre de la Défense. Et pour cause : elle le soutenait à chaque débat sur le budget militaire et à chaque délibération sur la situation dans les territoires occupés :

Dans ses méthodes de travail, se souvint-il, elle était droite, directe et ne recourait pas aux échappatoires. Nos discussions s'achevaient toujours par une décision ou un accord précis, non par de vagues formules ou des ajournements. Surtout, elle n'était pas entourée de journalistes maison ou de collaborateurs chargés des « fuites » révélant à

la presse des détails aussi personnels qu'oiseux. Elle avait des amis intimes dont je n'étais pas, mais dans le domaine qui était le mien, celui de la Défense, rien ne nous séparait¹⁵.

Dormant quelques heures seulement, mangeant peu et fumant beaucoup, Golda était entrée de plain-pied dans ses nouvelles fonctions, au lendemain de la mort d'Eshkol, ne permettant à aucun de ses ministres de prendre de grandes décisions sans son aval. Une ou deux fois par semaine, elle réunissait un cabinet restreint dans ce que les journaux appelaient la « cuisine de Golda » – qui était en fait la salle de séjour de son appartement – et auquel étaient conviés, suivant les cas, le ministre de la Défense, ceux des Affaires étrangères et de l'Économie, en plus de son adjoint Yigal Allon et de ses hommes de confiance attitrés (Israël Galili et Pinhas Sapir, qui étaient de toutes les réunions). Les décisions étaient ensuite soumises à l'approbation de l'ensemble du gouvernement. Cela n'était pas une mince affaire : il lui fallait à chaque fois trouver un terrain d'entente entre les « faucons » de l'ancien Rafi – Dayan et Peres – et les « colombes » du Mapam. Dayan ne cachait pas qu'il était plus proche de Menahem Begin que de Meir Ya'ari, le dirigeant du Mapam. À son instigation, le parti travailliste avait fini par définir, comme « frontières sûres » d'Israël, le Jourdain à l'est, le Golan au nord, la limite méridionale de la bande de Gaza au sud, en plus d'un corridor d'une dizaine de kilomètres de large à l'est de la péninsule du Sinaï jusqu'au détroit de Tiran.

Ayant recueilli 46,2 % des suffrages et 56 députés contre 21,7 % et 26 députés pour le Gahal, le parti travailliste fut, en apparence, le grand vainqueur de la consultation d'octobre 1969. Mais, malgré l'immense popularité dont jouissaient Golda et Dayan auprès du public, l'ancien Mapaï et ses alliés ne purent obtenir la majorité des voix. Ils avaient même perdu sept sièges par rapport à 1965. Plus rien ni personne ne pouvait stopper le déclin du parti. Golda ne pouvait faire autrement que de reconduire le gouvernement d'union nationale et de faire entrer dans son cabinet Shimon Peres, qu'elle n'aimait pas, et Ezer Weizman, l'ancien chef des forces de l'air, passé dans les rangs du Gahal après sa démobilisation. Il fut suivi en 1972 par Haïm Bar-Lev qui entra au parti travailliste puis, l'année suivante, par Ariel Sharon qui, après quelques hésitations, finit par rejoindre le parti de Menahem Begin. Autre résultat notoire du scrutin de 1969 : la progression du parti communiste Rakah au sein de l'électorat arabe. Il lui avait suffi de s'aligner sur les positions de Moscou vis-à-vis d'Israël et du monde arabe pour devenir le parti le plus populaire des villes et villages arabes. Sans courir le moindre risque d'être interdit, il se permit de clamer son soutien à l'Organisation de libération palestinienne (OLP).

Guerre d'usure

Pendant ce temps, les combats faisaient rage le long du canal de Suez et de part et d'autre du Jourdain. Les hostilités avec l'Égypte avaient repris quatre mois à peine après la fin de la guerre des Six Jours, quand une vedette lance-torpilles égyptienne avait coulé, le 21 octobre 1967, le croiseur israélien *Eilat*, à une quinzaine de kilomètres de Port-Saïd, faisant une cinquantaine de morts et disparus. Israël réagit en bombardant les raffineries de pétrole près de Suez et en incendiant les réservoirs de carburant tout proches, faisant fuir de leurs maisons les habitants de Suez, Isma'iliya et Qantara qui devinrent des villes fantômes. Un calme relatif régna ensuite pendant près d'un an le long du Canal, tandis que l'émissaire des Nations unies, Gunnar Jarring, s'activait vainement pour promouvoir l'application de la résolution 242 du Conseil de sécurité sur le retrait israélien des territoires occupés.

Prenant acte de cet échec et dépité par le soutien de plus en plus franc des États-Unis à Israël, Nasser parvint à la conclusion que seule la reprise des combats pourrait amener Washington à faire entendre raison à Israël et le contraindre à faire des concessions à l'Égypte. La guerre n'étant, selon la vieille formule de Clausewitz, qu'une continuation de la politique par d'autres moyens, le dirigeant égyptien pensait qu'Israël n'assouplirait jamais sa position tant qu'il se croirait invincible et que les Arabes seraient incapables de le forcer militairement à céder du terrain¹⁶. Ayant pu rééquiper et réorganiser rapidement son armée grâce à l'aide soviétique, il estimait qu'il était désormais en mesure de se lancer dans une guerre limitée. Et c'est ainsi que le feu reprit sur le Canal, d'abord de façon sporadique à partir de juin 1968, puis plus intensément en septembre quand l'artillerie égyptienne pilonna sévèrement toutes les positions israéliennes le long de la voie d'eau, y faisant une quinzaine de morts : « On eût dit qu'un typhon était passé par là », observa Dayan venu visiter les lieux quelques heures après l'engagement¹⁷. En représailles, l'aviation israélienne fit sauter plusieurs ponts sur le Nil, tandis qu'une unité de parachutistes, larguée dans l'arrière-pays, détruisait la centrale électrique de Naj Hamadi, plongeant une bonne partie du

territoire égyptien dans le noir.

Tsahal mit à profit les quatre mois de calme qui suivirent pour renforcer ses lignes de défense face à l'Égypte. Il avait le choix entre deux conceptions stratégiques : l'une, qui avait la préférence du chef d'état-major général Haïm Bar-Lev, préconisait la construction d'une ligne de postes d'observation et de bunkers fortifiés, séparés d'une dizaine de kilomètres les uns des autres et gardés par des unités d'infanterie ainsi que par des détachements de blindés qui patrouilleraient entre les positions. Impliquant une stratégie statique, elle n'était guère du goût des généraux Israël Tal et Ariel Sharon, qui préconisaient eux, plutôt qu'une ligne statique de fortins le long du Canal, une défense mobile reposant sur trois éléments : un système de détection électronique à proximité immédiate de la voie d'eau, des détachements blindés patrouillant en permanence sur sa rive israélienne et, enfin, une division blindée maintenue en réserve à une trentaine de kilomètres des premiers dispositifs et capable de réagir rapidement à la moindre tentative de traversée égyptienne¹⁸. Moshe Dayan qui, pendant la guerre, avait voulu empêcher les troupes de s'approcher du Canal, penchait pour la seconde option, mais, comme souvent, il ne fit pas montre de ténacité – ce qu'il regretta amèrement par la suite – et trancha finalement en faveur de la construction de la ligne de fortifications qui allait prendre bientôt le nom de « ligne Bar-Lev » et devenir une sorte de ligne Maginot israélienne¹⁹ : une trentaine de fortins espacés chacun d'environ 5 kilomètres, protégés par des nids de mitrailleuses et disposant de systèmes d'observation visuelle et d'écoutes électroniques. Portant chacun un nom de code particulier – le plus septentrional, face à Port-Fouad, étant « Budapest », et le plus méridional, face à Suez, « Masrek » –, ils étaient adossés à un très haut rempart de sable et de pierres, atteignant par endroits jusqu'à 20 mètres de haut et érigé tout le long du Canal de manière à cacher le déplacement des soldats et des véhicules israéliens sur la rive orientale, dont les berges étaient minées et recouvertes de barbelés.

L'édification de la ligne Bar-Lev était à peine achevée en février que, le 8 mars 1969, Nasser marqua à sa manière l'accession de Golda Meir au pouvoir en annonçant publiquement que Le Caire n'était plus lié par l'armistice de juin 1967 et ordonnant aussitôt à son artillerie et à ses commandos de harceler sans relâche les positions israéliennes sur le Canal, y faisant deux cents morts et blessés en trois mois²⁰. Les Égyptiens subirent aussi d'importantes pertes et, en décembre 1969, la plupart de leurs batteries antiaériennes étaient détruites. Alarmée par cette énième éruption de violence, la nouvelle administration américaine du président Richard Nixon prit contact avec Moscou au sujet d'un arrangement éventuel entre les deux belligérants.

C'est ainsi que, le 9 décembre, le secrétaire d'État William Rogers présenta aux États de la région un premier plan de paix basé sur la résolution 242 du Conseil de sécurité et préconisant le retrait d'Israël aux frontières internationales, moyennant quelques rectifications mineures et la solution du problème des réfugiés. Golda, qui venait juste de présenter son nouveau gouvernement devant la Knesset, rejeta sèchement le plan Rogers, qui ne prévoyait pas de négociations directes entre Israël et les Arabes. Soutenu par les Soviétiques, Nasser en fit autant : il refusait toute démilitarisation du Sinaï ainsi que la liberté de navigation aux navires israéliens comme le stipulait le plan américain. Dès lors, changeant de stratégie et voulant ôter à l'armée égyptienne toute velléité de traversée du Canal, Tsahal passa à la contre-offensive et, à partir de janvier 1970, intensifia ses frappes aériennes contre des objectifs égyptiens autour du Caire et dans la zone du Delta, où de nombreuses bases militaires et des rampes de missiles furent détruites. L'entrée en service des nouveaux Phantom F-4 rendait possibles de tels bombardements en profondeur, malgré la présence de missiles antiaériens SAM-2. D'abord rejetée par l'état-major, l'idée de ces représailles massives avait été retenue par le gouvernement quand Dayan et le général Bar-Lev avaient eu la certitude que les Égyptiens se préparaient à franchir le Canal, à plus ou moins brève échéance. Rappelé de toute urgence à Jérusalem pour donner son avis, l'ambassadeur à Washington, Itzhak Rabin, qui était au courant des dissensions entre William Rogers et le conseiller national à la Sécurité Henry Kissinger, avait estimé que la Maison-Blanche ne s'opposerait pas à l'extension des bombardements israéliens. Il prenait ainsi le contre-pied de son ministre Abba Eban, qui craignait que toute nouvelle escalade n'incitât l'URSS à s'impliquer plus ouvertement encore dans le conflit. Ses remarques sur l'inopportunité des frappes à l'intérieur du territoire égyptien avaient laissé indifférents la plupart de ses collègues :

Cet épisode, écrivit-il plus tard, illustre la difficulté de servir comme ministre des Affaires étrangères dans un gouvernement qui a une vision exagérée du rôle de la guerre dans les relations internationales. Le triomphe de nos forces en 1967 a encouragé notre croyance en l'invincibilité d'Israël qui aurait cessé d'opérer dès la fin de la guerre des Six Jours. Ce n'était pas du meilleur Golda. La rancœur personnelle joue une place centrale dans son système de pensée et ses sentiments²¹.

À ce stade, le but recherché par les Israéliens était double : amener les Égyptiens à renoncer à leurs plans de traversée du Canal et

à leurs raids contre les positions israéliennes, et pousser Nasser à la démission. Or c'est pour éviter un tel scénario catastrophe que le *Ra'ïs* s'envola le 22 janvier pour Moscou afin d'obtenir du Kremlin une assistance militaire accrue et l'assurance de participer directement à la défense du territoire égyptien. C'est ainsi que, en plus de la livraison d'avions de combat d'un type perfectionné et de nouveaux systèmes de défense antiaérienne, parmi lesquels des missiles sol-air SAM-3, Moscou envoya sur place deux cents aviateurs pour piloter les nouveaux appareils ainsi que des milliers de techniciens et de « conseillers » militaires qui se déployèrent autour du Caire, du barrage d'Assouan et d'Alexandrie. Forts de cet appui, les Égyptiens intensifièrent leurs tirs d'artillerie au cours des mois suivants, tandis que l'armée israélienne dut réduire ses bombardements aériens en territoire égyptien par crainte des nouveaux missiles soviétiques²². Dès lors, comme le craignait Eban, en poussant trop loin son offensive contre l'Égypte, Israël avait fini par obtenir le contraire de ce qu'il escomptait : renforcer, au lieu d'amoindrir, le rôle des grandes puissances – celui de l'URSS en particulier – dans le conflit, et maintenir au pouvoir Nasser au lieu de provoquer sa chute.

Le 18 avril 1970, les radars israéliens détectèrent pour la première fois la présence de Mig pilotés par des Soviétiques au-dessus du Canal. Moins de deux semaines après, ils en abattirent cinq, mais la présence des batteries de missiles SAM-3, à quelques kilomètres du Canal, leur interdisait le survol des positions égyptiennes. Au cours du mois suivant, dix-huit soldats israéliens tombèrent dans les combats, et deux appareils Phantom furent abattus par les missiles égypto-soviétiques. L'armée israélienne riposta en concentrant ses tirs sur la zone nord du Canal et en détruisant toutes les routes menant à Port-Saïd. Elle s'employa, dans le même temps, à réduire au maximum les risques d'affrontement avec les pilotes soviétiques. Ainsi, tout en réitérant qu'Israël ne cherchait pas à entraîner l'URSS dans sa guerre avec l'Égypte, Dayan avertissait néanmoins que l'État hébreu n'était pas la Tchécoslovaquie et que les Israéliens ne ressemblaient pas aux combattants de Massada qui avaient résisté aux Romains avant de se suicider collectivement : « Nous, nous allons continuer à nous battre et à vivre », avait-il tenu à préciser²³.

Mais, lassé d'entendre les mêmes « rengaines » proférées par ses dirigeants depuis juin 1967, le public israélien était exaspéré par la prolongation d'une guerre visiblement sans issue, et de jour en jour plus meurtrière. Tandis que la troupe du théâtre Cameri de Tel-Aviv jouait à guichets fermés la pièce pacifiste *La Reine de la baignoire* de l'iconoclaste Hanoch Levin, plusieurs dizaines de lycéens en fin d'études adressèrent une pétition à Golda menaçant de ne pas s'acquitter de leur devoir militaire en signe de protestation contre

l'intransigeance du Premier ministre. Les médias israéliens venaient juste de révéler qu'en mars 1970 Golda Meir avait interdit au président du **Congrès juif mondial**, Nahum Goldman, de se rendre au Caire à l'invitation de Nasser. Cette décision ne fut pas du meilleur effet sur la popularité du Premier ministre*⁵, bien qu'après coup il s'avérât que le gouvernement égyptien n'avait jamais officiellement invité Goldman à venir rencontrer Nasser.

En tout état de cause, inquiets par la nouvelle tournure que prenaient les événements à la suite de l'intervention directe des Soviétiques dans le conflit, les États-Unis, qui avaient suspendu depuis le début de l'année leurs livraisons d'avions Phantom et Skyhawk à l'État juif, étaient parvenus à la conclusion que le seul espoir de mettre un terme à cette nouvelle escalade résidait dans l'élaboration d'un accord politique susceptible d'être accepté par les Russes. C'est ainsi que, le 19 juin 1970, le secrétaire d'État William Rogers présenta aux belligérants un nouveau plan de règlement en trois phases : d'abord un cessez-le-feu de trois mois renouvelable sur le canal de Suez, suivi d'une déclaration d'Israël, de l'Égypte et de la Jordanie affirmant leur acceptation de la résolution 242 du Conseil de sécurité et, enfin, l'engagement des trois pays d'amorcer des négociations de paix par l'intermédiaire de l'émissaire de l'ONU Gunnar Jarring. Il y ajoutait une clause complémentaire et non des moindres : l'Égypte et Israël évitèrent de rapprocher leurs missiles du Canal pendant la durée du cessez-le-feu.

La réaction spontanée de Golda fut sans équivoque : s'appuyant sur les réserves de l'état-major, elle déclara à l'ambassadeur américain à Tel-Aviv, Walworth Barbour, venu lui présenter le nouveau plan Rogers, qu'elle y était fermement opposée, ainsi que la plupart des membres de son cabinet auxquels elle comptait le soumettre pour ratification. De leur côté, pressant la réponse négative du Premier ministre israélien, le président Nasser et le roi Hussein y donnèrent leur accord tout en rappelant leurs réserves concernant la résolution 242 ainsi que le droit de retour des réfugiés palestiniens. Craignant un rejet pur et simple du plan Rogers par Israël, le président Nixon adressa, le 24 juillet 1970, une note chaleureuse à Golda, dans laquelle il s'engageait à poursuivre l'aide économique et militaire américaine à Israël, même après le cessez-le-feu ; il y précisait en outre que l'ampleur du futur retrait israélien des territoires occupés et la définition exacte des frontières définitives entre Israël et ses voisins seraient déterminées d'un commun accord entre les parties concernées à l'issue de négociations sous l'égide de Gunnar Jarring. Enfin, il promettait de ne pas faire pression sur Israël pour le forcer à accepter une solution au problème des réfugiés qui risquerait d'altérer fondamentalement le caractère juif de l'État hébreu ou mettrait en

péril sa sécurité. Prenant acte des engagements du président Nixon – une nouvelle déclaration Balfour, dirent certains –, le gouvernement finit par entériner, le 31 juillet 1970, le nouveau plan Rogers. La réaction de Menahem Begin et de ses quatre collègues du Gahal fut immédiate : ils démissionnèrent du gouvernement sur-le-champ, voyant dans l'acceptation par le gouvernement du plan Rogers un premier pas vers l'abandon de la Cisjordanie si chère aux disciples de Jabotinsky.

Les hostilités cessèrent le 5 août 1970 le long du Canal. Pour les Israéliens, ce fut un immense soulagement : outre son très lourd tribut en vies humaines – autant que durant la guerre des Six Jours – et le constat que Tsahal n'y avait pas obtenu de victoire décisive, le nouveau conflit avait coûté très cher à l'économie nationale, les dépenses militaires s'élevant au quart du PIB en 1970, et la croissance passant de 11,7 % en 1968 à 9,6 % en 1969, puis à 4,6 % en 1970. Plus question désormais de réduire la durée du service militaire comme cela avait été envisagé après juin 1967. Bien au contraire : il passa de deux ans et demi à trois ans pendant la guerre d'usure. Autant de mauvaises nouvelles qui amenèrent Abba Eban à penser, ainsi que plusieurs généraux (parmi lesquels Ezer Weizman, Matti Peled et Motta Gour²⁴), que Nasser était le grand vainqueur de ce nouveau round. Certes, Tsahal ne lui avait pas concédé un pouce de terrain, mais, en parvenant à impliquer profondément l'URSS dans la guerre et à contraindre les États-Unis à intervenir et à mettre un terme aux combats, le président égyptien était bel et bien arrivé à ses fins. En outre, après avoir osé lancer ses troupes contre Israël, il pouvait se targuer désormais d'avoir lavé son pays de l'affront de juin 1967 et prouvé à l'opinion arabe que l'armée juive n'était pas invincible. Des arguments qui n'étaient partagés ni par Golda Meir ni par Moshe Dayan, pour lesquels il ne faisait aucun doute que cette guerre s'était terminée comme les précédentes par une défaite arabe :

Pendant toutes ces années, fit valoir Dayan, l'Égypte avait mené campagne pour vaincre Israël, en terminant par une guerre d'usure, longue de dix-sept mois. Or quels étaient les résultats pour elle ? Ses raffineries de pétrole étaient détruites et ses villes sur le canal, mortes ; des objectifs militaires au cœur de son territoire avaient été ravagés par notre aviation, à la suite de quoi Nasser avait destitué ses principaux chefs militaires et les dirigeants civils du pays ; de plus il avait déçu ses alliés arabes, Jordanie et Syrie, et se trouvait de plus en plus sous la dépendance soviétique. Tous ces facteurs l'avaient obligé à se tourner vers les États-Unis pour demander de l'aide²⁵.

Le cessez-le-feu à peine instauré, les Égyptiens le violèrent en faisant avancer leurs rampes de missiles SAM-2 et SAM-3 à proximité immédiate du Canal. Cela constituait une atteinte délibérée à la clause de l'accord stipulant l'immobilisation des forces en présence à l'intérieur d'une zone de 50 kilomètres s'étendant de part et d'autre de la voie d'eau. Les États-Unis étaient au courant de cette violation, mais ils refusèrent de la confirmer pour ne pas compromettre la reprise de la mission Jarring. Golda faillit revenir sur son acceptation du plan Rogers mais, par respect pour le président Nixon, elle marqua son mécontentement en suspendant la participation d'Israël aux négociations avec Jarring, jusqu'au retrait par les Égyptiens de leurs missiles de la zone du Canal.

En visite « privée » aux États-Unis, le Premier ministre fut reçu à la Maison-Blanche le 18 septembre 1970. Il y eut des protestations d'amitié de part et d'autre avec le président Nixon, mais pas un seul mot sur le drame qui se déroulait au même moment en Jordanie, où les organisations palestiniennes, au sommet de leur puissance, tentaient de renverser la monarchie hachémite avec l'aide de la Syrie. Golda était sur le point de quitter le sol américain quand elle reçut le lendemain, par l'intermédiaire de Kissinger, un message du roi Hussein implorant Israël d'intervenir à ses côtés pour empêcher la Syrie d'envahir le royaume hachémite. C'est ainsi qu'à la demande des États-Unis Israël plaça aussitôt ses troupes en état d'alerte sur la frontière jordanienne. Cela suffit pour convaincre la Syrie de retirer ses chars d'Irbid et du nord de la Jordanie, pendant que le roi Hussein achevait d'écraser les organisations palestiniennes. En signe de reconnaissance à l'État hébreu pour son action, Nixon adressa le 25 septembre à Golda un message de remerciements, y soulignant que les États-Unis « avaient de la chance de posséder au Moyen-Orient un allié tel qu'Israël ». C'était un allié stratégique précieux au moment où les Russes, profitant de l'éclipse américaine dans le monde arabe, renforçaient considérablement leur présence en Égypte mais aussi en Syrie et en Irak : « De tout ce qui s'est passé, il sera tenu compte dans le futur²⁶ », promit le président. Et, dès le mois suivant, les États-Unis consentirent une aide militaire et civile substantielle – plus d'un demi-milliard de dollars – à l'État hébreu comprenant la livraison de nouveaux chasseurs Phantom et de tanks M-60. Israël accepta dès lors de reprendre les négociations avec Gunnar Jarring, les Américains lui ayant promis en outre de lui fournir l'équipement nécessaire pour neutraliser les missiles sol-air égyptiens qui empêchaient les avions israéliens de survoler les abords immédiats du Canal.

L'entrée en scène des Palestiniens

Acteur incontournable sur la scène du Moyen-Orient depuis la guerre des Six Jours, le mouvement national palestinien avait amorcé sa mue dès 1959 avec la création par Yasser 'Arafat du Fatah suivie de la mise en place, en 1964, de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) qui devait fédérer sous son aile l'ensemble des milices palestiniennes. C'était une idée de Nasser, dont le panarabisme avait attiré beaucoup de Palestiniens. Ainsi en fut-il des premiers militants de la *Sa'iqa*, fondée en septembre 1967 à l'initiative du *Ba'ath* syrien, et de ceux du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), lancé trois mois plus tard par Georges Habache. Ils se voulaient plus « révolutionnaires » que le Fatah, qui avait choisi d'emblée une orientation « arabo-palestinienne » plus locale-patriotique que celle des autres organisations. Cela allait lui permettre de s'emparer de la direction politique de la Diaspora palestinienne après la disparition de la vieille garde des dirigeants représentée par Ahmed Choukeir'y au lendemain de la défaite de juin 1967.

Mohammed 'Abd al-Rahman 'Abd al-Rauf Arafat al-Qadwa al-Husseini, plus connu sous le nom de Yasser 'Arafat, naquit en 1929 au Caire, d'une mère née à Jérusalem et d'un père originaire de Gaza. Comme beaucoup de chefs révolutionnaires contemporains, il s'inventa une biographie en phase avec le récit national palestinien^{*6} et, à la place du prénom que lui donnèrent ses parents, il se choisit celui de Yasser Abou 'Ammar, en référence à Yasser Ibn 'Ammar, l'un des premiers compagnons du Prophète et des premiers martyrs de l'islam. Il fit de son prénom 'Arafat son patronyme, en hommage à son grand-père, vivant à Jérusalem, qui portait ce nom et détenait la fonction très respectée de *Naqib al-Ashraf*, ou chef des descendants du Prophète. Il aurait pu, s'il l'avait voulu, choisir comme nom de famille celui de Husseini, porté par l'ancien mufti de Jérusalem Al-Hajj Amin al-Husseini, qui était l'un de ses proches parents. Mais ce nom sentait le soufre tant à cause de ses accointances avec l'Allemagne nazie que pour son action sujette à controverse à la suite du partage de la Palestine par l'ONU en 1947^{*7}.

N'en restant pas là, 'Arafat se donna également un nouveau lieu

de naissance, Jérusalem, afin de se présenter comme natif de Palestine. Il ne connut donc ni les affres de l'exil à la suite de la *Nakba*, ni la vie dans les camps de réfugiés dans un pays arabe. Il est vrai qu'à l'âge de quatre ans, à la suite de la mort de sa mère, il vint passer trois ans, jusqu'en 1937, chez son oncle qui habitait dans le quartier des Maghrébins jouxtant l'esplanade des Mosquée. Cet épisode s'acheva par l'arrestation de son oncle par les Anglais, qu'il ne cessa de rappeler par la suite, soulignant les longues heures passées aux côtés de Juifs venus prier devant le mur Occidental et de chrétiens se rendant au Saint-Sépulcre.

De retour au Caire, il reçut une excellente éducation religieuse qui le rapprocha des Frères musulmans puis, à la fin des années 1940, commença des études d'ingénieur civil à l'université Fouad du Caire où il dirigea l'association des étudiants palestiniens. Bon sportif, il s'initia au maniement des armes et, au lendemain de la résolution des Nations unies du 29 novembre, parcourut le Sinäi avec ses camarades pour y acheter auprès des Bédouins des armes et des munitions destinées à 'Abd al-Qadir al-Husseini et ses combattants du « Jihad sacré²⁷ ». Ses relations avec Nasser connurent des hauts et des bas qui l'amènèrent à passer avec ses amis – Mahmoud 'Abbas (alias Abou Mazen), Salah Khalaf (alias Abou Ayyad), Khalid al-Wazir (alias Abou Jihad) et d'autres – au Koweït où, en 1959, ils créèrent le Fatah, un nom tiré du verset coranique « La victoire est d'Allah et la conquête [*Fatah*] est proche. » Au sein de l'OLP, le Fatah s'efforça de trouver un terrain d'entente avec ses principaux rivaux qui aspiraient comme lui à la libération armée de la Palestine. Ce ne fut pas chose facile : il eut maille à partir notamment avec le FPLP qui se voulait marxiste et panarabe. Deux qualificatifs assez vagues qui donnèrent lieu à d'âpres discussions au sein de cette organisation qui finit par se scinder, en 1969, en plusieurs groupuscules, parmi lesquels le Front populaire démocratique de libération de la Palestine (**FPDLP**) de Naïf Hawatmeh et le FPLP-Commandement général d'Ahmed Jibril.

Les divergences n'étaient pas seulement d'ordre stratégique ou idéologique. Elles touchaient aussi à la question de la place des Juifs dans la « nouvelle Palestine » libérée. Esquivant l'amalgame, assez général à l'époque, entre judaïsme et sionisme, le Fatah se donnait pour objectif final, dans son programme politique de janvier 1969, la « restauration de l'État palestinien indépendant et démocratique » où les Juifs « désionisés » jouiraient de l'égalité des droits et cohabiteraient en paix avec leurs concitoyens musulmans et chrétiens. De son côté, le FPLP se disait en faveur d'un État palestinien « de démocratie populaire » où vivraient, côte à côte et « sans discrimination », Juifs et Arabes, « un État opposé à toute domination de classe et de nationalisme et dans lequel le droit des Arabes et des

Juifs de perpétuer leur culture sera respecté »²⁸.

Revigoré par l'immense succès que lui valut la bataille de Karameh (le 20 mars 1968) au cours de laquelle ses commandos affrontèrent pendant quinze heures l'armée israélienne en lui infligeant de lourdes pertes²⁹, le Fatah parvint à s'emparer de la direction de l'OLP, et Yasser 'Arafat en devint le chef de l'exécutif et le porte-parole officiel du mouvement national palestinien auprès des gouvernements arabes et de l'opinion mondiale. Réuni en juillet 1968 à Amman, le 4^e Congrès national palestinien, dominé par le Fatah, adopta une nouvelle charte palestinienne ne reconnaissant aucun droit aux Juifs arrivés en Palestine après la déclaration Balfour³⁰. Patrie exclusive du « peuple arabe palestinien », qui lui-même « fait partie de la nation arabe » (article 1), la Palestine ne peut en aucune manière être revendiquée par les Juifs, proclame la Charte, qui considère la « lutte armée » comme la seule voie pour la libération de la Palestine (article 9). N'ayant jamais constitué une nation, mais seulement une religion révélée, les Juifs ne sauraient prétendre à un territoire national propre (article 20) ni former « un peuple ayant son identité propre » et ne peuvent aspirer, par conséquent, qu'au seul statut de citoyens des pays où ils habitent.

Dès lors, reposant sur une fiction et n'étant rien d'autre qu'une entité artificielle, l'État d'Israël n'a guère le droit à l'existence, tandis que la déclaration Balfour et la résolution des Nations unies du 29 novembre 1947 sur le partage de la Palestine entre un État arabe et un État juif sont déclarées nulles et non avenues. Cela est d'autant plus justifié que, pour le Fatah, Israël est né du sionisme, lequel est un mouvement « par nature fanatique et raciste » organiquement « lié à l'impérialisme mondial », aux objectifs « agressifs, expansionnistes et colonialistes » et aux méthodes « fascistes et nazies ». Israël est « une base géographique et humaine » de l'impérialisme mondial qui s'en sert comme d'un tremplin « pour porter des coups à la patrie arabe et combattre les aspirations de celle-ci à la libération, à l'unité et au progrès » (article 22).

Ainsi, les seuls Juifs autorisés à rester en Palestine après la liquidation d'Israël sont ceux qui y résidaient « jusqu'au commencement de l'invasion palestinienne » (article 6). Enfin, plaçant leur lutte sous le signe de l'unité arabe, la charte considère que les Palestiniens jouent un rôle d'avant-garde dans le combat national arabe qui reste un « objectif sacré » : il n'en va pas seulement du sort de la Palestine arabe, mais de celui de la nation arabe tout entière (article 14), qui est invitée, en conséquence, « à mobiliser tout son potentiel militaire, humain, matériel et spirituel dans le but d'assister activement le peuple arabe palestinien dans la libération de la Palestine ».

Dotée de cette nouvelle charte, l'OLP passa à la « violence révolutionnaire » et inaugura un type nouveau d'action anti-israélienne : le terrorisme international, ayant pour cibles les intérêts israéliens ou juifs dans le monde. Le détournement sur Alger, par un commando du FPLP le 23 juillet 1968, d'un avion civil israélien assurant la liaison Rome-Tel-Aviv fut la première action du genre. Elle fut suivie, au mois de décembre, par une autre attaque perpétrée également par le FPLP contre un appareil d'El Al au décollage d'Athènes. Pour avertir le Liban, jugé coupable d'accueillir des organisations terroristes, Israël réagit à cette opération en lançant un raid de représailles sur l'aéroport de Beyrouth, détruisant treize avions libanais. Ce fut l'indignation dans toutes les capitales arabes, ainsi qu'à Paris, où le général de Gaulle décida de durcir l'embargo militaire imposé à l'État hébreu depuis la guerre des Six Jours. Ne montrant aucun signe de fléchissement, le chef du FPLP, Georges Habache, expliqua que ses opérations contre des avions civils israéliens constituaient une phase préparatoire à la mise sur pied d'une armée de combattants qui se battrait en Palestine même contre l'État hébreu : « Depuis la guerre de juin 1967 avec Israël, nous sommes convaincus qu'une révolution sur le modèle vietnamien est la seule voie : une révolution armée de paysans et de travailleurs, qui sont prêts à combattre parce qu'ils n'ont rien à perdre, sauf les tentes misérables où ils vivent. Nous croyons que le socialisme scientifique est le seul fondement de cette révolution », expliqua le dirigeant palestinien³¹.

D'autres attaques contre les comptoirs et les salles d'attente d'El Al en Europe et d'autres tentatives de détournements d'avion visant indifféremment des appareils israéliens ou étrangers se rendant ou venant de Tel-Aviv seraient perpétrées jusqu'en 1977. La plus meurtrière de ces actions fut commise, le 21 février 1970, par le FPLP-Commandement général d'Achmed Jibril, qui fit exploser en plein vol, entre Zurich et Tel-Aviv, un appareil de la Swissair, tuant ses quarante-sept passagers et membres d'équipage.

Craignant d'être « lâchés » par l'Égypte et la Jordanie à la suite du premier plan Rogers qui les ignorait, les Palestiniens menacèrent d'étendre leur « révolution » à l'ensemble des régimes arabes en place. Partie intégrante d'un « mouvement international de libération nationale » comprenant l'Armée rouge japonaise, l'IRA irlandaise, le groupe Baader-Meinhoff ouest-allemand et l'organisation française Action directe, qui envoyaient leurs militants s'entraîner dans les camps des *fedayin* palestiniens au Liban et en Jordanie, la « révolution palestinienne » n'avait pas pour seuls ennemis le sionisme et l'impérialisme, mais bien « toutes les forces complices liées, dialectiquement et par leurs intérêts communs, à l'impérialisme et au

colonialisme ». C'était une allusion à la Jordanie, qui tentait désespérément d'interdire l'utilisation de son territoire comme « champ d'action légitime » contre Israël³².

Joignant le geste à la parole, le FPLP effectua, le 6 septembre 1970, l'une des opérations les plus retentissantes de son histoire : le détournement simultané de trois avions civils, deux américains et un suisse, et une partie de leurs passagers pris en otage et acheminés dans un aéroport désaffecté du nord de la Jordanie. Le reste des passagers qui étaient à bord de l'un des deux avions américains purent quitter l'appareil à temps, avant sa destruction par les pirates de l'air à l'aéroport du Caire. Une quatrième opération du même genre devait être effectuée, le même jour, à bord d'un avion d'El Al reliant Londres à Tel-Aviv. Elle échoua grâce à la vigilance des agents de sécurité israéliens, qui tuèrent l'un des deux pirates de l'air, le Nicaraguayen Patrick Arguello, et blessèrent sa complice, Leila Khaled. L'appareil se posa ensuite en catastrophe à l'aéroport londonien d'Heathrow, où Leila Khaled fut remise aux autorités britanniques. En représailles, le FPLP détourna, trois jours plus tard, un avion de ligne reliant Londres à Bahreïn. Ses passagers furent conduits dans le même aérodrome jordanien que les otages précédents, afin de servir de monnaie d'échange pour la libération de Leila Khaled et de plusieurs terroristes arrêtés en Europe.

C'en fut trop pour le roi Hussein, dont la souveraineté était quotidiennement bafouée par les *fedayin* qui, sûrs de l'appui de la population d'origine palestinienne vivant en Jordanie, ne cachaient pas leur désir de renverser le régime hachémite. Le 16 septembre, le souverain jordanien passa à l'action et lâcha ses unités de Bédouins contre le FPLP et le Fatah, faisant des centaines de morts civils dans les camps de réfugiés. En réaction, l'armée syrienne fit avancer ses tanks en direction de la frontière jordanienne pour prêter main-forte aux Palestiniens, qui proclamèrent Irbid, la deuxième ville du royaume, capitale de la « République de Palestine ». C'est alors que, à l'instigation des États-Unis, Israël menaça d'intervenir si les Syriens ne retiraient pas leurs troupes de la frontière jordanienne. L'intimidation réussit. Effrayé par l'allure que prenait le conflit et par ses conséquences désastreuses sur la cause palestinienne, Nasser convoqua, le 27 septembre 1970 au Caire, un sommet arabe extraordinaire pour la signature d'un accord de cessez-le-feu entre le roi Hussein et Yasser 'Arafat, stipulant le désarmement des commandos palestiniens et leur retrait de Jordanie. Épuisé par la longueur des débats et gravement malade depuis plusieurs mois, le président égyptien mourut le lendemain d'une crise cardiaque. Anouar el-Sadate, le dernier de ses fidèles compagnons des Officiers libres, lui succéda.

Survenant au même moment, la mort de Nasser et l'arrivée sur la scène de l'organisation terroriste « Septembre noir » plongèrent dans le plus grand désarroi le monde arabe. Le malaise était d'autant plus insoutenable que gouvernants et intellectuels arabes voyaient voler en éclats, depuis la guerre des Six Jours, les idéologies de salut – panarabisme, nassérisme, socialisme arabe, etc. – qui étaient nées, deux décennies plus tôt, dans des circonstances semblables, après la *Nakba* de 1948³³.

Alors que les politiciens se bornaient à relever les dysfonctionnements ponctuels de l'appareil militaire – faiblesse du renseignement militaire, infériorité technologique de l'armement soviétique, état de préparation insuffisant des troupes – ou encore l'impéritie de chefs militaires corrompus comme le maréchal égyptien 'Abd al-Hakim 'Amer et les principaux généraux de son état-major, les intellectuels, eux, voyaient autre chose dans cette nouvelle « rechute » (ou *naksa*) : une manifestation supplémentaire du long processus de déclin des pays musulmans face à l'Occident, le sionisme n'étant, suivant l'idée communément admise, que le fer de lance avancé de l'impérialisme occidental. Les avis se partageaient entre deux camps. D'un côté, la gauche marxiste, réclamant plus de socialisme et plus d'esprit révolutionnaire ainsi que l'émergence d'un « nouvel homme » arabe, « nu devant l'histoire », selon les termes de Nadim Bitar³⁴, plus rationnel et moins superficiel que l'Arabe contemporain. Tirant à boulets rouges sur les régimes conservateurs de la région, il mettait sur un piédestal les combattants palestiniens et leurs amis gauchistes européens. De l'autre, le camp des déçus de la modernité occidentale et de toutes les idéologies nées des Lumières (*Nahda*) arabes qui s'en inspiraient, à commencer par le nassérisme et le ba'assisme. Partant de l'hypothèse qu'aucune solution « exogène » ne viendrait à bout des problèmes du monde arabe, ils dénonçaient l'« invasion culturelle » de l'Occident comme source principale de la décadence arabo-musulmane, et réclamaient, à l'instar de Mohammed Jalal Kishk³⁵, un renouveau d'« authenticité » et « un retour à l'islam » comme seuls remèdes à la crise qui ravageait le monde musulman depuis le début de la décolonisation. Cette crise, fit valoir Kishk, était aussi profonde que celles qui avaient suivi la conquête de la Palestine par les Croisés et l'entrée de Bonaparte en Égypte. Comme les précédentes, elle résultait d'une nouvelle croisade européenne, non plus au nom du glaive et de la croix, comme du temps de Saladin qui délivra l'islam de la première croisade, ou au nom de considérations militaires, politiques et économiques, comme lors de la seconde, conduite par Bonaparte, mais au nom d'objectifs culturels et idéologiques. Le but des Occidentaux était toujours le même, selon Kishk : la destruction des pays de l'islam, cette fois en y instillant des doctrines idéologiques

comme la laïcité, le marxisme et le nationalisme. Ils se faisaient aider, à l'occasion, par les cliques militaires au pouvoir qui étaient les derniers chantres de la modernité dans le monde arabe. Comme leurs éponymes des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles, ces nouveaux « Mamelouks » étaient dépourvus de toute sensibilité religieuse, car seul le contrôle du pouvoir les intéressait. Or, hier comme aujourd'hui, soutenait Kishk, le *Jihad* était la seule voie de salut pour les Arabes. L'Algérie en avait administré la preuve éclatante : seul l'islam l'avait aidée à préserver son intégrité morale et son identité spirituelle malgré cent trente années de colonialisme français qui avait perverti l'âme de générations entières d'intellectuels algériens.

Pour Kishk, autant que pour ses adversaires progressistes, la paix avec Israël était hors de question. Il n'en allait pas seulement de l'honneur arabe, mais bien de celui de l'islam en général car, comme l'expliquait au lendemain même de la guerre des Six Jours le recteur d'Al-Azhar aux participants à la Conférence islamique du Caire, la *naksa* « n'est pas tant un événement politique qu'une épreuve religieuse ». Par conséquent, rien n'était plus normal que le fait qu'un invité éminent comme Kamal Ahmed 'Awn de Tanta, dans une communication bourrée de références au Coran, au Talmud et aux *Protocoles des sages de Sion*, citât lors de cette conférence un vieil *hadith* selon lequel l'« heure » de la Résurrection ne viendrait pas avant la défaite définitive des Juifs par les musulmans. Cette tradition avait été « occultée » tant que les Juifs se conduisaient comme des *dhimmi*. Elle était redevenue « actuelle » depuis la naissance d'Israël : Dieu, ajouta l'orateur, a voulu révéler de cette façon aux musulmans la vilenie foncière des Juifs afin de les amener à réaliser au plus vite la prophétie contenue dans ce *hadith*³⁶.

En tout état de cause, à la suite de la mort de Nasser, 'Arafat avait perdu l'un de ses meilleurs soutiens et, faute de pouvoir compter sur le nouveau *Ra'is* égyptien, Anouar el-Sadate, ni moins encore sur celle du président syrien Hafez al-Assad, qui ne l'avait jamais porté dans son cœur, il se retira avec ses troupes de Jordanie et s'installa au Sud-Liban, dans ce que la presse nomma le « *Fatahland* ». Fidèle à lui-même, il allait y reproduire le même type d'actions et le même comportement qui lui avaient valu tant d'inimitiés en Jordanie. Critiqué néanmoins pour sa modération par ses rivaux du FPLP et du FDLP, le chef de l'OLP donna le feu vert à la création de l'organisation terroriste « Septembre noir ». Dirigée par l'un de ses plus proches compagnons du Fatah, Salah Khalaf, alias Abou Ayyad, elle signa, le 28 novembre 1971, son premier attentat : elle assassina au Caire le Premier ministre jordanien Wasfi Tall. Sous la pression des gouvernements arabes, l'organisation terroriste suspendit ses attaques contre le Jordanie et commença à adresser des lettres piégées à des

personnalités juives et israéliennes dans le monde, et même au président Nixon, au secrétaire d'État William Rogers et au secrétaire à la Défense Melvyn Laird. Le 8 mai 1972, ce fut le détournement d'un avion de la compagnie Sabena allant de Bruxelles à Tel-Aviv. Les pirates, qui appartenaient à « Septembre noir », le firent poser à l'aéroport de Lod et exigèrent la libération de centaines de prisonniers palestiniens en échange de celle des passagers. Leur demande fut rejetée, et les otages furent libérés par l'unité d'élite de la **Sayeret Matkal** commandée par le colonel Ehoud Barak. Un jeune soldat du nom de Benyamin Netanyahou fut blessé par une balle perdue au cours de cette opération spectaculaire. Trois semaines après, un groupe armé d'extrémistes japonais liés au FPLP atterrit à l'aéroport de Lod et tira sur les voyageurs, faisant des dizaines de morts et de blessés, dont un grand savant israélien de l'Institut Weizman. Ce cycle de violences culmina le 5 septembre, avec la prise en otage des sportifs de l'équipe israélienne aux Jeux olympiques de Munich. La police allemande des frontières tenta une opération de sauvetage qui échoua, provoquant la mort d'une vingtaine de personnes, dont les neuf otages israéliens et cinq de leurs ravisseurs palestiniens. Trois autres membres du commando furent blessés et capturés. Ils furent libérés deux mois plus tard en échange des passagers du vol de la Lufthansa Francfort-Beyrouth détourné par des hommes de « Septembre noir ».

La réaction israélienne au massacre de Munich fut rude. Après un raid de représailles contre les bases de l'OLP au Liban et en Syrie qui fit des dizaines de morts et de blessés, ordre fut donné au Mossad de découvrir et d'éliminer les dirigeants de « Septembre noir » et du FPLP. Une chasse à l'homme implacable commença dès le mois d'octobre en Europe et en Afrique du Nord, où furent liquidés les uns après les autres les principaux représentants de l'OLP, du FPLP et du FPLP-Commandement général, en Italie, en Suède, en France, en Grèce, à Chypre, en Libye et en Algérie.

Le 9 avril 1973, une action combinée du Mossad et de l'unité d'élite de la Sayeret Matkal appelée « Printemps de jeunesse » fut conduite, en plein centre de Beyrouth, par Ehoud Barak. Elle se termina par le démantèlement de plusieurs cellules palestiniennes et l'élimination de trois des principaux responsables de « Septembre noir ». Cette opération antiterroriste, la plus vaste jamais menée par Israël, fut suivie le 28 juin par l'élimination à Paris du chef présumé des opérations de « Septembre noir », l'Algérien Mohammed Boudia. Il restait encore à mettre la main sur Ali Hassan Salameh, le responsable de l'attentat de Munich. Le 21 juillet 1973, l'équipe du Mossad chargée de son élimination abattit par erreur, dans le petit village norvégien de Lillehammer, un serveur de café d'origine marocaine,

entraînant l'arrestation de cinq membres du commando israélien, dont deux femmes, par la police locale. Le 10 août, l'aviation israélienne intercepta dans l'espace aérien international un avion de ligne libanais qu'elle força à atterrir en Israël. D'après les renseignements fournis par le Mossad, Georges Habache devait s'y trouver. Aucun terroriste n'était à bord, et l'avion fut autorisé à repartir. Survenant quelques mois après la destruction, au-dessus du Sinaï, d'un Boeing libyen avec 108 passagers et membres d'équipage, ce nouvel incident valut à l'État hébreu de très vives critiques dans le monde. À la suite de cet épisode et de celui de Lillehammer, le Mossad suspendit pour un temps ses opérations contre « Septembre noir » et le FPLP. Elles reprendraient de plus belle après la guerre du Kippour, avec l'élimination en 1979 de Hassan Salameh, puis celle, la même année, d'Abou Daoud et de Salah Khalaf, alias Abou Ayyad, l'adjoint d'Arafat.

L'imprévisible Anouar el-Sadate

Peu connu hors du monde arabe avant son accession au pouvoir, tout le monde s'accordait à considérer le nouveau *Ra'is* Anouar el-Sadate comme un « président de transition ». Mais, trois mois après son entrée en fonctions, il créa la surprise en soumettant au chargé d'affaires américain une proposition visant à la réouverture du canal de Suez en échange du retrait des forces israéliennes à une quarantaine de kilomètres de la voie d'eau. C'était une « initiative de paix » qu'il réitéra publiquement, le 4 février 1971, devant l'Assemblée nationale égyptienne. L'idée de ce désengagement partiel avait été émise à l'origine par Moshe Dayan qui, le 4 septembre 1970, avait soumis un plan dans ce sens à Golda Meir. Craignant la reprise des hostilités et l'approfondissement de la présence soviétique, il pensait qu'un accord intérimaire permettant à l'Égypte de reprendre possession du Canal et de repeupler ses villes éloignerait le risque d'une nouvelle guerre et rendrait plus facile, dans le futur, l'ouverture de négociations globales entre les deux pays. Le plan fut accueilli « fraîchement » par le Premier ministre ainsi que, semble-t-il, par Kissinger, que Dayan rencontra peu de temps après à Washington. En pleine guerre du Vietnam, la réouverture du canal de Suez risquait d'être utilisée par les Soviétiques pour intensifier leurs envois d'armes aux communistes vietnamiens.

Mais, par une étonnante coïncidence, Gunnar Jarring, que personne ne s'était soucié de mettre au courant des dernières initiatives du président Sadate, adressa, le 8 février 1971, à Israël et à l'Égypte un « questionnaire » pour le moins inattendu. À l'Égypte, il demandait si elle était prête à faire la paix avec Israël si ce dernier retirait ses forces jusqu'aux anciennes frontières internationales, et à l'État hébreu s'il acceptait d'effectuer un tel retrait en échange de la paix.

Israël avait donc désormais à fournir deux réponses : l'une à Sadate, l'autre à Jarring. Ce double exercice était d'autant plus complexe que, le 17 février, l'Égypte prit de vitesse Israël en annonçant à Jarring qu'elle était prête à prolonger le cessez-le-feu sur le Canal et à entamer des négociations de paix avec l'État hébreu en

échange de l'évacuation de la bande de Gaza et du Sinaï. C'était la première fois dans l'histoire du conflit israélo-arabe qu'un État arabe déclarait ouvertement qu'il était disposé à engager des pourparlers de paix avec Israël. L'Égypte espérait une « paix juste et durable », précisait le document, à condition que l'État hébreu se retire de tous les autres territoires occupés en juin 1967 et qu'il s'engage à résoudre le problème des réfugiés. Ces restrictions débordaient largement du cadre restreint du questionnaire Jarring, mais n'enlevaient rien cependant au fait nouveau que les Égyptiens répondaient favorablement à l'une des revendications majeures d'Israël : l'engagement de faire la paix avec lui.

Fort de la réponse égyptienne, Jarring fit un pas supplémentaire en présentant aux deux parties un projet de règlement global du conflit qui reprenait à son compte la plupart des composantes du plan Rogers, à savoir le retrait israélien jusqu'à la frontière internationale en échange de la démilitarisation par l'Égypte des zones évacuées ; la liberté de navigation pour les bateaux israéliens dans le détroit de Tiran et le canal de Suez ; et la signature d'un accord de paix dans un délai de cinq ans, incluant la reconnaissance d'Israël, la fin de l'état de belligérance et la cessation des attaques terroristes contre Israël à partir des pays voisins. Le Caire accepta rapidement le plan Jarring. Au pied du mur, Israël, au lieu de prendre la balle au vol et affirmer sa volonté de poursuivre le dialogue avec l'Égypte sur la question des frontières et celle des réfugiés, répondit de façon évasive au médiateur international : « un document décousu dont la longueur n'avait d'égale que l'imprécision », constata avec amertume l'ambassadeur Rabin³⁷, dans lequel l'État hébreu proclamait qu'il ne retournerait jamais aux frontières du 5 juin 1967.

La diplomatie israélienne n'était pas pour autant au bout de ses peines. Il lui fallait encore répondre à Sadate et à sa proposition du 4 février de désengagement limité. Elle fut présentée, le 22 mars, au Cabinet. Dayan, qui n'avait jamais été un grand partisan de la présence militaire israélienne à proximité du canal de Suez, y était favorable, en échange d'« un peu moins que la paix », c'est-à-dire la fin de l'état de belligérance et la démilitarisation de la zone évacuée. Cela ne l'empêchait pas de déclarer dans un même souffle : « Je préfère Charm el-Cheikh sans la paix que la paix sans Charm el-Cheikh. » Plus directe que jamais, Golda avait déclaré quelques jours auparavant qu'en échange d'un accord de paix Israël exigerait la démilitarisation du Sinaï, le maintien d'une liaison terrestre entre Eilat et Charm el-Cheikh ainsi que l'annexion des hauteurs du Golan et de Jérusalem³⁸.

Le Cabinet ne rejeta pas le principe de désengagement partiel, mais, à cause des tiraillements entre Moshe Dayan, Yigal Allon, Israël Galili et Pinhas Sapir et des réserves du chef d'état-major, le général

Bar-Lev, la proposition de Dayan d'accepter un retrait d'une vingtaine de kilomètres ne fut pas retenue. Lâché par le Premier ministre, celui-ci ne revint pas à la charge et n'essaya pas de faire accepter son point de vue par le gouvernement, au grand dam d'Abba Eban, qui estima après coup que, si Dayan avait été écouté, Israël aurait évité la guerre du Kippour : « Ce fut l'une des rares fois, témoigna-t-il, où lui et moi avons été du même côté de la barrière³⁹. » Comme Rabin le craignait, la réponse de Jérusalem à l'initiative de Sadate déplut fortement aux Américains, excédés par le « jeu de cache-cache » du gouvernement israélien qui, par son intransigeance, avait déjà fait capoter la mission Jarring et le premier plan Rogers⁴⁰. L'ambassadeur, qui eut beaucoup de mal à cacher sa réprobation de la politique de son gouvernement, fut vertement remis à sa place par Golda Meir quand il se crut autorisé à confier à Kissinger qu'Israël finirait par accepter de retirer ses troupes à une trentaine de kilomètres du Canal.

De fait, depuis la fin de la guerre d'usure, Israël vivait dans un état d'insouciance que seul le terrorisme palestinien dérangeait. Coïncidant avec la venue de dizaines de milliers d'immigrants soviétiques, l'année 1971 et celle qui la suivit furent des années particulièrement fastes pour l'économie du pays, qui connut un taux de croissance sans pareil, oscillant entre 11 et 13 %. Tirant la leçon de l'embargo français et craignant une trop grande dépendance envers les États-Unis, le gouvernement investit beaucoup de moyens dans le développement de l'industrie militaire qui, outre la construction de vedettes lance-missiles Reshef et de patrouilleurs Dabour, se lança dans la fabrication d'avions de chasse dérivés du Mirage français, ainsi que de missiles air-air et mer-mer et de fusées à moyenne portée⁴¹. Une partie de la production des industries d'armement était destinée à l'exportation, tandis que de nombreux officiers, profitant du renom de Tsahal, quittaient l'armée pour une nouvelle carrière de consultants militaires à l'étranger et de marchands d'armes qui leur assura une fortune quasi immédiate.

Les États africains comptaient parmi les meilleurs clients de l'industrie militaire israélienne et, parmi ceux-ci, une place à part fut détenue par l'Ouganda, dont le président, l'ineffable Idi Amin Dada, fut un grand ami d'Israël avant de tourner casaque et de rallier la cause arabe. Délaisés par Eban, qui ne s'était jamais beaucoup intéressé au continent noir, les pays africains étaient en effet l'objet de toutes les attentions des États arabes, qui pointaient du doigt les bonnes relations de l'État hébreu avec le régime sud-africain de l'apartheid pour dénoncer la « colonisation » par Israël des territoires occupés et bénéficier du soutien des représentants africains à l'ONU.

En 1971, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) envoya au Moyen-Orient une mission de bonne volonté composée des quatre

présidents du Cameroun, du Nigeria, du Zaïre et du Sénégal pour trouver une solution. Reçus par les dirigeants de la région, les quatre présidents publièrent un rapport peu amical pour Israël. C'était un prélude à la cascade des ruptures diplomatiques entre les États africains et Israël dès le printemps de l'année suivante ; la Guinée avait donné le signal immédiatement après la guerre des Six Jours. Ensuite, en mars 1972, ce furent l'Ouganda puis le Tchad et le Congo et, quelques mois plus tard, la plupart des États africains.

La situation diplomatique d'Israël restait néanmoins solide dans les Amériques et en Europe occidentale, sauf en France, où l'Élysée et le Quai d'Orsay s'ingéniaient depuis la guerre des Six Jours à faire oublier les rapports particulièrement cordiaux qui avaient existé entre Paris et Jérusalem dès le milieu des années 1950. Marquée en novembre 1967 par la condamnation par le général de Gaulle du peuple juif – « peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » –, la détérioration des relations franco-israéliennes s'était aggravée, en décembre 1968, à la suite du raid israélien sur l'aéroport de Beyrouth, en riposte à une attaque palestinienne contre un appareil d'El Al en escale à Athènes. De Gaulle avait alors décrété un embargo total sur les armes à destination d'Israël, ce qui n'empêcherait pas son successeur, Georges Pompidou, de vendre à l'ennemi implacable de l'État hébreu, la Libye, au début de l'année 1970, 110 chasseurs-bombardiers Mirage V et 200 chars de combat. Peu de temps auparavant, ç'avait été la rocambolesque affaire des vedettes de Cherbourg qui n'avait pas arrangé les choses entre les deux pays. Commandées par Israël en avril 1967, elles avaient, déjouant l'embargo français, appareillé clandestinement dans la nuit du 24 au 25 décembre 1969, avec à leur bord 150 marins et officiers israéliens.

Déçu par le rejet israélien de sa proposition de désengagement partiel, Sadate proclama que 1971 serait une « année de décision », et que l'Égypte était prête à sacrifier un million d'hommes pour récupérer ses territoires perdus. Dans cette perspective, il pressa les Soviétiques de lui livrer de nouvelles armes, et plus particulièrement des missiles balistiques Scud. Moscou fit la sourde oreille, guère enchantée par l'éventualité d'une nouvelle guerre au Moyen-Orient qui se terminerait comme les précédentes par une défaite arabe. L'« année de décision » s'achevant comme elle avait commencé, Sadate devint la risée de ses adversaires, à l'intérieur comme à l'extérieur de son pays.

L'année suivante s'ouvrit avec le premier voyage en Chine d'un président américain : Richard Nixon. C'était un événement de portée exceptionnelle qui eut pour effet collatéral de « détendre » les relations entre l'URSS et les États-Unis. Craignant en effet de faire les frais du rapprochement entre Pékin et Washington, le Kremlin proposa

la tenue à Moscou d'un sommet soviéto-américain, qui eut lieu en mai. Richard Nixon et Leonid Brejnev y évoquèrent longuement le conflit israélo-arabe et, à l'issue de leurs conversations, demandèrent aux pays de la région d'éviter toute action unilatérale. Ce communiqué déplut considérablement à Sadate, qui savait fort bien par ailleurs que, les élections présidentielles approchant, Nixon allait éviter par tous les moyens de fâcher Israël. Il avait vu juste, car, aussitôt après son retour de Moscou, le président annonça sa décision de fournir à Israël de nouveaux appareils Phantom et Skyhawk, comme il l'avait promis à Golda lors de sa troisième visite à la Maison-Blanche le 10 décembre 1971. Mme Meir n'avait pas caché sa satisfaction en entendant le président américain lui affirmer que Washington avait renoncé pour le moment à ses efforts pour aboutir à un règlement global du conflit israélo-arabe. Sceptique comme toujours sur les intentions de paix du président égyptien, elle avait expliqué à son retour à Jérusalem que, pour Sadate, la paix n'était rien d'autre qu'une étape transitoire avant la reprise des combats⁴². Et, dans son message de vœux au général David (Dado) Elazar qui, en janvier 1972, succéda à Haïm Bar-Lev en tant que chef d'état-major général, elle rappela que les Arabes refusaient toujours d'engager des négociations sérieuses avec Israël.

Entre-temps, gouvernement et opinion étaient préoccupés par les agissements des organisations palestiniennes qui, depuis leur passage au Liban, avaient intensifié leurs raids et leurs attentats contre des cibles israéliennes et juives. Néanmoins, en Cisjordanie, les élections municipales organisées par Dayan connurent un grand succès : 84 % des personnes en âge de voter y prirent part, chiffre sans précédent dans l'histoire des élections palestiniennes, où le nombre des votants sous le régime jordanien avait dépassé à peine 53 % en 1963. Le ministre de la Défense avait toutes les raisons d'être satisfait : hormis la bande de Gaza, où le commandant de la région Sud, le général Ariel Sharon, réprimait très sévèrement tout agissement subversif, le calme régnait partout dans les territoires occupés, et 100 000 Palestiniens (soit 10 % des habitants) travaillaient en Israël. L'occupation israélienne semblait être là pour durer indéfiniment.

Cela n'était pas pour calmer les appréhensions du roi Hussein qui, pour contrer les visées israéliennes et les ambitions palestiniennes, préconisa en mars 1972 la création d'un Royaume arabe uni qui regrouperait, sous son égide, la Transjordanie, la Cisjordanie et la bande de Gaza. Ce plan fut condamné par l'OLP et rejeté d'un revers de main aussi bien par l'Égypte, qui rompit aussitôt ses relations avec lui, que par Israël qui, en réaction, accrut le nombre des colonies juives dans les territoires occupés. Une quarantaine de points de peuplement furent alors créés. Ces derniers étaient dispersés au hasard dans des régions inhabitées aussi bien qu'à l'intérieur de zones à forte

densité démographique arabe (sur le plateau du Golan et à l'entrée du Sinaï, ainsi qu'en Cisjordanie et dans la bande de Gaza). Sept mille personnes environ y seraient logées jusqu'en 1973, majoritairement des religieux, mais aussi des laïcs nostalgiques de l'épopée des pionniers socialistes des années 1920 et 1930.

Plus populaire que jamais, Dayan obtint du parti travailliste l'ajout, dans son programme électoral d'octobre 1973, de l'édification de deux centres urbains sur le plateau du Golan et à Charm el-Cheikh ainsi que l'ouverture d'un port maritime en eau profonde, appelé « Yamit », entre Rafah et El-Arish. À l'entendre, la paix n'était même plus envisageable avec les États arabes : au Liban, expliquait-il, il n'y avait personne à qui parler ; avec la Syrie, il n'y avait rien à discuter ; et avec la Jordanie, il y avait bien des discussions avec le roi Hussein mais sans le moindre résultat. Quant à l'Égypte, Dayan considérait comme inévitable la reprise des hostilités à plus ou moins brève échéance avec ce pays. Elles éclateraient quand Sadate aurait la certitude que son armée soit en mesure de franchir massivement le Canal, et que ses forces aériennes eussent la possibilité de neutraliser à temps l'aviation israélienne. De fait, depuis le rejet de son plan de désengagement partiel, le président égyptien s'était lancé dans une campagne de désinformation destinée à faire croire à l'État hébreu qu'il n'avait ni le désir ni les moyens d'engager son pays dans une nouvelle aventure guerrière. Ainsi, le 11 juillet 1972, il créa la surprise en décidant de renvoyer chez eux les 15 000 conseillers militaires et soldats soviétiques servant aux côtés de son armée. N'en revenant pas, les responsables militaires israéliens en conclurent que le président égyptien avait renoncé à l'option militaire, étant entendu qu'il ne tenterait aucune action d'envergure sans les pilotes et les techniciens russes qui actionnaient ses missiles et faisaient voler ses avions. Ce fut une grave erreur d'interprétation qui remplit d'aise le *Ra'is*⁴³.

S'agissant des Soviétiques auxquels Sadate reprochait, entre autres, de refuser de lui livrer les armes modernes dont il avait besoin, son coup d'éclat eut des résultats aussi rapides qu'inespérés : craignant de perdre leur position de force dans la région, ils acceptèrent dès le mois d'août de lui fournir, dans un délai d'un an, d'énormes quantités d'armes qu'ils lui avaient longtemps refusées : des missiles balistiques sol-sol Scud, des missiles antichars Sagger, des chasseurs Mig-25, des bombardiers Soyouz-22, ainsi que le nouveau char T-62. C'était un arsenal impressionnant que le chef des opérations, le général Gamassi, compléta par l'acquisition, en Allemagne et en Grande-Bretagne, de 450 puissants canons hydrauliques, destinés à pulvériser les remblais de la ligne Bar-Lev.

Quant aux Américains, absorbés par leur campagne électorale, ils

attendirent la réélection triomphale du président Nixon le 7 novembre 1972, puis la conclusion le 27 janvier 1973 des accords de Paris qui mirent fin à la guerre du Vietnam, pour accorder à nouveau leur attention aux affaires du Moyen-Orient. Le 25 février, Kissinger rencontra ainsi à Paris Hafez Isma'il, le conseiller à la Sécurité nationale du président Sadate, qui lui laissa entendre que Le Caire était disposé à signer un accord séparé avec Israël basé sur le principe « souveraineté contre sécurité ». En d'autres termes, il proposait la reconnaissance de la souveraineté égyptienne sur l'ensemble du Sinaï et l'acceptation par l'Égypte d'une présence militaire israélienne sur des points d'importance stratégique bien définis.

Craignant de nouvelles pressions américaines, Golda Meir accourut le 28 février à Washington. L'atmosphère y était franchement mauvaise après l'interception par Israël quelques jours auparavant d'un Boeing 727 libyen qui s'était écrasé au sol avec à bord 106 passagers et membres d'équipage. Selon Rabin, qui assista aux entretiens⁴⁴, aucune des explications que le Premier ministre donna au président Nixon et aux membres de la commission des Affaires étrangères du Sénat – entre autres, la crainte d'une possible attaque suicide d'un avion bourré d'explosifs au-dessus de Tel-Aviv ou de Dimona – ne leur parut convaincante :

Nous n'étions pas d'humeur à courir des risques – bien que nous l'eussions fait, leur dit-elle, si nous avions eu la moindre indication sur la présence de passagers à bord de l'appareil en question. Mais le pilote libyen avait fait la sourde oreille à toutes nos tentatives d'identification, ainsi qu'il fut prouvé ensuite, lorsqu'on eut retrouvé la « boîte noire »⁴⁵.

Pour se sortir d'affaire, Golda affirma au président américain qu'elle ne s'opposait plus au plan de désengagement partiel proposé par Sadate et suggéré par Dayan. Ce changement d'attitude venant trop tard, Kissinger ne prit même pas la peine de le transmettre aux Égyptiens. Quoi qu'il en soit, à son retour en Israël, Mme Meir fut en mesure d'annoncer à ses ministres que le président avait accepté de renflouer les arsenaux de Tsahal. C'était le prix de son acceptation de discuter des nouvelles propositions égyptiennes que Hafez Isma'il devait soumettre en mars à Kissinger. Cette rencontre que les Égyptiens reportèrent en mai n'eut finalement jamais lieu, après que le président Sadate eut choisi définitivement l'option militaire.

Quant à l'affaire du Boeing libyen, entrant dans une colère folle le colonel Kadhafi avait envisagé de réagir et demandé au commandant d'un sous-marin égyptien en rade à Tripoli de détruire en pleine mer le *Queen Elizabeth II*. Le paquebot était parti le 15 avril

de Southampton à destination d'Ashdod, avec à son bord de nombreux amis et gros donateurs d'Israël invités à assister aux festivités du 25^e anniversaire de l'État hébreu. Informé par le commandant de sa marine, Sadate eut le plus grand mal à faire changer d'avis le bouillant colonel libyen, dont la réaction intempestive risquait de faire échouer ses propres plans contre Israël⁴⁶. Le président égyptien venait justement d'annoncer le 3 mars à la direction de son parti, l'Union socialiste arabe, sa décision de faire la guerre à Israël. Quelques jours plus tard, il se rendit à Damas, où il mit au point avec le président Hafez al-Assad les détails d'une offensive combinée égypto-syrienne sur le Golan et le Sinaï avant la fin de l'année 1973⁴⁷. Le Mossad en eut vent et, dès le 18 avril, Golda réunit son cabinet restreint pour décider de la marche à suivre. Outre le chef du Renseignement militaire (*Aman*), le général Elie Ze'ira, qui mit en doute l'authenticité de l'information, tous les participants à la réunion, le chef d'état-major Elazar en tête, estimèrent que le risque d'une nouvelle guerre était réel. Abondant dans ce sens, Dayan ajouta que, selon lui, les hostilités reprendraient dans un mois ou à la fin de l'été au plus tard⁴⁸. Ni l'un ni l'autre cependant ne préconisèrent de mesures spéciales. Ils avaient la certitude que si les Égyptiens franchissaient le Canal et que les Syriens déferlaient sur le Golan, ils seraient battus à plate couture en quelques heures⁴⁸.

Dès lors, nul besoin de dépêcher des renforts le long des frontières. Les trois cents tanks installés aux abords du Canal et la centaine d'autres sur le Golan suffisaient pour mettre en échec toute offensive arabe : « La vérité, témoigna plus tard le chef du Mossad, Zvi Zamir, c'est que nous croyions les Arabes incapables de nous surprendre⁴⁹. » Cette opinion avait cours également à Washington où, pas plus qu'à Jérusalem, on ne prenait pas très au sérieux le président Sadate. Sans éveiller le moindre soupçon, celui-ci pouvait de la sorte envoyer Hafez Isma'il, son conseiller à la Sécurité, discuter de paix à Washington et, en même temps, charger son nouveau ministre de la Guerre, le général Hafez Ismail Ali, de signer à Moscou le plus fort contrat de livraison d'armes jamais conclu avec l'URSS. Ce n'était pas tout : depuis plusieurs jours, le chef d'état-major général égyptien, le général Sa'ad al-Din Shadhli, faisait la tournée des capitales arabes pour informer leurs dirigeants de la décision de son président et de celle du Syrien Assad de rouvrir les hostilités contre Israël. Il le fit également pour s'assurer de leur appui diplomatique, financier et militaire en cas de guerre. En outre, pour pallier les insuffisances de son aviation depuis le départ des conseillers soviétiques, Sadate avait fait appel à des pilotes de Mig-21 et à des contrôleurs de l'air nord-coréens, ainsi qu'à une « brigade aérienne internationale » composée notamment de Mirage libyens et de Hunter irakiens, arrivés sur place

dès la fin 1972. Quant au roi Hussein, échaudé par son expérience de 1967 à l'issue de laquelle il avait perdu la moitié de son royaume en se joignant à Nasser, il déclina cette fois l'invitation de Sadate et resta en dehors de l'alliance égypto-syrienne. Le *Ra'is* ne lui en tint pas rigueur et encouragea même le président Assad à renouer des contacts avec le roi. Sadate lui-même avait repris en juin ses relations diplomatiques avec la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne fédérale :

Tout cela faisait partie de la stratégie que j'avais élaborée : il fallait que la situation nous fût favorable sur le plan arabe, sur le plan africain..., sur la scène internationale et parmi les pays non alignés qui se réunissaient en septembre 1973 à Alger [...] Le fait que toutes ces réunions eussent précisément lieu en 1973 fut pour moi, littéralement, un don de Dieu⁵⁰.

L'activité diplomatique débordante égyptienne à l'étranger était jointe à une accélération des préparatifs militaires sur place. En mai, l'ampleur des concentrations de troupes égyptiennes sur la rive ouest du Canal fut telle que le gouvernement israélien décréta la mobilisation générale des réservistes, ce qui paralysa pendant plusieurs jours l'économie du pays et coûta des millions de dollars au Trésor public. La décision avait été prise contre l'avis du chef du Renseignement militaire, qui estimait que le président Sadate ne voulait rien d'autre que tester la réactivité de Tsahal. Ayant vu juste, ses pronostics allaient désormais s'imposer à tous comme des évidences. Intelligent mais orgueilleux à l'excès, le général Ze'ira se targuait de pouvoir alerter le haut-commandement cinq à six jours avant le début des hostilités et, dans le pire des scénarios, quarante-huit heures avant leur déclenchement. Le seul en mesure de lui apporter la contradiction était Zvi Zamir mais, depuis l'incident calamiteux de Lillehammer, les estimations du Mossad avaient beaucoup perdu de leur crédit. Zamir pouvait pourtant se prévaloir des services inestimables d'une « taupe » égyptienne particulièrement bien placée : Ashraf Marwan, époux de l'une des filles de Nasser. Chargé de la sécurité personnelle du président Sadate, il aurait travaillé en même temps pour la CIA. Dans ces conditions, il n'y avait aucune raison de douter des estimations des services secrets qui étaient largement répercutées dans la presse. L'esprit tranquille, les Israéliens pouvaient dormir sur leurs deux oreilles et célébrer, le 5 mai, le 25^e anniversaire de la naissance de leur État. Un impressionnant défilé militaire fut organisé à cette occasion à Jérusalem en présence de David Ben Gourion – que l'on vit pour la

dernière fois en public.

Pour tromper la vigilance des Israéliens, les Égyptiens continuaient de distiller de temps à autre dans la presse arabe et internationale, de fausses nouvelles sur le mauvais état de leur matériel soviétique et le moral défaillant de leurs soldats et leurs officiers. Sadate lui-même évitait de parler de guerre dans ses discours publics. Une omission interprétée dans les médias israéliens comme un aveu d'impuissance face à l'État hébreu. Sans crainte, les journaux israéliens pouvaient dès lors consacrer leurs gros titres et leurs reportages à des sujets domestiques de tout repos, tels que l'entrée en politique, début juillet, du général Ariel Sharon qui, désespérant d'accéder aux fonctions de chef d'état-major général, avait démissionné avec fracas de l'armée, sans que ni Golda ni Dayan n'esquissassent le moindre geste pour le retenir. Mais, au lieu d'adhérer au parti travailliste, comme ses antécédents familiaux l'y invitaient, le célèbre baroudeur de l'unité 101 choisit d'entrer au Gahal où, avec la bénédiction de Begin, il sonna le rappel de toutes les organisations de droite qu'il fédéra au sein d'une nouvelle formation : le **Likoud**. Outre les deux grandes composantes du Gahal – Hérout et parti libéral –, celui-ci incluait désormais les dissidents révisionnistes de la Liste nationale menée par Shmuel Tamir, le dernier carré des partisans de Ben Gourion qui avaient refusé de retourner dans le bercail travailliste, ainsi que quelques adhérents de gauche au mouvement du Grand Israël. Vétéran de toutes les guerres de l'État hébreu, Sharon était loin de s'imaginer qu'en moins de trois mois il allait être rappelé sous les drapeaux pour mener ses hommes dans une nouvelle guerre. Pour lui comme pour l'ensemble de ses compatriotes, la supériorité militaire d'Israël sur ses voisins ne faisait pas l'ombre d'un doute. La facilité avec laquelle, à la mi-septembre, les avions israéliens abattirent en quelques minutes douze Mig syriens au-dessus du littoral libanais en était la preuve : « Les frontières d'Israël sous Golda sont plus sûres qu'à l'époque du roi David », titrait sans rougir le quotidien *Yediot Ahronot* dans un numéro spécial à l'occasion de la fête de *Rosh ha-Shana*, le Nouvel An juif. La seule inquiétude qui tarabustait les stratèges israéliens était l'imminence d'une « crise du pétrole » consécutive à l'augmentation de la demande occidentale en produits énergétiques et à l'utilisation probable par les Arabes de l'arme du pétrole afin de forcer les États-Unis à faire pression sur Israël.

Du côté arabe, le déclenchement des hostilités avait été fixé dès la mi-août par Sadate et Assad au 6 octobre, dixième jour du Ramadan et fête solennelle juive du *Kippour* (ou « Grand Pardon ») au cours de laquelle Tsahal avait l'habitude de permettre à une bonne partie de ses soldats de quitter leurs casernes et leurs positions pour passer la

journée dans leurs familles. Le pays entier était plongé dans une paralysie quasi totale ce jour-là : pas de transports publics, de radio, de journaux, de télévision, et tous les services publics, les bureaux, les commerces, les écoles, les restaurants et les cafés fermés pendant vingt-quatre heures. La CIA avait eu vent de ces bruits de guerre, mais les avait jugés peu concluants. Nommé le 22 septembre à la tête du département d'État, Henry Kissinger était d'ailleurs persuadé que rien de nouveau ne pouvait survenir dans la région avant les élections israéliennes d'octobre 1973. Le 25, il le répéta aux ambassadeurs arabes venus le féliciter et s'enquérir auprès de lui d'une éventuelle relance de la médiation américaine au Proche-Orient⁵¹. Il ferait montre de la même sérénité lors de sa rencontre avec Abba Eban à New York le 4 octobre, soit quarante-huit heures avant le déclenchement des hostilités⁵².

Ce même 25 septembre, le roi Hussein demanda à rencontrer d'urgence Golda Meir. Arrivé à bord d'un hélicoptère militaire israélien à Tel-Aviv, il informa le Premier ministre du redéploiement « offensif » de l'armée syrienne sur le Golan qui présageait, à son avis, l'imminence d'une attaque contre Israël. Lorsque Golda demanda si Assad partirait en guerre seul, sans l'Égypte, le monarque hachémite répondit par la négative, n'imaginant pas un seul instant la Syrie entrant en guerre sans l'Égypte. Golda appela aussitôt Dayan, qui à son tour en référa au chef du Renseignement militaire. Toujours droit dans ses bottes, Ze'ira n'accorda pas foi à l'avertissement du roi. Mais Dayan ne fut pas tranquilisé. D'ailleurs, il ne comprenait pas pourquoi les Syriens n'avaient pas réagi à la destruction de leurs avions le 13 septembre. Certes, il ne croyait pas la guerre proche, mais pensait que, si les Syriens devaient agir, ce serait au cours du long week-end de *Rosh ha-Shana*, qui devait commencer le surlendemain 27 septembre.

Inquiet, le ministre se rendit aussitôt sur le Golan, où le commandant de la région Nord, le général Itzhak Hofi, lui brossa un tableau plutôt pessimiste de la situation, ne lui cachant pas que ses troupes auraient beaucoup de mal à stopper les Syriens qui, depuis le mois d'août, avaient installé un dispositif très dense de missiles sol-air couvrant tout l'espace aérien du plateau. Les Égyptiens en avaient fait autant le long de la rive occidentale du Canal et, de la sorte, empêchaient tout survol de la voie d'eau par les avions israéliens. Ces indices alarmants firent hésiter Golda avant de décider de se rendre le dimanche 30 septembre à Strasbourg à l'invitation du Conseil de l'Europe⁵³. Durant le long week-end du Nouvel An, les Israéliens avaient pour habitude d'encombrer par milliers les routes conduisant aux parcs et aux plages de la Méditerranée, du lac de Tibériade et de la mer Morte, ainsi qu'aux villages balnéaires de la mer Rouge :

Noueba, Dahab et Charm el-Cheikh. La veille de son départ, le Premier ministre apprit avec stupeur que deux individus armés, appartenant aux « Aigles de la Révolution palestinienne », étaient montés à bord d'un train transportant des réfugiés juifs soviétiques pour les empêcher d'arriver en Israël. Transitant par Prague, le Chopin-Express effectuait un premier arrêt à la frontière autrichienne, où des représentants de l'Agence recensaient les réfugiés puis les accompagnaient jusqu'à Vienne, où ils étaient conduits au camp de transit du château de Schoenau, d'où ils étaient ensuite acheminés en Israël. C'est au cours de cet arrêt que les deux terroristes arabes, téléguidés selon toute vraisemblance par les services syriens, firent irruption dans le train et prirent en otage sept émigrants et un douanier autrichien qu'ils menacèrent d'exécuter si les autorités autrichiennes ne fermaient pas le camp de Schoenau et ne cessaient pas leur assistance aux Juifs venant d'URSS. Le chancelier autrichien Bruno Kreisky céda sur-le-champ : les otages furent libérés et leurs ravisseurs renvoyés en Libye, à la grande joie de Kadhafi et de toute la presse arabe qui accueillit la nouvelle comme une grande victoire contre le sionisme.

Le lundi 1^{er} octobre, à peine eut-elle fini de parler devant le Conseil de l'Europe de la question des Juifs d'URSS et de l'attitude du gouvernement autrichien dans l'affaire de Schoenau, que le Premier ministre reçut un message inquiétant d'Israël Galili lui demandant de consacrer dès son retour une « conversation sérieuse » à la situation sur le plateau du Golan. Elle lui répondit qu'elle rentrerait sans faute le lendemain. Mais, au lieu de s'envoler directement pour Tel-Aviv, elle décida de faire un détour par Vienne pour essayer de faire revenir sur sa décision le chancelier Kreisky, dont elle connaissait pourtant l'aversion pour Israël malgré ses origines juives. « Nous appartenons à deux univers différents », lui déclara-t-il d'emblée, avant de rejeter sèchement sa demande : « Je ne veux pas être responsable de la moindre effusion de sang sur le sol autrichien. Il faut prendre d'autres dispositions⁵⁴. » « Il ne m'a même pas offert un verre d'eau », déclara-t-elle aux journalistes qui l'attendaient nombreux à l'issue de son entretien avec le chancelier. Elle prit ensuite l'avion pour Tel-Aviv en compagnie de quatre-vingts réfugiés soviétiques passés par Schoenau. À sa descente d'avion dans la nuit du 2 au 3 octobre, Dayan lui communiqua les derniers rapports – dont un émanait de la CIA – faisant état de mouvements de troupes syriennes et égyptiennes. Le lendemain, en fin de matinée, elle réunit ses principaux ministres ainsi que les chefs de l'armée et constata que les pronostics n'avaient pas beaucoup changé depuis son départ en voyage. Il n'y avait pas d'offensive combinée égypto-syrienne en vue ni de risque d'une attaque isolée du côté de la Syrie. Quant aux concentrations et aux mouvements de troupes égyptiennes, lui expliqua à nouveau le chef

du Renseignement militaire, elles étaient probablement liées aux manœuvres saisonnières qui se déroulaient à cette même époque de l'année⁵⁵. La seule voix dissonante fut celle de Zvi Zamir, le chef du Mossad : se fiant à ses propres sources, il avait la certitude que l'Égypte et la Syrie allaient ouvrir le feu incessamment.

Dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 octobre, plusieurs navires de guerre soviétiques stationnés à Alexandrie, Marsa Matrouh et Port-Saïd prirent le large avec à leur bord les familles des conseillers russes servant en Égypte. Informée le lendemain de ce nouveau développement qui lui rappela ce qui s'était passé à la veille de la guerre des Six Jours, Golda demanda leur avis au chef d'état-major et au chef du Renseignement militaire, qui l'apaisèrent en lui affirmant que Tsahal avait été placée en état d'alerte maximal. La fête du Kippour commençait en début de soirée et, comme tous ses concitoyens, Golda rentra chez elle, plus tôt que d'habitude, ce vendredi 5 octobre : elle avait eu le temps de demander à son ambassadeur Simha Dinitz d'informer Kissinger de la gravité de la situation et de l'enjoindre de souligner auprès des Soviétiques et de leurs amis arabes qu'Israël n'avait aucune visée agressive, mais qu'il réagirait avec fermeté et de toutes ses forces en cas d'attaque ennemie. Le secrétaire d'État ne prendrait connaissance du message que le lendemain. Quant au général Ze'ira, toujours confiant et plein d'assurance, il assena à Lou Kedar, la fidèle secrétaire de Golda, avant de quitter le bureau du Premier ministre : « Ne vous en faites pas. Il n'y aura pas de guerre⁵⁶. » Tard dans la soirée, le quartier général du Mossad reçut d'Ashraf Marwan – sa source la plus fiable au Caire – un message annonçant que l'Égypte et la Syrie s'apprêtaient à attaquer Israël. À sa demande, Zvi Zamir prit immédiatement l'avion pour Londres où il rencontra, vers minuit, l'agent égyptien qui lui annonça que la guerre éclaterait dans la journée du lendemain, vers 18 heures. Zamir téléphona aussitôt à Ze'ira, qui se montra sceptique, tout comme Dayan. Seul Elazar crut en l'exactitude du message et pensa que la guerre était imminente. Pour des raisons bureaucratiques, le Premier ministre n'en fut informé qu'à 4 heures du matin par son attaché militaire.

Golda convoqua quatre heures plus tard ses ministres : le chef d'état-major général recommanda la mobilisation immédiate de l'armée de l'air et le rappel de l'ensemble des 200 000 réservistes. Dayan s'y opposa et proposa de n'en rappeler que 50 000, soit deux divisions seulement. Elazar voulut aussi prendre les devants et procéder sur-le-champ à une attaque aérienne préventive contre les positions égyptiennes et syriennes. Dayan était contre. Ces divergences de fond entre le ministre et le chef d'état-major tendirent l'atmosphère déjà explosive et eurent pour conséquence de retarder de plusieurs

heures le rappel des réservistes. Finalement, ce fut à une vieille dame de soixante-quinze ans, sans la moindre expérience militaire et qui n'avait jamais vu de champ de bataille, qu'il revint de trancher entre ses deux généraux bardés de médailles : oui à la mobilisation immédiate mais partielle des réservistes, et non à une action préventive. Elle téléphona aussitôt au chef de l'opposition, Menahem Begin, puis reçut l'ambassadeur des États-Unis, Kenneth Keating, qu'elle informa de l'attaque imminente d'Israël par l'Égypte et la Syrie, mais elle tint à lui confirmer que, conformément à sa promesse à Kissinger, Israël ne frapperait pas le premier et qu'elle espérait que les États-Unis interviendraient auprès de l'URSS pour empêcher les Syriens et les Égyptiens de déclarer la guerre. Le gouvernement se réunit peu après, en séance plénière, à midi. Après un exposé détaillé de la situation, la décision du rappel des réservistes – 100 000 hommes environ – fut entérinée à l'unanimité. Deux heures après, les sirènes hurlaient dans tout le pays. L'attaque égyptienne avait commencé. Il était 13 h 55. Les circonstances n'auraient pu être pires, témoigna plus tard Golda :

Non seulement nous n'avions pas été prévenus à temps, mais nous nous battions simultanément sur deux fronts, et nous luttions contre des ennemis qui s'étaient préparés depuis des années. Nous étions écrasés sous le nombre – des canons, des tanks, des avions, des hommes – et psychologiquement, nous étions dans une position extrêmement désavantageuse. Le coup ainsi porté ne résidait pas seulement dans la façon dont la guerre avait commencé ; il était aussi dans le fait qu'un certain nombre de nos hypothèses fondamentales se révélaient fausses : faibles probabilités d'une attaque en octobre, certitude que l'alarme serait donnée suffisamment à temps avant l'offensive, conviction que nous serions en mesure d'empêcher les Égyptiens de franchir le Canal⁵⁷.

Il y avait néanmoins une mince consolation : en choisissant le jour du Kippour pour déclencher leur offensive, les états-majors arabes n'avaient pas tenu compte du fait que ce jour-là – contrairement au Nouvel An juif – les routes et les rues israéliennes étaient désertes et que la plupart des soldats et des réservistes restaient cloîtrés dans leurs domiciles ou dans les synagogues. Quasiment seuls à circuler dans les rues, les agents recruteurs purent ainsi retrouver sans peine les réservistes et les permissionnaires et les acheminer plus rapidement que prévu vers leurs points de rassemblement, d'où ils partaient au front. Ce fut une opération d'une douzaine d'heures environ, au cours desquelles les Égyptiens et les Syriens eurent le

temps d'enregistrer leurs premiers succès de l'opération *Badr*, du nom de la bataille menée par le prophète Mohammed, en 624, contre ses ennemis mecquois.

*1. Terme forgé par les sociologues israéliens des années 1970 enfermant dans une même catégorie sociale et culturelle l'ensemble des immigrants venus des pays musulmans et leurs descendants, qu'ils soient originaires du Maroc, du Yémen, d'Irak, d'Égypte, d'Iran, de Tunisie ou d'Algérie. Un terme valise connoté et aussi peu pertinent que celui d'« *Ashkenazim* » désignant l'ensemble des Israéliens d'origine européenne, qu'ils soient proprement ashkénazes ou séfarades.

*2. *Annuaire de l'Institut israélien des statistiques*, 1972 et 1977.

*3. Né à Jérusalem en 1935, Amos Oz était déjà un romancier réputé à l'époque. Appartenant à une famille d'universitaires de droite – son oncle était le professeur Klausner, auteur de nombreux ouvrages sur les origines juives du christianisme –, il entra, à l'âge de quinze ans, au *kibboutz* Houlida. Capitaine de réserve pendant la guerre des Six Jours, son unité de blindés fut l'une des premières à atteindre le canal de Suez.

*4. « Le Jourdain a deux rives. Celle-ci est à nous et celle-là aussi » : refrain de l'un des hymnes patriotiques du Betar écrit par Vladimir Jabotinsky en 1929 à Paris.

*5. Elle resta néanmoins très élevée : 65 % des Israéliens étaient satisfaits de leur Premier ministre, selon un sondage du journal *Yediot Ahronot* paru le 12 février 1970 (cité in Yossi Goldstein, *Golda. Biography* [hébreu], Beersheba, Ben Gourion University of the Negev Press, 2012, p. 517, note 247).

*6. Rappelons à ce sujet que David Gryn choisit en 1906 de se faire appeler, pour des raisons semblables, Ben Gourion, en référence au chef des sicarites Joseph Ben Gourion qui avait combattu les Romains lors de la révolte de Judée qui se termina par la destruction du second Temple.

*7. Voir ci-dessus, deuxième partie.

*8. De fait, de source militaire égyptienne, l'on sait que la date précise du déclenchement des hostilités – le 6 octobre – fut fixée dès le 21 mars.

XIX

Un séisme : Kippour 1973

Devançant de quatre heures les prévisions communiquées par le Mossad, l'Égypte et la Syrie ouvrirent les hostilités le samedi 6 octobre 1973, à 14 heures précises, par des tirs de canons d'une intensité inouïe sur les positions israéliennes de la rive orientale du canal de Suez et du plateau du Golan. Au même moment, prenant au dépourvu l'aviation israélienne, les Mig et les Soukhoï des deux pays, équipés de missiles Frog, bombardaient par vagues successives aérodromes militaires, postes de commandement, stations radar, centres de communication et de brouillage, et dépôts d'armes israéliens dispersés dans le Sinaï et le Golan. Les Égyptiens y perdirent une quarantaine d'appareils. Ils lancèrent également deux fusées Kelt sur Tel-Aviv, mais elles n'atteignirent pas leur but.

Vingt minutes plus tard, trois divisions syriennes d'infanterie et de blindés fonçaient sur les défenses israéliennes au nord et au sud de Kuneitra, tandis que 8 000 fantassins, soldats du génie et commandos égyptiens, autorisés par leurs aumôniers à rompre le jeûne du Ramadan en milieu de journée, traversaient le Canal aux cris de *Allah Akbar* (« Dieu est grand »). Embarqués à bord d'un millier de canots pneumatiques et munis du nouveau bazooka russe RPG, de missiles antitanks téléguidés AT-3 Sagger d'une portée de 3 kilomètres et de fusées antiaériennes portatives Sam 7, ils prirent pied face au rempart de pierres et de sable de la ligne Bar-Lev, y ouvrirent de larges brèches à l'aide de très puissants canons hydrauliques, puis se ruèrent contre les bunkers pendant que leurs sapeurs posaient sur la berge une dizaine de ponts mobiles de type PMP, destinés à l'acheminement de blindés et de pièces d'artillerie lourde. En deux jours, près de 100 000 soldats des II^e et III^e armées égyptiennes, disposant de plusieurs centaines de blindés et de batteries d'artillerie, franchirent le Canal et s'établirent sur une profondeur d'une dizaine de kilomètres à l'est de la voie d'eau entre Isma'iliya et Suez, derrière un écran très

dense de missiles sol-air qui abattirent trente-cinq appareils israéliens dans la seule journée du samedi. Profitant de la pleine lune, des dizaines de commandos furent hélicoptérés en même temps à des dizaines de kilomètres derrière les lignes israéliennes jusqu'aux abords de Charm el-Cheikh.

Contrairement au front syrien, où les soldats israéliens étaient convenablement déployés, la défense du front sud était assurée par la seule division du Sinaï du général Albert Mendler, qui disposait de 300 blindés en état de marche et d'une douzaine de batteries d'artillerie seulement. En plus des principaux axes de communication et des puits de pétrole d'Abou Rodeis, elle avait sous sa responsabilité la défense des 450 soldats tenant la ligne Bar-Lev et ses 20 positions fortifiées, dont chacune fut acculée à livrer, seule et sans appoint extérieur, une lutte à la vie ou à la mort contre des soldats ennemis très motivés et parfaitement entraînés, et qui, de plus, avaient le sentiment de se battre pour la libération de leur terre et la protection de leurs foyers. Plus de la moitié d'entre elles furent mises hors de combat et évacuées au cours des trois jours suivants ; jusqu'au 13 octobre sept autres furent abandonnées et leurs hommes faits prisonniers ; un seul fortin, face à Port-Saïd, figurant sur les cartes d'état-major sous le nom de « Budapest » et qui était commandé par le capitaine Motti Ashkenazi, ne capitula pas et résisterait farouchement aux assauts égyptiens jusqu'à la fin des hostilités. Comme les autres, celui-ci n'avait pas été conçu pour résister à une attaque d'une telle ampleur et, en dehors du sous-sol qui était la partie la mieux défendue, aucun blindage ne protégeait les postes de tir ni leurs boyaux d'accès. Dans la plupart des cas, les défenseurs ne disposaient pas non plus d'armes ni de munitions suffisantes et, à de rares exceptions, ce n'étaient pas des combattants aguerris, mais des réservistes déjà âgés. Pour leur chance et celle de Tsahal, après ses premiers succès foudroyants l'armée égyptienne n'exploita pas complètement son effet de surprise ni les failles béantes dans le dispositif israélien pour pousser plus en avant son offensive, envahir l'intérieur de la péninsule et s'y attaquer aux convois de réservistes qui allaient changer la donne sur le terrain au cours des jours suivants. Tout se passait comme si Sadate lui-même, surpris par la rapidité de son succès, avait envisagé – au départ, du moins – une offensive restreinte et non une guerre totale avec l'intention de mettre à genoux l'État hébreu. Comme cela fut confirmé par la suite, il voulait atteindre par les armes ce qu'il n'avait pu obtenir par la diplomatie, en l'occurrence le retrait des forces israéliennes de la zone du Canal et le début d'un processus politique visant à la récupération de tous les territoires perdus en 1967.

Ignorant durant toute la journée du samedi l'état réel de son

armée, Golda Meir, qui s'entoura d'un cabinet de guerre restreint comprenant Moshe Dayan, Yigal Allon et Israël Galili, fit montre de beaucoup d'optimisme dans ses premières prises de parole et dans ses interventions devant la commission parlementaire de la Défense. S'appuyant sur les rapports très confiants du chef d'état-major David Elazar, elle était convaincue que Tsahal ne ferait qu'une bouchée des « agresseurs » syriens et égyptiens et qu'elle était en mesure de renverser la vapeur en quelques heures. Plus réaliste, Dayan pensait que cela prendrait beaucoup plus de temps (trois à quatre jours au grand maximum). Mais lorsque, tard dans la nuit du samedi au dimanche, il apprit que la division du général Mendler n'avait pu porter secours aux fortins de la ligne Bar-Lev et que plus de la moitié de ses blindés avaient été mis hors de combat par les roquettes antitanks ennemies, le héros des guerres du Sinaï et des Six Jours en fut atterré et conclut qu'aucun obstacle sérieux n'allait empêcher les troupes égyptiennes de conquérir le reste du Sinaï et menacer directement le territoire israélien. La seule bonne nouvelle qui lui parvint cette nuit-là venait de la marine, dont les fameuses vedettes de Cherbourg, équipées de missiles Gabriel de fabrication israélienne, coulèrent au large du port syrien de Lattaquié trois vedettes Komar de fabrication soviétique dotées de fusées Styx, une vedette lance-torpilles et un mouilleur de mines ainsi que, à l'entrée de Ras-Zaafra, dans le golfe de Suez, un garde-côtes et des canots de commandos marins égyptiens.

Le ministre s'envola très tôt le lendemain pour le front nord, où il apprit que 45 000 soldats syriens avaient franchi la veille la « Ligne pourpre » (c'est-à-dire la frontière de juin 1967) avec 1 500 tanks, un millier de canons et une trentaine de lanceurs de missiles sol-air SAM, et qu'ils s'étaient même emparés de la station d'écoute et d'observation du mont Hermon, l'« œil » israélien sur la Syrie et le Liban. Renfloués sans arrêt par de nouveaux renforts, ils avaient sérieusement malmené la brigade Barak du colonel Ben Shoham qui protégeait le sud du plateau et étaient parvenus, dans la nuit du samedi au dimanche, à Ramat Magshimim, à mi-chemin entre le Golan et le lac de Tibériade et à quelques encablures seulement du pont des Filles-de-Jacob qui commandait l'accès de la vallée du Jourdain. Il était à craindre que, s'ils poursuivaient au même rythme leur progression – comme le prévoyait le plan de guerre syrien dont tous les détails étaient pourtant connus depuis des semaines en Israël –, les Irakiens et les Jordaniens entreraient eux aussi en guerre, et que ce seraient tout le nord d'Israël et même la Cisjordanie qui seraient en péril.

Un ministre de la Défense dépassé par les événements

Effrayé par cette perspective, Dayan commença par ordonner l'évacuation immédiate de tous les villages civils du Golan, matraqués depuis des heures, ainsi que de plusieurs *kibboutzim* de Galilée, et envisagea sérieusement avec le général Hofi, le commandant de la région Nord, le redéploiement des troupes sur la « Ligne verte », l'ancienne ligne d'armistice de 1949. Dans le même temps, et sans en référer au chef d'état-major, il demanda au commandant de l'armée de l'air, le général Benny Peled, d'ordonner à ses avions de concentrer leurs raids sur le Golan, afin de venir en aide à la division d'active du général Raphaël (Rafoul) Eitan qui peinait à contenir l'avance syrienne au nord et au centre du plateau. Mais les Syriens étaient équipés des mêmes SAM-7 de fabrication soviétique que les Égyptiens contre lesquels les Mirage, les Phantom et les Skyhawk israéliens n'avaient trouvé aucune parade.

Du Golan, Dayan descendit vers le front sud où le tout nouveau commandant de la région, le général Shmuel Gonen, qui lui parut embrouillé et dépassé par les événements, lui dressa un tableau épouvantable de la situation. De retour à Tel-Aviv, le ministre ne cacha pas son pessimisme : « Nous avons perdu le troisième Temple^{*1} », confia-t-il à son ami le général Ze'evi, qui l'accompagnait dans ses déplacements. Il était convaincu que les Arabes ne voulaient rien moins que la destruction d'Israël et la liquidation de tous ses habitants juifs. Il fit part de ses impressions au chef d'état-major, puis au Premier ministre, qui convoqua aussitôt son cabinet restreint. Direct comme à son habitude, Dayan recommanda l'évacuation immédiate de la rive orientale du Canal et le retrait des forces le long d'une nouvelle ligne de défense, à proximité des cols du Giddi et du Mitla, à une trentaine de kilomètres de la voie d'eau :

Golda Meir et les autres ministres furent très choqués, raconta-t-il plus tard, surtout je crois parce que j'ai dit également que je ne croyais pas à la possibilité de rejeter pour

le moment les Égyptiens de l'autre côté du Canal [...]. Il ressortait également de l'interrogatoire qu'ils me firent subir après mes remarques réalistes que, pour eux, le hic n'était pas notre situation militaire actuelle, mais mon caractère personnel. J'avais perdu confiance et mes estimations étaient inexactes, trop pessimistes¹.

Tout en admettant qu'il était indispensable d'envisager déjà une deuxième ligne de défense, le général Elazar proposa de passer sans tarder à la contre-offensive et de jeter dans la bataille les deux divisions de réserve des généraux Ariel Sharon et Abraham (Brenn) Adan. Sharon n'était pas sûr de la faisabilité de l'opération – selon son biographe² –, mais il n'en dit rien. Quant à Golda, qui appuya cette fois pleinement le général Elazar, elle était parfaitement consciente de la situation périlleuse dans laquelle Israël était plongé depuis quarante-huit heures :

Demeurée seule dans la pièce, j'ai fermé les yeux et je suis restée parfaitement immobile sur mon siège toute une longue minute. Je crois que si, à travers tant d'années, je n'avais pas appris à être forte, je me serais effondrée à ce moment-là. Mais je tins bon³.

Nuits sans sommeil, café après café et cigarettes à la chaîne, le moral du Premier ministre était à zéro. Elle aurait songé, selon ses proches, à mettre fin à ses jours, car elle ne se pardonnait pas d'avoir écouté ses généraux au lieu de s'être laissée guider par son intuition et ses craintes qui l'incitaient à prendre les devants et à frapper en premier l'ennemi. Mais elle se ressaisit très vite et ne laissa rien paraître de ses sentiments à son entourage. Dayan, dont elle rejetterait à trois reprises la demande de démission durant la guerre, garda un souvenir très ému de leurs conversations au cours de ces journées fatidiques :

Je n'aurais pu imaginer oreille plus attentive, esprit plus ouvert, cœur plus vaillant [...]. Voilà bien des années que je connais Golda et je l'ai vue plus d'une fois les larmes aux yeux. Mais pas pendant la guerre. La guerre n'est pas le moment des larmes⁴.

Au matin du lundi 8 octobre, le feu vert fut donné au commandant de la région Sud de passer à l'action. La division d'Adan devait affronter la II^e armée égyptienne, basée entre Isma'iliya et Kantara, et la division Sharon attaquer par le sud la III^e armée,

positionnée entre la ville de Suez et les lacs Amers. Mais ni le général Elazar ni le général Gonen n'avaient tenu suffisamment compte de la présence massive des missiles antitanks Sagger ni évalué à sa juste valeur l'impact dévastateur de cette muraille de feu sur le champ de bataille, qui rendait inefficace la stratégie coup de poing traditionnelle de Tsahal. En outre, alors que le général Elazar pressait les soldats du général Adan de détruire les têtes de pont égyptiennes et d'attaquer, sur son flanc ouest, la II^e armée, le général Gonen, au lieu de demander à Sharon de prêter main-forte à Adan qui s'était trompé de direction et fonçait tout droit à l'intérieur du dispositif offensif égyptien, lui ordonna de se porter contre la III^e armée et de franchir au plus vite le Canal, puis, se rendant compte de son erreur, lui intima l'ordre de revenir sur ses pas. Le résultat en fut que la division Sharon ne participa pratiquement pas aux combats : une mauvaise coordination entre les quartiers généraux aggravée par les hésitations et l'indécision de Gonen. Les conséquences en furent catastrophiques : Tsahal y perdit quatre cents chars et il y eut des centaines de morts, de blessés et de disparus. Pire : elle se rendit compte que les forces réunies dans le Sinaï étaient incapables de vaincre les deux armées égyptiennes, qui les surclassaient en nombre et en matériel. Dès lors, faute de pouvoir les évacuer à temps comme Sharon le réclamait depuis la veille, ordre fut donné aux soldats de la ligne Bar-Lev d'abandonner leurs fortins et de passer, par tous les moyens, derrière les lignes.

Dans la soirée, les Israéliens crurent pourtant qu'ils avaient le dessus et que leurs soldats étaient même passés sur la rive occidentale. « Nous leur briserons les os », déclara, plein d'assurance, le chef d'état-major qui ignorait que son opération avait lamentablement échoué. Reproduisant ses paroles dans leur édition matinale du mercredi 9 octobre, les journaux s'autorisèrent même à brocarder Sadate et à lui promettre un sort comparable à celui de Nasser pendant la guerre des Six Jours. Il ne fallut pas longtemps à leurs lecteurs, une fois le revers connu, pour commencer à douter de la véracité des informations fournies par les porte-parole officiels du gouvernement et de l'armée : « Les Égyptiens ont appris de Tsahal comment faire la guerre et les Israéliens des Égyptiens comment mentir », disait-on parmi les soldats qui avaient encore en tête les fanfaronnades de l'armée de Nasser pendant la guerre de juin 1967.

La démoralisation gagna peu à peu le public qui, de bouche à oreille, apprit avec stupeur la gravité de la débâcle et l'état désastreux des relations entre les hauts gradés de son armée : en premier lieu entre Dayan et Elazar, qui n'appréciait pas les opinions défaitistes du ministre de la Défense ni son intrusion incessante dans ses décisions opérationnelles ; mais aussi entre Elazar et l'indomptable Sharon, que

suivait à la trace une horde de journalistes et de photographes qui lui étaient acquis ; ou encore entre les deux et Gonen, ce fils de rabbin orthodoxe courageux mais psychorigide dont ils estimaient, ainsi qu'Adan, qu'il n'était pas à la hauteur de ses fonctions. Dayan aurait voulu le faire remplacer par Sharon, aux côtés duquel il passait de longues heures, mais sa proposition n'eut pas l'heur de plaire à Elazar ni à Golda. Sans être relevé formellement de son commandement, on nomma à ses côtés comme commandant du front l'ancien chef d'état-major et, à l'époque, ministre du Commerce et de l'Industrie, Haïm Bar-Lev, tandis que la direction des opérations dans le golfe de Suez était confiée au général de réserve Yeshayahou Gavish, qui eut pour tâche de « nettoyer » de sa zone les commandos égyptiens qui y avaient été largués aux premières heures de la guerre. La venue de Bar-Lev ne réjouit guère Sharon, déjà bouillonnant de colère contre Gonen :

C'était le bouquet. À présent, il me faudrait le subir, lui aussi. J'avais l'impression d'être tombé dans un guêpier. La situation me rappelait la chute de la République espagnole. Par leurs zizanies et leurs coups de poignard dans le dos, les républicains l'ont offerte à Franco. Ils ont gaspillé leurs forces en luttes intestines au lieu de faire front contre l'ennemi. Et à ce stade, j'avais l'impression que nous prenions la même direction⁵.

Ainsi, au lendemain de la contre-attaque échouée du 8 octobre, les prédictions alarmistes de Dayan parurent sur le point de se réaliser. Le ministre lui-même était si pessimiste que Golda lui interdit de passer à la télévision et envoya à sa place le général Aharon Yariv, ancien chef du Renseignement militaire. Malgré tous ses efforts, celui-ci ne put cacher cependant que l'armée était aux abois et qu'une large partie du territoire se trouvait à la portée des canons et des tanks égyptiens et syriens. À moins d'un miracle, expliqua Dayan aux rédacteurs des grands journaux qui n'en croyaient pas leurs oreilles, rien ne pourrait empêcher Sadate ni Assad d'envahir Israël. Rien, sauf l'arme nucléaire dont – secret de polichinelle – Israël était pourvu depuis des années. Le même jour, il suggéra d'y recourir devant Golda, Galili et Allon atterrés. Selon le *Time* américain, ils auraient souscrit à sa proposition d'équiper de bombes atomiques les Phantom F-4s de la base de Tel-Nof ou, d'après la version de l'*Aviation Week*, de doter d'ogives nucléaires les fusées de longue portée Jéricho, de fabrication israélienne, installées dans le centre du pays. C'était à la fois une menace d'apocalypse – savamment fuitée – à l'adresse des deux présidents arabes, et un moyen de pression sur le président Nixon, qui

grâce à ses satellites espions était parfaitement au courant des déboires de l'armée israélienne, afin qu'il se portât immédiatement au secours d'Israël et lui expédiât en toute urgence les armes et les munitions qui commençaient à manquer dangereusement⁶.

Les choses continuaient de très mal tourner également sur le front syrien, malgré l'intervention massive de l'armée de l'air qui se heurtait à la même muraille infranchissable de fusées SAM-7 qu'au Sinaï. Néanmoins, alors qu'ils s'apprêtaient à déferler sur la vallée du Jourdain et la Galilée, les Syriens furent stoppés dans leur élan, dès le lundi 8 octobre, à l'entrée du *kibboutz* abandonné de Ramat Magshimim, par une unité de réservistes qui remontait en sens contraire les pentes du Golan : des *kibboutzniks* du nord du pays, dont de nombreux vétérans de la guerre d'indépendance, qui, équipés de chars vétustes, allaient rejoindre la division de réserve du général Dan Laner entre Kuneitra, le Yarmouk et le Jourdain. De son côté, Rafoul dut le même jour évacuer son quartier général de Naffakh, qui faillit tomber aux mains des Syriens. Assiégé pendant plusieurs heures, il fut secouru *in extremis* par les derniers tanks encore intacts de la brigade Barak.

Contre-offensive sur le front syrien

L'armée syrienne continuait de contrôler plus de la moitié du plateau du Golan et, le 9 octobre, après soixante-douze heures de lutte acharnée, la 7^e brigade blindée du colonel Janosh Ben Gal, avec ses soixante vieux Centurion, était au bord de l'effondrement dans la « Vallée des Larmes », aux environs de Kuneitra. Elle devait faire face à cinq brigades blindées ennemies et à leurs quatre cents chars dernier cri T-55 et T-62, dont ceux de la garde républicaine commandée par le propre frère du président Assad. Mais, alors que tout semblait perdu, le colonel Ben Gal vit apparaître à l'horizon une douzaine de chars de réserve commandés par le lieutenant-colonel Yossi Ben-Hanan qui avait interrompu son voyage de noces en Asie pour prendre part aux opérations. Sa venue fit pencher immédiatement la balance en faveur des Israéliens. Plus de trois cents chars et batteries d'artillerie ennemis y furent mis hors de combat, dont la moitié par la seule unité du lieutenant-colonel Avigdor Kahalani, qui reçut pour ce fait d'armes la plus haute distinction de Tsahal : la médaille de la Bravoure⁷.

Cela constituait un véritable tournant dans la guerre : réorganisées à la hâte en trois divisions commandées respectivement par les généraux Moshe Peled, Dan Laner et Raphaël Eitan, les forces de la région Nord livrèrent le 10 octobre, dans la poche de Hushniyeh près de Kuneitra, une nouvelle bataille de chars aussi féroce que la précédente. Elles prirent rapidement le dessus sur les unités syriennes, et c'est ainsi qu'à l'issue de cinq jours de combats désespérés Tsahal parvint à refouler l'armée de Hafez al-Assad – sauf sur le Hermon – du Golan. En outre, tirant prétexte des tirs de fusées Frog sur la Galilée, les Phantom israéliens bombardèrent ce jour-là le centre de Damas, puis plusieurs centrales électriques à travers le pays, ainsi que les raffineries de pétrole de Homs et d'Alep, et les installations portuaires de Lattaquié et Tartous.

Dévalant ensuite la « Ligne pourpre », les Israéliens foncèrent, dans la nuit du 10 au 11 octobre, en direction de Damas. Mais, après une dizaine de kilomètres, ils se retrouvèrent face à face avec un corps expéditionnaire irakien puissamment armé et comprenant aussi des éléments jordaniens, saoudiens et marocains. Les combats furent rudes

et, tout en n'étant pas au mieux de leur forme, les tankistes du général Laner les bousculèrent sévèrement tandis que les paras du général Eitan s'emparaient dans la nuit du 13 au 14 octobre du site stratégique de Tell-Shams, à une quarantaine de kilomètres de Damas. La capitale syrienne était désormais dans le viseur des canons israéliens. Mis à part le poste d'observation du mont Hermon qui ne serait repris qu'à la fin de la guerre, la bataille de Tell-Shams mit fin aux combats sur le front nord et signa la perte par la Syrie d'une nouvelle partie de son territoire au profit de l'État hébreu. Cela alarma au plus haut point Moscou qui, craignant pour l'avenir du régime de Damas, se démenait sans compter depuis le 10 octobre pour obtenir l'arrêt des hostilités et la conclusion, avec l'approbation des États-Unis, d'un cessez-le-feu sur les deux fronts. Guère mécontents des difficultés syriennes, mais néanmoins surpris par les contre-performances de l'armée israélienne qu'ils avaient crue en mesure d'écraser ses adversaires en moins de quarante-huit heures, les Américains se montrèrent favorables à l'initiative soviétique. Cela ne les empêcha pas de venir simultanément en aide à l'État hébreu, en le réapprovisionnant massivement en armes et en munitions. Mais, pas plus qu'ils ne voulaient une défaite militaire d'Israël, ils ne souhaitaient une nouvelle déconfiture arabe.

Maître d'œuvre de la politique américaine au Moyen-Orient, le secrétaire d'État Henry Kissinger sentait venir, depuis quelque temps déjà, le moment tant attendu pour damer le pion aux Soviétiques et renforcer l'influence américaine dans la région. C'est pourquoi il fit retarder jusqu'au 14 octobre (et jusqu'au rejet par Sadate de l'initiative de Moscou) l'établissement du pont aérien qui allait acheminer vers Israël des chars, des avions, des canons autotractés, des hélicoptères, des batteries antiaériennes Hawk et des missiles antitanks TOW, dont Tsahal avait un besoin vital. Encore fallait-il régler la question de leur transport, car ni l'Allemagne ni aucun autre pays européen n'autorisaient, par crainte de la réaction arabe, l'utilisation de leurs ports ni l'atterrissage, même en transit, des avions américains apportant des armes à Israël. Depuis l'annonce par les producteurs arabes de pétrole de l'arrêt de leurs livraisons de brut à tous les pays soutenant Israël, puis la montée en flèche du prix du baril de 6 à 30 dollars, l'inquiétude avait gagné le monde entier et la presse occidentale était devenue très critique à l'égard de l'État hébreu.

Quant au président Sadate, il succomba finalement à la tentation de reprendre l'offensive contre les troupes israéliennes qui lui semblaient au bout du rouleau. C'est pourquoi, en même temps qu'il expliquait à l'ambassadeur de Grande-Bretagne au Caire, dont le pays présidait le Conseil de sécurité, ainsi qu'à Kossyguine qui effectua une visite éclair dans la capitale égyptienne, qu'il accepterait d'arrêter les

combats si Israël s'engageait à se retirer de tous les territoires conquis en juin 1967⁸, il ordonna à ses II^e et III^e armées, ainsi qu'au corps de réserve de la I^{re} armée établi sur la rive ouest, de passer à la « deuxième phase » de l'offensive et d'avancer en direction des cols stratégiques du Sinaï. C'était un plan audacieux destiné – en partie seulement – à alléger la pression israélienne sur Damas et conçu par Sadate lui-même et son ministre de la Guerre, le maréchal Isma'il Ali, contre l'avis du chef d'état-major Sa'ad al-Din Shadhli, qui craignait qu'en engageant ses troupes au-delà de la portée des missiles antiaériens déployés autour du Canal, elles ne fussent stoppées puis taillées en pièces par l'aviation et les blindés israéliens. Prudent, Shadhli pensait qu'au lieu de s'aventurer dans une zone non couverte par le parapluie de missiles sol-air qui avait si bien fonctionné depuis le début de la guerre, il valait mieux continuer de livrer une guerre d'usure sans merci aux Israéliens coincés à une dizaine de kilomètres du Canal et alors au bord de l'épuisement. Il avait vu juste. Au bout d'une semaine de combat, Tsahal était dans un tel état de faiblesse et manquait tellement d'armes et de munitions que, le 12 octobre, le général Elazar était prêt à accepter un cessez-le-feu.

Le coup de poker du général Ariel Sharon

Rejetant les observations de son chef d'état-major, Sadate, dont les arsenaux étaient approvisionnés sans interruption par les Soviétiques, ordonna à son armée de passer à l'attaque le dimanche 14 octobre et jeta en rase campagne près d'un millier de tanks. Ce fut une mauvaise, voire une très mauvaise décision. Comme Shadhli le craignait, l'opération échoua lamentablement. Le *Ra'is* ignorait que les services secrets de l'État hébreu avaient eu vent depuis deux jours de l'offensive qu'il préparait. Tsahal, qui avait perdu la veille l'un de ses meilleurs généraux, Albert Mendler, avait eu amplement le temps de se préparer et d'appeler en renfort une partie des unités qui combattaient sur le front syrien. Dès lors, les avions israéliens attendirent patiemment d'être à l'abri des missiles SAM pour s'acharner sur les tanks et l'infanterie du général Shadhli et les forcer à se replier vers leurs points de départ en laissant sur le terrain trois cents chars T-55 et T-62. Les Israéliens, qui retrouvèrent leur pugnacité des beaux jours, étaient désormais en mesure d'inverser les revers militaires de la première semaine de guerre. Mais les têtes de pont égyptiennes étaient toujours intactes. Le même jour, un avion-cargo Galaxy atterrissait à l'aéroport de Lod pour y décharger une grande quantité d'armes et de munitions destinées à Tsahal. C'était le premier vol d'un pont aérien de 566 avions géants américains qui livrèrent à l'État hébreu 22 000 tonnes d'équipement militaire, en plus de 11 000 tonnes de matériel transportées à bord d'avions El-Al pour un montant global de 825 millions de dollars. Henry Kissinger en expliqua ainsi la raison profonde à ses subordonnés :

La seule chose qui nous intéresse dans cette situation de semi-affrontement (avec l'URSS) est de faire en sorte que les Soviétiques mordent rapidement la poussière. Donnons-leur toutes les raisons de rechercher un règlement. Livrons chaque jour plus de matériel qu'eux⁹.

Les États-Unis étaient même prêts à compléter le pont aérien, qui durerait plus d'un mois, par des transports maritimes et par le recours à des avions privés. Le 19 octobre, pendant que Kissinger s'envolait pour Moscou afin de discuter avec Leonid Brejnev de la possibilité d'un cessez-le-feu, le président Nixon demanda au Congrès d'approuver une aide militaire supplémentaire de plus de 2 milliards de dollars à Israël :

Ainsi, écrivit plus tard Sadate, les Américains participaient désormais aux combats en approvisionnant Israël en armes complètement nouvelles qui avaient seulement fait l'objet d'essais, en lui livrant des bombes Maverick et diverses autres armes de ce genre. Or je connaissais exactement les limites de mes possibilités : je ne me battrais pas contre les États-Unis¹⁰.

C'était une manière pour le Ra'ïs d'occulter le fait qu'il avait perdu l'initiative sur le terrain, à cause de son pari hasardeux. Car, aussitôt après l'échec de l'offensive égyptienne, les forces de l'État hébreu devaient saisir l'occasion qui s'offrait à elles pour franchir le Canal et passer sur la rive occidentale que Sadate venait de dégarnir de la force de réserve de la I^{re} armée. Une véritable course contre la montre s'engagea dès lors entre les diplomates de l'ONU, qui pouvaient imposer un cessez-le-feu à tout moment, et les généraux de Tsahal qui, faute de pouvoir déloger les Égyptiens de la rive orientale, décidèrent de s'emparer d'une partie de la rive ouest, à l'intérieur du territoire égyptien. Cela leur fournirait, selon les termes peu enthousiasmants de Dayan, l'occasion d'« égaliser le score¹¹ » ou, tout au moins, une monnaie d'échange lors de futures négociations. De plus, si l'opération se déroulait comme ils l'espéraient, cela offrirait la possibilité de détruire la cinquantaine de batteries de fusées antiaériennes installées sur la rive ouest qui protégeaient les têtes de pont établies sur la rive est par la II^e et la III^e armée contre les raids de l'armée israélienne.

Dans la nuit du 15 au 16 octobre, l'état-major déclencha l'opération *Cœurs vaillants* pour le franchissement du Canal. C'est le général Ariel Sharon qui en avait élaboré les détails lorsqu'il était commandant de la région Sud et c'est lui aussi qui avait choisi le Déversoir, au nord du Grand Lac Amer, comme point de traversée. Situé au bout d'un étroit corridor de 4 kilomètres séparant la II^e et la III^e armée, les unités de reconnaissance avaient remarqué que les Égyptiens avaient négligé d'étoffer le secteur situé autour du point de jonction entre le Grand Lac Amer et le Canal, pensant que la topographie un peu particulière des lieux – terre sablonneuse,

végétation touffue et réseau serré de canaux d'irrigation et de remblais de terre – découragerait quiconque voudrait s'y infiltrer. Cette omission allait rendre un immense service aux soldats israéliens.

En tout bien tout honneur, c'est à Sharon et à sa division qu'il échut de s'emparer de l'étroit corridor séparant les deux armées égyptiennes, d'établir une première tête de point sur la rive occidentale, et d'y rapprocher le pont à cylindres de 200 mètres de long prêt à l'emploi, entreposé à la base de Tassa, à une vingtaine de kilomètres de la voie d'eau : un mastodonte de 600 tonnes, surnommé le « Mille-pattes du désert », juché sur une vingtaine de radeaux flottants et suffisamment solide pour permettre le passage de centaines de tanks et de camions. C'est à la 7^e brigade blindée, qui se battait alors sur le front syrien et était spécialement formée pour la mise en place de l'ouvrage, qu'il incomba de l'acheminer sur le Canal ainsi que les bulldozers, les radeaux, les plates-formes blindées et autres éléments de pontage nécessaires à la traversée¹². Cette tâche terminée, le général Adan et sa division devaient leur emboîter le pas et franchir le Canal en vue de se rendre maîtres des aérodromes et des batteries de fusées antiaériennes jonchant la rive ouest et couper, en fin de compte, la III^e armée de ses arrières.

Mais l'opération en deux temps ne se déroula pas comme prévu et les accusations allèrent bon train entre Sharon et Adan. Ce dernier accusa le premier de n'avoir pas « nettoyé » comme il se devait les corridors de passage, aux noms de code « Akavish » et « Tirtour », et de s'être hâté, à des fins médiatiques, d'arriver le premier sur la rive ouest, lui laissant ainsi la « sale besogne » consistant à neutraliser les positions égyptiennes qui lui barraient la route sur la rive orientale. Contournant le périmètre de la tête de pont de la II^e armée égyptienne, la voie de « Tirtour » avait été spécialement aménagée en mai par Sharon lui-même – alors qu'il commandait la région Sud – pour le halage du pont à cylindres jusqu'au canal. Elle conduisait vers la « cour », entourée de murs, qui avait été préparée – ainsi d'ailleurs que les différents éléments du pont à cylindres – comme aire de rassemblement des unités et de leurs équipements en prévision de la traversée de la voie d'eau. De fait, les blindés de Sharon s'étaient aussi heurtés à la très vive résistance des Égyptiens avant d'entrer dans la « cour » et y avaient subi des pertes sévères – 120 soldats tués et 60 tanks détruits – avant de pouvoir reprendre leur progression. C'était à un point tel que Dayan, qui assistait à partir du QG de la région Sud au déroulement de l'opération, avait demandé d'interrompre toute l'action : « L'affaire est mal partie. Sharon risque de rester sans essence et sans munitions. Il faut faire revenir les parachutistes », s'était-il écrié.

Elazar, Bar-Lev et Gonen avaient refusé¹³. Depuis plusieurs jours,

aucun officier supérieur ne tendait plus l'oreille aux avis du ministre, dont l'image s'était irrémédiablement dégradée auprès de ses collègues du gouvernement comme de ses subordonnés au ministère de la Défense. Pendant que les blindés de Sharon avançaient péniblement, les paras du légendaire colonel Dany Matt, profitant de la confusion des combats, s'étaient glissés à proximité de la voie d'eau, puis l'avaient franchie à bord de canots gonflables. Aux premières lueurs de l'aube du mardi 16 octobre, ils s'étaient emparés de la partie de la berge prévue pour l'établissement de la tête de pont. Sans attendre l'arrivée et la mise en place du pont à cylindres qui était bloqué à « Tirtour », Sharon avait proclamé à l'adresse des nombreux journalistes qui l'accompagnaient : « L'invasion de l'Afrique a commencé », faisant allusion à l'entrée de ses troupes dans la partie africaine du territoire égyptien que ses soldats appelèrent du nom biblique de Goshen.

La partie était cependant loin d'être gagnée : Adan avait eu beaucoup de mal à se frayer un passage le long des pistes de « Tirtour » et « Lexicon », et ses soldats eurent toutes les difficultés du monde face à la II^e armée qui les accrocha sévèrement près de la « Ferme chinoise », ainsi appelée depuis 1967 à cause des inscriptions en japonais sur les machines agricoles que les soldats israéliens avaient pris pour du chinois. Les combats y furent particulièrement féroces et se poursuivirent jusqu'au 17 octobre au matin quand, après maints efforts, les plates-formes et les différentes parties du pont roulant furent exfiltrées et acheminées sur les rives du Canal. Quant à Sharon, qui s'était mis en tête de partir sans tarder à la poursuite des chars et des missiles antiaériens égyptiens, il fut sèchement rappelé à l'ordre par Bar-Lev et Gonen qui lui intimèrent de ne pas s'éloigner de la tête de pont car elle risquait de tomber à tout instant sous les tirs de l'artillerie et des avions ennemis.

Les Égyptiens n'avaient pas compris à temps que l'opération qui se déployait devant leurs yeux n'était pas un simple coup de main comme ils en avaient connu durant la guerre d'usure, mais bel et bien une offensive de grande envergure mettant en péril leurs deux armées. C'est pourquoi Shadhli n'eut pas la présence d'esprit de prendre des mesures immédiates pour détruire la tête de pont avant que les Israéliens n'aient fini de l'établir. Il ne prit pleinement conscience du danger que lorsque Golda eut révélé, le 16 octobre en fin d'après-midi devant la Knesset, que Tsahal combattait sur la rive occidentale du Canal. Ses propos semèrent la panique générale au Caire, selon certaines sources soviétiques d'après lesquelles plusieurs responsables égyptiens auraient même demandé l'évacuation du gouvernement à Assiout, en Haute-Égypte¹⁴. C'est alors seulement que Shadhli demanda une contre-offensive générale sur la rive ouest, mais Sadate

hésita : les Israéliens y avaient déjà fait passer l'effectif de trois divisions et nettoyé tout le secteur, autour de la tête de pont, des batteries de missiles SAM. Dans son discours devant la Knesset, Golda eut beau jeu de souligner dans quelle situation se serait trouvé Israël si ses frontières avaient été celles du 4 juin 1967 et quel sort la Syrie et l'Égypte lui auraient réservé si leurs armées n'avaient pas été freinées sur les hauteurs du Golan et dans les vastes étendues du Sinaï. Tout comme Dayan, elle pensait que le but véritable des États arabes « a[vait] toujours été et rest[ait] » la destruction totale d'Israël et, même si celui-ci s'était retiré « bien en deçà des lignes de 1967 » pour devenir « une minuscule enclave », ils auraient tenté encore de « le rayer de la carte avec cette enclave »¹⁵.

Sur le terrain, oubliant leurs récriminations réciproques, Sharon et Adan, auxquels Calmann Maguen (qui avait succédé à Albert Mendler) se joignit le 19 octobre, passèrent à l'offensive après avoir étendu la tête de pont sur une largeur de 12 kilomètres au nord et de 6 kilomètres au sud. L'état-major décida alors de concentrer tous les efforts sur le secteur sud du Canal, et ordonna à Adan et Maguen de foncer vers la ville de Suez en vue de l'encerclement de la III^e armée. Sharon, de son côté, fut autorisé à faire passer toute sa division sur la rive occidentale et à avancer en direction d'Isma'iliya, au nord de la voie d'eau, avec pour objectif de couper la II^e armée de ses bases arrière, de son artillerie et de ses rampes de lancement de roquettes SAM. Le sourire radieux et un large pansement blanc sur le front^{*2}, « Arik^{*3} » passait déjà pour le grand héros de cette guerre. Sa photo figurait à la première page de tous les journaux qui, sans s'encombrer de détails, évoquaient la compétition opposant sa division, surnommée la « division du Likoud », à la prétendue « division du parti travailliste » commandée par le général Adan. Cela montre bien combien la politique avait envahi les rangs de Tsahal en ces temps difficiles.

Là-dessus, après que les blindés eurent ouvert une large brèche dans le dispositif antiaérien égyptien, les Mirage et les Phantom de Tsahal purent enfin prendre leur revanche et abattre, au cours des quatre jours suivants, les Mig et les Soukhoï ennemis à raison de dix par jour. Le 20 octobre, Adan s'empara de la base aérienne de Fayid, où il découvrit les Mirage achetés par la Libye à la France et mis à la disposition de Sadate par Kadhafi. Poursuivant sa percée, il prit ensuite les hauteurs de Geneifa, au-dessus de la route menant au Caire, avant de stopper une contre-attaque décidée par le général Gamassi qui avait remplacé entre-temps le général Shadhli à la tête de l'état-major égyptien, puis de pousser son avance vers Suez. De son côté, Sharon piétinait devant Isma'iliya : passant outre une fois de plus les directives de l'état-major, il se focalisa – à des fins médiatiques,

dirent ses critiques – sur la prise de la ville au lieu de combattre plus vigoureusement les unités de la II^e armée concentrées autour de la colline « Missouri¹⁶ ». Son avance permit néanmoins à l'armée de l'air de détruire six des quinze rampes de lancement de roquettes SAM installées entre Port-Saïd et Isma'iliya en utilisant pour la première fois les bombes antimissiles Shrike livrées par les Américains¹⁷.

Tsahal n'avait cependant plus assez de temps pour atteindre tous ses objectifs. Les États-Unis et l'Union soviétique venaient en effet de s'entendre sur une résolution de cessez-le-feu, après la visite de Kissinger à Moscou. Pris à la gorge, le président Sadate donna son accord au Premier ministre soviétique Kossyguine qui se trouvait au Caire depuis trois jours. Le Ra'ïs n'avait pas attendu le consentement d'Assad qui, très en colère, fut contraint d'accepter le cessez-le-feu concocté par Kissinger à Moscou.

Les combats étaient censés s'arrêter le lundi 22 octobre au soir et, conformément à la résolution adoptée par le Conseil de sécurité, les belligérants devaient s'engager à entamer aussitôt des pourparlers en vue d'une paix juste et durable. Mais l'enchevêtrement des forces sur le terrain était tel que le cessez-le-feu resta lettre morte pendant les deux à trois jours suivants. C'est ainsi que, dans la nuit du 22 octobre, alors que Kissinger venait tout juste de quitter le sol israélien après un déjeuner assez houleux avec Golda et ses principaux ministres, les blindés du général Adan parvinrent jusqu'aux faubourgs de Suez et, le lendemain, une colonne du général Maguen s'emparait d'un camp militaire situé au kilomètre 101 sur la route de Suez au Caire. Après deux tentatives avortées pour pénétrer à l'intérieur de la ville de Suez qui lui coûtèrent des dizaines de morts et de blessés, Adan acheva d'encercler les 20 000 soldats de la III^e armée, lui coupant les ponts la reliant au Canal et toute possibilité d'approvisionnement en eau et en carburant. Un nouveau cessez-le-feu fut établi dans l'après-midi du 25 octobre et les combats cessèrent sur tous les fronts. Au nord, trois jours avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, une brigade de parachutistes de Tsahal appuyée par une unité d'infanterie des Golani avait repris le contrôle du poste d'observation avant de grimper jusque sur la cime du mont Hermon. Elles avaient enlevé au corps à corps les deux sites et chassé les commandos syriens qui s'en étaient emparés le 6 octobre, aux premières heures de la guerre.

Henry Kissinger à la manœuvre

Sur le plan diplomatique, pendant que Kissinger le « magicien » tissait les fils de sa nouvelle politique destinée à promouvoir les intérêts américains dans le monde arabe en relançant le processus de paix israélo-arabe, Israël avait le sentiment d'être lâché par son grand protecteur américain. Réuni en séance d'urgence le 23 octobre, le Conseil de sécurité demanda à Israël d'éloigner ses soldats des lignes égyptiennes de manière à permettre l'approvisionnement de la III^e armée en vivres et en médicaments. Devant le refus de l'État hébreu qui était déterminé à détruire les forces égyptiennes et à infliger une défaite humiliante à Sadate, Moscou menaça d'intervenir militairement contre l'État hébreu et plaça en état d'alerte ses forces stratégiques stationnées en Allemagne de l'Est. En réaction, la Maison-Blanche adressa un message d'avertissement très ferme au Kremlin, tout en menaçant Israël de suspendre ses livraisons d'armes s'il ne tempérerait pas l'ardeur belliqueuse de ses généraux. La tension entre les deux Super-Grands atteignit son paroxysme au cours des deux jours suivants, jusqu'au moment où, après un message de Sadate à Nixon et un échange de lettres entre Brejnev et le président américain, Washington fit accepter par les belligérants une nouvelle résolution de cessez-le-feu au Conseil de sécurité, puis persuada Israël de permettre l'acheminement de médicaments et de vivres à la III^e armée sous la supervision d'observateurs de l'ONU. Golda avait mis plusieurs heures avant de répondre à cette demande, suscitant la colère de Kissinger qui critiqua vivement son intransigeance et également son ingratitude :

Nous avons soutenu Israël – expliqua-t-il après coup – pour toutes sortes de raisons historiques, morales et stratégiques. Et nous venions de courir le risque d'une guerre avec l'Union soviétique au milieu de la crise intérieure du Watergate. La destruction d'une armée égyptienne après le cessez-le-feu n'aurait pas servi les intérêts à longue échéance d'Israël. Exaspérés d'avoir été pris par surprise, désespérés par l'ampleur des pertes, profondément méfiants envers Sadate,

les dirigeants israéliens voulaient achever la guerre par la destruction du Raïs. Leur émotion se comprenait, mais l'une de nos préoccupations était d'inciter les chefs arabes à la modération. Nos échanges avec Le Caire nous avaient convaincus qu'Anouar el-Sadate représentait la meilleure chance de paix au Proche-Orient¹⁸.

Aux yeux de Golda, qui reconnaissait son « habileté fantastique à régler les plus infimes détails de tous les problèmes qu'il entrepren[ait] de régler », Kissinger était devenu la « personnalité la plus prépondérante dans tout le Moyen-Orient ». Lui « dont les efforts pour la paix dans cette région du globe ne p[ro]uv[ai]ent être qualifiés que de surhumains », et non pas « le président Sadate, ni le président Assad, ni le roi Fayçal ni même Madame Meir », dont les rapports avec le secrétaire d'État américain eurent leurs hauts et leurs bas :

Il leur est arrivé de devenir très compliqués ; à d'autres moments, je sais que je l'ai agacé et, peut-être même, irrité, et inversement, j'admiraï ses dons intellectuels, sa patience et sa persévérance toujours sans limites. À la fin nous sommes devenus amis¹⁹.

Le 28 octobre, officiers israéliens et égyptiens acceptèrent finalement de se rencontrer au kilomètre 101 en vue de mener pour la première fois depuis 1948 des négociations directes, sous les auspices des observateurs de l'ONU, pour le renforcement de la trêve et le retour des prisonniers. Ces négociations débouchèrent le 18 janvier 1974, trois semaines après l'inutile conférence de Genève réunie par l'ONU sous l'égide de l'URSS et des États-Unis, sur un accord de désengagement signé au kilomètre 101 entre les généraux Elazar et Gamassi²⁰. L'accord préconisait le retrait des forces israéliennes des deux rives du Canal jusqu'aux cols du Giddi et de Mitla ; la réduction de la présence militaire égyptienne le long de la rive orientale ; la démobilisation des réservistes ; la réouverture du Canal, y compris pour les navires israéliens ; la levée du blocus à Bab el-Mandeb à l'entrée du golfe de Suez ; enfin, la reconstruction des villes sur le Canal et l'amélioration des relations entre les États-Unis et l'Égypte ainsi que l'arrêt définitif de l'embargo pétrolier. Il faudrait attendre de longs mois encore et de multiples navettes de Kissinger entre Damas et Jérusalem pour la conclusion d'un accord comparable avec les Syriens.

Ainsi prit fin cette quatrième guerre israélo-arabe qui coûta à l'État hébreu pas moins de 2 500 morts – dont, pour moitié, des tankistes –, 5 500 blessés ainsi que près de 300 captifs. Certes, les pertes de ses adversaires furent de loin plus élevées – 12 000 tués,

35 000 blessés, 8 400 prisonniers du côté égyptien ; 3 000 morts, 5 600 blessés ainsi que 411 prisonniers du côté syrien (dont 13 Irakiens et 6 Marocains) – et le territoire contrôlé par Tsahal à la fin des hostilités était plus vaste que celui qu'il dut céder aux Égyptiens. Mais si, sur un plan strictement opérationnel, Israël pouvait se prévaloir à nouveau d'une victoire indéniable, la guerre du Kippour n'en fut pas moins un désastre humain et politique, un tremblement de terre qui secoua terriblement les assises de la société israélienne. Elle remit surtout en question une bonne partie de ses certitudes : l'invincibilité de son armée et l'infailibilité de ses services de renseignement, sans parler du coût économique exorbitant du conflit – 18 milliards de dollars, l'équivalent du produit national brut d'une année entière – qui paralysa pendant plusieurs semaines toute activité dans le pays. La guerre mit en exergue l'impéritie des dirigeants politiques israéliens, plus spécialement l'immobilisme du Premier ministre Golda Meir et l'arrogance nonchalante de son ministre de la Défense Moshe Dayan, restés sourds devant l'orage qui grondait depuis plusieurs mois. En outre, pas plus que le chef d'état-major ils ne s'étaient souciés de préparer convenablement l'armée en l'équipant de matériel militaire suffisant, ni de mobiliser les réservistes quand tous les signaux d'alerte indiquaient que le déclenchement des hostilités était seulement une question de jours et d'heures.

En Égypte même, l'annonce des premières victoires remportées, pendant un mois de Ramadan de surcroît, avait provoqué une vague d'enthousiasme religieux sans précédent dans la population : tandis que les rues du Caire se couvraient de banderoles vertes aux couleurs de l'islam et de citations de versets du Coran, le cheikh d'Al-Azhar, 'Abd al-Hakim Mahmoud, proclama dans son sermon du vendredi 12 octobre, avec toute son autorité de premier dignitaire religieux du pays, que la guerre en cours était « une guerre musulmane au plein sens du terme » (*harb islamiyya bi-kulli ma'na al-kalima*), un « Jihad sacré » (*al-jihad al-muqaddas*)²¹. Le prédicateur rappela à cette occasion certains *hadith* sur les mérites de la guerre sainte – « Le Musulman qui a respiré la poussière du *Jihad* ne respirera pas la fumée de l'enfer », dit l'un d'eux – avant de raconter quelques-uns des actes héroïques enregistrés au début de l'offensive. Le sermon atteignit ensuite son point culminant lorsque le cheikh enchaîna :

Un homme intègre a vu, et je ne doute pas de sa vision, il a vu le Prophète qui allait au combat. Cet homme intègre (le prédicateur lui-même, disaient certains) a reçu l'ordre d'annoncer ce fait au président et à tous les Musulmans.

Le franchissement de la « ligne Bar-Lev », réputée inexpugnable,

fut considéré comme tenant du miracle, et les commentateurs qui comparaient cette action guerrière à celle conduite par le Prophète contre la tribu juive des Banu Nadir (qui, eux aussi, s'étaient retranchés dans un fortin avant d'être défaits et chassés à Khaybar) ne manquaient pas. Autre miracle : malgré leur encerclement dans la zone désertique du lac Amer, les soldats ne périrent pas de soif, parce que, et l'on ne sut jamais comment, ils purent boire continuellement un peu d'eau. En tout état de cause, le président Sadate, qui était par ailleurs profondément religieux, avait bel et bien réussi son coup : le *statu quo* de juin 1967 fut définitivement enterré et les États-Unis, sans l'aide militaire desquels Israël se serait trouvé dans une position intenable, ne pouvaient faire autrement que de s'impliquer dans le conflit. Ils étaient d'autant plus empressés de le faire que, pour la première fois dans l'histoire, les Arabes utilisaient l'arme économique du pétrole en imposant, dès le déclenchement du conflit, un embargo sur les exportations à destination notamment des États-Unis, considérés comme le pays le plus favorable à Israël, et des Pays-Bas, qui, outre leurs sympathies pro-israéliennes, étaient le centre mondial du marché libre du pétrole. Une mesure de rétorsion d'une grande efficacité ayant pour objectif de frapper l'économie des pays occidentaux, réputés être des alliés objectifs d'Israël, sinon les responsables de sa création. Affectant les consommateurs du monde entier qui du jour au lendemain voyaient le cours des produits pétroliers grimper de façon vertigineuse « à cause de l'intransigeance d'Israël », l'embargo contribua puissamment à modifier l'image de l'État hébreu dans l'opinion mondiale et, par voie de conséquence, à rendre plus compréhensibles et plus acceptables les thèses arabes sur le conflit en général et sur la question palestinienne en particulier. C'est ainsi qu'après avoir mis à profit la défaite arabe de 1967 pour se libérer de l'emprise des États arabes, les Palestiniens allaient se servir du retournement de la situation de 1973 comme marchepied vers leur reconnaissance par la communauté internationale.

Golda, suite et fin : la commission Agranat

Le 1^{er} décembre 1973, David Ben Gourion mourut à Tel-Aviv. Il avait été victime quelques semaines plus tôt d'une hémorragie cérébrale. Partiellement conscient, on lui avait épargné les informations sur les nouveaux périls que traversait le pays auquel il avait donné naissance, et il avait ignoré jusqu'à la fin que l'un de ses petits-fils avait été grièvement blessé dans les combats du Kippour. Accouru à son chevet deux jours avant son décès, Dayan l'avait observé, les yeux fermés et les traits du visage dégageant « une douceur inhabituelle » et un « calme profond »²², puis avait laissé tomber : « Gulliver au pays des Lilliputiens²³ ». Héros tombé de son piédestal, il ne se passa pas un jour sans que des familles éplorées, des étudiants démobilisés et des réservistes en permission ne demandassent la destitution de Dayan. Le public était à cran contre lui et contre Golda qui le protégeait. De façon incompréhensible, le Premier ministre laissa partir du gouvernement sans broncher Ya'acov Shimshon Shapira, son homme de confiance qui détenait le portefeuille de la Justice et qui, depuis le 24 octobre, réclamait la tête de Dayan.

La pression populaire retomba quelque peu après la constitution d'une commission d'enquête dirigée par Shimon Agranat, alors président de la Cour suprême, et qui comptait parmi ses membres deux anciens chefs d'état-major, Yadin et Laskov, un second juge et un ancien contrôleur de l'État. Elle fut chargée d'examiner l'état de préparation de Tsahal avant la guerre ainsi que son déploiement et son action durant les trois premiers jours de l'offensive ennemie. Là-dessus, pendant que Kissinger poursuivait ses tractations avec les Égyptiens et les Syriens, Israël entra en campagne électorale. Reportée à cause des événements, l'élection d'une nouvelle Knesset eut finalement lieu le 31 décembre. Les listes des candidats ne furent pas modifiées et, comme si de rien n'était, Golda, Eban, Dayan et Allon furent maintenus à la tête de la liste travailliste. À la surprise générale, les électeurs, encore sous le coup de la stupeur quand ils se

rendirent aux urnes, ne firent pas payer cher au Mapaï et à ses alliés leur conduite avant et pendant la guerre. Les travaillistes perdirent 5 sièges seulement et, avec leurs 51 sièges contre 39 au Likoud qui en gagna 13 (soit 50 % de plus par rapport au scrutin précédent), ils étaient encore en mesure de former un nouveau gouvernement. Mais les résultats du scrutin faisaient ressortir néanmoins deux éléments indiquant clairement que Menahem Begin et son parti étaient plus proches que jamais des marches du pouvoir : c'était, d'une part, le vote des jeunes et, d'autre part, celui des originaires des pays d'Afrique et d'Asie qui étaient largement favorables au Likoud, alors que la gauche travailliste puisait le gros de son électorat dans les couches âgées et aisées de la population et parmi les originaires des pays d'Europe et d'Amérique²⁴.

Après maints efforts, Golda put former, le 16 mars 1974, un nouveau gouvernement sur des bases quasi identiques à celles de ses précédents cabinets. Dayan y détenait comme auparavant le portefeuille de la Défense, et Eban celui des Affaires étrangères. Il y avait une nouveauté cependant : l'arrivée d'Itzhak Rabin, auquel Golda avait fait miroiter pendant un moment la Défense avant de lui confier finalement le portefeuille, peu alléchant, des Transports : une « ruse », raconta-t-il plus tard, destinée à convaincre Moshe Dayan et Shimon Peres de ne pas abandonner la barque travailliste en plein désarroi. Mais le maintien de Dayan dans ses fonctions raviva subitement la tension. En outre, depuis plusieurs semaines, il ne se passait pas un jour sans que les journaux ne rapportassent des récits poignants de réservistes et de prisonniers de guerre de retour dans leurs foyers, et ne publiassent, encadrées de noir, les annonces de funérailles de soldats dont les corps avaient été enterrés dans des cimetières provisoires au nord et au sud du pays. Les tragédies individuelles et le prix humain terrifiant de la guerre s'épalaient au grand jour. Personne n'y resta indifférent.

Rescapé du fortin « Budapest » de la ligne Bar-Lev, le capitaine de réserve Motti Ashkenazi entama le 3 février une grève de la faim à l'entrée des bureaux du Premier ministre à Jérusalem : « Dayan, démission », pouvait-on lire sur la pancarte en carton qu'il tenait à la main. Au tout début, peu de passants s'intéressèrent à lui, mais de jour en jour son mouvement de protestation prit une ampleur exceptionnelle. Il draina des milliers de personnes de tous les milieux et de tous les horizons politiques – anciens réservistes, veuves, pères, mères et enfants éplorés – qui apportèrent leur soutien au jeune officier. Dayan fut traqué et houspillé jusque dans les cimetières militaires où il venait assister, brisé par l'émotion, aux obsèques des soldats tombés au champ de bataille. Accueilli aux cris de « Assassin », il était tenu pour le principal responsable des failles (« *mehdal* ») de

Tsahal pendant les combats et de la « conception » stratégique qui avait figé l'armée sur ses lauriers obsolètes de 1967 et conduit Israël au bord de l'abîme. C'est dans ce contexte explosif que la commission Agranat publia, le 1^{er} avril 1974, ses premières conclusions qui firent l'effet d'une bombe. Si elle mit bel et bien en accusation six hauts gradés de l'armée – parmi lesquels le chef d'état-major, David Elazar, le commandant de la région Sud et le chef du Renseignement militaire, le général Elie Ze'ira, ainsi que trois de ses officiers – dont elle réclama la destitution immédiate, la commission épargna les dirigeants politiques. S'en tenant aux règles strictes du droit constitutionnel, elle estima que c'était au Parlement et aux électeurs de les juger et de les punir, le cas échéant, pour la manière dont ils avaient conduit le pays durant la guerre.

Mal acceptées par l'opinion qui attendait un jugement plus sévère à l'égard des politiques, les conclusions de la commission Agranat mirent le feu aux poudres. Au cœur de la tempête, il y avait toujours Moshe Dayan, qui refusait de partir alors que le très populaire général Elazar avait dû, lui, renoncer à ses fonctions. Lâchée, ainsi que Dayan, par les caciques du parti et plus particulièrement par le dernier « faiseur de rois » Pinhas Sapir, Golda fut acculée, le 11 avril 1974, à la démission. Comme prévu par la loi, son départ entraîna celui du gouvernement tout entier et c'est ainsi que Moshe Dayan quitta, en fin de compte, son ministère. Le mouvement de protestation de Motti Ashkenazi se dispersa immédiatement, mais un autre mouvement de contestation, extraparlamentaire comme lui, prit aussitôt le relais : *Goush Emounim* (le « Bloc de la Foi »), une organisation religieuse radicale créée par d'anciens disciples du rabbin Zvi Yehouda Kook. Issus pour la plupart du Parti national religieux dont ils n'appréciaient pas la modération politique, ils entendaient accélérer par tous les moyens la colonisation juive de la Cisjordanie et de la bande de Gaza, en y multipliant les implantations avec ou sans l'aval du gouvernement. Cette fois, Golda Meir abandonna pour de bon les rênes du pouvoir. Elle avait soixante-seize ans et la tension des derniers mois ne l'avait pas rajeunie ni n'avait revigoré son moral ou amélioré son état de santé. Dans la course à sa succession, elle valida sans enthousiasme la suggestion de Sapir d'adoubier Itzhak Rabin, de préférence à Yigal Allon et Abba Eban qui étaient aussi en lice.

*1. Expression imagée désignant l'État d'Israël né après la destruction du premier puis du deuxième Temple de Jérusalem.

*2. Il aurait été blessé par des éclats d'obus lors des combats de la « Ferme chinoise » ou, selon une version plus prosaïque des faits, il se serait plus simplement cogné la tête sur son véhicule blindé.

*3. Surnom familial d'Ariel Sharon, que lui donnent tous les Israéliens.

XX

Un sabra à la tête du gouvernement : Itzhak Rabin

Ancien chef d'état-major, vainqueur de la guerre des Six Jours, Rabin n'était impliqué à aucun titre dans le désastre du Kippour. Sincère mais distant, il ne mit pas longtemps à apprendre que les anciens de la fraction Rafi, qui représentaient un quart des membres du parti travailliste, avaient leur propre candidat : Shimon Peres. C'était un ami très proche de Dayan et ancien vice-ministre de la Défense à qui l'État hébreu était redevable de sa capacité nucléaire et des armes françaises qui avaient assuré sa victoire en 1956 et en 1967. Mais, faiblesse rédhibitoire dans un pays en guerre depuis sa naissance, ce collaborateur zélé de Ben Gourion n'avait jamais vu un champ de bataille ni effectué son service militaire, contrairement à Rabin. Ce dernier donnait le sentiment à ceux qui le rencontraient d'être un homme droit et concret ; Peres, lui, selon son biographe, était « une personnalité à facettes, capable de jouer sur plusieurs registres¹ ». Arrivé à dix ans de Pologne et parlant un hébreu parfait avec cependant une légère intonation yiddish dont il ne put jamais se débarrasser, il ne ressemblait pas aux jeunes sabras de son âge qui avaient fait la guerre d'indépendance et dont le beau Rabin, avec ses cheveux blonds et ses yeux bleus, était l'incarnation même. Les deux hommes se connaissaient et ne s'appréciaient guère depuis des années : Rabin, qui s'était toujours montré très sceptique à propos du programme nucléaire de Peres et de son engouement pour les Mirage français, ne pardonna jamais à ce dernier d'être intervenu auprès de Ben Gourion pour retarder son accession aux fonctions de chef d'état-major. Il éprouvait à son égard, disait-on, « une détestation malade ». L'éventualité de la désignation par le parti d'un homme comme Peres, qui n'avait jamais revêtu l'uniforme militaire, était à ses yeux une faute grave².

Le duel final entre Rabin et Peres se déroula le 22 avril 1974 devant le comité central du parti. Comme l'on s'y attendait, les débats furent particulièrement houleux. Les deux candidats ne s'épargnèrent rien : proche de Dayan – donc de Peres –, le très populaire général de réserve Ezer Weizman, ancien commandant de l'armée de l'air, se saisit de l'occasion pour raconter à la presse que Rabin avait craqué à la veille de la guerre des Six Jours. Dans un vote à bulletins secrets, Rabin recueillit 298 voix contre 258 à Peres qui, tout compte fait, avait bien profité des « révélations » de Weizman.

En charge des affaires courantes jusqu'à l'entrée en fonctions du nouveau gouvernement dirigé par Rabin, Golda eut le temps de nommer un nouveau chef d'état-major, le général Motta Gour, qui, outre la reconstruction de Tsaahal, eut à s'occuper de la recrudescence des attentats et des raids palestiniens à partir du Liban. L'un des plus graves eut lieu le 11 avril à Kiryat Shmona : 2 militaires y furent tués et 16 civils blessés. Un second, aux conséquences plus horribles encore, se passa le 18 mai à Ma'alot, en Galilée également, et se termina par 21 morts et 68 blessés (des écoliers et leurs instructeurs pour la plupart). À l'issue des tractations d'usage, Rabin forma son gouvernement le 3 juin 1974 : il avait voulu nommer à la Défense son ami Yigal Allon mais, devant la bronca des anciens du Rafi, il y renonça et nomma à contrecœur Peres. Allon eut les Affaires étrangères et Abba Eban, qui refusa le poste de ministre de l'Information, quitta en catimini l'arène politique. Comme ses prédécesseurs, le nouveau Premier ministre fit appel aux députés du Parti national religieux pour élargir sa coalition. Soumis à la pression de leur aile radicale représentée par Goush Emounim, ils traînèrent des pieds avant d'accepter de faire partie du gouvernement, et imposèrent comme condition de soumettre toute décision de restitution de la moindre parcelle de la Cisjordanie au verdict préalable des électeurs. C'était un défi considérable pour Rabin qui s'apprêtait à rencontrer le roi Hussein et, juste avant, Richard Nixon, à l'issue du long périple qui avait conduit le président américain, à partir de la deuxième semaine de juin, en Égypte, en Syrie, en Arabie Saoudite puis en Israël. Nixon, dont les jours à la Maison-Blanche étaient comptés, encouragea vivement le nouveau Premier ministre israélien à trouver un arrangement avec la Jordanie : « Il vaut mieux Hussein maintenant qu'Arafat demain », lui conseilla-t-il³.

Deux mois après, le roi Hussein vint aux commandes de son hélicoptère à Tel-Aviv discuter précisément avec les dirigeants israéliens de l'avenir de la Cisjordanie. Reçu en secret par la troïka Rabin-Allon-Peres, le monarque hachémite était impatient de signer avec Israël un accord de désengagement du même type que ceux conclus avec l'Égypte et, pas plus tard que le 5 juin 1974, avec la

Syrie, grâce à l'infatigable Henry Kissinger qui avait obtenu d'Israël de se retirer de toute la zone occupée par ses soldats durant la guerre du Kippour ainsi que de la ville de Kuneitra. Toute concession territoriale de la part d'Israël – telle que la rétrocession de la minuscule enclave de Jéricho – était la bienvenue pour le souverain jordanien, car il en allait de son statut vis-à-vis des territoires palestiniens occupés par Israël. Or une partie cruciale devait se jouer à ce sujet au prochain sommet arabe prévu pour le mois d'octobre : le roi Hussein espérait s'y présenter avec, dans son escarcelle, la promesse israélienne d'un retrait en Cisjordanie. Cela lui aurait permis de barrer la route à l'OLP et d'empêcher Yasser 'Arafat d'« accaparer » la question des territoires palestiniens occupés par l'État hébreu. Novice en matière de politique intérieure et obnubilé par la survie de son gouvernement face aux menaces des religieux, Rabin resta évasif malgré les exhortations des Américains, contrairement à Allon qui, depuis son entrée aux Affaires étrangères, faisait montre de beaucoup de modération et ne rejeta pas *a priori* l'accord de désengagement suggéré par Hussein. Restait Peres qui, depuis son entrée en fonctions, avait revêtu les habits de « faucon » de Dayan et qui, dans sa compétition avec Rabin, ne négligea aucune prise de position extrémiste pour se démarquer du Premier ministre. Il espérait également plaire aux militants de droite et d'extrême droite, à l'exemple des colons du « Bloc de la Foi » dont il allait devenir le meilleur avocat auprès du gouvernement.

Systématiquement éludée dans les négociations menées par Kissinger entre Israël et ses voisins, la question palestinienne fit ainsi un retour remarqué sur la scène du Proche-Orient. Comme le roi Hussein le craignait, le sommet arabe de Rabat d'octobre 1974 déposséda la Jordanie de la question palestinienne, et l'OLP fut reconnue comme l'unique représentant légitime du peuple palestinien, le seul habilité « à établir un pouvoir national indépendant sur tout le territoire palestinien libéré ». Cette décision historique mettait fin aux liens du royaume hachémite avec la Cisjordanie et encourageait par ailleurs les Palestiniens à imprimer une tournure plus réaliste à leurs revendications nationales. C'est ce qu'ils s'étaient employés à faire dans leur « programme des Dix Points » adopté en juin 1974 au Caire par le Conseil national palestinien. Tout en reprenant les clauses principales de leur charte sur la liquidation de l'État hébreu, ils semblaient désormais disposés à établir le futur État palestinien aux côtés d'Israël sur toute partie du territoire de la Palestine enlevée à l'État hébreu.

En tout état de cause, fort de cette reconnaissance arabe, Yasser 'Arafat obtint également la légitimité internationale lorsque, sous les projecteurs des télévisions du monde entier, et après avoir été autorisé par les États-Unis à fouler leur sol, il fit son entrée, le 13 novembre

1974, au siège des Nations unies à New York. *Keffieh* sur la tête et ceinturon de revolver à la hanche, le dirigeant palestinien y fut reçu en véritable chef d'État, « porteur d'un rameau d'olivier et d'un fusil de révolutionnaire ». C'étaient de belles paroles qui ne mirent pas un terme à la vague d'attentats terroristes qui continuait d'endeuiller Israël : en juin 1974, un mois après l'horrible attaque de Ma'alot, des Palestiniens s'étaient infiltrés dans Nahariya et avaient tué dans leur maison une mère et son fils. En novembre, un raid similaire, suivi d'une prise d'otages, se déroula à Beit Shean, y faisant quatre morts, et en décembre une attaque à la grenade dans une salle de cinéma à Tel-Aviv fit 51 blessés. L'année suivante, en mars, des militants du Fatah accostèrent à bord d'un canot pneumatique sur la plage de Tel-Aviv, à proximité de la rue Allenby, puis prirent d'assaut l'hôtel Savoy où ils s'emparèrent de plusieurs otages. Après deux jours de conciliabules, ordre fut donné à l'armée de passer à l'action : sept terroristes, trois otages et trois militaires furent tués dans l'opération. Ce ne fut pas tout : de nouveaux attentats sanglants se produisirent à Jérusalem, provoquant des dizaines de morts et de blessés. Et, comme si cela ne suffisait pas, Israël enregistra, le 10 novembre 1975, l'un des plus graves camouflets diplomatiques de son histoire : l'assimilation par les Nations unies du sionisme au racisme. Présentée par les pays arabes, la résolution fut approuvée par la totalité ou presque des pays du tiers monde. Seuls les pays occidentaux votèrent contre, mais une chose était certaine : l'image d'Israël dans le monde était bel et bien abîmée depuis la guerre d'octobre.

La situation économique du pays n'était pas moins désastreuse : après quinze années consécutives d'une croissance continue de 10 % du PIB, celle-ci baissa à 3 % par an entre 1973 et 1977, atteignant même moins de 1 % en 1976. Après avoir représenté 8,7 % du PIB en 1966, puis 22,7 % en 1971, la part des dépenses militaires passa à 32,8 % entre 1973 et 1976. C'était un fardeau insoutenable : Israël entretenait pour sa défense une armée régulière quatre fois plus développée que celle de l'ensemble des pays arabes réunis. En 1976, ses frais militaires s'élevaient à 3 milliards 700 millions de dollars, contre 5 milliards 200 millions pour l'ensemble de ses voisins. Cette augmentation massive du budget militaire ne provenait pas seulement du besoin de remplacer le matériel perdu durant les hostilités. Cela venait aussi de l'un des enseignements tirés de la guerre : celui d'élargir considérablement les effectifs de Tsahal et son armement. Ainsi, en 1975, l'armée israélienne disposait de 2 700 tanks, beaucoup plus que chacun de ses voisins, et le nombre de ses avions égalait celui de la France et était supérieur à celui de pays comme l'Allemagne fédérale et l'Italie. Cinquante Israéliens sur 1 000 portaient l'uniforme, l'armée régulière avait quasiment triplé : ses effectifs étaient passés de

65 000 en 1966 à 178 000 dix ans après.

Comme c'était à craindre, des dépenses militaires d'une telle ampleur ne pouvaient pas ne pas avoir d'impact sur le quotidien des citoyens, dont le niveau de vie baissa nettement durant les années Rabin, qui furent aussi marquées par une « dévaluation rampante » de la monnaie nationale ainsi que par un taux très élevé de l'inflation. Celle-ci atteignit 23 % en 1975, avant de grimper à 36 % l'année suivante, puis de redescendre à 20 % en 1977. Le seul point positif dans cette conjoncture, assombrie par ailleurs par une cascade de scandales financiers impliquant des personnalités proches du pouvoir, était le suivant : la montée du cours du pétrole permit au Trésor d'équilibrer quelque peu ses comptes grâce à l'apport des puits d'Abou Rodeis dans le Sinaï, que l'État hébreu n'allait pas tarder à restituer à l'Égypte conformément à l'accord intérimaire signé par l'entremise de Kissinger.

Accord intérimaire et pressions américaines

Le 16 juin 1974, Richard Nixon effectuait une visite triomphale en Israël où il était accueilli comme un sauveur par la population. Deux mois après, sa présidence sombrait dans le scandale du Watergate et il quitta le 9 août 1974 la Maison-Blanche, où le vice-président Gerald Ford le remplacerait jusqu'à l'organisation de nouvelles élections, deux ans après. Resté en retrait pendant que se jouait le dernier épisode de la tragédie nixonienne, Henry Kissinger revint à la charge vers la fin de l'année pour relancer les négociations entre Israël et ses voisins et la conclusion d'une paix « juste et durable », dont le principe fut énoncé lors de la conférence mort-née de Genève ainsi que dans les accords de désengagement signés avec l'Égypte et la Syrie. Néanmoins, considérant que les divergences de base entre les parties au conflit étaient insurmontables, le secrétaire d'État pensait qu'il valait mieux se concentrer sur un accord intérimaire au lieu de s'engager sur la voie périlleuse d'un traité de paix globale. L'Égypte de Sadate lui semblait plus mûre que la Syrie d'Assad pour un règlement avec Israël, même si toutes deux ne voulaient pas parler de paix avec l'État hébreu, mais seulement de la fin de l'état de belligérance. Elles exigeaient comme condition préalable le retrait d'Israël de tous les territoires conquis en juin 1967 et le règlement, sous tous ses aspects, du problème palestinien.

À l'instar de Kissinger, Rabin pensait aussi que la recherche de la paix ne devait pas commencer obligatoirement par des négociations directes avec l'ensemble des pays arabes, mais avec l'Égypte seulement, et que des étapes intermédiaires impliquant des concessions territoriales étaient indispensables avant d'arriver au but final. Il n'excluait pas non plus la restitution par Israël du Sinaï et de la plupart des territoires conquis en 1967, à l'exception de Jérusalem, de la vallée du Jourdain et de quelques autres points stratégiques. Tout en n'ignorant pas les difficultés d'un accord sur l'avenir des territoires palestiniens, il estimait que les régions à forte densité arabe telles que la bande de Gaza et les grandes villes de Samarie devraient

être évacuées en premier et, si cela ne tenait qu'à lui, qu'il ne faudrait pas y établir des colonies. Mais il y avait un problème : l'évacuation des territoires ne devait pas commencer dans l'immédiat, au lendemain de la guerre du Kippour et de la position de force acquise par les Arabes sur la scène mondiale grâce au pétrole. En aucun cas il ne fallait donner à ces derniers l'impression qu'Israël agissait par faiblesse et qu'ils pourraient lui arracher à volonté des concessions. Dès lors, pensait-il, il faudrait attendre le passage de cette constellation peu favorable – ou, selon ses termes, la fin des « sept années maigres⁴ » – et laisser aux Israéliens le temps de surmonter leur traumatisme du Kippour avant de leur imposer des concessions territoriales substantielles⁵. Il fallait aussi leur laisser le temps de renflouer leur armée en « intégrant » les nouvelles armes que les Américains avaient accepté, en septembre 1974, de leur livrer lors de l'entrevue de Rabin avec le président Ford.

Après deux visites exploratoires durant l'automne, Kissinger renouvela sa politique des petits pas et reprit ses navettes en février et mars 1975 entre l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et Israël. Aussi étonnant que cela puisse paraître, si cela n'avait dépendu que des militaires égyptiens et israéliens, un arrangement sur le Sinaï aurait été vite trouvé. Le général Motta Gour était ainsi prêt à retirer ses troupes de toute l'étendue de la péninsule, jusqu'à une ligne El-Arish-Ras Mohammed, très largement à l'est des cols stratégiques du Giddi et du Mitla, de manière à y établir une vaste zone tampon démilitarisée où patrouilleraient ensemble des unités des deux pays. À quelques détails près, c'était aussi la teneur du plan présenté au chef de la diplomatie américaine par le général Gamassi, depuis quelques mois ministre de la Guerre de son pays. Mais, sans une déclaration égyptienne de non-belligérance, le gouvernement israélien n'était pas disposé à abandonner les deux cols stratégiques ni les champs pétrolifères du Sinaï. Cette condition n'était guère approuvée par Kissinger, et serait rejetée par les Égyptiens aussi longtemps que les Israéliens n'accepteraient pas d'évacuer l'ensemble des territoires conquis en 1967.

L'impasse était totale et la mission Kissinger semblait toucher à sa fin. Le secrétaire d'État, qui attribua à Israël l'échec de son initiative, n'eut pas de mots assez durs pour dénoncer l'incompétence et l'étroitesse de vues du trio Rabin-Allon-Peres : « Israël, expliquait-il à son entourage, n'a pas de politique étrangère, mais seulement une politique intérieure débouchant toujours sur des impasses⁶. » Kissinger était persuadé que les Israéliens voulaient sa perte. Ulcéré, il ne cacha pas à Rabin que, par son entêtement, il portait atteinte aussi bien à la place des États-Unis dans la région qu'au prestige personnel du président Sadate, qui avait mis toute sa confiance dans les

Américains : « Les Soviétiques vont jubiler. Ils ne tarderont pas à réclamer une réunion de la conférence de Genève. Je ne peux promettre ce que sera la réponse américaine à leur requête⁷. » Quant au président Ford, qui n'était toujours pas décidé à briguer un mandat présidentiel au terme de sa succession, mettant dans la balance sa sympathie personnelle pour Israël d'un côté, et la préservation des intérêts américains de l'autre, il n'hésita pas à accabler publiquement Israël, et adressa un message menaçant à Rabin lui annonçant le « réexamen » de la politique américaine à l'égard d'Israël « dans le but de s'assurer que tous les intérêts américains dans la région soient respectés⁸ ». Selon Rabin, qui en référa à Begin, le message du président eut un effet contraire à celui espéré : « Même les ministres les plus modérés et les plus hésitants estimèrent que nos négociateurs devaient rester fermes sur leurs positions⁹. » Après tout, il n'y avait rien d'extravagant à vouloir la fin de l'état de belligérance comme garantie avant d'accepter d'aussi importantes concessions économiques et stratégiques.

Les six mois suivants de « réexamen » de la politique américaine inquiétèrent beaucoup les dirigeants israéliens, qui virent se dégrader sérieusement les relations israélo-américaines. Ainsi, Washington refusa jusqu'en septembre 1975 de signer le moindre contrat de vente d'armes à l'État hébreu tout en continuant d'honorer les accords en cours. De plus, des rumeurs de plus en persistantes laissaient entendre que les États-Unis avaient multiplié les contacts avec des représentants de l'OLP dans le monde arabe et en Europe. La seule carte entre les mains d'Israël pour amener la Maison-Blanche à réduire sa pression sur l'État hébreu était le Congrès, où il comptait de nombreux amis qui partageaient son avis sur la fin de l'état de belligérance. Le 21 mai, soixante-seize sénateurs demandèrent ainsi au président Ford de répondre favorablement aux besoins économiques et militaires d'Israël. Les élections présidentielles de novembre 1976 étant à l'horizon, Ford et Kissinger en arrivèrent à la conclusion que les pressions sur Israël risquaient d'avoir des effets indésirables et qu'en fin de compte il valait mieux revenir à la politique des petits pas. Cette fois, le président lui-même comptait y mettre du sien en rencontrant, le 1^{er} et le 2 juin à Salzbourg, le président Sadate, puis en recevant à la Maison-Blanche, dix jours après, Rabin.

Accueilli très chaleureusement à Washington, l'ancien ambassadeur aux États-Unis mit beaucoup d'eau dans son vin, et c'est ainsi qu'à l'issue de multiples retournements et d'une dizaine de jours de négociations ininterrompues, du 21 au 31 août 1975, Kissinger obtint la conclusion d'un accord intérimaire entre Israël et l'Égypte qui fut formellement signé à Genève le 4 septembre 1975. Stipulant le retrait israélien jusqu'à l'est des cols du Giddi et du Mitla, ainsi que la

restitution des gisements de pétrole de Ras Soudar et Abou Rodeis dans le Sinaï, l'accord Sinaï II – comme on l'appela – prévoyait la renonciation par les deux parties à l'usage de la force pour régler leurs différends, la création de zones tampons avec établissement de stations de surveillance tenues par des observateurs de l'ONU et des soldats américains et, enfin, la liberté de passage dans le canal de Suez de cargaisons non militaires à destination ou en provenance d'Israël. Le texte était accompagné d'un mémorandum secret israélo-américain suivant lequel les États-Unis s'engageaient à accorder une aide économique considérable à Israël (2 milliards de dollars), à lui fournir le nouveau chasseur F-16 et des fusées Pershing dotées d'ogives conventionnelles, à compenser les pertes israéliennes en pétrole à la suite de l'évacuation des gisements du Sinaï, à défendre l'État hébreu en cas de menace soviétique et, aussi et surtout, à ne pas entamer de négociations avec l'OLP. Du moins tant que celle-ci ne reconnaîtrait pas le droit d'Israël à l'existence et ne renoncerait pas au terrorisme qui, pas plus tard que le 4 juillet, avait semé la désolation à Jérusalem en y faisant treize morts. C'était un attentat perpétré par le groupe d'Ahmed Jibril, auquel Tsahal répondit en attaquant des camps palestiniens du Sud-Liban.

À son arrivée en Israël pour la conclusion de la dernière phase de l'accord intérimaire, Kissinger fut reçu solennellement par la Knesset. La réception fut gâchée par l'irruption de militants du Goush Emounim qui insultèrent le ministre, l'abreuvant d'insultes et lui promettant un sort identique à celui du comte Bernadotte, le médiateur des Nations unies qui avait été assassiné par des extrémistes juifs durant la guerre de 1948. Craignant pour l'avenir de la « Judée-Samarie » (Cisjordanie), les militants du mouvement radical religieux avaient décidé de passer à l'action en multipliant les manifestations houleuses sur la voie publique, mais aussi en lançant leurs premières tentatives d'établissement de colonies dans les territoires occupés.

Goush Emounim et la rivalité Rabin-Peres

Passant outre les directives plus ou moins officielles du gouvernement de ne pas dépasser les limites fixées par le plan Allon, le « Bloc de la Foi » constitua durant l'été 1975 un « noyau » de plusieurs familles, appelé « Elon Moreh », qu'il voulut établir en plein cœur de la Samarie, à Sebastia, près de Naplouse. Délogés six fois de suite par l'armée, ils revinrent à la charge en décembre, certains de pouvoir y rester grâce aux bons offices de plusieurs députés du Likoud et du Parti national religieux qui intervinrent en leur faveur auprès des autorités militaires. Ils pouvaient aussi compter sur une personnalité publique de premier plan : le général de réserve Ariel Sharon, qui servait de « conseiller militaire spécial » à Rabin. Cette nomination avait suscité la colère de Peres, qui, en représailles, nomma à ses côtés comme conseiller le physicien atomiste Yuval Neeman, aussi extrémiste que Sharon – voire plus – en matière de sécurité. Rabin ne vit pas d'un bon œil cette tentative de colonisation sauvage et n'eut de cesse de réclamer l'expulsion du noyau d'Elon Moreh. Mais, comme au même moment une grande conférence internationale de solidarité juive devait se tenir à Jérusalem, il voulut éviter l'esclandre et chargea le ministre de l'Information, Israël Galili, de trouver une solution au problème. Spécialiste de tous les compromis, Galili proposa d'évacuer les colons et leurs familles du site de Sebastia et de les installer provisoirement dans le camp militaire voisin de Kadoum. Mais c'était sans compter sur l'inimitié de plus en plus forte entre Rabin et Peres : alors que le Premier ministre espérait que, de guerre lasse, les colons d'Elon Moreh quitteraient les lieux, le ministre de la Défense, que Rabin considérait comme un « intrigant infatigable » et un « cheval de Troie » de Goush Emounim, ne cessa de les aider en leur fournissant moyens logistiques et laissez-passer militaires pour élargir leur établissement et y améliorer leurs conditions de vie. C'était indéniable, reconnaît le biographe de Peres :

Les dirigeants de Goush Emounim étaient enchantés de

l'attitude de Peres. En plusieurs occasions, celui-ci les avait qualifiés de « véritables pionniers » et n'avait pas manifesté d'opposition à leur installation en Samarie... Aujourd'hui encore, les édiles locaux évoquent sa contribution avec gratitude¹⁰.

Les tiraillements entre le chef du gouvernement et son ministre ne connurent pas de répit durant toute l'année 1976, sur fond de tensions en Galilée après de nouvelles confiscations de terres visant à élargir les périmètres des villes juives de Carmel, Nazareth-Ilith et Safed, ainsi que la création de nouveaux points de peuplement juif. La population arabe réagit vivement : grèves, défilés de protestation, heurts violents avec la police qui atteignirent leur paroxysme le 30 mars 1976, lors de la « journée de la Terre » au cours de laquelle la police et l'armée tirèrent à balles réelles sur les manifestants, faisant plusieurs morts et blessés. C'est alors que Shimon Peres, qui désirait poursuivre la politique d'occupation « à visage humain » de Dayan, décida d'organiser, en avril 1976, de nouvelles élections municipales en Cisjordanie. Ce fut un fiasco retentissant : plus de la moitié des maires et des conseillers municipaux proches du pouvoir hachémite furent balayés et remplacés par des nationalistes, partisans de l'OLP, qui appelèrent immédiatement à la fin de l'occupation israélienne et à l'établissement d'un État palestinien. C'était un dernier clou enfoncé involontairement par Peres dans le cercueil de l'« option jordanienne » à laquelle Rabin, Allon et une bonne partie de la classe politique – dont Peres lui-même – étaient encore attachés. Il est vrai qu'en dépit des résolutions du sommet de Rabat le pouvoir hachémite continuait de payer une bonne partie des salaires des fonctionnaires en activité dans les territoires occupés, parvenant ainsi à maintenir tant bien que mal une influence non négligeable au sein d'une population tiraillée entre son désir de mener une vie « normale » sous le régime d'occupation israélienne et son identification avec l'OLP et ses mots d'ordre nationalistes. « Résilience » (ou *Soumoud*) fut l'état d'esprit de l'écrasante majorité de la population, consistant dans le refus systématique de vendre des terres aux Juifs et d'émigrer hors de Cisjordanie et de Gaza, de coopérer avec les services de sécurité israéliens ou encore d'engager des discussions d'ordre politique avec les autorités israéliennes sans l'aval de l'OLP. C'était une forme de civisme mise en avant par les associations d'étudiants et les enseignants des trois universités créées entre 1972 et 1975 à Bethléem, Naplouse et surtout à Bir-Zeit, dans la région de Ramallah – le plus grand des établissements palestiniens d'enseignement supérieur – avant l'ouverture, en 1984, à Jérusalem-Est de l'Université d'Al-Quds.

Il faut noter par ailleurs que les femmes palestiniennes furent autorisées pour la première fois à participer au scrutin municipal de 1976 : déjouant les espoirs des autorités militaires, elles ne votèrent pas pour les candidats conservateurs mais en faveur de leurs adversaires nationalistes, facilitant ainsi leur victoire. Dans la foulée, elles prirent une part très active, au cours des années suivantes, dans le réveil de la société civile palestinienne aux côtés d'organisations de jeunes suscitées par l'OLP. Portant le nom de *Shabiba*, celles-ci avaient pour vocation de renforcer la conscience nationale de la population par la diffusion de chants et de danses patriotiques et de développer les liens de solidarité entre toutes les composantes de la société palestinienne, allant de la lutte contre l'analphabétisme et la distribution de secours aux familles des prisonniers et des victimes de la guerre contre Israël jusqu'à la plantation d'oliviers et la construction de routes à travers la Cisjordanie et la région de Gaza. Cette effervescence nationaliste atteignit un premier seuil au lendemain de la guerre du Kippour avec la formation plus ou moins clandestine du « Front national palestinien », groupant des représentants des principales branches de l'OLP. Les autorités militaires y mirent rapidement le holà ; ses activités furent suspendues dès 1974, et la plupart de ses adhérents jetés en prison ou exilés.

Évolution démographique de la Cisjordanie et de Gaza entre 1967 et 1982¹¹

	Cisjordanie
1967	396 000
1970	608 000
1973	663 000
1976	629 000
1979	700 000
1982	778 000

Sur le plan économique, la Cisjordanie et la bande de Gaza furent laissées pratiquement dans l'état où elles avaient été trouvées en 1967. Aucun plan de développement industriel n'y fut appliqué et peu d'améliorations furent apportées aux infrastructures locales, sauf dans un domaine : l'agriculture. Cette dernière bénéficia effectivement de la bienveillance des autorités et connut de profonds changements à partir de 1967. Grâce à une plus grande mécanisation du travail agricole et à l'introduction de nouvelles méthodes d'irrigation, la production augmenterait de 10 % par an en Cisjordanie et de près de 7 % à Gaza jusqu'en 1981. En outre, près d'un tiers de la main-d'œuvre disponible dans les territoires – de 20 000 personnes en 1970 à 80 000 en 1981 – était employé en Israël, dans des secteurs comme le bâtiment, demandant une main-d'œuvre bon marché et sans qualification professionnelle¹². Grâce aux salaires payés en Israël et à l'argent

envoyé régulièrement par les Palestiniens travaillant à l'étranger, le revenu par habitant fut multiplié par neuf au cours de la première décennie de l'occupation israélienne, et une nette amélioration du niveau de vie général fut ressentie par la population rurale, davantage en Cisjordanie et beaucoup moins dans la bande de Gaza¹³.

Guerre civile au pays du Cèdre

Pendant ce temps, la guerre civile faisait rage au Liban depuis le 13 avril 1975. Elle éclata dans le faubourg chrétien de Beyrouth d'Aïn al-Rummaneh où des coups de feu furent tirés en direction du chef des Phalanges, Pierre Gemayel, lors de l'inauguration d'une église. L'un de ses gardes du corps fut tué. En représailles, ses partisans attaquèrent juste après un autobus qui ramenait des Palestiniens du camp de Tell al-Za'tar à celui de Chatila : il y eut 27 morts. Les affrontements se généralisèrent ensuite dans toute la ville et en plusieurs autres endroits du pays. Il y avait, d'un côté, un camp progressiste conduit par le Druze Kamal Joumblatt et le « Mouvement national libanais » (qui voulait la « déconfessionnalisation » de la fonction publique, du pouvoir judiciaire, de l'armée et du corps électoral) et, de l'autre, un « Front libanais » formé d'une coalition de partis chrétiens de droite, dominée par le Phalangiste Pierre Gemayel, qui ne voulaient rien changer au régime établi depuis 1932. Il stipulait un président de la République chrétien, un Premier ministre **sunnite** et un chef du Parlement **shi'ite**.

En outre, alors que les « islamo-progressistes » voulaient la « réforme par les armes », les conservateurs, auxquels appartenaient aussi le président Soleiman Frangié et le ministre de l'Intérieur Camille Chamoun, aspiraient à renforcer la « sécurité » du pays qu'ils estimaient menacée à cause de la présence massive des Palestiniens¹⁴. Or, à l'instigation de Yasser 'Arafat, ceux-ci s'étaient rangés sans hésiter du côté de Kamal Joumblatt. Cela accrut immédiatement l'inimitié des chrétiens et du Front libanais qui reprochaient aux pays arabes de s'être déchargés à bon compte du fardeau palestinien sur le dos de la malheureuse République libanaise. D'ailleurs, laissait entendre à ce sujet le « gauchiste » Georges Habache du FPLP, les événements libanais devaient servir de tremplin à la transformation « révolutionnaire » de l'ensemble du monde arabe.

En effet, avec une population palestinienne estimée à 250 000 personnes, dont 85 % à 90 % vivaient dans des camps gérés par l'URWA, le Liban avait de plus en plus de difficulté à préserver son image de marque de « Suisse, paisible et tolérante, du Moyen-

Orient^{*1} ». Comme en Jordanie en 1970, les miliciens palestiniens avaient mis à mal l'hospitalité libanaise et, profitant de la déliquescence de l'État libanais, ils étaient devenus les « rois de Beyrouth¹⁵ » :

L'erreur fondamentale de la résistance fut d'agir au grand jour, c'est-à-dire d'être présente dans les villes, reconnu un membre éminent de l'OLP, Abou Amin. Les combattants auraient dû rester en dehors des agglomérations, car toute armée qui pénètre dans les villes se corrompt : les hommes veulent se distraire avec les filles et sortir dans les bars.

Y créant un véritable « État dans l'État », ils s'installèrent en force dans le Sud-Liban, où ils se dotèrent d'une armée quasi conventionnelle, disposant de pièces d'artillerie et de lance-roquettes Katiousha qui frappaient à tout moment les villes du nord d'Israël. C'était une nouvelle stratégie militaire n'ayant plus rien à voir avec les opérations de guérilla lancées naguère de la frontière jordanienne :

Lorsque la révolution avait installé ses bases dans la vallée du Jourdain, raconta un autre dirigeant, Abou Hatem, les *fedayin* se trouvaient dans les tranchées, face à l'ennemi. Lorsqu'elle a dû s'exiler au Liban, les combattants, ou en tout cas le leadership, sont passés du champ de bataille aux hôtels de luxe de Beyrouth. Il y avait certes des bases au Sud-Liban, mais l'essentiel du travail se déroulait à Beyrouth¹⁶.

Ajouté à l'effet cumulé des représailles israéliennes qui touchaient sans discernement villageois et citadins libanais, les chrétiens s'en prirent à l'OLP en attaquant les camps palestiniens installés à Beyrouth et dans ses environs. Ainsi, après le « Samedi noir » du 6 décembre 1975 au cours duquel quatre de leurs commandants furent assassinés, les Phalangistes dressèrent des barrages dans la capitale et procédèrent à des exécutions sommaires de passants musulmans. Leurs adversaires progressistes répliquèrent en attaquant les hôtels chrétiens situés dans l'enclave branchée à l'intérieur de Beyrouth-Ouest (la partie musulmane de la ville). En réponse, les Phalangistes entreprirent le nettoyage ethnique des zones chrétiennes de la ville et expulsèrent quelque 300 000 musulmans, en majorité shi'ites, ainsi que des Palestiniens vers Beyrouth-Ouest. Près d'un millier de personnes perdirent la vie au cours de cette opération qui dura plusieurs jours. Nouvelles représailles : aidés des Palestiniens, les islamo-progressistes s'emparèrent, le 20 janvier 1976, du village maronite de Damour, sur la route côtière au sud de Beyrouth, et y

massacrèrent plusieurs centaines d'habitants.

C'est alors que la Syrie intervint ouvertement dans la bataille. Considérant les Maronites comme des alliés des États-Unis, de l'Égypte et d'Israël, Hafez al-Assad, qui s'était senti trahi par Anouar el-Sadate après la conclusion de l'accord intérimaire avec l'État hébreu, commença par soutenir, le plus naturellement du monde, le camp progressiste. Ensuite, il fit adopter par le Parlement libanais une charte de réformes préconisant des changements modestes dans le système électoral et accordant notamment la moitié des sièges aux musulmans, tout en maintenant la domination maronite à la tête de l'État et de l'armée. Surprise : le nouveau « document constitutionnel » parrainé par la Syrie ne fut accepté ni par les progressistes ni par les militaires dissidents de l'Armée de libération nationale, dirigée par un officier sunnite du nom d'Ahmad Khatib, qui prit le contrôle de la plupart des casernes du pays. Forts de cet appui, les amis de Kamal Joublatt lancèrent plusieurs offensives à Beyrouth et dans les montagnes surplombant les villages maronites. Quant à Assad, ne supportant pas d'être défié sur sa gauche et craignant la constitution sur son flanc occidental d'un « Cuba » libanais, il changea son fusil d'épaule et envoya ses troupes, en l'occurrence des miliciens de la *Sa'iqa*, aider les Phalangistes. Exploitant ce retournement, ceux-ci attaquèrent, entre juin et août 1976, avec l'aide des Syriens, le camp palestinien de Tell al-Za'tar, à l'est de Beyrouth, et y tuèrent 3 500 personnes.

L'alliance avec Assad n'empêcha cependant pas les chrétiens de se tourner vers Israël qui, depuis toujours, souhaitait l'établissement de liens solides avec les minorités ethno-religieuses de la région (Kurdes, Druzes ou Maronites). Contrairement à Rabin qui était très sceptique, Allon, à la suite de Ben Gourion, poussait depuis longtemps à une plus grande implication d'Israël dans la guerre civile libanaise, qui offrait selon lui à l'État hébreu l'occasion de contribuer à la création de deux petits États « amis » : l'un druze dans le Chouf, l'autre chrétien dans la Montagne libanaise¹⁷. Dans le même temps, l'État hébreu, encore sous le choc du Kippour, ne voulait pas d'une guerre avec la Syrie ni d'une intervention directe au Liban. Dès lors, après plusieurs réunions secrètes avec les dirigeants chrétiens – entre Rabin et Chamoun –, Israël et la Syrie parvinrent par l'intermédiaire du roi Hussein à un arrangement tacite sur la délimitation d'une « ligne rouge » entre leurs zones d'influence au Liban. L'État hébreu put ainsi ouvrir une « bonne barrière » sur sa frontière septentrionale à travers laquelle il fit passer son aide militaire et humanitaire aux chrétiens libanais. Des officiers de Tsahal accostèrent ainsi librement au port de Jounieh, à une dizaine de kilomètres de Beyrouth, pour entraîner leurs miliciens. Lâchés par Sadate qui désirait se réconcilier

avec Assad, les Palestiniens en payèrent le prix fort : en quelques mois, remarqua Rabin à ce propos, les Syriens tuèrent plus de « terroristes palestiniens » que Tsahal ne le fit pendant des années¹⁸. Ironie de l'histoire : pour échapper aux Syriens qui les pourchassaient à travers le pays, les combattants palestiniens devaient chercher leur salut « sous le parapluie israélien » et celui des casques bleus internationaux de la **FINUL**, dans le Sud-Liban, où les forces d'Assad n'osaient pas s'aventurer.

Expliquant leur intervention par la crainte d'un nouveau « Septembre noir » palestinien qui aurait entraîné une intervention israélienne, l'entrée des Syriens fut acceptée par le sommet arabe tenu à Riyad en octobre 1976, qui décida de l'envoi d'une Force de dissuasion arabe, composée de 30 000 hommes – des Syriens dans leur écrasante majorité – placés sous le commandement direct du président prosyrien Elias Sarkis. Fort de cette légitimité arabe, Assad se hâta de mettre un terme aux attaques de l'OLP contre les chrétiens du Mont-Liban. Le 16 mars 1977, il fit assassiner Kamal Joumblatt, dont la disparition allait lui permettre de renforcer son emprise sur le front national constitué de l'alliance entre l'OLP, les Druzes et les partis de gauche libanais. À cette date, les Syriens, qui avaient été accueillis plutôt fraîchement par les milices de Camille Chamoun et du jeune Bashir Gemayel, étaient solidement implantés dans Beyrouth.

Entebbe

Au début de l'été 1976, l'armée israélienne allait réussir l'un de ses plus beaux faits d'armes à Entebbe, l'ancienne capitale de l'Ouganda, où des terroristes palestiniens et allemands retenaient en otage, depuis près d'une semaine, les passagers juifs et israéliens d'un Airbus d'Air France. Parti le 26 juin 1976 de Tel-Aviv pour Paris, leur avion fut détourné à l'escale d'Athènes puis, après un plein en carburant à Benghazi, en Libye, il se posa à Entebbe avec l'approbation du président ougandais Idi Amin Dada. Relâchant la plupart des otages pour ne retenir dans le hall de transit de l'aéroport qu'une centaine de passagers juifs et israéliens et les membres d'équipage, les terroristes menacèrent de les tuer, dans les quarante-huit heures, s'ils n'obtenaient pas la libération de prisonniers palestiniens détenus en Israël, mais aussi en France, en Suisse et en Allemagne. Laissant croire aux ravisseurs qu'il acceptait de négocier avec eux par l'intermédiaire de la France, le gouvernement israélien demanda à l'armée d'envisager une solution militaire pour libérer les otages. Anticipant les critiques de l'opposition en cas d'échec, Rabin mit Begin dans la confidence et c'est ainsi qu'après plusieurs jours d'entraînement, de recherche de renseignements sur la configuration du terminal et de conversations avec le dictateur ougandais (qui avait gardé plusieurs contacts en Israël) destinées à tromper sa vigilance, l'armée passa à l'action dans la nuit du 3 au 4 juillet. Pour éviter toute détection, les quatre avions géants Hercules C-130 qui transportaient les commandos de la Sayeret Matkal et leurs camarades d'autres unités, décollèrent de Charm el-Cheikh puis survolèrent la mer Rouge à très basse altitude, et passèrent au-dessus de l'Éthiopie et du Kenya, où ils firent une escale technique à Nairobi avant de gagner les rives du lac Victoria et d'atterrir, phares allumés et portes ouvertes, à Entebbe.

L'opération fut exécutée en une demi-heure : précédés d'une Mercedes noire ressemblant à celle d'Amin Dada et parcourant, grimés, le trajet entre le tarmac et le terminal à bord de Land Rover peintes aux mêmes couleurs que celles utilisées par les gardes du corps du dictateur lorsqu'il venait rendre visite aux otages, les soldats

sautèrent de leurs véhicules et surgirent brusquement dans le hall de transit, aux cris de « À terre, à terre » en hébreu. Les quatre ravisseurs furent abattus sur-le-champ et l'ensemble des otages, ainsi que l'équipage français, libérés. Le raid fit quatre morts : trois otages et le commandant de l'unité d'assaut, Jonathan (Yoni) Netanyahou. Les commandos retournèrent ensuite dans leurs avions où ils commencèrent à embarquer les otages, lorsque des soldats ougandais se mirent à tirer dans leur direction. Ils répliquèrent de toutes leurs armes, tuant 45 Ougandais et détruisant les 11 Mig-17 et Mig-21 qui se trouvaient sur place et qui représentaient un quart de l'aviation d'Amin Dada. Une des otages, âgée de soixante-treize ans, avait été transportée à l'hôpital de Kampala peu de temps avant le raid. Elle fut traînée de force hors de l'hôpital par des soldats ougandais puis assassinée sur ordre d'Amin Dada. En Israël, des explosions de joie et un sentiment de fierté retrouvée accueillirent la nouvelle de la réussite du raid et de la libération spectaculaire des otages. Ce fut l'occasion pour Rabin et Peres de se quereller et de se disputer la paternité de l'exploit, le ministre de la Défense allant jusqu'à confier au *New York Times* que le chef du gouvernement s'était constamment opposé à toute solution militaire et que seule l'obstination de Shimon Peres avait fini par le contraindre d'y donner son accord. Cette version des faits fut rejetée, bien entendu, par Rabin :

[Elle était] fabriquée de toutes pièces, mais ce n'était ni la première ni la dernière fois que mes adversaires au sein de mon propre parti allaient tenter de saper ma position pour faire progresser leurs ambitions¹⁹.

Affaibli par ses disputes avec Peres et arc-bouté sur des positions rigides excluant toute évacuation complète des territoires occupés et toute discussion avec Yasser 'Arafat, Rabin rejetait tous les appels à une reprise des négociations en vue d'un règlement global. Même quand cela venait du roi du Maroc Hassan II, qu'il rencontra secrètement à Rabat en 1976, ou de Bruno Kreisky, qui lui apporta une invitation du vice-président égyptien Hassan Touhami qui désirait rencontrer... Shimon Peres. À l'exemple de Dayan en son temps, Peres passait pour l'homme fort du gouvernement israélien. Outré, Rabin rejeta la demande, expliquant au chancelier autrichien que Sadate savait où le trouver et qu'il était prêt à le rencontrer, sans condition ni médiation étrangère, en vue de négociations directes entre les deux pays.

La débandade

En réalité, le Premier ministre n'avait pas grand-chose à proposer au président égyptien. Toute concession territoriale risquait de mettre le feu à sa coalition et faire tomber le gouvernement. Éclaboussé par une série de scandales financiers qui conduisirent en prison le candidat désigné aux fonctions de gouverneur de la Banque d'Israël et provoquèrent le suicide de son ministre du Logement – tous deux membres éminents du parti travailliste –, Rabin ne pouvait non plus ignorer l'immense succès recueilli dans les sondages par le nouveau parti centriste *Dash* (ou « Mouvement démocratique pour le changement ») créé par l'ancien chef d'état-major Yigael Yadin pour l'assainissement de la vie politique. Le vaisseau travailliste prenait l'eau de toutes parts : après la *pasionaria* des droits civiques, Shoulamit Aloni, qui s'en était retirée pour fonder son propre parti (*Ratz*), c'est l'ancien député du Mapai et conseiller de Levi Eshkol, Lova Eliav, qui fonda le sien (*Ya'ad*) aux côtés de plusieurs autres nouvelles formations – telles que *Shinouï* du juriste Amnon Rubinstein – issues du mouvement de protestation né de la guerre du Kippour et qui toutes voulaient réformer de l'intérieur le régime²⁰.

Le vendredi 10 décembre 1976, les trois premiers chasseurs F-15 achetés aux États-Unis au lendemain de la guerre atterrirent en Israël à quelques heures du début du *shabbat*. Tous les invités rentrèrent ensuite chez eux, émus et contents, certains tard dans la nuit à cause de la longueur de la cérémonie. Les députés du parti ultraorthodoxe Agoudat Israel se saisirent, deux jours après cette atteinte aux règles sacrées du repos hebdomadaire, pour déposer une motion de censure à la Knesset. Gênés, les députés du Parti national religieux ne purent faire autrement que de s'abstenir. Furieux de ce manquement à la solidarité gouvernementale, Rabin renvoya sur-le-champ leurs ministres à leurs pénates. Cette « brillante manœuvre » lui fit perdre sa majorité et provoqua sa démission et celle de son gouvernement. De nouvelles élections furent fixées au 17 mai 1977.

Sans attendre, Peres annonça son intention de briguer la tête du prochain gouvernement contre Rabin et, une fois de plus, les deux frères ennemis s'affrontèrent, comme en 1974, devant le congrès du

parti qui trancha le 23 février 1977 en faveur du Premier ministre sortant : 1 445 voix contre 1 404. Un écart d'à peine 41 voix. Le mois suivant, Rabin se rendit aux États-Unis pour une première visite au nouveau président des États-Unis élu en novembre : Jimmy Carter. Plutôt surpris par le ton et la teneur des discussions avec son hôte et l'entourage de ce dernier, il constata une « énorme différence » entre l'administration républicaine qu'il avait si bien connue sous Nixon et Ford et celle de Carter, dont aucun assistant n'avait la stature de Kissinger, regrettait-il. Deux jours après son retour en Israël, le correspondant du journal *Haaretz* aux États-Unis informait ses lecteurs que Mme Rabin possédait un compte bancaire à Washington, en violation de la loi sur les devises étrangères interdisant à tout citoyen israélien d'ouvrir un compte à l'étranger sans l'autorisation de la Banque d'Israël. Le compte en question avait été ouvert pendant que Rabin servait comme ambassadeur aux États-Unis et, selon ses dires, son épouse et lui-même avaient omis par inadvertance de le fermer à leur départ. Le Premier ministre croyait innocemment qu'il n'y avait dessus que 2 000 dollars, et non 20 000 comme on s'en aperçut par la suite.

Le 7 avril, alors que les téléspectateurs israéliens étaient collés à leurs écrans de télévision pour suivre le championnat d'Europe de basket-ball, la retransmission fut interrompue avant la fin du match, brillamment remporté par leur équipe favorite du Maccabi Tel-Aviv : visage fermé, les traits tirés, Rabin apparut sur les écrans pour reconnaître l'infraction commise par son épouse, dont il endossa entièrement la responsabilité, et pour annoncer sa propre démission de la présidence du Conseil. C'était une impossibilité d'un point de vue juridique, aucun ministre, pas même le président du Conseil, ne pouvant quitter le gouvernement devenu depuis décembre un cabinet de transition. L'ancien chef d'état-major ne put faire autrement que rester à son poste tout en déléguant à Shimon Peres la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres. Enfin, à la surprise générale, il recommanda son rival de toujours pour porter les couleurs du parti travailliste face au Likoud. Handicapé par l'absence de son leader Menahem Begin, hospitalisé pour un problème cardiaque, le parti de droite trouva en Ezer Weizman, avec son audace et sa spontanéité naturelles, la personne adéquate pour diriger sa campagne et faire entrer l'ancien Hérout dans l'ère de la propagande télévisée. Mettant en exergue les affaires de corruption plombant l'adversaire travailliste depuis la guerre du Kippour, Weizman en rajouta une couche en diffusant un clip ravageur, quelques jours avant le scrutin, sur un récent accident d'hélicoptère ayant provoqué la mort de quarante soldats : « Que doit-il arriver encore pour comprendre qu'il faut changer de gouvernement ? » disait la bande-annonce. Sur la défensive

pendant toute la durée de la campagne, le parti travailliste se plut à ressortir des archives des clichés jaunis d'un Menahem Begin haranguant la foule d'un ton violent et démagogique lors du débat de 1952 sur les réparations allemandes, mais cela eut bien du mal à convaincre. *Idem* lors du face-à-face télévisé, organisé à la veille du scrutin, entre Begin et Peres : paradoxalement, c'est le chef du gouvernement en exercice qui parut le moins sûr des deux, tandis que le dirigeant du Likoud, gardant tout au long du débat une attitude digne et sereine, affirmait sans sourciller qu'il était en mesure de faire comprendre aux Américains le refus d'Israël d'abandonner le Sinaï et ses richesses pétrolières.

Un tournant historique : 17 mai 1977

Le verdict des électeurs tomba comme un couperet, au soir du 17 mai 1977 : « *Mahapakh*^{*2} », s'écria le présentateur vedette de l'unique chaîne de télévision publique, Haïm Yavin, avant d'annoncer la défaite historique du parti travailliste – qui présidait depuis 1930 aux destinées du mouvement sioniste et de l'État d'Israël – et la victoire du Likoud, en mesure, pour la première fois, de former un gouvernement. C'était une victoire honorable, certes, mais non un raz-de-marée, le parti passant de 39 sièges en 1973 à 43 seulement en 1977. Quant à l'ancien parti de Golda, d'Eshkol et de Ben Gourion, sa défaite prit bel et bien l'allure d'une hécatombe puisqu'il passa de 51 sièges à 32. Il entraîna dans sa chute l'effondrement des partis susceptibles de se joindre à lui pour former un gouvernement, à l'exemple des libéraux indépendants qui perdirent trois sièges sur quatre, du parti Ratz de Shoulamit Aloni, qui n'était plus représenté que par un seul député au lieu de trois dans la législature précédente, ou encore des listes satellites arabes qui virent fondre leurs effectifs au profit du parti communiste Rakah, qui passa de quatre à cinq sièges.

Il y avait une seule « consolation » pour les travaillistes : le nouveau parti centriste Dash, avec ses quinze nouveaux députés, était le grand vainqueur de ces élections. Ils lui auraient volontiers pardonné d'avoir marché sur leurs plates-bandes s'ils avaient pu former avec lui une nouvelle coalition. Mais l'addition de leurs scores rendait impossible la manœuvre. Ce n'était pas le cas des nationaux religieux : leurs gains, bien que relativement modestes – douze sièges au lieu de dix –, les confortaient amplement dans la position qu'ils affectionnaient le plus : celle de « faiseurs de coalition », cette fois avec le Likoud qui avait besoin de leurs voix pour former un gouvernement. Dans cette perspective, Yigael Yadin et son mouvement n'avaient pas beaucoup le choix. Ils devraient se morfondre sur les bancs de l'opposition ou entrer dans un gouvernement avec lequel ils n'avaient pas beaucoup d'atomes crochus, mais qui allait peut-être leur offrir l'occasion de réaliser un tant soit peu leur programme : réformer l'État²¹.

Mais, au-delà de cette redistribution des cartes, l'enseignement

principal du scrutin de 1977 fut que le bloc de droite et du centre était devenu largement majoritaire dans le pays, et plus particulièrement parmi les Séfarades des quartiers populaires et des villes de développement qui accueillirent les résultats du scrutin aux cris de « Begin, Begin ». À l'opposé, les élites urbaines et rurales avaient voté massivement pour les partis de gauche et continuaient de se targuer de leurs valeurs tout en sachant pertinemment que l'usure du pouvoir les avait vidés depuis belle lurette de tout contenu idéologique. En tant que bénéficiaires du système qui leur assurait prébendes et statut social, elles étaient pour le maintien du *statu quo* politique, contrairement aux couches défavorisées qui aspiraient au changement et à l'amélioration de leurs conditions de vie en appelant de leurs vœux l'avènement d'un « nouveau régime ». « Nous sommes le parti des pauvres », disait en substance, dès 1974, Menahem Begin, omettant de signaler que la composante libérale de sa formation drainait également beaucoup de riches et d'entrepreneurs privés. Il n'en demeure pas moins que c'est dans les couches populaires que le Likoud puisait depuis 1973 l'essentiel de sa force électorale.

Répartition de la population juive selon l'origine*3

	1988
Total	3 030 000
Nés en Israël	57,8 %
Père né en Israël	21,6 %
Père né en Asie-Afrique	23,7 %
Père né en Europe-Amérique	10,3 %
Nés à l'étranger	50,2 %
Afrique-Asie	20,8 %
Europe-Amérique	20,9 %

Begin avait su profiter, sans aucun doute, du vent de fronde qui soufflait sur le pays depuis la guerre du Kippour et qui, parti timidement des blockhaus mal protégés de la ligne Bar-Lev, s'était transformé en une véritable tempête antitravailleuse à la fin des combats. À cela s'ajoutait la grave crise économique dans laquelle était plongé le pays à la suite de la hausse des tarifs pétroliers et de l'augmentation vertigineuse des dépenses militaires depuis la guerre. Doubles d'un affaissement brutal de l'immigration, de la hausse du chômage et de la montée des prix, l'aggravation de la situation économique fut particulièrement ressentie par les couches défavorisées séfarades qui votèrent effectivement en masse pour le Likoud.

Néanmoins, le scrutin de mai 1977 ne donnait pas toute la mesure des changements ayant affecté la société israélienne depuis la guerre du Kippour. Il reflétait à peine l'érosion irrémédiable de la culture politique datant de l'époque du *Yishouv*, qui avait permis, au

moins jusqu'en 1973 et malgré les divergences, un certain vivre-ensemble consensuel entre tous les segments de la société et toutes les composantes du paysage politique. Or ce consensus était en train de voler en éclats sous l'effet conjugué de nombreux facteurs tels que la chute de popularité du *leadership* politique, la détérioration de l'image de Tsahal, l'aggravation des tensions sociales, la montée des extrémismes et la radicalisation des positions vis-à-vis des territoires occupés et de leur avenir. De proche en proche, c'était la vision sioniste, dans sa version pondérée et pragmatique, qui était remise en question. Elle l'était d'abord par les religieux extrémistes de Goush Emounim, qui n'acceptaient plus comme allant de soi les tenants et aboutissants du régime politique mis en place en 1948, rejetaient les décisions de ses tribunaux et voulaient substituer aux frontières issues de la guerre d'indépendance celles du Grand Israël biblique. Certes, quelques pacifistes religieux appartenant au groupuscule *Oz Ve-Shalom* tentaient de faire entendre raison au « monde de la Torah », mais leurs discours ne suscitaient, au mieux, que des sourires de politesse.

Répartition des voix par blocs entre 1949 et 1972²² (%)

	1949-1977
1949	52,9
1951	53,6
1955	53,9
1959	54,8
1961	55,9
1965	56,5
1969	57,5
1973	58,3
1977	7,912*

*4*5*6*7

Dans un autre registre, la fronde contre le système était menée également par des groupuscules gauchistes postsionistes – dont le trotskiste *Matzpen* – qui remettaient en cause jusqu'à la légitimité de l'État hébreu et appelaient à son remplacement par un État binational judéo-arabe. Les Panthères noires et autres activistes sociaux, qui tournaient le dos aux règles consensuelles de lutte syndicale établies depuis des décennies par la Histadrout, leur préférant la violence des mots et les émeutes de rues, s'opposaient également au système. Enfin, un changement très significatif se dessinait à l'intérieur de l'électorat arabe : pour la première fois de son histoire, le parti communiste Rakah recueillait plus de la moitié des suffrages non juifs. C'était un vote de protestation, à la suite des graves événements du *Yawm al-Ard* (ou « jour de la Terre »), mais aussi l'expression d'un « sursaut » nationaliste arabe qui transparaît nettement dans le recueil de poèmes intitulé *Le Grand Franchissement* rédigé par le dirigeant communiste

Tawfiq Ziyad à la gloire de l'armée égyptienne, au lendemain de la guerre du Kippour²³.

*1. Les chiffres varient d'une source à l'autre, mais il est bien établi qu'après Israël, les territoires occupés et la Jordanie, c'est le Liban qui abritait la plus grande communauté palestinienne (214 000 personnes en 1968), devant la Syrie et le Koweït, l'Arabie Saoudite, l'Égypte, le Qatar, l'Irak, la Libye et les Émirats arabes unis.

*2. Littéralement, un « renversement », terme signifiant à une lettre près « révolution ».

*3. D'après les chiffres établis par U.O. Schmeltz, S. Dellapergola et U. Avner, *Ethnic Differences among Israeli Jews. A New Look*, Jérusalem, 1991, p. 127.

*4. Gauche sioniste.

*5. Dont les communistes.

*6. Dont le mouvement Dash et le Parti libéral indépendant.

*7. Sont prises en compte les 35 000 voix recueillies par Samuel Flatto-Sharon qui s'était présenté aux élections pour échapper à la justice française.

XXI

Israël au temps du Likoud

Begin au pouvoir

Le mardi 17 mai 1977, tard dans la nuit, alors que tous les médias avaient annoncé depuis plusieurs heures déjà la victoire historique du Likoud aux élections législatives, un homme frêle et pâle, habillé de gris et au pas hésitant, avançait lentement vers les micros et les caméras de télévision du monde entier dans la salle comble de *Metzudat Zeev* (« Forteresse de Zeev »), le siège du parti à Tel-Aviv. Entouré des membres de sa famille et des principaux chefs de sa formation qui venaient de mettre fin à trente années de règne travailliste, Menahem Begin, l'homme dont Ben Gourion répugnait jusqu'à prononcer le nom en public, avait beaucoup de mal à cacher son émotion ; il avait été victime quelques semaines plus tôt d'une très grave crise cardiaque et venait à peine de quitter son lit à l'hôpital. Après les remerciements d'usage à l'adresse de ses proches, ses premiers mots allèrent à son maître, Vladimir Ze'ev Jabotinsky, la victoire du 17 mai n'étant rien moins à ses yeux que la revanche de Jabotinsky sur Ben Gourion. À la fin de son allocution, l'ancien chef de l'Irgoun tira de sa poche une *kippa* noire, la mit soigneusement sur la tête, puis, devant un auditoire médusé, rendit grâce à Dieu en récitant quelques versets appropriés du Livre des Psaumes¹ : « Béni soit Dieu car Il a entendu la voix de mes supplications. Sauve ton peuple et bénis ton héritage... » Au même moment, au siège du parti à Jérusalem, les membres du Likoud célébraient bruyamment leur victoire en chantant et dansant sur fond de musique hassidique tandis qu'un rabbin bénissait l'assistance en récitant une prière réservée aux grandes fêtes religieuses : « Béni sois-tu, Dieu, qui nous as prêté vie pour assister à un jour pareil. »

Quelques jours plus tard, après qu'il eut été chargé officiellement par le président de l'État de former un nouveau gouvernement, Begin décida de marquer l'événement par une visite au pied du mur des Lamentations. Il s'y attarda un court instant, récita le *kaddish* à la mémoire de ses parents victimes de la Shoah, puis regagna son cortège. Dieu, Shoah, mur des Lamentations, musique liturgique... Jamais passation de pouvoirs n'avait été accompagnée par un déballage aussi impressionnant de symboles sacrés. Jamais non plus le

nom de Dieu n'avait été prononcé autant de fois par un chef de gouvernement que l'on savait respectueux de la tradition juive, mais peu pratiquant.

Assurément, l'État d'Israël n'était pas plus « théocratique » en 1977 qu'en 1967. Mais la société israélienne avait bel et bien pris des couleurs religieuses depuis les journées terrifiantes de mai 1967 et d'octobre 1973 : déstabilisés par l'angoisse d'une défaite militaire quasi certaine et lâchés par tous les pays du monde, les Israéliens avaient eu le sentiment d'être à nouveau les parias de l'univers, comme leurs ancêtres de la Diaspora avant eux. Dès lors, il n'y avait rien d'étonnant à ce qu'une chanson portant le titre de *Le monde entier est contre nous* ait tenu, jusqu'en 1969, la première place au hit-parade de la radio israélienne :

Le monde entier est contre nous
Cela est une très vieille antienne
Que nous ont apprise nos ancêtres à chanter et à danser
Cette chanson nous l'avons apprise
De nos vieux ancêtres
Nous-mêmes la chantons
Et nos enfants après nous
Nos petits-enfants et nos arrière-petits-enfants la chanteront
Ici en Terre d'Israël

Puis venait le refrain :

Et que tous ceux qui sont contre nous
Aillent au Diable

C'était une rodомontage caractéristique de l'ambiance très « va-t-en-guerre » de la fin des années 1960. On n'en était plus là après les déconvenues de la guerre du Kippour. Mais, frôlant une fois encore la catastrophe et condamnés pour leur intransigeance par le monde entier lors de la crise du pétrole, les Israéliens avaient l'impression de retourner à l'état de solitude et d'abandon qui avait été celui des Juifs en Europe pendant la Seconde Guerre mondiale. Dès lors, la « solitude d'Israël » allait donner matière à dissenter aux démagogues de tous bords, tandis que les pare-brise de voiture se couvraient de multiples autocollants égrenant des versets bibliques du genre : « Israël, aie confiance en Dieu » ou « Ne crains rien, mon serviteur Jacob ». Ce spectacle étonnant fit croire aux religieux ultraorthodoxes que la phase de « normalité » juive voulue par les pères fondateurs du sionisme était en passe de s'achever² et que, comme ils le souhaitaient, l'État hébreu était à nouveau rattrapé par son passé

diasporique. C'était un peuple « solitaire et peu considéré parmi les nations », comme tint à le rappeler un groupe d'universitaires religieux dans un communiqué publié en 1976³ :

Depuis Abraham... jusqu'à notre époque qui a vu la Shoah et la Résurrection, notre situation continue d'être celle des Israélites devant la mer Rouge, entourés de tous côtés d'ennemis et d'adversaires, lointains ou proches, qui veulent nous anéantir. « Dieu dans notre isolement nous guidera » : c'est cette croyance qui nous a aidés à survivre à toutes les horreurs de la *Galouth* et c'est elle aussi, nous l'espérons, qui nous conduira au salut divin^{*1}.

En tout état de cause, ce n'est pas à Mousrara, fief des Panthères noires à Jérusalem, que Begin effectua sa première visite de président du Conseil, mais à Kiryat-Moshe, siège de la *yeshiva* du rabbin Zvi Yehouda Kook, puis à Elon Moreh (devenue Kdumim par la suite), près de Naplouse, chez les colons de Goush Emounim. Une fois de plus, le cadre et l'objet même de ce voyage étaient chargés de connotations religieuses : la consécration de la synagogue de la colonie et la réception – en grande pompe, comme il se devait – d'un nouveau rouleau de la Loi. Comblé par de telles marques de ferveur, Begin se sépara de ses hôtes en leur promettant qu'il y aurait « beaucoup de nouveaux Elon Moreh ». Cette promesse fut amplement tenue puisque, de 1977 à 1983, date de son départ du gouvernement, le nombre de colons quintuplerait, passant de 5 000 en 1977 à plus de 27 000 six ans plus tard⁴.

Cela étant, impatient de calmer les appréhensions d'une partie de l'opinion suscitées par son élection, Begin s'attela à faire entrer dans son gouvernement des personnalités connues pour leur expérience et leur modération. Il fit ainsi des pieds et des mains pour obtenir l'adhésion des députés du Dash, mais refusa de s'engager à faire des « concessions territoriales » en échange de la paix et de procéder à une réforme du système électoral comme ils l'exigeaient. Se passant provisoirement du concours du parti de Yigael Yadin, il lui conserva néanmoins quatre portefeuilles dans son gouvernement, dont celui de vice-président du Conseil, à l'intention de Yadin. Mais sa réussite la plus remarquable – et la plus inattendue aussi – fut d'avoir sorti Moshe Dayan du long calvaire politique où il se trouvait depuis 1974 en lui offrant le poste de ministre des Affaires étrangères. Le héros du Sinaï, qui éprouvait pour le vieux chef de l'Irgoun des sentiments plutôt mitigés, y vit pour sa part l'occasion de redorer son blason tout en sachant que son geste allait susciter contre lui l'ire de ses anciens amis travaillistes, et de Shimon Peres en particulier. Ce dernier,

nouveau patron du parti travailliste, lui demanda de démissionner de la Knesset où il avait été élu sur la liste travailliste. Il refusa et tint à garder son siège en tant que député indépendant, puis se joignit à Begin après avoir obtenu de lui de respecter tous les engagements des gouvernements précédents au sujet des territoires occupés, de ne pas y proclamer la souveraineté israélienne et de continuer d'interdire aux Juifs l'accès de l'esplanade des Mosquées, sur le mont du Temple. Rompant avec les habitudes de ses prédécesseurs, Begin fit entrer au ministère de l'Éducation un jeune politicien religieux, Zebouloun Hamer, proche de Goush Emounim et, dans la foulée, élargit sa coalition parlementaire aux députés ultraorthodoxes d'Agoudat Israel et de Po'alei Agoudat Israel. En remerciement de leur soutien, ils obtinrent la suppression du quota limitant le nombre d'étudiants de *yeshiva* dispensés du service militaire et le durcissement des règlements autorisant l'IVG et les autopsies.

Grand ordonnateur de la campagne électorale du Likoud, c'est à Ezer Weizman que revint le portefeuille très convoité de la Défense et c'est à un troisième général de réserve, non moins prestigieux que lui et que Dayan, Ariel Sharon, que fut confiée l'Agriculture avec, en prime, la présidence de la Commission interministérielle de la colonisation. Faisant sienne la théorie du « mur de fer » de son maître Ze'ev Jabotinsky, Begin était persuadé que la présence dans son gouvernement de chefs militaires aussi prestigieux que Dayan, Weizman et Sharon, auxquels devaient se joindre les deux généraux de Dash Yigaël Yadin et Meir 'Amit, dissuaderait à elle seule les Arabes d'attaquer Israël si jamais ils en avaient l'idée⁵. L'Intérieur fut attribué à un religieux (Joseph Burg) connu pour ses opinions modérées en matière de sécurité, que partageait son collègue des Finances, Simha Erilch, chef de file de l'aile libérale du Likoud. Enfin, c'est au député d'origine marocaine David Lévy qu'échut le portefeuille du Logement, et non celui de la Police attribué traditionnellement à un ministre séfarade. Syndicaliste de haut vol, Lévy mit aussitôt en chantier un vaste plan de réhabilitation et d'assainissement des quartiers populaires des grandes villes et des villes en développement.

Soucieux de son image à l'étranger, Menahem Begin prit le monde entier de court en annonçant, dès son entrée en fonctions, sa décision d'accueillir en Israël quelques dizaines de *boat people* asiatiques. Poursuivi jusqu'à la fin de ses jours par le souvenir de la Shoah dans laquelle il avait perdu ses parents et un frère, il ne pouvait rester indifférent au sort de ces malheureux qui lui rappelaient la tragédie des milliers de réfugiés juifs européens hantant les mers du monde entier à la recherche d'un havre de paix. Recevant, tout sourires, journalistes et diplomates étrangers qui avaient généralement de lui l'image d'un politicien extrémiste et belliciste, Begin répétait à

qui voulait l'entendre que son gouvernement aspirait à la paix et qu'il entendait œuvrer de toutes ses forces pour y parvenir. Cela ne l'empêchait pas d'ajouter, dans le même souffle, que le peuple juif avait un droit historique « incontestable » et « éternel » sur la Terre d'Israël.

Comme de juste, il fut invité dès le 19 juillet à Washington pour y rencontrer le président Jimmy Carter. Tout séparait les deux hommes mais, mettant en sourdine ses positions idéologiques, Begin convint avec son hôte de l'urgence de négociations pour un règlement global – et non plus graduel – du conflit israélo-arabe. Ne rejetant pas *a priori* la réunion de la conférence de Genève avec des représentants d'Égypte, de Syrie et de Jordanie en plus de ceux des États-Unis et de l'Union soviétique, il ne réclama pas, contrairement à Golda et Rabin, comme condition à sa participation un accord préalable entre Israël et les États-Unis. Il fit malicieusement remarquer que, entre pays amis, il pourrait toujours y avoir des sujets de discorde et des points de vue divergents. Autre changement notoire par rapport à ses prédécesseurs : sa préférence allait à un accord avec l'Égypte plutôt qu'avec la Jordanie, celle-ci ayant pris entre-temps son parti de la décision du sommet de Rabat de l'écarter des affaires de Cisjordanie au profit de l'OLP.

Surpris par tant de modération, Carter ne cacha pas à Begin que, rompant avec la position traditionnelle de son pays, il pensait que le problème palestinien était le nœud du conflit israélo-arabe. Selon lui, tout règlement passait par l'établissement d'un État palestinien, impliquant un retrait israélien de Cisjordanie – une concession que Begin n'était pas du tout prêt à accepter –, et son corollaire, l'arrêt de la construction de nouvelles colonies juives dans ce territoire. Très au fait de la position à ce sujet de son interlocuteur, Carter ne s'y attarda pas outre mesure et préféra exposer au Premier ministre les modalités de la convocation de la conférence de Genève sur la base des résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. De son côté, le Premier ministre remit au président américain un document, concocté en toute discrétion avec Moshe Dayan, qui résumait les concessions qu'il était disposé à faire : en échange de la paix, Israël serait prêt à se retirer d'une bonne partie du Sinaï et d'une partie du Golan. Quant à la Cisjordanie et Gaza, tout en s'abstenant de les annexer, Israël refuserait de les céder à un pays tiers, tant pour des raisons de sécurité que pour des raisons historiques.

De retour en Israël, Begin n'eut pas de mots assez dithyrambiques pour rendre hommage au président Carter qu'il compara à... Ze'ev Jabotinsky. N'en croyant pas leurs oreilles, ses proches poussèrent un soupir de soulagement en constatant que la rencontre entre Jimmy Carter et l'ancien chef de l'Irgoun n'avait pas donné lieu à des

étincelles comme ils le craignaient. Dans la foulée, Menahem Begin se rendit le 25 août à Bucarest, sur l'invitation de Nicolas Ceausescu auquel il suggéra d'organiser une rencontre au sommet entre lui et le président Sadate. Cette proposition n'avait rien de neuf pour le dictateur roumain, lequel conseilla au Premier ministre israélien de commencer par des entretiens préliminaires entre les représentants des deux pays avant la réunion d'un sommet.

C'est dans ce contexte que le roi du Maroc Hassan II entra en scène en recevant en toute discrétion Moshe Dayan le 4 septembre dans sa résidence d'été à Ifran, puis en organisant à Rabat, douze jours après, la première rencontre entre le chef de la diplomatie israélienne et le vice-Premier ministre égyptien Hassan Touhami – qui avait, quelques mois auparavant, souhaité rencontrer Shimon Peres. L'entrevue ne déboucha sur aucun accord, mais permit néanmoins aux deux interlocuteurs d'exposer en détail leurs points de vue respectifs. Moshe Dayan laissa ainsi entendre qu'Israël pourrait se retirer entièrement du Sinaï et Hassan Touhami lui répondit qu'il ne saurait y avoir de rencontre entre Sadate et Begin sans le retrait d'Israël de tous les territoires conquis en 1967. Ils convinrent cependant de poursuivre leur dialogue et de procéder entre-temps à un échange de notes écrites sur les conditions de paix entre leurs deux parties⁶.

Après un crochet par Tel-Aviv où il rendit compte au Premier ministre de son entretien avec le dirigeant égyptien, Dayan s'envola immédiatement pour les États-Unis où l'attendaient des entretiens particulièrement difficiles avec le président Jimmy Carter et son adjoint Walter Mondale, devant lesquels il se garda d'évoquer ses contacts avec Hassan Touhami. Sans prendre de gants, Carter et Mondale accusèrent Israël de mettre des bâtons dans les roues de la conférence de Genève, puis lui soumirent le projet de déclaration commune soviéto-américaine censé servir de base aux discussions entre les délégations. Restant sans voix durant une bonne partie de l'entretien, Dayan ne cacha pas son irritation devant la presse et devant les amis d'Israël qui, au cours des quatre jours suivants, bombardèrent la Maison-Blanche de lettres de protestation.

Lâchant du lest face à cette vague de critiques, Carter invita Dayan à un dernier tête-à-tête avant son retour en Israël. Moins cassant que précédemment, il tenta sans plus de succès de convaincre le ministre israélien du bien-fondé de son attitude sur la question palestinienne et sur la nécessité de faire participer l'URSS au processus de paix. Mais, en entendant Jimmy Carter déclarer, la main sur le cœur, « Israël peut compter sur moi, il ne lui arrivera rien de mal », Dayan explosa :

Monsieur le Président, je n'ai qu'un seul œil, mais cela ne

m'empêche pas de voir tous les dangers qui guetteraient mon peuple si nous suivions votre conseil. À titre individuel, je n'ai pas peur, mais en tant que fils du peuple juif, j'ai de bonnes raisons d'être inquiet. Nous avons déjà connu dans notre passé récent un drame épouvantable que d'aucuns parmi nous, ici présents, ont vécu^{*2}. Tant que nous en aurons la possibilité, nous ferons tout pour que pareille catastrophe ne se reproduise plus⁷.

À l'issue de cette rencontre, le projet de la déclaration commune soviéto-américaine fut mis sous le boisseau et remplacé par un « document de travail » préconisant la création de cinq commissions, dont quatre traiteraient des questions bilatérales entre Israël, l'Égypte, la Syrie, le Liban et la Jordanie. La cinquième, en revanche, discuterait de l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza avec une délégation arabe composée de Jordaniens, d'Égyptiens et de représentants palestiniens des territoires occupés. Pratiquement exclus de la conférence, l'URSS et l'OLP rejetèrent le document de travail. La Syrie en fit autant, n'ayant pas obtenu de Sadate que les représentants arabes se regroupent en une seule délégation. Le processus de Genève fut ainsi définitivement enterré.

Mais il n'y avait pas qu'Israël à ne pas souhaiter la participation des Soviétiques au processus de paix : le président Sadate, qui les avait déjà mis à la porte de chez lui, ne voulait pas les voir revenir par la petite fenêtre de Genève. C'est pourquoi, après avoir reçu de Ceausescu l'assurance que Begin désirait sérieusement la paix, il prit la décision de bouleverser de fond en comble la situation et commença à envisager la tenue d'une conférence de paix à Jérusalem avec la participation des cinq Grands (États-Unis, URSS, Chine, France, Grande-Bretagne). L'idée lui paraissant peu réalisable, il se rabattit sur une autre, non moins spectaculaire et plus ahurissante encore : aller seul à Jérusalem et mettre le Parlement israélien face à ses responsabilités « s'il désire vraiment vivre en paix dans cette partie du monde ».

N'informant ni les Américains ni les Israéliens, Sadate prit le monde entier par surprise et, le 9 novembre, annonça sa décision de se rendre à Jérusalem devant le Parlement égyptien, en présence des membres de son gouvernement, de « quantité de personnalités » et de Yasser 'Arafat :

Leur réaction immédiate, raconta-t-il, fut extrêmement amusante : certains d'entre eux ont imaginé que la langue m'avait fourché, ou que je m'étais laissé aller à une envolée oratoire qu'aucune pensée réelle n'étayait. Il y a des gens qui

croient toujours que les hommes politiques disent des choses qu'ils ne pensent pas : mais tel n'est jamais mon cas⁸.

La sidération fut totale dans son propre pays et dans l'ensemble des États arabes. Alors que l'administration américaine, incrédule, mit du temps à prendre au sérieux la décision du président égyptien, en Israël Begin prit immédiatement la balle au bond et adressa une invitation officielle à Sadate. Ne prêtant aucune attention aux analyses de ses experts en affaires arabes qui voulaient l'en dissuader (en soutenant qu'en parlant de paix, Sadate pensait en réalité à la guerre), le Premier ministre fut particulièrement irrité par la déclaration de son chef d'état-major général, le général Motta Gour – qu'il faillit limoger. Selon ce dernier, l'initiative de paix de Sadate était un subterfuge destiné à camoufler une nouvelle attaque surprise contre Israël. Plus sceptique encore, le tout nouveau vice-président du Conseil, Yigaël Yadin, dont le parti venait juste d'entrer dans la coalition, demanda le rappel des réservistes afin de ne pas revivre la mauvaise surprise du Kippour⁹.

Comme une coïncidence, le journal de gauche en langue anglaise *New Outlook* organisait cette même semaine un symposium sur la paix au Moyen-Orient avec la participation de l'ancien président du Conseil français Pierre Mendès France, du président du Congrès juif mondial Nahum Goldman, de plusieurs parlementaires américains et européens, ainsi que de plusieurs Palestiniens des Territoires, aux côtés des personnalités les plus en vue du camp israélien de la paix. L'occasion fut saisie au vol par le président Sadate qui leur adressa, le 17 novembre, un message de félicitations dans lequel il réaffirmait son désir de se rendre à Jérusalem pour parler de paix avec les dirigeants israéliens. La veille, Moshe Dayan s'était envolé une troisième fois pour le Maroc pour de nouvelles discussions avec Hassan Touhami. Il avait été reçu longuement par Hassan II, qu'il avait mis dans la confiance du voyage imminent de Sadate en Israël.

Sadate à Jérusalem

C'est ainsi que, dans la soirée du samedi 19 novembre, un Boeing 01 aux couleurs de la République arabe d'Égypte atterrit à l'aéroport de Lod, où tout trafic aérien avait été interrompu pour plusieurs heures. Tapis rouge, drapeaux, hymnes nationaux et honneurs militaires, le président Anouar el-Sadate fut accueilli à sa descente d'avion par le chef de l'État, Ephraïm Katzir (1916-2009), et le Premier ministre, Menahem Begin. Tiré à quatre épingles dans un complet gris et visiblement ému, il salua ensuite tous les hauts dignitaires du pays venus à sa rencontre. Parmi eux se trouvaient Itzhak Rabin, Moshe Dayan (qu'il gratifia d'un simple « *Shalom Moshe* »), le chef de l'opposition Shimon Peres, l'ancien ministre des Affaires étrangères Abba Eban, ou encore l'ancienne présidente du Conseil Golda Meir. Il glissa à l'oreille de cette dernière : « Cela faisait longtemps que je voulais vous voir. – Pourquoi n'êtes-vous pas venu, alors ? » lui répondit-elle. Il y avait également le général Motta Gour, auquel Sadate tint à dire qu'il ne faisait jamais de « manœuvre morale déloyale », et, enfin Ariel Sharon, à l'intention duquel il lança, souriant : « Si vous essayez encore une fois de mettre le pied sur la rive occidentale, je vous flanquerai en prison. – Cela ne se reproduira plus. À présent, je suis ministre de l'Agriculture », lui répondit l'ancien général qui avait traversé le Canal avec ses parachutistes et ses blindés en octobre 1973¹⁰.

Un détail ne manqua pas d'attirer l'attention : parmi les personnalités venues accueillir le président égyptien, il y avait quelques notables arabes israéliens et palestiniens, parmi lesquels les maires chrétiens de Bethléem et de Beit-Jalla, et l'ancien maire de Hébron, Mohammed Ali al-Ja'abari, connu pour ses liens très étroits avec la monarchie jordanienne. Ils n'étaient nullement représentatifs de l'opinion palestinienne qui, dans son ensemble, voyait dans cette visite du *Ra'ïs* aux dirigeants de l'État hébreu un affront et un acte de trahison envers la cause arabe.

Rivés à leurs écrans pendant toute la durée de la cérémonie, les Israéliens n'en croyaient pas leurs yeux à cet homme si naturel, souriant et chaleureux, qui disait être prêt à « aller jusqu'au bout de la

Terre » pour instaurer une paix « juste » et « permanente ». Des images qui firent le tour du monde. Comme par magie, Sadate entra instantanément dans le cœur de tous les Israéliens, qui lui pardonnèrent d'avoir plongé leur pays, quatre ans auparavant, dans la guerre la plus meurtrière de son histoire. Par milliers, ils se massèrent, drapeau égyptien à la main, le long de la route de l'aéroport et l'acclamèrent jusqu'à son arrivée à l'hôtel du Roi David à Jérusalem, puis au cours de chacun de ses déplacements les deux jours suivants et jusqu'à son retour au Caire. Vilipendé par Radio-Damas et la plupart des médias arabes et palestiniens depuis qu'il avait annoncé sa visite en Israël, et lâché par une partie de ses ministres, dont celui des Affaires étrangères qui avait refusé de l'accompagner dans son périple, nul n'ignorait que le *Ra'is* avait mis sa vie en danger en foulant le sol israélien, ce qui conférait à sa visite historique une dimension héroïque. Sadate lui-même se montra très touché par l'accueil que lui réservèrent les Israéliens :

Même les sections spéciales et les parachutistes israéliens qui avaient été affectés à ma garde personnelle dansaient de joie. Ils saluaient ma présence, la présence de l'homme qui s'était battu contre eux en 1973 et leur avait infligé des pertes sans précédent ! Pourquoi ? C'est, je crois, parce qu'ils respectent les hommes qui luttent et, ce qui est encore plus important, ils respectent un homme qui, après sa victoire, est capable de se lever et de dire : « Bien. Que la guerre d'Octobre mette un terme à toutes les guerres ! Et maintenant, asseyons-nous côte à côte comme des gens civilisés autour de la table des négociations, pour discuter de ce que vous voulez – c'est-à-dire de sécurité –, au lieu de recourir à la force¹¹. »

Le président égyptien débuta sa journée du lendemain par une prière solennelle à la mosquée Al-Aqsa, à l'occasion de la fête du Sacrifice clôturant le mois du Ramadan, et continua par une visite au mémorial de Yad Vashem. La veille, il avait eu un premier tête-à-tête avec Begin, qui n'en divulgua à personne le contenu, pas même à Moshe Dayan. Dans l'après-midi, ce fut le temps fort de la visite et le discours tant attendu de Sadate devant la Knesset. Reçu dans un tonnerre d'applaudissements par les députés, il ouvrit son allocution par une belle envolée lyrique qui ne laissa personne indifférent :

Je viens à vous aujourd'hui sur des fondements stables pour construire une vie nouvelle, pour établir la paix. Nous tous, sur cette Terre, la Terre de Dieu – nous tous : musulmans, juifs et chrétiens, adorons Dieu et nul autre que

Dieu. Les enseignements et les commandements sont : amour, sincérité, pureté et paix¹².

Ensuite, il réitéra son appel pour une paix juste et durable fondée sur les résolutions des Nations unies :

La nation arabe, dans son action en faveur d'une paix permanente fondée sur la justice – tint-il à souligner –, n'agit pas à partir d'une position de faiblesse ou d'hésitation, mais elle a la puissance et la stabilité qui témoignent d'une volonté sincère de paix... et d'une prise de conscience... que, pour éviter un désastre inévitable qui nous écraserait, nous, vous et le monde entier, il n'y a pas d'alternative à l'établissement d'une paix durable fondée sur la justice¹³. [...] Toute vie perdue à la guerre est une vie humaine, sans distinction entre Israéliens et Arabes. Une femme qui devient veuve, qu'elle soit arabe ou israélienne, est un être humain qui a droit à une vie familiale heureuse. Les enfants innocents qui sont privés des soins et de l'affection de leurs parents, sont les nôtres, qu'ils vivent en terre arabe ou en terre israélienne¹⁴.

C'est pourquoi, rappela-t-il, il avait déclaré dès 1971 qu'il était prêt à signer un accord de paix avec Israël et à être ainsi le premier chef d'État arabe à prendre un engagement pareil depuis le début du conflit israélo-arabe. Dans ce but, il faudrait qu'Israël retirât ses troupes des territoires occupés en 1967, « y compris de la Jérusalem arabe » :

Pour parler franchement, s'exclama-t-il, notre terre ne se laisse pas marchander. Elle n'est même pas sujet de discussion. Pour nous, le sol national est l'équivalent de la sainte vallée où le Tout-Puissant a parlé à Moïse – la paix soit avec lui. Nul d'entre nous ne peut, ni n'accepte, d'en céder ne serait-ce qu'un pouce. Ni n'accepte le principe de discussion ou de marchandage sur cette terre¹⁵.

Le président égyptien comprenait néanmoins le besoin d'Israël de disposer de frontières sûres et garanties. En même temps, il ne voulait pas donner l'impression qu'il était venu chercher une paix séparée avec l'État hébreu :

Le problème n'est pas celui de l'Égypte et d'Israël. Aucun accord séparé entre l'Égypte et Israël, ou entre un quelconque État arabe du front et Israël, n'apporterait une paix

permanente fondée sur la justice dans toute la région. Car le nœud du problème, c'est la question palestinienne : personne au monde ne saurait accepter, aujourd'hui, les slogans diffusés ici, en Israël, et qui ignorent l'existence du peuple palestinien et qui remettent en cause sa personnalité. La cause du peuple palestinien et ses droits légitimes ne sont plus ignorés, ni niés aujourd'hui par personne¹⁶.

Ni à l'Est ni à l'Ouest, pas même aux États-Unis, précisa-t-il. Cette reconnaissance passerait par la création par les Palestiniens de leur propre État en tenant compte de toutes les garanties exigées par Israël. Dès lors :

Quand les cloches de la paix sonneront, il n'y aura plus de mains pour battre le tambour de la guerre. Et même si elles se trouvaient, elles resteraient inaudibles¹⁷.

Dans sa réponse truffée de citations bibliques sur les liens historiques du peuple juif avec la Terre d'Israël, Begin resta lui aussi sur ses gardes et donna même l'impression de ne pas avoir pris toute la mesure de cet instant historique. Comme ses prédécesseurs, il proposa à Sadate d'engager des négociations directes, mais exclut à l'avance toute concession sur Jérusalem et sur la question palestinienne. Puis ce fut au tour de Shimon Peres de prendre la parole : le futur Prix Nobel de la paix ne dit rien d'original à cette occasion, mais il était déjà au début de sa mue idéologique et se délestait peu à peu de ses habits de faucon depuis qu'il s'était libéré de l'emprise de Moshe Dayan. En tant que patron du parti travailliste qui regroupait l'ancien Mapai et Ahdout 'Avoda mais aussi le très à gauche Mapam, il s'était entouré de jeunes militants modérés, comme Yossi Beilin, son porte-parole, et Gideon Levy, futur rédacteur du journal *Haaretz*¹⁸. Beaucoup d'anciens du Rafi, à l'exemple d'Itzhak Navon, futur chef de l'État, suivirent son cheminement politique au cours de ces mêmes années. D'autres choisirent une orientation contraire et se joignirent au Likoud.

À la lecture de leurs discours respectifs, Sadate et Begin n'avaient pas trouvé beaucoup de points d'entente au cours de leur premier entretien. Tout le monde en convint cependant : le « mur du soupçon » entre les deux dirigeants était bel et bien tombé, et la « barrière psychologique » qui empêchait jusque-là tout dialogue de confiance entre eux avait disparu. Un homme se fit beaucoup remarquer au cours de cette journée exceptionnelle : le ministre de la Défense Ezer Weizman qui, blessé dans un accident de la route quelques jours plus tôt, avait tenu à assister au discours du président égyptien et était

arrivé à la Knesset sur une chaise roulante. Connu pour sa spontanéité, l'ancien chef de l'aviation n'hésita pas à complimenter le Ra'ïs pour les exploits de son armée et sa propre contribution pendant la guerre d'octobre¹⁹. Ces félicitations allèrent droit au cœur de Sadate qui manifesta dès ce moment beaucoup de sympathie à l'égard de ce grand sabra à l'élégance naturelle. À l'opposé, il conserva, durant tout son séjour, une attitude très réservée à l'égard de Moshe Dayan, qui incarnait à ses yeux les défaites militaires arabes de 1956 et de 1967.

Quant aux rapports personnels entre Begin et Sadate, ils finirent par se décrier au fil des heures. Tard dans la soirée du dimanche, les deux hommes eurent un nouveau tête-à-tête au cours duquel Begin laissa entendre qu'il se retirerait intégralement du Sinaï en échange de la démilitarisation par l'Égypte de la zone s'étendant entre le Canal et les cols stratégiques du Giddi et du Mitla. Il n'émit pas plus d'objections sur la fin de l'état de belligérance et, lors de leur conférence de presse commune, les deux dirigeants répétèrent à l'envi : « *No more war ! No more bloodshed*^{*3} », qui resta le slogan emblématique de ces deux journées qui transformèrent le Moyen-Orient. Une nouvelle réunion entre Dayan et Touhami eut lieu le 2 décembre à Marrakech. Le ministre israélien des Affaires étrangères y présenta pour la première fois les grands principes du plan d'autonomie que Begin envisageait d'octroyer aux Palestiniens de Cisjordanie.

De retour au Caire où il eut droit à un accueil triomphal de la part de son peuple, Sadate tenta d'organiser, le 14 décembre, une conférence de paix avec la participation de tous les États arabes, des États-Unis, de l'ONU et d'Israël. Ce fut un échec retentissant, aucun État arabe ne daignant y prendre part. Pire : à l'initiative de Kadhafi, un « front du refus et de la fermeté » anti-Sadate et contre Israël fut créé à Tripoli. Groupant, outre la Libye et l'Algérie, la Syrie, l'Irak, le Sud-Yémen, le Soudan et l'OLP, il appela au boycott économique et à la suspension des relations diplomatiques avec l'Égypte.

Deux jours après la réunion avortée du Caire, Begin s'envola pour les États-Unis pour un voyage destiné à contrebalancer l'effet sur l'opinion américaine du voyage spectaculaire de Sadate en Israël. Il était porteur de deux documents officiels dûment approuvés par son gouvernement et destinés au président Carter : l'un, un plan de paix séparée avec l'Égypte ; l'autre, un projet d'autonomie pour la Judée-Samarie (appellation officielle de la Cisjordanie depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir) et la zone de Gaza. Il s'agissait d'une autonomie des personnes et non pas de territoires, la Cisjordanie et Gaza devant rester sous nulle autre tutelle qu'israélienne. En même temps que la fin du gouvernement militaire, le plan Begin envisageait la création d'un conseil autonome administratif chargé des questions civiles –

éducation, finances, transports, habitat, justice, reclassement des réfugiés, etc. – à l'exclusion des problèmes de défense et de maintien de l'ordre qui resteraient aux mains d'Israël. Quant au statut juridique des habitants palestiniens, ils pourraient choisir entre la citoyenneté jordanienne et la citoyenneté israélienne et, dans ce second cas, s'établir là où ils le voudraient en Israël et y posséder des terres, au même titre que les citoyens israéliens qui pourraient s'installer librement en Cisjordanie et à Gaza et y acheter des terres. Au bout de cinq ans, prévoyait le plan Begin, Israël se réserverait le droit d'y revendiquer sa souveraineté²⁰. Cette perspective n'était guère du goût de Dayan.

De plus, le plan dans son intégralité n'avait aucune chance d'être agréé par Jimmy Carter et ses principaux conseillers, le politologue d'origine polonaise Zbigniew Brzezinski, qui faisait fonction de conseiller à la Sécurité nationale, et Cyrus Vance, le secrétaire d'État qui, à des titres divers, suivait les affaires du Proche-Orient depuis 1967. Les Américains, qui approuvaient dans l'ensemble l'approche de Begin sur le Sinaï, avaient effectivement de sérieuses réserves sur son plan d'autonomie et ne voulaient surtout pas sembler lui accorder le moindre soutien. Or c'est le contraire que le Premier ministre israélien ne cessa de clamer sur tous les toits dès son retour de Washington, plaçant l'administration Carter dans une position très délicate vis-à-vis de Sadate²¹.

Begin et Sadate se retrouvèrent le 25 décembre à Isma'iliya. L'atmosphère, cette fois, fut moins festive qu'à Jérusalem : ni drapeaux, ni hymnes nationaux, ni banderoles de bienvenue. Le président égyptien n'avait guère apprécié que, depuis sa visite, Israël ait élargi ses colonies dans le Sinaï et qu'Ariel Sharon ait multiplié dans le saillant de Rafah des stations de pompage hydraulique qui ressemblaient étrangement à des implantations. Dès lors, les deux dirigeants se séparèrent sans aucun accord, sauf sur celui de mettre sur pied deux groupes de travail : l'un sur les questions militaires qui devait se réunir au Caire autour de Weizman et Gamassi, l'autre, à Jérusalem, sur les affaires politiques et civiles, autour de Moshe Dayan et du nouveau ministre des Affaires étrangères Mohammed Ibrahim Kamel qui, soit dit en passant, n'était guère enchanté de devoir séjourner dans la capitale israélienne.

De retour d'Isma'iliya, Begin présenta le 28 décembre son plan d'autonomie de la Cisjordanie et son projet de paix avec l'Égypte devant la Knesset. Fusant de tous les côtés, les critiques les plus virulentes contre le gouvernement vinrent non pas des bancs de l'opposition, mais de ceux de la majorité et de l'aile radicale du Likoud, à l'instigation plus ou moins discrète d'Ariel Sharon. Destabilisé et montrant des signes évidents de faiblesse, Begin fit

marche arrière sur la question des implantations dans le Sinaï agitée comme un épouvantail par les militants de Goush Emounim, à l'égard desquels il éprouvait depuis toujours beaucoup d'amitié. Il annonça, dès lors, qu'il n'avait jamais eu l'intention de renoncer aux colonies du Sinaï ni aux terrains d'aviation qui s'y trouvaient. Par la suite, il prétendit que la résolution 242 de l'ONU sur le retrait d'Israël des territoires occupés ne s'appliquait pas à la Cisjordanie et à Gaza. Ces deux mises au point eurent pour effet immédiat de mécontenter à la fois les Égyptiens et les Américains, et rendirent plus incertaine que jamais la réunion du groupe de travail bilatéral sur les affaires politiques et civiles. Celle-ci eut lieu malgré tout à Jérusalem le 17 janvier 1978, en présence de Cyrus Vance. Elle ne dura pas plus d'une journée : blessé par les propos de bienvenue du Premier ministre israélien qui le traita de « jeune homme », le ministre égyptien des Affaires étrangères demanda à Sadate de l'autoriser à rentrer immédiatement au Caire en même temps que toute sa délégation.

Les négociations étaient bel et bien dans l'impasse et il ne fallut pas longtemps à la presse mondiale pour se déchaîner contre Israël. Dans un rapprochement plus que douteux, le *Time*, qui avait quelques semaines auparavant proclamé le Premier ministre israélien « homme de l'année », fit rimer cette fois, dans un article au vitriol, le nom de Begin avec celui de Feigin, figure caricaturale du Juif repoussant et maléfique du roman de Charles Dickens *Oliver Twist*. Ce relent d'antisémitisme fut mal vécu dans les allées du pouvoir israélien, où l'on s'inquiétait surtout de l'attitude du président Carter, qui réserva, début février un accueil très chaleureux au président Sadate à Washington. Reçu comme un héros par les grands journaux américains, le président égyptien fit également une très forte impression sur les nombreuses personnalités juives qu'il rencontra durant son séjour et qui, à l'instar de Carter et de son entourage, commençaient à douter de la volonté de paix du chef du Likoud. Gagnant sur toute la ligne, le président égyptien, qui obtint un premier contrat de livraison d'avions militaires américains à son pays, pouvait rentrer chez lui le cœur allégé.

De son côté, excédé par les tergiversations du Premier ministre israélien, Jimmy Carter enfonça le clou en déclarant, le 3 février, que la paix au Proche-Orient passait par le retrait d'Israël des territoires occupés, y compris de Cisjordanie, et par la reconnaissance des « droits légitimes » des Palestiniens ainsi que par la fin des implantations israéliennes dans le Sinaï. Il reprenait ainsi presque mot pour mot l'essentiel de sa déclaration d'Assouan du 4 janvier lors d'un bref entretien avec Sadate, à l'issue de la visite du président américain en Arabie Saoudite. Alors que Moshe Dayan réagit aux propos du président américain en affirmant que les États-Unis avaient failli à leur

rôle de « médiateur sincère », Begin ne désespéra pas de changer l'attitude de l'administration Carter et de la convaincre de cesser sa « collusion stratégique secrète » avec l'Égypte, pour reprendre l'expression de William Quandt qui travaillait à l'époque aux côtés de Zbigniew Brzezinski²². Il s'apprêtait à faire à nouveau le voyage de Washington quand les Palestiniens se rappelèrent à son bon souvenir en frappant un grand coup, le 11 mars 1978, sur la route de Haïfa à Tel-Aviv.

Venant de Tyr au Liban, treize combattants du Fatah – dont une femme, Dalal Moghrabi, du camp de réfugiés de Sabra – débarquèrent sur la plage du *kibboutz* Ma'agan Michael, au sud de la baie de Haïfa. Un premier groupe s'en détacha et tua une photographe américaine qui s'y trouvait pour des raisons professionnelles, puis les passagers d'un taxi, dont un enfant. Poursuivant son périple meurtrier, le commando, qui à l'origine avait pour mission de débarquer à Tel-Aviv et de s'emparer d'un hôtel du front de mer pour prendre ses clients en otage, arraisonna un car de voyageurs sur l'autoroute menant à Tel-Aviv. Les terroristes tuant plusieurs passagers et menaçant d'exécuter les autres si Israël ne libérait pas plusieurs dizaines de détenus palestiniens, l'autobus fut pris en chasse par les forces de police sur près de 80 kilomètres jusqu'à son arrêt définitif à l'entrée de Tel-Aviv. Au cours des échanges de tirs qui émaillèrent la course-poursuite, 38 civils furent tués – dont 13 enfants – et 71 personnes furent blessées. Deux membres du commando, dont Dalal Moghrabi, furent capturés et les autres furent tués²³.

Ordonnée par l'OLP, l'opération *Deir Yassin* avait visiblement pour objectif de porter un coup d'arrêt aux négociations de paix. Elle avait été précédée par l'assassinat, le 18 février à Chypre, du rédacteur en chef du grand journal égyptien *al-Ahram*, mort sous les balles de tueurs envoyés par Abou Nidal (1937-2002), le fondateur de l'organisation palestinienne extrémiste Fatah-Conseil révolutionnaire. Ce meurtre choqua énormément le président Sadate, qui traita publiquement les chefs de l'OLP de « pygmées » et de « mercenaires » et suspendit toute relation avec l'organisation de Yasser 'Arafat²⁴. Israël réagit de son côté au raid palestinien en lançant quelques jours plus tard l'opération *Litani*, une opération de grande envergure contre le Sud-Liban jusqu'à la rivière du même nom. Plusieurs bases de l'OLP qui avaient été vidées opportunément de leurs combattants furent détruites, et des centaines de civils furent tués dans les bombardements. De nombreux actes de violence gratuite furent enregistrés et deux officiers de Tsahal furent condamnés à de la prison ferme avant d'être amnistiés par le nouveau chef de l'état-major général, le général Raphaël Eitan. Tsahal ne sortit pas grandie de l'opération *Litani*. À la suite de la mobilisation internationale contre

Israël, le Conseil de sécurité obligea celui-ci à retirer ses forces du Sud-Liban et imposa l'envoi sur place d'une force intermédiaire de casques bleus (FINUL) en vue d'empêcher toute infiltration de combattants palestiniens en direction d'Israël. Tsahal renforça parallèlement l'armée du Liban-Sud (ALS) du major Sa'ad Haddad qui, avec son millier d'hommes armés par l'État hébreu, avait sous sa responsabilité la zone tampon d'une largeur de 7 à 10 kilomètres séparant la FINUL et la frontière israélienne. De fait, grâce à cette double surveillance de l'ALS et de la FINUL, les incursions palestiniennes diminuèrent nettement au cours des mois suivants.

En outre, Israéliens et Syriens se mirent tacitement d'accord sur la délimitation de leurs « zones d'influence » respectives au Liban. Aucune force syrienne ne devrait être déployée au sud d'une « ligne rouge » fictive entre Sidon (Saïda) et le Hermon, et aucune batterie de missiles sol-air syrienne ne devrait être installée en territoire libanais ; aucune position des milices chrétiennes ne serait attaquée par l'aviation syrienne. De son côté, l'armée israélienne n'attaquerait aucune position syrienne ni aucune milice libanaise soutenue par les Syriens. Les avions israéliens pourraient survoler librement le territoire libanais, et l'armée syrienne pourrait se déployer le long de la route reliant Beyrouth à Damas en passant par la vallée de la Bekaa²⁵. Survenant en pleines négociations de paix avec l'Égypte, l'opération *Litani* fut vivement condamnée par le président Sadate, qui ne pouvait laisser passer sans réagir l'invasion d'un territoire arabe par l'armée israélienne. Le Ra'ïs estimait également que le raid israélien était démesuré par rapport à l'action palestinienne qui l'avait provoqué. Son avis ne différait pas beaucoup de celui de Jimmy Carter, qui reçut fraîchement, à la fin du mois de mars, Menahem Begin. Le président américain avait toutes les raisons de craindre que Sadate, de plus en plus isolé au sein du monde arabe, se retirât sans préavis du processus de paix.

Déprimé et très mal en point physiquement, le président du Conseil israélien n'était pas en meilleure posture non plus. Il faillit perdre son très populaire ministre de la Défense Ezer Weizman ainsi que le ministre des Finances Simha Erlich : ils menacèrent de démissionner si Sharon, soutenu par Dayan, ne retirait pas ses bulldozers de Cisjordanie où il s'apprêtait à construire de nouvelles implantations alors que les pourparlers avec les Égyptiens et les Américains butaient précisément sur l'avenir de cette région. Selon les rumeurs qui circulaient à l'époque, l'aile modérée du Likoud envisageait de faire remplacer Begin par Weizman si le Premier ministre refusait toujours d'assouplir sa position, et ainsi de permettre aux négociations avec l'Égypte de sortir de l'impasse²⁶. Féroce, le ministre de la Défense compara les réunions du gouvernement à une

procession funèbre, à cette différence que « le mort écoutait les oraisons funèbres » : un loup solitaire aux idées rétrogrades qui ne quittait jamais son bureau et percevait le monde extérieur en noir ou en blanc, partagé entre « nous » – Israël – et « eux » – les « Gentils » – et, sur le plan intérieur, entre le Hérout et le Likoud, d'un côté, et « tous les ennemis de notre mouvement », de l'autre²⁷.

Mais, pire que tout, Begin voyait une partie de la population se détourner de lui à cause de ses attermoissements et de son intransigeance, alors qu'elle s'était mise à espérer la paix lors de la visite historique de Sadate à Jérusalem. En effet, parce que le chef du Likoud ne donnait pas suite à l'initiative de paix du président égyptien, des dizaines de milliers d'Israéliens apposèrent leur signature en mars 1978 au bas d'une pétition adressée à Menahem Begin. Parmi les signataires, quelque 350 officiers et soldats de réserve, tous membres d'unités combattantes de Tsahal, demandant au Premier ministre de ne pas faire échouer les négociations en cours avec l'Égypte – comme il en donnait l'impression – au nom de considérations idéologiques liées au Grand Israël, et d'éviter toute initiative risquant de plonger dans le désespoir les générations à venir de « notre nation et notre pays ». « Un gouvernement préférant les frontières du Grand Israël à l'instauration de la paix entre Israël et ses voisins suscite en nous beaucoup de doutes quant au bien-fondé de notre cause », écrivirent-ils.

Des comités de soutien virent immédiatement le jour dans toutes les grandes villes et dans les *kibboutzim*, et c'est de la coordination de leurs activités à travers le pays que naquit ***Shalom Achshav*** (« **La Paix maintenant** »), premier grand mouvement pacifiste d'Israël. En moins de deux mois, plus de 100 000 personnes signèrent la pétition et, le 30 mars, des milliers de gens vinrent manifester sous les fenêtres de la résidence du Premier ministre à Jérusalem. Début mai, ils étaient plus nombreux encore à Tel-Aviv – 40 000 selon les estimations de la police – pour exprimer leur désaveu à Begin et crier des slogans comme : « Mieux vaut la paix que l'occupation d'un bout de territoire » ; « Mieux vaut un fils en vie qu'un père sous la tombe ». C'était, en soi, une grande nouveauté, les Israéliens n'ayant commencé véritablement à descendre en masse dans la rue que depuis la guerre du Kippour et ses effets telluriques sur le moral du pays. Tout en pensant que les manifestants étaient téléguidés par le parti travailliste, Begin raconta par la suite que les discours et les mots d'ordre qui y furent entendus l'encouragèrent à reprendre les pourparlers. Tel ne fut pas le cas de Moshe Dayan, qui ne souffla mot de la manifestation de Tel-Aviv dans ses mémoires, non plus que du mouvement « La Paix maintenant ». Seule l'attitude du Caire et de Washington continuait de le préoccuper²⁸.

Camp David et après

C'est dans ce contexte chargé de soupçons et d'incompréhensions que le président Carter décida de prendre le taureau par les cornes et d'organiser début septembre un sommet tripartite entre Anouar el-Sadate, Menahem Begin et lui-même, à Camp David, la résidence de villégiature des présidents américains située à une centaine de kilomètres de Washington. Peu de temps auparavant, le département d'État avait adressé à Jérusalem un questionnaire réclamant des éclaircissements sur la position israélienne concernant, d'une part, le futur accord bilatéral israélo-égyptien et, d'autre part, le statut autonome de la Cisjordanie et Gaza. Ce « *linkage* », ou couplage entre deux sujets, posa d'emblée un sérieux problème de conscience à Begin, pour lequel le sort de la Judée-Samarie et Gaza n'était pas négociable : à nouveau hospitalisé en mai pour des problèmes cardiaques, il mit plusieurs semaines avant de répondre aux questions qui taraudaient les médiateurs américains. Il avança une réponse pour le moins alambiquée, suivant laquelle, à l'issue d'une période transitoire de cinq ans, Israël serait prêt à discuter non pas de l'avenir de la Cisjordanie et de son statut politique définitif, mais uniquement de la « nature des relations futures » entre l'État hébreu et ses habitants. C'était un écran de fumée verbal auquel ses ministres, épuisés par ses arguties et les raisonnements pointilleux du conseiller juridique du gouvernement, le brillant professeur de droit de l'Université hébraïque de Jérusalem Aharon Barak, finirent par adhérer, au grand dam d'Ezer Weizman qui critiqua ouvertement l'intransigence de Begin. Guère suivi, notamment par son ancien beau-frère Moshe Dayan, Weizman ne mit pas de gants pour dénoncer vertement la « mentalité de ghetto » dans laquelle son pays s'était emmuré.

Avançant pas à pas, les Américains tentèrent de sauver la situation en faisant se rencontrer les deux parties, le 17 juillet, au château de Leeds, en Grande-Bretagne. C'était une rencontre inutile, Israéliens et Égyptiens ne parvenant pas à s'entendre sur une déclaration de principe conjointe. C'est alors que Jimmy Carter et Cyrus Vance en vinrent à la conclusion qui leur avait été soufflée six mois auparavant par Dayan : ne pas gaspiller trop de temps sur cette

déclaration et entrer immédiatement dans le vif du sujet en réunissant les dirigeants des deux pays dans une sorte de conclave pour discuter des questions de fond jusqu'à ce que la fumée blanche sorte de leurs conciliabules. Les Américains, qui avaient eu le temps de bien connaître Sadate et Begin, n'ignoraient pas la ligne rouge de l'un et de l'autre : pour Sadate, la récupération intégrale du Sinaï ; pour Begin, la préservation du Grand Israël ; et pour Carter, la conclusion coûte que coûte d'un accord qui faciliterait sa propre réélection. Comme dans n'importe quel marchandage, chacun d'eux allait à l'évidence vouloir en obtenir plus sur le compte de l'autre : Begin voulait le maintien des implantations et des aérodromes militaires israéliens du Sinaï ; Sadate, la reconnaissance des droits légitimes des Palestiniens ; et Carter, l'« ambitieux réaliste²⁹ », la signature d'un accord global réglant à la fois le contentieux israélo-égyptien et le problème palestinien.

C'est ainsi que débutèrent le 5 septembre les négociations tripartites de Camp David entre les États-Unis, l'Égypte et Israël. Dirigées par Jimmy Carter, Anouar el-Sadate et Menahem Begin, les trois délégations seraient isolées du monde pendant douze jours avant d'accoucher d'un accord-cadre qui allait modifier la donne du conflit israélo-arabe pour les années à venir. La veille du départ pour Washington de la délégation israélienne, qui comprenait Begin, Dayan, Weizman, Aharon Barak et leurs assistants, 100 000 Israéliens avaient répondu à l'appel de « La Paix maintenant » et s'étaient réunis au centre de Tel-Aviv pour prier le Premier ministre de ne pas revenir de Camp David les mains vides. Ce fut la plus grande manifestation politique jamais organisée dans le pays.

Commençant sur les chapeaux de roues, la conférence s'ouvrit par la remise d'un mémorandum égyptien de onze pages exigeant le retrait d'Israël de l'ensemble des territoires occupés ; le démantèlement des colonies ; le stationnement d'observateurs de l'ONU le long des frontières et la restitution de la Cisjordanie et Gaza à la Jordanie et à l'Égypte pendant une période transitoire de cinq ans, à l'issue de laquelle « le peuple palestinien exercerait son droit fondamental à l'autodétermination » et serait en mesure « d'y établir son entité nationale ». Le document réclamait aussi le retrait d'Israël de Jérusalem-Est et le retour des réfugiés palestiniens dans leurs foyers ainsi que, cerise sur le gâteau, le paiement par l'État hébreu « de compensations intégrales pour les dommages résultant des opérations de ses forces armées contre la population et les installations civiles ainsi que pour son exploitation des ressources naturelles dans les territoires occupés ». Cette exigence irrita tout particulièrement Begin, qui rejeta l'ensemble des revendications de Sadate. Ne perdant pas de temps, le *Ra'is* se hâta de publier dans la presse de son pays son

mémorandum pour montrer aux États arabes qu'il n'avait pas l'intention de faire la moindre concession à Israël. Parfaitement au courant de la stratégie commune élaborée par les Américains et les Égyptiens, les Israéliens attendraient que le président Carter leur soumette, le 10 septembre, ses propres suggestions pour réagir.

Entre-temps, comprenant qu'il n'était pas possible d'aboutir en même temps à un accord israélo-égyptien complet et à une solution globale de la question palestinienne, les Américains reprirent à leur compte quelques éléments du plan d'autonomie de Begin et laissèrent de côté la question de la souveraineté sur la Cisjordanie et Gaza ainsi que la question explosive du statut de Jérusalem. En revanche, ils exigèrent l'évacuation par Israël des colonies du Sinaï. « Une question de vie ou de mort pour Sadate », expliqua Zbigniew Brzezinski aux Israéliens qui – c'est le moins qu'on puisse dire – ne gardèrent pas un bon souvenir des prises de parole toujours cassantes et peu rassurantes du conseiller national à la Sécurité. « Zbig » irritait aussi bien, mais pour d'autres raisons, le secrétaire d'État Cyrus Vance, qui n'aimait pas beaucoup l'ancien professeur de l'université de Columbia : il y avait une « froideur réciproque », nota Dayan, qui observa que les deux hommes s'asseyaient invariablement aussi loin que possible l'un de l'autre lorsqu'il leur arrivait d'assister aux mêmes réunions³⁰.

Dans son échange avec Carter, Begin refusa de renoncer à la moindre colonie du Sinaï sans un accord de paix intégral avec l'Égypte. Mais tous les membres de sa délégation n'étaient pas aussi intransigeants que lui : en premier lieu Dayan, le plus imaginatif de tous, et dont l'ascendant sur Begin ne faisait aucun doute ; puis le très accommodant Ezer Weizman, qui passa beaucoup de temps à déminer les rapports entre les délégués israéliens et égyptiens (au point de déranger Dayan, qui n'appréciait pas outre mesure la grande intimité de Weizman avec Sadate³¹). De fait, l'ancien pilote impressionnait la délégation égyptienne non seulement par sa sincérité, mais aussi par sa tragédie personnelle – l'infirmité de son fils, blessé à la tête pendant la guerre – qui fit de lui une « colombe » : « Weizman ne peut pas être juif, disait de lui Sadate avec tendresse, c'est mon jeune frère³². »

À l'opposé, chez les Égyptiens, c'est Sadate qui incarnait la souplesse alors que sa délégation s'illustrait par sa rigidité. Le plus étrange de tous était Hassan Touhami, l'astrologue du président et aussi son bouffon, qui, devenu mystique, était persuadé qu'il recevait en rêve les instructions du Prophète. Se considérant comme un nouveau Saladin chargé par Dieu de la libération de Jérusalem, Touhami, que ses collègues prenaient pour un illuminé, leur distribuait des morceaux d'ambre gris qu'il leur demandait de dissoudre dans leur tasse de thé afin d'obtenir la résistance nécessaire face aux Israéliens³³. Il traita Dayan, qui en perdit la voix,

d'Antéchrist et conseilla à Boutros Boutros-Ghali, le vice-ministre égyptien des Affaires étrangères, de se convertir à l'islam à Camp David même. Aux deux, Touhami déclara qu'il entendait entrer sur un cheval blanc dans Jérusalem et qu'il espérait en devenir le gouverneur.

Sadate acceptait avec le sourire les élucubrations de son ineffable vice-Premier ministre Touhami, mais il était courroucé par les remarques de son chef de la diplomatie, Mohammed Ibrahim Kamel, qui reprochait au *Ra'is* d'avoir cédé trop rapidement sur la Cisjordanie et Gaza. Au bord de la dépression nerveuse, Kamel démissionna au cours du sommet. C'était le deuxième ministre des Affaires étrangères perdu par Sadate depuis l'annonce de son voyage en Israël : outre l'adoption du principe d'autonomie pour les Palestiniens, il n'était nullement question, à mesure que les pourparlers avançaient, du retrait total des forces israéliennes de Cisjordanie mais seulement de leur « redéploiement » dans « des zones de sécurité définies ». Dans la délégation israélienne, les discussions entre Begin et son entourage n'étaient pas exemptes de frictions non plus. Quand il était ancré sur ses positions, témoigna Dayan, le Premier ministre accusait souvent ses contradicteurs de mettre en danger la sécurité d'Israël :

Ce genre de commentaires m'irritait ; aussi, quand il voyait ma réaction, se contraignait-il à faire montre de plus de tolérance et, malgré les tensions, la discussion reprenait son cours ordonné. Cependant, il faut dire pour son éloge que, lorsque finalement nous étions tombés d'accord – et en général c'était lui qui cédait –, il gardait son sens de l'humour³⁴.

Par exemple, Begin mit beaucoup de temps avant de renoncer aux colonies et aux aérodromes du Sinaï. Il changea d'avis seulement après que son ministre de l'Agriculture, Ariel Sharon, lui eut téléphoné de Jérusalem pour lui confirmer les dires sur place de Dayan et Weizman qui n'avaient cessé de lui expliquer que leur évacuation ne comportait aucun risque majeur. Formaliste à tous crins, il se rendit à leurs arguments après que le président Carter eut accepté que le démantèlement fût soumis au préalable à la ratification de la Knesset. Au fil des jours, raconta pour sa part Boutros-Ghali, Camp David avait fini par ressembler à un camp de prisonniers. Le 14 septembre, perdant patience, Carter informa ses invités que la conférence se terminerait trois jours plus tard. Aux Israéliens, qu'il ne portait pas beaucoup dans son cœur, il laissa entendre que l'échec des pourparlers serait « catastrophique » pour l'avenir de leurs relations avec les États-Unis. Le soir même, il leur remit une nouvelle proposition qui

comprenait deux sections : l'une sur le retrait israélien du Sinaï, l'autre sur la question palestinienne, qui posa immédiatement problème à Begin. Sadate avait, lui, menacé deux jours auparavant de rentrer chez lui après avoir constaté que le document américain ne faisait pas suivre le retrait d'Israël du Sinaï de celui de la Cisjordanie et de Gaza. De surcroît, ses experts militaires avaient très mal réagi à la proposition américaine de démilitarisation du Sinaï après son évacuation par Israël.

Finalement, Begin, qui était décidé à obtenir la paix avec l'Égypte en préservant l'intégralité du Grand Israël, avait fini par accepter, sous la pression des Américains et sur les conseils de Dayan et de Weizman, d'introduire dans l'accord-cadre des termes et des expressions qu'il avait toujours repoussés. Par exemple, ceux figurant dans la déclaration américano-égyptienne d'Assouan sur l'application « dans son intégralité » de la résolution 242 du Conseil de sécurité ; la mention du « peuple palestinien » et des « droits légitimes du peuple palestinien et ses justes revendications ». En revanche, il obtint que nulle référence n'y fût incluse sur le droit des Palestiniens à l'autodétermination ni sur l'OLP comme seul représentant légitime du peuple palestinien. S'agissant des implantations israéliennes de Cisjordanie et de Gaza, qui ne furent mentionnées ni en bien ni en mal dans l'accord-cadre, il s'engagea à ne pas en construire de nouvelles pendant la durée des négociations – ou durant trois mois seulement selon l'interprétation restrictive qu'il donna par la suite de cette clause.

Il n'y avait aucun progrès, en revanche, sur la question de Jérusalem, les deux délégations restant fermement sur leurs positions. Néanmoins, dans une lettre annexe adressée à Sadate et à Begin et jointe à l'accord-cadre, Jimmy Carter réaffirma le rejet par les États-Unis de l'annexion par Israël de Jérusalem-Est. C'était suffisant pour lever le dernier obstacle, et les négociations prirent fin, le dimanche 17 septembre, sous une pluie torrentielle et de violents orages « comme si la nature nous intimait l'ordre de quitter ce lieu », commenta Boutros-Ghali. « Ce qui s'est passé à Camp David a mis le ciel en colère », s'écria un diplomate égyptien³⁵. À 23 heures, le soir même, l'accord-cadre de Camp David fut signé dans les salons de la Maison-Blanche³⁶. La cérémonie s'acheva par une triple poignée de main entre Carter, Sadate et Begin. Ce geste symbolisa pour l'histoire le début d'une nouvelle ère au Proche-Orient. Les Américains étaient joyeux et les Israéliens aussi, car ils voyaient exaucé leur vœu d'un accord de paix avec le plus grand pays arabe de la région. Dayan, qui en fut l'un des architectes principaux, ne cacherait pas que ce fut l'un des moments les plus importants de sa vie :

J'avais parcouru un long chemin depuis les champs de bataille jusqu'à la table de conférence, depuis notre guerre d'indépendance en 1948, suivie par mes pourparlers d'armistice avec le roi de Jordanie 'Abdallah, la campagne du Sinaï en 1956, la guerre des Six Jours en 1967, la guerre du Yom Kippour en 1973, et enfin Camp David. L'étape la plus dure avait été celle qui, commencée par le fatal Yom Kippour, s'achevait ce soir-là par la cérémonie de la Maison-Blanche³⁷.

À l'opposé, les Égyptiens se montrèrent abattus et leurs sentiments se lisaient sur leur visage. Il ne leur échappait pas que le monde arabe était vent debout contre les accords de Camp David. Revenant de Washington, Sadate subit une première déconvenue à Rabat, où Hassan II lui réserva un accueil plutôt froid alors qu'il avait pris lui-même une part non négligeable dans l'ouverture des pourparlers de paix entre Israël et l'Égypte. Son retour triomphal le lendemain au Caire et l'accueil enthousiaste que lui fit son peuple lui mirent certes beaucoup de baume au cœur, mais au cours des jours suivants il ne put cacher sa déception face aux critiques acerbes que lui adressèrent l'OLP, la Jordanie et l'Arabie Saoudite, sans parler des pays du Front du refus qui, réunis quelques mois plus tard à Bagdad, devaient appeler à des sanctions économiques contre l'Égypte et à son exclusion de la Ligue arabe, qui transférerait son siège du Caire à Tunis. La réaction plutôt tiède des pays européens – et celle, en particulier, de la France de Giscard d'Estaing – n'était pas non plus pour reconforter Sadate. Comme les Arabes, les Palestiniens et les Soviétiques, les Européens avaient été tenus à l'écart des négociations par les Américains et, à ce titre, ils ne se sentaient pas tenus d'apporter leur appui aux accords :

Les Arabes se sentaient humiliés, se désola Boutros-Ghali. Les Européens étaient devenus hostiles tandis que les Soviétiques voyaient là l'occasion d'accroître leur influence politique au Proche-Orient. Nous avons cru que la toute-puissance américaine rallierait facilement autour de nous les principaux dirigeants régionaux et mondiaux, mais à mesure que le temps passait, il devenait de plus en plus évident qu'il n'en était rien et que nous étions de plus en plus isolés³⁸.

Comble de malchance, l'hospitalité accordée en janvier 1979 par Sadate au shah d'Iran n'allait pas non plus contribuer à rehausser son prestige au sein du monde musulman, galvanisé depuis plusieurs mois par les événements de Téhéran et la montée de la révolution khomeiniste. À l'autre bout du Moyen-Orient, ne craignant aucune

levée de boucliers de ce type, Begin fut au contraire encensé par ses partisans comme par ses adversaires pour avoir placé la paix au-dessus de son idéologie. Le comparant au général de Gaulle en Algérie et à Richard Nixon au Vietnam, l'écrasante majorité des Israéliens – 82 %, selon un sondage publié à l'époque³⁹ – lui surent gré d'avoir accepté de signer, lui le révisionniste pur et dur, le premier accord de paix avec un État arabe auquel, de Ben Gourion à Rabin en passant par Eshkol et Golda, aucun dirigeant avant lui, faucon ou colombe, n'avait osé rêver : « Begin, nous sommes avec vous », proclamaient, resplendissants de joie, les dizaines de milliers de manifestants venus le 22 septembre l'accueillir à l'appel de « La Paix maintenant » à son retour de Camp David. Sans surprise, il emporta haut la main, quinze jours après, l'adhésion de la Knesset à la ratification de l'accord-cadre : 84 pour, 19 contre et 18 abstentions – parmi lesquelles celles de deux figures centrales du Likoud : le président de la Knesset et futur Premier ministre Itzhak Shamir, et le président de la commission parlementaire des Affaires étrangères et de la Défense Moshe Arens.

Les difficultés commencèrent quand les États-Unis, l'Égypte et Israël voulurent mettre en musique les accords de Camp David et en extraire un traité de paix en bonne et due forme. La première controverse éclata au sujet du gel des colonies en Cisjordanie et à Gaza. Carter renonça à faire changer d'avis Begin, qui arrêta la construction de nouvelles colonies pendant trois mois seulement. En signe de bonne volonté, il confirma l'aide américaine pour la construction de deux bases aériennes dans le Néguev à la place de celles du Sinaï qu'Israël devait restituer à l'Égypte⁴⁰. De fait, au fil des nouvelles négociations, il s'avéra que chacune des parties allait faire ce qu'elle pouvait pour optimiser ses gains et obtenir ce qu'elle n'avait pu atteindre durant les douze jours de Camp David. Le 12 octobre, Égyptiens et Israéliens furent conviés à la résidence présidentielle de Blair House, à Washington, pour la rédaction finale du traité de paix. Ni Begin ni Sadate ne firent le déplacement. Alors que la délégation israélienne était dirigée par Dayan – entouré de Weizman, Aharon Barak et leurs assistants –, beaucoup de visages nouveaux figuraient dans la délégation égyptienne, à l'exemple du Premier ministre, Mustafa Khalil, et du ministre des Affaires étrangères, Kamal Hassan Ali, qui l'un comme l'autre n'avaient pas participé à la conférence de Camp David.

Conformément à la méthode de travail qui avait fait ses preuves à Camp David, les Américains remirent aux deux parties un « texte unique de négociation » : il stipulait le retrait des forces israéliennes du Sinaï dans un délai de deux ans, l'établissement de relations diplomatiques complètes à l'issue de cette étape, la mise en place de mesures de sécurité le long de la frontière entre les deux pays, et la

garantie de la liberté de navigation pour les navires battant pavillon israélien. Autant de sujets qui donnèrent lieu à des débats ardues entre les trois délégations, dans une atmosphère de crise permanente. Du côté israélien, on était impatient de connaître l'étendue des forces que les Égyptiens entendaient faire entrer au Sinaï après son évacuation, le montant des compensations après l'abandon par Israël des infrastructures pétrolières du Sinaï, et aussi et surtout le statut juridique du futur traité de paix par rapport aux obligations antérieures prises par l'Égypte dans le cadre de ses différents traités de défense avec les pays arabes. Du côté égyptien, la principale pierre d'achoppement provenait de la volonté du Caire de lier l'application progressive du traité de paix à la mise en chantier du processus d'autonomie palestinienne. Par exemple, Sadate ne voulait guère entendre parler d'un échange d'ambassadeurs entre les deux pays avant la tenue d'élections libres en Cisjordanie et à Gaza. Il exigeait également l'ouverture d'un bureau de liaison à Gaza, le gel des colonies israéliennes, l'extension à Jérusalem-Est du scrutin sur l'autonomie, l'autorisation d'établir des banques arabes en Cisjordanie et à Gaza, la libération des prisonniers palestiniens ainsi que le retour dans leurs anciens foyers d'un nombre défini de réfugiés palestiniens de la guerre de 1967⁴¹.

L'annonce du prix Nobel de la paix que le *Ra'is* allait recevoir en même temps que Begin ne détendit pas l'atmosphère, bien au contraire. Vexé de n'en avoir pas été l'unique récipiendaire, Sadate refusa de se rendre à Oslo pour la remise du prix et envoya l'un de ses proches à la cérémonie. Après tout, c'était lui qui avait fait le voyage de Jérusalem et, indubitablement, aucun acte de Begin ne pouvait être comparé à son initiative historique. Comme par hasard, à la veille de la proclamation du prix Nobel, Begin avait décidé d'« élargir » les colonies existantes de Cisjordanie. Tirant ensuite prétexte de la fin de la période de gel de trois mois « convenue » à Camp David, il annonça fin octobre la construction de six nouvelles colonies en Judée-Samarie. Cela compliqua les choses à Dayan et, exaspéré au plus haut point, le président Carter mit en garde le dirigeant israélien contre les graves conséquences de sa décision sur les relations avec les États-Unis⁴². Il envisagea sérieusement, comme le lui conseillait Brzezinski, de réduire sur-le-champ l'aide américaine à Israël pour chaque nouvelle colonie autorisée par Begin.

De fait, les divergences s'approfondissaient chaque jour davantage, non seulement entre Américains, Égyptiens et Israéliens, mais aussi entre le gouvernement israélien et sa délégation aux pourparlers. Attaqué par l'aile extrémiste de son parti, Begin réduisit la marge de manœuvre de Dayan et Weizman, accusés d'être trop laxistes par plusieurs de leurs collègues, et exigea que chacune de

leurs propositions fût approuvée par lui et son gouvernement avant d'être présentée à leurs interlocuteurs arabes. Dans son esprit, il fallait à tout prix séparer le traité de paix avec l'Égypte de la question palestinienne, et conserver par tous les moyens l'intégralité territoriale du Grand Israël. Devant Cyrus Vance qu'il rencontra le 1^{er} novembre à New York, Begin désavoua ouvertement Dayan, qui avait suggéré l'établissement d'un calendrier pour la tenue de pourparlers sur l'avenir de la Cisjordanie⁴³. Ce fut l'échec annoncé de la conférence de Blair House, qui se termina en effet le 13 novembre, sans résultat. Colère bue, Carter mit ensuite les bouchées doubles pour parvenir à un accord israélo-égyptien. Il en avait d'autant plus besoin qu'il venait d'essuyer le pire revers de sa présidence avec la chute du shah et la prise en otage de dizaines d'employés de l'ambassade américaine à Téhéran. Du Pakistan au Maroc, l'antiaméricanisme grandissait dans tout le monde musulman, tandis que les décisions de la conférence de Bagdad avaient un effet désastreux sur l'opinion égyptienne après le coup de poker de Sadate qui lui avait fait perdre la manne saoudienne et l'estime de l'ensemble des pays arabes. Comprenant son désarroi et ses difficultés, les Américains le soutenaient de plus en plus ouvertement – face à un Begin en qui ils avaient peu confiance –, jusqu'à donner l'impression qu'ils pratiquaient le deux poids deux mesures.

En décembre 1978, le président américain suggéra un nouveau sommet entre Dayan, Khalil et Vance. La réunion eut lieu à Bruxelles, mais ce fut un coup d'épée dans l'eau, Israéliens et Égyptiens continuant de camper sur leurs positions au sujet de la question insoluble du « *linkage* ». De nouveaux pourparlers inutiles eurent lieu le 21 février 1979 à Camp David, dans une atmosphère froide et stérile, chaque délégation passant son temps à scruter avec un zèle extraordinaire le moindre changement suggéré par la partie adverse. En réalité, l'Égypte craignait les conséquences de la vague fondamentaliste qui déferlait sur la région et, par conséquent, durcissait sa position dans les négociations : le voyage de Sadate à Jérusalem semblait appartenir à une autre époque. Israël, de son côté, traînait les pieds parce que, depuis la fermeture du marché iranien où il avait l'habitude d'acheter une bonne partie de ses carburants, il appréhendait sérieusement les conséquences de l'abandon des puits de pétrole du Sinaï⁴⁴.

De moins en moins soutenu par Begin et en butte à l'opposition d'une partie de ses ministres, Dayan craignait que le moment favorable pour la signature d'un traité de paix avec l'Égypte passât pour ne plus jamais revenir. Cette crainte était partagée par le président Carter, qui décida de tenter le tout pour le tout et atterrit au Caire le 7 mars puis, trois jours après, à Tel-Aviv, avec la ferme

intention d'aboutir à un traité de paix sur place. Une fois de plus, il fut déçu par Begin, qui doucha ses espoirs en invoquant divers points de procédure pour empêcher, par exemple, la présence d'officiers égyptiens à Gaza en vue des élections pour le conseil d'administration de l'autonomie. La question des fournitures de pétrole fut un autre point de discorde, Begin et ses ministres refusant de désigner une société américaine par le truchement de laquelle le pétrole du Sinaï arriverait en Israël. Cela aurait signifié que les Arabes continuaient de boycotter l'État hébreu⁴⁵. Épuisés et tendus, Carter et Begin se rendirent ensuite à la Knesset pour une séance solennelle où ils prirent la parole, ainsi que Shimon Peres, devant un auditoire survolté. Ce fut une séance tumultueuse au cours de laquelle le Premier ministre et le chef de l'opposition furent continuellement interrompus par des députés d'extrême droite qui n'avaient pas de mots assez durs pour disqualifier le traité en vue.

Navré par la tournure désastreuse que prenait la visite de Carter, Dayan réunit plusieurs ministres pour discuter avec eux des moyens de sauver Israël d'une crise irréparable avec les États-Unis. C'est ainsi que, tandis que le président américain s'apprêtait à rentrer à Washington, Dayan vint soumettre à Cyrus Vance une nouvelle proposition suggérant d'ajouter deux clauses supplémentaires au traité de paix. L'une reconnaissait le droit d'Israël d'acheter, comme n'importe quel autre pays, du pétrole sur le marché égyptien, même si l'Égypte n'était pas tenue de lui en vendre ; l'autre liait la présence d'officiers égyptiens à Gaza à la normalisation des rapports israélo-égyptiens. La libre circulation entre les deux pays une fois établie, tout Égyptien pourrait se rendre à Gaza et partout ailleurs dans les territoires occupés et en Israël, comme tout Israélien pourrait visiter Le Caire, Alexandrie et toute autre localité égyptienne. Les suggestions de Dayan furent acceptées de part et d'autre. Il put alors rejoindre son épouse à l'hôtel sous une pluie torrentielle. L'ancien agriculteur de Nahalal ne cacha pas sa joie : « Bénédiction pour les orangeries en fleur et les récoltes mûrissantes, pour toutes les semences, les sources et les puits⁴⁶. » Le traité de paix fut finalement signé le 26 mars 1979 sur la pelouse de la Maison-Blanche en présence du président Jimmy Carter. Rayonnant, Menahem Begin, qui prit soin de rendre hommage au président Sadate pour son courage, lit en hébreu un passage du Livre des Psaumes, sans prendre la peine de le traduire. C'était un texte que les pères du sionisme avaient envisagé de choisir en 1900 comme hymne national avant la *Hatikva*⁴⁷ :

Quand Iahvé ramena les captifs de Sion
Nous étions comme des gens qui rêvent.
Alors notre bouche était pleine de rires,

Henry Kissinger assista à la réception : « J'aurais pu obtenir à Sadate beaucoup plus », aurait dit l'ancien secrétaire d'État à l'ambassadeur américain au Caire venu s'asseoir à ses côtés⁴⁸, pendant que, derrière les grilles de la Maison-Blanche, des centaines de manifestants propalestiniens criaient leur dépit. Weizman assista à la cérémonie accompagné de son fils, Shaül, invalide de guerre. À l'issue de la cérémonie, il ne put cacher son émotion à la vue du président Sadate le serrant chaleureusement dans ses bras⁴⁹.

C'est ainsi que prit fin le conflit de plus de trente ans entre l'État hébreu et le pays arabe le plus puissant du Proche-Orient, qui avait donné lieu à quatre guerres très meurtrières entre les deux pays. Onze mois après la cérémonie palpitante de la Maison-Blanche, l'Égypte et Israël échangeaient, le 26 février 1980, leurs premiers ambassadeurs. Auparavant, Begin fut invité à effectuer, le 2 avril 1979, une visite officielle au Caire. C'était la première fois qu'un dirigeant israélien venait accompagné de nombreuses personnalités israéliennes et juives, parmi lesquelles Abba Eban et son épouse Suzy qui avait grandi en Égypte. Ce voyage ne manqua pas d'instants cocasses, notamment quand, devant les pyramides de Gizeh, Begin glissa à ses guides stupéfaits que c'étaient des Israélites qui, du temps des Pharaons, avaient construit ces monuments impérissables. Il fallut ensuite beaucoup de patience à son conseiller, Eliahou Ben Elissar, et au vice-président du Conseil, Yigaël Yadin, archéologue très réputé, pour le convaincre qu'il s'était trompé, une période d'un demi-millénaire au moins séparant l'époque de leur construction de celle du séjour présumé des Israélites dans la vallée du Nil tel que raconté dans la Bible⁵⁰. Dayan était aussi de ce voyage. C'était son dernier en sa qualité de ministre des Affaires étrangères dans la capitale égyptienne. À son retour, on lui découvrit un cancer du côlon dont il fut opéré sans succès. Le mois suivant, ce fut au tour de Begin d'être à nouveau hospitalisé, cette fois pour un léger AVC : 40 % des Israéliens étaient toujours satisfaits de son action, mais les rumeurs couraient bon train sur ses facultés physiques et mentales déficientes⁵¹.

Le 26 mai, El-Arish fut restituée à l'Égypte. Les pourparlers sur l'autonomie des territoires palestiniens devaient commencer juste après au Caire. Comme Dayan était très contrarié par la décision du gouvernement de confisquer de nouvelles terres en Cisjordanie pour la création de nouvelles implantations, le Premier ministre renonça à lui confier la tête de la délégation israélienne aux négociations du Caire, et nomma à sa place le ministre Joseph Burg, qui appartenait au Parti national religieux et n'avait aucune expérience diplomatique. En tirant la conclusion que Begin n'avait plus besoin de sa présence à ses côtés,

le ministre des Affaires étrangères, dont la santé déclinait depuis des mois, finit par démissionner le 23 octobre 1979. Indice révélateur de l'état d'esprit du Premier ministre : il ne trouva pour le remplacer que l'ancien chef du groupe Stern, Itzhak Shamir (1915-2012), qui en 1978 s'était abstenu lors du vote à la Knesset sur les accords de Camp David, puis l'année suivante sur le traité de paix. Begin entendait ainsi donner des gages à l'aile extrémiste de son parti, menée par la députée Gueoula Cohen et le professeur Yuval Neeman qui, en signe de protestation contre la restitution du Sinäi à l'Égypte, quittèrent le Likoud et créèrent une nouvelle formation : *Ha-Tehiyya* (« Résurrection »). De fait, c'est toute la coalition gouvernementale qui chancelait, tant à cause de la désagrégation avancée du parti de Yigaël Yadin (Dash) qu'à la suite de la démission avec fracas, le 28 mai 1980, du ministre de la Défense, Ezer Weizman. Les provocations d'Ariel Sharon et ses initiatives intempestives – soutenues par Begin – de multiplier les implantations en Judée et Samarie l'irritaient au plus haut point. Begin n'esquissa pas le moindre geste pour le retenir, bien au contraire. Dans un message rendu public et frisant l'insulte, il accusa le très populaire aviateur, auquel il était redevable en grande partie de sa victoire électorale de 1977, d'avoir fomenté un complot contre lui et d'avoir voulu s'emparer du pouvoir.

Six mois plus tard, Jimmy Carter perdit les élections présidentielles au profit de Ronald Reagan (1911-2004), qui entra à la Maison-Blanche en janvier 1981. Le 6 octobre 1981, ce fut la disparition tragique de la personnalité qui contribua le plus à l'instauration de la paix entre Israël et l'Égypte : Anouar el-Sadate, assassiné au Caire, lors du défilé militaire marquant le 8^e anniversaire de la guerre d'octobre 1973, par des membres du groupe islamiste Al-Jihad qui ne pardonnaient au successeur de Nasser ni son accord de paix avec Israël ni son rapprochement avec les Américains. Survenant deux ans après la révolution de l'ayatollah Khomeiny (1902-1989) à Téhéran et l'occupation de la Grande Mosquée de La Mecque par un groupe d'extrémistes religieux, l'assassinat de Sadate fut l'un des signes les plus spectaculaires de la montée en puissance de l'islamisme radical, qui allait faire longtemps parler de lui au cours des années suivantes au Moyen-Orient et dans le monde entier.

À la mort de Sadate, son successeur Hosni Moubarak poursuivit les grandes lignes de sa politique et resserra ses liens avec les États-Unis, qui fourniraient au cours des années suivantes à l'Égypte une aide militaire et financière considérable. Tout en récusant les accords de Camp David, beaucoup d'États arabes suivirent la voie tracée par l'Égypte : le Maroc, la Tunisie et les émirats du Golfe notamment, qui devinrent ainsi des alliés très proches des États-Unis, dont l'influence ne fut jamais aussi grande au Proche-Orient que depuis 1973.

Neuf jours après Sadate, Moshe Dayan l'accompagna dans la tombe. Il avait soixante-six ans. Il fut enterré dans le petit cimetière de Nahalal, surplombant la vallée de Jezréel qu'il avait tant aimée. Avec la disparition de Moshe Dayan, et celle de Yigal Allon (1918-1980) en février, ajoutées au départ du gouvernement d'Ezer Weizman, au phagocytage de Yigaël Yadin par Begin et à l'échec cuisant d'Itzhak Rabin en 1977, c'est toute une génération de sabras – de surcroît, militaires de haut vol – qui sombra dans le triangle des Bermudes de la politique israélienne. Comme au temps du *Yishouv* et jusqu'en 1974, l'hégémonie politique passa entièrement aux mains de politiciens nés et formés en Diaspora, comme Menahem Begin et Itzhak Shamir, vouant un culte sans faille à l'idéal du Grand Israël et marqués dans leur chair et leur mémoire – contrairement à Ben Gourion et Eshkol – par le traumatisme de la Shoah.

Une politique économique calamiteuse et un bilan social positif

Désireux d'éradiquer le système économique socialiste instauré par la gauche sioniste depuis les débuts du *Yishouv*, le gouvernement mit en œuvre dès le mois d'octobre 1977 une réforme économique d'inspiration libérale destinée à favoriser les entreprises privées et les classes aisées, dans lesquelles l'aile libérale du Likoud puisait sa force électorale. Toutes les conséquences de cette réforme n'avaient pas été prises en compte. Ses éléments principaux étaient les suivants : libéralisation des importations, suppression du contrôle des changes pour les exportateurs et les voyageurs à l'étranger, fluctuation du cours de la lire israélienne par rapport au dollar suivant l'offre et la demande, vente libre de devises étrangères, augmentation de la TVA de 8 à 12 %, fin des subventions pour les produits de consommation courante comme le pain et le lait, et augmentation de leur prix de 15 % – une mesure qui affecta plus particulièrement les couches populaires. Les conséquences de cette réforme mal fagotée, qui ne fut pas accompagnée de coupes budgétaires sérieuses ni de privatisations d'entreprises publiques, ne se firent pas attendre : hausse générale des prix ; augmentation en spirale des salaires qui étaient indexés sur la montée des prix ; chute de la croissance, qui passa de 5,8 % en moyenne pendant la décennie précédente à 3,4 % ; baisse du PIB de 2,9 % à 1,6 % ; et, par-dessus tout, une inflation galopante, qui atteignit 42,5 % en 1977, puis 48,7 % l'année suivante, et qui franchit le seuil des 100 % en 1979 (111,4 %, très exactement).

En outre, pendant que les épargnants investissaient leur argent à tour de bras dans des actions bancaires, la balance des paiements accusait un déficit record de 2,5 milliards de dollars au bout de deux ans. Cela entraîna la démission du père de la réforme, le ministre des Finances Simha Erlich, et son remplacement par Yigal Horowitz. Ancien du parti Rafi, celui-ci mit en œuvre une politique d'austérité et s'attela à réduire le déficit de la balance des paiements. L'inflation continuant de grimper jusqu'à 132,9 % en 1980, il remplaça la lire par le *shekel*, puis celui-ci par un « nouveau *shekel* » dans un souci de

réduction de la masse monétaire en circulation. Sa politique d'austérité réussissant à améliorer quelque peu seulement la balance des paiements, il démissionna lui aussi et céda sa place à Yoram Eridor, le ministre des Finances le plus populiste d'Israël. L'échéance électorale de 1981 approchant, il prit le contre-pied de ses prédécesseurs et se donna pour objectif d'« améliorer les conditions de vie » de la population. Désireux de relancer l'économie par la consommation, il rétablit ainsi les subventions pour les produits de base, réduisit la TVA sur les produits de fabrication locale et diminua de façon substantielle les tarifs douaniers des produits d'importation. Dès lors, une frénésie d'achat de voitures neuves, de téléviseurs et autres articles électroménagers s'empara du public qui avait du mal à concevoir que le pays courût à la faillite, d'autant que l'inflation montrait des signes de fléchissement. Mais, comme la consommation des ménages augmenta de 10 % et que la dette publique passa de 12 à 18 milliards – soit de 51 % à 80 % du PIB – en un an, l'inflation reprit de plus belle jusqu'à frôler les 200 % en 1982. La croissance ne dépassa pas 2 %, et l'économie entra en stagflation pendant les deux années suivantes. En octobre 1983, la bulle boursière éclata et tout le système bancaire fut près de la faillite. Dans le domaine social, au contraire, la politique du gouvernement Begin engrangea des succès non négligeables, dans le domaine de l'instruction publique notamment, où le jeune ministre religieux Zebouloun Hamer fit passer deux lois essentielles : l'une portait à seize ans l'âge de la scolarité obligatoire, l'autre prolongeait jusqu'à dix-huit ans la scolarité gratuite. Cette double mesure fit bondir de 50 % les effectifs des classes terminales entre 1980 et 1985, et le nombre de bacheliers passa de 21 % à 34 %.

Par la suite, les difficultés économiques du moment ne furent pas sans conséquences sur le système éducatif : faute de budgets suffisants, les écoles durent réduire le nombre d'heures de cours et grossir démesurément le nombre d'élèves dans chaque classe. Dans les quartiers et agglomérations nantis, les municipalités et les parents d'élèves purent pallier ces difficultés en couvrant par leurs propres moyens les besoins des enfants en heures de cours, en enseignants et en équipements sportifs et pédagogiques. Tel n'était pas le cas des quartiers de la périphérie, des villes de développement et des villes et villages arabes, qui ne pouvaient offrir à leurs enfants les mêmes moyens. Ce système d'éducation à deux vitesses s'enracina ainsi dans tout le pays, en plus des clivages entre enseignement laïque, enseignement religieux et enseignement ultraorthodoxe, ou encore entre enseignement public juif et enseignement public arabe.

Parallèlement à ces changements, Begin et son gouvernement lancèrent, avec l'aide de l'Agence juive et du judaïsme de la Diaspora,

une vaste opération de « réhabilitation des quartiers » destinée à relever de leur déchéance physique et sociale les quartiers pauvres des grandes villes et la plupart des villes de développement. Cette opération se traduisit par l'amélioration des infrastructures et la reconstruction d'immeubles entiers, et visait surtout à décroquer les quartiers de la périphérie en les rapprochant du monde extérieur et des communautés de la Diaspora tout particulièrement. Plus d'un demi-million d'Israéliens y furent impliqués jusqu'en 1982. Enfin, à l'initiative du parti Dash, le gouvernement fit avancer de façon notable les programmes sociaux à l'intention des personnes âgées et des familles nécessiteuses. Une pension vieillesse fut ainsi mise en place et tous les Israéliens y furent éligibles indépendamment de leur situation financière et de leurs origines.

Par ailleurs, portant son identité juive en bandoulière, Begin, qui préférait s'adresser à ses citoyens en tant que « Juifs » plutôt qu'en tant qu'« Israéliens », ne fut pas difficile à convaincre par les religieux de sa coalition d'interdire aux avions d'El Al de voler le jour du *shabbat*. Accordant comme tous ses prédécesseurs beaucoup d'importance à l'immigration, il ne relâcha pas sa pression sur les autorités soviétiques en faveur des « *refuzniks* » juifs, même si peu d'entre eux choisirent, durant ces années, de s'établir en Israël. En outre, à la suite de la décision canonique du grand rabbin séfarde Ovadia Yossef de reconnaître en 1972 comme juifs les Falachas d'Éthiopie (ou « *Beitâ Israel* ») qui pratiquaient un judaïsme hétérodoxe, il se hâta de signer en 1977 avec le dictateur d'Addis Abeba, le colonel Mengistu, un accord permettant le départ de Juifs en échange d'armes et de munitions livrées par Israël à son régime. Quelque cent vingt Juifs émigrèrent dans ces conditions en Israël en 1978 mais, à la suite d'une indiscretion de Moshe Dayan qui dévoila l'existence de l'accord, l'Éthiopie suspendit tous les départs, et l'émigration juive cessa pendant les douze années suivantes.

« Deux rives a le Jourdain, celle-ci est à nous et celle-là aussi... »

Août 1978. Menahem Begin accueillit un invité de marque dans sa résidence officielle à Jérusalem : l'ancien président libanais Camille Chamoun, dont c'était la première visite en Israël. Les deux hommes trouvèrent rapidement un large terrain d'entente sur la question qui les préoccupait le plus : le devenir du pays du Cèdre et l'avenir de la communauté chrétienne, prise en tenaille entre les Syriens et les Palestiniens. Sans trop d'efforts, l'ancien président de la République libanaise obtint de son hôte la garantie d'une aide militaire accrue en faveur des milices chrétiennes. Elle était bien plus conséquente que celle qui leur avait été octroyée jusqu'en 1977 par le gouvernement travailliste d'Itzhak Rabin. Satisfait, Chamoun se leva pour partir quand, soudain, il hésita, puis, reprenant la parole, adjura en toute amitié son hôte de ne pas commettre en Cisjordanie les mêmes erreurs que les chrétiens au Liban :

Les Français, lui raconta-t-il, nous ont imposé le Grand Liban. À l'indépendance, ils nous ont contraints à annexer des zones peuplées de musulmans. Ce fut la cause de tous nos problèmes. Évitez d'ajouter des territoires et des musulmans à votre pays. Vous risquez d'affronter les mêmes problèmes que nous⁵².

Begin ne réagit pas. Sa détermination à conserver le Grand Israël était intacte. Mais, pendant que les négociations se poursuivaient sans beaucoup d'entrain entre Israéliens et Égyptiens sur l'avenir des territoires palestiniens, la situation sur place se détériorait de jour en jour. Les protestations contre l'autonomie préconisée par Israël fusaient de partout et, à l'instigation de Bassam Shaq'a, le maire de Naplouse, fut fondé en mars 1978 un « Comité d'orientation nationale » réunissant différentes personnalités palestiniennes résolues à combattre la politique du gouvernement. Prétextant de son soutien aux auteurs de l'attentat de l'autoroute Haïfa-Tel-Aviv (opération *Deir*

Yassin), les autorités militaires voulurent expulser Bassam Shaq'a, mais la Cour suprême les en empêcha. Peu de temps après, les militants du Goush Emounim reprirent leurs provocations et vinrent s'installer en 1980 au cœur de Hébron, dans un bâtiment ayant appartenu jadis à l'organisation juive Hadassa. Sharon les en félicita publiquement et Begin évita de les condamner et d'ordonner leur expulsion. Le 30 janvier, après le meurtre d'un des leurs à Hébron, les activistes juifs se répandirent dans les ruelles de la ville, molestant passants et commerçants.

Cinq mois plus tard, six étudiants de *yeshiva* furent assassinés et seize autres blessés dans une attaque palestinienne contre le squat de Hadassa. En représailles, les autorités expulsèrent aussitôt le maire de Hébron et le *Qadi* de la ville ainsi que le maire de Halhoul. Le 2 juin, des terroristes juifs posèrent des bombes dans des véhicules appartenant à plusieurs maires de Cisjordanie. Bassam Shaq'a fut grièvement blessé, puis amputé des deux jambes. Un démineur de la police venu désamorcer la bombe déposée dans le véhicule du maire d'El Bireh fut également blessé et y perdit la vue. Ne pouvant laisser passer sans réagir cette grave infraction, Begin annonça l'ouverture d'une enquête, qui ne déboucha sur rien. Empêché de procéder à l'interrogatoire de colons impliqués dans les préparatifs de l'attentat, le chef du Renseignement intérieur, le Shin Bet, démissionna de ses fonctions. La plupart des membres du Comité d'orientation nationale furent arrêtés ensuite, et l'organisation elle-même fut dissoute en mars 1982. Des émeutes éclatèrent aussitôt dans tous les territoires occupés, et furent réprimées avec force par l'armée.

Dans le même temps, le gouvernement envisagea de réformer l'administration des territoires occupés et d'y instaurer une administration civile, adossée à des notables ruraux organisés en « associations de villageois » hostiles à l'OLP. Bénéficiant d'avantages pécuniaires non négligeables et autorisés à porter des armes, leurs membres ne tardèrent à se heurter au rejet de la population palestinienne, qui les traita de « collabos » à la solde d'Israël. Dénoncées aussi bien par l'OLP que par Amman, les « associations de villageois » tombèrent vite en désuétude et, dès la fin de l'année 1982, disparurent du paysage.

Très affaibli, le gouvernement vacillait chaque jour davantage. L'annonce de nouvelles élections anticipées était inévitable. Peres et Rabin étaient si sûrs de revenir au pouvoir qu'ils n'attendirent pas la publication de la date officielle du scrutin pour commencer à se disputer la première place de la liste travailliste. Après un débat particulièrement houleux comme leur parti en avait le secret, ce fut finalement Shimon Peres qui fut choisi. La confrontation avec le Likoud s'annonçait sanglante. Personne n'avait le moindre doute quant

aux chances de l'emporter de Peres, face à un Begin plus extrémiste que jamais. En attendant, Begin demanda à ses députés d'appuyer le projet de loi, présenté à la Knesset par Gueoula Cohen, proclamant Jérusalem « unifiée » capitale d'Israël. Craignant l'opprobre du public, les travaillistes ne purent faire autrement que de suivre le mouvement. En signe de protestation, les onze derniers ambassadeurs qui siégeaient dans la Ville sainte décidèrent aussitôt de déménager à Tel-Aviv.

Soignant son extrême droite religieuse, le gouvernement continuait de dépenser des sommes énormes dans les territoires occupés et dans la partie orientale de Jérusalem annexée après 1967. En février 1981, il lança un vaste plan de nouvelles implantations qui furent décidées en Cisjordanie et au nord de Gaza pour accueillir les centaines d'habitants de Yamit censés quitter la ville après la restitution du Sinaï à l'Égypte. Dans le même temps, afin d'encourager les Israéliens de condition modeste à venir s'installer dans les territoires occupés, l'on entreprit de construire 1 800 villas à proximité immédiate de la « Ligne verte » – « à dix minutes de Kfar Saba », clamaient les pancartes publicitaires. Il s'agissait de lotissements coquets vendus à vil prix et bénéficiant de prêts hypothécaires à des taux insignifiants.

Goush Emounim, fer de lance de la colonisation des territoires

Créé officiellement en 1974 par les disciples du rabbin Zvi Yehouda Kook de Jérusalem, le premier noyau de *Goush Emounim* (« Bloc de la Foi ») s'établit à Hébron, autour du rabbin Moshe Levinger et de son ami Hanan Porat. Persuadés de revivre l'épopée de la conquête de la Palestine par les anciens Hébreux, les membres de l'organisation s'installèrent ensuite, avec ou sans l'autorisation des pouvoirs publics, dans des dizaines d'implantations en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, où ils jetèrent les bases d'un nouveau type de sionisme, sinon de judaïsme, israélien – hypernationaliste, messianique et antidémocratique. Celui-ci était en tout cas différent, à bien des égards, de celui de leurs parents « nationaux-religieux ». Leur idée de base était que le sionisme « classique », qui s'était fixé pour objectif la « normalisation » du peuple juif, était dépassé. Il aurait cédé la place, depuis les « six glorieuses » de juin 1967, à un « sionisme de la rédemption » (*Gueoula*) dont le but n'était plus de faire des Juifs un peuple comme les autres mais, au contraire, d'en faire un peuple à part, un « peuple sacré ». Dans cette optique, l'État n'était plus un but en soi, comme chez les disciples de Théodore Herzl, mais un outil entre les mains de la Providence en vue de la complète rédemption de la « Terre d'Israël » (*Eretz Israel*), sans laquelle le salut du « Peuple d'Israël » (*Am Israel*) serait impossible. « Toute cette terre est à nous », déclara peu de temps avant sa mort, en 1983, le rabbin Kook. Écho lointain de la devise révisionniste « Deux rives a le Jourdain, celle-ci est à nous et celle-là aussi », cette déclaration de foi fut choisie par les *Goush Emounim* comme leitmotiv de leur mouvement, qui ne reconnaissait aux Arabes aucun droit sur la Palestine : celle-ci appartenait éternellement et exclusivement aux Juifs, même s'ils avaient été forcés de l'abandonner à des « étrangers » pendant des siècles.

Moins timorés que les nationaux religieux de la génération précédente, dite des « calottes (ou *kippot*) crochetées », et politiquement plus engagés qu'eux, les *Goush Emounim*, aux côtés

desquels évoluaient un certain nombre de « compagnons de route » non religieux, inventèrent un nouveau judaïsme israélien qui intégra la plupart des symboles du sionisme « classique » en les coulant dans un moule religieux orthodoxe. Cela valut à leurs adeptes « urbains » le sobriquet anagramme de « **Hardalim** », composé des termes *haredi* (« orthodoxe ») et *leoumi* (« ultranationaliste »). « Nous vous avons acheté à un prix soldé tout le sionisme », écrivit l'un de leurs porte-parole, l'universitaire Hillel Weiss, à l'adresse des Israéliens laïcs en panne de motivation idéologique⁵³ :

Vous vous êtes enfuis de Sion et avez abandonné le sionisme, nous laissant entre les mains le devoir de mémoire et celui de continuité historique. C'est avec le plus grand amour que nous nous chargeons de cette mission ; nous l'empoignerons, l'embrasserons et la dépoussiérerons en vous gardant un coin très chaud dans notre cœur malgré la colère et la frustration que nous éprouvons à votre égard. Nous savons que sans vous, nous ne serions pas où nous sommes à présent. Merci à vous, merci pour l'éternité. Nous vous savons gré de nous avoir aidé à oublier la diaspora (*Galout*) et à l'effacer complètement de notre esprit alors que vous-mêmes l'avez redécouverte et vous y vautre à nouveau avec délectation. Entre Massada et la Galout, vous choisissez la Galout alors que nous, nous restons ici, coûte que coûte, pour défendre la muraille [...]. Nous, colons de Cisjordanie et Gaza qui sommes les derniers sionistes, nous ne prions pas seulement pour nous-mêmes, mais pour l'ensemble du peuple israélien, même pour les gens de gauche...

Pour Israël Harel, autre intellectuel du mouvement, la ligne de partage ne passait pas seulement entre « archéo- » et « néo- » sionistes, mais entre « Juifs » et « Israéliens »⁵⁴. Ou, comme il l'expliqua à l'écrivain Amos Oz dans son livre d'entretiens avec les représentants de divers courants de la société israélienne :

Les Juifs sont ceux qui veulent vivre, d'une manière ou d'une autre, suivant les préceptes de la Torah. Les Israéliens sont ceux qui murmurent du bout des lèvres quelque tribut de circonstance au patrimoine juif, mais aspirent, en fait, à créer ici un peuple entièrement neuf ; un peuple satellite de l'Occident [...]. C'est pourquoi Goush Emounim représente une menace terrifiante pour vous... Car il vous empêche de vivre, comme vous l'auriez souhaité, une vie d'Occidentaux, modernes, libres, pacifistes et cosmopolites [...]. Vous ne

croyez plus en rien, en aucune valeur ; comme dans la culture occidentale, vous relativisez tout, chaque chose, dites-vous, à son envers et son endroit. Rien ne vous motive, si ce n'est la conservation, contre vents et marées, de vos intérêts matériels particuliers, de vos droits individuels. Dès lors, vous refusez de vous laisser embarquer dans n'importe quelle guerre mettant en jeu un principe, une idée, même quand il s'agit d'une guerre pour la survie d'Israël et pour la réalisation du sionisme.

Délaissant le short et la chemise kaki ou bleue des anciens pionniers des premières années de l'État, les *Goush Emounim* adoptèrent des tenues plus appropriées à leur style de vie : chemises blanches pour les hommes et jupes longues sombres pour les filles. À cela s'ajoutaient châles de prière à longues franges flottantes, sandales « bibliques », papillotes et barbes en broussaille, et couvre-chefs non conventionnels (blancs, noirs ou « psychédéliques »). Poussant jusqu'à l'extrême leur assimilation aux premiers *haloutzim*, ils recyclèrent en les détournant de leur sens initial d'anciennes notions de langage du sionisme « classique » plus ou moins passées de mode : 'Aliya (« immigration ») pour l'accroissement de la population juive dans les territoires occupés, « verdoisement du désert » pour la multiplication des colonies en Cisjordanie, ou encore « négation de la Diaspora » pour la condamnation de l'« esprit diasporique » caractérisant, d'après eux, le comportement de certains gouvernements israéliens qui, par crainte d'irriter les non-Juifs (*Goyim*), refusaient d'annexer toute la Terre sainte. En outre, adoptant un franc-parler et des allures inaccoutumées chez des religieux, ils utilisaient à leurs fins politiques quelques mythes fondateurs du sionisme tombés en désuétude – comme le souvenir du siège de Massada (70) et celui du combat de Tel-Haï (1920) – et ils allaient même jusqu'à se « réapproprier » certaines pages « héroïques » de l'histoire juive généralement passées sous silence dans les *yeshivot* – comme la révolte des Maccabées contre les Séleucides gréco-syriens (167-132 av. J.-C.) et celle de Bar Cochba contre les Romains (66-70 apr. J.-C.).

En même temps, ils « judaïsèrent » de nombreuses célébrations « profanes » israéliennes : la plus importante étant la fête nationale, que les *Goush Emounim* et leurs rabbins hissèrent au rang de solennité religieuse de premier plan, avec prières et liturgie spéciales. Même des usages « apocryphes » comme la sonnerie aux morts et la minute de silence observée à l'ouverture de la journée du Souvenir obtinrent l'agrément de leurs autorités religieuses. Il en fut de même pour la commémoration de la journée de la Shoah : participant à toutes les manifestations marquant cette célébration, les *Goush Emounim*

intégrèrent cette tragédie humaine et juive dans une grille de lecture très « victimiste » et « lacrymale » de la souffrance juive à travers les âges, dans laquelle l'antisémitisme hitlérien apparaît comme une expression parmi d'autres de la haine perpétuelle à l'égard des Juifs. La Shoah ne serait ainsi selon eux rien d'autre que la répétition des malheurs subis par les Juifs sous les Pharaons, et la création de l'État d'Israël en 1948 une nouvelle « sortie d'Égypte », aussi miraculeuse et aussi voulue par la Providence que la première.

Aussi, qu'ils s'appelassent Nabuchodonosor, Titus, Torquemada, Khmelnytsky^{*4}, Hitler, Nasser ou 'Arafat, tous les « ennemis d'Israël » étaient logés à la même enseigne, parce que tous avaient ourdi la destruction totale des Juifs. Face à eux, les *Goush Emounim* alignaient une longue liste de héros juifs de tous les temps qui, de Juda Maccabée à Yoni Netanyahu^{*5} en passant par Bar Cochba, Elazar Ben Yaïr de Massada, Joseph Trumpeldor de Tel-Haï, Hannah Senesh^{*6}, les valeureux combattants du ghetto de Varsovie et David Ben Gourion, meublaient la mémoire et les rêves des colons de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Militaristes à tous crins, ils applaudirent à tous les raids de représailles et à toutes les guerres menés par Tsahal. Lancée par Begin et Sharon en juin 1982^{*7}, la guerre du Liban allait ainsi leur faire oublier, comme par magie, leurs récents déboires avec Ariel Sharon qui, quelques mois plus tôt, les avait délogés *manu militari* de la colonie de Yamit, dans le nord du Sinaï. Selon un des leurs, l'idéologue laïque Eliakim Ha'etzni :

Menahem Begin représente l'image du nouveau dirigeant dont nous avons rêvé, celle du Juif sans complexe qui ne se croit pas obligé de prouver, à tout instant, sa bonté d'âme et son pacifisme⁵⁵.

N'y allant pas par quatre chemins, les plus écoutés de leurs rabbins, Shlomo Aviner et Eliezer Waldmann, allaient voir dans cette guerre calamiteuse une étape nécessaire vers la Rédemption⁵⁶. Histoire et actualité s'entrecroisaient ainsi continuellement dans la vision du monde des *Goush Emounim* : rien de plus naturel, dès lors, pour le lecteur assidu de *Nekuda*, l'organe des colons de Cisjordanie, que d'inscrire les affrontements entre Palestiniens et Juifs dans la longue liste des pogroms ayant émaillé l'histoire des Juifs en Diaspora pour en expliquer la gravité. Les assaillants palestiniens devenaient ainsi des « Cosaques » ivres « de sang et de boisson » massacrant, sous les ordres de Khmelnytsky, les Juifs de Kichinev, ou encore des « loups affamés attirés par l'odeur du sang » et surgissant du fin fond des forêts ukrainiennes, « des tavernes obscures de Kiev ou des ruelles sombres et étroites de Marrakech »⁵⁷. Tous les *topoi* du malheur juif

défilaient dans le courrier des lecteurs : la Shoah, le massacre de Munich, les ghettos d'Europe de l'Est, les *mellah* des pays de l'Islam, la Palestine. C'était une vision homogène et répétitive de l'histoire, oscillant entre mythe et réalité, entre passé et présent, mais aussi entre Israël et la Diaspora. C'était aussi une vision qui ne craignait ni les exagérations ni les anachronismes : usant et abusant de mots connotés et chargés de souvenirs terrifiants, Hébron était dès lors « *judenfrei* » quand on demanda d'y interdire l'entrée de Juifs ; l'OLP était nazie parce qu'elle rêvait toujours de démanteler l'État d'Israël ; et les Palestiniens participant à des émeutes anti-israéliennes ne pouvaient être que des hordes de « pogromistes », etc.

Férés d'histoire ancienne de la Palestine, les *yeshivot* renouvèrent par ailleurs les programmes d'études de leurs élèves de manière à y introduire l'enseignement de la Bible (et non uniquement du Pentateuque, comme dans les écoles religieuses traditionnelles), ainsi que l'archéologie et la géographie de la Terre sainte. À l'exemple des adhérents des anciens mouvements de jeunesse sionistes, ils consacraient beaucoup de temps aux excursions et aux fouilles archéologiques, et étaient toujours en quête de sites bibliques disparus et de lieux de pèlerinage authentiques ou factices, comme le tombeau de Joseph près de Naplouse, celui de Josué à Kafr Kharis, ou celui du prophète Nathan à Halhoul⁵⁸. Le rabbin Itzhak Shilo de la colonie Ma'aleh Adumim résuma en ces quelques phrases lapidaires la « palestinocentrie » de son mouvement :

Le peuple d'Israël est né en Palestine (*Eretz Israel*) où s'est forgée sa personnalité spirituelle et politique [...]. La Palestine est notre maison, la seule et l'unique, et nous ne permettrons jamais qu'elle soit partagée. Nous n'avons pas invité les Palestiniens à venir habiter notre pays. Ils l'ont envahi comme des nomades étrangers quand nous y étions absents. C'est mus par un sentiment de bonté qui est profondément ancré dans l'âme de notre peuple que nous ne les avons pas expulsés. Nous leur avons permis, au contraire, de continuer à vivre en paix dans les maisons qu'ils avaient bâties sur notre terre historique [...]. Les Palestiniens n'ont jamais exercé de souveraineté politique dans ce pays. Notre retour à Sion a commencé quand les Turcs y étaient les maîtres et c'est sous leur égide et grâce à notre argent et à nos efforts personnels que nous y avons acheté nos terres, construit des maisons et planté des forêts. Puis vinrent les Anglais⁵⁹.

D'origine essentiellement ashkénaze et appartenant le plus

souvent aux milieux aisés « nationaux religieux », l'audience des *Goush Emounim* dépassa largement le cadre des colonies de Cisjordanie et de Gaza. Ils avaient le soutien de l'écrasante majorité du monde religieux – ashkénaze et séfarade – qui, sans approuver toujours les excès antiarabes de leurs militants les plus « enragés », ne partageaient pas moins leur xénophobie et leurs opinions tant sur la question des frontières définitives d'Israël que sur les relations entre État et religion. Ainsi, sans atteindre l'extrémisme des « hommes en noir⁶⁰ » ultraorthodoxes, ils critiquaient constamment les valeurs « pseudo-démocratiques » héritées de l'Occident et « faussement » appelées judéo-chrétiennes, et demandaient leur remplacement par d'autres valeurs « authentiquement » juives. L'émancipation juive incarnée par les lumières de la *Haskala*, firent-ils valoir, avait miné de l'intérieur le peuple juif, et le sionisme hertzélien lui-même, expliqua l'un de leurs penseurs, résultait de l'échec de l'émancipation. Alors pourquoi continuer à se prévaloir de l'héritage de la *Haskala* ?

Certes, le sionisme n'a pas revendiqué le rétablissement de la souveraineté juive en Palestine au nom de la *Halacha*^{*8} – ni même, comme on le soutient souvent, avec erreur, parce que la mode était au romantisme national dans l'Europe du XIX^e siècle – mais seulement parce que la Palestine était censée remplir pour des communautés juives ayant perdu depuis longtemps toute vitalité, le vide national creusé par la civilisation moderne dans l'organisme ethno-culturel juif⁶¹.

Rejeté, l'État d'Israël de la « Ligne verte » (ou frontière de 1948) – qui était l'héritier du « sionisme des Congrès » – n'aurait pas rempli, d'après eux, toutes ses promesses spirituelles et aurait étouffé le souffle messianique qui avait accompagné sa création. Dès lors, un nouveau sionisme serait né après 1967 – le sionisme messianique –, pour lequel la création d'un État juif en Palestine ne se résumerait pas seulement à des questions de légitimité internationale ou de régime politique. C'est de la « rédemption » de la « Terre d'Israël » qu'il s'agirait. Celle-ci formant, avec le « Peuple d'Israël » et la « Torah d'Israël », un triptyque sacré dont les trois volets seraient indissociables. Mais cette rédemption de la Palestine serait « lente, très lente même » (*qim'a qim'a*), prédisait déjà en 1967 le rabbin Kook. « Elle est appelée à affecter l'humanité tout entière », précisa pour sa part le rabbin Eliezer Waldmann, qui rejetait comme une accusation grossière le point de vue selon lequel « nous serions des ultranationalistes à l'esprit étrié qui mépriseraient les Arabes et le monde et ne travailleraient que pour le seul salut des Juifs⁶² ». De fait, en focalisant toute leur attention sur la « Terre d'Israël », les *Goush*

Emounim firent preuve d'une indifférence étonnante à l'égard de la place de la religion dans la vie publique et, en règle générale, contrairement aux ultraorthodoxes, se soucièrent peu du niveau de pratique religieuse de leurs coreligionnaires juifs. Cela était surtout frappant quand elle concernait des personnalités politiques de premier plan comme Sharon, Shamir et autres « bouffeurs de crustacés » dont ils excusaient l'impiété parce qu'ils étaient proches de leurs idées.

Dans le même ordre d'idées, parce qu'ils étaient entièrement galvanisés par la question d'Eretz Israel, les *Goush Emounim* se préoccupèrent relativement peu du statut de leurs voisins arabes. Contrairement aux partisans du rabbin raciste Meir Kahana – qui ne fut jamais un fervent admirateur de leurs velléités « pionnières » –, ils ne réclamaient pas à tout bout de champ le départ ou le « transfert » des Palestiniens. Tout en ne se privant pas de les harceler sans cesse, ils déclaraient à qui voulait les entendre que la coexistence pacifique judéo-arabe n'était pas une utopie⁶³ et, dans le programme élaboré par le mouvement au milieu des années 1970, ils offraient aux Palestiniens le choix entre trois possibilités :

- la « concrétisation » de leur identité nationale dans l'État arabo-palestinien de Jordanie et un statut de « résidents étrangers » (*guer toshav*) à ceux qui préféreraient rester sur place ;
- l'autonomie administrative sous l'égide d'Israël ;
- la citoyenneté israélienne – assortie de tous les droits et devoirs civiques, dont l'obligation du service militaire⁶⁴.

Les Palestiniens qui n'accepteraient aucune de ces solutions seraient tout simplement expulsés. Cette éventualité, d'abord mise en sourdine pendant les premières années du mouvement, serait envisagée de plus en plus ouvertement par ses porte-parole à mesure que la « menace » d'un arrangement pacifique entre Israël et l'OLP se préciserait vers la fin des années 1980. Les plus extrémistes de leurs rabbins iraient même jusqu'à exhumer à cette occasion des discussions talmudiques millénaires sur la place de la « guerre sainte » dans le droit hébraïque et sur le sort réservé par la *halakha* aux « Amalékites » et autres « Philistins » modernes.

Comme toute la droite israélienne, les *Goush Emounim* furent déstabilisés par la visite du président Sadate à Jérusalem en novembre 1977. Ils le furent d'autant plus que la population israélienne lui réserva un accueil enthousiaste et que, à partir de ce moment et jusqu'à la signature des accords de Camp David l'année suivante, les rues de Jérusalem et de Tel-Aviv ne désempliraient pas de manifestants pressant le gouvernement Begin de faire les

concessions indispensables à l'établissement de la paix. Assurément, les choses avaient beaucoup évolué depuis 1974 : à la place de minuscules groupuscules de lycéens, d'étudiants et d'officiers réservistes qui pensaient pouvoir changer le cours des choses à coups de pétitions, d'articles de presse, de réunions dans les arrière-salles de cafés et de rassemblements dans les campus universitaires, les *Goush Emounim* avaient désormais face à eux une organisation pacifiste de masse de même facture extraparlamentaire que la leur : *Shalom 'Achshav* (« La Paix maintenant »), dont les sympathisants n'hésitaient plus à affronter ouvertement leurs adversaires pour faire entendre leur voix et réclamer un changement de cap de la politique du gouvernement.

Ne disposant d'aucune assise territoriale bien définie, comme *Goush Emounim*, ni d'une idéologie totalisante ayant réponse à tout, *Shalom 'Achshav* fut de tout temps le mouvement d'une seule idée : la paix en échange des territoires. Sans organisation bien structurée, ni membres inscrits, ni *leadership* professionnel, ni journaux à parution régulière, sa force résidait dans sa capacité de mobiliser, en temps voulu, des dizaines de milliers de manifestants pour faire pression sur le gouvernement. Il s'agissait d'une masse hétérogène de citoyens dont le nombre et la composition changeaient au gré des événements. Parmi eux, il y avait 5 000 à 6 000 « fidèles » participant à toutes les actions du mouvement et qui étaient eux-mêmes encadrés par un noyau dur de 500 activistes environ, constituant l'épine dorsale de *Shalom 'Achshav*⁶⁵. Ceux-ci, qui étaient de tous les séminaires de réflexion et de tous les « comités publics », ne partageaient pas forcément les mêmes opinions sur les questions divisant la société : tout en étant à 90 % de sensibilité travailliste, certains étaient favorables à l'évacuation de toute la Cisjordanie et de Jérusalem-Est, d'autres pour le démantèlement de toutes les colonies et, jusqu'en 1983 au moins, la plupart considéraient l'OLP de Yasser 'Arafat comme une organisation terroriste avec laquelle aucune négociation n'était possible. Ces prises de position largement consensuelles ajoutaient à la crédibilité de l'organisation et à sa respectabilité, assurée en outre par la présence dans ses rangs de nombreux officiers de réserve connus pour des faits d'armes qui leur avaient valu les plus hautes distinctions militaires pendant la guerre des Six Jours et celle de Kippour.

Personne ne trouva ainsi à redire à la déposition de l'ancien chef d'état-major, le général Haïm Bar-Lev, venu expliquer à la Cour suprême que, d'un point de vue strictement militaire, la colonie d'Elon Moreh n'avait aucune importance stratégique. Bar-Lev avait été appelé à la barre à la demande de « La Paix maintenant » lors du procès en appel intenté à ses militants arrêtés par la police pendant qu'ils

essayaient d'empêcher, en janvier 1979, les colons d'étendre leur implantation à l'intérieur du village arabe voisin de Rugeib. L'organisation pacifiste eut finalement gain de cause : la paix avec l'Égypte une fois signée, puis Charm el-Cheikh et le nord du Sinai évacués, elle allait porter ensuite toute son attention sur la question palestinienne et les colonies de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Considérant le sionisme comme un mouvement de libération nationale, « La Paix maintenant » estimait qu'Israël ne pourrait jamais réaliser les idéaux de ses fondateurs en maintenant sous sa domination les Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza. Selon cette organisation, l'asservissement d'un peuple par un autre était immoral, et cause de corruption et d'affaiblissement du pays occupant. Dès lors, la Palestine devrait être divisée entre deux entités nationales : l'une juive, l'autre arabe. En attendant de pouvoir engager des négociations avec toute représentation légitime palestinienne reconnaissant à Israël le droit d'exister, l'État hébreu devait cesser de créer de nouvelles implantations dans les territoires et les dépenses ainsi économisées devaient être consacrées à la lutte contre la pauvreté et la déchéance sociale à l'intérieur d'Israël⁶⁶.

La confrontation entre Goush Emounim et Shalom 'Achshav devint dès lors générale. Pôles de référence opposés des deux camps divisant la société israélienne – d'un côté, droite religieuse et nationaliste, de l'autre, gauche laïque et libérale –, les deux organisations se voulaient, l'une la dépositaire des « valeurs sacrées » du peuple juif et la gardienne de ses droits « éternels » sur la « Terre d'Israël », l'autre le successeur du sionisme des « pères fondateurs » et l'incarnation de l'« esprit israélien » de 1948. De prime abord, tous les séparait, depuis la tenue vestimentaire jusqu'aux chants accompagnant leurs défilés et leurs manifestations. Chez les premiers, la préférence allait aux hymnes religieux chantés sur des airs hassidiques venant tout droit des ghettos d'Europe orientale ou de Brooklyn ; chez les seconds, elle allait aux rengaines nostalgiques datant des premières années de l'État.

Néanmoins, malgré toutes leurs différences, Shalom 'Achshav et Goush Emounim avaient de nombreux traits communs, le moindre n'étant pas la grande similitude de leur trajectoire sociale d'héritiers de la première génération des élites ashkénazes fondatrices des institutions laïques ou religieuses de l'État. Très liés tous deux à l'*establishment* politique et culturel de leurs milieux d'origine respectifs, ils comptaient par conséquent peu de Séfarades dans leurs rangs. Cet état de fait social et ethnique posait particulièrement problème à Shalom 'Achshav, qui souffrait d'une très mauvaise image de marque dans les villes de développement et dans les quartiers urbains à forte population séfarade. Il s'agissait de la même image

négative que celle dont pâissait le parti travailliste auprès des Séfarades qui, après la guerre du Liban, allaient accuser l'organisation pacifiste d'être plus proche des Arabes que des Juifs. Or, tous les sondages le disaient à l'époque : bien qu'étant peu sensibles aux envolées messianiques du Goush Emounim et n'étant pas attirés par la vie dans les colonies de Cisjordanie et de Gaza, les *Mizrahim* (ou « Orientaux ») étaient dans leur majorité farouchement opposés à la restitution des territoires occupés. Ils supportaient encore moins les critiques proférées à gauche contre la personne de Menahem Begin, « roi d'Israël », auquel ils s'identifiaient spontanément et dont ils appréciaient les efforts pour les sortir de l'état de déchéance sociale dans lequel les travaillistes les auraient maintenus depuis leur immigration en Israël. Comme eux, Begin était un ancien « paria » de l'*establishment* politique du pays, longtemps dominé par la gauche ashkénaze. Les « Orientaux » admiraient en outre les discours nationalistes et pleins de verve « biblique » du chef du Likoud, auquel ils étaient reconnaissants, par ailleurs, d'avoir été le premier à nommer des Séfarades à des postes ministériels de premier plan, après tant d'années de dédain et de mépris socialistes.

Le deuxième gouvernement Begin

De nouvelles élections générales eurent lieu le 30 juin 1981. Une fois n'est pas coutume : à la suite de la paix avec l'Égypte, la campagne électorale fut dominée par des questions domestiques – inflation galopante, fracture sociale, identité religieuse, etc. Alors qu'on le pensait à bout de forces, c'est un Begin revigoré et très combatif qui apparut sur les écrans et sur toutes les estrades électorales, vitupérant avec sa verve des grands jours contre ses adversaires, Shimon Peres en tête. Il traita ce dernier de tous les noms, et ses apparitions publiques furent systématiquement et brutalement interrompues par les nervis du Likoud. C'était un spectacle désolant : le slogan travailliste (« Tout sauf le Likoud ») fit visiblement mouche et, jusqu'aux derniers jours avant le scrutin, les sondages donnèrent largement en tête le parti de Peres. C'est dans ce contexte que le Premier ministre ordonna, le 7 juin 1981, à trois semaines des élections, le bombardement du réacteur nucléaire irakien d'Osirak. C'était une installation achetée par Saddam Hussein à la France, érigée à une vingtaine de kilomètres de Bagdad et destinée à la fabrication d'armes de destruction massive.

Ce fut un raid audacieux, exécuté à la perfection, comme les Israéliens en raffolaient. Il leur fit oublier sur-le-champ leurs récriminations envers le gouvernement. En réalité, l'opération avait été envisagée par Begin dès le mois de mai 1980, mais suspendue à la suite de l'opposition de la plupart des ministres, dont celui de la Défense, Ezer Weizman, et des réserves du chef du Mossad et de celui du Renseignement militaire. Le sujet était revenu sur le tapis quelques mois plus tard après la démission de Weizman : soutenu par Ariel Sharon, qui visait le portefeuille de la Défense, et le chef d'état-major général, le très va-t-en-guerre Raphaël Eitan, Begin avait décidé de mettre à exécution son projet, et une date précise – le 10 mai 1981 – avait même été choisie. Mais, comme elle tombait le jour même du second tour de l'élection présidentielle en France, le Premier ministre avait accédé à la demande de Shimon Peres de la reporter afin de ne pas gêner l'arrivée probable à l'Élysée de François Mitterrand, dont il espérait un changement de politique vis-à-vis d'Israël et de l'Irak⁶⁷.

Le raid eut ainsi lieu le 7 juin et, comme escompté, la popularité du Premier ministre remonta en flèche. Deux jours avant l'opération, Begin avait rencontré à Ofira, près de Charm el-Cheikh, Anouar el-Sadate pour un nouveau sommet sur l'autonomie palestinienne. L'entrevue n'avait débouché sur rien, et les observateurs furent bien en peine d'expliquer pourquoi Sadate avait accepté cette rencontre, en pleine campagne électorale israélienne. En décidant d'attaquer l'Irak deux jours après cette visite, Begin ne pouvait mieux choisir pour décrédibiliser son hôte auprès de l'opinion arabe. Il n'empêche : fort de ses succès politiques et militaires, le chef du Likoud ne manquerait pas par la suite de se rappeler au bon souvenir de ses sympathisants séfarades, et d'exploiter *ad nauseam* les écarts de langage à forte connotation élitiste et « antiorientale » de ses rivaux travaillistes. Ni de clouer ainsi au pilori le parti de Shimon Peres, qui n'avait pas trouvé mieux, quelques jours avant le scrutin, que d'inviter dans l'une de ses dernières réunions électorales un humoriste fort connu qui avait traité de voyous incultes l'ensemble des électeurs du Likoud.

C'est ainsi que dans la nuit du 30 juin les Israéliens s'endormirent avec Shimon Peres comme Premier ministre et se réveillèrent le lendemain avec Begin pour un second mandat. Une poignée de voix seulement séparaient leurs partis : 718 968 pour le Likoud contre 708 536 en faveur des travaillistes⁶⁸. Mais, grâce à l'appui désormais indéfectible de ses alliés religieux, la droite put se prévaloir du nombre de sièges nécessaire (61) pour former un nouveau gouvernement idéologiquement plus compact que le précédent. C'était un gouvernement hypernationaliste, dirigé par un Begin « ressuscité » et euphorique qui n'hésita pas à rabrouer le ministre hollandais des Affaires étrangères pour avoir serré la « main dégoulinante du sang d'enfants juifs » de Yasser 'Arafat⁶⁹. Il n'hésita pas non plus à dénoncer, dans une interview à la radio israélienne, les habitants des *kibboutzim*, des « millionnaires arrogants » passant leur temps dans des piscines luxueuses « comme des Américains ». Ces propos firent scandale et incitèrent le journal travailliste *Davar* à rappeler à l'ancien chef de l'Irgoun que de ces villages coopératifs étaient issus une bonne partie des officiers de Tsahal, dont les pilotes qu'il avait lui-même envoyés pour bombarder la centrale nucléaire d'Osirak.

En s'obstinant à s'attaquer à ces symboles emblématiques de l'ère du Mapai, Begin donnait du grain à moudre à son électorat des villes de développement et à leurs habitants d'origine afro-asiatique qui s'étaient toujours plaints de l'ostracisme de leurs voisins des *kibboutzim*. Lui-même membre du *kibboutz* Houlida, l'écrivain Amos Oz laissa de cet antagonisme un témoignage remarquable après son passage par Beit Shemesh, étape « séfarade » du long périple qui le conduisit « ça et là » à travers Israël :

À la veille de chaque scrutin, on vient du kibboutz (Tsar'a)... quémander nos voix, lui avait-on dit. Faites bien savoir à vos camarades : tant que l'on ne nous permettra pas de circuler librement dans leur kibboutz, de nous baigner dans leur piscine, d'utiliser leur court de tennis ni de sortir avec leurs filles ; tant qu'ils n'accepteront pas nos enfants dans leurs écoles et eux d'inscrire les leurs dans nos établissements au lieu de les envoyer en autobus, chaque matin, dans une école « blanche » située plusieurs kilomètres d'ici ; aussi longtemps qu'ils nous regarderont de haut, ils n'auront rien à chercher ici. Nous sommes tous Begin⁷⁰.

De fait, l'hostilité des couches défavorisées « noires » visait l'ensemble du système social « blanc » hérité de l'époque de l'hégémonie travailliste :

Pensez à ceci, ajouta un autre interlocuteur de l'écrivain : quand j'étais enfant, ma puéricultrice était blanche et son assistante, une stagiaire noire. À l'école maternelle, l'instituteur était irakien et le directeur polonais ; au travail, j'étais sous les ordres d'un contremaître rouquin. Au centre médical, l'infirmière était égyptienne, le médecin ashkénaze. À l'armée, les troupes étaient marocains et leurs officiers venaient des kibboutzim. Toute notre vie, nous étions en bas et eux en haut⁷¹.

Toujours résolu à régler ses anciens comptes avec la gauche sioniste, Begin rouvrit, à la surprise générale, le dossier oublié de l'assassinat de Haïm Arlozorov^{*9} au début des années 1930, et constitua à cet effet une commission d'enquête sur les circonstances de ce meurtre politique, attribué à des militants d'extrême droite. L'enquête n'apporta rien de nouveau, mais le tapage qu'elle suscita eut pour conséquence de raviver les tensions entre les deux camps, et d'approfondir à l'extrême les clivages entre droite et gauche.

Le 26 novembre 1981, le Premier ministre se brisa le col du fémur et fut hospitalisé pendant trois semaines. Au risque de déclencher un embrasement général, il fit voter par la Knesset l'annexion du Golan le 14 décembre, dès sa sortie de l'hôpital. Cet empressement surprit tout le monde. C'était comme si, avant de quitter la scène, l'ancien disciple de Jabotinsky ne voulait pas rater son rendez-vous avec l'Histoire et désirait calquer sans tarder les frontières de l'État hébreu sur celles du Grand Israël biblique. Plus confiant que jamais en ses jugements, Begin balaya d'un revers de la main la protestation des États-Unis et déclara fièrement à

l'ambassadeur américain Sam Lewis qu'Israël n'était pas une république bananière recevant ses ordres de Washington. L'excellent ambassadeur était venu l'informer que, malgré toute son amitié pour Israël, le président Ronald Reagan ne pouvait laisser passer sans réagir cette décision qui risquait de mettre le feu aux poudres dans toute la région et que, par conséquent, il était dans l'obligation de suspendre l'accord de coopération stratégique entre les deux pays⁷².

De la paix en Égypte à la guerre au Liban : les préludes d'une débâcle

Un peu plus de six mois plus tard, le 6 juin 1982, Begin fit entrer l'État juif dans l'une des aventures les plus hasardeuses de son histoire : la guerre du Liban. Quelques mois auparavant, il lui avait fallu trouver un nouveau ministre de la Défense et, après beaucoup d'hésitations, il avait désigné à ce poste Ariel Sharon qui, depuis le départ de Weizman, se démenait sans compter pour obtenir ce portefeuille. Moshe Dayan n'avait pas caché son inquiétude à l'annonce de sa nomination et, pour apaiser les appréhensions de son ancien ministre des Affaires étrangères qui n'en avait plus pour très longtemps à vivre, Begin lui avait expliqué que Sharon – le « soldat juif le plus vaillant depuis les Maccabées », disait-il de lui⁷³ – n'était pas seul et qu'il avait à ses côtés pour conduire l'armée le chef d'état-major général, Raphaël Eitan. « Qui ? Rafoul ? Il n'est pas mieux », avait rétorqué Dayan, qui connaissait parfaitement les deux hommes et leur désir farouche d'en finir, une fois pour toutes, avec les Palestiniens du Liban⁷⁴.

De fait, Sharon fut choisi notamment parce qu'il jouissait d'une immense popularité auprès des militants de Goush Emounim, et non sans raison. Le Premier ministre pensait qu'il était le seul à pouvoir faire évacuer, sans trop de casse, leurs colons du Sinaï et du saillant de Rafah. De plus, depuis les accords de Camp David, leur nombre s'était considérablement accru de centaines de sympathisants venus de Judée-Samarie pour leur prêter main-forte contre les pouvoirs publics. Or, conformément au traité de paix israélo-égyptien, l'évacuation du Sinaï devait s'achever, fin avril 1982 au plus tard, avec la cession à l'Égypte d'une vingtaine de villages juifs ainsi que les deux centres urbains d'Ofira et de Yamit. Le portefeuille de la Défense valant bien l'abandon des colons, Sharon s'attela immédiatement à la tâche et exécuta avec une efficacité remarquable le démantèlement des colonies. Fidèle à sa renommée de bulldozer et sans états d'âme, il

n'hésita pas à raser jusqu'au sol Yamit, au lieu de la remettre en l'état aux Égyptiens : « Une ville égyptienne en cet endroit, expliqua-t-il sans convaincre, aurait menacé cette paix que nous nous efforcions tous de réaliser ; en agissant ainsi, je n'ai fait que suivre mon jugement⁷⁵. »

Tout comme Begin et Eitan, Sharon avait en fait l'esprit entièrement accaparé par le Liban où, depuis 1978, la Syrie, l'OLP et les milices chrétiennes avaient les coudées franches. Le pays était déjà très divisé. Damas y contrôlait la vallée de la Bekaa ; le major pro-israélien Sa'ad Haddad, le Sud ; les organisations palestiniennes et leurs alliés musulmans de gauche, la zone allant du « pays de Haddad » à Beyrouth-Ouest ; et les chrétiens, la région de Jounieh et Beyrouth-Est. Le Nord restait sous l'influence de Suleiman Frangié, le dirigeant chrétien rival des Gemayel et des Chamoun, et allié des Syriens. Quant au président de la République, Elias Sarkis, dont le mandat s'achevait durant l'été 1982, son autorité ne dépassait pas le pourtour du palais de Baabda à Beyrouth.

« Enfant chéri » du Mossad comme son frère Amin était celui du SR syrien, Bashir (1947-1982), le fils cadet de Pierre Gemayel, le chef historique des Phalanges, entretenait depuis 1976 de très bonnes relations avec l'*establishment* militaire israélien qui le fournissait en armes et en munitions, et entraînait ses miliciens maronites. Grâce à ce soutien, il étendit son autorité sur l'ensemble de la communauté maronite et, ne reculant devant rien, il n'hésita pas à éliminer dans le sang ses principaux rivaux. Il commença par Tony Frangié – qui entretenait des relations d'affaires très étroites avec Rifaat Assad –, son épouse et sa fille, qu'il fit assassiner, ainsi que leurs gardes du corps et l'ensemble de leurs domestiques. Le 7 juillet 1980, il s'en prit avec la même violence à Dany Chamoun et à sa milice des Tigres, dont il liquida près de quatre-vingts membres. Redoutant de subir le même sort que Tony Frangié, Dany Chamoun préféra se réfugier en Europe. Mais cela n'empêcha pas son père, l'ancien président Camille Chamoun, de se réconcilier avec Bashir, qui indemnisa la famille en lui versant un million de dollars. Ambitionnant de succéder à Sarkis à la tête de la République libanaise, Bashir impressionnait Begin par sa jeunesse – il avait une trentaine d'années à l'époque – et par sa haine profonde de l'OLP, leur ennemi commun. Le Premier ministre israélien, auquel l'intraitable chef phalangiste rappelait ses vertes années à la tête de l'Irgoun, pensait que, une fois au pouvoir, le cadet des fils de « Cheikh Pierre » serait en mesure de suivre l'exemple d'Anouar el-Sadate et de signer un traité de paix avec l'État hébreu. Très évasif sur la question de ses relations futures avec Israël, ce qui importait pour le moment le plus à Bashir était d'entraîner l'État hébreu dans sa guerre contre la Syrie et l'OLP. Puis, grâce aux baïonnettes israéliennes, il espérait accéder au pouvoir suprême, avant

de procéder à la transformation du système politique libanais en une fédération dominée par les chrétiens.

Dès lors, il multiplia les provocations à l'encontre de l'armée syrienne, qui réagit à chaque fois en pilonnant les villages chrétiens du Mont-Liban et du littoral. Relayés par les officiers de Tsahal et les agents du Mossad, qui rendaient fréquemment visite à Bashir dans son QG de Jounieh, les appels au secours des chrétiens ne laissèrent pas indifférent Menahem Begin. Ce dernier se fit leur avocat auprès de l'administration Reagan, et notamment du secrétaire d'État Alexander Haig qui donnait l'impression de soutenir les initiatives israéliennes au Liban. Jouissant d'une totale liberté d'action auprès du Premier ministre qui admirait sa bravoure et ses états de service, le chef d'état-major Raphaël Eitan était un farouche partisan de l'alliance avec les Maronites. Moins obsédé toutefois par les Syriens que Bashir, il consacra toute son énergie à la lutte contre les organisations palestiniennes, qu'il pourchassa sans merci au Sud-Liban et dans le *Fatahland* – situé à l'ombre des positions syriennes dans la vallée de la Bekaa.

Forçant les événements, Bashir fit entrer, début 1981, une centaine de ses partisans dans la ville de Zahlé. C'était une enclave chrétienne de 200 000 habitants de rite grec-catholique – située à l'intérieur de la Bekaa – qu'il voulait relier directement aux quartiers chrétiens de Beyrouth. Poussant plus loin encore ses provocations, il attaqua, le 1^{er} avril, un poste de garde syrien enjambant l'autoroute Beyrouth-Damas, considérée comme vitale par les Syriens. C'en était trop pour le président Assad qui, n'ignorant rien des tractations de Bashir avec les Israéliens, encercla Zahlé qu'il fit bombarder sans interruption pendant plusieurs jours, tandis que ses soldats tentaient de s'emparer du mont Sannin, surplombant tout le secteur chrétien et s'étendant de Zahlé à Jounieh.

Il ne fallut pas longtemps à Begin pour crier au « génocide ». Accordant peu d'importance au rapport très circonspect du général de brigade Benjamin Ben-Eliezer qui, envoyé sur place, en était revenu avec la conviction que les chrétiens de Zahlé ne couraient aucun risque d'extermination⁷⁶, il n'opposa au contraire aucune objection au tableau catastrophique que vinrent lui présenter, à Jérusalem, Bashir Gemayel et Camille Chamoun. La prise du mont Sannin par les Syriens, lui affirmèrent-ils, sonnerait définitivement le glas de Jounieh et de tout le Mont-Liban chrétien. Les deux hommes s'étaient cependant gardés de l'informer que Damas était disposée à lever le siège de Zahlé si Bashir retirait ses miliciens de la ville. Cette omission mit la puce à l'oreille du chef du Renseignement militaire, le général Yehoshoua Saguy, qui n'était pas loin de penser que toute l'affaire de Zahlé n'était rien d'autre qu'un complot monté de toutes pièces par les

Maronites pour entraîner l'État hébreu dans le boursier libanais. Le général fit part de ses soupçons à Begin, mais celui-ci n'en tint nullement compte. Il ne prêta pas plus attention, quelques semaines plus tard, aux remarques allant dans le même sens du général Hofi, le chef du Mossad, qui pour sa part soupçonnait le chef d'état-major Raphaël Eitan d'avoir « trempé » dans le subterfuge imaginé par Bashir⁷⁷, ce que Rafoul nia toujours.

Quoi qu'il en soit, à l'initiative du général Eitan et contre l'avis du général Saguy, deux chasseurs-bombardiers F-16 – que les États-Unis venaient tout juste de livrer à Israël – abattirent le 28 avril 1981 deux hélicoptères de commandos syriens au-dessus du mont Sannin. En représailles, Damas déploya dès le lendemain, dans la vallée de la Bekaa, plusieurs batteries de missiles SAM-6, violant ainsi ouvertement l'une des « lignes rouges » établies après l'opération *Litani*. Ce faisant, les Syriens portèrent sérieusement atteinte au rayon d'action des avions israéliens au-dessus du territoire libanais. Du coup, la tension monta entre les deux pays. Comme le chef du Renseignement militaire le craignait, Bashir avait bel et bien réussi sa manœuvre : l'État hébreu ne pouvait laisser passer une atteinte aussi grave à sa sécurité sans réagir. Ordre fut donc donné par Begin de détruire les rampes de lancement syriennes dès le 30 avril. Mais, à cause du mauvais temps, l'opération fut reportée à la dernière minute⁷⁸. Ce contretemps fut mis à profit par Assad pour renforcer sa présence sur le mont Sannin, et par les États-Unis pour tenter de résoudre le problème des missiles par la voie diplomatique. Le département d'État dépêcha dans la région un émissaire spécial : Philip Habib. Begin, qui se préparait à attaquer Osirak, laissa faire, et c'est ainsi que, à l'issue d'une série de va-et-vient entre Damas, Jérusalem et Beyrouth, Habib parvint, le 30 juin, à un accord stipulant la fin du siège de Zahlé par les Syriens et le départ des Phalangistes de la ville.

Toutefois, les SAM-6 restèrent à leur place. Se résignant à cet état des choses, Tsahal s'acharna à partir du 28 mai contre les positions palestiniennes du Sud-Liban qui avaient multiplié leurs attaques contre le nord d'Israël. Philip Habib revint à nouveau à la charge et parvint à imposer un cessez-le-feu entre l'OLP et Israël qui entra en vigueur le 24 juillet 1981. Sharon s'apprêtait alors à prendre ses nouvelles fonctions à la tête du ministère de la Défense. Il y arriva avec des idées bien arrêtées sur le Liban, mais aussi sur la place d'Israël aux côtés des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme international et contre la pénétration soviétique au Moyen-Orient. À ses yeux, depuis la défection de l'Iran, l'État hébreu était devenu l'unique puissance régionale en mesure d'apporter son aide stratégique aux États-Unis dans cette partie du monde.

C'est ainsi que, accompagné de son nouveau ministre de la Défense, Begin rendit visite en septembre 1981 à Ronald Reagan. L'objet principal de ce voyage était l'élaboration d'un mémorandum conjoint sur la coopération stratégique entre les deux pays. À l'invitation de Begin, Sharon exposa devant le président Reagan et le secrétaire à la Défense, Caspar Weinberger, des idées « à faire se dresser les cheveux sur la tête⁷⁹ », témoigna Sam Lewis. Israël, leur expliqua-t-il, pourrait prendre le relais des États-Unis dans toutes les zones chaudes du Moyen-Orient, depuis la Turquie jusqu'à l'Iran, en passant par les émirats du Golfe. À la demande des Américains, il pourrait envoyer des forces pour y réprimer toute insurrection partout dans cette région :

Petit pays ne nourrissant pas d'ambitions d'hégémonie mondiale, à l'instar des grandes puissances, fit-il valoir, il est relativement aisé [à Israël] d'offrir son aide aux régimes politiquement vulnérables pour lesquels une assistance américaine directe signifierait un engagement politique inacceptable. Mais nous ne sommes pas en mesure de couvrir le coût d'une telle assistance à ces pays, souvent instables – et c'est là qu'interviendraient les États-Unis. Une coopération israélo-américaine pourrait être particulièrement utile dans les États stratégiquement importants. Des « cases noires » sur l'échiquier géopolitique du monde, appelées à être occupées tôt ou tard par l'un ou l'autre bloc⁸⁰.

Sharon effectua ensuite une longue tournée en Afrique qui le conduisit au Gabon, en Centrafrique, au Zaïre, en Afrique du Sud et au Kenya, où – accompagné de David Kimche, ancien du Mossad et alors directeur général des Affaires étrangères, et de deux hommes d'affaires israéliens et de leur associé saoudien, Khashoggi – il rencontra le président soudanais, Ja'afar Numeiry. Ils discutèrent ensemble des moyens de susciter des troubles en Libye et de déstabiliser le régime de Kadhafi dont les agissements menaçaient directement le Tchad et la Centrafrique. Un autre plan fut envisagé au cours de cette rencontre avec un chef d'État dont le pays ne reconnaissait pas Israël : la préparation d'un soulèvement antikhoméiniste en Iran, sous la direction du jeune prince Reza Pahlavi, en exil au Maroc, et de plusieurs anciens généraux du shah. L'opération devait être financée par l'Arabie Saoudite et les partisans de l'ancien régime iranien, entraînés au Soudan et équipés par Israël⁸¹. Pas un seul de ces plans mégalomaniques n'eut un début d'exécution. De retour quelques semaines plus tard à Washington, Sharon en relata les grandes lignes à Alexander Haig, Caspar Weinberger et William Casey (le directeur de

la CIA). Ceux-ci ne furent guère enchantés par les projets du ministre israélien. Sans enthousiasme, Caspar Weinberger accepta d'apposer sa signature au bas du mémorandum de coopération stratégique. La cérémonie eut lieu au Pentagone en novembre, dans la plus grande discrétion, en présence du ministre des Affaires étrangères, Itzhak Shamir, l'ancien dirigeant du groupe Stern dont l'extrémisme n'avait rien à envier à celui de Begin et de Sharon. Les Américains attendirent visiblement la première occasion pour dénoncer le mémorandum et le ranger dans les placards. Elle leur fut donnée par Begin en personne qui, sur un coup de tête, décida d'annexer le Golan. Venu lui notifier la décision de son gouvernement de suspendre sa coopération stratégique, Sam Lewis eut droit à une volée de bois vert de la part du Premier ministre. Ce dernier, droit dans son fauteuil roulant, devait raconter ensuite, très fier, la scène à ses ministres qui l'attendaient dans une salle adjacente.

De fait, Begin avait une raison supplémentaire d'en vouloir aux États-Unis : avant la conclusion du cessez-le-feu du 24 juillet 1981, ils avaient suspendu leur livraison de nouveaux chasseurs-bombardiers à l'État hébreu, après que ce dernier eut intensifié ses attaques contre l'OLP et bombardé ses installations situées au centre de Beyrouth, y faisant 300 morts et 800 blessés parmi les civils. La décision américaine irrita d'autant plus le Premier ministre que Yasser 'Arafat continuait de bénéficier du soutien massif de Damas et de celui du Kremlin. Désormais à la tête d'une véritable armée conventionnelle équipée de Katiousha, de mortiers, de canons 122 et 130 mm et de tanks T-54, 'Arafat pouvait bombarder à sa guise les villages et les villes de Galilée et terroriser leurs habitants. Avant le cessez-le-feu de l'été 1981, la moitié des habitants de Kiryat Shmona avaient ainsi été acculés à abandonner leurs domiciles, tout comme plus d'un tiers de la population de Nahariya, le plus grand centre balnéaire du nord du pays⁸². C'était une situation intenable à laquelle Tsahal devait, tôt ou tard, mettre un terme. Dès lors, la reprise des combats avec les Palestiniens n'était plus qu'une question de temps. Constituant un quatuor de choc, Begin, Sharon, Rafoul et Shamir – auquel se joindrait à partir de février 1982 le nouvel ambassadeur à Washington, Moshe Arens – étaient d'autant plus pressés de rouvrir les hostilités qu'ils n'appréciaient guère les nouvelles idées qui commençaient à avoir cours au département d'État : un règlement à trois temps de la crise libanaise consistant, dans un premier temps, à éloigner de la frontière israélo-libanaise les bases de l'OLP et les troupes du major Haddad, puis les Syriens du centre de Beyrouth et de la Bekaa et, enfin, les Israéliens du Sud-Liban, avant de les remplacer par une force internationale mieux équipée que la FINUL.

Aux yeux de Sharon, Israël ne pourrait jamais se débarrasser

complètement de la présence militaire palestinienne au Liban sans une offensive de grande envergure qui déborderait rapidement du Sud-Liban et inclurait comme objectifs les QG de l'OLP installés au centre de Beyrouth, ainsi que le *Fatahland* et les bases palestiniennes situées dans la Bekaa, à proximité des positions syriennes. Ces objectifs multiples et difficiles à atteindre nécessitaient le concours de Bashir Gemayel et de ses « Forces libanaises ». C'était aussi l'avis du Premier ministre qui, guère favorable depuis toujours à la stratégie défensive d'une guerre « imposée » ou sans alternative (« *Ein Brera* »), lui préférait une guerre offensive et « voulue » :

Il n'est nulle obligation morale pour une nation, déclarerait-il en 1982 aux officiers du Collège de Défense nationale, d'attendre pour entrer en guerre d'être le dos au mur ou d'être au bord du gouffre. Une telle conception, outre qu'elle est coûteuse en vies humaines, pourrait conduire à une catastrophe mettant en péril toute la nation. Au contraire, une nation libre et souveraine, détestant la guerre, aimant la paix et soucieuse de sa sécurité a l'obligation de faire en sorte que la guerre qu'elle livre ne lui ait pas été imposée⁸³.

C'est ainsi que, dans la foulée de son entretien orageux du 20 décembre avec Sam Lewis, le président du Conseil annonça à ses ministres sa décision d'envahir le Liban et d'y démanteler l'ensemble des infrastructures militaires de l'OLP. Comme à son habitude, il passa sans tarder la parole au ministre de la Défense qui était arrivé à la réunion flanqué du chef d'état-major général et de plusieurs officiers supérieurs qui, visiblement, brûlaient d'envie d'affronter la Syrie et d'effacer définitivement le traumatisme de la guerre du Kippour. Cartes d'état-major bardées de flèches à l'appui, Sharon présenta les grandes lignes de l'opération au nom de code d'*Oranim* (ou « Pins ») à laquelle travaillait depuis plusieurs semaines l'état-major. Cette invasion à grande échelle – bien au-delà du Litani – prévoyait, en plus de l'occupation de Tyr et de Sidon et de la destruction de toutes les bases palestiniennes du Sud-Liban, l'envoi de troupes au sol et de blindés jusqu'aux abords de Beyrouth et le long de l'autoroute Beyrouth-Damas contrôlée par les Syriens. Surpris par l'ampleur de l'opération envisagée et de ses implications régionales et internationales, beaucoup de ministres – à commencer par le vice-Premier ministre, Simha Erlich, et le ministre de l'Intérieur, Joseph Burg – s'y opposèrent fermement, répugnant à l'idée de voir Tsahal entrer dans Beyrouth et affronter la Syrie. Réalisant qu'il ne disposait pas de la majorité, Begin s'abstint de tout commentaire et retira subrepticement le sujet de l'ordre du jour : « Vous voyez, ils ne sont

pas prêts », déclara-t-il en aparté à Sharon.

Mais Sharon n'était pas homme à reculer si facilement. Tout en donnant l'impression à ses collègues qu'il optait pour un plan de moindre envergure, désormais appelé « Petit Oranim », il chargea l'état-major de continuer de travailler sur le « Grand Oranim » dans sa version originelle. Contrairement à Begin, dont le souci majeur était de garantir la sécurité du nord d'Israël, Sharon voyait beaucoup plus loin. Il voulait tout simplement instaurer un nouvel ordre politique au Liban, voire dans la région. L'Égypte « hypnotisée » après le retour du Sinaï, l'Irak « enfermée » dans sa guerre à outrance avec l'Iran, il estimait possible de changer la donne au Liban et d'y installer un régime pro-israélien dominé par les Phalangistes qui, avec l'aide de Tsahal, débarrasserait le pays des milices palestiniennes et des troupes syriennes. Ne s'arrêtant pas là, il n'écarterait pas la possibilité d'expulser les réfugiés palestiniens du Liban et de les transférer en Jordanie. Selon lui, cela devait entraîner la chute du roi Hussein et le remplacement du régime hachémite d'Amman par un pouvoir palestinien. L'OLP dans les cordes, la Jordanie devenue la Palestine, les habitants de Cisjordanie et de Gaza n'auraient alors d'autre choix que d'accepter l'autonomie proposée par le Likoud dans le cadre du Grand Israël.

Héraut du Grand Israël mais démocrate convaincu répugnant à l'usage excessif de la force contre des civils, il n'est pas du tout certain que Begin ait partagé toutes les idées de Sharon à propos des réfugiés palestiniens et de leur transfert éventuel en Jordanie. Selon ses proches, en lançant Tsahal contre le Liban, le signataire des accords de Camp David n'aspirait qu'à une chose : éloigner une fois pour toutes la menace terroriste qui pesait sur la Galilée⁸⁴. Envisageait-il une guerre totale contre la Syrie, comme Sharon ? Rien n'est moins sûr : le soutien américain lui importait beaucoup, il n'ignorait pas que Washington était absolument contre. Assez paradoxalement, Rafoul était du même avis que lui s'agissant des Syriens, avec lesquels pourtant il avait un vieux compte à régler depuis la guerre du Kippour. Pour lui aussi, l'objectif essentiel était l'éradication de la menace terroriste et, accordant toute sa confiance à Bashir, il n'avait aucun doute quant aux chances de succès du partenariat israélo-maronite face à l'OLP.

Pendant ce temps, cachant son jeu devant les médias et devant le gouvernement, Sharon continuait de faire croire qu'il préparait l'armée seulement à une opération restreinte. Cela ne l'empêcha pas de se rendre, comme si de rien n'était, auprès de Bashir Gemayel pour l'attirer dans son plan du « Grand Oranim » le 12 janvier 1982 : « Aucune opération contre l'OLP ne serait complète sans l'expulsion des QG palestiniens de Beyrouth », expliqua-t-il à ses officiers avant de

rencontrer le jeune chef maronite. Dans son esprit, cela impliquait l'entrée de Tsahal dans Beyrouth : « Nous n'avons rien à y faire », réagit le général Yehoshoua Saguy, qui faisait partie du voyage et dont tout le monde savait qu'il n'était pas partisan de la coopération militaire avec les Maronites. Israël, rappela-t-il, avait toujours évité d'envahir une grande ville arabe et, de surcroît, une capitale remplie d'ambassades et de consulats :

« Cela nous conduira fatalement à une confrontation avec les États-Unis, fit-il valoir.

— Vous avez peut-être raison, lui répondit Sharon. Nous laisserons les Phalangistes entrer dans Beyrouth. Nous n'avons pas à y entrer nous-mêmes. Ils prendront la ville à notre place.

— Qui, les Phalangistes ? Ils n'en ont pas les moyens. C'est au-dessus de leurs forces », rétorqua Saguy⁸⁵.

Les doutes du général Saguy furent corroborés, quelques heures plus tard, par Bashir lui-même qui écarta toute possibilité d'opérations conjointes entre Tsahal et les forces chrétiennes. Le débarquement éventuel de troupes israéliennes à Jounieh ne l'enthousiasmait guère et, de toute manière, il aurait préféré que les Israéliens « libèrent » le Liban en venant du sud et non de Jounieh, en territoire chrétien. Les choses devinrent plus claires encore lors de la réception offerte le jour même par Bashir à la délégation israélienne et à laquelle furent conviés Pierre Gemayel et Camille Chamoun :

« Avez-vous vraiment l'intention d'entrer dans Beyrouth, comme vous le dites ? demanda Camille Chamoun à l'adresse de Sharon.

— Oui, nous y serons. Soyez-en certains, lui répondit le ministre.

— Une fois les Israéliens dans Beyrouth, et les terroristes palestiniens hors du pays, quelle serait ensuite votre attitude à l'égard d'Israël et du monde arabe ? » intervint le général Saguy.

Chamoun expliqua que, selon lui, aucun gouvernement libanais, quel qu'il soit, n'accepterait de conclure un traité de paix avec Israël. Il suffisait de constater les liens étroits du Liban avec le monde arabe et ses intérêts économiques, ses relations avec les banques arabes et le grand nombre de ressortissants libanais dans les pays arabes :

« Nous ne sommes pas des traîtres comme Haddad, se crut-il obligé de préciser.

— Que ferez-vous alors ? demanda un autre membre de la délégation israélienne.

— Nous resterons en bons termes avec le monde arabe. Nous en faisons partie », intervint Pierre Gemayel.

Ni déçu ni surpris par cet échange, Sharon lança, en guise de conclusion, à l'adresse de ses officiers :

« Nous ferons de Bashir un président.

— Même si vous en faites un président, ils continueront de prêter allégeance au monde arabe, le reprit Saguy.

— Vous avez bien entendu ce qu'a dit le vieil homme [Pierre Gemayel]. De leur point de vue, nous ne sommes rien de plus qu'un instrument pour purger le Liban du mal palestinien. Ils ne veulent pas de paix avec nous⁸⁶. »

En février, ce fut au tour du chef d'état-major général de se rendre en visite à Jounieh et à Beyrouth-Est, où Bashir l'accueillit avec tous les honneurs – défilé militaire, lever des couleurs, exécution de la *Hatikva*, etc. Répétant auprès de son invité de marque qu'il se refusait à des opérations conjointes avec Tsahal, ou à ce que des soldats israéliens débarquent à Jounieh, le jeune chef phalangiste n'encouragea pas moins Rafoul à engager ses troupes le plus profondément possible au nord du pays, et jusqu'à Tripoli. Dans la foulée, l'un de ses conseillers ajouta :

Quand vous aurez envahi le Liban, nous vous condamnerons. Ensuite, nous vous demanderons de ne pas rester plus de trois mois. Le temps qu'il nous faudra pour créer un nouveau gouvernement et susciter un consensus national autour de l'élection de Bashir Gemayel comme président de la République⁸⁷.

Le voyage « secret » du général Eitan à Beyrouth parvint aux oreilles du gouvernement. Begin et Sharon ne purent faire autrement que d'évoquer les préparatifs de guerre qui avançaient à grands pas. Sans trop s'attarder sur les détails, le ministre de la Défense concéda que les troupes devaient avancer jusqu'aux abords de Beyrouth, puis laisser les Libanais se débarrasser eux-mêmes des terroristes vivant dans leur capitale.

Assurément, l'évocation de Beyrouth fit dresser les oreilles de plusieurs ministres, mais l'échange de vues s'acheva en queue de poisson. Il restait encore à obtenir l'aval des États-Unis avant de se lancer dans une campagne qui, d'ores et déjà, s'annonçait de grande

envergure. Envoyé à Washington pour discuter du sujet avec Alexander Haig, le général Saguy en revint avec la conviction que les Américains s'y opposeraient, sauf en cas de « violation significative » du cessez-le-feu par les Palestiniens. C'était aussi, semble-t-il, l'avis du président Reagan et du chef de la CIA. Sans doute une attitude différente du chef de la Maison-Blanche aurait-elle mis du plomb dans l'aile des « faucons » israéliens qui poussaient à la guerre.

Dans le même temps, par Saoudiens interposés, les Américains conseillèrent à 'Arafat de tenir solidement en main ses troupes et d'éviter de donner à Sharon le moindre prétexte pour passer à l'offensive. Ils n'étaient pas les seuls : les services de renseignement égyptiens lui prodiguaient les mêmes conseils. Et puis, grâce à ses agents infiltrés dans le camp chrétien, le chef de l'OLP n'ignorait rien des préparatifs de guerre de Sharon et Rafoul. De fait, si cela n'avait tenu qu'au ministre de la Défense, les hostilités auraient pu commencer dès le mois de mars, avant la date limite de l'évacuation du Sinaï par Israël. Jamais en retard d'un subterfuge, Sharon imaginait même suspendre le retrait du Sinaï et la rétrocession de Yamit et Charm el-Cheikh au cas où Le Caire réagirait de manière « inamicale » à une intervention israélienne au Liban. Ce scénario fut repoussé des deux mains par Begin qui, fidèle aux accords de Camp David, n'entendait pas hypothéquer l'avenir des relations avec l'Égypte à cause de la question libanaise⁸⁸. Malgré ces accroc, Sharon n'en restait pas moins le maître du jeu ; il était le seul qui, à tout instant, pouvait mettre le feu aux poudres. Le 25 mars, il fit pilonner par l'aviation le sud du Liban à la suite d'un attentat à la grenade contre un convoi militaire à Gaza ayant fait un mort et trois blessés. Cette réaction excessive fit hurler de colère le vice-président du Conseil, Simha Erlich. À ce moment, les plans de la campagne étaient fin prêts. Soigneusement filtrées par Sharon, les informations accumulées au sein de l'état-major ne parvenaient qu'au compte-gouttes au gouvernement. Les décisions que ce dernier prenait reposaient sur les seules indications fournies par le ministre de la Défense et le chef d'état-major. Celui-ci, d'ailleurs, n'allait même plus prendre la peine d'assister à toutes les réunions du Conseil des ministres.

Ainsi les membres du gouvernement étaient-ils restés dans l'ignorance du rapport très lucide présenté le 13 mai par le chef du Renseignement militaire, le général Saguy, à une réunion spéciale de l'état-major. Outre qu'il prévoyait de lourdes pertes en hommes et en matériel, Saguy tenait pour certaine la confrontation avec la Syrie, et se montrait très critique à l'égard des Maronites, en qui il avait peu confiance. Le général ne pensait pas non plus qu'il était possible d'éradiquer complètement le terrorisme palestinien : vaincus au Sud-Liban puis à Beyrouth, rien n'empêcherait les Palestiniens de se

réorganiser immédiatement après et de reprendre la lutte à partir de la Syrie et de Tripoli, voire de Beyrouth, juste après le départ de Tsahal. Ce serait une erreur de croire que les Phalangistes y prendraient la relève de Tsahal et y détruiraient les infrastructures palestiniennes et leurs 70 000 à 80 000 hommes :

Ce qui est plus sûr, en revanche, c'est que la population civile ne sera pas épargnée. Peu importe si les auteurs des massacres d'enfants seront des hommes du major Haddad ou des Phalangistes. C'est Israël qui, au final, sera pointé du doigt par l'opinion mondiale.

Quant aux répercussions internationales, Saguy n'excluait pas une intervention soviétique si l'armée d'Assad était sévèrement battue. Les États-Unis en tiendraient alors Israël pour responsable et, de concert avec les Soviétiques, finiraient par obliger Tsahal à retirer ses forces du Liban. Malheureusement, Saguy n'eut pas l'occasion de faire part de ses doutes et de ses craintes directement au gouvernement. Il joua inconsciemment le jeu de Sharon qui, multipliant les omissions volontaires et les mensonges, ne devait fournir à ses collègues que les informations qu'ils voulaient entendre. Il avait tendance à traiter le Cabinet comme « un jardin d'enfants », devait dire après guerre un ministre⁸⁹. Exemple parmi d'autres : à la question d'un ministre sur la durée prévisible de la guerre, il répondit sans broncher : « Vingt-quatre heures⁹⁰ », alors que, peu de jours auparavant, lors d'une réunion de l'état-major, il l'avait estimée à six mois. Général repu de batailles et de victoires au goût souvent amer, personne n'était en mesure de le contredire, sauf le ministre des Communications, le général en retraite Mordechaï Zippori. Ce fut le seul qui releva, lors de la réunion décisive du 16 mai, que tout en parlant de guerre « restreinte » et du « Petit Oranim » Sharon et Rafoul avaient étalé sur la table des délibérations les cartes du « Grand Oranim », prévoyant l'envoi de troupes en direction de Beyrouth et de la Bekaa, bien au-delà de la limite des « 40 kilomètres » dont ils n'avaient cessé de rebattre les oreilles aux ministres depuis des semaines. Guère intimidé, Zippori exprima ouvertement ses réserves, mais fut rabroué chaque fois par Begin qui lui coupait la parole dès qu'il développait ses critiques de fond à l'encontre du ministre de la Défense⁹¹.

Le secret de la guerre qui se préparait ne pouvant être gardé trop longtemps, les dissensions ne tardèrent pas à se faire jour aussi parmi les officiers de Tsahal. Si, en règle générale, la lutte contre le terrorisme palestinien faisait l'unanimité, tel n'était pas le cas de la confrontation probable avec les Syriens que plusieurs d'entre eux redoutaient. Mis au courant de ces débats qui divisaient les échelons

supérieurs de la hiérarchie militaire, les dirigeants travaillistes Shimon Peres, Itzhak Rabin et Haïm Bar-Lev s'en firent l'écho auprès de Begin et de Sharon lors de leur entrevue du 16 mai. Ce fut l'occasion pour le Premier ministre de leur assener – à eux comme au président Ronald Reagan – que l'opération en vue serait limitée au Sud-Liban et au seul « Petit Oranim ». Il y avait un « léger » correctif, cependant : Sidon (Saïda) faisait partie des objectifs, bien que située à plus de 40 kilomètres de la frontière.

L'opposition parlementaire rassurée, il restait à convaincre les États-Unis qui, le 9 mai, étaient montés au créneau après les raids meurtriers de l'armée de l'air contre les bases palestiniennes du Sud-Liban. La riposte de l'OLP y avait été plutôt mesurée. Cela n'avait pas suffi à dissuader le gouvernement de reprendre les raids deux jours après. L'ordre avait été levé à la dernière minute lorsqu'il s'était avéré que les canons et les Katiousha de l'OLP pouvaient cibler, en représailles, les milliers de civils qui affluaient ce jour-là vers le site sacré de Meron, près de Safed, à l'occasion de la fête de *Lag Ba-Omer*. Sur ces entrefaites, Sharon s'envola le 19 mai pour Washington, à l'invitation conjointe d'Alexander Haig et de Caspar Weinberger, qui n'ignoraient rien des plans du ministre. « Jusqu'où iriez-vous ? » lui demanda brusquement Haig. – Là où il le faudra », répondit Sharon sans se démonter. Quelle ne fut pas ensuite la surprise du ministre israélien quand il entendit le secrétaire d'État parler de « lobotomie » pour ôter la menace terroriste – terme dont Sharon ignorait jusqu'alors le sens exact⁹². De fait, au contraire de Caspar Weinberger qui n'éprouvait aucune sympathie pour l'État juif, ce n'était pas la première fois que le secrétaire d'État mettait les pieds dans le plat et exprimait ouvertement son soutien aux buts poursuivis par Israël au Liban. Cela n'était pas du goût de tous les conseillers de la Maison-Blanche, qui n'eurent de cesse de vouloir s'en débarrasser en l'écartant du département d'État. D'ailleurs, par un curieux hasard, Sharon s'apprêtait à quitter le sol américain quand, en guise d'adieu, plusieurs journaux se mirent à publier des informations très embarrassantes pour l'État hébreu, faisant état de la vente d'armes par Israël à l'Iran de Khomeiny, l'ennemi juré des États-Unis⁹³.

Dans la foulée, la Maison-Blanche obligea le secrétaire d'État à écrire le 28 mai à Begin, lui demandant de « se refréner complètement » et de s'abstenir de toute action d'envergure au Liban. Le Premier ministre répondit sèchement à ce message, dans un mélange d'arrogance « polonaise » et d'orgueil révisionniste (*hadar*), pour citer l'excellent historien britannique Colin Shindler⁹⁴ : « Monsieur le secrétaire d'État, celui qui obtiendra mon consentement pour laisser massacrer des Juifs par un ennemi assoiffé de sang n'est pas encore né⁹⁵. » Sans doute, de tous les membres de l'administration

Reagan, Haig était-il celui qui comprenait le mieux les motivations profondes de Begin. Cette guerre était « sa » guerre, celle qu'il aurait voulu mener en 1939 contre l'Allemagne nazie pour porter secours à son peuple, à sa famille et à ses amis révisionnistes qui n'avaient pu rejoindre, comme lui, l'Union soviétique pour échapper à l'armée allemande. Begin lui répéta plus d'une fois que les millions de Juifs de sa génération qui avaient péri pendant la Shoah étaient morts parce qu'ils n'avaient pas su se défendre face aux nazis, et aussi parce que personne n'était venu à leur secours.

Décidé à éliminer par tous les moyens la menace qui pesait sur la Galilée, Begin attendit le premier incident frontalier pour déclencher les hostilités. Une première occasion se présenta à lui le 3 avril, après l'assassinat à Paris d'un diplomate israélien qui était en fait un agent du Mossad. L'attaque fut annulée au dernier moment, après un grave incident survenu sept jours après sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem, au cours duquel un jeune Juif pris de folie tira sur la foule, tuant deux personnes et en blessant plusieurs autres. D'autres occasions se présentèrent le 21 avril, puis le 9 mai, mais Begin dut s'incliner à chaque fois devant la pression des États-Unis qui exigeaient d'Israël des preuves « internationalement comprises » d'une « provocation délibérée » avant de lancer son invasion⁹⁶. Or, depuis le cessez-le-feu de l'été 1981, la FINUL n'avait enregistré aucune action hostile dirigée contre Israël à partir du Liban. 'Arafat était même parvenu à obtenir de toutes les branches de l'OLP – dont le FPLP de Georges Habache – d'éviter toute action pouvant donner lieu à une riposte généralisée des Israéliens.

Le 3 juin, Begin obtint enfin sa « justification » pour entrer en guerre : l'ambassadeur d'Israël en Grande-Bretagne, Shlomo Argov, fut grièvement blessé ce jour-là à Londres dans un attentat perpétré par les hommes de main d'Abou Nidal. Dissident de l'OLP travaillant tantôt pour la Syrie tantôt pour l'Irak de Saddam Hussein, il avait à son actif les meurtres de plusieurs dirigeants modérés palestiniens, tels que 'Issam Sartaoui et Sa'id Hamami qui avaient cherché le dialogue avec Israël. Pour Begin, qui ne faisait aucune distinction entre les différents mouvements palestiniens, la tentative de meurtre du diplomate israélien ne devait pas rester impunie. Mais, au lieu d'attaquer Bagdad ou Damas qui abritaient les activités d'Abou Nidal, c'est – le plus « naturellement » du monde – l'OLP et le Liban qui furent choisis pour cibles.

Sharon était en visite depuis le 30 mai à Bucarest. Ce fut donc en son absence que le général Eitan ordonna de bombarder, le vendredi 4 juin, une dizaine d'objectifs palestiniens au sud de Beyrouth. Le hasard voulut qu'«Arafat séjournât également loin du Liban (à Djeddah) au même moment, et c'est aussi en son absence que les

Palestiniens répondirent aux raids israéliens par des tirs de barrage d'une extrême vigueur contre une trentaine d'agglomérations de Galilée. Rafoul n'avait tenu aucun compte de la directive d'Arafat – dont il avait eu connaissance – intimant à ses hommes de ne riposter qu'en cas d'attaque contre les installations de l'OLP à Beyrouth⁹⁷. Couvert par Sharon et Begin, il voulait faire entrer coûte que coûte Israël dans la guerre.

La « paix en Galilée » et la fin des années Begin

C'est notre destin que de lutter et de nous sacrifier pour Eretz Israel. L'autre alternative, c'est Auschwitz. Nous affirmons haut et fort qu'il n'y aura jamais plus d'autre Auschwitz. Le moment est venu de lutter au péril de notre vie. Les Palestiniens et le monde entier doivent savoir que le peuple juif a le droit de se défendre, comme n'importe quelle autre nation.

C'est par ces mots que Begin ouvrit, dans la nuit du samedi 5 juin 1982, la séance spéciale du Cabinet qui décida du déclenchement de la guerre du Liban. Rentré entre-temps de Roumanie, Sharon exposa les grandes lignes de la campagne militaire en cours, désormais baptisée « Paix en Galilée ». L'objectif étant de placer la Galilée hors de portée des canons palestiniens, Tsahal avait pour mission de faire avancer ses troupes jusqu'à une limite de 40 à 45 kilomètres à l'intérieur du territoire libanais. À la question du vice-Premier ministre Simha Erlich – « Qu'en est-il de Beyrouth ? » –, Begin répondit : « Une guerre, on sait comment elle commence, mais non comment elle se termine. Soyez rassuré : rien ne sera fait sans l'approbation du Cabinet. »

Erlich n'en fut pas convaincu et s'abstint lors du vote, ainsi que son camarade du parti libéral, le ministre de l'Énergie Itzhak Berman. À la fin de la réunion, celui-ci laissa tomber à l'adresse de son collègue : « Vous connaissez Sharon. Vous verrez, il nous trompera tous. Il nous conduira au-delà des 40-45 kilomètres⁹⁸. »

Il n'avait pas tort. Sharon donnait l'impression d'appliquer le plan du « Petit Oranim » alors qu'en réalité il avait mis en branle celui du « Grand Oranim », que le gouvernement avait pourtant écarté lors de sa réunion du 20 décembre 1981. De fait, dès le dimanche 6 juin, Tsahal faisait débarquer une force amphibie commandée par le général Amos Yaron à l'embouchure de l'Awali, bien au-delà de la limite des 40 kilomètres approuvée la veille par le gouvernement.

C'est Begin lui-même qui se chargea de rédiger le communiqué annonçant le début de la guerre : évitant toute mention explicite de Beyrouth et s'engageant à ne pas attaquer l'armée syrienne si celle-ci n'intervenait pas dans les combats, il y affirmait la volonté d'Israël de signer un traité de paix avec un Liban « indépendant » dont l'« intégrité territoriale » serait préservée. Persuadés, dans un premier temps, que le but de l'opération consistait à éloigner les tirs de l'OLP des agglomérations de Galilée, l'écrasante majorité des Israéliens soutinrent la décision du gouvernement, tout comme l'ensemble des députés. Les estimations répétées de Sharon – les combats dureraient de vingt-quatre à quarante-huit heures au grand maximum – y furent aussi pour quelque chose. Un seul député travailliste s'y opposa : Yossi Sarid, qui avait voté contre la guerre en même temps que les représentants du parti communiste Rakah.

Ainsi, quinze ans jour pour jour après la triomphale guerre des Six Jours, Israël s'embarqua, le dimanche 6 juin 1982 à 11 heures, dans une nouvelle aventure guerrière, cette fois non pas contre des armées régulières s'apprêtant à l'envahir, mais contre des organisations terroristes œuvrant dans un pays voisin en pleine déliquescence. Cette guerre étant préparée de longue date et voulue délibérément par ses dirigeants, Tsahal jeta dans la bataille 80 000 à 90 000 hommes équipés de 1 300 chars (Merkava, M-60 et Centurion), 1 500 véhicules blindés et 600 pièces d'artillerie. C'était une armada deux fois plus puissante que celle alignée en 1973 pour stopper l'avance de l'armée égyptienne dans le Sinaï.

Face à cette force considérable, l'OLP aligna 10 000 à 15 000 combattants répartis en quatre brigades d'infanterie (Qastel, Yarmouk, Karameh et 'Ein Jalloud) et trois bataillons de commandos appartenant à l'organisation pro-syrienne Sa'iq'a. Concentrés le long de la zone de sécurité tenue par le major Haddad, à Beyrouth-Ouest et au sud de la Bekaa, ils disposaient de mortiers, de lance-roquettes Katiousha, de canons D-30, de missiles antichars Sagger et de chars T-54 et T-34.

Quant aux Syriens, dont le corps expéditionnaire comptait 25 000 hommes, ils étaient déployés dans la vallée de la Bekaa, le long de l'autoroute Beyrouth-Damas et dans les faubourgs de la capitale. Ils pouvaient compter à tout instant sur l'intervention de leurs unités stationnées près du Golan : en tout, cela consistait en une force de 40 000 hommes équipés de 550 chars, de 300 pièces d'artillerie et de 50 hélicoptères d'attaque, en plus des 9 batteries SAM-2, SAM-3 et SAM-6 installées depuis plus d'un an dans le secteur de Zahlé⁹⁹.

Les soldats israéliens franchirent la frontière suivant trois axes principaux : à l'ouest, partie de Ras-Nakoura, la 91^e division du

général Mordechaï et sa brigade blindée commandée par le colonel Eli Geva longèrent la route côtière jusqu'à Tyr avant de faire jonction avec les paras du général Yaron, débarqués dans la nuit du dimanche au lundi à l'embouchure de l'Awali, à quelques kilomètres de Sidon. Au centre, la 36^e division du général Avigdor Kahalani avait pour mission de s'emparer du pont de Hardalé sur le Litani mais, se heurtant à la résistance des casques bleus népalais, elle dut contourner le pont, perdant ainsi un temps précieux avant d'atteindre son premier objectif (la localité de Nabatyeh) et de poursuivre son chemin jusqu'au château de Beaufort. Enfin, à l'est, parti des environs de Metoula en direction de Hasbaya, le corps d'armée multidivisionnaire du général Janosh Ben-Gal, qui comprenait notamment la 162^e division du général Menahem Einan, devait foncer vers le *Fatahland* et repousser les *fedayin* hors de la Bekaa. C'est également à lui qu'il incombait de prendre les Syriens à revers, de couper la route stratégique Beyrouth-Damas, et d'isoler la 85^e brigade syrienne stationnée à Beyrouth du dispositif de la Bekaa. Devinant les plans de Sharon, Assad ordonna dans un premier temps à ses troupes de ne pas quitter leurs positions, et se garda en même temps d'envoyer des renforts aux Palestiniens. Cette prudence irrita énormément 'Arafat qui avait espéré un soutien logistique plus conséquent de la part des Syriens, ainsi que des milices schi'ites du mouvement Amal et des combattants druzes, qui avaient également reçu pour ordre de rester à l'écart des combats.

Quant aux pays arabes, l'Égypte en tête, ils ne se conduisirent guère mieux que la Syrie envers leurs « frères » palestiniens. L'Algérie leur envoya certes deux avions-cargos Antonov chargés d'armes et de munitions mais, pour des raisons mystérieuses, ils resteraient bloqués à l'aéroport de Damas durant toute la guerre. Il en fut de même pour la Libye : oubliant ses promesses à 'Arafat avant les combats, Mu'ammar Kadhafi se défaussa sur Assad qui aurait interdit à ses commandos de se poser en territoire syrien. En gros, en dehors de l'Arabie Saoudite, qui se borna à envoyer du matériel médical aux victimes, l'« ennemi » jordanien fut le seul à voler au secours d'Arafat en plaçant sous les ordres du chef de l'OLP la division palestinienne de la Légion arabe. Connue sous le nom de « Force Bader », il est vrai qu'elle comprenait beaucoup de repris de justice d'origine palestinienne dont le roi Hussein avait voulu se débarrasser à bon compte en les envoyant au Liban.

Précédés par un tir nourri de l'artillerie et un pilonnage intense de l'aviation contre les stocks de munitions et les bases de la brigade Qastel, les accrochages au Sud-Liban débutèrent une demi-heure à peine après l'entrée des troupes et la traversée des villages maronites, qui accueillirent les soldats du général Mordechaï sous une pluie de riz et d'eau de rose¹⁰⁰. Les unités d'infanterie étaient assez disparates et

peu aguerries (Druzes, Nahal, réservistes, cadets des *yeshivot* militaires), mais étaient appuyées par la brigade blindée du colonel Eli Geva et ses chars Merkava. Les soldats israéliens purent repousser assez aisément les patrouilles régulières palestiniennes, regroupées autour des défilés et des points de passage obligés sur la route de Tyr. Dans la soirée, tandis que les vedettes lance-missiles de Tsahal patrouillaient sans relâche le long du littoral entre Beyrouth, Sidon et Tyr, le général Amos Yaron et ses paras bloquaient à l'embouchure de l'Awali toute possibilité de passage aux éléments palestiniens refluant du Sud vers Beyrouth.

Autre fait d'armes remarquable de cette première journée : la prise par une unité d'élite des Golani du château de Beaufort, vestige imposant de 717 mètres de haut datant de l'époque des Croisés et devenu depuis l'opération *Litani* l'un des hauts lieux de la résistance palestinienne contre l'État hébreu. Surplombant la zone tenue par le major Haddad et le centre de la Galilée, les combats s'y déroulèrent toute la nuit du 6 juin et ne s'achevèrent qu'au milieu de la matinée du lendemain, après la mort, les armes à la main, du dernier des trente-cinq défenseurs palestiniens du site. Six soldats israéliens y perdirent également la vie¹⁰¹. C'était un bilan jugé excessif par le chef d'état-major lui-même, compte tenu du fait qu'à la suite de l'invasion le Beaufort avait beaucoup perdu de son importance stratégique. Les couleurs israéliennes y furent néanmoins hissées en grande pompe, en présence d'Ariel Sharon et de Menahem Begin qui, dans un geste grandiloquent, « octroya » la garde de la citadelle au major Haddad.

En règle générale, les troupes conventionnelles de l'OLP ne firent pas preuve d'une grande combativité et se volatilèrent dès les premiers chocs avec l'armée israélienne. Il en fut tout autrement des milices irrégulières qui contrôlaient les camps de réfugiés éparpillés le long de la route côtière. Elles firent preuve d'une grande ténacité et de beaucoup de courage, malgré la supériorité écrasante en hommes et en matériel des forces israéliennes et la couverture aérienne dont elles bénéficiaient à tous les niveaux.

Ainsi, il fallut plus de soixante-dix heures aux unités du général Yaron – et non vingt-quatre comme prévu – pour faire leur jonction avec la brigade du colonel Geva. Celle-ci avait dû batailler pendant trois jours entiers contre quelques dizaines d'irréductibles Palestiniens avant de pouvoir s'emparer du camp de Rachidiyya, et pendant plus de trois jours encore pour prendre le contrôle des camps de Bourj al-Shamali et al-Bass, dans les faubourgs de Tyr. Mais c'est au camp de réfugiés de 'Ein Hilweh, à l'entrée de Sidon, que se déroulèrent les batailles les plus violentes et les plus sanglantes. Terrés dans des dizaines de bunkers et armés de grenades, de fusils et de roquettes RPG, les *fedayin* palestiniens tinrent tête jusqu'au 14 juin aux

Israéliens avant de cesser les combats¹⁰².

Entre-temps, la guerre avait changé considérablement d'envergure. Le 8 juin, soit deux jours après le début des hostilités, pendant qu'il clamait – en toute innocence, semble-t-il – devant la Knesset qu'Israël ne voulait pas affronter la Syrie, Begin fut informé que, depuis la veille au soir, de violents combats faisaient rage entre les armées des deux pays, après la prise par les troupes du général Menahem Eitan de la localité stratégique de Jezzine, située à quelques encablures de la Bekaa. Vite regroupés le long d'une nouvelle ligne de défense et décidés à empêcher coûte que coûte les Israéliens d'atteindre la route Beyrouth-Damas, les Syriens parvinrent à bloquer pendant près de trois jours les troupes du général Eitan à l'entrée du village perché d'Ein Zhalta qui commandait l'accès à la route Beyrouth-Damas. Le même jour, ils introduisaient six nouvelles rampes de lancement de missiles SAM-6 dans la Bekaa et s'apprêtaient à faire franchir la frontière à leur troisième division blindée, qui comptait 250 chars et était commandée par Rifaat Assad, le propre frère du président syrien. Israël y vit un *casus belli* délibéré et, dans la nuit du mardi au mercredi, adressa par l'intermédiaire de Philip Habib un ultimatum à Damas exigeant le retrait avant 5 heures du matin des nouveaux missiles. Personne ne s'attendait à une réponse positive du président Assad, qui alla jusqu'à refuser de recevoir l'émissaire américain. Prenant les devants, Sharon fut autorisé par le Cabinet à attaquer le dispositif de missiles antiaériens syrien de la Bekaa. C'était une opération très complexe sur laquelle les meilleurs pilotes de l'armée de l'air et les plus grands experts israéliens en électronique et en armement avaient travaillé, jusqu'au moindre détail, depuis la guerre du Kippour.

C'est ainsi que, le mercredi 9 juin à 14 heures précises, l'armée de l'air israélienne, appuyée au sol par l'artillerie, réussit l'un des exploits les plus spectaculaires de son histoire : la destruction en quelques minutes de dix-sept des dix-neuf batteries de missiles SAM syriens déployées dans la vallée de la Bekaa. Israël ne divulgua jamais les secrets de l'opération, qui sema le plus grand trouble au sein de l'état-major syrien ainsi que parmi les responsables militaires soviétiques¹⁰³. Ne s'attendant pas à une telle déconfiture qui le privait subitement de son principal atout militaire au Liban, Assad ordonna à ses avions de prendre l'air afin de repousser les chasseurs-bombardiers israéliens qui sillonnaient le ciel depuis le début de l'opération. L'une des plus grandes batailles de l'histoire aérienne, impliquant une centaine de Mig syriens et une soixantaine de F-15 et F-16 israéliens, s'engagea aussitôt et, en quelques instants, Damas perdit un tiers de son aviation militaire et une quarantaine de ses meilleurs pilotes. Malgré cette cuisante défaite, les Syriens ne baissèrent pas les bras. Le

10 juin, alors que les négociations en vue d'un cessez-le-feu allaient bon train entre Washington, Moscou, Jérusalem, Damas et Beyrouth, ils firent subir de lourdes pertes à un bataillon de chars du général Ben Gal qui avait pénétré, sans même s'en apercevoir, au cœur des lignes syriennes à Sultan Yakoub : 20 soldats y trouvèrent la mort, 30 autres furent blessés et 6 disparus. Rapportant ce jour-là au gouvernement les conséquences de ce grave incident, Sharon en profita pour informer les ministres que Tsahal atteindrait la route Beyrouth-Damas la nuit même : « Il faut s'en emparer à tout prix – leur expliqua-t-il avant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu prévu pour le lendemain, vendredi 11 juin – si l'on veut que les Syriens ne prennent pas le contrôle total de Beyrouth et y installent un gouvernement et un président fantoches¹⁰⁴. »

À leur grande surprise, les ministres apprirent au cinquième jour du conflit que le but poursuivi par l'armée n'était plus seulement d'assurer la paix en Galilée, mais aussi de s'emparer de la route Beyrouth-Damas et de faire la jonction avec les « Forces libanaises » de Bashir Gemayel aux abords de la capitale. De fait, le général Yaron n'avait pas attendu que le verrou de Sidon fût brisé pour lancer, dès le 9 juin, ses parachutistes à l'assaut de Damour – localité située à une vingtaine de kilomètres au sud de Beyrouth. Le lendemain, ses blindés fondaient déjà à toute vitesse le long de la route côtière vers les faubourgs sud de la ville, tandis que des avions larguaient des tracts à l'adresse des soldats syriens les appelant à quitter la capitale au plus vite. Ces nouvelles laissèrent abasourdis les ministres, qui comprirent subitement que Sharon et Eitan s'apprétaient à faire entrer Tsahal dans une capitale arabe.

En tout état de cause, un premier cessez-le-feu fut proclamé le vendredi 11 juin à midi entre Israël et la Syrie. Selon David Kimche, ce fut une erreur fatale de la part du Premier ministre qui n'avait pas osé tenir tête au président des États-Unis. Tsahal, soutient cet ancien du Mossad, n'aurait pas eu besoin de plus de quarante heures supplémentaires pour chasser complètement les Syriens du Liban oriental. Dès lors, en évitant à Damas une déroute complète, les Américains auraient contribué, d'après lui, à la prolongation de la guerre et permis à l'armée syrienne de continuer de contrôler la route reliant la capitale libanaise à Damas et ainsi d'envoyer des renforts dans la Bekaa et à l'intérieur de Beyrouth.

Cela étant, surfant sur l'immense popularité que lui valut la victoire écrasante de Tsahal, Sharon mit encore moins de gants pour placer le gouvernement devant des faits accomplis ou pour l'abreuver en fausses informations : par exemple, il accusa les Palestiniens et les Syriens d'être à l'origine de la reprise des combats deux heures à peine après le cessez-le-feu. Cela mettrait Begin dans l'embarras plus d'une

fois. Ainsi, alors que depuis deux jours les véhicules militaires israéliens patrouillaient le long des grandes artères de Beyrouth-Ouest, c'est par Philip Habib que le Premier ministre apprendrait, le 13 juin, que Tsahal campait à l'intérieur du quartier présidentiel de Baabda¹⁰⁵. Ce genre d'« omission » de Sharon ne semble pas avoir froissé outre mesure Begin, celui-ci continuant de soutenir contre vents et marées son tout-puissant ministre de la Défense, malgré les critiques que son comportement soulevait au sein du gouvernement et dans une partie de l'opinion.

Arrivés en vue de Beyrouth, les soldats israéliens hésitèrent à se lancer dans une guerre de rues qui aurait pu occasionner de lourdes pertes. Ils choisirent dès lors d'assiéger la partie occidentale de la ville et son demi-million de civils, dans le but d'obtenir la reddition complète des 15 000 miliciens palestiniens qui s'y trouvaient et leur évacuation hors du pays. Le spectacle de canons d'artillerie et de blindés bombardant, pendant des semaines, des quartiers civils d'une ville sans eau, ni électricité, ni ravitaillement, était affligeant. Il fut fatal pour l'image de marque d'Israël : l'État hébreu fut dénoncé par les médias internationaux et condamné par plusieurs chefs d'État occidentaux, parmi lesquels le président français François Mitterrand qui se laissa aller à une comparaison particulièrement blessante entre Beyrouth et Oradour-sur-Glane^{*10}. Le 20 juin déjà, le professeur de Jérusalem Yeshayahou Leibowitz avait qualifié de « judéo-nazie » la politique menée par Begin au Liban.

En réalité, jamais les horreurs de la Seconde Guerre mondiale ne furent évoquées aussi fréquemment de chaque côté que durant ce conflit. Begin, qui était hanté par le souvenir de la Shoah, considérait 'Arafat comme la réincarnation même d'Hitler. À ses yeux, la Charte nationale palestinienne n'était rien d'autre qu'un nouveau *Mein Kampf*, et Beyrouth-Ouest, où le leader palestinien se cachait, était une réplique de Berlin où le Führer s'était terré pour échapper aux Alliés :

Mon cher Monsieur le Président, écrivit-il le 3 août à Ronald Reagan, permettez-moi de vous dire ce que je ressens ces jours-ci quand je me tourne vers le Créateur et lui exprime ma profonde gratitude. Je considère que je suis autorisé, en tant que Premier ministre, à donner des instructions à une vaillante armée qui affronte « Berlin » où, parmi des civils innocents, Hitler et ses hommes de main se cachent dans un bunker profondément enterré. Ma génération, cher Ron, a promis devant l'autel de Dieu que quiconque proclame son intention de détruire l'État juif ou le peuple juif, ou les deux, scelle son destin, afin que ce qui s'est passé à partir de Berlin – avec ou sans guillemets – ne se reproduise jamais plus¹⁰⁶.

Le rappel lancinant de la Shoah par le Premier ministre finit par lasser l'opinion et exaspérer beaucoup d'écrivains israéliens, à l'exemple d'Amos Oz : « Monsieur le Premier ministre, lui lança-t-il dans une lettre ouverte, Hitler est mort il y a trente-sept ans... Il n'habite ni à Nabatiyeh, ni à Sidon, ni à Beyrouth. Il est mort et son corps brûlé jusqu'aux cendres¹⁰⁷. »

Plus véhémement encore, la députée travailliste Haika Grossmann, elle-même rescapée du ghetto de Varsovie, invita le Premier ministre à revenir à la réalité : « Nous ne sommes plus au ghetto de Varsovie, mais dans l'État d'Israël », lui déclara-t-elle de la tribune de la Knesset.

Au même moment, quelques survivants du ghetto de Varsovie et du camp de Buchenwald observaient une grève de la faim à l'entrée du mémorial de Yad Vashem en signe de protestation contre le siège de Beyrouth et le sort réservé à ses habitants. À Yad Vashem même, les guides du musée étaient si remontés contre la guerre que le chef d'état-major avait interdit aux soldats de visiter ce lieu de souvenir de la Shoah. Même son directeur scientifique, Israël Gutman – rescapé d'Auschwitz –, fut l'objet des pires insultes de la part des proches du Premier ministre pour avoir condamné le bombardement de Beyrouth et la rhétorique guerrière de Begin¹⁰⁸.

Pendant ce temps, comme le général Saguy l'avait prédit avant le début des hostilités, les premiers couacs entre Israéliens et Maronites apparurent. Dès le 11 juin, débarquant à Jounieh pour s'assurer de l'entrée imminente des Phalangistes dans Beyrouth-Ouest, Sharon constata avec amertume que le jeune Bashir traînait des pieds et qu'il n'entendait pas ordonner à ses hommes de sauter immédiatement dans les « Jeep » de Tsahal et de défiler aux côtés des soldats israéliens à l'intérieur de Beyrouth. Il entendait devenir le président de « tous » les Libanais et, à ce titre, une coopération militaire trop étroite avec les Israéliens ne pouvait que desservir ses ambitions en l'enfermant une fois pour toutes dans le statut, peu valeureux, de « chef de gang » chrétien, valet des Israéliens : « Ils se conduisent comme des Arabes, lâcha, fâché, le ministre lorsqu'il regagna son hélicoptère. J'ai vu la peur dans leurs yeux¹⁰⁹. »

Faute de pouvoir compter sur les Phalangistes, dont l'unique fait d'armes fut la prise de la Faculté des sciences des mains des Palestiniens le 16 juin¹¹⁰, les soldats israéliens durent effectuer eux-mêmes le « sale boulot » du siège de Beyrouth. L'opération était d'autant plus compliquée que la fronde commençait déjà à gronder parmi les soldats, qui voyaient s'éloigner de jour en jour les objectifs premiers et consensuels de l'opération *Paix en Galilée*. Le 24 juin, les premiers à se soulever furent les paras d'un bataillon de réserve qui avaient combattu dans la division du général Eitan et perdu beaucoup des leurs lors de l'une des dernières actions pour la prise de la route

Beyrouth-Damas.

Ce même jour, Begin et Sharon perdirent l'un de leurs meilleurs avocats à Washington : Alexander Haig. Ce dernier fut contraint à la démission par Reagan et remplacé à la tête du département d'État par George Shultz, connu pour ses excellents contacts avec les capitales arabes. La première décision du nouveau secrétaire d'État fut d'envoyer Philip Habib à Beyrouth pour négocier, par l'intermédiaire du gouvernement libanais et des États arabes voisins, le départ des Palestiniens et des Syriens de la capitale. Cette mission ne plut guère à Sharon – à l'égard duquel Habib éprouvait d'ailleurs une profonde aversion –, qui ne désirait rien moins que la capitulation pure et simple d'Arafat. Il voulait prendre de vitesse l'émissaire américain et lancer les troupes immédiatement à l'assaut de Beyrouth-Ouest. Mais son idée ne fut pas retenue par le Cabinet. Les « colombes » y comptaient désormais, outre Simha Erlich, Mordechaï Zippori et Itzhak Berman, les ministres religieux Joseph Burg et Zeboulon Hamer, ainsi que deux ministres influents du Hérout, David Lévy et Yoram Aridor, auxquels se joignit l'ultraorthodoxe Abraham Shapira d'Agoudat Israel.

À n'en pas douter, les dissensions au sein du gouvernement reflétaient le nouvel état d'esprit de l'opinion qui, tout en continuant d'apporter massivement son appui à l'armée, commençait à se lasser d'une guerre désormais sans fin et plus meurtrière de jour en jour. À cela s'ajoutaient le spectacle désolant d'une ville meurtrie et les actes de brutalité sans nom rapportés soir après soir dans les journaux télévisés du monde entier, sans parler des condamnations sans appel d'une opinion internationale vent debout contre l'État juif. De plus, les manifestations d'insubordination dans l'armée se multipliaient, jusque dans la prestigieuse armée de l'air. Plusieurs pilotes refusaient de lâcher leurs bombes sur des cibles civiles, immeubles d'habitations, hôpitaux, établissements scolaires, camps de réfugiés, etc. Toutefois, n'en faisant qu'à sa tête et passant outre les réserves du gouvernement, Sharon ordonna au commandant de la région Nord, le général Amir Drori, de préparer l'assaut contre Beyrouth-Ouest. Celui-ci s'exécuta sans rechigner et, le 15 juillet, il présenta à ses commandants de brigade les détails de cette opération qui, en théorie, ne devait pas durer plus de quarante-huit heures.

La réunion fut tumultueuse et nombreux furent les officiers qui laissèrent éclater leur colère contre les politiciens, prêts à sacrifier la vie de leurs soldats pour un objectif qui n'en valait pas la peine. Le plus véhément de tous fut sans conteste le brillant colonel des blindés Eli Geva, qui demanda à être relevé de son commandement pour ne pas devoir ordonner à ses troupes de tirer sur des civils. Drori, Rafoul, Sharon et Begin lui-même tentèrent de le faire revenir sur sa décision,

mais en vain. Quarante-huit heures plus tard, Geva quittait l'uniforme : ses supérieurs avaient rejeté sa dernière requête de servir comme ambulancier auprès de ses soldats. La nouvelle fit immédiatement le tour du pays, où à l'appel de « La Paix maintenant » des milliers de personnes manifestaient régulièrement depuis des semaines contre la poursuite de la guerre. Sharon ne sortit pas grandi de l'affaire Geva : son étoile pâlisant de jour en jour davantage parmi les soldats, il cessa complètement ses tournées d'inspection (qui étaient quasi quotidiennes et lors desquelles il était toujours entouré d'une « cour » admirative de journalistes et de cameramen filmant ses moindres faits et gestes). À l'extérieur du Likoud, Sharon pouvait cependant compter sur le soutien de Shimon Peres et surtout sur celui d'Itzhak Rabin, qu'il consulterait régulièrement pendant toute la durée des opérations. Cela valut aux deux dirigeants travaillistes beaucoup de critiques, tant à l'intérieur de leur camp qu'à l'étranger, notamment de la part de Bruno Kreisky et Willy Brandt, figures éminentes de l'Internationale socialiste.

Au même moment, la popularité de Yasser 'Arafat ne cessait au contraire de grandir parmi les siens et, à tout le moins, les sept semaines de siège de Beyrouth firent davantage pour la cause palestinienne dans le monde que les trente-cinq années de terrorisme qui avaient suivi la *Nakba* et la guerre de 1948. 'Arafat bénéficia tout particulièrement des encouragements du gouvernement français qui, par l'intermédiaire du représentant de l'OLP à Paris, Ibrahim Souss, conseilla au dirigeant palestinien de ne pas céder facilement aux Américains et d'accepter en l'état le plan d'évacuation concocté par Philip Habib. Cette intervention n'allait pas faciliter les choses au diplomate américain, déjà en difficulté face aux pays arabes qui refusaient d'accueillir chez eux une partie des combattants de l'OLP évacués de Beyrouth : « Quand j'ai suggéré aux Saoudiens, raconta-t-il plus tard, d'accueillir 2 000 combattants de l'OLP, ils tombèrent des nues. C'était comme si je leur avais présenté un sandwich au porc¹¹¹. »

Craignant que les efforts de Philip Habib ne sauvent l'OLP d'une déroute totale – et ne pouvant compter sur Bashir Gemayel, qui refusait obstinément de prendre part aux combats –, Sharon lança à partir du 1^{er} août une série de raids aériens et navals particulièrement meurtriers contre les positions palestiniennes et syriennes à Beyrouth-Ouest. Il ordonna en même temps aux troupes au sol de prendre position sur les pistes de l'aéroport, puis de franchir la « Ligne verte » entre les deux parties de la ville et de « grignoter » l'un après l'autre les quartiers adjacents du sud-ouest de Beyrouth. Trois cents combattants palestiniens furent tués, blessés ou faits prisonniers dans la seule journée du 4 août.

La nouvelle offensive atteignit son point culminant dans la journée du 12 août (le « Jeudi noir »), au cours de laquelle Beyrouth-Ouest fut bombardée pendant quinze heures d'affilée. Le soir même, le président Reagan, furieux, téléphona à Menahem Begin qu'il menaçait des pires sanctions s'il n'ordonnait pas l'arrêt immédiat des bombardements. violemment critiqué par ses collègues du gouvernement qui n'avaient pas apprécié d'être tenus dans l'ignorance de ce qui se passait à Beyrouth, Sharon eut à peine le temps d'exposer son point de vue avant d'être désavoué par le Premier ministre, puis dessaisi sur-le-champ de ses prérogatives sur l'armée de l'air. C'était une première dans l'histoire militaire d'Israël. En réalité, Begin lui-même paraissait dépassé par les événements. Lorsque le ministre de l'Habitat et vice-président du Conseil, David Lévy demanda si Sharon et Rafoul le tenaient au courant de leurs décisions, il répondit, laconique : « Oui, parfois avant les faits, parfois après. » Sharon « muselé », la voie était désormais libre pour la fin du siège de Beyrouth et l'évacuation, à partir du 21 août 1982, de 14 398 combattants palestiniens et syriens qui y étaient piégés : 8 144 furent acheminés par bateau en direction de l'Égypte, de l'Algérie, de la Tunisie, du Yémen et du Soudan, et 6 254 le furent par la route jusqu'à Damas. Parmi eux se trouvaient, outre les soldats syriens, quelques centaines de membres de l'Armée de libération de la Palestine, qui quittèrent la ville sous les huées et les insultes des Maronites.

L'opération fut effectuée sous l'égide d'une force multinationale de 2 000 soldats américains, français et italiens, appuyés par des éléments de la 6^e flotte qui avaient reçu l'ordre d'intervenir au cas où Tsahal poserait des problèmes. Le 30 août, Yasser 'Arafat fut l'un des derniers à quitter la capitale libanaise, après une brève visite au cimetière des Martyrs, entouré de ses compagnons d'armes. Il monta à bord du ferry *L'Atlantide* qui – flanqué de deux bateaux américain et français et précédé de trois navires battant pavillons grec et palestinien – accosta quarante heures plus tard au Pirée. De Grèce, où il avait été chaleureusement accueilli par les autorités du port, le leader palestinien partit pour Tunis, où il installa le nouveau quartier général de l'OLP¹¹². Loin du « peuple » des camps, il n'allait pas tarder à vouloir changer l'orientation de l'OLP et renoncer plus ou moins ouvertement à l'option militaire. Cela devait éloigner de lui, à l'instigation de Damas, une partie de ses fidèles, conduits par Abou Moussa. Disposant d'un mandat de trente jours, la force multinationale avait aussi pour mission de garantir la sécurité de la population civile et d'aider le gouvernement libanais à restaurer son autorité dans le pays. Sous sa bonne garde et celle de Tsahal, Bashir Gemayel fut élu président de la République par l'Assemblée nationale

libanaise le 23 août. Considérant sa tâche terminée, la force internationale quitta le Liban plus tôt que prévu, le 10 septembre. Le pire était encore à venir.

En attendant, Ariel Sharon et Menahem Begin avaient toutes les raisons de croire que leur rêve d'une alliance entre Juifs et chrétiens avait des chances d'aboutir. Certes, ils nourrissaient de fortes appréhensions à l'égard du président élu et de son désir d'entente avec la Syrie et l'ensemble du monde arabe. Outre le fait que, durant les combats, il avait fait montre de peu d'enthousiasme à se battre aux côtés de Tsahal, il leur semblait de moins en moins enclin à tenir sa promesse de signer un traité de paix avec l'État hébreu immédiatement après son entrée en fonctions. Il laissait entendre qu'un traité de non-agression était ce qu'il pouvait offrir de mieux à ses anciens protecteurs. Ne désespérant pas de le faire changer d'humeur, le Premier ministre organisa le 1^{er} septembre une réception en son honneur à Nahariya, où il passait de brèves vacances avec son épouse. La plupart des ministres et de nombreux hauts fonctionnaires du Mossad, de la Défense et des Affaires étrangères étaient venus spécialement de Jérusalem et de Tel-Aviv pour accueillir le président élu, qui arriva entouré de ses fidèles compagnons. Tout le monde attendait de voir Begin. Son absence intriguait : il venait de recevoir, dans sa chambre, l'ambassadeur Sam Lewis qui avait choisi ce moment pour lui remettre en main propre un plan de règlement de la question palestinienne signé par le président Ronald Reagan. Préparé dans le plus grand secret par le département d'État et le Conseil national de sécurité, il ruinait, d'un trait de plume, tous les espoirs de Begin en Judée-Samarie. Prenant acte du rôle joué par la Jordanie et l'Arabie Saoudite dans l'évacuation de Beyrouth, les États-Unis préconisaient désormais la création, en Cisjordanie et à Gaza, d'une entité palestinienne détachée d'Israël, mais politiquement liée à la Jordanie. Ce fut donc un Begin irrité et la mine défaite qui vint finalement serrer la main de ses invités, deux heures après le début de la réception : « La bataille pour Eretz Israel a commencé, lâcha-t-il à l'oreille de l'un de ses plus proches collaborateurs, aussi abasourdi que lui. Nous avons été trahis par les Américains. La plus grande trahison de l'histoire d'Israël depuis 1948. Ils nous ont poignardés dans le dos¹¹³. »

Se tournant ensuite vers Bashir Gemayel, qui ne comprenait rien au drame qui se déroulait devant ses yeux, Begin lui demanda à brûle-pourpoint : « Qu'en est-il de l'accord de paix ? Votre première visite officielle en tant que chef d'État devrait avoir lieu à Jérusalem ou à Tel-Aviv. »

Esquivant une réponse directe, le président élu promit à Begin qu'il serait le second chef d'État arabe, après Sadate, à visiter la

Knesset. Mais, l'esprit visiblement ailleurs, Begin lui coupa brutalement la parole et, après lui avoir reproché de ne pas avoir pris part à la bataille de Beyrouth, lui assena une longue série de remontrances qui indignèrent profondément son jeune hôte : « Il m'a traité comme un gamin », raconterait Bashir à son père¹¹⁴. Après tout, il était le chef d'État élu d'un pays souverain, et non un vassal. Sharon parvint tant bien que mal, par la suite, à détendre l'atmosphère et, à la fin de la soirée, Begin et Bashir convinrent de se revoir avant le 22 septembre, date prévue pour la cérémonie d'investiture du président élu. Cette rencontre n'eut jamais lieu. Le 14 septembre, une bombe actionnée à distance souffla l'immeuble du quartier d'Ashrafiyeh où, depuis son élection, Bashir rencontrait chaque mardi à la même heure la cellule locale des Phalanges. Il fut tué sur le coup, ainsi que vingt-six autres personnes. Commandité par les services de renseignements syriens, l'attentat avait été exécuté par un jeune chrétien, Habib Tanious Shartouni (qui habitait l'un des appartements de l'immeuble), membre du Parti national syrien et dont la famille était proche des Gemayel. Ce fut un coup terrible pour Begin et Sharon : l'homme en qui ils avaient placé leur confiance disparaissait de la scène. Avec lui s'effondrait le nouvel « ordre politique » qu'ils avaient espéré établir au Liban au prix de l'une des guerres les plus désastreuses de l'histoire d'Israël.

Sur le terrain, pendant que les Phalangistes rassemblés à Ashrafiyeh criaient vengeance, Rafoul ordonnait à l'armée de prendre le contrôle, dès le lendemain, des points stratégiques de Beyrouth-Ouest, tout en évitant d'entrer dans les camps de réfugiés palestiniens où les services israéliens soupçonnaient la présence de 2 000 miliciens attendant la première occasion de reprendre les armes. Le sujet avait été évoqué entre Sharon et Bashir deux jours avant l'assassinat du président élu, et celui-ci avait accepté que ses hommes entrent seuls à l'intérieur des camps de Sabra et de Chatila pour les « nettoyer » des derniers combattants palestiniens qui y étaient planqués.

Arrivé à Beyrouth dans la nuit du 14 au 15 septembre, Rafoul rencontra les chefs phalangistes et, comme convenu avec Sharon, les autorisa à entrer dans les camps tandis que le général Amos Yaron installait son quartier général au cinquième étage d'un immeuble situé à 200 mètres du camp de Sabra. Le bâtiment offrait une bonne vue générale sur le camp, mais ne permettait pas d'observer ce qui se passait dans ses ruelles, même à la jumelle. De son côté, le général Amir Drori, qui, selon ses dires, n'était pas à l'aise avec la décision d'envoyer les Phalangistes dans les camps, aurait essayé vainement de convaincre le chef de l'armée libanaise, Michel Aoun, d'envoyer ses troupes à leur place. Cela ne devait pas l'empêcher de fournir fusées éclairantes et bulldozers aux Phalangistes.

C'est ainsi que le jeudi 16 septembre à 19 heures, au moment même où les Phalangistes pénétraient dans Sabra et Chatila, à Jérusalem le gouvernement se réunit pour entendre un rapport de Sharon et Rafoul sur l'évolution de la situation à Beyrouth. Surpris d'apprendre que les Maronites étaient entrés dans les camps, David Lévy ne cacha pas son inquiétude, n'ayant aucun doute sur le sort que les miliciens chrétiens, ivres de vengeance, allaient réserver aux habitants. Personne ne prêta attention à ses propos. Les ministres en voulaient surtout à Sharon de les avoir bernés, une fois de plus, en faisant entrer les troupes dans Beyrouth-Ouest sans l'autorisation préalable du gouvernement.

Les premiers massacres commencèrent le soir même du jeudi 16 septembre et se poursuivirent pendant deux jours d'affilée, jusqu'au 18, sous le commandement d'Elie Hobeika, ami personnel du président assassiné et chef de ses services de sécurité. Un journaliste israélien avait entendu l'officier phalangiste Jessy Soukkae dire à ses hommes rassemblés à l'aéroport avant le début de leur sanglante expédition : « Le viol n'est autorisé qu'avec des filles de plus de douze ans¹¹⁵. » Quelques instants après, les premières informations sur les horreurs qui se passaient dans le camp de Sabra parvinrent aux oreilles des soldats israéliens restés hors des camps. Le général Yaron attendit néanmoins jusqu'au lendemain après-midi pour informer le général Drori que des choses graves se passaient. Le commandant de la région Nord en avertit aussitôt Rafoul qui, au lieu d'ordonner la sortie immédiate des miliciens chrétiens des deux camps, se rendit quelques heures plus tard au quartier général des Phalangistes à Beyrouth, et demanda des nouvelles du déroulement de l'opération. Ce même vendredi à 21 heures, alors qu'il célébrait avec sa famille le premier soir de *Rosh ha-Shana* (le Nouvel An juif), Sharon reçut un coup de téléphone de Rafoul qui, de retour de Beyrouth, lui annonça qu'« il y avait eu des problèmes » du côté des Phalangistes. « Ils sont allés trop loin », dit-il à son ministre qui, cette nuit-là, alla dormir plus tôt que d'habitude¹¹⁶.

Vers 23 h 30, Sharon fut réveillé par un coup de téléphone du journaliste Ron Ben Yishai qui lui donna des détails très précis sur le carnage qui se déroulait depuis la veille à Sabra et à Chatila. Les mêmes rumeurs persistantes étaient parvenues depuis le milieu de l'après-midi aux oreilles du correspondant militaire du quotidien *Haaretz*, Zeev Schiff, qui en informa immédiatement le ministre Mordechai Zippori. Celui-ci en parla à son tour à Itzhak Shamir qui, à l'exemple de Rafoul et Sharon, ne fit rien pour arrêter les atrocités. Begin lui-même apprit la nouvelle non pas de l'état-major ou du ministère de la Défense, mais de la BBC, le samedi après-midi. Aux premières heures de la matinée, Sharon avait été violemment pris à

partie par Maurice Draper, l'adjoint de Philip Habib, qui, sur un ton comminatoire, lui avait demandé d'arrêter immédiatement l'hécatombe :

J'ai un représentant dans les camps. Il compte les cadavres. Vous devriez avoir honte. La situation est vraiment terrible. Des enfants sont assassinés. Vous avez le contrôle absolu du terrain : le secteur est sous votre responsabilité.

D'après les sources israéliennes, 700 à 800 personnes (hommes, femmes et enfants de tous âges) furent massacrées par les Phalangistes. C'était un chiffre bien en deçà des 2 000 à 3 000 victimes recensées par le Croissant-Rouge palestinien¹¹⁷. L'indignation et l'émotion secouèrent le monde entier. Tandis que Le Caire rappelait son ambassadeur à Tel-Aviv, le Conseil de sécurité réuni en urgence à New York sommait Israël de lui fournir des explications sur la tragédie de Sabra et Chatila. L'État hébreu en rejeta toute la faute sur les Phalangistes : « Des chrétiens tuent des musulmans et voici que les non-Juifs en accusent les Juifs », confia Begin à l'un de ses proches collaborateurs. Se référant une fois de plus à la Shoah, il eut beau jeu de rappeler que lorsque 6 millions de Juifs avaient été massacrés durant la Seconde Guerre mondiale, les médias internationaux n'en avaient rien dit et évité d'exercer la moindre pression sur leurs gouvernements pour sauver ne serait-ce qu'un seul enfant juif¹¹⁸. Ne perdant pas de temps, Washington et Paris firent pression, de leur côté, sur le gouvernement libanais, qui accepta le retour d'une force multinationale de 4 000 hommes. Celle-ci arriva à Beyrouth le 24 septembre, trois jours après l'élection d'Amin Gemayel au fauteuil de son frère.

Le lendemain, 25 septembre, eut lieu la plus grande manifestation pacifiste de l'histoire de l'État hébreu. À l'appel du mouvement Shalom Achshav, 400 000 personnes affluèrent de tous les coins du pays vers Tel-Aviv, réclamant la constitution d'une commission d'enquête sur les conditions du massacre de Sabra et Chatila. C'était une demande à laquelle se joignit – fait rarissime dans l'histoire du pays – le président de l'État, Itzhak Navon, qui menaça de démissionner si Begin n'accédait pas à la demande des manifestants.

De fait, il ne se passait pas un jour depuis le 18 septembre sans que Begin ou Sharon n'eussent à affronter des manifestants en colère, aux cris de « Sharon assassin », « Begin, assassin d'enfants », ou encore « Beyrouth-Deir Yassin ». Placé devant une situation intenable et passant outre aux objections de Sharon qui n'en voulait pas, le Premier ministre se plia à la volonté populaire et fit voter la constitution d'une commission d'enquête sur les massacres de Sabra et

Chatila. Présidée, comme le voulait l'usage, par un juge de la Cour suprême (Itzhak Kahane) et composée d'un second juge de la Cour suprême et d'un général de réserve, la commission d'enquête se mit aussitôt au travail et présenta ses conclusions le 8 février 1983. Déchargeant Tsahal de toute responsabilité directe dans le carnage, elle blâma Menahem Begin et Itzhak Shamir pour leur inaction et accusa de graves négligences Ariel Sharon ainsi que Raphaël Eitan, Amir Drori, Amos Yaron et Yehoshoua Saguy.

Le 10 février, le gouvernement fut convoqué pour discuter des conclusions de la commission. L'atmosphère était d'autant plus lourde que partisans et adversaires de Sharon s'affrontaient au même moment devant le siège du gouvernement : les uns, en majorité séfarades, réclamaient son maintien au gouvernement aux cris de « Arik, Arik, Arik », les autres, des pacifistes du mouvement « La Paix maintenant », demandaient sa destitution aux cris de « Sharon assassin ». Les deux manifestations touchaient à leur fin quand une grenade fut soudainement lancée dans la foule des pacifistes par un contre-manifestant portant *kippa* : il y eut un mort, un jeune doctorant de l'Université hébraïque de Jérusalem, Émile Gruntzweig, et plusieurs blessés, dont le propre fils du ministre de l'Intérieur, Joseph Burg. Le sang avait coulé pour la première fois dans une manifestation en Israël. La tension entre droite et gauche, entre pacifistes laïques de « La Paix maintenant » et religieux extrémistes de Goush Emounim, et aussi entre « Orientaux » et Ashkénazes, était à son paroxysme. Le pays risquait de glisser à tout instant dans la guerre civile. Lâché par Begin qui fit approuver par seize voix contre une les conclusions de la commission Kahane, Sharon fut contraint de démissionner et remplacé à la Défense par Moshe Arens, ambassadeur aux États-Unis. Les quatre généraux incriminés connurent le même sort que lui. Quant à Rafoul, dont les fonctions ne furent pas prorogées d'un an comme le voulait l'usage, il céda son poste, trois mois après, à son adjoint, le général Moshe Levy, qui n'avait tenu aucun rôle particulier dans la guerre.

Ainsi, la guerre du Liban se termina par un fiasco colossal, tant sur le plan militaire que sur le plan politique. En dehors du départ d'Arafat de Beyrouth et du transfert du siège de l'OLP à Tunis, Israël n'avait atteint en définitive aucun de ses objectifs déclarés, pas même un semblant de paix avec le pays du Cèdre – que le président Amin Gemayel était plus réticent encore que son défunt frère à établir avec l'État hébreu. Quant à Begin, amer et désabusé devant tant de gâchis, il continua d'exercer tant bien que mal ses fonctions jusqu'à la fin de l'été 1983, ne participant que très épisodiquement aux réunions du gouvernement et refusant de se rendre aux États-Unis à l'invitation du président Reagan. Très éprouvé par le décès de son épouse et la mort de centaines de soldats ayant servi sous ses ordres, il annonça sa

démission le 28 août à son gouvernement : « Je n'ai plus la force de continuer », déclara-t-il à ses ministres qui tentèrent en vain de le faire changer d'avis. Ils avaient tous remarqué que, depuis plusieurs semaines, il ne parlait pas avec la même énergie ni avec la même richesse d'expression. Il était à bout de forces, au point de ne pas pouvoir se déplacer pour présenter personnellement sa lettre de démission au nouveau chef de l'État, l'ancien général Haïm Herzog. Lui-même n'expliqua jamais les motifs de son départ ni les raisons de son mutisme, dans lequel il se murerait jusqu'à sa mort, le 9 mars 1992. Sans doute, parmi tous les commentateurs qui tentèrent d'apporter une réponse plausible à cette énigme, le poète Yizhar Smilansky fut-il le plus proche de la vérité :

La nuit venant, épuisé et s'en allant dormir, sa chambre s'emplissait de fantômes lui faisant face : cinq cents ombres, debout, immobiles, muettes, peuplant sa chambre, ses nuits et ses insomnies, le regard accusateur : Toi¹¹⁹.

Parmi ces « ombres », il y avait celle d'un jeune soldat du *kibboutz* Ha'ogen, mort dans la bataille du Beaufort. C'était le fils unique d'un survivant du ghetto de Varsovie – lui-même unique descendant d'une lignée très respectée de rabbins de Pologne – qui avait adressé à Begin ces mots terribles :

Et le cri du sang de nos fils jaillit des tréfonds de la terre. N'oubliez pas : l'histoire de notre vieux peuple vous jugera et vous châtiara pour vos méfaits avec des serpents et des scorpions jusqu'à la fin des temps... Si vous gardez encore quelque reste de conscience et d'humanité, sachez que le malheur et la souffrance d'un père dont vous avez entièrement détruit la vie, vous suivront dans votre sommeil et à votre réveil comme le signe de Caïn sur le front¹²⁰.

Avant de quitter la scène, Begin avait approuvé le repli de Tsahal au-delà de la rivière Awali, à une trentaine de kilomètres de Beyrouth. Le 2 septembre, c'est la capitale libanaise elle-même qui fut évacuée par l'armée israélienne. Le vide fut vite rempli par les Syriens et leurs alliés « progressistes », ainsi que par les milices musulmanes du « **Jihad islamique** » et le Hezbollah shi'ite qui, pour commencer, prirent pour cibles l'ambassade américaine et les quartiers généraux américain et français de la force multinationale, y faisant des centaines de morts et de blessés.

Le 4 novembre 1983, le Hezbollah signa sa première grosse attaque contre Israël : un attentat suicide au camion piégé à l'entrée

du QG de Tsahal, à Tyr. Soixante cadavres furent retirés des décombres, dont ceux de plusieurs officiers supérieurs. C'était une manière pour l'organisation shi'ite, qui était téléguidée par l'Iran et disposait d'un puissant réseau de militants à l'intérieur des lignes israéliennes, de « saluer » l'arrivée au pouvoir, à Jérusalem, d'Itzhak Shamir, le nouveau Premier ministre d'Israël.

*1. En hébreu, « *Tqumah* », allusion à la naissance de l'État d'Israël.

*2. Dayan pensait à son porte-parole, Naftali Lavi, qui a assisté à l'entretien et qui a rapporté ces propos.

*3. « Plus de guerre, plus de bain de sang. »

*4. Chef cosaque instigateur des violents pogroms d'Ukraine au milieu du XVIII^e siècle.

*5. Officier de Tsahal mort dans l'opération de sauvetage des otages d'Entebbe (voir [ci-dessus](#)).

*6. Combattante de la Hagana, parachutée en 1943 en Hongrie où elle fut capturée et torturée à mort par les nazis.

*7. Voir ci-après.

*8. Loi juive.

*9. Dirigeant du Mapaï assassiné en 1933. Voir ci-dessus, deuxième partie.

*10. Village français de la Haute-Vienne, situé à une vingtaine de kilomètres de Limoges, dont 642 habitants furent massacrés en 1944 par les SS de la division Das Reich.

CINQUIÈME PARTIE
LE TEMPS DES DOUTES
ET DES REMISES EN QUESTION

XXII

**De Madrid à Oslo :
l'improbable paix avec
les Palestiniens**

Un tandem explosif : Itzhak Shamir et Shimon Peres

Comme pour marquer une pause avec les années orageuses et riches en événements de Menahem Begin, c'est Itzhak Shamir (1915-2012), un personnage relativement effacé, taciturne et dépourvu de charisme, qui fut choisi le 1^{er} septembre 1983 par le comité central du Likoud pour diriger le gouvernement. Né en Pologne et disciple de Jabotinsky comme son prédécesseur, il émigra en 1935 en Palestine et, après un bref passage par l'Irgoun, il rejoignit en 1940 la faction dissidente du Lehi, dont il devint le chef des opérations armées après la mort sous les balles anglaises d'Abraham Stern en février 1942. L'organisation extrémiste n'avait pas attendu la fin de la Seconde Guerre mondiale pour reprendre ses attentats antibritanniques – par exemple, l'assassinat le 6 novembre 1944 au Caire de lord Moyne, le représentant de Sa Majesté en Égypte, et le meurtre, quatre ans plus tard à Jérusalem, du médiateur des Nations unies, Folke Bernadotte.

S'éclipsant de la scène publique au lendemain de la création de l'État, Shamir entra en 1955 au Mossad où il servit pendant une dizaine d'années avant de rejoindre, en 1970, le Likoud. Député à cinquante-huit ans et président de la Knesset en 1977, où il manifesta ouvertement son opposition aux accords de Camp David, ce fut donc à un âge relativement avancé (soixante-huit ans) qu'il fut désigné par son parti – sans grand enthousiasme, d'ailleurs – pour remplacer Begin après avoir succédé en 1980 à Moshe Dayan dans les fonctions de ministre des Affaires étrangères.

Faucon d'entre les faucons qui n'avait jamais brillé par son esprit d'initiative – un « terroriste fanatique », écrivit à son propos le *Times* londonien –, personne n'attendait de Shamir qu'il s'écartât des grandes options idéologiques de son prédécesseur ni qu'il conservât ses fonctions durant neuf ans, un record de longévité détenu par Ben Gourion avant lui. Tout au plus espérait-on que cet homme trapu et râblé, aux cheveux crépus et grisonnants et aux sourcils broussailleux, achèverait rapidement le retrait complet de Tsahal du bourbier

libanais ; qu'il rétablirait au plus vite les liens de confiance et d'amitié avec les États-Unis qui avaient été sérieusement malmenés sous Begin et Sharon ; et, enfin, qu'il sortirait le pays de la pire crise économique de son histoire (une dette publique représentant 80 % du PIB, une inflation passant de 130 % en 1982 à 190 % en 1983 avant de grimper à plus de 450 % l'année suivante, une baisse alarmante de la croissance et, par-dessus tout, l'écèlement, en octobre 1983, de la « bulle » boursière qui manquerait de mettre à bas l'ensemble du système bancaire israélien).

Mesurant l'immensité de la tâche, Shamir invita le parti travailliste à rejoindre le gouvernement, mais Shimon Peres refusa. La situation au Liban empirait de jour en jour, et la panique s'était entre-temps emparée du public après la fermeture en novembre de la Bourse, l'arrêt des ventes de devises étrangères et l'augmentation de 50 % du prix de l'ensemble des produits de consommation courante. Le gouvernement, en perte de vitesse, n'eut d'autre choix que d'accepter de nouvelles élections générales, qui eurent effectivement lieu le 23 juillet 1984. La découverte, en avril, d'une organisation terroriste juive qui s'appêtait à faire sauter des autobus transportant des voyageurs arabes, n'était pas faite non plus pour détendre l'atmosphère¹.

Les deux frères ennemis du parti travailliste, Shimon Peres et Itzhak Rabin, s'étant rapidement mis d'accord sur un partage des responsabilités – le premier à la présidence du Conseil, le second à la Défense –, les pronostics prédisaient une victoire écrasante de la gauche, compte tenu de l'état désastreux du pays laissé par Begin. Au soir du scrutin, les héritiers de Ben Gourion et de Golda eurent bien le dessus, mais quelle ne fut pas leur déception quand ils constatèrent qu'ils n'avaient obtenu que trois sièges de plus que leurs adversaires du Likoud (44 contre 41) : « En Israël, réagit Peres désabusé, les électeurs disent la vérité aux sondages mais mentent aux urnes. »

L'ancien proche collaborateur de Ben Gourion allait en tout cas avoir le plus grand mal à former son gouvernement. La faute en incombait, d'après les spécialistes, à la stratégie timorée et très peu combative choisie par les travaillistes qui, pour ne pas effaroucher les électeurs indécis dont ils voulaient s'attirer les suffrages, avaient évité de s'attarder sur les conséquences dramatiques de la guerre du Liban et, au lieu de présenter au public un plan de paix courageux tranchant nettement avec la politique expansionniste du Likoud, s'étaient bornés à proférer de vagues généralités sur le besoin de frontières sûres et reconnues.

Un fait demeure cependant : ce fut la première et unique fois de sa vie que Peres gagna des élections législatives. Comme le voulait le règlement, il fut chargé par le président Herzog de former le nouveau

gouvernement. Signe des temps : son premier geste fut de se rendre au mur des Lamentations et de glisser entre ses pierres un feuillet portant ce vœu : « Faites que nos cœurs s'accordent². »

Peres ne mit pas longtemps à comprendre que même avec le soutien des députés arabes, il disposerait de soixante voix au grand maximum à la Knesset. C'était un socle insuffisant pour garder le pouvoir, de force égale à celui dont se prévalait déjà le Likoud qui, sans trop de difficultés, était assuré de l'appui de toutes les formations religieuses et d'extrême droite, incluant entre autres l'organisation Kach du rabbin raciste Meir Kahana et le tout nouveau parti séfaraïde **Shas** – appelé à un avenir florissant au cours des années suivantes. Cette répartition du corps électoral reflétait largement la division de la société israélienne entre deux blocs quasiment de même poids : un bloc à forte prédominance ashkénaze et d'orientation laïque, issu des *kibboutzim*, des « vieux » *moshavim* et des beaux quartiers des grandes villes, resté attaché aux valeurs sionistes du *Yishouv* et des premières années de l'État ; face à lui, un bloc à forte coloration séfaraïde et religieuse, appartenant aux couches « défavorisées » de la population, habitant la périphérie et les villes de développement et vouant une admiration sans bornes à Begin et à Sharon.

À moins d'organiser de nouvelles élections générales, la formation d'un gouvernement d'union nationale entre le parti travailliste et le Likoud était la seule solution pour sauver la situation. Un homme, en particulier, travailla d'arrache-pied pour trouver un terrain d'entente entre les deux partis : Ariel Sharon, que l'on croyait « carbonisé » depuis Sabra et Chatila et les conclusions de la commission Kahane. Grâce à ses efforts, après deux semaines de discussions laborieuses, un gouvernement d'union nationale de « rotation » fut mis en place, dans lequel Shimon Peres et Itzhak Shamir échangeaient au bout de deux années d'exercice leurs fonctions respectives de Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères.

Peres présenta son gouvernement devant la Knesset le 13 septembre 1984. Outre Shamir qui y occupait les fonctions de vice-Premier ministre et de ministre des Affaires étrangères, Itzhak Rabin avait le portefeuille de la Défense, Itzhak Navon – qui avait espéré, un moment, supplanter Peres à la tête du parti travailliste – celui de l'Éducation, Itzhak Moda'i du Likoud avait les Finances, David Lévy l'Habitat et Ariel Sharon, qui sortait ainsi de sa brève période de purgatoire, l'Agriculture.

Le nouveau Premier ministre avait soixante et un ans. Il avait beaucoup changé depuis 1977, tant par son apparence physique que dans ses opinions politiques. Délaissant les chemises à manches courtes et les pantalons clairs pour des complets veston de bonne

coupe et des cravates élégantes, ses nombreuses lectures et ses contacts assidus avec des écrivains, des artistes israéliens et étrangers, ainsi qu'avec des dirigeants socialistes européens de premier plan comme Willy Brandt, François Mitterrand et Felipe Gonzales, l'avaient conduit graduellement à abandonner ses postures de faucon et à adopter des positions conciliantes à l'égard du monde arabe et des Palestiniens. Considérant que l'État d'Israël, de par sa puissance militaire, n'était plus en danger de mort, la paix avec les Arabes, pensait-il, et en premier lieu avec la Jordanie, était la seule chance pour l'État hébreu de pérenniser son existence et d'assurer le bonheur de ses citoyens.

Cette « conversion » pacifiste ne fut pas bien comprise par l'opinion et, plus particulièrement, parmi les Israéliens d'origine nord-africaine qui l'avaient beaucoup aimé, dans un passé encore récent, pour son militarisme déclaré et son attachement à la France. En outre, souffrant depuis toujours d'un manque de crédibilité inexplicable auprès du grand public qui ne croyait pas en sa sincérité, Peres avait eu fort à faire pour effacer la mauvaise image que venait de lui coller son grand rival de toujours, Itzhak Rabin. Ce dernier, dans son autobiographie parue en 1979, le qualifiait de « comploter inlassable ». C'était un drame pour cet homme brillant, inventif et réservé, qui cherchait tellement à être aimé – témoigna son ami le romancier Amos Oz –, quitte à avaler des couleuvres et à accepter les rebuffades de toutes sortes de ses camarades comme de ses adversaires, qui lui reprochaient par ailleurs sa fâcheuse habitude d'édulcorer les faits³.

Le jour de son investiture, il effectua sa première visite à l'ancien bureau de David Ben Gourion, son mentor, à Tel-Aviv. « Rien n'y a changé, se remémorerait-il, le même fauteuil, la même table, les mêmes livres. Rien n'a été déplacé. » Ne cachant pas son émotion, il ne résista pas à l'envie de s'asseoir pendant quelques secondes dans le fauteuil du Vieux Lion⁴.

Peres s'était donné neuf mois pour sortir Tsahal du guépier libanais. Dès janvier 1985, Rabin était en mesure de soumettre à l'approbation du gouvernement un plan préconisant un retrait en deux étapes du Liban. Shamir s'y opposa fermement, mais tous les ministres du Likoud – David Lévy en tête – n'étaient pas de son avis. Cela permit à Peres de faire passer par 16 voix contre 1 le plan Rabin, et c'est ainsi qu'en juin 1985 Israël évacua l'ensemble du territoire libanais en dehors d'une bande de terre de 869 kilomètres carrés, le long de la frontière, laissée sous le contrôle de l'armée du Sud-Liban, désormais commandée par le général Antoine Lahad.

Cette première promesse aux électeurs réalisée, Peres s'attela ensuite à trouver une solution rapide à la crise économique dans

laquelle le pays était plongé depuis quatre ans. Entouré d'une équipe de jeunes collaborateurs aussi dévoués que talentueux et bénéficiant des conseils et de la coopération des plus grands économistes du pays ainsi que du soutien du gouvernement américain qui mit à sa disposition la compétence de deux spécialistes bien connus (Herbert Stein et Stanley Fisher), il élaborait un plan de stabilisation d'une extrême audace. Présenté entre le 30 juin et le 2 juillet au gouvernement et à la Histadrout qui l'approuvèrent, il avait pour objectifs de réduire l'inflation de 20 % à 30 % par an et de revenir au plus vite à l'équilibre budgétaire. Sans le dire, il faisait entrer Israël dans le système capitaliste.

En vue de cet objectif, l'État s'interdit désormais de recourir à la dévaluation et aux prêts de la Banque centrale pour couvrir son déficit ; les employés acceptèrent une réduction de 15 % de leurs salaires et les entreprises le gel pendant trois mois de leurs prix. De son côté, le gouvernement américain accorda à Israël une aide de 1,5 milliard de dollars pour améliorer sa balance des paiements et renflouer ses réserves en devises étrangères.

Le succès du plan de stabilisation fut immédiat : l'inflation tomba à 20 % et resterait à ce niveau jusqu'à la fin des années 1980 ; le budget de l'État fut équilibré et la dette publique passerait de 260 % à 147 % du PIB au bout de trois ans. Comme toute médaille, celle-ci avait son revers : l'augmentation du chômage et un début de récession qui conduisit notamment la Histadrout à privatiser une partie de ses entreprises – dont la fameuse firme de vêtements ATA de la banlieue de Haïfa qui avait habillé plusieurs générations d'Israéliens depuis le milieu des années 1930. Affaiblie, la centrale syndicale n'était plus à même de freiner l'inégalité des salaires entre les employés ni de résorber le chômage. Le secteur privé finissant par prendre le dessus sur le secteur public en matière d'emploi et de contrats de travail, l'économie israélienne, bientôt happée par la mondialisation, connaissait déjà toutes les affres du capitalisme.

Gonflé à bloc par ces succès et savourant son plaisir en voyant sa popularité monter de jour en jour dans tous les sondages, Peres crut que le moment était venu de relancer le processus de paix en commençant par régler le contentieux de Taba avec l'Égypte. Passant outre l'opposition de Shamir (il fut toutefois soutenu par David Lévy qui, une fois de plus, se rangea du côté des ministres travaillistes), l'affaire fut soumise à un comité d'arbitrage international qui statua en faveur du retour à l'Égypte de ce village de villégiature, dernier vestige de la présence israélienne dans le golfe d'Aqaba depuis 1967⁵.

Sans crier gare, Peres entama ensuite à Londres des négociations très avancées avec le roi Hussein sur l'avenir de la Cisjordanie et de Gaza. Excluant la création d'un État palestinien sous la houlette de

Yasser 'Arafat, il estimait que le règlement de la question palestinienne devait s'inscrire dans un cadre tripartite associant Israéliens, Jordaniens et Palestiniens, ces derniers ayant à choisir entre la nationalité jordanienne ou la nationalité israélienne. Le souverain hachémite trouva l'idée intéressante, mais il était disposé à négocier un traité de paix seulement dans le cadre d'une conférence internationale qui réunirait les grandes puissances et tous les protagonistes de la région. Shamir, à qui Peres rendit compte de ses négociations avec le monarque hachémite, était contre : en raison de sa composition probable, craignait-il, la conférence imposerait une solution inacceptable, de son point de vue, à l'État hébreu, c'est-à-dire un retrait de Judée-Samarie et de Gaza.

Outré, Peres fut tenté de ne pas respecter l'accord de rotation avec Shamir et de provoquer, comme le poussaient à le faire ses conseillers, des élections anticipées. Finalement, il n'en fit rien et, à la date convenue, il céda la présidence du Conseil à Itzhak Shamir dont il devint le ministre des Affaires étrangères. Il aurait ainsi commis, selon son biographe, la plus grosse erreur de sa carrière politique parce qu'il tenait à démentir ses détracteurs et prouver qu'il était un homme de parole et non un tricheur comme Shamir ne cessait de le dire à son propos⁶. Son indice de popularité plafonnant à 80 % et son bilan à la tête du gouvernement étant ce qu'il était, l'opinion l'aurait soutenu et laissé se poursuivre comme il l'entendait le processus de paix.

Cependant, son départ de la présidence du Conseil le 20 octobre 1986 n'avait en rien diminué sa détermination à poursuivre ses négociations secrètes avec le roi Hussein qui, pour sa part, n'avait jamais perdu l'espoir de récupérer la Cisjordanie. En même temps, Peres établit des premiers contacts avec l'OLP, notamment par l'intermédiaire d'Ezer Weizman, qui faillit à cause de cela être limogé par Shamir de son poste de ministre de la Recherche.

Le fossé entre les deux têtes de l'exécutif se creusait un peu plus chaque jour. Il devint infranchissable après que le Premier ministre eut vent de l'accord secret mis au point le 11 avril 1987 à Londres entre Hussein et Peres sur la tenue d'une conférence internationale : une conférence à l'appel du secrétaire général des Nations unies qui inviterait les membres permanents du Conseil de sécurité et les parties au conflit à négocier, sur la base des résolutions 242 et 338 de l'ONU, un accord de paix durable dans la région « garantissant la sécurité des États et répondant aux droits légitimes du peuple palestinien ». La conférence se poursuivrait sous la forme de comités bilatéraux chargés d'apporter des solutions aux litiges entre Israël et chacun de ses voisins. L'OLP ne serait pas conviée à y participer, mais la délégation jordanienne inclurait des représentants palestiniens acceptant d'emblée de renoncer au terrorisme et de faire la paix avec Israël.

D'un commun accord, Hussein et Peres demandaient aux États-Unis de présenter l'accord de Londres comme une proposition américaine.

Prenant comme prétexte le refus de Peres de lui communiquer une copie de l'accord avec Hussein, Shamir, furieux, résolut de saboter l'affaire. Le 23 avril, il dépêcha à Washington le ministre Moshe Arens pour informer George Shultz qu'il considérerait le parrainage par les États-Unis de l'accord Hussein-Peres comme une grossière ingérence américaine dans les affaires intérieures d'Israël. Chose étonnante, le secrétaire d'État accepta sans rechigner le point de vue de Shamir, et le projet d'une conférence internationale tomba à l'eau. Humilié et critiqué au sein même de son propre parti pour ses « manigances » et ses intrigues, Peres menaça de démissionner, mais il resta finalement à son poste : « C'est tout Shimon, commenta l'un de ses proches. Il ne va jamais jusqu'au bout des choses⁷. »

Les jours du gouvernement de rotation n'en étaient pas moins comptés. Cela poussa Shamir, dont les relations avec Peres étaient devenues plus exécrables que jamais, à prendre la plume :

Je me suis souvent demandé si le gouvernement d'union nationale n'aurait pas mieux fonctionné si Rabin avait partagé avec moi le poste de Premier ministre à la place de Peres. Je m'entendais mieux avec Rabin. Celui-ci, parlant lentement, analysant, bien plus expert que Peres à cacher ses sentiments réels, peut-être moins sensible et sans doute moins sournois, présentait des avantages. Son expérience militaire et sa réputation [...] se combinaient efficacement avec son expérience aux niveaux les plus élevés du gouvernement, comme ambassadeur aux États-Unis et comme Premier ministre [le premier à être né en Israël] après la guerre du Kippour. D'un point de vue idéologique, il était tout aussi engagé envers le compromis territorial que Peres. Mais Peres [était] bien plus extrémiste dans son opposition [qui confinait à la haine] aux implantations... Pour des raisons que je n'ai jamais comprises, ces colonies le mettaient littéralement hors de lui⁸.

Déçu par la tournure que prenaient les choses, le roi Hussein abandonna, cette fois définitivement, la Cisjordanie à son sort et se désintéressa complètement de la question palestinienne. Le 31 juillet 1988, il annonça officiellement la « rupture des liens légaux et administratifs entre les deux rives du Jourdain⁹ ». L'« option jordanienne » enterrée, il ne restait plus à Shimon Peres comme seul partenaire possible pour régler la question palestinienne que... Yasser 'Arafat, qui refusait toujours de renoncer à la lutte armée comme

l'invitaient à le faire les États-Unis et l'ensemble des pays occidentaux. De fait, la tension entre Israéliens et Palestiniens, depuis la guerre du Liban, ne fut jamais aussi vive que durant les deux années qui précédèrent l'éclatement, au début de l'hiver 1987, du soulèvement populaire palestinien : l'**Intifada**¹⁰.

De graves incidents avaient émaillé les relations entre Israéliens et Palestiniens depuis trois ans. En mai 1985, Rabin avait approuvé l'échange de 1 100 prisonniers palestiniens contre trois soldats israéliens détenus au Liban par l'organisation extrémiste d'Ahmed Jibril. Cette transaction passa très mal dans l'opinion. Le 1^{er} octobre 1985, un raid aérien de Tsaahal contre le QG de l'OLP à Tunis fit soixante-treize morts, dont douze Tunisiens. Six jours après, quatre membres d'un commando du Front de libération palestinien d'obédience pro-irakienne (mais faisant partie de l'OLP) arraisonnèrent au large d'Alexandrie le paquebot de touristes italien *Achille Lauro*. Sur intervention du président Hosni Moubarak et de Yasser 'Arafat, les otages furent libérés à l'exception de Leon Klinghofer, un vieux Juif invalide américain qui fut tué dans sa chaise roulante et dont le corps fut jeté à la mer. Les membres du commando furent renvoyés en Tunisie, mais leur avion fut intercepté en plein vol par des éléments de la 6^e flotte américaine qui l'obligèrent à se poser en Sicile, où les membres du commando furent arrêtés puis jugés par les Italiens. Au cours des mois suivants, les bureaux de la compagnie aérienne El Al à l'étranger furent les cibles d'attaques par le groupe révolutionnaire Fatah-Conseil général à Rome, Vienne, Madrid et Nicosie.

Ces événements, ajoutés à l'Intifada, rendaient par conséquent de plus en plus inaudibles les discours de paix de Shimon Peres qui, depuis l'échec des accords de Londres, parcourait inlassablement le monde pour faire avancer coûte que coûte son projet d'une conférence de paix internationale. Shamir, lui, avec son immobilisme pleinement assumé, paraissait mieux apprécié du public israélien, lequel semblait avoir oublié entre-temps l'excellent bilan économique et politique de Peres à la tête du gouvernement.

C'est donc dans ce contexte incertain, alors que les territoires occupés étaient à feu et à sang, que les Israéliens furent appelés aux urnes le 1^{er} novembre 1988. Les travaillistes, que les sondages donnaient vainqueurs, jouèrent de malchance une fois de plus : deux jours avant le scrutin, quatre cocktails Molotov furent lancés sur un autobus de voyageurs israéliens à Jéricho : une mère et ses trois jeunes enfants furent brûlés vifs ; un soldat qui avait tenté de les sauver, périt également dans l'attentat.

Le Likoud et le parti travailliste laissèrent des plumes dans cette consultation : 40 sièges seulement pour le premier contre 41 en 1984,

et 39 pour le second contre 44 précédemment. Néanmoins, grâce à l'appoint des religieux qui avaient nettement augmenté leur score, Shamir était assuré de pouvoir former le gouvernement suivant. Oubliant momentanément ses déboires avec Peres, il l'invita à constituer un gouvernement d'union nationale, mais sans rotation. Rabin y fut maintenu dans ses fonctions de ministre de la Défense, Peres se vit confier les Finances, Ariel Sharon l'Industrie, et le fidèle Moshe Arens les Affaires étrangères. Un nouveau venu fit son apparition dans l'organigramme gouvernemental : Benyamin Netanyahu, ambassadeur d'Israël à l'ONU, qui fut promu vice-ministre des Affaires étrangères.

Visiblement à l'étroit dans ses nouvelles fonctions de grand argentier, Peres, qui supportait mal les bonnes relations de Rabin avec Shamir, attendit la première occasion pour renverser le gouvernement et prendre la place de Shamir. Les conditions internationales s'y prêtaient mieux, cette fois, après l'arrivée à la Maison-Blanche du président George H. Bush et de son secrétaire d'État James Baker. Résolu à relancer le processus de paix et rompant avec les discours lénifiants et amicaux de Ronald Reagan et de George Shultz, le nouveau chef de la diplomatie américaine mit le Premier ministre israélien au pied du mur et, lors de la visite de celui-ci à Washington, demanda à Shamir de répondre à une seule question : Israël était-il prêt, oui ou non, à ouvrir des négociations avec les Palestiniens de Cisjordanie, y compris les habitants de Jérusalem-Est ? Une question à laquelle Shamir préféra ne pas répondre pour éviter les critiques des « durs » de son parti qui, conduits par Sharon, l'accuseraient de capituler devant le président américain. Seule consolation pour Shamir : « Si le parti travailliste dirigé par Peres avait été aux commandes, à l'époque, le Président des États-Unis aurait trouvé un partenaire bien plus facile avec qui traiter que moi¹¹. »

Pendant ce temps, Peres avait concocté de concert avec deux jeunes élus travaillistes, Haïm Ramon et Yossi Beilin, une manœuvre destinée à faire tomber le gouvernement avec l'aide de députés ultraorthodoxes. Il leur avait promis monts et merveilles en échange de leur soutien – budgets accrus pour leurs établissements scolaires, exemption massive du service militaire pour les étudiants des *yeshivot* et autres promesses alléchantes telles que la modification de la loi du Retour et l'adoption de l'amendement « Qui est juif ? » suivant des critères conformes à la *halakha*.

La première étape de l'opération réussit parfaitement et, le 15 mars 1990, le gouvernement Shamir tomba comme prévu. Chargé par le président Herzog de former un nouveau gouvernement, Shimon Peres s'attela sans tarder à obtenir le soutien des trois partis ultraorthodoxes de l'époque : Agoudat Israel, Shas et Degel Ha-Torah.

Mais leurs dirigeants n'étaient pas tous sur la même longueur d'onde, le plus réservé étant le chef de la mouvance hassidique des *Loubavitch* qui accepta à grand-peine d'échanger quelques mots avec l'émissaire spécial que Peres lui avait envoyé à New York. De désistement en désistement, le dirigeant travailliste finit par saisir que le soutien des « craignant Dieu » était loin de lui être acquis, mais cela ne l'empêcha pas de demander au président de la Knesset de convoquer pour le 11 avril la séance spéciale du Parlement pour la présentation du nouveau gouvernement. La veille du vote d'investiture, il espérait encore convaincre deux ou trois députés religieux de lui apporter leur soutien.

L'excitation dans les rangs travaillistes était à son comble à l'ouverture de la séance solennelle de la Knesset, en présence de Mme Sonia Peres, venue assister à l'« intronisation » de son époux. Las ! Pendant que les premiers députés prenaient la parole, Peres fut informé que les deux derniers élus du Shas sur lesquels il avait compté lui faisaient faux bond. Dépité et humilié, il demanda au président de la Chambre d'interrompre la séance. L'« exercice puant », comme Rabin devait qualifier la manœuvre de son éternel rival, échoua lamentablement, à la grande joie de Shamir qui put constituer, le 11 juin 1990, un gouvernement exclusivement de droite appelé à rester en fonctions deux années consécutives, jusqu'en juin 1992¹².

Ce furent des années cruciales dans l'histoire du monde, du Proche-Orient et d'Israël, marquées par la chute du régime soviétique, la guerre du Golfe – à la suite de l'invasion, le 2 août 1990, du Koweït par l'Irak –, et le début de l'immigration massive des Juifs d'URSS en Israël : 13 000 en 1989, 185 000 en 1990, 145 000 en 1991, et 76 000 de plus jusqu'à la fin de 1992. Une seconde immigration mémorable survint à la même période, celle des Juifs d'Éthiopie, acheminés, en mai 1991, dans le cadre de l'opération *Salomon*.

Entre colons et Palestiniens

C'est indéniable : jamais le nombre de colons juifs en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ne fut aussi important que depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir, passant de 5 000 en 1977 à 67 000 en 1987 et à plus du double, soit 150 000 personnes, en 1995. Cela représentait, malgré tous les efforts des gouvernements de droite, 12 % à peine de la population arabe de Cisjordanie et moins de 0,5 % de celle de la bande de Gaza. Ces chiffres étaient non négligeables, certes, mais incapables de modifier sérieusement les données démographiques des territoires occupés. Néanmoins, la dispersion géographique des colonies était telle qu'elle rendait déjà malaisée la fondation d'un État palestinien aux contours géographiques homogènes.

Constituées dans leur écrasante majorité de religieux, la physionomie des colonies avait beaucoup évolué depuis la fin des années 1970 : moins d'implantations agricoles et davantage d'agglomérations urbaines comme Ariel, Ma'aleh Adumim, Guiv'aat Zeev, Beitar-Illit et Modiin-Illit, en plus d'une multitude de cités-dortoirs, dont la moitié au moins des habitants travaillaient à Jérusalem et dans la région de Tel-Aviv et empruntaient des routes qui étaient régulièrement les cibles de jets de pierres et d'attentats meurtriers.

Sur le plan politique, la population des colons était assez diversifiée et tous n'étaient pas des extrémistes « enragés » rejetant toute forme d'arrangement avec les Palestiniens. Les plus modérés étaient sans doute les habitants de Goush Etzion, dans la région de Bethléem, qui, d'après un sondage de l'institut Gallup en 1993, étaient à 31 % opposés à l'intransigeance de l'association **Yesha**^{*1}, qui se targuait de représenter l'ensemble des colons mais n'était en fait qu'une émanation « administrative » de Goush Emounim. Selon le même sondage, 40 % des habitants de Goush Etzion étaient favorables à l'octroi de l'autonomie à la Cisjordanie¹³.

Nombre de colons israéliens en Cisjordanie et à Gaza de 1977 à 1995^{*2}

Année	Nombre de colons
1977	5 023

1978	2 368
1979	120600
1980	1224224
1981	1366959
1982	241 8800
1983	257 5000
1984	46 646
1985	528960
1986	605500
1987	67 5000
1988	688865
1989	754880
1990	92 050
1991	1224 1497
1992	1127 0997
1993	1369485
1994	1415060
1995	1672200

Le chant du cygne du Goush Emounim

Au lendemain des accords de Camp David avec l'Égypte et de l'évacuation du Nord-Sinaï, un réseau clandestin de Goush Emounim¹⁴ constitué de « messianistes impatients » férus de Cabbale et d'armes à feu s'était formé dans les territoires. Conduits par Yehouda Etzion, Yeshou'a ben Shoshan, Menahem Livni, Haggai Segal et Dan Beerli, ils voulaient changer le cours de l'histoire d'Israël, sinon de l'humanité, en faisant exploser la mosquée du Dôme du Rocher à Jérusalem¹⁵. Agissant apparemment sans l'aval d'aucune instance rabbinique reconnue, l'idée en était venue à Etzion et à ses compagnons à la lecture des ouvrages d'un obscur conseiller juridique du ministère de l'Industrie et du Commerce, Shabbetaï Ben Dov, qui, à ses moments perdus, avait élaboré en solitaire une théorie de « rédemption du peuple d'Israël ». Il y préconisait la réalisation immédiate du rêve messianique d'un Royaume d'Israël sur la totalité de la Terre sainte, en utilisant les seules prescriptions légales de la Torah pour passer à l'action¹⁶.

Ancien militant du groupe Stern et admirateur du rabbin Kook, autodidacte et polyglotte parlant et lisant une douzaine de langues, Ben Dov estimait que la guerre de juin 1967 avait préparé la voie au rétablissement du Royaume d'Israël ainsi qu'à la reconstruction du troisième Temple, à l'emplacement des « abominables » mosquées d'Al-Aqsa et d'Omar « polluant » le mont du Temple. La destruction de ces sites sacrés de l'islam, pensait-il, embraserait l'humanité tout entière et provoquerait une guerre à l'échelle planétaire, au terme de laquelle le Messie ferait son apparition. Israël deviendrait alors une « théocratie militante et combattante », étendant ses frontières jusqu'à la vallée du Nil, au sud, et aux bords de l'Euphrate, au nord, comme il est dit dans les Écritures.

Aussi anonyme de son vivant qu'à sa mort en 1979, Ben Dov ne semble pas avoir rencontré les conjurés, en dehors peut-être de leur chef, Yehouda Etzion. Il n'eut probablement jamais l'occasion de connaître le plus intellectuel d'entre eux, le Français Dan Beerli, dont l'itinéraire personnel est pour le moins singulier.

Né au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans le nord de

la France, dans une famille d'enseignants d'origine catholique passée au protestantisme, il termina son lycée à Arles avant d'être admis dans l'hypokhâgne de Montpellier, où il se faisait déjà remarquer par son double attachement militant au marxisme et au christianisme. En 1964, il arriva en khâgne au lycée Louis-le-Grand à Paris, où il fit la connaissance de plusieurs futurs dirigeants maoïstes de mai 1968, mais, en proie à une profonde crise spirituelle, il abandonna ses études en milieu d'année¹⁷. L'été suivant, désirant apprendre l'hébreu biblique, il effectua un premier voyage en Israël qui le conduisit pendant un an dans les *kibboutzim* de Davrat et Yad-Mordechaï, où il s'initia à la vie en communauté et à... la culture hébraïque. De retour en France, où il se voulait « Israélien d'identité mais chrétien de religion », il s'inscrivit en philosophie grecque à la Sorbonne et en langue hébraïque à l'Institut national des langues et civilisations orientales. Très actif dans les manifestations pro-israéliennes de mai 1967, il retourna en Israël après la guerre des Six Jours et fut admis dans les départements d'études bibliques et de langue hébraïque à l'Université hébraïque de Jérusalem. En 1969, Dan Beeri se convertit au judaïsme, entra à la *yeshiva* Merkaz Harav du rabbin Zvi Yehouda Kook à Jérusalem, se maria, puis, au lendemain de la guerre du Kippour, s'installa avec sa famille dans la colonie de Keshet, sur le Golan, après un passage par Kiryat Arba', la colonie juive de Hébron où il se lia d'amitié avec les principaux leaders du Bloc de la Foi.

Se substituant aux autorités de l'État qu'ils estimaient trop faibles pour défendre les colons, les membres de l'organisation clandestine passèrent à l'acte en mai 1980, à la suite d'un attentat perpétré par le Fatah, à Hébron, ayant fait six morts, parmi lesquels des étudiants rabbiniques sortant de leur synagogue. En représailles, ils piégèrent les voitures de cinq maires palestiniens, blessant grièvement deux d'entre eux : le maire de Naplouse, Bassam Shaq'a, et celui de Ramallah, Karim Halaf. Trois ans plus tard, le groupe réitéra son action lorsque, à la suite du meurtre d'un autre étudiant rabbinique, il attaqua l'Institut islamique de Hébron, faisant 3 morts et 33 blessés. Début 1984, répondant à des attaques d'autobus israéliens par des Palestiniens, les conjurés s'apprêtaient à faire exploser à Jérusalem cinq autobus arabes, bondés quand l'opération fut éventée, à la dernière minute, par la police qui mit la main sur tous les membres du réseau et divulgua leurs plans diaboliques de dynamitage des mosquées de l'esplanade des Mosquées. L'année suivante, le rabbin raciste Meir Kahana entra à la Knesset sur fond d'attentats sanglants perpétrés en Israël et en Europe par différentes organisations palestiniennes extrémistes, dont celle d'Abou Nidal.

Semant la consternation dans la population israélienne, le démantèlement de l'organisation clandestine juive plaça dans une

situation très embarrassante le Goush Emounim. Pointé du doigt par le public, il disparut en tant que tel de la scène pour s'incarner dans diverses associations de défense des colons comme Yesha', avant de se fondre dans des partis politiques d'extrême droite existants. Se faisant très discrets, ses militants attendirent le déclenchement de la première Intifada, en décembre 1987, pour refaire parler d'eux.

Intifada, la première révolte des Territoires

Depuis 1967, beaucoup de Palestiniens étaient employés dans les implantations de Cisjordanie et de Gaza ou travaillaient en Israël même. Environ 40 % de la main-d'œuvre des Territoires était mobilisée, y provoquant une baisse drastique du nombre d'ouvriers agricoles, d'employés du bâtiment et d'agents du tertiaire. Fortement arrimée au marché israélien, l'économie palestinienne en subissait de plein fouet les soubresauts et, au lendemain de la mise en application du plan de stabilisation conçu par le gouvernement Peres, elle entra dans une phase aiguë de récession que vint aggraver l'arrêt partiel des subventions jordaniennes décidé par Hussein pour « punir » l'OLP. À cela s'ajouta la baisse des envois de devises en provenance des pétromonarchies du Golfe où, à la suite de la crise du pétrole consécutive à la guerre irano-irakienne, le nombre de travailleurs palestiniens diminua de plus des deux tiers, passant de 18 000 au début des années 1970 à 5 000 au milieu des années 1980¹⁸.

En 1985, 20 % seulement des diplômés des sept universités de Cisjordanie et de Gaza trouvaient du travail à la fin de leurs études. Les autres, avec leur maigre ballot sur l'épaule, rejoignaient chaque matin, à l'aube, les milliers de chômeurs arabes qui s'agglutinaient au bord de la route, attendant qu'un employeur israélien vînt leur proposer du travail et un salaire, généralement très inférieur à celui payé aux employés juifs. N'ayant pas le droit de passer la nuit en territoire israélien, beaucoup d'entre eux étaient contraints, pour des raisons de sécurité, de s'enfermer, dès la tombée du jour, dans des caves et des écuries, souvent fermées du dehors. À la veille de l'Intifada, 87 % des Palestiniens arrêtés pour « atteinte à l'ordre public » étaient âgés de moins de trente ans. Appartenant à la deuxième génération née peu avant ou après 1967, les trois quarts d'entre eux avaient achevé des études secondaires ou universitaires¹⁹. Ils pouvaient s'exprimer en hébreu, langue qu'ils avaient apprise en prison ou au travail. Vivant dans des camps de réfugiés, leurs parents leur avaient laissé pour héritage, en plus d'une existence misérable, la

mémoire des lieux où ils avaient eux-mêmes vécu avant 1948. Au hasard de leurs pérégrinations, il n'était pas rare de les voir effectuer des tâches domestiques ou participer à la construction de maisons dans des endroits qui avaient appartenu naguère à leurs familles. Dans les camps de réfugiés, « la vie [était] exécrable », témoigna, honteuse – devant l'écrivain David Grossman –, une Palestinienne d'une cinquantaine d'années :

Vous y marchez toujours la tête baissée, attendant le prochain coup. Après un séjour de quelques années, il ne vous reste que la peur et la misère. Vous êtes comme mort, vous ne désirez plus rien et vous n'espérez en rien. Vous attendez la mort. Même les enfants sont vieux. Ils sont nés dans la peur²⁰.

La tension alla *crescendo* dans les Territoires au cours de la seconde moitié des années 1980. Elle fut attisée par divers événements dont un défraya particulièrement la chronique : la décision d'Ariel Sharon de venir s'installer dans une maison située en plein cœur du quartier musulman de la vieille ville de Jérusalem. La signification politique de ce geste n'échappait à personne et se transforma en provocation ouverte quand, à l'occasion de la fête des Lumières (*Hanoukka*) qui tombait début décembre, l'ancien ministre de la Défense y convia tous ses amis pour assister à la pendaison de crémaillère. L'invité d'honneur n'était autre que le Premier ministre, Itzhak Shamir, auquel échut l'honneur d'allumer la première bougie de la fête au moment même où les Territoires explosaient de toutes parts sous l'effet de l'Intifada déclenchée à Gaza.

Peu de temps auparavant, les autorités avaient nationalisé la Compagnie d'électricité de Jérusalem-Est dont le fonctionnement laissait à désirer. C'était néanmoins la plus grosse entreprise industrielle de Cisjordanie et sa fusion avec la Compagnie israélienne d'électricité fut interprétée par les Palestiniens comme une mesure destinée à les déposséder de leurs avoirs. Ce fut un accaparement de même nature que la prise de contrôle par Mekorot, la compagnie israélienne des eaux, de toutes les sources de Cisjordanie. Une mesure accompagnée de l'interdiction faite aux Palestiniens de creuser des puits sans autorisation spéciale, alors que les colons, eux, bénéficiaient de deux à trois fois plus d'eau que leurs voisins arabes.

Enfin, dernier facteur venu assombrir l'atmosphère, le mépris affiché par le roi Hussein à l'égard de Yasser 'Arafat lors du sommet arabe d'Amman du 8 novembre 1987. Non seulement le monarque hachémite ne daigna pas l'accueillir à l'aéroport mais, durant la conférence, il ne fut question que de la guerre entre l'Irak et l'Iran, et non de la question palestinienne. Oubliés à Amman mais aussi à

Washington lors du sommet Reagan-Gorbatchev, les Palestiniens avaient ainsi de bonnes raisons de craindre que, de connivence avec Israël, les Jordaniens ne s'apprêtent à revenir en Cisjordanie : une éventualité aussi peu souhaitée que la poursuite de l'occupation israélienne²¹.

Palestiniens de l'intérieur et de l'extérieur

1996

Israël	600 893
Cisjordanie	1 023 333
Bande de Gaza	820 690
Jordanie	2 320 900
Liban	361 063
Koweït	363 030
Syrie	300 800
Arabie Saoudite	209 820
Émirats arabes unis	52 830
Égypte	40 066
Qatar	30 098
Irak	29 920
Libye	22 030
Oman	6 660
Algérie	5 669
Bahreïn	2 308

Ainsi, paupérisée et désespérée, c'est la jeunesse croupissant dans la misère des camps de réfugiés qui, le 8 décembre 1987, monta spontanément au créneau pour secouer le joug de l'occupation israélienne. La cause immédiate ? Un accident de la circulation provoqué par un camion israélien qui heurta deux taxis transportant des ouvriers palestiniens, à proximité du camp de réfugiés de Jabaliyya : quatre passagers furent tués sur le coup, les autres grièvement blessés. La nouvelle s'en répandit dans tout Gaza et, le soir même, au retour des funérailles des victimes de l'accident, une foule de jeunes déchaînés hurlant « *Jihad ! Jihad !* » attaqua à coups de pierres le poste militaire installé à l'entrée de Jabaliyya. L'émeute gagna ensuite rapidement l'ensemble du camp. Elle reprit plus violemment encore dans la matinée du lendemain, tandis qu'à Gaza les étudiants de l'Université islamique parcouraient les rues, appelant les habitants à cesser leur travail et à se joindre aux manifestants²². L'après-midi, c'est toute la bande de Gaza qui entra en ébullition. Quelques jours après, elle fut rejointe par la Cisjordanie et Jérusalem-Est et, dans une moindre mesure, par les Arabes israéliens : partout, ce furent grèves des écoles et des commerces, encerclement des postes militaires avancés, défilés, barricades, pneus brûlés, jets de pierres, de billes et de cocktails Molotov contre des véhicules israéliens, etc. Enfants, étudiants, adultes des deux sexes et de toutes les classes

sociales prirent part aux émeutes, lors desquelles la mode du *keffieh* de couleur – rouge pour l'extrême gauche, vert pour les islamistes, et noir pour le Fatah – devint de rigueur tant pour se signaler que pour se masquer et se protéger contre les gaz lacrymogènes. Les cibles n'étaient pas uniquement israéliennes : à Gaza, l'agitation s'étendit contre les propriétaires terriens et les riches commerçants de la ville. Leurs récoltes furent détruites et leurs magasins pillés ou boycottés.

Surprises, les autorités mirent plusieurs jours avant de se rendre compte de la gravité de la situation. Le ministre de la Défense, Itzhak Rabin, ne crut ainsi pas nécessaire de modifier son emploi du temps et, le 10 décembre, il s'envola comme prévu pour Washington où, en réponse aux questions des responsables américains, il accusa Damas et Téhéran d'être à l'origine des troubles de Gaza. Aussi éloigné des réalités que son ministre, le Premier ministre Shamir accabla quant à lui l'OLP qui, en fait, était étrangère au déclenchement des émeutes. Yasser 'Arafat lui-même mit plusieurs jours avant de comprendre qu'il ne s'agissait pas d'une émeute localisée, mais d'un soulèvement d'un type particulier : un soulèvement non armé qui ne cadrerait pas avec sa propre *doxa* révolutionnaire que le slogan « La victoire est au bout du fusil » résumait. 'Arafat chargea néanmoins son adjoint Khalil al-Wazir, alias Abou Jihad, de prendre le train en marche. Guère mieux renseigné que son chef, celui-ci se borna dans un premier temps à envoyer aux manifestants des slogans favorables à l'OLP et des portraits du « frère commandant Abou Ammar » ('Arafat)²³. Il eut fort à faire par la suite pour prendre le contrôle de la situation et assurer à l'OLP une position dominante dans les comités populaires qui se formèrent spontanément sur place et notamment au sein du « Commandement national unifié pour l'intensification de l'Intifada » qui orchestrait la rébellion.

Ce n'était pas une mince affaire. Le « vide » laissé par l'OLP depuis ses échecs au Liban était en passe, en effet, d'être rempli par de nouvelles formations – d'obédience intégriste pour la plupart – et par de nouvelles têtes : d'anciens détenus libérés à la suite de la transaction avec Ahmed Jibril, des personnages charismatiques comme l'« Américain » Moubarak Awad, champion de la désobéissance civile et de la non-violence, ou encore Mohammed et Majid Labadi, militants du Front démocratique de libération de la Palestine. Le 19 décembre, ces deux frères soulevèrent simultanément les huit villages arabes entourant Jérusalem, bloquèrent leurs voies d'accès et les proclamèrent « zones libérées ». N'oublions pas non plus les personnalités locales très respectées, comme Faysal al-Husseini, Hisham Awartani et Sari Nusseibeh, dont tout le monde connaissait les attaches avec le Fatah, mais qui ne manquaient pas en privé de critiquer l'OLP, ses méthodes et sa « corruption ».

Ainsi, pas plus que les Israéliens, la direction de l'OLP n'avait pris suffisamment en compte le fait que, quelques semaines avant le déclenchement des émeutes, le « Jihad islamique » avait fait sortir à deux reprises dans la rue, à Gaza, une foule considérable de manifestants pour protester contre la mort dans une embuscade de quatre militants du « Jihad » évadés de prison, puis pour dénoncer la déportation de l'un de ses chefs spirituels, le cheikh 'Abd al-'Aziz 'Awda.

Partie intégrante de la mouvance islamiste qui déferlait sur le monde arabe depuis les années 1970, le « Jihad islamique » ne considérait pas la libération de la Palestine et la lutte armée contre Israël comme une fin en soi, mais seulement comme un passage obligé vers l'instauration d'un régime islamique en Palestine et le rétablissement du Califat sur le monde musulman (*Dar al-Islam*). À la veille de l'Intifada, l'organisation ne comptait pas plus de trois cents militants, constitués en cellules de cinq à dix membres qui, au lieu de passer leur temps à endoctriner leurs voisins et à les instruire « dans la voie de Dieu », creusaient des bunkers, amassaient des armes et se préparaient à un affrontement général avec Israël. Cherchant à tout prix la clandestinité, ils avaient l'ordre de ne pas se faire pousser la barbe ni même de porter la djellaba. Leurs idées, ils les tiraient des sermons entendus dans un certain nombre de mosquées « radicalisées » de Gaza, Rafah et Beit Lahiya, ainsi que de l'enseignement d'intégristes égyptiens, réfugiés dans la bande de Gaza après l'assassinat de Sadate²⁴.

Un autre mouvement islamiste, les Frères musulmans, autrement plus puissant que le Jihad islamique, était resté, lui, inactif au cours des premiers jours de l'Intifada. Une « neutralité » qui n'était pas pour déplaire aux autorités israéliennes qui, depuis assez longtemps déjà, voyaient avec satisfaction un nombre grandissant de jeunes Palestiniens se détourner du Fatah de Yasser 'Arafat pour adhérer aux Frères musulmans et à leur institution centrale dans la bande de Gaza, appelée *al-Mujamma' al-Islami* (ou « Rassemblement islamique »), qui donna naissance en 1988 au mouvement Hamas²⁵.

Fondé en 1973 et autorisé par Israël cinq ans plus tard, le Mujamma' était dirigé d'une main de maître par cheikh Ahmed Yassine, un instituteur charismatique presque entièrement paralysé, qui allait en faire la pièce maîtresse d'un puissant réseau caritatif, éducatif et religieux couvrant de ses œuvres l'ensemble de la zone de Gaza. Bénéficiant du soutien financier de l'Arabie Saoudite et des émirats du Golfe et s'abstenant d'attaquer de front Israël, le principal souci du Mujamma' était, d'une part, la réislamisation par « en bas » de la société palestinienne en y multipliant écoles coraniques et institutions religieuses et, d'autre part, la prise de contrôle de la

plupart des organisations associatives qui réglaient la vie sociale et professionnelle dans la région de Gaza. La lutte contre l'« immoralité » impliquait l'obligation de porter le *hijab* (voile) pour les femmes, l'abandon des mœurs occidentales, la suppression de la prostitution, la prohibition de l'alcool et des drogues, l'interdiction de la diffusion de publications pornographiques, et la fermeture des salles de cinéma et des cafés. Ce fut pendant longtemps le principal objectif de l'organisation. Celle-ci dépensa, par ailleurs, beaucoup d'énergie et d'argent dans l'ouverture de nouvelles mosquées, dont le nombre tripla de 1967 à 1989, passant de 77 à 200²⁶. Libres de toute ingérence extérieure, les lieux de prières étaient des sites de propagande idéaux ainsi que des sanctuaires commodes pour toutes sortes d'activités religieuses ou culturelles, légales ou clandestines, depuis la collecte de dons de charité au titre de la *zakat* et l'octroi de soins médicaux gratuits aux nécessiteux jusqu'au maniement des armes et aux exercices d'entraînement aux arts martiaux.

Au début des années 1980, l'organisation islamiste connut une progression spectaculaire, aussi bien à Gaza qu'en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Diverses causes externes et internes expliquent cette poussée, depuis la révolution khomeiniste en Iran et l'assassinat du président Sadate jusqu'à la détérioration de la situation économique en Israël et ses conséquences sur les Territoires. Conscient de sa force d'attraction, le Mujamma' voulait écarter le Fatah et ses alliés laïcs des principaux leviers de commande de la société civile palestinienne. Dès lors, ses membres commencèrent à briguer des fonctions électives dans les syndicats et les groupements professionnels de médecins, d'avocats et d'ingénieurs et, en 1983, les partisans de cheikh Yassine n'hésitèrent pas à affronter, arme au poing, leurs adversaires « gauchistes » du FPLP. Par un curieux hasard, la police découvrit l'année suivante une importante cache d'armes dans le propre domicile du chef islamiste, qui fut arrêté et condamné à une lourde peine de prison.

Cheikh Yassine venait juste d'inscrire à son actif l'un de ses plus beaux succès : la prise de contrôle de l'Université islamique de Gaza et la mise au pas de son personnel enseignant et de ses étudiants. Ses efforts furent, en revanche, moins bien récompensés en Cisjordanie, où les Frères musulmans locaux étaient solidement encadrés par de riches notables conservateurs et prohachémites qui appréciaient modérément le caractère populiste de l'organisation du cheikh Yassine. Celui-ci réussit néanmoins une percée remarquable dans les élections estudiantines qui eurent lieu au début des années 1980 dans les universités de Bir-Zeit, Hébron et Naplouse. Ses représentants eurent cependant beaucoup de mal à expliquer sa politique de temporisation (*sabr*) vis-à-vis d'Israël et son refus déclaré de prendre les armes contre

l'État hébreu. Cette position de principe finit par aliéner au Mujamma' une partie de ses sympathisants les plus radicaux, qui rejoignirent les rangs du Jihad islamique.

C'est ainsi que cheikh Yassine attendit jusqu'au déclenchement de l'Intifada pour faire changer son organisation d'orientation et annoncer la création du Hamas, acronyme arabe de *Harakat al-Muqawama al-Islamiyya* (ou « Mouvement de la Résistance islamique »). Refusant de faire partie du « Commandement national unifié de l'Intifada », il déclinerait, jusqu'à la fin de sa vie, l'invitation d'Arafat d'adhérer aux instances de l'OLP. Le 13 mars 1988, il fit publier le premier appel du Hamas contre Israël, donnant à la lutte contre l'État hébreu une vision radicalement différente de celle de l'OLP²⁷ :

Nos masses musulmanes, *murabita*^{*3}

Nous voici, aujourd'hui, au rendez-vous avec le décret de Dieu – qu'Il soit glorifié – qui s'applique aux Juifs et à leurs suppôts... Vous faites partie de ce Décret qui extirpera les racines de leur entité à plus ou moins brève échéance avec la permission de Dieu – qu'Il soit glorifié et exalté...

Ce discours replaçait d'emblée le conflit israélo-arabe dans une optique islamiste, et s'inscrivait en droite ligne dans la vision effroyable des Juifs et du judaïsme élaborée, depuis la fin des années 1960, par les islamistes égyptiens et leur grand idéologue Sayyid Qutb :

Ce sont eux qui ont tué jusqu'à leurs propres prophètes. Comment alors s'attendraient-ils sur nous et nous feraient-ils miséricorde ? [...]. Ils commettent des ravages dans l'économie : le monopole, la fraude, l'intérêt usuraire tiré de leur production et de leurs exportations [...]. Auteurs de ravages, ils emprisonnent, ils frappent, ils injurient, ils utilisent les armes interdites au niveau international, ils frappent les femmes, les enfants et les vieillards, ils mentent, ils mystifient, ils rusent et ils trompent... Telle est l'identité des Juifs.

Publiée quatre mois plus tard (en août 1988), la charte (*mithaq*) du Hamas cite nommément les *Protocoles des sages de Sion* comme preuve irréfutable de ses accusations contre Israël et les Juifs. Ceux-ci, qui aspirent à s'étendre jusqu'au Nil et à l'Euphrate, voire « plus loin encore », sont à l'origine de tous les grands bouleversements mondiaux, depuis la Révolution française jusqu'à l'époque

contemporaine²⁸ :

Grâce à l'argent, ils règnent sur les médias mondiaux, les agences d'information, la presse, les maisons d'édition, les radios, etc. Grâce à l'argent, ils ont fait éclater des révolutions dans différentes régions du monde pour réaliser leurs intérêts et les faire fructifier. Ce sont eux qui étaient derrière la révolution française, la révolution communiste et la plupart des révolutions dont nous avons entendu et entendrons parler ici ou là. Grâce à l'argent, ils ont créé des organisations secrètes dans le monde entier, pour détruire les sociétés et réaliser les intérêts des sionistes. Parmi ces organisations, il y a la franc-maçonnerie, les clubs Rotary et Lyons, Bnai' Brit, et d'autres associations d'espionnage et de sabotage du même acabit²⁹.

Le Hamas attribue ensuite à l'« ennemi sioniste » tous les malheurs qui ont frappé les pays d'islam au cours du xx^e siècle : l'impérialisme, le colonialisme, les deux guerres mondiales, l'abolition du califat ottoman, la déclaration Balfour, la création de la Société des Nations puis celle des Nations unies. Ces deux institutions internationales auraient été financées par les Juifs désireux de préparer la voie à la création de l'État d'Israël et de la domination juive dans le monde :

Qu'une guerre éclate ici ou là et c'est leur main qui se trouve derrière [...]. Les puissances impérialistes dans l'Occident capitaliste comme dans l'Orient communiste soutiennent de toutes leurs ressources matérielles et humaines l'ennemi (sioniste) et conjuguent avec lui leurs efforts, dans un seul même but – affaiblir l'islam et empêcher son ascension. Car, qu'ils soient juifs ou chrétiens, les Incroyants sont unis dans la même haine de l'islam (comme cela est enseigné dans le Coran) : « Ô vous qui croyez, ne prenez pas de confident en dehors de vous ! Ils ne vous épargneront aucune déconvenue ; ils aimeraient que vous soyez dans la peine ; la haine jaillit hors de leurs bouches et ce que cachent leurs poitrines est pis (encore)³⁰. »

Ou encore³¹ :

L'invasion sioniste est une invasion cruelle qui ne recule devant aucun procédé, mais utilise tous les moyens vils et corrompus pour réaliser ses ambitions. Pour ses opérations de

subversion et d'espionnage, elle a recours aux organisations secrètes qu'elle a engendrées dans ce but, comme la franc-maçonnerie, les clubs Rotary et Lyons, et autres organisations d'espionnage... Publiques ou secrètes, elles opèrent au service du sionisme et à son instigation. Elles visent à mener les sociétés, à détruire les valeurs, à violer les consciences, à pourrir la morale et à anéantir l'islam. Ce sont elles qui sont derrière le trafic des stupéfiants et de l'alcool sous toutes leurs formes pour assurer au sionisme puissance et expansion.

Ainsi posé, le conflit israélo-arabe ou judéo-musulman n'est pas de nature politique, mais eschatologique : « Israël, du fait de sa judéité, et ses Juifs constituent un défi pour l'islam et les musulmans³². »

Dès lors, la *Mithaq* évoque le plus naturellement du monde le *hadith* « des arbres et des pierres » suivant lequel le Prophète aurait prédit que la guerre entre islam et judaïsme se poursuivrait jusqu'au jour du Jugement dernier³³ :

Le Mouvement de la Résistance islamique aspire à l'accomplissement de la promesse de Dieu, quel que soit le temps nécessaire. Le Messenger de Dieu – que Dieu lui donne bénédiction et paix – a dit : l'Heure ne viendra pas avant que les musulmans n'aient combattu les Juifs (c'est-à-dire que les musulmans ne les aient tués), avant que les Juifs ne se fussent cachés derrière les pierres et les arbres et que les pierres et les arbres eussent dit : « Musulman, serviteur de Dieu ! Un Juif se cache derrière moi, viens et tue-le. » Un seul arbre aura fait exception, le *gharqad* ^{*4}, qui est un arbre des Juifs.

Opposant le Bien et le Mal, la guerre israélo-arabe n'est donc pas une guerre de libération, ni un conflit à propos de frontières entre deux peuples, mais bel et bien la réédition de la lutte menée, en son temps, par le Prophète contre les Juifs de Médine. À la limite, la guerre ne se fait pas contre l'État d'Israël, mais contre les Juifs « frères des singes, assassins des prophètes ». Dès lors, parallèlement à l'usage intensif d'images péjoratives concernant les Juifs extraites du Coran et du *Hadith*³⁴, le Hamas rappelle fréquemment, dans ses mots d'ordre et dans ses slogans, le sort de la tribu juive des Banu Nadir et son expulsion par le Prophète à Khaybar^{*5}. Rien d'étonnant, par conséquent, à ce qu'Allah, Mohammed, le Coran et le *Jihad* figurent au centre de la pensée du Hamas, dont la devise est ainsi libellée : « Allah est son but, le Prophète son modèle, le Coran sa constitution et le Jihad sa voie³⁵. »

Le caractère religieux de la guerre contre les Juifs est d'autant plus naturel qu'en même temps que la récupération de la Palestine, le Hamas projette d'y instaurer un État islamique dans lequel « chacun et chaque chose retourneraient à leur condition naturelle » : les terres reviendraient à leurs propriétaires légitimes, l'injustice serait bannie, l'oppression vaincue, et les mosquées résonneraient à nouveau des appels à la prière³⁶ :

L'islam a disparu de la réalité de la vie ; tous les critères de jugement ont été déréglés ; les concepts ont été mis sens dessus dessous ; le mal a pris le dessus ; l'oppression et l'obscurantisme se sont répandus partout ; les lâches sont devenus des tigres ; les patries ont été usurpées et leurs habitants éparpillés et humiliés sur la Terre entière. La Vérité a disparu et le Mal a été érigé à sa place. Rien n'est demeuré à sa place. Car lorsque l'islam est absent, tout est altéré.

Mais, plus que toute autre considération, c'est la place particulière de la Palestine dans l'islam qui confère au combat pour sa récupération son caractère de « guerre sainte » :

Le Mouvement de la Résistance islamique considère que la Palestine est une terre islamique *Waqf*^{*6} pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la Résurrection. Nul n'est habilité à y renoncer en tout ou partie, à s'en séparer, en tout ou partie. Aucun État arabe n'en a le droit, ni même tous les États arabes réunis ; aucun roi ni aucun président n'en a le droit, ni même tous les rois et présidents réunis ; aucune organisation n'en a le droit, ni même toutes les organisations réunies, qu'elles soient palestiniennes ou arabes. La Palestine, en effet, est une terre islamique *Waqf* pour toutes les générations de musulmans jusqu'au jour de la Résurrection. Et qui donc pourrait prétendre jouir de la pleine délégation de pouvoirs de toutes les générations islamiques jusqu'au jour de la Résurrection³⁷ ?

Il s'agit d'une tradition « inventée » et d'un statut légal ne reposant sur aucun texte canonique de la *shari'a*³⁸ mais qui, par un curieux effet de mimétisme, confère à la Palestine une place comparable à celle qu'elle a depuis toujours chez les Juifs : une « terre sainte » vouée à un attachement éternel et dont l'acquisition par des « étrangers » est nulle et non avenue jusqu'à la fin des temps³⁹. Or, habituellement, seule Jérusalem, ville choisie avant La Mecque par le Prophète pour la direction de la prière (*qibla*), est considérée comme

Ville sainte – d'où son nom arabe de *Al-Quds* –, en vertu également de la présence sur son sol du troisième Lieu saint de l'islam, la mosquée d'Al-Aqsa, érigée à l'emplacement supposé de l'ascension du Prophète au ciel (*mi'raj*) lors de son voyage nocturne miraculeux entre La Mecque et Jérusalem (*isra'*) rapporté par le Coran⁴⁰. Autrement dit : la présence d'un État juif sur le sol palestinien est un sacrilège, et la signature d'un accord de paix avec lui est un acte impie (*kufr*). Cela exclut *ipso facto* toute possibilité de négociation avec Israël⁴¹ :

Les initiatives, les prétendues solutions de paix et les conférences internationales préconisées pour régler la question palestinienne vont à l'encontre de la profession de foi du Mouvement de la Résistance islamique. Renoncer à quelque partie de la Palestine que ce soit, c'est renoncer à une partie de la religion. Ainsi le patriotisme du Mouvement de la Résistance islamique fait-il partie de sa religion. C'est sur cette base que ses membres ont été éduqués et c'est pour déployer l'étendard de Dieu sur leur patrie qu'ils mènent le *jihad* [...]. Que sont donc de telles conférences sinon l'une des formes de l'arbitrage des Infidèles sur la terre des musulmans ? Or les infidèles ont-ils jamais rendu justice aux Croyants ?

Le Hamas marque ainsi sa différence avec l'OLP, qui n'a pas exclu l'ouverture de négociations avec Israël. Cheikh Yassine reprochait également à Yasser 'Arafat le caractère laïc de son mouvement né, comme toutes les organisations nationalistes contemporaines, « de la confusion intellectuelle qui prévalait dans le monde arabe ». Cette confusion serait elle-même le résultat de l'« invasion intellectuelle que subit le monde arabe depuis la défaite des Croisés et qu'ont renforcée l'orientalisme, l'évangélisation et le colonialisme » :

L'idée laïque [...] signifie la non-religion. [Elle] est incompatible avec l'idée religieuse [...]. À partir de là, malgré toute notre estime pour l'Organisation de libération de la Palestine... il nous est impossible de troquer l'islamité actuelle et future de la Palestine pour l'adoption de l'idée laïque. L'islamité de la Palestine fait en effet partie de notre religion ; or quiconque néglige une part de sa religion perd à tout coup⁴².

La libération de la Palestine ne passe donc ni par la négociation avec Israël ni par l'intervention des Nations unies, mais par le *Jihad*. Hissé au rang d'« obligation religieuse individuelle » (*fard 'ayn*), il incombe à chaque musulman dans le monde d'y prendre part, bien

que son objectif ultime ne soit pas la restauration, comme l'exige la tradition, du Califat mais la libération d'un seul pays, la Palestine. Ce « déviationnisme » à caractère nationaliste ne manque pas de surprendre de la part du Hamas, qui ne dédaigne pas de proclamer que « le patriotisme du Mouvement de la Résistance islamique fait partie de sa religion ».

Guerre populaire de libération nationale contre l'« ennemi sioniste » autant que « guerre sainte » sur la voie d'Allah, le *Jihad* nécessite l'adoption d'un « esprit islamique » parmi les masses arabes et musulmanes. Cela devrait leur permettre de prendre conscience de l'existence d'un fil conducteur reliant l'« invasion sioniste » aux « invasions croisées de l'Occident » et aux « invasions tatares de l'Orient » qui l'ont précédée. Aussi intellectuels, enseignants et médias musulmans sont-ils appelés à éduquer leurs sociétés dans l'« esprit du *Jihad* » en les débarrassant des « traces de l'invasion idéologique des orientalistes et des missionnaires chrétiens » qui seraient entrés en action à partir du XII^e siècle pour venger la défaite des Croisés par Saladin à Jérusalem :

À ce moment, les Croisés ont pris conscience qu'il leur était impossible de défaire les musulmans s'ils ne menaient pas une invasion intellectuelle au préalable, s'ils ne semaient pas la confusion dans leur pensée, s'ils ne défiguraient pas leur héritage culturel et ne calomniaient leurs idées. Ce ne serait qu'après cela seulement qu'ils attaqueraient militairement. Voilà ce qui a préparé l'invasion coloniale, ainsi que l'a déclaré Allenby lui-même lors de son entrée à Jérusalem : « C'est maintenant que s'achèvent les Croisades. » Le général Gouraud, de son côté, a déclaré, debout devant la tombe de Saladin : « Nous voici de retour, Saladin⁴³. »

L'histoire est aussi invoquée pour rejeter les « prétentions » juives sur la Palestine en tant que « terre promise » par Dieu à Abraham et à ses descendants : ni juif ni chrétien, mais *hanif* ou premier « vrai musulman », Abraham – affirme le Hamas – est celui qui a « islamisé » la Palestine en y construisant la première mosquée hors d'Arabie, la mosquée d'Al-Aqsa, quarante ans après qu'il eut bâti la Ka'bah à La Mecque. C'est par ailleurs sous le « règne musulman » du roi David et de son fils Salomon que les frontières historiques de la Palestine furent établies, en attendant sa « reconquête » par le calife Omar b. al-Khattab en 638⁴⁴. Jamais les Juifs n'exercèrent la moindre souveraineté politique sur la Palestine qui, depuis que le monde est monde, a toujours été musulmane. Dès lors, son « usurpation » par les sionistes, au terme d'un long processus de déclin des pays musulmans,

est insoutenable. Admettre la perte de la Palestine, c'est accepter le déclin définitif de l'islam par rapport au judaïsme (et au christianisme). Cela est inconcevable eu égard au verset coranique placé en exergue de la charte du Hamas :

Vous êtes la meilleure communauté qu'on ait fait surgir pour les Hommes ; vous ordonnez le Convenable, interdisez le blâmable et croyez en Allah. Si les Détenteurs de l'Écriture^{*7} avaient cru, cela eût été mieux pour eux. Parmi eux, il est des Croyants mais la plupart sont des Pervers. Ils ne vous nuiront que faiblement. S'ils vous combattent, ils vous montreront le dos et, ensuite, ne seront point secourus. L'humiliation leur a été impartie, quelque part qu'ils soient acculés... Ils ont encouru la colère d'Allah. La pauvreté leur a été impartie. Cela pour prix d'avoir été incrédules en les *aya* [signes] d'Allah et d'avoir injustement tué les Prophètes⁴⁵...

Le combat contre Israël a dès lors un double objectif, politique et religieux : d'une part, la cessation des injustices consécutives à l'occupation et, d'autre part, la fin du scandale théologique qu'est l'humiliation de musulmans par des incroyants. Un scandale dont l'éradication constituerait pour les musulmans du monde entier la preuve éclatante du réveil religieux de la *Oumma* (« Nation musulmane »), d'autant que c'est en Palestine que s'est nouée, depuis Bonaparte, la confrontation entre l'Orient et l'Occident dont les Juifs ne seraient que les « fers de lance ». Car, procédant du même « accident » métaphysique, le déclin de l'islam et l'existence d'Israël contreviennent à l'ordre divin. La fin de l'un et l'annihilation de l'autre par le moyen du *Jihad* reviendraient à réconcilier histoire et foi. La Palestine est ainsi le coin du monde où l'islam va recouvrer sa gloire et sa vigueur religieuse d'antan : Dieu, écrivit à ce sujet l'un des chefs du Hamas, Ibrahim Quqa, a rassemblé les Juifs en Palestine « non point pour qu'ils y disposent d'un foyer ou d'une terre, mais pour que celle-ci devienne leur cimetière afin de délivrer l'humanité de leur fléau. Comme les pèlerins de La Mecque qui égorgent leurs moutons pour faire repentance devant Dieu, les Juifs seront égorgés sur l'esplanade de la mosquée d'Al-Aqsa par des mains aussi pures que celles des pèlerins⁴⁶ ».

Pendant ce temps, l'Intifada ne faiblissait pas, bien au contraire. Surprises par l'ampleur des émeutes, ni l'armée ni la police n'étaient outillées pour affronter des manifestants très déterminés comprenant des milliers de femmes et d'enfants qui n'avaient pour toutes armes que des pierres, des bombes incendiaires et des couteaux. En outre,

sous l'œil vigilant de l'organisation « La Paix maintenant » et de l'association des droits de l'homme *Betsalem* et en butte aux protestations et aux critiques de nombreux intellectuels juifs et dirigeants communautaires de la Diaspora, les forces de l'ordre n'avaient guère d'autre choix que de modérer l'ardeur répressive de leurs hommes, tandis que le gouvernement parvenait à la conclusion que la révolte ne pourrait être réduite par des moyens militaires. D'autant que le moral des troupes baissait au fur et à mesure que les émeutes se prolongeaient et que de nombreux soldats éprouvaient le besoin d'exprimer leurs sentiments et de dire leur réprobation des actes qu'ils étaient contraints de commettre : « Ils tirent et ils pleurent. » Cet aphorisme résumait parfaitement l'état d'esprit de beaucoup de militaires.

Prise de conscience et remords n'empêchèrent ni l'usage excessif de matraques et d'armes à feu tirant à balles réelles, faisant des centaines de morts et des milliers de blessés^{*8}, ni l'instauration de longs couvre-feux généralement peu respectés, la démolition de centaines de maisons, l'expulsion de fauteurs de troubles ou l'arrestation de milliers de suspects. Le 16 avril 1988, une unité spéciale de Tsahal tua, à Tunis, Abou Jihad, l'adjoint d'Arafat tenu pour le coordinateur lointain des opérations de l'Intifada et aussi pour le responsable du massacre de mars 1978 au cours duquel un autobus avait été détourné sur la route côtière entre Haïfa et Tel-Aviv et plusieurs de ses passagers assassinés. Ce raid spectaculaire porta un coup sérieux à l'OLP, mais ne changea pas le cours des événements. Il eut même pour conséquence immédiate d'attiser le feu de l'Intifada qui n'était déjà plus maîtrisable, notamment à la suite de l'entrée en scène des colons de Cisjordanie et de Gaza : excédés par les attaques souvent meurtrières dont ils étaient victimes et mécontents devant l'incapacité de l'armée à mettre un terme aux troubles, ils recoururent aux mêmes méthodes que les Palestiniens, bloquant les routes, jetant des pierres, déracinant des oliviers, détruisant des voitures et molestant passants et commerçants arabes à Hébron ou ailleurs. Ces actes ne furent condamnés que du bout des lèvres par le ministre de la Défense, Itzhak Rabin, dont personne pourtant n'ignorait qu'il méprisait les colons. Cela lui valut de vifs reproches dans les rangs de l'opposition de gauche : les députés Yossi Sarid et Abraham Burg notamment, qui exigèrent que l'on utilisât envers les colons les mêmes méthodes de rétorsion que celles appliquées à l'encontre des Palestiniens⁴⁷. De fait, entre autres conséquences, l'Intifada provoqua un sérieux glissement à droite de l'opinion israélienne et la montée en puissance de petits partis extrémistes comme *Tehiya*, *Tzomet*, *Moledet* ou Kach du rabbin Kahana. C'était à un point tel que, par rapport à eux, Shamir et le Likoud apparaissaient comme des parangons de

sagesse et de pragmatisme.

Autre souci majeur pour le gouvernement : la perspective de plus en plus concrète de voir les Arabes israéliens « contaminés » par l'Intifada. Des drapeaux palestiniens avaient été hissés dans plusieurs villages de Galilée, dont bon nombre d'habitants étaient passés aux actes, jetant pierres et cocktails Molotov sur des voitures israéliennes passant à proximité de leurs agglomérations et incendiant forêts domaniales et champs de culture des *kibboutzim*. Mais, plus que tout, les services de sécurité craignaient une participation des Arabes israéliens à la gigantesque opération de communication préparée par l'OLP : l'envoi de Grèce vers le littoral israélien d'un « bateau du retour » où prendraient place des Palestiniens expulsés de leurs villages aux côtés de journalistes de la presse du monde entier et d'un certain nombre de députés arabes israéliens. La question fut débattue devant le Conseil des ministres, où même le très modéré Ezer Weizman se distingua par des prises de position radicales. Quelques jours plus tard, une explosion mystérieuse endommagea sérieusement le « bateau du retour » qui ne put appareiller du port chypriote de Larnaca. Israël put éviter ainsi un conflit d'une gravité extrême entre ses citoyens juifs et arabes⁴⁸.

Comme la majorité des Israéliens, l'Intifada força le Likoud à admettre que les habitants de Cisjordanie et de Gaza n'accepteraient jamais comme définitive l'occupation israélienne et que la question palestinienne était le nœud du conflit avec les Arabes. Dès lors, dès l'été 1987, un représentant officieux du Likoud, Moshe 'Amirav, prit l'initiative de discussions secrètes avec des responsables palestiniens de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, Faysal al-Husseini, Sari Nusseibeh et Salah Zahalka, dont les accointances avec l'OLP n'étaient un secret pour personne. Ces contacts prirent une signification particulière après la décision du roi Hussein, le 31 juillet 1988, de rompre les liens administratifs et légaux qui unissaient depuis 1948 le royaume hachémite à la Cisjordanie. Déçu par l'échec de ses négociations à Londres avec Shimon Peres, le monarque jordanien craignait notamment de voir la « guerre des pierres » franchir le Jourdain, et les Palestiniens de son pays – qui formaient 60 % de la population – se soulever pour appuyer les revendications de leurs frères des territoires occupés.

Ce fut, en tout cas, une « divine surprise » pour Yasser 'Arafat, qui s'employa aussitôt à traduire les résultats de l'Intifada en gains politiques et à tempérer les ardeurs de quelques dirigeants palestiniens « de l'intérieur » qui n'étaient pas loin de faire cavalier seul en prônant la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP. 'Arafat lui-même envoya divers signaux dans ce sens à Jérusalem, par l'intermédiaire notamment de Pierre Mendès France, mais ne reçut aucune réponse à

ses avances.

Au lendemain des élections israéliennes du 31 octobre 1988, le chef de l'OLP réunit le 12 novembre à Alger le Conseil national palestinien, qui proclama la naissance de l'État indépendant de Palestine sur la base des résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies prévoyant le partage de la Palestine entre un État juif et un État arabe et l'évacuation par Israël des territoires occupés en 1967. Le dirigeant palestinien, qui sur les conseils du président François Mitterrand annonça lors d'une visite à Paris le 2 mai 1989 que la charte palestinienne, préconisant la destruction d'Israël, était « caduque », éviterait néanmoins, au cours des mois suivants, de reconnaître explicitement Israël.

Cependant, son attitude fut jugée suffisamment positive par le département d'État pour que les États-Unis acceptent, le 15 décembre 1988, d'engager « un dialogue substantiel » avec l'OLP. Le gouvernement Shamir s'en inquiéta, tout comme le Hamas, le Jihad islamique et le FPLP de Georges Habache qui craignaient que Yasser 'Arafat ne coupât les ailes à l'Intifada. Se ravisant et ne voulant pas prêter le flanc à l'accusation de *fitna* (« guerre civile »), les formations islamistes évitèrent de donner une tournure par trop violente à leur différend avec l'OLP, tout en multipliant enlèvements, meurtres de soldats et liquidations de civils palestiniens accusés de collaboration avec Israël.

En 1989, l'Union soviétique battait en retraite en Afghanistan à la suite d'un *Jihad* en règle financé par l'Arabie Saoudite, armé par les États-Unis et exécuté par des milliers de *moujahidin* musulmans venus du monde entier. Un événement d'une portée politique et théologique incommensurable qui servit de toile de fond, sinon de catalyseur, à l'agitation islamiste qui secouait le monde musulman, de l'Algérie aux Philippines. La défaite de l'Armée rouge fit en tout cas pousser des cris de joie aux organisations islamistes palestiniennes, dont l'influence s'exerçait déjà jusqu'au sein du parti communiste local qui, dès 1988, avait demandé à ses militants religieux de « se conformer à la ligne du Parti tout en continuant à pratiquer les préceptes religieux, dont les prières⁴⁹ ».

Devant l'aggravation subite des émeutes, les autorités israéliennes procédèrent, le 18 mai 1989, à l'arrestation d'Ahmed Yassine. Décapitée, la direction du Hamas se replia à Amman pendant que Shamir, pressé par le président George H. Bush, acceptait d'organiser des élections générales dans les Territoires et d'ouvrir des négociations avec les États arabes en vue de l'élaboration d'un statut définitif de la Cisjordanie et de Gaza dans un délai de dix ans. Épaulé par l'aile dure du Likoud conduite par Ariel Sharon, Shamir refusa cependant toute négociation avec l'OLP, au grand mécontentement du secrétaire d'État

James Baker qui allait s'évertuer à trouver des formules de compromis acceptables des deux côtés.

Sur ces entrefaites survint un événement qui mit à mal le dialogue à peine amorcé entre Américains et Palestiniens. Il s'agissait du soutien apporté par Yasser 'Arafat à Saddam Hussein après l'invasion du Koweït. En outre, au second jour de l'opération *Tempête du désert* contre l'Irak, le 18 janvier 1991, le dictateur de Bagdad lança ses fusées Scud sur Israël, soulevant des clameurs de joie dans les territoires occupés et dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban. Poussé dans ses derniers retranchements par l'armée américaine, Saddam Hussein espérait une riposte israélienne, voire l'entrée de l'État hébreu dans la guerre. Cela aurait pu gêner considérablement les alliés arabes des États-Unis qui, pour leur part, s'efforçaient d'éloigner le plus possible Israël de la coalition anti-irakienne afin de ne pas prêter le flanc aux accusations de Bagdad, qui n'avait cessé de dénoncer un complot américano-sioniste destiné à déstabiliser l'ensemble du monde arabe. Pour une fois, l'inaction de Shamir, qui ne riposta pas aux provocations du président irakien – malgré les graves pertes en vies humaines qu'elles occasionnèrent à la population civile –, fut saluée aussi bien par ses adversaires politiques que par les Américains qui, en contrepartie, installèrent des batteries de missiles Patriot en Israël.

Au lendemain de la guerre contre l'Irak, craignant que la défaite de Saddam Hussein n'attisât la haine contre les États-Unis dans le monde arabe où la présence de soldats chrétiens sur le sol sacré d'Arabie était mal perçue dans de larges secteurs de l'opinion, George Bush et James Baker mirent les bouchées doubles pour relancer le processus de paix au Proche-Orient. Ils proposèrent à cet effet la tenue d'une conférence internationale à Madrid avec la participation des Israéliens et des Palestiniens. Devant la menace d'une coupure des vivres à l'État hébreu s'il refusait d'y assister, Itzhak Shamir finit par céder aux pressions de Washington et accepta de négocier avec les Palestiniens. S'apprêtant à accueillir des centaines de milliers d'immigrants originaires d'Union soviétique qu'il fallait loger de toute urgence, il avait un besoin impérieux de l'aide des États-Unis, qui acceptèrent néanmoins que la délégation palestinienne à la conférence de Madrid ne fût composée que des seuls Palestiniens des Territoires et qu'elle fût intégrée à la délégation jordanienne.

La conférence de Madrid se réunit le 30 octobre 1991 avec la participation de tous les pays du Proche-Orient et du Maghreb. Comme convenu avec le Premier ministre israélien, les Américains n'y invitèrent pas l'OLP de Yasser 'Arafat, mais trois éminentes personnalités palestiniennes de Jérusalem-Est et de Gaza : Faysal al-Husseini, Hanan Ashrawi et Haydar 'Abd al-Shafi. Personne n'était

dupe : formellement membres de la délégation jordanienne, ils recevaient leurs directives non pas d'Amman mais bien de Tunis où se trouvait la direction de l'OLP depuis 1982.

La conférence ne déboucha sur aucun résultat tangible. Elle eut cependant pour mérite de créer plusieurs commissions multilatérales et bilatérales – entre Israéliens, Palestino-Jordaniens et Syro-Libanais – qui allaient continuer de se réunir à Washington et à Moscou et préparer ainsi le terrain aux futures négociations de paix entre Israël et l'OLP qui devaient aboutir en 1993 aux accords d'Oslo.

Entre-temps, la guerre couvait dans les Territoires entre partisans et adversaires de la conférence de Madrid. Conduits par le Jihad islamique et le Hamas, et encouragés ouvertement par Téhéran, les adversaires des négociations de paix n'hésitaient plus désormais à faire usage de leurs armes contre les militants de l'OLP. En perte de vitesse dans l'opinion, ceux-ci voyaient l'influence des islamistes grandir dans les syndicats professionnels et dans les associations d'étudiants, et non plus seulement au sein de la population déshéritée des camps de réfugiés. Le Hamas avait d'autant plus de raisons de se réjouir que, depuis la guerre du Golfe, l'Arabie Saoudite et les Émirats avaient cessé pratiquement toute assistance financière à l'OLP, en représailles du soutien apporté par Yasser 'Arafat à Saddam Hussein.

Rabin, chef de gouvernement : vie et mort d'un rêve

Le 19 février 1992, Shimon Peres et Itzhak Rabin se livrèrent un énième duel pour la direction du parti travailliste. Ayant laissé beaucoup de plumes depuis sa malencontreuse manœuvre contre Shamir, Peres perdit la bataille et dut céder la direction du parti à son rival qui, le 23 juin 1992, remporta les élections législatives et forma le nouveau gouvernement ; un gouvernement de gauche constitué des députés du parti travailliste et du **Meretz**, avec la participation du parti séfarade Shas et le soutien des députés arabes.

Le premier souci de Rabin fut la place de Shimon Peres dans son gouvernement. En vérité, rien n'aurait fait plus plaisir à Rabin que de le confiner dans un ministère de second rang où il ne risquait pas de lui faire ombrage. Dès lors, sans surprise, il refusa de lui confier le ministère de la Défense, où il avait servi sous ses ordres entre 1975 et 1977 et qu'il préféra garder pour lui-même. Se rendant finalement aux exhortations des militants du parti, il accepta, non sans réticence, de lui laisser les Affaires étrangères, mais en lui retirant le dossier essentiel des relations avec les États-Unis ainsi que toute implication dans les négociations bilatérales avec la Syrie, la Jordanie, le Liban et avec les Palestiniens. Il l'autorisa néanmoins à intervenir dans les pourparlers multilatéraux de Washington consécutifs à la conférence de Madrid et que lui-même jugeait d'importance secondaire. L'ancien ambassadeur aux États-Unis ne pouvait deviner que, grâce à sa petite équipe de collaborateurs qui lui étaient dévoués corps et âme, et qui comprenaient notamment Yossi Beilin, Ouri Savir et les deux chercheurs Yair Hirschfeld et Ron Poundak, Peres allait faire de cette structure subalterne un levier très commode pour engager des négociations secrètes avec l'OLP. Il est vrai que Peres et ses hommes n'étaient pas les seuls sur la brèche : Rabin aussi disposait de son propre réseau de contacts avec les Palestiniens. Il incluait, outre le vibronnant Ezer Weizman – qui, depuis des années, appelait à des négociations directes avec l'OLP –, le ministre de la Santé Ephraïm Sneh, l'ancien général Shlomo Gazit, ainsi que, de temps à autre, le

député arabo-israélien Ahmed Tibi, proche d'‘Arafat.

Ne cachant pas son mépris pour les colons qu'il traitait de « cancer dans le corps de la nation », Rabin était arrivé au pouvoir avec la ferme intention de faire avancer la paix avec les Palestiniens. Cela ne l'empêcha pas de sévir durement contre les derniers foyers encore actifs de l'Intifada, et de procéder à de vastes coups de filet dans les rangs du Hamas et du Jihad islamique. Ces mesures de rétorsion n'étaient pas pour déplaire à 'Arafat, déstabilisé par la montée en puissance de l'islam radical, ni aux colons du Gush Emounim, meurtris par le retour au pouvoir de la gauche travailliste et des amis de « La Paix maintenant » comme Shoulamit Aloni, Yossi Sarid, Amnon Rubinstein et Yaïr Tsaban. Les rabbins des implantations étaient si remontés contre le nouveau gouvernement, auquel ils reprochaient entre autres d'être arrivé au pouvoir grâce aux voix de l'électorat arabe, que certains d'entre eux allèrent jusqu'à ne plus prononcer, les samedis et jours de fête, les prières d'usage pour le salut de l'État et de ses dirigeants. Itzhak Rabin, le grand vainqueur de la guerre des Six Jours, était d'autant plus détesté que, pour bénéficier de l'aide financière américaine indispensable à l'intégration des nouveaux immigrants soviétiques, il avait accepté, à la demande de Washington, d'inscrire le gel de la colonisation dans son programme de gouvernement. En réalité, c'était une décision en trompe l'œil : outre le fait qu'elle ne s'appliquait pas à Jérusalem-Est ni à la vallée du Jourdain, elle laissait aux colons la possibilité d'élargir, à tout moment, leurs agglomérations pour résoudre leurs problèmes de surpopulation. Situés à quelques kilomètres seulement des colonies mères, ces « quartiers annexes » avaient toutes les apparences de nouvelles implantations⁵⁰.

La « crainte des colons » fut sans doute l'une des causes qui firent hésiter Rabin à engager des pourparlers directs avec l'OLP. Aidé de son ambassadeur à Washington, Itamar Rabinovitch, spécialiste de la Syrie bien connu de l'université de Tel-Aviv, il tenta vainement, durant les premiers mois de son mandat, de parvenir à un accord avec le régime de Damas sur l'avenir du Golan. La reprise par le Hezbollah, allié de Damas, de ses attaques meurtrières contre les agglomérations du nord d'Israël durant l'été 1993 n'arrangea pas les choses. Butant sur l'inflexibilité du président Hafez al-Assad, qui exigeait un retrait complet du plateau du Golan jusqu'à la ligne d'armistice du 4 juin 1967⁵¹, Rabin changea son fusil d'épaule et se tourna vers les Palestiniens et les négociations multilatérales de Washington. Il ne lui fallut pas beaucoup d'efforts pour comprendre que celles-ci ne menaient nulle part ; surtout qu'elles étaient conduites par deux personnalités particulièrement rigides : le juriste Elyakim Rubinstein, du côté israélien, et l'ancien maire de Gaza, Haidar 'Abd al-Shafi, du

côté palestinien.

Se répandit alors une impression de gâchis, partagée par beaucoup, bien que l'expérience de Washington eût permis à des délégués palestiniens et israéliens de bonne volonté de nouer des relations amicales sous le regard intéressé de diplomates occidentaux bien intentionnés. Par exemple, le diplomate norvégien Terje Rod-Larsen, appelé à jouer, dans les mois qui suivirent, un rôle déterminant dans les accords d'Oslo qui aboutiraient à la reconnaissance mutuelle entre Israël et l'OLP.

C'est ainsi que, au domicile de Hanan Ashrawi à Ramallah, l'idée d'une filière de contournement des négociations de Washington fut lancée. Elle fut saisie au vol par les deux sherpas du vice-ministre des Affaires étrangères Yossi Beilin : Yair Hirschfeld et Ron Poundak. Les deux universitaires, auxquels se joindrait ultérieurement le secrétaire général du ministère, Ouri Savir, furent mis aussitôt en contact avec l'économiste de l'OLP Abou 'Ala (Ahmed Qorei) et ses collaborateurs, Maher al-Kurd et Hassan Asfour. Ils avaient l'aval d'Abou Mazen (Mahmoud 'Abbas), lequel jouerait un rôle comparable à celui de Shimon Peres dans la réussite des négociations de paix. Restait à trouver l'endroit où se tiendrait le « séminaire de travail » entre les négociateurs des deux parties. À l'invitation de Terje Rod-Larsen, leur choix se porta sur une villa isolée de Sarpsborg, près d'Oslo, qui assurerait aux participants un maximum de discrétion.

Les discussions débutèrent en janvier 1993 et ce n'est qu'une fois très avancées qu'Arafat, Peres et Rabin y furent associés⁵². De nature suspicieuse, Rabin mit longtemps avant d'accorder son appui aux négociations, y voyant un « subterfuge » ourdi contre lui par Peres. Il ne commença à y croire sérieusement qu'après avoir reçu l'assurance de son ministre Ephraïm Sneh qu'Arafat suivait de près l'évolution des pourparlers et qu'il n'accepterait aucune filière de rechange à Oslo.

Précédée par plusieurs gestes symboliques comme l'apparition de Yasser 'Arafat à la télévision publique israélienne et l'abrogation par la Knesset de la loi interdisant tout contact entre Israéliens et Palestiniens de l'OLP, ou encore la rencontre secrète du 23 juin à Tunis entre Shimon Peres et Yasser 'Arafat et l'échange de lettres en juillet entre 'Arafat et Rabin, l'annonce, le 28 août 1993, de la mise au point par les négociateurs d'Oslo d'une « déclaration de principes » fit l'effet d'une bombe dans le monde entier, premièrement par sa nouveauté : depuis le début du conflit israélo-arabe, c'était en effet le premier accord conclu directement entre Israéliens et Palestiniens, sans passer par les bons offices des États arabes ou des grandes puissances. Deuxièmement, par son contenu : la reconnaissance mutuelle entre Israël et la centrale palestinienne n'avait jamais eu lieu jusqu'alors. Certes, il n'était encore question ni d'indépendance, ni de

souveraineté palestinienne, ni même d'évacuation des colonies, mais c'était la première fois de leur histoire que les Palestiniens allaient prendre leur destin en main, à Jéricho et à Gaza d'abord, et, après une période transitoire de cinq ans, dans le reste des territoires occupés. Les deux parties s'engageaient par ailleurs à discuter ultérieurement de toutes les questions d'intérêt commun, y compris de l'avenir de Jérusalem, du sort des réfugiés et de celui des implantations, ainsi que des arrangements de sécurité et de la délimitation des frontières.

Sans doute Rabin et 'Arafat avaient-ils pris des risques énormes en donnant leur aval à des pourparlers commencés comme des discussions entre universitaires : accusé d'avoir bradé l'indépendance de la Palestine, 'Arafat fut violemment pris à partie par la Syrie et l'Iran et, à leur suite, par les islamistes du Hamas, du Jihad islamique et du Hezbollah. Condamné également par ses concurrents de toujours – Georges Habache (du Front populaire de libération de la Palestine) et Nayef Hawatmeh (du Front démocratique de libération de la Palestine, dont le siège se trouvait à Damas) –, il fut aussi lâché par certains de ses meilleurs collaborateurs comme Farouk Kaddoumi, le ministre des Affaires étrangères de l'OLP. Sans aller jusque-là, Hanan Ashrawi lui reprocha d'avoir signé des accords passant sous silence le problème des réfugiés et la question de Jérusalem. Son avis n'était pas très éloigné de celui du professeur Edward Saïd de Columbia ni de ceux des poètes Nizar Kobani et Mahmoud Darwish, qui voyaient l'indépendance palestinienne repoussée aux calendes grecques. Darwish ne rompit pas avec 'Arafat mais, pour marquer son insatisfaction, démissionna le 17 août du comité exécutif de l'OLP⁵³.

Quant à Rabin, il eut fort à faire pour convaincre le chef d'état-major général, Ehoud Barak, avant de passer non sans mal l'épreuve du feu de la Knesset. Celle-ci, à l'issue d'un débat particulièrement houleux, devait finir par approuver les accords d'Oslo (par 61 voix pour, 50 contre et 9 abstentions). Bénéficiant d'un large soutien populaire, le Premier ministre et son ministre des Affaires étrangères avaient dû affronter, entre autres, les critiques particulièrement acerbes du nouveau chef du Likoud, Benyamin Netanyahou, qui, sans la moindre vergogne, avait comparé Shimon Peres à Neville Chamberlain et à sa politique d'apaisement laissant l'Europe pieds et poings liés face à Hitler⁵⁴.

Ainsi, quinze ans après le traité de paix israélo-égyptien de Camp David, la « déclaration de principes » israélo-palestinienne fut le second accord de paix signé entre Israël et ses voisins, et le premier entre Israéliens et Palestiniens, protagonistes directs du conflit qui ravageait la Terre sainte depuis des lustres. Organisée le 13 septembre 1993 à Washington, la cérémonie de signature fut scellée, en présence du président Clinton, par une poignée de main hésitante entre Yasser

‘Arafat, Itzhak Rabin et Shimon Peres. La délégation israélienne avait omis d’y inviter Yaïr Hirschfeld et Ron Pundak, les deux principaux artisans de l’accord. Cette erreur fut corrigée à la dernière minute par la Maison-Blanche.

Rabin délivra à cette occasion, devant les caméras du monde entier, l’un de ses plus beaux discours :

Palestiniens, laissez-moi vous dire que vous et nous sommes condamnés à vivre ensemble sur un même territoire, dans un même pays, déclara-t-il à l’adresse d’Arafat et de ses compagnons. Nous, soldats qui sommes revenus du champ de bataille couverts de sang ; nous qui avons vu nos proches et nos camarades morts ; nous qui avons participé à leurs obsèques sans oser regarder dans les yeux leurs parents ; nous qui venons d’un pays où les parents enterrent leurs enfants ; nous qui vous avons combattus, Palestiniens, vous disons aujourd’hui d’une voix claire et forte : plus de larmes, plus de sang. Assez, assez. Nos cœurs ne sont pas remplis de haine envers vous. Comme vous, nous voulons bâtir nos maisons, planter nos arbres, aimer et vivre à vos côtés dans la dignité, comme des êtres libres. Aujourd’hui, nous voulons laisser une chance à la paix, et vous disons : assez. Allons et prions pour l’avènement du jour où nous abandonnerons nos armes. Nous désirons écrire une nouvelle page dans le livre douloureux de notre histoire commune – une nouvelle page faite de reconnaissance réciproque, de relations de bon voisinage, de respect mutuel et de compréhension⁵⁵.

Un an après, le 10 décembre 1994, ‘Arafat, Peres et Rabin recevraient le prix Nobel de la paix à Oslo même. Comme cela était prévisible, l’annonce de la signature des accords d’Oslo suscita une levée de boucliers générale chez les extrémistes des deux bords. Du côté palestinien, le Hamas « célébra » à sa manière l’événement en envoyant, le jour même, un kamikaze se faire sauter à l’entrée du poste de police du camp de réfugiés de Shati dans la bande de Gaza. L’attentat ne fit pas de victimes, mais, la veille, trois soldats avaient trouvé la mort dans une embuscade à l’est de Gaza. Douze autres subiraient le même sort au cours des deux mois suivants, de la main du Hamas.

Craignant de s’attirer les foudres de l’organisation islamiste, ‘Arafat adopta comme politique de ne jamais condamner ses agissements contre Israël. Il y trouvait même, d’une certaine façon, son compte, étant persuadé que, sous l’effet des attentats, Israël finirait par accélérer son retrait de la bande de Gaza. Il avait du mal à

concevoir que, par ces actions meurtrières, le Hamas faisait le jeu des extrémistes juifs de Hébron qui, le 25 février 1994, passèrent à l'action en commettant l'un de leurs crimes les plus odieux.

Ce jour-là, un colon d'origine américaine du nom de Baruch Goldstein, médecin admirateur du rabbin Kahana, fit irruption, armé d'une mitraillette, dans la salle de prières du Caveau des Patriarches (appelé « mosquée Ibrahimiya » par les musulmans) à Hébron et vida ses chargeurs sur des centaines de fidèles musulmans. Le bilan fut de trente morts et d'une centaine de blessés. L'assassin lui-même fut tué juste après. Au cours des émeutes qui s'ensuivirent, trente musulmans tombèrent sous les balles des soldats et plusieurs centaines d'autres furent blessés.

Loin d'être condamné par l'ensemble du monde religieux, l'acte de Baruch Goldstein fut, au contraire, l'objet d'un livre de louanges intitulé *Baruch Haguever* (« Béni soit l'homme ») rédigé par un rabbin très en vue, Itzhak Ginsbourg, du mouvement hassidique des Loubavitch. Sa tombe, près de Hébron, était devenue entre-temps un site de pèlerinage très couru parmi les colons. Trois mois plus tard, le rabbin 'Ido Alba de Kiryat Arba' écrivit un traité intitulé *Considérations juridiques sur le meurtre de non-Juifs*, justifiant sur le plan « halachique » l'assassinat d'Arabes⁵⁶. L'auteur, qui fut arrêté en même temps que deux de ses disciples pour appel au meurtre, se défendit, sans convaincre ses juges, en affirmant que son texte avait seulement une portée théorique. Loin de se douter qu'il aggravait son cas, il soutint *urbi et orbi* que le commandement biblique « Tu ne tueras point » ne s'appliquait pas d'ordinaire aux meurtres de *Goyim* (ou non-Juifs), surtout dans les périodes de « guerre sainte » pendant lesquelles, d'après lui, il était même licite de tuer femmes et enfants parce qu'ils étaient susceptibles d'aider l'ennemi. Réfutant un à un les contre-arguments de ses juges, Alba en arriva à faire dire aux sources rabbiniques qu'en vertu du fait que la défense des territoires occupés avait valeur de *qidush hashem* (ou « sanctification du nom de Dieu »), il était licite de se faire justice soi-même, après consultation des autorités religieuses compétentes, quand « le pays [était] en danger de mort ».

Du côté des autorités, nombreux étaient ceux qui voulaient se saisir de cette affaire pour en finir une bonne fois pour toutes avec les colons extrémistes et les faire évacuer de force de Kiryat Arba'. Hésitant à prendre des mesures trop radicales qui risqueraient de faire fuir de sa coalition les ministres religieux du Shas, Rabin se borna à interdire le mouvement Kach du rabbin raciste Kahana et à en incarcérer quelques militants. Pour calmer 'Arafat, il ordonna en même temps la reprise accélérée des pourparlers du Caire en vue de l'élaboration des modalités d'application de la « déclaration de

principes » d'Oslo. Et c'est ainsi que, malgré deux terribles attentats du Hamas à Afoula et Hadera qui firent dix morts et plusieurs dizaines de blessés, les deux dirigeants se retrouvèrent côte à côte le 4 mai 1994, dans la capitale égyptienne, pour la signature de l'accord du Caire en présence des représentants des États-Unis, de la Russie et de l'Égypte.

Cet accord fixait au 14 mai la date limite du retrait de Tsahal de Jéricho et de la majeure partie de la bande de Gaza et stipulait la création d'une Autorité palestinienne sous le contrôle de laquelle passeraient tous les territoires évacués par Israël : un organisme de vingt-quatre membres dont la juridiction devait s'appliquer à l'ensemble de la bande de Gaza et à la Cisjordanie, implantations juives et zones militaires israéliennes exclues. Israël s'engageait en outre à libérer dans un délai de cinq semaines 5 000 détenus palestiniens, à l'exclusion de prisonniers appartenant au Hamas et au Jihad islamique.

Selon toute vraisemblance, le chef de l'OLP avait espéré obtenir davantage de concessions de la part d'Israël. Le 11 mai 1994, en visite en Afrique du Sud, il parla de *Jihad* pour la récupération de Jérusalem devant des centaines de musulmans réunis dans la mosquée de Johannesburg. Non moins grave, il compara l'accord du Caire au stratagème appliqué par le Prophète, en 628, à l'encontre des Qurayshites de La Mecque avec lesquels il avait signé la trêve de Hdaybiyyah. C'avait été une simple pause tactique, destinée à être rompue délibérément par les musulmans, dix ans plus tard, lorsque les circonstances s'y prêteraient. Cette fâcheuse comparaison fut comprise par les opposants israéliens aux accords d'Oslo comme un indice sur les intentions réelles d'Arafat qui, le moment venu, n'hésiterait pas à reprendre les armes contre Israël.

Disant vouloir s'en tenir « aux actes et non aux mots », Rabin ordonna néanmoins à l'armée de se retirer comme prévu de Jéricho le 14 mai et, quelques jours plus tard, d'une partie de la bande de Gaza. Dans la foulée, il rencontra secrètement à Londres le roi Hussein, auquel il promit de veiller aux intérêts hachémites dans les Lieux saints musulmans de Jérusalem. Le 25 juillet 1994, les deux dirigeants publiaient à Washington une déclaration commune mettant fin à l'état de belligérance entre Israël et la Jordanie. Et, le 26 octobre, les deux pays signaient, dans le sud du Néguev, un traité de paix en bonne et due forme, en présence du président Clinton et du ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev⁵⁷. 'Arafat ne fut pas convié à la cérémonie. Les représentants du Likoud avaient menacé de ne pas y assister si le dirigeant palestinien était invité⁵⁸.

Trois mois auparavant, le 12 juillet 1994, le leader palestinien était entré en héros à Gaza, devenue capitale de l'Autonomie palestinienne. Accueilli par une foule en liesse, l'une de ses premières

visites avait été pour la famille du fondateur du Hamas, le cheikh Yassine, emprisonné depuis 1989 en Israël. Ce geste avait été très mal pris par l'opinion israélienne qui, soit dit en passant, ne porta jamais dans son cœur le leader palestinien. Pourtant, elle avait pardonné au président Sadate tous les morts de la guerre du Kippour à l'instant même où il avait foulé le sol israélien. Mais rien de tel concernant 'Arafat ne se produisit : il resta aux yeux de beaucoup d'Israéliens un ennemi implacable et un « terroriste » invétéré, désireux de récupérer par la diplomatie ce qu'il n'avait pu obtenir par les armes. Il faut dire qu'en rechignant à briser l'infrastructure militaire du Hamas et du Jihad islamique, 'Arafat n'avait fait qu'augmenter les doutes de la population israélienne sur la sincérité de ses intentions. D'autant que, depuis son retour à Gaza, les deux organisations islamistes avaient commis quelques-uns de leurs attentats suicides les plus meurtriers : Tel-Aviv (19 octobre 1994), Beit-Lid près de Netanya (22 janvier 1995), Ramat Gan (24 juillet 1995) et Jérusalem (21 août 1995). À chaque fois, le nombre de morts et de blessés se comptait par dizaines. Ces attentats ne visaient pas les colons à l'intérieur des territoires occupés, mais des autobus et des civils en plein centre d'Israël.

L'exaspération de la population juive était à son comble. La paix promise par Peres et Rabin apparaissait comme un leurre, et une vive inquiétude s'installait dans le pays. Pour calmer les esprits, le gouvernement ne pouvait faire autrement que de procéder à des bouclages fréquents de la bande de Gaza et d'interdire l'entrée en Israël à des milliers de travailleurs palestiniens. Perdant ainsi toute chance d'améliorer des conditions de vie déjà ravagées par huit années d'Intifada, leur nombre tomba ainsi de 116 000 en 1992 à 28 000 en 1996. Parallèlement, le chômage à Gaza grimpa à un taux record de 38 % en 1996⁵⁹. Désespérés et voyant des milliers de travailleurs asiatiques, africains et est-européens prendre leur place en Israël, les chômeurs palestiniens allaient grossir les rangs des « déçus d'Oslo » et des candidats au *Jihad* contre l'État hébreu. Autant que les Israéliens, les Palestiniens avaient mis du temps à comprendre que Yasser 'Arafat n'avait guère les moyens de répondre aux souhaits démesurés de son peuple en le délivrant de l'épouvantable situation économique et politique où il croupissait depuis des années. Le chef de l'OLP s'était montré également incapable d'obliger les Israéliens à accélérer la libération des prisonniers, à cesser de créer de nouvelles implantations et d'élargir les nouveaux quartiers juifs de Jérusalem-Est. Le poète Ghassan Zaqtan, déçu et amer, se lamenta⁶⁰ :

Tout est comme avant

Depuis que nous sommes partis à la guerre depuis l'enfance

Peut-être que le soleil de ces années a déteint le blanc des

rideaux

Que les gravats de l'allée se sont arrondis et ont gagné en éclat.

La seule issue à ce tragique cercle vicieux était la poursuite constante des efforts de paix et le « recadrage » des accords d'Oslo, dont les lacunes sautaient aux yeux au fur et à mesure de leur mise en application sur le terrain. Un nouveau texte appelé « Oslo II » fut ainsi approuvé par les deux camps, le 28 septembre 1995, à Washington. D'une extrême complexité, il préconisait l'élection au suffrage universel d'un président (*ra'is*) et d'un Conseil législatif palestiniens, avec pour objectif principal d'étendre le régime d'autonomie à toute la Cisjordanie. Celle-ci fut découpée, à cet effet, en trois zones A, B et C. Dans la zone A qui incluait les centres urbains de Jenin, Tulkarem, Naplouse, Qalqilya, Ramallah et Bethléem, les Palestiniens disposaient d'une autonomie complète comme à Gaza et Jéricho. Dans la zone B qui couvrait quelque 450 villages, soit près de 25 % de la superficie du territoire, l'Autorité palestinienne n'exerçait que des fonctions civiles, tandis que l'armée israélienne avait en charge les problèmes de sécurité. Enfin, comprenant des zones inhabitées, des colonies juives et des camps de l'armée, le reste de la Cisjordanie (soit 70 % du territoire) formait la zone C, sur laquelle les Israéliens exerçaient un contrôle total en attendant son transfert ultérieur aux Palestiniens. Le nouvel accord voulait régler également le statut de Hébron, habitée par un noyau dur de militants de Goush Emounim aux côtés de 150 000 résidents palestiniens. L'espace urbain y fut fractionné en zones A, B, C, suivant un tracé laissant le Caveau des Patriarches (ou mosquée Ibrahimiyya) et le quartier juif aux mains des Israéliens. Cela ne présageait aucune cohabitation possible entre Juifs et Arabes. Quant à Jérusalem, les deux parties acceptèrent de l'exclure des débats et de n'en discuter qu'au terme de la phase ultime du processus de paix imaginé par les premiers accords d'Oslo⁶¹.

L'annonce de la fermeture des camps militaires à l'entrée des grandes villes de la zone A fut accueillie par un tombereau d'injures à l'encontre de Rabin dans les médias d'extrême droite et dans les journaux des colons de Cisjordanie. Y voyant une atteinte à l'intégrité du Grand Israël et une étape préparatoire à l'évacuation des implantations, les plus grands noms de l'*establishment* rabbinique de droite signèrent une pétition appelant les soldats à désobéir aux ordres de leurs officiers et à refuser d'évacuer leurs bases. Généralement respectueux des pouvoirs publics, ni les sionistes religieux du Mafdal ni les ultraorthodoxes d'Agoudat Israel ne condamnèrent cet appel à la sédition. Ils étaient tous d'avis que le gouvernement ne devait pas renoncer à la moindre parcelle de la Terre d'Israël⁶². C'était un

« interdit de la Torah » au nom duquel les plus radicaux parmi les rabbins des territoires occupés allaient condamner à mort le Premier ministre Rabin en tant que *rodef* (« persécuteur ») ou *mosser* (« délateur »), les seuls cas autorisés par la *halakha* de mise à mort d'un Juif par un autre Juif parce qu'ils mettent en péril la communauté tout entière. Davantage féru d'histoire que de littérature rabbinique, le colon « laïc » Elyakim Ha'Etzni compara Itzhak Rabin à Philippe Pétain. À la fin de la Seconde Guerre mondiale, rappela-t-il, le peuple de France avait condamné à mort pour trahison le vieux maréchal, malgré son passé militaire glorieux. Son Premier ministre, Pierre Laval, avait connu le même sort et avait été fusillé en prison⁶³.

Partout où il allait, Rabin était accueilli par des quolibets et des injures de la part de manifestants qui guettaient chacun de ses déplacements pour le harceler et l'empêcher de prendre la parole. Le 10 septembre 1995, il faillit même être agressé physiquement sur la pelouse de l'Institut Wingate à Netanya par un jeune rabbin américain qui se jeta sur lui alors qu'il s'apprêtait à s'adresser à des ressortissants anglo-saxons qui l'avaient invité à l'occasion de l'une de leurs célébrations. L'assistance déchaînée criait « Rabin assassin », « Rabin traître », « Rabin 'Arafat », avant que ses gardes du corps ne parviennent à l'exfiltrer des lieux⁶⁴.

Le 5 octobre 1995, la Knesset approuva à une voix de majorité les accords d'Oslo II. Le même soir, des milliers de personnes – des habitants des implantations pour la plupart – se rassemblèrent sur la place de Sion, au centre de Jérusalem, à l'appel du Likoud et des autres formations de droite. Benyamin Netanyahou, Ariel Sharon et Moshe Katsav, futur chef de l'État, prirent place à la tribune pendant que les manifestants criaient les slogans « Rabin traître », « Rabin assassin », « Auschwitz », « Eichmann » et brandissaient des effigies du Premier ministre en *keffieh* ou en uniforme nazi ainsi que des photomontages le représentant sous les traits d'Himmler, portant l'uniforme de la Gestapo. Guère gêné par ces excès, le romancier Moshe Shamir enfoncerait le clou, quelques jours après, en accusant Rabin d'avoir remis le pays à « des milliers d'officiers nazis » qui, sous le commandement de leur chef « Adolf 'Arafat », entendaient mener jusqu'au bout le programme de destruction du peuple juif⁶⁵.

N'en croyant pas ses yeux à la vue de la manifestation de Jérusalem et profondément irrité par les images montrant Rabin en uniforme SS, l'homme d'affaires français, et ami de Peres, Jean Frydman prit aussitôt l'avion pour Israël et, de concert avec le maire de Tel-Aviv, Shlomo Lahav, suggéra au ministre des Affaires étrangères d'organiser une contre-manifestation de soutien au gouvernement et à sa politique de paix⁶⁶. Peres demanda son avis à Rabin, qui hésita avant de donner son accord, n'étant pas sûr que le

public viendrait nombreux à la manifestation.

Moins de deux semaines plus tard, le samedi 4 novembre, la place des Rois d'Israël – qui serait rebaptisée plus tard « place Rabin » – était remplie de monde, à l'appel de « La Paix maintenant » : une foule dense de 100 000 personnes, parmi lesquelles on dénombrait peu de porteurs de *kippa*. Elles étaient venues de tous les coins du pays rendre hommage au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères. Rabin était aux anges. Frydman lui glissa dans la main un feuillet portant les paroles du *Chant de la paix*, une chanson datant de la fin des années 1960 et devenue, depuis la visite de Sadate, l'hymne des pacifistes israéliens. Il lui dit alors :

« Vous devez chanter avec tout le monde.

— Je n'ai jamais chanté. Je suis incapable de chanter.

— C'est aujourd'hui ou jamais. »

Rabin s'approcha alors de Peres, qu'il prit chaleureusement par les épaules. Le ministre témoignerait ensuite :

C'était la première fois qu'il m'étreignait ainsi, comme si nous étions un jeune couple d'amoureux. Je ne l'ai jamais vu aussi heureux. Cet homme rigide et renfermé, j'avais l'impression qu'il fondait de plaisir à la vue des expressions d'enthousiasme qui émanaient de la foule. Il voulait prolonger encore et encore ces instants de bonheur, lui qui, depuis le début du processus de paix avec les Palestiniens, n'avait rencontré qu'hostilité et haine⁶⁷.

De sa voix grave et enrouée, l'ancien chef d'état-major de la guerre des Six Jours entonna le *Chant de la paix* :

Laisse le soleil se lever, luire la lueur de l'aube
La prière la plus pure ne nous ramènera pas
Celui dont la chandelle a été soufflée,
Qui a été enterré dans la poussière
Et que nul cri de douleur ne réveillera
Ni ne fera sortir de la sombre fosse
Pas même les cris de victoire...

Après, au milieu des banderoles et des drapeaux, Rabin avait été ovationné à la fin de son discours, qui allait être le dernier :

J'ai servi dans l'armée pendant vingt-sept ans. Tant qu'il n'y avait aucune chance pour la paix, j'ai combattu. J'ai la

conviction aujourd'hui que la paix a ses chances, de grandes chances. Il nous faut tirer parti de cette occasion unique au nom de ceux qui sont ici présents et au nom de ceux qui ne sont plus parmi nous – et ils sont nombreux. En venant ici nombreux ce soir, vous démontrez que le peuple désire réellement la paix, et s'oppose à la violence. La violence est opposée aux fondements mêmes de l'État d'Israël. Elle doit être condamnée, rejetée, mise au ban... Nous avons trouvé un partenaire pour la paix aussi chez les Palestiniens, l'OLP, qui était notre ennemi par le passé. Sans partenaire pour la paix, il n'y aura pas de paix.

Il était aux alentours de 21 heures. Pendant qu'il parlait, des manifestants d'extrême droite avaient tenté de s'approcher du lieu du rassemblement, mais en avaient été empêchés par la police. L'un d'eux brandissait une pancarte : « Rabin poursuit ce qu'Hitler a commencé. » D'autres, bien connus de la police, avaient pris pour habitude de s'attrouper chaque jour à proximité de son domicile à Tel-Aviv et de l'assaillir d'injures. La veille de la manifestation, son épouse, Leah Rabin, avait été accueillie devant chez elle par les mots suivants : « Dans un an, nous vous pendrons, vous et votre mari, sur la place publique comme Mussolini et sa maîtresse. »

Descendant de la tribune d'honneur, Rabin remercia Shlomo Lahat et Jean Frydman pour les « deux très belles heures » qu'il venait de passer grâce à eux. Il était 21 h 40. Il se dirigea alors vers sa voiture, garée depuis des heures dans le parking très mal sécurisé de la mairie de Tel-Aviv. Shimon Peres y était descendu le premier. Yigal Amir, un jeune étudiant religieux radicalisé de l'Université Bar-Ilan, l'avait vu arriver, mais ce n'était pas lui qu'il visait. Il attendit, sans trop se cacher, que Rabin approchât de sa limousine blindée, accompagné d'un seul garde du corps, pour tirer trois balles de revolver dans sa direction. Il le toucha à la poitrine, à la rate et à la colonne vertébrale. Maîtrisé immédiatement, le meurtrier exprimerait un seul regret lors de son interrogatoire, celui de n'avoir pas tué Peres également, son unique objectif ayant été d'arrêter le processus de paix commencé à Oslo et de « sauver le peuple juif »*⁹⁶⁸.

Cet assassinat eut lieu presque en direct (devant les caméras du monde entier qui venaient de couvrir la manifestation de la place des Rois d'Israël). Peres, qui venait de quitter le parking, entendit les trois coups de feu fatidiques, mais, empêché par le Shin Bet de faire demi-tour, il fut conduit en lieu sûr avant d'aller rejoindre la famille Rabin accourue à l'hôpital Ikhilov où avait été transporté le Premier ministre. Cliniquement mort à son arrivée à l'hôpital, l'annonce officielle du décès d'Itzhak Rabin sema la consternation dans tout le

pays. En tant que vice-Premier ministre, Peres prit aussitôt les rênes du pouvoir et convoqua le gouvernement en séance d'urgence. Il déclara dans son oraison funèbre :

Vient de nous quitter le meilleur des fils d'Israël, le chef qui a excellé sur le champ de bataille et qui s'est surpassé sur le chemin de la paix. C'était l'un des plus beaux jours de sa vie, quand pour la première fois de son existence il accepta de chanter. Ce soir-là, il a chanté le *Chant de la paix*... Personne ne pourra rien contre la grande et sublime idée qui lui a coûté la vie : la paix. Je suis convaincu que son dernier vœu, avant de mourir, était de voir se poursuivre, toutes voiles dehors, le processus de paix⁶⁹.

Une atmosphère de deuil immense enveloppa le pays. Rabin, le guerrier sabra, incarnait jusque dans sa gestuelle et sa diction le « bel Israël » des temps héroïques. Aux yeux de la gauche laïque et pacifiste, il représentait en outre le dernier espoir d'une nouvelle ère de tolérance et de coexistence avec des voisins que lui-même n'avait cessé de combattre depuis la création de l'État.

À l'annonce de sa mort, militants des mouvements de jeunesse sionistes et simples badauds se rassemblèrent spontanément sur la place des Rois d'Israël ainsi que devant son domicile à Jérusalem pour allumer une bougie à sa mémoire et chanter les chansons de l'époque du Palmach qu'il affectionnait tant. Ces manifestations de tristesse laissèrent indifférente la masse des religieux du pays qui considérait l'ancien chef d'état-major comme l'exemple même du Juif déraciné et sans attache aucune avec la tradition juive.

Rabin fut inhumé le 6 novembre au cimetière militaire du mont Herzl, à Jérusalem. Des présidents, chefs de gouvernement et ministres des Affaires étrangères de plusieurs dizaines de pays (dont le président Moubarak d'Égypte et le roi Hussein de Jordanie) assistèrent aux obsèques aux côtés du président Bill Clinton, qui termina son éloge funèbre par deux mots en hébreu : « *Shalom Haver* » (« Adieu, ami »). Ils restèrent longtemps gravés dans la mémoire israélienne. Jamais, au cours de toute son histoire, l'État hébreu n'avait connu un défilé aussi impressionnant de dirigeants du monde entier. C'était un signe de la grande estime dont l'État hébreu jouissait à l'échelle internationale depuis les accords d'Oslo et les débuts du règlement de la question palestinienne.

Yasser 'Arafat avait voulu assister aux funérailles, mais il fut prié d'y renoncer pour des raisons de sécurité. Le chef palestinien tiendrait néanmoins à venir présenter ses condoléances, sept jours plus tard, à Leah Rabin, à son domicile de Tel-Aviv. Ce serait la première fois que

le dirigeant palestinien se rendrait en territoire israélien.

Le jour de l'enterrement, Leah Rabin refusa de serrer la main de Benyamin Netanyahou. Elle le considérait comme celui qui, par ses propos diffamatoires, avait poussé à l'assassinat de son mari. Elle n'était pas la seule ; la plupart des journaux pensaient de même. C'était une accusation dont le futur Premier ministre essaierait de se défaire par tous les moyens, mais qui continuerait pendant longtemps à lui coller à la peau.

1996 : l'année de toutes les désillusions

À nouveau maître des destinées du pays, Shimon Peres souffrait d'une mauvaise image auprès du public, qu'il voulut effacer au plus vite : celle d'un personnage manquant de fermeté et « sans épine dorsale ». Aussi n'eut-il de cesse, dès son entrée en fonctions, de rappeler qu'à l'exemple de Rabin il avait consacré de longues années à commander l'institution militaire et que, pas moins que le défunt, il avait contribué à la défense d'Israël en le dotant notamment de la centrale nucléaire de Dimona. Aussi, sans écouter nombre de ses proches qui lui conseillaient de ne pas abandonner le ministère des Affaires étrangères à l'ancien chef d'état-major Ehoud Barak, il choisit d'ajouter à ses fonctions de Premier ministre celles de ministre de la Défense, comme Ben Gourion et Rabin avant lui.

Bénéficiant d'une cote de popularité de loin supérieure à celle du chef du Likoud (Benyamin Netanyahou), Peres repoussa également les conseils de ses amis lui recommandant d'avancer les élections générales prévues pour octobre 1996. Tous les sondages le donnaient vainqueur : profondément secoués par l'assassinat de Rabin, la grande majorité des Israéliens l'associaient à celui-ci et pensaient que lui-même aurait pu être assassiné en même temps ou à la place du défunt Premier ministre. Mais il s'obstina à ne pas dissoudre la Knesset immédiatement après le 4 novembre. C'était une mauvaise décision, pour lui-même comme pour son parti qui, en moins d'un an, allait voir le pouvoir lui échapper à nouveau. Son ami l'ancien ambassadeur d'Israël en France, Asher Ben Nathan, observerait : « Shimon a commis sa plus grande erreur pour satisfaire son ego. Il a refusé une victoire qu'il aurait due à Rabin, il voulait l'emporter grâce à ses propres moyens⁷⁰. »

Bien à l'aise dans ses nouveaux vêtements de commandant en chef et décidé à ne pas approfondir les déchirements provoqués par les accords d'Oslo ni les divisions entre religieux et laïcs aggravées par l'assassinat de Rabin, Peres ne semblait pas pressé de faire avancer les négociations de paix avec les Palestiniens. Et, au grand dam de son

fidèle collaborateur puis ministre Yossi Beilin, il ne donna pas suite à l'accord dit de Stockholm concocté entre ce dernier et Mahmoud 'Abbas, l'adjoint d'Arafat, qui dessinait à grands traits les contours d'un règlement définitif du conflit israélo-palestinien. Il préconisait notamment la création d'un État palestinien démilitarisé qui s'étendrait sur 94 % du territoire de la Cisjordanie. Les 6 % restants demeuraient aux mains d'Israël qui y concentrerait 75 % des colons, les autres pouvant, selon leur choix, soit vivre sous souveraineté palestinienne soit retourner en Israël après indemnisation. Jérusalem continuerait d'être la capitale de l'État hébreu, et les Lieux saints musulmans de Jérusalem-Est bénéficieraient d'un statut particulier d'extraterritorialité. La capitale du futur État palestinien serait établie à proximité immédiate de Jérusalem.

Craignant de s'attirer les foudres des religieux qu'il ne désespérerait pas d'attirer dans son gouvernement, Peres refuserait pour les mêmes raisons, en mars 1996, d'appliquer l'accord sur Hébron signé avec Yasser 'Arafat du vivant de Rabin, qui consistait à confier à l'Autorité palestinienne l'administration civile de cette ville où colons et Palestiniens ne cessaient de se harceler, l'extrême droite et Gush Emounim ne voulant pas en entendre parler. La « Ville des Patriarches » était, de leur point de vue, aussi sacrée que Jérusalem⁷¹.

À l'opposé, Peres se montra très ferme sur les questions militaires, comme s'il voulait faire oublier son passé récent de « guerrier de la paix ». Au janvier 1996, il n'hésita pas à donner son feu vert à l'assassinat, à l'aide d'un téléphone portable piégé, de l'« artificier en chef » du Hamas, Yahya 'Ayache, qui avait à son actif plusieurs attentats suicides ayant fait une cinquantaine de morts et plusieurs centaines de blessés israéliens. Survenant après le meurtre en octobre 1995 par le Mossad, à Malte, du chef du Jihad islamique, Fathi Shqaqi, la mort de Yahya 'Ayache n'allait pas rester sans réponse. Désormais à la tête de l'infrastructure militaire du Hamas, Mohammed Dif et son adjoint Hassan Salameh passèrent aussitôt à l'action et, à partir du 25 février, lancèrent une nouvelle vague d'attentats suicides d'une extrême violence à Jérusalem, Ashkelon et Tel-Aviv, faisant une soixantaine de morts et des centaines de blessés. Tenant à se rendre sur les lieux des attentats, Peres était à chaque fois conspué par la foule en colère, aux cris de « Peres assassin » et « Peres, tu es le prochain »⁷². Il rejeta l'idée de représailles contre le Hamas et le Jihad islamique, tout comme il refusa d'abandonner le portefeuille de la Défense à l'ancien chef d'état-major Ehoud Barak, au parcours militaire exceptionnel. Cette initiative aurait eu pour effet de rehausser le moral de la population, au plus bas comme à la veille de l'assassinat de Rabin.

Dès lors, après avoir été porté aux nues par les sondages dans les

premières semaines de sa prise de fonctions, la popularité de Peres fut gravement entamée par ces attentats et, pour la première fois depuis novembre 1995, les instituts d'opinion donnèrent comme vainqueur aux prochaines élections Benyamin Netanyahou. Les manifestations de l'extrême droite contre la paix reprirent de plus belle, et Peres ne trouva rien de mieux à faire pour rassurer l'opinion que de revenir à des mesures de rétorsion déjà utilisées par tous ses prédécesseurs en fermant le territoire israélien aux travailleurs palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza⁷³.

De son côté, Yasser 'Arafat finit par prendre conscience de la gravité de la situation et, pour la première fois depuis son retour à Gaza, il procéda à l'arrestation de la plupart des dirigeants des mouvements islamistes en évitant cependant de s'en prendre à Mohammed Dif. En même temps, comme il s'était engagé à le faire dans le cadre des accords d'Oslo, il réunit, en avril à Gaza, le Conseil national palestinien avec pour tâche d'amender la Charte de l'OLP en y enlevant les articles réclamant la destruction d'Israël. Il omit néanmoins de publier une nouvelle charte à la place de l'ancienne, donnant ainsi du grain à moudre à l'extrême droite israélienne qui continua de soutenir que les clauses en question étaient toujours en vigueur⁷⁴.

Pendant ce temps, Shimon Peres avait fini par avancer au 29 mai 1996 la date des élections. Malmené dans les sondages, il ne désespérait pas de gagner la confiance des religieux et des ultraorthodoxes et multipliait les rencontres avec leurs rabbins. Ceux-ci appréciaient certes ses efforts de rapprochement entre religieux et laïcs, mais ils étaient vent debout contre la présence au gouvernement des ministres du Meretz : Shoulamit Aloni et Yossi Sarid. violemment antireligieux, ces derniers s'apprêtaient à présenter à la Knesset deux projets de loi : l'un légalisant la prostitution, l'autre accordant l'égalité des droits aux couples homosexuels – considérés comme des abominations insupportables par l'ensemble des partis religieux.

Peres parvint à empêcher l'adoption de ces textes par le Parlement. Il n'obtint cependant rien en retour des religieux, qui ne cachaient pas leur préférence pour Netanyahou. « Netanyahou est bon pour les Juifs », « Peres est bon pour les Arabes », pouvait-on ainsi lire sur les murs des quartiers ultraorthodoxes de Jérusalem et de Bné Brak à la veille des élections.

Comme si tous ces ennuis ne suffisaient pas, Peres dut affronter, à partir du 30 mars, la subite détérioration de la situation sur la frontière libanaise à la suite de la reprise des bombardements du Hezbollah contre la Galilée et la ville de Kiryat Shmona. Faisant cette fois ce qu'il avait évité de faire contre le Hamas, il ordonna à l'armée de passer à l'action. Ce fut l'opération *Raisins de la colère* lancée le

11 avril contre les villages chi'ites du Sud-Liban. Le but recherché par ces raids, qui détruisirent systématiquement les infrastructures civiles de la province et jetèrent sur les routes en quelques jours 400 000 civils : faire pression sur le gouvernement libanais afin qu'il ramenât à la raison les miliciens chi'ites et leurs « patrons » syriens. Mais, une fois de plus, Peres joua de malchance et, pendant que Beyrouth exigeait de Damas de freiner les ardeurs du Hezbollah, le 18 avril l'artillerie israélienne se trompa de cible et ses obus s'abattirent par erreur sur le camp de réfugiés de Cana, y faisant 102 morts. Israël fut condamné de toutes parts et, le 27 avril, l'opération *Raisins de la colère* se termina ainsi en queue de poisson. Ce fut un échec cuisant pour le Premier ministre, à moins de cinq semaines des élections.

L'échéance était d'autant plus périlleuse qu'à la suite d'une récente réforme du système électoral les Israéliens devaient désormais glisser deux bulletins dans l'urne : l'un pour élire leurs députés, l'autre pour désigner un Premier ministre. En l'occurrence, ils allaient avoir à choisir entre Shimon Peres et Benyamin Netanyahou ; entre un politicien chevronné de soixante-quatorze ans auquel rien ne semblait réussir depuis qu'il avait pris la succession de Rabin, et un « novice » de quarante-sept ans. Sorti des rangs de la fameuse unité d'élite Sayeret Matkal et après des études d'ingénieur au MIT de Boston, « Bibi », comme ses proches l'appelaient, avait songé à s'établir définitivement aux États-Unis avant d'être parachuté, grâce à ses mentors Moshe Arens et Itzhak Shamir, à la tête du Likoud.

Même s'il l'appréhendait, le résultat du scrutin fut une vraie claque pour Peres, qui perdit le pouvoir. Il obtint 49,5 % des suffrages contre 50,5 % pour Netanyahou, une perte imputable en bonne partie au désistement de l'électorat arabe à la suite de l'opération *Raisins de la colère* et au vote massif des « Orientaux » et des « Russes » en faveur du chef de la droite nationaliste. Seule consolation : le parti travailliste augmenta de deux sièges le nombre de ses députés, mais l'ensemble de la gauche avait perdu 15 % de son électorat. S'il n'en avait tenu qu'à Peres, il serait entré dans un gouvernement de coalition avec Netanyahou, mais ce dernier refusa. Il craignait que Peres lui refît les mêmes « tours de passe-passe » que sous Shamir, à l'époque du gouvernement d'union nationale⁷⁵.

Accusé par les siens d'avoir perdu une élection imperdable, Peres dut abandonner la direction du parti travailliste à Ehoud Barak. Réfléchissant aux causes de son échec, il estima que ce qui avait été en jeu durant la campagne électorale n'avait été ni le processus de paix ni même l'avenir des territoires occupés, mais le regard que la société israélienne portait sur elle-même et sur son identité, ainsi que la place du sionisme et du judaïsme dans sa nouvelle vision du monde. Un

journaliste du quotidien *Haaretz* lui demanda :

- « Que s'est-il passé, monsieur Peres ?
- Nous avons perdu.
- Qui a perdu ?
- Nous, les Israéliens.
- Qui a gagné ?
- Tous ceux qui ne partagent pas la mentalité israélienne.
- Qui sont-ils ?
- Les Juifs... »

Certes, les partis religieux – Parti national religieux (Mafdal), Shas et l'ultraorthodoxe Union du judaïsme de la Torah (ex-Agoudat Israel) – recueillirent 20 % seulement des voix⁷⁶. Ce n'était pas énorme par rapport aux scrutins précédents. Mais beaucoup de laïcs qui, dans un passé encore récent, votaient pour la gauche sioniste s'étaient détournés de Peres et de son rêve d'un « nouveau Proche-Orient ». En plus de leur défiance à l'égard des accords d'Oslo, ils avaient été excédés par l'extrémisme des ministres du Meretz et de leurs chefs de file, Shoulamit Aloni et Yossi Sarid, ainsi que par l'« activisme » du président de la Cour suprême, Aharon Barak. Celui-ci avait inspiré l'adoption par la Knesset, entre 1992 et 1994, de deux lois fondamentales définissant l'État d'Israël comme un « État juif et démocratique ». La définition, de prime abord, semblait ambiguë et l'interprétation qui en avait été donnée par Aharon Barak lui-même avait ajouté à la perplexité des milieux religieux et traditionalistes :

Le contenu de l'expression « État juif » sera déterminé par le degré d'abstraction qui lui sera donné de manière à parvenir à ce qui unit véritablement l'ensemble de la société [juive israélienne]. Le degré d'abstraction doit être d'un tel niveau qu'il puisse se concilier avec le caractère démocratique de l'État. De fait, si l'État est juif, ce n'est pas au sens halakhique – religieux –, mais en tant que tous les Juifs ont le droit de venir s'installer en Israël, que leur expérience nationale est celle de l'État ; cela s'exprime entre autres par la langue, les jours de fête et de repos, par le fait que les valeurs fondamentales du judaïsme sont celles de l'État. Je fais allusion aux valeurs de l'amour de l'homme, de la sainteté de la vie, de la justice sociale, du respect de la dignité de l'homme. La référence à ces valeurs doit se faire par rapport à leur signification universelle correspondant à la nature démocratique de l'État. C'est pourquoi il ne faut pas confondre

les valeurs de l'État d'Israël avec le droit hébraïque. N'oublions pas non plus qu'Israël abrite une minorité non juive⁷⁷.

En d'autres termes : Israël est un État juif seulement dans le sens politique et national du terme ; son identité religieuse, voulue par la résolution de l'ONU du 29 novembre 1947 sur le partage de la Palestine en un État juif et un État arabe, repose sur les valeurs universelles juives de justice, d'égalité et de solidarité humaine telles qu'elles ont été mises en avant par les penseurs des Lumières juives de la *Haskala* au XIX^e siècle. Il ne s'agit donc en aucune façon d'un État halakhique-religieux, parce que celui-ci ne pourra jamais être un État démocratique. À l'opposé, ce n'est pas non plus un État sans « visage » culturel déterminé, mais doté d'une identité particulière dont on ne peut exclure toute mémoire religieuse : Israël est juif comme la Grèce est orthodoxe et la France catholique. Théodore Herzl avec son sionisme humaniste et généreux n'aurait pu mieux dire.

Or c'est précisément ce qui inquiétait le plus les religieux et les traditionalistes qui, depuis la fin des années 1980, avaient le sentiment d'assister à une véritable contre-offensive séculière conduite par la Cour suprême en vue de la réduction de la place de la religion au sein de la société israélienne. En effet, ce fut la Haute Cour qui contraignit l'administration centrale à admettre, dans le cas des conversions à l'étranger, une définition libérale (et non strictement halakhique) de l'identité juive ; ce fut aussi elle qui abrogea les conséquences juridiques de l'interdit religieux des mariages entre *Cohanim* (sing. *Cohen*) et femmes divorcées en obligeant les services d'état civil à les enregistrer ; elle encore qui réduisit la portée des interdictions relatives au *shabbat*, en permettant depuis des années à la télévision israélienne de diffuser ses programmes le samedi et en rendant possible, même à Jérusalem, l'ouverture ce jour-là des lieux de commerce et de loisir. Derniers trophées au palmarès libéral de la Haute Cour : l'autorisation d'importation et de vente de viande non *kasher* dans les agglomérations qui en exprimaient le souhait et surtout l'obligation faite au ministère de la Défense d'accorder une pension de veuvage aux conjoints homosexuels des militaires morts en service commandé. Auparavant, la compagnie aérienne nationale El Al avait été obligée d'accorder un traitement égal aux conjoints homosexuels de ses stewards^{*10}.

C'était une véritable « révolution constitutionnelle » parfaitement en phase avec l'atmosphère de décrispation idéologique et de « relâchement des mœurs » ayant caractérisé les « années Oslo ». Des années de grande prospérité économique, comme on le verra par la suite, marquées par la fin du boycott arabe, l'expansion des industries

de haute technologie, l'afflux de capitaux étrangers et la baisse du chômage : à la fin des années 1980, le high-tech représentait 70 % des exportations et, pour la seule année 1995, les *start-up*, ou sociétés émergentes, israéliennes cotées à Wall Street rapportèrent 750 000 000 de dollars à l'économie du pays. Depuis 1989 par ailleurs, Israël avait accueilli un million de nouveaux immigrants en provenance de l'ex-URSS sur une population totale de 5 millions, pendant que le discours postsioniste envahissait les milieux universitaires et artistiques de gauche. Sans parler des ONG pacifistes « La Paix maintenant » et Betsalem, ***Yesh Gvoul*** et, plus tard, *Shovrim Shtiqa* (« Briser le Silence ») dont l'activité jugée antipatriotique faisait enrager déjà beaucoup d'Israéliens de droite comme de gauche.

*1. Acronyme hébraïque de « Judée-Samarie et Gaza ».

*2. Tableau établi à partir des données figurant chez Nadine Picaudou, *Les Palestiniens, un siècle d'histoire*, Bruxelles, Complexe, 2003, p. 338.

*3. Combattants de la foi habitant des *ribat* ou fortins situés à la lisière du *Dar al-Islam*.

*4. Arbuste « mythique ». Dans de nombreux communiqués de guerre du Hamas, les colonies juives sont décrites comme étant entourées de *gharqad*.

*5. Par exemple : « *Allah Akbar* (Dieu est grand), l'heure de Khaybar est venue, *Allah Akbar*, mort aux occupants », ou encore : *Khaybar Khaybar Ya Yahud, Jaysh Muhammad sa ya'ud* (« Khaybar, Khaybar, Ô Juifs, l'armée de Mohammad revient »).

*6. Ou terre de main-morte ne pouvant être ni vendue ni partagée.

*7. Ou « gens du Livre », c'est-à-dire les Juifs et les chrétiens.

*8. Selon l'organisation israélienne des droits de l'homme Betsalem, 1 450 Palestiniens (dont 355 tués par des Palestiniens pour cause de collaboration avec Israël) et 144 Israéliens ont perdu la vie au cours de l'Intifada, entre décembre 1987 et décembre 1993. À ces chiffres, il faudrait ajouter ceux non moins effarants des blessés recensés de part et d'autre : 15 000 à 20 000 du côté palestinien et 3 500 du côté israélien, dont 2 300 soldats. En outre, au cours des deux premières années du soulèvement, il y eut plus de 10 000 détenus palestiniens dans les prisons israéliennes.

*9. À la fin de la manifestation, raconta plus tard Shimon Peres, les services secrets lui enjoignirent ainsi qu'à Rabin de regagner séparément leurs véhicules. Un attentat se préparait contre eux, leur fit-on savoir, et d'après les informations parvenues au Shin Bet, l'auteur présumé en serait... un Arabe !

*10. Dernier en date de ces actes de justice : en juin 2004, la Haute Cour ordonna aux municipalités de permettre la vente de viande de porc si telle était la volonté de la majorité de leurs administrés.

XXIII

**L'identité israélienne
en question**

Le postsionisme, ou la fin des mythes

Alors que depuis la guerre des Six Jours la gauche israélienne avait obstinément tourné le dos aux problèmes sociaux du pays pour ne s'intéresser qu'aux questions relatives à l'avenir des territoires occupés, voici que sur ses marges universitaires et artistiques surgirent, dès le lendemain de la guerre du Liban, de « nouveaux » historiens et sociologues démolissant systématiquement tous les mythes fondateurs du sionisme qui avaient forgé la vision politique des premières générations de l'État hébreu. Cette veine iconoclaste était déjà présente, des années auparavant, en littérature, au théâtre et au cinéma dans les œuvres de Hanoch Levine (1943-1999), Amos Kenan (1927-2009), Yona Wallach (1944-1986), Yehoshoua Sobol (né en 1939), Meir Shalev (né en 1948), Amos Gitai (né en 1950) et David Grossman (né en 1954). Se joignirent à eux plus tardivement Amir Gutfreund (1963-2015), Ronit Matalon (1959-2017) et Eshkol Nevo (né en 1971), sans oublier Sami Mikhael, né en 1926 à Bagdad, qui fut l'un des premiers à réclamer la création d'un État indépendant pour les Palestiniens. Ces intellectuels, taxés de « tel-aviviens » par leurs contempteurs religieux et de droite, malmenaient avec délectation, selon ces derniers, les « valeurs sacrées d'Israël » et offraient une image peu avenante de l'État hébreu, de Tsahal, voire du judaïsme et des Juifs en général. Par exemple, dans la satire *La Reine de la salle de bains* (1970), l'auteur, Hanoch Levine, tourne en dérision le récit biblique du sacrifice d'Isaac. « Papa, égorge-moi », fait-il dire à ce dernier à l'adresse de son père Abraham. S'en prenant ensuite violemment au pathos militariste et au culte de l'armée qui s'étaient emparés de la société israélienne après la victoire des Six Jours, il y montre un journaliste venu interviewer une jeune veuve dont le mari est tombé à la guerre et à qui il finit par faire l'amour : « Une injure à l'égard des milliers de parents ayant perdu leurs proches », s'écria le critique Reuven Yanai après la première représentation de la pièce¹.

Au cinéma comme en littérature, une nouvelle image de l'Arabe israélien fit son apparition. Suscitant la même inquiétude qu'avant, il ressemblait toutefois désormais à son voisin israélien dont il parlait parfaitement la langue, et avec qui il partageait les mœurs et

l'humour : tel le jeune Naïm – de *L'Amant* de A.B. Yehoshoua – lisant à ses heures perdues la poésie d'Altermann, entrant « sans frapper » chez ses patrons juifs dont il séduit la fille, et, à leur immense étonnement, récitant sans fautes quelques vers de *Metei Midbar*, l'un des poèmes les plus célèbres du grand poète national Haïm-Nahman Bialik². Tel encore Mahmoud, qu'Amos Kenan affuble du prénom typiquement israélien de Rafi – le même que celui des trois autres personnages principaux (parmi lesquels un général et son chauffeur) – dans son allégorie apocalyptique *Sur la route d'Eïn Harod*³. Rafi, le Palestinien, chante à gorge déployée le poème nationaliste juif *Patrie ô ma patrie, Terre ô ma terre* de Shaïl Tchernichovsky :

Et je sais – commente le narrateur – que lorsqu'il chante sa terre qui est la mienne, il pense à « sa » terre et non à la mienne... La même terrible tristesse m'écrasa comme au jour où je me suis retourné et ai aperçu ma maison pour une dernière fois. [...] J'ai regardé la terre. Sur la terre de Mahmoud, je n'existe pas. Il ne pleure pas les tombeaux de mes ancêtres. « Ma Terre », chante-t-il, dans laquelle je n'ai pas la moindre parcelle. Il ne chante pas mes rebelles et mes martyrs, mes crucifiés et mes décapités. Sur cette terre, mes prophètes n'ont jamais versé de larmes ; Jérémie ne s'est jamais écrié à Anatot : « Mère, pourquoi m'as-tu donné la vie ? » ; Amos à Tekoa n'a jamais prédit les trois crimes d'Israël ; mes lointains ancêtres n'ont jamais sculpté dans la pierre les douze mois de l'année... ni apporté leurs prémices au temple du Dieu suprême, qui a créé le Ciel et la Terre... Shulamit n'a jamais vécu à Ein Gedi ; l'auteur de l'Ecclésiaste n'a jamais écrit : « Tout est vanité », et mon dernier roi ne fut jamais crucifié à Antioche, mains, pieds et tête coupés.

Évoquons encore Fahd-Adnan, l'amant palestinien de Magda, auquel Sobol, dans *La Palestinienne*, fait jouer le rôle d'un *hassid* ultraorthodoxe menaçant le peuple juif des foudres divines s'il ne cesse ses turpitudes⁴ et, enfin, les héros malheureux – une « Blanche », la narratrice, et un « basané », 'Umar – du roman *Inta 'Umri* de Smadar Hartzfeld : dans l'ambiance explosive de la première Intifada, ils sont contraints de se séparer, après trois ans d'une passion pathétique ; Roméo et Juliette orientaux, ils manquent y laisser la vie⁵. Quant à Eshkol Nevo, c'est à Maoz Zion (localité située en contrebas du site du Qastel, où les Palestiniens subirent, en 1948, l'une de leurs plus lourdes défaites annonçant la *Nakba*) qu'il situe l'un de ses romans les plus saisissants : *Quatre maisons et un exil* (2004)⁶. L'ouvrage décrit l'histoire croisée de quatre personnages que tout sépare quand, tel un

fantôme du passé, surgit dans leur vie Sadek, qui reconnaît dans la maison de l'un d'eux celle que ses parents ont été forcés de quitter en 1948 et dont sa mère avait toujours la clef, qu'elle portait autour du cou.

Quelques années plus tard, en 2011, Nevo relate la création, loin du Proche-Orient, d'un « contre-État » sioniste, plus exactement un « espace thérapeutique communautaire » *Neuland* (en référence à l'*Altneuland* de Théodore Herzl) pour y abriter tous les éclopés, tous les « mutilés » de l'aventure israélienne : une sorte de *kibboutz* multiconfessionnel et pacifiste, « tourné vers l'avenir » et ouvert à tous les êtres humains et non pas aux seuls Juifs. « Êtres humains, vous êtes mes frères » est sa devise.

À coup sûr, l'occupation en 1967 des Territoires et le sort des Palestiniens occupent une place particulière dans le cinéma israélien, dont l'un des représentants les plus emblématiques, et les plus prolifiques aussi, est sans doute Amos Gitai. Parmi ses nombreux documentaires et grands films citons *House* (1980), *Les Citronniers*, *Ana Arabia*, *Free Zone* ou encore le tout récent *À l'ouest du Jourdain* (2017), dans lequel le cinéaste rend hommage à tous les Israéliens qui dénoncent les ravages de la colonisation. Citons encore, dans un tout autre domaine, le rédacteur du quotidien *Haaretz*, Gideon Levy, qui, depuis des années, tente de sensibiliser ses lecteurs aux injustices de toutes sortes dont sont victimes les Palestiniens à Gaza et en Cisjordanie. Des critiques virulentes, jugées excessives même par certains de ses confrères et qui, au fil des années, ont fait perdre à *Haaretz* des centaines d'abonnés, parmi lesquels, en 2009, l'écrivain A.B. Yehoshoua et l'essayiste Irit Linor.

Toutes ces « abominations », toutes ces « idées brouillées » et toute cette « mixité » si « tel-avivienne » n'ont guère contribué à atténuer l'aversion d'une partie de l'opinion – et pas uniquement des religieux et des nationalistes du Likoud – envers la gauche, « ses » universitaires et « ses » intellectuels qui, sans crier gare, remettent en question les « vérités » les plus solidement établies sur les origines de l'entreprise sioniste et israélienne⁷.

Contrairement aux « mythes » véhiculés depuis toujours par son *establishment* – soutiennent en substance les « nouveaux historiens » –, Israël n'est pas ce pays minuscule et sans défense qui, à peine né, aurait été agressé par des pays arabes assoiffés de sang juif et peu enclins, depuis la fin du XIX^e siècle, à arriver à un compromis avec le mouvement sioniste. Ce mouvement, disent-ils, a été conçu en Europe par des utopistes en mal de colonisation agricole, à l'exemple des Boers d'Afrique du Sud ou des pieds-noirs d'Algérie. Militairement bien équipées, expliquent-ils, les organisations militaires juives – Hagana, Palmach et Irgoun – qui repoussèrent les armées arabes en

1948, avaient reçu pour mission de « nettoyer » les régions conquises de leurs habitants palestiniens, portant ainsi une bonne part de responsabilité dans l'exode et l'apparition du problème des réfugiés. Les maisons et les villages arabes ainsi vidés de leur population furent donnés en priorité aux immigrants juifs originaires des pays arabes, dont le rêve messianique de « retour à Sion » allait vite s'évanouir devant l'exploitation systématique dont ils furent l'objet de la part du *Yishouv* et de sa « création » la plus emblématique : le *kibboutz*. Le « culte » de Marx et de Lénine n'avait guère appris à ses membres à faire preuve de « justice sociale » à l'égard de leurs voisins « orientaux » ou « juifs-arabes » – renchérissement les « sociologues critiques » : prolétariés et « déculturés », manquant de tout ou presque, ceux-ci en furent réduits à servir de main-d'œuvre bon marché aux capitalistes ashkénazes venus planter leurs usines dans les villes dites « de développement ». Ils y vinrent à l'appel de la Histadrout et des partis de gauche au pouvoir qui, à coups de réductions fiscales exorbitantes, avaient cru pouvoir maintenir les immigrants originaires des pays arabes dans des villes de développement, à la périphérie des grandes cités industrielles. Installées le long des frontières les plus dangereuses du pays, les agglomérations d'immigrants servirent pour ainsi dire d'écran humain aux bombardements et aux attaques quasi quotidiennes lancées à partir des bases de *fedayin* de Jordanie ou du Liban. Une société de classes figée, dont la configuration était tant ethnique qu'économique, prit ainsi corps – dans l'indifférence la plus totale des élites ashkénazes. Celles-ci, pour leur part, avaient trouvé leur compte dans la « mission civilisatrice et modernisatrice » que leur attribuaient très généreusement les sociologues et les ethnologues de la « vieille garde » universitaire.

Telle est, en substance, la teneur du « discours » postsioniste qui choqua tant une bonne partie de l'opinion. D'abord de portée essentiellement « académique », le débat sortit rapidement des campus de Jérusalem, Tel-Aviv, Haïfa et Beersheba pour devenir un grand sujet de discorde nationale, amplifié par un nombre incalculable de « libres opinions » et de « lettres de lecteurs » publiées à longueur de pages par le quotidien *Haaretz*. Cette remise en cause systématique des mythes fondateurs de l'identité israélienne fut d'autant moins bien reçue qu'elle survenait au moment même où, sur le plan diplomatique, la gauche travailliste était disposée à faire d'importantes concessions aux Palestiniens. De guerre lasse, et alors que la première Intifada venait à peine d'être jugulée, la gauche donnait l'impression de vouloir se délester des acquis territoriaux de 1967 en même temps que d'une bonne partie de ses certitudes idéologiques.

Les premières salves de cette offensive furent tirées par Benny

Morris⁸, Ilan Pappé⁹ et Avi Shlaim¹⁰, qui rouvrirent le dossier de la première guerre israélo-arabe de 1948. Refusant de la nommer « guerre d'indépendance », ces trois auteurs firent ample usage des archives publiques, dont celles de l'armée, pour mettre à mal les clichés que les Israéliens avaient au sujet de la guerre de 1948 et de ses suites. Préférant s'entendre avec le roi 'Abdallah de Transjordanie sur le dos des Palestiniens, affirment-ils, les responsables israéliens n'auraient pas toujours su ni voulu répondre aux offres sérieuses de paix émanant de certains pays arabes, préférant s'en remettre à la politique aventureuse de représailles mise au point ultérieurement par les généraux et futurs faucons politiques Moshe Dayan et Ariel Sharon. En lançant, par exemple, Tsahal dans des opérations d'envergure contre les *fedayin* palestiniens à l'intérieur du territoire égyptien à la veille de la campagne du Sinaï (1956), l'état-major dominé par Dayan et Ben Gourion n'aurait eu qu'un seul objectif, celui d'enterrer définitivement toute possibilité d'arrangement avec le colonel Nasser.

L'argumentation n'était pas nouvelle : elle reprenait, dans l'ensemble, les thèses développées depuis toujours par les Arabes ainsi que par un certain nombre de journalistes et de militants pacifistes israéliens tels Simha Flapan et Ouri Avneri. Mais les « nouveaux historiens » se firent surtout remarquer en accusant leurs devanciers d'avoir caché ou déformé la vérité historique pour des raisons de conformisme « idéologique ».

En fait, ils étaient pratiquement les premiers chercheurs professionnels à défricher la vaste littérature sur l'histoire du conflit israélo-arabe depuis la fin des années 1940. Le matériau utilisé par eux provenait des mêmes sources que celui de tous les historiens ayant travaillé depuis des décennies sur l'histoire de la Palestine juive et du mouvement sioniste. C'est pourquoi, peu novateurs sur le plan méthodologique, ils se firent « incendier » à cause de leur discours « relativiste^{*1} » et de leur approche « non sioniste » qui se voulait plus « équitable » envers les thèses arabes. Cela eut pour résultat de faire grincer des dents à plus d'une personne, dont l'écrivain Aharon Megged qui, dans un article véhément publié par *Haaretz*, cria son dépit devant cette « relecture » du passé israélien où les « pionniers », les bâtisseurs et les soldats de sa génération ne se reconnaissaient guère. C'était une « funeste » opération d'autodestruction et un syndrome avancé de suicide collectif d'une nation, proclama-t-il.

Scientifiquement plus cohérents et travaillant sur un terrain universitaire mieux balisé, la remise en question par les géographes et les sociologues critiques (Baruch Kimmerling, Adi Ofir, Yoav Peled, Ouri Ram, Gershon Shafir, Oren Yiftachel, Yehouda Shenhav, Shlomo Swirski et Samy Smokha) des travaux de leurs devanciers – les thèses fonctionnalistes de Samuel Noah Eisenstadt, le père de la sociologie

israélienne, en premier lieu¹¹ – fut plus véhémement encore. Dans leur revue *Théorie et Critique* comme dans leurs conférences universitaires, ils ne prennent pas de gants pour déconstruire, voire délégitimer le projet sioniste en le présentant comme une entreprise coloniale. Tandis que Shlomo Sand va jusqu'à nier l'existence d'un peuple juif, en attribuant la « création » à la mythologie sioniste, et que le politologue Zeev Sternhell¹² fait voler en éclats les prétentions socialistes de la gauche sioniste, d'autres chercheurs non moins virulents réduisaient en cendres l'image de marque égalitariste qui avait été l'apanage, pendant longtemps, d'institutions comme le *kibboutz* ou Tsahal. Portant une plus grande attention aux « laissés-pour-compte » de la sociologie « ancienne » – les Arabes israéliens¹³, les Séfarades, les « Juifs arabes¹⁴ » ou encore les femmes –, ils récusaient en bloc le discours « modernisateur » de leurs aînés, aux yeux desquels le projet sioniste qui se concrétisa dans l'État d'Israël était d'essence européenne et moderne, ne laissant d'autre choix aux Arabes et aux Orientaux, s'ils voulaient réussir leur développement économique et culturel, que d'abandonner leurs traditions et d'assimiler les valeurs supposées « supérieures » véhiculées par les pionniers (*haloutzim*) et représentées par l'*establishment* ashkénaze. Offrant une assise analytique de tout repos aux fonctionnaires chargés de l'application du *mizzoug galouyot* (le « melting-pot » à l'israélienne), les sociologues anciens qui furent de toutes les commissions publiques mises sur pied pour traiter des crises sociales, comme Wadi Salib, appartenaient socialement, culturellement et politiquement à l'élite ashkénaze et travailliste au pouvoir. À ce titre, ils contribuèrent directement à l'œuvre de « déculturation » des immigrants orientaux ainsi qu'à l'échec de leur intégration. Dans la foulée, des intellectuels « orientaux » radicaux comme Sami Shalom Chetrit, David Hamou, Yossi Yona, Yehouda Shenhav et Ella Shohat clouèrent au pilori le sionisme « ashkénaze », n'y voyant qu'un mouvement nationaliste européen, néocolonial, capitaliste, eurocentriste et anti oriental.

Querelle des « anciens » contre les « modernes », la révolte des intellectuels de gauche fut dynamisée par le choc des guerres du Kippour et du Liban, qui ôtèrent aux Israéliens une bonne partie de leurs illusions sur la qualité morale et intellectuelle de leur élite politique et militaire. Elle toucha toutes les disciplines des sciences humaines, surtout celles ayant un rapport direct ou indirect avec l'actualité israélienne, pour peu qu'elles aient été dominées pendant longtemps par un ou plusieurs « patrons » accusés à tort ou à raison d'avoir forgé en conformité avec leurs pré-supposés idéologiques les champs de savoir auxquels ils étaient préposés. Même le grand spécialiste de la Cabbale Gershom Sholem n'échappa pas, après sa mort, à pareille remise en question de la part de ses disciples, qui s'en

prire^{nt} notamment aux accents sionistes qui parcourent son historiosophie messianique.

Ne craignant plus de se référer ouvertement à l'œuvre d'historiens non sionistes comme Simon Dubnov et Salo Baron, la nouvelle génération des spécialistes de l'histoire juive devait ainsi se démarquer très nettement de l'orientation « palestinocentrique » de leurs aînés : Ben-Zion Dinur, Isaac Baer, Haïm Hillel Ben Sasson, Shamuël Ettinger et Haïm Beinart. Sionistes convaincus et profondément affectés par la destruction du judaïsme européen pendant la Shoah, ces derniers considéraient la création de l'État d'Israël, dont ils avaient été des témoins directs, comme une sorte de « fin de l'histoire juive » ou, plus exactement, comme une étape inéluctable de l'évolution historique du peuple juif à laquelle toutes les « forces vives » conduisaient depuis... l'expulsion d'Espagne en 1492.

De proche en proche, même la recherche sur la Shoah ne fut pas épargnée par ce grand chamboule-tout intellectuel. De façon très significative, outre le reproche fait aux spécialistes attitrés comme Yehouda Bauer et Israël Gutmann de s'être peu penchés sur les implications universelles du génocide juif, c'est l'attitude globale du *Yishouv* à l'égard des rescapés de l'Holocauste, à l'époque du mandat britannique, qui attira le plus l'attention des nouveaux historiens. Faisant suite à la condamnation sans appel par Tom Segev des responsables sionistes pour leur indifférence et leur cynisme face au génocide et à ses conséquences humaines¹⁵, de nombreuses études furent consacrées, ces dernières années, à cette question. Elles aboutiraient toutes à la même constatation et à la même condamnation : la gauche traditionnelle sioniste déploya peu de zèle pour sauver les communautés européennes de l'extermination. Au sortir de la guerre, lorsqu'elle se mobilisa enfin pour rapatrier clandestinement les rescapés, ce fut davantage pour faire aboutir les objectifs politiques du *Yishouv* (principalement la création d'un État juif) que pour sauver les malheureuses épaves humaines rescapées des camps de la mort.

Allant plus loin encore dans leur désir de saper l'un des fondements les plus unanimement reconnus du fait israélien – la référence à la Shoah, en tant que point culminant de l'antisémitisme européen –, les intellectuels de la gauche radicale reprennent à leur compte l'argument développé par Hannah Arendt, au lendemain du procès Eichmann, sur la banalité du mal. Ce faisant, ils pointent du doigt le cynisme des élites sionistes qui auraient ainsi monté de toutes pièces l'exceptionnalité du massacre des Juifs par les nazis pour justifier la création d'un État juif sur les décombres de la société palestinienne. Poussant à l'extrême cet argument, ils en concluent

qu'Israël doit cesser d'exister en tant qu'État juif. Ce que les citoyens « libéraux et humanistes » de ce pays « anormal », clérical et paranoïaque, ont le mieux à faire pour assurer à leurs enfants un avenir « plus sûr et moins israélien », c'est soit se fondre dans un État binational israélo-palestinien, soit retourner dans leurs pays d'origine, soit s'évaporer et s'établir dans un nouveau « Neuland » au diable vauvert, comme leur suggère le journaliste du quotidien *Haaretz* Roguel Alper à la suite du roman d'Eshkol Nevo. Les pays « normaux » susceptibles de les accueillir ne manquent pas : les États-Unis, bien sûr, la Pologne et la Russie également, mais aussi l'Allemagne. Berlin, surtout, l'ancienne capitale du Reich nazi dont la seule évocation suscitait, il n'y a pas si longtemps encore, un sentiment d'horreur chez tous les Israéliens, mais où des centaines d'entre eux ont élu domicile depuis la chute du Mur : même les yaourts au chocolat « Milki » y sont moins chers qu'à Tel-Aviv, pouvait-on lire sur les pages du *Haaretz* à la veille du grand mouvement social du boulevard Rothschild en 2011¹⁶. Dans leur effort de démolition systématique du projet sioniste, les intellectuels radicaux n'hésitent pas, par ailleurs, à trouver des similarités entre l'État hébreu et le Troisième Reich allemand : en 2013, les participants à un colloque tenu à l'Université hébraïque de Jérusalem étaient invités à réfléchir à la question : « Y a-t-il des points communs entre l'œuvre cinématographique de la réalisatrice nazie Leni Riefenstahl et le cinéma sioniste¹⁷ ? »

Ainsi, c'est l'ensemble des composantes de la conscience nationale israélienne telle qu'elle fut élaborée par un siècle de sionisme qui est remis en question par les intellectuels radicaux depuis la fin des années 1980¹⁸. Ce phénomène culturel et politique qui prit une grande ampleur au lendemain des négociations avortées de Camp David entre Ehoud Barak et Yasser 'Arafat (2000) ne fut pas toujours bien compris hors des frontières de l'État hébreu, où certains ont voulu y voir, à tort, un signe annonciateur de la déliquescence du « fait » israélien. Peu furent conscients du fait que, paradoxalement, en faisant voler en éclats les conceptions mettant en exergue l'« exception israélienne », les « nouveaux historiens » avalisaient à leur manière l'un des objectifs majeurs du sionisme : « normaliser » les Juifs en les transformant en un « peuple comme les autres » avec ce qu'il peut avoir de louable ou de contestable. Cette remise en question sonnait cependant à l'oreille de beaucoup d'Israéliens comme une opération de délégitimation de l'État hébreu menée de concert par l'extrême gauche antisioniste européenne et ses avatars israéliens. Même un écrivain réputé de gauche comme Amos Oz en fut atterré :

Ce qui m'effraie surtout, c'est la rapidité avec laquelle beaucoup d'intellectuels israéliens appartenant à la gauche

éclairée et pacifiste approuvent l'idée qu'Israël est un État en sursis dont le droit à l'existence dépend de sa bonne conduite [...]. Quand la France commettait ses crimes en Algérie, l'intelligentsia française s'en était émue tout comme l'intelligentsia américaine pendant la guerre du Vietnam. Mais je n'ai vu nulle part un spectacle de haine aussi affligeant que celui que nous voyons chez nous – la haine d'une partie des intellectuels radicaux israéliens non seulement envers les religieux, les colons, la droite, les nationalistes mais, en réalité, envers tout ce qui touche Israël, ses bâtiments, sa musique, ses chants populaires, son passé, ses rues et leurs passants, et même ses autobus. J'exagère, peut-être, en parlant de haine. Il convient plutôt de parler de dégoût. Un dégoût que partagent les intellectuels radicaux israéliens qui se joignent à l'hallali général et dénie à leur pays le droit d'exister sauf s'il se transforme en bonbonnière... Pourquoi personne n'en demande autant ni au Yémen ni à l'Islande ? Cela me révolte¹⁹.

Sionisme et judaïsme : le retour du refoulé ?

Date événement dans l'histoire politique d'Israël, l'arrivée de Begin au pouvoir en 1977 accéléra le basculement à droite des formations religieuses, à commencer par le Parti national religieux (Mafdal) qui se transforma en champion de la colonisation tous azimuts des Territoires. Il entraîna dans son sillage le parti ultraorthodoxe ashkénaze (Agoudat Israel) qui, tout en gardant une attitude ambiguë à l'égard du sionisme, n'hésita pas à envoyer des dizaines de milliers de ses fidèles peupler les colonies urbaines de Cisjordanie. En 1983, ce fut l'entrée en scène du parti ultraorthodoxe séfarade Shas qui, malgré les prises de position modérées de son chef spirituel, le rabbin Ovadia Yossef, à l'égard des territoires occupés, ne rechigna pas à entrer dans des coalitions de droite et à abandonner en rase campagne Shimon Peres et Itzhak Rabin. Il ne leur pardonna pas – surtout à Peres – leur vieille appartenance au Mapaï, devenu la bête noire de l'électorat séfarade depuis le départ de Ben Gourion.

De fait, cette présence accrue des religieux dans la vie publique s'inscrivait dans le vaste mouvement de retour à Dieu qui s'empara de la société israélienne sous le choc de la guerre des Six Jours puis de celle du Kippour. C'était une « contre-révolution » religieuse (pour reprendre le terme de Michael Walzer²⁰) consécutive à l'essoufflement du sionisme et à l'érosion de la synthèse plus ou moins réussie entre laïcité, socialisme et « judaïsme éclairé » de la *Haskala* qui avait servi pendant longtemps d'assise idéologique et culturelle à la gauche travailliste et à une très large partie de la population. Se mirent alors en place une quête de spiritualité et le désir d'un judaïsme plus « enraciné » et moins éthéré, un judaïsme fleurant le ghetto et la Diaspora, cette Diaspora dont la négation était inscrite en lettres d'or sur le fronton du panthéon sioniste.

Les expressions de ce retour en fanfare de Dieu furent multiples : expansion spectaculaire des « études juives » dans les universités ; multiplication spontanée de cercles d'initiation à la mystique, à la philosophie et à la liturgie juives groupant des adultes de toutes

origines ; mouvement de repentir (*tshouva*) et adhésion massive à des associations hassidiques d'obédience loubavitch (**Habad**) ou *Bretzlaw* ; retour à un mode de vie de stricte observance rituelle ou à des pratiques religieuses hybrides de style « *new age* » importées des États-Unis ; affluence record dans les offices religieux de *Rosh ha-Shana* et du *Kippour* organisés dans des oratoires de fortune dans les *kibboutzim* ; succès extraordinaire et immédiat du musée de la Diaspora, inauguré à Tel-Aviv en 1979 ; abandon de patronymes et de noms de famille « israéliens » et retour à d'anciens noms et prénoms « diasporiques » naguère méprisés ; tourisme « ethnique » à destination des « pays d'origine », comme le Maroc, la Tunisie, l'Ukraine et leurs innombrables sites de pèlerinage, ou encore à Auschwitz, devenu une destination obligée pour l'ensemble des lycéens ; renaissance du théâtre yiddish, nostalgie du *shtetl* et redécouverte des grands romans yiddish de Shalom Aleichem et d'Isaac Bashevis Singer, des *romanceros* judéo-espagnols ainsi que de la chanson « orientale » et de la musique andalouse qui avait désormais son orchestre symphonique ; fêtes folkloriques, à l'exemple de la *Mimouna* marocaine, de la *Sahareina* kurde et du *Siged* éthiopien ; enfin, culte de saints de tous bords, comme le rabbin Baba Sali de Netivot, Moshe Pinto à Ashdod et Rabbi Houri à Beersheba, etc. Ces exemples étaient autant de manifestations de « rejudaïsation » et de retour de flamme du passé diasporique²¹ aussi bien ashkénaze que séfarade qui, ajoutées à l'extraordinaire poussée démographique de la population ultraorthodoxe et sa plus grande visibilité dans les grandes villes, donnaient l'impression d'une perte de vitesse très nette des non-religieux par rapport aux religieux et aux traditionalistes.

La réalité est cependant beaucoup plus complexe. La vision que les Israéliens ont de la religion est beaucoup plus diversifiée que ne le donne à penser la division binaire classique entre religieux et non-religieux : en 2002, près de 6 % des Israéliens se considéraient comme ultraorthodoxes ; 10 % religieux ; 13 % traditionalistes religieux ; 28,4 % traditionalistes non religieux ; et 42,5 % non religieux ou laïcs. Dix ans après, en 2012, 9,4 % se disaient ultraorthodoxes ; 9,9 % religieux ; 13,6 % traditionalistes religieux ; 22,6 % traditionalistes non religieux ; et 43,9 % non religieux²².

Cela dit, l'irruption de la religion dans la vie publique ne fut pas, à proprement parler, un phénomène né *ex nihilo* : le judaïsme est, pour ainsi dire, inscrit dans l'ADN du sionisme qui, tout en faisant au départ de la « négation de la Diaspora » l'un de ses principaux fondements et tout en aspirant à donner naissance à un « nouveau Juif » libéré des « tares » de l'Exil (*Galout*), ne voulait pas se couper entièrement du patrimoine juif. C'est en effet dans les textes sacrés du judaïsme que le nationalisme juif puisa une bonne partie de ses

symboles et la justification de ses ambitions politiques – le choix de la vieille Terre d’Israël pour ériger son État et celui de l’hébreu comme langue nationale, par exemple.

Se proclamant « juif et démocratique », la même ambiguïté caractérise l’attitude de l’État d’Israël à l’égard du judaïsme, qui n’y est ni séparé de l’État ni reconnu comme religion d’État. Au lendemain de la création d’Israël, Ben Gourion, qui s’était mis en tête d’inventer un « judaïsme laïque » basé sur une lecture « actualisée » de la Bible, ne mit pas longtemps avant de renoncer à son projet et de cesser de vouer aux gémonies la *Galout*, l’« Exil », allant jusqu’à remplacer dans ses discours le terme connoté de *gola*, « diaspora », par celui plus neutre de « dispersion ». En outre, en accordant aux ultraorthodoxes divers privilèges comme l’exemption du service militaire et en proclamant le *shabbat* jour de repos hebdomadaire ou encore en abandonnant des pans entiers du système judiciaire aux rabbins, il allait insérer au cœur du dispositif social israélien le « judaïsme d’hier » tant vitupéré par les premiers sionistes. C’était une évolution qui, il faut bien le dire, n’était pas pour déplaire aux masses d’immigrants – ceux originaires d’Orient et d’Afrique du Nord notamment – venus en Israël au nom de la loi du Retour ou poussés par des motivations religieuses et non pas par adhésion à l’idéologie sioniste et à ses principes laïques.

Dès lors, personne ne trouva rien à redire au fait que les nouvelles recrues de Tsahal prêtent serment de fidélité à l’État sur un exemplaire de la Bible ; ni que les textes de lecture choisis par le ministère de l’Éducation pour renforcer le sens citoyen des élèves soient nourris de thèmes juifs à forte connotation religieuse ; ou que, le plus naturellement du monde, les fêtes de *Hanoukka*, *Pourim*, *Pessah*, *Rosh ha-Shana*, *Kippour* et *Soucot*, sans oublier le *shabbat*, rythment la vie de tous les Israéliens, qu’ils soient agnostiques, traditionalistes ou religieux. Pour l’écrasante majorité des citoyens juifs, en effet, identité israélienne et identité juive sont parfaitement interchangeables. D’ailleurs, qu’ils soient religieux ou pas, la quasi-totalité des Israéliens (98 %) de confession juive fixent une *mezouza*^{*2} à l’entrée de leur domicile ; 92 % font circoncire leurs garçons ; 88 à 91 % observent les rites mortuaires religieux ; 85 % célèbrent le dîner pascal (*seder*) ; 83 % font leur *bar-mitzvah*^{*3} ; 68 % s’abstiennent de manger du pain pendant *Pessah* ; 67 % jeûnent le jour du Kippour, et autant croient en Dieu ; 58 % ne mangent pas de chair de porc ni d’alimentation non *kasher*. En revanche, 27 % seulement ne voyagent pas pendant le *shabbat* et seuls 15 % se rendent quotidiennement à la synagogue pour la prière – des chiffres bien en deçà de la proportion des religieux dans la population²³.

Les habits neufs du sionisme religieux

Jadis discrets sur les grandes questions d'actualité et ne s'intéressant qu'aux problèmes sectoriels de leur population (éducation, *kashrout*, etc.), les sionistes religieux du Mafdal connurent une véritable métamorphose politique et religieuse au lendemain de la guerre des Six Jours. Ce processus s'amplifia après l'arrivée du Likoud au pouvoir sous l'effet conjugué de l'apparition de Goush Emounim et de la sortie de scène de leur vieille garde modérée : Haïm Moshe Shapira, Zerah Warhaptig et Joseph Burg. Dès lors, ils versèrent dans un nationalisme à tous crins, ne jurant plus que par le maintien du Grand Israël sous autorité israélienne. Ce changement de cap en fit des alliés naturels du parti de Menahem Begin, si bien qu'une partie importante des militants du Mafdal finirent par passer corps et biens au Likoud ou dans des formations d'extrême droite, comme *Ha-Tehiyya*, *Tsomet*, *Moledeth*, etc.

Sur le plan doctrinal, les sionistes religieux connurent, jusqu'aux années 1980, une phase « messianique » aiguë à l'instigation du rabbin Zvi Yehouda Kook et de sa *yeshiva* de Merkaz Harav à Jérusalem. Parallèlement à la « sacralisation » de l'État d'Israël perçu comme un « troisième Temple »^{*4} annonçant la Rédemption finale, ses disciples s'imposèrent comme des guides spirituels à l'ensemble des sionistes religieux – et, à ce titre, ils mirent en avant de nouvelles normes religieuses, plus strictes que celles qui avaient cours parmi eux dans le passé : une poussée d'intégrisme qui, soit dit en passant, n'est pas sans rappeler la situation ayant prévalu à la même époque dans les pays musulmans et en divers endroits du monde chrétien.

Ainsi, à la manière des « craignant Dieu » (*haredim*) ultraorthodoxes, il fut conseillé aux hommes de porter de longues franges tressées (ou *tsitsit*) au coin de leurs vêtements, aux femmes d'allonger leurs jupes et leurs robes jusqu'au mollet, de se couvrir les bras jusqu'au poignet et de cacher leur chevelure sous un foulard ou une perruque si elles étaient mariées. Dans les établissements scolaires ainsi que dans le mouvement de jeunesse des ***Bnei Akiva***, garçons et filles furent séparés. En outre, pour ne pas être en reste par rapport aux ultraorthodoxes, les sionistes religieux se dotèrent de dizaines de

nouvelles *yeshivot* dirigées par des rabbins charismatiques qui avaient leur mot à dire non seulement sur des questions proprement religieuses mais aussi sur les grands sujets politiques du moment, comme par exemple l'avenir des territoires occupés ou le tracé définitif des frontières d'Israël suivant la *halakha*. Il n'est pas inutile de rappeler, à ce sujet, que Yigal Amir, l'assassin d'Itzhak Rabin, avait obtenu la bénédiction de certains rabbins avant de perpétrer son acte criminel.

Déchirée par des dissensions internes après la mort du Rav Kook en 1982, la *yeshiva* du Merkaz Harav perdit beaucoup de son ascendant tandis que les Goush Emounim cessaient formellement d'exister en tant que groupe constitué pour se diluer dans divers organismes territoriaux de Cisjordanie. D'abord adulés – même par les laïcs – pour leur courage et leur abnégation, leurs débordements antiarabes finirent par lasser puis éloigner d'eux une bonne partie de leurs sympathisants religieux. Habitant les grandes agglomérations urbaines et appartenant pour la plupart aux classes moyennes, ceux-ci ne se retrouvaient ni dans le messianisme débridé du Rav Kook ni dans l'extrémisme radical de ses disciples.

En effet, aspirant dans leur grande majorité à s'intégrer dans la société israélienne et à ressembler autant que faire se peut à leurs voisins laïques qu'ils côtoient au travail, dans l'armée et à l'université, les sionistes religieux sont, au contraire des ultraorthodoxes, respectueux des lois de la Knesset et des décisions des tribunaux civils, même quand elles ne vont pas toujours dans le sens de la *halakha*. Représentant 11 à 23 % de la population juive^{*5}, ils se répartissent entre « sionistes religieux » proprement dits, qui en constituent la majorité ; libéraux modernistes, proches de la tendance « conservatrice » et réformiste du judaïsme américain ; et nationalistes ultraorthodoxes (ou *hardalim*^{*6}), minoritaires, qui placent la *halakha* au-dessus des lois de la Knesset. Aux yeux de ces derniers, par exemple, la renonciation au Grand Israël est un sacrilège et, au lendemain de la signature des accords d'Oslo, ils étaient de toutes les manifestations contre Itzhak Rabin et Shimon Peres. Leurs rabbins allèrent jusqu'à inciter les soldats à ne pas obéir aux ordres de leurs officiers en cas d'évacuation forcée des colonies de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Plus jeunes que la moyenne d'âge nationale, et plus cultivés aussi, les sionistes religieux – dont un quart environ sont des Orientaux – habitent principalement au centre et au sud du pays, ainsi qu'à Jérusalem²⁴. Relativement peu nombreux à Tel-Aviv, ils sont prédominants dans les implantations de Cisjordanie, où ils représentent près d'un tiers des colons^{*7}.

Sans surprise, la plupart se désignent comme de droite. Tous,

cependant, ne sont pas favorables à l'annexion des Territoires par Israël, mais la plupart considèrent que, en cas de vote au Parlement sur un éventuel retrait, seule la majorité juive devrait prendre part au scrutin. Sur le plan social et religieux, ils sont opposés au mariage homosexuel, à la circulation des transports publics les samedis et jours de fête, ainsi qu'à la reconnaissance des conversions effectuées par des rabbins non orthodoxes ne respectant pas les normes strictes établies en la matière par le rabbinat israélien.

Ces accents rigoristes mis de côté, on assiste néanmoins, depuis le milieu des années 1980, à l'émergence d'un nouveau type de Juif religieux que rien ou presque ne distingue de l'Israélien laïque, hormis la *kippa* dont la taille et la couleur varient au gré du porteur. Ainsi, alors que dans le passé les soldats religieux se concentraient dans des unités passablement marginales telles que l'aumônerie, ils ont fait ces dernières années une entrée remarquée dans toutes les unités d'élite combattantes – aviation, Sayeret Matkal, commandos de marine, paras, etc. –, gravissant les échelons les plus élevés du haut-commandement de l'armée et de la police. Avant de débiter leur service militaire, une partie des recrues ont effectué leurs classes dans des *yeshivot* « à contrat » (ou *yeshivot hesder*) alliant études religieuses avancées et préparation militaire très poussée : soixante-sept *yeshivot* de ce type étaient en activité en 2011. Elles réunissaient un total de 5 400 jeunes s'apprêtant à effectuer leur service militaire.

Cette évolution n'est pas du goût de tout le monde, et certains vieux généraux, par exemple, ne cachant pas leur crainte de voir apparaître des soldats dont la fidélité va d'abord à leurs rabbins et non à leurs commandants. D'autres appréhendent le jour où, sous le képi, les hauts gradés de l'état-major porteraient une... *kippa*²⁵. En attendant, l'armée dut mettre en sourdine ses chœurs mixtes qui pendant des années avaient fait le bonheur du public et, pour se mettre au diapason des mœurs de ses soldats religieux, elle limita la présence, la nuit, de soldates instructrices lors d'exercices impliquant des unités constituées de religieux.

Néanmoins, les années 1980 furent aussi marquées par l'apparition de ce qu'il est convenu d'appeler un « féminisme religieux », consistant notamment dans l'ouverture d'une multitude de cercles d'études destinés aux femmes, ainsi que dans la mise en place, dans certaines synagogues, de quorums (*minyan*) de prière féminins ou mixtes dans lesquels hommes et femmes^{*8} prient ensemble dans les mêmes salles. Au risque de s'attirer les foudres du rabbinat et des ultraorthodoxes, réfractaires comme toujours à toute forme de mixité dans les lieux de prière, plusieurs militantes de ces cénacles apportèrent leur soutien à l'action des Juifs libéraux et réformistes américains réclamant l'ouverture d'un espace mixte au mur des

Lamentations où hommes et femmes pourraient se rassembler.

Pendant ce temps, une partie de la jeunesse sioniste religieuse semble avoir adopté la célèbre formule de la *Haskala*, en la détournant quelque peu : « Sois religieux chez toi et Israélien à l'extérieur^{*9}. » Étudiant dans les mêmes universités et les mêmes facultés que leurs camarades laïques de même âge – et non plus seulement à l'Université religieuse Bar-Ilan –, ils aspirent comme eux à des carrières prestigieuses et rémunératrices – médecine, droit, informatique, management, etc. Pendant la période des études, ils partagent le même quotidien, les mêmes loisirs et les mêmes rêves de réussite sociale que leurs camarades non religieux et se retrouvent fréquemment ensemble dans les mêmes pubs, les mêmes salles de sport et les mêmes festivals de musique et de cinéma, dont jamais auparavant des religieux n'avaient franchi le seuil. Signe évident de cette « israélisation » : à l'instar des laïcs chez qui c'est devenu, depuis des années, un rite de passage obligé, beaucoup de jeunes religieux mettent à profit la coupure entre la fin du service militaire et l'entrée à l'université pour faire, comme ils disent, le « tour du monde » : short, sac à dos et baskets, sans trop se soucier des problèmes de *kashrout* que la traversée de l'Inde, du Népal, de la Thaïlande ou des pays andins ne manquera pas de leur occasionner.

Écrivains ou poètes, cinéastes, humoristes ou chanteurs de musique pop sur des thèmes hassidiques, reporters barbus à papillotes et journalistes porteurs de *kippa* ne sont plus une « denrée rare » sur les plateaux de télévision des chaînes publiques ou privées. Celles-ci sont, par ailleurs, très friandes d'émissions religieuses animées par des « rabbins nouveaux » à l'accent américain très prononcé et qui, tout en ne déviant pas d'un iota de la tradition, ne craignent pas d'exprimer leurs points de vue dans un style et avec des mots peu habituels dans la bouche de leurs collègues du cru.

Toutes ces nouvelles tendances ne doivent cependant pas faire illusion. Le « monde de la Torah » – qui connut une brève vague de remise en question et de repentance après l'assassinat de Rabin par Yigal Amir en 1995 – est resté, dans l'ensemble, rétif à tout changement significatif. Incarné par le rabbin Shlomo Aviner de Merkaz Harav, le courant conservateur orthodoxe a encore de beaux jours devant lui. En même temps, la droitisation politique du Mafdal avec ses moutures successives – dont la plus récente est *Habayit Ha-Yehudi* (« Le Foyer juif ») de Naftali Bennett – se poursuit, tandis que la place laissée vacante par Goush Emounim a été vite remplie par des organisations aussi radicales, voire davantage, que le mouvement créé en son temps par les rabbins Moshe Levinger et Hanan Porat. Il s'agit, entre autres, de *Zou Artzenou* (« C'est notre Terre ») de Moshe Feiglin, qui défiera Benyamin Netanyahou lors des primaires de 2013 pour la

direction du Likoud, ou encore de la « **Jeunesse des collines** » : des religieux « *new age* » à l'allure débraillée, portant de larges *kippot* bariolées, d'épaisses papillotes entourant le visage et des *tsitsit* au-dessus de vêtements se voulant d'inspiration « biblique ». Habitant des « implantations sauvages » dans les coins les plus reculés de Cisjordanie, ils s'y adonnent à l'agriculture bio et à l'élevage de moutons, passant leur temps libre à gratter la guitare et à harceler... leurs voisins arabes.

Les « hommes en noir » d'Agoudat Israel

Le 14 mai 1999, Jérusalem connut l'une des manifestations les plus impressionnantes de son histoire lorsque, affluant de tous les coins du pays, des dizaines de milliers de *haredim*, de toutes origines et de toutes obédiences, séfarades et ashkénazes, *hassidim* et « lituaniens », vinrent dénoncer l'omnipotence de la Haute Cour de justice et le « despotisme » de son président, le professeur Aharon Barak. Survenant après les graves remous ayant accompagné le procès pour corruption du dirigeant du parti ultraorthodoxe séfarade Shas, Aryeh Dery (dont il sera question dans le chapitre suivant), cette levée de boucliers contre la plus haute instance juridique du pays était aussi une réaction tardive contre le legs laïque de l'« ère Rabin ». En effet, à l'époque même où l'ancien Premier ministre travailliste signait les accords d'Oslo, il faisait adopter par la Knesset, entre 1992 et 1994, deux lois fondamentales définissant l'État d'Israël comme un État « juif et démocratique ».

Cette juxtaposition de qualificatifs était perçue par beaucoup de religieux comme un rabaissement du judaïsme et ne contribua guère à atténuer l'aversion des ultraorthodoxes à l'égard du sionisme, qu'ils rendaient responsable de tous les malheurs du peuple juif, Shoah comprise^{*10}. Ainsi, tout en donnant l'impression depuis 1977 d'admettre à contrecœur l'existence d'un État juif, bien que né dans le péché, ils continuaient de rejeter la quasi-totalité de ses symboles politiques – hymne national, drapeau – et de ses célébrations nationales – journée du Souvenir, fête de l'Indépendance entre autres. En 1982, l'écrivain Amos Oz demanda à un habitant ultraorthodoxe du quartier de Makor Baruch, à Jérusalem :

« Célèbre-t-on chez vous la fête de l'Indépendance²⁶ ?

— Qu'y a-t-il à célébrer ? La venue du Messie ? La Fin des Temps ? L'État que vous vous êtes donné, même vous [sionistes] en avez déjà marre [...]. La belle affaire ! Être un peuple comme tous les *Goyim*. Vous êtes déjà devenus pire

qu'eux. Plus corrompus qu'eux. Les *Goyim* eux-mêmes se moquent de vous... Vous n'êtes même pas capables de les imiter convenablement [...]. Qu'avez-vous réussi à produire dans l'État que vous avez créé ? Des assassins, des prostituées, des brigands, des pervers, des idolâtres, vides et orgueilleux ! »

Dès lors, l'État hébreu n'était à leurs yeux rien d'autre qu'une communauté juive parmi d'autres qu'il fallait juger non pas pour ce qu'elle croyait représenter mais pour ses actes seulement, comme par exemple sa générosité vis-à-vis du « monde de la Torah » ; en d'autres termes, suivant le volume des budgets que l'État sioniste allouait aux religieux pour l'expansion et l'entretien de leurs *yeshivot*. Grâce à cette manne, ces derniers accrurent considérablement leurs effectifs scolaires, dans les milieux populaires notamment.

Cela dit, même « banalisé » sur le plan religieux, l'État d'Israël ne continuait pas moins de poser de sérieux problèmes métaphysiques aux ultraorthodoxes, qui refusaient obstinément de bénir ses dirigeants, le jour du *Kippour*, comme la tradition l'exige à l'égard de tous les monarques et chefs d'États abritant des communautés juives. N'étant pas un pays *goy* tout à fait comme les autres, ni une entité politique véritablement juive, l'attitude des milieux orthodoxes oscillait entre deux visions totalement opposées : l'une strictement instrumentale d'un État tiroir-caisse, distributeur de budgets indispensables pour la survie du groupe et, donc, autorisant une certaine collaboration avec ses institutions politiques (élections législatives, participation au travail des commissions parlementaires, entrée au gouvernement, etc.) ; l'autre, plus affective, d'un État fondé certes sur une idéologie erronée mais renfermant néanmoins une importante communauté juive dont le sort ne pouvait laisser indifférents ses « frères » *haredim*, surtout quand la gauche « hellénisée » risquait d'arriver au pouvoir. C'est ce que ne cessa de proclamer le dernier chef spirituel des *Loubavitch*, le rabbin Schneerson, qui empêcha les ultraorthodoxes séfarades du Shas d'entrer dans le gouvernement travailliste de Shimon Peres. À sa mort, ses successeurs se dépensèrent sans compter pour assurer la victoire de la coalition de droite conduite par Benyamin Netanyahou aux élections de 1996 puis aux suivantes.

Antisioniste convaincu qui refusa jusqu'à sa mort de mettre les pieds en Israël, le rabbin Schneerson s'opposait aussi avec force à tout retrait de Tsahal des Territoires. Exigeant de ses adeptes de décliner partout et dans toutes les langues le slogan « *Mashiah 'Achshav* » (« Le Messie maintenant »), le dirigeant tout-puissant des *Loubavitch* voyait dans le maintien, sous domination juive, d'« Eretz Israel » dans ses

frontières bibliques la garantie de l'avènement imminent du Messie. C'est, d'une part, ce qui le rapprocha des *Goush Emounim* – dont il ne partageait nullement le sionisme exacerbé – et, d'autre part, le sépare de la mouvance « lituanienne » non hassidique d'Agoudat Israel qui condamnait vigoureusement ses élucubrations messianiques et celles du mouvement des *Bretzlaw* :

Ils sont pires que les sionistes, s'emporta l'un des interlocuteurs d'Amos Oz²⁷. Par leurs actes, ils accroissent la haine des Juifs dans le monde et, en voulant précipiter la venue du Messie, ils risquent de nous amener un nouvel Hitler. Si ma fille avait dû quitter la voie tracée par la religion, je lui aurais conseillé d'aller vivre au *kibboutz* Ramat-Rachel (près de Jérusalem) et d'y consommer de la viande impure plutôt que d'aller vivre dans une de leurs implantations où l'on croit que le Messie est déjà dans sa poche.

Et pourtant, d'après le recensement établi récemment par le journal *Haaretz*, plus d'un tiers des colons de Cisjordanie (soit 115 000 personnes) en 2015 étaient des ultraorthodoxes, habitant dans des agglomérations urbaines conçues spécialement pour eux comme Modiin-Ilit, Emmanuel, Kiryat Sefer, El'ad ou Beitar-Ilit²⁸. C'était un choix, il est vrai, de convenance et non de conviction pour la plupart d'entre eux, leurs quartiers d'origine à Jérusalem (Mea Shearim, Makor Baruch) et à Bné Brak ne suffisant plus pour abriter cette population au taux annuel de croissance particulièrement élevé.

À l'origine, les ultraorthodoxes représentaient une partie bien définie de la société juive, et se considéraient comme les uniques dépositaires du « judaïsme authentique » tel qu'il s'était développé au XIX^e siècle en Europe de l'Est, en réaction à la modernité et au mouvement de la *Haskala* lancé en Allemagne par Moses Mendelsohn. Rien ne les distinguait, d'un point de vue théologique, des autres composantes du judaïsme classique, hormis l'observance stricte de la *halakha* et le rejet de toute « innovation » non conforme à la loi écrite (Torah) et à la loi orale (Talmud) et non approuvée par leurs rabbins. De nos jours, si la télévision est rejetée, ils considèrent comme licite l'usage d'outils modernes pouvant aider à la diffusion des sermons et des textes religieux tels que le lecteur mp3, l'ordinateur, le téléphone portable et l'internet (à un certain degré).

Parlant yiddish, sauf les Séfarades, portant chapeaux et vêtements noirs et se laissant pousser la barbe, ils habitent dans des quartiers séparés, vivent en autarcie économique, disposent de leurs propres règles de *kashrout* (« *glatt kosher* ») et d'abattage rituel,

envoient leurs enfants dans des écoles spécifiques « indépendantes » et ont recours à leurs propres instances juridiques pour régler leurs litiges. En somme, ils forment une contre-société puritaine coupée du monde et préconisant une ségrégation extrême entre les deux sexes en tout endroit et en toute occasion, et dans laquelle les femmes sont tenues de se vêtir « avec discrétion » afin de ne pas éveiller les mauvais penchants des hommes. Se mariant très jeunes, ils passent leur vie d'adultes sur les bancs de *yeshivot* pour hommes mariés (ou *kollel*). Il s'agit d'une « mode » relativement récente et sans précédent dans les communautés *haredim* d'Europe centrale et orientale, où un seul enfant poursuivait des études religieuses avancées, ses frères et sœurs étant tenus de travailler pour subvenir aux besoins familiaux. Il en est de même, de nos jours, aux États-Unis où, après une brève période d'étude dans les écoles talmudiques de New York et du New Jersey, la plupart des ultraorthodoxes américains entrent dans la vie active.

Après la Shoah au cours de laquelle des centaines de milliers d'ultraorthodoxes avaient péri dans les camps, Ben Gourion avait consenti à aider leurs rescapés passés en Israël et à leur permettre de reconstruire leurs *yeshivot*. Il dispensa un nombre limité de leurs étudiants du service militaire, durant un laps de temps défini à l'avance. L'arrangement resta en l'état jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Menahem Begin, qui accepta d'élargir considérablement le quota des étudiants concernés et d'allonger la durée de leur période d'exemption du service militaire. De proche en proche, un pourcentage énorme d'adultes mâles – dont l'« étude de la Torah » était, suivant l'expression consacrée, la « profession » – allaient se voir ainsi libérés de toute obligation militaire et constituer, par la force des choses, une « communauté d'étude » permanente, vivant de bourses d'études, de subventions publiques et de dons privés.

Étudiants de yeshiva dispensés du service militaire²⁹

300004
309935
500000
629700
520790
410493
209892

*11

En 1948, les *haredim* comptaient 35 000 personnes. Trente ans plus tard, ils étaient 140 000 et, en 1995, 290 000. Grâce à leur taux de natalité exceptionnel et à l'afflux incessant de nouveaux convertis et « repentis », leur nombre passa à 350 000 en 2000, et à 750 000 en 2010. Ils sont près d'un million de personnes aujourd'hui. Selon les

prévisions de l'Institut national israélien des statistiques, ils pourraient constituer un tiers de la population totale d'Israël au milieu du ^{xxi}^e siècle Cette perspective n'a pas l'air de réjouir grand monde : chargés de familles nombreuses (en moyenne sept à neuf enfants par ménage) dans lesquelles seules les femmes travaillent³⁰, rien d'étonnant à ce que plus de la moitié des *haredim* se soient trouvés en dessous du seuil de pauvreté en 1994.

Sur le plan politique, ils avaient fondé à la veille de la Première Guerre mondiale un parti politique (Agoudat Israel) dont l'un des buts essentiels était d'empêcher la création de l'État hébreu en Palestine, tout en ne s'opposant pas ouvertement au repeuplement juif du pays. Servant d'ouverture sur le monde extérieur, le parti suivait sans sourciller les ordres du « Conseil des Grands de la Torah », un aréopage composé des savants talmudiques les plus réputés (et souvent les plus âgés) de la communauté dont les membres représentaient qui une grande *yeshiva* d'obéissance « lituanienne », qui une « cour » hassidique. En 1952, ce fut cette instance qui ordonna à l'Agouda de quitter la coalition gouvernementale après que Ben Gourion eut décidé d'imposer un « service civique » de deux ans aux jeunes filles religieuses. Le parti, qui disposait généralement de trois à quatre sièges au Parlement, s'était beaucoup investi dans l'intégration « spirituelle » des immigrants orientaux et leur débauchage des écoles publiques ainsi que des établissements religieux du Mafdal, qui avait la mainmise sur la scolarisation des élèves originaires des pays arabes. Il n'avait pas cessé en outre de harceler le gouvernement au sujet des violations répétées du *shabbat* sur la voie publique, et sur la question des autopsies et celle des fouilles archéologiques que les ultraorthodoxes voulaient interdire complètement.

Sous le Likoud, Agoudat Israel se joignit à la coalition, mais refusa pendant des années tout poste ministériel afin de marquer son rejet du sionisme et de l'État d'Israël. En compensation, le parti obtint néanmoins la présidence de deux commissions parlementaires cruciales : la commission des Finances et celle des Affaires sociales. Sans surprise, l'argent commença alors à couler à flots dans les caisses du parti, qui en profita pour ouvrir une multitude de *yeshivot* à Jérusalem et Bné Brak. Les autres victoires à l'actif de ses tout-puissants députés furent la limitation des avortements aux seules jeunes femmes en détresse sociale, la régulation des autopsies et des fouilles archéologiques et, surtout, l'interdiction de vol, pendant le *shabbat*, des avions d'El Al. Cette décision fit sortir de ses gonds la majorité silencieuse et laïque de la population.

Mais, pendant que le parti cumulait ces succès, la discorde faisait rage au sein du Conseil des Grands de la Torah entre « Lituanien » et *Hassidim*. Jouissant d'un immense prestige, le chef de file des

« Lituanien », le rabbin Eliezer Schach, alla en 1983 jusqu'à pousser les ultraorthodoxes séfarades à quitter Agoudat Israel et former leur propre parti, qui prit le nom de Shas et dont il resta jusqu'en 1994 le patron³¹.

Contrairement à l'image qu'ils s'efforcent de donner d'eux-mêmes, les ultraorthodoxes ne sont ni homogènes ni aussi isolés du monde qu'ils n'y paraissent. Leur croissance démographique exceptionnelle, l'insertion dans leurs rangs de milliers de « repentis » de toutes origines et de toutes professions ou encore le passage annuel dans leurs *yeshivot* de centaines d'étudiants américains, anglais, belges, suisses ou français, aux mœurs relativement « relâchées »... tout cela ne fut pas sans effet sur leur vie quotidienne. En outre, la légère amélioration de la situation économique de la communauté dans les années 2000^{*12} fut suivie de l'apparition d'une petite classe bourgeoise aux portefeuilles bien garnis. De nouveaux restaurants aux menus variés, ne servant pas que du *gefilte fish* et les blafards et insipides « quarts de poulet » des gargotes traditionnelles, ouvrirent leurs portes dans les rues bondées de Jérusalem et de Bné Brak. Des magasins de mode aux étalages remplis de perruques élégantes, de chapeaux de marque et de costumes noirs bien taillés pour hommes y firent également leur apparition. Ils s'adressaient à une clientèle riche et « ouverte » qui avait l'habitude de regarder – discrètement – la télévision, d'employer l'hébreu pour ses mails, d'assister à des festivals de musique (hassidique), d'accompagner ses enfants dans des stations de ski « *glatt kosher* » et des centres de loisirs en Suisse ou en Autriche, de lire des quotidiens en hébreu et des magazines féminins ou de santé rédigés par des hommes et des femmes comme eux, au grand dam du Conseil des Grands de la Torah et de sa police des mœurs qui pourchassait les « malfaisants » de tout genre³². Parmi eux on trouvait en premier lieu les centaines de « défroqués » qui, chaque année, rompaient les amarres avec leurs familles pour se « fondre » dans la population de Tel-Aviv, la « ville de tous les péchés ».

Shas – des Séfarades en quête d'authenticité et de respectabilité sociale

Hiver 1983 : dans un pays sens dessus dessous depuis le déclenchement de la guerre du Liban, la tension politique était à son comble en Israël après le massacre de Sabra et Chatila. Droite et gauche en vinrent aux mains, le 10 février, quand la commission Kahane déposa son rapport pointant du doigt la responsabilité d'Ariel Sharon et du général Eitan dans ce massacre et réclamant leur éviction. Le sang coula pour la première fois, ce jour-là, dans une manifestation. Pendant que des sympathisants de « La Paix maintenant » défilaient devant le siège du gouvernement à Jérusalem, une grenade fut lancée d'un trottoir en face, tuant le jeune Émile Gruntzweig et blessant plusieurs de ses camarades. L'assassin, Jonas Abrushmi, fut arrêté après plusieurs semaines d'enquête, mais personne n'avait de doute sur son identité et les mobiles de son crime. C'était un contre-manifestant d'extrême droite portant *kippa* et d'origine orientale, comme la plupart des badauds venus défendre Sharon et soutenir Begin.

Cette présomption de culpabilité conduisit le journaliste Amnon Dankner à publier quelques jours après dans les colonnes du quotidien *Haaretz* une diatribe d'une violence inouïe³³ contre les Juifs séfarades, leurs mœurs rétrogrades et leur culture qui ne donna rien de comparable à « Heine, Freud et Einstein » dont se réclamait l'auteur. N'écartant pas l'éventualité d'une guerre civile entre Ashkénazes et Orientaux, il y alla de son couplet incendiaire en proclamant :

Ce ne sera pas une guerre fratricide. Non pas qu'elle n'aura pas lieu, mais parce qu'elle ne mettra pas face à face des frères... En ce qui me concerne, je refuse de les considérer comme mes frères. Ce ne sont pas mes frères, ce ne sont pas mes sœurs. Oubliez-moi. Je n'ai pas de sœur. On me remplit la tête de propos visqueux sur l'« amour d'Israël », on exige de

moi de tenir compte du retard culturel et des discriminations dont ils sont les victimes... Le sang me monte à la tête. C'est comme me jeter dans une cage en compagnie d'un babouin tournoyant dans tous les sens : « Maintenant dialoguez », m'intiment les prophètes de l'« amour d'Israël », restés à l'extérieur qui, d'un air entendu, clignent des yeux en ajoutant : « Parle-lui gentiment, jette-lui une banane ; après tout, frères vous êtes. » Maintenant laissez-moi vous répondre : « J'en ai marre d'avoir de la peine et de comprendre [...]. » Je sais tout ce qu'ils ont enduré comme malheurs et humiliations à Wadi Salib, Mousrara et ailleurs... Mais je refuse de tendre le cou à ces assassins pour m'égorger, je refuse de leur tendre la joue pour qu'ils me giflent et me crachent à la figure...

Ces propos d'une haine incommensurable en disaient long sur l'état d'esprit de l'élite bien-pensante tel-avivienne à l'égard des Orientaux, auxquels elle ne pardonnait pas d'avoir, à deux reprises au moins, amené le Likoud au pouvoir. Rageant de perdre son influence culturelle après avoir perdu son hégémonie politique, la gauche acceptait mal de voir ces « babouins », à peine sortis de leurs cages à poules des *ma'abarot*, se revendiquer une identité nouvelle, juive, israélienne et orientale à la fois, bâtie sur les décombres encore fumants des traditions apportées par la génération des parents et étouffées par les Ashkénazes.

Hasard du calendrier électoral, c'est dans ce contexte explosif que le parti Shas fit son apparition, après s'être scindé avec fracas d'Agoudat Israel durant l'été 1983, aux élections municipales de Jérusalem. Pour un essai, ce fut un coup de maître : ils raflèrent quatre sièges au conseil municipal, à la grande joie du maire Teddy Kollek qui se saisit de l'occasion pour écarter Agoudat Israel de sa coalition et appeler à ses côtés les gens de Shas, à l'un desquels il confia les fonctions très convoitées d'adjoint au maire chargé des questions sociales. Durant la campagne, Shas s'était adressé à l'ensemble des religieux séfarades et non pas aux seuls électeurs du parti ultraorthodoxe. Il lui avait suffi, pour les convaincre de voter pour lui, de décliner la très longue liste des discriminations et des injustices que rabbins et étudiants séfarades subissaient dans les *yeshivot* ashkénazes et les instances dirigeantes d'Agoudat Israel : discrimination dans la répartition des dons et la distribution des bourses d'études ; ségrégation dans les établissements scolaires entre Séfarades et Ashkénazes ; absence de rabbins séfarades au Grand Conseil de la Torah, ou encore interdiction *de facto* de mariages mixtes entre Séfarades et Ashkénazes. En plus du fait très humiliant que, dans

les synagogues ashkénazes, les fidèles séfarades n'étaient jamais invités à des places d'honneur ni à lire une portion (*parasha*) de la Torah³⁴.

Le rabbin Eliezer Schach n'était pas mécontent de son coup. En guerre ouverte contre Agoudat Israel et sa branche hassidique, c'était lui qui avait encouragé la création de Shas. Pour la direction du nouveau Conseil des sages séfarades qu'il venait de mettre sur pied, il pensa à Ovadia Yossef, grand « décisionnaire » séfarade de réputation mondiale qui, lui aussi, avait eu maille à partir avec l'*establishment* ashkénaze qui refusait de le reconduire à vie dans ses fonctions de grand rabbin séfarade et primat de Sion.

Le visage barré de larges lunettes fumées, barbe grise, calot noir et ne quittant jamais son bel habit d'apparat de primat de Sion, Ovadia Yossef était arrivé, en 1924, de Bagdad à Jérusalem, à l'âge de quatre ans. De condition très modeste, il fut admis à douze ans à la *yeshiva* séfarade Porat Yossef de la vieille ville de Jérusalem. Rabbin à vingt ans et déjà célèbre pour son immense science talmudique, il se fit connaître aussi pour sa capacité à démêler les problèmes halakhiques les plus complexes en optant, dans la plupart des cas, pour des solutions « libérales » qui lui valurent le respect de très larges pans de la société israélienne. Ainsi, contre l'avis de ses pairs ashkénazes, il reconnut la judéité des Falashas éthiopiens et, au lendemain de la guerre du Kippour, autorisa les femmes 'agounot «*il* ³⁵ » à se remarier alors qu'elles n'avaient plus eu de nouvelles de leurs maris depuis l'ouverture des combats. Rabbin au Caire de 1947 à 1955, il déclara licites les mariages avec les Karaïtes. De retour en Israël, après un passage par le rabbinat de Tel-Aviv il fut élu, de 1974 à 1984, grand rabbin séfarade d'Israël et prit position ouvertement pour un retrait des territoires occupés. Cela ne l'empêcha pas de tenir des propos injurieux et racistes à l'égard des Arabes, des Palestiniens, des Noirs, et des non-Juifs en général. Qualifiant Ben Gourion de « démon » et Barack Obama d'« esclave », il ne fut pas tendre non plus à l'égard des chefs de file de la gauche israélienne, Shoulamit Aloni et Yossi Sarid, dont il souhaitait la mort³⁶.

Hésitant à délaisser ses recherches talmudiques, Ovadia Yossef acquiesça finalement à l'invitation du rabbin Schach et devint, en 1984, le chef spirituel de Shas. C'était sur les conseils d'un jeune et brillant ami de la famille, Aryeh Dery, qui, en deux temps trois mouvements, allait se hisser à la tête du nouveau parti séfarade et en faire en quelques mois le plus grand parti religieux du pays.

Né en 1959 à Meknès, au Maroc, Aryeh Dery apprit à lire et à écrire non pas à l'école française de l'Alliance israélite universelle, mais dans un établissement religieux de l'association Otzar Ha-Torah. Sa famille quitta le Maroc pour Israël au lendemain de la guerre des

Six Jours, en 1968, et vint s'installer à Rishon- LeZion puis à Bat-Yam. Après avoir passé trois ans dans un internat de Hadera affilié au Parti national religieux, le jeune Aryeh et son aîné Yehouda furent envoyés à la *yeshiva* séfaraïde Porat Yossef, où le futur dirigeant de Shas fit montre de dons intellectuels exceptionnels. En 1976, il fut admis à « Hebron », l'Oxford des *yeshivot* ashkénazes « lituaniennes » de Jérusalem, où très peu d'étudiants orientaux avaient eu la chance d'accéder. Il y rencontra l'un des fils du rabbin Ovadia Yossef, David, et c'est par lui qu'il fit la connaissance du père, dont il devint un proche collaborateur.

Nommé secrétaire général de Shas, Aryeh Dery mit son parti en ordre de bataille en vue des élections législatives du 23 juillet 1984. Il obtint deux fois plus de sièges que la formation mère (Agoudat Israel) et le même nombre de députés que le Mafdal, auquel il allait ravir le rôle de « faiseur de rois » en permettant à l'un ou l'autre des deux grands partis, Likoud ou Maarakh, de former un gouvernement. Bien que leur électorat fût pro-Likoud, Aryeh Dery tout comme son « patron » Ovadia Yossef n'étaient pas contre l'entrée de Shas dans un gouvernement travailliste. En 1992, Shas n'hésita pas à rejoindre, avec ses six députés, le cabinet Rabin, aux côtés de Shoulamit Aloni et Yossi Sarid. Ils y restèrent jusqu'à la conclusion des accords d'Oslo en 1993 avant de passer dans l'opposition, sous la pression conjuguée de leur public et de celle des rabbins Schach et Schneerson. Aux élections suivantes de 1996, Shas augmenta son score, devenant, avec dix sièges à la Knesset, le troisième parti d'Israël après le Likoud et le parti travailliste. En 1999, il gagna sept sièges supplémentaires, alors que depuis des mois son dirigeant Aryeh Dery se débattait devant les tribunaux dans une affaire d'abus de confiance et de corruption. De Beit Shean à Tibériade en passant par Dimona, Netivot et Ashdod, il devança nettement le Likoud, qui perdit ainsi ses principaux bastions dans les villes de développement à forte densité séfaraïde.

Ministre de l'Intérieur depuis 1988, Dery fut condamné, en mars 1999, à trois ans de prison ferme, un jugement qui passa mal auprès de ses fidèles qui y virent un acte supplémentaire d'« injustice » vis-à-vis des Séfaraïdes, dont on voulait bloquer l'ascension politique. Comparé dans la presse ultraorthodoxe au capitaine Alfred Dreyfus, des centaines de personnes, en prière ou criant « Innocent, Innocent », lui dressèrent une haie d'honneur, en septembre 2000, à son entrée en prison. Dans la foule, il y avait le directeur du quotidien *Maariv*, le fameux journaliste Amnon Dankner, devenu l'un de ses meilleurs amis et le défenseur attitré de la cause séfaraïde.

Sans doute l'ascendant moral du rabbin Ovadia Yossef et le génie politique d'Arieh Dery n'expliquent-ils pas à eux seuls la montée météorique de Shas. Dans une société israélienne engagée de plain-

pied dans la mondialisation et ravivée par les inégalités de toutes sortes, ils comprirent tout l'intérêt de s'adresser à une population séfarade laminée par des décennies d'« intégration » incomplète et désordonnée et qui n'acceptait plus d'être le jouet des partis anciens qui lui promettaient tout et ne réalisaient rien. Dès lors, renonçant à s'adresser à la seule clientèle séfarade des partis ultraorthodoxes et pariant sur le fond de sensibilité religieuse qui sommeillait encore chez la plupart des Juifs orientaux, c'est vers les habitants des quartiers pauvres des grandes villes que Shas concentra toute son attention. Ainsi, tout en assurant, grâce aux deniers « inépuisables » de l'État, la bonne marche de ses *yeshivot* copiées sur le modèle ashkénazo-lituanien, le parti ultraorthodoxe séfarade créa, à partir de 1985, un vaste réseau d'écoles primaires qui, en moins de quatorze ans, parvinrent à débaucher plus de 15 000 élèves des écoles publiques et nationales-religieuses. On fournissait aux enfants du matériel scolaire gratuit et des repas chauds. Alors que leurs camarades des autres établissements couraient les rues, eux étaient pris en charge de 13 heures jusqu'au soir dans des centres aérés où, en plus de la préparation des devoirs, ils étaient initiés à diverses activités religieuses. Rassurés de savoir leurs enfants en de bonnes mains, il n'en fallait pas davantage à des parents inquiets par la montée de la délinquance juvénile pour exprimer leur gratitude au parti du rabbin Ovadia en lui donnant leurs suffrages. En 1999, ils constituaient probablement la majorité des 430 000 électeurs qui s'étaient déplacés pour voter Shas.

Reprenant à son compte les bonnes vieilles méthodes qui avaient réussi naguère aux travaillistes, Shas approcha des individus et des groupes que rien en apparence ne prédisposait à lui être attachés. Banquiers, industriels, commerçants, agriculteurs ou ouvriers, ils étaient mis à contribution lors des fréquentes campagnes de levées de fonds à l'intention des indigents, des malades et des élèves de *yeshivot*. C'était une tradition philanthropique venant tout droit des milieux ultraorthodoxes ashkénazes et qui, en un temps record, connut beaucoup de succès chez les *haredim* orientaux. Dans le même esprit, Shas accorda une attention particulière aux femmes, à leur formation religieuse et politique ainsi qu'à leur bien-être social. Rassemblées dans des cercles portant le nom de « Margalit Em Be-Israël », du nom de l'épouse décédée du rabbin Ovadia, les mères de familles nombreuses y étaient conviées à de brèves vacances d'été, loin de leurs enfants, et les jeunes mamans en difficulté recevaient une aide matérielle conséquente. Enfin, cerise sur le gâteau, les jeudis et samedis soir, les fidèles étaient invités à écouter les sermons du rabbin Ovadia, retransmis par satellite dans tous les centres de la Diaspora séfarade. Une fois l'an au moins, ils se rassemblaient dans un immense

espace ouvert, à Jérusalem, autour du rabbin Ovadia, qui donnait à cette occasion, à la manière des télévangélistes américains, des cours de « ressourcement spirituel ». Entre prières et chants liturgiques, entre hymnes composés en son honneur et versets de la Torah, les paroles du maître se terminaient généralement par des diatribes véhémentes contre les « méchants » et les ennemis de Shas qui étaient aussi ceux du peuple juif.

Rabbins et étudiants de *yeshivot*, qui constituaient le noyau dur du mouvement, occupaient les premiers rangs. Venaient ensuite les « *Baalei Tshouva* », adultes ou adolescents sur la voie du retour à Dieu. Puis la masse des traditionalistes : épiciers, chauffeurs de taxi, ouvriers, employés de bureau, chanteurs populaires, etc. Ils mangeaient *kasher* et allaient à la synagogue les jours de fête, mais ne s'interdisaient pas de voir un bon film à la télévision ni de prendre leur voiture, pendant le *shabbat*, pour assister à un match de football. Voter pour Shas et son programme ultraorthodoxe non seulement ne les rebutait pas, mais, selon un sondage effectué au lendemain des élections de 1999, 55 % des sympathisants de Shas, tout en étant peu soucieux de pratique religieuse, auraient préféré vivre dans un État théocratique régi par la *halakha* plutôt qu'en démocratie³⁷. En voiture comme à la maison, ils étaient par ailleurs des auditeurs assidus d'émissions radiophoniques combinant musique séfarade et hassidique, cours d'instruction religieuse et retransmission en direct des grands rassemblements publics autour du rabbin Ovadia. Quelques militants de gauche appartenant à des organisations radicales séfarades assistaient, de temps à autre, à ces « happenings ». Ils étaient enchantés par les propos du rabbin, non pas tant à cause de leur teneur sociale, généralement très mince, mais parce qu'ils n'étaient pas insensibles à son ambition de restaurer la gloire passée³⁸ et l'honneur des Séfarades bafoué par un demi-siècle de sionisme ashkénaze³⁹.

De fait, tout en partageant avec les ultraorthodoxes ashkénazes le même socle d'idées religieuses et politiques, l'attitude de Shas à l'égard du sionisme était beaucoup plus nuancée que celle développée, du moins à l'origine, par Agoudat Israel. N'étant pas issu des mêmes circonstances historiques que l'organisation ashkénaze, ni n'ayant combattu comme elle toute forme de modernité juive dont le sionisme et sa transgression de la vision traditionnelle juive du retour à Sion, le mouvement ultraorthodoxe séfarade n'eut aucun mal à accepter l'existence d'un État juif et – contrairement à Agoudat Israel – respectait la fête de l'Indépendance. Il en allait tout autrement du sionisme, vilipendé non pas pour sa modernité mais parce qu'il était à l'origine de la « déjudaïsation » des Juifs d'Asie et d'Afrique du Nord, arrivés en masse en Israël dans les années 1950 et 1960. Il n'y avait

qu'un seul remède à cet état de choses, selon le rabbin Ovadia : la « réhabilitation » et la « purification du grand nombre » (« *Zikuy HaRabim* ») par l'étude intensive de la Torah et sa diffusion au grand public à travers des cours, des conférences et des sermons. Surtout, il ne fallait pas s'isoler sa vie durant, comme les ultraorthodoxes ashkénazes, dans des quartiers séparés ou dans des *yeshivot*⁴⁰.

Le rabbin Ovadia Yossef ne fut pas cependant la seule référence ni l'unique source d'inspiration pour ses innombrables adeptes séfarades. Il avait fort à faire contre la « concurrence » de cabalistes d'occasion, de « saints » autoproclamés et de magiciens faiseurs de miracles qui distribuaient au tout-venant bénédictions et amulettes de circonstance. L'un des plus célèbres parmi ces derniers fut le rabbin centenaire Itzhak Kadouri, d'origine irakienne comme Ovadia, dont le domicile se transformait, à chaque veille de scrutin, en un lieu de visite pour politiciens en quête d'élection. Ses amulettes étaient si populaires que, lors du scrutin de 1996, les amis d'Aryeh Dery en firent don à tout électeur promettant de glisser dans l'urne un bulletin portant la mention Shas. Obnubilés par leur succès, ils voulurent refaire le même exercice en 1999, mais, outrée, la commission de contrôle du scrutin les en empêcha.

Subissant les conséquences de la mise hors jeu de son leader, Shas perdit plus d'un tiers de ses sièges aux élections de 2003 et, pour la première fois de son histoire, passa dans l'opposition. Il n'y resta pas très longtemps puisque, dès 2006, le parti ultraorthodoxe séfarade rejoignait le gouvernement de centre droit d'Ehoud Olmert. Restée vacante depuis l'entrée en prison de Dery, la direction du parti avait été confiée à Elie Yishai, qui n'avait ni le charisme ni l'intelligence de son prédécesseur. Le rabbin Ovadia ne s'y trompa pas, ce qui permit le retour d'Aryeh Dery à la direction du parti en 2012. Le rabbin Ovadia Yossef mourut le 7 octobre 2013. Près d'un million d'Israéliens assistèrent à ses funérailles.

Aryeh Dery de nouveau impliqué dans des montages financiers « opaques », le parti Shas ne retrouva jamais sa vigueur des années 1990. Aux élections de 2015, il obtint sept députés seulement, un de moins que le « Foyer juif » de Naftali Bennet, devenu entre-temps le premier parti religieux du pays, devant Shas et Agoudat Israel qui avait, depuis 1992, pris le nom de « Union du judaïsme de la Torah ».

Israël, société multiculturelle.

Les « mille et une tribus » de l'État hébreu

Amalgame de religions, d'ethnies, de langues et de cultures, l'Israël de la fin du xx^e siècle et du début du xxi^e siècle est un pays secoué par de fortes tensions mettant en péril sa cohésion politique et sociale. « État juif et démocratique », il est constitué d'une majorité de Juifs et d'une grosse minorité de citoyens arabes dotés d'une identité nationale séparée, dont on attend, sans trop y croire, qu'elles donnent naissance ensemble un jour à une nation multiculturelle « unie ». La première, partie intégrante du peuple juif, la seconde, du peuple arabe palestinien, chacune des deux populations est composée d'une multitude d'entités ethnoreligieuses et culturelles : musulmans, Druzes, Bédouins, circassiens et chrétiens de diverses confessions, chez l'une ; agnostiques, traditionalistes, ultraorthodoxes, sionistes religieux, colons extrémistes, Ashkénazes, Séfarades, Orientaux, Juifs arabes, Juifs berbères, Russophones, Éthiopiens, chez l'autre. Sans oublier les Karaïtes, les Samaritains, les Arméniens, les Coptes, les Bahai, ou encore les dizaines de milliers de travailleurs étrangers et de migrants clandestins dispersés dans tous les coins du pays.

Ces clivages sont à l'heure actuelle si préoccupants que, le 8 juin 2015, le chef de l'État, Reuven Rivlin, s'en alarma devant le Forum d'Herzliya, qui chaque année fait se croiser durant plusieurs jours hauts fonctionnaires, économistes, universitaires, politiciens, journalistes et officiers de haut rang de l'armée et de la police⁴¹. Le président, qui invoqua l'urgence d'un « nouvel ordre social » et d'une « nouvelle citoyenneté israélienne », souligna que les fractures internes étaient telles que la société israélienne avait fini par se disloquer et se transformer en une société tribale, chaque « tribu », chaque ethnicité préservant jalousement ses rites, ses mœurs politiques, ses tabous et ses centres d'intérêt. Rivlin en identifia quatre principales : les laïcs, les religieux, les ultraorthodoxes et les Arabes. La liste n'est sûrement pas exhaustive : sans trop d'efforts, on pourrait aussi y ajouter la

droite et la gauche.

Juifs et Arabes

La population israélienne de 1948 à 2017*¹³ (en milliers)

	Total	Juifs	Arabes	Musul.	Chrét.	Druzes
1948	872,7	716,7	156,0			
1953	1 699,4	1 483,6	185,8	127,5	41,4	18,0
1958	2 031,7	1 810,2	221,5	152,8	47,3	21,4
1963	2 430,1	2 155,6	274,5	192,2	53,2	8,5
1968	2 841,1	2 434,8	422,7	300,8	72,2	37,8
1973	3 338,2	2 845,0	493,2	377,2	76,2	39,3
1978	3 737,6	3 141,2	596,3	63,5	85,5	47,3
1983	4 118,6	3 412,5	706,1	542,2	95,9	68,0
1988	4 476,8	3 659,0	817,7	634,6	105,0	78,1
1993	5 327,6	4 335,2	992,5	751,4	151,8	89,3
1998	6 041,4	4 785,1	1 127,5**	899,8	128,7	99,0
2003	6 748,4	5 165,4	1 287,2	1 072,5	142,4	110,8
2008	7 419,1	5 608,9	1 527,5	1 254,1	150,2	123,2
2013	8 134,5	6 104,5	1,683,2	1,420,3	160,9	133,4
2017***	8 680,0	6 450,0	1 807,9	1 507,8	164,5	137,3

*¹⁴*¹⁵

Toutes nos sources en conviennent : la séquence d'« israélisation » des citoyens arabes, qui connut de beaux jours jusqu'au lendemain des accords d'Oslo en 1993, s'arrêta net à la suite des graves événements qui, à la fin du ^{xx}e siècle et au début du siècle suivant, ébranlèrent le Proche-Orient, Israël et la Palestine : reprise de l'Intifada, attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center à New York, guerres américaines contre l'Afghanistan et l'Irak, montée de l'islamisme dans le monde arabe et en Israël, etc. Comptant pour plus de 16 % dans la population totale du pays (Jérusalem-Est exclue) et représentant 10 %

environ du corps électoral, les Arabes israéliens se percevaient jusqu'alors à la fois comme Arabes, Palestiniens et Israéliens. Or, selon l'enquête réalisée par les sociologues de Tel-Aviv Yochanan Peres et Eliezer Ben-Rafael, l'identification à Israël baissa brutalement au début des années 2000, sauf chez les Druzes et les chrétiens⁴². Parallèlement, le sentiment national arabe et palestinien s'exacerba, essentiellement chez les jeunes qui, plus politisés et plus cultivés que leurs aînés, supportaient mal la discrimination économique et sociale dont ils souffraient depuis des années, l'état de déchéance de leurs villages faute d'investissements publics ou encore les confiscations répétées de terres en Galilée, soit pour la création d'avant-postes (*mitzpm*) juifs soit pour répondre aux besoins de l'armée. Ainsi, vingt-deux ans après la tragique « journée de la Terre » du 30 mars 1976, de violentes émeutes éclatèrent en septembre 1998, en Galilée, à l'annonce de l'expropriation par l'armée de plusieurs centaines d'hectares dans la région d'Oum el-Fahm, la plus grande ville arabe du pays après Nazareth.

De fait, à y regarder de plus près, les Arabes israéliens ont de moins en moins trouvé leur place dans un pays qui, en principe, se dit « juif et démocratique », mais dans lequel, en pratique, la préséance revient à son caractère juif et moins à son caractère démocratique impliquant l'égalité de tous les citoyens. Une tendance lourde, prédominante dans les milieux de droite au pouvoir et chez les religieux qui, depuis 2015, poussent à l'adoption par la Knesset d'une loi dite « de la nationalité ». Son but déclaré est d'établir une discrimination nette entre citoyens juifs et citoyens arabes, étant entendu que les premiers sont les « propriétaires » légitimes du pays et les seconds des citoyens de seconde zone.

Pour beaucoup d'Arabes israéliens, cette discrimination existe depuis toujours. Il leur suffit de rappeler que la loi du Retour permet aux seuls Juifs d'immigrer librement en Israël et d'y acquérir la nationalité. À l'exception des Druzes, les citoyens arabes sont exemptés du service militaire, une mesure qui les prive systématiquement de tous les avantages accordés aux soldats démobilisés en matière de logement, de travail, d'emploi et d'études. Autre exemple de discrimination « officielle » : jamais une ville ou un village arabe n'ont été inclus dans une zone de développement prioritaire offrant à ses habitants des allègements fiscaux substantiels et un budget conséquent pour le développement de ses infrastructures. C'est une mesure dont ont bénéficié de nombreux villages frontaliers et la plupart des villes de développement juives (situées souvent à proximité d'agglomérations arabes laissées, elles, en déshérence), ou encore plusieurs colonies de Cisjordanie et de Gaza. Pour se justifier, les autorités ont expliqué que les sommes allouées provenaient de

dons de Juifs américains et européens et que ceux-ci excluaient explicitement la population arabe de leur générosité. Explication tirée par les cheveux : malgré les progrès indéniables enregistrés depuis 1948, les écarts entre Juifs et Arabes perdurent bel et bien dans tous les domaines.

Ainsi, en 2008, plus de la moitié des citoyens arabes israéliens vivaient sous le seuil de pauvreté (représentant à eux seuls près de 50 % de tous les pauvres en Israël), un taux malgré tout inférieur à celui des ultraorthodoxes (60,4 %) qui, depuis des années, constituaient la partie la plus pauvre de la population juive⁴³.

Niveaux de pauvreté comparés chez les Arabes et les *haredim* (2003-2011)

	Arabes (%)	Haredim (%)
2003	58,9	58,9
2004	57,6	57,6
2005	63,4	63,4
2006	57,8	57,8
2007	56,3	56,3
2008	60,4	60,4
2009	58,9	58,9
2010	56,7	56,7
2011	55,6	55,6

Concernant l'emploi, une bonne partie des ouvriers et des employés arabes étaient, en 1996, salariés de petites entreprises locales appartenant à des coreligionnaires et touchaient généralement des salaires plus bas que ceux pratiqués dans leur secteur.

Répartition par secteur professionnel des populations juive et arabe (1996)^{*16}

Arabes	Juifs
Professions libérales	14,7
Techniciens supérieurs	14,6
Managers	5,8
Employés administratifs	18,1
Commerciaux	13,7
Employés agricoles	2,6
Ouvriers industrie et bâtiment	20,7
Employés non qualifiés	13,8

Par ailleurs, chez les Arabes, le nombre de salariés était beaucoup plus bas que chez les chrétiens ou les Juifs. Cela explique, entre autres, le taux très élevé du chômage (plus de 14 %, soit environ trois fois plus que chez les Juifs) en milieu arabe^{*17} et, en règle générale, les mauvaises conditions économiques de toute la communauté.

Un état de fait déplorable que vient cependant compenser l'amélioration constante du niveau d'instruction de la population. Surtout parmi les chrétiens – les jeunes filles chrétiennes, en

particulier –, dont les scores au bac sont de loin supérieurs à ceux des Juifs.

Quant aux études supérieures, Israël comptait, en 1990, 90 000 étudiants. En 2012, leur nombre est passé à 307 000, éparpillés entre 7 grandes universités, 36 « collèges académiques » (équivalents des IUT français^{*18}) et 23 instituts universitaires de formation de professeurs. Parallèlement, le nombre d'étudiants arabes a fait un saut remarquable à partir de 1982, augmentant de 50 % dans les universités et de près de... 700 % dans les collèges académiques, dont plusieurs furent ouverts en Galilée à proximité des zones d'habitat arabe. Leur nombre atteignit 37 000 étudiants en 2016. Ils constituaient près de 15 % de l'ensemble des étudiants en licence, dont 40 % de femmes. Leur nombre dépassa 11 % dans le second cycle et, dans le troisième cycle, il approcha les 6 %⁴⁴.

Proportion de bacheliers juifs, chrétiens et arabes en fin d'études secondaires^{*19}

Année	Proportion (%)
1998	50,5
2000	52,2
2001	58,8
2002	50,4
2003	52,2
2004	56,8
2005	58,9
2006	58,9

En 2016, plus de 15 % des étudiants en licence étaient arabes. À n'en pas douter, sans provoquer de bouleversements majeurs, l'accroissement du nombre d'« académiques » changea la physionomie socioculturelle de la population arabe : 18,7 % du groupe d'âge des 25-34 ans et 10 % des 35-44 et 45-58 ans avaient terminé l'université en 2012. D'après la revue arabe *Matlob*, 82 % d'entre eux (contre 62,5 % dans la population juive) avaient obtenu une licence (*bachelor of arts*), 16 % (contre 34 % chez les Juifs) une maîtrise (*master of arts*) et 2 % (contre 3,5 % chez les Juifs) un doctorat. À la fin de leurs études, près d'un tiers des diplômés arabes ont choisi l'enseignement, 16 % les métiers juridiques et de management, 13 % environ les professions de santé, et 10,5 % des activités scientifiques. Quant aux femmes, plus de 60 % d'entre elles ont opté, cette même année, pour l'enseignement primaire et secondaire, le reste se partageant entre les métiers de santé et les emplois de bureau.

Étudiants juifs et arabes dans les grandes universités^{*20} (2011-2012)

	Université 1 ^{er} cycle		Université 2 ^e cycle		Université 3 ^e cycle	
	Juifs	Arabes	Juifs	Arabes	Juifs	Arabes
Haïfa	6 164 (69,7 %)	2 679 (30,3 %)	5 538 (80,3 %)	1 360 (19,7 %)	968 (86,5 %)	152 (13,5 %)
Technion**	6 943 (81,75 %)	1 550 (18,25 %)	2 157 (96,5 %)	78 (3,5 %)	887 (96,5 %)	33 (3,5 %)
Tel-Aviv	14 599 (90,1 %)	1 613 (9,9 %)	10 129 (95,4 %)	489 (4,6 %)	2 148 (97,4 %)	58 (2,6 %)
Bar-Ilan	17 079 (97,8 %)	378 (2,2 %)	5 000 (98 %)	125 (2 %)	1 921 (98,9 %)	22 (1,1 %)
Beersheba	13 440 (96,4 %)	508 (3,6 %)	4 700 (96,3 %)	181 (3,7 %)	1 400 (97,4 %)	37 (2,6 %)
Jérusalem	11 500 (89,7 %)	1 321 (10,3 %)	6 800 (97 %)	216 (3 %)	2 700 (96,6 %)	95 (3,4 %)
Open University***	34 809 (91,6 %)	3 518 (8,4 %)	3 481 (93,7 %)	235 (6,4 %)	— —	— —
Total	104 534 (90,4 %)	11 567 (9,6 %)	38 805 (93,6 %)	2 684 (6,4 %)	10 024 (96,2 %)	397 (3,8 %)

*21*22

Sur le plan politique, alors que traditionnellement les notables arabes se préoccupaient en priorité de questions touchant à la situation matérielle de leur population – discrimination, pénurie des budgets de développement, délabrement des infrastructures routières^{*23} et des services de voirie –, les nouvelles élites enfourchèrent ouvertement, à partir du milieu des années 1990, la cause palestinienne jusque dans ses déclinaisons les plus extrêmes⁴⁵. Exacerbée par les agissements du mouvement islamique local du cheikh ‘Abdallah Nimr Darwish qui, depuis 1996, appelait ses militants à manifester pour la sauvegarde d’Al-Aqsa, la situation dérapa, début octobre 2000, au lendemain de la reprise de l’Intifada⁴⁶. Oum el-Fahm et ses environs ainsi que l’ensemble des agglomérations du Wadi ‘Ara devinrent ainsi le théâtre, durant dix jours consécutifs, d’émeutes sanglantes. Comme à son habitude face à des manifestations arabes, la police n’y alla pas de main morte et, à la demande des députés arabes, une commission d’enquête présidée par un juge de la Cour suprême fut constituée. Ses conclusions furent accablantes. Le Premier ministre de l’époque, Ehoud Barak, s’en saisit pour présenter ses excuses aux citoyens arabes, mais leurs représentants les rejetèrent platement.

Dans ce contexte explosif, les Juifs avaient de plus en plus le sentiment que leurs relations avec leurs concitoyens arabes avaient atteint un point de non-retour^{*24}, d'autant que, jour après jour, la presse était remplie de déclarations violemment anti-israéliennes émanant de l'ensemble des députés arabes, parmi lesquels se hissaient en première ligne Ahmed Tibi, 'Azmi Bishara, 'Abd al-Malik Dahamsheh et Jamal Zahalkeh.

Le premier, gynécologue de profession, né en 1958 à Taïbeh, faisait fonction de conseiller officiel de Yasser 'Arafat avant de se présenter à la Knesset à la mort de celui-ci. Seul à la tête du parti laïque arabe Ta'al, il s'unit en 2006 au parti islamiste d'Ibrahim Sarsour. Dès lors, il s'aligna sur les positions extrémistes de ce dernier et se prononça pour la transformation d'Israël en un État binational ainsi que pour l'annulation de la loi du Retour et le rapatriement dans leurs anciens foyers des réfugiés palestiniens de 1948.

Quant à 'Azmi Bishara, chrétien de confession né à Nazareth en 1956 et philosophe de formation, il dénonça, dès 1989, la légitimité de l'État hébreu et rejeta toute tentative d'« israélisation » des Arabes israéliens, y voyant une trahison à la cause arabe et palestinienne. Membre fondateur du parti Balad et député à partir de 1996, il préconisa la création, à la place de l'État juif actuel, d'un « État pour tous les citoyens ». Solidaire du Hezbollah dans sa guerre contre Israël, il s'afficha, à Qardaha en Syrie, aux côtés du chef de l'organisation shi'ite, le cheikh Hassan Nasrallah, à l'occasion d'une cérémonie de commémoration organisée par le président Hafez al-Assad, autre ennemi implacable d'Israël. Accusé d'espionnage au profit du Hezbollah et de blanchiment d'argent, 'Azmi Bishara dut s'enfuir en 2007 d'Israël et s'installer au Qatar.

Ancien communiste, 'Abd al-Malik Dahamsheh se disait, lui, favorable à la lutte armée contre Israël dès la fin des années 1980. Avocat du chef du Hamas, le cheikh Ahmed Yassine, il prit des positions en flèche contre la présence juive à Jérusalem-Est. En 1999, lors de la réunion inaugurale de la « Liste arabe unifiée » regroupant le parti communiste, Balad, Ta'al et l'ensemble des partis arabes, il déclara, sans susciter le moindre reproche :

Avec les pierres de Jérusalem, nous libérerons la Ville sainte des mains des sionistes, ennemis de l'humanité. Le sionisme peut s'agiter comme il veut, mais Jérusalem restera arabe et finira par être délivrée de ses conquérants⁴⁷.

Quelques mois plus tard, il se disait prêt à mourir en martyr pour la défense de la mosquée d'Al-Aqsa.

Passant le cap des réactions ponctuelles, le très prestigieux et

consensuel « Comité du suivi des affaires arabes », regroupant l'ensemble des maires et des députés et la plupart des organisations communales, culturelles et scientifiques arabes, publia en 2007 une longue déclaration de principe résumant en termes clairs la nouvelle vision du monde des Arabes israéliens :

Israël est né d'une initiative coloniale des élites juives sionistes en Europe et en Occident avec le concours des pays colonialistes. [...] Après sa création en 1948, l'État hébreu n'arrêta pas de combattre ses voisins. [...] Il ne peut prétendre au titre de démocratie mais à celui d'une ethnocratie dans laquelle un groupe ethnique hégémonique détient tous les leviers de commande.

Né dans le péché colonial, l'actuel État d'Israël devait céder la place à une « démocratie consensuelle » garantissant aux Palestiniens le droit de gérer librement leurs affaires et l'égalité avec la majorité juive en tant que « collectif national ». En somme, il devait se transformer en un État binational reconnaissant sa responsabilité directe dans la *Nakba* palestinienne et ses conséquences démographiques catastrophiques sur les Palestiniens restés sur place ; indemniser ces derniers pour les dégâts subis pendant la *Nakba* et, ultérieurement, en tant que ressortissants ennemis de l'État juif ; enfin, leur reconnaître le droit à l'autonomie en les laissant se doter librement d'institutions nationales propres pour la gestion de leurs affaires dans tous les domaines⁴⁸.

Plusieurs autres déclarations du même genre furent publiées au cours des mois suivants par les élites arabes. Elles mirent toutes l'accent sur l'origine coloniale de l'entreprise sioniste qu'elles aspiraient à déconstruire et remplacer par un État binational judéo-arabe. Enfin, notons que depuis la fin des années 1990 on assiste à une nette recrudescence des heurts sanglants et des attentats impliquant des Arabes israéliens, préférant désormais se faire appeler Palestiniens d'Israël. Ainsi, durant la seconde Intifada, 60 civils israéliens furent tués et 403 autres blessés par le fait de telles actions. Plusieurs réseaux terroristes animés par des Arabes de Galilée et du Wadi 'Ara furent démantelés.

Exemple récent de cette implication des Palestiniens israéliens dans des activités terroristes : le 14 juillet 2017, un commando d'activistes originaires d'Oum el-Fahm tira sur une patrouille de police à l'entrée de la mosquée d'Al-Aqsa. Deux policiers furent tués et un troisième gravement touché. Les trois membres du commando furent ensuite abattus par les forces d'intervention. Cet incident s'envenima au cours des jours suivants après le meurtre par un jeune Palestinien

de trois habitants de la colonie de Halamish et la décision israélienne de placer des portiques de sécurité à l'entrée de l'esplanade des Mosquées. À l'issue de deux semaines d'émeutes, qui firent plusieurs morts et des dizaines de blessés, le gouvernement israélien, pressé par la Jordanie, dut retirer les portiques et permettre le libre accès de l'esplanade aux fidèles musulmans.

Ashkénazes et Séfarades, ou l'indestructible « démon ethnique »

Rien de plus qu'une dichotomie entre deux entités identifiables par leurs expériences historiques distinctes et leurs caractéristiques démographiques et socioculturelles différentes, le clivage entre Ashkénazes, venant principalement d'Europe centrale et orientale, et Séfarades, originaires d'Asie et d'Afrique, paraît moins profond dans la réalité israélienne des années 2000 qu'il ne l'a été auparavant, à la fin des années 1960 notamment, du temps des Panthères noires. Intégration, service militaire et modernisation aidant, les différences anthropologiques entre les deux groupes s'érodèrent (statut de la femme, âge du mariage, nombre d'enfants par ménage, etc.), et les mariages exogènes (30 % déjà en 1983) se multiplièrent, donnant naissance à un nombre non négligeable (25 % de la population totale, selon certaines sources) d'enfants « mixtes » ne se reconnaissant dans aucune des origines ethniques de leurs parents. Cela n'est pas sans poser problème aux démographes et aux sociologues qui, se servant de catégories analytiques globalisantes et ne faisant, par exemple, aucune distinction entre Ashkénazes et Séfarades ou Orientaux de différentes origines ni de différentes générations, continuent de faire appel aux mêmes catégories « ethniques » que par le passé. Ainsi est considérée comme séfarade ou ashkénaze toute personne, née à l'étranger ou en Israël, issue de parents de même origine. Néanmoins, conformément aux critères de filiation en cours dans le judaïsme, un enfant né de père (et non de mère⁴⁹) ashkénaze ou séfarade a la même appartenance « ethnique » que son géniteur. Ajoutons aussi que, selon les derniers recensements, plus de 75 % de la population israélienne sont des sabras, nés dans le pays, le quart restant se répartissant entre originaires d'Europe et d'Amérique et originaires d'Asie et d'Afrique. Enfin, après avoir constitué, à la fin des années 1960, la majorité de la population juive, la proportion des Séfarades ou Orientaux est désormais de l'ordre de 48 %, à la suite de l'arrivée massive des Juifs originaires de l'ex-Union soviétique.

C'est indéniable : bien que des écarts socio-économiques

importants subsistent toujours entre les originaires d'Afrique-Asie et leurs coreligionnaires d'Europe-Amérique, des progrès sensibles ont été accomplis par les premiers, dans tous les domaines, depuis le milieu des années 1960. En est témoin le tableau comparatif suivant de l'activité professionnelle des deux groupes.

Répartition par origine géographique de la population juive (2012)⁵⁰

Asie : 691 800	
Nés en Israël : 494 600 ⁵¹	
Turquie	52 300
Irak	232 900
Yémen	138 600
Iran	192 700
Inde	20 300
Syrie-Liban	35 600
Asie, autres pays	17 200
Afrique : 890 800	
Nés en Israël 578 900	
Maroc	340 200
Algérie-Tunisie	134 800
Libye	58 800
Égypte	58 900
Éthiopie	145 000
Afrique, autres pays	20 600
Europe-Amérique-Océanie : 1 930 900	
Nés en Israël : 842 400	
Ex-URSS	848 200
Bulgarie-Grèce	38 500
Pologne	190 800
Roumanie	223 600
Tchécoslovaquie et Hongrie	64 200
Allemagne-Autriche	50 600
France	20 300
Royaume-Uni	40 500
Europe, autres pays	50 600
Amérique du Nord et Océanie	160 800
Amérique latine et autres pays	43 400
Population totale : 5 855 200	
Total nés en Israël : 4 254 700	
Nés de pères nés en Israël : 2 341 600	

Activité professionnelle des Ashkénazes et des Séfarades entre 1966 et 2004⁵²

	1966		1992		2004	
	Séfar.	Ashké.	Séfar.	Ashké.	Séfar.	Ashké.
Professions libérales et techniciens supérieurs	6 %	17 %	17 %	36 %	21,5 %	36 %
Managers et salariés	10 %	21 %	24 %	22 %	27,5 %	22 %
Commerce et services	24 %	22 %	26 %	19 %	23 %	18 %
Ouvriers	47 %	33 %	31 %	20 %	26 %	23 %
Agriculteurs	13 %	7 %	3 %	3 %	2 %	1 %

Le tableau suivant sur l'évolution du nombre d'étudiants dans chacune des deux catégories en est un autre exemple.

Étudiants ashkénazes et séfarades (1965-1993)⁵³

	1965-1966
Ashkénazes (+)	58,8 %
Séfarades (+)	24,9 %
Nés en Israël	13,8 %
Premier cycle	
Ashkénazes	52,2 %
Séfarades	20,0 %
Nés en Israël	13,2 %
Second cycle	
Ashkénazes	50,8 %
Séfarades	19,8 %
Nés en Israël	13,1 %
Troisième cycle	
Ashkénazes	50,9 %
Séfarades	19,6 %
Nés en Israël	13,1 %

Vingt ans après, en 2004-2005, le pourcentage des étudiants séfarades ne dépassait pas 22 % et celui des ashkénazes approchait du double (38 %)⁵⁴. Cet écart était dû, entre autres, aux différences dans les scores du bac : la même année, alors que 73 % des élèves ashkénazes avaient obtenu un bac leur permettant d'accéder à l'université, 51 % seulement des lycéens d'origine séfarade étaient dans le même cas.

À la traîne dans les études, les originaires d'Asie et d'Afrique eurent bien du mal à réussir leur décollage économique : en 1994, ils représentaient 12,5 % des personnes vivant sous le seuil de pauvreté et, en 2016, un Israélien né de parents orientaux touchait un salaire légèrement supérieur au salaire moyen mais de 20 % inférieur à celui de son concitoyen né de parents ashkénazes⁵⁵.

Il est cependant deux domaines dans lesquels l'ascension des

Orientaux fut à tout le moins remarquable : en premier lieu, l'armée où, en 1998, plus d'un tiers des généraux – dont deux chefs d'état-major – étaient séfarades⁵⁶ ; puis, la politique, avec l'entrée fracassante de Shas, en 1984, sur la scène politique, peu après la victoire historique aux élections de 1977 de Menahem Begin qui ouvrit largement aux Séfarades les arcanes du pouvoir.

De fait, Shas ne fut pas le premier parti ethnique entièrement centré sur l'électorat séfaraï. Depuis le début des années 1950 – et même avant la création de l'État –, diverses initiatives du même genre avaient été lancées, mais toutes avaient tourné court. Se heurtant à la désapprobation générale du public et aux critiques véhémentes des grands partis qui refusaient d'y voir une protestation légitime contre l'hégémonie ashkénaze, leurs membres étaient mis au défi de choisir entre leur identité israélienne prétendument universaliste et leur particularisme ethnique à forte connotation clientéliste sinon tribale. Pressées par les médias de renfermer dans sa « boîte » le « démon ethnique », toutes ces formations firent long feu et disparurent de la scène politique peu de temps après leur émergence. Tel fut le cas, en 1981, du parti Tami, créé par Aharon Abou-Hassira, et qui groupait sous sa bannière des députés, des maires, des rabbins et de nombreuses autres personnalités séfarades appartenant à tous les partis, qui voulaient en découdre avec l'*establishment* ashkénaze. Fort de son prestige personnel – il portait le nom d'une des familles rabbiniques marocaines les plus respectées –, Abou-Hassira remporta trois sièges de député aux élections de 1981. En délicatesse avec la justice depuis plusieurs mois, ce Robin des Bois marocain fut jugé et envoyé en prison peu après pour fraude et malversations. Ces accusations suffisamment étayées l'éloignèrent de la plupart de ses amis. Isolé et sans ressources, il mit la clé sous la porte en 1988 et alla offrir ses services au Likoud.

Endossant fièrement l'identité séfaraï – c'était son principal fonds de commerce –, Shas fut insensible aux cris d'orfraie des médias sur l'usage que le parti faisait du facteur ethnique – « Un Oriental doit voter oriental », clamait sans vergogne Aryeh Dery – pour gagner les élections. Dirigé de main de maître par un jeune rabbin dynamique et brillant qui parlait un hébreu impeccable et sans accent et possédait une connaissance intime du système, Shas alla jusqu'à manipuler le vieux rabbin Kadouri et utiliser crânement ses gris-gris et ses amulettes pour arriver à ses fins. Dans un pays où plus personne (ou presque), à droite, ne se souvenait du laïc Jabotinsky et de son libéralisme économique, ni, à gauche, du socialisme de Berr Borochov et Berl Katznelson ou de l'« étatisme » de Ben Gourion et Shimon Peres, la place de la religion dans la société et l'avenir des territoires occupés étaient devenus les deux principaux marqueurs de la vie

politique. Car, contrairement à l'impression laissée par la violence des débats identitaires dans les journaux, l'étude déjà citée de Yohanan Peres et Eliezer Ben-Rafael montre clairement qu'Orientaux et Ashkénazes se définissaient d'abord comme israéliens et juifs et, très loin derrière, par leur « ethnicité⁵⁷ ».

Bien entendu, les discours d'Aryeh Dery et de son mentor, le rabbin Ovadia Yossef, qui n'aspiraient à rien moins que trouver une alternative au sionisme laïque des pères fondateurs, et le succès éclatant de Shas aux élections ne laissèrent pas indifférents les politiciens séfarades des autres partis ; surtout quand ils étaient bloqués dans leur ascension par la vieille garde ashkénaze indéboulonnable de leurs partis respectifs. C'est ce qui arriva précisément à l'ancien ministre du Logement puis des Affaires étrangères (David Lévy) qui, à l'heure de la succession d'Itzhak Shamir, en 1993, à la tête du Likoud, se vit écarté au profit du tout nouveau Benyamin Netanyahou. Très courtoisé par Rabin qui l'appréciait beaucoup, Lévy créa son propre parti : *Guesher*. Il refusa la main tendue par l'ancien chef de l'état-major et ne répondit pas non plus aux appels du pied d'Aryeh Dery, qui espérait l'attirer pour constituer avec lui et d'autres transfuges potentiels des deux grands partis un « front uni » séfarade contre l'hégémonisme ashkénaze :

Croyez-moi – expliqua-t-il aux dizaines de personnes venues l'écouter présenter son projet dans un hôtel de Jérusalem –, nous n'avons pas à avoir honte. Si nous, Séfarades, ne prenons pas nos affaires en main, les Ashkénazes continueront de faire ce que bon leur semble. Ils disposent de tous les moyens. Je connais Rabin et Peres de très près, ainsi que Bibi Netanyahou. Croyez-moi, ils n'ont pas le moindre sentiment à l'égard de nos frères séfarades. Si cela ne tenait qu'à eux, ils les laisseraient moisir dans leur pourriture et leurs quartiers de misère. Notre plus grand problème, c'est l'éducation. Le Likoud et le parti travailliste veillent aux seuls intérêts des riches. Dès lors, il est de notre devoir de nous organiser et de prendre soin, par nous-mêmes, de notre population⁵⁸.

L'appel d'Aryeh Dery resta lettre morte. Cela n'empêcha pas le journal *Haaretz* de sortir une fois de plus sa grosse artillerie contre le « démon ethnique » et fustiger le « pompeux » David Lévy et sa « marchandise ethnique dégoûtante »⁵⁹. À l'opposé, l'ancien ministre fut porté aux nues par les « Nouveaux Orientaux », un aréopage informel de jeunes intellectuels séfarades radicaux qui partageaient avec Shas le rejet de l'hégémonisme politique, économique et culturel

ashkénaze tout en s'inscrivant dans une perspective sociale et multiculturelle de gauche⁶⁰. Universitaires, enseignants, artistes et journalistes, ils s'investirent principalement dans l'éducation des jeunes des faubourgs et créèrent dans ce but le réseau scolaire Kedma, qui offrit à ses élèves un enseignement « alternatif » accordant une place centrale aux écrivains séfarades ainsi qu'à l'histoire et à la culture des Juifs d'Afrique et d'Asie, largement occultées dans les programmes scolaires du ministère de l'Éducation. Évitant de créer un parti, quelques-uns parmi eux s'organisèrent néanmoins, en 1996, en une association appelée *HaKeshet HaDemocratit HaMisrahit* (ou « Arc démocratique oriental », devenu ultérieurement « Arc oriental ») et ayant pour objectifs déclarés la lutte contre les disparités socio-économiques à l'intérieur d'Israël et la recherche d'un règlement de paix avec les Palestiniens. Réunissant militants sociaux, féministes et intellectuels de gauche, ils étaient à mille lieues du populisme religieux de Shas.

Derniers arrivés : les Russes et les Éthiopiens

En 2000, Israël accueillit à l'aéroport international Ben Gourion de Lod le « millionième » immigrant venant de l'ex-Union soviétique. Cette marée humaine avait débuté en 1989 et changea le cours de l'histoire de l'État hébreu. Hanté depuis sa naissance par la « menace démographique arabe » et sa possible submersion par ses voisins, le voici élargissant d'un cinquième, en moins de vingt ans, sa population juive. Entre 1990 et 1995 seulement, il accueillit près de 600 000 nouveaux citoyens, d'un niveau d'instruction sans pareil par rapport aux immigrants du passé et d'une compétence professionnelle exceptionnelle : 100 000 ingénieurs, 20 000 médecins et chirurgiens-dentistes, 45 000 enseignants, 24 000 infirmières et 20 000 musiciens et artistes. L'écrasante majorité venait de Russie, d'Ukraine, de Biélorussie, de Moldavie et des Républiques baltes. Le reste, 20 % environ, était issu des Républiques d'Asie : Géorgie, Azerbaïdjan, Ouzbékistan, Kazakhstan et Tadjikistan⁶¹.

Surpris par son étendue, la réaction des Israéliens fut d'abord mitigée face à cette déferlante qui leur amena annuellement 10 000 à 12 000 nouveaux immigrants. Chacun en fonction de ses convictions, les politiques étaient partagés quant aux conséquences de cette perfusion de sang neuf sur la société israélienne : alors que la gauche – qui n'allait pas tarder à déchanter – voyait dans ces nouveaux citoyens, laïques, cultivés – et ashkénazes de surcroît – des partisans naturels de son combat pour la paix et pour la sécularisation de l'État, la droite, elle, pensait que cette venue massive d'un million de personnes rendrait à Israël toute sa confiance dans l'avenir et justifierait à elle seule l'annexion de la Judée-Samarie par l'État hébreu. Quant aux ultraorthodoxes, ils étaient scandalisés par le grand nombre de non-Juifs (plus de 200 000) qui se seraient glissés parmi les arrivés aux termes de la loi du Retour. Celle-ci accorde en effet la nationalité israélienne à tous les descendants et ascendants directs d'un seul conjoint reconnu comme juif, même s'ils ne répondent pas aux critères de judéité définis par la *halakha*.

Laissant les politiciens et les rabbins à leurs débats, le « provocateur » Amnon Dankner, qui n'avait pas peur des mots, ne cacha pas sa joie à l'annonce de cette immigration, la considérant comme un « contrepoids » rêvé aux Orientaux et à leur influence délétère sur la société israélienne :

Disons les choses clairement, écrivit-il dans l'hebdomadaire *Hadashot*^{*25}. Ce sera un séisme démographique. Non, je ne parle pas des Juifs et des Arabes, mais des Orientaux et des Ashkénazes. Notre pays, hélas, a connu, ces deux dernières décennies, un glissement oriental-levantin. Certains – dont je ne suis pas – s'en étaient réjouis, d'autres pensaient qu'Israël leur avait échappé des mains, devenant différent de ce qu'ils avaient connu et voulu [...]. La grande immigration de Russie va-t-elle changer tout cela ? Oui, il faut l'espérer... Un demi-million, voire plus, de Juifs aimant la lecture, le théâtre, les concerts, ingénieurs, médecins, informaticiens, musicologues aux enfants disciplinés, polis et plongés dans les études [...], ce sont ces gens-là qu'il nous faut ici [...]. Venez vite, vite mes frères, nous avons besoin de vous, urgently⁶².

Il n'en fallait pas davantage aux militants de l'« Arc démocratique oriental » pour comprendre que l'immigration soviétique était, d'une certaine manière, dirigée contre eux. Sans revenir aux humiliations subies par leurs parents et leurs grands-parents à leur arrivée des pays arabes non plus qu'aux articles de presse ouvertement racistes qui avaient accompagné cette venue, ils craignaient aussi pour leur avenir, les autorités ayant résolu d'offrir aux nouveaux arrivants les meilleures conditions possibles pour favoriser leur intégration : « Nous, nous étions de la chair à canon. Eux, immigrants ashkénazes, ont droit à tout », se plainquirent-ils, en janvier 1990, devant Yossi Beilin, qui était à l'époque l'adjoint de Shimon Peres aux Finances⁶³.

Mais les Séfarades n'étaient pas les seuls à craindre pour leur avenir : les citoyens arabes israéliens aussi, car ils voyaient la facilité avec laquelle l'État hébreu accueillait en grande pompe des dizaines de milliers de Juifs étrangers alors qu'il refusait le retour des réfugiés palestiniens qui s'étaient enfuis en 1948 de leurs foyers. Sans doute Yasser 'Arafat était-il le plus remonté de tous contre le « camarade » Mikhaïl Gorbatchev, qui avait laissé partir tant d'ennemis potentiels du peuple palestinien. Le chef de l'OLP n'avait pas besoin de beaucoup d'explications pour comprendre que le cours de l'histoire du Proche-Orient était en train de changer. Il ne pouvait deviner alors qu'en libérant Israël de ses peurs démographiques ataviques, le « million »

attendu d'immigrants soviétiques allait conduire Itzhak Rabin et Shimon Peres à jeter du lest et faire avancer résolument le processus de paix qui conduirait, en octobre 1993, aux accords d'Oslo. Le leader palestinien en était bien loin encore : en avril 1990, il ordonnait à ses combattants de tirer sur tout immigrant juif, « qu'il soit soviétique, éthiopien ou de toute autre origine » :

Honte sur nous si nous laissons ces hordes conquérir notre pays, s'installer sur nos terres sans que nous réagissions. Tirez partout, sur terre ou en plein ciel [...]. Peu importe s'ils habitent Jaffa ou Jéricho. Je vous ordonne fermement d'ouvrir le feu et de faire tout ce qui est en votre pouvoir pour stopper cette émigration⁶⁴.

Unique tant par son nombre qui en fit sur-le-champ la plus grosse communauté « ethnique » du pays que par sa structure économique et sociale singulière où le nombre de diplômés était quatre fois supérieur à celui du pays d'accueil, l'immigration soviétique avait aussi ceci de particulier qu'elle ne s'empressa pas de se fondre dans la société israélienne. Pour la majorité des russophones des années 1990, l'État hébreu n'était pas culturellement à la hauteur de la mère patrie soviétique qu'ils venaient de quitter. Aussi eurent-ils tendance à réduire au strict minimum leurs contacts avec leurs voisins israéliens – Orientaux et Éthiopiens surtout – qui, en retour, ne les appréciaient pas beaucoup.

Travailleurs acharnés et ne dédaignant pas d'accepter des fonctions bien en dessous de leurs qualifications professionnelles, les immigrants russophones habitaient majoritairement dans les alentours de Tel-Aviv et de Haïfa et avaient tendance à se regrouper dans quelques quartiers où ils avaient leurs épiceries et leurs restaurants « non *kasher* », leurs clubs de jeu d'échecs, de chants et de danses russes, leurs kiosques à journaux et leurs librairies. En 2015, ils constituaient 30 % de la population de Bat-Yam, un quart des habitants d'Ashkelon et d'Ashdod, 22 % de ceux de Beersheba, entre 15 % et 20 % de la population de Haïfa, Netanya, Petah Tikva et Rishon-LeZion, 8 % des habitants de Tel-Aviv et 3 % seulement de la population de Jérusalem. Assez réfractaires à l'apprentissage de l'hébreu, ils eurent tôt fait de disposer de leurs propres journaux en russe, de leurs théâtres, de leurs écoles où l'on enseignait les mathématiques selon les bonnes vieilles méthodes soviétiques, ainsi que d'une chaîne de télévision israélo-russe qui accordait une place de choix aux nouvelles de Russie.

En 1995, peu de temps après leur venue, plus d'un tiers des immigrants russophones étaient employés dans l'industrie. Vingt ans

plus tard, ils y constituaient moins de 24 % (contre 10 % parmi les Israéliens de souche) ; 11 % étaient employés dans le commerce, 6 % dans l'informatique et la communication, 4,5 % dans la fonction publique et 17,5 % dans les professions médicales et les services sociaux, contre 9,8 % parmi les Israéliens⁶⁵. Pas un seul ne dormait sur la paille, s'enorgueillissaient les responsables de l'Agence juive. Tous avaient eu droit à un logement, grâce au « bulldozer » Ariel Sharon, ministre du Logement au début des années 1990.

Il n'y eut, en revanche, que peu de changements dans le comportement religieux des Juifs russophones : en 2015, 67 % d'entre eux se disaient laïcs contre 40 % parmi les Israéliens de naissance ; 24 % traditionalistes non religieux ; 6 % traditionalistes religieux ; 2 % religieux et, enfin, 1 % ultraorthodoxes, soit dix fois moins que dans la population générale. Dans l'ensemble, 83 % des immigrants russophones des années 1990 se disaient alors satisfaits de leurs conditions de vie en Israël⁶⁶. Ce qui ne les empêchait pas de continuer de se définir d'abord comme Russes, puis Juifs et, en troisième position seulement, Israéliens⁶⁷. Pour reprendre une boutade en vogue, ils étaient israéliens à partir de 7 heures du matin et russes après 7 heures du soir. De toute façon, grâce à cette forte présence russe, les relations entre Jérusalem et Moscou passèrent au beau fixe, après de longues années de tension entre les deux pays du temps de la guerre froide. Israël devint un lieu de visite obligé pour beaucoup d'oligarques, dont plusieurs avaient d'ailleurs la double nationalité russe et israélienne.

Dans ce contexte, les Russes d'Israël connurent leur premier baptême du feu dans la nuit du vendredi 1^{er} juin 2001. La seconde Intifada faisait rage ; se glissant à l'entrée du dancing Le Delphinarium, situé sur le front de mer de Tel-Aviv, un kamikaze palestinien s'y fit exploser, entraînant dans la mort 21 garçons et filles, tous enfants d'immigrants. La cible n'avait pas été choisie au hasard : le club de danse était fréquenté principalement par des lycéens et des étudiants russophones. À travers ce drame, l'opinion israélienne se rendit compte qu'elle connaissait peu de choses de la vie de ces jeunes gens, de leurs activités sociales non plus que de leurs lieux préférés de divertissement et de sociabilité. Quant à leurs parents, l'exemple de Poutine et de ses méthodes expéditives en Tchétchénie à l'esprit, ils attendaient du Premier ministre Ariel Sharon qu'il réagisse fermement et sans tarder pour venger la mort de leurs enfants. La tactique de la *havlaga* (« retenue ») ne leur disait rien qui vaille.

Sur le plan politique, les immigrants de l'ex-Union soviétique ne mirent pas longtemps à saisir la portée de leur poids électoral (ils « pesaient » 12 à 16 sièges au Parlement) dans un pays idéologiquement, économiquement et ethniquement divisé entre deux

camps de force quasi égale : l'un, se proclamant de gauche, était perçu par eux comme constitué de laïcs, d'Ashkénazes et... d'Arabes ; l'autre, de droite, était à leurs yeux dominé par les religieux et... les Orientaux, qu'ils ne portaient pas dans leur cœur et qui le leur rendaient bien.

Allergiques à tout ce qui respirait le marxisme et le socialisme, ils avaient peu d'attrait pour les travaillistes et le parti Meretz qui, en acceptant d'abandonner les territoires occupés en 1967, voulaient ramener Israël à ses dimensions géographiques « ridicules » de 1948. Dès lors, après avoir contribué par leur vote, en 1992, à la victoire d'Itzhak Rabin dont ils admiraient le glorieux passé militaire, ils résolurent de créer leurs propres partis politiques tant pour veiller à leurs intérêts que pour combattre les préjugés les concernant, qui commençaient à se répandre dans le public, sur la « mafia russe » et la « prostitution des femmes russes ».

C'est Nathan Sharansky qui fonda en 1996 le premier parti russe. « *Refuznik* » de la première heure qui avait passé neuf ans, entre 1977 et 1986, dans un camp de Sibérie, Sharanski donna pour nom à sa formation, qui était entièrement tournée vers l'électorat russe : ***Israël Be-'Aliya*** (« Israël en ascension »). Il recueillit sept sièges aux élections législatives du 29 mai 1996. Comme il appela à voter pour Benyamin Netanyahou à la présidence du Conseil, celui-ci nomma l'ancien prisonnier soviétique ministre de l'Industrie : « Au goulag, j'étais roi. Ici, je suis seulement ministre », déclara-t-il, avec un brin d'autodérision, au journal *Haaretz*.

Pince-sans-rire, il ajouta que, contrairement aux politiciens israéliens, il avait commencé sa carrière en faisant de la prison avant d'entrer au gouvernement, et non l'inverse⁶⁸...

Malgré tous ses efforts, Sharansky perdit une partie de ses partisans au profit d'un nouveau venu dans la place : Avigdor Lieberman. Ancien directeur général de la présidence du Conseil auprès de Netanyahou, il créa en 1999 un second parti russe : ***Israël Beitenou*** (« Israël notre foyer »). Hypernationaliste, il inscrivit à son programme le « transfert » des Palestiniens dans les pays voisins ou, à défaut, un échange de territoires – incluant Oum el-Fahm – entre Israéliens et Palestiniens. Laïc, il assura de son appui la contre-offensive séculière des années 1990 marquée par l'ouverture, pendant le *shabbat*, de nombreux centres commerciaux interurbains visités chaque semaine par des dizaines de milliers d'Israéliens ; l'expansion des commerces d'alimentation non *kasher* dans toutes les grandes villes et, plus particulièrement, à Tel-Aviv où les restaurants *kasher* sont à chercher à la loupe ; la multiplication des mariages civils hors de tout contrôle du rabbinat ; et, enfin, la tendance nouvelle aux obsèques civiles, dans les *kibboutzim*, sans ingérence aucune des

services funéraires du rabbinat. En outre, après un combat de plusieurs années, même l'aumônerie de Tsahal accepta, en 2013, que les soldats dont la judéité était douteuse fussent enterrés dans les mêmes carrés militaires que leurs camarades de combat. De leur vivant, ils avaient été autorisés à prêter serment d'allégeance à l'armée sur un exemplaire du Nouveau Testament.

Éthiopiens – Beta-Israel et Falashmura

Arrivés en Israël à la même époque que les Russes à la suite de deux opérations de sauvetage mémorables – opération *Moïse* en 1984 et opération *Salomon* en 1991 –, les Éthiopiens comptaient 141 000 personnes en 2015, dont la moitié étaient nées en Israël. Ils étaient constitués de deux groupes principaux : les *Beta-Israel* (ou Falashas, les Juifs d'Éthiopie proprement dits, dont les pratiques religieuses étaient assez éloignées du judaïsme normatif) et les *Falashmura*. Convertis de force au christianisme, ces derniers ignoraient, par la force des choses, tout ou presque de la religion juive. Tous habitaient, avant leur immigration, des zones rurales et n'avaient qu'une très vague idée du pays qui les attendait, de son emplacement géographique, de ses habitants, de ses guerres, de sa modernité. Ils n'y connaissaient qu'un seul lieu : Jérusalem, la cité de Dieu.

Tant par leur couleur de peau, leur différence culturelle, leur identité religieuse spécifique que par leur niveau économique et social particulièrement bas, ils posèrent de sérieux défis à la société israélienne, partagée entre un fort sentiment de rejet et une volonté sincère de faciliter leur intégration. C'était un mélange de racisme et de paternalisme qui conduisit, par exemple, les autorités éducatives à inscrire d'office l'ensemble des enfants d'origine éthiopienne dans des écoles et des internats religieux. Cela ne fut pas toujours un gage de réussite, les performances scolaires de ces élèves, toutes générations confondues, restant les plus faibles de la population du pays.

Installés principalement dans le centre et le sud du pays, 65 % des Juifs éthiopiens étaient sans emploi en 2005 et, en 2012, leur salaire moyen était inférieur de 30 à 40 % à celui d'un Arabe israélien qui, nous l'avons vu, n'était pas le plus élevé du pays. Cette discrimination ne s'explique pas seulement par les médiocres compétences professionnelles des immigrés éthiopiens, mais aussi par le racisme à peine voilé des chefs d'entreprise. Les comportements scandaleux étaient monnaie courante : par exemple, le refus de plusieurs directeurs d'écoles religieuses d'accueillir dans leurs établissements des fillettes éthiopiennes à cause de la couleur de leur peau, ou encore l'interdiction aux Éthiopiens de donner leur sang, une

restriction discriminatoire levée seulement en 2013 : elle était basée sur le fait que quelques dizaines de Falashas des années 1980 avaient été découverts porteurs du virus du sida.

Droite et gauche : la « malédiction de juin 67 »

Aux temps héroïques du *Yishouv*, appartenir à un parti politique tel que le Mapaï, Ahdout 'Avoda, le parti révisionniste ou le Mizrahi, c'était partager sa vie avec ses militants, lire exclusivement ses journaux, vouer le plus grand respect à ses chefs, voter exclusivement pour ses représentants aux différents scrutins et envoyer ses enfants dans les réseaux scolaires qu'il entretenait. C'était aussi se soigner chez les médecins de ses caisses maladie, pratiquer une activité sportive dans ses clubs (Hapo'el, Maccabi ou Betar), faire appel à ses services sociaux pour du travail ou un logement, et effectuer ses achats dans ses coopératives ou dans des commerces appartenant aux camarades du parti. Chacun dans la mesure de ses moyens physiques était censé s'engager dans l'une ou l'autre des deux principales organisations paramilitaires (Hagana ou Irgoun) combattant pour la pérennité du Foyer national juif face aux Arabes et aux ennemis du sionisme.

En somme, s'étaient mis en place une société fortement mobilisée et des mouvements politiques omnipotents qui passaient leur temps à s'entre-déchirer au sujet du système politique et économique du futur État juif et de l'attitude à adopter à l'égard des Arabes et de la puissance mandataire britannique. Deux grandes visions du monde s'affrontaient : celle de la droite révisionniste, libérale et capitaliste sur le plan politique et économique et réclamant une politique de grande fermeté, un « mur de fer » face aux Arabes et... aux Anglais que les disciples de Jabotinsky n'excluaient pas de chasser de Palestine, par la force s'il le fallait. À l'autre bout de l'échiquier politique, se tenait une gauche divisée en plusieurs tendances sur la question arabe, allant des avocats du Grand Israël et du transfert des Arabes hors de Palestine, comme le souhaitaient les révisionnistes, aux partisans d'un État binational judéo-arabe ou d'un État croupion autonome sur une petite parcelle seulement de la Palestine. Prônant généralement un pragmatisme de bon aloi à l'égard des Anglais qu'elle évita d'affronter les armes à la main, la gauche sioniste se distinguait

de la droite par son socialisme de base et sa plus grande sensibilité aux intérêts de la classe ouvrière juive, au service de laquelle ils fondèrent la Histadrout et ses multiples coopératives et entreprises destinées à garantir le bien-être de l'ensemble des travailleurs, juifs et arabes, autant que la viabilité économique du futur État juif.

Entre ces deux pôles antagonistes évoluaient différentes formations épousant entièrement ou en partie les orientations politiques et économiques de gauche ou de droite, parmi lesquelles le cas particulier des religieux et des ultraorthodoxes qui se préoccupaient exclusivement ou presque de la place de la religion dans le futur État d'Israël. C'était un sujet qui, jusqu'en 1947, semblait le cadet des soucis de Ben Gourion et de toute la gauche sioniste.

Après la création d'Israël et la stabilisation de ses institutions parlementaires et juridiques, la tension idéologique perdit beaucoup de son acuité, mais les débats entre la droite et la gauche restèrent très vifs sur des sujets particulièrement sensibles comme les réparations allemandes et l'épineuse question : « Qui est juif ? », ou encore les sujets économiques et sociaux comme le droit à la grève, la fiscalité, la Sécurité sociale, et enfin le plus explosif d'entre tous, les rapports entre la religion et l'État, sur lequel la droite prit généralement le contre-pied de la gauche. Quant aux relations avec les Arabes, chaque camp avait ses « faucons » et ses « colombes » mais, tout compte fait, Menahem Begin et ses amis n'étaient pas plus « va-t-en-guerre » qu'un Ben Gourion ou un Dayan avant et après la campagne du Sinaï.

Puis survint la guerre de juin 1967. Elle effaça dans son sillage, en même temps que les frontières de 1948, la plupart des marqueurs idéologiques distinguant la droite de la gauche. L'attitude à l'égard des Palestiniens et de la paix avec les États arabes devint la nouvelle pierre d'achoppement entre les deux blocs. Agissant à fronts renversés, ce fut la gauche de Golda qui en 1973 lança Israël dans la terrible guerre du Kippour, et en 1981 la droite de Begin qui lui apporta le premier traité de paix avec un pays arabe : l'Égypte d'Anouar el-Sadate.

Pendant ce temps, le sionisme religieux faisait sa mue messianique. La guerre des Six Jours n'est pas un conflit comme un autre, clamaient ses rabbins. Par son bilan miraculeux – réunification de Jérusalem, prise du mont du Temple (ou esplanade des Mosquées), conquête de Hébron, la ville des Patriarches –, elle annonçait l'avènement des Temps futurs. Cette plongée du sionisme religieux dans le messianisme radicalisa le Parti national religieux, qui désormais avait aussi son mot à dire sur des sujets politiques comme la paix avec les Arabes ou l'avenir des territoires occupés. Ne voulant pas se laisser déborder par cette nouvelle droite messianique, le Likoud se délesta de la plupart de ses idéaux laïques légués par

Jabotinsky et concentra toute son idéologie sur le maintien de la Cisjordanie et de Gaza entre les mains d'Israël⁶⁹. C'était certes un retour au credo originel des « deux rives du Jourdain » et de la Terre promise, mais revu et corrigé à la lumière de la phraséologie patrimoniale du discours religieux qui permit, en fin de compte, au parti de Begin d'attirer vers lui une bonne partie de l'électorat séfarade. Traditionalistes dans leur grande majorité, les Orientaux avaient d'ailleurs commencé à désertir les partis de gauche dès la fin des années 1960, pavant ainsi la voie à la victoire du Likoud en 1977 puis en 1981.

La même aventure et le même abandon des orientations idéologiques premières survinrent dans la gauche sioniste qui, hormis le Mapam et les amis d'Ouri Avneri, avait pensé pendant longtemps que la paix avec les Arabes était une illusion. Conduite par Ben Gourion, Moshe Sharett et Levi Eshkol, elle avait concentré tous ses efforts sur l'édification d'un État fort et d'une société nouvelle répondant, plus ou moins bien, aux idéaux socialistes de justice et de solidarité.

Déçu par l'URSS qui, après avoir été parmi les premières grandes puissances à reconnaître l'État hébreu, était devenue, pendant la guerre froide, sa pire ennemie, Israël s'arrima de plus en plus aux États-Unis au lendemain de la guerre des Six Jours, tandis que la société israélienne s'occidentalisait à vue d'œil. Chassée du pouvoir par le Likoud après la débâcle du Kippour, la gauche, comme toute la classe politique du pays, fut surprise à la vue du président Sadate débarquant, par un soir de novembre 1977, à Lod. Loin des affaires, elle ne fut d'aucune utilité lors des négociations de Camp David qui aboutirent en 1981 au premier traité de paix entre Israël et l'Égypte. L'espoir d'une paix générale avec les Arabes, sous l'égide du Likoud, ne dura cependant qu'un instant, puisque le Sinaï était à peine restitué aux Égyptiens quand la guerre du Liban éclata en juin 1982.

C'est dans ce contexte fait de hauts et de bas que naquit le mouvement de la paix israélien « La Paix maintenant ». Chair de la chair du parti travailliste, du Mapam et du Meretz, l'organisation pacifiste représentait de par sa composition humaine la nouvelle configuration sociale de la gauche sioniste : délestée depuis longtemps de ses vieux idéaux socialistes, celle-ci ne jurait plus que par la mondialisation et la coopération régionale entre Juifs et Arabes, d'où sortirait un jour, selon Shimon Peres, un « nouveau Moyen-Orient ». Intellectuels, artistes, diplômés des universités, hommes d'affaires, étudiants, citadins, membres des *kibboutzim* et des « vieux » *moshavim*, ils constituaient, à leurs propres yeux du moins, le « bel Israël », qui plongeait ses racines dans les valeurs laïques et humanistes du *Yishouv*.

C'est ainsi que la paix avec les Palestiniens devint l'essentiel de la doxa socialiste israélienne, à l'exclusion de tout autre point de repère idéologique digne de ce nom, comme la justice sociale ou l'amélioration de la condition des couches défavorisées. La Histadrout affaiblie, même les *kibboutzim* – création emblématique, s'il en fût, du socialisme israélien – entrèrent, après leur privatisation, dans l'ère des start-up et du capitalisme libéral.

Ainsi, droite et gauche subirent simultanément, après la guerre des Six Jours, un phénomène comparable et parallèle de contraction idéologique qui les rendit méconnaissables à leurs anciens militants. Telles deux « tribus » que tout oppose, elles eurent chacune désormais sa propre assise sociale : une population à prédominance ashkénaze, constituée d'Israéliens « de souche », laïques et de condition aisée, à gauche ; un électorat plus populaire, à prédominance séfarade et davantage porté sur la religion, exception faite des immigrants russes, à droite. De condition modeste, celui-ci habitait principalement les quartiers périphériques et les villes de développement alors que la gauche était « tel-avivienne » par excellence. De condition aisée, son électorat habitait les villes prospères de la plaine côtière, les quartiers huppés de Haïfa et de Jérusalem ainsi que les *kibboutzim* et les vieux *moshavim*. En fait, en dehors de leurs origines sociales différentes et de la question des territoires occupés, ce qui distinguait le plus la droite et la gauche, c'était leur vision contradictoire de l'État d'Israël et de son avenir : un État « atypique », solitaire « parmi les nations » et acculé à vivre prostré sur son glaive jusqu'à la fin des temps ou, au contraire, un État « comme les autres », aspirant au bonheur « ici-bas » de ses citoyens et excluant de ses décisions stratégiques, sur le sort des colonies juives par exemple, les considérations mystiques et irrationnelles. Traitant leurs adversaires de droite de « primitifs » illuminés et d'adorateurs d'amulettes, les militants de gauche se prenaient pour des parangons de rationalisme et de modération politique. Ils comptaient dans leurs rangs un grand nombre d'universitaires et d'officiers de réserve et, à ce titre au moins, ils étaient à l'abri des insultes à caractère chauvin que la presse de droite proférait habituellement à l'encontre des pacifistes, des postsionistes, des objecteurs de conscience. Leurs prises de position sur l'inanité de la colonisation paraissaient d'autant plus convaincantes qu'elles provenaient d'anciens militaires au passé souvent prestigieux et dont l'attachement au sionisme ne prêtait à aucune contestation.

Dès lors, tout en n'étant ni aussi bien organisée que la droite ni aussi profondément motivée qu'elle, la gauche pouvait se prévaloir d'un succès non négligeable dans l'opinion : malgré le battage idéologique tonitruant de la droite, la majorité des Israéliens tenaient la Cisjordanie et la bande de Gaza pour des « territoires occupés ».

Cette perception trouva sa concrétisation naturelle dans les aménagements territoriaux prévus par les accords d'Oslo signés par les travaillistes avec l'OLP en 1993 et qu'aucun chef du Likoud ne remettrait formellement en question après le retour de la droite au pouvoir en 1996. De fait, subissant chacun à son tour les mêmes effets conjugués de l'usure du pouvoir, du vieillissement idéologique et du désaveu des urnes, les deux blocs virent fleurir, depuis lors, sur leurs marges, des minorités agissant en rupture avec le discours consensuel de leur camp : d'un côté, une extrême droite messianique et antidémocratique poussant à la colonisation systématique des territoires occupés et à leur annexion par Israël ; de l'autre, une extrême gauche radicale postsioniste réclamant non seulement le retrait de tous les territoires occupés en 1967 et la réintégration des réfugiés palestiniens mais aussi la fin de l'État juif en tant qu'incarnation du projet sioniste. Les deux se rejoignent sur un point : la fin de la solution des deux États, l'un juif, l'autre arabe, et la transformation *de facto* de la Palestine en une seule entité binationale. À moins d'envisager comme possible une nouvelle vague migratoire juive de la même ampleur que celle des Juifs soviétiques, à la fin des années 1980, tout donne à penser que, grâce à leur taux de natalité supérieur à celui des Juifs, les Arabes finiraient par devenir la majorité dans ce nouvel ensemble. Mais alors que l'extrême droite croit pouvoir en juguler les conséquences politiques et humaines en instaurant un régime d'apartheid entre Juifs et Arabes, l'extrême gauche, elle, y voit l'occasion rêvée d'effacer le « pêché originel » de la création d'Israël en 1948. À savoir : la mise en place d'un « régime de justice et d'égalité » entre Juifs et Arabes dans tout l'espace palestinien. Un « État de tous ses citoyens » à la place de l'État juif, « accident de l'histoire » et « enfer économique, social et moral pour ses habitants » dont les intellectuels postsionistes n'ont pas terminé d'en énumérer les tares irrémédiables : sa « nature » coloniale, son idéologie raciste, sa religion juive et même son... Dieu, un Dieu du mal, selon le philosophe Adi Ofir, rédacteur très influent de la revue *Théorie et Critique* reprochant aux Juifs de « déifier » la Shoah⁷⁰. À la veille du scrutin de 1997, Benyamin Netanyahou eut ainsi beau jeu en murmurant à l'oreille du vieux rabbin cabaliste Itzhak Kadouri : « La gauche n'aime pas... les Juifs. »

Rarement présente dans les débats de société qui agitent le public israélien, sauf quand cela touche au sort des Palestiniens, l'extrême gauche s'est aliéné, à cause de ses prises de position sans nuances, l'opinion israélienne, dans son ensemble devenue plus réfractaire que jamais aux rapports alarmants sur la situation dans les Territoires, publiés périodiquement par les organisations des droits de l'homme.

Plus grave : entraînant dans son discrédit toute la gauche, la perspective d'un retour au pouvoir des travaillistes s'avère, à l'heure où nous écrivons ces lignes, bien compromise.

Cela dit, les différents clivages politiques et sociaux que l'on vient de décrire ne sont pas perçus avec la même gravité par l'ensemble des Israéliens. D'après une enquête de 2014, le fossé le plus inquiétant paraît être celui séparant les citoyens juifs et arabes. Viennent ensuite successivement les divisions entre riches et pauvres, entre droite et gauche, entre ultraorthodoxes et sionistes religieux et, enfin, le clivage entre Ashkénazes et Séfarades qui, de toutes les fractures sociales, est appréhendé comme la moins virulente⁷¹.

Israël dans la mondialisation.

Naissance d'une « start-up nation »

Israël commença sa restructuration économique au lendemain de la guerre des Six Jours lorsque, victime de l'embargo français sur les ventes d'armes décrété par le général de Gaulle, l'État hébreu entreprit de développer sa propre industrie militaire, qui en ferait au bout de quelques années l'un des plus gros exportateurs d'armement dans le monde.

Dynamisée par la victoire de 1967 et l'appui stratégique des États-Unis ainsi que par l'accroissement des dons de la Diaspora, l'économie israélienne connut une très forte croissance entre 1967 et 1974 (avec un taux de 13 % du PIB et un niveau de chômage de 5 % en 1968). Et, pour la première fois de son histoire, les exportations industrielles dépassèrent en valeur absolue les ventes à l'étranger de produits agricoles et de diamants, les deux piliers traditionnels du commerce extérieur israélien. Parallèlement, l'argent public qui, jusqu'en 1967, était investi dans l'intégration des immigrés, la construction de logements sociaux et l'éducation, fut consacré désormais en bonne partie au renforcement du nouveau statut géopolitique du pays, au développement de son complexe militaro-industriel et au financement du stationnement de ses troupes dans les territoires occupés en plus de la construction des premières colonies du Sinaï, du Golan, de Cisjordanie et de Gaza. En outre, à l'élite politique, militaire et industrielle des années 1950-1960 dont la préoccupation principale était d'assurer la pérennité de l'État dans ses frontières et ses idéaux sociaux de 1948, succéda une nouvelle classe de politiciens aux dents longues, d'anciens officiers reconvertis dans les affaires, de patrons d'industrie et de banquiers au regard tourné vers les marchés extérieurs et d'économistes qui ne juraient que par l'Amérique et par les méthodes de gestion américaines. Il s'agissait d'une classe de managers et de *businessmen* aux idées libérales bien trempées, qui courut tête baissée vers le parti centriste Dash de Yigael Yadin et d'Amnon Rubinstein, lequel joua un rôle éminent dans l'arrivée du Likoud au pouvoir en 1977. Foin des débats passionnés du

passé et des enquêtes publiques sur les grands problèmes sociaux ; la page des Panthères noires fut d'ailleurs vite tournée tandis que les inégalités entre Ashkénazes et Séfarades ne cessèrent de se creuser.

Engagée par Golda Meir qui, entre 1968 et 1972, procéda à la privatisation de dizaines d'entreprises publiques, la libéralisation de l'économie israélienne fut menée tambour battant par Begin et son ministre des Finances Erlich dès leur entrée en fonctions. Applaudie par les industriels et les banquiers, elle plongea, au bout de quelques années, l'État hébreu dans une très grave crise économique. Il en sortit en 1985, comme cela a déjà été dit, grâce au plan de stabilisation élaboré par le gouvernement d'union nationale dirigé par Shimon Peres et Itzhak Shamir. Nationalisation de banques, blocage des salaires, des taux de change, des impôts et des dépenses publiques, l'inflation fut jugulée et passa de plus de 400 % en 1984 à moins de 20 % en 1987. Provoquant l'affaiblissement de la Histadrout et suivi par la privatisation de branches entières de l'industrie et celle de nombreux *kibboutzim*, le plan de stabilisation conçu et appliqué par le travailliste Peres signa la mort du sionisme socialiste. Puissamment soutenu par le Trésor américain, il consacra en fait l'entrée d'Israël dans le capitalisme libéral et son intégration dans l'économie mondiale⁷².

Les fruits du plan de stabilisation furent immédiats et c'est à peine si la reprise économique fut affectée par le déclenchement de l'Intifada en 1987. Le contexte local et régional changea du tout au tout au cours des six années suivantes : immigration massive à partir de 1989 des Juifs d'URSS avec leurs compétences technologiques et scientifiques exceptionnelles, conférence de Madrid en 1991, accords d'Oslo en 1993, et traité de paix entre Israël et la Jordanie en 1994. Ces perspectives de paix et d'échanges économiques à l'échelle régionale suscitérent un accroissement très net des investissements étrangers (23 milliards de dollars pour la seule année 2006) et le passage de l'industrie israélienne vers les hautes technologies. Au cours des années 1990, le PIB augmenta fortement avec un taux de croissance passant de 4,8 % à 6,6 % entre 2004 et 2006 ; en 2007, avec un revenu de 31 767 dollars par habitant, l'État hébreu se plaça au 18^e rang mondial. Quant au chômage, son taux atteignit 4,8 % en 2004, 5,2 % en 2005, 5,1 % en 2006, 5,9 % en 2014 et 5,3 % en 2015.

Comme tous les pays occidentaux, Israël fut aussi touché par la crise des *subprimes* en 2008, mais bien moins violemment que les États-Unis et les pays de l'Union européenne. La création d'emplois y repartit à la hausse dès 2009 et, l'année suivante, Israël fut admis à l'OCDE, au vu de ses réalisations économiques.

Sans doute cette bonne santé économique était-elle due au

« miracle » du high-tech, faisant de l'État hébreu l'un des centres d'innovation les plus dynamiques du monde. Les chiffres suivants sont éloquentes : abritant en 2017 le plus grand nombre de start-up au monde (un total de 5 000 start-up, soit une pour 1 500 habitants), les firmes israéliennes cotées au Nasdaq dépassaient en nombre l'ensemble des entreprises de l'Union européenne, venant juste après les États-Unis et loin devant l'Inde, la Chine, la Corée du Sud, Singapour et l'Irlande.

Autre indice : en 2008, la part des investissements de capital-risque par habitant y était deux fois et demie plus grande qu'aux États-Unis, de 30 % de plus qu'en Europe, 80 fois plus grande qu'en Chine et 350 fois plus grande qu'en Inde. Israël, avec ses 7 millions d'habitants, attira cette année-là des capitaux-risques d'un montant de 2 milliards de dollars, soit autant que la Grande-Bretagne et ses 61 millions d'habitants ou la France et l'Allemagne réunies avec leurs 145 millions d'habitants⁷³.

L'apport de l'immigration russe à la nouvelle économie israélienne est incontestable. Mais l'État hébreu dispose aussi de plusieurs atouts irremplaçables qui ont contribué de tout temps à son développement et joué un rôle essentiel dans son renouveau technologique et industriel des années 1990 et 2000 : premièrement, son multilinguisme et son ouverture – naturelle, pourrait-on dire – au monde extérieur, par Diaspora interposée ; ensuite, son système universitaire très performant mis à l'honneur, année après année, dans les classements des meilleures universités du monde ; enfin, ajoutons l'infrastructure militaro-industrielle constituée de firmes comme Rafael, Elbit, Elta, Elron, Scitex, Elscint ou Tadiran, à la pointe des dernières innovations en matière de télécommunications, d'informatique, d'imagerie médicale, d'aéronautique, d'espace, de biotechnologie et de cybertechnologie. Dernier atout et non des moindres : Tsahal et ses unités scientifiques d'élite (Talpiot, Mamram et 8200), grandes pourvoyeuses des start-up en physiciens, chimistes, mathématiciens et techniciens supérieurs alliant compétence, esprit d'initiative et créativité.

Il s'agit donc là d'un savoir-faire et d'un capital humain d'une valeur exceptionnelle qui ont attiré très tôt l'attention de partenaires scientifiques étrangers, à l'exemple de la Max Planck Gesellschaft (MPG) allemande, et encouragé de grandes firmes internationales comme Microsoft, Motorola, IBM, Intel, Apple, Facebook, Google, eBay, Cisco Systems, Hewlett-Packard, Alcatel-Lucent, Siemens et Philips Electronics à ouvrir en Israël quelques-uns de leurs plus grands centres de recherche. Siégeant principalement à Tel-Aviv et à Herzliya, les start-up israéliennes sont aussi présentes dans les grandes villes de la plaine côtière comme Ra'anana, Netanya et Césarée, ainsi

qu'à Petah Tikva, Rehovot, Rishon-LeZion, Haïfa, Yoqneam-Ilit et Jérusalem. À leur actif, nommons plusieurs innovations comme ICQ, USB, Babylon, Waze, Firewall et Mobileye qui marquèrent leur époque.

À l'évidence, la révolution informatique et l'expansion consécutive du commerce extérieur ont fait faire un immense bond en avant à l'économie israélienne qui est entrée de plain-pied dans la mondialisation en même temps que la plupart des pays occidentaux. À côté de ses aspects positifs indéniables – entre autres, la libéralisation et l'accroissement des échanges et l'envolée des investissements étrangers –, la mondialisation s'y accompagne des mêmes problèmes qu'ailleurs : délocalisation à l'étranger (Turquie, Égypte, Jordanie et Cisjordanie) d'usines de fabrication de textiles et autres produits à faible plus-value commerciale ; réduction drastique des subventions publiques et hausse immédiate des prix des produits de consommation courante ; baisse significative des impôts sur les sociétés et des taxes douanières sur les produits d'importation ; privatisation à tour de bras d'entreprises publiques comme El Al et Bezeq ou de grandes sociétés appartenant à la Histadrout, à l'exemple de Koor, faisant passer le secteur privé de 47 % à 62 % du PIB entre 1985 et 1993 ; désengagement social de l'État et baisse des subventions publiques dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services pour les personnes âgées ; désyndicalisation des travailleurs et affaiblissement consécutif de la centrale syndicale Histadrout, en même temps que l'amenuisement des contrats de travail collectifs et la multiplication du travail partiel ; hégémonie sur le marché financier des grandes banques et d'un petit groupe de consortiums oligarchiques ayant la mainmise sur les ressources en énergie et la grande distribution ; accroissement du nombre de migrants étrangers et de travailleurs clandestins (215 000 personnes en 2008, en plus des 200 000 employés environ de Cisjordanie) ; et, enfin, augmentation de la pauvreté et approfondissement des inégalités salariales entre riches et pauvres. En 2001, les salaires du décile supérieur étaient douze fois plus élevés que ceux du décile inférieur et représentaient 28 % du total des revenus salariaux.

Ainsi, suivant l'indice Gini, Israël était en 2005 l'un des cinq pays les plus inégalitaires de l'OCDE, après les États-Unis, le Portugal, la Turquie et le Mexique. La situation ne s'est guère améliorée au cours des années suivantes. Elle empira même en 2011, puisque 20,9 % de la population vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 19,9 % en 2007. La moyenne pour l'ensemble des pays de l'OCDE étant de 11,5 %, seul le Mexique comptait plus de pauvres qu'Israël⁷⁴. Néanmoins, suivant l'indicateur du bien-être de l'OCDE pour l'année 2016, Israël obtient d'assez bons résultats et ses citoyens y sont plus

satisfaits de leur vie que la plupart des ressortissants des pays de l'OCDE. L'espérance de vie y est plus longue de deux ans (82 ans pour les hommes et 84 ans pour les femmes) que la moyenne de l'OCDE. Et, sur le plan de l'emploi, 68 % des 15-64 ans ont un travail, un taux plus élevé que la moyenne des pays de l'OCDE. Enfin, 86 % des habitants pensent connaître quelqu'un sur qui compter en cas de besoin. Quant aux domaines dans lesquels Israël se classe au-dessous de la moyenne, selon cette enquête, citons le logement, les salaires et les revenus du patrimoine, l'éducation, l'environnement et les liens sociaux.

La pénurie de logements et le prix exorbitant des loyers furent d'ailleurs au centre de l'immense mouvement de contestation sociale qui secoua Israël durant l'été 2011. À l'appel sur Facebook d'une quarantaine d'organisations sociales, des milliers de personnes, appartenant aux classes moyennes, vinrent planter leurs tentes le long du boulevard Rothschild à Tel-Aviv, arborant des pancartes et des slogans dénonçant la politique de privatisations à outrance menée par les différents gouvernements et réclamant davantage de justice sociale et le retour à l'État-providence. Le mouvement atteignit son point culminant le 6 août, rassemblant 300 000 manifestants à Tel-Aviv et plusieurs dizaines de milliers d'autres à Jérusalem, Haïfa, Beersheba et dans la plupart des grandes agglomérations du pays ainsi qu'à New York.

Tout avait commencé quelques semaines auparavant avec la guerre du « Cottage », du nom d'un très prisé fromage blanc local dont le prix avait augmenté subitement. Relayée par les médias, la pression du public fut telle que le gouvernement obligea les producteurs de lait à baisser leurs prix. Puis la grogne s'exprima à nouveau contre le prix exorbitant de l'essence, 30 % plus cher en Israël qu'en Europe. Ce fut ensuite autour de la question du logement que les foules se mobilisèrent. De proche en proche, le mouvement révéla un véritable malaise social au sein de la population, qui avait le sentiment que tout coûtait plus cher en Israël que dans les pays occidentaux. Touchés de plein fouet par les effets de la mondialisation, les manifestants se plaignaient d'un faible pouvoir d'achat, de revenus modestes, de disparités sociales toujours plus profondes et de la passivité du gouvernement.

Craignant que la colère populaire ne dégénérât en une version israélienne du mouvement des Indignés espagnols, voire du Printemps arabe qui mit à bas le régime de Ben Ali en Tunisie et celui de Moubarak en Égypte, le gouvernement Netanyahu tenta d'apaiser la situation en promettant une réforme de l'immobilier. Au plus fort de la mobilisation, il nomma une « commission de réforme économique et sociale » présidée par un économiste très réputé. Celle-ci rédigea

une série de recommandations dont la plupart restèrent lettre morte. Faute de résultats tangibles, le « mouvement des Tentes » s'effrita avant de disparaître complètement, et la vie sociale reprit son cours habituel.

*1. Cela est vrai plus particulièrement d'Ilan Pappé, selon lequel toute recherche d'objectivité historique est vaine pour la simple raison que tout « récit » est le produit d'une opération complexe de lecture des faits et de « réinvention » de situations historiques, au gré de l'appartenance sociale et nationale de l'observateur ou de l'historien.

*2. Boîtier contenant un passage biblique proclamant l'unicité de Dieu, apposé au montant de la porte d'entrée.

*3. Cérémonie célébrant le passage, à l'âge de treize ans, des garçons juifs à la majorité religieuse.

*4. Dans la tradition juive, la reconstruction du Temple détruit par les Romains en 70 est considérée comme l'une des étapes majeures vers l'avènement du Messie.

*5. De fait, il est très malaisé de déterminer le pourcentage exact des religieux dans la population. Pour se tirer d'affaire, l'Institut national israélien des statistiques, suivi par l'ensemble des démographes et des sociologues, utilise trois rubriques distinctes pour définir cette catégorie : religieux, traditionalistes religieux et ultraorthodoxes. Ainsi, en 2017, la population est constituée de 11 % de religieux, 12 % de traditionalistes religieux et 9 % d'ultraorthodoxes ; soit un total de 32 %.

*6. Acronyme formé des termes hébraïques *haredi* (« ultraorthodoxe ») et *leumi* (« national » ou « nationaliste »).

*7. D'après un récent recensement établi par le journal *Haaretz*, en 2015 100 000 d'entre eux vivaient dans des colonies exclusivement religieuses et plusieurs dizaines de milliers dans des colonies mixtes (*Haaretz*, 11 juin 2017).

*8. Dans les synagogues orthodoxes, un quorum de dix hommes est indispensable à l'office.

*9. Détournement d'un dicton bien connu de l'époque des Lumières, quand les Juifs d'Europe commençaient à s'engager sur la voie de la modernité.

*10. Suivant une version fort répandue dans le milieu ultraorthodoxe, Hitler aurait suivi les conseils du mufti de Jérusalem, Al-Hajj Amin al-Husseini, qui, excédé par les agissements sionistes en Palestine, aurait convaincu le Führer de déclencher la « solution finale ». Une idée reprise ces derniers mois par le Premier ministre Netanyahu qui lui a valu une volée de bois vert de la part des historiens du pays.

*11. Ce fléchissement est dû à une série de directives ayant facilité l'incorporation, dans des conditions très allégées, de soldats ultraorthodoxes dans l'armée. L'opération, au succès très mitigé, devait permettre à ceux qui

avaient rempli leur devoir militaire de postuler à une formation professionnelle adéquate.

*12. En 2014, le pourcentage des ultraorthodoxes vivant sous le seuil de pauvreté est tombé à 48 %.

*13. Chiffres établis par On Winkler, *Behind the Numbers. Israel Political Demography* (hébreu), Université de Haïfa, 2015, p. 101-102.

*14. À partir de 1997, les habitants palestiniens de Jérusalem-Est sont inclus dans la population arabe israélienne.

*15. Chiffre fourni le 20 septembre 2017 par l'Institut national israélien des statistiques.

*16. Iris Jarbi et Gal Lévy, « Les clivages à l'intérieur de la société israélienne », Institut israélien pour la démocratie, 2000.

*17. À cela s'ajoute le fait que le nombre de femmes au travail est beaucoup plus faible que chez les Juifs : 33 % contre 55 %, selon les chiffres de 2015.

*18. Créés à partir du milieu des années 1980 dans le but de « désengorger » les universités et de faciliter l'accès aux études supérieures de bacheliers non admis à l'université, les études n'y dépassent pas généralement le premier cycle.

*19. Données recensées par Dan Shueftan, *Palestinians in Israel. The Arab Minority and the Jewish State*, Or Yehouda, Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2011, p. 686.

*20. Chiffres établis par l'ONG judéo-arabe « Sikkuy », octobre 2013.

*21. École supérieure d'ingénieurs.

*22. Établie d'abord à Tel-Aviv, l'Open University a été transférée ensuite à Ra'anana.

*23. En 2015, 34 % des victimes d'accidents de la route étaient des Arabes.

*24. Néanmoins, conscient de la gravité de la situation économique et sociale du « secteur » arabe, le gouvernement Netanyahu décida, fin 2015, de consacrer un budget spécial de 2 milliards et demi d'euros (10 milliards de shekels) à l'amélioration des infrastructures desservant les citoyens arabes. Un chiffre record jamais atteint depuis le deuxième passage de Rabin au pouvoir en 1992 (*The Marker*, 31 décembre 2015).

*25. « Venez vite, vite mes frères » (hébreu), *Hadashot*, 1^{er} décembre 1989. Devenu quelques années plus tard directeur de la rédaction du quotidien *Maariv*, propriété de la famille Nimrodi d'origine judéo-iranienne, Dankner mettrait beaucoup d'eau dans son vin, au point de devenir l'un des amis les plus proches d'Aryeh Dery.

XXIV

La paix en miettes

Benyamin Netanyahou au pouvoir (1996-1999) : un premier essai non concluant

Benyamin Netanyahou est un « prince », un fils de ponte de la droite révisionniste comme ses « amis » Benny Begin, Dan Meridor ou Ouzi Landau. Il vénérât son père, Benzion Netanyahou, historien réputé des Marranes espagnols et ancien secrétaire particulier de Vladimir Ze'ev Jabotinsky. Il adorait également son frère aîné Yoni, héros national tombé en 1976, en Ouganda, en voulant délivrer des otages juifs et israéliens aux mains d'activistes propalestiniens à l'aéroport d'Entebbe. Ancien de l'unité d'élite Sayeret Matkal, parlant un anglais châtié et parrainé par Itzhak Shamir et Moshe Arens qui abhorraient David Lévy et craignaient Ariel Sharon, toutes les chances étaient du côté de Benyamin Netanyahou quand il fallut trouver un nouveau leader à la tête du Likoud.

À quarante-sept ans, ce sabra venu d'Amérique que tout le monde appelait Bibi devint le plus jeune Premier ministre d'Israël après avoir vaincu sur le fil, le 29 mai 1996, le politicien le plus aguerri du pays : Shimon Peres. Son slogan de campagne « Paix et sécurité » avait fait des merveilles. Il jouait sur deux registres à la fois : l'espoir et la peur. Donnant l'impression d'avoir mis beaucoup d'eau dans son vin après la victoire, il se montra modéré et rassembleur lors de sa première prise de parole publique :

Je serai le Premier ministre de tous, déclara-t-il. Des Juifs et des non-Juifs, des religieux et des laïcs, des sabras et des immigrants, des riches et des pauvres. Pour la première fois, j'ai reçu un mandat direct. Nous allons promouvoir le dialogue pour une paix réelle. Je tends la main de la paix à nos voisins arabes, aux Palestiniens : joignez-vous à nous¹.

Dans la foulée, il se réconcilia avec David Lévy, auquel il confia le portefeuille des Affaires étrangères, et c'est sur les instances de ce dernier qu'il invita Ariel Sharon à entrer au gouvernement et lui offrit

un poste créé spécialement pour lui : celui des « Infrastructures nationales », qui allait permettre à cet ancien général sans retenue de couvrir d'implantations la Cisjordanie et la bande de Gaza. Quant au ministère de la Défense, il fut octroyé à un ancien général de la guerre du Liban, Itzhak Mordechaï, qui avait rejoint sur le tard le Likoud.

Connu pour son opposition farouche aux accords d'Oslo qui, selon lui, portaient dangereusement atteinte à la sécurité d'Israël, Bibi surprit son monde en faisant savoir qu'il respecterait la « situation créée par Oslo ». Dans son programme de gouvernement, il réitéra néanmoins son opposition à la création d'un État palestinien, s'engagea à consolider et à développer les implantations, et proclama que Jérusalem resterait à jamais la capitale éternelle d'Israël. Cela ne l'empêcha pas de promettre qu'il souhaitait la paix au président des États-Unis Bill Clinton et d'adresser des messages dans ce sens au roi Hussein de Jordanie, au président égyptien Hosni Moubarak et même à Yasser 'Arafat.

Comme tous ses prédécesseurs, sa première visite à l'étranger eut lieu, début juillet 1996, à Washington, où le président Clinton, qui n'éprouvait aucune sympathie pour le nouveau Premier ministre et n'appréciait guère sa proximité avec les néoconservateurs américains, le pria instamment de rencontrer le chef de l'OLP et de relancer le processus d'Oslo. La rencontre entre Netanyahu et 'Arafat eut bien lieu, le 4 septembre, au passage d'Erez, en bordure de la bande de Gaza. Mais, visiblement, le courant passa mal entre les deux hommes qui se serrèrent la main devant les caméras en esquissant un sourire forcé qui ne trompa personne. L'Israélien reprochait à son interlocuteur de relâcher un peu trop vite les détenus palestiniens impliqués dans des actes terroristes contre l'État hébreu, et le Palestinien ne cachait pas son dépit face au bouclage des Territoires depuis les attentats de février-mars et aux annonces incessantes par les ministres israéliens de la construction de nouvelles colonies.

Pendant ce temps, les indices d'une nouvelle explosion de violence en Cisjordanie et à Gaza s'accumulaient de jour en jour. Au lieu de tenter d'apaiser la situation, le chef du Likoud jeta de l'huile sur le feu en ordonnant le 24 septembre, contre l'avis du Shin Bet, d'ouvrir à la demande du maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, un accès dans le quartier musulman de la vieille ville et d'y faire passer un tunnel archéologique jusqu'au mur des Lamentations. Destiné à faciliter le déplacement des milliers de touristes juifs qui venaient y prier chaque jour, le projet n'était pas nouveau. Il avait été repoussé en son temps par le gouvernement Rabin par crainte de la réaction de la population palestinienne, qui risquait d'y voir non seulement une atteinte grave au caractère musulman de l'esplanade des Mosquées, mais aussi une tentative de « judaïser » ce site sacré pour les

musulmans ainsi que toute la vieille ville. Prenant très au sérieux les discours échevelés des extrémistes juifs sur la reconstruction du Temple, les autorités musulmanes étaient d'ailleurs persuadées qu'en creusant un tunnel passant sous le *Haram al-Sharif*, les Juifs voulaient détruire les fondations de la mosquée d'Al-Aqsa et ériger leur troisième Temple sur son emplacement.

Dans le contexte politique et religieux particulièrement tendu de la fin du ^{xx}e siècle, Al-Aqsa était devenue, en plus de son caractère sacré habituel, l'incarnation même de l'identité palestinienne. Y porter atteinte, c'était viser au cœur la nation palestinienne. Dès lors, à l'appel d'Arafat, des milliers de Palestiniens se rassemblèrent, dès le 25 septembre, à Jérusalem-Est, Bethléem, Ramallah et Naplouse pour protester contre la provocation de Netanyahou. Le mouvement menaçait de s'étendre à l'ensemble des villes arabes israéliennes où des grèves et des heurts avec la police éclatèrent également à Nazareth, Jaffa, Lod et Ramleh. Au bout de trois jours d'émeutes sanglantes dans les Territoires, qui firent soixante-dix morts et des dizaines de blessés du côté palestinien et quinze morts et de nombreux blessés du côté israélien, le calme revint finalement. Tsahal avait déployé ses tanks à l'entrée de Ramallah et menacé de reprendre le contrôle des villes de Cisjordanie laissées à l'Autorité palestinienne dans le cadre des accords d'Oslo, si les policiers d'Arafat ne cessaient pas leurs tirs.

Inquiet par cette brusque flambée de violence, le président Clinton invita Netanyahou et 'Arafat, début octobre 1996, à la Maison-Blanche. Il les somma de reprendre les négociations sur le retrait israélien de Hébron, laissées en suspens après le départ de Peres. Avec l'aide du médiateur Dennis Ross, il fallut aux deux parties pas moins de trois mois d'âpres négociations pour parvenir à un accord : 80 % de la superficie de la ville passeraient aux mains de l'Autorité palestinienne et les 20 % restants demeureraient sous la responsabilité des Israéliens, qui assureraient la protection des sites de Beit-Hadassa et Tell Roumeida tenus par les colons depuis 1979 ainsi que la sécurité à l'intérieur du Caveau des Patriarches, appelé mosquée Al-Ibrahimiyya par les musulmans. L'accord prévoyait en outre la présence permanente de 400 policiers palestiniens dans la ville et le maintien de patrouilles mixtes israélo-palestiniennes le long des lignes de jonction entre les quartiers juifs et musulmans.

Présenté au gouvernement, l'accord sur Hébron fut ratifié avec difficulté, par 11 voix contre 7. Parmi ses opposants les plus véhéments figurait le ministre des Sciences et de la Technologie, Benny Begin, qui démissionna aussitôt après. Fils de l'ancien Premier ministre Menahem Begin, il ne pouvait se résigner à accepter qu'un gouvernement du Likoud renonçât à une parcelle de la Terre promise.

Les mêmes remous avaient cours du côté palestinien, où l'accord fut sévèrement condamné par le Hamas et le Jihad islamique².

Les premiers mois de l'année 1997 se passèrent sans graves incidents, jusqu'au moment où le ministre des Infrastructures nationales, Ariel Sharon, lança ses bulldozers à l'assaut des collines surplombant la route reliant Jérusalem à Bethléem pour y construire l'énorme lotissement de Har-Homa. Le nouveau quartier était destiné à être habité par 30 000 Israéliens et annexé à la partie juive de Jérusalem. Ce fut un tollé général dans toutes les capitales occidentales. Comprenant que le but recherché par Sharon était de compléter la ceinture de colonies entourant Jérusalem et d'empêcher toute circulation entre la partie arabe de la Ville sainte et la Cisjordanie, Yasser 'Arafat interrompit tout contact avec Netanyahu³. Au même moment, le Conseil de sécurité se réunissait en séance extraordinaire à New York pour examiner la situation. Seul un double veto américain sauva Israël d'une condamnation sans appel des Nations unies.

Tel un ivrogne heurtant un lampadaire après l'autre – pour reprendre une expression de l'ambassadeur britannique à Tel-Aviv⁴ – et déjà brouillé avec les capitales européennes et avec la Maison-Blanche à cause de l'affaire Har-Homa, Netanyahu se retrouva à nouveau sur la sellette quand, le 24 septembre 1997, il ordonna au Mossad d'éliminer, à Amman, le chef politique du Hamas : Khaled Mash'al. Deux mois auparavant, un kamikaze du Hamas s'était fait exploser au marché de Mahane Yehouda à Jérusalem, entraînant la mort de quatorze personnes. Une équipe de quatre agents fut introduite dans la capitale jordanienne. Porteurs de passeports canadiens, deux d'entre eux suivirent le chef du Hamas et lui injectèrent une substance toxique à l'oreille. Ils furent arrêtés sur-le-champ et leur identité véritable dévoilée immédiatement, tandis que Mash'al était transporté à l'hôpital entre la vie et la mort. Mis au courant, le roi Hussein menaça Netanyahu d'envoyer ses soldats à l'intérieur de l'ambassade d'Israël pour y arrêter les responsables de l'opération et de rompre ses relations avec l'État hébreu si le Premier ministre ne lui faisait pas parvenir l'antidote nécessaire pour sauver la vie de Mash'al. Le directeur du Mossad, Danny Yatom, fut dépêché aussitôt à Amman. Il y rencontra le roi Hussein et, à la suite de cette entrevue, une injection d'antidote fut administrée à Mash'al qui put quitter l'hôpital quelques jours après.

Peu de temps avant ce fiasco, le roi Hussein avait soumis au directeur adjoint du Mossad, Ephraïm Halevy, une proposition émanant directement du Hamas selon laquelle l'organisation était prête à conclure une *houdna* (« trêve ») de trente ans avec l'État hébreu. Très conscient des espoirs suscités chez les Palestiniens par les

accords d'Oslo, le Hamas avait mis une sourdine à sa condamnation de principe de toute négociation avec Israël et, tout en refusant de renoncer formellement à l'arme du *Jihad*^{*1}, le cheikh Yassine et ses compagnons n'étaient pas loin d'adopter la position stratégique qui avait été, des années durant, celle de l'OLP vis-à-vis d'Israël, c'est-à-dire une libération « par étapes » de la Palestine, se traduisant dans un premier temps par la récupération des seuls territoires occupés en 1967, assortie du retrait israélien de Jérusalem et de la reconnaissance du « droit au retour » des réfugiés de la *Nakba*. En échange, le Hamas serait prêt non pas à une réconciliation (*soulh*) ni à une paix (*salam*) durable avec Israël, mais seulement à une *houdna* avec lui, avait fait savoir de sa prison le cheikh Yassine dès 1993. Il s'agissait d'un armistice provisoire qui, à l'exemple de la trêve de Hudaybiyyah signée par le Prophète avec les Qurayshites et des traités conclus par Saladin avec les Croisés, permettrait, le temps venu, aux musulmans de reprendre les armes en vue de la libération totale de la Palestine et l'instauration d'un État islamique sur les ruines de l'État hébreu⁵.

En tout état de cause, malgré les apparences, le Hamas avait fait preuve depuis 1993 de beaucoup de prudence dans ses relations avec le nouveau pouvoir palestinien. Il avait évité notamment de gêner le processus démocratique mis en place, en 1996, pour l'élection au suffrage universel du Conseil législatif et celle du premier président de l'Autorité palestinienne : Yasser 'Arafat. En outre, sans jamais cacher le fossé idéologique le séparant de l'aile laïque du mouvement national palestinien, le chef du Hamas avait plutôt réussi, non sans mal, à contenir la colère de ses militants, adeptes de la guerre à outrance, qui s'insurgeaient devant le zèle des policiers palestiniens les empêchant de temps à autre de commettre des attentats en Israël. Sans doute une dynamique de paix plus soutenue et un climat de plus grande confiance entre Israéliens et Palestiniens auraient-ils pu contribuer à renforcer le pragmatisme du chef du Hamas. Mais l'Histoire en décida autrement et, devant les résultats jugés piteux du processus de paix, c'est l'OLP et son chef, Yasser 'Arafat, qui, à l'exemple de larges couches de la population palestinienne, allaient être influencés par le discours islamiste du Hamas, et non l'inverse.

Envoyé de toute urgence à Amman, Halevy, que de solides liens d'amitié unissaient au roi Hussein, suggéra à Jérusalem de libérer le cheikh Ahmed Yassine et plusieurs de ses compagnons islamistes arrêtés en 1989. C'est ce que Jérusalem s'empressa de faire après que les autorités jordaniennes eurent relâché les deux agents israéliens pris sur le vif⁶.

Accueilli comme un héros, le retour du fondateur du Hamas à Gaza porta ombrage à 'Arafat et accéléra, comme on le verra par la suite, le déclenchement de la deuxième Intifada, dite d'« Al-Aqsa ».

Bibi, lui, ne sortit pas grandi de cette déconvenue qui gâcha de façon irrémédiable ses relations avec son ministre des Affaires étrangères, David Lévy, et avec celui de la Défense, Itzhak Mordechaï. L'un après l'autre, les deux ministres claquèrent la porte du gouvernement, tout comme leur collègue des Finances, Dan Meridor, qui démissionna également du Likoud pour aller former un parti centriste.

Chez les travaillistes, les choses bougèrent aussi quelque peu. Après avoir choisi l'ancien chef d'état-major général Ehoud Barak pour succéder à Shimon Peres, ils ôtèrent en mai 1997 de leur programme électoral la motion adoptée de longue date contre la création d'un État palestinien. Ce changement d'orientation reflétait le nouvel état d'esprit des Israéliens qui, selon les sondages de l'époque, ne s'opposaient plus, dans leur grande majorité, à la présence d'un État palestinien aux côtés d'Israël.

Bridé sur sa droite par les colons de Cisjordanie qui dénonçaient ses renoncements et sur sa gauche par les modérés du Likoud qui moquaient son amateurisme et critiquaient son aventurisme, Netanyahou se « rabattit » sur Ariel Sharon, dont il connaissait la très forte popularité au sein du parti. Au plus fort de l'affaire Mash'al, il lui avait demandé de l'accompagner, le 28 septembre, à Amman pour y rencontrer le prince héritier Hassan et le chef des services secrets jordaniens, le général Batikhi. La présence de Sharon n'avait pas rempli de joie le prince hachémite, bien au contraire. Il ignorait sans doute les liens d'amitié qui s'étaient tissés depuis plusieurs mois entre son frère et l'ancien général israélien qui, jusqu'à une date très récente, déniait toute légitimité au royaume hachémite et clamait haut et fort que la Jordanie était la Palestine. Le roi Hussein fut, lui, particulièrement reconnaissant à Sharon d'avoir mis à exécution, en tant que ministre des Infrastructures nationales, la clause du traité de paix israélo-jordanien de 1994 allouant annuellement à la Jordanie 50 millions de mètres cubes d'eau en provenance du lac de Tibériade⁷.

Devenu le meilleur soutien de Benyamin Netanyahou à l'intérieur du Likoud et modérant ses envolées contre 'Arafat, Sharon fut nommé, le 13 octobre 1998, ministre des Affaires étrangères, et c'est à ce titre qu'il rejoignit dès le lendemain le Premier ministre au sommet américano-israélo-palestinien de Wye River Plantation dans le Maryland. Arrivé aux États-Unis, il commença par rendre visite au roi Hussein hospitalisé dans une clinique de Rochester où il était soigné pour un cancer très avancé. Il se rendit ensuite à Wye River Plantation où le président Clinton l'attendait pour un long tête-à-tête. Sharon participa ensuite à toutes les discussions avec 'Arafat, mais se fit fort de ne pas serrer la main du dirigeant palestinien pendant toute la durée de la conférence.

Israéliens et Palestiniens tentaient de parvenir depuis plusieurs

jours à un nouvel accord et à un retrait israélien de 13 % des zones A, B et C établies par les accords d'Oslo II, quand le « mémorandum de Wye River Plantation » fut finalement signé le 23 octobre à la Maison-Blanche par les deux parties, en présence d'un chef de l'OLP radieux et d'un Premier ministre israélien mal à l'aise. Deux jours auparavant, Netanyahou avait menacé de plier bagage, mais il avait changé d'avis après la visite surprise du roi Hussein qui, le crâne rasé et le visage ravagé par la maladie, avait imploré Palestiniens et Israéliens d'accepter le compromis élaboré par le président Clinton.

Constitué de plusieurs clauses, l'accord prévoyait que le redéploiement des troupes israéliennes ne prendrait pas plus de douze semaines. Il stipulait également la libération graduelle des prisonniers palestiniens, l'ouverture d'une liaison routière « sécurisée » entre la Cisjordanie et Gaza ainsi que l'entrée en service de l'aéroport international de Gaza. Les Palestiniens s'engageaient, pour leur part, à ramasser les armes à feu en circulation dans les Territoires, à arrêter les suspects signalés par les services israéliens, à démanteler les réseaux terroristes islamistes et à abolir définitivement de la Charte de l'OLP les clauses stipulant la destruction d'Israël⁸.

Toutes ces dispositions devaient être exécutées en cinq étapes, chacune d'elles correspondant à un mouvement de troupes du côté israélien et à une mesure de sécurité parallèle du côté palestinien. Les militants du Likoud et les colons de Cisjordanie et de Gaza ne sautèrent pas de joie quand ils en prirent connaissance, bien au contraire. De plus, un premier accroc fut signalé dès le 29 octobre : un autobus transportant des colons de la bande de Gaza échappa de justesse à un attentat suicide près de Kfar-Darom.

L'accord de Wye River Plantation fut néanmoins ratifié par la Knesset le 17 novembre, notamment grâce aux voix de la gauche. Trois jours plus tard, Tsahal restituait 2 % de la zone C aux Palestiniens. L'aéroport international de Gaza fut inauguré et Israël libéra 250 prisonniers palestiniens, dont 150 détenus de droit commun. Le 14 décembre, le Conseil national palestinien abrogeait, en présence du président Clinton en visite en Israël et à Gaza, les clauses de la charte palestinienne stipulant la destruction de l'État hébreu.

S'étant rendu à contrecœur à Wye River Plantation, Netanyahou eut bien du mal à résister aux fortes pressions de l'aile droite du Likoud qui réclamait la suspension de l'accord conclu avec 'Arafat. Cherchant une porte de sortie honorable et voyant sa coalition prendre l'eau de tous côtés, il résolut, le 21 décembre, de stopper l'évacuation des troupes et de proclamer de nouvelles élections législatives. Elles furent fixées au 17 mai 1999. Trois candidats furent en lice : Benyamin Netanyahou, Ehoud Barak et Benny Begin,

représentant l'extrême droite.

Les 600 jours d'Ehoud Barak (juin 1999-mars 2001)

Né au *kibboutz* Mishmar Hasharon en 1942, commandant de la Sayeret Matkal puis chef de l'état-major général, Ehoud Barak avait une très haute opinion de lui-même. Soldat le plus décoré d'Israël qui, à ses heures perdues, avait décroché une double licence de mathématiques et de physique à l'Université hébraïque de Jérusalem puis un master d'économie à l'université de Stanford, ses premières années en politique n'avaient pas laissé un souvenir impérissable. Ministre de l'Intérieur sous Itzhak Rabin puis des Affaires étrangères sous Shimon Peres, il s'était emparé de la direction du parti travailliste en 1996 au lendemain de la déconfiture de Peres face à Netanyahou.

Manquant de charisme, cet « hybride entre faucon et colombe⁹ », brillant et fin, fut le premier travailliste à présenter ses excuses aux Orientaux pour les humiliations subies après leur installation en Israël. Cet acte de repentance publique était destiné à réconcilier la population des quartiers périphériques et des villes de développement avec la gauche et, sans nul doute, contribua au retour des travaillistes au pouvoir et à son accession, le 17 mai 1999, à la présidence du Conseil. Suivant le nouveau système électoral établi en 1996, le Premier ministre fut choisi directement par le peuple, mais cela ne changea pas grand-chose à l'équilibre des forces entre les deux blocs de gauche et de droite : le Likoud passa certes de 32 sièges à 19 à la Knesset, non pas au profit du parti travailliste qui perdit 8 sièges (26 au lieu de 34), mais du Shas qui en remporta 17 contre 10 lors de la législature précédente. Dès lors, malgré sa victoire facile contre Netanyahou, Barak, pour disposer d'une majorité stable au Parlement, dut faire entrer dans sa coalition des partis que tout opposait, comme Shas et le parti russe Israel Be-'Aliya, d'un côté, et Meretz et *Shinouï*, qui étaient farouchement antireligieux, de l'autre. Même David Lévy (et son mini-parti Guesher) trouva sa place dans le nouveau gouvernement, qui pouvait compter sur l'appui de 75 députés sur 120. Barak confia à Lévy le portefeuille des Affaires étrangères qui avait été le sien, pendant un moment, sous Netanyahou. Il l'abandonnerait

l'année suivante pour divergences graves avec le Premier ministre sur la question de Jérusalem, et c'est un autre « Marocain », le professeur Shlomo Ben-Ami, de l'université de Tel-Aviv, qui prendrait sa place, tout en remplissant simultanément les fonctions de ministre de la Sécurité intérieure.

Le lendemain même de son entrée en fonctions, Ehoud Barak informa 'Arafat de sa volonté d'appliquer les clauses de l'accord de Wye River Plantation laissées en suspens par Netanyahou. Il lui annonça en même temps qu'il souhaitait intégrer la dernière phase du retrait des troupes préconisé par ce texte dans le cadre plus large d'un règlement global du contentieux israélo-palestinien. Le dirigeant palestinien l'en félicita et les deux hommes se rencontrèrent à Charm el-Cheikh, le 4 septembre 1999, pour un premier sommet en présence de la secrétaire d'État américaine Madeleine Albright, du président Moubarak et du roi Hussein. L'opinion mondiale fit bon accueil à cette initiative de paix du nouveau Premier ministre israélien. Elle tranchait nettement avec les louvoiements de son prédécesseur.

Le sommet déboucha sur trois résolutions : la première concernait trois nouveaux retraits des troupes israéliennes de Cisjordanie, en septembre et novembre 1999 puis en janvier 2000 ; la seconde, la libération par Israël de 350 prisonniers palestiniens, à compter du mois d'octobre 1999 ; la troisième, la plus novatrice des trois, annonçait l'ouverture, à partir du 13 septembre 1999, de négociations intensives entre Israéliens et Palestiniens en vue d'un règlement définitif du conflit sur la base des résolutions 242 et 343 des Nations unies. Le communiqué détaillait nommément les quatre volets principaux sur lesquels porteraient les discussions – délimitation des frontières, avenir des colonies, statut de Jérusalem et question des réfugiés. Il s'agissait de sujets aussi incandescents les uns que les autres et qui touchaient effectivement le cœur du problème.

Les premiers accrocs surgirent cependant dès la mise en application de l'accord de Charm el-Cheikh, chacune des parties accusant l'autre de ne pas en respecter l'esprit ni la lettre. Les Israéliens en voulaient à 'Arafat sous le prétexte qu'il ne faisait rien pour empêcher les attentats, et les Palestiniens reprochaient à Barak de ne pas stopper la colonisation. De grief en grief, les pourparlers furent suspendus et Ehoud Barak dut annuler son engagement de faire aboutir le processus de paix avec les Palestiniens le 13 février 2000 au plus tard.

Frustré de ne pouvoir aller plus loin avec 'Arafat, Barak se rabattit sur Hafez al-Assad, le conflit avec les Syriens à propos du Golan lui paraissant plus facilement soluble que le problème palestinien. Suivant les traces de Rabin et Peres qui, eux aussi, avaient souhaité parvenir à un accord avec le président syrien, Barak avait sur

son bureau les résultats des négociations précédentes entre Assad et Netanyahou. Ce dernier avait accepté le principe d'un retrait des troupes israéliennes du Golan jusqu'à la ligne d'armistice du 4 juin 1967 et, de son côté, le président syrien n'était pas opposé à la présence sur le Plateau, pendant quinze ans, de postes d'observation américains et français destinés à prévenir toute agression. Devant le tollé provoqué par la divulgation intempestive de l'information dans la presse, Netanyahou avait fait marche arrière et, pressé par les « durs » du Likoud, n'avait pas donné suite à la demande du président Assad de lui communiquer la carte détaillée du redéploiement des forces israéliennes après leur retrait des hauteurs du Golan.

Pour Barak – comme d'ailleurs pour son prédécesseur –, la signature d'un traité de paix avec la Syrie avait trois avantages évidents : neutraliser le seul pays arabe représentant un danger militaire réel pour Israël ; se désengager du Liban-Sud où des soldats israéliens tombaient quotidiennement, étant entendu que la paix avec la Syrie entraînerait immédiatement la paix avec le Liban ; enfin, considérant que le problème palestinien n'était pas le nœud du conflit israélo-arabe, signer la paix avec Damas reviendrait à sceller la paix avec l'ensemble du monde arabe.

Ehoud Barak était entré en contact avec le président syrien dès la fin du sommet de Charm el-Cheikh. Leurs premiers échanges furent prometteurs : compliments d'Assad à l'égard de l'Israélien, « un homme fort et honnête », et retour de politesses de l'Israélien à Assad, qui « a su bâtir un État fort et indépendant... gage de stabilité au Proche-Orient »¹⁰. Assez rapidement cependant, les pourparlers entre les deux pays s'enlisèrent. Appelé à la rescousse par Barak, le président Clinton débarqua spécialement, le 26 mars 2000, à Genève pour y rencontrer le président Assad qui avait entre-temps durci sa position. Outre la restitution du plateau du Golan dont le principe était déjà acquis, Assad voulait aussi récupérer la rive septentrionale du lac de Tibériade pour que ses soldats « s'y lavent les pieds », expliqua-t-il au président américain qui, désabusé, rentra chez lui bredouille¹¹.

Après cet échec, Barak décida de mettre à exécution l'une de ses promesses de campagne : le retrait unilatéral des dernières unités israéliennes encore stationnées au Liban depuis 1982. Cette initiative fut diversement appréciée par l'opinion et critiquée par l'état-major qui s'opposait à tout retrait sans accord préalable avec l'ONU et avec le gouvernement libanais. Mais, n'en faisant qu'à sa tête, le Premier ministre ordonna à Tsahal de quitter le territoire libanais le 7 juillet 2000 au plus tard. Cela entraîna l'effondrement immédiat de l'armée du Liban-Sud et la volatilisisation de ses 6 500 hommes, tandis que les miliciens du Hezbollah déferlaient sur les villages de l'ancienne zone

de sécurité, à quelques kilomètres seulement de la frontière israélienne.

Le 10 juin 2000, le président Hafez al-Assad succombait à une crise cardiaque. Son fils Bachar lui succéda. Cette même année, Ezer Weizman démissionna de la présidence de l'État d'Israël. Il avait été poussé vers la sortie après que la presse eut révélé une affaire de corruption l'impliquant personnellement. Shimon Peres présenta sa candidature pour lui succéder mais, à la surprise générale, la Knesset lui préféra l'ancien ministre du Tourisme, Moshe Katsav.

L'option syrienne mise sous le boisseau, Barak décida de s'atteler, à partir de mars 2000, à la réunion d'un sommet avec Yasser 'Arafat et le président Clinton en vue d'un règlement définitif de la question palestinienne. En gage de bonne volonté, il exécuta le deuxième redéploiement prévu par l'accord de Charm el-Cheikh et transféra à l'Autorité palestinienne trois zones d'une superficie totale de 341 kilomètres carrés – soit 6,1 % du territoire de la Cisjordanie – situées autour de Jéricho, Ramallah et Jenin. Il accepta en outre la demande d'Arafat d'y inclure la bourgade d'Abou-Dis proche de Jérusalem. Ce geste fit sortir de leurs gonds les colons de Cisjordanie et leurs soutiens au gouvernement – en l'occurrence les ministres ultraorthodoxes de Shas et leurs collègues du parti Israel Be-'Aliya de Nathan Sharansky –, qui en voulaient tout particulièrement au Premier ministre et au ministre de l'Éducation, Yossi Sarid. Plus précisément, ils reprochaient à Barak de les laisser dans l'ignorance des concessions de paix qu'il comptait présenter à Bill Clinton et à Yasser 'Arafat.

En réalité, pas plus le président des États-Unis que le chef de l'OLP ne sautèrent de joie lorsque Ehoud Barak leur suggéra l'idée du nouveau sommet. Alors que Yasser 'Arafat craignait qu'un échec conduisît à une dangereuse escalade, le président Clinton, qui désirait couronner son deuxième mandat à la Maison-Blanche par un succès éclatant sur la scène internationale, pensait que ce sommet était la dernière carte à jouer et qu'il ne fallait pas la gâcher. 'Arafat demanda que le sommet fût reporté, mais il ne pouvait faire autrement que d'accepter l'invitation du président Clinton qui fixa au 11 juillet 2000 la tenue à Camp David du sommet voulu par Barak. Un sommet du « tout pour le tout » qui devait durer quinze jours, insuffisamment préparé, où les deux parties allaient essayer de démêler les fils jusqu'à l'inextricable de leurs contentieux historiques sur la question des frontières et l'avenir des colonies comme sur le statut de Jérusalem et le droit de retour des réfugiés palestiniens¹². Yasser 'Arafat était persuadé qu'on le faisait venir à Camp David pour lui imposer un accord et l'obliger à faire des concessions sur Jérusalem-Est et l'esplanade des Mosquées. Quelques semaines auparavant, le roi Fahd

d'Arabie Saoudite avait tenu à lui rappeler qu'Al-Aqsa, le troisième Lieu saint de l'islam, appartenait à tous les musulmans¹³.

Sans coalition depuis le 9 juillet ni majorité stable à la Knesset qui, la même semaine, lui avait refusé sa confiance par 54 voix contre 52, c'est un Ehoud Barak bien vulnérable qui arriva aux États-Unis, dans le lieu de villégiature des présidents américains où, deux décennies auparavant, Anouar el-Sadate et Menahem Begin avaient écrit l'une des pages les plus mémorables de l'histoire contemporaine du Proche-Orient. Tandis qu'Arafat menaçait de proclamer unilatéralement l'indépendance de la Palestine en cas d'échec des négociations, c'est à peine si Barak tendit l'oreille aux avertissements de ses officiers du Renseignement lui expliquant que la Cisjordanie et la bande de Gaza seraient à feu et à sang si le sommet de Camp David s'achevait sans résultat¹⁴. N'étant pas né de la dernière pluie, le chef du gouvernement israélien était bel et bien conscient de la gravité des enjeux et n'ignorait nullement qu'un fiasco à Camp David déboucherait sur une reprise immédiate de l'Intifada. Pourtant, il ne fit rien pour en empêcher l'issue fatale, s'interdisant, durant le sommet, le moindre contact et tout tête-à-tête avec 'Arafat pour tenter de faire avancer ensemble les discussions entre leurs deux délégations. Il attendait du dirigeant palestinien, écrivait le ministre Shlomo Ben-Ami qui joua un rôle clé dans les négociations, qu'il se conduisît suivant la matrice de raisonnement et les règles de jeu qu'il s'était fixées à lui-même et aux autres. Il perdait patience quand les choses ne se passaient pas comme il l'aurait voulu, puis s'arc-boutait sur ses positions, freinant ainsi irrémédiablement toute possibilité de discussion¹⁵.

Robert Malley, l'assistant spécial de Clinton pendant le sommet, compara Ehoud Barak à « Monsieur B », le génial joueur d'échecs de Stefan Zweig, capable de jouer simultanément sa partie et celle de son adversaire mais craquant lorsque ce dernier n'exécutait pas le coup qu'il avait prévu : « Barak savait comment il allait jouer sa partie et prévoyait les jeux d'Assad et d'Arafat. Quand il a découvert qu'il n'y arrivait pas, le processus s'est effondré¹⁶. »

Quant au chef de l'OLP, tutoyant l'Histoire depuis les accords d'Oslo en 1993 qui l'avaient fait revenir à Gaza, il n'entendait pas, à soixante-dix ans, rater l'occasion qui lui était offerte de revenir aux fondamentaux de la cause palestinienne dont il n'allait plus démordre jusqu'à la fin du sommet : retour aux frontières de 1967, restitution de la vieille ville de Jérusalem et de l'esplanade des Mosquées, et reconnaissance du droit au retour aux réfugiés palestiniens de 1948.

'Arafat joua d'ailleurs cartes sur table dès l'ouverture de la conférence et ne cacha pas au président Clinton qu'il aurait préféré une conférence internationale avec la participation de l'Union

européenne, de la Russie et des pays arabes au lieu du sommet tripartite de Camp David auquel il participait. Il ne comprenait pas d'ailleurs pourquoi il fallait réunir un sommet spécial alors que les Nations unies, par leurs différentes résolutions, avaient depuis longtemps dessiné les contours d'un règlement. Il ne restait qu'à les appliquer ; l'objectif final devant être, selon lui, l'établissement d'un État palestinien sur tous les territoires conquis par Israël en 1967, le démantèlement des colonies, la partition de Jérusalem suivant les lignes de 1967 et un retour massif des réfugiés à l'intérieur du territoire israélien.

Barak rejeta d'emblée la position d'Arafat, et Clinton n'en fit pas cas dans son discours liminaire, préférant mettre l'accent sur l'importance historique des discussions en cours. Reprenant ensuite la parole, le chef de l'OLP ne cacha pas son souhait de remporter avec l'aide du président Clinton le même succès que Sadate qui, lors du premier sommet de Camp David, avait amené Begin à lui restituer le Sinaï.

Dès lors, les Palestiniens rejetèrent la proposition israélienne de leur transférer 81 % de la Cisjordanie divisée en trois cantons sans continuité territoriale. L'État hébreu annexerait 9 à 10 % du territoire pour y maintenir des « blocs d'implantations » où seraient concentrés 80 % des colons, et céderait en échange aux Palestiniens une superficie équivalente dans le Néguev ou le Wadi 'Ara. Israël contrôlerait en outre l'espace aérien et les ressources hydrauliques de la Cisjordanie ainsi que la vallée du Jourdain pour une durée de vingt-cinq ans.

Les Palestiniens expliquèrent leur rejet en rappelant que, dans ses frontières de juin 1967, Israël s'étendait déjà sur 78 % de la superficie de la Palestine mandataire. Par conséquent, ils ne voyaient pas pourquoi, sur les 22 % restants, l'État hébreu devrait s'arroger 10 % de territoires supplémentaires. De plus, dans le cadre de ces 10 %, les Israéliens réclamaient le rattachement à l'État hébreu de la colonie de Ma'aleh Adumim, située à l'est de Jérusalem. Cela revenait à couper en deux la Cisjordanie et à porter gravement atteinte à la continuité territoriale du futur État palestinien.

De son côté, la délégation israélienne repoussa la revendication historique du droit au retour des réfugiés palestiniens, faisant valoir qu'un nombre égal de réfugiés juifs (750 000 personnes) avaient été contraints de fuir les pays arabes après 1948. Craignant de mettre en danger le caractère juif de l'État hébreu, Israël accepta néanmoins d'autoriser un retour symbolique de 10 000 à 30 000 réfugiés palestiniens (sur les 3,6 millions recensés par les Nations unies) pendant une période de dix ans. La délégation palestinienne jugea insultante cette proposition et continua d'exiger qu'Israël reconnaisse

explicitement sa responsabilité dans la naissance du problème des réfugiés, qu'il accepte leur retour ou qu'il leur verse des réparations¹⁷.

Mais, comme on le craignait, c'est sur la question de Jérusalem que le sommet de Camp David allait se fracasser. Levant l'un des tabous respectés par tous les gouvernements israéliens de gauche et de droite depuis la guerre des Six Jours, Ehoud Barak accepta de « rediviser » Jérusalem et de concéder aux Palestiniens une souveraineté complète dans des agglomérations périphériques comme Abou-Dis et Anata, situées hors des limites municipales de la ville, ainsi que sur des quartiers comme Shou'afat et Sour Bahir, compris dans le périmètre municipal de Jérusalem mais qui n'en faisaient pas partie avant 1967. Les Israéliens s'arrogeraient toutes les colonies juives construites autour de la ville, à l'exemple de Ma'aleh Adumim et Guiv'aat Zeev, ainsi que les quartiers édifiés à l'est et au nord de Jérusalem après 1967, comme Gilo, Neve-Ya'acov, Ramat Eshkol et French Hill.

Restait la principale pierre d'achoppement : le « bassin sacré » comprenant l'esplanade des Mosquées, le mont du Temple, le mur des Lamentations et le Saint-Sépulcre. Les Palestiniens réclamaient l'entière souveraineté sur Jérusalem-Est et, plus particulièrement, sur la vieille ville et l'esplanade des Mosquées. Israël refusa, désirant conserver la souveraineté sur l'Esplanade et garantir l'accès des Juifs au mur des Lamentations adjacent et au mont du Temple. 'Arafat alla jusqu'à refuser aux Juifs tout droit sur ce site, le temple de Salomon ayant été érigé, selon lui, à Naplouse et non à Jérusalem¹⁸.

Pour sortir de l'impasse, Israël accepta un partage de souveraineté sur la vieille ville et l'octroi aux Palestiniens des quartiers musulmans et chrétiens. Le ministre Ben-Ami proposa également l'internationalisation de l'Esplanade sous l'égide du Conseil de sécurité. Rien n'y fit : Yasser 'Arafat expliquait à qui voulait l'entendre qu'il ne représentait pas seulement le peuple palestinien, mais le monde musulman dans son ensemble : « Un milliard de musulmans ne me pardonneraient jamais si je renonçais à la souveraineté totale, expliqua-t-il à l'occasion d'un entretien avec Clinton. Je n'ai aucun mandat pour le faire¹⁹. »

Or, comment imaginer qu'il allait accepter que l'espace où se dressent le Dôme du Rocher et la mosquée d'Al-Aqsa, faisant de Jérusalem la troisième Ville sainte de l'Islam après La Mecque et Médine, restât sous souveraineté non musulmane ? Comme les événements tragiques des semaines suivantes allaient le montrer, ce fut une grave erreur de la part des Israéliens et des Américains d'avoir, à ce stade des négociations, ouvert le débat sur un sujet aussi sensible et explosif que la question de Jérusalem.

Le sommet se termina le 24 juillet sans accord-cadre, 'Arafat

rejetant les suggestions de dernière minute de Clinton. Il les qualifia de « copie retouchée des propositions israéliennes ». Furieux, le président américain fit endosser la responsabilité de l'échec au dirigeant palestinien et, trois jours après, dans une interview à la télévision israélienne, il loua au contraire le « grand courage » de Barak. Enfonçant le clou, il annonça le renforcement des relations bilatérales avec Israël, allant même jusqu'à évoquer le possible transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem²⁰.

Toutefois, pendant qu'Arafat, de retour à Gaza, était accueilli par une foule en liesse, Barak, lui, tirait comme leçon de Camp David que les Israéliens n'avaient pas de partenaire pour faire la paix. La majorité des Israéliens étaient de son avis. Deux voix, et non des moindres, lui apportèrent la contradiction : Shimon Peres, qui rappela qu'Arafat était un interlocuteur de plein droit, légitimement élu par son peuple, et Leah Rabin, qui attribua à Barak la responsabilité du fiasco de Camp David :

Il symbolise l'opposition à Oslo, déclara la veuve du Premier ministre assassiné. Mon mari avait tissé un réseau de liens avec Arafat et lui faisait confiance. Netanyahou a détruit ces liens et Barak, malheureusement, ne les a pas restaurés. Comment peut-on mener des pourparlers sans avoir bâti des relations de confiance²¹ ?

Israéliens et Palestiniens ne rompirent cependant pas le dialogue, qui se poursuivit de manière informelle à Tel-Aviv et Jérusalem. Le 21 septembre, à une semaine du déclenchement de la seconde Intifada, le Premier ministre reçut à dîner, à son domicile de Kochav Yaïr, le président palestinien. L'ambiance fut conviviale, mais rien de concret ne sortit de cette rencontre. Les deux dirigeants attendaient en fait que les Américains leur présentent de nouvelles propositions. Elles leur parvinrent le 23 décembre 2000 alors que les affrontements faisaient rage depuis plusieurs semaines dans les Territoires.

Tirant les leçons de l'échec de Camp David, Clinton, qui s'appropriait à céder le pouvoir à George W. Bush, rassembla ce jour-là à la Maison-Blanche des représentants israéliens et palestiniens auxquels il présenta un plan détaillé censé répondre aux attentes des deux parties²². Il préconisait que le futur État palestinien, dont la capitale, El-Qods, se trouverait dans la partie arabe de Jérusalem, comprendrait 95 % de la Cisjordanie et toute la bande de Gaza. En compensation des terres annexées par Israël pour y conserver ses blocs de colonies, l'État hébreu céderait 1 % à 3 % de son territoire aux Palestiniens. S'agissant de Jérusalem, les quartiers arabes reviendraient aux Palestiniens et les quartiers juifs aux Israéliens tandis que le mur des

Lamentations resterait aux mains des Juifs et que l'esplanade des Mosquées passerait sous souveraineté palestinienne. Un contrôle international veillerait à l'application de cette clause. Sur la question des réfugiés, Israël reconnaîtrait les souffrances morales et matérielles subies par les Palestiniens en 1948, mais le droit au retour s'entendrait comme le droit de revenir dans l'État de Palestine et non à l'intérieur des frontières de l'État d'Israël. Enfin, une force internationale garantirait l'application de ces clauses et son retrait ne serait possible que par consentement mutuel. Israël maintiendrait en outre, pendant une période limitée, une présence militaire le long du Jourdain ainsi que trois stations d'alerte en Cisjordanie pendant une période de dix ans. L'État palestinien serait un État démilitarisé disposant cependant d'une importante force de sécurité chargée de la protection des frontières.

Israël et l'Autorité palestinienne acceptèrent, malgré de fortes réserves réciproques, les « paramètres de Clinton » et les deux parties convinrent de se rencontrer à Taba, en Égypte, en janvier 2001 pour finaliser un règlement. Mais le cœur n'y était déjà plus. Les nouvelles concessions consenties par Barak étaient loin d'être négligeables : un État palestinien sur 96 % de la Cisjordanie et la bande de Gaza ; Jérusalem sous souveraineté partagée et l'absorption de 150 000 à 200 000 réfugiés en Israël. 'Arafat, qui, depuis la fin de Camp David, avait passé peu de temps dans les Territoires, était persuadé que s'il restait ferme sur ses positions de départ, Américains et Israéliens finiraient par lui présenter de nouvelles propositions de paix plus substantielles que les précédentes. Auparavant, lors de ses entretiens du 5 octobre à Paris avec Madeleine Albright et Ehoud Barak, il avait obtenu le soutien appuyé de Jacques Chirac et de son ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine, au sujet de la création d'une commission d'enquête internationale sur les affrontements de l'esplanade des Mosquées. Il n'en avait pas fallu davantage aux Israéliens pour accuser la France d'avoir poussé 'Arafat à l'intransigeance et à ne pas signer de cessez-le-feu.

Mais pendant que la presse européenne tirait à boulets rouges sur l'État hébreu, tenu pour responsable aussi bien de l'échec du processus de paix que de la reprise des violences, les perspectives d'un règlement s'amenuisaient comme peau de chagrin. Les élections législatives du 6 février 2001 approchant, personne ne pariait sur une victoire de Barak face au chef du Likoud, Ariel Sharon. Les mauvais esprits ajoutaient que même Yasser 'Arafat aurait été en mesure de battre dans les urnes le Premier ministre sortant.

Comptant ses morts, l'opinion israélienne, de droite comme de gauche, se rebiffait : selon une enquête d'opinion réalisée le 25 décembre 2000, 48 % des Israéliens s'opposaient aux propositions

de paix du président américain ; 57 % désapprouvaient le contrôle de la mosquée d'Al-Aqsa par les Palestiniens et 72 % étaient contre un retour même très limité des réfugiés palestiniens en Israël. Moins d'une semaine après, le nombre d'Israéliens opposés à tout règlement de paix avec les Palestiniens grimpait à 56 %²³. C'était une métamorphose : pas plus tard qu'en juin, la majorité des Israéliens pensaient que les relations entre religieux et laïcs, et non les rapports avec les Palestiniens, représentaient la menace la plus grave pour l'État hébreu²⁴.

Déjà à l'époque, et depuis la fin de la première Intifada et la conclusion des accords d'Oslo surtout, le pays tout entier vivait dans l'espoir d'une paix imminente et de l'avènement d'un nouveau Proche-Orient : diplomates, universitaires, chefs d'entreprise et touristes israéliens sillonnaient le monde et étaient les bienvenus dans de nombreux pays arabes. Les inventeurs et développeurs de high-tech étaient les nouveaux héros du public et, grâce aux « Guignols de l'info » de la télévision israélienne, même Yasser 'Arafat, qui pendant de longues années avait incarné le Diable aux yeux de l'opinion, paraissait désormais sous les traits d'un vieil homme malicieux mais sympathique et affable.

Cet état d'esprit changea subitement et céda la place à une profonde désillusion après l'annonce de l'échec de Camp David : « Barak leur a tout donné et ils l'ont remercié en nous tirant dessus », « La droite a raison, il ne fallait pas leur donner des armes », « Les Arabes n'accepteront jamais notre présence parmi eux », « Ils ne nous laisseront jamais vivre en paix », furent en substance les réactions du public. La classe politique décrédibilisée, comme à l'époque de Levi Eshkol et de Golda Meir, l'opinion se tourna instinctivement vers les militaires, en qui elle avait une confiance inébranlable et qui, de son point de vue, étaient les seuls à savoir quoi faire en pareilles circonstances.

Le réveil fut rude chez les Palestiniens également : exaspérés par trente années d'occupation militaire, de bouclage des Territoires, de barrages routiers, de destructions de maisons, de perquisitions arbitraires, et par la poursuite de la colonisation, l'éloignement de la perspective d'une naissance prochaine de l'État palestinien après l'échec de Camp David précipita le soulèvement : selon une enquête d'opinion de l'université palestinienne de Bir Zeit, en février 2001, plus de 77 % des habitants de Cisjordanie et de Gaza étaient favorables à l'usage de la violence contre des cibles israéliennes et seulement 11 % croyaient encore en un processus de paix. Un an auparavant, ils étaient 52 % à approuver la violence, et 43 % étaient pour la paix.

Parallèlement à cette approbation de la violence, on assista aussi

à un retour, au niveau du discours, à la délégitimation d'Israël et à la négation de la solution des deux États vivant côte à côte sur la terre de Palestine²⁵. Dans la foulée, après avoir atteint 76 % d'opinions favorables en 1996, la popularité d'Arafat chuta à 47 % au lendemain de Camp David avant de diminuer presque d'un tiers l'année suivante²⁶.

Ariel Sharon, la deuxième Intifada et le retrait de Gaza (2001-2006)

À n'en pas douter, la précipitation du Premier ministre Ehoud Barak, additionnée à l'impatience du président Bill Clinton en fin de parcours à la Maison-Blanche et à l'incapacité de Yasser 'Arafat d'abandonner son treillis de révolutionnaire musulman et de se glisser dans l'habit d'un homme d'État, furent à l'origine de l'échec de Camp David qui provoqua la deuxième Intifada. Il ne manquait plus qu'Ariel Sharon et sa visite intempestive, le jeudi 28 septembre 2000, sur l'esplanade des Mosquées pour mettre le feu aux poudres. Cette visite ne pouvait tomber dans un contexte plus mal choisi, la question de Jérusalem ayant été, deux mois auparavant, la cause principale de l'interruption des négociations de paix israélo-palestiniennes.

Jusqu'à cet incident qui allait le propulser à nouveau sur le devant de la scène, les conseillers en communication du successeur de Netanyahou à la tête du Likoud étaient parvenus à donner une image plutôt rassurante du général baroudeur : celle d'un Ariel Sharon mélomane, parlant peu et à l'écoute de ses interlocuteurs. Il était le grand-père idéal jouant avec ses petits-enfants ou bien le vieux cowboy sillonnant à cheval les champs immenses de son ranch (« Les Sycomores ») qui s'étendait à perte de vue à l'entrée du Néguev. Très affecté par la mort, en mars 2000, de son épouse Lily, Sharon donnait l'impression de s'ennuyer dans les bureaux du Likoud à Tel-Aviv, occupés pour la première fois de leur histoire par un chef de parti sans passé révisionniste. Entouré de ses deux fils, Omri et Guilad, qui ne le quittaient pas d'une semelle, et d'une poignée de conseillers et de journalistes très dévoués, son désir de devenir Premier ministre était resté intact. À soixante-douze ans, l'ancien ministre de la Défense de la calamiteuse guerre du Liban pensait qu'il était encore l'un des représentants les plus valeureux de la génération des fondateurs de l'État. À ses propres yeux il disposait de toutes les qualités indispensables – expérience militaire exceptionnelle, ancienneté politique respectable et connaissance « intime » des Arabes – pour conduire à bon port l'État hébreu et empêcher son retour aux

frontières de 1967²⁷.

L'idée de monter sur l'esplanade des Mosquées ne lui vint pas par hasard. Elle lui fut soufflée par l'ancien conseiller électoral de Netanyahu, l'Américain Arthur Finkelstein, qui pensait que c'était la meilleure façon de protester contre l'acceptation par Barak, lors du sommet de Camp David, de « rediviser » Jérusalem. Ses proches, son fils Omri en premier, n'étaient pas favorables à cette démonstration de force. Prévenu quelques jours plus tôt par 'Arafat et les Américains des conséquences désastreuses de cette éventuelle visite, Barak ne fit cependant rien pour empêcher celui qui, en 1981, lui avait remis ses étoiles de général de mettre son plan à exécution : en tant que député, il était libre de circuler là où il le voulait. De son côté, le ministre de la Sécurité intérieure, Shlomo Ben-Ami, avait obtenu du chef de la police préventive palestinienne, Jibril Rajoub, la garantie que le service d'ordre palestinien ne réagirait pas tant que Sharon et sa suite resteraient à bonne distance du Dôme du Rocher et de la mosquée d'Al-Aqsa^{*2}.

Entouré d'une nuée de journalistes, de députés et de militants du Likoud, Sharon arriva sur place à 7 h 30 du matin. Il ne pénétra ni dans Al-Aqsa ni dans le Dôme du Rocher et ne resta pas sur l'Esplanade plus de quarante-cinq minutes, protégé par plus de 1 500 policiers. Face à eux se trouvaient quelques centaines de manifestants, parmi lesquels des députés arabes israéliens encadrés par des membres de la *Shabiba*, l'organisation de jeunesse du Fatah : jets de pierres, insultes, mais rien de bien grave. Le lendemain, ce fut une autre histoire : l'esplanade des Mosquées s'enflamma quand, à l'issue de la prière hebdomadaire du vendredi, des milliers de fidèles commencèrent à lancer des projectiles en direction des Juifs en prière devant le mur des Lamentations. Accourus à toute vitesse, les policiers furent accueillis par un jet continu de pierres et de cocktails Molotov. Leur chef, Yaïr Itzhaqi, fut légèrement blessé à la tête par une pierre. Affolés, ses hommes tirèrent dans tous les sens des balles en caoutchouc mais aussi des balles réelles. Plusieurs lanceurs de pierres furent touchés ainsi que des fidèles sortant d'Al-Aqsa. Bilan : 4 morts et 160 blessés. Les affrontements s'étendirent ensuite à toute la ville, puis à la Cisjordanie et à la bande de Gaza. Tandis que les radios locales diffusaient chants martiaux et sermons incendiaires, l'Autorité palestinienne appelait à une grève générale et incitait la population à « marcher sur Jérusalem » et à prendre part au *Jihad* contre les Juifs.

Pendant ce temps-là, à Jérusalem et à Tel-Aviv, on s'interrogeait sur le rôle de Yasser 'Arafat dans ces émeutes. Shin Bet, Mossad et Renseignement militaire étaient unanimes : partie « d'en bas », l'agitation n'avait été en aucune manière initiée ni téléguidée par 'Arafat ou par l'Autorité palestinienne. C'était une conclusion claire et

limpide à laquelle s'opposèrent farouchement le chef de l'état-major général Shaül Mofaz et son adjoint Moshe (Bogui) Ya'alon – l'homme le plus dangereux d'Israël, devait dire de lui en décembre 2001 l'ambassadeur des États-Unis, Dan Kurtzer²⁸ –, pour lesquels (comme pour Ehoud Barak) Yasser 'Arafat n'était pas seulement l'instigateur de l'Intifada, mais aussi celui qui en fixait la « hauteur des flammes ». Le général Mofaz n'étaya jamais sa thèse par des preuves irrécusables, mais en fin de compte c'est son « récit » qui prévalut dans l'opinion et non celui, plus circonspect, des chefs des services secrets Ephraïm Halevy du Mossad et Youval Diskin du Shin Bet, dont les rapports ne furent jamais portés à la connaissance du public²⁹.

Dès lors, c'est au général Mofaz – un ancien para rigide et sans grande envergure intellectuelle – qu'il revint de mater le nouveau soulèvement palestinien. À en croire son adjoint, le général Ya'alon, ce n'était ni plus ni moins qu'une « réédition » de la guerre de 1948. Profitant de la confusion régnant dans l'entourage d'Ehoud Barak, qui ne savait plus où donner de la tête depuis la faillite de Camp David, les deux chefs militaires allégèrent les consignes de tir et laissèrent une totale liberté d'action à leurs officiers, leur donnant pour seules instructions de faire payer cher aux Palestiniens leurs agissements et de minimiser le plus possible les pertes israéliennes.

Mofaz les assura aussi du soutien indéfectible de l'armée en cas de bavure. Ainsi, aucune enquête officielle ne fut ouverte par Tsahal sur les circonstances de la mort, le 30 septembre 2000, du jeune Mohammed al-Doura dans les bras de son père, lui-même grièvement blessé, à Gaza. Cet événement était appelé à devenir le symbole de la deuxième Intifada ; les images diffusées sur France 2 firent le tour du monde, suscitant partout l'indignation et des condamnations en cascade d'Israël³⁰.

Sur le terrain, la mort du jeune enfant précipita l'entrée des Arabes israéliens dans l'Intifada. C'est ainsi que, après Jérusalem, la Cisjordanie et Gaza, Israël se trouva confronté, à partir du 1^{er} octobre, au soulèvement de ses citoyens arabes en Galilée, au Wadi 'Ara, à Nazareth, Acco et Jaffa, ainsi que dans les campements bédouins du Néguev : treize personnes furent tuées ce jour-là, et des dizaines d'autres blessées dans des heurts avec la police. Celle-ci n'hésita pas à faire usage de ses armes à feu comme si les manifestants étaient des ressortissants ennemis.

Le rêve d'Oslo s'écroulait : après les Palestiniens des Territoires et les Arabes d'Israël, ce fut au tour de la frontière libanaise de s'éveiller. Le 7 octobre en effet, le Hezbollah se rappela au mauvais souvenir des Israéliens en enlevant trois soldats dans le nord du pays³¹.

Le 7 octobre 2000, des manifestants assiégèrent le poste militaire défendant l'accès au tombeau de Joseph à Naplouse. Les gardes-

frontières en faction furent pris de panique et demandèrent l'intervention de l'armée de l'air. Des hélicoptères Apache apparurent et tirèrent sur la foule. Celle-ci ne se dispersa pas et ouvrit le feu sur les soldats, tuant l'un d'eux. Alerté, Ehoud Barak ordonna l'évacuation du site, jugé indéfendable. Dans la panique, le corps de la victime fut laissé sur place. C'était un accroc à l'éthique de Tsahal qui suscita beaucoup de remous parmi les gardes-frontières, dont une bonne partie étaient des Druzes tout comme leur camarade qui venait d'être tué.

Puis survint l'événement qui marqua le plus les esprits au cours des deux premières semaines de l'Intifada : le lynchage, le 12 octobre, devant les caméras d'une télévision italienne de deux réservistes, Vadim Norzich et Yossi Avrahami, qui étaient entrés par erreur sur le territoire palestinien. Arrêtés puis incarcérés dans une station de police à Ramallah, des manifestants en furie avaient forcé les policiers de l'Autorité palestinienne à les leur remettre. Ils les mirent à mort, puis traînèrent leurs corps dans la rue. Diffusées dans le monde entier, deux images d'une cruauté inouïe restèrent gravées dans les mémoires : celle du corps d'un des deux soldats éjecté d'une fenêtre aux pieds d'une foule en délire elle-même précédée par l'irruption à l'écran d'un jeune manifestant sautant de joie, les mains dégoulinantes de sang.

En représailles, Tsahal lança ses avions contre des installations palestiniennes à Gaza et Ramallah. Les raids étaient inutiles, les cibles choisies – dont la station de police en question – ayant été dans l'intervalle vidées de leurs occupants. En réaction, l'Autorité palestinienne relâcha la plupart des détenus du Hamas. Un second raid aérien – contre Gaza, cette fois – fut effectué le 20 novembre après un attentat contre un bus israélien ayant fait deux morts et neuf blessés. En signe de protestation, l'Égypte rappela le lendemain son ambassadeur à Tel-Aviv. Dix jours auparavant, Israël avait éliminé un activiste du Fatah : Hussein Abbayat. Son véhicule avait été pulvérisé par un missile tiré d'un hélicoptère Apache.

Comme l'avait voulu le général Mofaz, durant les trois premiers mois de l'Intifada le nombre de victimes palestiniennes fut six à sept fois plus élevé que celui des Israéliens : 272 morts d'un côté, dont 83 adolescents de moins de dix-huit ans, contre 41 morts de l'autre, dont 19 soldats. En outre, épargnant les organisations islamistes du Hamas et du Jihad islamique, Tsahal concentra ses frappes, jusqu'à fin décembre, contre l'Autorité palestinienne. Le chef d'état-major expliquait à ses interlocuteurs que le but recherché était de forcer 'Arafat à prendre les mesures adéquates pour ramener le calme dans les Territoires. Or, comme il s'avéra assez rapidement, en affaiblissant systématiquement l'Autorité palestinienne l'armée contribua

directement à un retour en force sur le terrain du Hamas et du Jihad islamique : comme lors de la première Intifada, ils allaient remplir le vide laissé par le Fatah et par la gauche palestinienne qui, elle, n'était plus créditée que d'un très faible pourcentage de sympathisants dans l'opinion.

Sur le plan politique, fragilisé et abandonné par la plupart de ses ministres, Ehoud Barak finit par démissionner le 9 décembre, non sans avoir expliqué son empressement à être allé à Camp David par sa volonté de « démasquer le vrai visage d'Arafat ». Le scrutin pour le choix d'un Premier ministre fut fixé au 6 février 2001 et, à la stupéfaction de tous, Barak y présenta sa candidature. Un nouveau président américain devait entrer entre-temps à la Maison-Blanche : George W. Bush qui, contrairement à son père et à Bill Clinton, avait une piètre connaissance du Proche-Orient. En 1998, ce serait Sharon qui l'accompagnerait dans son survol en hélicoptère du territoire israélien.

Le 28 janvier 2001, Shimon Peres et Yasser 'Arafat étaient conviés ensemble au Forum économique de Davos, en Suisse. L'ancien Premier ministre israélien, qui allait reprendre du service chez Ariel Sharon, parla de paix, de partenariat économique et de coopération avec les Palestiniens. 'Arafat, lui, en profita pour traiter Israël de tous les noms : « colonialiste », « fasciste », « État assassin » cherchant à « détruire le peuple palestinien » en usant de munitions à charge nucléaire miniaturisée contre des civils³². Assurément, on était à des années-lumière des accords d'Oslo qui avaient valu aux deux hommes, conjointement avec le défunt Itzhak Rabin, le prix Nobel de la paix.

« Seul Sharon apportera la paix. » Les Israéliens, décontenancés par cinq mois de violences, élurent triomphalement l'ancien général, avec une marge de près de 25 % sur Ehoud Barak. La gauche était dans les cordes, et les chancelleries occidentales fortement préoccupées par l'arrivée au pouvoir d'un homme qui était *persona non grata* dans de nombreuses capitales depuis 1982. Gage de bonne volonté du nouveau président du Conseil qui fut investi, le 7 mars, par la Knesset, il appela à ses côtés Shimon Peres, auquel il confia les Affaires étrangères ; Benyamin Netanyahou fut nommé ministre des Finances, fonctions dont il s'acquitterait à merveille au cours des trois années suivantes, et l'ancien général travailliste Benyamin Ben-Eliezer, ministre de la Défense.

Le nouveau Premier ministre n'avait pas besoin de longues explications de la part du chef d'état-major pour accabler Yasser 'Arafat de tous les crimes de l'Intifada, attentats suicides inclus. Son souci principal était la démoralisation qui s'emparait de jour en jour du public et l'incapacité apparente de l'armée à rendre coup pour coup et à terrasser l'adversaire. Ses premières visites, après sa

nomination, furent donc pour les unités des régions militaires Centre et Sud qui affrontaient quotidiennement les Palestiniens. Ne cachant pas sa lassitude devant les officiers qui s'évertuaient à lui expliquer, chiffres et graphes à l'appui sur leurs écrans d'ordinateur, l'évolution de la situation militaire, l'ancien général les stoppa net sans ménagement : « De mon temps, leur dit-il, nous ne disposions d'aucun de ces machins-là, mais nous savions quoi faire ; nous savions nous battre³³. » Le général Mofaz traduisit cette phrase par : « On les écrase d'abord, ils ramperont après. »

Plus violente et aux accents religieux plus prononcés que la première, l'Intifada Al-Aqsa fut dominée d'emblée par l'utilisation massive d'armes à feu et par la participation du côté palestinien, en plus du Hamas et du Jihad islamique, de la Brigade des martyrs d'Al-Aqsa et du **Tanzim**, milices armées du Fatah. Organisation constituée de jeunes activistes de l'« intérieur », le Tanzim était dirigé par Marwan Barghouti, dont les relations avec Yasser 'Arafat et avec la vieille garde de l'OLP venue de Tunis n'étaient pas de tout repos. La plupart de ses combattants étaient nés sous l'occupation israélienne et habitaient les camps de réfugiés de Cisjordanie où ils avaient appris le maniement des armes. Nombre de leurs camarades avaient pu être intégrés, après 1993, dans les services de sécurité dirigés par Jibril Rajoub en Cisjordanie et Mohammed Dahlan à Gaza³⁴. Impressionnés par les succès du Hezbollah, ils poussaient à l'escalade tant pour accélérer le processus d'établissement d'un État palestinien indépendant que pour se tailler une position de force dans l'organigramme des nouvelles institutions palestiniennes et en écarter les « vieilles branches » accusées d'impéritie et de corruption. Marwan Barghouti lui-même avait été l'instigateur de la première grande manifestation qui suivit la visite de Sharon sur l'esplanade des Mosquées.

Les Palestiniens réagirent à l'élection de Sharon en multipliant leurs opérations à l'intérieur d'Israël, alors que depuis le début de l'Intifada ils s'en étaient pris exclusivement ou presque aux colons et aux soldats stationnant dans les Territoires. Selon des renseignements parvenus le 11 février 2001 au général Mofaz, ce serait Yasser 'Arafat en personne qui aurait décidé ce changement de stratégie après avoir constaté que le nombre de victimes juives était beaucoup moins élevé que celui des Palestiniens : « Vous savez ce qui vous reste à faire », aurait-il déclaré à ses officiers et aux chefs militaires du Hamas, convoqués dans son bureau lors d'une réunion secrète. C'était une allusion à peine voilée aux attentats suicides à l'entrée des gares d'autobus, des cafés, des cinémas et autres lieux de rassemblement publics, tuant sans discernement soldats et civils, vieillards, femmes et enfants.

Aussitôt dit, aussitôt fait : un premier attentat suicide fut perpétré le 4 mars à Netanya, suivi d'un second à Kfar Saba le 22 avril, et d'un troisième le 18 mai à l'entrée d'un centre commercial de Netanya, faisant cinq morts et des dizaines de blessés. En représailles, des F-16 israéliens bombardèrent les villes palestiniennes de Ramallah, Tulkarem et Naplouse. Comme pendant la guerre de 1948, les *fedayin* palestiniens tentaient aussi de couper les routes de Cisjordanie et de Gaza qui permettaient de ravitailler les colonies, et que l'armée dut rouvrir au bulldozer ou en multipliant les barrages à l'entrée des villes.

Puis survint le terrible attentat suicide du 1^{er} juin 2001 contre le dancing Le Delphinarium, sur la plage de Tel-Aviv, qui fit une vingtaine de morts. L'Intifada atteignait un nouveau palier tandis que la pratique des attentats suicides était largement plébiscitée par les Palestiniens : alors qu'en mars 1999 seules 26,1 % des personnes interrogées y étaient favorables, en janvier 2001 leur nombre s'élevait à plus de 66 %³⁵. Cinq mois après, 78 % des Palestiniens soutenaient la poursuite de l'Intifada, 72 % refusant même d'y mettre un terme en échange du gel de la colonisation³⁶. Le profil type du kamikaze changea parallèlement. Ce n'étaient déjà plus des jeunes, célibataires, fanatisés et peu instruits, mais des individus appartenant à toutes les couches de la société palestinienne : des pères de famille, des ingénieurs, des enseignants, des femmes, des enfants et des personnes âgées acceptant de sacrifier leur vie pour dénoncer la présence israélienne.

Le 31 juillet 2001, l'armée procéda à la liquidation ciblée du cheikh Jamal Mansour, qui était considéré comme le chef du Hamas à Naplouse. Le 11 septembre 2001, c'est le monde entier qui fut sens dessus dessous après les attentats du World Trade Center et du Pentagone perpétrés par Al-Qaida, qui firent près de 3 000 morts : « Les Américains vont mieux comprendre désormais ce que nous subissons » fut la réaction de beaucoup d'Israéliens qui espéraient que ces attentats inciteraient les États-Unis à soutenir plus énergiquement Israël contre les terroristes palestiniens. « Les Arabes sont partout les mêmes » ; « Il n'y a pas différents types de terrorisme. Il n'en existe qu'un seul, qui frappe partout avec la même sauvagerie » ; « Israël a aussi son Ben Laden. Il s'appelle 'Arafat », renchérirent plusieurs responsables militaires qui se plaisaient à raconter qu'Israël avait prévenu les États-Unis de l'imminence de l'attaque contre les tours jumelles.

Dans ces conditions, quelle ne fut pas la surprise d'Ariel Sharon quand, peu après le 11-Septembre, il commença à recevoir des appels de plus en plus pressants de la Maison-Blanche et du département d'État lui demandant de desserrer l'étau dans les Territoires et

d'engager des pourparlers avec Yasser 'Arafat sur un cessez-le-feu. Fou de rage, il rejeta publiquement le 5 octobre la demande américaine. Il clama au Club de la presse de Tel-Aviv : « Israël n'est pas la Tchécoslovaquie de 1938. L'Amérique devrait éviter de se réconcilier avec les Arabes sur notre dos ; Israël ne comptera plus désormais que sur lui-même³⁷. »

Les Américains ne tinrent pas rigueur à Sharon de ses propos « musclés », et lui-même finit par accepter que son ministre des Affaires étrangères Shimon Peres rencontrât Yasser 'Arafat pour tenter de rétablir la paix dans les Territoires. L'entrevue n'apporta rien de nouveau, mais le président de l'OLP, qui avait auparavant pris contact avec le président Bush pour s'excuser du torrent d'applaudissements qui avait accueilli dans les Territoires la chute des Tours jumelles, avait de bonnes raisons d'être confiant dans l'avenir : dans un effort pour rallier autour de lui le monde musulman contre le terrorisme islamiste, le président des États-Unis avait le 2 octobre exprimé son soutien très ferme à la création d'un État palestinien aux côtés d'Israël.

Sur le terrain, le cycle des violences reprit de plus belle après quelques jours de répit : le 17 octobre, des militants palestiniens assassinèrent dans sa chambre d'hôtel à Jérusalem le ministre israélien du Tourisme, Rehava'am Ze'evi, ancien général et chef de file du parti d'extrême droite Moledet. Il fut tué en réponse à l'élimination, deux mois auparavant, du secrétaire général du FPLP, Abou 'Ali Mustafa. Deux missiles avaient été tirés d'un hélicoptère en direction de son bureau qui se trouvait à quelques centaines de mètres seulement du quartier général d'Arafat.

En tout, de novembre 2000 à mai 2004, l'armée procéderait à 237 liquidations ciblées, à raison d'une action tous les cinq jours : en plus des victimes désignées, 125 personnes y seraient tuées et près de 600 autres blessées³⁸. C'est le Shin Bet qui fut responsable de la désignation des personnalités à abattre. Son nouveau chef Yuval Diskin jouissait de la confiance absolue de Sharon qui, lors de sa tournée en Allemagne et en France en 2002, tint à le présenter au président Jacques Chirac, qui écouta patiemment ses explications sur la « philosophie » des éliminations ciblées³⁹.

Le Shin Bet ne put empêcher cependant les deux attentats meurtriers perpétrés par le Hamas, les 1^{er} et 2 décembre, à Jérusalem-Ouest et à Haïfa, faisant en tout 21 morts et près de 200 blessés, tous civils. Un troisième attentat fut commis le 9 décembre par le Jihad islamique, à Haïfa également, blessant une trentaine de personnes. Le 12, dix passagers d'un autobus furent tués et une trentaine d'autres blessés, à proximité de la colonie d'Emmanuel en Cisjordanie. Aussitôt après, des avions israéliens vinrent bombarder le QG d'Arafat à Gaza, détruisant trois de ses hélicoptères. À Ramallah, le président

palestinien ne pouvait déjà plus quitter la **Mouqata'a**, son second quartier général. Il y était pratiquement assigné à résidence, avec des blindés israéliens postés à quelques mètres seulement de ses bureaux.

Pressentant une réaction très violente de Sharon qui, après le meurtre de son ami Ze'evi, avait déclaré que « le temps de Yasser 'Arafat était révolu⁴⁰ », ce dernier s'adressa le 16 décembre en arabe à son peuple, adjurant toutes les organisations palestiniennes d'arrêter leurs attaques militaires contre Israël. Sharon répliqua en exigeant un arrêt complet des violences durant sept jours. À vrai dire, pas plus que la majorité des Israéliens le Premier ministre ne croyait en la sincérité du président de l'Autorité palestinienne et moins encore dans l'ordre donné quelques jours après par le Hamas à ses troupes de suspendre leurs attentats « afin de préserver l'unité palestinienne ».

Mais, pendant que sous la pression américaine responsables militaires palestiniens et israéliens tentaient de parvenir, malgré tout, à un cessez-le-feu, voici que survinrent deux événements qui changèrent totalement la donne : le plus retentissant fut l'arraisonnement par la marine israélienne, le 3 janvier 2002 en mer Rouge, du cargo *Karine A* affrété par l'Autorité palestinienne et piloté par un ancien militant du Fatah. Le navire de 4 000 tonnes, battant pavillon du Tonga, était chargé de fusils, de mortiers, de roquettes Katiousha ainsi que de plus de 2,5 tonnes d'explosifs. Ils avaient été achetés en Iran par Fouad Shoubaki, chargé des finances de l'OLP et confident de Yasser 'Arafat. Ce dernier démentit immédiatement tout lien avec cette affaire et envoya une missive dans ce sens au président Bush, y accusant Israël de complot. C'en était trop pour le chef de la Maison-Blanche, qui considéra comme des mensonges grossiers les allégations du président palestinien. Discrédité, 'Arafat cessa d'être vu par Washington comme un interlocuteur digne de confiance pour construire une paix future avec Israël. Bush refusa ainsi de le rencontrer à New York, où il était venu assister à l'ouverture de l'Assemblée générale de l'ONU⁴¹. Le second événement fut la liquidation, le 14 janvier 2002, de Mohammed Ra'ad Karmi, l'un des jeunes chefs les plus charismatiques des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa de la région de Tulkarem, dans l'explosion d'une bombe téléguidée. Il agissait sous les ordres directs de Marwan Barghouti qui, apprenant sa mort, s'écria : « Le cessez-le-feu est mort ; Sharon a ouvert les portes de l'enfer. »

À la suite de cette opération, des voix de plus en plus nombreuses commencèrent à s'élever contre la politique agressive du trio Sharon-Mofaz-Dichter. L'une des premières à critiquer ouvertement le Premier ministre fut Dalia Rabin-Pelossof, la fille d'Itzhak Rabin, qui remplissait les fonctions de vice-ministre de la Défense. Elle fut suivie peu après par le ministre de la Défense lui-même, Benyamin Ben-

Eliezer, qui n'appréciait pas, entre autres, d'être débordé sur sa droite par le très agressif général Shaül Mofaz, qui allait d'ailleurs lui succéder dans le deuxième gouvernement Sharon en 2003. Au même moment, le journal *Haaretz* publiait une pétition signée par 400 officiers et soldats déclarant refuser de servir dans les Territoires, considérant la « guerre des dupes » qui s'y déroulait comme « un désastre ».

En outre, la reprise des hostilités à la suite de la mort de Ra'ad Karmi fut quasi immédiate : le 17 janvier, un combattant des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa se faufila parmi les invités d'une *bar-mitzva* à Hadera, tuant six personnes. Moins de deux semaines après, le Fatah perpétrait son premier attentat suicide commis par une jeune femme, qui se fit exploser en pleine rue Jaffa, à Jérusalem, tuant un vieillard de quatre-vingt-un ans.

C'était un changement de cap de la part de l'organisation de Yasser 'Arafat, qui désormais s'aligna sur les mouvements islamistes et adopta leur arme emblématique : l'attentat suicide. Par conséquent, alors que les pourparlers en vue d'un cessez-le-feu reprenaient, la vague d'attentats kamikazes, au lieu de diminuer, ne cessa d'augmenter au cours des semaines suivantes, donnant lieu parallèlement, chez les Palestiniens, à des débats intenses quant à leurs conséquences politiques et sociales. Sur un point au moins, celui de leur licéité islamique, les avis des chefs religieux étaient plutôt unanimes, de Gaza à La Mecque et de l'Égypte au Pakistan : nourris de textes islamistes véhiculés pendant des décennies par les Frères musulmans et par les adeptes itinérants des associations de la *Da'wa wa-l-Tabligh* soutenues par l'Arabie Saoudite et les pétromonarchies du Golfe, une majorité écrasante de prédicateurs estimaient en effet que le martyr (*istishhad*) sous forme d'attentats suicides contre les Juifs et les Infidèles était permis, même si cela entraînait la mort de civils innocents.

Le cheikh égyptien Yusuf al-Qaradhwī, ancien « guide » des Frères musulmans et l'une des personnalités les plus éminentes de la mouvance islamiste, justifia ces actions « qui sont la forme suprême du *Jihad* » en expliquant qu'Israël était un « État militaire » dont tous les citoyens, petits ou grands, hommes ou femmes, étaient des « soldats dans le passé ou à venir ». En outre, précisa-t-il lors d'une conférence publique à Stockholm⁴², la lutte menée par les Palestiniens contre leurs « envahisseurs étrangers » était un *Jihad* défensif, une guerre sainte « de nécessité » (et non « de choix ») et, suivant la distinction opérée par le cheikh Qaradhwī lui-même, ce type de *Jihad*, contrairement à l'autre, autorisait l'usage de toute arme susceptible de semer la terreur chez l'ennemi, même si cela devait coûter la vie à des innocents.

Y a-t-il arme plus efficace que la bombe humaine – un homme ou une femme se faisant exploser au milieu de ses ennemis – pour causer davantage de dégâts à Israël, empêcher ses habitants de dormir, les terroriser et les déstabiliser ? C'est l'arme dont il ne pourra jamais en avoir de pareille, même avec les milliards de dollars que lui fournissent les États-Unis ! Car c'est l'arme qu'Allah a mise uniquement entre les mains des hommes de foi. C'est... l'arme des gens démunis et des faibles face aux puissants et aux tyrans.

Cela étant, pour la première fois depuis le déclenchement de la deuxième Intifada, le nombre des victimes israéliennes au mois de janvier 2002 fut plus élevé que celui des victimes palestiniennes. Le moral des Israéliens était au plus bas, tandis que la popularité du Premier ministre baissait de semaine en semaine dans les sondages. Impensables au début de son mandat, les cris de « Sharon, dehors » se faisaient entendre de plus en plus fréquemment dans les attroupements qui se formaient spontanément après chaque attentat.

La situation empira durant les deux mois suivants : les attentats suicides devinrent quasi quotidiens, et les morts et les blessés plus nombreux que jamais. Le 3 mars, un tireur palestinien tua dix soldats près d'un barrage routier aux abords de la colonie d'Ofra ; le 7, un autre combattant palestinien pénétra dans la colonie d'Atzmona dans la bande de Gaza et y tua quatre habitants ; le 12, c'est le Hezbollah qui entra en scène en posant une très forte charge dans le village de Metzouba, dans le nord du pays, y provoquant la mort de six personnes ; le 14, le Hamas ajouta à son palmarès la destruction à l'entrée du *kibboutz* Netzarim, dans la zone de Gaza, d'un tank Merkava III – fleuron de l'industrie militaire israélienne. Positionné à un carrefour sur la route conduisant au *kibboutz*, un combattant islamiste était parvenu à enfouir une charge explosive de 200 kg à proximité du char, qui fut soufflé par l'explosion déclenchée à distance. Trois de ses membres d'équipage furent tués. Le 10 mars, l'organisation islamiste réussit une autre de ses opérations les plus retentissantes quand un de ses hommes se fit sauter dans un café situé à quelques dizaines de mètres seulement de la résidence du Premier ministre, à Jérusalem : 11 morts et 54 blessés. Enfin, le 20 mars, un attentat suicide fut commis contre un autobus traversant le Wadi 'Ara : sept passagers y trouvèrent la mort.

L'insécurité gagnait toutes les villes du pays. Les piétons évitaient les places publiques, les clients se raréfiaient dans les grands magasins et les lieux de divertissement, et les parents tremblaient de peur chaque matin en envoyant leurs enfants à l'école. Tandis que les compagnies aériennes, à l'exception d'El Al, réduisaient le nombre de

leurs vols et interdisaient à leurs équipages de passer la nuit en Israël, les touristes étrangers se détournaient de l'État hébreu et les chefs d'entreprise fixaient leurs rendez-vous d'affaires avec des partenaires étrangers à Chypre de préférence à Tel-Aviv. Jamais depuis la guerre du Kippour les Israéliens n'avaient ressenti pareille menace sur leur existence. Non pas face à des armées régulières et suréquipées, comme en 1973, mais à des hommes et des femmes de toutes conditions, prêts à sacrifier leur vie, armés de leur seule foi et de ceintures explosives fabriquées avec les moyens du bord dans des ateliers primitifs.

Puis ce fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase : le 27 mars 2002, au soir de *Pessah*, un ancien employé du Park Hotel, au service du Hamas, s'introduisit à l'intérieur de l'établissement de Netanya et se fit exploser parmi les dizaines de familles qui célébraient le *seder*, le repas traditionnel. Trente personnes y trouvèrent la mort et 143 autres furent blessées. L'attentat, de loin le plus meurtrier depuis le déclenchement de l'Intifada, ne laissa personne indifférent, ni en Israël ni dans les communautés juives du monde entier où l'on célébrait au même moment cette fête rituelle, la plus importante du calendrier hébraïque après le jour du Kippour.

Le lendemain, Ariel Sharon réunit son cabinet pour l'informer de sa décision d'envoyer en représailles l'armée dans les Territoires et d'expulser 'Arafat. Shimon Peres s'y opposa ainsi que l'ensemble des responsables des services de sécurité. Ils pensaient que l'expulsion du dirigeant palestinien provoquerait la rupture des relations avec l'Égypte et la Jordanie. 'Arafat, firent-ils valoir, serait plus dangereux hors des Territoires qu'à l'intérieur. La discussion se poursuivait quand Colin Powell appela Sharon, l'adjurant de ne pas toucher à 'Arafat et de ne pas l'expulser. À la suite de cette intervention, il fut décidé de maintenir séquestré le dirigeant palestinien dans son quartier général où l'eau et l'électricité furent coupées. Il allait y rester jusqu'à son hospitalisation puis sa mort en France en 2004.

Le même jour, l'opération *Rempart de protection* fut déclenchée. Au cours de celle-ci, Tsahal devait réoccuper pendant deux à trois semaines toutes les villes de Cisjordanie contrôlées par l'Autorité palestinienne – à l'exception de Jéricho et Hébron – ainsi que les villages et les camps de réfugiés avoisinants. Cinquante mille soldats furent engagés dans cette opération qui marqua un tournant dans l'histoire de la deuxième Intifada. Dans une brève allocution télévisée, Sharon justifia ainsi sa décision :

Nous sommes en guerre. Une guerre pour nos enfants et nos foyers. Nous avons tout essayé pour obtenir un cessez-le-feu. En retour, on a eu du terrorisme et encore du terrorisme. Arafat est l'ennemi du monde libre et une menace pour la paix

Malheureux contretemps : le jour même de l'attentat du Park Hotel, le sommet arabe de Beyrouth approuvait l'initiative de paix saoudienne préconisant pour la première fois l'instauration de relations normales avec l'État hébreu après que celui-ci aurait évacué tous les territoires occupés en 1967. Ariel Sharon avait autorisé 'Arafat à s'y rendre mais, n'étant pas sûr de pouvoir revenir à Ramallah, celui-ci avait préféré ne pas quitter son quartier général.

L'opération *Rempart* débuta par la prise, sans grande difficultés, de Ramallah et l'occupation de la quasi-totalité des bâtiments de la Mouqata'a : servant de boucliers humains à Yasser 'Arafat, une quarantaine de volontaires européens, dont le Français José Bové, président de la Confédération paysanne, s'y étaient engouffrés avant qu'elle ne fût entièrement bouclée par l'armée.

Le prestige d'Arafat s'accrut ainsi considérablement dans le monde arabe. Il jouissait désormais d'un soutien unanime de la population, allant du Hamas à la gauche. À Paris, Hubert Védrine condamna à plusieurs reprises le sort fait par Israël au dirigeant palestinien et, à l'ONU, le Conseil de sécurité exprima son inquiétude sur son état de santé.

Pressé par Colin Powell, qui lui rendit visite le 17 avril, 'Arafat accepta, comme Israël l'exigeait depuis plusieurs semaines, de juger les auteurs de l'assassinat de Rehava'am Ze'evi, qui étaient incarcérés dans la Mouqata'a. Bush demanda aussitôt à Sharon d'en lever le siège et de permettre à 'Arafat de recouvrer sa liberté. Le gouvernement israélien accéda finalement à la demande américaine après six heures d'un débat tumultueux au cours duquel plusieurs ministres avaient à nouveau réclamé l'expulsion du dirigeant palestinien.

Après Ramallah, l'armée reconquit Tulkarem, Qalqilya, Bethléem, Jenin et Naplouse et les camps de réfugiés des alentours⁴⁴. Sauf à Jenin, où treize soldats trouvèrent la mort dans des batailles de rues particulièrement violentes, et à Bethléem, où plusieurs dizaines de combattants palestiniens s'étaient réfugiés dans la basilique de la Nativité, la résistance palestinienne fut partout relativement faible.

Sur le plan diplomatique, après la visite de Colin Powell à Ramallah et à Jérusalem, le président Bush, poussé par les « durs » du Pentagone – le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et son adjoint, le néoconservateur Paul Wolfowitz –, était parvenu à la conclusion de la nécessité d'« une direction palestinienne différente » et de « vraies réformes » comme conditions à la création d'un État palestinien. C'était le triomphe de Sharon qui, depuis le 11-Septembre, n'avait cessé de demander aux Américains pourquoi ils ne prenaient pas les mêmes dispositions vis-à-vis d'Ousama Ben Laden et... d'Arafat.

L'horrible souvenir des massacres de civils au Liban en tête, Israël mit fin relativement vite à l'opération *Rempart* et amorça son retrait, dès la fin avril, des abords immédiats des villes palestiniennes. De sources israéliennes, environ 260 combattants palestiniens et 34 soldats israéliens avaient été tués dans les combats. Des centaines d'autres avaient été blessés des deux côtés, et des milliers de Palestiniens capturés. Parmi les personnes arrêtées se trouvait Marwan Barghouti, tombé le 12 avril dans un piège tendu par les hommes de Yoav Dichter au nord de Ramallah.

Pendant ce temps, Hamas et Jihad islamique ne désarmaient pas. Soixante-quatre Israéliens avaient trouvé la mort dans des attentats survenus depuis le 29 mars. L'un des plus meurtriers fut perpétré le 7 mai dans un cercle de jeu à Rishon-LeZion, faisant 15 morts et 55 blessés. Il fut suivi, le 5 juin, par un attentat suicide contre un autobus de voyageurs, au carrefour de Meggido, dans le nord du pays, faisant dix-sept morts. L'armée réagit en bombardant le quartier général de Yasser 'Arafat à Ramallah. Le 18 juin, Jérusalem fut la cible d'un nouvel attentat suicide aussi sanglant que les précédents. Il fit vingt morts.

Yasser 'Arafat sortit alors de son silence et condamna pour la première fois les attentats suicides, qui suscitaient des réactions très hostiles dans le monde entier. Au même moment, l'armée réoccupait Hébron et, le 30 juin, le chef artificier du Hamas, Mohammed Taher, était éliminé. Le même sort attendait Salah Shehadeh, le chef des Brigades 'Izz al-Din al-Kassam, la branche armée de l'organisation islamiste. Il fut tué le 22 juillet à Gaza, dans un raid aérien contre son immeuble. Dix-huit autres personnes y trouvèrent la mort. Cela entraîna la condamnation d'Israël dans plusieurs capitales. Reprenant l'initiative, le Hamas fit exploser une semaine plus tard, le 30 juillet, une bombe d'une très forte puissance à la cafétéria de l'Université hébraïque de Jérusalem : 7 morts et 70 blessés.

Dans l'ensemble, cependant, le nombre d'attentats avait baissé de façon assez sensible depuis le mois d'avril. Certes, l'opération *Rempart de protection* n'avait pas entièrement enrayeré le terrorisme, mais Sharon avait de bonnes raisons d'être satisfait : la confiance des Israéliens dans leur armée était rétablie ; l'Autorité palestinienne était en lambeaux et les « incongruités » des accords d'Oslo – comme il disait – effacées avec la reprise du contrôle sur toutes les villes des zones A et B. Non moins significatif : 'Arafat « retrouvait » la place qui avait toujours été la sienne dans l'imaginaire israélien, celle d'un ennemi implacable, même affaibli et isolé dans son quartier général.

Pendant ce temps, l'opinion s'enthousiasmait pour la construction d'une barrière de séparation, d'un « mur de sécurité » destiné à arrêter les incursions des terroristes à partir de la Cisjordanie et de la bande

de Gaza. Envisagé par Barak mais décidé par Sharon après de longues discussions au gouvernement et au sein de l'armée, il s'agissait d'un système de protection : un « Mur », sur 700 kilomètres, principalement le long de la « Ligne verte » et, par endroits, jusqu'à environ 5 kilomètres à l'intérieur de la Cisjordanie, pour englober plusieurs grands blocs de colonies. Condamné par l'ONU et par la Cour internationale de justice de La Haye, le tracé du « Mur » préfigurait, à tout le moins, celui de la frontière définitive d'Israël telle que voulue par Sharon. Comme cela fut remarqué, à l'époque, par plusieurs observateurs, le champion du « Grand Israël » « abandonnait » ainsi sans le dire 94 % de la Cisjordanie et de Gaza à son pire ennemi : 'Arafat⁴⁵. Ce fut d'ailleurs ainsi que les colons interprétèrent l'initiative unilatérale de Sharon. Vent debout contre la trahison de leur ancien héros, ils expliquaient la course en avant de Sharon par ses déboires récents avec la justice : en 1999, enfreignant la loi électorale sur le financement des partis, il avait obtenu un « prêt » fort avantageux de 1,5 million de dollars de son ami Cyril Kern, qui vivait en Afrique du Sud. Comme par enchantement, la dette avait été « remboursée » par l'un de ses fils, Gilad, dont tout le monde ignorait qu'il disposât d'une fortune personnelle aussi considérable.

De son côté, Shimon Peres se démenait tant qu'il pouvait pour relancer les négociations de paix, espérant réussir avec Sharon ce qui avait si bien marché avec Rabin dix ans plus tôt. Entouré de son équipe attitrée de négociateurs d'Oslo, il avait rédigé, fin 2001, avec Ahmed Qorei (Abou 'Ala), le président du Conseil législatif palestinien, les grandes lignes d'un accord de paix par étapes qui devait servir de base à la future « feuille de route » du président Bush :

- la première étape consisterait en la création d'un commandement militaire palestinien unifié qui contrôlerait toutes les forces armées de l'Autorité palestinienne et mettrait un terme aux activités des « éléments extrémistes armés » ;

- la deuxième serait la reconnaissance par Israël de l'État palestinien constitué des zones alors sous le contrôle de l'Autorité palestinienne et dont les frontières définitives seraient fixées selon les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité. En échange, l'Autorité palestinienne reconnaîtrait Israël en tant qu'État juif ;

- dans un troisième temps, les deux parties entameraient des négociations « qui dureraient au moins un an » sur les questions en litige telles que les frontières, Jérusalem, les réfugiés, les implantations et les problèmes de sécurité ;

- enfin, quatrième et dernière étape, la mise en application des accords obtenus sur les points litigieux, « ce qui prendrait quelques années de plus⁴⁶ ».

Laissant faire son ministre des Affaires étrangères auquel il tenait

beaucoup dans son gouvernement, Ariel Sharon ne réagit pas publiquement au document Peres-Abou 'Ala, dont le contenu n'était, en fait, pas très éloigné de ses propres idées. Pour l'heure, il se refusait de penser à autre chose qu'à écraser le soulèvement palestinien. C'est d'ailleurs pour cette même raison qu'il n'accorda pas toute l'attention qu'elle méritait à l'initiative de paix saoudienne : approuvée le 28 mars 2002 par le sommet de la Ligue arabe de Beyrouth, elle stipulait pour la première fois la reconnaissance d'Israël par les Arabes après l'évacuation des territoires occupés en 1967.

Le 16 octobre 2002, alors que les préparatifs de l'entrée en guerre des États-Unis contre l'Irak entraient dans leur phase ultime, le président George Bush, créant la surprise, fit connaître sa « feuille de route » pour l'établissement de la paix. Les Palestiniens devaient commencer par mettre fin au terrorisme et se doter d'une nouvelle direction politique, tandis que les Israéliens étaient appelés à retirer leurs troupes des zones occupées après l'Intifada et accepter la création d'un État palestinien aux côtés de l'État hébreu. Tenant lieu de ligne directrice au « quatuor » international constitué des États-Unis, de l'ONU, de l'Union européenne et de la Russie, la « feuille de route » prévoyait l'élaboration d'un règlement final et la création par étapes d'un État palestinien avant la fin de 2005. Approuvé avec enthousiasme par les Palestiniens, le document exigeait la nomination d'un Premier ministre palestinien. C'est ainsi que, le 30 avril 2003, Mahmoud 'Abbas (Abou Mazen) fut nommé chef de gouvernement. 'Arafat refusa de lui abandonner le contrôle des forces de sécurité malgré l'intervention de Colin Powell.

Né en 1935 à Safed, en Galilée, Mahmoud 'Abbas s'était réfugié en 1948 avec sa famille en Syrie, où il avait poursuivi sa scolarité et fait des études de droit. Il était ensuite parti pour Moscou où il avait rédigé une thèse sur le sionisme fortement teintée de négationnisme. S'inspirant des thèses de Robert Faurisson, il y remettait en question le nombre des victimes juives de la Shoah ainsi que l'existence des chambres à gaz. Il avait ainsi une réputation sulfureuse qu'il s'employa à effacer à partir des années 1990 en multipliant les déclarations contre le sort inhumain réservé aux Juifs pendant la Seconde Guerre mondiale. Cofondateur avec 'Arafat du Fatah, il devint membre du Comité exécutif de l'OLP, chargé des relations internationales. Il prit à ce titre une part très active dans l'élaboration, en 1993, des accords d'Oslo. Secrétaire général de l'OLP en 1996, il désapprouva à partir de 2002 la « militarisation » de l'Intifada. Cela lui conféra beaucoup de crédibilité à Washington et à Jérusalem, où l'on refusait de négocier avec 'Arafat.

Du côté israélien, l'attitude d'Ariel Sharon à l'égard de la « feuille de route » fut beaucoup plus réservée, entre autres parce que l'ONU et

l'Union européenne, en laquelle Israël avait peu confiance, étaient impliquées dans sa mise en application. Comptant sur ses amis néoconservateurs du Pentagone et sur le lobby juif AIPAC à Washington pour en retarder l'entrée en vigueur, Sharon avait à régler au préalable des problèmes intérieurs autrement plus urgents : d'une part, une situation économique catastrophique du fait de l'Intifada et qui nécessitait des coupes drastiques dans le budget ; de l'autre, la décomposition de son gouvernement à la suite du départ des ministres travaillistes et de ceux du Shas en signe de protestation contre les mesures économiques envisagées, qui affectaient en premier lieu les couches populaires.

Dès lors, de nouvelles élections furent annoncées pour le 28 janvier 2003. Personne ne doutait de leur issue ; le Likoud en sortit effectivement largement vainqueur. Sharon forma un nouveau gouvernement, sans les travaillistes ni le Shas, mais avec le parti centriste *Shinuy* de Tommy Lapid, le Parti national religieux et le parti d'extrême droite « Union nationale ». Benyamin Netanyahou, qui avait tenté de lui ravir la direction du Likoud, fut nommé ministre des Finances ; Sylvain Shalom du Likoud se vit confier les Affaires étrangères ; Shaül Mofaz, qui venait de quitter l'uniforme, la Défense ; et l'ancien maire de Jérusalem, Ehoud Olmert, le ministère du Commerce et de l'Industrie et la vice-présidence du Conseil. Dans la foulée, Sharon fit adopter par son nouveau gouvernement, dès sa première réunion début mars, la « feuille de route » :

C'est un jour très difficile pour moi, déclara-t-il à ses ministres. Je comprends parfaitement vos appréhensions. Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour modifier les points qui nous inquiètent, sur le statut de Jérusalem, le retour des réfugiés et le non-retour aux frontières d'avant 1967. Je ne souhaite pas, à ce stade, me heurter aux États-Unis qui sont notre meilleur allié, ni montrer aux yeux du monde que nous rejetons le processus de paix. Croyez-moi, je sais très bien ce qui est bon pour Israël et les Juifs. Chacun peut donner son avis, mais nous devons voter aujourd'hui⁴⁷.

À l'issue d'un débat particulièrement long et fastidieux, le gouvernement israélien accepta finalement la « feuille de route » avec cette unique réserve : « L'État palestinien qui verra le jour trouvera sa propre solution au problème des réfugiés et à leur intégration. »

Douze ministres votèrent pour et quatre s'abstinrent, dont Benyamin Netanyahou qui, dès le lendemain, dénonça violemment la « feuille de route » devant les députés du Likoud. Elle était plus dangereuse, leur dit-il, que les accords d'Oslo. Impassible, Sharon lui

répondit le lendemain par un discours d'une tonalité rare de la part d'un dirigeant de droite :

Que voulez-vous ? déclara-t-il aux députés qui, la veille encore, ne juraient que par lui. Que nous continuions de dominer et contrôler une population de plus de trois millions et demi de Palestiniens ? Comment faire face à leur nombre qui croît chaque année ? Vous n'aimez pas ce mot, mais je vais le prononcer clairement : nous devons mettre un terme à l'occupation ! Oui, l'occupation est néfaste pour Israël⁴⁸.

Shimon Peres n'aurait sans doute jamais osé prononcer de tels propos ni employer à brûle-pourpoint un terme aussi connoté que celui d'« occupation » ou de « territoires occupés »⁴⁹. Mais Ariel Sharon avait compris depuis son arrivée au pouvoir que, dans son propre intérêt, Israël devait se débarrasser d'une partie des Territoires.

Spectacle inhabituel depuis Camp David : début juin 2003, Ariel Sharon et Mahmoud 'Abbas se rencontrèrent à Aqaba en présence du président George W. Bush et du roi 'Abdallah de Jordanie. L'atmosphère y fut très cordiale et, à l'instigation du président américain, Sharon et 'Abbas évoquèrent sérieusement la possibilité d'une trêve entre leurs combattants. Mais, à l'évidence, en présence d'un Yasser 'Arafat jaloux de ses prérogatives, Mahmoud 'Abbas n'avait pas suffisamment de poids pour se mettre en travers des organisations terroristes islamistes. Ariel Sharon le décrivit par la suite comme « un poussin sans plumes » ; « un homme faible tendant à esquiver les difficultés », assena pour sa part l'ambassadeur américain Dan Kurtzer⁵⁰. De fait, pour venir en aide à Abou Mazen alors que beaucoup de Palestiniens le considéraient comme un « vendu » aux Israéliens et aux Américains, Sharon aurait été mieux inspiré s'il avait stoppé la construction à tour de bras d'« implantations sauvages » en Cisjordanie, ou s'il avait un tant soit peu réduit les exactions et les tracasseries de toutes sortes dont les Palestiniens continuaient de faire les frais dans les Territoires.

Le 4 septembre 2003, menacé de mort par le Hamas et le Jihad islamique et empêché d'exercer pleinement ses fonctions par Yasser 'Arafat, Mahmoud 'Abbas démissionna de son poste de Premier ministre. Il fut remplacé un mois plus tard par Ahmed Qorei (Abou 'Ala), qui depuis les accords d'Oslo avait pris part à toutes les négociations avec l'État hébreu.

À ce moment-là, les milieux politiques israéliens étaient en ébullition après la publication par la presse de pétitions contre la répression dans les Territoires émanant des meilleurs éléments de l'armée. La première, signée par un groupe de vingt-sept pilotes, fut

adressée à la veille du Nouvel An juif, en septembre, au commandant de l'armée de l'air, le général Dan Haloutz. Trois mois plus tard, ce furent treize officiers réservistes de la Sayeret Matkal qui s'adressèrent à Sharon, lui signifiant qu'ils refuseraient de participer « au régime d'oppression instauré dans les Territoires » et qu'ils étaient inquiets quant à l'avenir d'Israël « en tant qu'État démocratique, sioniste et juif » :

Nous ne sommes plus disposés à servir de bouclier défensif à l'expansion des implantations. Nous refusons de nous compromettre moralement avec une armée d'occupation. Nous ne garderons plus le silence⁵¹.

Troisième coup de tonnerre, et non des moindres : le 14 novembre, quatre anciens chefs des services secrets – Abraham Shalom (1980-1986), Yaakov Peri (1988-1995), Carmi Gillon (1995-1996) et Ami Ayalon (1996-2000) – accordèrent ensemble une interview au journal à grand tirage *Yediot Ahronot* où ils dirent tout le mal qu'ils pensaient de l'occupation : « Nous humilions tout le temps les Palestiniens individuellement et collectivement », dit l'un d'eux. Les quatre pensaient que la majorité des colons quitteraient sans difficulté les implantations si on leur offrait des indemnités convenables : « Ariel Sharon est le seul homme politique capable de les en convaincre. L'homme qui a construit les implantations est celui qui pourrait aussi les démanteler⁵². »

Ces propos ne tombèrent pas dans l'oreille d'un sourd. Après avoir soigneusement préparé le terrain par les interventions de ses ministres Ehoud Olmert et Sylvain Shalom, Sharon lança sa bombe, le 18 décembre 2003, devant un parterre garni d'officiers généraux, de diplomates et d'universitaires venus l'écouter dans les salons de l'hôtel Acadia à Herzliya : il y parla pour la première fois de « se séparer des Palestiniens » et de démanteler des colonies de la bande de Gaza et du nord de la Cisjordanie, faisant valoir entre autres arguments la menace démographique arabe et le taux de natalité élevé des Palestiniens qui rendaient illusoire toute possibilité de majorité juive dans le Grand Israël. Choqués, les faucons du Likoud résolurent de le renverser, à la première occasion, en votant les motions de censure avec l'opposition.

Pour désarmer ses adversaires et retourner l'opinion en sa faveur, il n'y avait pas mieux que des opérations militaires spectaculaires : le 22 mars 2014, il ordonna l'élimination du chef spirituel du Hamas, le cheikh Yassine. Paralytique, celui-ci fut tué dans sa chaise roulante par un tir de missile lancé par hélicoptère. Trois semaines plus tard, le 17 avril, son successeur, Abdel Rantissi, connut le même sort dans l'explosion de sa voiture. La panique s'empara des militants de

l'organisation islamiste tandis que la popularité de Sharon atteignait de nouveaux records.

Sur le plan diplomatique, Sharon soumit son plan unilatéral de désengagement de Gaza au président Bush, qui le décrivit comme une authentique contribution à l'établissement de la paix. À la demande du Premier ministre qui fut reçu à la Maison-Blanche le 14 avril 2004, le président promit que les États-Unis soutiendraient Israël dans sa volonté de conserver des blocs de colonies en Cisjordanie. S'agissant du droit de retour des réfugiés palestiniens, George Bush lui affirma qu'ils devraient être réintégrés dans le futur État palestinien et non en Israël⁵³.

Il s'agissait d'un double engagement historique de la part de la plus grande puissance mondiale en faveur d'Israël : « Une nouvelle déclaration Balfour », réagit, dépité, Yasser 'Arafat⁵⁴, qui n'en avait plus pour longtemps à vivre. Gravement malade, il fut transporté en octobre dans un avion médicalisé de Ramallah à Amman puis de Jordanie en France, où il fut admis à l'hôpital Percy de Clamart. Il y décéda le 11 novembre 2004, puis fut enterré à Ramallah, à proximité de la Mouqata'a, où il avait passé dans le plus grand isolement ses deux dernières années de vie. Une page fut tournée. Les Palestiniens choisirent, à la place de leur chef historique, Mahmoud 'Abbas, qui nomma Isma'il Haniyeh, dirigeant notoire du Hamas, Premier ministre.

Le 15 octobre 2004, la Knesset consacra un débat décisif au désengagement qui s'achèverait par la victoire de Sharon sur ses adversaires du Likoud. L'ambiance était électrique. Des milliers de colons, en pleurs ou en prière, accompagnés de leurs enfants faisaient le siège devant le Parlement. Après la lecture, le 26 octobre, du résultat du vote, Sharon destitua de son gouvernement les ministres « rebelles » du Parti national religieux qui avaient voté avec l'opposition. Netanyahou, lui, garderait ses fonctions de ministre des Finances jusqu'en août 2005.

À la place des ministres destitués, Sharon fit entrer les travaillistes de son ami Shimon Peres ainsi que les ultraorthodoxes de l'Union du judaïsme de la Torah (ex-Agoudat Israel). Dans la foulée, il informa le chef d'état-major, le général Ya'alon, qu'il quitterait son poste au bout de la troisième année – et non de la quatrième – pour des propos malvenus contre le retrait de Gaza. Il le fit remplacer par le général d'aviation Dan Haloutz. C'était une première dans l'histoire militaire de Tsahal, dont jusqu'alors tous les chefs étaient issus de l'armée de terre.

Encensé dans la presse internationale et soutenu par près de 60 % des Israéliens pour sa décision sur Gaza⁵⁵, Sharon rencontra, en février 2005 à Charm el-Cheikh, Mahmoud 'Abbas en sa qualité de

président de l'Autorité palestinienne. L'ambiance fut cette fois très cordiale. Immédiatement après, le calme s'instaura dans les Territoires : plus de liquidations ciblées ni d'opérations coup de poing de la part de l'armée israélienne, et arrêt total des attentats suicides perpétrés par les organisations islamistes. Cela ressemblait fort à la fin non déclarée de l'Intifada Al-Aqsa. Près de 5 000 personnes – dont un millier d'Israéliens – y avaient trouvé la mort ; 15 000 autres avaient été blessées du côté palestinien et 6 000 du côté israélien.

Le désengagement commença le 15 août 2005. Cinquante mille soldats, gardes-frontières et policiers furent envoyés pour évacuer de force 8 000 résidents et autant de supporters venus de tout le pays. Donnant lieu à des scènes déchirantes de jeunes colons refusant d'abandonner les lieux où ils étaient nés ou incendiant leurs propres logements, l'opération dura une semaine, au cours de laquelle les vingt et une colonies furent démantelées et leurs habitations détruites. Seules les synagogues restèrent debout. Le 12 septembre, le dernier soldat israélien quittait la bande de Gaza. Contrairement aux craintes de 40 % d'Israéliens⁵⁶, il n'y eut ni confrontations sanglantes entre colons et militaires ni... guerre civile comme l'extrême droite n'avait cessé de le prédire à tout bout de champ.

Le 10 novembre 2005, les travaillistes furent secoués par un drame inattendu : Shimon Peres, qui venait de célébrer son 82^e anniversaire, fut battu, une fois de plus, dans la primaire pour la direction du parti. Non pas par une personnalité de la trempe d'un Rabin, mais par un dirigeant syndical peu connu, Amir Peretz, un « Marocain » de Sderot, bourgade périphérique à l'entrée du Néguev. Rejeté et humilié, l'ancien collaborateur de Ben Gourion et Prix Nobel de la paix claqua la porte du parti et alla rejoindre Sharon, qui avait également maille à partir avec le sien.

Le 21 novembre 2005, quittant lui aussi avec fracas le Likoud dont il avait été l'un des fondateurs trente ans auparavant, le Premier ministre créa sa propre formation, à laquelle il donna le nom de *Kadima* (« En avant »). Il fut suivi par plusieurs de ses ministres, parmi lesquels Ehoud Olmert, Tzipi Livni et Shaül Mofaz, ainsi que par une quinzaine de députés de l'aile modérée du parti. Ce dernier, n'ayant plus de majorité parlementaire, provoqua la dissolution de la Knesset, et de nouvelles élections furent prévues pour le 22 mars 2006. Sharon partait largement favori et les sondages garantissaient à son parti une victoire écrasante. Au même moment, au Likoud, c'était la guerre entre partisans de Sylvain Shalom et de Benyamin Netanyahou pour la direction du parti. Finalement, c'est Netanyahou qui l'emporta, pendant qu'un comité d'experts présidé par Dov Weissglas, le chef de cabinet d'Ariel Sharon, étudiait la possibilité du démantèlement des colonies dispersées au nord de la Cisjordanie et leur « regroupement »

(*hitkansout*) dans de gros « blocs d'implantations » à proximité de la « Ligne verte ».

Dans la soirée du 18 décembre 2005, à trois mois des élections, Ariel Sharon, alors âgé de soixante-dix-sept ans, subit une attaque cérébrale alors qu'il se rendait à son ranch. Transporté d'urgence à l'hôpital Hadassa de Jérusalem, il reprit deux jours après ses activités comme si de rien n'était après que les médecins eurent retiré un caillot qui gênait sa circulation sanguine. Le mercredi 4 janvier 2006, il fut terrassé par une seconde attaque plus grave que la première. Elle le plongea dans un coma dont il ne se réveillerait jamais. Cinq ans plus tard, le 11 janvier 2011, il mourut.

L'hospitalisation de Sharon se prolongeant, c'est son adjoint Ehoud Olmert qui assura son intérim. En février 2006, l'ancien maire de Jérusalem prouva sa détermination à faire respecter la loi en envoyant 10 000 soldats et policiers démanteler l'« implantation sauvage » d'Amona, située près de la colonie d'Ofra. Une douzaine de policiers et 300 manifestants appelés à la rescousse par Goush Emounim furent blessés. Olmert conduisit Kadima à la victoire aux législatives de mars, mais son score fut moins impressionnant que celui que les sondages avaient prévu pour Sharon.

Ehoud Olmert, successeur empêché (2006-2009)

Né en 1945 à Binyamina dans une famille au riche passé révisionniste, Ehoud Olmert accéda en 1973 à la Knesset où, avocat de profession, il se distingua, en compagnie de son collègue travailliste Yossi Sarid, par sa lutte acharnée contre la corruption. Réélu sept fois consécutives, il vota contre les accords de Camp David signés par Begin et Sadate en 1981. Entré au gouvernement en 1988, il y occupa les fonctions de ministre de la Santé entre 1990 et 1992, avant d'accéder l'année suivante à la mairie de Jérusalem où il exercerait deux mandats jusqu'en 2003. À partir de 1999, il se rapprocha d'Ariel Sharon qu'il avait auparavant tenté de défier à la tête du Likoud. De retour à la Knesset, il quitta la mairie de Jérusalem pour entrer dans le deuxième gouvernement Sharon en tant que ministre de l'Industrie et du Commerce puis des Finances à la place de Netanyahou.

Succédant à Sharon à la tête de Kadima, son parti obtint 29 sièges seulement aux élections du 28 mars 2006. Cela l'obligea à former un gouvernement de coalition avec les travaillistes d'Amir Peretz, auquel il confia la Défense, et avec les ultraorthodoxes séfarades de Shas.

À peine investi, le 4 mai 2006, Olmert fut happé par l'aggravation de la situation à la frontière de la bande de Gaza où, depuis les élections palestiniennes du 25 janvier 2006 marquées par la victoire du Hamas sur le Fatah, l'organisation islamiste, dotée désormais de roquettes Qassam, ne cessait de harceler les agglomérations israéliennes limitrophes, plus particulièrement Ashkelon, qui abritait l'une des plus grandes centrales électriques du pays, et surtout Sderot. En représailles, Israël bombardait de temps à autre les installations du Hamas ou bloquait sporadiquement les accès et les sorties de la bande de Gaza.

Le 9 juin 2006, la situation se dégrada subitement après qu'un navire de la marine israélienne eut tiré en direction d'une plage de Gaza, faisant plusieurs morts et de nombreux blessés, dont des enfants. Israël exprima ses regrets pour cette bavure, mais le Hamas proclama

aussitôt la fin du cessez-le-feu observé en principe depuis le désengagement. Le 28 juin, des *fedayin* s'infiltrèrent par un tunnel souterrain à l'intérieur du territoire israélien et s'attaquèrent au poste frontalier de Kerem Shalom, près de Rafah. Trois soldats furent tués, quatre autres blessés, et un huitième, le caporal franco-israélien Gilad Shalit, enlevé.

Israël riposta le 28 juin, déclenchant l'opération *Pluies d'été* pour délivrer le soldat disparu et, plus généralement, pour mettre un terme aux attaques de roquettes contre son territoire. Aux premières heures de l'opération, trois ponts furent détruits dans le but d'empêcher les déplacements des miliciens islamistes, ainsi qu'une centrale électrique, privant ainsi d'électricité 70 % de la population. Au cours des jours suivants, l'aviation bombardait les bureaux du Premier ministre Haniyeh ainsi que le bâtiment de l'Université islamique de Gaza. Parallèlement, l'armée et le Shin Bet arrêtaient en Cisjordanie des dizaines d'officiels du Hamas, dont une vingtaine de parlementaires et huit ministres. Les accrochages se poursuivraient cependant jusqu'au 26 novembre, date à laquelle Ehoud Olmert et Mahmoud 'Abbas concluraient un cessez-le-feu après que les organisations islamistes auraient accepté d'arrêter leurs tirs sur la ville israélienne de Sderot. Cinq Israéliens, dont trois soldats, et 394 Palestiniens, dont 270 activistes, auraient trouvé la mort depuis le début des combats.

Plus au nord, Israéliens et miliciens du Hezbollah s'entre-déchiraient dès le 12 juillet dans ce qui allait devenir la « deuxième guerre du Liban ». Voulant alléger la pression exercée sur le Hamas, un commando de l'organisation shi'ite attaqua le long de la frontière une patrouille blindée de Tsahal. Un char Merkava fut détruit, trois soldats moururent, deux autres furent blessés et deux soldats supplémentaires, Ehoud Goldwasser et Eldad Regev, capturés avant d'être assassinés. Poursuivant les assaillants à l'intérieur du territoire libanais, un second char tomba dans une embuscade et ses quatre membres d'équipage furent tués. Criant victoire, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, expliqua qu'il s'agissait aussi pour lui de forcer l'armée israélienne à évacuer les Fermes de Chebaa, dont le Liban revendiquait la propriété⁵⁷.

Conduit par un Premier ministre et un ministre de la Défense sans expérience militaire – et qui cherchaient à affirmer leur légitimité en matière de sécurité –, le gouvernement décida d'entrer en guerre contre le Hezbollah, impliquant ainsi l'armée dans une double confrontation militaire. Conformément à la stratégie adoptée par le général Haloutz, seule l'armée de l'air fut engagée dans la bataille au Liban. Il n'était pas question pour l'ancien chef de l'aviation alors chef d'état-major d'y faire intervenir les blindés, la marine et les forces spéciales, comme cela avait été prévu depuis des années dans le plan

de bataille « Marée haute », qui prévoyait une offensive combinée aéro-terrestre⁵⁸. Dès lors, les premières cibles choisies par l'armée de l'air furent, en plus des positions du Hezbollah, l'aéroport international Rafic-Hariri de Beyrouth, une vingtaine de ponts, les axes routiers, dont l'autoroute Beyrouth-Damas, et les locaux du journal *al-Manar* de l'organisation chi'ite. En représailles, le Hezbollah lança ses roquettes Grad de 122 mm contre les localités du nord d'Israël, dont les habitants commencèrent à fuir vers le centre du pays.

Dans la soirée du 13 juillet, un missile Fajr toucha le quartier de Stella Maris à Haïfa. Après avoir demandé par tracts aux habitants de Beyrouth de s'éloigner des bâtiments du Hezbollah, Tsahal déversa ses bombes sur le quartier général de l'organisation shi'ite dans la capitale libanaise, ainsi que sur les raffineries de pétrole et de gaz le long du littoral. Le lendemain, deux missiles terre-mer C-802, de fabrication iranienne, furent lancés en direction des navires de guerre israéliens qui bloquaient la côte libanaise. Le vaisseau amiral, le *Hanit*, fut atteint. Gravement endommagée, la corvette perdit quatre membres d'équipage. Surpris par cette attaque, les Israéliens ignoraient jusqu'à la présence de tels missiles dans l'arsenal du cheikh Nasrallah. Ils réagirent immédiatement en s'en prenant aux installations du port maritime de Beyrouth et à son radar qui, selon toute vraisemblance, avait guidé les tirs de missile contre la vedette israélienne.

Le 15 juillet, les roquettes du Hezbollah atteignirent Tibériade et, les jours suivants, Kiryat Tivon, Naharya, Safed, Kiryat Shmona, Afoula, Maaloth et Hadera, située à 90 kilomètres de la frontière. Tel-Aviv risquait à tout moment de devenir une cible. Le choc fut immense dans tout le pays, où l'on s'attendait certes à essuyer des tirs de missile, mais pas autant (à un rythme de 150 à 180 par jour). Le même jour, pendant que le chef du Hezbollah menaçait de bombarder les installations pétrochimiques de Haïfa si Israël attaquait la Dahiya, le quartier shi'ite de la banlieue sud de Beyrouth, l'armée de l'air commença à s'attaquer systématiquement aux lance-missiles et aux bunkers du Hezbollah proches de la frontière, ainsi qu'aux camions circulant sur les routes du Sud-Liban et susceptibles de transporter des roquettes à longue portée ou de ravitailler le Hezbollah à partir de la Syrie. Le bilan humain s'alourdissait de jour en jour : au Sud-Liban, près d'un demi-million de personnes avaient quitté leurs domiciles tandis que les touristes étrangers cherchaient par tous les moyens à fuir le pays, dont les aéroports étaient devenus impraticables. En Israël, où les dégâts étaient moins graves, 86 % de la population soutenaient le gouvernement, et les cas d'objecteurs refusant de rejoindre leurs unités étaient à ce moment bien rares.

Sur le plan diplomatique, le G8, réuni le 16 juillet à Saint-Petersbourg, condamna le Hezbollah. Les États-Unis, la Grande-

Bretagne et l'Allemagne soutinrent fermement Israël alors que la France, suivie par la Russie, exprima ses réserves sur la réaction « disproportionnée » de l'État hébreu. Au même moment, plusieurs pays arabes, dont l'Égypte, l'Arabie Saoudite et la Jordanie, dénonçaient l'« aventurisme irréfléchi » de l'organisation shi'ite et demandaient son démantèlement⁵⁹. Les opinions locales n'étaient pas du même avis. Au Caire, des manifestants sortaient dans la rue, scandant : « Khaybar, Khaybar, ô Juifs, l'armée de Mohammed est de retour », « Nasrallah, notre ami, frappe et détruis Tel-Aviv », et à Khartoum, au Soudan, les protestataires en appelaient à l'*Oumma* pour rejoindre le Hezbollah dans un *Jihad* panislamique⁶⁰.

Encouragé par les prises de position internationales, le gouvernement israélien décida d'accroître sa pression sur le Hezbollah tout en admettant que l'armée de l'air était incapable à elle seule de faire plier l'adversaire. Quarante-cinq mille réservistes et trois divisions blindées furent rappelés et, à partir du 21 juillet, ils commencèrent à pénétrer à l'intérieur du territoire libanais, se dirigeant vers Maroun al-Ras qui commandait l'accès à Bint-Jbeil, la « capitale » du Hezbollah au Sud-Liban. Ils s'emparèrent du village après trois jours de combats féroces et deux hélicoptères Apache perdus. Le 25 juillet, ils approchèrent de Bint-Jbeil où le Hezbollah les attendait de pied ferme. Au total, il y eut quarante combattants chi'ites tués ainsi que neuf soldats israéliens. Le jour même, en réponse à un tir sur Haïfa, l'armée de l'air bombardait de nouveau Beyrouth, y rasant plusieurs immeubles, puis déversa des tonnes de feu sur Tyr, transformée en champ de ruines.

L'état-major ne s'attendait pas à une résistance aussi farouche de la part de l'organisation shi'ite. Plusieurs généraux pressaient le général Haloutz de changer de stratégie, de revenir au plan « Marée haute » et de lancer sans tarder une offensive terrestre. Au même moment, à Jérusalem, sentant la situation militaire lui échapper, Ehoud Olmert se déclarait favorable au déploiement d'une force d'interposition européenne entre les belligérants.

Puis survint le tournant décisif tant espéré par le Hezbollah : dans la nuit du 30 au 31 juillet, l'aviation israélienne lâcha deux bombes téléguidées de plus de 900 kg sur le village de Cana. Elles provoquèrent l'effondrement d'un bâtiment, enterrant sous ses décombres 28 personnes, dont 16 enfants handicapés mentaux ou physiques. Établissant un parallèle avec le massacre de Cana en 1996 qui s'était produit au même endroit, ce grave incident suscita de vives protestations dans le monde et incita l'ONU et les grandes puissances à redoubler d'efforts pour aboutir dans les plus brefs délais à un cessez-le-feu. À cette date, la guerre avait fait au moins 548 victimes du côté libanais, dont 485 civils. Le Hezbollah ne montrant aucun signe de

faiblesse après deux semaines de bombardements intensifs, il fut amplement prouvé que les raids aériens n'étaient guère efficaces dans la lutte contre une armée aussi aguerrie⁶¹.

Au cours des jours suivants, Tsahal élargit son rayon d'action jusqu'au Litani et à la Bekaa, tandis que reprenaient les pourparlers au sein du Conseil de sécurité pour l'instauration d'un cessez-le-feu. Le 12 août, le Conseil de sécurité adopta la résolution 1701 appelant à un arrêt des combats deux jours après, soit le 14 août. C'est alors que cette même nuit, tandis que tous les soldats s'apprêtaient à déposer leurs armes, le gouvernement donna son feu vert à une action terrestre absolument hasardeuse contre une position du Hezbollah au sud du Litani : 33 soldats y furent tués et des dizaines d'autres blessés. La nouvelle provoqua un profond malaise dans l'armée et le public. Et, comme à chaque fiasco militaire, une commission d'enquête, dirigée cette fois par le juge Winogradov, fut constituée. Son rapport fut accablant : un « ratage complet ». Ses conclusions furent particulièrement sévères à l'encontre des dirigeants politiques et des chefs militaires qui n'étaient pas à la hauteur de la situation. En cinq semaines de combats, Tsahal compta 120 morts et 700 blessés. Une quarantaine de civils perdirent également la vie. Sur le plan matériel, l'armée déplora la perte d'une soixantaine de blindés, de plusieurs drones, d'un chasseur-bombardier F-16 et de quatre hélicoptères.

À la suite du rapport Winogradov, le ministre de la Défense et le chef d'état-major général présentèrent leur démission. Ils furent suivis par plusieurs autres hauts gradés, dont le commandant de la marine et celui de la région militaire Nord. Ehoud Olmert, lui, refusa de quitter ses fonctions. Cela n'accrut pas sa popularité déjà en forte baisse dans les sondages.

C'est donc un Premier ministre affaibli qui arriva, le 27 novembre 2007, à la conférence d'Annapolis dans le Maryland convoquée par George W. Bush. Comme son prédécesseur Bill Clinton à Camp David en 2000, il souhaitait remporter au moins un semblant de succès dans la région avant de quitter le pouvoir et de laisser comme seul souvenir la désastreuse guerre d'Irak. Face à lui, Mahmoud 'Abbas n'était pas en meilleure posture : il venait de perdre le contrôle de la bande de Gaza, tombée aux mains de son rival islamiste, le Hamas. Or celui-ci récusait par avance tout compromis décidé à Annapolis. L'Arabie et la Syrie furent aussi conviées. L'accord annoncé réaffirmait la création d'un État palestinien indépendant aux côtés d'Israël. Tous les présents étaient favorables à la relance du processus de paix, chapeauté du côté israélien par la ministre des Affaires étrangères, Tzipi Livni, et du côté palestinien par l'ancien Premier ministre, Ahmed Qorei.

Mais nul n'ignorait les rumeurs qui couraient depuis quelque temps, mettant en cause Ehoud Olmert dans des affaires de corruption.

Le 30 juillet 2008, il annoncerait qu'il ne participerait pas aux primaires de son parti, laissant entendre qu'il démissionnerait à la fin de son mandat. Le 21 septembre suivant, il annoncerait sa démission après l'élection de Tzipi Livni à la tête de Kadima. Il continuerait toutefois à exercer ses fonctions jusqu'à l'investiture de son successeur Benjamin Netanyahu en mars 2009.

Condamné en 2016 à vingt-sept mois de prison pour des pots-de-vin perçus dans le cadre du projet immobilier calamiteux de Holyland à Jérusalem lorsqu'il était maire de la ville, il bénéficierait d'une réduction de peine avant d'être libéré début juillet 2017. Sa chute serait suivie par celle, plus scandaleuse encore, du président de l'État, Moshe Katsav. Celui-ci serait reconnu coupable, fin 2010, de viols de ses collaboratrices à l'époque où il était ministre du Tourisme dans les années 1990. En prison depuis 2011 pour une peine de sept ans, il serait libéré au printemps 2017, peu de temps avant son ancien camarade du Likoud, Ehoud Olmert.

Après la démission forcée de Katsav, la Knesset lui choisit en 2007 comme successeur Shimon Peres. Il avait quatre-vingt-quatre ans. Il était, sans aucun doute, à ce moment de sa vie l'homme qu'il fallait aux fonctions honorifiques de président de l'État d'Israël. Elles lui allaient à merveille. L'écrivain Amos Oz déclara à propos de son ami :

Il y a deux types d'adultes. L'un ne porte plus en lui l'enfant qu'il a été ; l'autre – et c'est plus rare – perpétue l'enfant plein de vie, curieux, avide d'amour et assoiffé de connaissances qu'il a été. C'est Shimon. Je le regarde de près et retrouve en lui cet enfant curieux, infatigable et aussi actif comme s'il avait encore toute la vie devant lui. Il a plus de quatre-vingts ans et ce qui le préoccupe, c'est ce que le monde deviendra dans quarante ans. Il a vécu comme si tout son passé n'était qu'une avant-première. C'est pour cela qu'il est critiqué, et c'est pourtant là sa grandeur⁶².

Jouant de malchance, quatre mois avant la fin de son mandat, Ehoud Olmert engagea Israël dans une troisième guerre, la deuxième contre Gaza depuis le désengagement. Excédé par les tirs incessants de mortiers et de roquettes Qassam contre la ville de Sderot, il lança le 27 décembre 2008 l'opération *Plomb durci*. L'objectif déclaré était de frapper les infrastructures et détruire les rampes de lancement, les entrepôts de stockage des roquettes, les postes militaires et les tunnels par lesquels le Hamas se ravitaillait en armes et munitions à partir de l'Égypte. Ce fut une offensive aérienne et terrestre qui dura trois semaines, et l'attaque la plus meurtrière menée contre ce territoire

palestinien depuis sa prise de contrôle par l'organisation islamiste. Le 17 janvier 2009, Israël proclama un cessez-le-feu unilatéral, suivi douze heures après par le Hamas. Les trois semaines de bombardements et d'accrochages avaient fait 1 400 morts et 5 000 blessés du côté palestinien, et 13 morts du côté israélien. Cette disproportion fut dénoncée par plusieurs gouvernements étrangers et par les médias internationaux comme la preuve de l'usage sans discernement de la force par l'État hébreu. La campagne avait été menée par Ehoud Barak, qui avait succédé à Amir Peretz au ministère de la Défense, et par le général Gaby Ashkenazy, qui avait remplacé le général Dan Haloutz à l'état-major général.

En septembre 2009, le juge sud-africain Richard Goldstone, mandaté par l'ONU, publia un rapport incriminant l'armée israélienne d'avoir agi « au mépris de la vie des civils » et accusant Israël de « crime de guerre », voire de « crime contre l'humanité ». Jamais accusation d'une telle gravité n'avait été proférée à l'encontre de l'État hébreu, de surcroît par une commission d'enquête internationale présidée par un juge de confession juive. Déjà largement écornée depuis l'Intifada et la deuxième guerre du Liban, l'image d'Israël fut irrémédiablement ternie dans le monde à la suite de l'opération *Plomb durci*. Dix-huit mois plus tard, c'est à peine si la presse mondiale rapporterait que le juge Goldstone avait révisé sa position contre Israël dans un article publié le 14 avril 2011 dans le *Washington Post*. Contrairement à ce qu'il avait soutenu auparavant, Tsahal n'avait pas mené une politique de ciblage des civils, à l'exemple du Hamas, qui non seulement lançait ses roquettes contre des quartiers d'habitations, mais avait aussi pour habitude d'utiliser ses propres civils comme boucliers humains, plaçant ses caches d'armes et ses rampes de lancement à proximité des hôpitaux et des écoles.

Benyamin Netanyahou : le retour

Netanyahou était sûr que le désengagement de Gaza serait un fiasco et que l'échec de Sharon le propulserait à la tête du Likoud puis du gouvernement. Une fois de plus, il s'était trompé. Porté aux nues par l'opinion mondiale et plus populaire que jamais en Israël, l'ancien général avait réussi à attirer, dans son nouveau parti Kadima, la plupart des députés du Likoud, laissant à Netanyahou une poignée d'extrémistes avec lesquels il ne pouvait aller bien loin. Défié par Sylvain Shalom qui lui disputait la direction du Likoud, le peuple de droite ne l'aimait pas et lui reprochait d'avoir humilié Sharon en l'amenant à se séparer du parti qu'il avait lui-même fondé sous Begin. Bibi le mal-aimé avait l'impression de se retrouver au lendemain de l'assassinat de Rabin, quand tous les Israéliens le montraient du doigt comme celui qui, par ses diatribes incendiaires, avait pavé la voie au meurtre de l'ancien président du Conseil. L'hospitalisation puis le coma prolongé de Sharon lui redonnèrent des ailes, mais aux élections du 28 mars c'est Ehoud Olmert qui sortit vainqueur – avec 29 sièges contre une douzaine seulement pour Netanyahou. Le public lui faisait payer ses coupes budgétaires drastiques quand il était ministre des Finances.

Tout le monde pensait alors que Bibi était « fini », sauf son épouse Sara qui n'avait de cesse de fustiger l'ingratitude de ses concitoyens incapables de reconnaître les nombreux mérites de son mari. Au lendemain du scrutin, nombreux furent les anciens du parti qui voulaient sa peau, et à tout le moins l'écarter de la direction du Likoud. Déprimé, il s'en sortit grâce à l'intervention d'amis « proches », comme Reuven Rivlin, successeur de Shimon Peres à la présidence, Gideon Sa'ar et Dan Meridor, anciens ministres qui, comme tant d'autres, ne seraient jamais payés de retour⁶³.

Le 12 juin 2006, il s'était réveillé à la vie quand le Hezbollah avait capturé les deux réservistes Goldwasser et Regev. La deuxième guerre du Liban commençait et, pour Netanyahou, l'espoir d'une résurrection politique renaissait. Voyant le Premier ministre s'écrouler dans les sondages et sombrer dans les scandales, il avait réendossé l'habit de « protecteur de la nation », rappelant à chaque occasion ses

années de service dans la glorieuse Sayeret Matkal, quitte à en rajouter et « inventer » des récits jamais prouvés le « montrant », pendant la guerre du Kippour, aux côtés des vaillants généraux Ariel Sharon et Ehoud Barak. Dans le même esprit, il s'était entouré, à la veille des élections de 2009, de deux généraux bien connus (Yossi Peled et Ouzi Dayan) ainsi que d'un ancien chef de la police, Assaf Hefetz, à qui il avait promis le poste de ministre de la Sécurité intérieure. Une promesse non tenue, comme tant d'autres. Les téléspectateurs n'en avaient pas cru leurs yeux en le voyant, à quelques jours du scrutin, donner une conférence de presse en compagnie de Youval Rabin, le fils du Premier ministre assassiné. Homme d'affaires, celui-ci était venu dire tout le bien qu'il pensait de la politique économique de Netanyahou quand il était ministre des Finances. Certes, il n'était pas allé jusqu'à appeler à voter pour l'ancien contempteur de son père mais, en dévoilant qu'il allait donner sa voix à Ehoud Barak qui avait repris la direction du parti travailliste, il avait rendu bel et bien service à Bibi : craignant une victoire de Tzipi Livni, le chef du Likoud souhaitait amenuiser son score en renforçant Barak qui pêchait ses voix dans les mêmes eaux électorales que la patronne de Kadima.

À un moment, il avait envisagé de former un gouvernement de coalition avec Livni. Mais Sara ne l'aimait pas. Et puis, défaut rédhibitoire pour un couple habitué depuis des années à des repas gastronomiques et des vins fins : elle ne savait pas cuisiner⁶⁴. Ils s'en étaient aperçus lorsque l'ancienne ministre d'Ehoud Olmert les avait invités dans son modeste appartement de Tel-Aviv pour tenter de briser la glace entre eux. Mais ils étaient tombés des nues quand celle-ci leur avait assené qu'à son avis la question palestinienne était de loin plus urgente que l'affaire iranienne et la course des ayatollahs de Téhéran vers l'arme nucléaire. « Elle est complètement à côté de la plaque », avait murmuré Sara en sortant. Bibi, qui ne la contredisait jamais, avait acquiescé⁶⁵.

Ce couple, qui avait traversé des moments difficiles au début de leur union, travaillait en duo : lui, le roi ; elle, la reine. Suspicieux frisant la parano, Bibi et Sara avaient coupé les ponts avec d'autres « princes » du parti qui leur faisaient de l'ombre, comme Benny Begin, Dan Meridor, Ouzi Landau et Reuven Rivlin. Inséparables, ils formaient avec leurs deux fils, Yaïr et Avner, le noyau dur d'un premier cercle d'intimes qui comprenait les deux avocats de la famille : David Shimron et Itzhak Molkho. En deuxième position, il y avait le cercle des riches amis américains à la tête desquels trônaient Ron Lauder, des cosmétiques du même nom, et Sheldon Adelson, le milliardaire de Las Vegas. Le premier finançait, à sa demande, l'institut de recherches d'orientation droitière Shalem. Le second frappait très

fort : il créa à son intention l'archi-loyal quotidien gratuit *Israel Hayom* (« Israël aujourd'hui ») dont les tirages fantastiques mirent sérieusement en péril le plus grand journal du pays, *Yediot Ahronot*. Puis venait le cercle des hommes à tout faire, comprenant l'avocat Yossi Cohen, chargé des « zones d'ombre », Nathan Eshel, l'assistant personnel de Sara, et le confident de toujours de Bibi, Shlomo Fisher. À ce petit cercle de fidèles inconditionnels, on pourrait ajouter quelques compagnons de route occasionnels, comme le député Tzahi Hanegbi ou le juriste Ya'acov Neeman, qui le délivra de nombre d'affaires embarrassantes. Enfin, il y avait Avigdor Lieberman, directeur de cabinet durant son premier mandat de chef du gouvernement. « Ivet » avait fait un long chemin depuis : grâce à l'immigration russe et à de mystérieuses relations d'affaires dans l'ex-Union soviétique, il s'était constitué une « petite » fortune et, par-dessus tout, il était devenu le chef incontesté d'un parti incontournable : « Israël notre foyer », un parti « russe » de droite comme le Likoud mais sans ses simagrées religieuses.

En vue des élections du 10 février 2009, Netanyahu avait inscrit trois grands objectifs dans son agenda de futur chef de gouvernement : empêcher la nucléarisation de l'Iran, étouffer sans trop de casse le processus de paix avec les Palestiniens et, enfin, survivre au premier mandat de Barack Obama en espérant qu'il n'y en aurait pas de second. Il aurait pu en ajouter un quatrième, si évident qu'il n'y avait nul besoin de le mentionner : la poursuite de la colonisation et le maintien à leur place des « implantations sauvages ». Il était hors de question pour quelqu'un qui, comme lui, avait été nourri depuis sa tendre enfance au culte du Grand Israël de porter atteinte de quelque façon que ce soit à l'intégrité d'Eretz Israel, du moins du vivant de son père, l'historien ultranationaliste Benzion Netanyahu, qui mourrait à cent deux ans en 2012.

Alors que les sondages le plaçaient depuis plusieurs semaines en tête des intentions de vote, c'est Tzipi Livni qui rafla la première place avec 28 sièges, et c'est elle qui, théoriquement, devait être chargée par le président Shimon Peres de former le prochain gouvernement. Avigdor Lieberman lui ayant enlevé de nombreuses voix, Bibi se retrouva à la deuxième place avec 27 sièges, suivi par Lieberman précisément qui en obtint 15, devant Ehoud Barak et ses 13 députés travaillistes. Sans compter les religieux qui lui étaient acquis, Netanyahu était en mesure de réunir les 60 voix requises pour constituer une coalition en additionnant les siennes à celles de Barak et de Lieberman. Or ce dernier mit longtemps avant d'accepter de siéger avec le travailliste. Les deux éprouvaient certes la même antipathie pour les religieux, mais ils divergeaient sur la question des colonies. En réalité, si elle s'était livrée aux mêmes entourloupettes

politiciennes que Netanyahu, Livni aurait pu arriver aux mêmes résultats que lui. Elle se l'était interdit, laissant au chef de l'État, comme le voulait la loi, la prérogative de désigner le formateur du prochain gouvernement. Bibi était au bord de la crise de nerfs : Peres devait choisir entre sa camarade de parti, Tzipi Livni, favorite des médias, et lui, lointain héritier de Menahem Begin, l'ennemi juré de David Ben Gourion auquel Peres avait été si attaché.

Le président avait déjà aidé dans le passé Netanyahu à remonter en selle. C'était au lendemain de l'assassinat de Rabin, quand toute la classe politique le regardait comme un pestiféré. Bon prince cette fois encore, il vint à sa rescousse : considérant qu'il avait les meilleures chances de former une coalition large et stable, c'est à lui et non à Livni qu'il confia le soin de constituer un nouveau gouvernement.

Le 31 mars 2009, Netanyahu présenta son deuxième gouvernement devant la Knesset. C'était un gouvernement pléthorique de trente ministres et huit vice-ministres : Ehoud Barak garda la Défense, et Avigdor Lieberman obtint les Affaires étrangères. *Persona non grata* au Caire et à Amman et ignoré des capitales ouest-européennes, « Ivet » effectuerait de nombreux déplacements en Europe de l'Est, et contribuerait sans aucun doute au rapprochement avec la Russie et au resserrement des liens entre Poutine et Netanyahu.

On ne peut en dire autant de son adjoint, l'ancien ambassadeur à Washington Danny Ayalon, dont la maladresse avait été à l'origine d'un grave incident diplomatique, en janvier 2010, avec la Turquie. Les deux pays s'étaient ensuite trouvés au bord de la rupture, cinq mois plus tard, à la suite de l'abordage musclé en haute mer de la « flottille pour Gaza » par un commando de Tsahal. Parties des rivages turcs, les huit embarcations qui la composaient transportaient 700 militants propalestiniens décidés à briser le blocus de Gaza par l'armée israélienne. Huit personnes avaient été tuées et plusieurs autres blessées – dont plusieurs ressortissants turcs – au cours du raid. Tollé général dans les capitales. Des manifestations s'étaient organisées spontanément devant les ambassades et les consulats israéliens au cri de « Israël assassin ». À Paris, le journal *Libération* avait titré : « Israël, État pirate⁶⁶ ».

Sorte de « rite de passage » obligé pour tous les chefs de gouvernement israéliens nouvellement élus, Netanyahu attendit deux longs mois avant de se rendre à Washington pour une première rencontre avec Barack Obama, récemment élu lui aussi. Les deux hommes ne s'appréciaient pas, et leurs relations jusqu'au départ d'Obama de la Maison-Blanche en 2016 ne seraient pas un long fleuve tranquille, bien au contraire. Tout les séparait : l'un était un président suscitant l'admiration de tous, l'autre le chef de gouvernement d'un

pays jouissant de peu de sympathies dans le monde ; l'un, pragmatique et direct, préférant le dialogue aux menaces et la diplomatie à la guerre, l'autre, suspicieux et pessimiste, voyant le danger et les menaces partout ; l'un aspirant à pacifier les relations des États-Unis avec le monde musulman, l'autre à la tête d'un État enlisé dans un conflit quasi centenaire avec ses voisins arabes ; enfin, l'un était démocrate comme Jimmy Carter et Bill Clinton et n'avait pas caché sa préférence pour Tzipi Livni, l'autre prorépublicain, déçu par la défaite de John McCain et la victoire d'Obama.

Entouré d'une garde rapprochée qui comptait de nombreux Juifs, comme son chef de cabinet Rahm Emanuel et ses conseillers David Axelrod et Alan Solow, on disait le nouveau président des États-Unis peu sensible aux préoccupations israéliennes. La nomination d'Hillary Clinton à la tête du Département ne rassurait pas non plus Netanyahu. Malgré ses positions pro-israéliennes, il avait gardé de mauvais souvenirs de ses tête-à-tête avec son mari : « Ce type croit qu'il est une superpuissance et que nous sommes là pour le servir », avait confié Bill à son entourage à l'issue de leur première rencontre en 1996⁶⁷.

Sur un point cependant, Obama et Netanyahu se ressemblaient : ils étaient, l'un comme l'autre, des orateurs hors pair, éloquents et charismatiques. Passés tous deux par la prestigieuse université d'Harvard (après le MIT pour l'Israélien), Bibi pensait qu'il pouvait parler d'égal à égal au chef de la plus grande puissance du monde. C'était une erreur fatale, la même qu'avec Clinton.

La première partie de l'entrevue, en présence des conseillers, se passa correctement, les deux dirigeants s'étant rapidement mis d'accord sur la poursuite de l'aide financière américaine au programme antimissile « Dôme de fer » d'Israël ainsi que sur la gravité de la menace nucléaire iranienne. Le pays des ayatollahs avait signé en 1995 avec Moscou un accord sur la construction d'une centrale nucléaire à Bousheir. Le Kremlin s'était engagé également à fournir d'importantes quantités d'uranium et à former quinze ingénieurs atomistes iraniens par an. Sous la pression américaine et celle de la France, la Grande-Bretagne et l'Allemagne, Téhéran avait décidé en 2004 de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium. Mais, avec l'élection à la présidence en 2005 de l'extrémiste Mahmoud Ahmadinejad qui menaçait de rayer Israël de la carte, l'Iran avait relancé son programme d'enrichissement d'uranium et, selon les spécialistes, il pourrait disposer de l'arme nucléaire avant 2010⁶⁸. La communauté internationale s'en était émue et, le 23 septembre 2006, le Conseil de sécurité de l'ONU avait décidé d'un train de sanctions assez sévères contre le régime iranien. Grâce à une étroite collaboration avec la Corée du Nord, l'Iran disposait déjà d'un

impressionnant arsenal dans le domaine des vecteurs balistiques.

Durant son entrevue avec le président américain, le Premier ministre israélien ne s'attarda pas trop sur l'affaire iranienne, qui allait devenir dans les mois suivants son cheval de bataille préféré contre l'administration Obama. Resté seul avec Netanyahu après avoir invité les conseillers à quitter le Bureau ovale, le chef de la Maison-Blanche demanda tout de go à son interlocuteur l'arrêt immédiat de toute nouvelle construction en Cisjordanie et la reprise des négociations avec les Palestiniens suivant le schéma des deux États. Assommé par la brutalité de la requête, Bibi resta sans voix. « Un gel total, pas une seule brique, même à Jérusalem », précisa quelques instants plus tard Hillary Clinton⁶⁹.

Netanyahu était sous le choc. Ce qu'il craignait de pire était arrivé. À ses yeux, geler les constructions dans les Territoires où vivaient près de 350 000 colons, c'était prononcer l'arrêt de mort de la colonisation. Inacceptable. Au cas où Netanyahu ne se plierait pas à la volonté du président, renchérit quelques jours plus tard le *New York Times*, les États-Unis cesseraient d'opposer automatiquement leur veto aux résolutions anti-israéliennes du Conseil de sécurité de l'ONU. Netanyahu n'ignorait pas que, dans cette affaire, il n'avait pas le soutien de ses concitoyens : selon une enquête d'opinion publiée par les journaux, une majorité d'Israéliens étaient en faveur du gel des constructions dans les colonies, mais 63 % d'entre eux estimaient en même temps que le président des États-Unis menait une politique anti-israélienne⁷⁰.

Le 3 juin 2009, celui-ci effectua son premier voyage officiel au Moyen-Orient, qui le conduisit en Arabie Saoudite puis en l'Égypte. Évitant Israël, il prononça son fameux discours du Caire qui fut l'une des causes du déclenchement du Printemps arabe. À Jérusalem, ce fut la douche froide : « Israël a cessé d'être l'enfant gâté de l'Amérique », avait clamé Obama sous les applaudissements du public égyptien qui, peu de temps après, sortirait dans la rue, renverserait le régime d'Hosni Moubarak et installerait au pouvoir les Frères musulmans.

La machine de propagande du Likoud et ses relais en Diaspora se mirent immédiatement en branle pour ternir au maximum l'image d'Obama : le président aurait laissé entendre qu'Israël avait été créé à cause de la Shoah. Ses conseillers juifs le démentirent avec la plus grande fermeté. Ils admirent néanmoins que c'était une grave bétise de sa part de ne pas avoir inscrit Israël dans son programme de voyage.

À son retour à Washington, le président tenta de rectifier le tir en recevant les principaux leaders de la communauté juive et leur réaffirmant son engagement envers Israël. Mais cela ne suffit pas à ramener Netanyahu à de meilleurs sentiments : Barack Hussein

Obama est musulman. Il est l'ami des Arabes et l'ennemi d'Israël, disait-on autour de lui, en faisant ressortir exprès le deuxième prénom du président des États-Unis. Dans l'entourage d'Obama, on avait la même opinion détestable du Premier ministre israélien : un menteur, un charlatan, incapable d'affronter les risques et de prendre des décisions. « Il ne connaît que la force », lui disait-on.

Le 8 mars 2010, ce fut le clash : venu à Jérusalem pour tenter d'assainir l'atmosphère et préparer le terrain à la reprise des négociations avec les Palestiniens, le vice-président des États-Unis, Joseph Biden, fut informé par ses conseillers, alors qu'il était attendu à dîner chez Benyamin Netanyahu, que, contrairement aux promesses du Premier ministre, le gouvernement israélien venait d'annoncer la construction de 1 600 logements à Jérusalem-Est. C'était un camouflet sévère pour le vice-président américain, qui était pourtant un ami personnel de Netanyahu, et une humiliation pour le président Obama qui, informé, demanda l'annulation immédiate de la décision. Toutes les explications de Netanyahu sur le caractère strictement administratif de cette décision, prise sans son aval par un ministre de Shas, ne servirent à rien. Elles firent même rugir de colère Mahmoud 'Abbas, qui appela son peuple à manifester. Mis au courant par le président américain, les Européens – Nicolas Sarkozy le premier – dénoncèrent violemment le comportement du Premier ministre israélien, comparé par Tom Friedman, éditorialiste du *New York Times*, à « un ivrogne conduisant une voiture⁷¹ ». La presse israélienne ne fut pas en reste : « Bibi nous conduit à la catastrophe », « Bibi n'a pas changé, sa crédibilité est nulle », titraient les journaux⁷².

Quel ne fut donc pas l'immense soulagement de Netanyahu quand, au soir du 5 novembre 2010, il apprit qu'aux élections sénatoriales américaines les républicains avaient remporté une victoire très nette sur les démocrates. Ce fut le moment qu'il choisit pour commencer à multiplier ses avertissements à l'adresse de l'opinion américaine et occidentale contre les dangers mortels que faisait courir la nucléarisation de l'Iran à Israël, aux États du Golfe, voire à l'Europe.

Tout en étant très conscient de ces dangers, Obama voulait encore donner sa chance à la diplomatie et comptait sur les négociations en cours avec le régime de Téhéran pour l'amener à ralentir son programme nucléaire. Tel n'était pas l'avis de Netanyahu qui, à partir de 2011, ne cacha pas à Obama que l'État hébreu attaquerait l'Iran si les puissances restaient les bras croisés. C'était une éventualité que les spécialistes n'écartaient pas : l'armée israélienne, en plus de bombes H surpuissantes, disposait d'une cinquantaine de chasseurs-bombardiers F-15 I et F-16 I, en mesure d'accomplir des missions de bombardement nucléaire au-dessus du territoire iranien, ainsi que des fusées Jéricho-2 et Jéricho de longue portée, pouvant

atteindre toute cible ennemie située entre l'Algérie et le Pakistan⁷³.

Barack Obama, qui s'apprêtait à se représenter pour un nouveau mandat à la Maison-Blanche, connaissait sur le bout des doigts le potentiel militaire d'Israël. Il pensait que c'était une mauvaise idée que de vouloir intervenir militairement contre l'Iran pour neutraliser son programme nucléaire. Il savait que, sans le soutien logistique des États-Unis et sans leur parapluie nucléaire pour prévenir toute contre-attaque ennemie, Tsahal ne pouvait de toute façon atteindre l'ensemble des infrastructures atomiques iraniennes qui étaient dispersées sur tout le territoire⁷⁴.

Qu'à cela ne tienne : Netanyahou était résolu à y aller tout seul. Il avait le soutien de son ministre de la Défense, Ehoud Barak, qu'il avait, on ne sait comment, convaincu de la faisabilité de sa folle entreprise. Or les plus hauts gradés de l'*establishment* militaire et sécuritaire étaient contre. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, les va-t-en-guerre les plus dangereux et la militarisation de la société ne venaient pas des rangs de l'armée mais étaient des civils. Outre le chef d'état-major général Gaby Ashkenazy, le commandant des forces aériennes, le chef du Shin Bet et ses collègues du Renseignement militaire, le plus virulent de tous contre Netanyahou était le puissant directeur du Mossad, Meir Dagan. C'est lui qui avait la charge, depuis des années, du dossier iranien et c'est lui aussi dont les hommes étaient à l'origine de la plupart des « bugs » et des « pannes » qui avaient émaillé la mise en train du programme iranien. Guerre de l'ombre entre Mossad, CIA, DGSE, d'un côté, et services secrets iraniens, de l'autre. C'était une guerre de l'ombre également, cette fois en Israël même, entre chefs militaires pondérés et deux dirigeants politiques arrogants et incontrôlables. Cela eut lieu dans le plus grand silence des médias, auxquels il était strictement interdit de divulguer le moindre détail « non autorisé » sur le sujet.

Netanyahou et Barak pensaient déclencher leur opération fatidique dans le courant de l'année 2012, entre autres raisons parce que les généraux Ashkenazy, Dagan, Yadlin ainsi que Yoav Diskin devaient céder leurs places, cette même année, au terme de leurs mandats respectifs, à de nouveaux visages : le général Benny Gantz à l'état-major général, Tamir Pardo au Mossad, le général Avi Kochavi au Renseignement militaire, et Yoram Cohen au Shin Bet. Ils prirent conscience néanmoins que plusieurs personnalités politiques comme Tzipi Livni, Benny Begin et Dan Meridor avaient eu vent de l'opération qu'ils tramaient et qu'elles s'y opposeraient avec force. Le plus virulent de tous – ils n'allaient pas tarder à le savoir – n'était autre que le président Shimon Peres, l'homme le plus populaire d'Israël, celui notamment qui avait doté son pays de sa première centrale atomique. Sans hésiter, il fit cause commune avec Ashkenazy et Dagan contre

Netanyahou et Barak. Ceux-ci accusèrent le trio de tentative de putsch et menacèrent Peres des pires représailles s'il ne cessait de proférer ses critiques, même à huis clos. À quatre-vingt-douze ans et la tête sur les épaules, Peres n'était pas homme à se laisser intimider par les deux comparses... Il ne cacha d'ailleurs pas sa position au secrétaire américain à la Défense, Leon Panetta. Le ministre arriva en août 2012 à Jérusalem pour une visite qui, deux mois avant les élections présidentielles, avait tout l'air d'un voyage de la dernière chance pour empêcher un nouvel embrasement du Proche-Orient, cette fois aux conséquences beaucoup plus imprévisibles.

À ce moment-là, Peres avait décidé de fêter son anniversaire dans la petite bourgade de Yerouham, dans le sud d'Israël. Il y convia les trois grandes chaînes de télévision du pays et, devant la gravité de la situation, se répandit en interviews, réitérant toute sa confiance au président Obama. Interrogé sur une éventuelle attaque israélienne contre les infrastructures nucléaires iraniennes, il assena, du haut de son immense expérience de Premier ministre et de ministre de la Défense, cette sentence qui sonna comme un désaveu total de Netanyahou et de Barak : « Il est évident que nous ne pourrons le faire par nous-mêmes et que nous devons agir de concert avec l'Amérique⁷⁵. »

« Vous avez sauvé Israël », lui écrivirent plusieurs officiers généraux de Tsahal qui l'avaient vu à la télévision. C'était aussi le sentiment de cet homme qui, sa vie durant, avait bataillé pour garantir la sécurité de son pays. Il venait de couper l'herbe sous le pied de Netanyahou et de Barak. Ne s'avouant pas vaincus, ceux-ci essayèrent ensuite de l'empêcher de s'envoler pour les États-Unis où il devait être décoré par le président Obama : « Ils veulent me faire taire », raconta Peres à ses proches après une dernière requête des deux hommes lui demandant de ne pas évoquer en public, aux États-Unis, le nucléaire iranien.

Bibi n'allait cependant pas tarder à apprendre qu'au moment même où il sermonnait le président Peres en compagnie de Barak, celui-ci avait depuis longtemps tourné casaque et que désormais il considérait comme une grave erreur de s'éloigner des États-Unis et de vouloir agir seul contre l'Iran. « L'État hébreu n'est pas le Japon. Il ne pourra pas survivre à une contre-attaque nucléaire », expliqua-t-il au journaliste Ari Shavit, avec la même conviction que lorsqu'il soutenait le contraire quelque temps auparavant.

Poussant le bouchon plus loin encore, il se rendit, en septembre 2012, à Chicago où il fut accueilli très chaleureusement par le maire de la ville, Rahm Emanuel, qui était toujours le meilleur ami de Barack Obama. Bibi le considérait comme un dangereux gauchiste et, à l'évidence, n'aima guère les images montrant l'ancien chef de

cabinet d'Obama aux côtés de son ministre. Celui-ci n'en avait d'ailleurs plus pour longtemps au gouvernement. Il démissionna après son retour des États-Unis où, au grand dam de Netanyahu et de son ami Adelson, Barack Obama fut réélu, le 6 novembre 2012, à la Maison-Blanche. Gravement malade, le général Dagan confierait quelques semaines avant sa mort à ses proches⁷⁶ : « Ça a été la première fois de ma vie que j'ai eu terriblement peur pour la survie de mon pays. Netanyahu a mis réellement en danger l'existence de l'État juif⁷⁷. »

De nouvelles élections eurent lieu le 22 janvier 2013 en Israël. Netanyahu les gagna malgré ses déboires sur la crise iranienne et le vaste mouvement de contestation sociale de l'été 2011. Il perdit beaucoup de voix au profit du parti sioniste religieux « Foyer juif » de Naftali Bennett et du parti centriste *Yesh 'Atid* (« Il y a un avenir ») de l'ancien journaliste Yaïr Lapid, qui capitalisa sur le désarroi des classes moyennes. Barak ayant quitté la politique, Kadima et le parti travailliste écartés, le troisième gouvernement Netanyahu était plus à droite que les précédents : Avigdor Lieberman y garda le portefeuille des Affaires étrangères ; l'ancien chef d'état-major général Moshe Ya'alon y obtint la Défense ; Yaïr Lapid, les Finances ; et Naftali Bennett, les Affaires religieuses. Ce poste marginal n'allait cependant pas empêcher cet autre ancien de la Sayeret Matkal, qui s'était enrichi dans la high-tech, de peser de tout son poids sur les décisions qui lui tenaient le plus à cœur, comme l'expansion de la colonisation, l'amenuisement des pouvoirs de la Haute Cour de justice et le renforcement du caractère juif de l'État d'Israël au détriment des droits de ses minorités non juives.

Comme Ehoud Olmert et Ariel Sharon avant lui, Netanyahu eut aussi sa guerre de Gaza, entre juillet et août 2014. Survenant après la formation d'un gouvernement d'union nationale palestinien, elle fut déclenchée après l'enlèvement puis le meurtre, le 12 juin 2014, de trois adolescents israéliens, suivis par l'arrestation en Cisjordanie de 800 sympathisants du Hamas, parmi lesquels des membres de l'organisation relâchés en échange de la libération de Gilad Shalit en 2011. La tension monta d'un cran ensuite, après l'assassinat, le 2 juillet, par des extrémistes juifs d'un jeune Palestinien de Jérusalem-Est.

S'en saisissant comme prétexte, les mouvements paramilitaires islamistes lancèrent des salves de roquettes contre le territoire israélien, ciblant cette fois, en plus de Sderot et des villages frontaliers du Sud, de grandes villes comme Ashkelon, Ashdod et jusqu'aux environs de Tel-Aviv et Beersheba, situées à des dizaines de kilomètres de la bande de Gaza. En réponse à ces tirs, Israël lança l'opération *Bordure de protection* contre la bande de Gaza.

Elle débuta le 8 juillet par une première phase de bombardements aériens qui firent plus de 240 morts dans les rangs palestiniens. L'objectif de Tsahal était de mettre fin aux tirs de mortiers et de roquettes du Hamas, de détruire ses infrastructures militaires, en particulier les dizaines de tunnels creusés entre la bande de Gaza et la frontière israélienne. Cette phase une fois achevée fut suivie, le 17 juillet, par une opération terrestre après la tentative du Hamas de s'infiltrer en territoire israélien par un tunnel souterrain allant de Gaza jusqu'à la frontière ; un développement militaire très coûteux pour Tsahal, en hommes et en image. En outre, par crainte des tirs ininterrompus et de plus en plus précis du Hamas, les autorités demandèrent aux habitants des villages du Sud de quitter leurs domiciles et de se réfugier plus au nord. C'était une première dans l'histoire d'Israël depuis la guerre d'indépendance.

Selon l'ONU, 2 470 Palestiniens, dont 1 462 civils, trouvèrent la mort dans cette quatrième guerre de Gaza depuis 2005. Quant aux pertes israéliennes, elles se chiffrèrent à 66 soldats et 6 civils tués. C'était une disproportion caractéristique des guerres dites « asymétriques », mais qui résultait aussi de l'utilisation pour la première fois par Israël des missiles antimissiles « Dôme d'acier », tribut de l'ancien ministre de la Défense Amir Peretz à Sderot et aux villages du Sud dont il était issu. Homme maladroit qui prenait à l'envers les jumelles qu'on lui tendait lors d'exercices militaires, Peretz avait pris personnellement la décision de financer la fabrication de ces missiles alors que les experts de son ministère étaient contre.

Sous l'égide de l'Égypte et de l'Autorité palestinienne, un accord de cessez-le-feu fut trouvé le 26 août 2014. Il incluait, en plus de l'arrêt immédiat des hostilités, diverses dispositions favorables au Hamas, comme la réouverture de points de passage pour l'acheminement de l'aide humanitaire d'urgence à Gaza ainsi que l'extension à 12 milles de sa zone de pêche.

À cette date, Netanyahu était à nouveau plongé dans son duel avec Obama sur la question du nucléaire iranien. Certes, guère suivi par l'état-major, il n'était plus question pour lui d'une opération militaire contre les installations nucléaires du régime de Téhéran. Celui-ci avait signé, le 24 novembre 2013 à Genève, avec les États-Unis et leurs alliés un accord intérimaire réduisant les capacités de production de son programme nucléaire en échange d'une levée des sanctions. L'accord devait être finalisé le 14 juillet 2015 à Vienne après sa ratification par le Congrès américain. Ne s'avouant pas vaincu, le Premier ministre israélien décida alors, par un acte sans précédent et inconsideré, d'aller affronter chez lui le président des États-Unis et de convaincre le Congrès de ne pas avaliser l'accord discuté à Vienne. Joignant l'insulte à l'offense, l'ambassadeur d'Israël

Ron Dermer, qui de concert avec Sheldon Adelson et avec le président républicain de la Chambre des représentants John Boehner avait été à l'origine de l'invitation de Netanyahou, ne prit même pas la peine d'informer la Maison-Blanche de la venue de l'Israélien et du but de sa visite. Plusieurs voix juives et non juives, même au sein de l'AIPAC, demandèrent à Netanyahou d'annuler sa décision. Outre qu'elle risquait de jeter un sérieux coup de froid dans les relations entre les deux pays, elle divisait la communauté juive américaine et suscitait une vague de colère indescriptible dans les médias américains contre l'État hébreu. Une cinquantaine de représentants démocrates décidèrent de boycotter le discours, tandis que leur chef de file, Nancy Pelosi, se disait attristée par l'insulte faite à l'« intelligence des États-Unis ». Mais Bibi n'était pas homme à reculer ni à faire amende honorable. C'était la troisième fois depuis 1996 qu'il allait parler au Congrès. Seul Winston Churchill avait fait aussi bien.

C'est donc un Bibi vindicatif qui, le 3 mars 2015, prononça devant le Congrès l'un de ses plus beaux discours : se présentant comme un « émissaire du peuple juif » en « mission historique », il martela pendant quarante minutes que l'accord permettrait au programme nucléaire iranien de rester largement intact et faciliterait l'accès de l'Iran à l'armement nucléaire en moins d'un an. Il espérait que le Congrès voterait de nouvelles sanctions contre Téhéran, ce à quoi la Maison-Blanche était farouchement opposée, de peur que les négociations en cours en Suisse et en Autriche ne volent en éclats. Obama ne répondit pas directement à Bibi. Il laissa au département d'État le soin de commenter les propos du Premier ministre israélien qui « n'offrait rien de nouveau » et ne proposait « aucune alternative viable ».

En Israël même, en dehors de ses thuriféraires habituels au sein du Likoud et de l'extrême droite religieuse, les réactions furent ravageuses : au lieu d'investir tous ses efforts dans le renforcement de l'entente stratégique entre Israël et les États-Unis, commenta l'un de ses anciens conseillers qui préféra garder l'anonymat, « Netanyahou a détruit les fondements sur lesquels reposait cette entente. À la place de quoi, il accule nos meilleurs alliés à Washington, Joe Biden, Dennis Ross, Hillary Clinton et plusieurs autres, à traiter avec nous *ad nauseam* de questions secondaires comme l'avenir des implantations de Cisjordanie, le gel de la construction dans les implantations, etc. Il a irrité les Américains au point qu'ils ne veulent plus le revoir. C'est un fiasco à l'échelle historique⁷⁸ ».

Mais ni cet échec diplomatique retentissant ni les attaques à l'arme blanche d'Israéliens par des Palestiniens durant l'« Intifada des couteaux » dans les rues de Jérusalem, Tel-Aviv et partout ailleurs dans le pays n'entamèrent sérieusement la popularité de Netanyahou.

Le 17 mars 2015, Bibi, dont la longévité au pouvoir était en passe de dépasser celle de David Ben Gourion, remporta à nouveau les élections et forma le gouvernement le plus à droite de l'histoire d'Israël, avec notamment Naftali Bennett à l'Éducation et Avigdor Lieberman à la Défense. Forcé par Bennett de s'aligner sur ses positions extrémistes et désirant plaire aux ultraorthodoxes dont dépendait l'avenir de sa coalition, Benyamin Netanyahou laissa faire sa ministre de la Justice, Ayelet Shaked, du « Foyer juif », qui depuis son entrée en fonctions s'échinait à mettre au pas la Haute Cour de justice. Inébranlable, celle-ci annula début septembre 2017 la loi exemptant les ultraorthodoxes du service militaire. Ce faisant, elle remit en question l'accord conclu en 2015 entre le Likoud, Shas et l'Union du judaïsme de la Torah (ex-Agoudat Israel) concernant l'entrée des deux formations religieuses dans la coalition. D'ailleurs, il n'était pas du tout certain que la plus haute instance juridique du pays laisserait passer sans rechigner la loi dite de la nationalité donnant la préséance au caractère juif de l'État d'Israël aux dépens de son caractère démocratique. Autre projet en débat qui, tel un serpent de mer, revient à chaque nouvelle législature et qui, lui aussi, aura bien du mal à passer sous les fourches Caudines de la Haute Cour : la redéfinition de l'identité juive conformément aux critères exclusifs de la *halakha*.

Sur le plan des relations avec les Palestiniens, Netanyahou reste en principe attaché au schéma des deux États, l'un juif, l'autre arabe, mais exige, comme condition préalable à l'ouverture de négociations de paix avec l'Autorité palestinienne, la reconnaissance d'Israël en tant qu'État-nation juif. Simultanément, il intensifie le peuplement juif de la Cisjordanie, rendant plus aléatoire que jamais la création d'un État palestinien indépendant.

De source officielle, environ 400 000 colons vivaient en Cisjordanie en 2015, en plus des 210 000 habitants des quartiers juifs de Jérusalem-Est et de sa proche banlieue, auxquels il faudrait ajouter les quelques milliers de personnes installées dans les 97 implantations « sauvages » recensées par « La Paix maintenant »⁷⁹. Comme nous l'avons indiqué précédemment, c'est le Likoud qui, conformément à son idéologie du Grand Israël, a lancé véritablement la colonisation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza. Ainsi, de 1 900 colons sous les travaillistes, on est passé à 46 619 en 1986, puis à 152 577 sous le premier gouvernement Netanyahou en 1997 et, moins de vingt ans après, à 382 916 colons établis dans 125 colonies en 2015.

Plus que par leur nombre, les colonies ont beaucoup changé par leur aspect au cours des années : en 1977, elles comptaient un seul centre urbain, Kiryat Arba', la « capitale » de Gush Emounim, aux portes de Hébron. Une quarantaine d'années plus tard, 65 % des colons habitent des agglomérations citadines comme Ariel, Ma'aleh

Adumim, Modiin-Ilit, etc. Beaucoup d'immigrants de l'ex-Union soviétique y avaient été conduits, dans les années 1990, à leur arrivée en Israël, mais actuellement une bonne partie de leurs habitants sont des ultraorthodoxes de Jérusalem et Bné Brak, sans motivation politique ni idéologique bien définie.

Ils ne sont pas les seuls : de nombreux jeunes couples non religieux sont dans leur cas, profitant du coût très avantageux des logements dans les colonies. Quant au noyau dur des colons « idéologiques » des années 1970 et 1980, ils ne représentaient en 2015 que 5 % des habitants. Selon les observateurs de « La Paix maintenant » qui suivent assidûment leurs faits et gestes, leurs enfants et petits-enfants seraient bien plus radicaux que leurs parents et moins respectueux qu'eux de l'ordre public. À ce titre, ils ne se distinguent guère des « jeunes des collines », portés comme eux sur des considérations messianiques justifiant la présence juive dans les Territoires.

Enfin, après avoir été quelque peu déstabilisés en 2005 par la décision de Sharon d'ériger une « barrière de sécurité » englobant les « blocs d'implantations » susceptibles de rester aux mains d'Israël, les pouvoirs publics ont repris la construction d'implantations hors de cette frontière virtuelle : en 2015, 170 000 colons y habitaient, contre 214 000 à l'intérieur des blocs d'implantations en question.

Appelant sans cesse à l'annexion pure et simple de la Cisjordanie, le « Foyer juif » de Naftali Bennett a fait approuver en février 2017 par la Knesset une loi dite de « régularisation ». Elle légalise, d'une part, les « colonies sauvages » et propose, d'autre part, aux propriétaires palestiniens des terres confisquées par les colons une compensation financière en échange de leur renoncement à toute procédure judiciaire. Une fois de plus, les députés du Likoud se sont alignés sur la position du parti extrémiste religieux. C'était une façon pour la droite israélienne de « profiter de l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche pour enraciner la présence juive en Judée-Samarie⁸⁰ ». Le 6 décembre 2017, le 45^e président des États-Unis la comble de joie en reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël et en annonçant le transfert dans la Ville sainte de l'ambassade américaine installée depuis 1948 à Tel-Aviv.

*1. Selon les sondages d'opinion cités par Khalil Shikaki (*op. cit.*, p. 35), 60 % des étudiants palestiniens se disaient, en 1997, en faveur de la poursuite d'actes terroristes contre Israël, mais 70 % de l'ensemble de la population était encore en faveur du processus de paix établi par les accords d'Oslo.

*2. Jibril Rajoub jura à Charles Enderlin qu'il n'avait jamais dit cela au ministre israélien (Charles Enderlin, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus*

de paix au Proche-Orient 1995-2002, Paris, Fayard, 2002, p. 285).

Épilogue

Ainsi donc, de tous les mouvements politiques qui ont vu le jour en Europe à la fin du XIX^e siècle et au début du siècle suivant, le sionisme est l'un des rares, sinon le seul, qui ait pu réaliser pleinement son objectif principal tel que fixé par son fondateur, Théodore Herzl : la création d'un « État des Juifs ». Cette « terre ancienne, terre nouvelle » s'est dotée d'une langue nationale, d'une culture florissante, d'institutions démocratiques fonctionnant sans accroc, d'une presse libre, d'une justice indépendante, d'une armée forte et suréquipée, d'universités et de centres de recherche renommés et d'une économie dynamique qui placent Israël parmi les meilleurs du monde dans le domaine de la haute technologie. En plus de ces performances exceptionnelles qui font la fierté de ses citoyens^{*1}, l'État hébreu a multiplié par dix sa population depuis sa naissance en 1948 et a absorbé, non sans peine, des communautés entières et dissemblables originaires des quatre coins de la planète. Grâce à ce flux continu d'immigrants dont les derniers en date sont venus de l'ex-Union soviétique, Israël, avec ses 9 millions environ d'habitants en 2017 (dont 6,5 millions de Juifs), est devenu le plus grand centre juif du monde, avant les États-Unis et loin devant l'Europe, l'Amérique latine et les pays d'Afrique et d'Asie où, sous l'effet conjugué de la décolonisation et des guerres israélo-arabes, toute vie juive a quasiment disparu. Certes, le sionisme n'a pu regrouper, comme il l'espérait, tout le peuple juif en Israël. Cependant, qu'on y adhère ou le rejette, l'État hébreu est devenu depuis la guerre des Six Jours un repère incontournable du monde juif, qui se réjouit de ses victoires, s'attriste de ses déboires et s'inquiète pour son avenir comme pour le sien propre. La distinction entre antisionisme et antisémitisme étant de plus en plus ténue dans certains milieux, les retombées de la politique israélienne atteignent de plein fouet les Juifs de la Diaspora, qui paient souvent dans leur chair le prix fort de leur attachement réel ou supposé à Israël, ou tout simplement le fait d'être juifs. L'une des excroissances les plus monstrueuses de l'interminable conflit israélo-arabe aura été en effet l'émergence d'un nouvel antisémitisme, de facture islamiste, celui-ci, comme nous l'avons mentionné, il y a une

dizaine d'années, dans un précédent ouvrage¹.

Cette haine de grande ampleur du Juif déborde le cadre géographique du Proche-Orient. Se nourrissant d'amalgames historiques, de théories complotistes et de pamphlets vengeurs publiés à chaque incident entre Israéliens et Palestiniens, elle submerge en effet le monde musulman dans son ensemble, et touche largement les villes européennes à forte population musulmane. Tout y passe : le Talmud, le Pentateuque – comparé à *Mein Kampf* dans une émission de la chaîne qatarie Al-Jazira – et l'ensemble des textes essentiels de la foi juive, réels ou fictifs, comme ceux évoqués par l'ancien ministre syrien de la Défense, Mustafa Tlass, dans son ouvrage *Fitr Sahyun* (« Le Pain azyne de Sion »). Réédité sans interruption depuis 1982, ce livre reprend à son compte l'accusation de meurtre rituel selon laquelle les Juifs utilisent du sang d'enfants non juifs pour la fabrication de leur pain pascal. D'ailleurs, le meurtre rituel n'est pas la seule accusation antijuive « empruntée » à l'antijudaïsme chrétien par les judéophobes musulmans. Appelant à leur rescousse les *Protocoles des sages de Sion*, les idéologues islamistes décrivent les Juifs comme les agents d'un vaste complot mondial qui, depuis la fin du XVIII^e siècle jusqu'à nos jours, cherchent par tous les moyens, seuls ou avec la complicité des chrétiens, à détruire la civilisation musulmane.

Empoisonneurs d'enfants dans les territoires palestiniens, les Juifs sont à l'origine de la diffusion de diverses maladies contagieuses dans le monde musulman, pour certaines mystérieuses, à l'exemple de celle qui emporta Yasser 'Arafat en novembre 2004. Auparavant, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, la revue scientifique égyptienne *al-Ilm*² avait accusé, le plus sérieusement du monde, des « touristes juifs » de passage en Afrique d'être à l'origine de l'épidémie de sida qui dévaste le continent noir.

Dramatique contretemps : cette dégradation désespérante des relations entre Juifs et musulmans dans le monde survient à un moment où le conflit israélo-arabe n'a jamais été aussi proche d'un dénouement que depuis les accords d'Oslo en 1993, même si Israéliens et Palestiniens sont toujours aussi méfiants les uns à l'égard des autres. Alors que l'Autorité palestinienne s'achemine vers un statut d'État membre des Nations unies, Israël achève sa révolution économique libérale entamée en 1985 et qui a abouti en 2010 à son admission à l'OCDE. Cette évolution a été accélérée par l'arrivée des immigrants soviétiques et l'entrée réussie dans l'ère des *start-up* et des pépinières technologiques. Elle a donné naissance à une classe moyenne considérable constituée d'entrepreneurs, d'ingénieurs, de banquiers, d'industriels, de fonctionnaires et de hauts diplômés dont les idées politiques et les idéaux sociaux sont à des années-lumière des préoccupations des colons de Cisjordanie.

Hors du Proche-Orient, tant qu'Israël n'a été que l'image du malheur juif, l'opinion occidentale (celle de gauche, plus particulièrement) n'a pas eu de mal à l'aimer, car elle retrouvait, incarnée dans le nouvel État, sa conception traditionnelle du Juif victime expiatoire de toutes les injustices sociales. La Shoah a porté à l'extrême ce sentiment de solidarité, et la victoire du *Yishouv* contre les Anglais et les Arabes fut perçue comme une juste réparation des souffrances subies par le peuple juif depuis deux mille ans. Cela étant, lorsque le 29 novembre 1947 les Nations unies ont préconisé la partition de la Palestine entre un État juif et un État arabe en Palestine, elles n'ont fait qu'entériner une réalité des choses existant sur le terrain : la mutation, au fil des ans, du Foyer national juif annoncé dans la déclaration Balfour de 1917 en une entité politique économiquement et militairement viable qui avait, sauf le nom, toutes les caractéristiques et tous les symboles d'un État.

Néanmoins le soutien à Israël s'est dissipé à partir de la guerre du Sinaï en 1956, quand l'État hébreu a rejoint les deux puissances coloniales, la France et la Grande-Bretagne, pour châtier le colonel Nasser d'Égypte. L'anticolonialisme et l'antiaméricanisme étant devenus depuis lors deux éléments dominants de l'idéologie bien-pensante occidentale, l'État hébreu victorieux de la guerre de juin 1967 avec ses velléités colonisatrices en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et allié indéfectible des États-Unis au Proche-Orient, n'allait pas tarder à voir la plupart de ses anciens amis socialistes se détourner de lui. À vrai dire, ils ont toujours eu beaucoup de mal à comprendre convenablement le sionisme, né du rapport croisé entre le national et le religieux ; un rapport qui, depuis l'arrivée du Likoud au pouvoir en 1977, n'a cessé de pencher vers le religieux. Ajouté au spectacle affligeant d'avions et de canons israéliens bombardant Beyrouth en 1982, puis aux excès de Goush Emounim qui conduisirent à l'assassinat d'Itzhak Rabin en 1995, cela a fini par éloigner aussi d'Israël beaucoup de Juifs de la Diaspora, qui critiquent ouvertement sa politique vis-à-vis des Palestiniens. Quand ils ne lui tournent pas complètement le dos, ils adhèrent, dans le meilleur des cas, aux nouveaux organismes transnationaux comme le New Israel Fund et JCall, le « réseau juif européen pour Israël et pour la paix », qui se distinguent de la plupart des institutions communautaires en ne défendant pas en toute circonstance la politique de l'État hébreu dans ses relations avec ses voisins.

Le 30 septembre 2016, les Israéliens assistèrent ébahis au ballet ininterrompu de dirigeants étrangers venus assister aux funérailles de Shimon Peres. De Barack Obama et Bill Clinton à François Hollande et Nicolas Sarkozy en passant par le roi d'Espagne, le prince Charles et Mahmoud 'Abbas, une centaine de délégations du monde entier ont

tenu à rendre hommage à l'ancien Premier ministre et président de l'État qui, durant sa longue carrière, a occupé tous les postes politiques majeurs de son pays. Cette affluence, à l'évidence, rend compte de l'immense prestige dont jouissait, à titre personnel, l'ancien Prix Nobel de la paix dans le monde, mais aussi, dans une certaine mesure, de la place qu'occupe l'État hébreu sur l'échiquier international. Ainsi, un an presque jour pour jour après ce grand rendez-vous mondial, le Premier ministre Benyamin Netanyahou pouvait se féliciter devant l'Assemblée générale de l'ONU des excellentes relations qu'Israël avait développées avec un nombre de plus en plus en grand de pays d'Europe de l'Est, d'Amérique latine, d'Afrique subsaharienne et d'Asie, dont la Chine et l'Inde, aux yeux desquelles l'État hébreu est un modèle d'innovation dans de nombreux domaines tels que l'agriculture, le high-tech, le traitement de l'eau et la cybernétique : « Après soixante-dix ans, a-t-il déclaré fièrement le 19 septembre 2017, le monde embrasse Israël et Israël embrasse le monde. »

De retour de New York, le Premier ministre alla honorer de sa présence l'inauguration du « jubilé de la libération de la Judée-Samarie, de la vallée du Jourdain et du plateau du Golan » organisé, à Goush Etzion, par les ministres Naftali Bennett et Miri Regev. C'était la célébration, non pas du 50^e anniversaire de l'extraordinaire victoire des Six Jours qui jouit toujours d'un consensus quasi général, mais de la conquête des territoires occupés, dont le sort est au cœur de toutes les disputes entre droite et gauche et entre laïcs et religieux. La présidente de la Haute Cour de justice, Miryam Naor, ne s'y est pas trompée quand elle a demandé aux membres du corps juridique de boycotter ces festivités autour d'un sujet aussi controversé.

« Pas une agglomération ne sera abandonnée », a déclaré à cette occasion M. Netanyahou, laissant entendre qu'il n'évacuerait jamais la Cisjordanie, la vallée du Jourdain et le plateau du Golan. Ses propos sont allés droit au cœur de la minorité des colons « idéologiques » (80 000 au grand maximum, sur un total de 400 000 colons selon certaines estimations) qui, depuis la mort d'Ariel Sharon, tiennent la dragée haute à tout gouvernement israélien avançant sur la voie de la paix et disposé à renoncer à la moindre parcelle de la Terre d'Israël. Le public réuni à Goush Etzion a sûrement noté avec satisfaction que le Premier ministre a employé le terme non pas de « colonie » ou d'« implantation », mais celui d'« agglomération », comme s'il s'agissait de n'importe quel village ou ville israélienne à l'intérieur de la « Ligne verte » ; une assimilation sémantique et une « légitimation » des Territoires appelés depuis des années « Judée et Samarie » dans toutes les publications officielles et dans la plupart des journaux comme si c'étaient des provinces « naturelles » de l'État hébreu. Il y

eut aussi un effort de « banalisation » des « colonies sauvages » (devenues « implantations non autorisées » ou « illégales »), comme si toutes les autres étaient légales alors qu'elles ne le sont pas du tout du point de vue du droit international³. Toujours dans un même esprit, après que la partie annexée de Jérusalem fut pendant longtemps nommée Jérusalem-Est, ce terme est tombé en désuétude ces derniers temps et la « capitale réunifiée » d'Israël n'est plus appelée que par le seul nom de Jérusalem, laissant entendre que tous ses habitants sans distinction jouissent des mêmes droits. Ce qui est loin d'être le cas, les 300 000 Arabes de Jérusalem-Est étant devenus des citoyens « invisibles », sans nationalité, tout en étant assujettis au droit civil et administratif israélien.

En octobre 1973, en pleine guerre du Kippour, Claude Lanzmann a tenté d'appréhender la très complexe réalité israélienne dans un film sensible et intelligent : *Pourquoi Israël ?* Plus de quarante ans après, on est en droit de se demander : « Où va Israël ? » Est-ce vers un État juif aux côtés d'un État palestinien ou vers un État englobant toute la Palestine ? Est-ce vers un État juif et démocratique ou vers un État d'apartheid dont tous les citoyens ne jouiraient pas des mêmes droits et dans lequel les Juifs auraient la préséance ? Enfin, est-ce vers un État « de tous ses citoyens » bénéficiant en principe des mêmes droits et où les Juifs deviendraient, à plus ou moins brève échéance, une minorité ?

Très conscient de ce questionnement, Shimon Peres, dernier père fondateur d'Israël, y a répondu, quelques semaines avant sa mort, dans un texte qui a valeur de testament :

Je crois de tout mon être aux vertus du sionisme, et à la décision historique de Ben Gourion d'accepter la résolution de l'ONU pour la partition de la Palestine. Ben Gourion avait compris qu'afin de préserver le caractère juif de notre État, il nous fallait défendre nos valeurs, car elles sont fondamentalement démocratiques. On apprend aux Juifs que tous les hommes sont nés à l'image de Dieu. Croyant à ce principe fondamental, un État juif doit opter pour la démocratie, qui exige une égalité pleine et entière entre Juifs et non-Juifs [...]. L'avenir du projet sioniste repose sur notre attachement à la solution des deux États. Le danger pour Israël, s'il abandonne cet objectif, c'est que les Palestiniens finissent par opter pour la solution d'un État unique. À cause de la démographie, ceci nous mettra face au choix de rester juifs ou de rester démocratiques. Ce qui n'est pas vraiment un choix. Perdre notre majorité juive, c'est perdre notre caractère juif. Renoncer à la démocratie, c'est abandonner nos valeurs

juives. Il nous faut préserver nos valeurs. Nous n'y avons pas renoncé même face aux chambres à gaz et aux fours crématoires. Nous avons vécu en Juifs, sommes morts en Juifs et relevés en tant que peuple juif libre. Nous n'avons pas survécu pour être seulement une « ombre de passage » dans l'Histoire, mais pour connaître une nouvelle genèse, devenir une nation résolue au *tikkoun olam*, à améliorer le monde⁴.

*1. Selon une enquête en 2016 de l'Institut israélien pour la démocratie, 81 % des citoyens étaient fiers d'être israéliens.

Notes

Avant-propos

1. Bernard Lazare, « La solidarité juive », *Entretiens politiques et littéraires*, 1890, p. 228-232.

2. « Discours au premier congrès sioniste », cité par Denis Charbit, *Sionismes. Textes fondamentaux*, Albin Michel, 1998, p. 23.

PREMIÈRE PARTIE

LA POSSIBILITÉ D'UNE TERRE

1840-1914

I

Nationalisme juif et retour à Sion

1. Sur toute cette question : Aviezer Ravitsky, *Messianism, Zionism and Jewish Religious Radicalism* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1997 ; Dov Shwartz, *Religious Zionism between Logic and Messianism* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1999.

2. Voir à ce sujet Yehoshoua Ben-Aryeh, « A Proposal to Purchase Palestine in the 1870s : A Fleeting Episode or a Sign of Times ? » (hébreu), in Ruth Kark (éd.), *Redemption of the Land of Eretz Israel. Ideology and Practice*, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1990, p. 64-79.

3. *Tranquilisation of Syria and the East. Observations and Practical Suggestions, in Furtherance of the Establishment of Jewish Colonies in Palestine, the Most Sober and Sensible Remedy for the Miseries of Asian Turkey*, Londres, 1845.

4. Israel Bartal, « George Gawler's Plan for Jewish Settlement in the 1840s : the Geographical Perspective » (hébreu), in Ruth Kark (éd.), *Redemption of the Land of Eretz Israel. Ideology and Practice*, op. cit., p. 51-63.

5. Simon Sebag Montefiore, *Jérusalem. Biographie*, Paris, Calmann-Lévy, 2011, p. 670.

6. *Ibid.*, p. 637.

7. *Rome and Jerusalem. A Study in Jewish Nationalism*, 1918, p. 43-44.

8. *Geschichte der Juden von den aeltesten Zeiten bis zur Gegenwart*. Une somme de treize volumes dont la publication a débuté en 1852, traduits en français entre 1882 et 1897.

9. *Ibid.*, p. 75.

10. *Ibid.*, p. 62.

11. *Ibid.*, p. 177.

12. *Ibid.*, p. 35-36.

13. A. François, *Aspects d'Henri Dunant, le bonapartiste, l'affairiste, le sioniste*, 1848, cité in Michael Graetz, *Les Juifs en France au XIX^e siècle. De la Révolution française à l'Alliance israélite universelle*, Paris, Seuil, 1989, p. 368-369.

14. Son titre exact : *Auto-émancipation* (1882). *Un cri d'alarme d'un Juif russe à ses congénères*, trad. fr. par André Néher, publiée en 1956 par l'Agence juive à Jérusalem.

15. Léon Pinsker, « Les Juifs, peuple élu de la haine universelle », cité in Denis Charbit, *Sionismes. Textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 41-46.

16. Sur les débuts de l'émigration juive en Palestine à la fin du XIX^e siècle, voir les études rassemblées par Mordechai Eliav, *Le Livre de la première 'Aliya* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1981.

II

La Palestine à la fin du XIX^e siècle

1. Sur les relations entre Juifs et musulmans jusqu'à la fin du XIX^e siècle, voir Amnon Cohen, *Juifs et musulmans en Palestine et en Israël, Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016 ; ainsi que Menahem Klein, *Lives in Common. A local history* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2015 ; Ya'acov Yehoshoua, *Notes of an Effendi Without Royalties* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2016.

2. Yehoshoua Ben-Aryeh, *A City Reflected in its Times. Jerusalem in the Nineteenth Century*, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1977, p. 403.

3. Menahem Klein, *op. cit.*, p. 54-56.

4. Yehoshoua Ben-Aryeh, *A Land Reflected in its Past. Studies in Historical Geography of Israel*, Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2001, p. 306.

III

Le baron Edmond de Rothschild et ses moshavot

1. Sur le baron de Rothschild et la Palestine, voir notamment Simon Shama, *Two Rothschild and the Land of Israël*, Boston, Knopf, 1978 ; Dan Giladi, « Le baron Rothschild et son système de tutelle en Palestine », in Mordechai Eliav, *op. cit.*, p. 179-206 ; I. Margalith et Y. Goldstein, « L'œuvre du baron Edmond de Rothschild, 1882-1893 » (hébreu), in Mordechai Eliav, *op. cit.* ; Ran Aaronson, *Baron Rothschild and the Colonies. The Beginnings of Jewish Colonization in Palestine* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1990 ; Elizabeth Antébi, *Edmond de Rothschild*, Paris, Éditions du Rocher, 2003.

2. Dan Giladi, « Rishon-LeZion sous l'égide du baron Rothschild, 1882-1900 » (hébreu), *Cathedra*, IX, 1979, p. 127-152.

3. Cité in Elizabeth Antébi, *op. cit.*, p. 194.

4. « Maison de Jacob, allons et partons », Isaïe 2, 3.

5. Joseph Salmon, « Le mouvement Bilu » (hébreu), in Mordechaï Eliav, *op. cit.*, p. 116-138.

6. Cité in Elizabeth Antébi, *op. cit.*, p. 204.

7. Sur ces administrateurs des *moshavot* du baron plutôt décriés dans les annales sionistes : Ran Aaronsohn, « Baron Rothschild's Officials, 1882-1890 » (hébreu), *Cathedra*, 74, décembre 1994, p. 162-178.

8. Cité in Elizabeth Antébi, *op. cit.*, p. 219-220.

9. « La vérité d'Eretz-Israël », in *Notes d'un premier voyage en Eretz Israel*, 1891, trad. fr. chez Denis Charbit, *op. cit.*, p. 393-396.

10. Voir à ce sujet le témoignage de Zeev Smilansky, « Jaffa change de visage », 1907, in Israel Bartal (éd.), *The Second Aliya, Studies* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1997, p. 238-240.

11. Sur tous ces changements : Ruth Kark, *Jaffa. A City in Evolution, 1799-1917*, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1990, p. 239-290.

12. Akiva Aryeh Weiss, « Bâtissons une nouvelle ville en Palestine », in Mordechaï Eliav, *op. cit.*, p. 241-243.

IV

Un nationaliste juif malgré lui : Théodore Herzl

1. Robert S. Wistrich, *The Jews of Vienna in the Age of Franz Joseph*, Oxford University Press, p. 380-420.

2. Carl E. Schorske, *Fin de siècle Vienna. Politics and Culture*, New York, Vintage Books, 1981, p. 150-157.

3. Cité in Robert S. Wistrich, *The Jews of Vienna in the Age of Franz Joseph*, *op. cit.*, p. 474.

4. Sur les relations des Rothschild avec Théodore Herzl et ses successeurs à la tête du mouvement sioniste : Mordechaï Naor, « Edmond de Rothschild and Zionism », *Studies in Zionism*, VII, 2, 1986, p. 185-197.

5. *Ibid.*, p. 22.

6. *L'État des Juifs*, Paris, La Découverte, 1990, p. 23.

7. *Ibid.*, p. 40.

8. *Ibid.*, p. 23.

9. *Ibid.*, p. 29.

10. *Ibid.*, p. 104.

11. *Ibid.*, p. 29.

12. *Ibid.*, p. 93.

13. *Ibid.*, p. 43-44.

14. Théodore Herzl, *Terre ancienne, Terre nouvelle*, trad. fr. 1931, rééd. in Israël. *Rêve d'une terre nouvelle*, textes réunis et présentés par Michel Abitbol et Guy Dugas, Paris, Omnibus, 1998.

15. Théodore Herzl, *Altneuland. Nouveau pays ancien*, Paris-Tel-Aviv, Éditions de l'Éclat, 2004, p. 133.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*, p. 177-178.

18. Sur le débat autour d'*Altneuland*, voir les excellentes remarques de Denis Charbit dans sa préface à Théodore Herzl, *Altneuland*, op. cit., p. 50-63.

19. Alex Bein, *Theodore Herzl. A Biography*, Philadelphie, The Jewish Publications Society, 1941, p. 504.

20. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993, p. 135.

21. *Archives israélites*, 21 février 1907, p. 58.

V

De Kichinev à Degania : le temps des pionniers

1. Voir à ce sujet : Zeev Tsahor, « Farmers and Labourers of the Second Aliya in Petah Tiqva » (hébreu), *Cathedra*, 10, janvier 1979, p. 142-150.

2. Sur cette première manifestation de la question « ethnique » qui accompagne comme son ombre depuis sa naissance l'État d'Israël : Yehouda Nini, « Yemenite Immigrants in Eretz-Israel, 1882-1914 » (hébreu), *Cathedra*, octobre 1977, p. 30-82.

3. Cité in Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et sionisme*, Paris, Fayard, 1996, p. 133-134.

4. Yitzhak Ben-Zvi, « Protectionnisme national et perspective prolétarienne », 1913, trad. fr. in Denis Charbit, *Sionismes. Textes fondamentaux*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 385.

5. Voir à ce sujet Derek Jonathan Penslar, « Zionist Settlement Policy on the Eve of World War I » (hébreu), *Cathedra*, 57, septembre 1990, p. 79-104.

6. Margalit Shilo, « Changing Attitudes... », art. cité, p. 109-122.

7. Sur les débuts de Degania, les travaux les plus complets sont ceux consacrés par Henry Near au mouvement kibboutzique. Voir notamment sa contribution sur le sujet publiée dans *Cathedra*, XVIII, 1981, p. 124-129.

8. Margalit Shilo, « The Language Controversy : a “Popular” Movement » (hébreu), *Cathedra*, 74, décembre 1994, p. 86-119.

9. Rahel Elboim-Dror, *L'Éducation hébraïque en Palestine*, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1986, t. 1, p. 373.

10. Sur l'« affaire Brenner », Anita Shapira, *Brenner. A Life* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2005, p. 19-26, ainsi que Avner Holtzman, « Self-Consciousness in the Literature of Eretz-Israel during the Second Aliya » (hébreu), in Israel Bartal (éd.), *op. cit.*, p. 367-385.

VI

Juifs et Arabes : les premiers accrocs

1. Citée in Henry Laurens, *Le Retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à 1997*, Paris, Robert Laffont, 1998, p. 86-88.

2. Najib Azouri, *Le Réveil de la nation arabe dans l'Asie turque*, Paris, 1906.

3. Sur ces premiers journaux palestiniens : Rashid Khalidi, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale*, Paris, La Fabrique, 2003, p. 195-199, ainsi que Nadine Picaudou, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, Bruxelles, Complexe, 2003, p. 30-34, et Mustafa Kabha, *The Palestinians. A People Dispersed* (hébreu), Tel-Aviv, The Open University Press, 2010, p. 13.

4. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 150-151.

5. Voir à ce sujet Jacques Jomier, *Le Commentaire coranique du Manar. Tendances modernes de l'exégèse coranique en Égypte*, 1954, p. 301-306.

6. Shmuel Moreh, « L'image de l'Israélien dans la littérature arabe depuis la création d'Israël » (hébreu), *The Arab-Israeli Conflict As Reflected by the Arab Literature*, Jérusalem, Van Leer Institute, 1975, p. 25-36.

7. Cité in S. Abraham, « The Jew and the Israeli in Modern Arabic Literature », *The Jerusalem Quarterly*, 2, hiver 1977, p. 119-136.

8. Voir à ce sujet Jacob M. Landau, « Accusations de meurtre rituel et persécutions antijuives en Égypte » (hébreu), *Sefunot*, V, 1961, p. 417-460.

9. Sylvia G. Haim, « Arabic Antisemitic Literature. Some Preliminary Notes », *Jewish Social Studies*, XVII, 1956, p. 307-314.

10. Sur cette littérature, voir notamment Georges Vajda, « Isra'iliyyat », *Encyclopédie de l'Islam* (2^e édition), IV, p. 212-213 ; Roberto Tottoli, « Origin and

Use of the Term Isra'iliyyat in Muslim Literature », *Arabica*, XLVI, 1999, p. 193-209.

11. Sur ce débat, G.H.A. Juynboll, *The Authenticity of the Tradition Literature. Discussions in Modern Egypt*, Leyde, E.J. Brill, 1969, p. 121-138 ; J.J.G. Jansen, *The Interpretation of the Koran in Modern Egypt*, Leyde, E.J. Brill, 1974, p. 18-34.

12. J.J. Jansen, *op. cit.*, p. 27.

13. Voir sur cette question l'article liminaire de Ronald L. Nettler, « Early Islam, Modern Islam and Judaism : The Isra'iliyyat in Modern Islamic Thought », in Ronald L. Nettler, Suha Taji-Farouki (éds), *Muslim-Jewish Encounters Intellectual Traditions and Modern Politics*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 1998, p. 1-14 ; Hugh S. Galford, « Sayyid Qutb and the Qura'nic Story of Joseph », in *ibid.*, p. 39-64 ; William M. Brinner, « An Egyptian Anti-Orientalist » (hébreu), in Hava Lazarus-Yafeh, *Muslim Authors on Jews and Judaism. The Jews among their Muslim Neighbours*, Jérusalem, The Zalman Shazar Center for Jewish History, 1996, p. 247-266.

14. G.H.A. Juynboll, *op. cit.*, p. 131.

15. Isaac Epstein, « La question disparue », 1907, in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 338, 344.

16. Moshe Smilansky, « Les intérêts nationaux de notre peuple sont prioritaires », *Hapo'el Hatsa'ir*, janvier 1908, trad. fr. in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 346-371.

17. Cité in Yossef Gorni, *The Arab Question and the Jewish Problem* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1985, p. 52.

18. Ya'acov Zeroubavel, « Relations de voisinage », 1915, in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 398.

19. Arthur Koestler, *Promise and Fulfillment. Palestine 1917-1949*, Londres, MacMillan and Co, 1949, p. 33-34 ; trad. fr. *Analyse d'un miracle*, rééd. en poche chez Circé, 1998, p. 66.

20. Yossef-Haïm Brenner, *Nerfs*, nouvelle traduite de l'hébreu par Michel Eckhard-Elial, Paris, Noël Blandin, 1991, p. 12.

21. Y.H. Brenner, *Journal*, 1913, cité in Ehud Ben-Ezer, *op. cit.*, p. 122.

22. Israel Bartal, « Cossack and Beduin : A New National Imagery » (hébreu), in Israel Bartal (éd.), *op. cit.*, p. 482-483.

23. George Mosse, « Max Nordau, le libéralisme et le nouveau juif », in Delphine Bechtel, Dominique Bourel et Jacques Le Rider, *Max Nordau, 1849-1923*, Paris, Cerf, 1996, p. 10-29.

24. Sur ce sujet, nous renvoyons à l'étude exemplaire d'Anita Shapira, *Le Glaive de la colombe* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1992, p. 84-122 ; et dans sa version anglaise : *Land and Power. The Zionist Resort to Force, 1881-1948*, Oxford University Press, 1992, p. 53-82.

25. Nous empruntons cette définition à Oz Almog, *The Sabra. A Profile* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1997, p. 124.

DEUXIÈME PARTIE

LA PALESTINE SOUS MANDAT BRITANNIQUE

1914-1948

VII

Le jeu anglais pendant la Première Guerre mondiale et la déclaration Balfour

1. Nathan Efrati, *The Jewish Community in Eretz. Israel during World War I (1914-1918)* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1991, p. 16-43.

2. La meilleure biographie de Chaim Weizmann, appelé à devenir le premier président de l'État d'Israël, est celle de Yehuda Reinharz, *Chaim Weizmann. The Making of a Statesman*, Oxford University Press, 1993.

3. Cité in Simon Sebag Montefiore, *op. cit.*, p. 775-776.

4. Sur ces accords, voir la très récente étude de James Barr, *Une ligne dans le sable. Le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient*, Paris, Perrin/Ministère de la Défense, 2017.

5. Cité in Y. Reinharz, *op. cit.*, p. 22.

6. *Ibid.*, p. 26.

7. Ministère des Affaires étrangères (Paris), *Guerre 1914-1918, Sionisme*, vol. 1199 : lettre de Georges-Picot au ministre des Affaires étrangères, Alexandre Ribot, Le Caire, 5 mai 1917.

8. Sur les relations du Quai d'Orsay avec les dirigeants sionistes, Catherine Nicault, *La France et le sionisme, 1897-1948*, Paris, Calmann-Lévy, 1992, p. 74-84.

9. Cité in Y. Reinharz, *op. cit.*, p. 204.

10. *Palestine Royal Commission Report*, Londres, 1937, p. 17 (trad. fr. in A. Koestler, *op. cit.*, p. 33-34).

11. Simon Sebag Montefiore, *op. cit.*, p. 793-795.
12. Tom Segev, *Palestine under the British* (hébreu), Jérusalem, Kéter, 1999, p. 56-59.
13. Cité in Simon Sebag Montefiore, *op. cit.*, p. 800.
14. Edwin Samuel, *A Lifetime in Jerusalem*, Jérusalem, Israel Universities Press, 1970, p. 53.
15. Sur les débats idéologiques suscités par l'enrôlement dans la légion juive, voir Anita Shapira, *Berl. A Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2000, p. 127-141.
16. Voir à ce sujet Michel Abitbol, *Les Deux Terres promises. Les Juifs de France et le sionisme (1897-1945)*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2010, p. 59-63.
17. Y. Reinharz, *op. cit.*, p. 272-276.
18. Cité in Tom Segev, *op. cit.*, p. 100.
19. Yehoshoua Porath, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement, 1918-1929*, Londres, Frank Cass and Co, 1974, p. 38.
20. Henry Laurens, *op. cit.*, p. 268-272.
21. Tom Segev, *op. cit.*, p. 103-104.
22. Tom Segev, *op. cit.*, p. 105-121 ; Henry Laurens, *op. cit.*, p. 291-297.
23. Lettre de Jacques Bigard à Joseph Néhama, 3 mai 1918, citée in Z. Sjakowski, « La question sioniste devant la Conférence de la paix » (hébreu), *Shivat Zion*, IV, 1955-1956, p. 247.
24. Voir à ce sujet Michel Abitbol, *op. cit.*, p. 68-82.
25. Y. Reinharz, *op. cit.*, p. 317-319.
26. Tom Segev, *op. cit.*, p. 120.
27. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 347.
28. *Id.*

VIII

Promesses et désillusions :

1920-1932

1. Philip Mattar, *The Mufti of Jerusalem al-Hajj Amin al-Husayni and the Palestinian Movement*, New York, Columbia University Press, 1988, p. 1-18.
2. Gideon Biger, *Crown Colony or National Homeland. British Influence upon Palestine, 1917-1930. A Geo-Historical Analysis* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak

3. Y. Reinhartz, *op. cit.*, p. 349.

4. Voir à ce sujet Michel Abitbol, *Histoire des Juifs*, Paris, Perrin, 2013, p. 504-505.

5. Anita Shapira, *Berl, op. cit.*, p. 316.

6. Michael Aran, « Negotiations for the Palestine Electric Company Concession » (hébreu), *Cathedra*, décembre 1982, p. 133-176.

7. D'après Yehoshoua Ben-Arieh, *A Land Reflected in its Past, op. cit.*, p. 426.

8. Sur les vicissitudes du Bataillon du travail et les débats qui précédèrent sa liquidation : Anita Shapira, *Berl, op. cit.*, p. 227-231 ; Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 305-330.

9. Rachel Hart, *So Close, so Far Away. Jewish-Arab Relations in Jaffa and Tel-Aviv, 1881-1930* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2014, p. 214-215.

10. Tom Segev, *op. cit.*, p. 146-151.

11. D'après les chiffres établis par Doris Bensimon et Eglal Errera, *Israéliens. Des Juifs et des Arabes*, Bruxelles, Complexe, 1989, p. 325.

12. Sur les efforts intenses déployés par Weizmann en vue de la fondation de l'université de Jérusalem, Yehuda Reinhartz, « Laying the Foundation for a Hebrew University in Jerusalem : the Role of Chaim Weizmann (1913-1914) » (hébreu), *Cathedra*, décembre 1987, p. 123-146.

13. Cité in Aryeh Goren, « Judah L. Magnes and the Early Years of the University » (hébreu), in *History of the Hebrew University*, sous la dir. de Shaül Katz et Michael Heyd, Jérusalem, The Magnes Press, 1997, p. 365-367.

14. A.J. Sherman, *Mandate Days. British Lives in Palestine, 1918-1948*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1997, p. 49.

15. Lettre de l'éducateur Stewart Henry Perowne à son père, le 26 mai 1925, citée in A.J. Sherman, *op. cit.*, p. 72-73.

16. A. Koestler, *op. cit.*, p. 42-44.

17. Cité in Zeev Sternhell, *op. cit.*, p. 111.

18. Cité in Oz Almog, *op. cit.*, p. 296.

19. Haim Arlozoroff, « Les événements de mai », 1921, cité in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 555-556.

20. Sur Martin Buber et sa vision des relations judéo-arabes, nous avons désormais l'œuvre magistrale de Dominique Bourel, *Martin Buber. Sentinelle de l'humanité*, Paris, Albin Michel, 2015.

21. Martin Buber, « La voie sainte », 1918, in Denis Charbit, *op. cit.*,

p. 172-173.

22. Hugo Bergman, « La question de l'identité nationale d'Israël », 1920, cité in *ibid.*, p. 294.

23. Martin Buber, « L'esprit de l'Orient et le judaïsme », 1916, in *ibid.*, p. 372.

24. Voir à ce sujet Alain Dieckhoff, « Max Nordau, l'Occident et la question arabe » in Delphine Bechtel, Dominique Bourel et Jacques Le Rider, *op. cit.*, p. 285-296.

25. Ze'ev Jabotinsky, « L'Orient », 1926, in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 377-378.

26. V.Z. Jabotinsky, « La morale de la muraille de fer », in *ibid.*, p. 538.

27. *Ibid.*, p. 539.

28. *Ibid.*

29. Voir sur ce point l'excellente analyse d'Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993, p. 254-257.

30. *Ibid.*, p. 541-542.

31. *Ibid.*, p. 545.

32. A.J. Sherman, *op. cit.*, p. 75-77.

IX

Le tournant de 1929

1. Une immense littérature a été consacrée à ce sujet. Parmi les études les plus récentes et les plus complètes, voir Hillel Cohen, *1929. Year Zero of the Jewish-Arab Conflict* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2005 ; A.J. Sherman, *op. cit.*, p. 78-81 ; Tom Segev, *op. cit.*, p. 258-269 ; Henry Laurens, *op. cit.*, p. 388-398.

2. D'après le rapport officiel de la commission parlementaire d'enquête nommée au lendemain des émeutes : *Report of the Commission on the Palestine Disturbances of August 1929*, Londres, 1930, p. 65.

3. A.J. Stewart, *op. cit.*, p. 85.

4. Rudolphe Peters, *Islam and Colonialism. The Doctrine of Jihad in Modern History*, La Haye, Mouton, 1979, p. 100.

5. Josef Lang, « The 1929 Riots » (hébreu), *Cathedra*, 47, mars 1988, p. 143, note 41.

6. Alfred Berl, « L'enquête palestinienne. Juifs, Arabes, Chrétiens, Anglais », *Paix et Droit*, novembre 1929, p. 1-3.

7. Y. Gorni, *op. cit.*, p. 278-290 ; Anita Shapira, *Land and Power* (hébreu),

Tel-Aviv, Am Oved, 2002, p. 256-262.

8. Y. Gorni, *op. cit.*, p. 290-293.

9. Cité in Alain Diekhoff, *op. cit.*, p. 265-276. Anita Shapira, *Land and Power*, *op. cit.*, p. 266-276.

10. Cité in Denis Charbit, *op. cit.*, p. 533.

X

Les années fatidiques 1933-1939

1. Nous suivons ici l'analyse d'Oz Almog, *op. cit.*

2. Cités in Anita Shapira, *Israel*, *op. cit.*, p. 134.

3. *Ibid.* (9 décembre 1933).

4. Sur cette question épineuse, Tom Segev, *op. cit.*, p. 308-309.

5. *Palestine Royal Commission Report*, 1937, p. 240.

6. 900 à 1 000 mètres carrés.

7. Rashid Khalidi, *op. cit.*, p. 285.

8. Yehoshoua Porath, *The Palestinian Arab National Movement, 1929-1939*, Londres, Frank Cass and Co, 1977, p. 134-139 ; Rudolph Peters, *Islam and Colonialism*, *op. cit.*, p. 97-98.

9. Sur cette grève et la révolte arabe, voir notamment Barbara Kalkas, « The Revolt of 1936. A Chronicle of Events », in Ibrahim Abu-Lughod, *The Transformation of Palestine*, Evanston, Northwestern University Press, 1971, p. 237-274.

10. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 497.

11. Sur cette question très controversée : Benny Morris, *Jews and Arabs in Palestine-Israel, 1936-1956* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2000, p. 42-57, ainsi que Yossi Katz, *A State in the Making. Zionist Plans for the Partition of Palestine and the Establishment of a Jewish State* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 1972, p. 68-85.

12. Rashid Khalidi, *op. cit.*, p. 286-287.

13. Cité in Tom Segev, *op. cit.*, p. 312.

14. Simon Sebag Montefiore, *op. cit.*, p. 858.

15. Henry Laurens, *op. cit.*, p. 540.

XI

La Palestine déchirée

Anglais, Arabes, Juifs : l'empoignade finale

1. D'après le compte rendu conservé dans les archives diplomatiques italiennes que cite Daniel Carpi, « The Mufti of Jerusalem, Amin el-Husseini and his Diplomatic Activity During World War II (October 1941-July 1943) », *Studies on Zionism*, VII, 1983, p. 101-103 ; voir aussi, sur cette question, Klaus Gensicke, *The Mufti of Jerusalem and the Nazis. The Berlin Years*, Londres, Valentin Mitchell, 2007.

2. Cité in Juliette Bessis, *La Méditerranée fasciste. L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981, p. 335.

3. Khalil Sakakini, *Kadha Ana Ya Dunya* (28 juillet 1942), p. 211.

4. *Ibid.*, p. 212.

5. *Ibid.*, p. 216-217.

6. *Ibid.*, p. 222.

XII

Le 29 novembre 1947 et après

1. Motti Golani, *Zion in Zionism. The Zionist Policy and the Question of Jerusalem 1937-1949* (hébreu), Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1992, p. 46-54.

2. Avi Shlaim, *The Iron Wall. Israel and the Arab World*, Londres-New York, W.W. Norton and Company, 2001, p. 32 ; Rémi Kauffer, *La Saga des Hachémites*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2009, p. 574-575 ; Yossi Goldstein, *Golda. Biography* (hébreu), Beersheba, Ben Gourion University of the Negev Press, 2012, p. 227-228.

3. Nous suivons pour le déroulement des événements militaires les travaux abondamment documentés de Benny Morris, *1948. A History of the First Arab-Israeli War* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013, ainsi que, du même auteur, *Righteous Victims. A History of the Zionist-Arab Conflict, 1881-2001*, New York, Vintage Books, 2001 ; Yoav Gelber, *Independence versus Nakba* (hébreu), Kinéret, Zmora-Bitan, Dvir Publishing House, 2004 ; Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2008.

4. Benny Morris, *1948-A History of the First Arab-Israeli War*, *op. cit.*, p. 193 ; sur cette activité de Golda Meir, voir Y. Goldstein, *op. cit.*, p. 242-245.

5. Sur l'influence exercée par David Marcus sur Ben Gourion, Michael Bar-Zohar, *Ben Gourion, l'homme derrière la légende* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013, p. 264-265.

6. Yoav Gelber, *op. cit.*, p. 49.
7. David Ben Gourion, *Journal de guerre*, t. I, Tel-Aviv, Dvir, 1982, p. 185.
8. Sur les atermoiements britanniques durant les derniers mois du Mandat, Motti Golani, *The British Mandate for Palestine, 1948. War and Evacuation* (hébreu), Jérusalem, The Zalman Shazar Center for Jewish History, 2009.
9. Cité in Benny Morris, 1948, *op. cit.*, p. 123.
10. Khalil Sakakini, *op. cit.*, p. 233-234.
11. Ben Gourion, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 340.
12. Motti Golani, *Zion in Zionism*, *op. cit.*, p. 86.
13. Sur le plan Daleth, voir Henry Laurens, *op. cit.*, p. 650-655.
14. Sur cette première controverse entre Ben Gourion et les chefs de la Hagana, Michael Bar-Zohar, *op. cit.*, p. 267-268.
15. Sur ce massacre, voir l'étude exhaustive de Benny Morris qui établit que le nombre de tués arabes était beaucoup plus bas que ce qui avait été publié jusque-là (un peu plus de 100 morts et non 250) et que, contrairement à la thèse généralement admise, « il n'y a eu aucun massacre organisé à grande échelle » (Benny Morris, « L'historiographie de Deir Yassin », *Cités*, n° 18, 2004, p. 121-162).
16. Ben Gourion, *Journal de guerre*, *op. cit.*, p. 378.
17. *Ibid.*, p. 381.
18. A.J. Sherman, *op. cit.*, p. 238.
19. Sur ces chiffres, Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem 1947-1949* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1991, p. 179.

TROISIÈME PARTIE

LES ANNÉES FASTES

1948-1967

XIII

L'indépendance et la guerre

1. Sur l'ambiance fiévreuse de cette journée, voir le témoignage de Zeev Sharef, qui fut le premier secrétaire du gouvernement : *Three Days*, Londres, 1962, p. 268-275.

2. Pour une version complète de la Déclaration d'indépendance d'Israël : Henry Laurens, *op. cit.*, p. 172-174, ainsi que Claude Klein, *Le Caractère juif de l'État d'Israël*, Paris, Éditions Cujas, 1977, p. 153-155, et Frédéric Encel et François Thual, *Géopolitique d'Israël. Dictionnaire pour sortir des fantasmes*, Paris, Seuil, 2004, p. 421-423.

3. Ben Gourion, *Journal de guerre*, t. II, *op. cit.*, p. 416, ainsi que Tuvia Friling et Denis Peschanski, *David Ben Gourion, Journal 1947-1948. Les secrets de la création de l'État d'Israël*, Paris, La Martinière, 2012, p. 357.

4. Cité in Benny Morris, *op. cit.*, p. 219.

5. Cité in Yoav Gelber, *op. cit.*, p. 203.

6. D'après les informations parvenues à Ben Gourion (*Journal de guerre*, t. II, *op. cit.*, p. 451).

7. Benny Morris, 1948, *op. cit.*, p. 248.

8. « L'unité était formée de soldats venus de Chypre qui voulaient se battre mais ne savaient pas comment, et de soldats du Yishouv qui ne savaient ni ne voulaient se battre », écrit Ben Gourion à propos des combattants de Latroun (*ibid.*, p. 487). Sur le « contre-mythe » de Latroun, voir Anita Shapira, « Historiography and Memory, Latroun, 1948 », *Jewish Social Studies*, III, 1, 1996, p. 20-61.

9. Ben Gourion, 1948, *op. cit.*, p. 454.

10. Sur cet incident, voir les détails fournis par Benny Morris (*op. cit.*, p. 269-270).

11. Yoav Gelber, *op. cit.*, p. 220.
12. Sur cette affaire qui a fait couler beaucoup d'encre, voir notamment Michael Bar-Zohar, *op. cit.*, p. 298-307.
13. Benny Morris, *op. cit.*, p. 342-343.
14. Sur ces discussions, Benny Morris, *op. cit.*, p. 343-348 ; Michael Bar-Zohar, *op. cit.*, p. 349-350.
15. Sur les discussions interarabes au sujet de Falouja, Yoav Gelber, *op. cit.*, p. 276-280.
16. Benny Morris, *op. cit.*, p. 368-374.
17. *Ibid.*, p. 391.
18. Yitzhak Rabin, *Mémoires*, Paris, Buchet-Chastel, 1980, p. 39.
19. Ben Gourion, *Journal de guerre*, *op. cit.*, t. II (29 mai 1949), ainsi que Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, Paris, Calmann-Lévy, 1998, p. 56.
20. Tom Segev, *ibid.*, p. 38.
21. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 97.
22. Yoav Gelber, *op. cit.*, p. 291-292.
23. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 725.

XIV

Construire un État juif et démocratique

1. Sur cette problématique, sur laquelle nous reviendrons longuement par la suite : Ilan Greilsammer, *Israël. Les hommes en noir*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1991.
2. Jugement cité in Élie Barnavi, *Israël au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1982, p. 92 ; Claude Klein, *op. cit.*, p. 267-270.
3. Élie Barnavi, *op. cit.*, p. 93-94.
4. Zvi Zameret, « Ben-Zion Dinur : Between Statism and Voluntarism in Education », in Mordechai Bar-On (éd.), *The Challenge of Independence. Ideological and Cultural Aspects of Israel's First Decade* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1999, p. 45-61.
5. Cité in Nir Kedar, *Ben Gourion et la Constitution* (hébreu), Bar-Ilan University Press, 2015, p. 48.
6. Sur ce point, Claude Klein, « La constitution, encore la constitution », *Les Temps modernes*, 63^e année, novembre-décembre 2005, p. 163-164.
7. Sur ce point, Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, Paris, Seuil, 1997,

8. Claude Klein, « La Cour suprême et le système judiciaire », in Alain Dieckhoff (dir.) *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, p. 51-60.

9. Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, op. cit., p. 139-151.

10. *Ibid.*, p. 144-145.

11. Paul Giniewski, « Allemagne et Israël [Le traité de réparations israélo-allemand du 10 septembre 1952] », *Politique étrangère*, XIX, 2, 1954, p. 211-226.

12. Michael Bar-Zohar, op. cit., p. 560-561, ainsi que Avi Shilon, *Ben Gourion. Épilogue* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013, p. 63-68.

13. Sur cet épisode de la vie politique israélienne, voir Eyal Kafkafi, *Truth or Faith. Yitshak Tabenkin as Mentor of Hakibbutz Hameuhad* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1992.

14. Ilan Greilsammer, op. cit., p. 75-60.

XV

Faire d'un vieux peuple une nation

1. Zeev Sharef, *Three Days*, Londres, 1962, p. 279.

2. Dvora Hacohen, *Immigrants in Turmoil. The Great Wave of Immigration to Israel and its Absorption, 1948-1951* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben Tsvi Publications, 1994, p. 10 ; Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, op. cit., p. 120.

3. *Encyclopedia of Zionism and Israel*, Herzl Press/McGraw-Hill, New York, 1971, p. 539.

4. Haim Gouri, *Face à la cage de verre. Le procès Eichmann*, Jérusalem, 1961 (1962).

5. Tom Segev, *Le Septième Million*, Paris, Liana Levi, 1993.

6. Idith Zertal, *La Nation et la Mort. La Shoah dans le discours et la politique d'Israël*, Paris, La Découverte, 2004.

7. L'image du mouvement sioniste n'est guère sortie grandie de ces débats, qui ont eu néanmoins pour mérite de donner un véritable coup de fouet à la recherche universitaire sur « le Yishouv et la Shoah », devenu, au cours des années 1990, l'un des sujets phares de la recherche historique israélienne sur la Seconde Guerre mondiale. Parmi les travaux les plus importants, il y a lieu de mentionner ceux de Dina Porat, *An Entangled Leadership. The Yishouv and the Holocaust 1942-1945* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1986 (rééd. 2004) ; Hannah Jablonka, *Foreign Brethren. Holocaust Survivors in the State of Israel, 1948-1952* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994 ; *The State of Israel vs Adolf Eichmann* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2001 ; Hava Eskoli, *Silence. Mapai and the Holocaust 1939-1942* (hébreu), Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994 ; Yechiam Weitz, *Aware but Helpless. Mapai and the Holocaust*

1943-1945 (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994.

8. Cité in Yoav Gelber, *Les Porteurs de drapeau* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1983, III, p. 18.

9. Shlomo Sitton, *Israël. Immigration et croissance*, Paris, Éditions Cujas, 1958, p. 240.

10. Sur les dernières années de la communauté juive en Irak, voir Michel Abitbol, *Le Passé d'une discorde*, Paris, Perrin, 1999, p. 430-438, ainsi que Dvora Cohen, *op. cit.*, p. 71-77.

11. Cité in Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 212-213.

12. Itzhak Raphael, *Not Easily Came the Light* (hébreu), Tel-Aviv, 1981, p. 75.

13. Cité in Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 199.

14. Yaron Tsur, *A Torn Community. The Jews of Morocco and Nationalism 1951-1954* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2001, p. 258-260 ; Haim Saadoun, « Aliya from Tunisia during the Struggle for Tunisian Independence » (hébreu), *Pe'amim*, n° 89, 1989, p. 103-125.

15. Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 143.

16. Cité in *ibid.*, p. 217.

17. Yaron Tsur, in Shlomo Sitton, *Israël. Immigration et croissance*, Paris, Éditions Cujas, 1958, p. 269-272.

18. Avi Picard, *Cut to Measure. Israel's Policy Regarding the Aliyah of North African Jews, 1951-1958* (hébreu), Ben Gourion University of the Neguev Press, 2013, p. 100-103.

19. Cité in Haim Malka, *La Sélection* (hébreu), Tel-Aviv, Tal, 1998, p. 81.

20. *Haaretz*, 22 mars 1951, cité in Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 187-189.

21. *Ibid.*

22. Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 339.

23. *Ibid.*, p. 334-362.

24. Dvora Cohen, *op. cit.*, p. 301-305.

25. Voir à ce sujet Orit Rozin, *The Rise of Individual in 1950s Israel. A Challenge to Collectivism*, Waltham, The Brandeis University Press, 2011, p. 125-136.

26. Sur ce médecin et son activité : Yaron Tsur, *op. cit.*, p. 332-333, et Avi Picard, *op. cit.*, p. 145-147.

27. Yaron Tsur, *op. cit.*, p. 334.

28. Cité in Haim Malka, *op. cit.*, et par Sami Shalom Chetrit, *The Mizrahi Struggle in Israel. Between Oppression and Liberation, Identification and Alternative 1948-2003* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2006, p. 66-67.

29. Avi Picard, *op. cit.*, p. 141-142, et Dvora Hachohen, *op. cit.*, p. 309-310.

30. Haim Malka, *op. cit.*, p. 88-91.

31. Avi Picard, *op. cit.*, p. 129-130.

32. Yaron Tsur, *op. cit.*, p. 383-388.

33. Pour une analyse passionnante et très vivante de cette opération, voir l'ouvrage bourré d'informations inédites d'Agnès Bensimon, *Hassan II et les Juifs. Histoire d'une émigration secrète*, Paris, Seuil, 1991.

34. Cité in Zvi Zameret, *Across a Narrow Bridge. Shaping the Education System During the Great Aliya* (hébreu), Sdé Bokern, Ben Gourion University of the Negev Press, 1997, p. 77-78.

35. Sh. Sitton, *op. cit.*, p. 172.

36. Moshe Lissak, *Essais sur l'histoire sociale d'Israël* (hébreu), Jérusalem, The Bialik Institute, 2009, p. 172-178.

37. Cité in Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, *op. cit.*, p. 218.

38. Sur les émeutes de Wadi Salib, Itai Nagari, *The Wadi Salib Protest. Developments, Causes and Impacts*, PhD dissertation, University of Haifa, 2012.

39. Ouri Cohen, « L'Université hébraïque et le renforcement des clivages socioethniques entre 1948 et 1958 » (hébreu), in Avi Bareli, Daniel Gutwein et Tuvia Friling (dir.), *Society and Economy in Israel. Historical and Contemporary Perspectives*, Ben Gourion Research Institute, Ben Gourion University of the Negev Press, 2005.

40. Voir à ce sujet Roni Stauber, *The Holocaust in Israeli Public Debate in the 1950s*, Londres, Valentine Mitchell Press, 2007.

41. Hannah Jablonka, *The State of Israel vs Adolf Eichmann* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot 2001, p. 194-206.

42. Anita Shapira, *Israel*, *op. cit.*, p. 250-251.

43. Zvi Zameret, « Zalman Aran et le système scolaire » (hébreu), in Zvi Zameret et Hannah Jablonka (dir.), *La Première Décennie 1948-1958*, Jérusalem, Yad Ithzak Ben-Zvi Publications, 2000, p. 62-77.

44. Sur cette question, voir Anita Shapira, *La Bible et l'identité israélienne* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2005.

45. Voir à ce sujet Elie Rekhess, *The Arab Minority in Israel. Between Communism and Arab Nationalism* (hébreu), Tel-Aviv, Centre Dayan, 1993.

46. Amos Oz, *Mon Michaël*, 1968, trad. fr. Paris, Calmann-Lévy, 1973.

XVI

La paix manquée Israël et les Arabes

1. Cité in Ben Gourion, *Journal de la guerre d'indépendance*, op. cit., à la date du 14 juillet 1949.

2. Mordechaï Bar-On, « La politique de défense d'Israël entre 1949 et 1959 », in Zvi Zameret et Hannah Jablonka (dir.), *La Première Décennie 1948-1958*, op. cit., p. 11-26.

3. Sur cette question, nous renvoyons aux travaux de Benny Morris, *Righteous Victims*, op. cit., p. 269-288, ainsi qu'à son étude exhaustive *Israel's Borders Wars, 1949-1956. Arab Infiltration, Israeli Retaliation and the Countdown to the Suez War* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2003.

4. Benny Morris, *Israel's Borders Wars, 1949-1956*, op. cit., p. 439.

5. *Ibid.*, p. 183-190.

6. Cité in Henry Laurens, op. cit., p. 766.

7. Jean Lacouture, *Nasser*, Paris, Seuil, 1971.

8. Benny Morris, *Righteous Victims*, op. cit., p. 275-80.

9. Cité in Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan. A Biography (1915-1981)* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2014, p. 92.

10. Zaki Shalom, « Strategy Debated : Arab Infiltration and Israeli Retaliation Policy in the Early 1950s » (hébreu), *Studies in Zionism, the Yishouv and the State of Israel*, I, 1991, p. 141-169.

11. Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan*, op. cit., p. 105.

12. Benny Morris, *Righteous Victims*, op. cit., p. 302-309 ; Mordechaï Bar-On, op. cit.

13. Sujet d'un nombre incalculable d'études, de reportages et de témoignages, citons parmi les livres consacrés aux relations entre Israël et la France au cours des années 1950 : Michael Bar-Zohar, *Suez ultra-secret*, Paris, Fayard, 1964, ainsi que, du même auteur, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Paris, Odile Jacob, 2007 ; Samy Cohen, *De Gaulle, les gaullistes et Israël*, Paris, Alain Moreau, 1974 ; Élie Barnavi et Luc Rosenzweig, *La France et Israël. Une histoire passionnelle*, Paris, Perrin, 2002 ; Tsila Hershko, *Entre Paris et Jérusalem : la France, le sionisme et la création de l'État d'Israël*, Paris, Honoré Champion, 2003 ; Frédérique Schilo, *France-Israël 1948-1959 : la grande alliance*, Bruxelles, André Versaille, 2012.

14. Pierre Razoux, op. cit., p. 140-145 ; Benjamin Pinkus, *From*

Ambivalence to a Tacit Alliance, Israel, France and French Jewry (hébreu), Beersheba, Ben Gourion University of the Negev Press, 2005, p. 377.

15. Shimon Peres, *Combat pour la paix. Mémoires*, Paris, Fayard, 1995, p. 140.

16. Henry Laurens, *op. cit.*, p. 816.

17. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 152.

18. Shimon Peres, *op. cit.*, p. 142.

19. *Ibid.*, p. 154-155. Shimon Peres revient longuement, dans ses Mémoires posthumes, sur ses négociations avec la France puis avec les États-Unis sur la question du nucléaire israélien (Shimon Peres, *Aucun rêve n'est impossible. Courage, imagination et la construction de l'Israël moderne*, Paris, Éditions Baker Street, 2017, p. 103-130. Voir aussi André Bendjebbar, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Paris, Le Cherche-Midi, 2000, ainsi que, du même auteur, « Israël, la France et la bombe atomique », in Michel Abitbol (dir.), *France and the Middle East. Past, Present and Future*, Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2004, p. 203-223.

20. Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan, op. cit.*, p. 142-143.

21. Propos rapportés par Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, Paris, Fayard, 1976, p. 209.

22. *Ibid.*, p. 212.

23. *Id.*

24. Sur le déroulement du reste des opérations militaires : Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 230-255 ; Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 152-171.

25. Shimon Peres, *David et sa fronde*, Paris, Stock, 1971, p. 239.

26. Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan, op. cit.*, p. 161, 175-176.

27. Sur l'histoire de cet ouvrage antisémite de triste renommée : Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les Protocoles des Sages de Sion*, trad. fr. par Léon Poliakov, Paris, Gallimard, 1967.

28. 'Abdallah al-Tall, *Khatr al-Yahudiyya al-'Alamiyya 'ala al-Islam wa-l-masihyya* (« La Menace du judaïsme mondial sur l'islam et la chrétienté »), Le Caire, 1964.

29. Voir sur tout ce sujet Y. Harkabi, *Arab Attitudes to Israel*, Jérusalem, Israel University Press, 1972, p. 218-300.

30. Nizar Qabbani, *Qasa'id*, 17^e édition, Beyrouth, 1973, p. 152-161.

31. Cité in Christopher Dobson, *Black September. Its Short, Violent History*, Londres, Robert Hale and Company, 1975, p. 19-20, ainsi que par Yehoshafat Harkabi, *The Palestinians from Quiescence to Awakening* (hébreu), Jérusalem, The Magnes Press, 1979, p. 30.

32. Mahmoud Darwich, *Palestine, mon pays. L'affaire du poème*, Paris, Éditions de Minuit, 1988 ; *La Terre nous est étroite et autres poèmes*, Paris, Gallimard, 1990.

33. Ibrahim Tuqan, « Le Feda'i », in *Palestiniens 1948-1998*, Paris, Autrement, coll. « Mémoires », 1998, p. 57, ainsi que Salma Khadra Jayyusi (éd.), *Anthology of Modern Palestinian Literature*, New York, Columbia University Press, 1992, p. 317-318.

34. Ghassan Kanafani, *L'Horloge et le Désert*, trad. Michel Seurat, Paris, Éditions Sindbad, 1977, p. 139.

35. *Ibid.*, p. 149.

36. Nahum Gross, « L'économie d'Israël, 1954-1967 » (hébreu), in Zvi Zameret et Hannah Jablonka (dir.), *La Seconde Décennie*, Jérusalem, Yad Ben-Zvi Publications, 2000, p. 29-46.

37. Shimon Peres, *David et sa fronde*, *op. cit.*, p. 79-99.

38. Conversation rapportée par Shimon Peres, *Ben Gourion. A Political Life. A Conversation with David Landau* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2011, p. 185-186.

39. Olivier Carré, *L'Idéologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 21-22.

40. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 900.

41. Michael Brecher, *Decisions in Crisis. Israel 1967 and 1973*, Berkeley, University of California Press, 1980 ; Shimon Shamir, « À l'origine de l'escalade de mai 1967. La thèse de la menace israélienne », in Asher Susser (éd.), *Six Days. Thirty Years, New Perspectives on the Six Day War* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1999, p. 56-75.

42. Tom Segev, *Israel in 1967* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2005, p. 22-25.

43. *Haaretz*, 15 juillet 1966 ; cité in Tom Segev, *op. cit.*, p. 76.

44. *Maariv*, 14 septembre 1966 ; cité in *ibid.*

45. Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 65, ainsi que Michael Bar-Zohar, *Ben Gourion*, *op. cit.*, p. 551-552.

46. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 295.

47. Michael B. Oren, *Six Days of War. June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Oxford University Press, 2002, p. 84.

48. Yitzhak Rabin, *op. cit.*, p. 57.

49. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 296-297.

50. Shimon Peres, *op. cit.*, p. 207.

51. Propos rapportés par Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 68-69.

52. *Ibid.*, p. 72.

53. Abba Eban, *Personal Witness*, Londres, Jonathan Cape, 1993, p. 372-7 ; Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, Paris, Plon, 1971, p. 469, ainsi que Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, 1968, et Samy Cohen, *op. cit.*

54. Abba Eban, *ibid.*, p. 377-379.

55. Cité in Michael Oren, *op. cit.*, p. 115.

56. Sur ce plan égyptien, voir *ibid.*, p. 106-121.

57. *Ibid.*, p. 120.

58. Asher Susser, « La Jordanie et la guerre des Six Jours » (hébreu), in Asher Susser (éd.), *op. cit.*, p. 102-112.

59. Cité in Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 310.

60. Abba Eban, *Mon pays. L'épopée d'Israël moderne*, Paris, Buchet-Chastel, 1975, p. 239.

61. Michael Oren, *op. cit.*, p. 152.

62. Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 313.

63. Michael Oren, *op. cit.*, p. 166-167.

64. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 203-204 ; M. Oren, *op. cit.*, p. 168.

65. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 324-325.

XVII

Six jours et la fin d'une époque

1. Cité in Michael Oren, *op. cit.*, p. 170.

2. *Ibid.*, p. 216-218.

3. Cité in Michael Oren, *op. cit.*, p. 90. Tom Segev, 1967, *op. cit.*, p. 365.

4. Michael Oren, *op. cit.*, p. 238.

5. Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 92-93.

6. Tom Segev, 1967, *op. cit.*, p. 390-391.

7. Sur cet incident, voir Michaël Oren, *op. cit.*, p. 264-271 ; Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 240-242.

8. Exemples cités in Tom Segev, 1967, *op. cit.*, p. 393-395, 426-430.

9. Sur cet « étrange confetti néocolonial français isolé au beau milieu de la Ville sainte », voir Vincent Lemire, « Le crépuscule de l'Algérie française à

Jérusalem », in Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017, p. 683-687.

QUATRIÈME PARTIE DE GUERRE EN GUERRE : ISRAËL, DE GOLDA À BEGIN 1970-1983

XVIII

De l'euphorie des Six Jours à la déprime du Kippour

1. Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand, *Israël, la mort en face*, Paris, Robert Laffont, 1975, p. 205.

2. Simon Epstein, *Histoire du peuple juif au XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1998, p. 298-302.

3. Mony Elkaïm, *Panthères noires d'Israël*, Paris, Maspero, 1972 ; Chlomo Malka, « Les Panthères noires, historique d'une révolte », *Les Temps modernes*, XXXVII, n° 394 bis, 1979, p. 315-326.

4. Mikhael Elbaz, « L'exil intérieur. Sur les Juifs orientaux en Israël », in *ibid.*, p. 199-250.

5. Sur ces rencontres, voir Avi Shlaim, *Le Mur de fer. Israël et le monde arabe*, Paris, Buchet-Chastel, 2007, p. 297-298.

6. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 370-371.

7. *Le Septième Jour. Dialogues de combattants de la guerre des Six Jours (recueillis parmi de jeunes membres de kibboutz)*, trad. par Eliahou Eilon, Paris, Plon, 1972, p. 166-167.

8. Golda Meir, *Ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1975, p. 386.

9. De nombreuses biographies furent consacrées à Golda Meir. La plus récente en français est celle rédigée par Claude-Catherine Kiejman, *Golda Meir. Une vie pour Israël*, Paris, Tallandier, 2015.

10. Golda Meir, *op. cit.*, p. 103.

11. Cité in Y. Goldstein, *op. cit.*, p. 489.
12. *Ibid.*, p. 491.
13. Meron Medzini, *Golda Meir and the Vision of Israel. A Political Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Edanim, 2005, p. 439-440.
14. Cité in Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 301.
15. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 417.
16. Ya'acov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970*, Columbia University Press, 1980.
17. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 420.
18. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 253-256.
19. Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 269.
20. Ya'acov Bar-Siman-Tov, *op. cit.*, p. 82.
21. Abba Eban, *op. cit.*, p. 486.
22. Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 320.
23. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 424.
24. Voir à ce sujet Ya'acov Bar-Siman-Tov, *op. cit.*, p. 196-199, ainsi que Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 313.
25. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 426.
26. Cité in Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 150.
27. Sur la biographie d'Arafat, voir Amnon Kapeliouk, *Arafat l'irréductible*, Paris, Fayard, 2004.
28. N. Picaudou, *op. cit.*, p. 151-154.
29. 33 tués, 160 blessés en plus de la perte de quatre chars de combat, trois half-tracks et un avion.
30. Olivier Carré, *L'Idéologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Colin, 1972, p. 21-23 ; Yehoshafat Harkabi, *The Palestinian Covenant and its Meaning*, Londres, Vallentine Mitchell, 1979 ; N. Picaudou, *op. cit.*, p. 150-151.
31. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 948.
32. Communiqué du VII^e Congrès national palestinien de juin 1970 ; cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 958-959.
33. Pour une analyse saisissante des réactions arabes à la défaite de juin 1967, voir notamment Fouad Ajami, *The Arab Predicament. Arab Political Thought and Practice Since 1967*, Cambridge University Press, 1993, ainsi qu'Abdallah Laroui, *Islam et modernité*, Paris, La Découverte, 1986, p. 81-96.

34. Nadim Bitar, *Min al-Naksa ila al-Thawra* (« De la naksa à la révolution »), cité in Fouad Ajami, *op. cit.*, p. 67.

35. Mohammed Jalal Kishk, *Al-Naksa wa-i-Ghazw al-Fikri* (« La naksa et l'invasion culturelle »), cité in *ibid.*, p. 62-65.

36. Cité de façon tronquée dans l'édition abrégée traduite en français des débats de la conférence : *Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes*, The Fourth Conference on the Academy of Islamic Research, Genève, Éditions de l'Avenir, 1974 ; elle est rapportée plus complètement par Yehoshafat Harkabi, *Les Leçons tirées par les Arabes de leur défaite* (hébreu), Tel-Aviv, 1969, p. 35-36.

37. Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 154.

38. Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 389.

39. Abba Eban, *Personal Witness*, *op. cit.*, p. 504-505. Sur ce débat, voir Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 323-323 ; Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 156-157 ; et Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 263-264.

40. Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 157.

41. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 271-272.

42. Y. Goldstein, *op. cit.*, p. 538-539.

43. Anouar el-Sadate, *À la recherche d'une identité. Histoire de ma vie*, Paris, Fayard, 1978, p. 335-336.

44. Itzhak Rabin, *op. cit.*, p. 169.

45. Golda Meir, *op. cit.*, p. 438.

46. Cette affaire est relatée en détail par l'ancien confident de Nasser, Mohamed Heikal, *The Road to Ramadan*, Londres, William Collins Sons and Co, 1975, p. 191-194.

47. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 241.

48. Cité in Y. Goldstein, *op. cit.*, p. 549.

49. Cité in Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 394.

50. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 348.

51. Williams Quandt, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, University of California Press, 1993, p. 102.

52. Abba Eban, *Personal Witness*, *op. cit.*, p. 514.

53. Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 399.

54. Cité in Golda Meir, *op. cit.*, p. 443-444.

55. *Ibid.*, p. 447.

56. Golda Meir, *op. cit.*, p. 449.

XIX

Un séisme : Kippour 1973

1. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 409.

2. David Landau, Arik. *The Life of Ariel Sharon*, New York, Vintage Books, 2014, p. 101-102. Il souligne notamment qu'à l'instar de Dayan, et contre l'avis de Gonen qui s'y opposait, Sharon pensait qu'il fallait commencer par sauver, en les évacuant de leurs fortins assiégés, les soldats de la ligne Bar-Lev.

3. Golda Meir, *op. cit.*, p. 454.

4. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 475.

5. Ariel Sharon, *Mémoires*, Paris, Stock, 1990, p. 363.

6. Sur cette menace qui ne fut jamais confirmée de source autorisée israélienne, voir Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 404-405 ; Y. Goldstein, *op. cit.*, p. 572-573 ; Shlomo Aronson, *Nuclear Weapons in the Middle East* (hébreu), Jérusalem, Hebrew University Magnes Press, 2014, p. 295-309. D'après une autre version des faits, Golda, appuyée par Allon et Galili, aurait rejeté vigoureusement la proposition de Dayan.

7. Sur cette bataille, voir Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 295-297.

8. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 372-373.

9. Henry Kissinger, *Sortie de crise. Kippour 1973, Vietnam 1975*, Paris, Fayard, 2003, p. 262.

10. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 378-379.

11. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 490.

12. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 304-305 ; Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 424-433 ; David Landau, *op. cit.*, p. 116-135.

13. Cité in Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand, *op. cit.*, p. 271.

14. Cité in Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 424.

15. Golda Meir, *op. cit.*, p. 459.

16. « Ceux qui ont donné cet ordre, expliquera-t-il plus tard dans une déclaration qui souleva un véritable tollé, n'ont pas compris la situation telle qu'elle prévalait sur le terrain. [...] Je ne pouvais accepter l'intervention de mes supérieurs dans des décisions d'ordre tactique avant qu'ils n'aient vu ce que je voyais. [...] Comme ils ne l'ont pas fait, je ne pouvais admettre cette interférence » (Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 394-395).

17. Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 427.

18. Henry Kissinger, *op. cit.*, p. 367-368.
19. Golda Meir, *op. cit.*, p. 469.
20. Sur les efforts déployés par Kissinger avant la réunion de la conférence de Genève, voir William Quandt, *op. cit.*, p. 137-139.
21. Jacques Jomier, « Le Coran et la guerre d'octobre 1973 », *Bulletin d'études orientales*, XXIX, 1977, p. 261-267.
22. Moshe Dayan, *op. cit.*, p. 522.
23. Selon Avi Shilon, *op. cit.*, p. 233.
24. Sur cette nouvelle configuration politique : Dan Soen, *Left, Right. From Dreams of Liberty and Justice to Ultrnationalism. The Israel Story* (hébreu), Haïfa, Pardès, 2015, p. 293-300.

XX

Un sabra à la tête du gouvernement : Itzhak Rabin

1. Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Paris, Odile Jacob, 2008, p. 229.
2. Itzhak Rabin, *Carnet de service* (hébreu), vol. 1, p. 419.
3. Cité in William Quandt, *op. cit.*, p. 154.
4. Itzhak Rabin, *Carnet de service*, *op. cit.*, p. 450.
5. Voir, à ce sujet, Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 342-347, ainsi que Henry Laurens, *op. cit.*, p. 1012-1013.
6. Cité in William Quandt, *op. cit.*, p. 164.
7. Itzhak Rabin, *Carnet de service*, *op. cit.*, p. 257.
8. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 1011.
9. Itzhak Rabin, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 197.
10. Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 236.
11. D'après les chiffres réunis par Fawzi Gharaibeh (*The Economics of the West Bank and Gaza Strip*, Boulder, Westview, 1985, p. 31).
12. Mohammed S. Khalidi, « Israeli Policy towards Economic Development in the West Bank and Gaza », in George T. Abed (éd.), *The Palestinian Economy*, 1988, p. 121-137.
13. Meron Benveniste, *The West Bank Data Project. A Survey of Israel's Policies*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research,

1984, p. 10-11 ; Fawzi Gharaibeh, *op. cit.*, p. 17-27.

14. David Hirst, *Une histoire du Liban*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2016, p. 171-180.

15. « Liban, le dernier sanctuaire », *Autrement*, septembre 1998, p. 136.

16. *Ibid.*, p. 138.

17. Voir, à ce sujet, Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 356-363, ainsi que Itzhak Rabin, *Carnet de service*, *op. cit.*, p. 503-506.

18. Itzhak Rabin, *ibid.*, p. 503.

19. Itzhak Rabin, *Mémoires*, *op. cit.*, p. 220. Sur le rôle prépondérant de Peres dans la préparation du raid, voir Michael-Bar Zohar, *op. cit.*, p. 238-256.

20. Sur ces développements, David Shaham, *Israel. 40 Years* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1991, p. 359-371.

21. David Shaham, *op. cit.*, p. 375-392.

22. Dan Soen, *op. cit.*, p. 377.

23. Sarah Ossetzky-Lazar, « Les Arabes israéliens, entre intégration nationale et changement politique », in Zvi Zameret et Hannah Jablonka, *Israël, trente ans après* (hébreu), Jérusalem, Yad Yitzhak Ben-Zvi Publications, 2008, p. 285-302.

XXI

Israël au temps du Likoud

1. Psaumes XXVIII, 6-9.

2. Amos Oz, *A Journey in Israel. Autumn 1982* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1983, p. 7-23.

3. Cité in Amnon Rubinstein, *Être un peuple libre* (hébreu), Tel-Aviv, Schocken Publishing House, 1977, p. 154.

4. Meron Benveniste, *op. cit.*, p. 61.

5. Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 370.

6. Sur ces contacts sous l'égide du roi du Maroc, Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 325-326.

7. *Ibid.*, p. 329.

8. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 445.

9. David Shaham, *op. cit.*, p. 400.

10. Anouar el-Sadate, *op. cit.*, p. 446-447.

11. *Ibid.*, p. 449.
12. Discours du président Sadate devant la Knesset, *in ibid.*, p. 455.
13. *Ibid.*, p. 461.
14. *Ibid.*, p. 458.
15. *Ibid.*, p. 465.
16. *Ibid.*, p. 467.
17. *Ibid.*, p. 469.
18. Michael Bar-Zohar, *Phoenix. Shimon Peres. A Political Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Miskal, 2006, p. 488.
19. David Shaham, *op. cit.*, p. 402.
20. Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 381.
21. William Quandt, *op. cit.*, p. 192-195.
22. *Ibid.*, p. 194-196.
23. Voir à ce sujet David Hirst, *op. cit.*, p. 183-185.
24. Benny Morris, *op. cit.*, p. 459-461.
25. Voir, sur les détails de cet accord tacite, Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 375.
26. David Shaham, *op. cit.*, p. 406-407.
27. Ezer Weizman, *The Battle for Peace*, Toronto, New York et Londres, Bantam Books, 1981, p. 334.
28. Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 337.
29. William Quandt, *op. cit.*, p. 177.
30. Moshe Dayan, *Paix dans le désert. Compte rendu personnel des négociations de paix égypto-israéliennes*, Paris, Fayard, 1981, p. 211-212 ; Eliahou Ben Elissar, *Désespoirs de paix, Les mémoires d'un ambassadeur d'Israël*, Paris, Ramsay, 2001, p. 197.
31. Mordechaï Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 340-341.
32. Boutros Boutros-Ghali, *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997, p. 192.
33. *Ibid.*, p. 187-188, ainsi que Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 388-389.
34. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, *op. cit.*, p. 213-214.
35. Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 200.
36. Pour le texte complet de cet accord et ses pièces annexes, voir Henry

37. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, *op. cit.*, p. 240.
38. Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 213.
39. David Shaham, *op. cit.*, p. 411.
40. William Quandt, *op. cit.*, p. 209-211.
41. Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 219.
42. William Quandt, *op. cit.*, p. 215.
43. Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan*, *op. cit.*, p. 346.
44. *Ibid.*, p. 218.
45. Moshe Dayan, *Histoire de ma vie*, *op. cit.*, p. 343.
46. *Ibid.*, p. 348.
47. Psaumes CXXVI.
48. Boutros Boutros-Ghali, *op. cit.*, p. 383.
49. Ezer Weizman, *op. cit.*, p. 382.
50. Eliahou Ben Elissar, *op. cit.*, p. 221.
51. David Shaham, *op. cit.*, p. 417.
52. Témoignage rapporté par David Kimche, *After Nasser, Arafat and Sadam Hussein. The Last Option*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991, p. 125.
53. Hillel Weiss, « Le sionisme laïque dit adieu à Massada (et au sionisme) », *Nekuda*, n° 178, 1994, p. 45-46.
54. Amos Oz, *A Journey in Israel*, *op. cit.*, p. 93-96.
55. « Trois cadeaux pour le monde et un pour Israël », *Nekuda*, n° 45, 1982.
56. Cité in Michael Feige, *op. cit.*, p. 56.
57. « De Kmelnytsky à Bitá », *Nekuda*, n° 120, 1988, p. 8 (lettre de lecteur).
58. Sur l'engouement archéologique de Goush Emounim, voir Michael Feige, *One Space, Two Places : Gush Emunim, Peace Now and the Construction of Israeli Space* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2002, p. 75-98.
59. *Nekuda*, n° 119, 1988, p. 48.
60. Pour reprendre le titre du beau livre d'Ilan Greilsammer, *Israël. Les hommes en noir*, *op. cit.*

61. Moshe Ben-Yossef (Hagar), « L'émancipation a d'ores et déjà détruit le troisième Temple », *Nekuda*, n° 84, 1985.

62. *Ibid.*, 59, p. 19-20.

63. Hagai Ben-Artzi, « Une attitude morale envers les Arabes », *Nekuda*, n° 84, 1985, p. 12-14 ; Menahem Froman, « Il est de notre devoir de rester fidèles à nos valeurs humaines », *Nekuda*, n° 119, p. 55.

64. Hanan Porath, « La coexistence est encore possible », *Nekuda*, p. 44.

65. Nous suivons à ce sujet l'analyse proposée par Mordechai Bar-On, qui a rédigé la meilleure étude sur le mouvement de la paix israélien dans un livre intitulé *In the Pursuit of Peace. A History of the Israeli Peace Movement*, Washington, United States Institute of Peace Press, 1996.

66. *Ibid.*, p. 178-180.

67. Sur cette opération, voir notamment Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 357-365.

68. David Shaham, *op. cit.*, p. 430.

69. *Ibid.*, p. 428.

70. Amos Oz, *op. cit.*, p. 31.

71. *Ibid.*, p. 32.

72. David Landau, *op. cit.*, p. 176.

73. Cité in Colin Schindler, *The Land Beyond Promise. Israel, Likud and the Zionist Dream : Power, Politics and Ideology from Begin to Netanyahu*, Londres, I.B. Tauris, 1995, p. 115.

74. Cité in Arye Naor, *Begin in Power. A Personal Testimony* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 1993, p. 262.

75. Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 481.

76. Shimon Shiffer, *Opération Boule de Neige*, Paris, JC Lattès, 1984, p. 65.

77. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War*, New York, Simon and Schuster, 1984, p. 32-33.

78. Voir, à ce sujet, David Kimche, *After Nasser, Arafat and Saddam Hussein. The Last Option*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991, p. 138-142.

79. Cité in David Landau, *op. cit.*, p. 173.

80. Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 490.

81. *Ibid.*, p. 489-500.

82. David Kimche, *op. cit.*, p. 144.

83. Cité in Arye Naor, *op. cit.*, p. 281.

84. *Ibid.*, p. 285.
85. Propos cités in Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*
86. *Ibid.*, p. 50-51, ainsi que Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 530.
87. Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 531.
88. Arye Naor, *op. cit.*, p. 271.
89. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 58.
90. Arye Naor, *op. cit.*, p. 213.
91. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 40, 59.
92. *Ibid.*, p. 74.
93. Shimon Shiffer, *op. cit.*, p. 152.
94. Colin Schindler, *The Land Beyond Promise. Israel, Likud and the Zionist Dream*, New York, 1995.
95. Cité in Ariel Sharon, *op. cit.*, p. 540.
96. David Hirst, *op. cit.*, p. 206.
97. Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 421.
98. Propos cités in David Landau, *op. cit.*, p. 182-184.
99. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 380-384.
100. David Hirst, *op. cit.*, p. 210.
101. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War*, *cit.*, p. 125-131.
102. Sur la bataille d'Ein Hilweh et les combats autour de Tyr et Sidon : *ibid.*, p. 132-150.
103. *Ibid.*, p. 168-169 ; Benny Morris, *op. cit.*, p. 528-529 ; Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 391-393.
104. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War*, *op. cit.*, p. 170.
105. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 193.
106. Cité in Colin Shindler, *op. cit.*, p. 150, ainsi que David Hirst, *op. cit.*, p. 222.
107. *Yediot Ahronot*, 21 juin 1982, cité in Colin Shindler, *op. cit.*
108. Colin Shindler, *op. cit.*, p. 150-151.
109. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 190.
110. *Ibid.*, p. 199.

111. Cité in David Kimche, *op. cit.*, p. 150.
112. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 227-229 ; Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 408-409 ; Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 212-214.
113. David Kimche, *op. cit.*, p. 156-157 ; Zeev Schiff et Ehud Yaari, *op. cit.*, p. 233-235.
114. David Hirst, *op. cit.*, p. 234.
115. Cité in Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 218.
116. David Landau, *op. cit.*, p. 205.
117. Avi Shlaim, *Le Mur de fer*, *op. cit.*, p. 432.
118. Daniel Gordis, *Menahem Begin. The Battle for Israel's Soul* (hébreu), Jérusalem, Keter Books, 2014, p. 222.
119. Cité in Arye Naor, *Begin in Power*, *op. cit.*, p. 343.
120. *Haaretz*, 5 juillet 1982 ; cité in Colin Shindler, *op. cit.*, p. 170.

CINQUIÈME PARTIE

LE TEMPS DES DOUTES

ET DES REMISES EN QUESTION

XXII

De Madrid à Oslo : l'improbable paix avec les Palestiniens

1. Voir ci-après.
2. Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 278.
3. Michael Bar-Zohar, *Phoenix. Shimon Peres. A political biography* (hébreu), *op. cit.*, p. 493-496.
4. *Ibid.*, p. 520 ; et trad. française, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 279.
5. Shimon Peres, *Combat pour la paix*, Fayard, 1995, p. 356.
6. Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 296.
7. Cité in *ibid.*, p. 307.
8. Yitzhak Shamir, *Ma vie pour Israël. Mémoires de combat*, Paris, Ramsay, 2000, p. 279-280.
9. Cité in Henry Laurens, *op. cit.*, p. 1085.
10. Voir ci-après.
11. Yitzhak Shamir, art. cité, p. 355.
12. Sur ces événements qui, le moins qu'on puisse dire, ne rehaussèrent pas la popularité de Peres dans l'opinion, voir Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 310-314.
13. Yair Sheleg, *The New Religious Jews* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2000, p. 104.
14. Sur ce réseau clandestin : Ehud Sprinzak, *Fundamentalism, Terrorism*,

and Democracy. *The Case of Gush Emunim Underground*, Occasional Paper, Washington, The Wilson Center, 1986.

15. Sur les débuts de cette organisation clandestine, voir aussi Ehud Sprinzak, « From Messianic Pioneering to Vigilante Terrorism. The Case of the Gush Emunim Underground », in David Rapoport (éd.), *Inside Terrorist Organizations*, Londres, Frank Cass, 1988, p. 194-218.

16. Haggai Segal, *Dear Brothers* (hébreu), Jérusalem, Keter Publishing House, 1987, p. 63-67.

17. Sur ce personnage, voir le témoignage de première main de Haggai Segal qui a trempé dans le complot (*op. cit.*, p. 36-46), ainsi que Gilles Kepel, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Seuil, 1991, p. 228-230.

18. Ishaq Diwan et Radwan A. Shaban, *Development under Adversity*, Washington, The World Bank, 1999, p. 2-3.

19. Mustafa Kabha, *op. cit.*, p. 280-282.

20. David Grossman, *The Yellow Wind*, New York, Picador, 2002, p. 67.

21. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Intifada*, Stock, 1991, p. 115-122.

22. Sur ce soulèvement, voir notamment *ibid.* ; Jean-François Legrain, en collaboration avec Pierre Chenard, *Les Voix du soulèvement palestinien, 1987-1988*, Le Caire, CEDEJ, 1991 ; Gad Gilbar et Asher Susser (éds), *Au cœur du conflit. L'Intifada* (hébreu), Tel-Aviv, Kibbutz Meuhad Press, 1992 ; Shaül Mishal et Reuben Aharoni, *Speaking Stones. Communiqués from the Intifada Underground*, Syracuse, New York, Syracuse University Press, 1994.

23. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Intifada*, *op. cit.*, p. 54.

24. *Ibid.*, p. 59-70.

25. Parmi la vaste littérature consacrée à l'islamisme palestinien en général, et au mouvement Hamas en particulier, citons notamment : Jean-François Legrain, « Mobilisation islamiste et soulèvement palestinien 1987-1988 », in Gilles Kepel et Yann Richard (dir.), *Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, Paris, Le Seuil, 1990, p. 131-166 ; Ziad Abu-Amr, « Hamas : A Historical and Political Background », *Journal of Palestine Studies*, XXII, 4, 1993, p. 5-19 ; Ziad Abu-Amr, *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza Strip*, Indiana University Press, 1994 ; Beverly Milton-Edwards, *Islamic Politics in Palestine*, Londres, Tauris, 1996 ; Meïr Litvak, « The Islamization of the Palestinian-Israeli Conflict : The Case of Hamas », *Middle Eastern Studies*, XXXIV, 1, 1998, p. 148-163 ; Anat Kurtz et Nahman Tal, *Hamas. Radical Islam in a National Struggle*, Tel-Aviv, The Jaffee Center for Strategic Studies, 1997 ; Andrea Nusse, « The Ideology of Hamas. Palestinian Islamic Fundamentalist Thought on Jews, Israel and Islam », *Studies in Muslim-Jewish Relations*, I, 1997, p. 97-123 ; Shaül Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas. Vision, Violence and Coexistence*, Columbia University Press, 2000 ; Julian Hammer, « Prayer, Hijab and the Intifada. The Influence of the Islamic Movement on Palestinian Women », *Islam and Christian-Muslim Relations*, XI, 3, 2000, p. 299-320 ; Matti Steinberg, « Religion et nationalisme dans la pensée du Hamas » (hébreu), in

Neri Horowitz, *Religion et nationalisme en Israël et au Moyen-Orient*, Tel-Aviv, Am Oved, 2002, p. 126-178 ; Sara Roy, « Hamas and the Transformation(s) of Political Islam in Palestine », *Current History*, CII, 2003, p. 13-20.

26. Shaül Mishal et Avraham Sela, *op. cit.*, p. 21.

27. Cité in Jean-François Legrain, *op. cit.*, p. 7.

28. Article 32. Les textes de la charte repris dans ce chapitre sont ceux publiés in *ibid.*, p. 152-166, et par S. Mishal et A. Sela, *op. cit.*, p. 175-199.

29. Article 22.

30. Coran, III, 118.

31. Article 28.

32. *Ibid.*

33. Article 7.

34. Exemple parmi de nombreux autres, le communiqué portant le n° 1 et daté de janvier 1988 s'ouvre ainsi, après la citation d'usage d'un verset de la sourate « La génisse » : « Ô *Murabitun* habitant la terre immaculée et bien-aimée de la Palestine. Ô notre peuple, dans son ensemble, hommes et femmes. Ô nos enfants : Les Juifs, frères de singes, assassins des Prophètes, suceurs de sang, marchands de guerre – vous tuent et vous ôtent la vie après vous avoir dépossédés de votre patrie et de vos maisons... » Cité in S. Mishal et R. Aharoni, *op. cit.*, p. 201.

35. Article 8.

36. Article 9.

37. Article 1.

38. Selon Jean-François Legrain (*op. cit.*, p. 80), dont nous partageons le point de vue, le Hamas confond deux notions : celle de *dar-al-Islam*, impliquant qu'une terre conquise par les armes et devenant « terre d'islam » devrait le demeurer pour toujours, et celle de *'waqf*, qui est une disposition « foncière » concernant les droits de jouissance d'une propriété définie consacrée à Dieu. Voir aussi, à ce sujet, Matti Steinberg, art. cité, p. 147-149, ainsi que Meir Litvak, art. cité, p. 153-154, qui rappelle que c'est le mufti de Jérusalem, Al-Hajj Amin al-Husseini qui, en 1935, publia la première *fatwa* conférant à la Palestine un statut religieux spécial, en tant que « gage territorial » (*amana*) confié par Dieu à l'ensemble des peuples musulmans.

39. Voir à ce sujet Hillel Frisch, « The Case of Religious Emulation. The Nationalisation of Universal Religious Doctrine in the Palestinian Fundamentalist Movement », *Middle East Focus*, XIII, 3, 1990, p. 18-25.

40. Sur la place de Jérusalem dans l'islam, voir notamment S.D. Goiten, « Al-Kuds » (Jérusalem), *The Encyclopaedia of Islam*, 2^e éd. 1954, ainsi que les contributions de plusieurs auteurs réunis par Abdelwahab Meddeb in « Multiple Jérusalem – Jérusalem terrestre, Jérusalem céleste », *Dédale*, 3-4, 1996.

41. Article 13.
42. Article 27.
43. Article 15.
44. *Filastin Muslima*, avril, juillet et septembre 1990, cité in Andrea Nusse, art. cité, p. 106-107.
45. Coran, III, 106-112.
46. Interview publiée dans le journal koweïtien *al-Anba'* (8 octobre 1988) et citée in Meir Litvak, art. cité, p. 152.
47. Idith Zetal et Akiva Eldar, *op. cit.*, p. 151-152.
48. Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Intifada*, *op. cit.*, p. 215-218.
49. Matti Steinberg, art. cité, p. 169-170.
50. Idith Zertal et Akiva Eldar, *Les Maîtres du pays* (hébreu), 2004, p. 176.
51. Sur ces négociations, voir le témoignage de première main d'Itamar Rabinovitch, *Yitzhak Rabin. Soldier, Leader, Statesman* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2017, p. 195-205.
52. Ron Poundak, *Secret Channel* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot et Sifrei Hemed, 2013.
53. Ronit Marzan, *Yasser Arafat. Rhetoric of an Alone Leader* (hébreu), Riesling, 2016, p. 69.
54. Cité in Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 541.
55. Cité in Ron Poundak, *op. cit.*, p. 15.
56. Sur toute cette affaire, Amnon Rubinstein, *From Herzl to Rabin. 100 Years of Zionism* (hébreu), Tel-Aviv, Schocken Publishing House, 1997, p. 165-166.
57. Voir le texte complet de cet accord chez Henry Laurens, *Le Retour des exilés*, *op. cit.*, p. 1157-1165.
58. Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 358-359.
59. Ishaq Diwan et Radwan A. Shaban, *op. cit.*, p. 25.
60. Cité in Christian Chesnot et Joséphine Lama, *Palestiniens 1948-1998*, *op. cit.*, p. 187.
61. Sur Oslo II : Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 547-549 ; Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 627-629.
62. Idit Zertal et Akiva Eldad, *op. cit.*, p. 207-208.
63. Sur la campagne extrémiste contre Rabin et l'atmosphère explosive qui régnait ces jours-là en Israël : Itamar Rabinovitch, *op. cit.*, p. 238-249.

64. Les détails de cet incident sont rapportés dans l'excellent ouvrage de Daniel Ben Simon, *A New Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Modan, 1997, p. 39.

65. Cité in Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 571.

66. Daniel Ben Simon, *op. cit.*, p. 41-43.

67. Propos rapportés in *ibid.*

68. Shimon Peres, *No Room For Small Dreams. Courage, Imagination and the Making of Modern Israel*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 2017, p. 207.

69. Cité in Daniel Ben Simon, *op. cit.*, p. 52.

70. Cité in Michael Bar-Zohar, *Shimon Peres*, *op. cit.*, p. 343.

71. Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 575. Daniel Ben Simon, *op. cit.*, p. 224.

72. Michael Ben-Zohar, *op. cit.*, p. 345.

73. Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 577.

74. Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 638.

75. *Israel at the Polls 1996*, études réunies par Daniel J. Elazar et Shmuel Sanders, Londres et Portland, Frank Cass, 1997.

76. Eliezer Don-Yehia, « Religion, Ethnicity and Electoral Reform : the Religious Parties and the 1996 Elections », in *ibid.*, p. 73-102.

77. Cité in Claude Klein, *La Démocratie d'Israël*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 287-288.

XXIII

L'identité israélienne en question

1. Hanoch Levin, wikipedia.org.

2. A.B. Yehoshoua, *L'Amant*, trad. française, Paris, Calmann-Lévy, 1977.

3. Amos Kénan, *Sur la route d'Eïn Harod*, Tel-Aviv, Am Oved, 1984.

4. Yehoshoua Sobol, *La Palestinienne*, Tel-Aviv, Or Am, 1985.

5. Smadar Hartzfeld, *Inta 'Umri*, Tel-Aviv, Miskal, 1994. Le titre de l'ouvrage se réfère à un chant bien connu de la diva égyptienne Oum Kalsoum.

6. Eshkol Nevo, *Quatre maisons et un exil*, 2004, trad. française par Raïa Del Vecchio, Paris, Gallimard, 2008 ; *Neuland*, trad. française par Jean-Luc Allouche, Paris, Gallimard, 2014.

7. Pour une étude systématique de ce sujet, nous renvoyons à l'étude d'Ilan Greilsammer, *La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998, ainsi qu'aux contributions ponctuelles réunies par

Florence Heyman et Michel Abitbol dans *La Nouvelle Historiographie israélienne*, Paris, Éditions du CNRS, 1998.

8. Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem*, Cambridge University Press, 1987 ; *Israel's Border Wars, 1949-1956*, Oxford, University Press, 1993.

9. Ilan Pappé, *The Making of Israeli-Arab Conflict*, Londres, Tauris, 1992.

10. Avi Shlaim, *Collusion Across the Jordan. King Abdullah, the Zionist Movement and the Partition of Palestine*, New York, Columbia University Press, 1988.

11. S.N. Eisenstadt, *La Société israélienne : origines, développement et problèmes* (hébreu), Jérusalem, Hebrew University Magnes Press, 1967.

12. Zeev Sternhell, *Aux origines d'Israël*, Paris, Fayard, 1996 ; Sholmo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Champs essais, 2010.

13. Samy Smokha, « La démocratie israélienne et ses clivages de classes, ethniques et nationaux », in Uri Ram (dir.), *La Société israélienne et ses aspects critiques* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1993, p. 172-202.

14. Shlomo Swirski, *Les Germes de l'inégalité* (hébreu), Tel-Aviv, Segal, 1995.

15. Parue en 1991, l'édition française du livre de Tom Segev a été publiée sous le titre de *Le Septième Million. Les Israéliens et le génocide*, Paris, Liana Levi, 1993.

16. Sur ce mouvement, voir ce-après.

17. Exemple cité par Tzvia Greenfield, *Collapse. The Disintegration of the Political Left in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2017, p. 68 ; sur le nouvel engouement des Israéliens pour Berlin, voir les témoignages recueillis par Fania Oz-Salzberger, *Israelis in Berlin* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2001.

18. Voir à ce sujet les excellentes études de Nurith Gertz réunies dans *Myths in Israeli Culture. Captives of a Dream*, Londres, Valentine Mitchell, 2000.

19. Interview au journal *Haaretz*, 10 janvier 2003.

20. Michael Walzer, *The Paradox of Liberation. Secular Revolutions and Religious Counterrevolutions*, Yale University Press, 2015.

21. Il y a de nombreux exemples de ce *come-back* de la Diaspora dans l'article de Liat Steir-Livny, « Du Juif diasporique et retour » (hébreu), in *Identités en formation dans la culture*, Mélanges en l'honneur de Nourit Gertz, Raanana, The Open University of Israel, 2013, p. 461-481.

22. Tamar Hermann, Gilad Be'ery, Ella Heller, Chanan Cohen, Yuval Lebel, Chanan Mozes, Kalman Neuman, *The National Religious Sector in Israel 2014*, Jérusalem, The Israel Institute for Democracy, 2014, p. 44.

23. Shlomit Levy, Hannah Levinson et Elihu Katz, *Beliefs, Observations and Social Interaction Among Israeli Jews*, Jérusalem, Louis Guttman Institute, 1993,

24. Informations recueillies dans l'excellente étude consacrée aux sionistes religieux par l'équipe de Tamar Herrman de l'Institut israélien pour la démocratie : *The National-Religious Sector in Israel 2014*, 2014.
25. Voir, à ce sujet, Yagil Levy, *The Divine Commander. The Theocratisation of the Israeli Military* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2015.
26. Amos Oz, *A Journey in Israel* (hébreu), *op. cit.*, p. 15-17.
27. *Ibid.*, p. 23.
28. *Haaretz*, 11 juin 2017.
29. On Winkler, *Behind the Numbers. Israel Political Demography* (hébreu), Université de Haïfa, 2015, p. 228.
30. Shlar Ilan, *Haredim Ltd* (hébreu), Jérusalem, Keter, p. 321.
31. Ilan Greilsammer, *op. cit.*, p. 95-107.
32. Yair Sheleg, *op. cit.*, p. 138-175.
33. « Je n'ai pas de sœur », *Haaretz*, 18 février 1983.
34. Arye Dayan, *The Story of Shas* (hébreu), Jérusalem, Keter, 1999, p. 22-55.
35. *Agouna* (plur. *agounot*) désigne dans la loi juive une femme « enchaînée » pour la vie à son mari qui n'a pas la possibilité de se remarier soit parce que son époux refuse de lui remettre l'acte de divorce (*get*) soit parce qu'il a disparu sans laisser de traces et que son décès n'a pu être établi avec certitude (*Dictionnaire encyclopédique du judaïsme*, Paris, Cerf/Laffont, 1996, p. 29).
36. Le rabbin Ovadia (1920-2013) a eu droit, depuis la montée de Shas, à d'innombrables études. Citons, parmi les plus instructives, les ouvrages déjà cités d'Arye Dayan et Yair Sheleg ; Yoav Peled (dir.), *Shas. The Challenge of Israeliness* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot et Chemed Books, 2001 ; Benjamin Law, *L'Œuvre halachique du rabbin Ovadia Yossef* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2005 ; Nissim Leon, « *Zikuy Rabim-Ovadia's Yossef Approach toward Religious Activism and his place in the Haredi Movement within Mizrahi Jewry* », *Studies in Contemporary Jewry*, XXII, 2008, p. 150-168 ; Nissim Leon, *Mizrahi Ultra-orthodoxy and Nationalism in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2016.
37. Etta Bick, « The Shas Phenomenon and Religious Parties in the 1999 Elections », in Daniel Elazar, *Israel at Polls*, Londres, Frank Cass, 1999 (2000), p. 60.
38. Plus exactement, « rendre à la Couronne (séfarade) sa grandeur d'antan », devenu le slogan phare de Shas au cours de ses années d'expansion. Voir, sur la signification de cette expression, Zvi Zohar, « La vision du monde du rabbin Ovadia » (hébreu), in *Shas. The Challenge of Israeliness*, édité par Yoav Peled, Tel-Aviv, Yediot Ahronot et Chemed Books, 2001, p. 159-209.

39. Voir, sur ce point, l'excellente analyse de Sami Shalom Chetrit, *The Mizrahi Struggle in Israel. Between Oppression and Liberation, Identification and Alternative, 1948-2003* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2004, p. 224-265.

40. Nissim Leon, *op. cit.*

41. *Maariv*, 8 juin 2015.

42. Yohanan Peres, Eliezer Ben-Rafael, *Cleavages in Israeli Society* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2006.

43. En 2015, 14 % seulement de la population juive vivaient sous le seuil de pauvreté, contre 53 % de la population arabe.

44. Rapport du Haut Conseil national des études supérieures, 2016.

45. Sur ce processus de radicalisation des Arabes israéliens : Hillel Frisch, « The Arab Vote : The Radicalization of Politicization ? », *Israel at the Polls 1999*, textes réunis par Daniel J. Elazar et M. Ben Mollow, Londres, Frank Cass, 2001, p. 103-118.

46. Voir ci-après.

47. Cité in Dan Shueftan, *op. cit.*, p. 380.

48. *Ibid.*, p. 206 -226.

49. La filiation maternelle détermine la religion de l'enfant (juive ou non juive) et non son appartenance au rite ashkénaze ou séfarde.

50. Institut national de la statistique, *Annuaire statistique*, 2012.

51. La colonne de gauche indique le nombre total des Israéliens suivant leur origine géographique ; celle de droite celui des Israéliens, de chaque origine, nés dans le pays.

52. Sergio Della Pergola, « Sephardic and Oriental Jews in Israel and Western Countries. Migration, Social Change, and Identification », *Studies in Contemporary Jewry*, XXII, 2007, p. 3-43.

53. Iris Jerby et Gal Lévy, *op. cit.*, p. 46.

54. Karine Tamar Sperman, « Les inégalités dans les études supérieures en Israël » (hébreu), Institut israélien pour la démocratie, 8 juin 2007.

55. Rapport annuel du Centre Adva, 2016. Voir, sur le même sujet, *The Marker*, 3 juillet 2015. À titre de comparaison, citoyens arabes et éthiopiens percevaient des salaires de 40 % inférieurs au salaire moyen.

56. Riki Tessler, « Élités orientales », *New Elites in Israel* (hébreu), textes réunis par Eliezer Ben-Rafael *et al.*, Jérusalem, Bialik Institute Press, 2007, p. 272-300.

57. Yohanan Peres, Eliezer Ben-Rafael, *op. cit.*, p. 149-154.

58. Sur cette réunion et ce qui fut dit, Daniel Ben Simon, *op. cit.*, p. 144.

59. *Ibid.*, p. 152.
60. Arie Kizel, *The New Mizrahi Narrative in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Riesling, 2014.
61. *Profile of an Immigration Wave. The Absorption Process of Immigration From the Former Soviet Union, 1990-1995* (hébreu), textes réunis par Moshe Sicron et Elazar Leshem, Jérusalem, The Magnes Press, The Hebrew University, 1998 ; Lily Galili et Roman Bronfman, *The Million that changed the Middle East* (hébreu), Tel-Aviv, Matar Publishing House, 2013.
62. Cité in Lily Galili et Roman Bronfman, *op. cit.*, p. 27.
63. *Ibid.*, p. 28.
64. *Ibid.*, p. 33.
65. Institut national de la statistique, « Les Juifs de l'ex-Union soviétique. Vingt-cinq ans après l'immigration » (hébreu), *Annuaire statistique*, 2015.
66. *Ibid.*
67. Yohanan Peres, Eliezer Ben-Rafael, *op. cit.*, p. 172-175.
68. Lily Galili et Roman Bronfman, *op. cit.*, p. 102.
69. Micah Goodman, *Catch 67* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Divir, 2017, p. 28-39.
70. Cité par Tzvia Greenfield, *op. cit.*, p. 204.
71. Tamar Hermann, Nir Atmor, Ella Heller, Yuval Lebel, *The Israeli Democracy Index 2014* (hébreu), Jérusalem, The Israel Democracy Institute, 2014.
72. Pour un large aperçu de l'économie israélienne à l'époque examinée : Michaël Bikard, « Une économie sur la voie de l'indépendance ? » et Daniel Rouach et Michaël Bikard, « La nouvelle économie israélienne : le choix des hautes technologies », in Alain Dieckhoff (dir.), *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008, p. 233-254, ainsi que *The Power of Property. Israeli Society in the Global Age* (hébreu), textes réunis par Dani Filc et Uri Ram, Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2004.
73. Dan Senor et Saul Singer, *Start-Up Nation. The Story of Israel's Economic Miracle*, New York, Twelve, 2011, p. 12-17.
74. *State of the Nation Report. Society, Economy and Policy in Israel* (hébreu), textes réunis par Dan Ben-David, Tel-Aviv, Taub Center, 2010.

XXIV

La paix en miettes

1. Cité in Freddy Eitan, *Bibi. Le réveil du faucon*, Paris, Éditions Alphée, 2011, p. 119.

2. Sur ces négociations, Benny Morris, *Righteous Victims*, op. cit., p. 640-645 ; Avi Shlaim, op. cit., p. 599-601 ; Freddy Eitan, op. cit., p. 124-126.

3. Avi Shlaim, op. cit., p. 602.

4. Cité in David Landau, Arik. *The Life of Ariel Sharon*, op. cit., p. 300.

5. Voir, sur l'évolution politique du Hamas après les accords d'Oslo, Menachem Klein, « Competing Brothers. The Web of Hamas-PLO Relations », *Terrorism and Political Violence*, VIII, 2, 1996, p. 111-132 ; Khalil Shikaki, « Peace Now or Hamas Later », *Foreign*, LXXVII, 4, 1998, p. 29-43 ; Wendy Kristianasen, « Challenge and Counterchallenge : Hamas's Response to Oslo », *Journal of Palestine Studies*, XXVIII, 3, 1999, p. 19-36 ; Meir Hatina, « Hamas and the Oslo Accords. Religious Dogma in a Changing Political Reality », *Mediterranean Politics*, IV, 3, 1999, p. 37-55 ; Rafael Reuveny, « Palestinian Islamism and Israeli-Palestinian Peace », *Research in Social Movements, Conflicts and Change*, XXII, 2000, p. 219-245 ; Sha'ul Mishal et Avraham Sela, « Participation Without Presence. Hamas, the Palestinian Authority and the Politics of Negotiated Coexistence », *Middle Eastern Studies*, XXXVIII, 2002, p. 1-26.

6. Freddy Eitan, op. cit., p. 127-130.

7. David Landau, op. cit., p. 301-303.

8. Benny Morris, *Righteous Victims*, op. cit., p. 646-648.

9. Avi Shlaim, op. cit., p. 631.

10. Cité in Benny Morris, op. cit., p. 654.

11. Sur les pourparlers israélo-syriens et l'intervention du président Clinton : Dennis Ross, *The Missing Peace. The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2004, p. 508-590.

12. Sur le contenu des délibérations, voir Charles Enderlin, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002, p. 180-286 ; Dennis Ross, op. cit., p. 650-711 ; et Shlomo Ben-Ami, *A Front Without a Rearguard. A Voyage to the Boundaries of the Peace Process* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2004.

13. Charles Enderlin, op. cit., p. 183.

14. Raviv Drucker et Ofer Shelah, *Boomerang* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2005, p. 21-40.

15. Shlomo Ben-Ami, op. cit., p. 140.

16. Cité in Charles Enderlin, op. cit., 261.

17. Alain Dieckhoff, « Israël, Palestine : la déchirure », *Politique internationale*, n° 90, hiver 2000-2001, p. 391-406.

18. Dennis Ross, op. cit., p. 694.

19. Cité in Amnon Kapeliouk, op. cit., p. 425.

20. Akram Haniyyé, « Ce qui s'est réellement passé à Camp David », *Revue d'études palestiniennes*, automne-hiver 2000, p. 3-25 ; Shlomo Ben-Ami, *Quel avenir pour Israël ?*, Paris, PUF, 2001.

21. Cité in Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 429.

22. Sur le contenu des « paramètres Clinton », voir Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 329-334.

23. UN Division for Palestinian Rights, « Monthly Media Monitoring Review », décembre 2000 ; cité in « Clinton Parameters », *Wikipedia*.

24. D'après une enquête d'opinion du 21 juin 2000 citée in Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 43, note 21.

25. Colin Shindler, *The Land Beyond Promise*, *op. cit.*, p. 288 ; Khalil Shikaki, « Une tendance paradoxale de l'opinion publique palestinienne », cité in François-Xavier Trégan, « La deuxième Intifada », *Problèmes politiques et sociaux*, n° 879, 23 août 2002, p. 64.

26. Khalil Shikaki, art. cité, p. 64.

27. Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 102-108 ; Freddy Eitan, *op. cit.*, p. 144-150.

28. Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 73.

29. *Ibid.*, p. 52-53.

30. Sur cet incident qui fit couler beaucoup d'encre et provoqua de très vives controverses en France, voir le témoignage de Charles Enderlin, à l'époque correspondant de France 2 en Israël (Charles Enderlin, *op. cit.*, p. 291).

31. Sur tous ces événements et ceux qui suivirent, on se reportera à l'ouvrage déjà cité de Pierre Razoux (*op. cit.*, p. 487-520), ainsi qu'au travail des deux journalistes israéliens Amos Harel et Avi Isacharov, *La Septième Guerre d'Israël. Comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l'avons perdue*, Paris-Tel-Aviv, Hachette Littératures / Éditions de l'Éclat, 2005.

32. Cité in Benny Morris, *Righteous Victims*, *op. cit.*, p. 673.

33. Cité in Arik Landau, *op. cit.*, p. 370.

34. Nadine Picaudou, « D'une Intifada à l'autre, la société palestinienne en mouvement », *Le Monde diplomatique*, mars 2001.

35. Amnon Kapeliouk, *op. cit.*, p. 437.

36. *Ibid.*, p. 452.

37. Cité in Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 141.

38. *Ibid.*, p. 152, ainsi que Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 661-662.

39. Voir son témoignage recueilli par Dror Moreh, *Les Sentinelles*, Perrin, coll. « Tempus », 2017, p. 471-475.

40. Cité in David Landau, *op. cit.*, p. 385.
41. *Ibid.*, p. 384-385.
42. Organisée en juillet 2003 par le Conseil européen de la Fatwa – dont Qaradhawi était le président fondateur –, cette conférence avait pour thème « Le *jihād* et la réfutation de ses liens supposés avec le terrorisme ».
43. David Landau, *op. cit.*, p. 392.
44. Sur ces combats, Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 500-504.
45. Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 265-275.
46. *Jérusalem Post*, 20 mai 2002. Cité in François-Xavier Trégain, *La Deuxième Intifada*, *op. cit.*, p. 95.
47. Cité in Freddy Eitan, *op. cit.*, p. 154.
48. *Ibid.*, p. 154.
49. Sur les remous provoqués par l'emploi de ce terme dans les rangs du Likoud, David Landau, *op. cit.*, p. 445-447.
50. Cité in Raviv Drucker et Ofer Shelah, *op. cit.*, p. 324.
51. Cité in David Landau, *op. cit.*, p. 457.
52. *Ibid.*, p. 458.
53. David Landau, *op. cit.*, p. 465-467.
54. Avi Shlaim, *op. cit.*, p. 689.
55. David Landau, *op. cit.*, p. 518.
56. *Ibid.*
57. Sur le déroulement de cette guerre, Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 524-555.
58. *Ibid.*, p. 525.
59. David Hirst, *op. cit.*, p. 533.
60. *Ibid.*, p. 534.
61. Sur la controverse qui divisa à ce sujet l'état-major, Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 535-536.
62. Cité in Michael Bar-Zohar, *op. cit.*, p. 678.
63. Ben Caspit, *The Netanyahu Years*, New York, Thomas Dunne Books-St Martin's Press, 2017, p. 242-245.
64. *Ibid.*, p. 239.
65. *Ibid.*

66. Freddy Eitan, *op. cit.*, p. 202.
67. Cité in Ben Caspit, *op. cit.*, p. 272.
68. Pour plus de détails sur la menace nucléaire iranienne, Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 585-593.
69. Freddy Eitan, *op. cit.*, p. 206-207.
70. Ben Caspit, *op. cit.*, p. 279.
71. Freddy Eitan, *op. cit.*, p. 272.
72. *Ibid.*
73. Pierre Razoux, *op. cit.*, p. 591.
74. *Ibid.*, p. 592-593.
75. Cité in Ben Caspit, *op. cit.*, p. 404.
76. Sur le général Meir Dagan et son rôle crucial dans cette affaire, *ibid.*, p. 376-384.
77. *Ibid.*, p. 378.
78. Cité in *ibid.*, p. 426.
79. *Haaretz*, 11 juin 2017.
80. *Libération*, 7 février 2017.

Épilogue

1. *Juifs et Arabes au XX^e siècle*, Perrin, coll. « Tempus », 2007.
2. Novembre 2001.
3. Sur ce point, Talia Sasson, *On the Brink of the Abyss is the Triumph of the Settlements and the End of Israeli Democracy* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2015, p. 277-279.
4. Shimon Peres, *Aucun rêve n'est impossible*, *op. cit.*, p. 253-254.

Glossaire

Note générale

Hébreu

Arabe

Turc

Agence juive : exécutif de l'Organisation sioniste mondiale devenant à partir des années 1930 le gouvernement de fait de la population juive de Palestine.

Agoudat Israel : parti ultraorthodoxe ashkénaze.

Ahdout 'Avoda (H) : « Union du travail », premier grand parti sioniste de gauche fondé en 1919 par David Ben Gourion et Berl Katznelson.

'Aliya (H), plur. **'Aliyot** : « ascension » dans le sens d'émigration en Palestine et en Israël.

Aman (H) : acronyme hébraïque du service de renseignements de l'armée.

Amants de Sion : voir **Hovevei Tsion**.

Armée du Jihad sacré : formée par le mufti de Jérusalem en 1948 et commandée par 'Abd al-Qadir Husseini.

Armée du salut ou **Armée de libération arabe (ALA)** : armée de volontaires arabes conduits par Fawzi Kawukdji, venus en aide aux Palestiniens en 1948.

Ashkénaze (H) : terme désignant à l'origine la Germanie, étendu ensuite à l'ensemble des Juifs d'Europe centrale et orientale.

'A'yan (A) : notables.

Bagrout (H) : baccalauréat israélien.

Bar Giora : organisation d'autodéfense juive créée sous la deuxième **'Aliya**.

Bayit Yehoudi (H) : « Foyer juif », parti nationaliste religieux appartenant à l'extrême droite, fondé en 2008 de la fusion du Parti national religieux et de plusieurs groupuscules d'extrême droite.

Betar (H) : mouvement de jeunesse révisionniste fondé par Ze'ev Jabotinsky.

Betselem (H) : association de défense des droits de l'homme.

Bilad al-Sham (A) : Syrie historique, ou « Grande Syrie », comprenant la Syrie actuelle, le Liban et la Palestine.

Bilou (H) : mouvement de pionniers de la première 'Aliya, créé à Kharkov en Russie.

Bilouïm (H) : adhérents du mouvement Bilou.

Bnei Akiva : mouvement de jeunes nationaux religieux.

Bretzlaw : mouvement hassidique.

Briha (H) : exode organisé par le Mossad dans le but de faire affluer vers la Palestine les milliers de Juifs rescapés des camps de concentration mais bloqués en Europe.

Brit Habiryonim (H) : ou « Alliance des brigands », association révisionniste d'extrême droite active dans les années 1930 contre les Anglais.

Brit Shalom (H) : ou « Alliance de la paix », association fondée en 1930 par Judah Magnès, Martin Buber, Arthur Ruppin et Gershom Sholem, préconisant la création d'un État binational en Palestine, où Juifs et Arabes bénéficieraient des mêmes droits.

Buraq al-Sharif (A) : désigne, selon la tradition musulmane, l'emplacement où le Prophète a attaché sa monture légendaire avant de monter aux cieux. Il s'agit du mur des Lamentations des Juifs.

Chi'ites (A) : adeptes de la « secte » issue du schisme entre partisans et adversaires du calife 'Ali.

Cohen (plur. Cohanim) : patronyme porté par les descendants des prêtres du Temple de Jérusalem.

Congrès juif mondial : fondé en 1936 « pour assurer la survie et l'unité du peuple juif ».

Dhimmi (A) : tributaires chrétiens et Juifs vivant sous l'égide de l'islam. Ils jouissent d'un statut spécial leur accordant protection et liberté de culte contre paiement de l'impôt de capitation ou *jizya*.

« **Dix Tribus perdues** » : c'est le nom donné aux dix tribus qui, selon la Bible, peuplaient le royaume d'Israël détruit par l'Assyrie au VIII^e siècle avant notre ère et dont les habitants, déportés en Asie Mineure, laissèrent derrière eux un nombre incalculable de légendes sur leur dispersion à travers le monde.

Dror : mouvement de jeunesse de gauche affilié au Kibbout Hameouhad.

Druzes : population musulmane professant une doctrine hétérodoxe issue de l'islam shi'ite ismaélien. Elle est née au X^e siècle en Égypte, puis s'est répandue dans tous les pays du Levant.

Dunam (A) : mesure agraire en vigueur en Palestine équivalant à 1 000 mètres carrés.

Effendi (T) : ce sont des fonctionnaires haut placés, des hommes de loi et autres personnalités honorables de la société.

Em Ha-Moshavot : « mère des *moshavot* », titre attribué à Petah Tikva, la première des *moshavot*.

Eretz Israel (H) : Terre d'Israël.

Fatah (A) : organisation palestinienne de combat fondée par Yasser 'Arafat en 1963.

Fellah (A) : paysan.

Fiday (A), plur. *fidayin* : combattant.

FINUL : « Force intérimaire des Nations unies au Liban », mise en place en 1978 pour rétablir la paix au Sud-Liban après l'opération *Litani*.

Fonds national juif : voir **Keren Kayemet Le-Israel**.

FPDLP : sigle du Front démocratique de libération de la Palestine fondé en 1969 par Na'if Hawatmeh.

FPLP : sigle du Front populaire de libération de la Palestine fondé en 1967 par Georges Habache.

Gahal : acronyme hébraïque de « bloc Herout-libéraux », créé en 1965 par Menahem Begin et Simha Erlich.

Galout (H) : Exil (par extension : « Diaspora ») perçu comme un châtiment divin après la destruction du Temple.

Gdoud Ha'avoda (H) : « Bataillon du travail », pionniers radicaux de la troisième *'Aliya*.

Goush Emounim (H) : « Bloc de la Foi », mouvement extrémiste religieux pour la colonisation des territoires occupés en 1967.

Gueoula (H) : rédemption divine ou délivrance impliquant le retour à Sion et la reconstruction du Temple.

Ha'avara (H) : accord de transfert d'argent et de biens entre l'Agence juive et le gouvernement allemand.

Habad (H) : acronyme du courant hassidique des *Loubavitch*.

Hadith (A) : parole attribuée au Prophète.

Hagana (H) : force de défense juive à l'époque du mandat britannique.

Halakha (H) : code juridique rabbinique.

Halouqa (H) : ou répartition ; aide financière donnée aux juifs de Terre sainte par leurs coreligionnaires de la Diaspora. Les dons étaient répartis entre les quatre Villes saintes de Jérusalem, Tibériade, Safed et Hébron, et constituaient le principal moyen de subsistance de leurs habitants. L'importance de la *halouqa* diminua avec le développement du mouvement sioniste.

Haloutz (H), plur. *haloutzim* : pionniers sionistes établis en Palestine pendant la deuxième 'Aliya.

Hamas (A) : acronyme de *Harakat al-Muqawama al-Islamiyya*, ou « Mouvement de résistance islamique », fondé par cheikh Ahmed Yassine en 1987 à Gaza.

HaPo'el Hatza'ir (H) : « Le jeune ouvrier », parti sioniste de gauche établi en Palestine en 1905 à l'époque de la deuxième 'Aliya. En activité jusqu'à la formation du Mapai, dont il fit partie, en 1930.

Haram al-Sharif (A) : esplanade de la mosquée Al-Aqsa à Jérusalem.

Hardalim (H) : ultraorthodoxes nationalistes.

Haredi (H.), plur. *haredim* : « craignant Dieu », désignant généralement les ultraorthodoxes juifs, soumis à un régime très strict d'observance rituelle.

Hashomer (H) : organisation d'autodéfense créée par les pionniers de la deuxième 'Aliya en 1909.

Hashomer Hatza'ir : mouvement de jeunesse sioniste socialiste formé en 1913.

Haskala (H) : mouvement juif des Lumières datant de la fin du XVIII^e siècle en Europe. Parti d'Allemagne à l'instigation de Moses Mendelsohn (1729-1789), il préconisait l'entrée des Juifs dans la société et leur appropriation de la langue et de la culture de leurs pays respectifs. Encourageant une lecture ouverte et critique des textes sacrés, la *Haskala* aida à la renaissance de l'hébreu comme langue de communication « séculière » et non plus seulement religieuse. Applaudissant à l'émancipation politique des Juifs proclamée par plusieurs États européens, la *Haskala* favorisa l'assimilation des Juifs, mais aussi paradoxalement le réveil du nationalisme juif en général, et du sionisme en particulier.

Hassid (H), plur. *hassidim* : appartient au mouvement mystique juif fondé au XVIII^e siècle en Podolie par le Baal Shem Tov. Divisé en plusieurs courants, dont celui des *Loubavitch*, représentés chacun par une « dynastie » de rabbins auxquels leurs disciples vouaient une obéissance absolue, le hassidisme suscita contre lui de nombreux opposants au sein du monde ultraorthodoxe, qui le combattirent aussi bien sur le plan théologique que sur le terrain communautaire.

Hatikva (H), ou « Espérance » : hymne du mouvement sioniste puis de l'État d'Israël composé par Naphtali Hertz Imber en 1878.

Hatt-i-Humayun (T) : décret du sultan Abdülmajid I^{er} du 18 février 1856 reconnaissant l'égalité de tous les citoyens de l'Empire ottoman sans distinction de religion.

Hatt-i-Sharif (T) : première réforme ottomane des *Tanzimat* signée le 3 novembre 1833 par le sultan Abdülmajid I^{er}, garantissant la vie et la propriété des sujets ottomans sans distinction de religion.

Havlaga (H) : « retenue ».

Hehaloutz (H) : organisation mondiale de jeunes pionniers se destinant à émigrer en Palestine qui compta parmi ses membres Joseph Trumpeldor.

Herout : parti nationaliste de droite dirigé par Menahem Begin, fondé en 1948 par les anciens de l'Irgoun et du mouvement révisionniste.

Hezbollah : organisation shi'ite libanaise d'obédience iranienne.

Hilfsverein der deutschen Juden : société philanthropique juive allemande créée en 1901 à Berlin ayant pour vocation d'aider au relèvement culturel et matériel des Juifs d'Europe de l'Est, du Levant et de Palestine. Elle cessa ses activités après la Première Guerre mondiale et fut dissoute en 1939.

Histadrout (H) : centrale syndicale.

Histadrout Hamorim (H) : « syndicat des enseignants » datant du début du 20^e siècle.

Homa u-Migdal (H) : « Tour et palissade ». Opération clandestine de fondation en vingt-quatre heures de nouveaux villages au sud et au nord du pays au milieu des années 1930.

Houdna (A) : « trêve ».

Hovevei Zion (H) : « Amants de Sion », mouvement créé en 1882 en Russie pour la promotion de la colonisation juive en Palestine.

Intifada (A) : « soulèvement ».

Irgoun (H) : « Organisation militaire nationale », activistes du mouvement sioniste révisionniste.

Israel Beitenou (H) : « Israël notre foyer », parti classé à l'extrême droite, fondé par Avigdor Lieberman en 1999.

Israel Be-'Aliya (H) : « Israël en ascension », parti « russe » fondé par Nathan Sharansky en 1996.

Isra'iliyyat (A) : corpus de traditions orales musulmanes d'origine juive ou biblique.

Jam'iyyat al-Shubban al-Muslimin (A) : « Association des jeunes musulmans » créée en 1928 à Haïfa par le cheikh 'Izz al-Din al-Qassam.

Jeunes Turcs : parti politique réformateur ottoman.

Jeunesse des collines : colons extrémistes.

Jewish Colonization Association : organisation établie en 1891 par le baron Maurice de Hirsch à l'intention des Juifs fuyant les pogroms de la Russie tsariste pour leur installation dans des villages agricoles en Amérique du Nord et du Sud.

Jihad islamique (A) : mouvement de résistance islamique fondé en 1983 par Fathi Shqaqi et 'Abd al-'Aziz 'Awda.

Kasher (H) : se dit d'une chair (et, par extension, de toute nourriture) rituellement licite.

Kashrout (H) : voir **Kasher**.

Kaymaqam (T) : responsable administratif faisant fonction de sous-gouverneur.

Keffieh (A) : couvre-chef bédouin.

Keren Kayemeth Le-Israel (H), ou KKL (Fonds national juif) : organisme créé par le premier congrès sioniste de Bâle en 1897 pour le rachat de terres en Palestine.

Kibboutz (H) : village collectif.

Kibboutz Galouyot (H) : « Rassemblement des Exilés », signe des Temps messianiques.

Kippa (H), plur. *kippot* : couvre-chef religieux juif.

Kvoutza (H) : voir **Kibboutz**.

La Paix maintenant : mouvement pacifiste fondé en 1978 au lendemain de la visite d'Anouar el-Sadate en Israël.

Légion juive : unité de volontaires juifs de l'armée britannique pendant la Première Guerre mondiale engagés dans la guerre contre les Turcs en Palestine.

Lehi : ou « groupe Stern », formé de dissidents de l'Irgoun.

Likoud (H) : parti nationaliste issu de la fusion en 1973 du Herout et du parti libéral et de divers groupuscules nationalistes.

Ma'abara (H), plur. *ma'abarot* : camp de transit pour nouveaux immigrants des années 1950.

Mafdal : acronyme hébraïque désignant le Parti national religieux.

Mahal (H) : acronyme hébraïque de « volontaires juifs de l'étranger ».

Mahanot Ha'olim : voir **Dror**.

Maki : Parti communiste israélien dont seront issues les deux formations communistes à forte présence arabe : Rakah puis Hadash.

Mamlakhtiyout (H) : « étatisme ».

Mapai : acronyme de *Mifletet Po'alei Eretz Israel*, parti sioniste socialiste constitué en 1930 de la fusion entre Ahoudt 'Avoda et HaPo'el HaTsa'ir. En 1960, il prendra le nom de Mifletet 'Avoda, ou parti travailliste.

Mapam : acronyme hébraïque du « Parti unifié des travailleurs » né en 1948 de la fusion de Hashomer Hatsa'ir et d'Ahdout 'Avoda. Se dissout dans le parti travailliste en 1990.

Maronites : catholiques orientaux de tradition syriaque. Ils représentent la plus grande communauté catholique d'Orient et la principale communauté chrétienne du Liban.

Maskil (H), plur. *maskilim* : intellectuel issu de la *Haskala*.

Matrudin (A), sing. *matrud* : combattants palestiniens d'origine paysanne recherchés par la police britannique pour actions terroristes ou faits de brigandage au cours des années 1930.

Menorah (H) : candélabre à sept branches cité par la Bible comme un ornement du Tabernacle et, plus tard, du Temple de Jérusalem. Aujourd'hui, il est devenu l'emblème de l'État d'Israël et un symbole de l'identité juive comme l'étoile de David.

Meretz : parti sioniste de gauche fondé en 1992.

Merkaz Hamorim (H) : voir **Histadrout Hamorim**.

Millet (A et T) : désigne une communauté religieuse légalement protégée de l'Empire ottoman.

Mishmar Hagvoul (H) : garde-frontière.

Mitoun (H) : « récession ».

Moshav (H), plur. *moshavim* : village coopératif agricole associant plusieurs unités d'habitation, datant de la deuxième 'Aliya.

Moshava (H), plur. *moshavot* : village rural établi sur des terres privées du temps de la première 'Aliya.

Mouqata'a (A) : quartier général de Yasser 'Arafat à Ramallah.

Mufti (A) : jurisconsulte musulman qui a le pouvoir d'émettre des avis juridiques, appelés *fatwa*, qui ont force de loi dans sa zone d'influence.

Mur occidental ou **mur des Lamentations** : vestige du deuxième Temple et lieu sacré pour les Juifs.

Nakba (A) : « catastrophe », désignant la défaite palestinienne de 1948.

Naksa : défaite arabe pendant la guerre des Six Jours.

OLP : sigle de l'Organisation de libération de la Palestine fondée au Caire en 1964 par Ahmed Choukeir'y.

OSM : Organisation sioniste mondiale, créée par Herzl au premier congrès sioniste de Bâle en 1897 et regroupant « tous les Juifs acceptant l'idée d'un État juif ».

Palmach : unités de choc de la Hagana.

Panthères noires : mouvement de protestation séfarade israélien.

Po'alei Zion : combinant sionisme et lutte de classes, ce mouvement créé à la fin du XIX^e siècle en Russie s'est scindé en 1920 entre une aile gauche qui a abandonné le sionisme et une aile droite qui a rejoint le Mapaï.

Rafi : parti dissident du Mapaï créé au milieu des années 1960 par David Ben Gourion, Shimon Peres et Moshe Dayan.

Rakah : acronyme hébraïque de « Nouvelle liste communiste ».

Refuznik : Juif soviétique interdit de quitter l'URSS.

Sabra : né en Palestine et en Israël de parents venus de l'étranger.

Sa'ïqa : organisation paramilitaire palestinienne prosyrienne.

Salam (A) : « paix ».

Sanjak (T) : subdivision administrative turque.

Sayeret Matkal (H) : unité d'élite de Tsahal.

Schnorrer : terme yiddish signifiant « mendiant » mais aussi, par extension, « pique-assiette », « clochard ».

Séfarade (H) : terme désignant à l'origine l'Espagne, appliqué ensuite aux descendants des Juifs expulsés d'Espagne en 1492 et, par extension, à l'ensemble des Juifs de l'aire méditerranéenne.

Séqer (H) : examen de passage du primaire au secondaire.

Shabiba (A) : organisation de jeunesse palestinienne.

Shalom 'Achshav (H) : voir **La Paix maintenant**.

Shari'a (A) : code juridique musulman.

Shas : parti ultraorthodoxe séfarade.

Sheqel : monnaie citée dans la Bible.

Shin Bet : service de sécurité intérieur.

Shofar (H) : corne de bœuf en usage dans les rituels du Nouvel An juif et du Kippour.

Shtetl : terme yiddish désignant un village ou un quartier juif en Europe orientale.

Sulh (A) : réconciliation entre musulmans et non-musulmans.

Sunnites (A) : musulmans orthodoxes qui suivent la *sunna*, ou tradition du Prophète.

Tanzim (A) : organisation paramilitaire palestinienne issue du Fatah.

Tanzimat (T) : « réformes » ; par extension, époque des réformes dans l'Empire ottoman de 1839 à 1876, durant laquelle furent promulgués le *Hatt-i-Sharif*, le *Hatt-i-Humayun* et la première Constitution suivie de l'élection d'un Parlement.

Templiers : plus exactement « Société des Templiers », courant religieux protestant né en Allemagne au milieu du XIX^e siècle. Ses membres prônaient le retour aux sources du christianisme et la création de fondations urbaines et agricoles en Terre sainte.

Torah (H) : terme désignant les cinq premiers Livres de la Bible hébraïque, ou Pentateuque.

Tsahal (H) : abréviation de *Tsva Hagana le-Israel*, ou Armée de défense d'Israël.

'Ulama ou Ouléma (A), sing. *'alim* : érudit musulman.

UNSCOP : United Nations Special Committee on Palestine. Commission des Nations unies qui, en août 1974, proposa la

partition de la Palestine en un État juif et un État arabe.

Vaad Leumi (H) : Conseil national, responsable des affaires du *Yishouv* sous le mandat britannique.

Wahhabisme : mouvement intégriste saoudien fondé à la fin du XVIII^e siècle prônant un islam ramené à sa forme originelle telle que prescrite par le Coran et les *Hadith*.

‘Waqf (A) : en droit islamique, donation inaliénable d’un bien légué en usufruit à une œuvre pieuse ou de charité.

Yesh Gvoul (H) : association pacifiste radicale.

Yesha’ : acronyme hébraïque de « Judée-Samarie-Gaza », émanation de Goush Emounim prétendant représenter les intérêts des colons de Cisjordanie et de la bande de Gaza.

Yeshiva (H), plur. *yeshivot* : établissement d’études talmudiques et d’enseignement supérieur religieux.

Yishouv (H) : population juive de Palestine. L’« ancien *Yishouv* » désigne les vieilles communautés juives de Terre sainte, et le « nouveau *Yishouv* » celles qui s’y étaient constituées à la fin du XIX^e siècle avec la première *‘Aliya*. À la différence de la précédente, celle-ci était motivée par des considérations idéologiques et non plus seulement religieuses.

Zion Mule Corps : unité d’auxiliaires juifs incorporée dans l’armée anglaise pendant la Première Guerre mondiale.

Zone de Résidence : région de l’Empire russe comprenant la Lituanie, la Pologne, la Moldavie, l’Ukraine, où les Juifs furent cantonnés entre 1790 et 1917. Seul un nombre restreint de Juifs étaient autorisés à vivre en dehors de la Zone de Résidence.

Zou Artzenou (H) : mouvement nationaliste extrémiste intégré au Likoud.

Bibliographie

- Ran Aaronson, *Baron Rothschild and the Colonies. The Beginnings of Jewish Colonization in Palestine* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1990.
- Michel Abitbol, *Les Deux Terres promises. Les Juifs de France et le sionisme (1897-1945)*, Paris, Orban, 1989 ; Perrin, coll. « Tempus », 2010.
- , *Le Passé d'une discorde. Juifs et Arabes depuis le VII^e siècle*, Paris, Perrin, 1999 ; coll. « Tempus », 2003.
- , *Les Amnésiques. Juifs et Arabes à l'ombre du conflit du Proche-Orient*, Paris, Perrin, 2005 ; coll. « Tempus », 2007.
- , *Histoire des Juifs*, Paris, Perrin, 2013 ; coll. « Tempus », 2016.
- Ziad Abu-Amr, *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza Strip*, Indiana University Press, 1994.
- Fouad Ajami, *The Arab Predicament. Arab Political Thought and Practice Since 1967*, Cambridge University Press, 1993.
- Wissam Alhadj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, *De la théologie à la libération ? Histoire du Jihad islamique palestinien*, Paris, La Découverte, 2014.
- Oz Almog, *The Sabra. A Profile* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1997.
- Elizabeth Antebi, *Edmond de Rothschild. L'homme qui racheta la Terre sainte*, Paris, Éditions du Rocher, 2003.
- Raymond Aron, *De Gaulle, Israël et les Juifs*, Paris, Plon, 1968.
- Shlomo Aronson, *Nuclear Weapons in the Middle East* (hébreu), Jérusalem, Hebrew University Magnes Press, 2014.
- Shlomo Avineri, *Varieties of Zionist Thought* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1980.
- Élie Barnavi, *Israël au XX^e siècle*, Paris, PUF, 1982.
- et Saul Friedländer, *Les Juifs et le XX^e siècle. Dictionnaire critique*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.
- et Luc Rosenzweig, *La France et Israël. Une histoire passionnelle*,

- Paris, Perrin, 2002.
- Mordechai Bar-On, *Moshe Dayan. A Biography (1915-1981)* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2014.
- James Barr, *Une ligne dans le sable. Le conflit franco-britannique qui façonna le Moyen-Orient*, Paris, Perrin/Ministère de la Défense, 2017.
- Ya'acov Bar-Siman-Tov, *The Israeli-Egyptian War of Attrition, 1969-1970*, Columbia University Press, 1980.
- Israel Bartal, Zeev Tzahor et Yehoshoua Kaniel (éds), *The Second Aliya. Studies* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1997.
- Dvorah Barzilai-Yegar, *A National Home for the Jewish People. The Concept in British Political Thinking and Policy Making, 1917-1923* (hébreu), Jérusalem, The Zionist Library, 2003.
- Michael Bar-Zohar, *Suez ultra-secret*, Paris, Fayard, 1964.
- , *Phoenix. Shimon Peres. A Political Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Miskal, 2006.
- , *Shimon Peres et l'histoire secrète d'Israël*, Paris, Odile Jacob, 2008.
- , *Ben Gourion, l'homme derrière la légende* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013.
- Alex Bein, *Theodore Herzl, A Biography*, Philadelphie, The Jewish Publications Society, 1941.
- Shlomo Ben-Ami, *Quel avenir pour Israël ?*, Paris, PUF, 2001.
- , *A Front without Rearguard. A Voyage to the Boundaries of Peace Process* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2004.
- Yehoshoua Ben-Aryeh, *A City Reflected in its Times. Jerusalem in the Nineteenth Century* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben Zvi Publications, 1977.
- , *A City Reflected in its Times. New Jerusalem. The Beginnings* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1977.
- Dan Ben-David, *State of the Nation Report. Economy, Society and Policy in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Taub Center, 2010.
- Ehud Ben Ezer, *Brenner and the Arabs* (hébreu), Hod Hasharon, Astroque, 2001.
- André Bendjebbar, *Histoire secrète de la bombe atomique française*, Paris, Le Cherche-Midi, 2000.
- Eliahou Ben-Elissar, *Désespoirs de paix. Les Mémoires d'un ambassadeur d'Israël*, Paris, Ramsay, 2001.
- David Ben Gourion, *Journal de guerre* (hébreu), Tel-Aviv, Dvir, 1982.

- Agnès Bensimon, *Hassan II et les Juifs. Histoire d'une émigration secrète*, Paris, Seuil, 1991.
- Daniel Ben-Simon, *A New Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Areyh Nir Publishers, 1997.
- Doris Bensimon et Eglal Errera, *Israéliens. Des Juifs et des Arabes*, Bruxelles, Complexe, 1989.
- Meron Benveniste, *The West Bank Data Project. A Survey of Israel's Policies*, Washington, American Institute for Public Policy Research, 1984.
- Juliette Bessis, *La Méditerranée fasciste. L'Italie mussolinienne et la Tunisie*, Paris, Karthala, 1981.
- Pierre Birnbaum, *Léon Blum. Un portrait*, Paris, Seuil, 2016.
- Dominique Bourel, *Martin Buber. Sentinelle de l'humanité*, Paris, Albin Michel, 2015.
- Boutros Boutros-Ghali, *Le Chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997.
- Yossef-Haïm Brenner, *Nerfs*, nouvelle traduite de l'hébreu par Michel Eckard-Elial, Paris, Noël Blandin, 1991.
- Olivier Carré, *L'Ideologie palestinienne de résistance*, Paris, Armand Colin, 1972.
- Ben Caspit, *The Stealth Bomber* (hébreu), Or Yehouda, Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2013.
- , *The Netanyahu Years*, New York, Thomas Dunne Books St Martin's Press, 2017.
- Christian Chesnot et Joséphine Lama, *Palestiniens 1948-1998. Génération fedayin : de la lutte armée à l'autonomie*, Paris, Autrement, 1998.
- Sami Shalom Chetrit, *The Mizrahi Struggle in Israel. Between Oppression and Liberation, Identification and Alternative 1948-2003* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2006.
- Amnon Cohen, *Juifs et musulmans en Palestine et en Israël, Des origines à nos jours*, Paris, Tallandier, 2016.
- Samy Cohen, *De Gaulle, les gaullistes et Israël*, Paris, Alain Moreau, 1974.
- , *Israël et ses colonies. Enquête sur le camp de la paix*, Paris, Gallimard, 2016.
- Hillel Cohen, *An Army of Shadows. Palestinian Collaboration in the service of Zionism* (hébreu), Jérusalem, Hebrew Publishing House, 2004.
- , *1929. Year Zero of the Jewish-Arab Conflict*, Jérusalem, Keter, 2005.

- Norman Cohn, *Histoire d'un mythe. La « conspiration » juive et les Protocoles des Sages de Sion*, Paris, Gallimard, 1967.
- Maurice Couve de Murville, *Une politique étrangère 1958-1969*, Paris, Plon, 1971.
- Mahmoud Darwich, *Palestine, mon pays. L'affaire du poème*, Paris, Éditions de Minuit, 1988.
- , *La Terre nous est étroite et autres poèmes*, Paris, Gallimard, 1990.
- Arye Dayan, *The Story of Shas* (hébreu), Jérusalem, Keter, 1999.
- Moshe Dayan, *Paix dans le désert. Compte rendu personnel des négociations de paix égypto-israéliennes*, Paris, Fayard, 1981.
- , *Histoire de ma vie*, Paris, Fayard, 1976.
- Jacques Derogy et Jean-Noël Gurgand, *Israël, la mort en face*, Paris, Robert Laffont, 1975.
- Alain Dieckhoff, *L'Invention d'une nation. Israël et la modernité politique*, Paris, Gallimard, 1993.
- (dir.), *L'État d'Israël*, Paris, Fayard, 2008.
- Ishac Diwan et Radwan A. Shaban, *Development under Adversity. The Palestinian Economy in Transition*, Washington, The World Bank, 1999.
- Raviv Drucker et Ofer Shelah, *Boomerang* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2005.
- Abba Eban, *Mon pays. L'épopée d'Israël moderne*, Paris, Buchet-Chastel, 1975.
- , *Personal Witness*, Londres, Jonathan Cape, 1993.
- Ran Edelist, *Where We Go Wrong* (hébreu), November Books, 2011.
- Elisha Efrat, *Geography of Occupation. Judea, Samaria and the Gaza Strip* (hébreu), Jérusalem, Éditions Carmel, 2002.
- Samuel N. Eisenstadt, *La Société israélienne : origines, développement et problèmes* (hébreu), Jérusalem, Hebrew University Magnes Press, 1967.
- Rahel Elboim-Dror, *L'Éducation hébraïque en Palestine* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1986.
- Anouar el-Sadate, *À la recherche d'une identité. Histoire de ma vie*, Paris, Fayard, 1978.
- Frédéric Encel et François Thual, *Géopolitique d'Israël. Dictionnaire pour sortir des fantasmes*, Paris, Seuil, 2004.
- Encyclopedia of Zionism and Israel*, New York, Herzl Press and McGraw-Hill, 1971.
- Charles Enderlin, *Le Rêve brisé. Histoire de l'échec du processus de paix*

au Proche-Orient, Paris, Fayard, 2002.

Simon Epstein, *Les Chemises Jaunes. Chronique d'une extrême droite raciste en Israël*, Paris, Calmann-Lévy, 1990.

—, *Histoire du peuple juif au xx^e siècle*, Paris, Hachette, 1998.

Freddy Eitan, Bibi. *Le réveil du faucon. Portrait biographique de Benjamin Netanyahou*, Paris, Alphée, 2011.

Michael Feige, *One Space, Two Places : Gush Emunim, Peace Now and the Construction of Israeli Space* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2002.

France and the Middle East. Past, Present and Future, sous la direction de Michel Abitbol, Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2004.

Jonathan Frankel, *Prophecy and Politics. Socialism, Nationalism and the Russian Jews, 1862-1917*, Cambridge University Press, 1984.

Tuvia Friling et Denis Peschanski, *David Ben Gourion, Journal 1947-1948. Les secrets de la création de l'État d'Israël*, Paris, La Martinière, 2012.

Lily Galili et Roman Bronfman, *The Million that Changed the Middle East* (hébreu), Tel-Aviv, Matar Publishing House, 2013.

Yoav Gelber, *Les Porteurs de drapeau* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1983.

—, *Independence versus Nakba* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir Publishing House, 2004.

Klaus Gensicke, *The Mufti of Jerusalem and the Nazis. The Berlin Years*, Londres, Valentin Mitchell, 2007.

Nurith Gertz, *Myths of Israeli Culture. Captives of a Dream*, Londres, Valentine Mitchell, 2000.

Fawzi Gharaibeh, *The Economics of the West Bank and Gaza Strip*, Boulder, Westview, 1985.

Motti Golani, *Zion in Zionism. The Zionist Policy and the Question of Jerusalem 1937-1949* (hébreu), Tel-Aviv, Publications du ministère de la Défense, 1982.

—, *The British Mandate for Palestine, 1948. War and Evacuation* (hébreu), Jérusalem, The Zalman Shazar Center for Jewish History, 2009.

Yossi Goldstein, *Golda. Biography* (hébreu), Beersheba, Ben Gourion University of the Neguev Press, 2012.

Micah Goodman, *Catch 67* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir Publishing House, 2017.

Yossef Gorni, *The Arab Question and the Jewish Problem* (hébreu), Tel-

- Aviv, Am Oved, 1985.
- Haim Gouri, *Face à la cage de verre. Le procès Eichmann*, Jérusalem, 1961 (1962).
- Tzvia Greenfield, *Collapse. The Disintegration of the Political Left in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2017.
- Ilan Greilsammer, *La Nouvelle Histoire d'Israël. Essai sur une identité nationale*, Paris, Gallimard, 1998.
- David Grossman, *Yellow Wind* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 1987.
- Dvora Hacoheh, *Immigrants in Turmoil. The Great Wave of Immigration to Israel and its Absorption, 1948-1951*, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994.
- , *The Grain and the Millstone. The Settlement of Immigrants in the Neguev in the First Decade of Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1998.
- Aviva Halamish, *Meir Yaari. A Collective Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2009.
- Amos Harel et Avi Isacharov, *La 7^e Guerre d'Israël. Comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l'avons perdue*, Paris-Tel-Aviv, Hachette Littératures et Éditions de l'Éclat, 2005.
- Yehoshafat Harkabi, *Arab Attitudes to Israel*, Jérusalem, Israel University Press, 1972.
- Rachel Hart, *So Close, so Far Away. Jewish-Arab Relations in Jaffa and Tel-Aviv 1881-1930* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2014.
- Smadar Hartzfeld, *Inta 'Umri* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 1994.
- Meir Hatina, *Islam and Salvation in Palestine. The Islamic Jihad Movement*, Tel-Aviv, The Moshe Dayan Center, 2001.
- Pierre Hazan, *La Guerre des Six Jours. La victoire empoisonnée*, Bruxelles, Complexe, 2001.
- Mohamed Heikal, *The Road to Ramadan*, Londres, William Collins and Co, 1975.
- Tsila Hershko, *Entre Paris et Jérusalem : la France, le sionisme et la création de l'État d'Israël*, Paris, Honoré Champion, 2004.
- Arthur Hertzberg, *The Zionist Idea. A Historical Analysis and Reader*, Philadelphie, The Jewish Publication Society, 1997.
- Théodore Herzl, *L'État des Juifs*, présentation, notes, postface inédite et traduction de l'allemand par Claude Klein, Paris, La Découverte, 2003.

- , *Altneuland. Nouveau pays ancien précédé de Retour à Altneuland : la traversée des utopies sionistes*, Paris-Tel-Aviv, Éditions de l'Éclat, 2004.
- David Hirst, *Une histoire du Liban*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2016.
- Patrick Boucheron (dir.), *Histoire mondiale de la France*, Paris, Seuil, 2017.
- Inside Terrorist Organisations*, textes réunis par David Rapoport, Londres, Frank Cass, 1988.
- Intellectuels et militants de l'Islam contemporain*, textes réunis par Gilles Kepel et Yann Richard, Paris, Seuil, 1990.
- Israël*, numéro spécial de la revue *Pouvoirs*, n° 72, 1995.
- Israel at the Polls 1996*, études réunies par Daniel J. Elazar et Shmuel Sanders, Londres et Portland, Frank Cass, 1997.
- Israel at the Polls 1999*, Portland et Londres, Frank Cass, 2000.
- Israel in the Great Wave of Immigration, 1948-1953* (hébreu), textes réunis par Dalia Ofer, Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1996.
- Israël. Rêve d'une terre nouvelle*, textes réunis et présentés par Michel Abitbol et Guy Dugas, Paris, Omnibus, 1998.
- Israeli Haredim : Integration Without Assimilation* (hébreu), textes réunis par Kimmy Caplan et Emmanuel Sivan, Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuchad, 2003.
- Hannah Jablonka, *Foreign Brethren. Holocaust Survivors in the State of Israel, 1948-1952* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994.
- , *The State of Israel vs Adolf Eichmann* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2001.
- J. J. G. Jansen, *The Interpretation of the Koran in Modern Egypt*, Leyde, E. J. Brill, 1974.
- G. H. A. Juynboll, *The Authenticity of the Tradition Literature. Discussions in Modern Egypt*, Leyde, E. J. Brill, 1969.
- Mustafa Kabha, *The Palestinians. A People Dispersed* (hébreu), The Open University Press, 2010.
- Eyal Kafkafi, *Truth or Faith. Yitshak Tabenkin as Mentor of Hakibbutz Hameuhad* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1992.
- Ghassan Kanafani, *Retour à Haïfa*, Paris, Sindbad-Actes Sud, 1997.
- Yoram Kaniuk, *1948* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2010.
- Amnon Kapeliouk, *Arafat l'irréductible*, Paris, Fayard, 2004.

- Ernan Kaplan et Derek J. Penslar (éds), *The Origins of Israel, 1882-1948*, Madison, The University of Wisconsin Press, 2011.
- Ruth Kark, *Jaffa. A City in Evolution, 1799-1917*, (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1990.
- Yossi Katz, *A State in the Making. Zionist Plans for the Partition of Palestine and the Establishment of a Jewish State* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 1972.
- Rémi Kauffer, *La Saga des Hachémites*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2009.
- Nir Kedar, *Ben Gurion and the Constitution* (hébreu), Or Yehouda, Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2015.
- Amos Kenan, *The Road to Ein Harod* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1984.
- Gilles Kepel, *La Revanche de Dieu. Chrétiens, juifs et musulmans à la reconquête du monde*, Paris, Seuil, 1991.
- Rashid Khalidi, *L'Identité palestinienne. La construction d'une conscience nationale*, Paris, La Fabrique, 2003.
- Claude-Catherine Kiejman, *Golda Meir. Une vie pour Israël*, Paris, Tallandier, 2015.
- David Kimche, *After Nasser, Arafat and Sadam Ussein. The Last Option*, Londres, Weidenfeld and Nicolson, 1991.
- Henry Kissinger, *Sortie de crise. Kippour 1973, Vietnam 1975*, Paris, Fayard, 2003.
- Claude Klein, *Le Caractère juif de l'État d'Israël*, Paris, Cujas, 1977.
- , *La Démocratie d'Israël*, Paris, Seuil, 1997.
- Menahem Klein, *Lives in Common. A local history* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2015.
- Arthur Koestler, *Analyse d'un miracle*, Paris, Circé (poche), 1998.
- Anat Kurz and Nahman Tal, *Hamas : Radical Islam in a National Struggle*, Tel-Aviv, Jaffa Center for Strategic Studies, 1997.
- La Nouvelle Historiographie israélienne*, textes réunis par Michel Abitbol et Florence Heyman, Paris, Éditions du CNRS, 1998.
- Jean Lacouture, *Nasser*, Paris, Seuil, 1971.
- Amnon Lammfrom, *Levi Eshkol. Political Biography 1944-1968* (hébreu), Tel-Aviv, Resling, 2014.
- David Landau, *Arik. The Life of Ariel Sharon*, New York, Vintage Books, 2014.
- Abdallah Laroui, *Islam et modernité*, Paris, La Découverte, 1986.
- Henry Laurens, *Le Retour des exilés. La lutte pour la Palestine de 1869 à*

1997, Paris, Robert Laffont, 1998.

Hava Lazarus-Yafeh, *Muslim Authors on Jews and Judaism. The Jews among their Muslim Neighbours* (hébreu), Jérusalem, The Zalman Shazar Center for Jewish History, 1996.

Jean-François Legrain, *Les Voix du soulèvement palestinien*, Le Caire, CEDEJ, 1991.

Nissim Leon, *Mizrachi Ultra-Orthodoxy and Nationalism in Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2016.

Julia Lerner et Rivka Feldhay (éds), *Russians in Israel. The Pragmatics of Culture in Migration* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuchad, 2012.

Le Septième Jour. Dialogues de combattants de la guerre des Six Jours (recueillis parmi de jeunes membres de kibboutz), Paris, Plon, 1972.

Les Juifs et Israël vus par les théologiens arabes, The Fourth Conference on the Academy of Islamic Research, Genève, Éditions de l'Avenir, 1974.

Yagil Levy, *The Divine Commander. The Democratization of Israeli Military*, Tel-Aviv, Am Oved, 2015.

Moshe Lissak, *Essais sur l'histoire sociale d'Israël* (hébreu), Jérusalem, The Bialik Institute, 2009.

Bruce Maddy-Weitzman, *Palestinian and Israeli Intellectuals in the Shadow of Oslo and Intifadat Al-Aqsa* (hébreu), Tel-Aviv, Dayan Center, 2003.

Haïm Malka, *La Sélection* (hébreu), Tel-Aviv, Tal, 1998.

Camille Mansour, *Israël et les États-Unis ou les fondements d'une doctrine stratégique*, Armand Colin, 1995.

Ronit Marzan, *Yasser Arafat. Rhetoric of an Alone Leader* (hébreu), Riesling, 2016.

Philip Mattar, *The Mufti of Jerusalem al-Hajj Amin al-Hussayni and the Palestinian Movement*, Columbia University Press, 1988.

Meron Medzini, *Golda Meir and the Vision of Israel. A Political Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Edanim, 2005.

Golda Meir, *Ma vie*, Paris, Robert Laffont, 1975.

Shaül Mishal et Avraham Sela, *The Palestinian Hamas. Vision, Violence and Coexistence*, Columbia University Press, 2000.

Shaül Mishal et Reuben Aharoni, *Speaking Stones. Communiqués from the Intifada Underground*, Syracuse University Press, 1994.

Benny Morris, *The Birth of the Palestinian Refugee Problem, 1947-1949*, Cambridge University Press, 1988.

- , *Jews and Arabs in Palestine-Israel, 1936-1956* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2000.
- , *Righteous Victims. A History of Zionist-Arab Conflict 1881-2001*, New York, Vintage Books, 2001.
- , 1948. *A History of the First Arab-Israeli War* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013.
- , *One State, Two States. Resolving the Israel-Palestine Conflict* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2012.
- Itai Nagari, *The Wadi Salib Protest. Developments, Causes and Impacts*, PhD dissertation, University of Haifa, 2012.
- Arye Naor, *Begin in Power. A Personal Testimony* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 1993.
- Henry Near, *The Kibbutz and Society. The Kibbutz Me'uchad, 1923-1933* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1984.
- Ronald L. Nettler, *Past Trials and Present Tribulations. A Muslim Fundamentalist's View of the Jews*, Oxford, Pergamon Press, 1987.
- Boaz Neumann, *Land and Desire in Early Zionism*, Brandeis University Press, 2011.
- Eshkol Nevo, *Quatre maisons et un exil*, Paris, Gallimard, 2004.
- , *Neuland*, Paris, Gallimard, 2014.
- Max Nordau 1849-1923, textes réunis par Dephine Bechtel, Dominique Bourel et Jacques Le Rider, Éditions du Cerf, 1996.
- Nouvelles élites en Israël* (hébreu), textes réunis par Eliezer Ben-Rafael et Itzhak Steinberg, Jérusalem, Bialik Institute, 2007.
- Andrea Nusse, « The Ideology of Hamas. Palestinian Islamic Fundamentalist Thought on Jews, Israel and Islam », *Studies in Muslim-Jewish Relations*, I, 1997, p. 97-123.
- Observations and Social Interaction Among Israeli Jews*, textes réunis par Shlomit Lévy, Hannah Levinson et Elihu Katz, Jérusalem, Louis Guttman Institute, 1993.
- Michael B. Oren, *Six Days of War. June 1967 and the Making of the Modern Middle East*, Oxford University Press, 2002.
- Amos Oz, *A Journey in Israel. Autumn 1982* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1983.
- Ilan Pappé, *The Making of Israeli-Arab Conflict*, Londres, I.B. Tauris, 1992.
- Yoav Peled, *Shas. The Challenge of Israeliness* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2001.
- Shimon Peres, *David et sa fronde. L'armement d'Israël*, Paris, Stock,

1971.

- , *Combat pour la paix. Mémoires*, Paris, Fayard, 1995.
- , *Ben Gourion. Rencontres avec David Landau* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2011.
- , *Aucun rêve n'est impossible. Courage, imagination et la construction de l'Israël moderne*, Paris, Éditions Baker Street, 2017.
- Yohanan Peres et Eliezer Ben-Rafael, *Clevages in Israeli Society* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2006.
- Avi Picard, *Cut to Measure. Israel's Policy Regarding the Aliya of North African Jews, 1951-1958* (hébreu), Beersheba, Ben Gourion University of the Neguev Press, 2013.
- Nadine Picaudou, *Les Palestiniens. Un siècle d'histoire*, Bruxelles, Complexe, 2003.
- Benjamin Pinkus, *From Ambivalence to a Tacit Alliance, Israel, France and French Jewry* (hébreu), Beersheba, Ben Gourion University of the Neguev Press, 2005.
- Dina Porat, *An Entangled Leadership. The Yishuv and the Holocaust 1942-1945* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1986 (rééd. 2004).
- Yehoshoua Porath, *The Emergence of the Palestinian Arab National Movement, 1918-1929*, Londres, Frank Cass and Co, 1974.
- Profile of an Immigration Wave. The Absorption Process of Immigration from the Former Soviet Union, 1990-1995* (hébreu), textes réunis par Moshe Sicron et Elazar Leshem, Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 1998.
- Ron Poundak, *Secret Channel* (hébreu), Tel-Aviv, Yediot Ahronot, 2013.
- William B. Quandt, *Peace Process : American Diplomacy and the Arab-Israeli Conflict since 1967*, Berkeley, University of California Press, 1993.
- Yitzhak Rabin, *Carnet de service* (hébreu). Traduction française : *Mémoires*, Paris, Buchet-Chastel, 1980.
- Itamar Rabinovitch, *Itzhak Rabin : Soldier, Leader, Statesman* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2017.
- Itzhak Raphael, *Not Early Came the Light* (hébreu), Jérusalem, Bialik Institute, 1981.
- Aviezer Ravitzky, *Messianism, Zionism and Jewish Religious Radicalism* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1997.
- Pierre Razoux, *Tsahal. Nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2008.
- Yehuda Reinharz, *Chaim Weizmann. The Making of a Statesman*, Oxford

University Press, 1993.

Elie Rekhess, *The Arab Minority in Israel. Between Communism and Nationalism*, Tel-Aviv, Centre Dayan, 1993.

Dennis Ross, *The Missing Peace. The Inside Story of the Fight for Middle East Peace*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2004.

Orit Rozin, *The Rise of the Individual in 1950s Israel. A Challenge to Collectivism*, Waltham, The Brandeis University Press, 2011.

Amnon Rubinstein, *Être un peuple libre* (hébreu), Tel-Aviv, Schoken Publishing House, 1977.

—, *From Herzl to Rabin. 100 Years of Zionism* (hébreu), Tel-Aviv, Schocken Publishing House, 1997.

—, *Tribes of Israel : Together and Apart. Liberalism and Multiculturalism in the Jewish State* (hébreu), Kinéreth, Zmora-Bitan, Dvir, 2017.

— et Alexander Yacobson, *Israël et les nations. L'État-nation juif et les droits de l'homme*, Paris, PUF, 2005.

Khalil Sakakini, *Kada Ana Ya Dunya* (arabe), traduit en hébreu par Guideon Shilo, Jérusalem, Keter, 1990.

Edwin Samuel, *A Lifetime in Jerusalem*, Jérusalem, Israel Universities Press, 1970.

Shlomo Sand, *Comment le peuple juif fut inventé*, Paris, Champs essais, 2010.

—, *Comment la terre d'Israël fut inventée*, Paris, Champs histoire, 2014.

Talia Sasson, *On the Brink of the Abyss. Is the Triumph of the Settlements the End of Israeli Democracy ?* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2015.

Simon Schama, *Two Rothschilds and the Land of Israel*, Londres, William Collins Sons and Co Ltd, 1978.

Zeev Schiff et Ehud Yaari, *Israel's Lebanon War*, New York, Simon and Shuster, 1984.

—, *Intifada*, Paris, Stock, 1989.

Frédérique Schilo, *France-Israël 1948-1959 : la grande alliance*, Bruxelles, André Versaille, 2012.

Colin Schindler, *The Land Beyond Promise. Israel, Likud and the Zionist Dream : Power, Politics and Ideology from Begin to Netanyahu*, Londres, I.B. Tauris, 1995.

U.O. Schmeltz, S. Dellapergola, U. Avner, *Ethnic Differences among Israeli Jews. A New Look*, Jérusalem, 1991.

Carl E. Schorske, *Fin de siècle Vienna. Politics and Culture*, New York, Vintage Books, 1981.

Dan Schueftan, *Palestinians in Israel. The Arab Minority and the Jewish*

- State (hébreu), Or Yehouda, Kinéreth, Zamora-Bitan-Dvir, 2011.
- Dov Schwartz, *Religious Zionism Between Logic and Messianism* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1999.
- Simon Sebag Montefiore, *Jérusalem. Biographie*, Paris, Calmann-Lévy, 2011.
- Haggai Segal, *Dear Brothers* (hébreu), Jérusalem, Keter, 1987.
- Tom Segev, *Les Premiers Israéliens*, Paris, Calmann-Lévy, 1998.
- , *Palestine under the British* (hébreu), Jérusalem, Keter, 1999.
- , *Israel in 1967* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2005.
- Dan Senor et Saul Singer, *Start-Up Nation. The Story of Israel's Economic Miracle*, New York, Twelve, 2011.
- David Shaham, *Israel. 40 Years*, Tel-Aviv, Am Oved, 1991.
- Yitzhak Shamir, *Ma vie pour Israël. Mémoires de combat*, Paris, Ramsay, 2000.
- Moshe Shamir, *My Life with Ishmael* (hébreu), Tel-Aviv, Maariv, 1968.
- Anita Shapira, *Le Glaive de la colombe* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 1992
- , *Land and Power. The Zionist Resort to Force, 1881-1948*, Oxford University Press, 1992.
- , *Berl. A Biography* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2000.
- , *La Bible et l'identité israélienne* (hébreu), Jérusalem, The Hebrew University Magnes Press, 2005.
- , *Brenner. A Life* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2005.
- , *Israel. A History*, Waltham, Brandeis University Press, 2012.
- , *Ben Gurion. Father of Modern Israel* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2015.
- Zeev Sharef, *Three Days*, Londres, 1962.
- Ariel Sharon, *Mémoires*, Paris, Stock, 1990.
- Ari Shavit, *My Promised Land. The Triumph and Tragedy of Israel*, New York, Spiegel and Graw, 2013.
- Yair Sheleg, *The New Israeli Jews* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2000.
- , *The New Religious Jews. Recent Developments Among Observant Jews in Israel* (hébreu), Jérusalem, Keter, 2000.
- A.D. Sherman, *Mandate Days. British Lives in Palestine, 1918-1948*, Baltimore et Londres, The Johns Hopkins University Press, 1997.
- Shimon Shiffer, *Opération Boule de neige*, Paris, JC Lattès, 1984.
- Avi Shilon, *Ben Gourion. Épilogue* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2013.
- David K. Shipler, *Arab and Jew. Wounded Spirits in a Promised Land*,

Londres, Penguin Books, 2002.

Avi Shlaim, *The Iron Wall. Israel and the Arab World*, Londres et New York, W.W. Norton and Company, 2001 ; édition française : *Le Mur de Fer. Israël et le monde arabe*, Paris, Buchet-Chastel, 2007.

Shlomo Sitton, *Israël. Immigration et croissance*, Paris, Cujas, 1958.

Sionismes, textes fondamentaux réunis et présentés par Denis Charbit, Paris, Albin Michel, 1998.

Yehoshoua Sobol, *La Palestinienne* (hébreu), Tel-Aviv, Or Am, 1985.

Society and Economy in Israel. Historical and Contemporary Perspectives, textes réunis par Avi Bareli, Daniel Gutwein, Tuvia Friling, Beersheba, Ben Gourion Research Intitute, Ben Gourion University of the Neguev Press, 2005.

Dan Soen, *Left, Right. From Dreams of Liberty and Justice to Ultrnationalism. The Israel Story* (hébreu), Haïfa, Pardes, 2015.

Robert Solé, *Sadate*, Paris, Perrin, 2013.

Ehud Sprinzak, *Fundamentalism, Terrorism and Democracy : The Case of Gush Emunim Underground*, Occasional Paper, The Wilson Center, Washington, 1986.

—, *Gush Emunim. The Politics of Zionist Fundamentalism in Israel*, New York, The American Jewish Committee, 1986.

Roni Stauber, *The Holocaust in Israeli Public Debate in the 1950s*, Londres, Valentine Mitchell Press, 2007.

Zéev Sternhell, *Aux origines d'Israël. Entre nationalisme et socialisme*, Paris, Fayard, 1996.

Pierre-André Taguieff, *La Nouvelle Judéophobie*, Paris, Mille et Une Nuits, 2002.

Bassam Tibi, *The Challenge of Fundamentalism. Political Islam and the New World Disorder*, Berkeley, University of California Press, 2002.

The Arab-Israeli Conflict As Reflected by the Arab Literature, Jérusalem, Van Leer Institute, 1975.

The Israeli Democracy Index (hébreu), Jérusalem, The Israel Institute for Democracy, 2014.

The National Religious Sector in Israel 2014, Jérusalem, The Israel Institute for Democracy, 2014.

The Power of Property. Israeli Society in the Global Age (hébreu), textes réunis par Dani Filc et Uri Ram, Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2004.

François-Xavier Trégan, *La Deuxième Intifada*, Paris, La Documentation française, *Problèmes politiques et sociaux*, n° 879, 23 août 2002.

- S. Ilan Troen, *Imagining Zion, Dreams, Designs, and Realities in a Century of Jewish Settlement*, Yale University Press, 2003.
- Yaron Tsur, *A Torn Community. The Jews of Morocco and Nationalism 1951-1954* (hébreu), Tel-Aviv, Am Oved, 2001.
- Michael Walzer, *The Paradox of Liberation. Secular Revolutions and Religious Counterrevolutions*, Yale University Press, 2015.
- Yechiam Weitz, *Aware but Helpless. Mapai and the Holocaust 1943-1945* (hébreu), Jérusalem, Yad Itzhak Ben-Zvi Publications, 1994.
- Ezer Weizman, *The Battle for Peace*, Toronto, New York et Londres, Bantam Books, 1981.
- On Winkler, *Behind the Numbers : Israel Political Demography* (hébreu), Université de Haïfa, 2015.
- Robert S. Wistrich (éd.), *Anti-Zionism and Antisemitism in the Contemporary World*, New York, Macmillan, 1990.
- Avraham B. Yehoshoua, *L'Amant*, Paris, Calmann-Lévy, 1979.
- Ya'acov Yehoshoua, *Notes of an Effendi Without Royalties* (hébreu), Tel-Aviv, Hakibbutz Hameuhad, 2016.
- Zvi Zameret, *Across a Narrow Bridge. Shaping the Education System During the Great Aliya* (hébreu), Sdé Bokern, Ben Gourion University of the Neguev Press, 1997.
- Idith Zertal, *La Nation et la Mort. La Shoah dans le discours et la politique d'Israël*, Paris, La Découverte, 2004.
- et Akiva Eldar, *Lords of the Land : The War Over Israel's Settlements in the Occupied Territories* (hébreu), Kinéret, Zmora-Bitan, 2008.
- Stefan Zweig, *Le Monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, Paris, Belfond, 1993.

Index

- Aaronsohn, Aaron, agronome 96, 120
- 'Abd Allah b.Saba' 93
- 'Abdallah I^{er}, roi de Jordanie 129, 180-181, 206, 211-212, 222, 226, 231, 234-235, 240, 245, 247-248, 250, 254-256, 327, 329, 331, 333-334, 411, 523, 649, 749
- 'Abd al-Rahman, Mawlay, sultan du Maroc 39
- 'Abdelbaqi, Ahmed Hilmi 247
- Abduh, Mohammed, réformiste musulman 92
- Abdülhamid II, sultan ottoman 47, 69
- Abdül Majid I^{er}, sultan ottoman 40
- Abergel, Ruben 401
- Abou 'Ala 15
 - Voir Ahmed Qorei
- Abou Ayyad (Salah Khalaf), chef de Septembre noir 424, 431-432
- Abou Hassira, Aharon, député israélien 690
- Abou Nidal, chef palestinien 515, 565-566, 603
- Abrushmi, Jonas 669
- Achimeir, Abba 167
- Adan, Abraham, général israélien 453-455, 462-465
- Adelson, Sheldon, ami de Benyamin Netanyahou 763, 771, 773
- Adenauer, Konrad, chancelier ouest-allemand 270-271
- Adib, Shishakli 327
- Adler, Nathan 28
- Adler, Victor 57
- Agnon, Samuel-Yossef, écrivain et Prix Nobel de Littérature 48, 84, 140, 183, 365, 406-407

- Agranat, commission [470](#), [472](#)
- Ahad Ha'am, essayiste père du sionisme « culturel » [39](#), [50](#), [53-54](#), [67](#), [70](#), [84](#), [95](#), [107](#), [121](#), [144](#), [149](#), [151](#)
- Ahbar, Ka'b al- [93](#)
- Ahmadinejad, Mahmoud [766](#)
- 'Alami, Moussa [167](#)
- Alba, 'Ido [628](#)
- Albright, Madeleine, ministre américaine des Affaires étrangères [720](#), [728](#)
- Aleichem, Shalom [655](#)
- Alexandre II [36-37](#)
- Alexandre III [37](#)
- 'Ali al-Ja'abari, Mohammed [508](#), [536](#)
- 'Ali, Isma'il, maréchal [459](#)
- Alkalai, Juda, rabbin précurseur du sionisme [25-26](#), [57](#)
- Allenby, Edmund Henry Hynman, général britannique [21](#), [106](#), [117-118](#), [122-123](#), [132](#), [144](#), [616](#)
- Allon, Yigal, général et ministre israélien [184](#), [209](#), [225](#), [243-245](#), [249](#), [251-253](#), [256](#), [259](#), [275](#), [278](#), [334](#), [363](#), [375](#), [377](#), [390](#), [409-410](#), [413-414](#), [434](#), [451](#), [456](#), [470](#), [473](#), [475-476](#), [480](#), [483-484](#), [489](#), [531](#)
- Almogui, Yossef, ministre israélien [276](#)
- Aloni, Shoulamit, femme de gauche israélienne [492](#), [494](#), [624](#), [640](#), [642](#), [672](#)
- Altermann, Nathan, poète israélien [171](#), [306](#), [366](#), [406](#), [646](#)
- 'Amer, 'Abd al-Hakim, maréchal égyptien [237](#), [332](#), [365](#), [372-373](#), [377-378](#), [381-383](#), [429](#)
- Aminadav, Nachshon ben [379](#)
- Amin Dada, Idi, président ougandais [435](#), [490-491](#)
- Amir, Aharon [322](#)
- 'Amirav, Moshe [619](#)
- Amir, Yigal [635](#), [658](#), [662](#)
- 'Amit, Meir, général et chef du Mossad [377](#), [502](#)
- Amzallag, famille [47](#)
- Anders, Władysław [194](#)
- Andrews, Louis [181](#)
- Anielewicz, Mordechai [237](#)
- Annapolis, conférence d' [759](#)
- Antonescu, Ion [193](#)
- Aoun, Michel [580](#)
- Applefeld, Aharon, écrivain israélien [320](#)
- Aqaba, blocus d' [372](#)
- Aqsa (al-), mosquée [42](#), [158](#), [163](#), [181](#), [331](#), [387](#), [509](#), [602](#), [614](#),

- 616-617, 683, 685-686, 713, 723, 726, 728, 731-732
- ‘Arafat, Yasser, président palestinien 360-361, 393, 423-425, 428, 430, 432, 476-477, 486, 491, 506, 515, 540, 545, 549, 557, 561, 565-566, 568-569, 573, 575-576, 578, 584, 594, 596-597, 605, 607, 609-610, 615, 618, 620-633, 637-639, 653, 694, 712-714, 716-718, 720-724, 726-732, 734-740, 742-745, 747, 749, 751, 778
- Aran, Zalman, ministre israélien 274, 316, 320, 370, 385, 409
- Arens, Moshe, ministre israélien 275, 525, 557, 583, 596, 598, 641, 711
- Argov, Shlomo 565
- Arguello, Patrick 428
- Aridor, Yoram 575
- Arielli, Yehoshoua 406
- ‘Arif, ‘Arif (al-) 126-127, 131
- ‘Arikat, Hassan 216, 220
- Aristote 171
- Arlozorov, Haïm, politicien sioniste 148, 166-167, 188, 550
- Armée du Jihad sacré 209, 424
- Asfour, Hassan 625
- Ashkenazy, Gaby, chef d'état-major israélien 722, 727, 760, 769-770
- Ashkenazy, Motti, officier israélien de la guerre du Kippour 450, 471-472
- Ashrawi, Hanan, femme politique palestinienne 622, 625-626
- Asquith, Herbert Henry Lord, Premier ministre britannique 110-112
- Assad, Bashar (al-), président de Syrie 722
- Assad, Hafez (al-), président de Syrie 22, 430, 440-441, 443-444, 456-457, 467, 479, 488-489, 624, 685, 721-722, 724
- Assad, Rifaat (al-), général syrien 552-554, 563, 568-569, 571
- Astruc, Isaac 53
- Atlee, Clement 196
- Austin, Warren 218
- Avidan, Shimon 220
- Aviner, Shlomo 541, 662
- Avneri, Ouri, journaliste et homme de gauche israélien 322, 406, 498, 649, 702
- Avriel, Ehoud, diplomate israélien 335
- Awartani, Hisham 608
- ‘Awda, ‘Abd al-‘Aziz 608
- Awn, Kamal Ahmed 430
- Axelrod, David 765

- ‘Ayache, Yahya [638-639](#)
- Ayalon, Ami [750](#)
- Ayalon, Danny [765](#)
- Azouri, Najib, journaliste libanais [88](#), [92](#)
- ‘Azzam, ‘Abd al-Rahman [234](#)
- ‘Azzuni, ‘Arif (al-) [185](#)
- Baal Shem Tov, Israël ben Eliezer, dit [25](#)
- Bab al-Oued, bataille de (1948) [220](#), [222](#)
- Baba Sali, « saint » juif marocain [655](#)
- Badran, Shams [373](#)
- Baer, Isaac [651](#)
- Baker, James, ministre américain des Affaires étrangères [598](#), [621-622](#)
- Balfour, Arthur James [107-108](#), [112](#), [115](#), [122](#), [141](#), [143](#)
- Balfour, déclaration [116-118](#), [120](#), [122-125](#), [127-128](#), [130](#), [132-133](#), [142](#), [150](#), [155](#), [612](#)
- Bandak, Yusuf ‘Isa (al-) [185](#)
- Bandung, conférence de [338](#)
- Barak, Aharon, président de la Haute Cour de justice israélienne [519](#), [525](#), [642](#), [662](#)
- Barak, Ehoud, général, chef d’état-major et Premier ministre israélien [431-432](#), [626](#), [637](#), [639](#), [641](#), [653](#), [684](#), [716](#), [719-724](#), [726-735](#), [760](#), [762](#), [764](#), [769-771](#)
- Barbour, Walworth [420](#)
- Bar-Cochba, Shimon [540-541](#)
- Barghouti, Marwan, dirigeant palestinien [736](#), [739](#), [744](#)
- Barker, Evelyn [199](#)
- Bar-Lev, Haïm, général, chef d’état-major et ministre [410](#), [415-416](#), [418](#), [434](#), [437](#), [449](#), [455](#), [462-463](#), [469](#), [471](#), [496](#), [545-546](#), [563](#)
- Bar-On, Mordechai [342](#), [345](#)
- Baron, Salo [651](#)
- Bartov, Hanoah, écrivain israélien [322](#)
- Basch, Victor [113](#)
- Batikhi, général [717](#)
- Bechar, Nissim [64](#)
- Beeri, Dan [601-603](#)
- Begin, Benny, ministre israélien [711](#), [714](#), [719](#), [724](#), [754](#), [761](#), [763](#), [770](#)
- Begin, Menahem, Premier ministre israélien [194-195](#), [199-200](#), [225](#), [241](#), [256](#), [260](#), [271](#), [279](#), [302](#), [340](#), [369](#), [374](#), [376](#), [403](#), [408](#), [414-415](#), [421](#), [443](#), [447](#), [471](#), [481](#), [490](#), [494-496](#), [499-507](#), [509-537](#), [541](#), [544](#), [547-559](#), [561-567](#), [570](#), [572-585](#), [589-591](#),

- 654, 657, 666, 669, 701, 706, 714, 723, 764
- Beilinson, Moshe 183
- Beilin, Yossi, ministre israélien 511, 598, 623, 625, 638, 694
- Beinisch, Abraham 32
- Ben Ali, Zine el-Abidine 710
- Ben-Ami, Shlomo, universitaire et ministre israélien des Affaires étrangères 720, 723, 726, 731
- Ben Amos, Dan 406
- Ben Ari, Mira 238
- Ben Ari, Ouri 386, 388
- Ben Bella, Ahmed 346
- Ben Dov, Shabbetaï 602
- Ben-Eliezer, Benjamin, général et ministre israélien 553, 735, 740
- Ben Elissar, Eliahou 530
- Ben Ezer, Ehud 102
- Ben-Gal, Janosh, général israélien 457, 568, 571
- Ben Gourion, Avigdor 79
- Ben Gourion, David, Premier ministre israélien 20-21, 74, 78-79, 82, 89, 97, 106-107, 119, 121, 136-137, 139, 148, 151, 162, 165, 167, 179-180, 183, 186-188, 193, 199, 204, 208-209, 214-217, 219-220, 224, 227, 231-233, 236-237, 241, 243, 246-264, 266-269, 271, 273-279, 286-288, 290, 295, 299, 303-304, 312-314, 317, 321, 324-325, 327-329, 333-334, 336-342, 345-346, 349, 357-358, 363, 367-371, 374, 378, 388, 409, 411-412, 442-443, 448, 470, 474, 489, 494, 499, 504-505, 507, 525, 530, 532, 541, 590-591, 593, 637, 649, 654, 656, 666-667, 671, 691, 693, 700-702, 753, 764, 774
- Ben Gourion, Paula 232, 388
- Ben-Hanan, Yossi 457
- Benharoch, David 315
- Ben Laden, Ousama 737, 744
- Ben Nathan, Asher 638
- Bennett, Naftali, ministre 662, 676, 771, 774, 776, 781
- Benoît XVI 115
- Ben Sasson, Haïm Hillel 651
- Ben Shoham, Itzhak 452
- Ben Shoshan, Yeshoua 601
- Bentwich, Norman 156, 160
- Ben Yaïr, Elazar 541
- Ben Yehouda, Eliezer, linguiste 64, 84
- Ben-Zvi, Itzhak, président de l'État d'Israël 74, 78, 89, 94, 97, 106-107, 119, 140, 148, 217, 269

- Ben-Zvi, Rachel Yanaït, dirigeante socialiste 78
- Berdycewski, Micha Joseph, essayiste 84, 100
- Bergmann, Samuel Hugo, philosophe 149
- Bergson, Henri 171
- Berl, Alfred 164
- Berline, rabbin 179
- Berman, Itzhak 566-567, 575
- Bernadotte, Folke, comte 240, 246-247, 251, 482, 589
- Bernstein, Leonard 398
- Bevin, Ernest, ministre britannique des Affaires étrangères 196, 199-200, 202
- Bey, Moncef, souverain tunisien 191
- Bey, Rashid 69
- Bialik, Haïm-Nahman, poète 20, 63, 74-75, 84, 94, 102, 144, 171, 646
- Biden, Joseph, vice-président des États-Unis 768, 774
- Bigard, Jacques 127
- Biltmore, conférence de 187-188
- Bin Noun, Yochaï 250
- Birnbaum, Nathan, sioniste autrichien 58
- Bishara, 'Azmi, homme politique arabe israélien 684-685
- Bitar, Nadim 429
- Bitton, Charlie 401
- Blum, Léon, président du Conseil français 231, 259
- Bodenheimer, Max 81
- Boehner, John 773
- Bonaparte, Napoléon 40, 429, 617
- Bonnier, famille 345
- Borochoy, Berr, idéologue sioniste socialiste 78, 84, 97, 691
- Boselli, Paolo 115
- Boudia, Mohammed 432
- Boulganine, Nikolai 349
- Bourguès-Maunoury, Maurice, ministre français de la Défense 341, 343, 345
- Bourguiba, Habib, président tunisien 361, 400
- Boutros-Ghali, Boutros, ministre égyptien 521-524
- Bové, José 743
- Brandeis, Louis 132, 144
- Brandt, Willy, chancelier ouest-allemand 576, 592
- Brejnev, Leonid, secrétaire général du Parti communiste soviétique 399, 437, 460, 466
- Brenner, Yossef-Haïm, écrivain 84, 98-99, 102, 140, 170
- Brzezinski, Zbigniew, conseiller américain à la Sécurité

- nationale 513, 515, 520, 526
- Buber, Martin, philosophe 67, 149-150, 170, 183, 275
- Budayri, Khalil (al-) 185
- Bull, Odd 384
- Bunche, Ralph, médiateur des Nations unies 254, 256
- Burg, Abraham 618
- Burg, Joseph, ministre israélien 503, 530, 558, 575, 583, 657
- Bush, George H., président des États-Unis 598, 621-622
- Bush, George W., président des États-Unis 727, 734, 738-739, 744, 746-747, 749, 751, 759, 770
- Cahen d'Anvers, Louise, née Morpurgo 35
- Cambon, Jules 115
- Camp David, accord de paix égypto-israélien 524-525, 530-531, 544, 551, 559, 562, 589, 601, 754
- Camp David, sommet israélo-palestinien 723-725, 731
- Carmel, Moshe, général et ministre israélien 243, 250, 390
- Carter, Jimmy, président américain 493, 503-505, 512-516, 518-523, 525-529, 531, 765
- Casey, William 556, 561
- Castro, Fidel 359
- Catherine II 36
- Catroux, Georges, général et ministre français 341
- Ceausescu, Nicolas, président de Roumanie 504, 506
- Chagall, Marc 382
- Challe, Maurice 342
- Chamberlain, Austen 122
- Chamberlain, Houston Stewart 112
- Chamberlain, Joseph 70
- Chamberlain, Neville 179, 196, 627
- Chamoun, Camille, président libanais 356, 486, 489-490, 535, 552, 554, 560
- Chamoun, Dany 552
- Chancellor, John, haut-commissaire britannique 155-156, 158, 160-161
- Chelouche, famille 47
- Chirac, Jacques, président français 728, 738
- Choukeir'y, Ahmed, dirigeant palestinien 176, 360-361, 374, 405, 423
- Churchill, John, duc de Marlborough 31
- Churchill, Winston, ministre des Colonies et Premier Ministre britannique 107, 129, 133, 140-142, 184-185, 190, 194, 196, 211, 773
- Clausewitz, Carl Philipp von 416

- Clayton, Gilbert [141](#)
- Clinton, Bill, président américain [627](#), [630](#), [636](#), [712-713](#), [717-718](#), [721-724](#), [726-728](#), [730](#), [734](#), [759](#), [765-766](#), [780](#)
- Clinton, Hilary, ministre américaine des Affaires étrangères [765](#), [767](#), [774](#)
- Cohen, Gueoula, politicienne israélienne [530](#), [537](#)
- Cohn, Albert [35](#), [49](#)
- Cooper, Anthony Ashley, comte de Shaftesbury [31](#)
- Corneilhan, Georges [92](#)
- Couve de Murville, ministre français des Affaires étrangères [358](#)
- Crémieu-Foa, André [60](#)
- Crémieux, Adolphe, ministre et dirigeant du judaïsme français [22](#), [27](#), [32](#), [35](#), [79](#)
- Cresson, Warder [31](#)
- Cunningham, Alan, général, haut-commissaire britannique [197](#), [224](#)
- Curzon, George Nathaniel, ministre britannique [115](#), [121](#), [128](#)
- Cyrus, roi des Perses [16](#)
- Dagan, Meir, général et chef du Mossad [769](#), [771](#)
- Dahamsheh, ‘Abd al-Malik [684-685](#)
- Dahlan, Mohammed [736](#)
- Dankner, Amnon, journaliste [669](#), [673](#), [693](#), [710](#)
- Danziger, Itzhak, sculpteur israélien [322](#)
- Darlan, François [345](#)
- Darmesteter, Ernest (James ?) [17](#)
- Darwaza, Muhammad ‘Azzat [185](#)
- Darwish, ‘Abdallah Nimr [683](#)
- Darwish, Mahmoud, poète palestinien [354](#), [626](#)
- David, roi [15](#)
- Dayan, Moshe, général, chef d’état-major et ministre des Affaires étrangères [184](#), [209](#), [224](#), [239](#), [243](#), [250-251](#), [273-274](#), [276](#), [279](#), [321](#), [333-342](#), [345-348](#), [350](#), [362-363](#), [365](#), [367-369](#), [374](#), [376-378](#), [381](#), [384-391](#), [397](#), [401](#), [406](#), [409-410](#), [412-419](#), [421](#), [433-434](#), [437-438](#), [440](#), [442](#), [444-447](#), [451-453](#), [455-456](#), [461-462](#), [464](#), [468](#), [470-472](#), [474-476](#), [484](#), [491](#), [502](#), [504-505](#), [507-509](#), [511-513](#), [515](#), [517-519](#), [521-523](#), [525-531](#), [534](#), [551](#), [585](#), [589](#), [649](#), [701](#)
- Dayan, Ouzi [762](#)
- Deedes, Whyndham [122](#)
- Deir Yassin, massacre [221-222](#), [226](#), [259](#), [324](#), [515](#), [535](#)
- Delphinarium, attentat du [696](#), [737](#)
- Dermer, Ron [773](#)
- Dery, Aryeh, dirigeant du parti Shas et ministre israélien [662](#),

672-673, 676, 691-692, 710

- Dichter, Yoav, directeur du Shin Bet 740, 744
- Dif, Mohammed, chef militaire du Hamas 639
- Dinitz, Simha 446
- Dinour, Ben Zion, historien et ministre de l'Éducation 265, 651
- Diskin, Youval, chef du Shin Bet 732, 738, 769
- Disraeli, Benjamin 110
- Dizengoff, Meir, premier maire de Tel-Aviv 56, 143
- Djemâl Pacha, gouverneur turc de la Palestine 106-107, 109
- Dori, Ya'aacov, général et chef d'état-major israélien 208, 273
- Doubkin, Eliahou 305
- Doubnov, Simon, historien 21, 38, 651
- Doura, Mohammed (al-) 733
- Draper, Maurice 582
- Dreyfus, Alfred 17, 59, 61-62
- Drori, Amir, général 576, 580-581, 583
- Dror, mouvement de jeunesse sioniste 281
- Drumont, Édouard 59-61
- Dugourd, Justin 51
- Dühring, Karl Eugen 58
- Dulles, Foster, ministre américain des Affaires étrangères 331, 336, 342, 345
- Dunant, Henri 34-35
- Eban, Abba, ministre israélien 218, 274, 328, 335, 371-373, 375-377, 413, 418-419, 421, 434-435, 444, 470-471, 473, 475, 508, 529
- Eden, Anthony, Premier ministre britannique 336, 344
- Eichmann, Adolf 319, 352, 633
- Eichmann, procès 318, 375
- Eilon, Amos, journaliste 301
- Einan, Menahem 568, 570, 575
- Einstein, Albert 144, 269, 320, 669
- Eisenhower, Dwight David, président des États-Unis 338, 349, 356-357
- Eisenstadt, Samuel Noah, sociologue 650
- Eitan, Raphaël (Rafoul), général, chef d'état-major israélien 347, 382, 452, 456-458, 516, 548, 551-554, 557, 559, 561-563, 566, 572, 576-577, 580-581, 583, 669
- Eitan, Walter, diplomate israélien 254, 335
- Elad, Avery 272, 274
- Elazar, David, général et chef d'état-major israélien 362-363, 378, 390, 437, 440, 446-447, 451, 453-455, 459, 462, 467, 472
- Elazari-Volcani, Isaac 81

- Elbaz, Nathan [317](#)
- Eliachar, famille [47](#)
- Eliav, Lova [492](#)
- Elkind, Mendel [137](#)
- Emanuel, Rahm [765](#), [771](#)
- Epstein, Itzhak, pédagogue [95-96](#), [151](#)
- Eridor, Yoram, ministre israélien [533](#)
- Erlanger, Michel, banquier français [49](#), [51](#)
- Erlich, Simha, ministre israélien [503](#), [517](#), [532](#), [558](#), [562](#), [566](#), [575](#), [706](#)
- Ermens, Gérard [51](#)
- Eshkol, Levi, Premier ministre israélien [74](#), [241](#), [274-276](#), [278](#), [280](#), [310](#), [324](#), [333](#), [357](#), [363-365](#), [367-369](#), [371-374](#), [376-377](#), [384-388](#), [390](#), [405](#), [409-414](#), [492](#), [494](#), [525](#), [532](#), [702](#), [729](#)
- Eshkol, Nevo, écrivain [645](#), [647](#)
- Ettinger, Shamuël, historien [651](#)
- Etzion, Yehouda [601-602](#)
- Fahd, roi d'Arabie saoudite [723](#)
- Fakhri, Nashashibi [182](#)
- Falkenhayn, Erich von [106](#)
- Farouk I^{er}, roi d'Égypte [234](#), [237](#), [242](#), [247](#), [327](#), [331-332](#)
- Faure, Edgar, président du Conseil français [341](#)
- Faurisson, Robert [747](#)
- Fawzi, Mohammed [364-365](#), [372](#)
- Fayyad, Sulayman, écrivain palestinien [355](#)
- Feiglin, Moshe [662](#)
- Feinberg, Avshalom, ingénieur [96](#)
- Finkelstein, Arthur [731](#)
- Finn, James, consul britannique à Jérusalem [30-31](#)
- Fisher, Stanley, banquier [593](#)
- Fishman, rabbin [198](#)
- Flapan, Simha [649](#)
- Flatto-Sharon, Samuel [498](#)
- Ford, Gerald, président américain [479-481](#), [493](#)
- Frangié, Soleiman, président libanais [486](#), [552](#)
- Frankfurter, Felix, juge américain [121](#)
- Freud, Sigmund [57](#), [120](#), [320](#), [669](#)
- Friedman, Tom, journaliste [768](#)
- Frydman, Jean [633-635](#)
- Galili, Israël, ministre israélien [199](#), [208](#), [231](#), [241-242](#), [278](#), [390](#), [409](#), [414](#), [434](#), [445](#), [451](#), [456](#), [483](#)
- Gamassi, Mohammed (al-), général et chef d'état-major égyptien [439](#), [464](#), [467](#), [480](#), [513](#)

- Gantz, Benny, chef d'état-major israélien 769
- Gaulle, Charles de, président français 345, 358, 371, 375-376, 379, 407, 426, 436, 524, 705
- Gavish, Yeshayahou, général israélien 378, 455
- Gawler, Jow Cox, gouverneur britannique d'Australie du Sud 28
- Gazit, Shlomo, général israélien 623
- Geiger, Abraham 17
- Geismar, Léon 164
- Gelblum, Aryeh, journaliste 301-302
- Gemayel, Amin, président libanais 552, 582, 584
- Gemayel, Bashir, président élu libanais allié d'Israël 490, 552-554, 557, 559-561, 572, 574, 577-580
- Gemayel, Pierre, chef des Phalanges libanaises 486, 552, 560
- George V, roi d'Angleterre 120
- Geva, Elie, colonel israélien de la guerre du Liban 568-570, 576
- Gibli, Benjamin 272-273, 336
- Gilbert, Pierre, ambassadeur français 340, 358
- Gillon, Carmi, chef du Shin Bet 750
- Giscard d'Estaing, Valéry, président français 524
- Gitai, Amos, cinéaste 645, 647
- Glubb Pacha, commandant anglais de la Légion arabe 197, 206, 235, 240, 245, 343
- Golan-Agnon, Daphna 48
- Goldberg, Léa, poétesse israélienne 171
- Goldman, Nahum, président du Congrès juif mondial 301, 419-420, 507
- Goldstein, Baruch 628
- Goldstone, Richard, juriste sud-africain 760-761
- Goldwasser, Ehoud 755, 762
- Golomb, Eliahou, chef de la Hagana 199
- Gomulka, Wladyslaw 398
- Gonen, Shmuel, général 382, 452, 454-455, 462-463
- Gonzales, Felipe 592
- Gorbatchev, Mikhaïl, dirigeant soviétique 606, 694
- Gordon, Aharon David, penseur sioniste 78, 84, 146, 151
- Gordon, David, journaliste précurseur du sionisme 25, 28, 32
- Goren, Shlomo, rabbin 388
- Gorki, Maxime 134
- Gort, John Vereker, haut-commissaire 195
- Gouraud, Henri Joseph Eugène 129, 616
- Gouri, Haïm, écrivain israélien 320, 322, 406
- Gour, Motta, général et chef d'état-major 385-388, 421, 475, 480, 507-508

- Graetz, Heinrich, historien [33-34](#)
- Gray-Hill, John [122](#)
- Grey, Edward, ministre britannique [110](#)
- Grinberg, Ouri Zvi, écrivain israélien [167](#), [170-171](#), [406](#)
- Gromyko, Andrei, ministre soviétique des Affaires étrangères [218](#), [373](#)
- Grossman, David, écrivain israélien [605](#), [645](#), [672](#)
- Grossmann, Haika [574](#)
- Gruener, Dov [202](#)
- Gruenwald, Malchiel [318-319](#)
- Gruntzweig, Émile, pacifiste israélien [583](#), [669](#)
- Gryn, David [15](#)
 - Voir David ben Gourion
- Guillaume II, empereur d'Allemagne [69](#)
- Gurevitch, Adiya, alias Gur Horon [322](#)
- Gurney, Henri [226](#)
- Gutfreund, Amir, écrivain [645](#)
- Habache, Georges, dirigeant palestinien [423](#), [427](#), [432](#), [487](#), [565](#), [620](#), [626](#)
- Habibi, Émile, dirigeant communiste israélien [406](#)
- Habib, Philip, diplomate américain [554-555](#), [571](#), [573](#), [575](#), [577](#), [582](#)
- Ha-Cohen, Mordechai Hillel [53](#)
- Haddad, Sa'ad, officier libanais commandant de l'Armée du Sud-Liban [516](#), [552](#), [557](#), [560](#), [563](#), [568-569](#)
- Haig, Alexander, ministre américain des Affaires étrangères [553](#), [556](#), [561](#), [564-565](#), [575](#)
- Hajj Amin (al) [15](#)
 - Voir Hajj Amin al-Husseini
- Hakim, Eliyahu [194](#)
- Halaf, Karim [603](#)
- Halevy, Ephraïm, diplomate et chef du Mossad [715-716](#), [718](#), [732](#)
- Haloutz, Dan, général d'aviation et chef d'état-major israélien [750](#), [752](#), [755](#), [757-758](#), [760](#)
- Halperin, Ouriel [322](#)
- Hamami, Sa'id [565](#)
- HaMeïri, Avigdor [171](#)
- Hamer, Zebouloun, ministre israélien [502](#), [533](#), [575](#)
- Hanegbi, Tzahi [763-764](#)
- Haniyeh, Isma'il, chef politique du Hamas [751](#), [755](#), [766-768](#)
- Hareouveni, Aharon [84](#)
- Harkabi, Yehoshafat, général et orientaliste israélien [342](#)

- Hartzfeld, Smadar [647](#)
- Hassan ‘Ali, Kamal [525](#)
- Hassan II, roi du Maroc [400](#), [491](#), [504](#), [507](#), [524](#)
- Hassan, prince jordanien [717](#)
- Hatem, Abou [487](#)
- Hawatmeh, Naïf, chef palestinien [626](#)
- Hazan, Ya‘acov [278](#)
- Hazaz, Haïm, écrivain israélien [367](#), [406](#)
- Hefetz, Assaf [762](#)
- Heine, Heinrich [17](#), [171](#), [669](#)
- Hertz Imber, Naftali [32](#), [63](#), [67](#)
- Herzl, Jacob [57](#), [71](#)
- Herzl, Théodore, père du sionisme politique [16-17](#), [19-21](#), [35](#), [38-39](#), [45](#), [50](#), [53](#), [57-72](#), [74](#), [76](#), [79-82](#), [87](#), [89](#), [102](#), [105](#), [112](#), [115](#), [149](#), [152](#), [398](#), [538](#), [643](#), [647](#), [777](#)
- Herzog, Itzhak, général et président de l’État israélien [584](#), [591](#), [599](#)
- Hess, Moses, penseur juif allemand [28](#), [32-34](#)
- Himmler, Heinrich [319](#), [633](#)
- Hirsch, Daniel [49](#)
- Hirsch, Maurice de, baron [38](#), [62](#), [67](#)
- Hirshfeld, Yair, universitaire israélien [623](#), [625](#), [627](#)
- Hitler, Adolf [172](#), [179](#), [184](#), [186](#), [189](#), [375](#), [540](#), [573-574](#), [627](#), [633](#), [635](#), [665](#), [710](#)
- Hobeika, Elie, chef phalangiste libanais [581](#)
- Hod, Motti, général d’aviation israélien [380-381](#), [388](#)
- Hofi, Itzhak, général israélien [444](#), [452](#), [554](#)
- Hollande, François, président français [780](#)
- Horoshowsky, Benjamin, écrivain [286](#)
- Horowitz, Yigal, ministre israélien [532](#)
- Hourani, Raja (al-) [185](#)
- Houshi, Abba, maire de Haïfa [315](#)
- Hoz, Dov [119](#)
- Husayni, Fawzi Darwish (al-) [185](#)
- Husayni, Ishaq Musa (al-) [185](#)
- Husni, Za’im, dirigeant syrien [327](#), [331](#)
- Hussein, Ahmad [331](#)
- Hussein ben Ali [109](#), [111](#), [129](#)
- Hussein ben Talal, roi de Jordanie [331](#), [343](#), [356](#), [360](#), [364](#), [374](#), [381](#), [383-384](#), [386-387](#), [389](#), [393](#), [405](#), [414](#), [420](#), [422](#), [428](#), [437-438](#), [441](#), [444](#), [475-476](#), [594-596](#), [604-605](#), [619](#), [630](#), [636](#), [712](#), [715-717](#), [720](#)
- Hussein, Faysal ben [111](#), [120-121](#), [125-126](#), [129](#), [131](#)

- Husseini, ‘Abd al-Qadir (al-), chef militaire palestinien 176, 181, 209, 220-221
- Husseini, Faysal (al-), homme politique palestinien de Jérusalem 608, 619, 622
- Husseini, Hajj Amin (al-), mufti de Jérusalem 44, 126-127, 131, 154, 157, 181, 185, 191, 206, 247, 354, 424, 710
- Husseini, Kamil (al-) 122, 131
- Husseini, Mohammed Tahir (al-) 131
- Husseini, Moussa (al-) 181
- Husseini, Moussa Kazem (al-) 126, 130, 142, 176, 181
- Husseini, Sa’id (al-) 47
- Hussein, Saddam, président irakien 22, 548, 565, 621, 623
- Ibn Diyya, Ibrahim, chef militaire palestinien 213, 216, 220, 223
- Ibn Munabbih, Wahb 93
- Ibn Saoud, roi d’Arabie 180, 211
- Ibn Taymiyya, Taqī al-dīn Aḥmad 93
- Idris, Suhayl, écrivain palestinien 355
- Isma’il, Hafez 439-441
- Istöczy, Gyözö von 58
- Itzhaqi, Yair 732
- Jabotinsky, Vladimir Zeev, essayiste, fondateur du mouvement sioniste révisionniste 70, 105, 119-120, 126, 131, 134-136, 149-154, 165-166, 179, 186, 188, 194, 241, 275, 375, 408, 421, 448, 499, 502, 504, 550, 589, 691, 700-701, 711
- Jacobson, Victor 67, 89
- Jarring, Gunnar 416, 420-423, 433
- Jibril, Ahmed, chef palestinien 425, 427, 482, 597, 608
- Jihad islamique 585, 608-610, 620, 622, 624, 626, 629-630, 639, 714, 734, 736, 738, 744, 749
- Johnson, Lyndon, président des États-Unis 357, 368-369, 371-372, 377
- Josephtal, Giora 301
- Joumblatt, Kamal, politicien druze libanais 486-489
- Jusserand, Jean, ambassadeur 113
- Kabbani, Nizar, poète syrien 626
- Kaddoumi, Farouk 626
- Kadhafi, Mu’ammar, président libyen 400, 440, 445, 464, 512, 556, 569
- Kadima, parti politique israélien 58, 119, 753-754, 759, 761-762, 771
- Kadouri, Itzhak, rabbin kabbaliste 676, 691, 704
- Kahalani, Avigdor, général et ministre israélien 457, 568

- Kahana, Meir [544](#), [591](#), [603](#), [619](#), [628-629](#)
- Kahane, commission [583](#), [592](#)
- Kahn, Zadoc, grand rabbin de France [39](#), [49](#), [87](#)
- Kalisher, Tzvi Hirsch, rabbin né en Prusse [25-28](#)
- Kalvaryski, Chaim [151](#)
- Kamel, Mohammed Ibrahim, ministre égyptien [513-514](#), [521](#)
- Kanafani, Ghassan, écrivain palestinien [354](#)
- Kaniouk, Yoram, écrivain israélien [320](#), [322](#)
- Kaplan, Eliezer, ministre israélien [258-259](#), [304](#)
- Kaplansky, Salomon [82](#)
- Karmi, Mohammed Ra'ad [739-740](#)
- Katsav, Moshe, président israélien [633](#), [722](#), [759](#)
- Katzir, Ephraïm, président israélien [507](#)
- Katznelson, Berl, dirigeant socialiste du Yishouv [74](#), [119](#), [126](#), [134](#), [136-137](#), [139](#), [151](#), [179](#), [411](#)
- Katsner, Rudolf, procès [318-319](#)
- Kawukdji, Fawzi, chef militaire libanais [184](#), [210](#), [223](#), [226](#), [243](#), [250](#)
- Kay, David [398](#)
- Keating, Kenneth [447](#)
- Kedar, Lou [446](#)
- Kénan, Amos, écrivain israélien [322](#), [366](#), [645-646](#)
- Kennedy, John, président des États-Unis [357](#)
- Kerenski, Alexandre [114](#), [135](#)
- Kern, Cyril [746](#)
- Khaled, Leila [428](#)
- Khalidi, famille [131](#), [190](#)
- Khalidi, Yusuf Diya (al-) [87-88](#)
- Khalil, Mustafa, ministre égyptien [525](#), [527](#), [550-551](#)
- Khashoggi, Adnan [556](#)
- Khatib, Ahmad [488](#)
- Khmelnytsky, Bohdan [540-541](#)
- Khomeiny, Rouhollah, fondateur de la République islamique d'Iran [531](#), [564](#)
- Khrouchtchev, Nikita [278](#), [359](#)
- Kimche, David, diplomate israélien [556](#), [572](#)
- Kimmerling, Baruch, sociologue israélien [650](#)
- Kishk, Mohammed Jalal [429-430](#)
- Kishon, Ephraïm, humoriste israélien [300](#)
- Kissinger, Henry, ministre américain des Affaires étrangères [418](#), [422](#), [433](#), [435](#), [439-440](#), [443](#), [446-447](#), [458](#), [460](#), [465-467](#), [470](#), [476](#), [478-482](#), [493](#), [529](#)
- Kitchener, Field Marshal Horatio Herbert [109](#)

- Klausner, Yosef [448](#)
- Klimt, Gustav [57](#)
- Klinghofer, Leon [597](#)
- Kochavi, Avi [769](#)
- Koenig, Pierre, général et ministre français de la Défense [341](#)
- Koestler, Arthur, écrivain [97-98](#), [145](#)
- Kohn, Hans [149](#)
- Kollek, Teddy, maire de Jérusalem [276](#), [387-388](#), [402](#), [670](#)
- Kol, Moshe, ministre [301](#), [306](#)
- Kook, Abraham Itzhak Hacohen, rabbin [76](#), [144](#), [158](#), [282](#), [408](#)
- Kook, Zvi Yehouda, rabbin [282](#), [408](#), [472](#), [501](#), [537-538](#), [543](#), [602-603](#), [658-659](#)
- Kossyguine, Alexis, Premier ministre soviétique [373](#), [376](#), [383](#), [459](#), [465](#)
- Kovner, Abba, poète [286](#)
- Kozyrev, Andreï [630](#)
- Kreisky, Bruno, chancelier autrichien [445](#), [491](#), [576](#)
- Kurd, Maher (al-) [625](#)
- Kurtzer, Dan, ambassadeur des États-Unis en Israël [732](#), [749](#)
- Labadi, Majid [608](#)
- Labadi, Mohammed [608](#)
- Lacoste, Robert, ministre français [342](#)
- Lahad, Antoine, général libanais [593](#)
- Laharanne, Ernest [31](#)
- Lahat, Shlomo, maire de Tel-Aviv [633](#), [635](#)
- Laird, Melvyn [431](#)
- Landau, Annie [144](#)
- Landau, Ouzi, ministre israélien [711](#), [763](#)
- Laner, Dan, général israélien [456-458](#)
- Lanzmann, Claude [782](#)
- Lapid, Tommy, ministre israélien [748](#)
- Lapid, Yaïr [771](#)
- Laskov, Haïm, chef d'état-major [208](#), [350](#), [363](#), [470](#)
- Lassalle, Ferdinand [32](#), [61](#)
- Lauder, Ron, ami de Benyamin Netanyahu [763](#)
- Laval, Pierre [633](#)
- Lavon, Pinhas, ministre israélien de la Défense [272-276](#), [312](#), [334-336](#), [367](#)
- Lawrence, Thomas Edward, officier et écrivain britannique [109](#), [111](#), [118-119](#), [129](#), [184](#), [211](#)
- Leibowitz, Yeshayahou [261](#), [365](#), [406](#), [573](#)
- Lénine, Vladimir Ilitch Oulianov, dit [21](#), [114](#), [134](#), [140](#), [648](#)
- Leven, famille [342](#)

- Levi-Bianchini, Angelo [120](#)
- Lvinger, Moshe, dirigeant du Goush Emounim [537](#), [662](#)
- Levin, Hanoach, dramaturge israélien [406](#), [419](#), [645](#)
- Lévi, Sylvain [120](#), [128](#), [164](#)
- Levontin, Zalman David [120](#)
- Lévy, David, ministre israélien [403](#), [503](#), [575](#), [577](#), [581](#), [592-594](#), [691-692](#), [711-712](#), [716](#), [719](#)
- Levy, Gideon, journaliste [511](#), [647](#)
- Levy, Moshe, général, chef d'état-major [583](#)
- Lewis, Sam, ambassadeur des États-Unis [550](#), [555-556](#), [558](#), [579](#)
- Lieberman, Avigdor, ministre israélien des Affaires étrangères et de la Défense [698](#), [763-764](#), [771](#), [774](#)
- Livni, Tsipi, ministre israélienne de la Justice et des Affaires étrangères [753](#), [759](#), [762](#), [764-765](#), [770](#)
- Lloyd George, David, Premier ministre britannique [107](#), [110](#), [112](#), [116-117](#), [128](#), [132](#), [141-142](#)
- Louria, Joseph [96](#), [149](#)
- Lueger, Karl [17](#), [59](#)
- MacDonald, James Ramsay, Premier ministre britannique [162](#)
- MacDonald, Malcolm, ministre britannique des Colonies [184](#)
- MacMichael, Harold, haut-commissaire britannique [182](#), [194-195](#)
- MacNamara, Robert, secrétaire américain à la Défense [377](#)
- Magnès, Judah, président de l'Université hébraïque de Jérusalem [150](#), [170](#), [192](#), [218](#), [222](#)
- Maguen, Calmann, général israélien [464-465](#)
- Mahler, Gustav [57](#)
- Mahmoud, 'Abd al-Hakim cheikh al-Azhar [468-469](#)
- Mahmud, Sidqi [378](#)
- Maklef, Mordechaï, général et chef d'état-major israélien [159](#), [208](#), [334](#)
- Malley, Robert [724](#)
- Mangin, Louis [341-342](#)
- Mansour, Jamal [737](#)
- Mapu, Abraham [407](#)
- Marciano, Saadia [401](#)
- Marcus, David, colonel israélien [208](#), [237](#)
- Marks, Simon [108](#)
- Marshall, George, ministre américain des Affaires étrangères [218](#)
- Marwan, Ashraf [442](#), [446](#)
- Marx, Karl [17](#)
- Matalon, Ronit, écrivaine israélienne [645](#)

- Matt, Dany, général [462](#)
- Mayer, Armand [60-61](#)
- Mazen, Abou Mahmoud ‘Abbas [424](#), [625](#), [638](#), [747](#), [749](#), [751-752](#), [755](#), [759](#), [768](#), [780](#)
- McCain, John [765](#)
- Meir, Golda, Premier ministre israélien [206](#), [208](#), [231](#), [271](#), [273-274](#), [276](#), [280](#), [310](#), [328](#), [335](#), [341](#), [369](#), [375](#), [402](#), [409-415](#), [417-422](#), [433-435](#), [437](#), [439-440](#), [442-444](#), [446-447](#), [451](#), [453](#), [455-456](#), [463-468](#), [470-472](#), [475](#), [494](#), [503-504](#), [508](#), [525](#), [590](#), [701](#), [706](#), [729](#)
- Mendelsohn, Moses, philosophe juif allemand [665](#)
- Mendès France, Pierre, Premier ministre français [341](#), [507](#)
- Mendler, Albert, général israélien [450-451](#), [459](#), [464](#)
- Mengistu, Haile Mariam [534](#)
- Meridor, Dan, ministre israélien [711](#), [716](#), [762-763](#), [770](#)
- Mesh’al, Khaled, dirigeant du Hamas [714-715](#), [717](#)
- Meyerson, Morris [410-411](#)
- Michelet, Jules [265](#)
- Mikhael, Sami, écrivain [645](#)
- Milner, David [112](#), [122](#)
- Mirès, Jules [35](#)
- Mitterrand, François, président français [548](#), [573](#), [592](#), [620](#)
- Moda’i, Itzhak, ministre [592](#)
- Mofaz, Shaül, chef d’état-major et ministre de la Défense israélien [732](#), [734-736](#), [740](#), [748](#), [753](#)
- Mohammed Ali, vice-roi d’Égypte [27](#), [40](#)
- Mohilever, Samuel, rabbin [39](#), [49](#), [52](#)
- Molkho, Itzhak [763](#)
- Mollet, Guy, président du Conseil français [341-346](#)
- Mondale, Walter, vice-président des États-Unis [505](#)
- Montagu, Edwin [108](#), [111](#), [115](#)
- Montefiore, Claude [108](#)
- Montefiore, Édouard [35](#)
- Montefiore, Moses, dirigeant juif anglais [27](#), [30](#), [35](#), [119](#)
- Montgomery, Bernard Law, général anglais [182](#), [189](#), [191](#), [350](#)
- Mordechaï, Itzhak, général et ministre israélien [712](#), [716](#)
- Morès, Antoine-Amédée-Marie-Vincent Manca-Amat de Vallombrosa, dit marquis de [60](#)
- Mossinsohn, Yigal [322](#)
- Motzkin, Léo, dirigeant sioniste [67](#)
- Moubarak, Hosni, président égyptien [531](#), [597](#), [636](#), [710](#), [712](#), [720](#), [767](#)
- Moyal, Joseph [47](#)

- Moyne, Lord [194-195](#), [198](#), [589](#)
- Murray, Archibald [109](#), [112](#)
- Murtagi, ‘Abd al-Muhsin Kamal [377](#)
- Mussolini, Benito [179](#), [189](#), [191](#), [635](#)
- Mustafa, Abou ‘Ali [738](#)
- Nabuchodonosor, roi de Babylone [16](#)
- Naiditch, Isaac [164](#)
- Naor, Miryam [781](#)
- Napoléon III [31](#)
- Narkiss, Ouzi, général israélien [378](#), [387](#)
- Nashashibi, famille [48](#), [127](#), [131](#), [157](#), [176](#), [178-179](#), [181](#), [185](#), [190](#)
- Nashashibi, Nasir al-Din, écrivain palestinien [354](#)
- Nasrallah, Hassan [685](#), [755-757](#)
- Nassar, Najib [102](#)
- Nasser, Gamal Abdel, dirigeant égyptien [22](#), [237](#), [249](#), [272](#), [331-332](#), [335](#), [337-344](#), [346](#), [349-350](#), [356-357](#), [359-364](#), [366-367](#), [370-373](#), [375](#), [381](#), [383-384](#), [386](#), [390-391](#), [393](#), [405](#), [413](#), [416-420](#), [422-424](#), [428](#), [430](#), [441-442](#), [455](#), [531](#), [540](#), [649](#), [779](#)
- Nathan, Abie, pacifiste israélien [366](#)
- Natonek, Joseph, rabbin de Hongrie [28](#), [57](#)
- Navon, Itzhak, ministre et président israélien [276](#), [511](#), [582](#), [592](#)
- Navon, Joseph [47](#)
- Neeman, Ya‘acov, ministre [763](#)
- Neeman, Yuval, savant et ministre [483](#), [530](#)
- Néguib, Mohammed, colonel égyptien, chef des Officiers libres [237](#), [243](#), [249](#), [331-332](#), [337](#)
- Nehru, Jawaharlal [338](#)
- Netanyahou, Benyamin, Premier ministre israélien [598](#), [627](#), [633](#), [637](#), [639-641](#), [662](#), [664](#), [691-692](#), [697-698](#), [704](#), [710-721](#), [727](#), [730-731](#), [735](#), [748](#), [751](#), [753-754](#), [759](#), [761-775](#), [780-781](#)
- Netanyahou, Benzion [711](#), [764](#)
- Netanyahou, Sara [761-763](#)
- Netanyahou, Yoni, héros israélien [491](#), [540](#), [711](#)
- Netter, Charles [32](#), [49](#), [79](#), [359](#)
- Nicolas I^{er}, tsar de Russie [36](#)
- Nixon, Richard, président américain [417](#), [420-422](#), [431](#), [436-437](#), [439-440](#), [456](#), [460](#), [466](#), [475](#), [479](#), [493](#), [524](#)
- Noah, Mordecai Manuel [31](#)
- Nordau, Max, dirigeant sioniste [19](#), [66](#), [71](#), [89](#), [100](#), [149-150](#), [152](#)

- Noumeyri, Ja'afar, président du Soudan [556](#)
- Nusseibeh, Sari, universitaire palestinien [608](#), [619](#)
- Obama, Barack, président des États-Unis [671](#), [763](#), [765-771](#), [773-774](#), [780](#)
- Oliphant, Garibaldi Laurence [31](#)
- Olmert, Ehoud, Premier ministre israélien [676](#), [713](#), [748](#), [750](#), [753-755](#), [757-762](#), [772](#)
- Oppenheimer, Franz [82](#)
- Oren, Mordechaï [278](#)
- Ormsby-Gore, William [120](#)
- Ossovietzki, Joshua [50](#), [52](#)
- Oz, Amos, écrivain israélien [322](#), [325](#), [406](#), [448](#), [539](#), [549](#), [574](#), [593](#), [653](#), [663-664](#)
- Panetta, Leon [770](#)
- Panizzardi, Alessandro [62](#)
- Pappe, Ilan, historien israélien [649](#), [710](#)
- Pardo, Tamir [769](#)
- Passfield, Lord, Livre blanc de [161-162](#), [164](#)
- Patterson, John Henry [106](#)
- Patton, George [350](#)
- Peel, William Robert [179-180](#), [184](#)
- Peled, Benny, général israélien [452](#)
- Peled, Matti, général israélien [421](#)
- Peled, Moshe, général israélien [457](#)
- Pelosi, Nancy [773](#)
- Peres, Shimon, Premier ministre et président d'Israël [236](#), [273-274](#), [276](#), [279](#), [334-336](#), [340-343](#), [345](#), [350](#), [358](#), [363](#), [370](#), [374-375](#), [388](#), [409](#), [412](#), [414-415](#), [471](#), [474-476](#), [480](#), [483-484](#), [491](#), [493-494](#), [502](#), [504](#), [508](#), [511](#), [528](#), [536-537](#), [548-549](#), [563](#), [576](#), [589-599](#), [604](#), [619](#), [623](#), [625](#), [627](#), [631](#), [633-642](#), [654](#), [659](#), [664](#), [691-692](#), [694-695](#), [702](#), [706](#), [711](#), [713](#), [716](#), [719](#), [721](#), [735](#), [738](#), [742](#), [746](#), [749](#), [752](#), [759-760](#), [762](#), [764](#), [770-771](#), [780](#), [782](#)
- Peres, Sonia [599](#)
- Peretz, Amir, syndicaliste et ministre de la Défense israélien [752](#), [754-755](#), [758](#), [760](#), [772](#)
- Peri, Yaakov, chef du Shin Bet [750](#)
- Pétain, Philippe, maréchal [345](#), [633](#)
- Picot, Georges, diplomate français [109](#), [111](#), [113-114](#)
- Pie X [115](#)
- Pineau, Christian, ministre français [341](#), [344-346](#)
- Pinsker, Léon, précurseur du sionisme [19](#), [35-36](#), [39](#), [62](#), [79](#)
- Pinto, Dorothy [108](#)
- Pinto, Moshe [655](#)

- Plehve, Viatcheslav Konstantinovitch von [71](#)
- Plumer, Herbert, maréchal, haut-commissaire britannique en Palestine [154-156](#)
- Pompidou, Georges [436](#)
- Porath, Hanan [537](#), [662](#)
- Poundak, Ron, universitaire israélien [623](#), [625](#), [627](#)
- Poutine, Vladimir [697](#), [765](#)
- Powell, Colin, ministre américain des Affaires étrangères [742-744](#), [747](#)
- Prawer, Joshua, historien [326](#)
- Qabbani, Nizar, poète [352](#)
- Qaradhawi, Yusuf (al-), « guide » des Frères musulmans [740-741](#)
- Qassam, ‘Izz al-Din (al-), prédicateur palestinien [177](#)
- Qorei, Ahmed, homme politique palestinien [625](#), [746](#), [750](#), [759](#)
- Quqa, Ibrahim [617](#)
- Qutb, Sayyid, idéologue de l’islam radical [359](#), [611](#)
- Rabin, Itzhak, général, chef d’état-major et Premier ministre israélien [220](#), [223](#), [244-245](#), [254](#), [259](#), [363-364](#), [367-371](#), [374-375](#), [377-378](#), [381](#), [384](#), [387](#), [389-391](#), [410](#), [418](#), [434](#), [439](#), [471](#), [473-476](#), [478-481](#), [483-484](#), [489-493](#), [503](#), [508](#), [525](#), [531](#), [535-536](#), [563](#), [576](#), [590](#), [592-593](#), [596-599](#), [607](#), [618](#), [623-627](#), [629-631](#), [633-639](#), [641](#), [654](#), [658-659](#), [662-663](#), [691-692](#), [695](#), [697](#), [713](#), [721](#), [727](#), [735](#), [740](#), [746](#), [752](#), [761-762](#), [764](#), [780](#)
- Rabin, Léa, ambassadrice [493](#), [635](#), [637](#), [727](#)
- Rabinovitch, Itamar [624](#)
- Rabin-Pelossof, Dalia [740](#)
- Rabin, Youval [762](#)
- Rajoub, Jibril [731](#), [736](#), [776](#)
- Ramon, Haïm [598](#)
- Rantissi, Abdel, chef politique du Hamas [751](#)
- Raphael, Itzhak, ministre israélien [304](#)
- Ratosh, Jonathan, écrivain et idéologue « cananéen » [322](#)
- Reagan, Ronald, président américain [531](#), [550](#), [553](#), [555](#), [561](#), [564-565](#), [573-575](#), [577](#), [579](#), [584](#), [598](#), [606](#)
- Redler-Feldmann, Itzhak, écrivain [94](#), [102](#)
- Regev, Eldad [755](#), [762](#)
- Regev, Miri [781](#)
- Reinach, Salomon [164](#)
- Reinach, Théodore [17](#)
- Reines, Itzhak Ya‘acov, rabbin [76](#)
- Remez, David [411](#)
- Reza Pahlavi, Mohammad [524](#), [527](#), [556](#)
- Riad, Kamal [247](#)

- Ribbentrop, Joachim von [172](#)
- Ribot, Alexandre [115](#)
- Rida, Rashid, penseur réformiste égyptien [90-93](#), [102](#), [131](#)
- Riefenstahl, Leni, réalisatrice nazie [653](#)
- Rivlin, Reuben, président d'Israël [677](#), [762-763](#)
- Rod-Larsen, Terje [625](#)
- Rogers, William, ministre américain des Affaires étrangères [417-418](#), [420](#), [431](#)
- Rommel, Erwin [189](#), [191-192](#), [332](#)
- Roosevelt, Franklin Delano, président des États-Unis [345](#)
- Ross, Dennis [713](#), [774](#)
- Rothschild, Alphonse de [35](#), [49](#)
- Rothschild, Anchel [27](#)
- Rothschild, Betty de [35](#)
- Rothschild, Charles [108](#)
- Rothschild, Edmond de, baron [39](#), [48-53](#), [55-56](#), [67](#), [76-77](#), [79-80](#), [86](#), [108](#), [120](#), [128](#), [135](#), [143](#)
- Rothschild, famille [28](#), [30](#), [35](#), [53](#), [62](#), [358](#), [366](#)
- Rothschild, Gustave de [49](#)
- Rothschild, James de [35](#), [39](#), [51](#), [108](#), [120](#), [135](#)
- Rothschild, Leonora de [35](#)
- Rothschild, Lionel de [116](#)
- Rothschild, Walter [108](#)
- Rubinstein, Amnon [492](#), [624](#), [706](#)
- Rubinstein, Arthur [398](#)
- Rubinstein, Elyakim [625](#)
- Rufeisen, Oswald alias Frère Daniel, affaire [263](#)
- Rumsfeld, Donald, ministre américain de la Défense [744](#)
- Ruppin, Arthur, dirigeant sioniste [80-82](#), [129](#), [138](#), [140](#), [144](#), [149](#), [151](#), [168](#), [179](#)
- Rusk, Dean, ministre américain des Affaires étrangères [377](#), [379](#), [386](#)
- Rutenberg, Pinhas, ingénieur [119](#), [126](#), [134-135](#), [239](#)
- Sa'ar, Guideon [762](#)
- Sacher, Harry [108](#)
- Sadate, Anouar (al-), président égyptien [22](#), [332](#), [364](#), [428](#), [430](#), [432-434](#), [436-443](#), [456](#), [458-461](#), [463-467](#), [469](#), [479-481](#), [488-489](#), [492](#), [504-529](#), [531](#), [544](#), [548](#), [552](#), [579](#), [609-610](#), [630](#), [634](#), [701](#), [723](#), [754](#)
- Sadeh, Itzhak, commandant du Palmach [184](#), [199](#), [209](#), [223](#), [250-251](#)
- Sadeh, Pinhas, poète israélien [322](#)
- Saguy, Yeshayahou, général israélien [554](#), [559-563](#), [574](#), [583](#)

- Saïd, Edward [626](#)
- Sa'id, Nouri, dirigeant irakien [292](#), [356](#)
- Sakakini, Khalil, intellectuel palestinien [44](#), [89](#), [102](#), [125](#), [171](#), [192](#), [198](#), [216-217](#)
- Sakakini, Halla [102](#)
- Saladin [145](#), [429](#), [616](#), [715](#)
- Salameh, Hassan, chef militaire palestinien [176](#), [181](#), [209](#), [213](#), [220](#), [432](#), [639](#)
- Salib, Wadi [651](#)
- Salomon, roi [15](#)
- Salvador, Joseph [32](#)
- Samuel, Herbert, ministre et haut-commissaire britannique en Palestine [108](#), [110-112](#), [128](#), [130-133](#), [140-142](#), [144](#), [154-155](#)
- Sapir, Pinhas, ministre israélien [274](#), [310](#), [370](#), [409](#), [414](#), [434](#), [472-473](#)
- Sapir, Yossef, ministre israélien [376](#)
- Sarid, Yossi, homme de gauche israélien [618](#), [624](#), [640](#), [642](#), [672](#), [722](#), [754](#)
- Sarkis, Elias, président libanais [489](#), [552](#)
- Sarkozy, Nicolas, président français [768](#), [780](#)
- Sarsour, Ibrahim [684](#)
- Sartaoui, 'Issam [565](#)
- Sasson, Elias [247](#), [254](#)
- Sasson, Moshe [365](#)
- Saul, personnage biblique [406](#)
- Savir, Ouri [623](#), [625](#)
- Schach, Eliezer, rabbin [668](#), [671-672](#)
- Schatz, Boris [94](#)
- Scheid, Élie, représentant du baron de Rothschild en Palestine [52](#)
- Schiff, Zeev [581](#)
- Schneerson, Menahem Mendel [664](#), [672](#)
- Schnitzler, Arthur [57-58](#)
- Schoenere, George von, dirigeant antisémite autrichien [58-59](#)
- Scholem, Gershom, historien de la Cabbale [150](#), [651](#)
- Schönberg, Arnold [57](#)
- Schultz, George, ministre américain des Affaires étrangères [575](#), [598](#)
- Scott, Charles Prestwich [108](#)
- Sebag-Montefiore, Geoffrey [119](#)
- Sée, Eugène [164](#), [197](#)
- Segal, Haggai [601](#)
- Senesh, Hannah [541](#)

- Shadhli, Sa'ad, général et chef d'état-major égyptien 441, 459-460, 463, 465
- Shafi, Haydar 'Abd (al-) 622, 625
- Shalev, Meir, écrivain israélien 645
- Shalit, Guilad, soldat israélien 755, 772
- Shalom, Sylvain, ministre israélien des Affaires étrangères 748, 750, 753, 761
- Shaltiel, David 215
- Shamir, Itzhak, Premier ministre israélien 525, 530, 532, 544, 556-557, 581, 585, 589-590, 592-599, 605, 607, 619-623, 641, 691, 706, 711
- Shamir, Moshe, écrivain israélien 322, 633
- Shapira, Haïm-Moshe, ministre israélien 258, 370, 385, 657
- Shapira, Ya'acov Shimshon, ministre israélien 409, 470
- Shaq'a, Bassam 535-536, 603
- Sharansky, Nathan, homme politique israélien 697-698, 722
- Sharett, Moshe, ministre des Affaires étrangères et Premier ministre israélien 167, 179, 188, 198, 204, 231, 242, 247, 257-259, 268, 270, 272-273, 275, 301, 328, 334-336, 338-341, 411
- Sharon, Ariel, général et Premier ministre israélien 236, 332-334, 337, 339, 347-348, 375-376, 378, 382, 415-416, 437, 442-443, 453-455, 459, 461-465, 473, 483, 502, 508, 513, 517, 522, 530, 536, 541, 544, 548, 551-552, 555-564, 566-568, 570-583, 590-592, 598, 605, 621, 633, 649, 669, 691, 696-697, 711-712, 714, 717, 728, 730-731, 734-754, 760-762, 772, 781
- Shaw, Walter 161, 198
- Shazar, Zalman, président de l'État d'Israël 74, 264, 269, 411
- Shehadeh, Salah 745
- Shemesh, Kochavi 401
- Sherf, Zeev 409
- Shiba, Chaim 304
- Shiloah, Reuven 254
- Shilo, Itzhak 542
- Shimhonowitch, David 84
- Shimron, David 763
- Shlonsky, Abraham, poète israélien 170-171, 366
- Shohat, Ella 651
- Shohat, Israël 80, 106
- Shoubaki, Fouad 739
- Shqaqi, Fathi, chef du Jihad islamique 639
- Shurshuk, Elias 86
- Sidqi, Najjati 185

- Sieff, Israel Moses [108](#), [120](#)
- Simon, Ernest [150](#)
- Slousch, Nahoum [113](#)
- Smilansky, Moshe, écrivain israélien [84](#), [96](#)
- Smilansky, Yizhar, écrivain [322](#), [584](#)
- Smolenskin, Peretz [25](#), [32](#)
- Sneh, Ephraïm [623](#), [625](#)
- Sneh, Moshe, dirigeant communiste israélien [199](#), [278](#)
- Sobol, Yehoshoua, dramaturge israélien [645](#)
- Sokolov, Nahum, dirigeant sioniste [89](#), [107](#), [112-115](#), [128](#), [140](#), [162](#)
- Solh, Riad (al-), président du Conseil libanais [246](#)
- Soliman le Magnifique, sultan ottoman [145](#)
- Sorel, Georges [167](#)
- Spencer, Herbert [167](#)
- Spinoza, Baruch [320](#)
- Sprinzak, Itzhak [312](#)
- Staline, Joseph [266](#)
- Stampfer, Joshua [27](#), [29](#)
- Stanley, Venetia [110](#)
- Stern, Abraham [186](#), [194-195](#), [200](#), [589](#)
- Stern, Isaac [398](#)
- Stone, Mike [15](#)
 - Voir David Marcus
- Storrs, Richard, haut fonctionnaire britannique [119](#), [123](#), [126-127](#)
- Sulayman, Sidqi [364-365](#)
- Swirski, Shlomo [650](#)
- Sykes, Mark, diplomate britannique [108-109](#), [111-112](#), [114-116](#)
- Sykes-Picot, accords [129](#)
- Tabenkin, Itzhak, dirigeant socialiste du Yishouv [74](#), [137](#), [151](#), [170](#), [179](#), [278](#), [408](#), [411](#)
- Taher, Mohammed [745](#)
- Talal, roi de Jordanie [331](#)
- Tal, Israël, général israélien [378](#), [382](#), [416](#)
- Talmon, Jacob, historien [406](#)
- Tamir, Shmuel [443](#)
- Tchernichovsky, Shaül, écrivain [63](#), [94](#), [171](#), [183](#), [646](#)
- Tegart, Charles [182](#)
- Teitelbaum, Joël [318](#)
- Tevet, Shabtaï [367](#)
- Thomas, Abel [341-342](#)
- Tibi, Ahmed, député arabe israélien [623](#), [684](#)

- Tito, Josip Broz [338](#)
- Tolkovsky, Dan, général israélien [342](#)
- Tolstoï, Léon [74](#), [78](#)
- Tomarkin, Yigal, sculpteur israélien [366](#)
- Torquemada, Tomás de [540](#)
- Toscanini, Arturo [171](#)
- Touhami, Hassan, ministre égyptien [491](#), [504-505](#), [507](#), [512](#), [521](#)
- Trepper, Leopold [399](#)
- Trotski, Léon [21](#)
- Truman, Harry, président des États-Unis [196](#), [200](#), [218](#), [227](#), [252](#), [255](#)
- Trump, Donald, président des États-Unis [776](#)
- Trumpeldor, Yossef, héros sioniste [80](#), [106](#), [125](#), [137](#), [140](#), [155](#), [193](#), [541](#)
- Tsaban, Yaïr [624](#)
- Tsur, Jacob [340](#)
- Tuqan, Ibrahim, poète palestinien [91](#), [354](#)
- Tzur, Tzvi, général et chef d'état-major israélien [363](#)
- Ussishkin, Menahem, dirigeant sioniste [120](#), [127-128](#), [179-180](#)
- Vance, Cyrus, ministre américain des Affaires étrangères [513-514](#), [519-520](#), [527-528](#)
- Védrine, Hubert, ministre français des Affaires étrangères [728](#), [743](#)
- Wagner, Richard [58](#), [112](#)
- Wahab, Shakib [223](#)
- Waldmann, Eliezer [541](#), [543](#)
- Wallach, Yona, poétesse israélienne [645](#)
- Walzer, Michael [654](#)
- Warburg, Otto, président de l'Organisation sioniste mondiale [81](#), [107](#)
- Warhaptig, Zerah [370](#), [657](#)
- Wauchope, Arthur, haut-commissaire israélien en Palestine [169](#), [178](#)
- Wavell, Archibald [189](#)
- Wazir, Khalil (al-) [424](#), [607](#)
- Webb, Béatrice [168](#)
- Wedgwood, Joshua [146](#)
- Weinberger, Caspar, secrétaire d'État américain à la Défense [555-556](#), [564](#)
- Weiss, Akiva Aryeh, fondateur de Tel-Aviv [56](#)
- Weissglas, Dov [753](#)
- Weizman, Ezer, général et ministre israélien [342](#), [371](#), [375](#), [381](#),

- 387-388, 414-415, 421, 475, 493-494, 502, 511-513, 517, 519, 521-523, 525, 527, 529-531, 548, 595-596, 619, 623, 722
- Weizmann, Chaim, dirigeant sioniste et premier président de l'État d'Israël 67-68, 79, 107-108, 110, 112, 116, 119-120, 122, 126-128, 132, 134-135, 141-142, 144, 151-152, 161-162, 164, 166, 179-180, 184, 186, 188, 193, 218, 231, 259-260, 269
- Weizman, Shaül 529, 551
- Wiener, Esther 48
- Wilbushevitz-Shohat, Maya 80
- Wilson, Woodrow 114, 116, 121, 123
- Wingate, Orde, capitaine britannique 184, 334
- Wingate, Reginald 120
- Winogradov, juge 758
- Wise, Stephen 301
- Wisliceny, Dieter 319
- Wogue, Lazare, professeur au séminaire israélite de France 18
- Wolffsohn, David 80
- Wolf, Lucien 108
- Wolfowitz, Paul 744
- Ya'alon, Moshe, chef d'état-major et ministre de la Défense israélien 732, 752, 771
- Ya'ari, Meir, dirigeant de gauche israélien 273, 278, 414
- Yadin, Yigaël, général, chef d'état-major, archéologue et ministre israélien 208, 219, 231, 242, 252, 254, 274, 321, 329, 375, 470, 492, 495, 502, 507, 530-531, 706
- Yadlin, Amos 769
- Yaffé, Eliezer 77, 82
- Yahya, Muhammad Hamid ed-Din 293
- Yalin, Yehiel 64
- Yanaï, Reuven 646
- Yariv, Aharon 456
- Yaron, Amos 567-570, 572, 580-581, 583
- Yassin, Ahmed, cheikh, fondateur du Hamas 609-610, 615, 621, 630, 685, 715-716, 751
- Yatom, Danny, général et chef du Mossad 715
- Yavneli, Samuel 81
- Yehoshoua, A.B., écrivain israélien 44, 322, 325, 646-647
- Yehoshoua, Ya'acov 44
- Yeivin, Yehoshoua Heshel 167
- Yishai, Elie 676
- Yoffé, Abraham, général israélien 348, 378, 382, 389
- Yossef, Dov, ministre israélien 271
- Yossef, Ovadia, rabbin, chef spirituel du parti Shas 534, 654,

671-676, 691

- Zadoc-Kahn, Léon 164, 197
- Zaghir, Ibrahim (al-), chef militaire palestinien 209
- Zahalka, Salah 619
- Zahalkeh, Jamal 684
- Za'im, Husni, chef d'État syrien 255-256
- Zamir, Zvi, général et chef du Mossad 441-442, 446
- Zangwill, Israel, écrivain anglais 21, 66, 95, 120
- Ze'evi, Rehava'am, général israélien 397, 738-739, 743
- Ze'ira, Elie, général et chef du Renseignement militaire 442, 444, 446, 472
- Zippori, Mordechai, général et ministre israélien 563, 568-569, 575, 581
- Ziyad, Tawfiq 498
- Zohar, Ouri, acteur israélien 366
- Zweig, Stefan, écrivain 57, 71, 724

Remerciements

Ce livre doit beaucoup à la patience de mes proches, et plus particulièrement aux encouragements et aux remarques de fond de mon épouse, Annie, à qui il est dédié. Mes remerciements vont aussi à mes amis José Allouche et Claude Klein pour leurs conseils et leurs commentaires, toujours pertinents. Je suis également reconnaissant à Élodie Levacher, Marion Bolingue et Céline Delautre, qui ont lu attentivement et suivi de près la progression de cet ouvrage et dont les observations m'ont été d'une grande aide. Enfin, à Benoît Yvert, qui m'a accueilli une fois de plus dans son excellente maison, je veux dire toute mon amitié.

Suivez toute l'actualité des Éditions Perrin sur
www.editions-perrin.fr

PERRIN

Nous suivre sur

